



BIBLIOTECA LUCCHESI-PALLI
III.^a SALA O.S

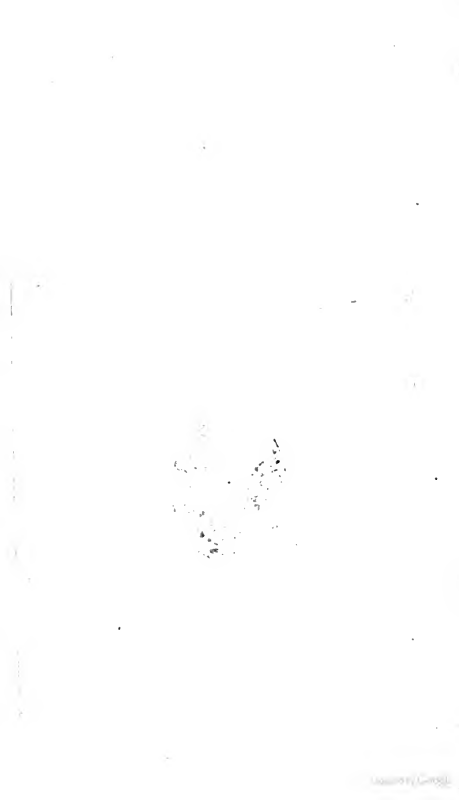
SCAFFALE 2

PLUTEO II

N.^o CATENA 71 213

Gr. Sala. 2. II. 11

III 2 II 2 (3



36861

NOUVEAU RECUEIL
DE
T R A I T É S
*d'Alliance, de Paix, de Trêve, de Neutralité,
de commerce, de limites, d'échange etc. et de plusieurs
autres actes servant à la connaissance
des relations étrangères
des Puissances et états*
DE L'EUROPE

TANT DANS LEUR RAPPORT MUTUEL
QUE DANS CELUI ENVERS LES PUISSANCES
ET ETATS DANS D'AUTRES PARTIES DU GLOBE

Depuis 1808 jusqu'à présent.

*Tiré des copies publiées par autorité, des meilleures
collections particulières de traités et des auteurs
les plus estimés.*

PAR

GEO. FRÉD. DE MARTENS.

TOME III.

1808 — 1818 *inclusiv.*

À G O T T I N G U E,
DANS LA LIBRAIRIE DE DIETERICH.

1 8 1 8.



10896

P R É F A C E.

Le présent III^{ème} volume du nouveau Recueil (ou VII^{ème} supplément de l'ancien) renferme les traités de 1816, 1817, et 1818, et deux appendices de traités signés depuis 1808, qui me sont parvenus trop tard pour les insérer là où il auroit convenu. L'interruption de l'ordre chronologique qui en résulte est un léger inconvénient auquel l'usage de la double table chronologique et alphabétique ajoutée remédiera avec facilité, et qui n'étant pas suite de négligence mais du desir, continué jusqu'à la fin de l'impression, de compléter l'ouvrage, a quelque droit sur l'indulgence du lecteur.

Plusieurs des traités que le présent volume contient n'ont pas encore été imprimés du tout, ou ne l'ont été que sur des feuilles volantes à l'usage du département des affaires étrangères. Dans l'une ou l'autre de ces catégories je crois pouvoir ranger les suivantes 20 pièces d'après l'ordre chronologique

1808. 9 Sept. Convention entre diverses cours
d'Allemagne sur le partage des dettes
de l'ancien collège des comtes de
Franconie. p. 169.

* 3

1810.

1810. 15 Mai. Procès verbal de remise des principautés de Fulde et de Hanau au G. D. de Francfort et de la moitié de l'octroi du Rhin à la France. p. 185.
1811. 28 Déc. Convention entre la France et le G. D. de Francfort sur le remboursement des dettes et la cession de domaines, p. 214.
1813. 7 Avr. Convention entre les G. D. de Hesse et de Francfort à la suite du partage de la P. de Hanau. p. 244.
- 15 Août. Conv. entre l'Archiduc Antoine, Grand-maitre de l'ordre Teutonique et les membres de la cidevant confédération Rhénane sur les dettes et créances de l'ordre. p. 276 et 287.
- Déc. Cession de la seigneurie de Jever par S. M. l'Empereur de Russie au D. d'Oldenbourg. p. 296.
1814. 14 Mars. Convention entre l'Electeur de Hesse et l'administration centrale des pays occupés. p. 299.
- 31 Mai. Acte entre les Min. des alliés relatif à l'occupation des pays cédés par la France en vertu du traité de Paris. p. 309.
- 2 Juin. Arrangement provisoire sur le rétabl. du commerce entre la Prusse et le Danemarck. p. 304.

1814. 13 Juin. Convention entre les généraux Autrichiens et Prussiens sur l'occupation militaire et l'administration de Mayence. p. 310.

1815. 22 Sept. Convention territoriale entre le Roi de Prusse et le G. D. de Weimar. p. 323.

16 Oct. Traité de cession et d'échange entre le Roi de Prusse et l'électeur de Hesse. p. 331.

21 Nov. Procès verbal des conférences de Paris sur l'emploi des fonds destinés au renforcement de la ligne défensive placée. p. 406.

1816. 26 Juin. Traité de limites entre les Rois de Prusse et des Pays-bas à Aix la chapelle avec un arrangement sur les fabriques. p. 24.

29 Juin. Convention territoriale entre l'Electeur et le G. D. de Hesse. p. 64. (qui est celle qui dans la préface au volume II. p. X a été fautive ment annoncée sous la date de 30 Juin 1815).

30 Juin. Convention territoriale entre l'Autriche et la Prusse d'une part et le G. D. de Hesse de l'autre. p. 73.

1816. 7 Oct. Traité de limites entre les Rois de Prusse et des Pays-bas signé à Cleve. p. 45.

17 Déc. Arrangement entre les Comm. Austr. Pruss. et Hessois sur la forteresse de Mayence. p. 341.

1817. 4 Févr. Convention territoriale entre le Hanovre et Oldenburg. p. 373.

12 Mars. Convention entre l'Autriche et la Prusse d'une part et le Roi des Pays-Bas de l'autre. p. 413.

Quelques uns des traités que renferme l'appendice ont déjà été imprimés, mais avaient échappé à mes recherches, tel que

Le traité de Commerce entre la Gr. Bretagne et le Portugal du 19 Fevr. 1810, placé p. 194.

Le traité de paix entre la Gr. Bretagne et la Russie à Oerebro 1812, placé p. 226.

Celui entre la Russie et la Porte signé à Bucharest le 28 Mai 1812 que j'ai mieux aimé insérer à un place indue p. 397 que de l'omettre entièrement.

Celui entre l'Espagne et la Russie à Welliki Louki 1812, placé p. 230.

La Convention de Mantoue du 23 Avril 1814. p. 303.

Je suis redevable à la continuation de l'histoire abrégée des traités de feu Mr. KOCH, par Mr. le

con-

conseiller de legation SCHOELL, dont les X. et XII., XIII. et XIV. volumes ont paru pendant l'impression du présent volume (et dont le XI. a également paru mais après cette époque), tant de plusieurs traités et articles qui n'avaient point encore été publiés, nommément des traités de Kalisch du 28 Févr. et 7 Avril 1813 placés p. 234 et 238, que de quelques rectifications de noms ou de dates dont j'ai du moins pu profiter encore dans la table chronologique et alphabétique et que je m'empresse d'indiquer ici pour faciliter au lecteur les moyens de les corriger. Savoir: dans le Vol. V. de mes supplémens on doit lire:

p. 582 et 586	au lieu de	<i>Pleiswitz</i>	—	<i>Poischwitz</i>
p. 591	—	—	8 Août	— 8 Avril
p. 654	—	—	11 Déc.	— 8. Déc.

En donnant ce qu'il a tenu à moi de me procurer et ce qu'il m'a été permis de faire imprimer, je ne me dissimule pas qu'il restent encore bien des lacunes à couvrir; parmi les quelles je compte à regret le traité du 10 Juin 1817 entre l'Autriche et l'Espagne sous la médiation des 4 grandes puissances, et le traité du 28 Août 1817 entre la France et le Portugal. Mais, considérant que le moyen de ne jamais terminer est de différer jusqu'à la réception de telle, et en suite de telle autre pièce individuelle, j'ai cru ne pas devoir remettre la publication du présent volume jusqu'à l'époque

'incer-

incertaine ou ces pièces auroient pu me parvenir. D'ailleurs un recueil de traités recents n'est proprement pas susceptible à être terminé puisque la chaîne non interrompue des événemens et des negociations offre toujours de nouveaux matériaux.

Mais comme la facilité de l'usage d'un recueil qui, bien au de là de ce que je pouvois présumer en le commençant, s'est accru à 14 volumes, exige essentiellement de tems en tems une table chronologique et alphabétique qui s'étende sur la totalité de l'ouvrage, ceci m'engage à terminer pour le présent mon travail par une double table de ce genre qui, s'étend sur les sept volumes du recueil primitif première et seconde édition et sur les sept volumes de supplemens, et dispense désormais de recourir à celles données T. IV. de la seconde édit. T. III., T. V. et VII. de la première T. IV. et VI. des supplemens.

Si j'ai encore à vivre, et si ceux qui ont bien voulu venir à mon secours en me fournissant des matériaux, voudront bien continuer à me donner de semblables marques de leur bienveillance, je ferois peut être à même de fournir dans peu de tems un quatrieme volume des traités conclus depuis 1808 pour lequel plusieurs matériaux me sont déjà parvenus depuis que l'impression du présent volume a été terminée au mois de Juin de la présente année, et je me permets d'annon-

cer

cer d'avance qu'il renfermeroit entre autres les
suivans traités :

1813. 12 Oct. Traité de paix entre la Russie et
la Perse à Gulistan.

1815. 28 Mai. Convention entre la Russie et la
Prusse.

31 Mai. Article séparé et eventuel joint au
traité du même jour entre la Prusse
et Nassau.

7 Juin. Traité entre la Prusse et la Suède
à Vienne.

12 Juin. Convention particulière entre
l'Autriche et la Prusse.

7 Août. Pacte de confédération entre les
22 Cantons Suisses.

Nov. et Déc. Actes sur la réunion de l'evê-
ché de Bâle aux Cantons de Bern
et de Bâle.

1816. 1817 et 1818. Diverses conventions de
cartel et d'étape conclus par la
Prusse avec plusieurs Puissances et
Etats nommément avec la Russie,
le Hannovre, Saxe Weimar, Saxe
Gotha, le G. D. de Hesse, Nassau,
le royaume de Saxe, l'Electeur de
Hesse, Lippe, Mecklenbourg etc.
à la suite des traités de 1815.

1816. 12 Déc. Acte de réunion des deux royau-
mes de Sicile.

1817.

1817. 23 Juill. Convention entre les commissaires Prussiens et Saxons sous la médiation de l'Autriche.

28 Juill. Convention entre la Gr. Bretagne et le Portugal sur le commerce des esclaves.

10 Août. Convention de Carlsbad entre l'Autriche et la Prusse concernant Mayence.

28 Août. Traité entre la France et le Portugal.

23 Sept. Traité entre la Gr. Bretagne et l'Espagne sur le commerce des esclaves.

1818. 4 Mai. Traité entre la Gr. Bretagne et le Roi des Pays-Bas sur le commerce des esclaves..

Je ne fais pas mention encore de plusieurs autres traités qui m'ont été promis avec bienveillance, ou auxquels la réunion des Puissances à Aix la Chapelle pourroit donner lieu.

À Francfort ce 28 Septembre 1818.

I.

*Actes du Parlement Britannique relatifs à la 1816
garde de Buonaparte en l'île de Ste. Helène^{11 Avr.}
et au commerce de cette île.*

(*Politisches Journal* 1816. T. I. p. 435.)

A.

Anno Quinquagesimo Sexto
Georgii III Regis.

*An Act for the more effectually detaining in
custody Napoleon Buonaparté.*

(11th April 1816.)

Whereas it is necessary for the Preservation of the Tranquillity of Europe, and for the general Safety, that Napoleon Buonaparté should be detained and kept in Custody as is herein after provided: Be it therefore enacted: ad it is hereby enacted by the Kings most Excellent Majesty, by and with the Advice and Consent of the Lords Spiritual and Temporal, and Commons, in this present Parliament assembled, and by the Authority of the Same, That it shall and may be lawful for his Majesty, his Heirs and Successors, to detain and keep the Said Napoleon Buonaparté in the Custody of such Person or Persons, in such Place within his Majestys Dominions, and under such Restrictions, during the Pleasure of his Majestys, his Heirs and Successors, as to his Majesty, his Heirs and Successors shall from Time to Time seem fit.

II. And be it further enacted, that the said Napoleon Buonaparté being in such Custody as aforesaid,
Nouveau Recueil. T. III. A shall

1816 shall be deemed and taken to be, and shall be treated and dealt with as a Prisoner of war, except only in so far as by his Majesty, his Heirs and Successors, shall at any Time, or from Time to Time, be otherwise directed, and that it shall and may be lawfull for his Majesty his Heirs and Successors by Warrant under the Hand and Seal of one of His or their Principal Secretaries of State, to nominate and appoint such Person or Persons, being his Majesty's Subject or Subjects, as to his Majesty, his Heirs, and Successors shall seem fit, to have the Custody of the said Napoleon Buonaparté and from Time to Time, by like Warrant to change the Place, and to appoint such other Place, as to his Majesty his Heirs and Successors shall seem fit, the Custody of the said Napoleon Buonaparté: in which the said Napoleon Buonaparté from the Place in which he now is, or shall at any Time hereafter be so detained and kept, and to convey him to such other Place as shall be so appointed as aforesaid; and that it shall and may be lawfull for such Person or Persons so appointed or to be appointed as aforesaid, to call to his or their Aid and Assistance all or any Persons, being Subjects of his Majesty, or owing Allegiance to his Majesty, for the detaining and keeping the said Napoleon Buonaparté in Custody as aforesaid, or for the removing or conveying him as aforesaid, as Occasion may require: and that all and every such Person or Persons so appointed as aforesaid; and all and every Person and Persons, who shall be called to his or their Aid and Assistance, shall have full Power and Authority to use all Ways and Means for the detaining and keeping the said Napoleon Buonaparté in such Custody and for the Prevention of the Rescure or Escape, of the said Napoleon Buonaparté from and out of such Custody, and for the retaking the said Napoleon Buonaparté in Case he shall be rescued or shall escape from and out of the same, as might be lawfully used for the detaining and keeping in Custody, and for preventing the Rescure or Escape of, and for retaking any Prisoner of war.

III. And be it further enacted, that if any Person or Persons, being a Subject or Subjects of or owing Allegiance to his Majesty, his Heirs or Successors, shall rescue or attempt to rescue the said Napoleon Buonaparté,

parté, or shall knowingly and willfully aid or assist in the Escape of the said Napoleon Buonaparté, or in any Attempt to escape from such Custody as afore said, or from any Limits or Bounds wherein he now is or at any Time hereafter shall or may be detained and kept in Custody as afore said, or in which he shall or may be suffered to go at Large within the Limits of any Island or Country, Territory or Place, or within the Limits of any District or Bounds within any Island or Country, Territory or Place, upon Parole or without Parole, all and every such Person or Persons so offending, shall upon being convicted thereof be adjudged guilty of felony, and shall suffer Death as in Cases of felony, without Benefit of Clergy. 1816

IV. And be it further enacted, that if any Person or Persons, being Subjects of or owing Allegiance to his Majesty his Heirs or Successors, shall knowingly and willfully aid, assist, or further the said Napoleon Buonaparté in quitting any Part of any Island, Country, Territory, or Place, within which he may have been confined or suffered to go at Large, on Parole or without Parole, after he shall have been rescued, or have escaped or departed from any place of custody or from the Limits and Bounds within which he shall have been committed to go at Large, upon Parole or without Parole, he, she or they shall be deemed guilty of aiding the Escape of the said Napoleon Buonaparté, under the Provisions of this Act.

V. And be it further enacted, that if any Person or Persons being a Subject or Subjects of his Majesty, or owing Allegiance to his Majesty, after the said Napoleon Buonaparté shall have been rescued or have escaped or departed from and have quitted the Island, Country, District or Territory, within which he shall have been detained and kept in Custody as afore said or have suffered to go at large, upon parole or without, or after he shall have quitted and departed from any other Country into which he may have escaped or come, shall knowingly and willfully upon the high Seas, aid, assist or further the said Napoleon Buonaparté in escaping or going to or towards any other Dominions or Place whatsoever such Person or Persons shall be adjudged

A 2

1816 judged guilty of felony, and shall suffer Death as in Cases of felony without Benefit of Clergy.

VI. And be it further enacted, that all Offences against this Act wheresoever the same shall be committed, whether within the Dominions of his Majesty or without, or upon the high Seas, may be inquired of, tried, heard, determined and adjudged in any County, within that part of his Majesty's Dominions called England in like Manner, and by a Jury of such County, as if such Offences had been committed within such County, and that in every Information or Indictment for such Offence, such Offence may be laid and charged to have been committed in such County.

VII. And be it further enacted that all Persons who shall be apprehended, detained, or in Custody, charged with any Offence against this Act, may be detained in Custody and sent to England, in ordre to their being proceeded against, and tried for such Offence.

VIII. And be it further enacted, that if any Action, Suit, Bill, Plaint, Information, or Indictment, shall be brought, sued, or prosecuted against any Person or Persons for any Thing done under or by Virtue of this Act, such Person or Persons may plead the General Issue, and shall have the Advantage thereof as fully, and to all Intents and Purposes, as if the special Matter had been fully and well pleaded, and in such Manner as any Justice of the Peace, Constable or other Officer, questioned for Matters acted by them as Officers, or in the Execution of their Justification upon the General Issue by them pleaded, by any of the Laws and Statutes of this Kingdom.

B.

*An Act for regulating the Intercourse with the 1816
Island of Saint Helena, during the Time Napoleon
Buonaparté shall be detained there, and for in-
demnifying Persons in the Cases therein
mentioned.*

(11th April 1816.)

(*Politisches Journal* 1816. T. I. p. 439.)

I. **W**hereas Napoleon Buonaparté is now detained and kept in Custody in the Island of St. Helena: And whereas it is requisite and necessary to prohibit all Intercourse and Communication with the said Island of St. Helena either by his Majesty's Subjects or by any other Person or Persons except under the Restrictions and according to the Rules, Regulations, and Conditions hereafter set forth and prescribed during such time as the said Napoleon Buonaparté shall be detained and kept, or shall be ordered by his Majesty his Heirs and Successors, to be detained and kept in the said Island of St. Helena: Be it therefore enacted, and it is hereby enacted by the King's most Excellent Majesty, and with the Advice and Consent of the Lords Spiritual and Temporal and Commons, in this present Parliament assembled, and by the Authority of the same, that for and during such Time as the said Napoleon Buonaparté shall be detained and kept in Custody, or shall be ordered by his Majesty, his Heirs and Successors, to be detained and kept in Custody in the said Island of St. Helena, it shall not be lawfull for any of his Majesty's Subjects, or for any other Person or Persons whatsoever (except in Ships or Vessels of and belonging to or chartered or employed by the United Company of Merchants of England trading in the East Indies, or by any other Person or Persons lawfully ordered to proceed to or to rendezvous at the said Island, by the said United Company or by the Governor or General of Fort William, the Governor of Fort Saint George, or Bombay, or by the said Companies supra) to trade, go, sail, or repair to the said

1816 **1816** said Island of Saint Helena without the Licence of his Majesty his Heirs or Successors, signed by one of his Majesty's principal Secretaries of State, or without the Licence, Consent, and Permission of the Governor or in his Absence of the Deputy Governor of the said Island for the Time being, or of the Commander for the Time being of his Majesty's Naval or Military Forces stationed off or at the said Island, and if any Person or Persons (except as before excepted other than such as shall be thereunto Lawfully authorized by such licence of his Majesty, his Heirs and Successors, or of the Governor, Deputy Governor or Commander, or such Permission or Consent as aforesaid, shall trade, go, sail, repair to, or land upon the said Island of St. Helena, he or they shall be deemed guilty of a high Crime and Misdemeanor, and shall and may be prosecuted for the same in his Majesty's court of King's Bench here in England upon Information exhibited by his Majesty's Attorney General, or upon Indictment found; in which Information or Indictment such Offence may be laid and charged to have been committed in the County of Middlesex and all and every Persons so offending shall on Conviction be liable to such Punishment by Imprisonment and fine or either, as the Court shall adjudge or award, any Law, Statute or Usage to the Contrary Notwithstanding.

II. And be it further enacted, that all and every Person and Persons so offending, shall and may be seized and brought to England for the Purpose of being so tried, and that it shall and may be lawfull to and for one or more of his Majesty's Justice of the Peace, and he and they may is and are authorized and required to commit all and every such Person and Persons to the next County Goal there to remain under sufficient Security be given by natural born Subjects or Denizens, to appear in his Majesty's court of King's Bench at Westminster, to answer any Information or Indictment exhibited or found; or to be exhibited or found against him or them, and not to go or depart out of court or out of this Kingdom, without Leave of the said Court.

III. And be it further enacted, that if any Person who shall arrive at the said Island on board any Ship
or

1816
r Vessel of and belonging to or chartered or employed
y the said united company as aforesaid, shall land on
ie said Island from on board the Same, or shall land
n the said Island from any of his Majesty's Ships or
essels of war (except the Officers and Seamen of and
elonging to such Ship or Vessel of War shall not, when
ereunto ordered and required by the said Governor,
r in his Absence the Deputy Governor for the Time
eing of the said Island, forth with return, to and re-
air on board such Ship or Vessel from which he shall
ave so landed as aforesaid, it shall and may be lawfull
of the said Governor, or in his Absence the Deputy
governor for the Time being, to seize and detain every
ich Person until he or she can be sent, and to send
im or her on board the said Ship or Vessel from which
e or she so landed as aforesaid, and every Person
who shall have so landed from any such Ship or Vessel
s last aforesaid, who shall, after the Departure of such
hip or Vessel from the said Island, without the Li-
ence, Permission, and Consent of the said Governor,
r in his Absence the Deputy Governor for the Time
eing, shall be deemed guilty of a Misdemeanor, and
nall and may be dealt with prosecuted, and punished
n the same Manner and Form as Persons who shall
without Licence, Permission and Consent as aforesaid,
and from any other Ship, Vessel or Boat not belonging
o, chartered, or employed by the said united Com-
any, or ordered by the said Company, or their Ser-
ants as aforesaid, to proceed to or rendezvous at the
aid Island.

IV. And be it further enacted, that it shall and may
be lawfull to and for the Governor or in his Absence,
he Deputy Governor of the said Island for the Time
eing, or for the Commander for the Time being of
his Majesty's Naval or Military Forces stationed off or
t the said Island respectively, and the Persons acting
nder his or their orders and Commands respectively,
y all necessary Ways and Means to hinder and prevent
ny Ship, Vessel or Boat, Ships, or Vessels or Boats
except Ship and Vessels of and belonging to or chartered
y the said united Company of Merchants and also
Duly licensed by the said Company for that Purpose,
is herein before mentioned, from repairing to, tra-
ding,

1816 ding, or touching at the said Island, or having any Communication with the same; and to hinder and prevent any Person or Persons from landing upon the said Island from such Ships, Vessels, or Boats, and to seize and detain all and every Person and Persons that shall land upon the said Island from the same, and all such Ships, Vessels, or Boats (except as above excepted) as shall repair to, or trade, or touch at the said Island, or shall be found hovering within Eight Leagues of the Coast thereof and which shall or may belong, in the whole or in Part, to any Subject or Subjects of his Majesty, or to any Person or Persons owing Allegiance to his Majesty, shall and are hereby declared to be forfeited to his Majesty, and shall and may be seized and detained, and brought to England, and shall and may be prosecuted to condemnation by his Majesty Attorney General, in any of his Majesty's, Courts of Record at Westminster, in such Manner and Form as any Ship, Vessel or Boat may be seized, detained or prosecuted for any Breach or Violation of the Navigation or Revenue Laws of this Country; and the Offence for which such Ship, Vessel, or Boat, shall be proceeded against, shall and may be laid and charged to have been done and committed in the County of Middlesex and if any Ship, Vessel, or Boat, not belonging in the Whole or in Part to any Person or Persons, the Subject or Subjects of, or owing Allegiance to his Majesty, his Heirs and Successors, shall repair to, or trade or touch at the said Island of Saint Helena, or shall be found hovering within Eight Leagues of the Coast thereof, and shall not depart from the said Island or the Coast thereof, when and so soon as the Master or other Person having the Charge and Command thereof, shall be ordered so to do by the Governor or Lieutenant Governor of the said Island for the Time being, or by the Commander of his Majesty's Naval or Military Force, stationed at or off the said Island for the Time being (unless in Case of unavoidable Necessity, or Distress of Weather) such Ship or Vessel shall be deemed forfeited, and shall and may be seized and detained and prosecuted in the same Manner as in herein before enacted as to Ships, Vessels, or Boats of or belonging to any Subject or Subjects of his Majesty.

V. Provided always, and be it enacted, That if any Ship or Vessel shall happen, by Strefs of Weather, Peril of the Sea, or other inevitable Accident, or other urgent Necessity, to be driven or forced to the said Island, and from such Cause to touch thereat, and the Master or other Person having the Command of such Ship or Vessel shall forthwith give Notice thereof, and of the Cause thereof, to the Governor, or in his Absence to the Deputy Governor, of the said Island for the Time being, or to the Commander of his Majesty's Naval or Military Forces for the Time being, or one of them; and shall, during the Time that such Ship or Vessel shall be permitted to remain at the said Island, in all Things conform to the Directions and Ordres of the said Governor, or in his Absence of the said Deputy Governor for the Time being; and the said Ship or Vessel shall quit the said Island, and depart therefrom, with all the Crew and Passengers of and belonging to the said Ship or Vessel, as and when the said Governor, or in his Absence the Deputy Governor for the Time being, or the Commander of his Majesty's Naval and Military Forces at the said Island for the Time being, or either of them, shall direct and require; such Ship or Vessel shall not be subject to Forfeiture, nor shall the Owners or Master or Crew thereof, or any Person or Persons on board the same, who shall so conform to such Directions and Ordres as aforesaid, be liable to any of the Pains, Penalties, or Punishments herein-before mentioned: Provided nevertheless; that the Proof of such Ship or Vessel having been driven or forced to repair to and touch at the said Island, by Strefs of Weather, Peril of the Sea, or other inevitable Accident or urgent Necessity, and of having quitted and departed from the said Island as herein-before mentioned, shall lie upon the Party claiming such Exemption from the Pains, Penalties, and Punishments aforesaid; any Thing in this Act or any other Act contained to the contrary notwithstanding.

VI. And whereas in Consequence of Napoleon Buonaparte having been detained and kept in Custody in the Island of Saint Helena, and in Order to the safely and securely detaining and keeping him in such Custody, may have happened that the Commissioners for

1816 executing the Office of Lord High Admiral, or the Governor of the said Island for the Time being, or the Commander of his Majesty's Naval or Military Forces respectively, or other Officers and Persons acting or who have acted in their Aid and Assistance, or under their Advice, Ordres, or Commands, may from the Urgency of the Occasion have given Ordres, done Acts, or used Means for the Purpose, which may not be strictly justified by Law; and in such Case it is highly fit that they should be justified and indemnified by Act of Parliament for the same; be it therefore enacted, That the said Commissioners for executing the Office of Lord High Admiral, and the Governor of the said Island of Saint Helena for the Time being, and the Commander or Commanders of His Majesty's Naval or Military Forces for the Time being, and all and every Officer and Officers, Person and Persons, who have acted in their Aid and Assistance, or under their respective Advice, Orders, and Commands, shall be and they are hereby indemnified for the same.

VII. And be it further enacted, That all Actions, Suits, Indictments, Prosecutions, and Proceedings whatsoever, which may have been or which shall be hereafter prosecuted or commenced against any Person or Persons, for or by Reason of any Advice, Ordres, or Commands issued, or for or by Reason of any Act, Matter, or Thing advised, commanded, appointed, ordered, or done by the said Commissioners for executing the Office of Lord High Admiral, or by the Governor of the said Island for the Time being, or the Commander of his Majesty's Naval or Military Forces respectively, or by any Officer or Officers, Person or Persons, acting in their Aid and Assistance, or under their or either of their Advice, Ordres, or Commands, at any Time before the passing of this Act, be and shall be discharged and made void by Virtue of this Act; and that in any Action, Suit, Indictment, Prosecution, or Proceeding now commenced or which shall or may hereafter be prosecuted and commenced, against any of the said Commissioners, Governor or Governors, Commanders, Officers, or Person or Persons as aforesaid, for or by Reason of any such Advice, Order, or Command, or for or by Reason of any Act, Matter,

atter, or Thing, done in such Aid and Assistance, or 1816
der such Advice, Order, or Command respectively,
, she, or they may plead the General Issue, and give
s Act and the Special Matter in Evidence.

VIII. Provided always, That this Act, or any
ing herein contained, shall not extend or be con-
ued to extend to restrain or prejudice the Trade or
ght of Trade or Navigation of the said United Com-
ny of Merchants of England trading to the East In-
es, to the said Island of Saint Helena, in Ships of
d belonging to or chartered by the said Company,
d duly licensed by them for that Purpose, or to
ejudice or infringe the Rights of the said Company
and over the said Island and the Inhabitants there-
, except as is herein-before specially enacted and
ntained.

IX. And be it further enacted, That this Act may
altered, varied, or repealed, by any Act to be
ade in this present Session of Parliament.

2.

*Traité entre Sa Majesté l'Empereur d'Autri- 14 Avril
e, et Sa Majesté le Roi de Bavière pour
xer les limites et les rapports de leurs états
spectifs, signé à Munich le 14 Avr. 1816;
avec les articles additionels et secrets.*

Les articles patens d'après l'imprimé de Vienne de
l'imprimerie impériale et royale de cour et d'état. 4.)

Au Nom de la très-sainte et indivisible Trinité.

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche et Sa Majesté le
loi de Bavière, également animées du désir de resser-
er les liens d'amitié qui Les unissent, en fixant d'une
nanière définitive les limites et les rapports de Leurs
tats respectifs, ont nommé des Plénipotentiaires,
our concerter, arrêter et signer tout ce qui est re-
atif à cet objet; savoir:

1816

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, le Sieur Jean-Pierre-Theodore Baron *de Wacquand-Geozelles*, Chevalier des Ordres militaire de Marie-Thérèse et Royal de St. Etienne de Hongrie, Grand' Croix, Commandeur et Chevalier de plusieurs autres, Chambellan, Conseiller intime, Lieutenant-Général des Armées et Colonel propriétaire d'un régiment d'Infanterie Hongroise de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique;

Et Sa Majesté le Roi de Bavière, le Sieur Maximilien Comte *de Montgelas*, Son Chambellan, Ministre d'état et des Conférences et Ministre dirigeant les départemens des affaires étrangères, des finances et de l'intérieur, Ministre Secrétaire d'état de la Maison Royale, Grand-Chancelier et Chevalier de St. Hubert, Grand' Croix du Mérite civil de Bavière, Grand' Croix de l'Ordre de St. Etienne de Hongrie, Chevalier de l'Ordre de St. Alexandre-Newsky, Chevalier Grand' Croix des Ordres de l'Aigle noire et de l'Aigle rouge, Grand-Aigle de la Légion d'honneur, Grand' Croix de la Couronne verte de Saxe et Grand' Croix honoraire de l'Ordre de St. Jean de Jérusalem;

Et le Sieur Louis Comte *de Rechberg et Rothenlöwen*, Son Chambellan, Conseiller-privé actuel, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, Chevalier de St. Hubert, Commandeur de l'Ordre de St. George et Grand' Croix de celui du Mérite civil de Bavière.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans:

Retro-
cessions
de la
Bavière

ART. I. Sa Majesté le Roi de Bavière, pour elle, ses héritiers et successeurs, rétrocède et abandonne, en toute propriété et souveraineté, à Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, ainsi qu'à ses héritiers et successeurs:

Les parties du Hausruckviertel et l'Innviertel, tels qu'ils ont été cédés par l'Autriche en 1809.

Le Bailliage Tyrolien de Vils et le Duché de Salzborg, tel qu'il a été cédé par l'Autriche en 1809.

Sont exceptés de la présente rétrocession les Bailliages de Waging, Tittmaning, Teisendorf et Laufen, en tant qu'ils sont situés sur la rive gauche de la Salza et de la Saal.

Ces districts, avec leurs appartenances et dépendances, continueront de rester à la Couronne de Bavière en toute propriété et souveraineté. 1816

ART. II. En retour de ces concessions, Sa Majesté l'Empereur d'Autriche pour Elle, Ses héritiers et successeurs, cède à Sa Majesté le Roi de Bavière, à Ses héritiers et successeurs, en toute propriété et souveraineté; Cessions en échange

A. *A la gauche du Rhin.*

Dans le Département du Mont-Tonnerre:

1. Les arrondissemens de Deux-Ponts, Kaiserslautern et de Spire; ce dernier à l'exception des Cantons Worms et Feddersheim.

2. Le Canton de Kirchheim-Poland, dans l'arrondissement d'Alzey.

Dans le Département de la Saar:

3. Les Cantons de Waldmohr, Bliescastel et Cussel; dernier à l'exception de quelques endroits, sur la rive droite de Saint-Wendel à Baumholder, qui seront compensés par un arrangement territorial à régler d'accord avec les plénipotentiaires des Puissances alliées réunis à Francfort.

Dans le Département du Bas-Rhin:

4. Le Canton, la ville et la forteresse de Landau; cette dernière comme place de la Confédération, conformément aux dispositions du 3 Novembre 1815.

5. Les Cantons de Bergzabern, Langenkandel et la partie du Département du Bas-Rhin, cédés à la France sur la rive gauche de la Lauter, par le traité de Paris du 20 Novembre 1815.

Ces pays seront possédés par Sa Majesté le Roi de Bavière, sans autres charges et hypothèques que celles qui y existoient pendant l'administration Autrichienne.

B. *A la droite du Rhin.*

1. Les Bailliages ci-devant Fuldois de Hammelburg avec Tulba et Salek, Brückenau avec Motten, et de Weyhers, à l'exception des villages de Melters et Hattenrodt, ainsi que la partie du Bailliage de Biersheim qui renferme les villages de Batten, Brand, Dietges, Findlos, Liebhardt, Melperz, Oberbernhardt et Steinbach, Saifferz et Thaiden; tous ces districts, lesquels ont été possédés par Sa Majesté Impériale Royale Apostolique; b) à la droite du Rhin

1816 2. Le Bailliage Autrichien de Redwitz, enclavé dans les états Bavaïois.

Inter-
vention
de l'Autriche.

ART. III. Sa Majesté l'Empereur d'Autriche pour Elle-même, et de concert avec Ses hauts alliés, s'engage à employer son intervention la plus suivie et tous les moyens pour procurer à Sa Majesté le Roi de Bavière;

De la part de Son Altesse Royale le Grand-Duc de Hesse.

La cession pure, simple et indéfinie des Bailliages d'Alzenau, Miltenberg, Amorbach, Henbach;

De la part de Son Altesse Royale le Grand-Duc de Bade,

Une partie du Bailliage de Wertheim, d'après les dispositions arrêtées à Paris le 3 Novembre 1815.

Indem-
nité,
pour le
désiste-
ment du
p. de
conti-
guité.

ART. IV. La contiguïté des acquisitions que fait la Bavière, en échange des rétrocessions susmentionnées, étant une stipulation du Traité de Ried, Sa Majesté, l'Empereur d'Autriche reconnoît le droit de Sa Majesté le Roi de Bavière à une indemnité pour le désistement du principe de contiguïté.

Cette indemnité sera fixée à Francfort, en même tems et de la même manière que les autres arrangemens territoriaux de l'Allemagne.

A cet effet, Sa Majesté l'Empereur d'Autriche s'engage à donner à Sa Majesté le Roi de Bavière un dédommagement, qui a été réglé de gré à gré, jusqu'à l'époque du résultat efficace de la négociation de Francfort, et que la Bavière ait pu être mise en possession de l'indemnité pour la renonciation à la contiguïté.

commu-
nication

ART. V. Il sera établi une communication directe entre les possessions de Sa Majesté le Roi de Bavière sur le Mein et celles sur la rive gauche du Rhin, qui sera réglée d'accord avec les parties intéressées.

Son Altesse Royale le Grand-Duc de Bade sera invitée à entrer dans les arrangemens nécessaires pour cette route militaire à travers ses Etats.

Contri-
bution
fran-
çaise.

ART. VI. Sa Majesté le Roi de Bavière obtiendra une somme de quinze millions de francs sur la contribution française, destinée à renforcer le système défensif de l'Allemagne, en vertu de la distribution faite à Paris le 3 Novembre 1815.

ART.

ART. VII. Sa Majesté l'Empereur d'Autriche pour Elle, Ses héritiers et successeurs, s'engage à faire fournir à Sa Majesté le Roi de Bavière, à Ses héritiers et successeurs, au prix de fabrication, une quantité de sel qui ne pourra dépasser deux cents mille quintaux. Le prix, y compris celui de l'emballage, sera réglé entre les deux hautes Puissances contractantes de dix en dix années sur l'échelle moyenne du prix véritable de fabrication des dix années révolues, lequel prix moyen aura à servir pour les dix années suivantes.

1816

Sel.

L'exportation de ce sel, qui dans aucun cas et d'aucune manière ne pourra être débité dans les États de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, sera libre et tout droit de sortie, de transit, ou autre quelconque.

ART. VIII. Sa Majesté le Roi de Bavière, pour Elle, Ses héritiers et successeurs, promet et s'engage de Son côté à accorder la liberté et la franchise du transit pour les sels et les grains, sur la route qui mène, par Ses États, du Tyrol à Bregenz.

Transit
pour les
sels et
grains.

Pour prévenir que la liberté de ce transit ne tende au détriment du commerce ou des droits territoriaux et de souveraineté de la Bavière, la Commission qui sera nommé en exécution de l'article XX. du présent Traité, réglera les formalités et les précautions requises pour éviter toute fraude à cet égard.

ART. IX. Pour la navigation des rivières qui traversent les États des deux Souverains, ou qui en font les limites, on maintient de part et d'autre les stipulations du Traité de Teschen, et elles seront étendues à la Saale et à la Saal, en tant qu'elles séparent les deux États, jusqu'à ce qu'on puisse y appliquer les principes généraux arrêtés par le Congrès de Vienne.

Navigation
des
rivières

ART. X. Les dettes hypothéquées sur les pays respectivement cédés par le présent Traité se régleront, tant sur l'époque à laquelle elles ont été contractées, que sur les dates des Protocoles de Vienne, de Paris et de tel autre acte officiel qui établissent de part et d'autre le droit à la cession, de sorte que toutes les dettes contractées antérieurement aux dates de ces actes, tombent à la charge du nouveau, et toutes celles contractées postérieurement, restent à la charge de l'ancien possesseur.

Dettes.

Afin

1816 Afin de préciser davantage l'application de cette disposition, on établit :

1. La date du 23 Avril 1815, pour les parties du Hausruckviertel, l'Innviertel et la partie du Salzbourg, dont la cession a été arrêtée à Vienne ce même jour ;*)

2. Pour le reste de Salzbourg, non compris dans la cession antérieure du 23 Avril, on fixe le 24 Janvier 1816 ;

3. Enfin pour les autres cessions à la droite et à la gauche du Rhin, arrêtées tant à Vienne le 23 Avril qu'à Paris le 3 Novembre 1815, on se réglera sur ces deux dates.

Les pensions, soldes de retraite et appointemens, provenant de l'administration des pays respectifs, demeureront à la charge du nouveau possesseur.

Aliénations.

ART. XI. Toute vente de domaines ou aliénation quelconque, qui pourroient avoir été faites dans les pays cédés de part et d'autre par le présent Traité, antérieurement aux époques établies dans l'article précédent, seront maintenues. En échange, toutes celles faites postérieurement à ces époques seront censées nulles et non avenues. Dans le cas cependant, où il seroit impossible de revenir sur une aliénation sans léser les intérêts des particuliers acquéreurs à titre onéreux et légitime, les hautes Parties contractantes s'obligent à se tenir compte réciproquement du produit de ces aliénations.

Archives.

ART. XII. Les archives, cartes, plans et documens quelconques, appartenant aux pays respectivement cédés et échangés, ou concernant leur administration, seront fidèlement remis, en même tems que les territoires, ou, si cela ne pouvoit avoir lieu de suite, dans un terme qui ne pourra être de plus de trois mois, après la mise en possession.

D. d'aubaine.

ART. XIII. Les Conventions existantes entre les deux États pour l'abolition du droit d'aubaine, sont maintenues et étendues à toutes les possessions respectives.

Militaires.

ART. XIV. Dans l'espace d'un an, à dater du jour de la ratification, les militaires natifs des pays cédés ou d'autres qui, en vertu du présent Traité, passent sous l'une des deux dominations, seront remis à la disposition

*) Voyés plus haut T. II. p. 451.

position de leurs Souverains respectifs. Il est cependant convenu que les officiers ou soldats qui voudront rester au service de l'un ou de l'autre Etat, en ont la liberté, sans qu'ils puissent être inquiétés d'aucune manière. 1816

ART. XV. Les particuliers de toute classe, ainsi que les établissemens publics quelconques et fondations utiles de toute espèce, jouiront librement, sans aucune exception ni difficulté, de leurs propriétés foncières et mobilières, situées ou placées sous la domination de l'une et de l'autre des hautes Parties contractantes. Propriétés, émigrations.

Les familles ou les individus qui voudront émigrer, auront la liberté, et ils auront le terme de six ans, pour vendre leurs biens et en exporter la valeur sans payer de droits ni subir de retenue quelconque.

ART. XVI. Le premier Mai de la présente année, les hautes Parties contractantes entreront simultanément en possession de toutes les places, forteresses, villes et territoires qui leur sont dévolus par le présent Traité. Entrée en possession.

ART. XVII. Le gouvernement Bavaïois aura la faculté de faire retirer de Salzbourg, dans les trois mois à dater de la ratification du présent Traité, les objets d'artillerie et de munition qu'il a fournis pour la garnison de cette place. Artillerie etc. de Salzbourg.

ART. XVIII. Il est également réservé au Gouvernement Bavaïois un terme de huit mois, à dater de la ratification du présent Traité, pour vendre, après approbation faite par la Commission désignée dans l'article XX. les magasins de sels, produits minéraux, fabriques de ses usines et autres magasins quelconques, pour les exporter francs de toute espèce de droits, taxes et retenues. Magasins.

ART. XIX. Les anciennes limites qui séparent le territoire de Salzbourg de celui de Berchtoldsgaden, qui appartient à la couronne de Bavière, et du Bailliage de Reichenhall, ayant plusieurs points litigieux, les deux hautes Parties contractantes sont convenues d'envoyer, dans les lieux, aussitôt que la saison le permettra, une Commission mixte, pour les régler définitivement d'une manière qui coupe racine, pour l'avenir, à tout espèce de contestation. Règlement des limites.

1816commis-
sion de
liquida-
tion.

ART. XX. Il fera, en outre nommé immédiatement une Commission spéciale, composée d'un nombre égal d'individus de part et d'autre, laquelle sera chargée de la liquidation et de tous les arrangements relatifs aux prétentions qui découleront de la remise respective.

Cette Commission se réunira à Salzbourg, et son travail sera terminé dans le terme de six mois.

Forêts
de la
Saal.

ART. XXI. Tout ce qui concerne les anciennes concessions et exploitations des forêts de la vallée de la Saal; effectuées depuis des siècles aux besoins des usines de Reichenhall, sera réglé par la Commission nommée ensuite de l'article XX. du présent Traité. Elle fixera cet arrangement sur la base des transactions entre le Gouvernement Bavaois et les Princes Archevêques de Salzbourg, en prenant néanmoins égard aux besoins réciproques des deux Etats.

Provi-
sions de
bois.

ART. XXII. Le Gouvernement Bavaois aura la faculté de faire transporter et flotter toute la provision des bois qui ont été coupés, l'année dernière, dans la vallée de la haute Saal, pour l'approvisionnement de ses usines, sans être assujettie à payer des droits, ou à d'autres frais. La quantité et la qualité de ces bois seront constatées par la Commission à nommer en conformité de l'article XX.

Renon-
ciations
recipro-
ques.

ART. XXIII. Sa Majesté l'Empereur renonce, pour Elle, Ses héritiers et successeurs à tous droits et prétentions sur les Etats, terres, domaines et possessions appartenant, en vertu du présent Traité, à Sa Majesté le Roi de Bavière.

Et Sa Majesté le Roi de Bavière renonce pour Elle, Ses héritiers et successeurs, à tous droits et prétentions sur les Etats, terres, domaines et possessions appartenant, en vertu du présent Traité, à Sa Majesté l'Empereur d'Autriche.

Reve-
nus.

ART. XXIV. Les parties de territoire échangées et garanties par ce Traité passeront à leur nouveau possesseur, avec tous les revenus et perceptions, à dater du jour de la prise de possession.

Garan-
tie.

ART. XXV. Sa Majesté l'Empereur d'Autriche garantit à Sa Majesté le Roi de Bavière la jouissance libre et paisible, ainsi que la Souveraineté pleine et entière

entière de tous les Etats, villes, forteresses et domaines dont Elle se trouve aujourd'hui en possession, et qui lui seront dévolus en vertu du présent Traité. 1816

Les deux hautes Parties contractantes inviteront les Cours alliées de Pétersbourg, de Londres et de Berlin à l'effet d'en obtenir la même garantie, ainsi que leur accession à la transaction de ce jour.

ART. XXVI. Le présent Traité sera ratifié et les ratifications seront échangées à Munich dans le terme de quinze jours, ou plus tôt si faire se peut. Ratifications.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et l'ont muni du cachet de leurs armes.

Fait à Munich, le quatorze Avril, l'an de grâce mil-huit cent-seize.

Le Baron
DE WACQUANT-GEIZELLES.
(L. S.)

Le Comte
DE MONTGELAS.
(L. S.)

Le Comte
DE REGHBERG.
(L. S.)

Articles additionnels et secrets:

ART. I. S. M. Imp. pour Elle même et au nom de Ses Hauts Alliés garantit à S. M. le Roi de Bavière ainsi qu'à Ses héritiers et successeurs, la reversion de la partie du Palatinat du Rhin dite le cercle de Neckar appartenant aujourd'hui à la maison de Bâde en cas l'extinction de la ligne mâle directe et masculine de S. A. R. le Grand-Duc régnant. Cercle de Neckar.

ART. II. Par suite de la teneur de l'art. 4. du traité patente le cercle Badois de Mein et Tauber est destiné à servir d'indemnité à la Couronne de Bavière pour la contiguité de territoire qui lui avoit été promise par les traités et que les circonstances ne permettent pas d'établir aujourd'hui. Cercle de Mein et Tauber.

ART. III. A l'effet de parvenir plus promptement et pour donner à S. M. le Roi de Bavière des preuves non équivoques du désir dont S. M. I. est animée Appui de l'Autriche.

1816 de lui procurer la dite indemnité, Elle s'engage, non seulement à y employer tous les moyens, mais Elle promet à S. M. le Roi de Bavière de soutenir cet engagement près des trois Cours ses alliées et conjointement avec Elle à Francfort.

Payement de 100,000 fl. annuels. ART. IV. Afin que les intérêts de Bavière ne puissent être lésés par un retard qu'éprouveroit la cession dudit cercle de Mein et Tauber S. M. l'Empereur d'Autriche prend sur Elle de lui en payer annuellement le revenu qui est évalué de gré à gré à 100,000 flor. valeur d'Empire. Cette somme sera deduite du payement des $\frac{200}{nn}$ quintaux de sel jusqu'à ce qu'un résultat efficace des négociations de Francfort ait mis S. M. Bavaroise en possession de ce territoire.

Route militaire à établir en Hesse. ART. V. La route militaire à travers les Etats de S. A. R. le Gr. Duc de Bâde, dont l'établissement est stipulé par l'art. 5. du traité de ce jour ne pouvant remplir l'objet des communications entre les Etats Bavaois sur le Mein et ceux de la rive gauche sans causer une surcharge sur les parties du territoire soumises à ce passage; S. M. Imp. s'engage à employer les bons offices et à réclamer ceux des Cours alliées près S. A. R. le Gr. Duc de Hesse, pour l'établissement d'une seconde route militaire à travers les Etats.

Secrét. ART. VI. Ces articles additionnels et secrets auront la même force et valeur que s'ils étoient insérés etc. etc.

Munich le 14 Avril 1816.

(La ratification de S. M. l'Empereur est datée de Conegliano le 22 Avril 1816.)

3.

Déclaration de Sa Hauteſſe Mahmoud-Pacha, 1816
Bey de Tunis, la ville forte et le ſéjour du ^{17 Avr.}
honneur, ſignée et conclue avec le très hono-
able baron Edouard Exmouth, Grand Croix
de l'ordre militaire de Bâde, amiral du pa-
vilion bleu de la marine Royale Angloiſe, et
Commandant en Chef de l'Eſcadre de S. M.
Roi de la Grande-Bretagne dans la Me-
diterranée, ſignée le 17 Avr. 1816.

(Journal de Francfort 1816. Nr. 133.)

En conſidération du grand intérêt que S. A. R. le
 Prince Régent d'Angleterre manifeſte pour mettre fin
 à l'eſclavage des chrétiens, S. M. le Bey de Tunis vou-
 ut prouver ſon deſir ſincère d'entretenir les rapports
 d'amitié qui exiſtent entre lui et la Grande-Bretagne,
 et donner des marques de ſes intentions paciſiques,
 ſi que de ſa haute eſtime pour les puiffances eu-
 ropéennes, avec lesquelles il deſire établir une paix
 durable, déclare que dans le cas d'une guerre avec
 quelqu'une de ces puiffances (événement que Dieu
 veuille écarter), aucun des priſonniers faits des deux
 côtés ne ſera plus réduit en eſclavage, mais qu'ils
 ſont traités avec toute l'humanité poſſible, comme
 ſouffrants de guerre, ſuivant l'uſage établie en Eu-
 rope en pareil cas, juſqu'à ce qu'ils aient été réguliè-
 rement échangés, et qu'à la ceſſation des hoſtilités,
 tous les priſonniers ſeront renvoyés ſans rançon dans
 leur patrie.

Fait double au palais del Bardo près Tunis, en
 preſence du Tout-Puiſſant, le 17 Avril de l'an de
 ce 1816, ou le 19 de la lune Jumed-Anell, l'an
 de l'Egire 1235.

(ſceau du Bey).

Signature de l'Amiral EXMOUTH.

4.

1816 *Trêve conclue entre le Grand-Duché de Tos-*
 26 AVR. *cane et la régence de Tunis, signée à Tunis*
le 26 Avril 1816.

(*Journal de Francfort* 1816. Nr. 148.)

Au nom de Dieu Tout-Puissant.

D'après le vif désir de faire cesser les calamités de la guerre entre le Grand-Duché de Toscane, et la régence de Tunis, et ensuite des conférences amicales tenues sur cet objet, l'illustissime seigneur Mohamet-Coggia, ministre et amiral de la marine tunisienne, au nom et de la part de S. A. Mahmud-Pacha Bey, est convenu des articles ci-dessous avec l'illustissime seigneur Antoine Nissen, agent général de S. M. I. R. Ap. et en même temps agent de S. A. I. et R. Ferdinand III. Grand-Duc de Toscane.

Suspension
d'hostilités.

ART. I. A dater d'aujourd'hui, 26 Avril 1816, toutes hostilités par mer et par terre sont suspendues entre les deux puissances, leurs sujets et domaines; et il y aura une trêve de trois mois, pendant laquelle on pourra, s'il plaît à Dieu, négocier et conclure une paix solide et avantageuse pour les deux parties.

Armateurs.

ART. II. Si, pendant la durée de la présente trêve, quelqu'armateur ou bâtiment tunisien, est forcé par le besoin, le mauvais temps, ou quelqu'autre incident de se réfugier et de mouiller dans les ports ou sur les côtes appartenant à S. A. I. et R. le Sérénissime Archiduc, Grand-Duc de Toscane, il y sera reçu, secouru, traité et considéré de la même manière que les autres bâtimens amis. La même chose sera pratiquée et observée dans les ports et sur les côtes des états de Tunis envers les bâtimens ou armateurs toscans.

Liberté
des captifs.

ART. III. Les sujets tunisiens et toscans, actuellement en captivité dans les deux pays respectifs, sont dès ce moment déclarés libres et considérés comme tels; les frais de leur transport, et les vivres dont ils

ils

s ont besoin pour le voyage, seront à la charge du 1816
gouvernement de Toscane, ainsi qu'on l'a toujours
ratifié. Les tunisiens détenus à Livourne devront
abord partir de ce port, et à leur arrivée à Tunis,
les sujets toscans seront embarqués et expédiés pour
leur patrie, sans être assujettis à payer aucun droit
de franchise.

ART. IV. S'il arrive que quelques-uns des cor- Captifs
saires de la régence, qui sont maintenant en croisière, faits
entrent dans l'intervalle ci-dessus avec des sujets avant
toscans, il est convenu et réglé que si ces individus la paix
ont été pris antérieurement au traité conclu, le 17 du avec
présent mois avec S. Exc. Lord Exmouth Amiral et l'Angl.
commandant en Chef des forces navales de S. M. Bri-
annique dans la Méditerranée, ils seront considérés
comme esclaves, ou l'on en paiera la rançon à raison
de 300 pièces d'Espagne par tête. S'ils ont été arrêtés
postérieurement à la date ci-dessus, ils seront consi-
dérés et traités comme prisonniers de guerre, confor-
mément à l'usage reçu en Europe, pour être gratuite-
ment échangés ou relâchés aussitôt après la conclusion
de la paix.

Le présent traité sera maintenu invariablement jus-
qu'à l'époque fixée, les articles étant signés et scellés
d'une part au nom de S. A. Mahmud-Pacha Bey de
Tunis, représenté par le dit seigneur illustrissime Ma-
hamet-Coggia, Ministre et Amiral de la Marine, et
d'autre part au nom de S. A. I. et R. le Grand-Duc de
Toscane, par le soussigné agent général de S. M. I. et
R. Ap. et de S. A. I. le Grand-Duc de Toscane, et
les deux parties en ayant chacune une copie, pour
en servir à l'effet de maintenir exactement la trêve.

Fait à Tunis, le 28 jour de la Lune Gemed anel,
de l'Egire 1231, ou le 26 Avril 1816 de l'ère
chrétienne.

ANTOINE NYSSSEN, *agent Général*
I. R. Ap. et Toscan.

MAHAMET-COGGIA.

5.

1816 *Traité de limites entre LL. MM. le Roi*
 26 Juin, *de Prusse et le Roi des Pays-Bas.*

5. a.

Traité de limites entre Leurs Majestés le Roi
de Prusse et le Roi des Pays-Bas, signé à Aix-
la-Chapelle le 26 Juin 1816.

(Impr. fep. fol.)

Sa Majesté le Roi de Prusse et Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, voulant procéder à la fixation définitive des frontières de Leurs Etats respectifs, sur la Rive droite de la Meuse et le long du Grand-Duché de Luxembourg, et désirant applanir les difficultés qui se sont élevées au sujet de l'occupation provisoire de quelques Communes ou parties de Communes situées sur les limites, et dont la souveraineté a pu paroître douteuse, ont conformément à l'article 2. du Traité du 31 Mai 1815, nommé Commissaires et muni de leurs Pleins-pouvoirs, savoir :

Sa Majesté le Roi de Prusse, le Sieur Frédéric, Comte de Solms-Laubach, premier Président des Duchés de Julliers, Clèves et Berg, Grand-Croix de Paigle rouge et de l'ordre de Sainte Anne de Russie, lequel usant de la faculté à lui accordée par son plein-pouvoir, a délégué au même effet et avec les mêmes pouvoirs les Sieurs Frédéric Guillaume de Bernuth, Chef-Président de régence à Arnberg, et Jean Albert Eytelwein, Conseiller intime et Directeur-Général des bâtimens publics du Royaume;

Et Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, les Sieurs Maximilien Jacques de Man, Colonel au corps de génie, Directeur des archives de la guerre et du Bureau topographique, Chevalier de l'ordre militaire de Guillaume, troisième classe, Henri Joseph Michiels de Kessenich, Sous-Intendant de l'Arrondissement de Rivemonde, Jean Léonard Nicolai, Sous-Intendant de l'Arrondissement de Verviers, et Michel Tock, Directeur des Contributions directes du Grand-Duché de Luxembourg;

Lesquels

Lesquels Commissaires, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs qui ont été trouvés en règle, sont convenus, des points et articles suivans, 1816

ART. I. Les Limites fixées par le présent Traité déterminent les frontières entre les deux Etats depuis les Confins de la France sur la Moselle jusqu'à l'ancien territoire hollandois près du Mook. Objet du traité.

ART. II. La ligne de démarcation commencera sur la Moselle, au point où sur la Rive droite cette rivière quitte les limites de la France, descendra la Moselle jusqu'à l'embouchure de la Sure, remontera la Sure jusqu'à l'embouchure de l'Oure, suivra également en remontant le Cours de l'Oure jusqu'au point où ce ruisseau atteint les Limites du ci-devant Canton de St. Vith sauf toutefois les modifications établies par les articles suivans. Ligne de démarcation.

ART. III. L'Article 17. du Protocole du Congrès de Vienne (Art. 25. de l'Acte final du Congrès du 9 Juin 1815) ayant établi, que les endroits traversés par la Moselle, la Sure et l'Oure ne seroient point partagés, mais appartiendroient avec leurs Banlieues à la Puissance sur le Territoire de laquelle la majeure partie seroit située, il a été convenu, que pour déterminer quelle seroit la majeure partie d'un endroit, on prendroit pour base la population, et qu'à population égale la Contribution foncière en décideroit. Endroits traversés par la Moselle.

ART. IV. Comme le principe de l'intégralité des Communes ne semble avoir été appliqué par le Congrès de Vienne, qu'aux cas où les endroits mêmes seroient traversés par une rivière, et non point aux cas que les Banlieues seulement le fussent, il a été encore convenu que dans les derniers cas la rivière seroit de limite, et que les parties de Banlieues séparées des endroits mêmes par la rivière, en resteroient étachées et seroient partie des Etats situés sur la même rive. Banlieues traversées.

ART. V. En conséquence de ces deux principes, Oberbillig situé sur la rive droite de la Moselle, appartiendra au Royaume des Pays-Bas, comme étant une dépendance de Wasserbillig, avec lequel il ne forme qu'une seule Commune et un même endroit. En sorte que la ligne de démarcation, arrivée à la Banlieue de Wasserbillig sur la rive droite, quittera la Moselle et

1816 fera le tour de cette Banlieue. La Commune de Vianden, située à cheval sur l'Oure, appartiendra également au Royaume des Pays-Bas, avec toute la Banlieue, dont la ferme dite Schenerhoff est reconnue faire partie; de sorte que la ligne de démarcation quittera ici l'Oure, comme elle a quitté la Moselle à Wallerbillig, et tournera autour de la partie de la Banlieue de Vianden située sur la rive gauche et viendra ensuite prendre le cours de la rivière.

Toutes les autres Communes, dont les Banlieues seules sont traversées tant par la Moselle que par la Sure et l'Oure et notamment celles de Langsur, Meesdorff, Born, Ralingen, Eternach, Bollendorf, Dilgen, Wallendorf, Ameldingen, Birels, Falekenstein, Gemünd, Doesbourg et même Wallerbillig pour la petite partie de Banlieue située sur la rive gauche de la Sure seront placées dans la deuxième catégorie, et leur parties coupées par la rivière resteront séparées, de manière que la rivière même servira dans tous les cas de frontière aux deux Etats.

Canton
de St.
Viith.]

ART. VI. Du point où l'Oure entre dans le Canton de St. Viith, la ligne de démarcation suivra les limites de ce Canton vers l'occident jusqu'à la grande route qui conduit de Luxembourg par Weisse-Wampach à Stavelot et Spa, suivra cette même route vers le nord jusqu'au point où elle quitte définitivement le Canton de St. Viith pour entrer dans celui de Stavelot. Cette route de Luxembourg en tant qu'elle traverse le Canton de St. Viith, ou y touche, appartiendra toute entière au Royaume des Pays-Bas, ainsi que les maisons ou chaumières actuellement existantes et situées sur les bords du côté de la Prusse, avec un rayon de vingt mètres tout autour de ces maisons.

Cette route présentant sur quelques points différents chemins que les rouliers pratiquent en différentes saisons, il a été convenu qu'en cas de doute sur la véritable grande route on prendroit, lors de la plantation des poteaux, le chemin le plus voisin de la Prusse, sans cependant que sous ce prétexte on puisse réclamer une route quelconque à travers les terres cultivées, quand même elle auroit servi de passage dans des temps que la route ordinaire étoit impraticable.

ART.

ART. VII. En conséquence de l'article précédent, 1816
 les Communes de Deiffelt, Ourth et Watermahl, fai- ^{Confé-}
 sant partie du Canton de St. Vith, sont cédées à Sa ^{quences}
 Majesté le Roi des Pays-Bas, y compris les parties
 de ces Communes qui s'étendent au de là de la route
 du côté de la Prusse, en sorte que dans ces endroits
 la ligne de démarcation quittera la grande route aux
 limites de ces Communes à droite, pour la reprendre
 ensuite après en avoir fait le tour; il en sera de même
 pour les Banlieues des Communes appartenantes au
 Royaume des Pays-Bas, qui dépassent la route.

Les petites parties des Communes d'Altringen,
 Angler et autres, qui se trouvent situées sur la gauche
 de la grande route, en allant de Luxembourg sur Sta-
 velot, sont également cédées à Sa Majesté le Roi des
 Pays-Bas.

ART. VIII. Du point où la route de Luxembourg ^{Ligne}
 quitte définitivement le Canton de St. Vith, la ligne ^{depuis}
 de démarcation suivra les limites entre les Cantons ^{Vith,}
 le Malmedy d'un côté et ceux de Stavelot, Spa et
 Limbourg de l'autre jusqu'au point où les limites du
 Canton de Malmedy atteignent les frontières de l'ancien
 Département de la Roër.

Les limites entre le Canton de Malmedy d'un côté
 et les Communes de Sart, Jalhoy, Membach et la forêt
 dite Hertogenwald de l'autre, n'ayant point été déter-
 minées d'une manière positive avant la formation du
 dernier cadastre parcellaire, il a été convenu que les
 poteaux seroient placés sur les points, qui, lors de
 cette opération, ont été reconnus limitrophes, et dont
 les principaux sont connus dans ces Communes sous
 les noms de Chêne, Vinbiette, Croix-le-Prieur et
 Fontaine-Perigny; de cette fontaine, qui est la prin-
 cipale source du ruisseau appelé la Helle, la ligne sui-
 vra le cours de ce ruisseau, qui est reconnu former
 de ce côté les limites du Canton de Malmedy, jusqu'à
 ce que ces limites atteignent, comme il vient d'être
 dit, les frontières du ci-devant Département de la Roër.

ART. IX. Si le Gouvernement prussien ou la Ville ^{Nouvel-}
 de Malmedy veut construire la nouvelle route projetée, ^{le route,}
 pour éviter la montagne en avant de cette dernière
 Ville, route qui partirait de la chaussée de Stavelot,
 au dessous de Malmedy, et tourneroit la montagne en
 serpen-

1816 serpentant sur les limites qui séparent ces deux Communes; dans ce cas les limites de la Commune de Stavelot seront réduites à cette route pour autant qu'elle entrera dans son territoire. La route même appartiendra en toute propriété à la Prusse, qui l'aura construite, ainsi que les petites parties de bruyes, que cette nouvelle limite enleveroit aux Pays-Bas, contenant une étendue d'environ 5 à 6 hectares.

Les habitans de Stavelot ou autres sujets des Pays-Bas pour éviter la même montagne, qui se prolonge entre Stavelot et Spa, pourront aussi prendre cette nouvelle route sans être assujettis à d'autres droits quelconques sinon les droits de barrières destinés à son entretien.

Les cultivateurs voisins de cette route seront même exempts de tout droit de barrière pour autant qu'ils ne s'en serviront que pour la culture de leurs terres ou l'usage de leurs propriétés situées dans les environs.

Continuation
de la
ligne.

ART. X. Du point où les limites du Canton de Malmedy touchent les frontières de l'ancien Département de la Roër la ligne continuera de suivre le cours de la Helle jusqu'à sa jonction avec un autre petit ruisseau appelé la Sporbach; au point de cette jonction elle quittera les frontières du Département de la Roër pour entrer dans le Canton d'Eupen, en suivant toujours le cours de la Helle à travers toute la forêt jusqu'à un troisième ruisseau appelé la Bitzel, suivant ce dernier jusqu'à la lisière de la grande forêt, longeant cette lisière jusqu'à la rivière appelée Vesdre et enfin descendant le cours de cette rivière jusqu'au point où arrive sur la rive droite l'ancienne limite bien connue de la Commune de Membach dans le Canton de Limbourg; en sorte que non-seulement la partie de forêt située entre le chemin de Malmedy et la Saure sera remise à Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, comme faisant partie de la Commune de Membach, située dans le Canton de Limbourg, mais sera encore cédée au même Royaume toute la partie comprise entre la Saure et la Helle et les limites du Département de la Roër.

Ruisseau
au Helle

ART. XI. Le ruisseau de la Helle ne sera point commun aux deux Etats comme les autres ruisseaux et rivières formant frontière. Mais il appartiendra exclusi-

clûsivement à Sa Majesté le Roi de Prusse dans tout le cours, en sorte que ce sera la rive gauche de ce fleuve, qui formera la limite, de manière cependant que cette rive appartiendra toute entière au Royaume des Pays-Bas. 1816

ART. XII. Il sera libre aux sujets prussiens d'acheter du bois et des écorces, dans la partie de Hertowald située entre la Saure et la Helle et de les exporter en exemption de tout droit de Douanes. Les sujets de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas jouiront des mêmes avantages pour l'exploitation de la partie de forêt appartenante aux Pays-Bas, et pourront en exporter le bois et les écorces à travers le territoire prussien, sans être tenus de payer d'autres droits que ceux de barrières; le tout sauf les mesures que chaque Gouvernement trouvera bon de prendre pour prévenir la fraude. Achat de bois.

ART. XIII. La route d'Eupen à Malmedy restera librement libre et ouverte aux sujets prussiens, et les transports de toute espèce qui pourront avoir lieu sur cette route ne pourront être assujettis à aucun droit de douanes, ce qui n'exclura cependant pas la perception d'un droit de Barrières qu'on pourroit lever bon d'y établir, mais uniquement pour la construction et l'entretien de la route. Liberté des routes.

Les autres chemins parcourant dans tous les sens la grande forêt, seront d'un usage commun pourvu qu'ils soient reconnus nécessaires à l'exploitation des parties de bois situées dans leur voisinage. Les Agens forestiers supérieurs des deux Gouvernements conviendront de ces chemins et formeront de droit si la chose est nécessaire un règlement à ce sujet.

ART. XIV. Les Fabricans d'Eupen ayant obtenu de l'ancienne Administration la permission d'ouvrir et d'entretenir certains fossés et rigoles, situés dans cette forêt entre la Helle et la Saure, pour augmenter par ce moyen le volume d'eau de la Helle, et par conséquent de la Verdre, rivière sur laquelle sont situées leurs usines, il a été convenu que cette Commune ou les Fabricans Teroient maintenus dans cette permission, et qu'ils pourroient continuer à nettoyer et à entretenir les rigoles et fossés actuellement existans, sans que cet usage puisse être assimilé aux droits parti-

1816 particuliers dont la conservation est stipulée par l'Article 30. ci-dessous, mais restera restreint aux bornes d'une simple permission, qui pourra être révoquée par le Gouvernement des Pays-Bas, lorsque l'existence de ces fossés ou rigoles ou leur curage lui paraîtra nuisible à l'exploitation de la forêt, ou contrariera ses plans d'amélioration.

Ces ouvrages ne pourront même être commencés sans en avoir prévenu les Agens forestiers sous la direction et surveillance desquels ils seront continués.

Conti-
nuation
de la
ligne.

ART. XV. En quittant la Verdre à l'endroit indiqué ci-dessus à l'Article 9. la ligne de démarcation suivra les limites orientales de la Commune de Membach jusqu'à la chaussée d'Eupen, puis cette même chaussée jusqu'à la maison blanche, dans la Commune de Henri-Chapelle, et de la maison blanche jusqu'au point intersection de cette chaussée et d'une ligne, à tirer du point de contact des trois cantons d'Eupen, Limbourg et Aubel au point de contact des trois départemens de l'Ourte, la Roër et la Meuse inférieure, de manière que les parties des Banlieues des Communes de Baelen, Watkinraed, Henri-Chapelle, Monzen et Moremet, situées entre cette chaussée, pour autant qu'elle fait frontière, et entre les limites du Canton d'Eupen, sont cédées à Sa Majesté le Roi de Prusse.

Chaus-
sée d'Eu-
pen,

ART. XVI. La chaussée elle même en tant qu'elle est déclarée frontière par l'article précédent, ou le sera par disposition ultérieure, sera commune aux deux Etats. Son entretien et sa réparation se feront à frais communs et la perception du droit de barrière qui pourra être continuée, ne devra cependant l'être que pour autant que l'exigeront l'entretien de la route et le paiement de la dette créée pour sa construction. Cette route étant commune aux deux Etats elle sera affranchie de part et d'autre de la perception de tout droit de Douanes, ou autre, à l'exception du droit de barrières; il sera même interdit aux Douaniers des deux Gouvernemens d'y faire aucune visite, perquisition, ou enfin aucun autre exercice quelconque.

Fronti-
ère
provi-
soire.

ART. XVII. Du point d'intersection dont on vient de parler à l'Article 14. jusqu'au point de contact des trois Départemens, la ligne de démarcation restera indéterminée, les deux Commissions n'ayant pu s'en-
tendre

endre sur la manière dont seroit coupée la petite 1816
partie du canton d'Aubel qui d'après le traité du
1 Mai et autres Actes du Congrès de Vienne, doit
appartenir au Royaume de Prusse.

Cette difficulté sera soumise à la décision des Gouvernements respectifs, qui prendront pour la terminer telles mesures ultérieures qu'ils jugeront convenir.

En attendant cette décision, la frontière provisoire sera formée par la Commune de Moremet, de manière que la partie de cette Commune, située à gauche d'une ligne droite à tirer du point de contact des trois Cantons sur le point de contact des trois Départements, appartiendra dans tous les cas au Royaume des Pays-Bas; que celle située à droite d'une ligne à tirer des limites du Canton d'Eupen directement du Sud au Nord, sur le même point de contact des trois Départements appartiendra également dans tous les cas au Royaume de Prusse; et qu'enfin la partie de cette même Commune située entre ces deux lignes, comme étant la seule qui puisse être raisonnablement contestée, sera soumise à une Administration commune, et ne pourra être occupée militairement par aucune des deux puissances; le tout sans préjudice de ce qui a été établi ci-dessus relativement à la partie de Moremet comprise entre la grande route et le Canton d'Eupen, partie qui par l'Article 14. ci-dessus a déjà été cédée au Royaume de Prusse.

ART. XVIII. Du point de contact des trois Départements la ligne de démarcation suivra les limites entre l'ancien Département de la Roër et celui de la Meuse inférieure jusqu'à la chaussée d'Aix-la-Chapelle Geilenkirchen, laissant à gauche la Commune de Rolduc qui appartient aux Pays-Bas et dans laquelle sera comprise l'habitation du Curé située sur la ligne même; puis suivra cette chaussée jusqu'aux limites de la Commune de Rolduc; enfin les limites de Rolduc du côté de l'occident jusqu'au point où elles atteignent Worms.

Limite
jusqu'à
la Chaussée
d'Aix la
Chapelle

Ainsi la partie de Kerkraede située à droite de la chaussée est cédée à Sa Majesté le Roi de Prusse, de même que toute la partie de la Commune de Rolduc située sur la rive gauche de la Worms. Est encore cédée au même Royaume la partie de chaussée comprise

1816 prise entre les limites du Département de la Roër et Rolduc de manière que cette Commune appartiendra toute entière et en tout propriété et souveraineté au Royaume de Prusse.

Exploitation de la houille.

ART. XIX. La cession des parties de Kerkraede et de Rolduc, dont il vient d'être fait mention à l'article précédent, ne portera aucun préjudice à l'exploitation des mines de houille, qui, ayant ci-devant appartenu à l'abbaye de Rolduc, se continue aujourd'hui dans les Communes de Kerkraede et de Rolduc pour le compte du Gouvernement des Pays-Bas, de manière que ce Gouvernement ou tout autre Concessionnaire, qui le représenteroit, pourra faire dans les parties cédées tels ouvrages qu'il trouvera bon, soit pour l'extraction de la houille, soit pour l'épuisement des eaux; s'entend en indemnifiant les propriétaires de la surface de gré à gré ou à dire d'experts.

Le Gouvernement prussien ne pourra en aucune manière entraver cette exploitation, ni sous prétexte de direction à donner par ses Ingénieurs, ni d'impôt à établir sur l'extraction, ou la sortie de la houille, ni enfin y apporter d'autres entraves quelconques qui pourroient nuire à l'exploitation ou gêner son débit.

Le Gouvernement prussien ne pourra non plus accorder des concessions particulières dans les parties cédées; celles existantes aujourd'hui devront se renfermer dans les limites à elles assignées par leurs actes de concession ou par les lois sous l'autorité desquelles elles ont été accordées.

Continuation

ART. XX. Cette exploitation de houille appartenante au Royaume des Pays-Bas jouira en outre des privilèges ou avantages suivans:

1. Toute la houille qui en seroit expédiée pour la Province de Liège ou autre contrée des Pays-Bas, et qui devroit emprunter le territoire prussien, ne pourra être soumise à aucun droit de douane, ni même de transit; il suffira d'être porteur d'un certificat du Directeur de la houillière.

2. Cette exploitation jouira du droit d'acheter lors des ventes dans le Steinbosch, petite forêt appartenant à des particuliers, du bois d'étañonnage et de l'exportage franc de tout droit de douane. Cet avantage s'étendra également aux autres exploitations de parti-

particuliers qui pourroient exister dans la Commune 1816
le Kerkerade ou autres des environs.

3. Le Gouvernement des Pays-Bas pourra établir sur la Worms dans toute l'étendue des parties cédées els ouvrages hydrauliques qu'il trouvera bon, soit pour l'extraction de la houille, soit pour l'épuisement les eaux.

Le Gouvernement prussien ne pourra rien changer ni innover à l'état actuel de la Worms, qui puisse nuire aux ouvrages faits ou à faire par le Gouvernement des Pays-Bas.

ART. XXI. Le Gouvernement des Pays-Bas, ainsi Carrière de grès.
que les particuliers, pourront acheter ou exploiter la arrière de grès, qui se trouve dans le même Steinfisch, et en exporter les pierres en franchise des droits de douanes. Les sujets prussiens pourront s'approvisionner de houilles aux exploitations des Pays-Bas au même prix que les sujets mêmes du Royaume et l'exporter en exemption de tout droit quelconque sinon celui de barrière.

ART. XXII. Du point où les limites de la Com- Canton de Sittard.
mune de Rolduc touchent la Worms, la ligne de démarcation en suivra le cours vers le nord jusqu'à ce que cette rivière atteigne de nouveau les limites des deux Départemens de la Meuse inférieure et de la Roër, engagera cette limite; laissant les Cantons de Rolduc, Iurle et Oersbeck à gauche et Geilenkirchen avec une partie de Sittard à droite jusqu'à ce qu'elle rencontre au midi de Hellersberg la ligne qui doit couper ce dernier Canton en deux parties à peu près égales et qui va être déterminée par l'article suivant.

ART. XXIII. Pour partager le Canton de Sittard, Ligne jusqu'à l'ancien territoire hollandais.
on tirera une ligne droite du clocher de Sittard à celui de Wehr, et sur le point milieu de cette ligne on élèvera une méridienne qui sera prolongée d'un côté vers le midi jusqu'aux limites du Canton, limites qui forment aussi celles du Département et où elle se joindra par conséquent à la ligne de démarcation, comme il est dit à l'article précédent.

D'un autre côté cette même méridienne sera prolongée au nord jusqu'au ruisseau appelé Roodebeek et dans toute sa longueur servira de ligne de démarcation, sauf cependant que d'un côté Bruck Sittard

1816 restera au Royaume des Pays-Bas avec la Banlieue, et que de l'autre côté Wintraken, Hillenberg et Wehr resteront au Royaume de Prusse également avec leurs Banlieues ou à défaut de Banlieue proprement dite, avec le terrain et les maisons comprises dans la circonscription de ces endroits ou hameaux.

Du point où cette méridienne touche le Roode-beech la ligne de démarcation suivra ce ruisseau jusqu'à la Banlieue de Susteren et longera les limites orientales de cette Banlieue jusqu'à l'ancien territoire hollandais.

Jusqu'à
la ban-
lieue de
Venlo.

ART. XXIV. Ensuite la ligne de démarcation suivra les limites orientales du territoire hollandais, en laissant à droite les Communes prussiennes de Havert, Waldwucht, Kareken, Effelt et Aersbeck, et à gauche les Communes des Pays-Bas Echt, Posterbolt et Vlodorp, longera les limites de cette dernière Commune jusqu'à la grande bruyère appelée Meinweg, suivra les parties du Meinweg appartenantes à Vlodorp et à Herkenbosch et Melich, laissant ces deux parties à gauche et les parties appartenantes aux Communes prussiennes de Bergelen, Ophoven, Effelt, Stenkerken et Karken à droite et arrivera ainsi à la partie dépendante de Ruremonde, suivra de la même manière et dans le même sens cette dernière partie, la laissant à gauche ainsi que celle appartenante à Herten, et laissant à droite la partie dépendante de Nedercruchten jusqu'à ce qu'elle arrive enfin au bout de cette bruyère et atteigne les limites de la Commune prussienne d'Elmpt, dans le Canton de Cruchten; continuera de suivre les limites de cette dernière Commune, en laissant à gauche les parties du Meinweg appartenantes à Herten et Masniel, ainsi que les Communes de Herkenbosch, Masniel et Zwalmen, jusqu'à ce qu'avec les limites d'Elmpt elle arrive au ruisseau dit Swalme.

Traversant ce ruisseau, elle se dirigera par une ligne droite à travers une autre bruyère, appelée Elempter-Busch, sur le point le plus oriental de la Commune de Besel, dit Grietjens-Gericht; puis, laissant à droite les Communes prussiennes de Bruggen, Brucht et Kaldenkirchen, elle suivra les limites orientales des Communes de Beesel et Belseld, appartenantes aux Pays-Bas, jusqu'à ce que la limite de cette dernière, en avant du moulin dit Walbukermolen, se rappro-

1816
 rapprochant de la Meuse, commence à ne plus laisser entre elle et le fleuve l'intervalle de 800 verges du Rhin; à ce point la frontière quittera les limites de Belfeld et se dirigera à travers la Commune prussienne de Kaldenkirchen par une ligne tracée parallèlement à la Meuse et à la distance du fleuve de 800 verges jusqu'à ce que cette parallèle, après avoir laissé Tegelen à gauche, atteigne la Banlieue de Venlo: bien entendu, que, si cette parallèle rencontroit dans son cours une pointe avancée soit de Belfeld ou de Tegelen, la ligne de démarcation abandonneroit dans ce cas la parallèle, tourneroit autour de cette pointe et la reprendroit ensuite pour arriver avec elle, comme on vient de le dire, à la Banlieue de Venlo.

ART. XXV. La ligne de démarcation, arrivée à la Banlieue de Venlo, en suivra la direction et laissera à gauche Venlo, Velden, Arcen et Well, Communes appartenantes au Royaume des Pays-bas, et à droite Straelen, Walbeck et Twisteden, appartenantes au Royaume de Prusse; une partie de la Banlieue de Straelen et de Walbeck fera coupée par une parallèle semblable à celle dont on vient de parler à l'article précédent. La ligne passera ensuite entre les Communes Bergen et Alferden, qu'elle laissera du côté des Pays-bas, et entre Wure, Hulm, Gaoledonk, Hassum et Hommersum, qu'elle laissera du côté de la Prusse, continuera enfin de la même manière, en suivant les limites orientales de Hegen et Ottersum et en laissant à droite Hommersum, Kessel et Nergenair, jusqu'à la forêt appelée Reichswald; arrivée à cette forêt, elle en suivra la lisière, en longeant Gennep et Milsbeck, et laissant le marais dit Königs-Vun au Royaume des Pays-bas; arrivera ainsi à la route qui conduit de l'endroit appelé Swarte-Weg à celui appelé Aen-Het-End, suivra ce chemin à droite jusqu'au point le plus voisin de la frontière de l'ancien territoire hollandais, et de ce point par une ligne droite atteindra enfin cette frontière où elle finit, conformément à l'art. 2 du Traité du 31 Mai.

ART. XXVI. Comme malgré les renseignemens déjà pris et le mesurage qui a déjà eu lieu, il est cependant encore possible que quelques Banlieues prussiennes, autres que celles mentionnés ci-dessus, approchent de la Meuse plus près que de 800 verges du Rhin, il est con-

De là jusqu'à la fin.

Principe sur la plantation de poteaux

1816 venu que la distance de ces parties avancées seroit définitivement constatée sur tous les points lors de la plantation des poteaux, et que partout où les Banlieues des Communes des Pays-bas ne tiendroient point la Prusse à la distance de 800 verges de la Meuse, la parallèle en question y suppléeroit et formeroit la frontière.

Communauté des fleuves etc.

ART. XXVII. Partout où des ruisseaux, rivières ou fleuves feront limites, ils seront communs aux deux Etats, à moins que le contraire ne soit positivement stipulé et lorsqu'ils seront communs, l'entretien des ports, le curage, etc. se feront de concert et à frais communs. Mais chaque Etat sera exclusivement chargé du soin de veiller à la conservation des bords situés de son côté. Il ne pourra être fait ni au cours des rivières, ni à l'état actuel des bords aucune innovation quelconque, ni être accordé aucune concession ou prise d'eau sans le concours et le consentement des deux Gouvernemens; il en sera de même des fossés, rigoles, chemins, canaux, hayes ou tout autre objet servant de limites, c'est-à-dire, que ces objets quant à la souveraineté seront communs aux deux Puissances, et qu'on ne pourra rien changer à leur état actuel que de commun accord, à moins toute fois en cas de stipulation contraire.

L'usage de l'Oure sera libre et commun aux deux Etats dans tout son cours limitrophe, malgré que Vian-den soit à cheval dessus et appartienne entièrement aux Pays-bas; sans préjudice cependant des droits de souveraineté sur la totalité de cette Commune y comprise la rivière.

Les passages d'eau, qui existent en ce moment sur la Moselle et autres rivières servant de frontières, seront conservés dans leur état actuel. Les droits établis continueront d'être perçus pour le compte des mêmes Etats qui en jouissent aujourd'hui. On aura de part et d'autre la faculté d'établir et d'entretenir sur la rive opposée les ouvrages nécessaires pour faciliter l'abord aux passans.

La pêche sera également commune et continuera d'être adjugée publiquement pour le compte des deux Etats; ces adjudications se feront alternativement dans une Commune frontière du Royaume de Prusse et dans une du Royaume des Pays-Bas. Les Autorités locales

locales des deux Etats s'entendront sur le mode à 1816
suivre et les endroits où elles auront lieu.

ART. XXVIII. Les îles de la Moselle, la Sure et l'Oure qui se trouvent séparées de leurs Communes par le principal courant seront rangées dans la catégorie des Banlieues coupées, dont il est question à l'Article ci-dessus, et appartiendront à l'état sur la rive duquel elles seront situées. Les autres continueront de faire partie de leurs Communes et resteront au Royaume, dont ces Communes font partie. Au cas qu'il soit douteux, de quel côté se trouve le principal courant, les îles suivront les Communes dont elles dépendent, et au cas que ces Communes fussent partagées par le présent traité elles suivront la partie où se trouve le Chef-Lieu.

En conséquence les îles de la Moselle dites :

1. Petite Betsche dépendante de la Commune de Wintringen;
2. Les deux Remich appartenantes à la Commune du même nom;
3. Wormeldingen dépendante de la Commune du même nom;

appartiendront au Royaume de Prusse.

Les autres îles également situées dans la Moselle, savoir:

1. L'île de Remichen dépendante de la Commune du même nom;
2. La grande Betsch dépendante de la Commune de Schweblingen;
3. Macher dépendante de la Commune du même nom;
4. Les quatre îles dépendantes de la Commune de Stadbredinmu;

appartiendront au Royaume des Pays-Bas.

Le sort des petites îles incultes et de très peu d'importance qui se trouvent situées dans la Sure et l'Oure sera réglé d'après les principes ci-dessus par les Commissaires chargés de la plantation des poteaux; dans tous les cas la petite île située près d'Esternach et grande d'environ un tiers d'hectare, continuera d'appartenir au Royaume des Pays-Bas.

1816

Domaines.

ART. XXIX. Les domaines de l'Etat qui pourront se trouver dans les Communes ou parties de Communes changeant de domination suivront toujours le Territoire et appartiendront au nouveau Souverain, sauf ce qui a été stipulé ci-dessus relativement aux exploitations de houille de Rolduc; au contraire les domaines particuliers des Souverains leur seront conservés n'importe la domination sous laquelle ils seroient situés ou destinés à passer. Les contributions et autres revenus de l'Etat couvriront et seront perçus pour le compte du nouveau Souverain à dater du jour de la prise de possession, jour, qui dans aucun cas ne pourra dépasser le terme fixé par l'art. 41. relatif à l'évacuation et la remise des endroits cédés ou échanges par le présent Traité, en sorte que si par quelque événement imprévu la prise de possession d'une Commune ou partie de Commune se trouve retardée, les contributions et autres revenus de l'Etat n'en seroient pas moins dûs à dater du jour fixé.

Biens des communes.

ART. XXX. Les biens, les droits réels et actions qui peuvent compéter aux Communes, Etablissements publics ou particuliers de l'une et l'autre domination, dans et sur les lieux et territoires réciproquement cédés ou échangés ou divisés, comme forêts et autres biens communaux situés dans des parties de Banlieues séparées de leurs Chefs-lieux, droit de parcours ou de vaine pature, d'extraction de tourbe, de glandée, de glanage etc. sont maintenus et conservés.

Dony et Comp.

ART. XXXI. Il est encore spécialement convenu, qu'un changement quelconque de Domination ou de Gouvernement n'apportera aucun préjudice aux droits du Sieur Dony et Comp., concernant l'exploitation de la calamine, en sorte que la Concession restera dans tous les cas intacte, et continuera de jouir des mêmes avantages et mêmes privilèges qui y ont été originaiement attachés. Elle restera d'un autre côté sujette aux charges qui y ont été imposées, et notamment à l'obligation d'approvisionner en calamine les fabriques de cuivre établies dans les Etats des deux hautes parties contractantes, aux prix stipulés dans l'Acte de Concession.

Actif et passif des communes.

ART. XXXII. Lorsque des Communes ou de Banlieues de Communes seront divisées par la ligne de démarca-

1816

arcation, l'actif et le passif de ces Communes, c'est-à-dire leurs biens communaux, ainsi que leurs dettes seront, ou devront l'être dans la même proportion. Pour établir cette proportion, on prendra pour base le montant des contributions foncière et personnelle réelles, et si la personnelle n'y existoit pas, on prendroit foncière seul. Les biens et revenus communaux qui devoient se distribuer par têtes ou par feux entre les habitans, seront partagés d'après la seule base adoptée pour les distributions annuelles, si tant est qu'il en existe réellement et de droit de cette nature. Bien entendu qu'après le partage fait, ces biens seront soumis à la loi municipale du nouvel Etat sous lequel ils trouveront.

ART. XXXIII. Les Cultivateurs dont les propriétés sont situées partie en deçà et partie au-delà des frontières pourront exporter et importer fumier, paille, lièges et autres engrais pour la culture de leurs terres, ainsi que toute espèce de recolte sans pouvoir être soumis à aucun droit de douane, soit d'entrée, de sortie, de transit, ou autre de cette espèce; il suffira qu'ils fassent constater par des certificats de l'autorité locale qu'il possèdent et cultivent des propriétés situées au-delà des frontières, sans cependant pouvoir se soustraire aux visites des Douaniers ou autres ayant commission légale de constater les cas de fraude. Bien entendu que ces Douaniers ou Agens ne pourront faire les perquisitions que sur leurs Territoires respectifs.

ART. XXXIV. Les Fabricans de draps ou autres Manufacturiers, qui possèdent des établissemens également situés sur le territoire des deux Etats et dépendans l'un de l'autre, ou qui d'un Etat envoient dans l'autre les matières premières pour être manufacturées ou préparées, trouveront des avantages analogues à ceux stipulés par l'article précédent en faveur des cultivateurs dans un Traité de commerce que les deux hautes parties contractantes se proposent de conclure incessamment. En attendant des mesures provisoires ont été arrêtées par les deux Commissions qui serviront de règle aussi longtems qu'elles ne seront point revoquées ni modifiées par l'un ou l'autre des Gouvernemens.

ART. XXXV. On pourra de part et d'autre acheter sur le Territoire voisin et exporter franc de tout droit, pierres

1816 pierres, sables et autres matériaux nécessaires aux constructions et à l'entretien des chemins limitrophes.

Militaires. ART. XXXVI. Les Militaires de tout grade, qui seraient nés dans une Commune cédée ou échangée par le présent Traité seront renvoyés au Souverain de cette Commune, dans le délai de trois mois, s'ils servent en Europe et dans celui d'un an, s'ils se trouvent dans les Colonies ou dans toute autre partie du monde. Les Officiers cependant auront le choix de rentrer dans leur pays ou de rester au service du Souverain, sous les drapeaux duquel ils se trouvent; ils seront tenus d'opter dans les six mois de la publication du présent Traité.

Emigration. ART. XXXVII. Les habitans, qui par l'une et l'autre stipulation du présent Traité passeront d'un Etat à l'autre, pourront changer de domicile, dans le délai de quatre ans, sans être assujettis à aucune charge ni condition quelconque; ils pourront même vendre ou autrement aliéner leurs biens, sans être tenus de payer d'autres droits que les autres habitans du même pays.

Fonctionnaires. ART. XXXVIII. Les fonctionnaires demeurant dans les Communes ou parties de Communes cédées ou échangées, et qui, d'après les lois sous l'Empire desquelles ils ont été nommés, ne peuvent être déplacés sans indemnité, seront conservés et jouiront les mêmes droits que sous le Gouvernement qui les avoit nommés.

Autorisation des Commissions. ART. XXXIX. Comme nonobstant les soins que les deux Commissions ont apportés à lever toutes les difficultés, qui se sont présentées, il est cependant possible qu'il s'en présente d'autres encore lors de la plantation des poteaux, il a été convenu que ceux des membres des deux Commissions, sous la direction desquels cette opération aura lieu, seroient autorisés à terminer tous ces différens et spécialement à juger, après avoir entendu les autorités locales, toutes les contestations qui pourroient s'élever au sujet de l'incertitude des limites de quelques Communes.

Terme de l'évacuation. ART. XL. Les endroits respectivement cédés ou échangés ou devant être restitués seront évacués et l'administration en sera remise aux autorités compétentes dans le mois, à dater de l'échange des ratifications.

ART.

ART. XLI. Les archives, cartes et autres documents relatifs à l'Administration des Mairies ou Communes, qui, en vertu du présent Traité, passeront sous la domination sous l'autre, seront remis aux nouvelles autorités en même temps que les territoires. Au cas qu'une partie de Commune ou deairie seulement fut cédée ou échangée, les archives seront à la partie où se trouvera le chef-lieu, à charge d'y donner accès à l'autre partie, chaque fois qu'elle en aura besoin.

1816

Archiv.
ves.

ART. XLII. Dans les quinze jours après l'évacuation et la remise, dont il s'agit à l'article précédent, on commencera à planter les poteaux. Ces poteaux seront de bois de chêne de la longueur de 12 pieds du haut, 8 hors de terre et 4 en terre; ils seront carrés, la partie en terre sera, de 12 pouces d'épaisseur au milieu, et celle hors de terre de 8; ils seront peints du côté de la Prusse en noir et blanc, et du côté des Pays-Bas en orange et blanc; ils seront numérotés en commençant à la Moselle.

Poteaux

Il en sera planté autant que les Commissaires le trouveront nécessaire pour ne laisser aucune incertitude sur aucune partie de la frontière; au cas qu'une rivière ou chemin fasse limite, il en sera chaque fois planté deux, savoir l'un du côté de la Prusse, l'autre du côté des Pays-Bas; ces deux poteaux ne porteront qu'un seul numéro et ne seront peints qu'aux seules couleurs adoptées pour les territoires respectifs.

ART. XLIII. Le présent Traité sera soumis aux deux Cours, à l'effet d'être ratifié, et les ratifications seront échangées dans les six semaines après la signature ou plutôt si possible.

Ratifi-
cations.

En foi de quoi les Commissaires des hautes parties contractantes l'ont signé et muni de leurs cachets.

Fait à Aix-la-Chapelle, le vingt-six Juin dix-huit cent seize.

(L. S.) DE BERNUTH.
(L. S.) EYTELWEIN.

(L. S.) DE MAN.
(L. S.) MICHIELS DE
KESSENICH.
(L. S.) NICOLAI.
(L. S.) TÖCK.

1816 *Arrangement provisoire en faveur des Fabricans placés sur la frontière des deux Etats pour l'entrée et sortie libre et sans droits des matières premières et en partie manufacturées de leurs Etablissmens respectifs.*

Pour mettre un terme aux plaintes réitérées que les Fabricans et Manufacturiers Prussiens présentent à leurs autorités, qui elles mêmes les ont transmises à la Commission Prussienne chargée de la fixation des limites entre les deux Royaumes de Prusse et des Pays-Bas, pour faire des représentations à cet égard à la Commission des Pays-Bas, et conformément à l'autorisation que cette dernière a reçue de Son Excellence le Ministre des affaires étrangères par la Dépêche en date du 14 Mars No. 12., on est convenu des points et arrangements provisoires suivans :

**Reci-
procité.** ART. I. Comme une reciprocité complète est la base des transactions et Conventions suivantes, ni les habitans des États Prussiens, ni ceux de la Belgique peuvent aspirer à quelque faveur, dont ils ne jouissent pas réciproquement.

**Commu-
nication
libre
pour les
fabri-
cans
Prussiens** ART. II. Il y aura Communication libre et sans droits ou autres péages, à la réserve cependant des droits de barrières des Fabricans domiciliés à Aix la Chapelle, Birtscheid, Eupen, Heinsberg et tous autres endroits limitrophes de la Prusse, avec leurs ateliers et ouvriers, situés ou domiciliés sur le territoire de S. M. le Roi des Pays-Bas,

- a) Pour les laines lavées et peignées envoyées aux filatures, et pour le fil simple ou à façon, dans lequel elles seront converties.
- b) Pour les laines ou pièces de Drap et de Caſimir blancs envoyées pour être teintes.
- c) Pour les pièces de Drap et de Caſimir envoyées au foulon.
- d) Pour le fil d'acier envoyé pour être coupé, et les aiguilles brutes, envoyées pour être trempées, polies ou manipulées de toute autre manière, sauf à faire rentrer ou sortir le même poids ou le même nombre

nombre de pièces, après leur avoir donné le degré 1816
de perfection qui aura nécessité le transport.

ART. III. En revanche il y aura communication ^{Pour les f. des Pays-Bas.}
et sans droits des Fabricans domiciliés à Ver-
s, Hodimont, Enlival, Dalheim, Griegnées, et
es endroits limitrophes des Pays-Bas, avec leurs
liers ou Ouvriers situés ou domiciliés sur le terri-
e de S. M. le Roi de Prusse, et ce pour les mêmes
ts, qui sont mentionnés dans l'Article précédent.

ART. IV. Jouiront également de la faveur d'une ^{Filatu- res de laines.}
ommunication libre et sans droits avec les Fabricans
liens, les filatures de laines établies à Liège, Has-
, Herkenrode et Ruremonde.

Réciprocité pleine et entière de ces faveurs anra
à l'égard des filatures de laines établies à Aix la
pelle, Birttscheid et Eupen, relativement à leur
ommunication avec les Fabricans domiciliés dans les
roits limitrophes des Etats de S. M. le Roi des
s-Bas.

ART. V. Pour jouir de la faveur consentie de part ^{Condi- tions.}
l'autre dans les Articles précédens, les Fabricans
désireront en profiter, feront tenus de présenter
Bureau des Convois et licences des Pays-Bas, ou
Douanes prussiennes, par lequel ils voudroient
e entrer et sortir les objets susmentionnés, une dé-
claration sommaire de la qualité générique du poids
nombre et de la valeur de la marchandise non
fectionnée, qu'ils voudroient faire entrer pendant
laps de temps, qui ne pourra pas excéder une an-
, ni pour l'année courante le dernier Décembre
6, et qu'ils voudront faire sortir pendant le même
s de temps, dans un état plus perfectionné prévu
l'Art. 1., et de fournir au dit bureau des Convois
licences ou des Douanes prussiennes une soumis-
n cautionnée s'élevant au double de la Somme to-
e des droits d'entrée ou de sortie, qui seroient dus
ur les même objets suivant le tarif existant.

ART. VI. Le Fabricant soumissionnaire sera pourvu ^{Livret timbré.}
bureau des Convois et licences des Pays-Bas, ou
s Douanes prussiennes d'un livret timbré, qui ac-
mpagnera chaque transport, et dans lequel il inscrira
qualité, quantité ou nombre et valeur des objets
aque fois transportés et dans lequel le receveur du
dit

1816 dit bureau dont il s'agit visera chaque Enregistrement lors du passage de la Marchandise.

Le Receveur tiendra un livret conforme, dans lequel il inscrira chaque fois la qualité, quantité et valeur transportée, et y fera viser chaque enregistrement par le Fabricant soumissionnaire, ou le Conducteur qu'il aura fait connaître comme étant à ce autorisé par lui; le coût de ces livrets sera remboursé au Receveur par le Fabricant intéressé qui payera en outre pour chaque enregistrement 5 centimes.

Balance. ART. VII. A l'expiration du délai fixé par la soumission du Fabricant, le Receveur établira dans le livret, dont il sera dépositaire, la balance des entrées et sorties des objets prévus par l'article I., et en cas d'excédant ou de déficit, il exigera du Fabricant les droits dus à l'Administration, en recourant, après avertissement préalable, aux moyens coercitifs usités en cas de non rapport des acquits-à-caution. Toute fois le Receveur admettra pour la laine non lavée, envoyée aux filatures, un déchet de 12 pour 100, on dit douze pour cent.

Vérifications. ART. VIII. Les marchandises profitant des faveurs accordées par les articles précédens, seront soumises à la vérification de la part des Employés, des convois et licences des Pays-Bas et des douanes prussiennes, et en cas qu'il s'y trouveroit caché d'autres objets non prévus par l'article I., ils pourront les saisir et exiger une amende de 500 à 1000 francs, suivant la gravité du cas, pour sûreté de laquelle amende, ils pourront retenir et faire vendre, soit les marchandises dans lesquelles l'objet prohibé aura été caché, soit en cas d'insuffisance, les moyens de transport.

Ainsi fait et convenu par les Commissaires soussignés à Aix-la-Chapelle, le vingt-six Juin dix-huit cent seize.

(L. S.) DE BERNUTH.

(L. S.) DE MAN.

(L. S.) EYTELWEIN.

(L. S.) MICHIELS DE
KESSENICH.

(L. S.) NICOLAI.

(L. S.) TÖCK.

5. b.

*traité de limites entre Leurs Majestés le Roi 1816
de Prusse et le Roi des Pays-Bas signé à Clèves le 7^{Oct.}
Octobre 1816.*

La Majesté le Roi de Prusse etc. et Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg etc. ayant fixé par le Traité du 26 Juin dernier les limites des deux Royaumes, depuis les confins de la France sur la Moselle jusqu'à l'ancien territoire hollandais près de Mook, et voulant faire examiner cette ancienne frontière et régler sur le Bas-Rhin tout ce qui concerne les travaux hydrotechniques ou autres points analogues de la manière la plus quitable et la plus convenable pour l'avantage mutuel des deux Etats, ont, conformément à l'article 25. de l'acte final du Congrès de Vienne, nommé Commissaires et muni de leurs pleinpouvoirs savoir :

Sa Majesté le Roi de Prusse le Sieur Frédéric, Comte de Solms-Laubach, premier Président des Duchés de Juliers, Clèves et Berg, Grand-Croix de l'Aigle rouge et de l'Ordre de St. Anne de Russie, lequel, usant de la faculté à lui accordée par son pleinpouvoir, a délégué au même effet et avec les mêmes pouvoirs les Sieurs Frédéric-Guillaume de Bernuth, Chef-président de régence à Arnsberg, et Jean Albert Eytelwein, Conseiller intime et Directeur général des bâtimens publics du Royaume;

Et Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, les Sieurs Maximilien Jacques de Man, Colonel au Corps de génie, Directeur des archives de la guerre et du bureau topographique, Chevalier de l'Ordre militaire de Guillaume troisième classe, et Jan Blanken-Iz, Inspecteur général du Waterstaat, Chevalier de l'Ordre du Lion Néerlandais;

Lesquels Commissaires, après avoir échangé leurs pleinpouvoirs, qui ont été trouvés en règle, sont convenus des points et articles suivans :

ART. I. Les limites fixées par le présent Traité détermineront les frontières entre les deux Etats, depuis le point où les limites le long de la Meuse touchent

Objet du
traité.

1816 chent à l'ancien territoire hollandois, près des maisons dites Aan-Het-End; jusqu'au territoire d'Hannovre où la ligne de démarcation entre les deux Royaumes cesse.

Ligne
de dé-
marca-
tion.

ART. II. La ligne de démarcation commencera au point susnommé et longera la limite entre les anciens territoires hollandois et prussien, comme elle se trouvoit en mil-sept-cent-quatre-vingt-quinze, de manière que le Plak, le Schildbrock, le Heenbergische-Heide et le Neederryksche-Wald resteront au Royaume des Pays-Bas, et le Cleffsche-Wald, le Lindenbergische-Hoff, le Rother-Loewe, le Halber-Mond et le territoire de Wilder au Royaume de Prusse.

Au Halben-Mond elle traversera la grande route de Clèves à Nimègue et suivra cette route jusqu'à la maison dite König von Prensen, laquelle maison restera au Royaume de Prusse, en sorte que ladite route appartiendra toute entière depuis le Halben-Mond susdit Royaume des Pays-Bas.

De la maison dite König von Preussen, la ligne quittera la grande route en se dirigeant sur la maison dite le Mussenberg, près du Village de Beck, laissant cette maison à la Prusse et le Village aux Pays-Bas.

Du Mussenberg l'ancienne limite se dirigera vers l'orient jusqu'au Aartjenshoff, qui reste avec le chemin de Wilder à la Prusse; de là vers le nord, suivant l'Orde-Waterleiding jusqu'à l'écoulement des eaux de Zyllich et cet écoulement jusqu'aux limites entre Zyllich et Löth, de manière que le Tornsche-Molen avec les maisons y situées, ainsi que le terrain de Zyllich entre l'écoulement et l'Ooysche-Water, appartiendront aux Pays-Bas, et le Wildersche-Meer avec la partie de l'écoulement de Zyllich entre le Tornsche-Molen et les limites de Löth appartiendront en entier à la Prusse.

Elle longera ensuite la dite limite entre Zyllich et Löth jusqu'au point le plus méridional de la Seigneurie de Millingen et enfin les anciennes limites orientales de cette Seigneurie jusqu'au Waal, en sorte que Zyllich, Niehl et Bimmen restent au Royaume de Prusse et que Löth, Hulhausen, Kekerdorn et Millingen feront partie du Royaume des Pays-Bas.

ART.

ART. III. Du point où les limites de Millingen touchent au Waal, la ligne de démarcation se dirigera en ligne droite sur la tour d'Arth jusqu'au milieu ou à l'axe de l'argent normale de la rivière, lequel axe en montant sera pris pour Thalweg et fixera la limite jusque vis-à-vis du prolongement du côté gauche de la route de Stockmann à Elten, de manière que le Schenkenschanz avec son territoire fera partie du Royaume de Prusse et que le Kyfward, Bylandsche-waard, S. Graavenwaard, Lobitz, le Ober- et Nieder-Spyck, y compris l'enclave du territoire d'Elten, appartiendront au Royaume des Pays-Bas.

1816
Thal-
weg.

ART. IV. Du milieu susdit du Rhin, la limite quittera la rivière et se dirigera vers le nord, en longeant la lisière gauche de la route de Stockmann à Elten jusqu'au milieu ou à l'axe du ruisseau dit la Wildt, laissant cette route, dite Postweg, avec le pont sur la Wildt en entier à la Prusse, et la partie d'Elten située entre ce Postweg, le Ober-Spyck, le vieux Rhin et la Wildt, aux Pays-Bas.

Limite
jusqu'à
la Wildt

Les sujets prussiens auront la faculté de passer librement les digues du Spyck et réciproquement le dit Postweg restera toujours libre et ouvert aux sujets des Pays-Bas.

ART. V. La ligne de démarcation suivra l'axe du ruisseau la Wildt jusqu'au vieux Rhin et longera de là le territoire d'Elten à la rive droite du vieux Rhin et l'étang dit le Kamm jusqu'au Sommerdamm de Steenward, de manière que le Kamm et le Haubergsche-Führhaus avec les maisons jusqu'à la limite d'Elten appartiendront au Royaume des Pays-Bas.

Jusqu'au
Som-
merdamm
etc.

Arrivée au Sommerdamm, qui reste en entier à la Prusse, elle longera le talus extérieur à une distance de douze pieds (mesure de Rhinlande) jusqu'aux anciennes limites méridionales de la Seigneurie de Grondstein et suivra ces limites le long de la rive droite du vieux Rhin jusqu'au-dessous de la prairie appartenante à la maison dite Waardtmanshoff, de manière que la partie de Kyknit située entre la dite prairie et le vieux Rhin appartiendra au Royaume de Prusse.

Puis la ligne suivra le fossé occidental de cette prairie jusqu'au chemin faisant le prolongement du Zommerkade, et elle longera ce chemin dans la direction

direction

1816 rection du nord jusqu'au premier fossé à droite, suivra ce fossé, ainsi que le fossé méridional de la prairie dite Smitsweide, jusqu'à une distance de trois verges (mesure de Rhinlande) du fossé oriental de la même prairie. De ce point la limite se dirigera parallèlement au dit fossé oriental jusqu'aux limites septentrionales de Grondstein, de manière que le Steenward avec le Sommerdamm, la Seigneurie de Grondstein et le fossé oriental de Smitsweide avec les trois verges au-delà, pour en faire un chemin conduisant sur la route de Sevenaer à Elten, appartiendront au Royaume de Prusse et le Kriemeister-Weide, les Meeuwe-Pollen et la partie du Nooteboomsehe Polder, où le déverfoir du Lymers se trouve en entier, au Royaume des Pays-Bas.

Continuation

ART. VI. Ensuite la ligne de démarcation longera les limites septentrionales de Grondstein jusqu'à une terre appartenante à l'église d'Elten, située entre la route de Sevenaer à Elten et la pointe avancée de Grondstein. De là elle suivra les anciennes limites entre Elten et le Lymers et se dirigera en ligne droite sur l'ancienne frontière de Gueldre, de manière que les maisons de Velthuysen restent à la Prusse et la pointe avancée, formée par l'ancienne limite à gauche, aux Pays-Bas. Enfin elle longera les limites entre les territoires d'Elten et du prévôté d'Emmerich et ceux de Beek et S. Heerenberg, telles qu'elles se trouvaient en mil-sept-cent-quatre-vingt-quinze jusqu'au ruisseau dit la Wildt.

Jusqu'à Hetten.

ART. VII. De la Wildt elle se dirigera vers l'orient par le milieu ou l'axe de ce ruisseau et du Bergsche-Wetering jusqu'au Landweer ou Schouwgraaf (Schau-graben) de Netterden, et suivra également le milieu de ce Schouwgraaf jusqu'à l'écluse à construire dans le Sommerdamm de Klein-Netterden. Cette écluse restera toute entière à la Prusse, et après en avoir fait le tour, la ligne suivra le milieu du fossé d'écoulement à creuser jusqu'à l'ancienne limite entre les deux Royaumes, à l'est du Landweer de Hetten.

Par cette détermination, le terrain, dans lequel se trouve le Lindhorst, le Bosch, le Botberg, Klein-Netterden, Speelberg, Borghees, etc., et qui est situé entre les anciennes limites de Huttuin et d'Emmerich, le nouveau fossé d'écoulement à creuser, l'écluse de Klein-

klein-Netterden, le Schonwgraaf, le Bergsche-Wet- 1816
ing et la Wildt, appartiendra dorénavant à Sa Ma-
esté le Roi de Prusse.

ART. VIII. Sur la carte spéciale jointe au présent Carte.
Traité et signée par les Commissaires respectifs sont
 tracées au juste les limites décrites ci-dessus.

ART. IX. Du susdit point à l'est du Landweer de Jus-
Hetter jusqu'aux limites d'Hannovre la ligne de dé- qu'aux
marcation restera la même qu'en mil-sept-cent-quatre- limites
vingt-quinze et ne sera déterminée en détail que lors d'Han-
de la plantation générale des pôteaux, vû qu'aucun novre.
différent ni aucune contestation ne se présente sur sa
direction.

ART. X. Outre les territoires qui par la limite dé- Ober-
terminée dans les articles précédens, changeront de billig à
domination, Oberbillig avec le territoire situé sur la la Prusse
rive droite de la Moselle, et devant, d'après le Traité
d'Aix-la-Chapelle du vingt-six Juin dernier, appa-
tenir au Royaume des Pays-Bas, restera au Royaume
de Prusse.

ART. XI. Tous les travaux hydrotechniques etc.
de côté et d'autre de la rivière seront désormais uni-
quement à la charge et à la disposition spéciale du Sou-
verain qui possède le territoire à chaque côté du Thal-
weg déterminé à l'article trois.

ART. XII. Il ne pourra être établi dans le lit de la Lit de la
rivière aucun ouvrage offensif qui puisse nuire au cou- rivière.
rant et par là à la rive opposée à moins d'un concert
préalable et d'un commun accord des deux Puissances.
Il en sera de même des nouveaux ouvrages qui sur les
terrains extérieurs des digues pourroient entraver le
courant ou arrêter les glaces.

ART. XIII. La largeur normale de la rivière sera Largeur
de cent-cinquante verges (mesure de Rhinlande) prise normale
à la hauteur moyenne de huit pieds et six pouces à
l'échelle de Pannerden correspondante avec six pieds
quatre pouces de l'échelle d'Emmerich.

Il ne sera permis de tolérer la moindre oferaie ou
plantation quelconque qui approche le bord opposé de
la rivière de plus près que de cent-cinquante verges,
de sorte que non-seulement elles sont interdites dans
cette largeur normale, mais que même celles actuelle-

1816 ment existantes qui dépassent la largeur de cent verges, seront abattues ou arrachées jusqu'à la racine.

S'il est cependant jugé nécessaire de part et d'autre, de faire quelque plantation contraire à cette stipulation, les autorités respectives devront préalablement s'entendre sur leur exécution.

Pêcherie.

ART. XIV. Aucune des deux Puissances ne fera exercer ou ne permettra jamais à la rive, vis-à-vis du rivage étranger, dans la dite largeur normale de cent-cinquante verges, des pêcheries de saumon ou autre poisson quelconque, par des parquétages ou d'autres moyens qui puissent causer le moindre retard dans le courant, ou faciliter tant soit peu l'attérissement de gravier, sable ou autres objets propres à causer alluvion.

Item.

ART. XV. La souveraineté de la pêche sur le Bas-Rhin sera déterminée par une ligne droite, à tirer de la tour de Keeken à celle de Lobith, de manière que la partie en amont de cette ligne appartiendra à S. M. le Roi de Prusse et la partie en aval à S. M. le Roi des Pays-Bas.

Bancs.

ART. XVI. Au cas que quelque bas-fond ou banc de sable s'élève au milieu de la rivière, de manière qu'il soit utile d'en prévenir les désavantages pour la navigation générale, on se concertera sur les mesures à prendre d'un commun accord pour obvier aux inconvénients ultérieurs.

Embouchure du vieux Rhin.

ART. XVII. L'ancienne embouchure du vieux Rhin près de Lobith, ni toute autre partie du vieux Rhin autant qu'elle touche aux territoires qui par le présent Traité sont cédés de la part de S. M. le Roi de Prusse au Royaume des Pays-Bas, ne sera fermée d'aucune manière quelconque, qu'au point que, comme il a été stipulé par la Convention du quatre Juillet mil-sept-cent-soixante-onze, les eaux du Rhin puissent écouler librement et sans le moindre obstacle par le vieux Rhin, partout à la largeur ordinaire de quatre-vingt-dix verges (mesure de Rhinlande) sur une hauteur de treize pieds d'après l'échelle (Pegel) d'Arnhem.

Le moindre défaut à l'égard de ces stipulations, sera redressé dans le plus court délai par le Gouvernement des Pays-Bas. Lors d'eaux d'été superflues, la fermeture

turo

ture de l'embouchure du vieux Rhin pourra surpasser la hauteur ci-dessus fixée; cependant les autorités locales des Pays-Bas s'adresseront à la régence de Clèves pour savoir si quelque motif valable de son côté s'oppose à l'exhaussement proposé. Si dans l'espace de huit jours après la réception, la dite régence ne fait là-dessus aucune réponse, et qu'aussi nul Commissaire prussien ne se présente dans le terme proposé, pour s'entendre avec les autorités compétentes des Pays-Bas, elles considéreront ce silence comme une approbation à la demande faite. 1816

Les Commissaires réciproques susdits, auront soin de fixer le temps précis de l'ouverture du vieux Rhin, et aussitôt après l'échange des ratifications, la dite embouchure sera mise dans l'état exigé par le présent Traité.

ART. XVIII. Les Conventions du vingt-trois Septembre mil-sept-cent-quarante-cinq et du quatre Juillet mil-sept-cent-soixante-onze sont annulées par le présent Traité. Conventions annulées.

ART. XIX. Le Gouvernement prussien aura la faculté de faire inspecter en tout temps la dite embouchure du vieux Rhin, après cependant en avoir averti d'avance les autorités locales compétentes des Pays-Bas, qui pourront alors déléguer au même effet un Commissaire. Inspection.

Le délégué de la Prusse pourra entamer et continuer son inspection, si dans l'espace de huit jours, après la réception du dit avertissement, aucune réponse ne survient des susdites autorités, ou qu'aucun Commissaire ne se présente dans le terme proposé.

ART. XX. Pour que l'écoulement des eaux du Polder la Hetter s'effectue sans nuire au Territoire voisin des Pays-Bas, il sera construit dans le Sommerdam de Klein-Netterden, une petite écluse en maçonnerie à deux vannes bien étanchées. Écoulement des eaux.

L'ouverture d'écoulement sera de quatre à cinq pieds (mesure de Rhinlande) et le fond ou le seuil ne sera pas établi à plus de profondeur que d'un pied au-dessous de celui de la grande écluse de Nieder-Hetter près de Lenwenberg dans la digue capitale du Rhin au-dessus d'Emmerich.

1816 Ni les murs ni la retenue des eaux de la nouvelle écluse de Klein-Netterden ne seront jamais au-dessous de la hauteur actuelle du dit Sommerdamm de Netterden, égale au numéro treize pieds à l'échelle, qui existe en ce moment au côté d'amont de ladite grande écluse de Leuwenberg.

Vannes.

ART. XXI. Aucune des vannes de la nouvelle écluse de Klein-Netterden ne sera levée que quand le Landweer ou Schouwgraaf de Netterden, le Bergsche-Wetering et la Wildt seront à leur profondeur, largeur et ouverture entière, stipulées par l'art. XXII, et quand alors l'eau dans le dit Schouwgraaf, en aval de la dite nouvelle écluse, sera abaissée au moins jusqu'au numéro dix pieds à l'échelle de la grande écluse de Leuwenberg, ou, ce qui revient au même, à trois pieds en contre-bas de la plus grande hauteur déterminée à l'article suivant pour la nouvelle écluse de Klein-Netterden et la crête du Sommerdamm de ce nom.

Dimensions pour l'écoulement.

ART. XXII. Les dimensions générales fixées pour l'écoulement, sont comme suit:

- 1) La profondeur du fossé d'écoulement dans le platfond à l'extrémité orientale, près de la nouvelle écluse susdite de Klein-Netterden, sera au niveau du radier de cette même écluse, et ira en pente descendante vers l'extrémité opposée dans le vieux Rhin, à la profondeur actuelle de Wildt, sous le pont dans le Postweg près la montagne d'Elten.
- 2) la largeur sur le platfond du canal sera tout au moins
 - a) pour le fossé d'écoulement à creuser et la partie dite Nettersche-Landweer ou Schouwgraaf de six pieds;
 - b) pour le Bergsche-Wetering de huit pieds;
 - c) pour le ruisseau la Wildt de douze pieds.
- 3) Les talus seront d'une et demie ou de deux fois la hauteur, d'après la qualité de la terre à creuser.
- 4) La hauteur du Sommerdamm ou de toute autre retenue d'au quelconque, depuis la nouvelle écluse de Klein-Netterden jusqu'à Emmerich, ne sera pas abaissée au-dessous du numéro treize pieds à l'échelle susdite de la grande écluse de Leuwenberg.

Aucun

Aucune écluse, hormis celle de Klein-Netterden, 1816
ni deverfoir ou coupure quelconque ne feront jamais
construits ou pratiqués dans ledit Sommerdamm.

Aucun fossé d'écoulement de plus de trois pieds
de largeur au platfond ne fera creusé.

- a) à côté d'aval du même Sommerdamm;
- b) dans toute l'étendue du terrain entre la Wildt,
le Bergsche-Wetering, le Schouwgraaf et les an-
ciennes limites d'Emmerich;
- c) dans les terres de Huttum jusqu'au Postweg
d'Elten à Stockmann.

Le Gouvernement prussien fera redresser, dans le
plus court délai, tout défaut à l'égard des stipulations
sous quarto,

ART. XXIII. Les bermes ou le terrain de chaque Bermes
côté du fossé d'écoulement seront élevés et égalisés
par les déblais à faire au besoin des terrains aux deux
côtés du fossé, sans dédommagement pour les parties
de terrain couvertes par les dits déblais, qui seront
à la charge du Gouvernement prussien.

ART. XXIV. Au cas que le nouveau fossé à creu- Ponts et fossés.
ser, ainsi que le Nettersche-Schouwgraaf, coupe des
chemins vicinaux ou autres routes quelconques, le
Gouvernement prussien y fera construire des ponts
forts et suffisants, afin que le passage ne soit gêné
en aucune manière.

Il aura de même à sa charge non-seulement l'élar-
gissement de la Wildt et du Bergsche-Wetering, ainsi
que le creusement du nouveau fossé d'écoulement, le
tout aux dimensions déterminées par l'article XXII,
mais aussi la construction de tous les ouvrages neufs,
soit en terre soit en maçonnerie.

ART. XXV. L'entretien dudit écoulement, autant Entretien de l'écoulement.
qu'il forme frontière depuis la limite de Nieder-Het-
ter, sera commun entre les deux Etats, tandis qu'il
sera à la charge de chaque Puissance, sur le territoire
de laquelle il est situé en entier. L'écluse de Nieder-
Hetter sera entièrement à la charge du Gouverne-
ment prussien.

ART. XXVI. Autant que des élargissemens ou chan- Fraix.
gemens de vieux ponts seront nécessaires pour l'écou-
lement des eaux de la Hetter, le Gouvernement prussien

1816 pourvoira aux frais de la première construction; mais l'entretien, tant de ces nouvelles constructions que des ponts et ouvrages antérieurs au creusement dudit écoulement, sera à la charge des deux Etats.

Grandes ART. XXVII. Les grandes écluses existantes dans
ecluses. la digue capitale du Rhin d'Emmerich à Wesel ne seront supprimées, fermées ni rétrécies d'aucune manière dans leur capacité d'écoulement jusqu'à la grande rivière susdite, afin que toutes ces écluses restent en bon état, pour coopérer, comme à présent, à la décharge des eaux d'inondations ou de pluie, de toute l'étendue du pays derrière ces digues capitales.

En cas que du côté de la Prusse quelque changement fut jugé nécessaire dans les dites écluses, on se concertera là-dessus avec les autorités compétentes des Pays-Bas, et si le Gouvernement de ce pays y accède, il pourra être innové à la stipulation que renferme cet article.

Inspection. ART. XXXIII. Tous les travaux et objets susnommés, depuis le Sommerdamm de Klein-Netterden jusqu'à la jonction de la Wildt au vieux Rhin, seront inspectés deux fois par an, aux mois de Juin et d'Octobre, par des Commissaires et des Experts à nommer de part et d'autre, et d'après un règlement à rédiger de commun accord.

Lesquels Commissaires et Experts auront, dès le moment de leur nomination, la faculté de surveiller tous les ouvrages à construire et à entretenir.

Item. ART. XXIX. Indépendamment de ces inspections, la Direction générale du Waterstaat du Royaume des Pays-Bas aura en tout temps la faculté de faire inspecter tous les travaux relatifs au dit écoulement, depuis le Sommerdamm de Klein-Netterden jusqu'à la jonction de la Wildt au vieux Rhin, après que la Direction prussienne en aura été prévenue assez à temps pour pouvoir réunir des Ingénieurs ou Inspecteurs à ceux de la Direction du Waterstaat susnommé, pour coopérer au même but.

Ruisseaux communs. ART. XXX. Partout où des ruisseaux seront limites, ils seront communs aux deux Etats, à moins que le contraire ne soit positivement stipulé, et lorsqu'ils seront communs, l'entretien des ponts, le curage

rage etc. se feront de concert et à frais communs, à moins que des conventions communales existantes ne contiennent d'autres stipulations; mais chaque Etat fera exclusivement chargé du soin de veiller à la conservation des bords situés de son côté. Il en fera de même des fossés, rigoles, chemins, canaux, hayes ou tout autre objet servant de limites, c'est-à-dire, que ces objets, quant à la souveraineté, seront communs aux deux Puissances et qu'on ne pourra rien changer à leur état actuel que de commun accord, à moins toutefois en cas de stipulation contraire. 1816

ART. XXXI. Les écoulemens d'eau, qui se trouvent actuellement dans les territoires réciproques, seront pareillement conservés pour l'avenir, et l'on n'osera faire aucun arrangement qui puisse nuire à l'écoulement des eaux intérieures (Binnenwasser). Ecoulemens conservés.]

ART. XXXII. Les passages d'eau, qui existent dans ce moment sur le Rhin, seront conservés dans leur état actuel. Les droits établis continueront d'être perçus pour le compte des mêmes Etats, qui en jouissent aujourd'hui. On aura de part et d'autre la faculté d'établir et d'entretenir sur la rive opposée les ouvrages nécessaires pour faciliter l'abord aux passants. Il ne pourra être établi aucun nouveau passage, depuis la limite de Millingen au Waal jusqu'à Stockmann au Rhin, à moins d'un concert préalable et d'un commun accord des deux Puissances. Passages d'eau.

ART. XXXIII. Les domaines de l'Etat, qui pourront se trouver dans les Communes ou parties de Communes, changeant de domination, suivront toujours le territoire et appartiendront au nouveau Souverain. Domaines.

Si dans les territoires cédés de part et d'autre se trouvent des domaines, dont les registres originaux constatent la vente sous le Gouvernement français et et au nom de ce Gouvernement, par des autorités françaises, et desquels le prix de vente arriérés doivent encore être perçus, soit en entier soit en partie, le Souverain, auquel ces terres appartenoient avant le présent Traité, aura le faculté de faire poursuivre l'acheteur d'après les lois existantes sous le nouveau Souverain.

1816 Les revenus des domaines, qui, après l'évacuation par les François, n'ont été versés dans les caisses du Souverain légitime, seront restitués à ce Souverain par les caisses qui ont joui abusivement de cette recette.

Les revenus des parties du Lymers, non comprises dans la remise des enclaves au vingt-cinq Mai dernier et venant par le présent Traité aux Pays-Bas, seront restitués à compter du dit jour.

Contributions. ART. XXXIV. Les Contributions et autres revenus de l'Etat courent et seront perçus pour le compte du nouveau Souverain à dater du jour de la prise de possession, jour, qui dans aucun cas, ne pourra dépasser le terme fixé par l'article XLIII, relatif à l'évacuation et à la remise des endroits cédés ou échangés par le présent Traité, en sorte que, si par quelque événement imprévu, la prise de possession d'une Commune ou partie de Commune se trouvoit retardée, les contributions et autres revenus de l'Etat n'en seroient pas moins dus, à dater du jour fixé.

Biens et commu- ART. XXXV. Les biens, les droits réels et actions, nes, qui peuvent compéter aux Communes ou Particuliers de l'une ou l'autre domination dans et sur les lieux et territoires réciproquement cédés ou échangés ou divisés, sont maintenus et conservés.

XXXVI. Lorsque des Communes ou des Banlieues de Communes seront divisées par la ligne de démarcation, l'actif et le passif de ces Communes, c'est-à-dire, leurs biens communaux ainsi que leurs dettes le seront ou devront l'être dans la même proportion. Pour établir cette proportion, on prendra pour base le montant des contributions foncières et personnelles réunies, et si la personnelle n'y existoit pas, on prendroit la foncière seule. Les biens et revenus communaux, qui devroient se distribuer par têtes ou par feux entre les habitans, seront partagés d'après la seule base adoptée pour les distributions annuelles, si tant est qu'il en existe réellement et de droit de cette nature; bien entendu qu'après le partage fait, ces biens seront soumis aux lois municipales du nouvel Etat sous lequel ils se trouveront.

La partie de Zyllich ainsi que les Villages de Kerdom et Loeth, cédés par le présent Traité au Royaume des Pays-Bas et faisant partie du Dusseldsche-Polder

Polder, seront tenus de contribuer leur côte-part dans les dettes arriérées contractées par ce Polder jusqu'au jour de la prise de possession fixé par l'article XLIII. 1816

ART. XXXVII. Les Cultivateurs, dont les propriétés sont situées partie en-deça et partie au-delà des frontières, pourront exporter et importer fumier, paille, litières et autres engrais pour la culture de leurs terres, ainsi que toute espèce de récolte. Ils auront de même la faculté de faire sortir et rentrer leurs bestiaux paturans, le tout sans pouvoir être assujéti à aucun droit de douane, soit d'entrée, de sortie, de transit ou autres de cette espèce. Il suffira qu'ils fassent constater par des certificats de l'autorité locale, qu'ils possèdent et cultivent des terres situées au-delà des frontières, sans cependant pouvoir se soustraire aux visites des Douaniers ou autres ayant commission légale de constater les cas de fraude; bien entendu que ces Douaniers ou Agens ne pourront faire des perquisitions que sur leurs territoires respectifs. Cultivateurs.

ART. XXXVIII. On pourra de part et d'autre acheter sur le territoire voisin et exporter franc de tout droit les matériaux nécessaires pour l'entretien des digues et des routes. Matériaux.

ART. XXXIX. Les Militaires de tout grade, qui seroient nés dans une Commune ou partie de Commune cédée ou échangée par le présent Traité, seront renvoyés au Souverain de cette Commune ou partie de Commune dans le délai de trois mois s'ils servent en Europe, et dans celui d'un an s'ils se trouvent dans les Colonies ou dans toute autre partie du monde. Les Officiers cependant auront le choix de rentrer dans leurs pays ou de rester au service du Souverain sous les drapeaux duquel ils se trouvent; ils seront tenus d'opter dans les six mois de la publication du présent Traité. Militaires.

ART. XL. Les habitans, qui par l'une ou l'autre stipulation du présent Traité passeront d'un Etat à l'autre, pourront changer de domicile, dans le délai de quatre ans, sans être assujéti à aucune charge ni condition quelconque; ils pourront même vendre ou autrement aliéner leurs biens, sans être tenus de payer d'autres droits que les autres habitans du même pays. Emigrations.

1816 **ART. XLI.** Les fonctionnaires demeurant dans les Communes ou parties de Communes cédées ou échangées, et qui, d'après les lois sous l'Empire desquelles ils ont été nommés, ne peuvent être déplacés sans indemnité, seront conservés et jouiront des mêmes droits que sous le Gouvernement qui les avoit nommés.

ART. XLII. Comme nonobstant tous les soins que les deux Commissions ont apportés à lever toutes les difficultés, qui se sont présentées, il est cependant possible qu'il s'en présente d'autres encore lors de la plantation des poteaux, il a été convenu que ceux des membres des deux Commissions, sous la direction desquels cette opération aura lieu, seroient autorisés à terminer tous ces différens et spécialement à juger, après avoir entendu les autorités locales, toutes les contestations qui pourroient s'élever au sujet de l'incertitude des limites de quelques Communes.

ART. XLIII. Les endroits respectivement cédés ou échangés ou devant être restitués, seront évacués et l'Administration en fera remise aux autorités compétentes dans le mois, à dater de l'échange des ratifications.

ART. XLIV. Les archives, cartes et autres documens relatifs à l'Administration des Mairies ou Communes, qui, en vertu du présent Traité, passeront d'une domination sous l'autre, seront remis aux nouvelles autorités en même temps que les territoires mêmes. Au cas qu'une partie de Commune ou de Mairie seulement fût cédée ou échangée, les archives resteront à la partie où se trouve le chef-lieu, à charge d'y donner accès à l'autre partie, chaque fois qu'elle en aura besoin.

ART. XLV. Dans les quinze jours après l'évacuation et la remise, dont il s'agit à l'article précédent, on commencera à planter les poteaux.

Ces poteaux seront de bois de chêne de la longueur de douze pieds du Rhin, huit hors de terre et quatre en terre; ils seront carrés; la partie en terre sera de douze pouces d'épaisseur au moins, et celle hors de terre de huit pouces; ils seront peints du côté de la Prusse en noir et blanc, et du côté des Pays-Bas en orange et blanc; ils seront numérotés et leurs numéros suivront la série de ceux à planter entre les deux Etats, depuis les limites de la France jusqu'à l'ancien

l'ancien territoire hollandois près de Mook. Il en sera planté autant que les Commissaires le trouveront nécessaire pour ne laisser aucune incertitude sur aucune partie de la frontière. Au cas qu'une rivière ou chemin fasse limite, il en sera chaque fois planté deux, savoir l'un du côté de la Prusse, l'autre du côté des Pays-Bas; ces deux poteaux ne porteront qu'un seul numéro et ne seront peints qu'aux seules couleurs adoptées par les territoires respectifs. 1816

ART. XLII. Le présent Traité sera soumis aux deux Cours, à l'effet d'être ratifié, et les ratifications seront échangées dans deux mois après la signature ou plutôt si possible *). Ratifications.

En foi de quoi les Commissaires des hautes parties contractantes l'ont signé et muni de leurs cachets.

Fait à Clèves, le sept Octobre mil-huit-cent-seize.

(L. S.) DE BERNUTH. (L. S.) M. J. DE MAN.
(L. S.) EYTELWEIN. (L. S.) J. BLANKEN-IZ.

5. c.

Publication de la part de la cour de Berlin por- 1817
tant fixation des limites en conséquence du pré- 28 Févr.
cedent traité; faite à Cleve le 28 Févr. 1817.

(*Der Kurier vom Niederrhein. 1817. N. 18.*)

Nachdem die Unterhandlungen in Betreff der definitiven Gränz-Regulirung zwischen den beiden Königreichen Preussen und der Niederlande am Niederrheine mittelst eines am 7ten October 1816 zu Cleve abgeschlossenen von den Allerhöchsten Landesherrn ratificirten und den 30sten Januar laufenden Jahres zwischen beiderseits Bevollmächtigten ausgetauschten Tractats beendigt worden, sind die Gränzen der gedachten beiden Königreiche festgesetzt worden wie folgt:

ART.

*) Les ratifications ont été échangées le 30 Janvier 1817, ainsi que le fait voir la patente qui suit.

1817 ART. I. Die in dem gegenwärtigen Tractat bestimmten Gränzen bezeichnen die Linie, welche die beiden Staaten von einander scheidet, von dem Punkte an, wo die längs der Maas laufenden Gränzen das alte Holländische Territorium berühren, bey den Häusern genannt An het End, bis zum Hannöverschen Gebiete, wo die Abgränzungs-Linie zwischen beiden Königreichen aufhört,

ART. II. Die Abgränzungs-Linie fängt bey dem oben erwähnten Punkt an, und läuft an der Gränze der ehemaligen Holländischen und Preussischen Gebiete hin, wie diese Gränze im Jahre 1795 existirte; so daß der Plack, der Schildbroek, die Stenbergische Heide, und der Nederikische Wald dem Königreiche der Niederlande, der Clevsche Wald, der Lindenbergische Hof, der rothe Löwe, der halbe Mond und die Feldmark von Wilder, dagegen dem Königreiche Preussen verbleiben sollen. Am halben Monde schneidet sie die große Straße von Cleve nach Nymwegen quer durch und folgt dieser Straße bis zum Hause, genannt der König von Preussen, welches Haus dem Könige von Preussen verbleiben soll, so daß die ganze gedachte Straße vom halben Monde an, dem Königreiche der Niederlande gehören wird.

Bey dem Hause, genannt der König von Preussen, verläßt die Linie die große Straße, indem sie sich auf das Haus, genannt der Muffenberg, in der Nähe des Dorfes Beek wendet, und läßt dieses Haus an Preussen und das Dorf an die Niederlande. Vom Muffenberg wendet sich die alte Gränze gegen Osten bis zum Aartgenhoff; welcher nebst dem Wege von Wilder an Preussen verbleibt. Von da geht sie nach Norden, der alten Wasserleitung folgend, bis zum Ablauf des Zyfflicher Wassers, und diesem Wasser-Ablaufe bis zu der Gränze zwischen Zyfflich und Loeth, so daß die Tornische Mühle nebst den dabey gelegenen Häusern, so wie das Gebiet von Zyfflich zwischen dem Wasser-Ablaufe, und dem Ooyfchen Water den Niederlanden, und das Wildersche Meer mit dem Theile des Zyfflicher Wasserablaufs zwischen der Tornischen Mühle und den Gränzen von Loeth ganz an Preussen gehören sollen. Die Linie läuft alsdann längs der gedachten alten Gränze zwischen Zyfflich und Loeth hin, bis zu dem südlichsten

sten Punkte der Herrlichkeit Millingen und folgt endlich den alten östlichen Gränzen dieser Herrlichkeit bis zur Waal, so daß Zyllich, Niel und Bimmen dem Königreiche Preussen verbleiben, Loeth, Hüllhausen, Krekerdom, und Millingen einen Theil des Königreichs der Niederlande bilden werden. 1817

ART. III. Von dem Punkte an, wo die Gränzen von Millingen die Waal berühren, geht die Abgränzungslinie in gerader Richtung auf den Thurm zu Aarth bis zum Mittelpunkte oder zur Axe der Normal-Breite des Flusses, welche Axe im Heraufgehen zum Thalweg angenommen worden und die Gränze bis zur Verlängerung der linken Seite des Weges von Stockmann nach Elten gegenüber bestimmen soll, so, daß Schenkenschanz mit seinem Gebiete einen Theil des Königreichs Preussen ausmachen, und Kyfwaard, Bylandsche Waard, St. Graevenwaard, Lobith, der Ober- und Nieder-Spyk mit Einschluss der Enklave des Gebietes von Elten dem Königreich der Niederlande gehören sollen.

ART. IV. Von dem oben erwähnten Mittelpunkte im Rheine, verlässt die Gränze den Fluss, und wendet sich nach Norden längs der linken Seite der Strasse von Stockmann nach Elten hinlaufend, lässt diese Strasse, genannt Postweg nebst der Brücke über die Wildt gänzlich an Preussen, und den Theil von Elten, welcher zwischen diesem Postweg dem Ober-Spyk, dem alten Rheine und der Wildt liegt, an die Niederlande. Die Preussischen Unterthanen sollen die Befugniss haben, die Dämme des Spyks frey zu passieren, so wie gegenseitig der gedachte Postweg den Unterthanen der Niederlande immer frey und offen bleiben soll.

ART. V. Die Abgränzungslinie folgt ferner der Axe oder der Mitte des Flüsichens Wildt bis zum alten Rheine, läuft von da dem Gebiete von Elten auf dem rechten Ufer des alten Rheins und dem Weyer, genannt der Kamm, entlängst bis zum Sternwardischen Sommerdamm, so daß der Kamm und das Haubergsche Fährhaus nebst den Häusern bis zur Eltenschen Gränze dem Königreiche der Niederlande gehören sollen.

Beym Sommerdamme, welcher Preussen ganz verbleibt, angelangt, läuft die Linie längst der äussern Böschung

1817 Böschung des Deiches in einer Entfernung von zwölf Rheinländischen Fussen bis zu den alten südlichen Gränzen der Herrlichkeit Grondstein, und folgt diesen Gränzen dem rechten Ufer des alten Rheins entlang bis unter die Wiese, welche zu dem Hause, genannt Wardmanushoff, gehört, so daß der Theil des Kiknit, welcher zwischen der gedachten Wiese und dem alten Rheine liegt, dem Königreiche Preussen gehören soll.

Ferner folgt die Linie dem westlichen Graben dieser Wiese, bis zum Wege, welcher die Verlängerung der Sommerkade ist, läuft sodann diesen Weg entlang in der Richtung nach Norden bis zum ersten Graben rechter Hand, folgt diesem Graben, so wie dem südlichen Graben der sogenannten Schmidtsweide bis zu einer Entfernung von drey Rheinländischen Ruthen von dem östlichen Graben der nämlichen Weide.

Von diesem Punkte ab, wendet sich die Linie gleichfalls gegen den gedachten Graben östlich, bis zu den nördlichen Gränzen von Grondstein, so daß die Sternwaard nebst dem Sommerdamm, die Herrlichkeit Grondstein und der östliche Graben der Schmidtsweide nebst den drey obenerwähnten Ruthen darüber, welche dazu dienen sollen, einen Weg, der auf die Strafee von Sevenaer nach Elten führt, anzulegen, dem Königreiche Preussen gehören, dagegen die Kribmeisters Weide, die Maenise Pollen und der Theil des Noteboomschen Polders, in welchem sich der Ueberrest der Lymers ganz befindet, dem Königreiche der Niederlande anheim fallen soll.

ART. VI. Die Abgränzungslinie läuft ferner den nördlichen Gränzen von Grondstein entlang bis zu einem, der Kirche zu Elten zugehörigen Grundstücke, welches zwischen der Strafee von Sevenaer nach Elten und dem vorgeschobenen Punkte von Grondstein gelegen ist. Von da folgt sie den alten Gränzen zwischen Elten und der Lymers und geht in gerader Richtung auf die alte Gränze von Gelderland zu; so daß die Häuser von Feldhuysen an Preussen, und der vorgeschobene Punkt, welcher durch die alten Gränzen zur linken Hand gebildet wird, den Niederlanden verbleiben. Endlich läuft sie den Gränzen der Gebiete von Elten und der Probstei Emmerich und denen von Beck und d'Sheerenberg entlang, so wie diese Gränzen im Jahre

Jahre 1795 existirten, und zwar bis zum Flüßchen die Wildt genannt. 1817

Da die resp. Uebergabe und Uebernahme der abgetretenen Landestheile auf den ersten k. M. März festgesetzt ist, die Abphälung nach dem Inhalte des Tractats aber unverzüglich erfolgen soll; so entbinden Wir, von diesem Tage an, Kraft der Uns dazu ertheilten Vollmacht, alle Eingefessene der abgetretenen Districte Unseres Regierungs-Bezirktes des Sr. Majestät dem Könige von Preussen geleisteten Eides des Gehorsams und aller daraus entspringenden Verpflichtungen, so wie Wir hiemit im Namen Sr. Majestät des Königs Unsers Allergnädigsten Herrn, alle unter Höchstdesselben Scepter übergehende Einwohner zum Gehorsam gegen dessen Allerhöchste Person, auch gegen die angeordneten Verwaltung- und Gerichts-Behörden aufordern. Die auf dem linken Rheinufer belegenen an Sr. Majestät den König von Preussen übergehenden Landestheile, werden in Hinsicht der Verwaltung dem landrätthlichen Kreise von Cleve, so wie die auf dem rechten Rheinufer belegenen Landestheile dem landrätthlichen Kreise von Rees einverleibt, und sind für jeden Theil besondere Commissarien zur respectiven Uebernahme und Uebergabe ernannt. Wegen der Rechts-Pflege wird in Hinsicht jener Landestheile auf dem rechten Rheinufer von dem Königl. Ober-Landes-Gerichte, auf dem linken Rheinufer aber von dem Königl. Kreis-Gerichte hieselbst, Anordnung getroffen werden.

Cleve, den 28sten Februar 1817.

Königlich-Preussische Regierung zu Cleve.

V. ERDMANNSDORFF.

6.

1816 *Convention territoriale entre L. L. A. A. R. R.*
 29 Juin. *le Grand-Duc de Hesse et l'électeur de Hesse,*
signée à Francfort sur Mein le 29 Juin 1816.

(Sur Copie legalisée).

Wir Ludewig von Gottes Gnaden Großherzog von Hessen und bey Rhein etc. etc.

Urkunden und bekennen hiermit:

Nachdem Wir den Vertrag gesehen und erwogen haben, welcher von Wort zu Wort also lautet:

Nachdem Seine Königliche Hoheit der Großherzog und Seine Königliche Hoheit der Kurfürst von Hessen angemessen befunden haben, statt der vertragmäßigen Zurückgabe derjenigen Kurhessischen Landtheile, welche im Jahre Eintausend Achthundert und Zehn in Großherzoglichen Besitz gekommen sind, eine, die gegenseitige Gebiets-Ausrundung, möglichst berücksichtigende Ausgleichung eintreten zu lassen; so haben die beiden contrahirenden Höfe zur Berathung und Vereinigung darüber Bevollmächtigte ernannt, nemlich:

Seine Königliche Hoheit der Großherzog,

Ihren Geheimen Rath, außerordentlichen Gesandten am Königlich Baierischen Hofe und bevollmächtigten Minister bei der deutschen Bundesversammlung, Groß-Kreuz-Commandeur ihres Haus-Ordens, Heinrich Wilhelm Carl von Harnier,

und

Ihren Geheimen Rath, auch Hofkammer-Director Heinrich Freyherrn von Münch zu Bellinghausen;

und Seine Königliche Hoheit der Kurfürst,

Ihren Geheimen Regierungs-Rath, Kammerherrn und Commandeur ihres Haus-Ordens Georg Ferdinand von Lepel;

welche, nach geschehener Auswechslung ihrer in gehöriger Form befundenen Vollmachten, über nachstehende Punkte übereingekommen sind.

ART.

ART. I. Seine Hönigliche Hoheit der Kurfürst entsagen zu Gunsten Seiner Königlischen Hoheit des Großherzogs, allen Rechten und Ansprüchen auf die Aemter Babenhäusen, Ortenberg und Rodheim, sodann Ihrem Antheile an den Gemeinschaften Vilbel, Affenheim, Heuchelheim, Münzenberg, Trais-Münzenberg, Stadt Ortenberg, Hergeshausen, Sickenhofen, und Burggräfenrode. Seine Königlische Hoheit der Großherzog werden für Sich und Ihre Nachkommen die vorgedachten Aemter und Gemeinschafts-Antheile mit allen Landeshoheits-Oberherrlichkeits-Lehens-Domanial- und andern Rechten besitzen, welche Seine Königlische Hoheit der Kurfürst darin oder als Zubehör derselben, bebesen haben.

1816

Cessions
de la
part de
l'Electeur.

Das in der Gemarkung des Amtes Rodheim, gelegene, der Nauheimer Saline zuständige Stück Waldung, der Altenberg genannt, ist rüchichtlich des Eigenthums, unter vorstehender Cession nicht begriffen, sondern wird, wie bisher, mit der Saline verbunden bleiben, und der nemlichen Steuerfreyheit und sonstigen Exemtionen genießen, welche, hinsichtlich des Kohlenwerks, im vierten Artikel dieses Vertrags festgesetzt worden sind.

ART. II. Dagegen werden Seine Königlische Hoheit der Großherzog

Cessions
de la part
du
D

1. das Amt Dorheim, nach den im dritten und vierten Artikel enthaltenen weitem Bestimmungen, an Seine Königlische Hoheit den Kurfürsten zurückstellen.

2. Ihnen die Ortschaften Groß-Auheim, Groß-Krotzenburg, und Oberrodenbach, sodann Ihren Antheil an der Gemeinschaft Praunheim, mit allen Landeshoheits-Oberherrlichkeits-Lehens-Domanial- und andern Rechten, welche Sie darin, oder als deren Zubehör, ausgeübt haben, abtreten und Ihren Ansprüchen auf den Dottenfelder Hof bey Vilbel entsagen.

3. Ihnen die Souverainität über die Fürstlich und Gräfllich Isenburgischen Gerichte Diebach, Langensfeld, Meerholz Lieblos, Wächtersbach, Spielberg und Reichenbach, dann den Ort Wolfenborn überlassen.

ART. III. In Rücklicht des Amtes Dorheim insbesondere wird bestimmt:

Baillage
de Dor-
heim.

Nouveau Recueil. T. III.

E

a) das

1816 a) daß die gegenwärtig laufenden Pacht-Contracte von Domanial-Gegenständen, Kurhessischer Seits fortgesetzt und ausgehalten werden.

b) daß in Betreff der in den Jahren Eintausend Achthundert Dreyzehn und Eintausend Achthundert Vierzehn verkauften Domainen und allodificirten Lehen, Großherzoglicher Seits durch eine mit den Interessenten zu treffende Uebereinkunft dafür geforgt werde, damit die Zehnten zu Dorheim und Nauheim sammt der Zehntscheuer daselbst, Seiner Königlichen Hoheit dem Kurfürsten wieder in Natura, mit der Befugniss, solche, vom Tage der Uebergabe an, zu beziehen, zurückgestellt, in Betreff der übrigen verkauften und allodificirten Objecte aber, die Interessenten angewiesen werden, das, was sie contractsmässig noch schuldig sind, an die Kurhessischen Kassen, sammt, vom ersten Juli Eintausend Achthundert Sechzehn an, zu berechnenden Zinsen, zu bezahlen, die bis dahin aufgelaufenen aber, an die Großherzoglichen Kassen zu berichtigen. Die seither aus obigen Objecten von letztern bezogenen Kauf- und Allodifications-Summen sollen der Rentkammer zu Hanau binnen Drey Monaten wieder ersetzt werden;

c) daß in eben dieser Frist die mit den Großherzoglichen Zehnten vereinigten, ehemals Hanauischen Zehnt-Antheile zu Hochweisel und Ostheim, Großherzoglicher Seits nach einem Durchschnitts-Ertrage von den Jahren Eintausend Siebenhundert Acht und Neunzig bis Eintausend Achthundert Sechs, und nach einem vier procentigen Kapitals-Anschlage vergütet zu werden;

d) daß von den Beamten, der Justiz-Amtmann Seitz dem Großherzoglichen Dienste verbleibe, der Rentamtman Bode und der Amtschreiber Udet aber, mit ihren seitherigen Gehalten und Emolumenten, in den Kurfürstlichen übergehe.

Mines
de Dor-
heim et
Beien-
heim.

ART. IV. Zu Beseitigung aller Irrungen, welche über die Bearbeitung des im Jahre Eintausend Achthundert Zwölf entdeckten, unter den Gemarkungen von Dorheim und Beienheim, hinziehenden Braunkohlen-Lagers entstehen könnten, ist festgesetzt worden:

1. Seine Königliche Hoheit der Großherzog werden den Betrieb dieses Werks ausschließlich und für
ihre

Ihre eigene Rechnung fortsetzen, ohne jedoch andere, 1816
den Salzquellen zum Nachtheile gereichende neue Ver-
suche mit Bohren und Schürfen vornehmen zu lassen.

2. Seiner Königlichen Hoheit dem Kurfürsten bleibt
zwar im Allgemeinen die Landeshoheit über das Werk,
so weit sich die Dorheimer Gemarkung erstreckt, vor-
behalten, dagegen verzichten Sie auf das Zehnten-
und Verkaufs-Recht, auf die Besteuerung des Wer-
kes und auf alle Einmischung in dessen Bearbeitung,
ertheilen auch den Erzeugnissen desselben, die voll-
ständige Zoll- und Ausfuhr-Freyheit, das Chaussee-
Geld allein ausgenommen.

3. Seine Königliche Hoheit der Großherzog ver-
pflichten sich der Saline zu Nauheim nach und nach
Zehn Millionen Zentner Braunkohlen, den Zentner
zu Einhundert Achtzehn Pfunde, zum Preise von
Zwölf Kreuzern, im Vier und Zwanzig Gulden Fusse,
aus dem Dorheimer und Beienheimer Kohlenwerke,
wenn so viele aus demselben gefördert werden kön-
nen, zu überlassen, es dürfen jedoch bis zu Ende
des Jahres Eintausend Achthundert Nennzehn jährlich
nicht weniger als Achtzig Tausend und nicht mehr
als Einmal Hundert Fünfzig Tausend Zentner, und
vom Jahre Eintausend Achthundert Zwanzig an, jähr-
lich nicht weniger als Einmal Hundert Fünfzig Tau-
send und nicht mehr als Zweymal Hundert Tausend
Zentner, begehrt werden.

4. Nebst dem verpflichten sich Seine Königliche
Hoheit der Kurfürst bis zu Ende des Jahres Eintau-
send Achthundert Nennzehn, jährlich Einmal Hundert
Zwanzig Tausend Zentner Braunkohlen aus dem
Bauernheimer Werke, zum Preise von Sechszehn
Kreuzern im Vier und Zwanzig Gulden Fusse für den
Zentner, zu nehmen.

5. Seine Königliche Hoheit der Großherzog wer-
den diejenigen Grund-Eigenthümer, welche durch
den Bergbau an ihren Grundstücken leiden, schadlos
halten. Der Werth des zugesügten Schadens wird
durch eine gemeinschaftliche Commission ausgemittelt
und taxirt werden.

6. Die bey dem Kohlenwerke angestellten, und
dasselbst wohnenden Arbeiter, sollen, wenn sie nicht
Kurhessische Untertanen sind, gleich andern in den

1816 Kurfürstlichen Staaten wohnenden Fremden behandelt werden. Die Beamten hingegen verbleiben, auch wenn sie auf dem Kohlenwerke wohnen, in persönlichen Angelegenheiten unter Großherzoglicher Gerichtsbarkeit.

7. Seine Königliche Hoheit der Großherzog werden, so lange die Kohlenlieferung an die Saline zu Nauheim dauert, derselben jährlich Vier Tausend Säcke Salz, den Sack zu Zweyhundert Acht Pfunde, Silbergewicht, abnehmen. Da die Salzpreise auf diesen ganzen Zeitraum sich nicht voraus bestimmen lassen; so ist man übereingekommen, daß, nach Ablauf des gegenwärtig noch bestehenden Contractes, die Preise von Fünf zu Fünf Jahren, durch gemeinsames Einverständniß, festgesetzt werden.

8. Die Bestimmungen der, zwischen der Hofkammer in Gießen und der Rentkammer in Hanau im Jahre Eintausend Achthundert Vierzehn abgeschlossenen Salz- und Kohlen-Lieferungs-Contracte, werden, in so weit sie nicht durch gegenwärtigen Artikel abgeändert sind, bis zu vollständiger Erfüllung der, im dritten Absatz desselben übernommenen Verbindlichkeiten, aufrecht erhalten.

Partage
des det.

ART. V. Um den Weitläufigkeiten vorzubeugen, welche die Auseinandersetzung des gegenseitigen Schuldenwesens herbeyfuhren würde, ist man übereingekommen, daß.

1. alle Schulden der Hanauer Land-Casse, einschließlich derjenigen, welche von Seiner Königlichen Hoheit dem Großherzoge bereits übernommen worden waren, und zwar letztere sammt Zinsen vom Ersten July Eintausend Achthundert Sechszehn an, Seiner Königlichen Hoheit dem Kurfürst zur Last bleiben, dagegen

2. Seine Königliche Hoheit der Großherzog

a) alle auf dem Fürstenthum Isenburg und den verschiedenen Landestheilen, woraus es zusammengesetzt ist, haftende Landesschulden, übernehmen.

b) Allerhöchst denenselben alle, auf den Orten Großauheim, Groß-Krotzenburg und Oberrodenbach haftenden Mainzischen und Petersstiftischen Schulden verbleiben; und

c) Aller-

c) Allerhöchst Sie auf alle An- und Nachforderungen an Hanauische Cassen verzichten; mit alleiniger Ausnahme von jährlichen Vierzig Gulden Fünf und Dreyßig und einen halben Kreuzer, welche Sie durch Fünf und Zwanzig Jahre als Beytrag zu den übernommenen reichskammergerichtlichen Pensionen aus der Hanauer Land-Casse erhalten werden. 1816

ART. VI. Communal-Schulden und Communal-Laſten gehen mit den Communen über. So bleibt bis auf etwaige weitere Verabredung, Groß-Auheim für einen verhältnißmäßigen Antheil an den Steinhelmer Amtſchulden, und dieſer Ort, ſo wie Groß-Krotzenburg, und Oberrodenbach, für die Schulden der Landes-Kriegs-Casse, der Provinz Starkenburg verhaftet. Dagegen bleibt ihnen aber auch ihr Antheil an der Kriegslaſten Parification vorbehalten. Das nemliche gilt vom Amte Dorheim, rückſichtlich ſeiner Verhältniſſe zur Provinz Heſſen. Dettes et charges communales.

Sobald die Berechnungen hierüber geſchloſſen ſind, werden gemeinſchaftliche Commiſſarien ſich über die einfachſten Mittel einverſtehen, um den hierdurch noch fortdauernden Verband, bald thunlichſt aufzuheben, und zu dem Ende die von der einen oder der andern Seite zu leiſtenden Zahlungen auf beſtimmte Termine zurückzuführen.

Vorbenannte Orte, ſo wie das Amt Dorheim, bleiben bis zu Ende des laufenden Jahres in der Großherzoglich Heſſiſchen Brand-Verſicherungs-Geſellſchaft und tragen bis dahin zu den innerhalb derſelben ſich ergebenden Brandſchäden, ſodann zu den gewöhnlichen Verwaltungskosten, welche, von dem Jahre Ein Tauſend Achthundert und Vierzehn an, noch zur Vertheilung kommen, verhältnißmäßig bey, ſo wie ſie Erſatz für die etwa in dieſem Jahre noch zu lei- denden Brandſchäden zu erwarten haben.

ART. VII. Sämmtliche am Tage der Uebergabe vorhandene, Steuer-Rückſtände, gehen an den neuen Beſitzer über, mit Ausnahme jedoch der extraordinären und indirecten Steuer-Rückſtände im Amte Dorheim, und in den Orten Groß-Krotzenburg, Groß-Auheim und Oberrodenbach, welche gleich allen Domainial-Rückſtänden Seiner Königlich Hoheit dem Großherzoge verbleiben, von dem Kur-Heſſiſchen Arrières de contributions.

1816 Behörden erheben, und innerhalb eines Jahres an die Großherzoglichen Cassen abgeliefert werden.

Biens
des éta-
blisse-
ments
pieux.

ART. VIII. Das Vermögen der *piorum corporum* des Fürstenthums Hanau wird als Privat-Eigenthum betrachtet, und verbleibt denselben, es mag im Großherzogthum oder im Kurfürstenthum gelegen seyn. Dagegen behalten dieselben die aus einem *titulo speciali* oder aus einer Obervanz herrührende Verbindlichkeit zur Reparatur der Kirchen, Pfarr- und Schullehäuser und Unterhaltung der Prediger und Schullehrer in den, bey dem Großherzogthume verbleibenden Aemtern und Gemeinschaften beyzutragen. Um diesem Grundsatze die möglichste Vereinfachung zu geben, wird von dem im Großherzogthume Hessen gelegenen Vermögen der *piorum corporum*, demselben so viel abgetreten, als zu Erfüllung obiger Verbindlichkeiten, welche alsdann auf das Großherzogthum übergehen, nöthig ist. Zu dem Ende werden die beiderseitigen Regierungen in Zeit von Zwey Monaten dieses Ausgleichungs-Geschäft gemeinschaftlich vornehmen lassen. Der Großherzoglicher Seits, bisher angelegte Sequester wird sofort aufgehoben, und der Cassen-Bestand, nach Abzug der Verwaltungskosten, der nach dem Steuerfuß ausgeschlagenen Gelder, und der stiftungsmäßigen Ausgaben, an die Kurfürstlichen Behörden ausgeliefert werden.

Renvoi
de mili-
taires.

ART. IX. Militärpersonen, welche nicht Ober-Officiers-Rang haben, folgen ihrem Geburtsorte. Diefemnach werden alle Individuen dieser Cathégorie, welche aus dem Amte Dorheim, den Ortschaften Groß-Auheim, Groß-Krotzenburg, Oberrodenbach und Praunheim gebürtig sind, und im Großherzoglichen Dienste stehen, vier Wochen nach der Ratification des gegenwärtigen Vertrags, entlassen.

Das Isenburgische Militär wird dergestalt übernommen, daß die Mannschaft vom Feldwebel abwärts, ihrem Geburtsorte folgt, von dem Officiers-Corps aber, nach Verhältniß ihrer Befoldungen, fünf gleiche Theile gemacht werden, wovon Seiner Königlichen Hoheit dem Großherzoge Drey, und Seiner Königlichen Hoheit dem Kurfürsten Zwey zu fallen. In demselben Verhältnisse werden die Isenburgischen Militär-Pensionisten übernommen. Hingegen verbleiben Seiner Kö-
niglichen

niglichen Hoheit dem Großherzoge die im Jahre Ein- 1816
tausend Achthundert Dreyzehn übernommenen Ha-
nauischen Militär-Pensionisten, anschießlich derer,
welche aus dem Amte Dorheim gebürtig sind. Die
etwa mit zu erhaltenden Militär-Requisiten und Arma-
turen werden in gleichem Verhältnisse ertheilt werden.

ART. X. Seine Königliche Hoheit der Großherzog ^{Emplo-}
übernehmen wegen der acquirirten Hanauischen Lan- ^{yes ci-}
destheile, außer den Local-Beamten, weder Civil- ^{vils,}
Diener noch Pensionisten, und diejenigen, welche Sie
seit dem Jahre Eintausend Achthundert Dreyzehn be-
zahlen, fallen, vom ersten July dieses Jahres an, wie-
der Seiner Königl. Hoheit dem Kurfürsten zur
Last. Alle Isenburgische Central-Civil-Diener und
Civil-Pensionisten, werden dagegen ausschließlich von
Seiner Königl. Hoheit dem Großherzoge über-
nommen.

Von den Peterstiftischen Pensionen; die seither von
den Großherzoglichen Cassen bezahlt wurden, über-
nehmen Seine Königl. Hoheit der Kurfürst vom
ersten July Eintausend Achthundert Sechzehn an Drey
Viertheile, in so fern noch alle die Domanial-Gegen-
stände vorhanden sind, wornach dieses Verhältniß
ausgemittelt worden ist.

ART. XI. Sämmtliche Acten und Papiere, welche ^{Archiv-}
einzelne Ortschaften anschießlich angehen, werden ^{ver-}
innerhalb Vier Wochen, nach der Ueberweisung, dem
neuen Besitzer überliefert, solche aber, welche andere
Landestheile mitbetreffen, gegenseitig durch Auszüge
mitgetheilt werden.

Die das Fürstenthum Isenburg im Ganzen betref-
fenden Acten und Rechnungen, verbleiben im Groß-
herzogthümlicher Verwahrung, doch wird den Kur-
fürstlichen Behörden Einsicht und Abschrift jederzeit
gestattet werden.

ART. XII. Seine Königl. Hoheit der Kurfürst ^{Chaus-}
verpflichten sich, eine Chaussée von der Vilbeler Ge- ^{see.}
markung, oder vom Heiligenstock an, bis an den
Main, Offenbach gegenüber, anlegen zu lassen. Mit
dem Stück zwischen dem Main und der von Frank-
furt nach Hanau führenden Straße, wird bald mög-
lichst der Anfang gemacht, der ganze Bau aber der-
maßen

1816 massen beschleunigt werden, daß er mit dem Jahre Eintausend Achthundert Achtzehn vollendet ist.

Binnen der nemlichen Zeit werden Seine Königliche Hoheit der Großherzog eine Chaussée von der Windecker Gemarkung über Heldenbergen bis Niederwöllstadt banen lassen.

Ueber das auf beiden Straßen zu erhebende Chaussée-Geld werden sich beide Höfe verständigen. Befreiungen werden nicht statt finden.

Pont sur
le Mayn

ART. XIII. Die beiderseitigen Regierungen werden sich über eine bey Offenbach über den Main auf gemeinschaftliche Kosten anzulegende und zu unterhaltende Schiffsbrücke einverstehen, wovon der Ertrag getheilt werden soll. Zu dem Ende werden Vierzehn Tage nach der Ratification des gegenwärtigen Vertrags von beiden Theilen Commisariaten zusammentreten, um hierüber das Nöthige zu verabreden.

Execu-
tion.

ART. XIV. Die symbolische Uebergabe und Uebernahme der verschiedenen, in gegenwärtigem Vertrage benannten Landestheile, wird hier zu Frankfurt, gleichzeitig mit der Uebergabe und Uebernahme derjenige Territorien geschehen, welche Seine Königliche Hoheit der Großherzog, zufolge der Uebereinkunft mit den verbündeten Mächten, abtreten oder erhalten. Der Revenüen-Bezug wird am Ersten July Ein Tausend Achthundert Sechszehn für die neuen Besitzer anfangen.

Ratifi-
cations.

ART. XV. Gegenwärtiger Vertrag wird ratificirt, und die Ratifications - Urkunden werden innerhalb Vierzehn Tagen hier in Frankfurt gegen einander ausgetauscht werden.

In Urkunde dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten denselben unterzeichnet und mit ihren Wappen besiegelt.

So geschehen Frankfurt am Main den Neun und Zwanzigsten Juny des Jahres Eintausend Achthundert und Sechszehn.

(L. S.) HEINRICH WILHELM CARL
VON HARNIER.

(L. S.) HEINRICH Frey. (L. S.) GEORG FERDINAND
herr VON MUNCH. VON LEPEL.

So erklären Wir, dass Wir vorstehenden Vertrag, in allen seinen Punkten und Artikeln, kraft dieses, annehmen, ratificiren und bestätigen, und versprechen, ihn unverbrüchlich zu halten, auch von den Unsrigen genau beobachten und vollziehen zu lassen. Zur Beglaubigung dessen haben Wir gegenwärtige Urkunde eigenhändig unterschrieben und mit Unserem Staats-Siegel bestärken lassen.

Gegeben Darmstadt den 6. July 1816.

(L. S.) unterschrieben LUDEWIG.

Freyherr VON LICHTENBERG.

7. .

Convention territoriale entre L. L. M. M. ^{30 Juin}
l'Empereur d'Autriche et le Roi de Prusse
d'une part, et S. A. R. le Grand-Duc de Hesse
de l'autre, signée à Francfort s. M. le
30 Juin 1816.

Au nom de la sainte et indivisible Trinité.

S. M. I. et R. A., S. M. le Roi de Prusse et S. A. R. le Grand-Duc de Hesse, désirant fixer tout ce qui a rapport aux arrangemens territoriaux, dont L. L. M. M. étoient préalablement convenus avec S. A. R. par le traité de Francfort du 23 Nov. 1813, celui conclu à Vienne le 10 Juin 1815, et par l'acte du congrès du 9 Juin 1815, et voulant compléter et mettre en execution les dits arrangemens, conformément aux stipulations arrêtées à Paris au mois de Nov. 1815, L. L. M. M. et S. A. R. ont résolu de conclure à cet effet un Traité définitif et à nommer des Plénipotentiaires pour concerter, arrêter et signer tout ce qui est relatif à ces objets, savoir: etc. (*ici suivent les noms des ministres qui ont négocié et signé la convention.*)

lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans:

1816

Cessions
à la
Prusse,
Duché
de West-
phalie,

ART. I. S. A. R. le Grand-Duc de Hesse cède à S. M. le Roi de Prusse le Duché de Westphalie, tel qu'il a été possédé par S. A. S. à l'époque de la signature de l'acte final du Congrès de Vienne du 9 Juin 1815, pour être possédé par S. M., ses descendants et successeurs en toute propriété et souveraineté.

Witten-
stein,

ART. II. S. A. R. le Grand-Duc renonce en faveur de S. M. le Roi de Prusse, pour lui, ses descendants et successeurs, à tout droit de souveraineté et de féodalité, sur les comtés de Wittgenstein-Wittgenstein, et Wittgenstein-Berlebourg. Ces possessions seront placées envers la monarchie Prussienne dans les relations, que la constitution fédérative de l'Allemagne règle pour les territoires médiatisés.

Cessions
à la Ba-
vière.

ART. III. S. A. R. le Grand-Duc de Hesse cède à S. M. le Roi de Bavière ses droits de souveraineté sur les baillages Miltenberg, Amorbach, et ses droits de propriété et de souveraineté sur le baillage d'Alzenau, tels que ces baillages étoient à l'époque du 3 Nov. 1815, pour être possédés par sa dite Majesté, ses descendants et successeurs.

Cessions
à l'Ele-
cteur de
Hesse.

ART. IV. S. A. R. le Grand-Duc de Hesse s'engage à remettre à S. A. R. l'Electeur de Hesse en possession du baillage de Dorheim et à lui céder, en échange des baillages de Rodheim, Ortenberg et Babenhäusen, de la moitié de Vilbel appartenante à S. A. R. l'Electeur, et des communautés de Münzenberg, Trais-Münzenberg, Assenheim, Henchelheim et Burggrafenrode, les territoires suivans, savoir :

1) Les endroits de Groß-Auheim, Groß-Krotzenberg et Oberrodenbach et la moitié de Baunheim, appartenante au Grand-Duché;

2) Une partie du pays d'Isenbourg composée de Baillages (Gerichte) de Driebach, Laugenfelbold, Meerholz, Lieblos, Wächtersbach, Spielberg et Reichenbach et de l'endroit Wolfenborn; —

le tout d'après les conditions du traité qui a été signé à Francfort le 29 Juin 1816 entre les plénipotentiaires de L. L. A. A. R. R. l'Electeur et le Grand-Duc.

Hesse
Hom-
bourg
réinté-
gré.

ART. V. S. A. R. le Grand-Duc de Hesse s'engage en exécution de l'art. 48. de l'acte du Congrès de Vienne du 9 Juin 1815, à réintégrer S. A. S. le Landgrave de Hesse-

Hesse-Hombourg dans les possessions revenues, droits et rapports politiques, dont il a été privé par la Confédération rhénane. Cette réintégration aura lieu en même tems que les territoires cédés par le présent traité seront réciproquement réunis à leurs nouveaux possesseurs. 1816

Il sera conclu entre S. A. R. le Grand-Duc de Hesse, et S. A. S. le Landgrave de Hesse-Hombourg un arrangement de famille à l'effet de concilier leurs rapports resultans de la présente stipulation avec les pactes et récés de famille existans.

ART. VI. Les stipulations de l'art. 49. de l'acte du Congrès de Vienne du 9 Juin 1815 assurant à S. A. S. le Landgrave de Hesse-Hombourg une pleine et entière souveraineté, les hautes parties contractantes s'engagent à employer leurs bons offices pour faire obtenir auprès de la diète de la confédération germanique à S. A. S. une voix à l'assemblée générale fixée par l'art. 6. de l'acte fédératif, ainsi que le droit de participer à une voix collective dans le mode de votes réglé par l'art. 4. du dit acte. Voie à la diète.

ART. VII. En retour des cessions et renonciations renfermées dans les art. 1. 2. 3. 4 et 5. S. A. R. le Grand-Duc de Hesse et après lui ses descendans et successeurs posséderont : Cessions au G. D. de Hesse

1. en toute souveraineté les territoires du Prince et des Comtes d'Isenbourg y compris les villages de Heusenstamm et d'Eppertshausen (toute fois à l'exception des districts cédés à S. A. R. l'Electeur de Hesse par l'art 4. du présent traité) de même que les possessions du Comte de Solms Rödelheim et du Comte d'Ingelheim, qui ont fait partie du ci-devant Département de Francfort, lesquelles possessions et villages seront placées envers le Grand-Duc de Hesse dans les relations que la constitution fédérative de l'Allemagne règle pour les territoires médiatisés. Isenbourg.

Les rapports des Comtes d'Isenbourg vis à vis du Prince d'Isenbourg seront rétablis sur le pied, sur lequel ils existoient avant la fédération rhénane, bien entendu que tous les droits de souveraineté appartiendront uniquement à L. L. A. A. R. R. le Grand-Duc et l'Electeur de Hesse, conformément à l'Art. ci-dessus mentionné.

1816

Salines
de
Kreuz-
nach.

2. en propriété les salines situées dans la banlieue de Kreutznach, ainsi que les sources salées qui y appartenoient à l'époque de la signature de l'acte du Congrès de Vienne du 9 Juin 1815. la saline dite de Münster, qui est une propriété particulière, est expressément excepté. La souveraineté de toutes ces salines restera à S. M. le Roi de Prusse.

ART. VIII. Le Grand-Duc de Hesse, et après lui ses descendans et successeurs posséderont en toute propriété et souveraineté:

Cercle
d'Alzey,
Pfed-
ders-
heim
Worms.

1. Le Cercle d'Alzey, à l'exception du Canton de Kirchheim Polanden, et les Cantons de Pfeddersheim et de Worms dans le cercle de Spire, tels que ces pays se trouvoient à l'époque du 3 Nov. 1815 sous l'administration établie à Worms et de façon que les limites des états prussiens, là où ils confinent au cercle d'Alzey, restent telles qu'elles sont fixées par l'art. 25. de l'acte du Congrès de Vienne du 9 Juin 1815.

Mayen-
ce.

2. La ville et le territoire de Mayence, y compris Cassel et Korbheim à l'exception de tout ce qui constitue la forteresse, laquelle est déclarée forteresse de la confédération germanique.

Excep-
tion des
ouvra-
ges etc.
de la for-
teresse.

ART. IX. Tous les ouvrages, édifices terrains et revenus qui appartenoient à la forteresse de Mayence à l'époque de la remise faite aux troupes alliées, en execution de la convention du 23 Août 1814. Soit que ces revenus fissent partie de la dotation, soit qu'ils fussent affectés à d'autres objets, seront exceptés de l'acte de la remise de la ville de Mayence aux autorités Grand-Ducales, et resteront exclusivement à la disposition du gouvernement de la forteresse et leur produit fera partie de la dotation.

Commis-
sion de
separa-
tion.

ART. X. Il sera nommé immédiatement après la signature du présent traité une commission composée d'un, ou de plusieurs employés de S. A. R. le Grand-Duc de Hesse, et d'un ou de plusieurs officiers délégués *ad hoc* par le Gouvernement de la place, pour constater quels sont les édifices et terrains qui en vertu de l'article précédent, seront censés former les dépendances de la forteresse, et il sera dressé une spécification détaillée de tous ces édifices et terrains qui servira de norme pour juger toutes les contesta-
tions,

tions; qui pourroient s'élever dans la suite à cet égard. La même commission réglera, en se conformant strictement aux stipulations du traité actuel, sous les autres points, qu'il conviendra de fixer entre le gouvernement militaire et l'autorité civile, tels que le logement des troupes, les prestations de bourgeois, la place d'exercice et autres objets de cette nature. Cette commission s'occupera également du choix d'une maison convenable pour le gouverneur de la forteresse, la maison Teutonique étant réservée à S. A. R. le Grand-Duc.

ART. XI. S. A. R. le Grand-Duc de Hesse participera au droit de garnison dans la place de Mayence en fournissant à cet effet un bataillon d'Infanterie.

Garni-
son.

ART. XII. La garnison de Mayence sera casernée aussitôt et à mesure que le nombre suffisant de casernes sera réparé et bâti. Les réparations et bâtisses, qui ne tomberont aucunement à charge à S. A. R. comme souverain territorial, seront accélérées le plus que faire se pourra. En attendant la ville continuera à se charger du logement de la troupe, en suivant à cet égard le même mode et les mêmes réglemens qui ont subsistés jusqu'ici, toute fois les hautes parties contractantes s'engagent à employer leur bons offices auprès de la Confédération germanique pour qu'il soit alloué à la ville à compter du jour de la ratification du présent traité, une bonification convenable de cette charge.

Caserne-
ment.

ART. XIII. Le droit de souveraineté dans la ville de Mayence appartenant à S. A. R. le Grand-Duc de Hesse l'administration de la justice, la perception des impositions et contributions de toute espèce ainsi que toute autre branche de l'administration civile restera exclusivement entre les mains des employés de S. A. R. Le Gouverneur et le Commandant leur prêteront secours et assistance en cas de besoins. Toutefois le gouvernement militaire de la forteresse sera nanti de tous les pouvoirs nécessaires pour lui assurer conformément à la responsabilité qui repose sur lui, l'exercice libre et indépendant de ses fonctions. Les autorités civiles et locales lui seront subordonnées pour tout ce qui concerne la défense de la place et les rapports militaires. Il aura à ce même égard, nom-
mément

D. de
souve-
raineté
sur Ma-
yence.

1816 mément la direction de la police, de manière cependant qu'un employé civil de S. A. R. le Grand-Duc prendra part aux conférences du Gouvernement aussi souvent qu'ils s'agira d'objets de cette nature. Les Ordonnances et reglemens de police seront publiés par le Gouvernement, sous l'intervention de président de la police de la ville. La garde bourgeoise de la ville sera, ainsi que cela se pratique dans toutes les forteresses, placée sous les ordres du Gouvernement militaire et ne pourra se rassembler que de son consentement. Il ne sera mis aucun obstacle à la levée de la conscription dans la ville. Le Gouvernement militaire étant responsable de la défense de la place et du maintien de l'ordre intérieure jouissant du droit de prendre dans ce but toutes les mesures nécessaires, il pourra aussi placer des avant postes au dehors de la forteresse. En tems de guerre, ou lorsque l'Allemagne sera menacée d'une guerre et la forteresse déclarée en état de siège les pouvoirs du gouvernement militaire seront illimités et n'auront d'autres bornes que la prudence les usages et le droit des gens.

Exemptions p. la garnison.

ART. XIV. La garnison en tant qu'elle n'est point composée de troupes du Grand-Duché, jouira d'une exemption entière de la juridiction Grand-Ducal, du libre exercice de religion de l'immunité de droits pour les effets militaires, de celle du droit de barrières à une distance de quatre lieues autour de la forteresse, et de la franchise du port de lettre dans le territoire Grand-Ducal.

Afin d'éviter tout abus, ces exemptions de droits seront réglées d'une manière spéciale par la commission établie par l'art. 10. Il en sera de même pour regulariser la franchise du port de lettres.

Ventes de domaines.

ART. XV. Toute vente ou aliénation quelconque de domaines, qui pourroit avoir été faite dans les pays cédés de part et d'autre par le présent traité antérieurement aux époques fixées dans les art. 1. 3. 5. 7. et 8. sera maintenu. En échange toutes celles faites postérieurement à cette époque seront censées nulles et non avenues. Dans le cas cependant où il seroit impossible de revenir sur une aliénation sans lésér les intérêts des particuliers, acquéreurs à titre onéreux et légitime les

les parties contractantes s'obligent à se tenir compte 1816
réciproquement du produit de ces aliénations.

ART. XVI. S. A. R. le Grand-Duc de Hesse, en Paix de
réunissant sous sa souveraineté les pays désignés dans Paris du
l'art. 8. du présent traité, entre dans tous les droits 30 Mai
et prend à sa charge tous les engagements stipulés ré- 1814.
lativement aux provinces et districts détachés de la
France dans le traité de paix conclu à Paris le
30 Mai 1814.

ART. XVII. S. A. R. le Grand-Duc s'engage à faire Archi-
remettre au Gouvernement Prussien dans le terme de ves.
trois mois, à dater de la ratification du présent Traité,
tous les titres domaniaux, documens, cartes et papiers
qui auroient rapport au Duché de Westphalie et aux
possessions de Wittgenstein et Berlebourg. La même
remise de papiers, documens, et cartes aura lieu pour
S. M. le Roi de Bavière, S. A. R. l'Electeur de Hesse
et S. A. S. le Landgrave de Hesse-Homborg à l'égard
des districts qui leur seront remis.

Tous les titres domaniaux, documens, cartes et pa-
piers touchant le pays et objets cédés à S. A. R. le
Grand-Duc de Hesse, seront remis à ces commissai-
res dans le même délai.

ART. XVIII. Les revenus des domaines situés dans Reven-
le Duché de Westphalie, jusqu'au premier Juillet de nus ;
cette année, deduction faite des dépenses pour les arré-
dits domaines, sont explicitement réservés à S. A. R. ges.
le Grand-Duc de Hesse et S. M. le Roi de Prusse s'en-
gage à les faire rentrer avant la fin de l'année. Les
arrérages des impôts directs et indirects sont expresse-
ment exceptés de cette stipulation et restent à S. M.
le Roi de Prusse. Les arrérages des impôts dans les
pays situés à la rive gauche du Rhin, qui conforme-
ment à l'art. 8. passent sous la souveraineté de S. A. R.
resteront à compter depuis le 16 Juin 1814. jusqu'au
1 Juillet de l'année courante, au profit du Gouverne-
ment Grand-Ducal, lequel se charge de satisfaire aux
dépenses de l'administration qui se trouveront affectées
aux dits arrérages.

Les arrérages des quatre baillages cédés à S. M.
le Roi de Bavière en vertu de l'art. 3. sont réservés
jusqu'au 1 Juillet de la présente année à S. A. R. le
Grand-Duc de Hesse.

ART.

1816

Dettes.

ART. XIX. Les dettes constituées sur le Duché de Westphalie provenant de l'Electorat de Cologne, ainsi que celles contractées par son administration particulière, restent à la charge du dit Duché. Il en est de même des pensions affectées à la possession de ce pays par le Recès de l'Empire de 1803, ainsi que de la rente de quinze mille florins, assise sur le Duché en faveur du Prince de Wittgenstein-Berlebourg. Quant aux dettes et charges originairement étrangères au Duché de Westphalie, mais transférées sur ce pays, les hautes parties contractantes sont convenues que S. M. le Roi de Prusse se chargera uniquement de la Somme de 500,000 florins, provenant des dettes du Comté de Hanau-Lichtenberg et converties en obligations spécialement hypothéquées sur le Duché de Westphalie datées du 1^{er} Avril 1810. Les dettes (Landes- und Kammerchulden) et pensions dont le Grand-Duché de Hesse a été chargé par l'acquisition des baillages d'Alzenau, Amorbach, Miltenberg et Heubach, passent au nouveau possesseur pour autant qu'elles n'ont pas été acquittées par le Gouvernement Grand Ducal. Les dettes constituées sur la principauté d'Isenbourg restent à la charge du dit pays, S. A. R. se charge de la moitié des dettes particulières du Prince actuel d'Isenbourg. Il sera nommé une commission par S. M. P. et S. A. R. le Grand-Duc de Hesse, pour reconnaître l'état de ces dettes, et pour en régler le partage.

Les droits de succession de famille qui pourroient, en vertu de l'art. 45. du Recès principal de la Députation de l'Empire du 25 Février 1803, avoir été transférés sur le Duché de Westphalie tout transportés sur les districts donnés par l'art. 8. du présent traité à S. A. R. le Grand-Duc en indemnité et en échange comme équivalent du dit Duché.

Troupes

ART. XX. Les troupes tirées du Duché de Westphalie et des possessions de Wittgenstein-Wittgenstein et Wittgenstein-Berlebourg, ainsi que celles tirées des quatre baillages cédés à S. M. le Roi de Bavière en vertu de l'art. 3. resteront réunis au corps d'armée de S. A. R. le Grand-Duc pendant l'espace de deux mois après lequel terme les soldats et bas-officiers devront retourner dans leurs foyers. Les officiers en activité pour-

pourront choisir durant le même terme dans lequel des deux services ils préféreront de rester. Ceux qui sont en état de pension et natifs du Duché de Westphalie, ou qui proviennent de l'Electorat de Cologne et des Comtés de Wittgenstein, resteront à la charge de S. M. Prussienne. S. A. R. le Grand-Duc de Hesse se charge des troupes du pays d'Isenbourg pour la partie réunie au Grand-Duché. 1816

ART. XXI. Tous les officiers civils employés dans l'administration du Duché de Westphalie, des Comtés de Wittgenstein et des quatre baillages cédés à S. M. le Roi de Bavière, tous ceux qui sont en activité de service, ainsi que les pensionnés passent aux nouveaux possesseurs. Cette stipulation s'applique réciproquement aux districts et objets cédés à S. A. R. le Grand-Duc de Hesse, et S. A. R. se charge nommément des pensionnaires qui sont assignés sur la partie du Département du Mont Tonnerre réuni par le présent traité au Grand-Duché. Elle s'applique de même aux salines de Kreutzenach, à l'exception du commissaire prussien qui en a la direction. Officiers civils.

ART. XXII. Le sel des salines de Kreutzenach ne sera grevé d'aucun impôt ni rédevances quelconques, ni à sa fabrication ni à son exportation. Sont également libres de tout droit d'importation les bois charbons, et autres articles servant à l'exploitation, aux constructions et réparations. Mais cette liberté et immunité ne s'étendra pas sur les relations et impositions personnelles des individus employés à la fabrication du sel ou à l'inspection des salines; ceux qui sont sujets prussiens, mais habitent les salines, seront soumis aux mêmes loix et censés être dans les mêmes rapports que d'autres étrangers domiciliés dans la monarchie prussienne. Le sel fabriqué dans les salines cédées à S. A. R. le Grand-Duc sera regardée dans les états prussiens comme sel étranger et sera comme tel, soumis à toutes les impositions, et à tous les réglemens qui existent dans la monarchie prussienne actuellement, ou pourraient exister à la suite, relativement aux sels étrangers. Afin d'empêcher que la différence du prix des sels dans les états Kessois sur la rive gauche du Rhin et celui dans les états prussiens sur la même rive ne favorise l'importation frauduleuse des sels des salines. Sel de Kreutzenach.

1816 lines de Krentzenach dans le Grand-Duché du Bas-Rhin, le gouvernement Grand-Ducal conviendra avec les autorités prussiennes de la fixation d'un prix qui sera renouvelé de dix en dix ans. On conviendra également du contrôle nécessaire pour empêcher la contrebande, tant relativement à l'exportation des sels qu'à l'importation du matériel nécessaire à la fabrication aux batisses et aux réparations. S. M. Prussienne s'engage à ne faire établir dans la bailleue de Krentzenach aucune nouvelle saline qui puisse nuire à l'exploitation de celles cédées à S. A. R. le Grand-Duc, soit sous le rapport des sources, soit sous celui de celles de la Nahe.

Les provisions en bois et charbons qui se trouveront dans les magasins le jour de la remise, resteront au gouvernement prussien, pour les céder à l'administration Grand-Ducale. Si ces objets n'ont point encore été payés par le gouvernement prussien, l'administration Grand-Ducale entrera dans les contrats passés sur ces objets par le dit gouvernement. Dans ce cas on remboursera au gouvernement prussien le prix courant dans le délai de six mois. Les provisions de sel resteront à la disposition du gouvernement prussien.

Charbons et bois,

ART. XXIII. Le gouvernement Grand-Ducal de Hesse aura la faculté de faire transporter les quantités de charbons et bois nécessaires à l'approvisionnement des salines de Krentzenach, par les états de la Prusse sans éprouver aucune gêne à cet égard et en ne payant que les droits ordinaires de passage et de flottage, en observant toutefois les ordonnances et réglemens de police existans à cet égard. Les droits de flottage sur la Nahe ne seront point augmentés pour les dits objets au delà du tarif actuel.

S. M. l'Empereur d'Autriche et S. M. le Roi de Prusse s'engagent à employer leur intervention la plus suivie afin de procurer au gouvernement Grand-Ducal de Hesse les mêmes facilités pour le transport et le flottage du bois et des charbons par les états bava-rois de Keiferslautern jusqu'à Krentzenach.

Route militaire pour la Prusse

ART. XXIV. S. A. R. le Grand-Duc de Hesse consent à ce que la Prusse ait une route militaire par ses états pour les troupes qui passent d'Erfurt par Eisenach,

Eisenach, Hersfeld, Gießen et Weizlar à Coblençe, et que celles qui viennent de Mayence ou qui y sont destinées, prenant la route de Coblençe par Bingen. 1816

La convention à conclure, dans l'espace de trois mois, sur cet objet se réglera d'après ce qui sera convenu à l'égard des routes militaires prussiennes qui passent par les états du Roi d'Hannovre et de l'Electeur de Hesse. La même convention réglera les places d'étappes sur ces routes.

Il est convenu que le règlement d'une route d'étapes pour les troupes autrichiennes destinées à faire partie de la garnison de Mayence, est réservé à une convention particulière entre les gouvernemens respectifs. Pour l'Autriche.

S. A. R. le Grand-Duc de Hesse, consent également à ce que la Bavière ait une route militaire par les états pour les troupes qui passent de provinces bava-roises à la rive droite du Rhin, dans celles nouvellement acquises sur la rive gauche de ce fleuve. Ce qui concerne les places d'étappes, les moyens d'entre-tien et de transport et autres objets d'administration, sera réglé par une convention particulière entre S. M. le Roi de Bavière et S. A. R. le Grand-Duc de Hesse. Pour la Bavière.

ART. XXV. La remise de tous les districts et ter-ritoires cédés et transférés mutuellement par les ar-ticles 1. 2. 3. 4. 5. 7. et 8. du présent traité se fera le 4 Juillet de cette année, au moyen de procès-verbaux qui seront dressés à Francfort et signés par les pléni-potentiaires des différens Princes sous la souveraineté desquels ces districts passeront. Ces procès-verbaux seront suivis immédiatement après de la mise en possession réelle. Remise des di-stricts cédés.

La remise des salines de Kreutzenach et de leurs dépendances se fera de la même manière, et les au-torités Grand-Ducales recevront ces salines avec les mêmes titres, droits et prétentions relatifs à la pro-priété des dites salines, ainsi qu'avec les outils et ustensiles servant à l'exploitation, avec lesquels elles ont passé au gouvernement prussien.

L'exploitation de ces salines, à commencer du 1^{er} Juillet de cette année, sera pour le compte de Son Altesse Royale.

1816

Garantie des
Etats du
G. Duc.Ratifica-
tions.

ART. XXVI. S. M. I. et R. A. et S. M. le Roi de Prusse garantissent à S. A. R. le Grand-Duc de Hesse, la souveraineté pleine et entière de ses états; ainsi que l'intégrité de ses possessions dans l'état où elles se trouvent d'après le présent traité.

ART. XXVII. Le présent traité sera ratifié et les ratifications seront échangées à Francfort dans le terme de six semaines où plutôt si faire se pourra.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et l'ont muni du cachet de leurs armes.

Fait à Francfort s. M. le 30 Juin l'an de grâce 1816.

Signé: WESSENBURG,
HUMBOLDT.

HARNIER.

8.

10 Août. *Traité d'alliance défensive, contre les Barbaresques conclu entre l'Espagne et le Roi des Pays-Bas signé à Alcala de Hennares le 10 Août 1816.*

(Journal de Francfort 1816. Nr. 289.)

Au nom de la Très-Sainte et indivisible Trinité.

S. M. le Roi des Pays-Bas et S. M. le Roi d'Espagne et des Indes, animés d'un égal désir de mettre un frein aux pirateries des régences barbaresques, et de procurer au commerce et à la navigation dans la mer Méditerranée toute la sécurité possible; voulant par un traité solennel cimenter leur alliance et en fixer l'étendue et les moyens, ont donné leurs pleins-pouvoirs à cette fin, savoir: S. M. le Roi des Pays-Bas, au sieur Heugnes de Zuylen de Neyvelt, chevalier de l'ordre du Lion belge, et son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près de S. M. Catholique, et S. M. le Roi d'Espagne et des Indes, au sieur Pierre Cevallos et Guerra, conseiller d'état, chevalier de la Toison-d'Or, grand' croix de l'ordre de Charles III.

cheva.

chevalier grand' croix des ordres de St. Ferdinand et du Mérite, et de St. Janvier des Deux-Siciles. gentil-homme de la chambre de S. M. en exercice, son premier ministre d'état, et chargé par interim du département de grâce et justice, surintendant général des routes, courriers et postes d'Espagne et des Indes, lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans :

ART. I. Cette alliance est purement défensive, et son objet est de protéger le commerce des puissances y comprises. Objet de l'alliance.

ART. II. Cette alliance subsistera tant que les ré-gences d'Alger, Tunis et Tripoli ne renonceront pas à leur système offensif envers les propriétés des sujets des puissances contractantes. sa durée

ART. III. Si un de ceux-ci étoit offensé par quelque corsaire des trois régences, il sera de l'obligation des consuls représentans des puissances alliées d'en réclamer la réparation par-devant le gouvernement de l'offenseur, par les voies légales, et si celui-ci manque d'y faire droit, les puissances alliées conviendront, s'il y a lieu, à procéder aux représailles pour la quantité qui répond à l'offense commise. Cas d'offense.

ART. IV. Sera réputée offense commise envers les puissances alliées, si l'une des trois régences se fait justice à elle même, saisissant les propriétés des sujets des puissances contractantes, sans avoir préalablement essayé d'autres moyens ou recours établis pour obtenir justice et satisfaction. Item.

ART. V. Sera réputé offense commise envers les puissances combinées l'arrestation des consuls pour dettes de particuliers ou du souverain respectif, puisque pour leur réclamation les régences doivent employer les recours adoptés par les nations civilisées. Item.

ART. VI. Les puissances alliées se considéreront également offensées s'il est exigé d'une d'elles quelque don comme obligatoire, fût il même fondé sur l'usage. Item.

ART. VII. Lorsque l'une des puissances alliées sera attaquée par les barbaresques, sans avoir provoqué l'attaque par aucun acte hostile, alors il y aura lien à l'alliance. casus fœderis.

1816

obligation de défendre

ART. VIII. L'obligation des alliées de défendre la partie offensée subsistera jusqu'à ce qu'on ait obtenu une juste réparation des dommages occasionnés par l'offense, et de plus l'indemnification des frais de la guerre.

Négociation commune.

ART. IX. Aucun des alliés ne pourra entrer en négociation avec l'ennemi commun sans le consentement et l'intervention de l'autre.

forces à employer

ART. X. Les parties contractantes s'engagent à employer une force suffisante pour défendre et protéger leur commerce contre les pirateries des barbaresques.

vaisseaux

ART. XI. S. M. le Roi de Pays-Bas fournira en conséquence un vaisseau de ligne et six frégates, et S. M. C. un vaisseau de ligne et deux frégates, un brick, et seize bombards.

commandement

ART. XII. Le commandement en chef en sera dévolu à l'officier le plus ancien dans le même grade.

Entretien.

ART. XIII. Chaque puissance aura à sa charge la manutention de ses forces respectives, et toutes seront stationnées dans les ports d'Espagne les mieux situés et défendus, pour remplir le but de l'alliance.

Munitions et vivres.

ART. XIV. Les forces maritimes des Pays-Bas seront fournies à juste prix, dans les ports de S. M. C., de tous les objets de nécessité urgente, tant pour les réparations que pour les munitions et vivres, contre le paiement en lettres de change à vue, sur le gouvernement des Pays-Bas.

Convois

ART. XV. Les convois d'un port à l'autre de la Méditerranée seront déterminés à des époques fixes, et les navires marchands des sujets des puissances contractantes seront également protégés et convoyés.

croisière

ART. XVI. Une croisière sera établie devant la baie d'Alger, afin d'empêcher la sortie des Corsaires, ou de les intercepter à leur retour.

Item

ART. XVII. Une autre croisière sera établie devant Tunis, le cas de guerre échéant.

Tripoli

ART. XVIII. Tripoli n'ayant presque aucune force maritime, il sera aisé aux croisières ci-dessus mentionnées de la tenir en respect.

vaisseau aux prises brûlé,

ART. XIX. Lorsque la guerre sera déclarée à une des puissances barbaresques d'Alger, Tunis et Tripoli, les

les vaisseaux qui tomberont entre les mains des croisières seront immédiatement brûlés ou détruits. 1816

ART. XX. Les puissances s'engagent à payer leur valeur aux capteurs, et cette somme sera partagée d'après les réglemens existant chez la puissance dont les vaisseaux de guerre auront fait la capture. ^{paya-bleau} ^{capteurs}

ART. XXI. Si des vaisseaux de guerre de différentes nations ont fait la prise, ces puissances paieront cette valeur d'après le nombre de leurs équipages respectifs; chaque puissance paiera cette prime à ses équipages. ^{Partage}

ART. XXII. Les prisonniers de guerre seront par- tagés dans la même proportion. ^{Prison- niers}

ART. XXIII. Le présent traité sera communiqué aux cours de Portugal, Turin et Naples par S. M. C. qui les invitera à y accéder. S. M. le Roi des Pays-Bas fera la même communication et invitation aux cours de Pétersbourg, Stockholm et Copenhague. ^{Accès- sions d'autres.}

ART. XXIV. Le présent traité sera ratifié, et les ratifications seront dûment échangées à Madrid, dans le délai de six semaines, ou plutôt si faire se peut. ^{Ratifica- tions.}

En foi de quoi, nous soussignés, plénipotentiaires, en vertu de nos pleins-pouvoirs respectifs, avons signé le présent traité et y avons apposé le sceau de nos armes.

Fait à Alcalá de Henarès, le 10 Août 1816.

H. DE ZUYLEN DE NYEVELT.

PEDRO CEVALLAS.

9. a.

1816 *Extrait de la convention d'armistice conclue*
 28 Août. *le 28 Août 1816 entre l'amiral Anglais Ex-*
mouith et la régence d'Algèr.

(*Journal de Francfort. 1816. Nro. 262.*)

1. La régence consent à reconnoître l'abolition de l'esclavage des européens à Algèr, et par suite de ce principe, à remettre immédiatement en liberté tous les esclaves européens.

2. En réparation des torts faits à Bona et à Oran, la régence remettra à l'Angleterre les 170,000 piastras fortes portées par les napolitains à Algèr.

3. Les présens consulaires sont abolis; mais comme ils sont d'usage en Orient, ils pourront être admis comme présens personnels, à l'arrivée de chaque Consul, et donnés en son nom propre, sans pouvoir jamais sur passer 500 liv. st.

4. Le royaume des Pays-Bas, à raison de la part que l'escadre hollandoise a prise à l'expédition, jouira des mêmes privilèges que l'Angleterre.

5. Il y aura un nouveau traité formel entre l'Angleterre et la régence d'Algèr, auquel le Royaume des Pays-Bas participera. Il a, du reste, été stipulé que la régence conserveroit le droit de faire la guerre aux diverses puissances européennes; mais que ceux de leurs sujets qui tomberoient entre ses mains ne seroient pas réduits en esclavage, mais traités comme prisonniers de guerre.

9. b.

28 Août. *Traité de paix entre le Roi des Pays-Bas et le*
Dey d'Algèr signé à Algèr le 28 Août 1816.

(*Journal de Francfort 1816. Nr. 287.*)

Au nom du Dieu Tout-Puissant.

Traité de paix entre S. M. le Roi des Pays-Bas, prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg.

bourg, etc., et S. A. S. Omar, Bacha, Dey et gouverneur de la ville forte et royaume d'Algèr, fait et conclu par l'amiral baron Théodore Frédéric van de Capellen, commandant en chef de l'escadre de S. M. le Roi des Pays-Bas dans la Méditerranée, avec l'autorisation de Sa dite Majesté. 1816

ART. I. Il est convenu et arrêté entre le baron van de Capellen, et S. A. le Dey d'Algèr, qu'à partir de ce jour, il y aura paix et amitié durable entre S. M. le Roi des Pays-Bas, ses états et ses sujets, et S. A. le Dey d'Algèr, ses états et ses sujets; que tous les articles de paix et amitié convenus précédemment, depuis l'an 1757, entre L. H. P. les états-généraux des provinces-unies et le gouvernement et le royaume d'Algèr sont renouvelles, ratifiés et confirmés par le présent, comme s'il étoient inférés mots à mots dans le présent traité; et que les vaisseaux de guerre ou autres bâtimens ainsi que les sujets des deux royaumes, ne se feront les uns les autres, ni tort ni outrages, mais se traiteront réciproquement, à partir de ce jour et pour toujours, avec estime et amitié. Renou-
vellement des
traités.

ART. II. Il sera admis à Algèr un Consul de S. M. le Roi des Pays-Bas sur le même pied, et qui sera traité avec les mêmes égards, que le Consul de S. M. Britannique, pour régler les affaires de commerce; il lui sera accordé le libre exercice de sa religion dans l'intérieur de son hôtel, tant pour lui que pour ses domestiques, et toutes autres personnes qui voudroient profiter de cet avantage. Consul.

Ainsi fait double dans la ville forte d'Algèr, en présence du Dieu Tout-Puissant le 28 jour d'Août, l'an de Jésus-Christ, et l'an de Egypte 1231, et le 6 jour de la Lune Shawal.

T. F. VAN DE CAPELLEN,

*Commandant en Chef de l'escadre de S. M.
le Roi des Pays-Bas.*

H. M. DONEL,

faisant les fonctions de consul général.

A côté étoit la signature d'Omar, Dey et gouverneur d'Algèr.

9. c.

1816 *Déclaration additionnelle au traité du 28 Août*
 28 Août. 1816 *pour l'abolition de l'esclavage.*

(*Journal de Francfort* 1816. Nro. 248.)

Déclaration de S. A. S. Omar, Bacha, Dey et gouverneur de la ville forte et royaume d'Algèr, faite et conclue avec le très-honorable Edward Baron Exmouth, chevalier grand' croix du très-honorable ordre militaire du Bain, amiral de l'escadre bleue de la flotte de S. M. B., et commandant en chef des vaisseaux et bâtimens de S. M. employés dans la Méditerranée.

En considération du vif intérêt manifesté par S. A. R. le prince Régent d'Angleterre pour la cessation de l'esclavage des Chrétiens, S. A. le Dey d'Algèr, en temoignage de son sincère désir de maintenir inviolables ses relations amicales avec la Grande-Bretagne, et de son grand respect pour les puissances de l'Europe, déclare que dans les cas de guerres futures avec aucune puissance européenne, anous des prisonniers ne seront mis en esclavage, mais seront traités avec toute l'humanite possible, comme prisonniers de guerre, jusqu'à ce qu'ils soient régulièrement échangés, conformément à l'usage européen en pareil cas, et qu'à la cessation des hostilités, ils seront rendus à leurs pays respectifs sans rançon; et il est ici renoncé formellement et à jamais à la pratique de condamner les prisonniers de guerre chrétiens à l'esclavage.

Fait double dans la ville forte d'Algèr, en présence du Dien Tout-Puissant, le 28 jour d'Août, l'an de Jésus-Christ 1816 et l'an de l'Egyre 1231, et le 6 jour de la Lune Shawal.

Signé: EXMOUTH,
Amiral et Commandant en Chef.
 H. M'DOUELL.

10.

*Convention entre la France et la ville de 1816.
Hambourg conclue à Paris le 27 Oct. 1816, ^{27 Oct.}
relativement à la banque de Hambourg.*

(Journal de Francfort 1817. Nr. 19.)

S. M. Très-Christienne désirant mettre à exécution l'article 3. de la convention conclue le 20 Novembre 1815. entre elle et les puissances alliées, relativement à la liquidation des créances étrangères, et voulant d'ailleurs donner à la ville de Hambourg une marque de sa bienveillance particulière, en indemnisant autant que les circonstances le rendant possible, la banque de cette ville des pertes qu'elle a éprouvées en 1813 et 1814, a nommé le Sieur baron Portal, conseiller-d'état, officier de l'ordre royal de la légion d'honneur et le sieur baron Duden, conseiller-d'état, officier de l'ordre royal de la légion d'honneur, pour conférer et traiter de cet objet avec le sieur sénateur Sillem, nommé à cet effet de la part des bourgmestres et sénat de la ville de Hambourg, et les dits Commissaires s'étant réciproquement communiqué leurs pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit:

ART. I. La créance dont le sénat de Hambourg, au nom de la banque de cette ville, reclamoit de la France le remboursement et qui a pour origine l'enlèvement des fonds de la banque de cette ville en 1813 et 1814 est et demeure fixée à la somme de dix millions de francs.

ART. II. La France s'engage à payer cette somme de dix millions de francs, et le payement en sera effectué au moyen de l'inscription d'une rente de 500,000 francs sur le grand livre de la dette publique. La dite rente sera inscrite avec jouissance du 22 Mars 1816 au nom de M. le sénateur Sillem, (Martin Garlieb Sillem) et le certificat de l'inscription lui sera délivré le jour de l'échange des ratifications de la présente convention.

ART. III. Il sera tenu compte au sénat de Hambourg des intérêts du capital de la dite somme de dix.

1816 dix millions de francs depuis le 20 Nov. 1815 jusqu'au 22 Mars 1816, à raison de 4 p. c. par an.

ART. IV. Le montant de ces intérêts s'élevant à la somme de cent trente-quatre mille sept cent quatre-vingt quatorze francs 52 centimes et celui des arrérages de la rente de 500,000 francs, compris entre le 22 Mars et le 22 Septembre 1816, s'élevant à la somme de deux cent cinquante mille francs, seront acquittés en numéraire par le trésor de France et entre les mains de M. le sénateur Sillem le jour de l'échange des ratifications de la présente convention.

ART. V. Au moyen de la délivrance de l'inscription de 500,000 francs de rente et du paiement d'intérêts stipulés dans l'article précédent, le sénat de Hambourg renonce tant en son nom, qu'au nom de la banque de cette ville, à toute répétition ou réclamation quelconque, qui auroit pour objet l'enlèvement de fonds de la dite banque.

ART. VI. Il est bien entendu que tous actes quelconques faits antérieurement à la présente convention et ayant rapport au remboursement par la France des fonds de la banque de Hambourg, sont considérés comme non avenue et déclarés de nul effet.

ART. VII. La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées dans le terme d'un mois ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi nous soussignés Commissaires avons signé la présente Convention et y avons fait apposer le cachet de nos armes.

• Fait à Paris, le 27 Octobre 1816.

PORTAL-DUDON. SILLEM.

II.

Note officielle des ministres des P. alliées re- 1817
lative à la diminution de l'armée d'occupa- 10 FÉVR.
tion en France du 10 Février 1817.

(*Journal de Francfort 1817. Nr. 49.*)

Les cours d'Autriche, d'Angleterre, de Prusse, et de Russie, ayant pris en considération le désir manifesté par S. M. T. C., de voir diminuer le nombre de l'armée d'occupation, et proportionnellement celui des charges que la présence sur le territoire françois exige, ont autorisé les soussignés à faire à S. Exc. M. le duc de Richelieu, président du Conseil des ministres et secrétaire d'état au département des affaires étrangères, la communication suivante :

Au moment où le Roi, rétabli sur son trône et mis en possession de son autorité légitime et constitutionnelle, chercha, de concert avec les autres puissances, les moyens les plus efficaces de consolider l'ordre intérieur en France, et d'associer son royaume au système de bonne intelligence et de pacification générale interrompue par les troubles qu'on venoit à peine d'arrêter, il fût reconnu que la présence temporaire d'une armée alliée étoit absolument nécessaire, soit pour rassurer l'Europe contre les suites des agitations qui menaçoient de se renouveler, soit pour offrir à l'autorité royale l'occasion d'exercer dans le Calme son influence bienfaisante et de se fortifier par l'attachement et la soumission de tous les françois.

La sollicitude de S. M. T. C., de rendre cet expédient indispensable le moins onéreux à ses sujets, et la sagesse qui dirigea les souverains alliés dans tous les arrangemens qui furent stipulés à cette époque, les portèrent à prévoir d'un Commun accord, le cas où la diminution de l'armée d'occupation pourroit avoir lieu sans affoiblir les motifs ou nuire aux grands intérêts qui en avoient rendu la présence nécessaire.

Ces conditions, les soussignés aiment à les rappeler avec une vraie satisfaction; elles consistoient dans l'affermissement de la dynastie légitime, et dans le suc-
 ces

1816 ces des efforts et des soins de S. M. T. C., pour comprimer les factions, dissiper les erreurs, calmer les passions, et réunir tous les françois autour du trône par les mêmes vœux et les mêmes intérêts.

Le grand résultat désiré et réclamé par l'Europe entière ne pouvoit être ni l'ouvrage d'un moment ni l'effet d'une seule tentative. Les puissances alliées ont vû avec une attention suivie, mais non pas avec étonnement, les divergences d'opinions qui ont existé sur le mode de l'obtenir: dans cette attitude, elles ont attendu de la haute sagesse du Roi les mesures propres à fixer les incertitudes, et à imprimer à son administration une marche ferme et régulière, ne doutant pas qu'il ne fût allier avec la dignité du trône et les droits de la couronne, cette magnanimité qui après les discordes civiles rassure et encourage les foibles, et par une confiance éclairée excite le zèle de tous les autres.

Une heureuse expérience ayant déjà rempli, autant que la nature des choses pouvoit le permettre, l'espoir de l'Europe à ce sujet, les souverains alliés, jaloux de contribuer à ce grand ouvrage, et de faire jouir la nation de tous les biens que les efforts et la sagesse du Roi lui préparent, n'hésitent nullement à regarder l'état actuel des affaires comme suffisant pour fixer la question qu'ils ont été appelés à décider.

La bonne foi avec laquelle le gouvernement du Roi a rempli jusqu'à ce moment les engagements pris envers les alliés, et les soins qu'il vient d'employer, afin d'assurer les différens services de l'année courante, en ajoutant aux ressources provenant des revenus de l'état, celles d'un crédit garanti par les maisons de banque étrangères et nationales les plus considérées en Europe, ont également fait disparaître les justes difficultés qui auroient pu s'élever sur ce point de la question proposée. Ces considérations ont été fortifiées en même tems par l'opinion que S. Exc. M. le Maréchal Duc de Wellington a été invité à émettre sur un objet d'une si haute importance.

Le suffrage favorable et l'autorité d'un personnage aussi éminent ont ajouté aux motifs déjà prévus, tous ceux que la prudence humaine pouvoit réunir pour justifier une mesure demandée enconsentée avec les sentimens d'une bienveillance sincère et réciproque.

Les

Les fousignés se trouvent en conséquence autorisés par leurs cours respectives à notifier à S. Exc. M. le Duc de Richelieu: 1816

1. Que la réduction de l'armée d'occupation sera effectuée;

2. Qu'elle sera de trente mille hommes sur l'armée entière;

3. Qu'elle sera proportionnée à la force de chaque contingent, c'est-à-dire, d'un cinquième sur chaque corps d'armée;

4. Qu'elle aura lieu à commencer du 1 Avril prochain;

5. Que dès cette époque les 200 mille rations, par jour fournies pour la troupe par le gouvernement françois, seront réduites à 160 mille, sans néanmoins rien changer aux 50 mille rations de fourrage destinées à la nourriture des chevaux;

6. Enfin, que dès la même époque la France jouira en outre de tous les avantages provenant de la dite réduction, en conformité des traités et conventions existantes.

En communiquant un témoignage aussi éclatant d'amitié et de confiance, envers S. M. T. C. de la part de leurs augustes maîtres, les fousignés avoient à déclarer en même tems à S. Exc. M. le Duc de Richelieu combien les principes du ministère qu'il préside, et ceux qui lui son personnels, ont contribué à établir cette franchise mutuelle qui, dirigée par la justice et la lettre des traités existans, a su jusqu'à présent régler tant d'affaires délicates, et donner pour l'avenir les gages les plus rassurans d'une conclusion définitive et satisfaisante.

Ils faisoient cette occasion pour renouveler à M. le Duc de Richelieu les assurances de leur haute considération.

Paris le 10 Février 1817.

Le Baron VINCENT.

CHARLES STUART.

Le Comte DE GOLTZ.

POZZO DI BORGO.

12.

1817 Note remise au comité des ministres à Petersbourg par le ministre des finances sur la franchise des droits pour les ministres étrangers à Petersbourg le 11 Févr. 1817.

(Journal de Francfort 1817. N. 63.)

Un ukase rendu le 26 Août 1762, ordonnait ce qui suit :

Les ambassadeurs et ministres étrangers accrédités près la cour impériale peuvent, à leur première arrivée en Russie, introduire une fois pour toutes sans payer de droits de douane, des provisions ou autres choses pour leur usage, savoir : les ambassadeurs jusqu'à concurrence de 1600 roubles, les envoyés et ministres jusqu'à 800, les résidens jusqu'à 400, et les chargés d'affaires jusqu'à 200 roubles.

Un ukase du 14 Mars 1770, a doublé cette franchise des droits de douane à l'égard des membres du corps diplomatique de la cour d'Autriche ; mais ensuite, pendant tout leur séjour en Russie, ils devoient acquitter, sans exception, les droits de douane pour tout ce qu'ils faisoient venir de l'étranger.

Pendant la guerre, et lorsque l'importation de plusieurs marchandises étrangères étoit défendue par le tarif, il a été envoyé, tant par terre que par mer, aux ambassadeurs, envoyés, ministres, résidens et chargés d'affaires accrédités près la cour impériale, des paquets qui ont été ouverts aux bureaux des douanes. On a trouvé dans quelques-uns des marchandises dont l'importation étoit permise, et qu'on a laissé passer franches des droits de douane ; mais la plus grande partie contenoient des objets défendus, que, par des égards particuliers, on a également laissé passer.

Maintenant que les rapports d'amitié sont rétablis avec toutes les puissances, et qu'il a été publié un nouveau tarif pour la liberté du commerce, le ministre des finances juge indispensable, vu les demandes répétées des membres du corps diplomatique accrédité près

près la Cour Impériale, vu la hausse des prix de tous les objets en général, et l'augmentation des droits de douane prescrits par le nouveau tarif sur les marchandises, par comparaison avec les avantages accordés en 1762 pour la franchise des droits de douane, d'établir les règles suivantes, après en avoir conféré avec le ministre des affaires étrangères: 1817

1) Il est permis aux membres du corps diplomatique accrédités près la Cour Impériale, d'introduire sans obstacle, pendant dix mois, à compter du jour de leur arrivée, les objets nécessaires pour monter leur maison, comme chevaux, voitures, meubles, tapis, service de table, or, argent, bronze, ustensiles et vases de verre, porcelaine, livrées, linge et assortiment de table etc., en un mot, tout ce qui est nécessaire pour un état de maison considérable. L'entrée de tous ces différens objets aura lieu sans aucune difficulté, et sans examiner s'ils sont permis ou non; il suffira d'une déclaration des membres du corps diplomatique, qu'ils leur appartiennent et sont destinés à leur usage et à celui de leur suite.

2) Mais si, le délai de dix mois écoulé, les ministres desirant faire venir des objets dont l'entrée est prohibée, ils seront obligés de demander à cet effet une permission particulière au gouvernement. Sur tous les objets permis, ci-dessus énoncés, il sera fait une fois pour toutes, à compter du jour de leur arrivée, une remise de droits d'entrée dans les proportions suivantes: a) A un ambassadeur, un légat ou un nonce, trois mille roubles en argent. b) Aux ministres, envoyés ou autres personnes accréditées près de S. M. deux mille roubles. c) Aux chargés d'affaires ou résidens, accrédités près du ministre des affaires étrangères, mille roubles.

La remise ci-dessus ne s'étend pas aux consuls-généraux, consuls, vice-consuls et agens de commerce séjournant en Russie avec des pleins-pouvoirs des puissances étrangères; toutes les personnes exerçant ces fonctions seront soumises au tarif général et aux réglemens des douanes.

Quant aux membres du corps diplomatique qui ont déjà obtenu pendant leur séjour ici la remise des droits

1817 droits, d'après les bases des ordonnances antérieures ci-dessus mentionnées, il leur est accordé, pour les mettre sur le même pied que ceux qui arriveront postérieurement, de jouir de la nouvelle remise, déduction faite néanmoins des sommes pour lesquelles ils ont déjà joui de la franchise des droits.

13.

25 FÉVR. *Ukase que l'Empereur de Russie a adressé le 25 Février 1817 au sénat dirigeant sur l'admission des étrangers.*

(*Journal de Francfort 1817. N. 94.*)

Dégrant donner aux relations de nos sujets avec les nations étrangères une étendue analogue aux intérêts mutuels, nous avons jugé utile de soumettre à un nouvel examen les réglemens en vigueur pour le passage des frontières de l'empire, et d'adopter à cet égard les principes suivans :

1) Les individus qui voudront se rendre en Russie auront à se munir de passeports délivrés par nos ministres ou autres agens résidant dans l'étranger. Sont excepté les cas indiqués ci-dessous. Il sera tracé des directions particulières et détaillées à nos ministres et agens, quant aux principes qu'ils auront à suivre en délivrant les passeports, de manière à ne point gêner le commerce et l'industrie réciproques.

2) Ceux qui arriveront de villes ou d'autres endroits où il n'y a point de mission ni de consulat russe, seront tenus de produire à la frontière des passeports délivrés par les gouverneurs ou les autorités supérieures du lieu. Ne pourront être admis au contraire les passeports signés par leurs subalternes, par des commissaires de provinces, conseillers de régence, ou par les magistrats des villes. Les autorités de nos gouvernemens qui touchent aux frontières, recevront des instructions particulières sur les relations qu'elles entretiendront à cet égard avec les autorités limitrophes
des

- des puissances voisines. Elles donneront en conséquence leurs ordres aux préposés des barrières, et leur indiqueront spécialement celles des autorités étrangères dont les passeports seront admissibles.

3) Les sujets russes, les commerçans ou individus de toute autre condition, qui, résidant en Russie, auroient été munis de passeports pour une absence temporaire à l'étranger, et qui réviendroient avec ces mêmes passeports, devront être admis sans aucune difficulté.

4) Les sujets mixtes et leurs fondés de pouvoirs devront être munis de notre part, pour le passage des frontières, de passeports de la régence du gouvernement où leurs biens sont situés, et ces passeports leur suffiront pour passer et repasser la frontière à volonté.

5) Tout individu qui désire entrer en Russie, est tenu de présenter son passeport aux frontières, et s'il est trouvé conforme aux règles ci-dessus établies, le porteur pourra passer sans difficulté, à moins qu'il ne soit l'objet d'une défense spéciale.

6) Le présent règlement s'étend aux ports de mer et aux passagers qui sont dans le cas d'y aborder. Quant aux capitaines de vaisseaux et aux équipages, il sera procédé à leur égard comme par le passé.

7) Le présent règlement obtiendra son effet dans deux mois pour ceux qui arrivent des pays de l'Europe les plus rapprochés de la Russie, et dans quatre mois pour les individus venant de pays plus éloignés, tels que l'Italie, l'Espagne, le Portugal. Ces termes seront comptés de la date du présent ukase qui sera promulgué par la voie des feuilles publiques de deux capitales. Jusqu'à l'expiration de ces termes, les réglemens actuellement existans pour le passage des frontières resteront en vigueur.

Considérant en outre que les réglemens retracés ci-dessus quant à l'entrée des étrangers en Russie, nécessitent d'autre part pour la sortie de l'empire, et suivant la liberté que les lois ont réservée à cet effet, des dispositions basées sur des principes uniformes, nous avons ordonné :

1817 8) Qu'à compter du jour de la promulgation du présent ukase, les individus, tant étrangers que sujets russes, qui seront intentionnés de se rendre hors des frontières de l'empire, après avoir satisfait, par des publications et des cautionnemens aux formalités requises, recevront leurs passeports des gouverneurs militaires et gouverneurs-généraux, et à leur défaut, ou pendant leur absence, des gouverneurs civils. Mais toutes les fois qu'un semblable passeport aura été délivré, il en sera rendu compte au ministère de la police.

9) Les habitans voisins des frontières, qui exercent différens métiers, ainsi que ceux qui se vouent au charriage, ne pourront obtenir une permission de sortie qu'en produisant des certificats de nos autorités provinciales.

Il ne sera apporté aucun changement aux rapports journaliers entre la frontière et les pays limitrophes. Mais les propriétaires mixtes, dont les possessions sont coupées par la frontière, ainsi que leurs domestiques et les habitans, auront le droit, conformément aux traités conclus entre nous et L. M. l'Empereur d'Autriche et le Roi de Prusse, à Vienne le 3 Mai 1815, de passer et repasser d'une partie de la possession ainsi coupée, dans l'autre, sans avoir besoin de passeports.

10) Les communications des frontières avec les différens peuples d'Asie, le long du Kouban, des lignes du Caucase, de Sibérie et d'Orenbourg, ainsi qu'avec les sujets de l'empire Ottoman, resteront en général sur l'ancien pied.

Petersbourg, le 25 Février 1817.

ALEXANDRE.

14.

Ukase rendu par S. M. l'Empereur de Rus- 1817
sié relativement au port d'Odessa en date du ^{29 Avr.}
29 Avril 1817.

(*Journal de Francfort* 1817. Nr. 190 et 192.)

NOUS ALEXANDER I. etc.

Nous étant convaincu par l'expérience de plusieurs années des avantages qu'offre le port d'Odessa pour l'exportation des prodnits de toute espèce que les provinces méridionales de notre empire fournissent en abondance, et voulant procurer à nos fidèles sujets de nouveaux moyens pour faciliter et étendre en stimulant l'industrie, nous avons ordonné au conseil d'état de nous proposer des plans pour établir des ports francs sur la mer Noire, en commençant par la ville d'Odessa.

Après avoir examiné ces plans et entendu l'avis de notre conseil d'état, nous accordons au port et à la ville d'Odessa les droits et la liberté du commerce qui sont propres aux ports francs, d'après les bases ci-dessous :

ART. I. L'arrondissement de la ville et du port, ^{Ligne} auquel s'étendent les droits et la liberté du commerce, ^{du port franc,} est tracé sur un plan confirmé par nous, qui détermine la ligne du port franc.

ART. II. Il est permis d'importer sans obstacle, et en franchise des droits de douane dans le port et la ville d'Odessa et dans son arrondissement toute espèce de marchandises étrangères sans exception, même celles dont l'importation en Russie est défendue par le tarif général. L'importation des marchandises dans la ville et son territoire est permise sans qu'elles soient visitées par la douane et sans présentation des déclarations ordonnées. Sont exceptées jusqu'à l'expiration du terme du bail actuel pour les eaux-de-vie à Odessa, c'est-à-dire jusqu'au 1 Janvier 1821, les eaux-de-vie de grains, et toute espèce d'eaux-de-vie, ainsi que les autres liquens fortes dont l'importation est défendue par le tarif.

1817

Expor-
tations.

ART. III. L'exportation d'Odeffa des marchandises étrangères qui sont destinées à être vendues dans l'intérieur de l'empire, ne pourra être permise que par deux postes de douane établis aux portes sur la ligne du port franc, conformément à ce que prescrivent le tarif général et les ordonnances rendues relativement à l'importation des marchandises étrangères en Russie. En conséquence, toutes les marchandises introduites à Odeffa, dont l'importation en Russie est défendue par le tarif général, ne peuvent être admises au-delà de la ligne du port franc qu'en transit pour être exportées à l'étranger, d'après des dispositions qui seront incessamment arrêtées sur cet objet. Celles des marchandises défendues qui n'ont point été destinées en transit, et qui restent dans l'intérieur de la ligne de la ville sans être vendues, peuvent être renvoyées par mer dans des ports étrangers sans payer de droits de douane. Egalement, les produits et les marchandises russes qui ont été conduits à Odeffa, et qui restent après l'expédition faite à l'étranger, peuvent être transportées de nouveau de la ligne de la ville en Russie, sans payer de droits de douane.

Quaran-
taine.

ART. IV. Dans l'espérance que ces droits accordés au port et à la ville d'Odeffa, qui affranchissent le commerce extérieur de toutes difficultés relativement aux douanes, seront le moyen le plus sûr pour préserver nos fidèles sujets du danger de la propagation de maladies contagieuses, nous ordonnons strictement à tous ceux qui font le commerce avec l'étranger, ainsi qu'aux patrons et propriétaires des navires qui viennent à Odeffa, d'observer avec le plus grand soin que toutes les marchandises et effets qui sont importés de l'étranger, soient mis en quarantaine, sans en cacher le moindre objet. Toute violation de cette disposition sera d'autant moins pardonnable que l'importation de toutes les marchandises et effets étant permise et affranchie des droits de douane, on n'a aucun intérêt à introduire en secret des marchandises, en s'exposant au danger d'apporter la contagion.

Expe-
dition.

ART. V. L'expédition des marchandises d'Odeffa dans l'étranger doit avoir lieu d'après les réglemens généraux; conséquemment tout ce que le tarif défend d'expor-

d'exporter de Russie, ne peut également être exporté 1817
du port d'Odeffa.

ART. VI. Outre les postes du côté de la mer, il y aura encore à Odeffa deux postes en dehors du fossé qui entourera la ville pour former la limite du port franc. Tout ce qui sera transporté à Odeffa par mer, ou de l'intérieur de l'empire par terre, passera ces postes sans obstacles et sans payer de droits; mais lors de l'embarquement des marchandises pour l'étranger, on levra les droits de douane établis par le tarif général, ainsi que cela a lieu dans les autres ports, conformément aux ordonnances existantes pour les douanes.

Postes
en de-
hors du
fossé.

ART. VII. L'importation et l'exportation des marchandises par terre ne peuvent avoir lieu que par les deux postes établis aux portes du fossé qui entoure la ville d'Odeffa; en conséquence, il est défendu d'avoir des bâtimens, bateaux ou flottes sur la baie de Dalnizki et sur celle de Kujalnika, et de s'en servir pour faire passer les marchandises; lorsque ces baies sont prises par les glaces, il est défendu à tout le monde, même aux habitans des villages voisins, de passer ces baies, sous quelque prétexte que ce soit.

Baies
qu'il est
défendu
de passer

ART. VIII. Ceux qui désirent expédier d'Odeffa des marchandises étrangères pour l'intérieur de l'empire, ou en transit, doivent le déclarer au bureau de douanes d'Odeffa, qui, après une visite convenable, perçoit le droit; estampille la marchandise, plombe les caisses et collis, et délivre un acquit à caution pour le nombre de collis ou de tonneaux de marchandises à laisser passer aux postes, en désignant ce qui n'est qu'en transit et ce qui est destiné à être introduit en Russie. Tous les collis, caisses et tonneaux qui sont plombés et désignés dans les acquits, ne pourront sortir du bureau des douanes qu'en passant immédiatement par les postes. On marquera dans l'acquit que délivrera le bureau des douanes le jour et l'heure où on les a laissés passer, et il sera présenté au poste aussitôt après leur arrivée. Le poste compare et s'assure du nombre et de l'identité des collis, des marques et des numéros, examine les plombs, et si après cette visite il trouve tout en ordre, il enlève les plombs des collis qui sont destinés à être introduits en Russie,

Décla-
rations.

1817 et garde l'acquit délivré par le bureau des douanes. Il laisse au contraire les plombs aux collis qui sont expédiés en transit, et donne au voiturier un acquit que celui-ci s'oblige de remettre au bureau de douanes par lequel les marchandises doivent être expédiées à l'étranger.

Item. ART. IX. Les marchandises étrangères qui doivent être expédiées d'Odessa pour d'autres ports russes, doivent également être déclarées au bureau des douanes, et celui-ci, après en avoir fait la visite, perçoit le droit d'après le tarif, délivre un acquit, en désignant les collis, leurs marques, leurs numéros, la perception du droit, et plombs des collis. Cet acquit sera présenté aux postes établis dans le port. Ce poste, après avoir comparé et examiné les plombs, permet l'embarquement, signe l'acquit et le remet au propriétaire ou au patron du bâtiment, afin qu'il le présente au bureau des douanes du port par lequel les marchandises doivent être introduites en Russie.

Cas de fraude. ART. X. Toute différence que les postes trouveront, en comparant les collis avec l'acquit délivré par le bureau des douanes, sera regardé comme fraude, et d'après le rapport qu'en feront les postes, le bureau des douanes procédera conformément aux réglemens existans.

Fran-
chise au
passage. ART. XI. Aucun de tous les objets qui sont transportés par terre de l'intérieur de l'empire à Odessa, pour la consommation de la ville, ou en transit, ou pour être expédié à l'étranger, ne paie à son passage aux postes le moindre droit; mais ceux qui sortiront ensuite de l'arrondissement de la ville pour être expédiés à l'étranger, ou en transit, sont soumis à tous les réglemens prescrits par le tarif général et les lois sur les douanes.

Règles
généra-
les. ART. XII. On doit observer pour les objets qui sont transportés par mer des autres ports de Russie à Odessa les règles générales prescrites par les lois sur les douanes.

Mesures
de pré-
caution. ART. XIII. La liberté accordée au commerce du port et de la ville d'Odessa, laisse subsister les mesures de précaution établies contre le danger de la contagion, et en conséquence, tous les réglemens de quarantaine rendus pour cet objet, doivent être rigoureu-
sement

sement observés par ceux qui viennent par mer à 1817
Odeffa.

ART. XIV. Les droits accordés par le présent ukase à la ville d'Odeffa et à son port pour la liberté du commerce, seront mis en vigueur à l'époque à laquelle la ligne qui doit entourer la ville sera revêtue d'un fossé assez large et assez profond pour que personne ne puisse le franchir, excepté par les deux ports, et pas autrement qu'en passant devant les postes et devant la garde. La ville d'Odeffa se charge de l'exécution et de l'entretien de tout cela à ses propres frais. On publiera dans le tems le jour auquel les dits travaux seront terminés, et où l'ouverture du port franc aura lieu.

ART. XV. Le port et la ville d'Odeffa jouiront, pendant 30 ans, des droits actuels et de la liberté du commerce. Lorsque ce tems sera expiré, et qu'on aura vu l'utilité et les avantages qui en résultent, cette jouissance pourra être prolongée pour un tems plus considérable.

Petersbourg, le 29 Avril 1817.

ALEXANDRE.

15.

1817 Conventio inter Sanctissimum Dominum
 5 Juin. Pium VII. Summum Pontificem et Ma-
 jestatem suam Maximilianum Josephum:
 Bavariae Regem.

(D'après l'imprimé de Rome de l'imprimerie de la
 chambre apostolique 1817 fol.)

In Nomine Sanctissimae Trinitatis.

*Sanctitas Sua Summus Pontifex Pius VII., et Ma-
 jestas Sua Maximilianus Josephus Bavariae Rex de-
 bita sollicitudine cupientes, ut in iis, quae ad res
 Ecclesiasticas pertinent, certus stabilisque in Bava-
 riae Regno terrisque ei subjectis constituatur ordo,
 solemnem propterea Conventionem inire decreverunt.*

*Hinc Sanctitas Sua Summus Pontifex Pius VII.
 in suum Plenipotentiarium nominavit Eminentissimum
 Dominum Herculem Consalvi Sanctae Romanae Ec-
 clesiae Cardinalem Diaconum Sanctae Agathae ad
 Suburram suum a Secretis Status;*

*Et Majestas Sua Maximilianus Josephus Bavariae
 Rex Excellentissimum Dominum Baronem Casimirum
 de Haeffelin Episcopum Chersonesi suum Ministrum
 Plenipotentiarium apud Sanctam Sedem.*

*Qui post sibi mutuo tradita respectivae Plenipoten-
 tiae Instrumenta in sequentes articulos conveniunt.*

ART. I. Religio Catholica Apostolica Romana in
 toto Bavariae Regno terrisque ei subjectis facta tecta
 conservabitur cum iis juribus, et praerogativis, qui-
 bus frui debet ex Dei ordinatione, et Canonicis
 sanctionibus.

ART. II. Sanctitas sua, servatis servandis, Ba-
 variae Regni Dioeceses sequenti ratione constituet.

*Sedem Frisingae Monachium transferet, eamque
 eriget in Metropolitanam, quae pro Dioecesi sua ha-
 bebitorum territorium actuale Frisingensis Dioecesis; ejus
 tamen Ecclesiae Antistes, ejusque Successores Archie-
 piscopi Monachii, et Frisingae nuncupandi erunt.*

Eidem

15.

*Traduction française du précédent concordat 1817
entre le Saint Siège et la Bavière signé à ⁵ Juin.
Rome le 5 Juin 1817.*

(Journal de Francfort Nr. 342. 1817.)

Au Nom de la très-sainte et indivisible Trinité.

S. S. le Pape Pie VII. et S. M. Maximilien-Joseph, Roi de Bavière, animés du désir aussi ardent que légitime d'établir dans le royaume de Bavière et dans les pays qui en dépendent un ordre fixe et durable sous le rapport des affaires ecclésiastiques, ont résolu de conclure une convention solennelle à cette fin.

En conséquence, S. S. le Pape Pie VII. a nommé pour son plénipotentiaire S. Em. Mr. Ercole Consalvi, Cardinal diacre de l'église romaine sous le titre de St. Agathe, et son secrétaire d'état;

Et S. M. Maximilien-Joseph, Roi de Bavière, S. Exc. le baron Casimir de Häffelin, évêque de Cherson, et son ministre plénipotentiaire près le Saint-Siège;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs respectifs, son convenus des articles ci-dessous:

ART. I. La religion catholique apostolique et romaine sera conservée dans sa pureté et son intégrité dans le royaume de Bavière et les territoires qui en dépendent, avec les droits et privilèges qui lui appartiennent d'après les lois divines et les principes canoniques. Religion catholique conservée.

ART. II. S. S., en observant les égards convenables, règlera les rapports diocésains du royaume de Bavière, ainsi qu'il suit: Rapport diocésains.

S. S. transférera la siège de Freisingen à Munich, et l'élévera à la dignité de siège métropolitain, il aura pour diocèse le territoire actuel du diocèse de Freisingen, mais le métropolitain de cette église, ainsi que ses successeurs porteront le titre d'archevêque de Munich et de Freisingen.

Les

1817 *Eidem Antifliti Episcopales Ecclesias Augustanam, Passaviensem, et Ratisbonensem praevia Metropolitanae qualitatis suppressione, in Suffraganeas assignabit. Antistes tamen Passaviensis Ecclesiae actu vivens exemptionis privilegio, quoad vixerit, gaudebit.*

Bambergensem Cathedrallem Ecclesiam in Metropolitanam eriget, illique in Suffraganeas assignabit Ecclesias Episcopales Herbipolensem, Eichstettensem et Spirensensem.

Territorium Aschaffenburgense olim ad Moguntinam, nunc ad Ratisbonensem Dioecesim pertinens, et partem Bavaricam Fuldenfis Dioecesis Herbipolensi Dioecesi adjunget.

Partem autem Bavaricam Constantiensis Dioecesis cum exempto territorio Campidumensi Augustanae Dioecesi uniet.

Simili modo partem Bavaricam Dioecesis Salisburgensis, et territorium exemptae Praepositurae Berchtholgaensis partim Passaviensi, partim Monacensi Dioecesi uniet, cui quidem Dioecesi, praevia suppressione sedis Chiemensis, hujus quoque Ecclesiae Dioecesim assignabit.

Novi singularum Diocesium fines, in quantum necesse erit, designabuntur.

ART. III. *Capitula Metropolitanarum Ecclesiarum habebunt duas Dignitates, nempe Praepositum, ac Decanum, et decem Canonicos: Capitula vero Cathedralium Ecclesiarum habebunt pariter duas Dignitates, scilicet Praepositum, ac Decanum, et octo Canonicos. Quodlibet praeterea Capitulum tam Metropolitanum, quam Cathedrale habebit Praebendatos seu Vicarios saltem sex. Si vero in posterum Ecclesiarum istarum redditus per novas fundationes aut bonorum augmentationes incrementum tale perceperint, ut plures Praebendae erigi possint, Canoniorum, et Vicariorum numerus ultra augebitur.*

In quovis Capitulo Archiepiscopi et Episcopi ad formam Sacri Concilii Tridentini duos ex Canonicis designabunt, qui partes Theologi, et partes Poenitentiarum respective agent.

Dignitates et Canonici omnes, praeter Chori servitium, Archiepiscopis et Episcopis in administrandis Dioecesibus suis a consiliis servient. Archiepiscopis

Les évêchés suffragans de ce siège métropolitain 1817
sont ceux d'Augsbourg, de Passau et de Ratisbone (ce dernier après avoir perdu sa qualité de métropolitain). Cependant l'évêque actuel de Passau conservera sa vie durant, le privilège d'exemption.

L'église cathédrale de Bamberg sera érigée en métropole, et elle aura pour évêchés suffragans Wurzburg, Eichstädt et Spire.

Le territoire d'Aschaffembourg qui appartenait autrefois au diocèse de Mayence, et qui fait maintenant partie de celui de Ratisbone, et la partie bavaroise du diocèse de Fulde, seront réunis avec le diocèse de Wurzburg. La partie bavaroise du diocèse de Constance, ainsi que le territoire exempt de Kempten, seront réunis au diocèse d'Augsbourg. De la même manière la partie bavaroise du diocèse de Salzbourg, et le territoire de la prévôté exempte de Berchtolsgraden seront réunis, partie au diocèse de Passau, partie à celui de Munich. Après la suppression du diocèse de Chiemsée, le territoire de ce diocèse fera aussi partie de celui de Munich.

Les nouvelles frontières de chaque diocèse seront tracées particulièrement, dans le cas où cela sera nécessaire.

ART. III. Les chapitres des églises métropolitaines auront deux dignitaires: un prévôt, un doyen et 10 chanoines. Ceux des églises cathédrales auront également deux dignitaires: un prévôt, un doyen, et huit chanoines. En outre les chapitres des métropoles, ainsi que ceux des cathédrales auront au moins six prébendaires ou vicaires. Mais dans le cas où les revenus de ces églises, soit par de nouvelles dotations, soit par l'augmentation des biens, s'accroîtroient de manière qu'on pût ériger plusieurs prébendes, le nombre des chanoines sera augmenté. Chapitres.

Dans chaque chapitre, les archevêques et évêques, conformément aux préceptes du concile de Trente, nommeront parmi les chanoines deux personnes, dont l'une remplira les fonctions de théologal et l'autre celles de pénitencier.

Tous les dignitaires et les chanoines formeront le conseil des archevêques et des évêques pour l'administration de leurs diocèses; cependant les archevêques

1817 *copis tamen et Episcopis plane liberum erit ad specialia munia et negotia officii sui illos pro beneplacito applicare. Simili modo Vicariorum officia Archiepiscopi et Episcopi assignabunt.*

Majestas tamen Regia iis qui officio Vicarii Generalis fungentur quingentos florenos annuos, iis vero, qui Secretarii Episcopalis partes agent bis centos florenos assignabit.

ART. IV. *Reditus Mensarum Archiepiscopalium et Episcopalinum in bonis fundisque stabilibus liberae Archiepiscoporum et Episcoporum administrationi tradendis constituentur.*

Simili bonorum genere et administrationis jure gaudebunt Capitula Metropolitanarum, et Cathedralium Ecclesiarum, et Vicarii seu Praebendati praedictarum Ecclesiarum servitio addicti.

Quantitas reddituum annuorum, deductis oneribus, erit ut sequitur.

Dioecesis Monacensis.

Pro Archiepiscopo Florenorum viginti millium.

Pro Praeposito florenorum quatuor millium.

Pro Decano florenorum quatuor millium.

Pro quolibet e quinque Canonicis senioribus florenorum bis millium.

Pro quolibet e quinque Canonicis junioribus florenorum mille sexcentorum.

Pro quolibet e tribus Vicariis senioribus florenorum octingentorum.

Pro quolibet e tribus Vicariis junioribus florenorum sexcentorum.

Dioecesis Bambergensis.

Pro Archiepiscopo florenorum quindecim millium.

Pro Praeposito florenorum trium millium quingentorum.

Pro Decano florenorum trium millium quingentorum.

Pro quolibet e quinque Canonicis senioribus florenorum millium octingentorum.

Pro quolibet e quinque Canonicis junioribus florenorum millium quadriugentorum.

Pro quolibet e tribus Vicariis senioribus florenorum octingentorum.

Pro quolibet e tribus Vicariis junioribus florenorum sexcentorum.

Dioece-

et évêques pourront, suivant leur bon plaisir, les employer à des fonctions ou affaires particulières de leur état. 1817

De même les archevêques et évêques détermineront les obligations des vicaires.

S. M. assignera 500 fl. aux vicaires-généraux et 200 fl. aux secrétaires de l'évêché.

ART. IV. Les revenus des sièges métropolitains et épiscopaux seront établis sur des biens immeubles dont les archevêques et évêques auront la libre administration. Revenus des sièges métrop. et épiscopaux.

Les chapitres des églises métropolitaines et cathédrales, ainsi que les vicaires et prébendaires employés au service des dites églises, jouiront également de biens immeubles dont ils auront aussi l'administration.

Les menues des diocèses produiront un revenu annuel net dans la proportion suivante :

Dans le diocèse de Munich, pour l'archevêque 20,000 f.; le prévôt et le doyen, chacun 4000; pour chacun des cinq plus anciens chanoines 2000; pour chacun des cinq derniers 1600; pour chacun des 3 plus anciens vicaires 800, et pour chacun des 3 derniers 600. (La dotation des vicaires est la même pour tous ces diocèses).

Celle de l'archevêque de Bamberg est de 15,000 f., des dignitaires du chapitre de f. 3500, des anciens chanoines de f. 1800, et des derniers chanoines de f. 1400.

1817 *Dioecesis Angustana, Ratisbonensis, et Herbipolensis.**Pro quolibet Episcopo florenorum decem millium.**Pro quolibet Praeposito florenorum trium millium.**Pro quolibet Decano florenorum trium millium.**Pro quolibet e quatuor Canonicis senioribus florenorum mille sexcentorum.**Pro quolibet e quatuor Canonicis junioribus florenorum mille quadringentorum.**Pro quolibet e tribus Vicariis senioribus florenorum octingentorum.**Pro quolibet e tribus Vicariis junioribus florenorum sexcentorum.**Dioecesis Passaviensis, Eichstettensis, et Spirensis.**Pro quolibet Episcopo florenorum octo millium.**Pro quolibet Praeposito florenorum bis mille quingentorum.**Pro quolibet Decano florenorum bis mille quingentorum.**Pro quolibet e quatuor Canonicis senioribus florenorum mille sexcentorum.**Pro quolibet e quatuor Canonicis junioribus florenorum mille quadringentorum.**Pro quolibet e tribus Vicariis senioribus florenorum octingentorum.**Pro quolibet e tribus Vicariis junioribus florenorum sexcentorum.**Quorum omnium reddituum summae salvae semper et integrae conservandae erunt, et bona fundique, ex quibus provenient nec distrahi, nec in pensiones mutari poterunt. Tempore autem vacationis Archiepiscopali et Episcopali Sedium, Dignitatum, Canonicatum, Prabendarum seu Vicariatuum, praedictae reddituum summae in utilitatem respectivarum Ecclesiarum percipiendae et conservandae erunt.**Habitatio insuper tam Archiepiscopis et Episcopis, quam Dignitatibus, Canonicis senioribus, et Vicariis pariter senioribus, illorum dignitati et statui respondens assignabitur.**Pro Curia Archiepiscopali et Episcopali, pro Capitulo et Archivio Majestas Sua domum aptam assignabit.**Ad negotium hujusmodi reddituum, fundorum, et bonorum assignationis intra trimesi post ratificationem*

La dotation des évêques d'Augsbourg, Ratisbone et Wurzburg est de 10,000 f.; celle des dignitaires de 3000 f., des anciens chanoines de 1600 f. Les évêques de Passau, Eichstädt et Spire n'auront que 8000 f. et les dignitaires 2500 f. 1817

Les sommes provenant de ces revenus doivent toujours être perçues par les titulaires sans aucune diminution, et l'on ne peut distraire les biens ou fonds dont ils proviennent et les remplacer par un traitement en argent. Dans le cas de vacance des sièges archiépiscopaux, épiscopaux, des dignités, canonicats, prébendes ou vicariats, les revenus ci-dessus seront perçus et conservés au profit des églises que cela concerne.

On assignera en outre tant aux archevêques et évêques, qu'aux dignitaires, aux anciens chanoines et aux anciens vicaires, une habitation assortie à leur rang et à leur état.

S. M. assignera une maison convenable pour les synodes archiépiscopaux et épiscopaux, pour le chapitre et les archives.

Pour déterminer ces revenus, fonds et biens immeubles, les deux parties contractantes nommeront des commissaires chargés de cette affaire, qui, s'il est possible, sera terminée trois mois après la ratification de la présente convention, ou au moins dans les six mois qui la suivront, et S. M. fera expédier trois documens en forme authentique pour l'exécution

Nouveau Recueil. T. III. H. tion

1817 *nem praesentis Conventionis, si fieri poterit, vel ad summum intra semestrem perficiendum utraque Contrahentium pars Commissarios nominabit, ac de formali praedictae assignationis actu tria exemplaria in authentica forma expediri jubebit Regia Majestas unum pro Archivio Regio, alterum pro Nuntio Apostolico, tertium denique pro Archivio singularum Ecclesiarum.*

Alia Beneficia, ubi extant, conservabuntur.

Quod pertinet ad Dioecesim Spirensis, quoniam, ob speciales circumstantias ei nunc fundi ac bona stabilia assignari non possunt, interea usque dum haec assignatio fieri valeat, providebitur a Majestate Sua per assignationem praestationis annuatim solvendae in summa.

Pro Episcopo florenorum sex millium.

Pro Praeposito florenorum mille quingentorum.

Pro Decano florenorum mille quingentorum.

Pro quovis ex octo Canonicis florenorum mille.

Pro quovis e sex Vicariis florenorum sexcentorum.

Fabricarum denique ipsarumque Ecclesiarum fundi, redditus, bona mobilia et immobilia conservabuntur, et nisi pro Ecclesiarum manutentione, pro divini Cultus expensis, et inservientium necessariorum salariis sufficienti Sua Majestas supplebit.

ART. V. *Sua singulis Dioecesibus Seminaria Episcopalia conserventur, et dotatione congrua in bonis fundisque stabilibus provideantur: in iis autem Dioecesibus in quibus desunt, sine mora cum eadem puriter dotatione in bonis fundisque stabilibus fundentur.*

In Seminariis autem admittentur atque ad normam Sacri Concilii Tridentini efformabuntur atque instituantur adolescentes, quos Archiepiscopi et Episcopi pro necessitate vel utilitate Dioecesum in iis recipientes judicaverint. Horum Seminariorum ordinatio, doctrina, gubernatio, et administratio Archiepiscoporum et Episcoporum auctoritati pleno liberaque jure subjectae erunt juxta formas Cononicas.

Rectores quoque et Professores Seminariorum ab Archiepiscopis et Episcopis nominabuntur, et quotiescumque necessarium aut utile ab ipsis judicabitur, removebuntur.

Cum Episcopis incumbat Fidei ac morum doctrinae invigilare, in hujus officii exercitio etiam circa Scholas publicas nullo modo impediuntur.

ART.

tion réelle de cette désignation: un pour les archives de S. M.; un pour le nonce apostolique et le 3 pour les archives de l'église que cela concerne. 1817

Les autres bénéfices seront conservés où ils se trouvent.

Relativement au diocèse de Spire, comme à raison des circonstances particulières où il se trouve, on ne peut dans ce moment lui assigner de fonds ou biens immeubles, S. M. y pourvoira provisoirement et jusqu'à ce que cette assignation puisse avoir lieu, en établissant un traitement annuel en argent, savoir: f. 6000 pour l'évêque, 1500 pour le prévôt et le doyen, 1000 pour chacun des huit chanoines et 600 pour chacun des 6. vicaires.

Enfin, les fonds, revenus, biens meubles et immeubles qui appartiennent aux fabriques ou aux églises mêmes, seront conservés; et dans le cas où ils ne suffiroient pas pour l'entretien des églises, les dépenses du culte et le traitement des servitudes nécessaires, S. M. couvrira le déficit.

ART. V. Les séminaires épiscopaux seront conservés; chaque diocèse aura le sien, et ils seront dotés suffisamment en biens fonds. Mais, dans les diocèses où ces établissemens n'existent pas encore, ils seront formés sans délai, et dotés de la même manière. Séminaires.

Dans les séminaires, on formera et on instruira suivant les réglemens du concile de Trente les jeunes gens que les archevêques et les évêques jugeront dignes d'y être admis d'après les besoins ou l'utilité des diocèses. L'établissement, la direction et l'administration de ces séminaires seront de plein droit, conformément aux lois canoniques, sous l'autorité des archevêques et des évêques.

Ils nommeront les recteurs et les professeurs des séminaires, et ils les destitueront, s'ils jugent cette destitution nécessaire ou utile.

Le devoir des évêques étant de veiller sur l'enseignement de la foi et de la morale, ils ne doivent éprouver aucun obstacle dans l'exercice de ce devoir, ainsi qu'en ce qui concerne les écoles publiques.

ART. VI. S. M. après s'être concertée à cette fin avec les archevêques et les évêques, assignera une maison suffisamment dotée, où les ecclésiastiques, que les maladies ou la vieillesse mettroient hors d'état d'être Maison d'asyle pour les ecclésiastiques.

1817 ART. VI. *Majestas Sua Regia, collatis cum Archiepiscopis et Episcopis consiliis, assignabit pariter cum sufficienti dote domum, in qua infirmi ac senes Clerici benemeriti solamen et asylum reperiant.*

ART. VII. *Insuper Majestas Sua considerata quot utilitates Ecclesia atque ipse Status a Religiosis Ordinibus perceperint, ac percipere in posterum possint, et ut promptam suam erga Sanctam Sedem voluntatem probet, aliqua Monasticorum Ordinum utriusque Sexus Coenobia ad instituendam in Religione et Litteris juventutem, et in Parochorum subsidium, aut pro cura infirmorum, iuncto cum Sancta Sede consilio, cum convenienti dotatione instaurari curabit.*

ART. VIII. *Bona Seminariorum, Parochiarum, Beneficiorum, Fabricarum, omniumque aliarum Ecclesiasticarum fundationum semper et integre conservanda erunt, nec distrahi, nec in pensiones mutari poterunt.*

Ecclesia insuper jus habebit novas acquirendi possessiones, et quidquid de novo adquisierit faciet suum, et censebitur eodem jure ac veteres fundationes Ecclesiasticae, quarum, uti et illarum quae in posterum fient, nulla vel suppressio vel unio fieri poterit absque Sedis Apostolicae auctoritatis interventu, salvo facultatibus a Sacro Concilio Tridentino Episcopis tributis.

ART. IX. *Sanctitas Sua, attenta utilitate quae ex hac Conventione manat in ea, quae ad res Ecclesiae et Religionis pertinent, Majestati Regis Maximiliani Josephi, ejusque Successoribus Catholicis, per Litteras Apostolicas statim post ratificationem praesentis Conventionis expediendas, in perpetuum concedet Indultum nominandi ad vacantes Archiepiscopales et Episcopales Ecclesias Regni Bavarici dignos et idoneos Ecclesiasticos Viros iis dotibus praeditos, quas Sacri Canones requirunt. Talibus autem Viris Sanctitas Sua Canonice dabit Institutionem juxta formas consuetas. Prius quam vero eam obtinnerint, regimini seu administrationi Ecclesiarum respectivarum ad quas designati sunt nullo modo sese immiscere poterunt. Annatarum vero et Cancellariae taxae proportionabiliter ad uniuscujusque Mensae annuos redditus de novo statuentur.*

ART.

en activité, pourront trouver un asyle et les soins qu'ils méritent. 1817

ART. VII. En outre, S. M. considérant les grands avantages qui ont résulté et qui peuvent résulter encore à l'avenir pour l'église et même pour l'état des ordres religieux, voulant donner une nouvelle preuve de son dévouement au St. Siège, fera, de concert avec lui, rétablir, avec une dotation convenable, quelques couvents des deux sexes, pour instruire la jeunesse des deux sexes dans la religion et les sciences, pour aider dans leurs fonctions les ecclésiastiques qui ont charge d'âmes, ou pour assister les malades. Couvents.

ART. VIII. Les biens des séminaires, des cures, des bénéfices, des fabriques et de toutes les autres fondations ecclésiastiques seront conservés pour toujours dans leur intégrité; il n'en sera rien distrait, et l'on ne pourra les convertir en un traitement pécuniaire. Biens des fondations ecclésiastiques.

L'église aura en outre le droit d'acquérir de nouvelles possessions, elle aura en toute propriété ce qu'elle aura acquis de cette manière, et ces nouvelles acquisitions jouiront des mêmes droits que les anciennes fondations ecclésiastiques. On ne pourra, ni pour celles-ci, ni pour celles qui seroient faites à l'avenir, exécuter, sans l'intervention du St. Siège, aucune suppression, ni aucune réunion, sous la réserve toutefois des attributions que le concile de Trente adjuge à cet égard aux évêques.

ART. IX. En considération des avantages qui résultent de la présente convention pour les affaires de l'église et de la religion, Sa Sainteté accordera à S. M. le Roi Maximilien-Joseph et à ses successeurs catholiques par une bulle qui sera expédiée aussitôt après la ratification de la présente convention, un indult à perpétuité pour nommer aux archevêchés et évêchés vacans du royaume de Bavière de dignes ecclésiastiques qui aient les qualités requises par les lois canoniques. Mais S. S. leur donnera l'institution canonique suivant les formes ordinaires. Mais avant de l'avoir reçue, ils ne devront s'immiscer en aucune manière dans la conduite et l'administration des églises auxquelles ils seront destinés. On fixera de nouveau les annates et droits de chancellerie en proportion des revenus annuels de chaque évêque. Nomination aux archevêchés et évêchés.

1817

ART. X. *Praeposituras tam in Metropolitanis quam in Cathedralibus Ecclesiis conferet Sanctitas Sua; ad Decanatus nominabit Regia Majestas, quae etiam ad Canonicatus in sex mensibus Apostolicis sive Papalibus nominabit. Quoad alios autem sex menses, in eorum tribus Archiepiscopus et Episcopus, in reliquis vero tribus Capitulum nominabit.*

In Capitula Ecclesiarum tam Metropolitanarum quam Cathedralium in posterum alii non admittentur, quam indigeni qui praeter qualitates a Sacro Concilio Tridentino requisitas, in animarum cura, et sacris Ministeriis cum laude versati sint, aut Archiepiscopo vel Episcopo in administranda Diocesi adjutricem operam praestiterint, vel virtutis ac scientiae meritis conspicuos sese reddiderint. Vicariatus vero in iisdem Metropolitanis et Cathedralibus Ecclesiis libere ab Archiepiscopo vel Episcopo conferentur.

Pro hac vice tamen, quoniam, Capitulis nondum constitutis, omnia ea quae hoc articulo statuta sunt servari non possunt, Nuntius Apostolicus, collatis cum Majestate Sua consiliis, et auditis interesse habentibus, nova Capitula constituet. Idem circa Vicarios seu Praebendatos observabitur.

Dignitates, Canonici, et Beneficiati omnes residentiales uti a pluralitate Beneficiorum et Praebendarum iuxta Sacros Canones prohibentur, ita ad residentiam secundum eorum Canonum rigorem, salva semper Sedis Apostolicae Auctoritate, adstringuntur.

ART. XI. *Rex Bavariae ad ea Beneficia tam Parochialia, quam Curata, ac Simplicia praesentabit, ad quae ex legitimo jure patronatus sive per dotationem, sive per fundationem, sive per constructionem acquisito ejus antecessores Duces et Electores praesentabant.*

Praeterea Majestas Sua praesentabit ad ea Beneficia, ad quae Corporaciones Ecclesiasticae non existentes praesentabant.

Subditi Majestatis Suae qui jure patronatus legitime, ut supra, gaudent, ad Beneficia respectiva tam Parochialia, quam Curata, ac Simplicia hujusmodi juri patronatus subjecta praesentabunt.

Archiepiscopi vero et Episcopi praesentatis debita requisita habentibus, praemisso circa doctrinam et mores examine ab ipsis Ordinariis instituendo, si de Pa-
rochia-

ART. X. S. S. nommera aux prévôtés, tant dans 1817
 les églises métropolitaines que dans les cathédrales. Nomina-
 tion aux
 prévô-
 tes, de-
 canats
 et cano-
 nicats.
 Le Roi nommera aux décanats; S. M. confèrera égale-
 ment les canonicats dans les mois du Pape ou aposto-
 liques. Quant à ce qui est des six autres mois, l'ar-
 chevêque ou évêque nommera durant trois d'entre eux,
 et le chapitre pendant les trois autres.

On n'admettra à l'avenir dans les chapitres, tant
 des métropoles que des cathédrales, que des indigè-
 nes qui, outre les qualités exigées par le concile de
 Trente, auront travaillé avec fruit à la sanctification
 des âmes et occupé des places dans l'église, ou qui
 auront aidé l'archevêque ou l'évêque dans l'adminis-
 tration du diocèse, ou qui auront rendu des services di-
 stingués par leurs talens et leurs connoissances. Les
 archevêques et évêques nommeront aux places de vi-
 caires dans les métropoles et les cathédrales.

Mais comme les chapitres ne sont point encore or-
 ganisés, et conséquemment que l'on ne peut encore
 mettre à exécution tous les points établis dans cet
 article, le nonce, pour cette fois, organisera les nou-
 veaux chapitres de concert avec S. M., et après avoir
 entendu tous les intéressés, la même chose aura lieu à
 l'égard des vicaires.

De même que les dignitaires, les chanoines et tous
 les titulaires de bénéfices qui obligent à résidence, ne
 peuvent, d'après les lois canoniques, posséder plus d'un
 bénéfice et une prébende, de même ils sont tenus stricte-
 ment, d'après les mêmes lois, à la résidence, à moins
 qu'ils n'aient une autorisation du Saint-Siège.

ART. XI. Le Roi de Bavière présentera à ceux des Présen-
 tation
 aux be-
 nefices.
 bénéfices, cures, ou bénéfices simples, auxquels les
 prédécesseurs, ducs et électeurs, présentoient, d'après
 le droit de patronat, acquis par dotation, fondation
 ou construction.

S. M. présentera en outre aux bénéfices auxquels
 présentoient les corporations ecclésiastiques qui n'exi-
 stent plus.

Les sujets de S. M. qui sont également en posses-
 sion légitime du droit de patronat, présenteront aux
 cures et aux bénéfices simples dont ils ont le droit
 de patronat.

Mais les archevêques et évêques donneront l'ins-
 titution canonique aux personnes présentées, si toutefois,

1817 *rochialibus, aut de Curatis Beneficiis agatur, Canonicam dabunt Institutionem.*

Praesentatio autem ad omnia ista Beneficia intra tempus a Canonibus praescriptum fiet, secus ea libere ab Archiepiscopis et Episcopis conferentur.

Reliqua vero Beneficia omnia tam Parochialia, quam Curata, ac Simplicia, quae antecessores Antifistis octo Ecclesiarum Regni Bavariae conferebant, libere ab Archiepiscopis et Episcopis, personis Majestati Suae gratis conferentur.

ART. XII. *Pro regimine Diocesum Archiepiscopis et Episcopis id omne exercere liberum erit quod in vim pastoralis eorum ministerii sive ex declaratione sive ex dispositione Sacrorum Canonum secundum praesentem et a Sancta Sede approbatam Ecclesiae disciplinam competit, ac praesertim;*

a) *Vicarios, Consiliarios, et Adjuutores administrationis suae constituere Ecclesiasticos quoscunque quos ad praedicta officia idoneos judicaverint;*

b) *Ad statum Clericalem assumere, et approbatis a Sacris Canonibus titulis ad Ordines etiam majores, praevio examine ab ipsis Archiepiscopis et Episcopis aut eorum Vicariis cum Examinatoribus Synodalibus insitnendo, promovere quos necessarios aut utiles suis Dioecesibus judicaverint, et e contrario quos indignos censuerint a susceptione Ordinum arcere, quin ab ullo quovis obtentu impediri queant;*

c) *Causas Ecclesiasticas atque imprimis causas Matrimoniales quae juxta Canone 12. sess. 24. Sacri Concilii Tridentini ad Iudices Ecclesiasticos spectant in Foro eorum cognoscere, ac de iis sententiam ferre exceptis causis mere civilibus Clericorum, exempli gratia, contractuum, debitorum, haereditatum, quas Laici Iudices cognoscent et definient;*

d) *In Clericos reprehensione dignos, aut honestum Clericalem habitum eorum Ordini, et dignitati congruentem non deferentes, poenas a Sacro Concilio*
•Triden-

après un examen préliminaire, que les évêques doivent faire eux-mêmes lorsqu'il s'agit de cures ou de bénéfices à charge d'âmes, de leur capacité et de leurs mœurs, elles possèdent les qualités nécessaires. 1817

Mais la présentation à tous ces bénéfices doit être faite dans le délai prescrit par les lois canoniques; sans quoi, les archevêques et évêques pourront les conférer.

Tous les autres bénéfices, tant cures que bénéfices simples, qui étoient conférés par les évêques antérieurs des huit sièges du royaume de Bavière, le seront par les archevêques et évêques, à des personnes qui auront le suffrage de S. M.

ART. XII. Quant à ce qui concerne la direction des diocèses, les archevêques et les évêques auront le pouvoir le plus étendu pour faire et régler tout ce qui est de leur compétence et fait partie de leurs fonctions pastorales en vertu des lois canoniques et conformément à la discipline actuelle de l'église par le Saint-Siège, et spécialement:

Direction des diocèses

a) Le droit de prendre pour vicaires, conseillers et aides dans l'administration de leurs diocèses, les ecclésiastiques qu'ils jugeront propres à ces fonctions.

b) D'admettre à l'état ecclésiastique les individus qu'ils jugeront nécessaires et utiles à leur diocèse, et de les faire avancer dans les ordres sacrés, d'après des titres conformes aux lois canoniques, lorsqu'ils auront subi les examens préalables devant les archevêques et évêques eux-mêmes, ou leurs vicaires réunis aux examinateurs des synodes, et au contraire d'exclure des ordres ceux qu'ils en trouveront indignes, sans que personne puisse les gêner dans l'exercice de ce droit sous quelque prétexte que ce soit.

c) De soumettre à l'enquête de leur tribunal et de décider les affaires contentieuses, en matière ecclésiastique, et particulièrement dans les causes matrimoniales, qui, suivant le 12. canon de la session 24. du concile de Trente sont du ressort d'un tribunal ecclésiastique. Sont exceptées les affaires purement civiles des ecclésiastiques, par ex: les contrats, les dettes, les héritages, dont l'examen et la décision seront soumis aux juges civils.

d) De décerner contre les clercs qui encourent des punitions ou qui ne portent point un habit décent, assorti à leur état et à leur dignité, les peines que

1817 *Tridentino statutas, aliasque quas convenientes judicaverint, salvo Canonico recurſu, inſtigere, eosque in Seminariis aut domibus ad id deſtinandis cuſtodire: cenſuris quoque animadvertere in quoscumque fideles Eccleſiaſticarum Legum et Sacrorum Canonum transgreſſores;*

e) *Cum Clero et Populo Dioceſano pro munere officii Paſtoralis communicare, ſuasque Inſtructiones, et Ordinationes de rebus Eccleſiaſticis libere publicare; praeterea Episcoporum, Cleri, et Populi communicatio cum Sancta Sede in rebus ſpiritualibus et negotiis Eccleſiaſticis prorsus libera erit;*

f) *Collatis eum Regia Maieſtate, praefertim pro conveniēti reddituum aſſignatione, conſiliis, Parochias erigere, dividere, vel unire;*

g) *Praeſcribere vel vel indicare preces publicas, aliaque pia opera, cum id bonum Eccleſiae, vel Status, aut Populi poſtulet, et invigilare ut in Eccleſiaſticis functionibus, praefertim autem in Miſſa, et in adminiſtratione Sacramentorum, Eccleſiae formulae in lingua Latina uſurpentur.*

ART. XIII. *Quoties Archiepiſcopi et Episcopi libros aut in Regno impreſſos, aut in illud introductos Gubernio indicabunt qui aliquid fidei, bonis moribus, aut Eccleſiae diſciplinæ contrarium contineant, Gubernium curabit ut eorum divulgatio debito modo impediatur.*

ART. XIV. *Maieſtas Sua prohibebit, ne Catholica Religio, ejusque ritus vel Liturgia ſive verbis, ſive factis, ſive ſcriptis contemnuatur, aut Eccleſiarum Antiſtites vel Miniſtri in exercendo munere ſuo, pro cuſtodienda praefertim fidei ac morum doctriua et diſciplina Eccleſiae impediuntur. Deſiderans praeterea ut debitus, juxta divina mandata, ſacris Miniſtris honor ſervetur, non patietur quidquam fieri, quod dedecus ipsis afferre, aut eos in contemptum adducere poſſit, imo vero jubebit, ut in quacumque occaſione ab omnibus Regni Magiſtratibus peculiari reve-*

reve-

le concile de Trente a déterminées, et d'autres que les évêques jugeront convenables, de manière néanmoins que la voie du recours canonique reste ouverte, et de confiner les ecclésiastiques ci-dessus dans des séminaires ou d'autres maisons; en outre de procéder par la voie des censures ecclésiastiques contre les fidèles qui se rendroient coupables de la transgression des lois ecclésiastiques et des saints canons.

1817

e) D'entretenir librement avec le clergé et les fidèles de leur diocèse les rapports qu'exigent leurs fonctions pastorales; et de publier leurs instructions et leurs réglemens en matières ecclésiastiques. Les relations des évêques, du clergé et du peuple avec le Saint-Siège concernant les affaires ecclésiastiques, auront lieu avec la plus entière liberté.

f) D'établir, de diviser et de réunir des paroisses, de concert toutefois avec S. M., surtout pour ce qui concerne l'assignation des revenus convenables.

g) D'ordonner des prières publiques et autres oeuvres pieuses, lorsque le bien de l'église, de l'état ou du peuple le demandera, et de veiller à ce que dans les fonctions du ministère ecclésiastique, particulièrement dans la célébration de la messe et l'administration des sacrements, les formules se récitent en langue latine.

ART. XIII. Toutes les fois que les archevêques et les évêques feront connoître au gouvernement qu'il a été imprimé ou introduit dans le royaume des livres dont le contenu est contre la foi, les bonnes mœurs ou la discipline ecclésiastique, le gouvernement aura soin d'employer les moyens convenables pour empêcher la propagation.

ART. XIV. S. M. prendra les mesures convenables pour empêcher qu'il ne soit porté aucune atteinte, soit par des paroles, soit par des actions ou des écrits, à la religion catholique relativement à ses rites ou à sa liturgie, et pour que les chefs et les autres fonctionnaires des églises ne soient point gênés dans l'exercice de leurs fonctions, particulièrement en ce qui concerne la surveillance sur l'enseignement de la foi et de la morale et sur la discipline ecclésiastique. En outre, S. M. désirant que l'honneur dû d'après les lois divines aux ministres de la religion soit maintenu, ne permettra jamais rien qui puisse les dégrader ni

• les

1817 *reverentia atque honore eorum dignitati debito cum ipsis agatur.*

ART. XV. *Archiepiscopi et Episcopi coram Regia Majestate juramentum fidelitatis emittent sequentibus verbis expressum, "Ego juro et permitto ad Sancta Dei Evangelia obedientiam, et fidelitatem Regiae Majestati; item promitto, me nullam communicationem habiturum, nullique consilio interfuturum, nullamque suspectam unionem neque intra, neque extra confervaturum, quae tranquillitati publicae noceat, et si tam in Dioecesi mea quam alibi noverim aliquid in Status damnum tractari, Majestati Suae manifestabo."*

ART. XVI. *Per praesentem Conventionem Leges, Ordinationes, et Decreta in Bavaria huc usque lata, in quantum illi adversantur, obrogata habebuntur.*

ART. XVII. *Caetera quae ad res et personas Ecclesiasticas spectant, quorum nulla in his Articulis expressa facta est mentio, dirigentur omnia et administrabuntur juxta doctrinam Ecclesiae, ejusque vigentem et approbatam disciplinam. Si vero in posterum supervenerit difficultas, Sanctitas Sua, et Regia Majestas secum conferre, et rem amice componere sibi reservant.*

ART. XVIII. *Utraque Contrahentium pars spondet Se, Successorque Suos, omnia, de quibus in his Articulis utrinque conventum est, sancto servaturos, et a Majestate Regia praeseus Conventio Lex Status declarabitur.*

Praeterea Majestas Sua Regia spondet, nihil unquam Se, Successoresque Suos, quavis de causa, Articulis hujus Conventionis addituros, neque in iis quidquam immutatuos, vel eosdem declaratuos esse absque Sedis Apostolicae auctoritate, et cooperatione.

ART.

les rendre méprisables; elle donnera même des ordres 1817
pour que dans toutes les occasions les différentes au-
torités du royaume traitent les ecclésiastiques avec des
égards distingués, et leur rendent les honneurs dus
à leur dignité.

ART. XV. Les archevêques et évêques prêteront Serment
devant S. M. le serment ci-dessous: "Je jure et pro- des ar-
mets sur les saints évangiles de Dieu fidélité et obéis- chevê-
sance au Roi. En outre je promets de n'avoir aucune ques et
intelligence, de ne prendre part à aucune délibération, évêques
et de n'entretenir aucune liaison suspecte, soit au-
dans, soit au-dehors du royaume, qui pourroient
compromettre la tranquillité publique, et si jamais
j'ai connoissance d'un complot nuisible à l'état, que
ce soit dans mon diocèse ou ailleurs, j'en informerai
le Roi."

ART. XVI. Au moyen de la présente convention,
les lois, ordonnances et arrêtés qui ont été promul-
gués jusqu'ici en Bavière, seront regardés comme ré-
voqués en autant qu'ils sont contraires à cette con-
vention.

ART. XVII. Tout ce qui se rapporte aux objets Clause
ou aux personnes ecclésiastiques, et dont il n'a point générale
été fait une mention expresse dans ces articles, sera
réglé et appliqué d'après la doctrine et d'après la disci-
pline existante et approuvée de l'église. S'il s'élevait
à l'avenir quelque difficulté, S. S. et S. M. se réser-
vent d'entrer en négociation à cet égard, et d'arran-
ger la chose à l'amiable.

ART. XVIII. Les deux parties contractantes pro- Mainti-
mettent pour elles et leurs successeurs de maintenir tien de
religieusement tout ce dont on est convenu mutuel- la con-
lement dans ces articles, et S. M. déclarera la présente vention.
convention loi de l'état.

En outre, S. M. promet pour elle et ses succes-
seurs, de ne jamais, sur quelque fondement que ce
soit, rien ajouter, ou changer, ou interpréter sans le
concours et la participation du Saint-Siège.

1817 ART. XIX. *Ratificationum hujus Conventionis traditio fiet intra quadraginta dies ab ejusdem data, ut citius si fieri poterit.*

Datum Romae die 5 Junii anni 1817.

*HERCULES Cardinalis
CONSALVI.*

*CASIMIRUS HÄFFELIN
Ep. Chersonensis.*

Les lettres confirmatoires du Pape et celles par lesquelles il accorde au Roi de Bavière un Indulte pour la nomination à deux archévêchés et six évêchés en Bavière sont datées de Rome apud S Mariam Majorem, anno Incarnationis Dominicae Millesimo, Octingentesimo decimo septimo Pridie Idus Novembris, Pontificatus nostri anno Decimo octavo.

Ratifica-
tion.

ART. XIX. L'échange des ratifications de cette convention aura lieu dans 40 jours à compter d'aujourd'hui, ou plutôt si faire se peut.

Fait à Rome le 5 Juin 1817.

Signé:

ERCOLE Card. CONSALVI.

*CASIMIR HÄFFELIN,
évêque de Cherson.*

16.

Concordat entre S. S. Pie VII. et S. M. 1817
Louis XVIII. Roi de France et de Navarre. ^{21 Juin.}

(*Moniteur universel* 1817. n. 328. *Journal de Francfort* 1817. Nr. 230.)

Au Nom de la Très-Sainte et indivisible Trinité.

S. S. le souverain Pontife Pie VII. et S. M. Très-Chrétienne animés du désir ardent de faire cesser entièrement les maux qui depuis un grand nombre d'années ont affligé l'église en France, et de rendre à la religion dans ce royaume son ancien lustre; et parceque depuis l'heureux avènement du successeur de St. Louis au trône de ses ancêtres, les affaires de l'église peuvent être réglées plus facilement, ont résolu à cette fin de conclure un concordat solennel, se réservant de pourvoir d'un commun accord à l'accroissement des avantages de la religion catholique. En conséquence S. S. le souverain Pontife Pie VII. a nommé pour son plénipotentiaire le cardinal Hercule Consalvi, son secrétaire-d'état, et S. M. Très-Chrétienne le comte Louis Jean Calimir de Blacas, marquis d'Aulps et des Rolans, pair de France, grand-maitre de la garde-robe, et son ambassadeur extraordinaire près du Saint-Siège; Lesquels, après avoir échangé respectivement leurs pleins-pouvoirs reconnus légitimes et authentiques, sont convenus des articles suivans:

ART. I. Le concordat conclu entre le Pape Léon X. et François I. Roi de France, est rétabli.

ART. II. En conséquence de l'article précédent, le concordat du 15 Juillet 1801 est abrogé.

ART. III. Les articles soi-disant organiques, qui ont été rédigés à l'insu de S. S. et promulgués le 8 Avril 1802. sans avoir son approbation, sont abrogés avec le dit concordat du 15 Juillet 1801. dans tout ce qui est contraire à la doctrine et aux lois de l'église.

ART. IV. Les églises qui ont été supprimées en France par la bulle du Pape du 29 Novembre 1801. seront érigées de nouveau jusqu'au nombre qui sera reconnu

1817 reconnu d'un commun accord comme le plus avantageux au bien de la religion.

ART. V. Toutes les églises métropolitaines et épiscopales qui ont été érigées en France par la dite bulle du 29 Novembre 1801. seront conservées, ainsi que leurs titulaires actuels.

ART. VI. La disposition du précédent article relativement au maintien des titulaires actuels dans leurs sièges archiépiscopaux ou épiscopaux existant maintenant en France, n'exclura en aucun manière quelques exceptions particulières fondées sur des raisons importantes et légitimes, et n'empêchera pas que quelques-uns des titulaires actuels ne puissent être transférés à d'autres sièges.

ART. VII. Les diocèses des églises existantes comme ceux des églises qu'on doit ériger, seront, après avoir demandé préliminairement le consentement des évêques actuels et des chapitres des sièges vacans, renfermés dans les limites qui seront regardées comme les plus avantageuses à leur administration.

ART. VIII. Il sera fixé aussitôt que possible en biens fonds et en rentes sur l'état une dotation convenable tant pour les églises existantes que pour celles qui sont encore à établir. En attendant, il sera assigné aux pasteurs de ces églises un revenu suffisant pour améliorer leur condition. Il sera également pourvu à la dotation des chapitres, des paroisses et des séminaires, qui existent déjà, ou qui doivent encore être établis.

ART. IX. S. S. et S. M. Très-Chrétienne connoissent tous les maux qui affligent l'église de France. Elles voyent également combien la prompte augmentation du nombre des sièges actuellement existans doit être avantageuse à la religion. En conséquence, afin qu'un arrangement aussi utile ne soit pas retardé plus longtemps, S. S. procédera sans délai par la promulgation d'une bulle à l'érection des sièges, et à la nouvelle circonscription ci-dessus des diocèses.

ART. X. S. M. Très-Chrétienne voulant donner une nouvelle preuve de son zèle pour le bien de la religion, emploiera de concert avec S. S. tous les moyens

moyens qui sont en son pouvoir, pour faire cesser le 1817
plutôt possible les désordres et les obstacles qui s'op-
posent au bien de la religion et à l'exécution des lois
de l'église.

ART. XI. Les territoires des anciennes abbayes, dites nullius (ne faisant partie d'aucun diocèse) seront réunis aux diocèses dans les limites desquels elles se trouveront comprises d'après la nouvelle circonscription.

ART. XII. Le rétablissement du concordat observé en France jusqu'à l'année 1789, (stipulé par l'art. 1. de la présente convention) n'emporte pas avec soi le rétablissement des abbayes, des prieurés et des autres bénéfices qui existoient alors. Néanmoins, les bénéfices qui pourront être fondés à l'avenir seront sujets aux réglemens prescrits par ce même concordat.

ART. XIII. Les ratifications de la présente convention seront échangées dans un mois, ou plutôt si faire se peut.

ART. XIV. Aussitôt après l'échange de ces ratifications, S. S. confirmera par une bulle la présente convention, et immédiatement après, elle publiera une seconde bulle pour fixer la circonscription des diocèses.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la dite convention et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Rome, le 11 Juin 1817.

HERCULE Cardinal CONSALVI.

BLACAS D'AULPS.

Les ratifications de ce concordat ont été échangées à Rome le 16 Juillet 1817 v. Moniteur n. 328. où se trouvent aussi les deux bulles papales mentionnées; à l'art. XIV.

17.

1817 *Acte de la diète de la confédération germanique pour servir d'explication à l'article 19. de l'acte constitutif du 8 Juin 1815, en ce qui concerne l'abolition du droit de détraction et de la gabelle d'émigration entre tous les membres de la confédération; en date du 23 Juin 1817. (37e séance).*

Beschluß.

Die deutsche Bundesversammlung hat in Erwägung gezogen, daß unter den in dem Artikel 13. der Bundesacte den Unterthanen der deutschen Bundesstaaten zugesicherten Rechten die unter Buchstaben c. erwähnte Freyheit von aller Nachsteuer, in sofern das Vermögen eines Unterthans in einen andern deutschen Bundesstaat übergeht, noch näherer Bestimmungen bedürfe, und hat zu dem Ende festgesetzt wie folgt:

I. Die Nachsteuer und Abzugsfreyheit von dem aus einem Lande in das andere gebracht werdenden Vermögen, bezieht sich auf alle deutsche Bundesstaaten gegen einander.

II. Jede Art von Vermögen, welches von einem Bundesstaat in den andern übergeht, es sey aus Veranlassung einer Auswanderung, oder aus dem Grunde eines Erbschafts-Anfalls, eines Verkaufs, Tausches, einer Schenkung, Mitgift, oder auf andere Weise, ist unter der bundesvertragsmäßigen Abzugsfreyheit begriffen, und

III. Jede Abgabe, welche die Ausfuhr des Vermögens aus einem zum Bunde gehörenden Staate in den andern, oder den Uebergang des Vermögens-Eigenthums auf Angehörige eines andern Bundesstaats beschränkt, wird für aufgehoben erklärt.

Dagegen ist unter dieser Freyzügigkeit nicht begriffen, jede Abgabe, welche mit einem Erbschaftsanfall, Legat, Verkauf, einer Schenkung u. s. f. verbunden

den ist, und, ohne Unterschied ob das Vermögen im Lande bleibt oder hinausgezogen wird, ob der neue Besitzer ein Inländer oder ein Fremder ist, bisher entrichtet werden mußte, namentlich Collateral-Erb-schafts-Steuer, Stempel-Abgabe u. d. gl.; auch Zoll-Abgaben werden durch die Nachsteuerfreyheit nicht ausgeschlossen.

IV. Die zum Vortheile der in einzelnen Staaten oder Gemeinden bestehenden Schuldenentlastungslasten, oder überhaupt wegen der Communal-Schulden eingeführten Abgaben von auswandernden Vermögen, werden durch den Artikel 18. der Bundesacte als aufgehoben angesehen.

Manumissionsgelder, da wo die Leibeigenschaft oder Höflichkeit noch zur Zeit besteht, sind, insofern sie nur von dem aus einem Bundesstaate in den andern answandernden Unterthanen entrichtet wären, unter der Nachsteuerfreyheit begriffen.

V. Was den Loskauf von der Militairpflichtigkeit in Hinsicht auf Freyzügigkeit anlangt, so behält sich die Bundesversammlung eine fernere Uebereinkunft bis zur Festsetzung der Militair-Verhältnisse des Bundes überhaupt und der damit in unmittelbarer Verbindung stehenden Anordnungen über die Militairpflichtigkeit im Allgemeinen vor.

VI. Die durch die Bundesacte festgesetzte Nachsteuer- und Abzugsfreyheit findet ohne Unterschied statt, ob die Erhebung dieser Abgabe bisher dem landesherrlichen Fiskus, den Standesherrn, den Privat-Berechtigten, Commüne oder Patrimonial-Gerichten zustand; und die ausgesprochene Aufhebung aller und jeder Nachsteuer kann keinen Grund zu einer Entschädigungsforderung an den Landesherrn für die den Berechtigten entgehende Einnahme abgeben.

Auch die Art der Verwendung des Abzugsgefälls kann keinen Grund darbieten, dasselbe gegen die Bestimmungen der Bundesacte bestehen zu lassen.

VII. Die besondern Freyzügigkeits-Verträge werden, in so weit sie dasjenige, was die Bundesacte und dieser Beschlüsse der Bundesversammlung über die Freyheit von aller Nachsteuer enthält, begünstigen, erleichtern oder noch mehr ausdehnen, auch künftig aufrecht

1817 recht erhalten — und dergleichen Verträge bestehen also, in so fern als sie den in der Bundesacte und in dem gegenwärtigen Beschlusse aufgestellten Normen nicht entgegen sind.

VIII. Als allgemein geltender Termin, von welchem an die völlige Nachsteuerfreyheit von allem auswandernden Vermögen in den deutschen Bundesstaaten statt haben soll, wird der erste Julius dieses Jahres festgesetzt, unbeschadet der günstigeren Bestimmungen, welche theils aus Verträgen verschiedener Bundesstaaten unter sich, theils aus landesherrlichen Verordnungen einzelner Regierungen hervorgegangen sind.

Es wird übrigens der Zeitpunkt der Vermögens-Exportation und des Verzichts auf das Unterthansrecht zur Richtschnur angenommen.

18.

7 Juill. *Resolution de la diète germanique sur la reception de S. A. le Landgrave régnant de Hesse-Hombourg prise dans l'assemblée plénière du 7 Juillet 1817.*

*Beschluss *).*

Dass Seine Durchlaucht der regierende Herr Landgraf von Hessen-Homburg und das Landgräfliche Haus in den deutschen Bund aufgenommen, das Stimmenverhält-

*) Traduction (Journal de Francfort 1817. N. 196.)

Résolution.

“S. A. S. le Landgrave régnant de Hesse-Hombourg et sa maison sont admis dans la confédération germanique. Les rapports qui concernent son vote sont réservés à une disposition ultérieure.”

verhältniß desselben aber einer weiteren Anordnung **1817**
vorbehalten werde.

Signé: *Graf von BUOL SCHAUENSTEIN.*
GOLZ
GÖRZ
ARETIN
MARTENS *auch für Braunschweig und*
 für Nassau
MANDELSLOH
BERSTETT
LEPEL
HARNIER
EYBEN
HENDRICH
PLESSEN *u. in Auftrag für Luxemburg.*
BERG
LEONHARDI
SMIDT *für Lübeck und Bremen*
DANZ
GRIES.

19.

Déclaration entre les cours des Pays - Bas 10 Juill.
et de Danemarc sur les intérêts mutuels du
commerce et de la navigation des deux royaumes,
échangée à Copenhague le 10 Juil. 1817.

(Journal de Francfort 1817. Nr. 210.)

Publication du ministère des affaires étrangères à
Bruxelles.

Les cours des Pays - Bas et de Danemarc
s'étant concertées sur les intérêts mutuels du commerce
et de la navigation des deux royaumes, sont conve-
nues des dispositions qui se trouvent consignées dans
la déclaration suivante, signée et échangée à Copen-
hague le 10 de ce mois:

1817

Déclaration.

S. M. le Roi de Danemarck et S. M. le Roi des Pays-Bas, ayant à coeur de se donner des preuves évidentes de l'amitié qui les unit, et d'étendre les relations de commerce et de navigation de leurs sujets, pour leur avantage mutuel, sont convenues expressément, par la présente déclaration réciproque, d'étendre en faveur du commerce et de la navigation de leurs sujets respectifs, à toute l'étendue actuelle du royaume des Pays-Bas, les stipulations du traité de commerce conclu en 1701, entre la couronne de Danemarck et les ci-devant états-généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas, qui, en vertu d'un consentement commun, est et demeurera en vigueur jusqu'à ce que L. M. s'entendront au sujet du renouvellement du dit traité de commerce de l'année 1701, de sorte que, d'un côté, à dater du jour de la signature de cette déclaration, les avantages, exemptions et privilèges, qu'accorde ce traité aux sujets du Roi de Danemarck et aux navires sous pavillon Danois, leur seront accordés dans les provinces méridionales du royaume des Pays-Bas, comme dans les provinces septentrionales, où il n'ont point cessé d'en jouir; et de l'autre, également à dater du jour de cette signature, seront admis à jouir, tant au passage du détroit du Sund, que dans les ports des états du Roi de Danemarck, de tous les avantages, exemptions et privilèges stipulés par le traité de commerce de l'année 1701, les habitans et navires des provinces méridionales du royaume des Pays-Bas, ainsi que les navires naviguant sous pavillon neerlandois, venant des ports des susdites provinces ou y étant destinés.

Dans les Colonies respectives des deux royaumes, les sujets des deux souverains jouiront mutuellement des faveurs qui y sont actuellement accordées ou qui le seront dans la suite à toute autre nation que ce soit.

En foi de quoi, nous soussignés ministres de S. M. le Roi de Danemarck et de S. M. le Roi des Pays-Bas, autorisés à cet effet, avons signé la présente déclaration, et y avons apposé le cachet de nos armes.

Fait en double à Copenhague, ce 10 Juillet 1817.

N. ROSENKRANTZ.

P. DE CROMBECQHE.

Bruxelles, 21 Juillet 1817.

Le Ministre des affaires étrangères,

A. W. C. DE NAGELL.

20.

Traité conclu entre l'Angleterre et l'Espagne 1817
relativement à la traite des nègres, signé à ^{23 Sept.}
Madrid le 23 Sept. 1817.

(*Journal de Francfort* Nr. 38. 40 et 41. 1818.)

Au nom de la sainte Trinité.

Comme il a été déclaré dans le second article additionnel du traité signé à Madrid le 5 juillet 1814. entre S. M. le Roi du royaume uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, et S. M. le Roi d'Espagne et des Indes, que "S. M. C. partage entièrement les sentimens de S. M. B., relativement à l'injustice et à l'inhumanité du commerce des esclaves, et promet de prendre en considération, en pesant ce que demande l'état de ses possessions en Amérique, les moyens d'agir en conformité avec ces sentimens; et s'engage en outre à défendre à ses sujets de continuer à faire le commerce des esclaves dans le dessein d'en fournir à toutes isles et possessions, à l'exception de celles qui appartiennent à l'Espagne, et à empêcher par des mesures et des moyens efficaces que la protection du pavillon espagnol ne soit donnée à des étrangers qui pourroient se livrer à ce trafic, soit qu'ils soient sujets de S. M. B., ou de tout autre état et puissance;"

Et S. M. C., conformément à l'esprit de cet article, et aux principes d'humanité dont elle est animée, n'ayant jamais perdu de vue un objet aussi intéressant pour elle, et désirant accélérer l'instant de son exécution, a résolu de coopérer avec S. M. B. dans la cause de l'humanité, en adoptant, de concert avec la dite Majesté, des moyens efficaces d'opérer l'abolition de la traite, afin de supprimer efficacement le trafic illicite des esclaves, de la part de leurs sujets respectifs, et afin d'empêcher les bâtimens espagnols qui font le commerce des esclaves conformément à la loi et aux traités, d'être molestés et exposés à être pris par les croiseurs britanniques: En conséquence les deux hautes parties contractantes ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

I 4

S. M.

1817 S. M. le Roi du royaume uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, Sir Henri Wellesley, membre de son conseil-privé, chevalier grand'-croix de l'ordre du Bain, et son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près S. M. C.

Et S. M. le Roi d'Espagne et des Indes, don Joseph Garcia de Leon y Pizarro, thevalier grand'-croix de l'ordre de Charles III., de celui de St. Ferdinand et du mérite de Naples, de ceux de St. Alexandre-Newski et de St. Anne de Russie, et de celui de l'aigle rouge de Prusse, conseiller-d'état et premier secrétaire-d'état et des dépêches générales;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans :

Époque
de l'abo-
lition.

ART. I. S. M. C. s'engage à ce que le commerce des esclaves soit aboli dans toute la domination de l'Espagne le 30 Mai 1820, et qu'à compter de cette époque et postérieurement, il ne soit permis à aucun des sujets de la couronne d'Espagne d'acheter des esclaves, ou de faire le commerce d'esclaves sur aucune partie de la côte d'Afrique, sous quelque prétexte ou de quelque manière que ce soit; pourvu, cependant, qu'un terme de cinq mois, à compter de la même date du 30 Mai 1820, soit accordé pour terminer les voyages des bâtimens qui auront appareillé légalement avant le dit 30 Mai.

Mesures
interi-
maires.

ART. II. Il est convenu par ces présentes, qu'à compter de l'échange des ratifications du présent traité, il ne sera pas permis aux sujets de la couronne d'Espagne d'acheter des esclaves ou de faire le commerce d'esclaves sur aucune partie de la côte d'Afrique au nord de l'équateur, sous quelque prétexte ou de quelque manière que ce soit; pourvu cependant qu'un terme de six mois, à compter de l'échange des ratifications de ce traité, soit accordé pour terminer les voyages des bâtimens qui auroient appareillé des ports d'Espagne pour la dite côte avant l'échange des dites ratifications.

Somme
que paye
l'Angle-
terre.

ART. III. S. M. B. s'engage à payer à Londres, le 20 Février 1818, la somme de 400,000 liv. st. à telle personne que S. M. C. nommera pour la recevoir.

ART.

ART. IV. La dite somme de 400,000 liv. st. est considérée comme une pleine compensation pour toutes les pertes essuyées par les sujets de S. M. C. engagés dans ce trafic pour les bâtimens pris antérieurement à l'échange des ratifications du présent traité, comme aussi pour les pertes qui sont une conséquence nécessaire de l'abolition du dit trafic. 1817
Sa destination.

ART. V. Un des objets de ce traité de la part des deux gouvernemens étant d'empêcher mutuellement leurs sujets de faire un commerce illicite d'esclaves, les deux hautes parties contractantes déclarent qu'ils considèrent comme illicite tout trafic d'esclaves dans les circonstances suivantes: Déclaration de la prohibition.

1. Soit par des vaisseaux anglois, et sous pavillon anglois, soit pour le compte de sujets anglois, et par quelques vaisseaux et sous quelque pavillon que ce soit.

2. Par des vaisseaux espagnols sur toute la partie de la côte d'Afrique au nord de l'équateur, après l'échange des ratifications du présent traité, pourvu cependant que six mois soient accordés pour compléter les voyages des vaisseaux conformément à la teneur du 2. Art. de ce traité.

3. Par des vaisseaux espagnols et sous pavillon espagnol, ou pour le compte de sujets espagnols, par quelque vaisseau ou sous quelque pavillon que ce soit, après le 30 Mai 1820, époque à laquelle le trafic des esclaves de la part de l'Espagne doit cesser entièrement; pourvu toujours que l'on accorde cinq mois pour terminer les voyages commencés en tems dû, conformément au 1. Art. de ce traité.

4. Sous pavillon anglois ou espagnol pour les sujets de tout autre gouvernement.

5. Par des vaisseaux espagnols destinés pour tout port qui n'est point sous la domination de S. M. C.

ART. VI. S. M. C. adoptera, en conformité avec l'esprit de ce traité les mesures les mieux combinées pour donner un plein et entier effet au louable objet que les hautes parties contractantes ont en vue. Mesures d'exécution.

ART. VII. Tout vaisseau espagnol qui sera destiné au commerce des esclaves sur une partie de la côte d'Afrique où ce trafic continue encore d'être permis, doit être pourvu d'un passeport du Roi conforme au modèle annexé au présent traité dont ce modèle forme Passe-ports.

1817 partie intégrante. Ce passeport doit être rédigé en espagnol, et l'on y joindra une traduction authentique en anglois; il doit être signé par S. M. C., et contre-signé par le ministre de la marine et aussi par la principale autorité du district, station ou port d'où le vaisseau appareillera, soit en Espagne, soit dans les possessions coloniales de S. M. C.

Leur re-
striction

ART. VIII. Il est entendu que ce passeport, pour rendre licites les voyages des bâtimens qui font le commerce des esclaves, ne peut avoir lieu que pour la continuation de ce trafic au sud de la ligne. Les passeports qui ont été délivrés jusqu'à présent, qui sont signés par le premier secrétaire-d'état de S. M. C., et qui sont dans la forme prescrite par l'ordonnance du 16 Décembre 1816, restent dans toute leur force pour tous les vaisseaux qui peuvent avoir appareillé de la côte d'Afrique, tant au nord qu'au sud de la ligne, avant l'échange des ratifications du présent traité.

Visite d.
vaisse-
aux mar-
chands.

ART. IX. Les deux hautes parties contractantes, pour atteindre de la manière la plus complète l'objet d'empêcher tout trafic illicite d'esclaves de la part de leurs sujets respectifs, consentent mutuellement que les vaisseaux de guerre de leurs marines royales, qui seront pourvus d'instructions spéciales à ce sujet, ainsi qu'il est dit ci-après, puissent visiter les vaisseaux marchands des deux nations, qui, d'après des motifs raisonnables, pourroient être soupçonnés d'avoir à bord des esclaves acquis par un commerce illicite, et dans le cas seulement où on y trouveroit des esclaves à bord, arrêter et amener ces bâtimens, afin de pouvoir les traduire, pour être jugés, devant les tribunaux établis à cet effet, ainsi qu'il sera spécifié ci-après; pourvu toujours que les commandans des vaisseaux de guerre des deux marines royales, s'en tiennent strictement à la teneur exacte des instructions qu'ils recevront à cet égard.

Comme cet article est entièrement réciproque, les deux hautes parties contractantes s'engagent mutuellement à faire réparer les pertes que leurs sujets respectifs pourroient essuyer injustement par la détention arbitraire et illégale de leurs bâtimens. Il est entendu que cette indemnité sera entièrement supportée par le gouvernement dont les croiseurs auront été coupables de cette

cette détention arbitraire; pourvu toujours que la visite et la détention des bâtimens négriers soient seulement effectuées par ceux des vaisseaux anglois et espagnols qui peuvent former partie des deux marines royales, et seulement par ceux de ces vaisseaux qui sont pourvus d'instructions spéciales annexées au présent traité. 1817

ART. X. Aucun vaisseau anglois ou espagnol ne détiendra un bâtiment négrier n'ayant pas actuellement d'esclaves à bord; et afin de rendre légale la détention d'un bâtiment soit anglois ou espagnol, les esclaves trouvés à bord d'un tel bâtiment doivent y avoir été embarqués dans le dessein exprès d'en faire le trafic; et ceux trouvés à bord des bâtimens espagnols doivent avoir été extraits de la partie de la côte d'Afrique où le commerce des esclaves est défendu conformément à la teneur du présent traité. ^{Détention.}

ART. XI. Tous les vaisseaux de guerre des deux nations qui seront destinés à empêcher le commerce illicite des esclaves, seront munis par leur propre gouvernement d'une copie des instructions annexées au présent traité, et qui seront considérées comme partie intégrante du traité. Ces instructions seront rédigées en anglois et en espagnol, et signées pour les vaisseaux de chacune des deux puissances par le ministre de leur marine respective. ^{Instructions.}

Les deux hautes parties contractantes se réservent la faculté de changer les dites instructions en tout ou en partie suivant les circonstances. Il est cependant bien entendu que les dits changemens ne peuvent avoir lieu que d'un commun accord, et du consentement des deux hautes parties contractantes.

ART. XII. Afin de prononcer, dans le plus court délai et avec le moins d'inconvéniens, sur les vaisseaux qui pourront être détenus pour s'être engagés dans un commerce illicite d'esclaves, il sera établi, dans l'espace d'un an au plus tard à compter de l'échange des ratifications du présent traité, deux commissions mixtes, formées d'un nombre égal d'individus des deux nations, nommés à cet effet par leurs souverains respectifs. ^{Commissions mixtes.}

Ces commissions résideront, l'une dans une possession appartenant à S. M. B.; l'autre sur le territoire de

1817 de S. M. C.; et les deux gouvernemens, à l'époque des ratifications du présent traité déclareront, chacun pour son territoire, dans quelles places les commissions résideront respectivement. Chacune des deux hautes parties contractantes se réserve le droit de changer, suivant son bon plaisir, le lieu de résidence des commissions établies dans leurs domaines; pourvu toutefois qu'une des deux commissions soit toujours établie sur la côte d'Afrique, et l'autre dans une des possessions coloniales de S. M. C.

Ces commissions jugeront les causes qui leur seront soumises sans appel et suivant les règles et instructions annexées au présent traité et dont elles seront considérées comme partie intégrante.

Annexes ART. XIII. Les actes ou instrumens annexés au présent traité et qui en forment partie intégrante, sont, 1. la forme de passeport pour les navires marchands espagnols destinés au trafic légal des esclaves. 2. Les instructions pour les vaisseaux des deux nations destinés à empêcher le commerce illicite des esclaves. 3. Un règlement pour les commissions mixtes qui doivent tenir leurs séances sur la côte d'Afrique, et dans une des possessions coloniales de S. M. C.

Ratifications. ART. XIV. Le présent traité, consistant en 14. articles, sera ratifié, et les ratifications échangées à Madrid dans l'espace de deux mois, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le dit traité et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Madrid, le 23 Septembre 1817.

Signé: HENRI WELLESLEY.

JOSE FIZARRO.

21.

*Article additionnel au traité de Frederichs-1817
hamn de 1809 signé entre la Russie et la ^{10 Sept.}
Suède à St. Petersbourg le ^{10 Sept.}_{29 Août} 1817 *).*

a. (en allemand).

*Additional-Acte zu dem Tractat von Friedrichs-
hamn, geschlossen zwischen Sr. Majestät, dem
Kayser aller Reussen, und Sr. Majestät, dem
Könige von Schweden, zu St. Petersburg den
29sten Aug. (10 Sept.) 1817.*

(Hamb. Corresp. N. 44. 47. 50. 51. 1818.)

Im Namen der heiligen Dreyeinigkeit!

Da Se. Majestät, der Kayser aller Reussen, und Se. Majestät der König von Schweden und Norwegen, von gleichem Wunsche befeelt sind, die so glücklich zwischen den beyden Staaten bestehenden Verhältnisse der guten Nachbarschaft zu erhalten und zu befestigen, und da Sie dem 17ten Artikel des Tractats von Friedrichshamn alle dienliche Anwendungen geben wollen, um den Handel Ihrer respectiven Unterthanen zu erleichtern: so sind Sie übereingekommen, durch eine Additional-Acte zu dem Tractat von Friedrichshamn die nöthigen Einrichtungen zur Erreichung dieses Zwecks näher zu bestimmen. Zu dem Ende haben Ihre besagten Majestäten zu Ihren Bevollmächtigten ernannt, nämlich: Se. Majestät der Kayser aller Reussen, den Herrn Carl Robert, Grafen von Nesselrode, Ihren Geheimen-Rath, dirigenden Staats-Secretair des Ministeriums der auswärtigen Angelegenheiten, wirklichen Kammerherrn und Ritter der Orden von St. Alexander-Newsky, Großkreuz des St. Wladimir-Ordens 2ter Classe,

*) N'ayant pu me procurer l'original françois, je donne
a) une traduction allemande faite sur l'original b) une
copie françoise mais qui semble une retraduction faite
sur la copie allemande.

1817 Classe, des Oesterreichischen St. Stephans- und des Preussischen rothen Adler- Ordens 1ster Classe, des Annunciade von Sardinien, Commandeur des Schwedischen Nordstern- Ordens, Ritter des Württembergischen goldnen Adler- und des Badenschen Ordens der Treue; und Se. Majestät der König von Schweden und Norwegen, den Herrn Carl Axel, Grafen von Löwenhjelm, Ihren Ober- Kammerherrn, General- Lieutenant, außerordentlichen Gefandten und bevollmächtigten Minister bey Sr. Majestät dem Kayser aller Reussen, Chef der 8ten Infanterie- Brigade, Vicekanzler der Schwedischen Orden, Commandeur des Nordstern- Ordens, Ritter des Schwerdt-, des Russischen St. Annen- Ordens 1ster und des St. Georg- Ordens 4ter Classe, des Preuss. rothen Adler- Ordens 1ster Classe und Commandeur des Ordens des heiligen Johannes von Jerusalem, welche nach Auswechselung ihrer gegenseitigen Vollmachten über nachstehende Artikel übereingekommen sind:

Importations
en Finn-
lande.

ART. I. Die Schwedischen und Norwegischen Kaulfahrteyschiffe, so wie die Russischen und Finnländischen Schiffe, können alle Arten von Schwedischen und Norwegischen Manufacturwaaren und Producten, die ein Erzeugniß des Schwedischen oder Norwegischen Bodens oder Kunstfleisses sind, und deren Einfuhr im Allgemeinen erlaubt ist, in Finnland einführen, indem sie nur die Hälfte der Abgaben bezahlen, welchen eben diese Sachen unterworfen sind, wenn sie auf nationalen Schiffen aus einem andern Lande kämen. Derselbe Vortheil wird in Schweden allen Finnländischen Waaren und Producten bewilligt, die directe aus diesem Lande kommen und die auf Finnländischen und Schwedischen Schiffen eingeführt werden. Diejenigen Gegenstände, welche Modificationen oder besondere Ausnahmen von dem obigen Grundsatz erfordern dürften, sollen durch gegenseitige Tarifs regulirt werden, worüber die beyden hohen contrahirenden Theile näher übereinkommen werden.

Importations
de marchandises
prohibees.

ART. II. Alle Producte des Schwedischen oder Norwegischen Bodens oder Kunstfleisses, deren Einfuhr im Allgemeinen in Finnland verboten ist, können jedoch daselbst zugelassen werden, wenn sie aus Schweden oder Norwegen kommen, ohne daß sie
größern

1817

größern oder andern Abgaben als 10 Procent von dem Werth der Waaren unterworfen sind. Die Finnländischen Manufacturen und Waaren, die directe aus Finnland kommen, sollen gleichen Vortheil in Schweden genießen. Von dieser allgemeinen Einfuhr-Erlaubniß sind jedoch Branntwein und Salpeter ausgenommen. Diese beyden Artikel können weder aus Schweden nach Finnland noch aus Finnland nach Schweden eingeführt werden.

ART. III. Schwedische Schiffe, offen oder verdeckt, Navigation. können alle Finnländische Häfen besuchen, ohne andere Hafen- und Schiffsabgaben als solche, die bereits zu der Zeit bestanden, als Finnland noch mit Schweden vereint war, zu erlegen. In dieser Hinsicht soll für die Finnländischen offenen oder bedeckten Schiffe und Fahrzeuge in Schweden eine völlige Reciprocität Statt finden und sie können in einem Schwedischen Hafen zur Ausfuhr nach einem Finnländischen Hafen Salz, Wein, Gewürz und andere Colonial-Waaren, deren Zulassung im Allgemeinen in Finnland erlaubt ist, laden, ohne für besagte Artikel und Waaren sowohl bey deren Ausfuhr aus Schweden, als bey deren Einfuhr in Finnland, höhere oder andere Zölle zu entrichten, als wenn sie auf einheimischen Schiffen directe von dem Orte ihres Ursprungs herbeygeführt worden wären. Es ist hiebey wohl zu verstehen, daß die offenen Fahrzeuge, bevor sie über die Ladung verfügen können, ebenfalls erst bey der Seezollkammer anlegen und den Zoll bezahlen müssen, und daß rücksichtlich dieser Zölle kein Unterschied zwischen bedeckten oder offenen Schiffen gelten soll. Theer und Pech können ohne irgend eine Zoll-Abgabe von Finnland in Schweden ein und wieder ausgeführt werden.

Was die Lootsen- und Leuchtfener-Abgaben betrifft, so sollen sie nach den bereits bestehenden Verordnungen, oder nach denen, die dieserhalb noch erlassen werden möchten, erlegt werden.

ART. IV. Die Eigenthümer von Hammerwerken in Finnland können jährlich in Schweden die nämlichen Quantitäten Mulm und Schmelz-Eisen ankaufen und ausführen, die ihnen bis jetzt bewilliget worden, wobey sowohl in der Controlle bey der Ausfuhr Exportation de fers.

1817 fuhr, als auch in der Wahl und der Beschaffenheit dieser rohen Materialien, stets nach den festgesetzten und gebräuchlichen Grundsätzen verfahren werden muß, d. h. die Ausfuhr von Schmelz-Eisen darf nie das Quantum von 9946½ Schwed. Schiffspfun den jährlich übersteigen, und die Eigenthümer von Hammerwerken müssen sich mit den Quantitäten begnügen, worauf ihre Privilegien lauten, die in dieser Hinsicht zur Richtschnur genommen werden sollen. Die Ausfuhr des Mulms darf nie das Quantum von 23767 Schwed. Schiffspfun den jährlich übersteigen, und er muß an den nämlichen Orten und Districten empfangen werden, wo er früher gegraben worden, nämlich 19556 Schw. Pfd. aus den Minen von Südermannland und 4221 Schiffspfund aus denen von Roslagen, so wie dieses bisher geschehen ist. Im Fall die Eigenthümer von Finnländischen Hammerwerken es nicht gerathen finden, jedes Jahr während der Dauer dieses Tractats von der ihnen oben bewilligten Begünstigung in Betreff der stipulirten Quantitäten vollen Gebrauch zu machen, und sie also weniger Schmelz-Eisen oder Malm, als dort angezeigt worden, ausführen lassen, so soll dieses keinen Grund abgeben um die zu Gunsten von Finnland bewilligte Ausfuhr dieser rohen Materialien in dem nächstfolgenden Jahre zu vergrößern, dieselbe soll vielmehr für jedes Jahr ausschließ lich auf die oben angegebenen Quantitäten beschränkt bleiben.

Bois de
chau-
fage.

ART. V. Die Einfuhr von Brennholz aus Finnland in Schweden soll erlaubt bleiben, und die Ausfuhr-Abgabe in Finnland oder eine Einfuhr-Abgabe in Schweden nicht über einen Schwedischen Reichs-Banco-Thaler für den Faden Büchen, und nicht über 32 Schill. für den Faden Fichten- und Tannenholz betragen.

Sel.

ART. VI. Den Unterthanen beyder hohen contrahirenden Theile zugehörige Handelschiffe und Fahrzunge, dürfen in allen Häfen jenseitiger Herrschaft Salz gegen Erlegung derselben Abgaben einführen, welche von den Eingebornen bezahlt werden. Ueberdem sollen die Schwedischen und Norwegischen Kauffahrtey-Schiffe für diesen Artikel in dem Hafen von Petersburg und in denen von Lithauen und Curland das

das Niederlags-Recht haben, ohne dafür irgend einer 1817
besonderen Abgabe unterworfen zu seyn.

ART. VII. Die Einfuhr-Abgaben auf Flachs, Hanf ^{Chanvre et colles;}
und Leinwand von Rußland in Schweden sollen nach
denselben Grundsätzen geregelt werden, die man in
Rußland wegen der Einfuhr von Salz aus Schweden
feststellen wird.

ART. VIII. Heeringe, Stockfische, Alaun und Roth- ^{Poisons et souffre}
schwefel können aus Schweden und Norwegen in den
Rußischen Häfen der Ostsee gegen die Hälfte der in
dem Rußischen Zolltarife für diese Waaren angelegten
Abgaben eingeführt werden. Eine gleiche Verminde-
rung der Abgaben ist in Schweden für die Einfuhr
von Seife bewilligt, und Schweden erlaubt überdem
die Einfuhr von Talglöchtern vermittelt einer in der
Taxe zu bewilligenden Abgabe.

ART. IX. Se. Maj. der König von Schweden und ^{Blé,}
Norwegen haben das Recht jährlich aus dem Finn-
ländischen Meerbusen oder aus der Ostsee unter der
Herrschaft Sr. Maj. des Kaisers aller Rußsen bis zum
Belauf von 200,000 Tschetwert Getraide, frey von allen
Ausfuhr-Abgaben und ohne Beschränkung oder Aus-
nahme für solche Jahre, wo die Ausfuhr im Allgemei-
nen verboten seyn möchte, ausführen zu lassen. Der
mit diesen Versendungen Beauftragte muß, wie sonst,
mit den erforderlichen Beweisen versehen seyn, um
darzuthun, daß die Ankaufe für Rechnung Sr. Schwe-
dischen Majestät kraft Ihrer Authorisation geschehen
sind. Im Fall das obenbefagte Quantum Getraide nicht
vor Ablauf des Jahres ausgeführt worden, so soll Schwe-
den dieserhalb kein Recht haben im nächsten Jahre
eine stärkere Ausfuhr zu machen.

ART. X. Der Rußische Handel soll zu Stockholm, <sup>Droits d'entre-
pôt,</sup>
Christiania und Hammerfest das Niederlagsrecht ha-
ben, aufser demjenigen welches es mit andern Natio-
nen und unter gleichen Bedingungen zu Carlshamn,
Gothenburg und Carlscrena genießt. Als Ersatz da-
für wird dem Schwedischen und Norwegischen Han-
del das Niederlagstecht zu Petersburg, Riga, Reval,
Abo und Helsingfors bewilliget.

ART. XI. Da die Verhältnisse der Angränzung und <sup>surveil-
lance contre
la fraude</sup>
ehemaliger Verbindungen zwischen Schweden und Finn-
Nouveau Recueil T. III. K land

1817 land es nöthig machen, wie auch bereits in Gegenwärtigem festgesetzt worden, sowohl die Einfuhr von verschiedenen sonst verbotenen Artikeln, als auch eine Herabsetzung der Abgaben bey andern zu erlauben; sobald sie Finnländischen Ursprungs sind, oder aus Schweden und Finnland kommen, so behalten die respectiven Regierungen beyder Länder es sich vor, die Aufsicht und die Beschaffenheit von Certificaten zu bestimmen, welche zur Verhütung von Mißbräuchen dienen und um den Ursprung der Waaren zu constatiren, welche der ausgemachten Vortheile theilhaftig seyn sollen.

Bleds,
pour la
Norvège

ART. XII. Norwegen kann aus den Häfen am weissen Meere bis zum Belaufe, von 25000 Tschetwert Getraide ausführen und den fünften Theil über dieses Quantum zu Archangel hinterlassen, mit dem Rechte, nach der Factura den Ersatz der Einkaufs- und Transportkosten zu verlangen.

Vente de
blés en
Lapponie.

ART. XIII. Die Russischen Schiffe, welche aus dem weissen Meere in Lappländischen Häfen ankommen, können während vier Wochen ihre Waaren am Bord ihrer Schiffe in den Städten nicht allein an die Landlente sondern auch an Norwegische Schiffe, und in allen andern Häfen Lapplands vierzehn Tage lang an die Norwegischen Schiffe verkaufen.

D. d'entrepôt
p. les
vaisseaux
Russes.

ART. XIV. Die Russischen Kauffahrtey-Schiffe aus dem weissen Meere können ihre Waaren zu Hammerfen in Norwegen in Entrepot legen, ohne davon irgend eine Einfuhr-Abgabe zu entrichten, und im Fall der Wieder-Ausfuhr derselben bezahlen sie davon nur zwey Procent vom Werthe.

ART. XV. Wallfischthran kann von Norwegen in die Häfen des Russischen Reichs gegen Bezahlung der Hälfte des Zolls, der im Russischen Tarif dafür ange-
setzt ist, eingeführt werden.

Durée
de la
conven-
tion.

ART. XVI. Beyde hohe contrahirenden Theile sind überein gekommen, die Dauer von gegenwärtigen Handels-Reglements auf acht Jahre zu beschränken, von Anfang des Jahres 1818 an gerechnet *).

*) La convention ci-dessus a été ratifiée à Stockholm le 19 Octobre 1817 et à Moscou le 20 Nov. 1817.
1 Dec.

b. (en français.)

Acte additionnel au traité de Friedrichshamn qui 1817
a été conclu entre L. M. l'Empereur de toutes 10 Sept.
les Russies et le Roi de Suède, à Pétersbourg le
29 Août (10 Septembre) 1817.

(Journal de Francfort N:82 et 95. 1818.)

Au Nom de la Sainte Trinité!

S. M. l'Empereur de toutes les Russies et S. M. le Roi de Suède également animés du désir de conserver et d'affermir les rapports de bon voisinage qui existent si heureusement entre les deux Etats, et voulant appliquer le 17 art. du traité de Friedrichshamn de toutes les manières propres à faciliter le commerce de leurs sujets respectifs, sont convenus de fixer par un acte additionnel au traité de Friedrichshamn les arrangements nécessaires pour atteindre ce but. A cette fin, L. M. ont nommé plénipotentiaires, savoir:

S. M. l'Empereur de toutes Russies, M. Charles-Robert, comte de Nesselrode, son conseiller privé, secrétaire d'état dirigeant du ministère des affaires étrangères, chambellan actuel et chevalier de St. Alexandre de Newsky, grand'-croix de St. Wladimir de la 2. classe, de St. Etienne d'Autriche, et de l'aigle rouge de Prusse de la 1. classe, de l'annonciade de Sardaigne, commandeur de l'étoile polaire de Suède, chevalier de l'aigle, d'or du Wurtemberg et de la fidélité de Bade;

Et S. M. le Roi de Suède et de Norwège, M. Charles Axel, comte de Löwenhielm, son grand-Chambellan, Lieutenant-Général, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. l'Empereur de toutes les Russies, chef de la 8. brigade d'infanterie, vice-chancelier des ordres de Suède, commandeur de l'étoile polaire, chevalier du glaive, de St. Anne de Russie de la 1. classe, et de St. Georges de la 4., de l'aigle rouge de Prusse de la 1. classe et commandeur de St. Jean de Jérusalem;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs respectifs, sont convenus des articles suivans:

K 2

. ART.

1817

ART. I. Les navires marchands suédois et norwégiens, ainsi que ceux de Russie et de Finlande, peuvent importer dans cette province toutes les marchandises suédoises et norwégiennes, qui sont des produits du sol ou de l'industrie de ces deux royaumes; et dont l'importation est permise en général, moyennant qu'ils payent seulement la moitié des droits auxquels ces marchandises seroient soumises si elles venoient d'un pays étranger sur des bâtimens nationaux. Le même avantage est accordé en Suède à toutes les marchandises et produits de Finlande, qui viennent directement de ce pays, et qui sont importés sur des navires de Finlande et de Suède. Les objets qui pourroient demander des modifications ou des exceptions particulières au principe ci-dessus, seront réglés par un tarif réciproque, sur lequel les deux hautes parties contractantes se concerteront ultérieurement.

ART. II. Tous les produits du sol ou de l'industrie de Suède ou de Norwège, dont l'importation est en général défendue en Finlande, peuvent néanmoins y être introduits, s'ils viennent de Suède ou de Norwège, sans payer d'autres droits que 10 pour cent de la valeur de ces marchandises et produits de manufacture de Finlande, qui viennent de ce pays, jouiront du même avantage en Suède. Sont exceptés néanmoins de cette permission générale d'importation l'eau-de-vie et le salpêtre. Ces deux articles ne peuvent être importés ni de Finlande en Suède, ni de Suède en Finlande.

ART. III. Les bâtimens suédois, pontés ou non pontés, peuvent fréquenter tous les ports de la Finlande, sans payer d'autres droits que ceux qui subsistoient déjà dans le tems où la Finlande étoit encore réunie à la Suède. Il y aura sous ce rapport une réciprocité parfaite en Suède pour les bâtimens finlandais, pontés ou non; ils pourront prendre dans un port de Suède, pour les exporter en Finlande, des cargaisons de sel, de vin, d'épiceries et d'autres denrées coloniales, dont l'importation en Finlande est généralement permise, sans avoir à payer pour les dits articles, soit à la sortie de Suède, soit à l'entrée en Finlande, des droits plus forts ou autres que ceux auxquels ils seroient soumis s'ils étoient importés directement.

1817

rectement du lieu de leur origine sur des bâtimens du pays. Il s'entend de soi-même que les bâtimens non pontés, avant de pouvoir disposer de leur cargaison, doivent aller acquitter le péage à la douane marine, et que pour ce qui concerne ce péage, il n'y aura aucune différence entre les bâtimens pontés et non pontés. Le goudron et la poix pourront être importés et exportés entre la Finlande et la Suède sans être soumis à aucun droit de péage. Quant à ceux de lamange et de fanal, ils seront payés suivant les ordonnances déjà existantes, ou celles qui pourrout encore être rendues sur cet objet.

ART. IV. Les propriétaires de forges en Finlande peuvent acheter annuellement en Suède les mêmes quantités de minerai en poudre et de fer de fonte qui leur ont été accordées jusqu'à présent; on procédera pour le contrôle et l'exportation, ainsi que pour le choix et la qualité de ces matériaux, suivant les principes établis et passés en usage; c. à d. l'exportation du fer de fonte ne doit jamais passer annuellement la quantité de 9946½ Schiffspfund de Suède. Les propriétaires de forges doivent se contenter des qualités énoncées dans leurs privilèges, que l'on prendra pour règle à cet égard. L'exportation du minerai en poudre n'excédera pas 23,767 Schiffspfund; on le prendra aux mêmes endroits et districts où il a été tiré antérieurement de la mine, savoir 19,556 Schiffspfund aux mines de Sudermanie, et 4211 à celles de Roslagen, comme cela a eu lieu jusqu'à présent. Dans le cas où les propriétaires des forges de Finlande ne trouveroient pas avantageux de profiter tous les ans pendant la durée de ce traité de toute la latitude qui leur est accordée ci-dessus pour la quantité de minerai en poudre et de fer de fonte, et qu'ils en fissent exporter moins que le nombre marqué, ce ne sera point une raison pour augmenter l'année suivante l'exportation de ces matériaux bruts permise en faveur de la Finlande, et elle restera bornée chaque année à la quantité fixée par le présent article.

ART. V. L'importation du bois de chauffage de Finlande en Suède restera permise; les droits soit d'exportation dans le premier de ces pays, soit d'importation dans le second ne s'élèveront pas au delà d'un

1817 écu de banque de Suède par corde pour le bois de hêtre, et de 32 Schill. pour le pin et le sapin.

ART. VI. Les navires marchands appartenant aux sujets de l'une des deux hautes parties contractantes pourront importer du sel dans tous les ports de l'autre, en payant les droits auxquels sont assujettis les naturels du pays. En outre les navires suédois auront, pour cet article, le droit de dépôt dans les ports de Petersbourg, de Lithuanie et de Finlande, sans payer pour cela aucun droit particulier.

ART. VII. Les droits sur l'importation du lin, du chanvre et de la toile de Russie en Suède, seront réglés d'après les mêmes principes que l'on établira en Russie pour l'importation du sel de Suède.

ART. VIII. Les harengs, la morue, l'alun, et le soufre peuvent être importés de la Suède et de la Norvège dans les ports russes de la Baltique moyennant la moitié des droits imposés sur ces marchandises par le tarif des douanes russes. On accorde en Suède une pareille diminution de droits pour l'importation du savon, et la Suède permet en outre celle de la chandelle, moyennant un droit qui sera réglé par la taxe.

ART. IX. S. M. le Roi de Suède et de Norvège a le droit de faire exporter tous les ans du Golfe de Finlande ou de la partie de la Baltique sous la domination de S. M. l'Empereur de toutes les Russies, des grains jusqu'à la concurrence de 200,000 Tschetwert sans payer aucun droit, et sans aucune restriction ni exception pour les années où l'exportation pourroit être généralement défendue. Ceux qui seront chargés de ces envois, devront être pourvus, comme de coutume, des certificats nécessaires pour constater que les achats ont été faits pour le compte de S. M. Suédoise ou par son autorisation. Dans le cas où la quantité de grains ci-dessus n'auroit point été exportée avant la fin de l'année, la Suède n'aura pas pour cela le droit d'en faire exporter une plus grande quantité l'année suivante.

ART. X. Le commerce russe aura le droit d'entrepôt à Stockholm, Christiania et Hammerfest, outre celui dont il jouit, ainsi que les autres nations et aux mêmes

1817

mêmes conditions à Carlshamn, Gothenbourg et Landskrone. En échange, le commerce de Suède et de Norwège aura le même droit à Pétersbourg, Riga, Reval, Abo et Helsingfors.

ART. XI. Comme, d'après les rapports de frontières et d'autres anciennes relations entre la Suède et la Finlande, il est nécessaire de permettre, comme cela a déjà été réglé dans la présente convention, soit l'importation des différents articles autrefois défendus, soit une diminution des droits sur d'autres, dès qu'ils sont d'origine finlandaise, ou qu'ils viennent de la Suède et de la Finlande, les gouvernemens respectifs des deux pays se réservent de déterminer la surveillance et le mode des certificats nécessaires pour prévenir les abus, et constater l'origine des marchandises qui ont droit aux avantages convenus.

ART. XII. La Norwège peut exporter des ports de la mer Blanche des grains jusqu'à la concurrence de 25,000 Tschetwert, et laisser à Archangel un cinquième de cette quantité, avec le droit de demander, d'après la facture, le remboursement des frais d'achat et de transport.

ART. XIII. Les navires russes qui arrivent de la mer Blanche dans les ports de la Laponie, peuvent pendant 4 semaines vendre à leur bord leurs marchandises dans les villes, non-seulement aux gens de campagne, mais aussi aux vaisseaux norwégiens, et ils ont la même faculté à l'égard de ceux-ci pendant 15 jours dans tous les autres ports de la Laponie.

ART. XIV. Les navires marchands russes venant de la mer Blanche peuvent mettre leurs marchandises en entrepôt à Hammerfest en Norwège, sans avoir aucun droit d'importation à payer, et en cas de réexportation ils ne paieront que deux pour cent de la valeur.

ART. XV. Le blanc de baleine peut être importé de Norwège dans les ports de Russie moyennant la moitié des droits portés au tarif sur cet objet.

ART. XVI. Les deux hautes parties contractantes sont convenues de fixer à huit ans la durée des présents réglemens de commerce, à compter du commencement de 1818.

[— La présente convention a été ratifiée à Stockholm le 19 Octobre 1817, et à Moscou le 30 Novembre, (1. Décembre) de la même année.]

22.

1817 *Traité de limites entre la Prusse et la Russie*

11 Nov.

signé à Berlin le

11 Novembre

30 Octobre

1817.

(Frankfurter Ober-Postamtszeitung 1818. Nr. 85.)

Im Namen der hochheiligen und untheilbaren Dreyfaltigkeit.

Da sich Schwierigkeiten bey der Anwendung des ersten Artikels des zu Wien am 21 April (3 Mai) 1815 abgeschlossenen Staatsvertrages zeigten; so haben die hohen contrahirenden Mächte beschlossen, sie freundschaftlich durch eine besondere Uebereinkunft zu heben, und zu diesem Zwecke mit Ihren Vollmachten versehen; Se. Majestät der König von Preussen, Großherzog von Posen etc. etc. den Fürsten von Hardenberg, Ihren Staatskanzler etc.; und Se. Majestät der Kaiser aller Russen, König von Polen etc. etc. den Herrn David von Alopeus, Ihren Geheimen Rath; wirklichen Kammerherrn, außerordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister etc., und den Herrn Friedrich August d'Auvray; Generallieutenant in Ihren Armeen etc., welche, nachdem Ihre Vollmachten ausgewechselt und in guter und gehöriger Form befunden worden, über folgende Artikel übereingekommen sind,

Ligne
de limite

ART. I. Ausgehend von der Gränze Ostpreussens bis Neuhoß, wird der erste Gränzpfehl an der schwedischen Redoute gesetzt werden, und man wird von da der Gränze Westpreussens, wie sie vom Jahre 1777, bis zum Tilsiter Frieden bestanden hat, bis dahin folgen, wo sie den Fluß Drewenz berührt. Von diesem Punkte an, bis Leibitz, wird der Thalweg der Drewenz die Gränze machen. Polnisch Leibitz auf dem linken Ufer der Drewenz, wird dem Königreiche Posen verbleiben. Deutsch Leibitz auf dem rechten Ufer dieses Flusses wird, wie vormals, zu Westpreussen gehören. In Rücksicht der auf der Drewenz zwischen diesen beyden Dörfern belegenen Mühlen wird der Besitzstand von 1777 wieder hergestellt.

Von

Von Leibitz ab, wird die Gränze dergestalt gezogen, 1817
daß Gomovó, Nowawics, Kompania, Grislowo, Grabowiec und Silno, mit ihren Feldmarken, Preußen verbleiben, während Pustelnick, Opalniewo, Wrotyny, Obory, Smolnichi, Lipowiec und Ofiek, mit ihren Feldmarken, dem Königreiche Polen angehören.

Vom dem Punkte auf dem rechten Ufer der Weichsel, wo die Gränze zwischen den Feldmärken von Silno und Ofiek sie berührt, bis zu dem Punkte auf dem linken Ufer der Weichsel, wo der Bach Tonzyna (Kuf auf der Gillyschen Karte) in sie fällt, wird eine gerade Linie quer über das Strombette gezogen. Alle Theile des Weichselstroms und seiner Inseln, nordwärts dieser Linie, werden Preußen angehören, und alle südwärts derselben Linie werden dem Königreiche Polen verbleiben.

Hierauf geht die Gränze in der Tonzyna aufwärts bis dahin, wo die alte Gränzlinie des Netzdistrikts zwischen Nen-Grabia und Gosciejewo diesen Bach trifft.

Von diesem Durchschnittspunkte zwischen der Gränzlinie des Netzdistrikts und der Tonzyna, bis Mlecze-Holländer, an dem See bey dem Flecken Woyczyn gelegen, folgt die Gränze der alten Gränze des Netzdistrikts, so wie sie im Jahre 1776 bestimmt worden ist.

Von der Mitte des Sees bey Woyczyn bis in den Powidzer See gegen über dem Dorfe (Rzymachowo) Polanowo, bey der Stadt Powidz, geht die Gränze in den Gewässern und ihren Verbindungen fort, sie stets an beyde Länder vertheilend. Mlecze-Holländer, Suszowe, Szydłowiec, Smolnichi, Kunkolewo, Rusin-Holländer und Werder-Holländer, Uta-Powidzka, Przybródzyn, Powidz, Polanowo und Rzymachowa werden Preußen angehören, und Kównaty (Kornaty), Mrowky-Holländer, Swietne (Swinhi), Trenby-Holländer, Gosciuczik, Kania, Kiers (oder Stude), Korowo und Kofewo werden dem Königreiche Polen verbleiben.

Von dem Powidzer See, bis zur Warte, wird die Gränze dergestalt bestimmt, daß Studzimiec, Chochowo, Niedzgodá-Holländer, Ciosna, Pietrowice, Słupce, Wierzbocice, Cionzyn, Pietrzykowo, Rataje, Dłuskow, Peyfern (Pyzdry) und Tarnowo an Polen
K 5 fallen,

1817 fallen, und Radlowo oder Szemberowo, Babin-
Holländer, Babin, Slomczyce, Lenecz - Holländer,
Strzałkowo, Pornszewko, Skarboszewo, Chwalibogo,
Gallonczewo, Szamarzewo, Borkowo, Borzykowo, Li-
bobry, Cieslewielkie, Cieslemaly, Splowie und Wod-
ziwko an Preussen fallen.

Der Wartefluss, unterhalb des Einflusses der Prosna
in denselben, wird mit seinen beyden Ufern Preussen
angehören, wenn auch die Feldmark von Tarnowo lich
noch bis dahin erstrecken sollte.

Von der Einmündung der Prosna in die Warte steigt
die Gränze in dem Bette der Prosna aufwärts, bis
sie die Nordseite der Feldmark von Koscielnawies
(Kirchdorf) trifft.

Von diesem Punkte ab geht die Gränze hindurch
zwischen Podlesie, Gluski und Koscielnawies; zwischen
Trkusow, Baczkow und Biskupice; zwischen Podkoze,
Monczniki und Szczypierno; zwischen Wengri, Cho-
low und Sulislawice, endlich zwischen Ofiek und Zy-
dow, wo sie wieder an die Prosna stößt. Podlesie,
Gluski, Trkusow, Baczkow, Podkoze, Monczniki,
Wengri, Chollow und Ofiek werden Preussen angehö-
ren, und Koscielnawies, Biskupice, Szczypierno, Su-
lislawice und Zydwow werden dem Königreiche Polen
angehören.

Die Gränze wird hierauf ferner in dem Bette der
Prosna aufwärts steigen, bis an den Punkt, wo sie
die Gränze Schlesiens bey dem Dorfe Gola erreicht.

Thal-
weg;
poteaux

ART. II. Ueberall, wo die vorbemerkte Gränze
durch Gewässer gebildet wird, soll der Thalweg des
Wassers, nach dem Inhalte des Wiener Staatsvertrags
vom 21 April (3 Mai) 1815, die Gränze beyder Staaten
bezeichnen; aber da, wo eine solche Gränzbezeichnung
fehlt, sollen die Gränzen der Feldmarken die Landes-
gränze in so weit bilden, als eine Ausnahme nicht
ausdrücklich in dem ersten Artikel erwähnt ist.

Exce-
ption,

ART. III. Die Bestimmung des vorstehenden Ar-
tikels soll jedoch nicht auf die Städte, Dörfer und Be-
sitzungen angewendet werden, welche die Tonzyna
(Kuf auf der Gillyschen Karte) durchschneidet, und es
ist anerkannt, dass in diesem Falle, wie auch in dem-
jenigen, wo die Gränzen der Feldmarken die Landes-
gränze bilden, derjenige Zubehör einer Besitzung, der
mit

mit ihr unmittelbar zusammenhängt, dahin fallen soll, 1817
 wohin der Hauptort fällt.

ART. IV. Unter der Benennung von Zubehör sind ^{definition} begriffen: die Vorwerke gleichen Namens, die Schäfereien, die abgefondert liegenden Krüge, die Holländertenenances (Kolonisten), welche den Namen des Hauptorts tragen, die Häuser und Wirthschaften der Waldwarte und Feldwächter, die Maurer- und Dachstein-Ziegeleien, die Glashütten, die Theeröfen; die Papierfabriken und die Mühlen; alle jedoch nur, sofern sie den Namen des Hauptorts tragen und unmittelbar mit seiner Feldmark gränzen.

Die Vorwerke, wie auch andere Ortschaften, welche einen besondern Namen haben, sind, obwohl sie auch dem Besitzer des Hauptorts gehören, dennoch ausdrücklich von der Classe des Zubehörs ausgeschlossen.

ART. V. Die von der Feldmark des Hauptorts abgefondert liegenden Zubehörungen sollen derjenigen Macht überlassen werden, in deren Gebiet sie eingeschlossen sind. ^{enclaves}

ART. VI. Wenn ein Zweifel wegen eines Hauptorts ^{cas li-} entstehen sollte, der durch die vorstehenden Artikel nicht gehoben werden könnte, so soll eine gerade Linie zwischen den beyden Oertern, deren Besitz unzweifelhaft ist, gezogen werden, und der streitige Ort soll, nach den oben bestimmten Grundsätzen, an diejenige Macht fallen, auf deren Seite er, in Bezug auf die gedachte Linie, liegt. ^{tieux}

ART. VII. Die Forsten und Weideländereyen sollen, nach dem während des Jahrs 1807 und später aufgenommenen Kataster, dem Hauptorte beygelegt werden, zu dem sie als Eigenthum gehören, falls sie unmittelbar an die Feldmark desselben stoßen. ^{bois; pâtures}

ART. VIII. Die Forsten und Weideländereyen, ^{item} welche zu einzelnen Städten, Flecken, Dörfern, Höfen oder Vorwerken gehören und unmittelbar an ihre Feldmarken stoßen, sollen als ein Zubehör derselben angesehen und als solches nach dem dritten Artikel behandelt werden.

ART. IX. Die Forsten und Weideländereyen, welche ^{item} zu dem Ganzen einer durch die Landesgränze getheilten Herrschaft oder landesherrlichen Domaine gehören,

1817 hören, und an deren Felder unmittelbar stoßen, sollen unter die einzelnen Ortschaften, die einerseits an Preussen, andererseits an Polen gefallen sind, im Verhältnisse der Grundsteuer, welche diese Ortschaften, nach dem Kataster von 1807, zu zahlen haben, vertheilt werden.

ancien-
nes limi-
tes des
pays

ART. X. Die vorerwähnten Bestimmungen sind jedoch nicht anwendbar auf vormahlige Landesgränzen, welche vielmehr durch gegenwärtige Uebereinkunft geradehin, ohne die geringste Aenderung, wiederhergestellt werden.

commis-
sion
d'exécu-
tion

ART. XI. Sogleich nach der Ratification der gegenwärtigen Uebereinkunft, wird die zu Bezeichnung der Gränze bestimmte Kommission sich zur Stelle begeben, um auf der Gränzlinie Pfähle zu setzen, und eine Charte davon aufzunehmen, wie dies der 41ste Artikel des zu Wien am 21 April (3 Mai) 1815 unterzeichneten Staatsvertrages bestimmt.

Dre-
wenz

ART. XII. Es soll eine Kommission von Sachverständigen ernannt werden, um zu prüfen, ob die Dre-wenz schiffbar zu machen ist. In diesem Falle soll die Freyschleufe bey Leibitz weggeschafft oder ein schiffbarer Kanal zwischen beyden Staaten, durch welchen sie umfahren werden kann; auf gemeinschaftliche Kosten gegraben werden. Im entgegengesetzten Falle soll die Freyschleufe auf Kosten der hohen contrahirenden Mächte unterhalten werden.

évacua-
tion des
troupes

ART. XIII. Unmittelbar nach der Auswechsellung der Ratificationen der gegenwärtigen Uebereinkunft, und spätestens vier Wochen nachher, werden die Truppen und Officianten jeder der beyden hohen contrahirenden Mächte die der anderen zugefallenen, von ihnen noch besetzten Landestheile räumen.

extradi-
tion d.
docu-
mens

ART. XIV. Die Grundbücher, Urkunden und andere öffentliche und Privat-Documente, die über das Eigenthum sprechen, sollen, auf den Grund eines deshalb aufzunehmenden Verzeichnisses, innerhalb drey Monaten den Kommissarien der Regierung, welcher sie zustehen, ausgehändigt werden.

Rekrues

ART. XV. Alle Rekruten, welche eine der hohen contrahirenden Mächte in dem Gebiete der andern, so wie es durch gegenwärtige Uebereinkunft begrenzt wird,

wird, ausgehoben haben könnte, werden binnen drey 1817
Monaten nach Auswechsellung der Ratificationen, in
ihre Heimath zurückgesandt.

ART. XVI. Das preussische Gränz-Postamt, welches sich jetzt zu Słupce befindet, soll nach Sirzalkowo verlegt werden, wo künftig das preussische Gränz-Postamt seyn wird. Poste frontiere.

ART. XVII. Die gegenwärtige Convention soll ratificirt, und die Ratificationen innerhalb zwey Monaten, oder eher, wenn es seyn kann, ausgewechselt werden. Ratification.

Des zu Urkund haben die beyderseitigen Bevollmächtigten diese Uebereinkunft unterzeichnet und mit ihren Wappen beliegelt.

Geschehen zu Berlin, den 11 November (30 October) des Jahres 1817.

(L. S.) *Der Fürst v. HARDENBERG.*

(L. S.) *D. ALOPEUS.*

(L. S.) *F. D'AUVRAY.*

Separat-Artikel.

ART. I. Die Souverainitäts- und Eigenthums-Rechte, welche die Preussen über das Amt Jemelin und dessen Zubehörungen ausgeübt hat, sind anerkannt.

ART. II. Preussen willigt nur unter der Bedingung in die Abtretung von Koscielnawies (Kirchdorf) in der Gegend von Kalisch, daß den preussischen Gläubigern, deren Kapitale auf besagte Ortschaft eingetragen sind, die Wahl gelassen werde: ob sie ihr Hypothekenrecht, wie es jetzt besteht, behalten, oder ob sie gegen Abtretung ihrer Rechte, so wie sie bey Uebergabe des gedachten Dorfes bestehen, von der russisch-polnischen Regierung Bezahlung in preussischen Bankobligationen annehmen wollen.

Die russischen Herren Bevollmächtigten nehmen diese Bedingung an.

ART. III. Diese Separat-Artikel sollen ratificirt, und die Ratificationen zugleich mit der Uebereinkunft vom heutigen Tage ausgewechselt werden.

Des

1817 Des zu Urkund haben die beyderseitigen Bevollmächtigten sie unterzeichnet und mit ihren Wappen besiegelt.

Geschehen zu Berlin, den 11 November (30 October) 1817.

Der Fürst v. HARDENBERG.

D. ALOPEUS.

F. D'AUVRAY.

23.

1818 *Concordat entre S. S. Pie VII. Souverain Pontife, et S. M. Ferdinand I. Roi des Deux-Sicules.*

26 Febr.

(*Journal de Francfort. Nr. 93 et 95. 1818.*)

Au nom de la Très-Sainte Trinité.

S. S. le Souverain Pontife Pie VII. et S. M. Ferdinand I. Roi du royaume des Deux-Sicules, animés d'un égal désir de réparer les désordres qui se sont introduits dans les affaires ecclésiastiques de ce royaume, se sont déterminés d'un commun accord à conclure entre eux une nouvelle convention.

En conséquence, S. S. le Souverain Pontife Pie VII. a nommé son plénipotentiaire S. Em. Hercule Confalvi, Cardinal de la sainte église romaine, diacre de Ste-Marie des martyrs, son Secrétaire-d'état;

Et S. M. le Roi des Deux-Sicules, S. Exc. Don Louis de Medici, chevalier de l'ordre royal de S. Janvier, grand' croix des ordres royaux de S. Ferdinand et du mérite, de l'ordre de S. Georges, et de l'ordre impérial de S. Etienne de Hongrie, son Conseiller et Secrétaire-d'état ministre des finances;

Lesquels, après l'échange mutuel de leurs pleins-pouvoirs respectifs, sont convenus des articles suivans:

Religion

ART. I. La religion Catholique Apostolique Romaine est la seule religion du royaume des Deux-Sicules, et elle y sera toujours conservée avec les droits, et les prérogatives qui lui appartiennent, d'après les dispositions de la Providence et la sanction des canons.

ART.

ART. II. En conformité de l'article précédent, l'enseignement dans les universités royales, les collèges, les écoles soit publiques, soit privées, devra être en tout conforme à la doctrine de la dite religion catholique.

1818

Enseignement.

ART. III. La nécessité de réunir plusieurs petits évêchés, dont les évêques ne peuvent point s'entretenir avec la décence convenable, ayant été reconnue dans la convention de 1741, et cette réunion, qui ne fut point exécutée alors, étant devenue maintenant plus nécessaire encore par la diminution des dites menues épiscopales et d'autres, il se fera, dans les états en deçà du Phare, de la manière convenable, et après qu'on aura demandé le consentement préalable des parties intéressées, une nouvelle circonscription des diocèses. Pour le déterminer on aura égard à la commodité des fidèles, et particulièrement à leur avantage spirituel. Parmi les sièges que l'on ne peut conserver, soit à cause de l'exiguité des revenus, soit à cause de l'obscurité des lieux, ou pour tous autres motifs raisonnables, on conservera les plus anciens et les plus illustres, comme les métropoles.

Réunion de divers Evêchés.

Dans les domaines au-delà du Phare on conservera tous les sièges archi-épiscopaux et épiscopaux qui existent maintenant; et en outre, afin de mieux pourvoir à l'avantage spirituel des fidèles, le nombre en sera augmenté.

Les territoires des abbayes qui ne font partie d'aucun diocèse, soit à cause de leur peu d'étendue, soit à cause de la modicité de leurs revenus, ou par la perte qu'elles en ont faite, seront de concert réunis aux diocèses dans lequel ils se trouveront d'après la nouvelle circonscription.

Les abbayes consistoriales qui jouissent encore d'un revenu annuel d'environ 500 ducats, ne seront pas réunies. Les fonds de celles dont le revenu est moindre, ou seront réunis à d'autres abbayes ecclésiastiques jusqu'à la concurrence de la somme indiquée de 500 ducats, ou il en sera disposé en faveur des chapitres et des paroisses.

Cette disposition ne concerne point les commanderies des ordres militaires.

ART. IV. Chaque menue épiscopale du royaume ne pourra avoir un revenu annuel au dessous de 3000 ducats en bien fonds et libre des impositions publiques.

Menue épiscopale.

S. S.;

1818

Chapitres et Séminaires.

S. S., de concert avec S. M., assignera le plus tôt possible des dotations de cette espèce en faveur des évêchés aux quels la présente disposition sera applicable.

ART. V. Chaque église archiépiscopale, ou épiscopale, aura son chapitre et son séminaire, auxquels on conservera leur dotation actuelle en biens fonds, si elle est suffisante; on l'augmentera si elle ne suffit pas, et même, s'il étoit nécessaire, on leur en assignera une suffisante.

Chaque dignité du chapitre métropolitain de Naples n'aura pas moins de 500 ducats de revenu annuel, et celui des autres canonicats sera au moins de 400 ducats.

Les dignités des chapitres des autres églises archiépiscopales et épiscopales qui seront établies dans la nouvelle circonscription, dans la partie en deçà du Phare, ne devront pas avoir un revenu annuel au dessous de 130 ducats, et celui des chanoines devra être au moins de 100 ducats.

Cette disposition ne comprend pas les canonicats à patronage royal, ecclésiastique et laïc, que l'on conservera dans l'état où ils sont, à moins que leurs patrons respectifs ne venissent en augmenter les revenus dans les formes légales.

Les séminaires seront réglés et leurs biens administrés d'après la teneur du concile de Trente.

Revenus des églises à réunir.

ART. VI. Les revenus des églises à réunir s'appliqueront à celles que l'on conservera dans la nouvelle circonscription, à moins que d'autres cas urgens des dites églises à réunir ne demandent une autre application ecclésiastique, qui auroit lieu avec l'intervention de l'autorité du Saint-Siège.

Les chapitres des églises qui ne seront point conservées dans la nouvelle circonscription, après avoir demandé d'abord le consentement des parties intéressées, seront convertis en collégiales, et leurs revenus resteront dans l'état où ils se trouvent maintenant.

Dotations des Paroisses.

ART. VII. Les paroisses dont la portion congrue ne sera pas suffisante, auront un supplément de dotation, de manière que les cures au dessous de 2000 âmes n'aient pas moins de 100 ducats par an; celles au dessous de 5000 âmes pas moins de 150 ducats, et enfin celles de 5000 âmes et au dessus, pas moins de 200 ducats par an.

L'entretien de l'église paroissiale et du vicaire sera à la charge des communes respectives, dans le cas où

il n'y auroit pas de revenus assignés à cette fin, et pour sûreté on assignera des fonds, ou une taxe privilégiée. 1818

Cet article ne comprend point les églises paroissiales à patronage royal, ecclésiastique et laïc, acquis canoniquement, qui seront à la charge des patrons respectifs.

ART. VIII. La collation des abbayes collatoriales qui ne sont point à patronage royal appartiendra toujours au Saint-Siège, qui les conférera aux sujets de S. M. Collation des bénéfices.

Les bénéfices simples de collation libre avec fondation et érection en titre ecclésiastique, seront conférés par le Saint-Siège et les évêques, suivant la distinction des mois pendant lesquels la vacance arrivera, c'est à dire de Janvier à Juillet par le Saint-Siège, et de Juillet à Janvier par les évêques. Les personnes nommées seront toujours des sujets de S. M.

ART. IX. On dressera avec soin pour le Saint-Père un état des abbayes qui sont à la nomination de S. M. et de celles qui sont à patronage royal. Ces états pourront dans la suite être rectifiés de concert. Etat des abbayes.

ART. X. Les canonicats de collation libre tant des chapitres de cathédrales que des collégiales, seront conférés respectivement par le Saint-Siège et les évêques, savoir dans les six premiers mois de l'année par le Saint-Siège, et dans les six derniers par les évêques. La première dignité sera toujours à la collation libre du Saint-Siège. Canonicats.

ART. XI. S. S. accorde aux évêques du royaume le droit de conférer les cures qui viendront à vaquer en tout tems. Après un concours pour les cures à collation libre, les évêques les conféreront aux sujets qu'ils jugeront les plus dignes parmi ceux qui sont approuvés. Mais pour les cures à patronage ecclésiastique, ils donneront, après l'examen, l'institution à ceux que le patron ecclésiastique présentera comme les plus dignes parmi ceux qui ont été approuvés par les examinateurs. Enfin pour les cures à patronage royal et laïc, l'évêque donnera l'institution à l'ecclésiastique présenté, pourvu que lors de l'examen, il soit jugé capable. Collation des cures.

Sont exceptées les cures qui vaqueront in Curia, ou par promotion à quelque dignité ecclésiastique, ou canonicat conféré par le Saint-Siège, et qui seront à la collation du souverain pontife.

ART. XII. Tous les biens ecclésiastiques non aliénés par le gouvernement militaire, et qui, au retour

1818 de S. M., se sont trouvés dans l'administration dite du domaine, sont rendus à l'église.

Après la ratification du présent concordat, la masse des dits biens sera administrée par quatre personnes choisies, dont deux seront à la nomination de S. S., et deux à celle de S. M., et qui devront les administrer fidèlement aussi longtems qu'on ne leur aura point donné régulièrement une destination ou une application.

Biens
ecclesiastiques
aliénés.

ART. XIII. Une partie assez considérable de biens appartenant à l'église ayant été aliénée sous le gouvernement militaire dans les domaines en deçà du Phare; et S. M. pour s'opposer par tous les efforts possibles à l'invasion ennemie, ayant été elle-même forcée, tant à Naples avant que l'invasion des dits domaines n'ait eu lieu, que dans ceux au delà du Phare pour en empêcher l'invasion, d'aliéner une petite quantité de fonds ecclésiastiques, en assignant aux possesseurs ecclésiastiques dans les dits domaines au delà du Phare des revenus civils équivalens pour les indemniser convenablement; en conséquence d'après les instances de S. M., et ayant égard à la tranquillité publique dont la conservation importe infiniment à la religion, S. S. déclare que les possesseurs des dits biens ne seront molestés en rien, ni par elle, ni par les pontifes romains ses successeurs, et qu'en conséquence la propriété de ces biens, les revenus et droits y annexés, leur appartiendront d'une manière immuable et à leurs ayans cause.

Maisons
religieuses
couvens

ART. XIV. L'état de gêne où se trouve actuellement le patrimoine des ordres réguliers qui n'a point été aliéné, et que S. M. a trouvé à son retour dans l'administration dite du domaine, ne permettant pas de rétablir toutes les maisons religieuses de l'un et de l'autre sexe, elles seront rétablies dans le plus grand nombre compatible avec les moyens de dotation, et particulièrement les maisons de ces ordres qui s'adonnent à l'instruction de la jeunesse dans la religion, les lettres, ou au soin des malades et à la prédication.

Les biens des réguliers dotés, non aliénés, seront répartis dans une juste proportion entre les couvens à rétablir, sans avoir aucun égard aux titres d'ancienne propriété, qui, en vertu du présent article, sont tous éteints.

Les bâtimens des maisons religieuses non aliénés, à l'exception de ceux qui sont entièrement consacrés à des usages publics, dans le cas où le manque de moyen

moyens ne permettroit pas de rétablir ces maisons, formeront partie du patrimoine des réguliers; et si cela est utile au dit patrimoine, on pourra les aliéner à condition que le prix qu'on en retirera appartiendra à ce patrimoine. 1818

L'on augmentera le nombre des couvents existans actuellement, lorsque les circonstances et les besoins de la population le demanderont.

Les revenus et les couvens étant déterminés, il sera libre aux ordres réguliers dotés et aux religieuses de recevoir des novices en proportion des moyens de subsistance; les religieux mendiens pourront de même recevoir des novices.

Les dots des jeunes personnes qui prendront le voile seront employées au profit du monastère suivant les dispositions canoniques.

Tous les religieux, tant mendiens que dotés qui seront rétablis, dépendront, comme ceux qui existent, de leurs supérieurs généraux respectifs.

Le gouvernement continuera de payer pour le compte du trésor public, à titre de patrimoine, aux religieux des ordres réguliers dotés qui seront rétablis dans ses domaines en deçà du Phare, lorsqu'ils auront obtenu un indult apostolique de sécularisation, et qu'ils ne seront pas pourvus de bénéfices ecclésiastiques, la pension dont ils jouissent maintenant, jusqu'à ce qu'ils soient pourvus d'un bénéfice équivalent. Le gouvernement continuera indistinctement le paiement des pensions actuelles aux religieux des couvens qu'on ne pourra pas rétablir.

ART. XV. L'église aura le droit d'acquérir de nouvelles possessions, et quelque acquisition qu'elle fasse de nouveau, elle lui appartiendra, et cette acquisition jouira du même droit que les anciennes fondations ecclésiastiques. Faculté d'acquiescence accordée à l'église.

Cette faculté s'entend à compter d'aujourd'hui, et sans préjudice aux effets légaux des lois d'amortissement qui sont restées en vigueur jusqu'ici, ni à l'exécution des susdites lois à l'avenir pour les acquisitions qui ne sont point encore consommées et les conditions qui ne sont point encore vérifiées.

On ne pourra supprimer, ou réunir aucune des fondations ecclésiastiques sans l'intervention de l'autorité du siège apostolique, sauf les facultés attribuées aux évêques par le saint concile de Trente.

1818

Impo-
sition
égale
des ec-
clésiasti-
ques.

ART. XVI. Les malheureuses circonstances des tems ne permettant pas que les ecclésiastiques jouissent de l'exemption des impôts publics, royaux et communaux, S. M. promet de faire cesser l'abus introduit dans les derniers tems, et d'après lequel les ecclésiastiques et leurs propriétés étoient plus grévés que les laïcs mêmes, et de suppléer par des largesses à l'avantage du clergé lors des momens heureux où l'état parviendra à une plus grande prospérité.

Admini-
stration
des
spogli.

ART. XVII. Le mont dit *Frumentario*, établi à Naples, c'est à dire l'administration royale des déponilles (*spogli*) et des revenus des menfes épiscopales, des abbayes et autres bénéfices vacans, sera supprimé.

Aussitôt que la nouvelle circonscription des diocèses sera exécutée, on établira dans chacun d'eux des administrations diocésaines, composées de deux chanoines que choisira le chapitre, soit métropolitain, soit épiscopal, et qu'il renouvellera de trois en trois ans à la pluralité des voix, et d'un procureur du Roi que S. M. nommera.

Chacune de ces administrations sera présidée par l'évêque ou son vicaire-général, et pendant la vacance du siège par le vicaire-capitulaire.

L'ordinaire et un ministre de S. M. se concerteront pour appliquer les revenus perçus pendant la vacance des sièges au bénéfice des églises, des hôpitaux et des séminaires, à des secours de charité et à d'autres usages pieux. On réservera néanmoins au profit du futur évêque la moitié des revenus des menfes épiscopales vacantes.

La résolution qui a été jusqu'à présent en vigueur, de déposer au mont *Frumentario* susdit le tiers des revenus des évêchés et bénéfices sous le nom de *terzo pensionabile*, est abrogée par le présent article, sans que pour cela les pensionnaires actuels soient privés des pensions dont ils sont en possession.

Lorsqu'il sera pourvu aux évêchés et bénéfices à la nomination royale, on continuera d'admettre la réserve des pensions suivant les formes canoniques. Les individus nommés par S. M. à ces pensions obtiendront du Saint-Siège les bulles apostoliques correspondantes, par le moyen desquelles ils seront habiles à les percevoir leur vie durant, et à leur mort, l'évêché ou le bénéfice sur lesquels cette réserve avoit eu lieu, seront délivrés de cette charge.

ART.

ART. XVIII. S. S. se réserve à perpétuité, sur les évêchés et abbayes qui seront établis dans le royaume, 12,000 ducats de pension annuelle, dont le souverain pontife disposera suivant les circonstances et à sa volonté, au profit de ses sujets de l'état ecclésiastique. 1818
Pensi-
ons re-
servées.

ART. XIX. Les bénéfices et situés dans le royaume des Deux-Siciles, et dont les fruits se trouvent en tout ou en partie appliqués à des ecclésiastiques, à différentes églises, collèges, monastères et maisons religieuses de Rome et des autres pays de l'état ecclésiastique, continueront d'être appliqués au même usage. Cette disposition ne s'étend pas aux bénéfices et abbayes à patronage royal, ni à celles dont les biens sont aliénés. Bénéfi-
ces d.
les deux
Siciles.

ART. XX. Les archevêques et les évêques seront libres dans l'exercice de leur ministère pastoral, suivant les saints canons. Droits
des ar-
chevê-
ques et
Evê-
ques.

Ils connoîtront des causes ecclésiastiques, et principalement des causes matrimoniales, qui, suivant le 12^e canon de la 24^e session du concile de Trente, sont du ressort des juges ecclésiastiques, et ils prononceront sur ces causes. Ne sont point comprises dans cette disposition les causes civiles des clercs, par exemple, celles qui concernent les contrats, les dettes, les héritages, dont les juges laïcs connoîtront et sur lesquels ils prononceront définitivement.

Les archevêques et évêques soumettront aux peines établies par le saint concile de Trente ou à d'autres qu'ils jugeront convenables, les clercs qui se rendront répréhensibles, ou qui ne porteront pas l'habit clérical conforme à leur dignité et à leur ordre, sauf le recours canonique; ils les confineront dans des séminaires et des maisons religieuses. Ils emploieront également les censures contre ceux des fidèles qui transgresseroient les lois ecclésiastiques et les saints canons.

Ils n'éprouveront aucun empêchement pour faire les visites de leurs diocèses respectifs, pour se rendre *ad limina apostolorum*, et convoquer les synodes diocésains.

Il sera également libre aux archevêques et évêques de communiquer avec le clergé et le peuple de leur diocèse, pour remplir leur devoir pastoral, de publier leurs instructions sur les affaires ecclésiastiques, de faire les ordinations, et d'ordonner des prières publiques et d'autres pieuses pratiques, quand le bien de l'église, de l'état ou du peuple le demandera.

1818

Les causes majeures sont du ressort du Souverain Pontife.

Patrimoines
sacrés.

ART. XXI. Les archevêques et évêques admettront aux ordres sacrés, après l'examen prescrit, et quand ils seront pourvus d'un patrimoine suffisant ou d'un autre titre canonique, les clercs qu'ils jugeront nécessaires ou utiles à leurs diocèses, en se conformant néanmoins aux mesures et aux réglemens prescrits par le décret du Pape Grégoire XV. en date du 1 Juillet 1623, et dans le concordat *Benedettino* chap. 4. qui a pour titre *Requisiti de Promovendi*, auxquels mesures et réglemens il n'est point dérogé par le présent concordat.

Comme il est nécessaire de pourvoir suffisamment à l'entretien de chaque ecclésiastique, lequel dans les tems actuels exige plus de dépense, les archevêques et évêques augmenteront dorénavant les taux du patrimoine sacré à constituer en biens fonds pour les ordinands, lequel ne pourra être ni au dessous de cinquante ducats, ni au dessus de quatre-vingt.

L'expérience ayant démontré qu'il arrive fréquemment dans le royaume qu'en constituant les patrimoines sacrés il se fait des assignations frauduleuses, simulées, ou qui ne sont point libres soit d'hypothèques, soit d'autres charges, d'où il résulte que ceux qui sont ordonnés sur le titre de tels patrimoines, se trouvent ensuite dépourvus de moyens de subsistance; afin d'éviter à l'avenir de pareils abus, on constatera, pour la vérité du fait, d'une manière légale que le fonds ou les fonds constitués par les ordinands en patrimoine sacré sont libres de toute hypothèque et de toute charge; à cet effet, les autorités ecclésiastiques demanderont au tribunal civil de la province l'acte constatant la propriété et la franchise du fonds, et le tribunal ne pourra refuser de le délivrer.

Les aspirans aux ordres sacrés à titre de bénéfice ou de chapelle, devront, pour être ordonnés, se constituer un certain supplément jusqu'à la concurrence du taux diocésain ci-dessus, lorsque le revenu du bénéfice ou de la chapelle sera inférieur à ce taux.

Cette disposition ne s'étend pas aux diocèses dans lesquels il auroit déjà été établi un taux patrimonial plus élevé, auquel il ne sera fait aucun changement.

Appel à
Rome.

ART. XXII. On sera libre d'appeler au Saint-Siège.

ART.

ART. XXIII. La communication des évêques, du clergé et du peuple avec le Saint-Siège sur toutes les matières spirituelles et les objets ecclésiastiques sera parfaitement libre; sont par conséquent révoqués les circulaires, lois et décrets de *licet. scribere.*

1818
Communi-
cation
avec le
S. Siège.

ART. XXIV. Toutes les fois que les archevêques et les évêques trouveront dans les livres introduits ou qui s'introduiront, imprimés ou qui s'imprimeront dans le royaume, quelque chose de contraire à la doctrine de l'église et aux bonnes mœurs, le gouvernement n'en permettra pas la publication.

Livres à
prohi-
ber.

ART. XXV. S. M. supprime la charge de délégué royal de la juridiction ecclésiastique.

Délégué
royal.

ART. XXVI. Le tribunal du chapelain majeur et sa juridiction, se renfermeront dans les limites prescrites par la constitution *Convenit de Benoit XIV.*, et par le *motu proprio* subséquent de ce même pontife.

Tribu-
nal du
chape-
lain.

ART. XXVII. La propriété de l'église dans ses possessions et acquisitions sera sacrée et inviolable.

Proprié-
té de
l'église.

ART. XXVIII. En considération de l'utilité que la religion et l'église retirent du présent concordat, et pour donner une marque d'affection particulière à la personne de S. M. le Roi Ferdinand, S. S. accorde à perpétuité à lui et à ses descendants catholiques successeurs au trône l'indult de nommer des ecclésiastiques dignes, aptes et ayant les qualités requises par les saints canons, à tous ceux des archevêchés et évêchés du royaume des Deux Siciles pour lesquels S. M. ne jouissoit pas du droit de nomination; et à cet effet, S. S. fera expédier la bulle d'indult aussitôt après les ratifications du présent concordat.

S. M. fera connoître en tems dû à S. S. les personnes nommées afin que suivant la teneur des canons, on fasse les informations nécessaires, et que les personnes obtiennent l'institution canonique suivant le mode et les formes observés jusqu'ici. Cependant avant de l'avoir obtenue, elles ne pourront en aucune manière s'immiscer dans le gouvernement ou l'administration des églises pour lesquelles elles sont nommées.

ART. XXIX. Les archevêques et évêques feront en présence de S. M. le serment de fidélité dont voici la formule: "Je jure et promets sur les Saints-Evangiles obéissance et fidélité à la Majesté Royale. Je promets également que je n'aurai aucune commu-
nication, que je ne ferai partie d'aucune réunion, et

que

1818 que je ne conserverai, soit andedans soit au-dehors du royaume, aucune union suspecte, qui nuise à la tranquillité publique, et que si, tant dans mon diocèse qu'ailleurs, j'apprends qu'il se trame quelque chose au détriment de l'état j'en préviendrai S. M."

ART. XXX. Quant aux autres ecclésiastiques dont il n'a pas été fait mention dans les articles ci-dessus, les choses seront réglées suivant la discipline de l'église, et s'il survenoit quelque difficulté, S. S. et S. M. se réservent de se concerter entre elles.

ART. XXXI. Le présent concordat est substitué à toutes les lois, ordonnances et décrets émanés dans le royaume des Deux-Siciles en matière de religion.

ART. XXXII. Comme il a été représenté à S. S. de la part de S. M., qu'attendu les besoins actuels des églises du royaume en deçà du Phare, et les effets produits par l'invasion ennemie, la convention de 1741 ne suffit plus pour obvier aux maux qui exigent un remède indispensable, et que d'un autre côté la partie des domaines au delà du Phare que la dite convention n'embrasse pas, n'a besoin que de soins, et que d'ailleurs les domaines en deçà et au delà du Phare ne constituant maintenant qu'un royaume, il convient de fixer une règle uniforme à observer également dans les églises des deux susdits domaines, il est convenu que le présent concordat est substitué au précédent.

ART. XXXIII. Chacune des deux hautes parties contractantes promet en son nom et en celui de ses successeurs, d'observer exactement tout ce qui est contenu dans ces articles.

ART. XXXIV. Les ratifications du présent concordat seront échangées à Rome au plus tard dans quinze jours à dater de la présente convention.

ART. XXXV. Après la ratification du présent concordat, on en confiera l'exécution à deux sujets recommandables, dont l'un sera nommé par S. S. et l'autre par S. M., et qui seront munis des pouvoirs nécessaires par les parties contractantes.

En foi de quoi, les dits plénipotentiaires ont souscrit le présent concordat, et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Terracine le 16 Février 1818 *).

S. Em. le Cardinal CONSALVI.

S. chev. L. DE MÉDICIS.

*) Ratifié par le Roi le 25 Fevr. par le Pape le 1 Mars, publié à Naples le 21 Mars 1818.

A p p e n d i c e

*de traités conclus depuis 1808, et parvenus
trop tard au redacteur pour les insérer
d'après leur date.*

1.

*Convention entre les Cours de Bavière, de 1808
Wirtemberg, de Bade, de Hesse, et le ^{9 Sept.}
Prince Primat pour le partage des dettes et
pensions de l'ancien Collège des comtes d'Em-
pire en Franconie signée à Nurnberg le
9 Sept. 1808.*

a.

Auf höchsten Special-Auftrag und mit gnädigster Ge-
nehmigung ihrer resp. Allerhöchsten und höchsten Höfe
ist von den Unterzeichneten über die Angelegenhei-
ten des vormaligen *Fränkischen Grafen-Collegiums*
insbesondere die Erledigung der *Collegial-Cassen-
Rechnung* und die Pensionirung und matricularmäßige
Vertheilung der vormaligen *Collegial-Diener* betref-
fend, in Folge der darüber Instructionsmäßig gepflo-
genen Conferential-Berathungen, nachstehende Final-
Uebereinkunft abgeschlossen worden: Für den Zweck
der Matricularmäßigen Vertheilung und Abgleichung
des Collegial *Activ- und Passiv-Standes*, wovon nach
dem unter Ziffer 1. anliegenden Special-Verzeichniss,
jenes in 6201 Fl. 40 Kr. bestanden, dieser der Passiv-
Stand aber noch 1604 Fl. 42 Kr. rhl. am 1 July heuri-
gen Jahrs betragen hat, übernehmen Se. Königl. Maje-
stät von Würtemberg, die beiden bei der vormalig
Fränkischen Kreis-Casse verzinslich gestandenen Activ-

1808 Capitalien der Collegial-Casse nemlich das sogenannte Gräfl. Wurmbrandische ad 3000 Fl. und das Gräfl. Rosenbergsche Receptions-Capital ad 2000 Fl. zusammen also diese vollen 5000 Fl. rhl. als eine nun mehr eigne Activ-Forderung an den vormahligen Fränkischen Kreis. Es werden sonach diese vollen 5000 Fl. bey der Fränkischen Kreis-schulden-Vertheilung allerhöchst gedachten Sr. Königl. Majestät ganz überlassen und active zugetheilt, dagegen

2. vergütet der Königl. Württembergische Hof in Gemeinschaft der unter Ziffer 1. anliegenden Berechnung und Ausgleichung als Matrikularmässig verbleibenden Antheil davon

	Fl.	Xr.
1. An den Königl. Baierschen Hof	565	50
2. An den Fürstl. Primatischen		
a. wegen des Souverainen-Antheils an der Graffschaft Wertheim	122 Fl. 53 Xr.	
b. wegen des Erbachischen Amts Eschau	32 55	155 48
3. An den Großherzogl. Badenschen Hof wegen Wertheim	298	25
4. An den Großherzogl. Hessischen Hof wegen Erbach	169	41
Ferner	1189	44

3. Uebernimmt der Königl. Württembergische Hof die baare Berichtigung des oben in dem ersten Absatz bemerkten Passiv-Standes von 1604 Fl. 41 Xr. nemlich:

1. die Berichtigung des noch vorhandenen Capital-Restes von 200 Fl. rhl. nebst $4\frac{1}{2}$ pr. Ct. Zins vom 4 März d. J. an, und
2. folgende bis 1 Mai 1807 noch rückständige Pensionen und Besoldungen.
 - a. An den vormahl. R. Gräfl. Comital-Gefandten von Mollenbeck 1197 Fl. — Xr.
 - b. An den pensionirten Legations-Rath Loder in Regensburg 147 40
 - c. An den vormahl. Leg. Canzli-
ren Peterich daselbst 56 42
4. Vom

4. Vom 1 May 1807 an aber übernehmen sammtl. Be- 1808
theiligte, höchste Souveraine Höfe die nachgewiese-
nen Befoldungen und Pensionen der vormahligen
Gräfl. Collegial-Diener, nach der unter Ziffer 3 hier
beygefügtten Matricularmässigen Vertheilung, nemlich

1. Württemberg für die in dieser Theilungs-Ta-
belle benannten mehrerem Individuen zusam-
men jährlich 2157 Fl. 30 Xr.

2. Baiern an den vormahligen Co-
mitial-Gefandten von Mollen-
beck jährlich 865 30

3. Fürst Primas an Ebendenselben 235 46

4. Baaden an Ebendenselben 270 50

5. Hessen an Ebendenselben 640 24

4170 —

5. Von dieser Matricularmässigen Befoldungs-Verthei-
lung als nunmehriger Pension, sind die betreffende
Individuen, durch den vormahligen Collegial-Cassier
Braun in Ingelfingen zu dem Ende in Kenntniss zu
setzen, damit sie sich wegen ihrer vom 1 Mai v. J.
an, noch zu empfangen habenden Befoldung und
nunmehrigen Pension, bei den Ihnen höchsten Orts
angewiesen werdenden Zahlungs-Behörden melden,
und die Zahlung selbst, gegen Quittung in Empfang
nehmen können.

6. Die bey dieser ganzen Vertheilung und Abgleichung
zum Grunde liegende Collegial-Matrikel soll übrige-
gens in Bezug auf andere hierher nicht gehörige Ge-
genstände ganz unpräjudizirlich und folglich unter
dem wechselseitigen ausdrücklichen Vorbehalte zu
verstehen seyn, dass sie lediglich für den vorliegen-
den Fall, mithin ohne alles Präjudiz für alle und
jede sonstige Verhältnisse oder andere etwa noch zu
erledigende Gegenstände, einverständlich angenom-
men und anerkannt worden ist.

Da nach aufgelösten Gräfl. Collegial-Verband,
mit den Rechten und Praerogativen auch die Be-
zahlungs-Verbindlichkeiten der bloßen Personal-
Mitglieder oder s. g. Personalisten des vormahligen
Fränkischen Grafen-Collegiums ein Ende genom-
men haben, so sind dieselben nunmehr auch außer
weiterm. Beizahlungs-Anspruch zu lassen, in dessen
Gefolg

1808

Gefolg also auch den Grafen von Pückler in Burgfornbach nunmehr frey stehet, über ihr zur Sicherstellung der Collegial-Casse wegen der jährlichen Collegial-Römer-monatlichen Praestanden in dem Jahre 1787. bey der gräflich Kastellischen Credit-Casse angelegtes, und noch gegenwärtig daselbst stehendes Capital von 6000 Fl. rhl. nunmehr ohne weitere, aus dem vormahligen Collegial-Verband sich herleitende Einschränkung nach ihrem eigenen Gutfinden, frey und ungehindert zu disponiren.

8. Das seit vielen Jahren in Sommerhausen befindliche Collegial-Archiv, wohin auch die in der vormahlig Gräflich Directorial-Canzley zu Kirchberg dermal befindlichen neuesten Collegial-Acten, noch zu reponiren sind, wollten Sr. Königl. Majestät von Baiern auf allerseitiges geziemendes Ersuchen, daselbst noch ferner und zwar unentgeltlich aufbewahren lassen, unter dem ausdrücklichen Vorbehalt, daß die Einsicht und der Gebrauch davon, jedem theilhaftigen höchsten Hof in vorkommenden Fällen auf jedesmahliges Verlangen, aber auch wie sich von selbst versteht, auf seine alleznige Kosten frey und offen bleiben solle.
9. Im übrigen aber ist und bleibt jede wirkliche oder scheinbare Gemeinschaft zwischen den theilhaftigen allerhöchsten und höchsten Höfen rücksichtlich des vormahligen Fränkischen Grafen-Collegiums für jetzt und immer abgethan und aufgehoben und werden zu solchem Ende alle und jede etwaige Ansprüche, welche aus dem vormahligen Collegial-Verband etwa noch hergeleitet werden könnten oder möchten in gegenwärtiger Final-Uebereinkunft aber nicht benannt noch bestimmt ausgemittelt sind, hiermit einstimmig für kraftlos, tod und für immer auf sich beruhend und erloschen erklärt.

Zu dessen allen Urkund ist gegenwärtige einverständliche und allerseits verbindliche Final-Uebereinkunft Namens und von wegen der bey der Sache theilhaftigen höchsten Hofe abgeschlossen, fünffach ausgefertigt und von dem Unterzeichneten, in Kraft ihres höchsten Auftrags eigenhändig unterschrieben und mit

mit ihren gewöhnlichen Siegeln versehen worden. So 1808
 geschehen Nürnberg den 6 Sept. 1808.

A. P. HEPP,	G. E. F. EDLER v. BRAUN,
als Königl. Baierischer	als Königl. Württembergischer
und Fürst Primatischer	Bevollmächtigter.
Bevollmächtigter.	(L. S.)
(L. S.)	

J. Freyherr v. TÜRKHEIM,
 als Großherzogl. Baadischer und
 Hessischer Bevollmächtigter.

b.

*Matrikularmäßige Vertheilung
 der vormahlig Reichs - Gräflich Fränkischen
 Collegial-Diener mit ihren aus den Collegial-
 Cassen - Rechnungen und producirten Original-
 Decreten nachgewiesenen fixen jährlichen Besol-
 dungen und Pensionen.*

Nota 1. Die fixen jährlichen Befoldungen und resp.
 Pensionen betragen jährlich in Summa 4170 Fl.
 Rheinisch

2. die gesammte Collegial-Matrikel mit Ausschluss
 der nun cassierenden Beytrags-Bedürfnisse der
 f. g. Personallisten Grafen von Giech und von
 Pückler besteht in 218 Fl. 11½ Xr. Rheinisch.

3. von jenen 4170 Fl. trifft auf einen Matrikular-
 Gulden beynahe 19 Fl. 7 Xr. Rh.

Verthei-

Vertheil

Souverains.	vormahlige gräfliche Collegial Stände	Collegial-Matrikel				Betrag an dem in 170 Fl. be stehenden Befoldungs- Stand		
		a. Special- Bedürfnis		b. im ganzen				
		Fl.	Xr.	Fl.	Xr.	Fl.	Fl.	Xr.
Württemberg wegen	H. N. Oehringen	47	16			2	0	Fl.
	— Ingellingen	11	14 1/2			7	Xr.	in
	— Laugenburg	11	14 1/2					circa
	— Kirchberg wegen	2	37					auf 1
	des Amts Döttingen	40						Matri-
	L. Geildorff	4	25 1/2					kular-
	S. Schmiedelfeld	7	20 1/2					Gulden
	G. Pichler	4	35 1/2					
Baiern wegen	Obersoudheim	4	103 1/4	112	53 1/4	—	2157	30
	— Michelbach							
	H. N. Kirchberg Oberamt							
	Oberamt, Kirchberg	8	48					
	Gaffell	18						
Fürst Primas wegen	Finz. R. Spelfeld	10	8					
	— Gollhoten	2	28					
				45	18	—	265	30
Fürst Primas wegen	des Souverains Antheils							
	a. an Wertheim	5	50					
	b. des Erbachischen							
Baden wegen	Amts Echau	6	30	12	20	—	235	46
Meissen wegen	Wertheim	14	10	14	10	—	270	20
	Erbach	33	30	33	30	—	640	21
		Summa		218	117 1/4	—	4170	—

lung

Uebernahmen an vormahligen Collegial-Dienern mit
ihren Befoldungen als nunmehrigen Pensionen
vom 1 Mai 1807 an.

	Fl.	Xr.
1. den Directorial-Rath Kerph zu Kirchberg mit jährlich	300	—
2. den Collegial-Secretair Regierungs-Rath Dees zu Ochringen mit	300	—
3. den Collegial-Officier Braun zu Ingeltingen	70	—
4. den Comitial-Secretair Legations-Rath Loder zu Regensburg	500	—
5. den Comitial-Secretair Esferzag dafelbst mit	200	—
6. den Comitial-Canzlisten Petrasch dafelbst mit	250	—
7. die Canzlist Seeligs Wittwe dafelbst mit	50	—
8. An der Befoldung des vormahligen Comitial-Gefandten Geh. Rath von Mollenbeck zu Offenbach ad 2500 Fl. jährlich	487	30
in Summa jährlich	2157	30
an der von Mollenbeckischen Befoldung	855	30
an der von Mollenbeckischen Befoldung	235	46
an Ebendenselben	270	50
an Ebendenselben	640	24
	4170	—

Nürnberg den 9ten September 1808.

A. P. HEPP,
als Königl. Baierischer und
Fürst Primatischer Bevoll-
mächtigter.

F. G. H. EDLER V. BRAUN,
als Königl. Württembergischer Be-
vollmächtigter.

Freyherr v. TÜRKHEIM,
als Großherzogl. Badischer und Hessischer
Bevollmächtigter.

2.

1808 *Convention entre les membres du ci-devant*
 13 Sept. *cercle de Franconie sur le partage des dettes actives et passives et des charges du dit cercle signée à Nurnberg le 13 Sept. 1808.*

(WINKOPF B. XI. S. 329 - 337.)

Uebereinkunft zwischen den allerhöchsten und höchsten Souverains über die Angelegenheiten des vormahls fränkischen Kreises, besonders über die Theilung der Kreis-Activen und Pässiven, dann der Kreisdiener und Pensionairs.

Nachdem das Ende der deutschen Reichsverfassung im Jahre 1806, auch die Auflösung des fränkischen Kreises zur Folge hatte, so forderten die — in der rheinischen Bundesacte vom 12 July 1806 anerkannte allgemeine Grundsätze des Rechts und der Billigkeit eine gemeinschaftliche Erledigung diejenigen Kriegesangelegenheiten, welche nach getrenntem Verbande noch irgend ein Interesse zeigten und besonders die Aufrechterhaltung gegründeter Rechte und Ansprüche der Keisgläubiger und Diener berührten.

Das Anerkenntniß davon bewiesen Se. Königliche Majestät von Baiern alsbald durch die in Allerhöchst Ihro Namen von Ihrem Bevollmächtigten erfolgte Erklärung und Einladung zur gleichen Bewürkung sämmtlich theiliger Souverains.

Diese ernannten auch zu solchem Ende Ihre Bevollmächtigte, welche sich hierauf in ein am 1sten Mai 1807. eröffnetes Comité vereinigten.

Unter den Geschäften des Comité zeigten sich als Hauptgegenstände zu einer Uebereinkunft:

- I. Die Kreis-Passiv-Kapitalien.
- II. Die Kreisdieners und Pensionisten.
- III. Die Activa oder Forderungen des Kreises an mehrere Mächte.
- IV. Das Kreis-Archiv.

Indem

Indem man die Bestimmungen der rheinischen Bundesacte vom 12 July 1806. Art. 2. und 29. und die darinn bestätigten auf allerseits gültige Rechte sich gründenden Paragraphen 59. und 82. des letzten Reichs-Deputations-Rezesses vom ^{25 Februar}~~27 April~~ 1803, nebst dem Inhalt der Schuldbriefe und Anstellungsdekrete als gesetzliche Normen zur Bestimmung der Rechte und Ansprüche der Kreisgläubiger, Diener und Pensionisten anerkannte, ergab sich nach instructionsmäßiger reiflicher Berathung folgende Vereinigung:

ART. I. Kreis-Passiv-Kapitalien.

Capitaux
passifs.

§. 1. Ueber diesen Gegenstand vereinigte man sich nach den gesetzlichen Vorschriften über die sub Lit. A. beyliegende nach dem Maafstab der vorigen Kreis-Ufualmatrikel, und mit möglichster Rücksicht auf die Anfässigkeit der Kreisgläubiger bemessene Individualvertheilung, jedoch unter folgenden als Einschränkungen und wechselseitigen Vorbehalt geltenden Bestimmungen:

nämlich:

§. 2. Bey getrennten Gebietstheilen vormahlig fränkischer Kreislande wird, in so fern noch keine definitive Ausgleichung ihrer Matrikularquote vertragsmäßig vorhanden ist, wie auch wegen einzelner mit vorgekommener und zwischen einigen Höfen noch unberichtigter Spezialverhältnisse, der provisorische Ansatz, so wie dieser im vorbemerkten Theilungsschema ohne Präjudiz nicht nur für eine nähere Steuer-Matrikelsberichtigung und Repartition, sondern auch für eine weitere Uebereinkunft wegen vorbezügter Spezialverhältnisse einstweil vorgenommen ist, als ganz unverfänglich betrachtet, und sonach den beteiligten Souverains die speciellere Ausgleichung unter Sich Selbst, ausdrücklich vorbehalten.

§. 3. Sollen diese künftige nähere Matrikularausgleichungen den Kreisgläubigern da, wo sie nunmehr vermöge der Theilungstabelle mit ihren Kapital- und Zinsforderungen hingewiesen sind, ganz unnnachtheilig in dieser Hinsicht aber alles Weitere auch einer nähern Uebereinkunft mit den betreffenden Gläubigern vorbehalten seyn.

1808

§. 4. Verbleibt es zwar, nebst dem Zinsfuß zu vier vom Hundert, auch bey der Kreisobligationsmäßigen Aufkündigungsfreyheit als Regel, jedoch abermals mit Vorbehalt weiterer besonderen Uebereinkunft zwischen dem betreffenden Souverain und den Höchstdemselben überwiesenen Kreisgläubigern.

§. 5. Sind die Zinsenrückstände, sowohl im Allgemeinen, als besonders bey Hinauszahlungen oder allenfalls dafür eintretenden Uebernahme der Kreisgläubiger nicht zu den Kapitallsummen zu schlagen, sondern in ihren Verfallterminen abzutragen.

§. 6. Ist die erforderliche Bekanntmachung dieser Zutheilung und Ueberweisung den geeigneten Staatsbehörden, nach höchster Anordnung der Souverains, an die in Ihren Landen anässigen Kreisgläubiger, in so weit es solche betrifft, zu überlassen.

Pensions
des fon-
ction-
naires,

ART. II. Kreisdiener und Pensionisten.

§. 7. Ueber deren gleiche matrikularmäßige Uebernahme oder Vertheilung, verglich man sich unter den im vorigen Artikel §§. 2 et 3. angeführten Reservationen und zu Folge der vorgedachten Rechtsnormen auf die Theilungsurkunde Lit. B., gleichfalls mit folgenden nähern Bestimmungen.

§. 8. Dieselben behalten in der Zukunft ihren Rang, den Fortgenuss ihrer ganzen Befoldung und Pension, so wie der rechtmäßigen Emolumenten, jedoch mit dem für jeden Betheiligten Souverain gleichgeltenden Vorbehalte: die im Theilungsschema mit angesetzten Emolumenten nach rechtlicher und billiger Erwägung, auch allenfalls noch zu ermäßigen.

§. 9. Ueber die aus der vormahls fränkischen Kreiskasse an die Kreisdiener und Pensionaire zur erforderlichen Subsistenz noch übereinkunftsmäßig bezahlten Gehalte wird von dem vorigen Kreiskassier, Major Hammer eine genaue Abgleichungsberechnung gefertigt, und solche gelangt zur Kenntniß der betheiligten Souverains um hieraus die Ueberzeugung sowohl von der vorschriftsmäßigen Verwendung der Kassenbaarschaft, als von dem gemeinsamen Termin zu erhalten, von welchem an jeder Kreisdiener und Pensionair seinen Gehalt oder Pension aus derjenigen Staatskasse sodann zu beziehen hat, an welche er von dem ihn übernommenen Souverain angewiesen wird.

ART.

ART. III. Activforderungen des Kreises.

1808

Créances actives du cercle

§. 10. Nach dem vorläufigen matrikularmässigen Theilungsschema Lit. C. bleibt die wirkliche Theilung dieser älteren und neueren Forderungen, in so weit sie der Gesamtheit des vormahls fränkischen Kreises angehörten, bis zu dem Zeitpunkte wechselseitig vorbehalten, wo dieselben ganz oder zum Theil geltend zu machen sind.

§. 11. Dagegen werden die vermöge der Beylage nur einzelne vormahls fränkische Kreisstände angehende Activforderungen, als kein Gegenstand der Abtheilung, denjenigen Souverains der ehemals fränkischen Kreisstände, für welche sie noch vorhanden sind, allein und im Ganzen überlassen.

§. 12. Die Acten und Rechnungen über die Gemeinschaftliche dieser Forderungen bleiben, als untheilbare Gegenstände, in dem vormahligen Kreisarchiv als gemeinschaftliche Documente zum Gebrauch jedes theilhabenden Souverains auch künftig von Königlich Baierischer Seite verwahrt.

ART. IV. Kreis - Archiv.

Archives.

§. 13. Ueber dieses, so wie über die kreis-kassieramtliche Rechnungsregistratur versichern Sr. Königliche Majestät von Baiern auf allerseitiges Ersuchen auch für die Zukunft die genaue Verwahrung in den Städten, wo beide sich gegenwärtig befinden.

§. 14. Der erforderliche Gebrauch und die Einsicht der Archivsactenstücke, dann General- und Specialrepertorien bleibt jedem theilhabenden Souverain zu jeder Zeit frey und unbenommen; auch

§. 15. Wird jedem Theilhaber die Fertigung der Abschriften von diesen Repertorien und andern Actenstücken, jedoch auf dessen eigene Kosten, vorbehalten.

ART. V. Kreis-Kassier-Amts- und Kreis-Kriegs-Comptes Rechnungen,

§. 16. Nach vorausgegangener Revision und allseits ertheilten Justificatur sind die kreis-kassieramtlichen Hauptrechnungen für die Jahre 1805, 1806 und 1807, gleichwie die über verschiedene supererogatorische Prästationen im letzten Reichskriege besonders gestellten Rechnungen als ganz erledigt zu betrachten.

1808 §. 17. Da aber bey der vom Comité ebenfalls vorgenommenen Revision der letzten Kreis - Kriegs - Aufwendsrechnung vom Jahre 1801 bis 1804, in Rücksicht der sich darauf beziehenden verwickelten Liquidation ein reines und liquides Resultat zur Zeit nicht zu erlangen war, so wurde, wegen dringender Beförderung der gegenwärtigen Uebereinkunft die nöthige nähere Untersuchung dieses Kriegsrechnungswesens, so wie die genauere Prüfung der durch eine Anzeige vom 4 August 1808, in der Konferenz am 13 dieses Monats und Jahres zur actenmäßigen Kenntniss des Comité nachgebrachten — aus dem letzten Reichskriege herrührenden Reluitionsforderung, welche die Unterhaltung der — für die Limpurgischen Avulsoren aus kreis-schlussmäßigem Auftrag in das Feld gestellten Kontingentsmannschaft zum Gegenstand hat, und worüber die — noch beym vorigen Kreis übergebenen Rechnungen unerledigt blieben, zwar ad separatum, jedoch unter der einmüthigen Bedingniss verwiesen: dass dem ehrerbiethigsten Ersuchen an den Königlich Baierischen Hof gemäß, die nähere Prüfung der Kreis - Kriegs- und der — über nur gedachte Kontingents - Reluitionsforderung noch unerledigten Rechnungen durch eine Königlich Baierische Rechnungsbehörde auf höchste Anordnung fortgesetzt und berichtet — das Resultat aber seiner Zeit allen mitbetheiligten Höfen zur Kenntniss gebracht werde, und bis dahin sämmtlich theiligten Souverains, so wie dem Rechnungssteller selbst alles weitere über die Kreis - Kriegsrechnung und eben gedachte Reluitionsforderung vorbehalten bleibe.

Renon-
ciations
aux pre-
tensions

ART. VI. Verzicht auf ältere Ansprüche und Betätigung der Uebereinkunft.

§. 18. Alle weitere in gegenwärtiger Uebereinkunft nicht benannte oder nicht vorbehaltene Forderungen und Ansprüche, welche etwa aus dem vorigen Kreisverbande noch hergeleitet werden möchten, sind nunmehr mit dem aufgelösten fränkischen selbst, für wechselseitig aufgehoben und auf sich beruhend zu erkennen.

§. 19. Hiebey wird jedoch zur vollen Aufrechterhaltung dieser Uebereinkunft das wechselseitige An-
erkenntniss der theiligten Souverains sowohl unter
sich

sich selbst, als für Kreisgläubiger, Diener und Pensionisten bestätigt. 1808

§. 20. Auch wird die geeignete Verwendung eines Souverains bey dem Andern für Kreisangehörige und Gläubiger auf deren Ansuchen im Fall eines gegründeten Nachtheils zur gänzlichen Sicherstellung ihrer Ansprüche so, wie es die Natur der Sache und derselben rechtliche Verhältnisse erheischen, hiemit ausdrücklich zugesichert.

Zur öffentlichen Beglaubigung und verbindlichem Anerkenntniß wurde gegenwärtige Uebereinkunft durch die Bevollmächtigten der betheiligten Souverains nach der Zeitfolge ihrer zu den Comité-Acten gelangten Vollmachten eigenhändig unterschrieben und besiegelt.

So geschehen Nürnberg den 13 Sept. 1808.

(L. S.) Von wegen Sr. Königl. Majestät von Baiern.
ADELBERT PHILIPP HOFF.

(L. S.) Von wegen Sr. Königl. Majestät von Württemberg.

GEORG ERNST FRIEDRICH Edler v. BRAUN.

(L. S.) Von wegen Sr. Durchlauchtigsten Hoheit des Herrn Fürsten Primas.

ADELBERT PHILIPP HOFF.

(L. S.) Von wegen Sr. Königl. Hoheit von Baden.
JOHANN Freyherr v. TÜRCKHEIM.

(L. S.) Von wegen Sr. Kaiserl. Königl. Hoheit des Herrn Erzherzogen Großherzogen von Würzburg.

Unter der Bedingung, daß die dem Großherzogthum Würzburg anstatt der Zahlung, zugetheilten Anweisungen allenthalben gehörig honorirt und richtig bezahlt werden,

GEORG FRIED. CHRIST. SCHMIDT,
d. R. Dr. Großh. Würzb. L. Dir. R. und
Bevollmächtigter.

(L. S.) Von wegen Sr. Königl. Hoheit von Hessen.
JOHANN Freyherr v. TÜRCKHEIM.

(L. S.) Von wegen Sr. Herzogl. Durchlaucht von Sachsen-Gotha.

GOTTLIEB CHRISTIAN KOCHER,

M 3

(L. S.)

182 *Convention sur le partage des dettes*

1808 (L. S.) *Von wegen Sr. Königl. Majestät von Sachsen.*
JOHANN Freyherr v. TÜRCKHEIM.

(L. S.) *Von wegen Sr. des Herrn Hoch- und Deutsch-
meisters Kaiserl. Königl. Hoheit.*

Unter Beziehung auf die zu Protocoll gegebene Verwahrungen unterzeichnet

FRANZ SCHRODT.

(L. S.) *Von wegen Sr. Herzogl. Durchlaucht zu
Sachsen-Meinungen.*

GOTTLIEB CHRISTIAN KOCHER.

(L. S.) *Von wegen Sr. Herzogl. Durchlaucht zu
Sachsen-Weimar.*

JOHANN WILHELM THON.

(L. S.) *Von wegen Sr. Herzogl. Durchlaucht zu
Sachsen-Koburg.*

GOTTLIEB CHRISTIAN KOCHER.

Separat - Artikel

zur Uebereinkunft über die Theilung der fränkischen Kreis schulden und Kreisdien er vom 13 September 1803. Die an das Fürstenthum Bayreuth zugetheilten Kreisgläubiger und Kreisdien er betreffend.

(WINKROFF B. XI. S. 355. 356.)

In Erwägung, dass von Seiten des in Kaiserlich Königlich französischer Administration sich noch befindenden Fürstenthum Bayreuth der Beytritt zu den Comité-Verhandlungen und das verbindliche Mitanerkenntniß der in rubro erwähnten Uebereinkunft bis zur Zeit ihres wirklichen Abchlusses nicht erklärt worden ist;

in Erwägung, dass die Ansprüche der an Bayreuth zugetheilten Kreisgläubiger und Diener mit den Rechten der übrigen — von andern Souverains übernommenen

menen Creditoren und Kreisangehörigen in gleicher Art aufrecht zu erhalten und gegen jeden Nachtheil möglichst zu schützen sind; 1808

in weiterer Erwägung, daß auf die vom Comité an die Kaiserlich französische General-Intendance zu Berlin und an das Kaiserlich französische Administrativ-Gouvernement zu Bayreuth erlassenen Communications- und Ersuchungs-Schreiben über den Beytritt dieses Fürstenthums nicht zu zweifeln — sondern vielmehr eine beyfällige Erklärung — ein verbindliches Anerkenntniß und die Miterfüllung der matrikularmäßigen Theilung der Kreisgläubiger, Diener und Pensionisten um so zuverlässlicher zu hoffen ist, als das Matrikularverhältniß des Fürstenthums Bayreuth nicht dem allermindesten Anstande unterliegt, und dieses Fürstenthum einen ergänzenden Bestandtheil des vormahls fränkischen Kreises von jeher ausmachte, auch in der rheinischen Bundesacte vom 12ten July 1806 die ausdrückliche Bestimmung für Kreisgläubiger und Diener in Rücksicht voriger Kreislande enthalten ist;

endlich

in Erwägung, daß bis auf die Zeit des Beytritts vom Fürstenthum Bayreuth zu oben erwähnter Uebereinkunft wenigstens eine provisorische Fürsorge für die dahin verwiesenen Kreisgläubiger und Diener nöthig ist;

wurde sich als Nachtrag zur Uebereinkunft von Seiten der übrigen theilhaftigen Souverains noch dahin vereinigt: daß

1. der Nürnbergische Prästandenzrückstand für das Jahr 1807

à 6160 Fl.

zur einstweiligen Zahlung der Kapitalzinsen und zur Bestreitung der Gehalte für die an Bayreuth nach den Theilungsurkunden zugewiesenen Kreisgläubiger und Diener für Rechnung des Fürstenthums Bayreuth zu verwenden;

und

2. zur Aufrechterhaltung ihrer — mit den übrigen Kreisgläubigern und Dienern ganz gleichen Rechte und Zuständigkeiten eine — aus der Natur und den rechtlichen Verhältnissen der Sache für alle theilhaftige Souverains sich von selbst ergebende Ver-

1808 bindlichkeit und Gewährleistung in Rückficht dieser Kreisgläubiger und Diener auch in ihrer Fortdauer und Wirkung hiemit ausdrücklich anerkannt seyn soll.

Zur Bekräftigung dieses — als Bestandtheils der in rubro bemerkten Uebereinkunft zu betrachtenden Separationsartikels ist solcher mit den Unterschriften und Siegeln von den Bevollmächtigten der betheiligten Souverains gleichfalls versehen worden.

Nürnberg den 13ten September 1808.

Die hier folgende Unterschriften lassen wir aus der schon bemerkten Ursache hinweg.

3.

1810 *Articles additionnels et secrets ajoutés au*
 16 Févr. *traité signé à Paris le 16 Févr. 1810 entre*
l'Empereur des Français et le Prince Primat
(lequel a déjà été donné T. I. du N. R.
p. 241.)

Libéra-
tion
d'hypo-
theque
pour Ha-
nan et
Fulde.

ART. I. **M**oyennant la cession stipulée dans l'article cinq du Traité de ce jour, de la moitié de l'Octroi du Rhin non possédée par la France, les Principautés de Hanan et de Fulde concédées par le même traité à Son Altesse Eminentissime le Prince Primat sont libérées de l'hypothèque de 1,000,000 francs assignée sur les biens domaniaux de ces Principautés pour les dotations des Principautés de Wagram et d'Eckmühl.

Ratis-
bonne.

ART. II. Sa Majesté l'Empereur et Roi voulant procurer quelques avantages à la famille du Prince Primat, se réservera lors de la cession qu'elle pourra faire de la Principauté de Ratisbonne qui lui appartient en vertu du traité de ce jour, un revenu en domaines de quatre cent mille francs qui seront érigés en fiefs de l'Empire, dont elle se propose de disposer en faveur de la famille du Prince Primat, en déterminant le mode et les conditions de cette donation.

ART.

ART. III. Les pensions données jusqu'à ce jour à **1810**
titre de récompense ou de retraite par le Prince Pri-
mat aux personnes qui l'ont servi, et qui ne se trou- Pensions
par le
Prince
Primat,
veront pas éteintes au jour du décès de Son Altesse
Eminentissime devront être payées par le Grand-Duc
son successeur jusqu'à la mort des titulaires.

ART. IV. Les présens articles secrets seront ratifiés Ratifica-
tions.
et les ratifications en seront échangées à Paris en même
temps que celles du traité de ce jour.

Fait à Paris le 16 Février 1810.

Signé :

CHAMPAGNY Duc DE
CADORE.

Signé :

CHARLES Comte DE
BEUST.

(Les ratifications de ces articles secrets et celles du traité
même ont été échangées à Paris le 1 Mars 1810.)

4.

Procès-Verbal de Remise, 1. des Princi- 15 Mai.
pautés de Fulde et Hanau, par Sa Majesté
l'Empereur des Français, Roi d'Italie etc.
à Son Altesse Royale le Grand-Duc de Franc-
fort; 2. de la moitié de l'Octroi de naviga-
tion du Rhin, par Son Altesse Royale le
Grand-Duc de Francfort à Sa Majesté
l'Empereur de Français etc. pour entrer ré-
ciproquement en jouissance à compter du
1 Avril 1810.

Aujourd'hui, mardi, quinze Mai mil huit cent dix,
au Château de Hanau sur le Main.

Les soussignés, chargés de l'exécution du Traité
conclu à Paris le 16 Février dernier entre Sa Majesté l'Em-
pereur des Français, Roi d'Italie, Protecteur de la Con-
fédé-

1810 fédération du Rhin, Mediateur de la Confédération Suisse, d'une part, et Son Altesse Royale le Grand-Duc de Francfort, Prince Primat de la Confédération du Rhin, d'autre part; savoir:

1. Le Sieur Jean Baptiste Moïse Jollivet, Comte de l'Empire, Conseiller d'Etat à vie, Liquidateur Général de la dette des Départements de la Rive gauche du Rhin, l'un des Commandans de la Légion d'honneur, et Commissaire Spécial de sa dite Majesté Impériale et Royale, muni, à cet effet, de Ses pleins-pouvoirs donnés à Paris le 20 Mars dernier, d'une part,

2. et le Sieur Comte Leopold de Beust, Grand-Croix et Commandeur des Ordres de l'Aigle blanc et de Saint Stanislas de Pologne et de celui de Malthe, Ministre des Conférences, Commissaire Général à Francfort, et Commissaire Spécial de sa dite Altesse Royale, muni à cet effet, de ses pleins-pouvoirs donnés à Francfort le 21 Avril dernier, d'autre part:

Après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs, sont convenus de ce qui suit:

ART. I. Le dit Sieur Comte Jollivet, pour et au nom de Sa Majesté l'Empereur des Français, remet, par ces présentes, au dit Sieur Comte de Beust qui les reçoit pour et au nom de sa dite Altesse Royale le Prince Primat, Grand-Duc de Francfort, les Principautés de Fulde et Hanau aux Conditions ci-après.

ART. II. Conformément à l'art. 1. du Traité du dit jour 16 Février dernier, ne sont point compris dans cette remise les sept Baillages d'Herbstein, de Babenhansen, de Borheim, de Rodheim, de Henkelheim, de Munzenberg et d'Ortenberg, lesquels sont distraits des dites Principautés de Fulde et Hanau, pour continuer d'appartenir en toute Souveraineté et propriété à sa dite Majesté l'Empereur des Français ainsi que tous les biens domaniaux dépendans des dits baillages réservés.

Quant au huitième Bailliage désigné, au dit traité, sous le nom de *Michelau*, il a été reconnu 1. qu'il n'existoit aucun Baillage de ce nom, comme partie intégrante soit des dites Principautés de Fulde et de Hanau, soit de toute autre du Voisinage, mais bien une commune appelée *Michelau* située près de la Rive gauche de Saale entre Reineck et Hamelbourg. 2. Que cette

cette commune, dépendante du Bailliage de Reineck, 1810 appartenoit autrefois à la Noblesse immédiate du ci-devant Empire Germanique, 3. qu'aujourd'hui et depuis l'année 1809, la dite commune de *Michelan* est, ainsi que celles environnantes, sous la souveraineté de S. A. R. et I. Grand-Duc de Würzbourg.

A tout événement, S. A. R. le Grand-Duc de Francfort et ses descendans n'y auront aucun droit.

ART. III. Les dites Principautés de Fulde et Hanau, ainsi composées et réduites, sont remises à la dite A. R. pour former avec les autres possessions un seul et même Etat sous le nom de *Grand-Duché de Francfort*, faisant partie et soumis aux principes de la confédération du Rhin, duquel Grand-Duché la dite A. R. jouira jusqu'à son décès après lequel ce Grand-Duché appartiendra d'abord à Son Altesse Impériale le Prince Eugène Napoléon, Vice-Roi d'Italie; ensuite à Sa descendance naturelle, directe et légitime de mâle en mâle par ordre de Primogéniture à l'exclusion perpétuelle des femmes; et finalement à la Couronne Impériale de France, à défaut ou en cas de défaillance de la descendance masculine directe de Sa dite A. I. le Prince Eugène Napoléon, Vice Roi d'Italie; le tout suivant les dispositions contenues aux articles 1. 2. 3. du Traité du dit jour 16 Février dernier.

ART. IV. Les biens domaniaux dépendans des dites Principautés de Fulde et Hanau, composées comme il est dit aux Articles précédens, ne sont compris dans la remise ci-dessus consentie, qu'après la distraction effectuée au profit de Sa dite Majesté Impériale ou de ses donataires et ayant cause, d'une quantité des dits biens domaniaux à suffire pour donner actuellement un revenu net annuel de six cent mille francs, conformément à l'article 7. du dit Traité.

Les Commissaires particuliers de Sa dite Majesté Impériale, chargés de désigner les domaines réservés jusqu'à concurrence de six cents mille francs continueront seuls cette opération qu'ils seront tenus de terminer avant le 1 Septembre prochain.

ART. V. Comme l'intention des hautes Parties contractantes est que les biens domaniaux réservés au profit de Sa Majesté Impériale ou des ses donataires et ayant cause, n'offre point un revenu net annuel
supérieur

1810 supérieur ni inférieur aux dits six cents mille francs, toute erreur commise à cet égard pourra être réformée à la diligence et sur la demande de la partie souffrante, mais seulement dans le cours de deux années qui suivront la date du présent Procès-Verbal de remise, passé lequel délai, il n'y aura plus lieu à aucune réclamation.

ART. VI. Pour que les Agens de S. M. l'Empereur ne puissent être gênés ni troublés dans le choix qui reste à faire pour compléter les six cents mille francs de revenu dont il s'agit, Sa dite M. I. et R. continuera de faire gérer et administrer par les agens tous les biens domaniaux des dites Principautés de Fulde et Hanau, jusqu'au 1^{er} Septembre prochain exclusivement, jour auquel son A. R. le Grand-Duc de Francfort entrera en possession de ceux des dits biens domaniaux qui n'auront point été désignés comme devant appartenir à Sa dite M. I. et R. ou à ses donataires et ayans-cause.

ART. VII. Conformément à l'article 7. du traité du 16 Février dernier S. M. l'Empereur ainsi que les donataires et ayans-cause jouiront en toute propriété des biens domaniaux formant la réserve de six cents mille francs de revenu net dont il s'agit aux articles précédens, sans que, pendant l'espace de dix années à compter du jour du dit Traité, ces biens puissent être chargés ou grévés d'aucun nouvel impôt, ni qu'aucun acte de la législation du Grand-Duc de Francfort et de ses successeurs puisse, directement ou indirectement, en diminuer le revenu, si ce n'est à la charge de dédommager les parties intéressées par concession des biens fonds d'un revenu équivalent à la perte qu'elles en souffriroient.

S. M. I. et ses donataires auront la faculté de vendre et aliéner les dits biens, sans que la vente ni l'exportation du prix soient assujetties à aucun droit quelconque.

ART. VIII. Dans le cas où quelques-uns des biens domaniaux réservés par S. M. l'Empereur seroient grévés de privilèges, hypothèques et autres charges, Sa dite Majesté, ainsi que les donataires ne seront tenus de les acquitter qu'autant, et non autrement, 1. que
les

les dites charges se trouveront nominativement exprimées dans les Procès-Verbaux et actes de désignation des dits biens ou dans les baux courans qui auront servi à en établir le revenu net; 2) que ces mêmes charges n'affaiblissent pas le revenu net pour lequel chaque domaine a été reçu et est entré dans la composition des dits six cents mille francs. 1810

Dans tous les autres cas, ces privilèges, hypothèques et autres charges seront acquittées par Son Altesse Royale le Grand-Duc de Francfort, en vertu de l'article 8. du Traité du 16 Février dernier portant que "les dettes de toute nature dont peuvent être grevées les Pays que Son Altesse acquiert par le dit Traité seront à la charge de Sa dite Altesse et acquittées sans restriction ni réserve aucune."

ART. IX. Conformément à l'article 9. du Traité. "Les dettes contractées par la chambre des finances ou consenties par le Grand-Chapitre de Mayence, et notamment celles qui étoient hypothéquées sur la rente Lohneck et le péage de Vilebach au dit Mayence, devant, d'après l'esprit et la Lettre du Traité de Lunéville et du recès de l'Empire, être à la charge des Souverains, qui ont reçu en indemnité, les possessions Mayençaises à la rive droite du Rhin ou de leurs ayans-cause, son A. R. le Grand-Duc de Francfort s'engage à acquitter les dites dettes sans aucun partage entre la France, concurremment avec les autres Princes de la Confédération du Rhin, sous la souveraineté desquels se trouvent des possessions de l'ancien Electorat de Mayence, et à raison de la portion de ces états possédés par chacun d'eux."

ART. X. Aussitôt que S. M. I. aura disposé des Bailliages réservée à son profit et distraits des Principautés de Fulde et Hanau, suivant l'article 1. du Traité du 16 Février dernier et l'article 2. du présent Procès-Verbal, S. A. R. le Grand-Duc de Francfort aura le droit de faire entrer les dits Bailliages réservés, dans le partage, proportionnel à leur Valeur, des dettes dont se trouvent grevées, à quelque titre que ce soit, les dites Principautés de Fulde et Hanau, même des Appanages et pensions relatifs à l'Administration générale, en tant, et non autrement que les dits Bailliages réservés seroient tenus d'y pourvoir comme ayant fait

1810 fait partie intégrante des dites Principautés de Fulde et Hanau, avant le Traité susdaté.

ART. XI. De son côté, ledit Sr. Comte de Beust, pour et au nom de Sa dite A. R. le Grand-Duc de Francfort, Prince Primat de la confédération du Rhin, remet, par ces présentes, au dit Sr. Comte Jollivet qui la reçoit pour et au nom de S. M. L'Empereur des Français, Roi d'Italie, la moitié, appartenante à Sa dite A. R., dans l'Octroi de Navigation du Rhin, en Vertu du Recès de l'Empire du 25 Février 1803, et que Sa dite Altesse a cédée à Sa dite M. I. par l'article 6. du Traité du dit jour 16 Février dernier, à condition, ainsi qu'il est exprimé au dit article 6, que S. A. R. le Grand-Duc de Francfort demeurera chargée d'acquitter, conformément au Recès de l'Empire, les Rentes qui, par les paragraphes 7. 9. 14. 17. 19. 20 et 27. du dit Recès, ont été assignées sur la dite moitié de l'Octroi du Rhin, l'hypothèque spéciale que les propriétaires de ces Rentes avoient sur cette moitié de l'Octroi étant pleinement et à perpétuité transférée sur les Principautés de Fulde et Hanau, cédées à S. A. R. par le traité du dit jour 16 Février dernier.

Sont compris dans cette remise les terrains, bâtimens et édifices destinés à la perception de la dite moitié d'Octroi, situés à la Rive droite du Rhin, ainsi que le mobilier garnissant les bureaux de perception, en tant que les dits terrains, bâtimens, édifices et mobilier appartiennent à Sa dite Altesse Royale qui les cède dans l'état où ils se trouvent et sans nulle garantie de sa part.

Le tout pour en jouir par Sa dite Majesté l'Empereur des Français en toute Souveraineté et propriété.

ART. XII. Les hautes parties contractantes entreront en jouissance; savoir: S. A. R., des Principautés ainsi que des revenus des biens domaniaux, non réservés, de Fulde et Hanau, dans leur composition établie par le dit Traité, et Sa dite Majesté l'Empereur, de la moitié de l'Octroi de Navigation du Rhin, le tout à compter du 1 Avril dernier.

Les recettes des échéances postérieures au dernier jour du mois de Mars précédent qui seroient entrées dans les caisses du cédant seront l'objet d'un compte ultérieur

ultérieur entre les hautes parties contractantes ou leurs Commissaires. 1810

ART. XIII. Son Altesse Royale le Grand-Duc de Francfort réserve à son profit l'arriéré qui pourroit lui être dû des révenus de la dite moitié d'Octroi, antérieurs au dit jour 1 Avril dernier, lesquels n'entrent point dans la présente remise.

Il est fait pareille réserve au profit de Sa dite M. I. tant de ce que S. A. R. auroit reçu du dit Octroi au de là de Sa moitié, que des Contributions et revenus des dites Principautés de Fulde et Hanau d'une échéance antérieure au dit jour 1 Avril dernier, desquels Contributions et revenus Sa dite M. I. continuera de faire opérer le recouvrement jusqu'à ce qu'ils soient entièrement acquittés.

Afin de favoriser et d'accélérer cet acquittement, S. A. R. emploiera toute la puissance à Sa disposition pour protéger le dit recouvrement, si mieux il n'aime en traiter ultérieurement avec Sa M. I.

ART. XIV. Il n'entre point dans la présente remise, et S. M. I. se réserve également les Capitaux et leurs intérêts dus aux ci-devant Souverains de Fulde et de Hanau, dont il a été pris possession au nom de Sa dite M. I., en vertu de Son décret du 4 Août 1807.

Mais attendu que quelques-uns de ces Capitaux sont réclamés par le pays comme étant le gage de ses propres dettes, S. A. R. le Grand-Duc de Francfort s'en rapporte à la décision qui sera portée à cet égard par Sa dite M. I.

ART. XV. Quant aux meubles appartenans aux Châteaux de Fulde et de Hanau, la remise en est faite à S. A. R. le Grand-Duc de Francfort dans l'état où ils se trouvent, sans que Sa dite Altesse puisse être tenue de répondre à aucune des réclamations des créanciers qui prétendent les avoir fournis, si ce n'est à celles des dites réclamations qui seront reconnues fondées et s'appliquer à des objets encore existans en nature.

ART. XVI. Son A. R. le Grand-Duc de Francfort entrera, sans difficulté, et en vertu de la présente remise, en possession de toutes les Archives des Principautés de Fulde et Hanau, mais à la charge par Sa dite A. R. de faire remettre, sans frais, aux Directeurs, des

1810 des Domaines réservés et à tous autres Agens de Sa Majesté l'Empereur, ayant Caractère pour les recevoir, ainsi qu'aux donataires des dits domaines, titres de propriété, de possession et autres documens concernant 1. les Bailliages réservés par Sa dite Majesté Impériale et distraits des Principautés de Fulde et Hanau, ainsi que les domaines dépendans des dits Bailliages, 2. les biens domaniaux réservés dans les autres Bailliages, composant actuellement les Principautés de Fulde et Hanau, jusqu'à concurrence de six cents mille francs de revenu net.

Les dits titres, papiers et documens seront remis en originaux lorsqu'ils ne comprendront pas des propriétés et droits appartenant à Sa dite A. R. en vertu du Traité du dit jour 16 Février dernier, si non en copies collationnées et dûement certifiées par les Archivistes.

La dite remise aura lieu au plus tard dans la quinzaine du jour où la demande en aura été faite aux Archives, sans néanmoins, que le délai de la remise puisse s'étendre au delà du 1 Septembre prochain, lorsque la demande aura précédé cette époque.

Passé ce terme, sans qu'elle ait été effectuée, les Agens de Sa Majesté l'Empereur sont autorisés à conserver, pendant tout le temps de la demence, l'administration des biens domaniaux dont ils n'auroient pu le faire remettre les titres.

Quant à l'Octroi de Navigation, Sa Majesté Impériale entrera, dès-à-présent, en possession des Archives établies près du Rhin, et Son A. R. promet de faire remettre de bonue foi, et à la première demande qu'en feroit à Son Ministre, le Directeur du dit Octroi de Navigation tous ceux de ces titres que Sa dite Altesse pourroit avoir encore soit à Francfort soit à Aschaffembourg.

ART. XVII. Le contingent du Grand-Duché de Francfort sera de deux mille huit cents hommes, conformément à la Stipulation de l'article 10. du traité du 16 Février dernier.

ART. XVIII. Au moyen de la remise qui fait l'objet du présent procès-Verbal, les fonctionnaires publics et sujets des Principautés de Fulde et Hanau, tant du
chef

chef lieu de ces Principautés que des Bailliages cédés à son Altesse Royale, le Grand-Duc de Francfort, sont relevés et dégagés du serment qu'ils avoient prêté à S. M. l'Empereur des français, entre les mains des Gouverneurs des dites Principautés, toutes choses restant au même état que ci-devant, quant aux bailliages réservés par Sa dite Majesté Impériale. 1810

De même le Directeur Général de l'Octroi de Navigation et tous les autres Employés chargés de la Surveillance et perception du dit Octroi sur la rive droite du Rhin, sont relevés et dégagés du serment qu'ils avoient prêté à Sa dite A. R. le Grand-Duc de Francfort.

ART. XIX. Afin de rendre solennelle la disposition contenue en l'article précédent, les Soussignés la feront notifier en leur présence tant à Hanau qu'à Fulde en l'assemblée des fonctionnaires publics de tous les Ordres Convoqués à cet effet, selon les formes usitées.

Quant à l'Octroi de Navigation, il suffira de la Notification du présent procès-Verbal au Directeur-Général du dit Octroi, qui est chargé d'en transmettre un extrait à chacun de ses subordonnés de la Rive droite du Rhin.

Fait et arrêté les dits jour et an, en double minute, sur chacune desquelles les Commissaires soussignés ont apposé le cachet de leurs armes.

Articles additionnels

Convenus et arrêtés avant la Signature.

ART. III. Bis. Les Bailliages de Werda, Buchenau, Mansbach, Lengsfeld et autres possessions de la ci-devant Noblesse immédiate d'Empire conservés et réunis à la Principauté de Fulde, suivant la décision de S. A. S. le Prince de Neuchâtel et de Wagram, donnée à Bayonne le 17 Mai 1808, sont également remis à Sa dite A. R. le Grand-Duc de Francfort, mais provisoirement seulement, et jusqu'à ce que Sa Majesté l'Empereur et Roi, qui s'en réserve seul le droit, ait fixé irrévocablement le sort des dits Bailliages et autres possessions étant l'objet de la décision du 17 Mai 1808.

ART. VII. Bis. Il est bien entendu que la disposition qui oblige S. A. R. le Grand-Duc de Francfort
Nouveau Recueil. T. III. N à in-

1810 à indemnifier les donataires de S. M. l'Empereur dans le cas où ils viendroient à souffrir de quelques actes de la Législation de Sa dite A. R. ne pourra, en aucun cas, s'appliquer aux pertes qu'éprouveraient les dits donataires par l'effet de la publication tant du Code Napoléon que des lois organiques du régime administratif français qui doit être introduit incessamment dans tous les États de Sa dite A. R. le Grand-Duc de Francfort.

Ce dit jour quinze Mai mil huit cent dix.

Signé :

Le Comte JOLLIVET.

(L. S.)

Signé :

Le Comte DE BEUST.

(L. S.)

5.

19 Fevr. *Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre S. M. Britannique et S. A. R. le prince régent de Portugal, signé à Rio de Janeiro le 19 Février 1810.*

(*Moniteur universel.* 1810. No. 247.)

Au Nom de la Très-Sainte et indivisible Trinité.

S. M. le Roi du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et S. A. R. le prince-régent de Portugal, étant pareillement animés du désir non-seulement de consolider et d'affermir l'ancienne amitié et la bonne intelligence qui subsistent si heureusement, et ont depuis tant de siècles subsisté entre les deux couronnes, mais aussi d'en améliorer et augmenter les effets salutaires, à l'avantage mutuel de leurs sujets respectifs, ont pensé que le moyen le plus efficace d'atteindre à ce but, seroit d'adopter un système libéral de commerce, fondé sur la base d'un intérêt mutuel et réciproque qui, en écartant certains empêchemens et droits prohibitifs, pourroit procurer des deux côtés
les

les avantages les plus solides aux productions et à l'industrie nationales, et accorder en même tems une protection convenable au revenu public, et aux intérêts d'un trafic honnête et légal. Pour cet effet, S. M. le Roi du royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et S. A. R. le prince-regent de Portugal, ont nommé pour leurs commissaires et plénipotentiaires respectifs, 1810

faveur, S. M. Britannique le très-illustre et excellent lord Percy Clinton Sidney, vicomte et Baron de Strangford, l'un des membres du très-honorable conseil-privé de S. M., chevalier de l'ordre militaire du Bain, grand' croix de l'Ordre de la Tour et de l'Epée de Portugal, et envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. à la cour de Portugal;

et S. A. R. le prince régent de Portugal, le très-illustre et excellent seigneur don Rodrigo de Sousa-Coutinho, comte de Linhares, seigneur de Payalvo, commandeur de l'Ordre du Christ, grand' croix des Ordres de S. Benoit, et de la Tour et de l'Epée, l'un des conseillers-d'état de S. A. R. et son principal secrétaire-d'état pour les départemens des affaires étrangères et de la guerre; lesquels, après avoir dûment échangé leurs pleins-pouvoirs respectifs, et les avoir trouvé en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans:

ART. I. Il y aura amitié sincère et perpétuelle entre S. M. Britannique et S. A. R. le prince-régent de Portugal, et entre leurs héritiers et successeurs; et il y aura paix et harmonie constante et universelle entre eux, leurs héritiers et successeurs, royaumes, domaines, provinces, pays, sujets et vassaux, de quelque qualité et condition qu'ils soient, sans exception de personne ou de place, et les stipulations de ce présent article, par la grace du Dieu tout-puissant, seront permanentes et perpétuelles. Amitié.

ART. II. Il y aura liberté réciproque de commerce et de navigation entre et parmi les sujets respectifs des deux hautes parties contractantes dans tous les territoires et différens Etats appartenant à chacune d'elles. Ils pourront trafiquer, voyager, séjourner, ou s'établir dans tous où chacun des ports, cotes, villes, pays, provinces, ou lieux quelconques, appartenant N : Liberté de commerce.

1810 tenant à chacune et à l'une et à l'autre des deux hautes parties contractantes, excepté et hormis ceux d'où tous les étrangers quels qu'ils soient sont généralement et positivement exclus, et les noms desdits lieux ainsi exceptés, pourront être ci-après spécifiés dans un article séparé de ce traité, pourvu néanmoins qu'il soit parfaitement entendu, que toute place quelconque appartenant à l'une ou à l'autre des deux hautes parties contractantes, qui pourroit être ouverte par la suite au commerce des sujets de tout autre pays, sera ouverte par là même, et à des conditions semblables, aux sujets de l'autre partie contractante, de la même manière que si cela avoit été expressément stipulé par le présent traité; et S. M. Britannique ainsi que S. A. R. le prince-régent de Portugal, s'engagent et s'obligent par ces présentes à n'accorder aucune faveur, privilège, ni immunité en matières de commerce et de navigation aux sujets d'un autre Etat quelconque, qui ne s'étendroient pas en même tems respectivement aux sujets des deux hautes parties contractantes, gratuitement, si la concession en faveur de cet autre Etat se trouvoit être gratuite, on en donnant, quam proxime, la même compensation ou le même équivalent, dans le cas où la concession seroit conditionnelle.

Droits,
taxes ou
impôts.

ART. III. Les sujets des deux souverains respectivement ne paieront pas dans les ports, havres, rades, cités, villes, ou places quelconques appartenant à l'un des deux, de plus forts droits, taxes ou impôts (sous quelque dénomination qu'ils puissent être compris ou désignés), que ceux qui sont payés par les sujets de la nation la plus favorisée; et les sujets de chacune des hautes parties contractantes jouiront dans les domaines de l'autre des mêmes droits, privilèges, libertés, faveurs, immunités ou exceptions, en matières de commerce et de navigation, qui sont accordés ou pourront être accordés par la suite aux sujets de la nation la plus favorisée.

Droits
sur les
navires.

ART. VII. S. M. Britannique et S. A. R. le prince-régent de Portugal, stipulent et conviennent qu'il y aura une parfaite réciprocité au sujet des droits et impôts qu'auront à payer les vaisseaux et navires des hautes parties contractantes, dans les différens ports, havres, rades et ancrages quelconques, appartenant à chacune

cune d'elles; c'est-à-dire que les vaisseaux et navires des sujets de S. M. Britannique ne paieront pas de plus forts droits ou impôts (sous quelque dénomination qu'ils puissent être compris ou désignés), dans les domaines de S. A. R. le prince-régent de Portugal, que les vaisseaux et navires appartenant aux sujets de S. A. R. le prince-régent seront obligés de payer dans les domaines de S. M. Britannique, et vice versa. Et cette convention et stipulation s'étendra particulièrement et expressément au paiement des droits connus sous le nom de charges de port, droits de tonnage et d'ancre, qui, dans aucun cas et sous aucun prétexte, ne seront jamais plus forts pour les vaisseaux et navires anglais dans les domaines de S. A. R. le prince-régent de Portugal, que pour les vaisseaux et navires portugais dans les domaines de S. M. Britannique, et vice versa.

ART. V. Les deux hautes parties contractantes conviennent aussi, qu'un même tarif de primes et de remises, drawback, sera établi dans leurs ports respectifs sur l'exportation des denrées et marchandises, soit que ces denrées ou marchandises soient exportées dans des vaisseaux et navires anglais ou portugais, c'est-à-dire, que les vaisseaux et navires anglois jouiront de la même faveur, sous ce rapport, dans les domaines de S. A. R. le prince-régent de Portugal, qui pourra être accordée aux vaisseaux et navires portugais dans les domaines de S. M. Britannique, et vice versa. Les deux hautes parties contractantes stipulent pareillement et conviennent, que les denrées et marchandises venant respectivement des ports de l'une ou l'autre, paieront les mêmes droits, soit qu'elles soient importées dans des vaisseaux et navires anglais ou portugais, ou autrement, qu'il pourra être mis et perçus sur les denrées et marchandises venant dans les ports de S. A. R. le prince-régent de Portugal de ceux de S. M. Britannique dans des vaisseaux anglois, une augmentation de droits équivalente, et dans une proportion exacte avec celle qui pourroit être mise par la suite sur les denrées et marchandises venant dans les ports de S. M. Britannique de ceux de S. A. R. le prince-régent de Portugal, importées dans des vaisseaux portugais. Et afin que cet objet puisse être réglé d'une manière convenable, et pour

Primes
et re-
mises.

1810 ne rien laisser à désirer à ce sujet, il est convenu qu'il sera dressé par chaque gouvernement respectivement un tableau énonçant la différence des droits à payer sur les denrées et marchandises ainsi importées dans des vaisseaux et navires anglais ou portugais, et le dit tableau (qui sera rendu applicable à tous les ports des domaines respectifs de chacune des parties contractantes) sera déclaré faire partie de ce présent traité.

Afin d'éviter tout différend ou mal-entendu relativement aux réglemens qui peuvent constituer respectivement un vaisseau anglais ou portugais, les hautes parties contractantes s'accordent à déclarer, que tous vaisseaux construits dans les domaines de S. M. Britannique, et possédés, navigués et enregistrés conformément aux lois de la Grande-Bretagne, seront considérés comme vaisseaux anglais. Et que tous vaisseaux ou navires construits dans les pays appartenant à S. A. R. le prince-régent de Portugal, ou dans l'un de ces pays, de même que tous navires pris par des vaisseaux de guerre appartenant au gouvernement portugais, ou par aucuns des habitans des domaines de S. A. R. le prince-régent de Portugal, munis de commissions ou lettres de marque et de repréailles du gouvernement portugais, et condamnés comme prise légale par l'une des cours d'amirauté du dit gouvernement portugais, et possédés par des sujets de S. A. R. le prince-régent de Portugal, ou aucun d'eux, et dont le maître et les trois quarts des matelots au moins, sont sujets de S. A. R. le prince-régent de Portugal, seront considérés comme navires portugais.

Traité-
ment de
la na-
tion la
plus fa-
vorisée.

ART. VI. Le commerce mutuel et la navigation des sujets de la Grande-Bretagne et du Portugal respectivement dans les ports et mers d'Asie, sont expressément permis au même degré qu'ils l'ont été ci-devant par les deux couronnes. Et le commerce et la navigation ainsi, seront dorénavant, et pour toujours, mis sur le pied du commerce et de la navigation des nations les plus favorisées, trafiquant dans les ports et mers d'Asie, c'est-à-dire, que ni l'une ni l'autre des hautes parties contractantes n'accordera aucune faveur ou privilège en matières de commerce et de navigation, aux sujets d'un autre Etat quelconque trafiquant dans les ports et mers d'Asie, sans que la même

faveur

faveur soit accordée quam proxime aux mêmes conditions aux sujets de l'autre partie contractante. S. M. Britannique s'engage en son nom, et en celui de ses héritiers et successeurs, à ne faire aucun règlement qui pourroit être préjudiciable ou nuisible au commerce et à la navigation des sujets de S. A. R. le prince-régent de Portugal dans les ports et mers d'Asie, se renfermant dans ce qui est ou ce qui pourroit être permis par la suite à la nation la plus favorisée. Et S. A. R. le prince-régent de Portugal s'engage pareillement en son nom, et en celui de ses héritiers et successeurs, à ne faire aucun règlement qui pourroit être préjudiciable ou nuisible au commerce et à la navigation des sujets de S. M. Britannique dans les ports, mers et domaines qui leur sont ouverts en vertu du présent traité. 1810

ART. VII. Les deux hautes parties contractantes ont résolu, quant aux privilèges dont jouiront les sujets de chacune d'elles dans le territoire ou les domaines de l'autre, qu'il sera établi de part et d'autre la plus parfaite réciprocité. Et les sujets de chacune des hautes parties contractantes auront le droit libre et incontestable de voyager et de résider dans le territoire ou les domaines de l'autre, d'occuper des maisons et des magasins, et de disposer de toute espèce de propriété personnelle, par vente, donation, échange ou testament, ou de toute autre manière que ce puisse être, sans le plus léger empêchement ni obstacle à cet effet. Ils ne seront forcés à payer aucune taxe ou impôt sous aucun prétexte quelconque, plus considérable que ceux qui sont payés ou peuvent être payés par les sujets naturels du souverain dans les domaines duquel ils seroient résidans. Ils seront exempts de tout service militaire forcé, soit de terre, soit de mer. Leurs maisons d'habitation, magasins et dépendances seront respectés. Ils ne seront sujets à aucune visite ou recherche vexatoire, et on ne pourra non plus, sous prétexte de l'autorité suprême de l'Etat, faire arbitrairement l'inspection ou l'examen de leurs livres, papiers ou comptes. Il est néanmoins entendu, que dans les cas de trahison, de contrebande et d'autres crimes, pour la découverte desquels il a été statué par la loi du pays, cette loi sera exécutée, sans qu'il est bien convenu de part et d'autre, que des accusations fausses et

1810 malignes ne pourront servir de prétexte ou d'excuse pour des visites et recherches vexatoires, ni pour l'examen des livres de commerce, papiers ou comptes, et que ces visites ou examens ne pourront jamais avoir lieu que d'après les ordres du magistrat compétant, et en présence du consul de la nation à laquelle la partie accusée se trouveroit appartenir, ou de son adjoint ou représentant.

Levée
de toute
contrave

ART. VIII. S. A. R. le prince-régent de Portugal s'engage en son nom, et en celui de ses héritiers et successeurs, qu'il ne sera mis dans ses Etats aucune restriction ni entrave au commerce des sujets anglais, lequel ne pourra non plus être entravé par aucun monopole, contrat ou privilège exclusif quelconque pour la vente et l'achat; mais que les sujets de la Grande-Bretagne auront la permission pleine et entière d'acheter de qui bon leur semblera, et de vendre à toute personne quelconque, et cela de la manière qui leur conviendra le mieux, soit en gros ou en détail, sans être obligés d'accorder aucune préférence ou faveur en conséquence desdits monopoles, contrats ou privilèges exclusifs de vente ou d'achat. Et S. M. Britannique s'engage de son côté à observer fidèlement ce principe ainsi exposé et reconnu par les deux hautes parties contractantes.

Mais il est aussi clairement entendu que le présent article ne pourra être interprété comme invalidant ou infirmant le droit exclusif que possède la couronne de Portugal dans ses propres domaines à la ferme pour la vente de l'ivoire, du bois de Brésil, de l'uzela, des diamans, de la poudre d'or, de la poudre à canon et du tabac en poudre, pourvu néanmoins que s'il arrivoit jamais que les articles ci-dessus dénommés devinssent, généralement ou séparément, des objets ou denrées d'un commerce libre dans les Etats de S. A. R. le prince-régent de Portugal, les sujets de S. M. Britannique auront la permission de trafiquer de ces articles aussi librement et sur le même pied que ceux de la nation la plus favorisée.

Consuls.

ART. IX. S. M. Britannique et S. A. R. le prince-régent de Portugal ont arrêté et résolu, que chacune des hautes parties contractantes aura le droit de nommer et d'envoyer des consuls généraux, consuls et vice-consuls

consuls dans tous les ports et domaines de l'autre partie contractante où ils sont ou peuvent être nécessaires pour l'avantage du commerce et pour les intérêts commerciaux des négocians sujets des deux couronnes. — Mais il est expressément stipulé que ces consuls, de quelque classe qu'ils puissent être, ne seront reconnus ni reçus, ni autorisés à agir comme tels, à moins qu'ils ne soient dûment qualifiés par leur propre souverain, et approuvés par l'autre souverain dans les Etats duquel ils doivent être employés. Les consuls, de quelque classe qu'ils soient, dans les Etats de chacune des hautes parties contractantes, seront mis respectivement sur le pied d'une égalité et d'une réciprocité parfaites; et leur mission n'ayant d'autre objet que de faciliter les opérations du commerce et de la navigation, ils ne jouiront que des privilèges attachés à leurs fonctions, et qui sont reconnus et admis par tous les gouvernemens comme nécessaires pour remplir les devoirs de leurs places. Dans tous les cas, soit civils ou criminels, ils seront entièrement assujettis aux lois du pays où ils résideront, et ils jouiront pareillement de la pleine et entière protection de ces lois aussi long-tems qu'ils s'y montreront soumis.

1810

ART. X. S. A. R. le prince-régent de Portugal, ^{Juges} désirant protéger et faciliter le commerce des sujets ^{conser-} de la Grande-Bretagne dans ses Etats, ainsi que leurs ^{vateurs.} relations d'affaires avec ses propres sujets, veut bien leur accorder le privilège de nommer et d'avoir des magistrats spéciaux agissant pour eux comme juges conservateurs dans les ports et cités de ses Etats où des tribunaux et cours de justice sont ou peuvent être établis par la suite. Ces juges statueront et prononceront sur toutes les causes qui seront portées devant eux par des sujets Britanniques, de la même manière que par le passé, et leur autorité, ainsi que leurs décisions, seront respectées; et les lois, decrets et coutumes du Portugal relativement à la juridiction du juge conservateur, sont déclarés être reconnus et renouvelés par le présent traité. Ils seront choisis par la pluralité des sujets Britanniques, résidant ou commerçant dans le port ou lieu où la juridiction du juge conservateur sera établie; et le choix ainsi fait sera transmis à l'ambassadeur de S. M. Britannique ou à son ministre résidant à la cour de Portugal, pour être par lui soumis à l'ap-

1810 à l'approbation de S. A. R. le prince-régent de Portugal, et, en cas de refus de sa part de confirmer ce choix, les parties intéressées devront procéder à une nouvelle élection, jusqu'à ce que l'approbation royale du prince-régent ait été obtenue.

Le renvoi du juge conservateur, en cas de négligence ou de prévarication, doit aussi être effectué en recourant à l'autorité de S. A. R. le prince-régent de Portugal par l'intermédiaire de l'ambassadeur Britannique ou du ministre résidant à la cour de S. A. R. En retour pour cette concession en faveur des sujets Britanniques, S. M. Britannique s'engage à faire observer très scrupuleusement et très strictement les lois en vertu desquelles les personnes et les propriétés des sujets portugais résidans dans ces Etats sont garanties et protégées, et dont (en commun avec tous les autres étrangers) ils éprouvent les avantages, à cause de l'équité reconnue de la jurisprudence Britannique et de l'excellence toute particulière de la constitution Britannique. Et il est de plus stipulé que, dans le cas où il seroit accordé par S. M. Britannique aux sujets d'un autre Etat quelconque, quelque faveur ou privilège analogue ou semblable à l'institution des juges conservateurs, accordée par cet article aux sujets britanniques résidans dans les Etats portugais, la même faveur ou le même privilège seront censés être par-là même accordés aux sujets portugais résidans dans les Etats britanniques, de la même manière que si la chose avoit été expressément stipulée par le présent traité.

Ambas-
sadeurs
et mini-
stres.

ART. XI. S. M. Britannique et S. A. R. le prince-régent de Portugal, conviennent en général d'accorder les mêmes faveurs, immunités, privilèges, et exemptions de droits et impôts à leurs ambassadeurs respectifs, ministres, ou agens accrédités près les cours de chacun d'eux; et toute faveur quelconque qui seroit accordée à cet effet par l'un des deux souverains dans sa propre cour, l'autre souverain s'engage à accorder la même faveur à sa cour.

Reli-
gion.

ART. XII. S. A. R. le prince-régent de Portugal déclare et s'engage, en son nom et en celui de ses héritiers et successeurs, que les sujets de S. M. Britannique résidans dans ses Etats et domaines, ne seront pas gênés, troublés, persécutés, ni inquiétés relativement à leur religion, mais qu'ils y auront parfaite liberté

1810

liberté de conscience, et le droit d'entendre et de célébrer le service divin en l'honneur du Dieu tout-puissant, soit dans leurs propres maisons, ou dans leurs églises et chapelles particulières, S. A. R. leur accordant actuellement et pour toujours la permission d'en faire construire dans ses Etats et de les y entretenir; pourvu néanmoins, que lesdites églises et chapelles soient construites de manière à ce qu'à l'extérieur elles ressemblent à des maisons particulières, et qu'on s'y interdise l'usage des cloches pour annoncer publiquement l'heure du service divin; et il est de plus stipulé, que ni les sujets de la Grande-Bretagne ni tous autres étrangers, d'une communion différente de la religion établie dans les Etats du Portugal, ne seront pas poursuivis ou inquiétés en matière de conscience, soit dans leurs personnes ou leurs propriétés, aussi long-tems qu'ils se conduiront avec ordre, décence et moralité, et d'une manière conforme aux usages du pays, et à la constitution dans l'église et dans l'Etat; mais s'il étoit prouvé qu'ils prêchassent ou déclamaient publiquement contre la religion catholique, ou qu'ils s'efforçassent de faire des prosélytes et des conversions, les individus coupables d'une telle offense, pourront, lorsque le délit sera manifeste, être chassés du pays où l'offense aura été commise; et ceux qui manqueroient en public au respect et aux convenances que l'on doit aux formes et aux cérémonies de la religion catholique établie, pourront être cités devant la police civile, et condamnés, soit à une amende, soit à un emprisonnement dans leur propre domicile. Et si l'offense étoit grave et scandaleuse au point de troubler la tranquillité publique, ou de mettre en danger la sûreté de l'institution de l'Eglise et de l'Etat (telle qu'elle est établie par les lois), les individus ainsi coupables, le fait ayant été légalement prouvé, pourront être renvoyés hors des Etats du Portugal. Les sujets britanniques auront aussi la liberté d'enterrer dans les lieux convenables et désignés à cet effet, ceux de leurs compatriotes qui viendroient à décéder dans les Etats de S. A. R. le prince-régent de Portugal; et les funérailles, non plus que les tombeaux des morts, ne pourront être troublés d'aucune manière ni sous aucun prétexte. De la même manière, les sujets du Portugal jouiront dans tous les Etats de S. M.

1810 S. M. Britannique, d'une parfaite et entière liberté de conscience dans toutes les affaires de religion, conformément au système de tolérance qui s'y trouve établi. Ils peuvent librement remplir les pratiques de leur religion publiquement ou en particulier dans leurs propres maisons, ou dans les chapelles et temples destinées à cet effet, sans qu'ils aient à redouter actuellement, non plus qu'à l'avenir, le plus léger empêchement, le moindre trouble ou la moindre difficulté à cet effet.

Paque-
bots.

ART. XIII Il est convenu et arrêté, par les hautes parties contractantes, qu'il sera établi des paquebots, à l'effet d'activer le service public entre les deux cours, et de faciliter les relations commerciales de leurs sujets respectifs. Il sera conclu, à cet effet, une convention fondée sur la base de celle qui fut signé à Rio de Janeiro, le 14 Septembre 1808, afin de déterminer les conditions sur lesquelles ces paquebots seront établis, laquelle convention sera ratifiée en même tems que le présent traité.

Crimi-
nels.

ART. XIV. Il est convenu et arrêté que les individus coupables de haute trahison, de faux ou de tout autre crime abominable, dans les Etats de l'une des deux hautes parties contractantes, ne pourront trouver refuge ni protection dans les Etats de l'autre, et que ni l'une ni l'autre des hautes parties contractantes n'admettra et n'entretiendra sciemment et volontairement à son service des individus, sujets de l'autre puissance, qui auroient déserté le service militaire de terre ou de mer; et que, au contraire, celle des deux puissances qui les auroit admis à son service, sera tenue de les congédier lorsqu'elle en sera requise par l'autre; mais il est convenu et déclaré que ni l'une ni l'autre des hautes parties contractantes n'accordera à aucun autre Etat aucune faveur au sujet des personnes qui auroient déserté le service de cet Etat, sans que cette concession n'ait lieu également pour l'autre partie contractante, de la même manière que si cette même faveur avoit été expressément stipulée par le présent traité. Et il est de plus convenu que, s'il arrivoit que des novices ou des matelots desertassent des navires appartenant aux sujets de l'une des hautes parties contractantes pendant qu'ils seroient dans le port de l'autre partie, les magistrats seront tenus de donner main-forte pour leur

leur arrestation, lorsqu'ils en auront été dûment re- 1810
quis par le consul-général, ou consul, ou par son
adjoint, ou son représentant, et qu'aucun corps civil
ni religieux n'aura le pouvoir de protéger de tels
déferteurs.

ART. XV. Toutes denrées, marchandises et articles Pro-
quelconques du produit des manufactures, de l'indu-
strie, ou des découvertes des Etats et sujets de S. M. tions
Anglai-
ses ad-
mises en
Europe,
en Ame-
rique,
Asie et
Afrique

Britannique, seront admis dans tous et chacun des
ports et Etats de S. A. R. le prince-régent de Portu-
gal, en Europe et en Amérique, en Afrique et en Asie;
qu'ils soient consignés à des sujets anglais ou portu-
gais, en payant généralement et uniquement quinze
pour cent de droits sur le montant de l'estimation qui
sera faite d'après un tarif ou un tableau des évalu-
ations, nommé panta en langue portugaise, dont la
principale base sera le prix d'achat desdits objets, con-
signé sous serment dans la facture; prenant aussi en
considération (autant que cela pourra être juste ou pra-
ticable) les prix courans du pays où ces articles auront
été importés. Ce tarif ou tableau sera réglé et déter-
miné par un nombre égal de négocians anglais et por-
tugais d'une intégrité et probité reconnues, lesquels
seront assistés, savoir: les négocians anglais, du con-
sul-général ou consul de S. M. Britannique; et les né-
gocians, portugais, du surintendant ou administrateur-
général des douanes, ou de leurs adjoints respectifs.
Et le susdit tarif ou tableau des évaluations sera dressé
et promulgué dans chacun des ports appartenant à
S. A. R. le prince-régent de Portugal, où il y aura un
bureau de douanes. Il sera achevé et commencera à
avoir son effet, le plus tôt possible, après l'échange
des ratifications du présent traité; et au plus tard,
dans l'espace de trois mois, à compter de la date du-
dit échange. Et il sera revu et corrigé, s'il est néces-
saire, de tems en tems, en tout ou en partie, toutes
les fois que les sujets de S. M. Britannique, résidant
dans les Etats de S. A. R. le prince-régent de Portu-
gal, feront une réquisition à cet effet par l'intermé-
diaire du consul-général ou consul de S. M. Britanni-
que, ou toutes les fois que les négocians et sujets
portugais feront de leur côté la même réquisition.

ART. XVI. Mais dans l'intervalle qui s'écoulera Dispo-
entre l'échange des ratifications du présent traité, et tion in-
la terimai-
re.

1810 la promulgation du tarif ci-dessus mentionné, si des denrées ou marchandises du produit ou des manufactures des Etats de S. M. Britannique arrivoient dans les ports de S. A. R. le prince-régent de Portugal, il est stipulé qu'elles seront admises pour la consommation, en payant le droit de 15 pour cent ci-dessus spécifié, d'après le taux du tarif qui est actuellement établi, si ces denrées ou marchandises se trouvent être comprises dans ce tarif; et si elles n'étoient pas comprises dans ce tarif (comme aussi si des denrées ou marchandises anglaises entroient par la suite dans les ports de la domination portugais, sans avoir été nominativement désignées et évaluées dans le nouveau tarif ou pauta, qui doit être fait en conséquence des stipulations du précédent article du présent traité) elles seront également admises en payant le même droit de 15 pour cent ad valorem, d'après le prix des factures desdites denrées ou marchandises, lequel sera constaté par la remise légale, et sous serment, qui en sera faite par les parties qui importeroient lesdits objets. Et dans le cas où il s'éleveroit aucun soupçon de fraude ou de pratiques illégales, les factures seront examinées, et la valeur réelle des denrées ou marchandises sera certifiée par la décision d'un nombre égal de négocians anglais et portugais d'une intégrité et probité reconnues auxquels on s'en rapportera; et dans le cas où les voix se partageroient pour et contre à une égalité de suffrages, ils nommeront alors un autre négociant, recommandable pareillement pour sa probité et son intégrité, au jugement duquel on s'en rapportera en dernier ressort, et dont la décision à ce sujet sera définitive et sans appel. Et dans le cas où ladite facture auroit été jugée légale et exempte de fraude, les denrées et marchandises y énoncées seront admises, en payant les droits ci-dessus énoncés de 15 pour cent; et si ce jugement arbitral donnoit lieu à quelques dépenses, elles seront remboursées par la partie qui auroit élevé des doutes sur la légitimité et l'exactitude de la facture. Mais si la facture ainsi dénoncée se trouve être fautive et illégale; alors, les officiers des douanes s'empareront de ces denrées et marchandises pour le compte du gouvernement portugais, au prix spécifié dans la facture, en ajoutant 10 pour cent à la somme ainsi payée par les officiers des douanes

douanes, le gouvernement portugais s'obligeant pour le paiement, dans l'espace de 15 jours, desdites marchandises ainsi évaluées et achetées par les officiers des douanes, et les dépenses qu'auroit occasionnées cette procédure seront supportées par la partie qui auroit présenté la facture comme juste et légale. 1810

ART. XVII. Il est stipulé et reconnu que les articles des munitions navales et militaires conduits dans les ports de S. A. R. le prince-régent de Portugal, dont le gouvernement portugais voudroit faire l'acquisition pour son propre usage, seront payés sans délai au prix fixé par les propriétaires, sans qu'on puisse les forcer à les vendre à un plus bas prix. Munitions navales et militaires.

Et il est de plus stipulé que si le gouvernement portugais s'emparoit d'une cargaison quelconque, ou de partie d'une cargaison, dans l'intention de l'acheter ou autrement, ledit gouvernement portugais sera responsable des dommages et avaries qui pourroient s'ensuivre, pendant que ces denrées seront confiées à la garde de ses officiers.

ART. XVIII. S. A. R. le prince-régent de Portugal vent bien accorder aux sujets de la Grande-Bretagne le privilège d'être consignataires des droits qu'ils auront à payer aux douanes de ses Etats, aux mêmes conditions, et en fournissant les mêmes sécurités que les sujets du Portugal. Consignataires aux douanes

Et il est d'un autre côté stipulé et arrêté, que les sujets de la couronne de Portugal recevront, autant que cela pourra être juste et légal, la même faveur dans les douanes de la Grande-Bretagne qui est accordée aux sujets naturels de S. M. Britannique.

ART. XIX. De son côté S. M. Britannique, tant en son nom qu'en celui de ses héritiers et successeurs, promet et s'engage que toutes denrées, marchandises, et articles quelconques du produit des manufactures, de l'industrie, ou de l'invention des Etats ou sujets de S. A. R. le prince-régent de Portugal, seront reçus et admis dans tous et chacun des ports des Etats de S. M. Britannique, en payant généralement et uniquement les mêmes droits que paient pour de semblables articles les sujets de la nation la plus favorisée. Productions Portugaises admises.

Et il est expressément déclaré que s'il survénoit une réduction exclusive de droits en faveur des denrées et marchan-

1810 marchandises anglaises importées dans les Etats de S. A. R. le prince-régent de Portugal, une réduction équivalente aura lieu sur les denrées et marchandises portugaises importées dans les Etats de S. M. Britannique, et vice versa, les articles sur lesquels cette réduction équivalente devra porter étant réglés et déterminés par un accord et une convention préalables entre les deux hautes parties contractantes.

Il est entendu qu'une réduction de cette sorte ainsi accordée par l'une des parties à l'autre, ne pourra l'être ensuite (excepté aux mêmes conditions et dans la même compensation), en faveur d'un autre Etat ou nation quelconque; et cette déclaration doit être regardée comme réciproque de la part des deux hautes parties contractantes.

Productions du Brésil.

ART. XX. Mais comme il existe certains articles du crû et produit du Brésil, qui sont exclus des marchés et de la consommation intérieure des Etats de S. M. Britannique, tels que le sucre, le café, et d'autres productions semblables à celles des colonies Britanniques, S. M. Britannique voulant favoriser et protéger (autant que possible) le commerce des sujets de S. A. R. le prince-régent de Portugal, consent et permet que lesdits articles, ainsi que tous autres du crû et du produit du Brésil et de toute autre partie des Etats portugais, soient reçus et mis en dépôt dans les ports anglais désignés à cet effet par la loi, pour pouvoir être réexportés, d'après un règlement convenable, étant ainsi exempts des droits considérables qu'ils auroient eu à payer s'il avoient été destinés pour la consommation intérieure dans les Etats Britanniques, et ne pouvant être assujettis qu'aux droits d'entrepôt et de réexportation.

Productions Britanniques des Indes.

ART. XXI. De la même manière, nonobstant le privilège général et l'admission ainsi accordés dans le 15 article du présent traité par S. A. R. le prince-régent de Portugal, en faveur de toutes les denrées et marchandises du crû et des manufactures des Etats Britanniques; S. A. R. se réserve à elle-même le droit de soumettre à de forts impôts et même de prohiber tous les articles connus sous le nom de productions des Indes Orientales et Occidentales, tels que le sucre et le café, lesquels ne peuvent être admis pour la consommation.

consommation dans les Etats portugais, par le même principe de politique coloniale, qui empêche que de semblables articles provenant du Brésil soient admis dans les Etats Britanniques. 1810

Mais S. A. R. le prince-régent de Portugal consent que tous les ports de ses Etats où il y aura des douanes, soient réputés ports libres pour la réception et l'admission de tous articles quelconques du produit et des manufactures des Etats Britanniques, non destinés pour la consommation du lieu où ils peuvent être ainsi reçus, mais pour la réexportation, soit dans d'autres ports des Etats portugais ou dans ceux de tout autre Etat. Et les articles ainsi reçus et admis (conformément à des réglemens convenables) seront exempts des droits auxquels ils auroient été assujettis s'ils avoient été destinés pour la consommation du lieu où ils ne sont qu'en dépôt, et ils ne paieront que les mêmes droits qui pourront être mis sur des articles du même genre, provenant du Brésil, qui seront reçus et déposés pour la réexportation dans les ports des Etats de S. M. Britannique.

ART. XXII. S. A. R. le prince-régent de Portugal, afin de faciliter et d'encourager le commerce légitime, non-seulement des sujets de la Grande-Bretagne, mais aussi de ceux du Portugal avec d'autres voisins des siens, et dans la vue pareillement d'augmenter et de conserver cette partie de son propre revenu provenant des droits d'entrepôt sur certaines marchandises, déclare que le port de Sainte-Catherine sera désormais port libre, d'après les clauses énoncées dans le précédent article du présent traité. Ste Catherine port libre.

ART. XXIII. S. A. R. le prince-régent de Portugal desirant donner le plus d'extension possible à la base du système commercial qu'on a en vue par le présent traité, veut bien saisir l'occasion qui lui est offerte par là, de faire connaître la résolution qu'elle avoit déjà conçue de rendre Goa un port libre, et de permettre la libre tolérance de toutes les sectes religieuses quelconques dans cette ville et dans ses dépendances. Goa port libre.

ART. XXIV. Tout commerce avec les possessions portugaises situées sur la côte orientale du continent d'Afrique (en articles non compris dans les contracts exclusifs que possède la couronne de Portugal) qui a Commerce d'Afrique.

1810 pu être permis autrefois aux sujets de la Grande-Bretagne, est aujourd'hui confirmé, et leur est garanti pour toujours, de la même manière que le commerce qui a été jusqu'à présent permis aux sujets portugais dans les ports et mers d'Asie est confirmé, et leur est garantie en vertu du sixième article du présent traité.

Renon-
ciation
aux fac-
toreries.

ART. XXV. Mais afin de donner plus d'efficacité à ce système de parfaite réciprocité que les deux hautes parties contractantes font dans l'intention d'établir comme la base de leurs relations mutuelles, S. M. Britannique consent à renoncer au droit de créer des factoreries ou corporations de négocians anglais, sous quelque dénomination que ce soit, dans les Etats de S. A. R. le prince-régent de Portugal; pourvu, néanmoins, que cette concession, conforme aux vœux de S. A. R. le prince-régent de Portugal, ne prive pas les sujets de S. M. Britannique résidant dans les Etats du Portugal, de l'entière jouissance comme commerçans, d'aucun de ces droits et privilèges qu'ils possédoient ou pouvoient posséder comme membres des compagnies de commerce; et aussi que le commerce et trafic auquel se livrent les sujets Britanniques ne sera pas restreint ni entravé par aucune compagnie de commerce quelconque, possédant des faveurs et des privilèges exclusifs dans les Etats du Portugal. Et S. A. R. le prince-régent de Portugal prend aussi l'engagement de ne pas consentir ni permettre qu'un autre Etat ou nation quelconque établisse des factoreries ou des corporations de négocians dans les Etats, aussi long-tems qu'il n'y sera pas établi de factoreries anglaises.

Revi-
sion des
anciens
traités.

ART. XXVI. Les deux hautes parties contractantes conviennent qu'elles vont s'occuper de suite de la révision de tous les anciens traités subsistant entre les deux couronnes, à l'effet de déterminer celles des stipulations qui y sont contenues, qu'il convient, dans la situation présente des affaires, qu'elles soient continuées ou renouvelées.

Il est convenu et arrêté que les stipulations contenues dans les anciens traités, concernant l'admission des vins du Portugal d'une part et les étoffes de laine de la Grande-Bretagne de l'autre, ne subiront aucune altération. On convient de la même manière que les
faveurs,

faveurs, privilèges et immunités qui auroient été accordés par les deux parties contractantes aux sujets de l'autre, soit par traité, décret ou alvara, resteront en vigueur, excepté le pouvoir qui avoit été accordé par d'anciens traités, de transporter à bord des navires de chacun des deux pays toute denrée et marchandise quelconque, étant la propriété des ennemis de l'autre pays, lequel pouvoir est aujourd'hui révoqué et annulé publiquement et mutuellement. 1810

ART. XXVII. La liberté réciproque du commerce et de la navigation, telle qu'elle est établie par le présent traité, sera censée s'étendre à toute espèce de denrée et marchandise quelconque, excepté les objets qui appartiendroient aux ennemis de l'une des deux puissances, et la contrebande de guerre. Contre-
bande de
guerre.

ART. XXVIII. Sous le nom de contrebande et d'articles prohibés seront compris non-seulement les armes, les canons, les mousquets, les mortiers, les pétards, les bombes, les grenades, les saucissons, les carcasses, les affûts de canon, les platines, les bandouillères, la poudre à canon, les mèches, le salpêtre, les balles, les piques, les épées, les casques, les cuirasses, les fourreaux de pistolet, les bandrriers, les chevaux et leurs harnois, mais aussi tous autres articles qui peuvent avoir été désignés comme objets de contrebande dans tous les traités antérieurement conclus par la Grande-Bretagne ou par le Portugal avec d'autres puissances. Mais les articles qui n'auront pas subi la forme d'instrumens de guerre ou qui ne pourront servir à cet effet, ne seront pas réputés objets de contrebande; encore moins ceux qui ont été manufacturés pour d'autres objets; lesquels ne seront pas compris sous la dénomination de contrebande, et pourront tous être librement transportés par les sujets des deux souverains, même dans des places appartenant à un ennemi, excepté seulement celles de ces places qui seroient assiégées, bloquées ou investies par terre ou par mer. Sa défini-
tion.

ART. XXIX. Dans le cas où des navires, ou navires de guerre, ou des bâtimens marchands viendroient à faire naufrage sur les côtes de l'une ou l'autre des hautes parties contractantes, toutes les parties desdits vaisseaux ou navires, de leurs fournitures ou agrès, Naufrage.

1810 denrées ou marchandises qui seront sauvées, ou l'argent qui en proviendra, seront fidèlement rendues sur la demande qui en sera faite par les propriétaires ou leurs fondés de pouvoir, en, par eux, payant seulement les dépenses qui auroient été faites pour recouvrer lesdits objets, d'après le tarif du sauvetage établi de part et d'autre (réservant en même tems les droits et coutumes de chaque nation, qui pourront néanmoins être abolis ou modifiés selon qu'ils seroient contraires aux stipulations du présent article); et les hautes parties contractantes interposeront mutuellement leur autorité, afin que ceux de leurs sujets qui tire-roient avantage des malheurs de cette sorte, soient sévèrement punis.

Pirates : ART. XXX. Et pour assurer d'avantage la sécurité et la liberté du commerce et de la navigation, il est de plus convenu entre S. M. Britannique et S. A. R. le prince-régent de Portugal, que non-seulement ils refuseront de recevoir aucun pirate, quelconque ou écumeur de mer dans leurs ports, havres et villes, cités, ne permettant pas non plus, qu'aucun de leurs sujets, citoyens ou habitans, de part et d'autre, puissent les recevoir ou les protéger dans leurs ports, leur donner asyle dans leurs maisons, ni leur prêter assistance de quelque manière que ce soit; mais de plus, qu'ils feront punir sévèrement, et pour servir d'exemple aux autres, ces pirates et écumeurs de mer, ainsi que les personnes qui les auroient accueillis, aidés ou protégés. Et tous leurs navires, ainsi que les denrées et marchandises qu'ils auroient prises, qui seroient conduits dans les ports de l'une ou l'autre des hautes parties contractantes, seront saisis autant qu'on pourra les découvrir, et seront rendus à leurs propriétaires ou leurs fondés de pouvoirs (les titres de propriété ayant été dûment constatés), même dans le cas où ces effets auroient passé par vente en d'autres mains, s'il est prouvé que les acheteurs savoient ou pouvoient savoir qu'ils provenoient de piraterie.

Cas de rupture : ART. XXXI. Pour la sécurité future du commerce et de l'amitié entre les sujets de S. M. Britannique et de S. A. R. le prince-régent de Portugal, et pour que la bonne harmonie qui existe mutuellement entr'eux ne puisse être troublée en aucune manière, il est convenu

1810

convenu et arrêté, que s'il survenoit jamais quelque démêlé, quelque animosité ou rupture entre les couronnes des hautes parties contractantes, ce qu'à Dieu ne plaîse (laquelle rupture ne sera censée exister que lors du rappel ou renvoi des ambassadeurs et ministres respectifs), les sujets de chacune des deux parties, résidant dans les Etats de l'autre, auront le privilège d'y rester et d'y continuer leur commerce, sans aucune sorte d'interruption, tant qu'ils se conduiront tranquillement et qu'ils ne commettront aucune offense contre les lois et ordonnances; et dans le cas où leur conduite les rendroit suspects, et où les gouvernemens respectifs se verroient forcés de les renvoyer, le terme de 12 mois leur sera accordé pour cet effet, afin qu'ils puissent se retirer avec leurs effets et leurs propriétés, qui pourroient se trouver entre les mains de certains individus ou du gouvernement.

En même tems il doit être entendu que cette faveur ne pourra s'étendre à ceux qui enfreindroient d'une manière quelconque les lois établies.

ART. XXII. Il est convenu et stipulé entre les hautes parties contractantes, que le présent traité sera illimité quant à sa durée, que les obligations et conditions qui y sont contenues ou qui en sont la conséquence seront perpétuelles et immuables, et qu'elles ne seront changées ni altérées en aucune manière, dans le cas où S. A. R. le prince-régent de Portugal, ses héritiers ou successeurs viendroient à rétablir le trône de la monarchie portugaise dans les Etats européens de cette couronne.

ART. XXXIII. Mais les deux hautes parties contractantes se réservent à elles-mêmes le droit d'examiner et de reviser conjointement les différens articles de ce traité après l'expiration de quinze années, à dater de l'échange des ratifications, et de proposer alors et d'adopter tels changemens, modifications et additions que les vrais intérêts de leurs sujets respectifs pourroient exiger. Il est entendu néanmoins que toute stipulation qui, à l'époque de la révision du présent traité, sera contestée par l'une ou l'autre des hautes parties contractantes, sera regardée comme suspendue dans ses opérations, jusqu'à ce que la discussion concernant cette stipulation ait été terminée, la suspension

1810 sion de cette stipulation ayant été préalablement due-
ment dénoncée à l'autre partie, pour obvier aux incon-
vénients qui pourroient en résulter pour toutes les deux.

Execu-
tion et
ratifica-
tion.

ART. XXXIV. Les diverses stipulations et condi-
tions du présent traité commenceront à avoir leur effet
à la date de la ratification de S. M. Britannique, et
l'échange mutuel des ratifications se fera dans la cité de
Londres, dans l'espace de 4 mois, ou plutôt s'il est
possible, à dater du jour de la signature du présent
traité.

En foi de quoi, nous soussignés plénipotentiaires
de S. M. Britannique et de S. A. R. le prince-régent
de Portugal, en vertu de nos pleins-pouvoirs respectifs,
avons signé le présent traité de nos mains, et y avons
fait apposer le sceau de nos armes.

Fait dans la cité de Rio de Janeiro, le 19 de Février,
l'an de notre seigneur 1810.

STRANGFORD.

Comte DE LINHARES.

6.

1811 Convention entre l'Empereur des Français et
28 Dec. le Grand-Duc de Francfort sur le rembour-
sement des dettes et la cession de partie de do-
maines réservés; signée à Paris le 28 Déc. 1811.

(Copié sur l'original.)

Napoléon par la grâce de Dieu et les Constitutions,
Empereur des Français, Roi d'Italie, Protecteur de
la Confédération du Rhin, Mediateur de la Confé-
dération Suisse, ayant vu et examiné la Convention
conclue, arrêtée et signée à Paris, le 28 Décembre
1811, par le Sr. Jacques Desfermon, Comte de l'Em-
pire, Ministre et Conseiller d'Etat, en vertu des
pleins-pouvoirs, que Nous lui avons conférés à cet
effet, avec le Sr. Christophe Louis Dorothee, Comte
de Keller, Ministre d'Etat, Envoyé extraordinaire
et

et Ministre Plénipotentiaire de Son Altesse Eminentissime et Royale le Grand-Duc de Francfort, Prince Primat de la Confédération du Rhin etc. pareillement muni de pleins pouvoirs, de laquelle Convention la teneur suit :

1811

Entre les soussignés M. Jacques Defermon, Comte de l'Empire, Grand-Officier de la Légion d'honneur, Chevalier de l'ordre Royal de la Couronne de fer, Ministre et Conseiller d'Etat, Président de la Section des finances et Intendant général du Domaine extraordinaire de Sa Majesté l'Empereur des Français, Roi d'Italie, Protecteur de la Confédération du Rhin, Mediateur de la Confédération Suisse;

Et Mr. Dorothee (Louis Christophe) Comte de Keller, grand-croix de l'ordre de l'aigle rouge, Chevalier de l'ordre Royal de la Couronne de Westphalie, Ministre d'Etat, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Son Altesse Eminentissime et Royale le Grand-Duc de Francfort, Prince-Primat de la Confédération du Rhin etc. etc. près Sa Majesté l'Empereur des Français.

A été faite et arrêtée en vertu des pouvoirs à eux délégués et sous le bon plaisir de leur Souverains respectifs, la Convention suivante à l'effet:

1. de régler amiablement le remboursement de ce qui reste à recouvrer à raison des contributions ordinaires et extraordinaires de guerre, Impositions, Capitaux, Intérêts et accessoires, à charge des Baillages des Provinces de Hanau et Fulde réunis au Grand-Duché de Francfort, avant la cession des Baillages des dites Provinces et leur réunion à ce Grand-Duché.
2. De traiter de la cession de partie des Domaines réservés dans les dites Provinces dont la souveraineté a été cédée à Son Altesse Royale par le Traité du 16 Février 1810.

Première Partie.

Remboursement des dettes.

ART. I. Sont cédées et abandonnées à S. A. R., tous les droits du Domaine extraordinaire à la répétition des Sommes dues par les Baillages de Hanau et Fulde réunis au Grand-Duché de Francfort:

1811

1. Pour Contributions de Guerre;
2. Pour Contributions et revenus ordinaires;
3. Pour Bois et grains fournis aux Armées, à la décharge des dites Provinces et Loyers de Bâtimens domaniaux occupés par des établissemens et Employés régaliens;
4. Pour Capitaux et intérêts dûs par ces Provinces à la Direction du Domaine extraordinaire.
5. Pour arrérages de Rentes sur l'Octroi du Rhin cédés au Domaine extraordinaire par le Prince Lowenstein et le Comte de Linanges.

Le montant desquels objets d'après l'état dressé par le Directeur du Domaine extraordinaire dans les Provinces de Fulde et de Hanau, le 25 Septembre dernier déduction faite des à comptes payés et de la valeur des fournitures et des Livraisons exécutées par les dites Provinces, s'élèvent à la somme de quatre millions quatre cent quatorze mille sept cent soixante dix francs, quatre vingt quatorze centimes.

ART. II. Ne sont pas compris dans la présente Cession et sont réservés au domaine extraordinaire de Sa Majesté Impériale tous les droits à raison de la portion contributive de S. A. R. le Grand-Duc de Hesse-Darmstadt, dans les dettes des Provinces de Fulde et de Hanau, dans la proportion des Baillages qui faisoient partie ci-devant des dites Provinces et qui ont été réunis au Grand-Duché de Hesse-Darmstadt, de laquelle portion il a été fait distraction par le Directeur du domaine extraordinaire, dans son Etat du 25 Septembre dernier.

ART. III. En retour de la cession énoncée en l'article 1, il sera réservé au Trésor du Domaine extraordinaire à Paris, au moment de l'échange des ratifications de la présente Convention, Cinquante Bons de quarante mille francs chacun, formant ensemble la Somme de deux millions.

Les dits Bons porteront intérêt à cinq pour cent sans retenue, jusqu'au remboursement du Capital et entreront dans les Séries payables aux époques indiquées à l'article 10.

ART. IV. Les dits Bons seront rédigés et signés conformément au modèle annexé à la présente; le rem-
bourse-

bonrsement du Capital se fera à Paris, valeur intégrale et quitte de tous frais de Change, de Commillion et autres quelconques, par un Banquier qui désignera à cet effet S. A. R. ou par l'entremise de la Legation Grand-Ducale à Paris. 1811

ART. V. Sont spécialement affectés à la garantie du paiement du Capital et des intérêts des dits Bons, les revenus des Baillages de Fulde et Hanau, réunis au Grand-Duché de Francfort.

ART. VI. Pour accéder au désir de S. A. R. le Grand-Duc, de mettre fin à l'administration française dans les provinces de Fulde et Hanau avec la présente année 1811, et de traiter en conséquence,

1. des arriérés de revenus domaniaux échus au 31 Mars 1810, et dûs au Domaine extraordinaire par des habitans et Sujets du Grand-Duché de Francfort, s'élevant par apperçu, d'après l'état du Directeur du 25 Septembre dernier, à Trois cent mille francs;
2. Des revenus échus du 31 Mars 1810, au 31 Décembre 1811, des biens désignés pour former le revenu net de six cent mille francs réservés dans les provinces de Fulde et Hanau, soit qu'ils appartiennent aux donataires de S. M. dont les dotations entreront dans la Cession ci-après stipulée, soit qu'ils appartiennent au Domaine extraordinaire parcequ'ils n'avoient pas encore été employés en dotations.
3. Des Capitaux dûs d'une part, par des baillages communes et établissemens publics des pays formant le Grand-Duché montant à quatre vingt treize mille deux cent quarante huit florins. D'autre part des capitaux dûs par des particulières des dits Pays, montant à quarante mille deux cent quatre vingt huit florins; au Total Cent trente trois mille cinq cent trente six florins, non compris dans ces Capitaux, ceux sur lesquels le Domaine extraordinaire a déjà transigé avec les débiteurs;
4. Des Capitaux douteux ou litigieux montant, suivant l'état du 25 Septembre, à sept cent quarante un mille neuf cent douze francs vingt centimes.
5. Enfin sur la réclamation du donataire de la Saline de Naubheim, du fonds de cautionnement des Employés de la dite Saline, montant à Seize mille Six cent

1811 cent cinq francs trois centimes, il a été arrêté et convenu :

Premièrement, que l'arriéré des revenus échus au 31 Mars 1810, aux quels n'auroient pas droit les donataires de cinq dotations réservées aux articles suivans, est cédé à S. A. R. à la charge de payer les trois quarts seulement de la somme à laquelle il se trouvera monter par la Liquidation qui en sera faite par le Directeur du Domaine à Fulde, et un Commissaire de S. A. R. mais à la charge aussi de supporter tous les frais et toutes les non-valeurs sans répétition, et de payer les soixante quinze pour cent, par quart de trois mois en trois mois, au Trésor de l'extraordinaire à Paris, les 1 Avril, 1 Juillet, 1 Octobre et 31 Décembre 1812.

Secondement; est pareillement cédé et abandonné à S. A. R. l'arriéré des revenus échus au 31 Décembre 1811 sur les six cent mille francs réservés, aux quels n'auroient pas droit les donataires des cinq dotations mentionnées dans les articles suivans, à la condition à S. A. R. de payer au Trésor de l'extraordinaire à Paris, le montant du dit arriéré, d'après la Liquidation qui en anra été faite, à la déduction de dix pour cent pour tous frais de perception et en quatre payemens égaux, les premier Avril, premier Juillet, premier Octobre et trente un Décembre 1812.

Troisièmement; sont cédés et abandonnés à S. A. R. les Capitaux dus par des baillages, communes et particuliers des pays formant le Grand-Duché de Francfort, montant, suivant l'état du 25 Septembre à environ Cent trente trois mille cinq cent trente six florins, la dite cession, à la charge par S. A. R. de payer les dits Capitaux, à raison d'un franc par florin, et en conséquence, d'en verser le montant au Trésor de l'extraordinaire à Paris en Bons, lesquels porteront intérêt à cinq pour cent et seront rédigés conformément au modèle annexé à la présente et remboursables suivant les époques déterminées par l'article dix.

Quatrièmement; sont cédés et abandonnés à S. A. R. tous les droits du Domaine extraordinaire aux Capitaux litigieux et contestés, mentionnés au Chapitre 8. de l'état du 25 Septembre, montant à Sept cent quarante un mille neuf cent douze francs vingt centimes, renonçant

1811

nonçant pour le Domaine extraordinaire, à toute nouvelle demande et répétition qu'il pourroit former à la charge de S. A. R. et des Etats et Villes composant le Grand-Duché, pour raison de Capitaux et Créances inconnus jusqu'à ce jour.

Les droits que pouvoit avoir le Domaine extraordinaire aux dits Capitaux pourront être exercés par S. A. R. mais à ses risques et périls.

Au moyen de l'abandon ci-dessus et de la remise accordée par l'article 1. pour la libération des arrérages des quinze mille florins de rente échus jusqu'au premier Décembre 1811 et appartenant au Domaine extraordinaire par les cessions qui lui ont été faites par les Prince de Lowenstein et le Comte de Linanges, les dites rentes seront servies chaque année à l'avenir et à compter du dit jour premier Décembre 1811. au Domaine extraordinaire et aux donataires en faveur desquels S. M. I. pourroit en disposer, le tout et ce, sans égard aux termes et modes de payemens stipulés par la déclaration Grand-Ducale du 1 Décembre 1810 lesquelles rentes foncières conserveront, jusqu'à leur remboursement en Capital et intérêts, leur hypothèque sur les domaines des pays de Fulde et de Hanau, qui ne sont pas entrés dans la réserve des six cent mille francs faite par Sa Majesté l'Empereur et Roi.

Cinquièmement; il sera rétablie dans le délai de six mois, à la Caisse de la Saline de Naubeim, sur la quittance du Prince d'Eckmühl, donataire de la dite Saline ou de son préposé, la somme de six mille neuf cent florins, qui avoient été réservés à titre de cautionnement pour la sûreté de leur gestion, dans la Caisse de la Chambre de Hanau, par les Employés de la dite Saline, avec les intérêts de la dite somme, à compter du 1 Janvier 1809.

ART. VII. Il ne pourra être formé aucune répétition, soit au nom de S. A. R. soit au nom des pays et sujets du Grand-Duché, à la charge du Gouvernement français, pour quelque cause que ce puisse être, et l'engagement est pris par la présente d'acquitter celles que le Domaine extraordinaire eut eu à Soldes, soit pour charges dues à l'administration domaniale, soit pour ouvrages de réparations ou autres faites au Domaine avant la mise en possession des donataires de Sa Majesté Impériale.

ART.

1811 ART. VIII. Est aussi confirmée la renonciation déjà faite par S. A. R. de toute répétition pour l'entretien des chemins de hallage, dans le Grand-Duché de Berg, et au remboursement des pensions payées aux anciens Administrateurs des péages supprimés sur la rive droite du Rhin, et seront payées par S. A. R. les sommes qu'elle pourra devoir par le résultat du compte à régler entre Sa dite Altesse, le Domaine extraordinaire et l'administration des Ponts et Chaussées.

2. Partie.

Cession de Domaines réservés.

ART. IX. Les domaines que par l'article 7. du traité conclu à Paris le 16 Février 1810. S. M. I. et R. s'est réservé dans les Baillages de Provinces de Fulde et Hanau réunis au Grand-Duché, sont cédés en toute propriété à S. A. R. le Grand-Duc pour en jouir et disposer, ainsi qu'elle le jugera convenable.

Sont exceptés de la présent Cession, ceux des dits Domaines et tous les droits en dépendance compris dans les dotations de S. A. R. M^{me} la Princesse Pauline Duchesse de Gnaustalla, de S. E. M. le Duc de Frioul, de M. le Général Lemarrois, de M. M. les Comtes Frochot et Regnier, dont ils continueront de jouir avec tous les privilèges et droits qui leur sont assurés par le Traité du dit jour 16 Février 1810.

Les revenus des domaines cédés montant à un revenu de deux cent quatre vingt seize mille, trois cent quatre vingt dix neuf francs, soixante treize centimes, appartiendront, jusqu'au premier Janvier 1812 à S. M. l'Empereur et seront perçus par son Domaine extraordinaire; Savoir: le rentes pris de ferme et Loyers pour tout le tems écoulé depuis le moment où ils ont commencé de courir jusqu'au dit jour 1 Janvier 1812 et au prorata de ce tems et quant au Bois, ceux coupés ou vendus avant le 1 Janvier 1812.

A compter du dit jour 1 Janvier 1812 les revenus des dits domaines appartiendront à S. A. R. le Grand-Duc.

ART. X. Pour le prix de la Cession faite par l'article précédent, il sera versé au Trésor du Domaine extraordinaire à Paris, et au moment de l'échange des ratifications de la présente Convention, des Bons du
montant

montant de la somme de cinq millions neuf cent vingt sept mille neuf cent quatre vingt quatorze francs soixante centimes, capital au denier vingt des revenus des domaines cédés, lesquels Bons ainsi que ceux ci-devant stipulés porteront intérêt sur le pied de cinq pour cent, sans retenue et seront divisés de la manière suivante et payables aux époques ci-après désignées savoir :

							Fr.	Ct.
1.	Serie Payable en 1812	du 1 ^{er}	au 31	Décembre	20	.	800,000	—
2.	—	—	—	—	20	.	800,000	—
3.	—	—	—	—	20	.	800,000	—
4.	—	—	—	—	20	.	800,000	—
5.	—	—	—	—	20	.	800,000	—
6.	—	—	—	—	20	.	800,000	—
7.	—	—	—	—	20	.	800,000	—
8.	—	—	—	—	20	.	800,000	—
9.	—	—	—	—	20	.	800,000	—
10.	—	—	—	—	21	.	840,000	—
Plus pour Complément du prix de la Cession des Domaines et Capitaux compris en l'article 6.							21,530	60
Au Total							8,001,530	60

ART. XI. Les dits Bons seront rédigés et signés conformément au Modèle annexé à la présente et le remboursement s'en fera à Paris, valeur intégrale et quitte de tous frais de charge, de Commission et autres généralement quelconques; par un Banquier que désignera à cet effet S. A. R. ou par l'entremise de la Légation Grand-Ducale.

Les intérêts des dits Bons seront payés de six mois en six mois par ce Banquier ou la Légation et dans les mêmes valeurs.

ART. XII. Les Domaines cédés sont spécialement affectés à la sûreté du Capital et des intérêts du prix de la Cession qui en est faite, toutes les formalités voulues par les lois locales, pour la Conservation des hypothèques sur immeubles, seront remplies à l'égard des dits Domaines et aux frais de S. A. R. et en aucun cas, les dits Domaines ne pourront être ayant l'acquittement des Bons, vendus en totalité ou partie sans déclaration dans les Contrats de l'affectation dont ils sont grevés et qu'à la charge de n'employer les deniers en provenant qu'au remboursement des Bons stipulés par la présente Convention.

Les dits Bons seront remboursés même par anticipation, si avant leur échéance, le prix de ventes qui seroient faites devoit être reçu :

1811

Il est entendu que dans le cas de payement fait par anticipation, le décroissement des intérêts aura lieu en proportion des dits payemens.

ART. XIII. Dans le cas où S. M. l'Empereur assignera de ces Bons à ses donataires, le remboursement ne pourra leur en être fait que du consentement de l'Intendant général du Domaine Extraordinaire.

Le payement des Bons dont S. M. l'Empereur n'aurait pas disposé, ainsi que de ceux qui, par droit de reversion, seroient rentrés dans son Domaine extraordinaire sera fait au Trésor du dit Domaine.

ART. XIV. Il pourra être fait par S. A. R. pour l'acquiescement des engagemens contractés par la présente Convention, les emprunts qu'elle jugera convenables à ses intérêts, mais sous la Condition que les engagemens qu'elle contractera à cet égard, ne pourront dans aucun cas, nuire aux privilèges, hypothèques et autres droits du Domaine extraordinaire.

ART. XV. La remise de tous les biens compris dans la présente Cession, dont le revenu est évalué à Deux cent quatre vingt seize mille trois cent quatre vingt dix neuf francs soixante treize centimes, sera faite par le Directeur du Domaine extraordinaire, au Commissaire nommé par S. A. R. aussitôt que les Inscriptions hypothécaires auront été prises et à mesure que la liquidation de l'arriéré des revenus de chaque Domaine sera arrêtée entre eux.

Il sera dressé un Etat indicatif des dits Domaines achetés par S. A. R. et qui à ce titre deviennent sa propriété, de manière qu'elle peut être hypothéquée par lui, sous la réserve des droits du Domaine extraordinaire.

Tous les Titres, Registres et Documents relatifs aux dits Biens, et à la perception de leurs revenus, seront également remis par le Directeur du Domaine extraordinaire d'après l'inventaire qui en sera dressé.

Les Titres, Registres et Documents relatifs aux biens compris dans les cinq dotations réservées seront remis aux donataires de Sa Majesté.

ART. XVI. La remise de tous les Domaines non réservés par le Traité du 16 Février 1810 et non compris

pris dans la composition des six cent mille francs de 1811
revenu sera également faite par le Directeur du Do-
maine extraordinaire au Commissaire de S. A. R. sous
la réserve, toute-fois de l'hypothèque du Domaine
extraordinaire sur les dits biens pour les rentes de
quinze mille florins en exécution du Traité de Paris,
qui a transporté l'hypothèque des dites rentes de
l'Octroi du Rhin sur les Domaines de Fulde et Hanau.

Il sera, lors de la Liquidation, tenu compte au
profit de S. A. R. des revenus qui, depuis le 1 Mars 1810,
auroient pu être perçus par la Direction du Domaine
extraordinaire sur les biens qui ne font pas partie de
la réserve des six cent mille francs.

ART. XVII. Il sera procédé, sans délai, à la Liqui-
dation des arriérés et à la remise des biens Domaniaux
cédés par la présente Convention.

ART. XVIII. La présente Convention ne sera dé-
finitive qu'avec l'approbation et ratification de nos Sou-
verains, lesquelles seront données dans l'espace de
vingt Jours ou plutôt si faire se peut.

Fait double à Paris le vingt huit Décembre mille
huit cent onze.

Approuvé l'Ecriture

Signé:

Comte DEFERMON.

Approuvé l'Ecriture

Signé:

Le Comte DE KELLER.

Modèle de Bon.

*Confederation
du Rhin.*

*Grand-Duché
de Francfort.*

1^{re} Serie

Nro.

En exécution de la Convention conclue à Paris le Le soussigné fera payer dans le courant du mois de . . . 1811 et le trente au plus tard, par un Banquier désigné à cet effet ou par l'entremise de la Légation de Son Altesse Royal Monseigneur le Grand-Duc de Francfort, au Trésor du Domaine extraordinaire à Paris la somme de quarante mille francs, et les intérêts de la dite somme de six mois en six mois, à raison de 5 p. Ct. sans retenue, à partir du 1 Janvier 1812, jusqu'à son parfait remboursement.

Le présent Bon est spécialement hypothéqué tant pour le Principal que pour les intérêts, sur les domaines retrocedés à Son Altesse Royale le Grand-Duc de Francfort.

A le

Bon pour quarante mille francs.

Le Directeur (ou Caissier) du Trésor Grand-Ducal.

Vu et approuvé par
le Ministre d'Etat, de Finances etc.
du Grand-Duché.

Comte DE

Annexé à la Convention du
28 Décembre 1811.

Signé:

*Comte DE FERMON,
Le Comte DE KELLER.*

Vu par le Ministre
Secrétaire d'Etat
des affaires Etran-
gères du Grand-
Duché,

Baron DE . . .

Avons

Avons approuvé et approuvons la Convention ci-dessus en tous et chacun des articles qui y sont contenus, déclarons qu'elle est acceptée, ratifiée et confirmée. 1811

En foi de quoi, Nous avons donné les Présentes, signées de notre main, contresignées et munies de notre Sceau Impérial.

A Paris, le 4 Février 1811, et de notre Règne le 8^{me}.

Signé: NAPOLEON.

Par l'Empereur.

Le Ministre des Relations Extérieures

Le Duc DE BASSANO.

Le Ministre Secrétaire d'Etat

KUNZ.

1812 *Treaty of Peace between Great-Britain and*
 28 Juill. *Russia signed at Orebro 1st July 1812.*

(*Annual Register 1812 State Pap. p. 381.*)

In the name of the Most Holy and Indivisible Trinity!

His Majesty the Emperor of all the Russias, and his Majesty the King of the United Kingdom of Great-Britain and Ireland, being equally animated with the desire of reestablishing the ancient relations of amity and good understanding between the two Kingdoms respectively, have nominated to this effect, as their Ministres Plenipotentiary; namely, his Majesty the Emperor of all the Russias, the Sieur Peter Suchtelen, Chief of the Departement of Engineers, General and Member of the Council of State etc. and the Sieur Paul Baron de Nicolay, Gentleman of the Bedchamber etc., and his Royal Highness the Prince Regent, in the name of his Majesty, King of the United Kingdom of England and Ireland, the Sieur Edward Thornton, Esq. Plenipotentiary from his Britannic Majesty to the King of Sweden.

The said Plenipotentiaries after exchanging their respective full powers, in good and due form, have agreed upon the following articles:

ART. I. There shall be between his Majesty the Emperor of all the Russias, and his Majesty the King of the United Kingdoms of Great Britain and Ireland, their heirs and successors, and between their Kingdoms and subjects respectively, a firm, true, and inviolable peace, and a sincere and perfect union and amity; so that, from this moment, all subjects of disagreement that may have subsisted between them shall cease.

ART. II. The relations of amity and commerce between the two countries shall be reestablished on each side, on the footing of the most favoured nations.

ART.

7.

Traité de paix entre S. M. le Roi de la 1812
Grande - Bretagne et d'Irlande et S. M. ^{18 Juil.}
l'Empereur de toutes les Russies signé à
Oerebro le 1^{er} Juillet 1812.

(Traduction privé).

Au Nom de la Très - Sainte et indivisible Trinité.

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies et S. M. le Roi du royaume uni de la Grande - Bretagne et d'Irlande également animés du desir de retablir les anciennes relations d'amitié et de bonne intelligence entre les deux empires respectifs, ont nommé à cet effet leurs ministres Plénipotentiaires, savoir:

S. M. l'Empereur de toutes les Russies le Sieur Pierre Suchtelen, chef du departement du génie, général et membre du conseil d'état etc. et le Sieur Paul Baron de Nicolai gentilhomme de la chambre etc. et S. Altesse Royale le Prince - Regent au nom de Sa Majesté le Roi du royaume uni de la Grande - Bretagne et d'Irlande le Sieur Edouard Thornton Esq. Plénipotentiaire de S. M. Britannique près le Roi de Suède.

Les dits Plénipotentiaires après l'échange de leurs pleins pouvoirs respectifs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans:

ART. I. *Il y aura entre S. M. l'Empereur de toutes les Russies et S. M. le Roi du royaume uni de la Grande - Bretagne et d'Irlande, leurs héritiers et successeurs et entre leurs états et sujets respectifs une paix stable, vraie et inviolable et une sincère et parfaite union et amitié, de sorte que dès ce moment tous les sujets de més - intelligence qui pourroient avoir subsisté entre eux cesseront.*

ART. II. *Les relations d'amitié et de commerce entre les deux pays seront rétablies de part et d'autre sur le pied des nations les plus favorisées.*

1812 ART. III. If, in resentment of the present re-establishment of peace and good understanding between the two countries, any power whatsoever shall make war upon his Imperial Majesty or his Britannic Majesty, the two contracting Sovereigns agree to act in support of each other for the maintenance and security of their respective Kingdoms.

ART. IV. The two high contracting parties reserve to themselves to establish, a proper understanding and adjustment, as soon as possible, with respect to all matters which may concern their eventual interests, political as well as commercial.

ART. V. The present treaty shall be ratified by the two contracting parties, and the ratification shall be exchanged in six weeks, or sooner, if possible:

And for the due performance of the same, we sign, in virtue of our full powers, and have signed the present treaty of peace, and have thereto affixed our seals.

Done at Orebro, the 6th (18) July, 1812.

(L. S.) SUCHTELEN.

(L. S.) PAUL *Baron* DE NICOLAY.

(L. S.) EDWARD THORNTON.

After sufficiently examining the articles of the present treaty of peace, we have approved of the same, which we now confirm, and by these presents most solemnly ratify, in all its tenour; promising on our Imperial part, for us and for our successors, to observe and execute, inviolably, every thing that has been mentioned and repeated in the said treaty of peace. In witness whereof we have signed with our hand this Imperial ratification, and have thereto affixed the seal of our empire.

Done at Kamenoi Ostrow, the 1st of August, 1812, and the twelfth year of our reign.

(Signed) ALEXANDER.

(Counterigned) COUNT ROMANZOW.

ART. III. Si en haine du présent rétablissement ¹⁸¹²
de la paix et bonne intelligence entre les deux pays, ^{Secours.}
une nation quelconque feroit la guerre à S. M. Im-
périale ou à Sa Majesté Britannique, les deux Sou-
verains contractans promettent de se prêter récipro-
quement secours pour le maintien et la sûreté de leurs
royaumes respectifs.

ART. IV. Les deux hautes parties contractantes ^{Intérêts}
se réservent de prendre aussitôt que possible un ar- ^{politi-}
rangement particulier par rapport à tous les objets ^{ques et}
qui peuvent concerner leurs intérêts éventuels tant po- ^{commer-}
litiques que commerciaux. ^{ciaux.}

ART. V. Le présent traité sera ratifié par les deux ^{Ratifica-}
parties contractantes et les ratifications seront échan- ^{tions.}
gées dans six semaines ou plutôt s'il est possible *).

Et pour que le dit traité soit dûment exécuté
nous signons en vertu de nos pleins pouvoirs et avons
signé le présent traité de paix et y avons apposé le
sachet de nos armes.

Fait à Oerebro le 7^e Juillet 1812.

(L. S.) SUCHTELEN.

(L. S.) PAUL BARON DE NICOLAI.

(L. S.) EDOUARD THORNTON.

*) La ratification de S. M. l'Empereur de Russie est da-
tée de Kamenoi-Ostrow le 1 Août 1812.

1812 *Treaty of friendship and alliance between*
 20 Juill. *Spain and Russia signed at Welliki Louki*
July 28 1812.

(*Annual Register 1812. St. Pap. 430.*)

His Catholic Majesty Don Ferdinand VII. King of Spain and the Indies, and his Imperial Majesty the Emperor of all the Russias, equally animated with the desire of establishing and strengthening the ancient relations of friendship which have existed between their Monarchies, have nominated for that purpose, to wit, on the part of his Catholic Majesty, and in his name and authority the Regency of Spain, residing in Cadiz, Don Francisco de Zea Bermudez, and his Majesty the Emperor of all the Russias, Count Nicholas de Romanzoff; who having exchanged their full powers, ascertained to be in good and due form, have agreed as follows:

ART. I. There shall be between his Majesty the King of Spain and the Indies, and his Majesty the Emperor of all the Russias, their heirs and successors, and between their Monarchies, not only friendship, but also sincere union and alliance.

ART. II. The two high contracting parties in consequence of this Resolution; will come to an understanding without delay on the stipulations of this alliance, and agree on every thing which may have connection with their respective interests, and with the firm intention to prosecute a vigorous war against the Emperor of the French, their common enemy; and engage, from this time, to concur sincerely in every thing which may be advantageous to the one or the other party.

ART. III. His Majesty the Emperor of all the Russias acknowledges for legitimate the General and Extraordinary Cortes assembled in Cadiz, as also the Constitution which they have decreed and sanctioned.

ART.

8.

Traité d'amitié et d'alliance entre l'Espagne 1812
et la Russie, signé à Welliki-Louki le 20 Juill.
28⁸ Juillet 1812.

(Traduction privée).

Sa Majesté Catholique Don Ferdinand VII. Roi d'Espagne et des Indes, et S. M. Impériale l'Empereur de toutes les Russies animés d'un égal desir d'établir et de renforcer les anciennes relations d'amitié qui ont subsisté entre leurs monarchies, ont nommé à cette fin,

savoir : de la part de S. M. Catholique et en son nom et autorité la regence d'Espagne siégeant à Cadix Don Francisco de Zea Bermudez,

et S. M. l'Empereur de toutes les Russies le comte Nicolas de Romanzoff, lesquels après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

ART. I. *Il y aura entre S. M. le Roi d'Espagne et des Indes et S. M. l'Empereur de toutes les Russies, leurs héritiers et successeurs, et entre leurs monarchies, non seulement amitié mais même sincère union et alliance.* Amitié et alliance.

ART. II. *En conséquence de cette résolution les deux hautes parties contractantes procéderont sans délai à un arrangement sur les stipulations de cette alliance et consentent à tout ce qui peut avoir rapport à leurs intérêts respectifs dans la ferme intention de poursuivre une guerre vigoureuse contre l'Empereur des Français, leur ennemi commun, et s'engagent dès à présent à concourir sincèrement à tout ce qui peut être avantageux à l'une ou l'autre partie.* Stipulations de l'alliance.

ART. III. *S. M. l'Empereur de toutes les Russies reconnait pour légitimes les Cortes généraux et extraordinaires assemblés à Cadix, comme aussi la constitution qu'ils ont decretée et sanctionnée.* Reconnaissance des Cortes.

1812 ART. IV. The commercial relations shall be re-established from this time, and reciprocally favoured. The two high contracting parties will provide the means of giving them still greater extension.

ART. V. The present treaty shall be ratified, and the ratifications exchanged within three months, reckoning from the day of their signature, or sooner if possible: in faith of which, we, the undersigned, have signed the present treaty, and have affixed to it the seals of our arms.

Done at Weliki Louky, July 8, (20) 1812.

FRANCISCO DE ZEA BERMUDEZ.

The Count N. DE ROMANOFF.

ART. IV. *Les relations commerciales seront retablies dès à présent et réciproquement favorisées. Les deux hautes parties contractantes aviseront aux moyens de leur donner encore une plus grande extension.*

1812
Relations
commer-
ciales.

ART. V. *Le présent traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées dans trois mois à dater du jour de sa signature, ou plutôt s'il est possible.*

Ratifica-
tions.

En foi de quoi nous soussignés avons signé le présent traité et y avons apposé le cachet de nos armes.

Fait à Weliki-Louky le 28^e Juillet 1812.

FRANCISCO DE ZEA BERMUDEZ.

Le Comte N. DE ROMANOFF.

9.

1813 *Traités de Kalisch entre la Russie et la Prusse.*
28 Févr.

9. a.

Traité de paix, d'amitié et d'alliance conclu entre la Russie et la Prusse, à Kalisch, le 16 Févr. et à Breslau le 27 Février 1813.

(SCHOELL *hist. abrégée*. T.X. p. 545.)

Au Nom de la Très-Sainte et indivisible Trinité.

La destruction totale des forces ennemies qui avoient pénétré dans le cœur de la Russie, a préparé la grande époque de l'indépendance de tous les états qui voudront la saisir pour s'affranchir du joug que la France a fait peser sur eux depuis tant d'années. En conduisant les troupes victorieuses hors de ses frontières, le premier sentiment de S. M. l'Empereur de toutes les Russies fut celui de rallier à la belle cause que la Providence a si visiblement protégée, les anciens et plus chers alliés, afin d'accomplir avec eux des destinées auxquelles tiennent et le repos et le bonheur des peuples épuisés par tant de sacrifices. Le temps arrivera où les traités ne seront plus des trêves, où ils pourront de nouveau être observés avec cette foi religieuse, cette inviolabilité sacrée auxquelles tiennent la considération, la force et la conservation des empires. C'est dans ces circonstances solennelles et décisives qu'un mouvement spontané a rapproché S. M. l'Empereur de toutes les Russies et S. M. le Roi de Prusse. Tous deux également guidés par le généreux motif de la délivrance de l'Europe, ont commencé, pour procéder à cette œuvre salutaire, par resserrer les liens de leur ancienne alliance par rétablir, dans le sens le plus étendu, leur première intimité; et voulant fixer la base de leurs engagements réciproques par un traité de paix, d'amitié, d'alliance offensive et défensive, ils ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir:

S. M. .

S. M. l'Empereur de toutes les Russies M. le Prince **1813**
Michel Koutousoff de Smolensk, marechal de ses armées, chef du regiment de Pleskow, chevalier des ordres de Saint-André, grand-croix de celui de Saint-George de la première classe, chevalier de l'ordre de Saint-Alexandre-Newsky, grand-croix de ceux de Saint-Wladimir et de Sainte-Anne de première classe, chevalier grand-croix de l'ordre militaire de Marie-Thérèse;

et S. M. le Roi de Prusse son chancelier d'état le Sieur *Charles Auguste* Baron de Hardenberg, chevalier de l'ordre de l'aigle noir, de celui de l'aigle rouge et de Saint-Jean de Jerusalem, de ceux de Saint-André, de Saint-Alexandre-Newsky, grand aigle de la Legion d'Honneur, chevalier de l'Aigle-Blanc, de Saint-Stanislas etc.

Lesquels après avoir échangé entre eux leurs pleins-pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus et ont arrêté les articles suivans :

ART. I. Il y aura, à dater du jour de la signature Paix et amitié.
 du présent traité, paix, amitié et alliance entre S. M. l'Empereur de toutes les Russies et S. M. le Roi de Prusse, leurs héritiers et successeurs, leurs états et sujets respectifs, à toute perpétuité.

ART. II. L'alliance entre la Russie et la Prusse est But de l'alliance.
 offensive et défensive pour la guerre actuelle. Son but immédiat est de reconstruire la Prusse dans les proportions qui doivent assurer la tranquillité des deux états et en établir la garantie. Comme ce double objet ne sauroit être atteint aussi longtems que les forces militaires de la France occuperont des positions ou des places fortes dans le nord de l'Allemagne, aussi longtems même que cette puissance y exerceroit une influence quelconque, les principales opérations de la guerre seront dirigées en premier lieu vers ce point essentiel.

ART. III. En conséquence de l'article ci-dessus, Forces à employer.
 les deux hautes parties contractantes sont convenues de s'aider réciproquement de tous les moyens que la Providence a mis à leur disposition; mais pour préciser d'avantage sur les forces qui seront immédiatement employées, S. M. l'Empereur de toutes les Russies s'engage à mettre en campagne 150,000 hommes, et
 S. M.

1813 S. M. le Roi de Prusse au moins 80,000 hommes sans compter les garnisons des places; bien entendu que S. M. Prussienne promet avec la bonne foi qui la caractérise, d'augmenter ce nombre autant que les circonstances et les moyens de tous genres, y compris l'organisation d'une milice nationale le permettront, les résultats directs qu'elle doit attendre ne pouvant que répondre aux efforts communs.

Opera-
tion de
guerre.

ART. IV. On conviendra incessamment des bases d'un plan de campagne, et l'on se concertera constamment sur les opérations de la guerre. S. M. le Roi de Prusse déléguera à cet effet un officier supérieur qui, attaché au quartier général de S. M. l'Empereur de toutes les Russies sera muni des pouvoirs nécessaires pour faire exécuter, sans perte de temps, les mouvemens qui auront été décidés.

Leur
com-
mence-
ment.

ART. V. Tout ce qui est disponible des armées prussiennes commencera à coopérer avec celles de S. M. l'Empereur de toutes les Russies à dater du jour de la ratification du présent traité.

Nego-
ciations
commu-
nes.

ART. VI. Les principes qui ont réuni les deux hautes parties contractantes ayant pour base une unité d'actions et d'intentions, S. M. l'Empereur de toutes les Russies et S. M. le Roi de Prusse s'engagent réciproquement à ne point négocier en particulier avec l'ennemi à ne point signer ni paix, ni trêve, ni convention quelconque autrement que d'un commun accord.

Efforts
auprès
de la
Cour de
Vienne.

ART. VII. S. M. l'Empereur de toutes les Russies et S. M. le Roi de Prusse se communiqueront réciproquement et confidentiellement tout ce qui a rapport à leur politique, et mettront promptement tous leurs soins à porter la cour de Vienne à s'unir le plus tôt possible à leur cause.

Demar-
ches
auprès
de l'An-
glettre.

ART. VIII. S. M. l'Empereur de toutes les Russies promet d'appuyer, de la manière la plus efficace, toutes les démarches que va faire S. M. le Roi de Prusse en Angleterre pour s'allier avec cette puissance et en obtenir armes, munitions et subides.

Rela-
tions
commer-
ciales.

ART. IX. On s'occupera, à la suite du présent traité, à régler par une convention séparée les relations commerciales entre les deux états; elles seront basées

basées sur les principes de l'alliance qui vient d'être établie entre les hautes parties contractantes. 1813

ART. X. Il sera conclu également une pareille convention pour régler tout ce qui pourroit être nécessaire relativement aux marches et à l'approvisionnement des armées de S. M. l'Empereur de toutes les Russies, tant qu'elles se trouveront dans les états de S. M. Prussienne. Marche et approvisionnement des troupes

ART. XI. Les articles ci-dessus seront tenus secrets pendant l'espace de deux mois, mais pourront être communiqués immédiatement à l'Autriche, l'Angleterre et la Suède. Communication du traité à d'autres.

ART. XII. Le présent traité sera ratifié dans les plus courts délais possibles, sans que pour cela les préparatifs ou les mesures militaires puissent être suspendus. Ratifications.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité de paix, d'amitié et d'alliance de leurs propres mains, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Kalisch le 16 Février l'an de grâce 1813. Fait à Breslau le 17 Février l'an de grâce 1813.

Signé:

MICHEL Prince KOUTOU-SOFF DE SMOLENSK.

Signé:

CHARLES AUGUSTE Baron DE HARDENBERG.

ART. I. et secret.

La sûreté entière et l'indépendance de la Prusse ne pouvant être solidement établies qu'en lui rendant la force réelle qu'elle avoit avant la guerre de 1806, S. M. l'Empereur de toutes les Russies, qui avoit, à cet égard, dans ses déclarations officielles, été au-devant des vœux de S. M. le Roi de Prusse, s'engage, par le présent article secret et séparé, à ne pas poser les armes aussi longtems que la Prusse ne sera point reconstituée dans ses proportions statistiques, géographiques et financières, conformes à ce qu'elle étoit avant l'époque précitée. Pour cet effet S. M. l'Empereur de toutes les Russies promet de la manière la plus solennelle, d'appliquer aux équivalens que les circonstances pour- roient

Reconstitution de la monarchie Prussienne.

1813 roient exiger pour l'intérêt même des deux Etats, et à l'agrandissement de la Prusse, toutes les acquisitions qui pourroient être faites par les armes et les négociations dans la partie septentrionale de l'Allemagne, à l'exception des anciennes possessions de la maison d'Hannovre. Dans tous les arrangements, il sera conservé entre les différentes provinces qui doivent rentrer sous la domination Prussienne, l'ensemble et l'arrondissement nécessaires pour constituer un corps d'état indépendant.

Garantie. ART. II. Pour donner à l'article précédent une précision conforme à la parfaite intelligence qui existe entre les deux hautes parties contractantes, S. M. l'Empereur de toutes les Russies garantit à S. M. le Roi de Prusse, avec ses possessions actuelles, plus particulièrement la vieille Prusse, à laquelle il sera joint un territoire qui, sous les rapports, tant militaires que géographiques, lie cette province à la Silésie.

Les articles ci-dessus seront ratifiés dans le plus court délai possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé les présentes de leurs propres mains et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Kalisch le $\frac{1}{2}$ Fé-
vrier l'an de grâce 1813.

Fait à Breslau le 27 Fé-
vrier l'an de grâce 1813.

Signé :

Signé :

MICHEL Prince KOUTOU-
SOFF DE SMOLENSK.

CHARLES AUGUSTE Ba-
ron DE HARDENBERG.

9. b.

1^{re} Art. *Convention entre la Russie et la Prusse signée à Kalisch le 7 Avril 1813.*

(SCHOELL *hist. abrégée* T. X. p. 551.)

L' article 10. du traité de paix, d'amitié et d'alliance offensive et défensive signé à Kalisch le $\frac{1}{2}$ Fevr. et à Breslau le $\frac{1}{2}$ du même mois porte "qu'il sera conclu à la suite de ce traité une convention séparée pour régler tout ce qui pourra être nécessaire relativement aux

aux marches et à l'approvisionnement des armées de S. M. l'Empereur de toutes les Russies, tant qu'elles se trouvent dans les états de S. M. Prussienne." 1813

Les deux hautes parties contractantes, voulant en conséquence satisfaire le plus tôt possible aux stipulations du dit article, ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs; savoir:

S. M. le Roi de Prusse son général major et conseiller intime d'état, comte de *Lottum* chevalier de l'aigle rouge de la troisième classe et de celui pour le mérite militaire:

et S. M. l'Empereur de toutes les Russies son conseiller privé d'*Anstett*, chevalier grand-croix de l'ordre de St. Wladimir de la deuxième et de Sainte Anne de la première classe, chevalier de l'ordre de St. Jean de Jérusalem; lesquels après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs trouvés en bonne et due forme sont convenus des arrangemens et ont arrêté les articles suivans:

ART. I. Les prestations en vivres et fourrages pour la subsistance des troupes russes, tant que celles-ci se trouveront sur le territoire prussien, s'effectueront de la part de S. M. le Roi de Prusse. Les substances seront tirées immédiatement du pays même ou des magasins qui seront établis à cet égard. La même chose aura lieu dans le cas où l'armée Russe occuperoit une partie contigue du pays ennemi, qui ne serait point en état de fournir les substances nécessaires, et cela jusqu'à l'établissement des magasins. Prestations aux troupes Russes.

ART. II. Les réquisitions ne seront point adressées immédiatement aux autorités locales prussiennes, mais aux commissaires royaux qui seront nommés à cet effet. Il se trouvera, en conséquence, près la grande armée, un commissaire général, près les autres armées un commissaire en chef, et près chaque corps détaché un commissaire de marche. Ces différens employés seront revêtus d'une autorité suffisante pour qu'ils ne soient pas dans le cas d'attendre pour agir une autorisation particulière. Commissaires

ART. III. Les réquisitions des magasins se feront par les commissaires Russes, ou, en cas de besoin urgent, Réquisitions des magasins

1813 gent, par les régimens ou les détachemens même. Les magasiniers ne seront, dans aucun cas, responsables si les quantités livrées sont dans la proportion légale. Ceux qui requièrent répondent de la requisition; cependant on publiera un tarif sur ces proportions, afin que, dans des cas particuliers, surtout pour le passage de quelques petits détachemens, on sache à quoi s'en tenir, et afin que l'on puisse se fonder sur une règle fixe en rejetant des demandes illégales.

Grandes mesures d'approvisionnement. ART. IV. Les grandes mesures d'approvisionnement seront réglées au quartier général avec le commissaire en chef.

Charroi. ART. V. Le charroi nécessaire au transport des objets indispensables pour l'armée sera fourni par le pays. Cependant il sera pris des mesures pour que la requisition des chevaux se fasse strictement d'après la mesure des besoins. Un ordre du jour réglera définitivement cet article. Cet ordre organique sera communiqué par tout où besoin sera aux commissaires en chef de marche. Pour mettre cependant plus de régularité et d'exactitude encore dans cette partie essentielle du service de l'armée, il sera désigné, dans les marche-routes que suivront les transports de ce genre, de quatre en quatre milles, un endroit de déchargement et de rechargement, et l'on attachera à chaque colonne de ce genre de charroi un conducteur à cheval pris parmi les habitans, pour surveiller les charretiers et soigner leur retour dans leurs habitations.

Remboursement. ART. VI. La Russie remboursera le montant des fournitures faites par la Prusse, selon les quantités documentées des livraisons, et dans des cas particuliers d'après le nombre des portions fournies. Une partie des livraisons sera payée comptant, une partie en grains, qui seront transportés dans des ports de la Baltique; une partie en reconnaissances qui seront acquittées après la paix.

Différemens. ART. VII. Pour donner à l'article ci-dessus la précision nécessaire à l'égard des trois genres de remboursement indiqués, il a été stipulé que deux huitièmes du payement se feront en assignations de banque russes, trois huitièmes en grains, et trois huitièmes en reconnaissances. Il sera toujours payé chaque mois d'avance une somme proportionnelle, et comme les comptes seront

seront établis en écus courans de Prusse, le cours des 1813
 assignations de banque russe contre cette monnoie se
 réglera chaque mois d'après les côtes imprimées de la
 bourse de Saint Pétersbourg; l'intendant général de
 l'armée fournira ces côtes, ou bien les accomptes pour-
 ront également s'effectuer en bonnes lettres de change
 sur des places de l'Allemagne ou de la Prusse.

ART. VIII. L'évaluation du prix des denrées se Evaluation des prix de denrées.
 fera d'après le prix moyen des marchés principaux
 de la Prusse. Pour avoir une mesure fixe et stable à
 cet égard pour toute l'année on prendra pour base le
 prix moyen des marchés de Janvier à Mai de l'année
 courante; et pour établir une réciprocité parfaite à
 l'égard du second mode de remboursement, les grains
 livrés par la Russie seront acceptés au même prix
 que ceux de la Prusse auront été portés en compte.

ART. IX. Les gouvernemens militaires prussiens Comptes
 rassembleront toutes les quittances données par les
 troupes russes, et dresseront d'après elles, chaque
 mois un compte général des livraisons faites.

Ces comptes seront divisés dans les rubriques sui-
 vantes:

1. Le charrois (*Vorspann*).
2. Les livraisons documentées des productions en nature.
3. Les prestations faites par portions, sur lesquelles il existera des quittances ou sur lesquelles il n'en existera point, et qui ne seront attestées que par les autorités locales. Ce qui aura été pris par force ou abus hors de la catégorie des subsistances, formera l'objet de plaintes et de réclamations particulières.

Le montant des différentes quittances dont on indiquera le nombre en bloc, prouvera la quantité des prestations faites dans les mois, et servira d'échelle pour l'avance à faire pour le mois suivant. La liquidation spéciale, l'examen et la revision des documens servant de preuves aux livraisons, seront confiés à une commission particulière qui se rassemblera le plus tôt possible et qui s'établira à Koenigsberg.

ART. X. Les grands magasins de reserve à établir Grands Magasins.
 dans les provinces prussiennes ou adjacentes, où les
Nouveau Recueil. T. III. Q achats

1813 achats de vivres dans l'étranger se feront en commun, dans la proportion entre la Russie et la Prusse de cent cinquante à quatre vingts. La manière dont la Russie voudra effectuer la constitution de sa part soit par des transports d'autres provinces ou par achat, dépend d'elle. Si les troupes prussiennes tiroient de ces depots plus qu'il n'auroit été livré de leur part, cet excédant sera porté en deduction des comptes courans, et *vice versa*.

Item. ART. XI. Dans toutes les opérations de ce genre qui auront lieu en Prusse, ses employés y prêteront leurs services sans émolumens. Les magasins qui se trouveront dans le pays au moment de la paix, c'est à dire la part de ces magasins qui aura été livrée par la Russie, sera abandonnée à la Prusse en à-compte des sommes qui resteront dues.

Prestations sur les routes. ART. XII. Les prestations sur les routes militaires à travers les états prussiens seront faites par réquisition dans le pays; elles seront payées d'après le principe de l'art. 8.

Paiement d. charrois. ART. XIII. Quant au charroi (*Vorspann*) nécessaire au transport des troupes, à celui des malades d'un hôpital à l'autre, ils seront payés d'après les mêmes principes de l'art. 8. et selon la taxe fixée pour l'armée prussienne. Sont exclus de cette catégorie tous les transports de vivres, ceux de blessés du champ de bataille, le transit des articles de réquisition venant d'autres provinces.

Transport par eau. ART. XIV. La Russie payera directement les frais de transport par eau ou par terre de tous les objets non compris dans le dispositif des prestations à faire par la Prusse. Il sera déterminé pour cela un prix fixe pour les envois par eau; ce prix sera réglé par les autorités locales prussiennes sur le pied le plus modique pour ce genre de transport sur les canaux de Bromberg, de Finow, sur l'Oder et sur l'Elbe.

Hopitaux. ART. XV. La Prusse assignera, pour les hôpitaux russes des emplacements convenables, sans cependant être tenue à des débours pour des arrangemens intérieurs. Le bois et la paille seront livrés par le pays; le reste de l'établissement et de l'entretien sera fait par les autorités russes. Les autorités locales porteront
aux

aux hôpitaux la surveillance et les soins que doit leur prescrire l'humanité. Les medecins et chirurgiens seront tenus d'administrer leurs soins aux malades. Leurs honoraires seront réglés par le medecin en chef de l'armée russe. Quant aux hôpitaux déjà établis au de là de la Vistule les choses resteront sur l'ancien pied, c'est à dire que la somme pour la sustentation journalière de chaque malade, et tout ce qui a rapport à cet article, comme medicamens, linge, lits etc. demeurent fixé à quinze et vingt gros de Prusse par jour. Si cependant il étoit démontré d'une manière positive que cette somme n'est pas suffisante, surtout sous le rapport des medicamens, il sera fait directement à cet égard une réclamation près du marechal commandant en chef les armées, qui, d'après les preuves qu'il aura acquises ordonnera quelques concessions de medicamens en nature. Dans tous les cas, il sera libre à l'armée russe de faire administrer ses hôpitaux de la manière qu'elle croira avantageuse, cet objet intéressant ne pouvant que faire celui de la sollicitude constante des souverains.

ART. XVI. Quant aux cas particuliers qui resul- Cas parti-
culiers
teroient relativement aux approvisionnemens ou aux hôpitaux par suite de combats ou de mouvemens militaires subits qui ne sauroient être compris dans la présente convention parce qu'ils ne sauroient être déterminés d'avance, on s'en tiendra toujours aux principes généraux adoptés pour base, et l'on se conformera aux règles de l'intime harmonie et de la bonne intelligence qui regnent entre les deux états.

ART. XVII. La présente convention ressortira son Execu-
tion.
plein et entier effet à dater $\frac{20 \text{ Mars}}{1 \text{ Avril}}$ de l'année courante, Le troisième mode adopté pour le remboursement des livraisons prussiennes devant avoir lieu après la guerre, on commencera à s'occuper de cet objet trois mois après la signature de la paix et la liquidation sera conduite de manière à pouvoir être achevée dans le courant de l'année. Les prétentions pour toutes les fournitures ou prestations faites avant l'époque du $\frac{20 \text{ Mars}}{1 \text{ Avril}}$ feront l'objet d'explications et d'un arrangement particulier.

1813 ART. XVIII. La présente convention sera ratifiée dans le plus court délai possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

A Kalisch le ^{26 Mars} 7 Avril 1813.

Signé: Comte LOTTUM. D'ANSTETT.

IO. a.

7 Avr. *Convention entre les Grands - Ducs de Hesse et de Francfort pour régler leurs rapports mutuels à la suite du partage de la principauté de Hanau, signée à Aschaffembourg le 7 Avr. 1813.*

(WINKOPF. B. XXIII. S. 247 - 268.)

Ihro Königliche Hoheiten die Großherzoge von Frankfurt und Hessen, in der Absicht, die Rechtsverhältnisse, welche durch die Theilung des Fürstenthums Hanau zwischen Höchstendenselben entstanden sind, durch einen bündigen Vertrag zu bestimmen, haben zu Ihren Bevollmächtigten ernannt: und zwar Seine Königliche Hoheit der Großherzog von Frankfurt Ihren geheimen Staatsrath auch außerordentlichen Gefandten und bevollmächtigten Minister am Großherzoglich Hessischen Hofe, Freyherrn von Gruben, und Höchst Ihren General-Liquidator des Großherzogthums Staatsrath Hefner, sodann Seine Königliche Hoheit der Großherzog von Hessen Höchst Ihren geheimen Rath und Hofkammerdirektor von Bigeleben; welche nach Auswechslung Ihrer beiderseitigen Vollmachten, mit Vorbehalt der Ratification ihrer höchsten Committenten über folgende Punkte übereingekommen sind.

Dettes
et char-
ges.

ART. I. Ueber die Schulden und Lasten.

Die Schulden und Lasten des Fürstenthums Hanau werden von Ihren Königlichen Hoheiten den Großherzogen von Frankfurt und Hessen nach Verhältnissen der auf Höchstdieselbe übergegangene Hanauischen Landestheile

destheile unter den nachfolgenden Bestimmungen über- 1813
nommen.

ART. II. Bestimmung des Konkurrenz - Verhält- Proportion de
niss. concurren-
ce.

Das Konkurrenz - Verhältniß zwischen beiderseitigen Gouvernements wird $\frac{4}{5}$ für Frankfurt und $\frac{1}{5}$ für Hessen festgesetzt.

Da jedoch der Großherzoglich Hessische Antheil nach einem aus dem Schatzungsfusse und der Bevölkerung gezogenen Mittel kein volles Fünftheil beträgt, sondern sich der Quote von $\frac{2}{5}$ nähern würde, so ist man, um den durch die Annahme des vollen Fünftheils für das Großherzogthum Hessen entstehen mögenden Nachtheil durch eine Aversionssumme auszugleichen, dahin übereingekommen, daß von dem nach den Verhältnissen von $\frac{4}{5}$ und $\frac{1}{5}$ auf das Großherzogthum - Hessen fallende Antheil der Staatsschulden eine Summe von zehntausend Gulden getrennt, und mit den Zinsen vom Großherzogthum Frankfurt übernommen werden soll.

Vermittels dieser Ausgleichungssumme soll das obenbemerkte Verhältniß von $\frac{4}{5}$ und $\frac{1}{5}$ durchaus zum Vertheilungs - Maassstabe sowohl der Land- und Kammerkassen - Kapitalien, als der Kapitalzinsen und Pensionen der Dienerschaft angenommen werden.

ART. III. Landkassen - Schulden.

Ueber die Landkassen - Schulden, ausschließlich derjenigen, welche an Frankfurt verschuldet worden, und worüber beiderseits mit dieser Krone besondere Verträge abgeschlossen worden, ist der Etat No. I. aufgestellt, und als richtig anerkannt worden, wornach die Summe dieser Schulden an Kapital 483,004 Fl. 40 Kr. beträgt. Unter dieser Summe sind 290,332 Fl. 30 Kr., welche vom 1ten Zwangsanlehen vom Jahre 1807. herühren, und 9900 Fl., welche die Landkassen dem Lombard in Hanau verschuldete, als beiderseits anerkannte Staatsschulden mitbegriffen.

ART. IV. Kammerkassen - Schulden.

In Betreff der Kammerkassen - Schulden wird der sub No. II. anliegende Etat für richtig, und die darin verzeichneten Kapitalien im Betrag von 31,100 Fl., als zur Uebernahme geeignet, anerkannt.

1813

Dettes
incertaines.

ART. V. Unbekannte und im Streit befangene Forderungen an der Land- und Kammerkasse.

Im Fall sich auſſer der in den Etats No. I und II. aufgeführten Kapitalien noch ein oder ander Paſſivum vorfinden, oder eine liquid geſtellte Forderung an die Hanauſche Land- oder Kammerkasse nachgebracht werden ſollte; ſo ſollen ſie nach den Artikel 2. feſgesetzten Verhältniſſen ebenmäßſig übernommen und vertheilt werden.

Da auch mehrere Forderungen an der Hanauer Kammerkasse in Streit befangen, und darüber Prozeſſe anhängig ſind; ſo iſt man übereingekommen, daſs die Entſcheidung darüber der Hanauſchen Gerichtsbehörde überlaſſen, und die durch die Entſcheidungen derſelben liquid geſtellt werdende Paſſiva nach den angenommenen Verhältniſſen ebenmäßſig vertheilt und übernommen werden ſollen.

Gréance
de la
Fonda-
tion du
Pr. Geor-
ge.

ART. VI. Kapitalforderung der Prinz Georgiſchen Stiftung zu Kaſſel an der Hanauſchen Kammerkasse.

Zu Fortbezahlung derjenigen 1600 Rthlr., welche vorhin jährlich aus der Hanauſchen Kammerkasse an die Prinz Georgiſche Foundation zu Kaſſel gezahlt wurden, glaubt man ſich beiderſeits aus mehreren Gründen, und vorzüglich um deſswillen nicht verbunden, weil auch den Hanauſchen Militairwitwen und Waiſen an dieſer Foundation, worauf ſie doch während der Vereinigung der Heſſenkaſſeliſchen und Hanauſchen Lande Anſpruch hatten, kein Antheil mehr geſtattet wird. Sollte jedoch Königlich Weſtphäliſcher Seits auf den Fortbezug angetragen werden, und man ſich nach eingesehenen Foundationsurkunden hiezu verpflichtet glauben, ſo ſoll zu den Zins- und Kapitalzahlungen nach dem angenommenen Verhältniſs von $\frac{4}{5}$ und $\frac{1}{5}$ Großherzoglich Frankfurtiſcher und Heſſiſcher Seits konkurriert werden.

Partage
des det-
tes.

ART. VII. Vertheilung der Land- und Kammerkasse-Schulden zwischen Frankfurt und Heſſen.

Die Vertheilung der in den Etats I und II. aufgeführten Land- und Kammerkasse-Schulden iſt dergelt bewirkt worden, daſs Großherzoglich Heſſiſcher Seits die in dem Etat Ziſſ. III. bezeichneten Kapitalſummen im Ganzen 82,820 Fl. betragend, übernommen,

men, die übrigen in den Etats Nr. I und II. enthaltene Kapital-Summen aber Großherzoglich Frankfurtischer Seits übernommen werden. Die kleine Differenz von 56 Kr. wird durch Vergütung ausgeglichen werden. 1813

In Betreff der in dem angeführten Etat Nr. III. dem Großherzogthum Frankfurt privative zugeschriebenen 50000 Fl. ist im 20. Artikel das Nähere enthalten.

ART. VIII. Vertheilung der rückständigen Zinsen. Partage des intérêts arriérés.

Hinſichtlich der rückſtändigen Zinſen und deren Berichtigung iſt man dahin übereingekommen, daß als der terminus a quo, wo nemlich die Zinszahlung zu laufen angefangen, für das Großherzogthum Frankfurt der 1te Mai 1810, und für das Großherzogthum Heſſen der 1te November 1810 angenommen, der fünfte Theil der Zinſen von der Zwischenepoche aber, nemlich vom 1ten Mai bis 1ten November 1810 als eine gemeinſchaftliche Schuld angeſehen, und hievon Großherzoglich Heſſiſcher Seits ein Fünftheil, folglich von dem auf dieſen Zeitraum fallenden Zinsbetrag nur der fünf und zwanzigſte Theil übernommen werden ſoll, und zwar um deswillen, weil es dem Großherzogthum Heſſen während der Zeit, wo es noch nicht in dem Beſitze der Hanauſchen Aemter gekommen war, den ganzen Zinsantheil zu tragen eben ſo wenig zugemuthet werden kann, als dem Großherzogthum Frankfurt, die Zinſen allein zu tragen.

Hiernach iſt der auf das Großherzogthum Heſſen bis zum 1ten Julius 1812. fallende Zinsantheil ſ. e. c. auf die Summe von 9494 Fl. 1 Kr. berechnet, und demſelben zur Berichtigung dieſes Betrags die in dem Etat Nr. IV. bemerkten Zinsrückſtände überwieſen worden.

Die demzufolge von dem Großherzogthum Heſſen an Zinſen zuviel übernommenen 148 Fl. 37 Kr. ſollen demſelben von Großherzoglich Frankfurtiſcher Seite vergütet werden.

Die übrigen im Etat Nr. IV. nicht bemerkten Zinſen ſollen bis zum 1ten Julius 1812 vom Großherzogthum Frankfurt berichtet und reſpective erſetzt werden.

Vom 1ten Julius 1812 an bezahlt Heſſen die Zinſen von denjenigen Kapitalien, welche nach dem Etat

1813 Nr. III. von demselben übernommen sind, und die Zinsen der übrigen Kapitalien werden vom Großherzogthum Frankfurt berichtet.

Dettes
du 2 et
3e em-
prunt.

ART. IX. Kapitalien vom 2ten und 3ten Zwangs-
anlehen.

Hinsichtlich der aus dem 2ten und 3ten Zwangs-
anlehen herrührenden Kapitalschulden, deren Betrag
für das 2te Zwangsanlehen zu 73,469 Fl. 30 Kr. und
für das 3te Zwangsanlehen zu 114,758 Fl. angegeben
worden, ist man nach desfalls eingeholter Meinung
des Herrn Präfecten des Departements Hanau dahin
übereingekommen, daß zu Vermeidung einer gemein-
schaftlich vorzunehmenden, mit viel Schwierigkeiten,
Aufenthalt und Kosten verbundenen Repartition und
Peraequation unter die sämmtlichen vormals Hanau-
ischen Aemter und Gemeinden auch diese Kapitalien
nach dem Art. 2. angenommenen Konkurrenz-Ver-
hältniß mit Rücksicht auf die im genannten Artikel
vereinbarte Ausgleichungssumme vertheilt, dem Groß-
herzogthum Hessen die sich in den mit demselben
vereinigten Hanauischen Aemtern befindliche Kreditoren
überwiesen, und von den Forensen so viel, als
etwa zu Kompletirung dessen Anthells ermangeln
möchte, zugesetzt werden, demnächst aber einem
jeden der beiden Gouvernements überlassen bleiben
solle, ob und wie weit diese Passiven als Staatsschul-
den — oder ob und wie solche unter die Gemeinden
zu repartiren sind; wobey sich von selbst versteht,
daß die Zahlung und respect. Vertheilung der rück-
ständigen Zinsen auf die Art. 8. vereinbarte Art ge-
schehen müsse.

Da sich übrigens in den Landkriegsrechnungen
von 1806 bis 1810 als Ertrag des 2ten und 3ten Zwangs-
anlehens nur die Summe von 165159 Fl. 17½ Kr. ver-
einnahmt findet; so soll nur diese Summe, falls selbe
etwa durch den Betrag der wirklich eingegangenen
2ten und 3ten Zwangsanlehens-Kapitalien überstiegen
würde, hinsichtlich der Großherzoglich Hessischen
Rata bey der Vertheilung zum Grunde gelegt, oder
aber über die früherhin geschehene Verwendung des
Mehr Betrags nähere Nachweisung gethan werden.

ART.

ART. X. Schulden der Landkriegskasse.

1813

Da auch an die unter der Verwaltung der vormahligen Kriegskommission zu Hanau gestandene Kasse mancherlei von Kriegsprästationen herrührende Forderungen formirt werden, welche beyläufig auf die Summe von 153,000 Fl. überschlagen wurden; so ist man in Erwägung, daß

Deites
de la
caisse de
guerre.

- a) eine gemeinschaftlich vorzunehmende Liquidation, Peraequation, und Repartition dieser Forderungen, unter sämtliche Gemeinden des vormahligen Fürstenthums Hanau mit desto mehreren Schwierigkeiten, Aufenthalt und Kosten für beide Theile verbunden seyn würde, als man über die Grundsätze, welche Forderungen für Landes - Arrondissements-Amts oder Gemeindeschulden anzusehen seyen, noch nicht einig ist, folglich schon dieser Präjudicialpunkt weitläufige und sehr schwierige Kontestationen zwischen den beiderseitigen Gouvernements veranlassen würde.
- b) Die vollständige Ausgleichung der Kriegskosten unter den beyderseitigen ehemals Hanauischen Gemeinden eine Menge Reklamationen herbeyführen mögte, welche wohl nicht anders, als durch rechtliche Entscheidung beseitiget werden könnte; hierdurch aber
- c) die Sache in eine unabsehbare Länge gezogen, und indessen die Kreditoren, welche ohnehin schon so lange hingehalten worden, weder ihre gehörige Versicherung, noch ihre Zinsen erhalten könnten, und
- d) alles dieses auf den öffentlichen Kredit und auf das Wohl so mancher bedrängten Familien die nachtheiligsten Folgen haben würde; mit Beystimmung der Herrn Präfecten des Departements Hanau, welches hierüber auch noch vorderst die beyfällige Meinung des versammelt gewesenen Departementalrathes vernommen hat, dahin übereingekommen, daß da nach den zuvor eingesehenen und genau geprüften Rechnungen, noch ein bedeutender Theil der in Frage stehenden Forderungen theils ganz hinweg, theils der Stadt Hanau zum Privativenersatz zufallen werde, von dem Großherzogthum Hessen für die sämtlichen an die Landkriegskasse gemacht werdende Forderungen ein Theil derselben bis auf die Aversionalsumme von 20,000 Fl. nebst Zinsen zu

1813 5 pr. Cent. vom 1ten Julius 1812. an gerechnet, übernommen, dahingegen die ganze Liquidation und Befriedigung der übrigen bereits aufgenommenen und konfignirten Forderungen dem Departement Hanaue überlassen werden solle, dergestalt, daß die Großherzoglich Hessischen Aemter und Gemeinden wegen etwa von Kriegsprästationen noch rückständigen Forderungen eben so wenig von Großherzoglich Frankfurtischer Seite, als die Frankfurtschen Aemter und Gemeinden von den Hessischen sollen in Anspruch genommen werden können, sondern eine jede Gemeinde ihre etwaige Befriedigung lediglich in dem Lande, dem sie angehört, zu suchen haben soll.

Mode d'acquittement. ART. XI. Art. der Berichtigung der übernommenen Staatsschulden.

Die Art, wie jeder der beyden höchsten Souveraine die übernommenen Schulden berichtigt, so wie die wegen der künftigen Heimzahlung der Kapitalien zu treffenden Verfügungen bleiben den besonderen Ermessen der beyderseitigen Gouvernements überlassen, welche darüber nach den überhaupt beym Staatsschuldenwesen von ihnen angenommenen Grundsätzen verfügen werden.

Pensions et gages. ART. XII. Uebernahm der Pensionen und der Gehalte der in Pensionsstand tretenden aktiven Dienerschaft insbesondere.

Die Hof- Civil- und Militairpensionen werden von Frankfurt zu $\frac{4}{5}$ und von Hessen zu $\frac{1}{5}$ übernommen, dergestalt, daß jeder einzelne Pensionair vier Fünftheile seiner Pension von Frankfurt, und ein Fünftheil von Hessen zu empfangen hat.

Zur Erleichterung der Pensionisten sowohl, als der beyderseitigen herrschaftlichen Kassen, soll die Bezahlung des Großherzoglich Hessischen Fünftheils der Pensionen, an die Departemental-Hauptkasse zu Hanaue, auf die von derselben einzureichende kontrafignirte Listen, und beygelegte auf das Großherzoglich Hessische ein Fünftheil sprechende Quittungen der Pensionen Quartalweise, jedoch dergestalt geleistet werden, daß die sich in- oder zunächst bey dem Großherzogthum Hessen befindende Pensionisten von dem Großherzog-

herzogthum Hessen im Ganzen ansbezahlt, und der 1813
Großherzoglich Frankfurtischen Departementalkasse zu
vier Fünftheilen aufgerechnet werden sollen.

Diese Einrichtung nimmt mit dem ersten Quartal, welches auf die Ratification dieses Vertrags folgt, ihren Anfang. Hinsichtlich der bis dahin verfallenen Zahlungen sollen die wechselseitig gethanen Vorschüsse an Pensionen gegen einander berechnet, und diejenige Summe, welche das Großherzogthum Frankfurt deshalb vom Großherzogthum Hessen herauszubekommen hat, binnen vier Wochen nach Ratification gegenwärtigen Vertrags entrichtet werden; wobey in Hinsicht des termini a quo festgesetzt wird, daß das Großherzogthum Hessen für den Zeitraum vom 1ten Mai bis 1ten November 1810. ein Fünf und zwanzigstheil und vom 1tem November 1810 an ein Fünftheil der zur Uebernahm geeigneten Pensionen zu tragen, und respective zu ersetzen hat. Uebrigens sind in Betreff der Dienerschaft und Pensionairs folgende Grundsätze angenommen worden.

- a) Lokaldiener werden von demjenigen höchsten Souverain, welchem sie zugefallen sind, allein übernommen.
- b) Pensionisten, welche in die besonderen Dienste eines der beyden Souverains treten, fallen aus der Pensionsliste hinweg. Das nemliche ist der Fall, wenn sie in fremde Dienste übertreten.
- c) Die bey der Besitznahme des Fürstenthums Hanau vorgefundenen aktiven Central-Staatsdiener treten in die Klasse der gemeinschaftlichen Pensionisten, in so fern sie nicht von Seiner Königlichen Hoheit dem Großherzog von Frankfurt bey der neuen Organisation wieder angestellt werden.
- d) Diejenigen Individuen, welche einmal in den besondern Aktivdienst eines der beyden Souverains getreten sind, bleiben auch alsdann, wenn sie in Ruhestand versetzt werden, demselben ausschließ-lich zur Last.
- e) Pensionisten, welche sich im Auslande aufhalten (worunter jedes Gebiet verstanden werden soll, was weder zu dem Großherzogthum Hessen, noch zu dem Großherzogthum Frankfurt gehört) verlieren den Drittheil ihrer Pension, es sey dann, daß hier-
unter

1813 unter zu Gunsten eines oder andern dieser Pensionnaires von beyderseitigen höchsten Herrschaften eine besondere Ausnahme bewilliget würde.

- f) Das Sterbquartal soll den Erben der Pensionisten, in soweit als solches in dem Fürstenthum Hanau Dekret oder Observanzmässig hergebracht war, von beyderseitigen höchsten Herrschaften bewilliget werden.

Pensionnaires
de cour
et civils

ART. XIII. Hof- und Civil-Pensionisten.

In Folge der im vorstehenden Artikel angenommenen Grundsätze sind die in dem Etat N. V. aufgeführten Hof- und Civilpensionisten, deren Pensionen jährlich die Summe von 6427 Fl. 44 Kr. betragen, als zur gemeinschaftlichen Uebernahme geeigenschaftet, erklärt, zugleich in der Anlage Nr. VI. die daran vom Großherzogthum Hessen zu tragende und respect. zu ersetzende Quote vorläufig bis zum 1ten Julius 1812 f. e. c. auf die Summe von 1772 Fl. 5 Kr. berechnet worden.

Pensions
militaires

ART. XIV. Militair-Pensionen.

Ueber die Militairpensionen sind die sub No. VIII. a und b. anliegenden Etats aufgestellt worden, wonach die Summe derselben jährlich 15662 Fl. 13½ Kr. beträgt. Die in demselben befindliche Pensionen der Unterofficiere und Gemeinen, welche während der französischen Administration auf die Hälfte reducirt waren, hat man wieder auf die Ganze zu setzen, beyderseits für billig erachtet. Uebrigens versteht es sich von selbst, daß an obigen Summen die Pensionen der seit der Besitznahme verstorbenen Pensionairs allenthalben nach Verhältniß der Zeit in Abzug kommen. Der hiernach auf das Großherzogthum Hessen fallende Antheil dieser Pensionen ist bis zum ersten Julius 1812. in der Anlage No. VIII. auf die Summe von 4826 Fl. 47½ Kr. berechnet worden, wovon jedoch die Antheile der unmittelbar abgegangenen oder verstorbenen Pensionairs in Abzug kommen.

Pensions
d'employés
civils.

ART. XV. Pensionen der in Pensionsstand getretenen aktiven Staatsdiener.

Die in dem Etat No. IX. enthaltene Personen, welche bey der Besitznahme des Fürstenthums Hanau noch

1813

noch unter die Aktivdiener gehörten, werden nunmehr als Pensionisten anerkannt, sie dürfen geringe von ihnen beforderte Nebendienste, wofür keine Befoldung in den für sie ausgesetzten Pensionssummen enthalten ist, nunmehr für das Großherzogthum Frankfurt fortverfehen, ohne deshalb aus den Pensions-Verhältnissen herauszutreten.

Die wegen dieser Pensionen vom Großherzogthum Hessen an das Großherzogthum Frankfurt zu ersetzende Vorschüsse, sind in der Anlage No. X. vorläufig bis zum 1ten Julius 1812. auf die Summe von 5590 Fl. 35 $\frac{1}{2}$ Kr. berechnet, welche Großherzoglich Hessischer Seits binnen vier Wochen nach erfolgter Ratifikation dieses Vertrags ersetzt werden sollen.

ART. XVI. Pensionen der Dienerschaft des Kur-Prinzen von Hessen.

Pensions
d. servi-
teurs du
Prince
hered.

Hinsichtlich der Dienerschaft des Herrn Kur-Prinzen von Hessen Durchlaucht, ist man übereingekommen, daß von den im Etat Nr. XI. aufgeführten Pensionen in Summa jährlich 4415 Fl. 25 Kr. betragend, Großherzoglich Hessischer Seits, so lange ein Fünftheil übernommen und beygetragen werde, als Großherzoglich Frankfurtischer Seits vier Fünftheile davon entrichtet werden. Der deshalb von dem Großherzogthum Hessen bis zum 1ten Julius 1812 zu leistende Ersatz ist in der Anlage Nr. XII. auf die Summe von 1542 Fl. 38 $\frac{1}{2}$ Kr. berechnet worden.

ART. XVII. Pensionen der Mitglieder vormahliger geistlicher Stiftungen des linken Rheinufers.

Pensions
des fon-
dations
sur la
rive
gauche.

Falls Mitglieder vormahliger geistlicher Stiftungen des linken Rheinufers um deswillen Pensionen reklamiren sollten, weil sie Einkünfte im Fürstenthum Hanau besaßen; so sollen solche Pensionen, wenn jene Reklamationen gegründet befunden, und die Verbindlichkeit beyderseitiger Herrschaften zu Entrichtung derselben konstatirt würde, ohne Rücksicht, der wievielte Theil der Einkünfte gedachter Stiftungen in dem Frankfurtschen oder in dem Hessischen Antheil der Hanauischen Lande gelegen seyn, ebenfalls nach dem angenommenen Verhältniß von $\frac{4}{5}$ und $\frac{1}{5}$ vertheilt werden, weil jene Einkünfte von des Kaisers von Frankreich Majestät zu den Domainen gezogen, und letztere von allen Lasten frey erklärt worden sind.

ART.

1813

ART. XVIII. Appanagen der Kurhessischen Prinzen.

Appanages.

Die Appanagen der Prinzen aus der Kurhessischen Familie betreffend, bleibt es jedem der beiden höchsten Souverains überlassen, auf diesfalls etwa einkommende Reklamationen zu verfügen.

Partage
du fond
actif.

ART. XIX. Theilung der Aktivfonds des Hanauischen Landes.

Da Großherzoglich Hessischer Seits die Forderung aufgestellt worden, daß die dem Lande Hanau zustehende Aktivfonds eben so der Theilung zwischen den beiden Großherzogthümern Hessen und Frankfurt unterliegen müßten, wie die Lasten unter beiden Staaten getheilt worden, dieser Grundsatz auch im allgemeinen Großherzoglich Frankfurter Seits für gerecht und billig anerkannt ist, in der Anwendung auf einzelne Objecte aber sich mancherley Anstände, Schwierigkeiten und Zweifel ergeben haben; so hat man über sämmtliche hier in Betrachtung kommende Gegenstände, nach den in den folgenden Artikeln enthaltenen Stipulationen ein freundschaftliches Arrangement getroffen.

Capit-
aux
actifs.

ART. XX. Aktivkapitalien der Hanauischen Landkasse.

Die Aktiven der Hanauischen Landkasse betreffend. In Erwägung folgender Umstände, daß die Aktivkapitalien der Hanauer Landkasse ursprünglich ein unstreitig zur Theilung qualifizirtes Landeseigenthum waren, daß aber dieselbe von den Kaiserlich Französischen Administrativbehörden als Kaiserliches Eigenthum in Besitz genommen wurden, daß sie hiernächst von dem Herrn Präfecten zu Hanau, zum Vortheil des Departements Hanau, von Frankreich ohne Vorwissen des Großherzoglich Hessischen Gouvernements, zurückgekauft worden, daß durch diesen Rückkauf eine nicht unbedeutende Summe gewonnen wurde, und daß das Großherzogthum Hessen eine verhältnißmäßige Theilnahme an diesem Gewinn aus eben dem Grunde zu fordern sich berechtigt glaubte, aus welchem Frankfurter Seits demselben eine Theilnahme an den Lasten zugemuthet wurde; daß dahingegen das Großherzoglich Frankfurter Gouvernement diesen Anspruch schon um deswillen, weil er eigentlich die

1813

die Staatskasse nicht, sondern blofs das Departement Hanau, welchem durch den Rückkauf jener Aktivkapitalien ein *jus quaesitum* erwachsen seye, betreffe, ablehnen zu müssen, sich verpflichtet glaubte — hat man, um auch diesen Anstand wo möglich, zu beseitigen, Großherzoglich Frankfurtischer Seits vorderst die Gefinnungen des Herrn Präfecten des Departements Hanau, als in dessen Geschäftskreis dieser Gegenstand vorzüglich einschlägt, zu vernehmen, für zweckmässig und nöthig befunden, und nachdem von demselben der gütliche Vorschlag dahin gemacht worden, dafs aus Rücksichten der Billigkeit, und in der Erwägung, dafs mit den in Frage befangenen Aktiven schon die Landes - Kasse - Passivkapitalien der Cleverischen Vormundschaft zu Gelnhausen, mit 7000 Fl. — ferner jenes des Rentmeisters Treber in Bergen mit 1000 Fl., und jenes der Kuappschafftskasse in Nauheim mit 2000 Fl. abgetragen seyen, und von der Forderung des Banquier Lawätz zu Altona noch ein grofser Theil mit diesen Aktiven nach höchster Verordnung ebenmäfsig getilgt werden solle — von dem Departement Hanau sowohl zur Erleichterung der gegenwärtig sehr bedrängten Großherzoglich Frankfurtischen Staatskasse, als zur Bezeugung billiger und freundnachbarlicher Gefinnungen gegen das Großherzogthum Hessen mit diesen Aktiven von den Landkasse Passivkapitalien Funfzigtausend Gulden mit Zinsen zu übernehmen, zu berichtigen, und respect. der Stener- und Schulden - Tilgungskasse des Departements Hanau dergestalt vorzuschiefsen seyen, dafs hiedurch dem Großherzogthum Hessen der fünfte Theil dieser übernommenen Summe mit Zehntausend Gulden zu gut kommen, das Departement Hanau aber demnach an die Großherzoglich Frankfurtsche Steuer- und respect. Schulden - Tilgungskasse noch Vierzigtausend Gulden zu fordern haben solle:

So hat man diesen Vorschlag beyderseits angenommen, und wird demnach Großherzoglich Hessischer Seits gegen diese von dem Departement Hanau übernommenen 50000 Fl. Landkassenschulden auf alle Theilnahme an dem durch den Rückkauf der Landkassenaktiven errungenen Vortheil verzichtet. Welchemnach dann in dem Etat No. III. die Summe von 50000 Fl. von der

1813 der Masse der zu theilenden Schulden geschieden worden ist.

Lombard à Hanau.

ART. XXI. Aktivfond des Pfandhauses zu Hanau. Das Vermögen des Pfandhauses zu Hanau betreffend. Da die Eigenschaft dieses Instituts nach eingesehenen Fundationsurkunden und Rechnungen als eine allgemeine Landesanstalt konstatirt, und wechselseitig anerkannt worden, der Aktivstand desselben aber nach vorgelegten Rechnungen an sicherem Vermögen 14270 Fl. 49 $\frac{1}{4}$ Kr.

An Ausständen worunter für 60,000 Fl.

Bethmännische Obligationen be-
griffen

67720 — 49 $\frac{1}{4}$ —

Dann an wahrscheinlich inexigiblen

Ausständen

4775 — 32 —

beträgt; so ist man mit Beystimmung und Einwilligung der Lombards-Direktion dahin übereingekommen, daß dem Großherzogthum Hessen hievon

- a) dem Lombardsaktiv-Kapital bey der Landkasse der auf das Großherzogthum Hessen fallende Antheil mit 1980 Fl. nebst Zinsen vom 1ten November 1810 zugetheilt werden sollen.
- b) Die nach Abzug dieser Summe dem Großherzogthum Hessen von dem liquido der 14270 Fl. 49 $\frac{1}{4}$ Kr. noch zu gut kommende 874 Fl. 10 Kr. sollen dem Großherzogthum Hessen binnen einem halben Jahr von Zeit der Ratifikation gegenwärtigen Vertrags baar oder auf dessen Anweisung in Hanau entrichtet;
- c) von den Kaiserlich Oestreichischen Obligationen sobald nach Ratifikation dieses Vertrags 10 Stücke an Hessen ausgeliefert, und endlich
- d) demselben von den übrigen Ausständen, wenn solche noch exigibel gemacht werden können, und eingehen, der fünfte Theil abgeliefert, und hierüber gewissenhafte Rechnung abgelegt werden.

Fond de la lotterie.

ART. XXII. Aktivfond der Hanauer Landkasse-Lotterie.

Den Fond der Hanauer Landkasse-Lotterie betreffend. Nachdem diese Lotterie als eine allgemeine Landesanstalt anerkannt worden, ist man mit Zuziehung des Landkasse-Lotteriedirektors Herrn geheimen Finanzrath Blum dahin mit einander übereingekommen, daß

a) von

- a) von dem nach Einsicht der von der Lotterie-Direktion übergebenen Rechnungen als liquid anerkannten Aktivfond der Lotterie à 32,896 Fl. 43 Kr. dem Großherzogthum Hessen der fünfte Theil mit 6579 Fl. 20 $\frac{3}{4}$ Kr. zugetheilt, und dieser Betrag aus dem reinen Einkommen der vier ersten nach dem 1ten Januar 1813 erfolgenden Lotterie-Ziehungen, in so fern selbe ein reines Einkommen abwerfen, weßfalls auf Verlangen im Nichtzahlungsfall die Rechnungen vorgelegt werden sollen, jedesmal an daselbe mit 1044 Fl. 50 Kr. abgetragen, oder auf dessen Anweisung in Hanau berichtigt werden sollen. Sollte etwa in einer der gedachten vier Ziehungen sich kein Gewinnst ergeben, so soll die bestimmte Zielzahlung auf die nächste Ziehung, welche einen Gewinnst abwirft, hinausgesetzt werden.
- b) Von den in den Rechnungen und Etats aufgeführten illiquiden und zweifelhaften Ausständen à 19287 Fl. 52 $\frac{1}{2}$ Kr. soll, wann und wie solche eingehen, dem Großherzogthum Hessen jedesmal der fünfte Theil verabreicht, und hierüber demselben getreue Rechnung vorgelegt werden. Da aber
- c) an der Landkasse-Lotterie noch eine Forderung von 12000 Fl. vom Amtaktuaris Häfelberg in Casphe wegen eines Lotterie-Gewinnstes gemacht wird, und hierüber ein bey dem Hofgerichte zu Hanau anhängiger Rechtsstreit besteht, so versteht sich von selbst, und wird ausdrücklich vorbehalten, daß im Falle eines unglücklichen Ausganges dieses Rechtsstreites das Großherzogthum Hessen den fünften Theil des Judicati zu übernehmen, und resp. zu ersetzen haben soll.

ART. XXIII. Witwen- und Waisenkasse.

Caisse
des
veuves.

Den Fond der Hanauischen Witwen- und Waisenkasse betreffend. Ist man Großherzoglich Hessischer Seits, den bereits früherhin Großherzoglich Frankfurtischer Seits genommenen Beschlüssen, wornach dieser Fond den Societäts-Mitgliedern zur Vertheilung unter sich überlassen worden, beygetreten, und ist nur dabey vorbehalten worden, daß, im Fall die Vertheilung des Fonds unter die Interessirten, von der Mehrheit derselben beliebt werden sollte, der Vertheilungs-

1813 theilungsplan den beiderseitigen höchsten Gouvernements zur Einsicht und Genehmigung vorgelegt werden müsse.

Für den Fall, daß die Vertheilung nicht zu Stande komme, und der Fond nach dem Ableben der betheiligten Mitglieder dereinst dem Staate heimfallen sollte; soll bey Vertheilung zwischen Frankfurt und Hessen das Verhältniß von $\frac{4}{7}$ und $\frac{3}{7}$ beybehalten werden.

Caisse de
la con-
struction des
chemins

ART. XXIV. Aktiv-Vermögen der Hanauischen Wegbaukasse betreffend.

Den Aktivfond der Hanauischen Wegbaukasse betreffend, ist man übereingekommen, daß der Aktivbestand dieser Kasse, so wie er am 1ten Mai 1810 war, mit Zurechnung aller damals in den beiderseitigen Landestheilen vorhanden gewesenen Ausständen mit Zuziehung der Großherzoglich Frankfurtischen General-Chaussée-Weg- und Wasserbau-Inspection näher untersucht, konstatirt, und alsdann zu $\frac{4}{7}$ und $\frac{3}{7}$ unter die beiderseitige Chausséekassen vertheilt werden solle.

Depôts.

ART. XXV. Aktiv-Vermögen der Landassistenzkasse und die gerichtlichen Depositen.

Aktivfond der Hanauischen Landassistenzkasse betreffend. Da der Ueberschuß dieser durch die Zinsen von gerichtlichen Depositen gebildeten Kasse nach einer bestehenden Verordnung, an die Wittwenkasse abgegeben werden mußte und schon deshalb nicht bedeutend seyn kann, so wird Großherzoglich Hessischer Seite auf alle desfallige Berechnungen und Theilnahme zwar verzichtet, jedoch ausdrücklich vorbehalten, und gemeinschaftlich vereinbahret, daß die von den Großherzoglich Hessischen vormahls Hanauischen Aemter eingelieferten baaren Depositen sowohl als Obligationen an die einschlagenden Großherzoglich Hessischen Gerichtsbehörden eingeliefert, und das Verzeichniß derselben binnen 3 Wochen nach Ratifikation gegenwärtiger Uebereinkunft dem unterzeichneten Großherzoglich Hessischen Bevollmächtigten zugestellt werden solle.

Caisse de
demolition.

ART. XXVI. Bestand der Festungsdemolitionskasse. Die Hanauische Festungsdemolitionskasse betreffend. Ist man übereingekommen, daß Großherzoglich

lich Hessischer Seite, an dem Aktivbestande dieser Kasse so wenig, als an ihren Schulden Theil genommen, sondern der sich ergeben mögende Gewinn oder Verlust lediglich dieser Kasse überlassen bleiben solle. 1813

ART. XXVII. Lutherisch und reformirtes Kirchen- und Stiftungs-Vermögen. Biens
des égli-
ses.

Das lutherische und reformirte Kirchen- und Stiftungs-Vermögen betreffend. Dieser die Mitglieder der verschiedenen kirchlichen Gemeinden vorzüglich interessirende Gegenstand ist von gegenwärtiger Verhandlung getrennt, und zu einer besonderen unter Mitwirkung der beyderseitigen Konsistorien abzuschliessenden Uebereinkunft vorbehalten worden.

ART. XXVIII. Allgemeine Bestimmung.

Sollten hiernächst noch Fragen vorkommen, welche in den vorhergehenden Artikeln nicht genau bestimmt wären; so sollen selbe nach der Analogie der darin enthaltenen Bestimmungen geschlichtet, und darüber ein gütliches Uebereinkommen getroffen werden. Observ.
générale

ART. XXIX. Ratifikations-Vorbehalt.

Die allerhöchsten Ratifikationen gegenwärtigen Vertrags sollen möglichst beschleuniget, und spätestens im Laufe des Monats April dieses Jahrs gegeneinander ausgewechselt werden. Ratifica-
tions.

Zu Urkund dessen ist derselbe doppelt ausgefertigt, von den beyderseitigen Bevollmächtigten unterzeichnet und besiegelt worden. So geschehen Aschaffenburg den 7ten April 1813.

Freyherr v. GRUBEN.

K. J. v. BIGELEBEN.

(L. S.)

(L. S.)

Großh. Frankfurtischer
Bevollmächtigter.

Großh. Hessischer Bevoll-
mächtigter.

J. F. HEFNER.

(L. S.)

Frankf. Staatsrath zu
diesem Geschäfte Be-
vollmächtigter.

Für gleichlautende Abschrift.

Der G. F. General- Staats- Schulden-
Liquid. Sekrétaire.

ERHARD.

10. b.

1813 Convention entre les Grand-Ducs de Hesse et
 9 Avr. de Francfort pour régler leurs rapports à la
 suite de la séparation de la ville de Herbstein
 du pays de Fulde; signée à Aschaffenburg
 le 9 Avril 1813.

(WINKOPF B. XXIII. S. 237-244.)

Ihre Königliche Hoheiten die Großherzoge von Frankfurt und Hessen in der Absicht, die Rechtsverhältnisse, welche durch die Trennung der Stadt Herbstein von dem Lande Fulda entstanden sind, durch einen bündigen Vertrag genau zu bestimmen, haben Ihren Bevollmächtigten ernannt, und zwar: Se. Königliche Hoheit der Großherzog von Frankfurt, Höchst Ihren geheimen Staatsrath, auch außerordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister am Großherzoglich Hessischen Hofe Freyherrn von Gruben, und Höchst Ihren Generalliquidator des Großherzogthums Staatsrath Hefner, sodann: Se. Königliche Hoheit der Großherzog von Hessen, Höchst Ihren geheimen Rath und Hofkammerdirektor von Bigeleben.

Welche nach Auswechslung ihrer beyderseitigen Vollmachten mit Vorbehalt der Ratifikation ihrer höchsten Kommittenten über folgende Punkte übereingekommen sind.

ART. I. Sr. Hönigliche Hoheit der Großherzog von Hessen übernimmt wegen Herbstein einen verhältnißmäßigen Antheil an den Schulden und Lasten des Fürstenthums Fulda nach folgenden näheren Bestimmungen.

ART. II. Um diesen Antheil auszumitteln, hat man in der Rücksicht — das

- a) der Steuerfuß allein, als ein genauer Maasstab der Vertheilung nicht angesehen werden kann, weil ein großer Theil des Grundvermögens noch nicht gehörig katastrirt, auch die Gewerbesteuer nicht gleichförmig angelegt gewesen ist, und das

b) bey

b) bey der Abtheilung mit Frankreich die Bevölkerung zum Theilungsmaassstab bereits angenommen worden ist — sich dahin vereinigt, so wie in dem Vertrage wegen Hanau geschehen ist, die mittlere Verhältnisszahl aus dem Steuerfuss und der Bevölkerung zur Grundlage der Vertheilung zu wählen, und da nach dem Steuerfuss, so wie er bereits bey Vertheilung der Kammerzieler anerkannt worden ist; Herbstein $\frac{5}{128}$ mithin beyläufig $\frac{1}{20}$ Theil — nach der Bevölkerung aber, so wie sie bey der Abtheilung mit Frankreich angenommen wurde, Herbstein $\frac{11}{371}$, mithin ein siebenzig Theil des Landes Fulda beträgt; so wird hiernach die Quote, welche Hessen an den Schulden und andern Lasten des Fürstenthums Fulda zu tragen hat, auf ein sechzigtheil als das Mittel zwischen $\frac{1}{20}$ und $\frac{1}{70}$ festgesetzt.

ART. III. Die Schulden des Fuldaischen Landes, sowohl Landes- als Domainen- und Regalien-Schulden sind in der Anlage Nr. 1. auf die Summe von 1,364,631 Fl. 35 Kr. berechnet, wovon mithin Hessen den 60sten Theil mit 22744 Fl. zu übernehmen hat.

ART. IV. Diesem zufolge übernimmt Hessen die in der Anlage Nr. II. genannten Kapitalien. Die dadurch von Hessen zu wenig übernommene 617 Fl. sollen durch baare Zahlung ausgeglichen werden.

ART. V. Die Zinsrückstände der Art. 3. genannten Kapitalschulden sind in der Anlage Nr. I. bis zum 1ten Julius 1812, auf die Summe von 296,488 Fl. 12 Kr. berechnet; wovon Hessen den 60sten Theil mit 4921 Fl. übernimmt.

ART. VI. Behuf dieses Betrags werden an Hessen die rückständigen Zinsen der in der Anlage Nr. III. genannten Kapitalien in den angeführten Summen zur Zahlung überwiesen.

In soferne diese Zinsen ganz oder zum Theil bereits von der Departements-Hauptkasse zu Fulda gezahlt sind, sollen selbe von Hessen dahin binnen drey Monaten nach der Ratifikation dieses Vertrags ersetzt werden. Das nämliche gilt rücksichtlich der seit dem 1ten Julius 1812 ferner erfallenen Zinsen. Für die Zukunft zahlt Hessen unmittelbar die Zinsen der nach Anlage Nr. II. übernommenen Kapitalien;

R 3

und

1813 und sollen die Gläubiger derselben davon durch die Specialschulden - Tilgungs - Kommission des Departements Fulda benachrichtiget werden.

ART. VII. Da die im Jahr 1807 erhobenen Zwangs-anlehngelder im Betrag von 62,502 Fl. 12 Kr. unter den in der Anlage Nr. I. verzeichneten Kapitalschulden nicht begriffen sind, so sollen selbe nach dem nämlichen Verhältniß wie die letztern, mithin zu $\frac{1}{3}$ und $\frac{2}{3}$ nebst den rückständigen Zinsen vertheilt werden.

ART. VIII. Da auch von der Kriegskontributions-Additional - Magazin und etwa andern dergleichen Kassen noch Nachforderungen an die Stadt Herbstein, so wie an viele andere Städte und Gemeinden des Landes Fuld gemacht werden, dieser Gegenstand aber nicht als eine eigentliche Forderung an den Staat, sondern als Sache der Gemeinden anzusehen ist; so soll vorderst durch die Präfektur zu Fuld der Aktiv- und Passivstand dieser sämtlichen Kassen; so wie er am 1ten Mai 1810 — zur Zeit der Trennung der Stadt Herbstein bestanden, gehörig constatirt, und der Großherzoglich Hessischen Regierung zu Gießen mitgetheilt, diesemnach sich darüber erklärt werden, ob die Gemeinde Herbstein bey einem sich ergebenden Passivstand ihren verhältnismäßigen Antheil an den Schulden dieser Kasse mit Zurechnung ihrer Rückstände übernehmen, oder ob sie ihre Rückstände und soviel sonst an verhältnismäßigen Beyträgen bis zur Tilgung sämtlicher Schulden erforderlich ist, an die fraglichen Kassen baar entrichten wolle — wobey sich von selbst versteht, daß, wenn sich ein Aktivum dieser Kassen ergeben sollte, die Gemeinde Herbstein auch hieran ihren verhältnismäßigen Antheil zu beziehen haben — und daß der Großherzoglich Hessischen Regierung zu Gießen auf Verlangen die auf die Liquidation der quäestionirten Kassen Bezug habende Rechnungen zur Einsicht vorgelegt werden sollen.

Sollte aber die Gemeinde Herbstein vorziehen, die wegen dieser Kassenrückstände laut Anlage No. IV. an sie gemachte Nachforderung an die Präfektur des Departements Fulda baar zu entrichten; so soll dieselbe hierdurch vor allen weiteren Anforderungen hinsichtlich dieser Kassen freygegeben, und somit ohne
alle

alle weitere Liquidation dieser Gegenstand für berichtigt und niedergeschlagen angesehen werden. 1813

ART. IX. Da an das Departement Fulda noch verschiedene Forderungen von sogenannten Zettelschulden, welche von den französischen Behörden nicht bezahlt wurden, gemacht worden sind, so sollen selbe wenn ihre Eigenschaft als Staatsschuld anerkannt, und selbe in quanto liquid gestellt seyn werden, ebenfalls in dem Verhältniß von $\frac{2}{3}$ und $\frac{1}{3}$ zwischen Frankfurt und Hessen vertheilt werden.

Das nemliche gilt von allen etwa noch unbekannten Kapitalforderungen, welche auf dem Fürstenthum Fulda noch gehaftet haben mögen.

Die Liquidation und rechtliche Erkenntniß in etwa strittigen Fällen, soll so wie in Hanau also auch den Großherzoglich Frankfurtschen Behörden in Fulda überlassen bleiben.

ART. X. Die Summe der zu vertheilenden Hof-Civil-Geistlicher und Militairpensionen ist in der Anlage No. V. und deren Beylagen auf die Summe von 132,463 Fl. 14 $\frac{1}{2}$ Kr. berechnet.

In der Voraussetzung, das die Fuldaischen Domänen von diesen Pensionen Kaiserlich Französischer Seite frey erklärt, und letztere insgesammt auf das Land gelegt worden, worüber auf Verlangen die Beweise vorgelegt werden sollen, ist man eines Theils, weil der Großherzoglich Hessische Antheil zu geringfügig ist, um jede einzelne Pension zu theilen, andern Theils um alle weitläufige Berechnungen für das Verflorren-, sowohl, als für die Zukunft abzuschneiden, so wie auch alle Nachforschungen über Todesfälle, aktive Dienststellungen, u. s. w. unnöthig zu machen, nach dem bey der Kurmainzischen Dienerschaft beobachteten Vorgange, über eine zwanzig Jahr mit jährlichen Abnahme eines Zwanzigtheils zu zahlende Aversionalsumme übereingekommen.

Diese Aversionalsumme ist für das erste Jahr, welches mit dem ersten Julius 1813 seinen Anfang nimmt, auf 2200 Fl. festgesetzt worden, und vermindert sich demnach in jedem der folgenden Jahren jedesmal um 110 Gulden. Sie soll Großherzoglich Hessischer Seite halbjährig an die Departemental-Hauptkasse zu Fulda entrichtet werden.

1813 ART. XI. Hinsichtlich der Landes - Aktivfonds wird als Prinzip angenommen, daß von allen Fonds und Anstalten, welche zum Besten des ganzen Fuldaischen Landes und nicht bloß einer einzelnen Commüne oder Privatfamilie bestanden haben, in sofern dabey nach Abzug der Schulden ein theilbarer Aktivfond vorhanden ist, dem Großherzogthume Hessen der 60ste Theil verabfolgt werden soll. Es sollen des Endes die einschlägigen Behörden zu Fulda angewiesen werden; über diejenige Institute, wovon man Großherzoglich Hessischer Seits einen Antheil reklamiren zu können glaubt, einem nach Fulda abzuordnenden Großherzoglich Hessischen Kommissair die Stiftungsurkunden und Rechnungen vorzulegen, um sowohl die Eigenschaft einer allgemeinen Landesanstalt, als den Betrag der Fonds konstatiren zu können.

Die allerhöchsten Ratifikationen gegenwärtigen Vertrags sollen möglichst beschleunigt, und spätestens im Monat Mai dieses Jahrs gegen einander ausgewechselt werden.

Zu Urkund dessen ist derselbe doppelt ausgefertigt, von den beyderseitigen Bevollmächtigten unterzeichnet und besiegelt worden. So geschehen Aschaffenburg den 9ten April 1813.

Freyherr v. GRUBEN.

(L. S.)

*Großh. Frankfurterischer
Bevollmächtigter.*

K. J. v. BIGELEBEN.

(L. S.)

*Großh. Hessischer Bevoll-
mächtigter.*

F. H. HEFNER.

(L. S.)

*Frankf. Staatsrath zu
diesem Geschäft Bevoll-
mächtigter.*

Für gleichlautende Abschrift

*Der G. F. General - Staats - Schulden-
Liquid. Sekretaire*

ERHARD.

II.

*Convention entre l'Empereur des Français et 1813
le Grand-Duc de Francfort sur le mode de ^{4 Mai.}
communication en matière judiciaire, signée
à Paris le 4 Mai 1813.*)*

(Copie sur l'original).

Napoléon, par la grâce de Dieu et les Constitutions, Empereur des Français, Roi d'Italie, Protecteur de la Confédération du Rhin, Médiateur de la Confédération Suisse etc. etc. etc., ayant vu et examiné la Convention conclue, arrêtée et signée à Paris le quatre mai mil huit cent treize par le Sieur Hugues Bernard Comte Maret Duc de Bassano, notre Ministre des relations extérieures, en vertu des pleins-pouvoirs que nous lui avons confiés à cet effet, avec le Sieur Dorothe Louis Christophe Comte de Keller, Ministre plénipotentiaire du Grand-Duc de Francfort, pareillement muni de pleins-pouvoirs, de laquelle convention la teneur suit :

Sa Majesté l'Empereur des Français, Roi d'Italie, Protecteur de la Confédération du Rhin, Médiateur de la Confédération Suisse etc. etc. etc.

Son Altesse Royale le Grand-Duc de Francfort,

Voulant s'entendre sur les moyens d'assurer, entre les autorités judiciaires, dans le ressort desquelles sont d'un côté le Département du Monttounere, de l'autre la ville de Francfort, un mode de Communication directe et réciproque, pour les cas, dans lesquels les communications par la voie ministérielle entraîneroient des longueurs préjudiciables à l'administration de la justice criminelle, unique objet de la présente convention, ont à cet effet nommé pour leurs Plénipotentiaires, Savoir :

R 5

Sa

*) Cette convention ne peut plus avoir d'autre intérêt que celui de servir d'exemple que même en France on commençoit à sentir les inconveniens du mode introduit de n'admettre d'autres communications entre les tribunaux de divers états que par la voie lente des communications ministérielles.

1813 Sa M. l'Empereur des Français, Roi d'Italie, Protecteur de la Confédération du Rhin, Médiateur de la Confédération Suisse, Mr. Hugues Bernard Comte Maret Duc de Bassano, Grande-Aigle de la Légion d'honneur, Commandeur de l'ordre de la Couronne de fer etc. Son Ministre des relations extérieures;

Et son A. R. le Grand-Duc de Francfort Mr. Dorothe Louis Christophe Comte de Keller Son Ministre d'Etat et son Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté Impériale et Royale;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs respectifs, sont convenus de ce qui suit;

ART. I. Le Procureur général près la Cour Impériale de Trèves pourra correspondre directement avec le Magistrat exerçant des fonctions semblables à Francfort et réciproquement ce Magistrat pourra correspondre directement avec le Procureur général de la dite cour Impériale.

ART. II. La faculté de correspondre donnée aux dits Procureur général et Magistrat est restreinte aux deux points suivans, savoir:

1. Pour les assignations de temoins.
2. Pour la demande de communication ou de remise des pièces de conviction et documens que peut nécessiter l'instruction des affaires criminelles et correctionnelles.

Dans tous les autres cas relatifs à l'administration de la justice criminelle, les dits Procureur général et Magistrat devront recourir à la voie ministérielle.

ART. III. Les deux hautes parties contractantes s'engagent à donner aux Procureur général et Magistrats susdits, les ordres et instructions nécessaires pour l'exécution des dispositions ci-dessus, enforte que l'un d'eux ne puisse se refuser aux demandes qui lui seront faites par l'autre; dans les cas prévus dans l'article deux.

ART. IV. La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées dans le délai d'un mois ou plutôt si faire se peut.

Fait et signé à Paris le quatre Mai mil huit cent treize.

(L. S.) Signé: H. B. Duc DE BASSANO.

(L. S.) Signé: Le Comte DE KELLER.

Avons

Avons approuvé la Convention ci-dessus en tous et chacun des Articles qui y sont contenus, déclarons qu'ils sont acceptés, ratifiés et confirmés et promettons qu'ils seront inviolablement observés. 1813

En foi de quoi nous avons donné les présentes signées, contresignées et munies de notre Sceau Impérial, En notre quartier général Impérial de Dresde, le quatorze Mai mil huit cent treize et de notre règne le neuvième.

NAPOLÉON.

Par l'Empereur.

Le ministre des relations
extérieures

Le ministre Secrétaire
d'Etat

Signé: Le Duc DE BASSANO.

Le Comte BUNZ.

12.

Article séparé et secret du traité d'alliance conclu entre la Grande-Bretagne et la Prusse à Reichenbach. 14 Juin.

(Voyés plus haut T.I. p. 571. KLÜBER H. 26. p. 281.)

Sa Majesté le Roi des Royaumes unis de la Grande-Bretagne et d'Irlande s'engage, par le présent article séparé et secret, à contribuer à l'agrandissement de la Prusse si les succès des armées alliées le permettent, dans des proportions statistiques et géographiques pour le moins telles qu'elles étoient avant la guerre de mil huit cent six.

Fait à Reichenbach le 14 Juin 1813.

Signé: HARDENBERG.

STEWART.

1813 *Treaty of Peace concluded between Portugal*
 24 Juill. *and Algiers signed at Algiers the 14 July 1813.*

(*Annual-Reg.* 1813. State Pap. p. 420).

In the name of God, gracious and merciful!

Treaty of peace and friendship between the High and Mighty Prince, the Prince Regent of Portugal, and of the Algarves etc. and the Right Honourable and Noble Sid Hage Aly, Bashaw of Algiers, agreed upon between the said Bashaw, with his Divan and the chief men of his states, and Jose Joaquim da Rosa Coellio, Captain in the Royal Navy, and Fr. Jose de Santo Antonio Moura, interpreter of Arabick, and belonging to the office of secretary of state for the affairs of marine, duly authorized to conclude the said treaty, in which his Britannic Majesty interposed as mediator, and for that purpose Mr. Wm. A'Court, envoy extraordinary from the court of London, presented himself with the necessary powers.

ART. I. There shall be firm, stable, and perpetual peace, between the two high contracting parties, and their respective subjects; and all vessels, whether of war or commerce, may freely navigate, and with full security, according to their convenience, carrying with them for that purpose the necessary passports.

ART. II. All ships and subjects of Portugal may enter, depart, remain, trade, and provide themselves with every necessary in the dominions of Algiers, without being placed under any embarrassment, or having any violence done them. The subjects and vessels of Algiers shall be treated in the same manner in the dominions of Portugal.

ART. III. The ships of war belonging to the crown of Portugal may provide themselves with stores, or any thing they stand in need of in the ports of

13.

Traité de paix conclu entre le Portugal 1813
et Algèr signé à Algèr le 14 Juillet 1813 ^{14 Juill.}
sous la médiation et garantie de la Gr.
Brétagne.

(Traduction privée).

Au nom de Dieu gracieux et misericordieux.

Traité de paix et d'amitié entre le très haut et très puissant Prince, le Prince Regent du Portugal et des Algarves etc. et le très-honorable et noble Sid Hayt Aly Bascha d'Algèr convenu entre le dit Bascha ensemble avec le Divan et les chefs de la milice de ses états, et Jose Joaquim du Rosa Coelho, capitaine de la marine royale et Fr. Jose de Santo Antonio Moura Interprète de l'arabe et appartenant au département du secrétaire d'Etat pour les affaires de la marine, dûment autorisés à conclure le dit traité, pour lequel Sa Majesté Britannique s'est interposée comme médiateur, et à cet effet Mr. Wm. A Court envoyé extraordinaire de la cour de Londres s'est présenté muni de pleinpouvoirs necessaires.

ART. I. Il y aura une paix ferme stable et per- Paix.
vétuelle entre les deux hautes parties contractantes
et leurs sujets respectifs, et tous les vaisseaux, soit
de guerre ou de commerce pourront naviguer librement
et avec une sureté entière d'après leur convenance
s'étant munis à cet effet de passeports necessaires.

ART. II. Tous les vaisseaux et sujets du Portu- Libre
gal pourront entrer, partir, rester, commercer et se naviga-
pourvoir de tout le necessaire dans les dominations tion.
d'Algèr sans être assujettis à aucun embarras ou éprou-
ver aucune violence. Les sujets et navires d'Algèr
seront traités de la même manière dans les domina-
tions du Portugal.

ART. III. Les vaisseaux de guerre appartenant à Vais-
la couronne de Portugal pourront se pourvoir de mu- aux de
nitions ou de toute autre chose dont ils auront besoin guerre.
dans

1813 of Algiers, and at the current price, without being obliged to pay any thing additional for that privilege.

ART. IV. No Algerine corsair shall cruise within the distance of six miles from the coast of Portugal, and its isles, or remain in those waters for the purpose of giving chase to, or visiting Portuguese ships, or those of any other nation, the enemy of Algiers, visiting the said ports for commercial purposes. Portuguese ships of war on the Algerine coast shall follow the same regulation.

ART. V. When any Portuguese merchant vessel is met by an Algerine Corsair, and the latter demands to visit her, he may do so; but not more than two persons are to go on board the said vessel, to examine her papers and passports.

ART. VI. Foreigners of any nation, and merchandise of foreign ownerships found on board any Portuguese vessel, even though belonging to a nation hostile to the Regency of Algiers, shall not be seized under any pretext whatever. The same rule shall be observed by the Portuguese, in regard to property found by them on board any Algerine vessel.

In like manner the subjects and goods belonging to either of the contracting parties found on board the vessel of an enemy of either of the said parties, shall be respected and set at liberty by both. But they are not to commence their voyage without a proper passport; and if that should happen to be mislaid, such persons shall not on that account be accounted slaves; but on the contrary, upon its being certified that they are subjects of the contracting parties, they shall be immediately set at liberty.

ART. VII. Should any Portuguese vessel, chased by an enemy, take refuge in any port of the dominions of Algiers, or under its fortifications, the inhabitants shall defend the said vessel, and shall not assent to its receiving any damage. In like manner should any Portuguese vessel fall in with an enemy's ship in a port of Algiers, and wish to depart on her destination, her enemy shall not be permitted to sail from the port till twenty-four hours after her departure

dans les ports d'Alger et aux prix courrants sans être obligé à payer quelque chose de plus pour ce privilège. 1813

ART. IV. *Aucun corsaire Algérien ne pourra croiser dans la distance de six lieues de la côte du Portugal et de ses îles ni s'arrêter dans ces eaux dans le dessein de donner chasse ou de visiter des vaisseaux Portugais ou ceux d'aucune autre nation ennemi d'Alger, en visitant les dits ports pour cause de commerce. Les vaisseaux de guerre Portugais suivront le même règlement sur les côtes d'Alger.* Corsaires.

ART. V. *Lorsque quelque navire marchand Portugais sera rencontré par un corsaire Algérien, et que ce dernier demande à le visiter, il pourra le faire; mais pas plus de deux personnes se rendront à bord du dit vaisseau pour examiner ses lettres de mer et passeports.* Mode de visitation.

ART. VI. *Les étrangers d'une nation quelconque et les marchandises de propriété étrangère qui seront trouvés à bord d'un vaisseau Portugais même lorsqu'ils appartiendront à une nation ennemie de la régence d'Alger ne seront saisis sous aucun prétexte quelconque.* Le navire couvre la cargaison.

La même règle sera observée par les Portugais par rapport aux propriétés qu'ils auront trouvées à bord d'un vaisseau Algérien.

De la même manière les sujets et biens appartenant à l'une des deux parties contractantes, trouvés à bord d'un vaisseau d'un ennemi de l'une des deux parties seront respectés et mis en liberté par eux. Mais ils n'ont point à commencer leur voyage sans un passeport convenable, et si ce passeport venoit à être égaré, de telles personnes ne seront point pour cela réputées esclaves mais au contraire après qu'il aura été certifié qu'elles sont sujettes des parties contractantes, elles seront immédiatement mises en liberté.

ART. VII. *Si quelque vaisseau Portugais auquel un ennemi auroit donné chasse se réfugierait dans un port des dominations d'Alger ou sous ses fortifications les habitants défendront le dit vaisseau et ne permettront point qu'il lui soit fait aucun dommage. De la même manière, si quelque vaisseau Portugais se rencontrait avec un vaisseau ennemi dans un des ports d'Alger et désireroit en repartir pour sa destination, il ne sera point permis à son ennemi de sortir de ce port* Asyle dans les ports.

1813 **parture.** — The same shall take place with regard to Algerine vessels in the harbours of Portugal.

ART. VIII. Should any Portuguese vessel be shipwrecked or stranded on the Algerine coast, the governor and inhabitants of the district shall treat the crew with due humanity, doing them no harm, nor permitting them to be robbed: on the contrary, they shall afford them all possible assistance in saving the said ship and cargo; the crew not being bound to pay any thing to such salvors but their salary or day's wages. The same shall hold with regard to any Algerine vessel wrecked on the Portuguese coast.

ART. IX. The subjects of Portugal may trade in the Algerine ports in the same manner, paying the same duties, and enjoying the same privileges as those stipulated for the English. Algerine subjects shall pay in Portugal the same duties as those paid by the English.

ART. X. The Portuguese consul, established in the dominions of Algiers, shall be accounted and treated like the British consul; and he, as well as his servants, and all others who may wish to practise it, shall enjoy the free exercise of his religion in his own house. The same consul may decide all controversies and disputes arising among Portuguese subjects, without the judges of the country, or any other authority, being entitled to interfere; except where a controversy arises between a Portuguese and a Moor, in which case the governor of the country may decide it, in the presence of the said consul.

ART. XI. The said consul and his agents shall not be bound to pay any debt contracted by Portuguese subjects, unless where he has bound himself by writing under his hand and seal.

ART. XII. When any Portuguese dies in the dominions of Algiers, all his property shall be delivered to the Portuguese consul, in order to be remitted to the heirs of the deceased.

ART. XIII. Should there happen any infraction of the present treaty on the part of the subjects of Portugal, or those of Algiers, it shall not on that account

port dans les 24 heures après son départ. La même chose aura lieu par rapport aux vaisseaux Algériens dans les pârages du Portugal. 1813

ART. VIII. Si quelque vaisseau Portugais faisoit naufrage ou échouoit sur les côtes d'Algèr, les Gouverneur et habitans de ce district traiteront l'équipage avec due humanité, ne leur faisant aucun mal et ne permettant point qu'ils soient pillés; au contraire ils leur prêteront toute assistance possible pour sauver le dit vaisseau et sa cargaison; l'équipage n'étant rien tenu à payer aux sauveurs que leur salaire ou diètes. La même chose aura lieu par rapport à tout vaisseau Algérien faisant naufrage sur les côtes du Portugal. Naufrage.

ART. IX. Les sujets Portugais pourront commercer dans les ports Algériens de la même manière, payant les mêmes droits et jouissant des mêmes privilèges que ceux stipulés pour les Anglais. Les sujets Algériens payeront en Portugal les mêmes droits que ceux qu'y payent les Anglais. Droits.

ART. X. Le consul Portugais résidant dans les dominations d'Algèr sera considéré et traité à l'égal du Consul Britannique, et lui aussi bien que ses domestiques et tous les autres qui voudroient en faire usage jouiront du libre exercice de sa religion dans son propre hôtel. Le dit consul pourra décider toutes les controverses et disputes s'élevant entre des sujets Portugais sans que les juges du pays ou aucune autre autorité soient en droit d'y intervenir; excepté l'orsqu'il s'élève une controverse entre un Portugais et un Maure dans lequel cas le gouverneur du pays pourra la décider en présence du dit Consul. Consul.

ART. XI. Le dit consul et ses Agens ne seront point teus à payer une dette contractée par des sujets Portugais à moins qu'il ne s'y soit engagé par écrit sous sa signature et son sceau. Dettes.

ART. XII. Lorsqu'un Portugais meurt dans les dominations d'Algèr tous ses effets seront délivrés au Consul afin qu'ils soient remis aux héritiers du defunt. Successions.

ART. XIII. S'il survenoit quelque infraction au présent traité de la part des sujets Portugais ou de ceux d'Algèr il ne sera point considéré par là comme Nouveau Recueil. T. III. S rompu.

1813 account be considered as dissolved; but the origin of such circumstance shall be examined into, and proper satisfaction given to the injured party.

ART. XIV. In case of war being declared between the two high contracting parties (which God avert), hostilities shall not be committed on either side till the expiration of six months after the said declaration. During that interval the Portuguese Consul, and all subjects of that kingdom, may retire with all their property, without receiving the least hindrance; and Algerine subjects in Portugal shall do the same.

ART. XV. Whatever is not specified in the above articles shall be regulated by the articles of peace established between his Britannic Majesty and the Regency of Algiers.

ART. XVI. And that this treaty may be firm and durable, the two high contracting parties accept as mediator and guarantee of its observance, the King of Great Britain: in testimony of which this treaty, is signed by Mr. A'Court, envoy extraordinary from the court of London, jointly with the above mentioned envoys of Portugal; and two copies of the same shall be extracted, one for the sovereign of Portugal, and the other to remain in the possession of the resident consul at Algiers.

Done at Algiers, this 14th of July, 1813, corresponding to the 15th of Jomadi Tani, in the year 1228 of the Hegira.

Signed: JOSE JOAQUIM DA ROSA COELHO.

WM. A'COURT.

FR. JOSE DE ST. ANTONIO MOURA.

Here follows the ratification of the above treaty by the lords governors of Portugal.

rompu, mais l'origine d'un tel événement sera examinée et une satisfaction convenable sera donnée à la partie lésée. 1813

ART. XIV. En cas d'une guerre déclarée entre les deux hautes Parties contractantes (dont Dieu préserve) les hostilités ne seront commises d'une part qu'après l'expiration de six mois après la dite déclaration. Durant cette intervalle le Consul Portugais et tous les sujets de ce royaume pourront se retirer avec toutes leurs propriétés sans éprouver le moindre empêchement; et les sujets Algériens en Portugal en useront de même. Cas de guerre.

ART. XV. Tout ce qui n'est pas spécifié dans les articles ci-dessus sera réglé d'après les articles de paix établis entre S. M. Britannique et la regence d'Algèr. Tr. avec l'Angl.

ART. XVI. Et afin que ce traité soit ferme et durable les deux hautes parties contractantes acceptent pour mediateur et garant de son observation le Roi de la Grande-Bretagne: en foi de quoi ce traité est signé par Mr. A'Court envoyé extraordinaire de la Cour de Londres ensemble avec les sus-mentionnés envoyés de Portugal, et deux copies en seront dressées l'une pour le Souverain de Portugal et l'autre pour demeurer dans la possession du Consul résidant à Algèr. Mediation et garantie Anglaise.

Fait à Algèr le 14 Juillet 1813 repondant au 15 de Jomadi Tani l'an 1228 de l'Hégire.

Signé: JOSÉ JOAQUIM DU ROSA COELHO.

W^m. A' COURT.

FR. JOSÉ DE St. ANTONIO MOUROE.

. 14.

1813 *Conventions au sujet du partage des dettes*
 14 Mars *et créances de l'ordre teutonique dans les états*
de la conféd. du Rhin.

*

Convention entre les Rois de Saxe et de Westphalie, le G. D. de Hesse et les Duc et Prince de Nassau sur les biens et dettes de la ballivie de Hesse signée à Marbourg le 14 Mars 1813.

Nachdem Ihre Majestäten die Könige von Westphalen und Sachsen, Ihre Königliche Hoheiten die Großherzöge von Frankfurt und Hessen und Ihre Durchlauchten der souveraine Herzog und der Fürst von Nassau

nach Inhalt des K. K. französischen Decrets vom 24 April 1809 und der im 4. Artikel des am 14 October desselben Jahres zu Wien abgeschlossenen Friedens Tractats enthaltenen Cessionen, Eigenthümer der sämtlichen zur ehemaligen deutschen Ordens-Ballei Hessen gehörig gewesenen Ordenshäuser und Besitzungen worden, und übereingekommen, die aus dem ehemaligen Verhältniß gedachter Ballei zu den ihr untergeordneten Häusern herrührenden Ansprüche und Verbindlichkeiten sowohl, als die Ansprüche und Verbindlichkeiten der Besitzer dieser Häuser und Güter unter sich auseinanderzusetzen, auch die Interessen der Pensionairs und Privatgläubiger der Ballei und der verschiedenen von ihr abhängig gewesenen Cassen zu sichern,

Sodann Ihre Majestäten die Könige von Westphalen und von Sachsen, Sr. Königliche Hoheit der Großherzog von Hessen, und Ihre Durchlauchten der souveraine Herzog und Fürst von Nassau zu diesem Ende bevollmächtigte Commissarien ernannt, Se. Königl. Hoheit der Großherzog von Frankfurt aber Sich vorbehalten, der von diesen Commissarien zu treffenden Uebereinkunft beyzutreten, so sind dieselben in Folge

Folge der zu Marburg abgehaltenen Unterhandlungen 1813 über, folgendes übereingekommen.

ART. I. Das ehemalige constitutionsmäßige Verhältniß der ehemaligen deutschen Ordens-Ballei-Casse zu den getrennt bestandenen Commende und Castnerei-Cassen nach dem status quo des 24 April 1809 soll als Grundlage der gewünschten Auseinandersetzung angenommen werden. Basse du partage.

ART. II. Die hohen contrahirenden Theile erkennen sonach alle nach Ausweis der bey der Ballei-Casse zu Marburg gehaltenen Bücher und Rechnungen, zu gedachter Casse gehörigen Activa — so wie die von ihr zum Behuf allgemeiner Ballei-Laften und Bedürfnisse contrahirten Schulden, als gemeinsame Forderungen und Schulden der Souverains an, welche nach dem 24 April 1809 einen oder der anderen integrierenden Theil der Ballei eingeزogen haben. Agnition des dettes et créances

ART. III. Die in den Büchern der Ballei-Casse bisher fortgeführten Schulden und Forderungen des Flörsheimer Commende-Fonds sind als exigibel, oder wegen respective eingetretener Vermischung von Schuldner und Gläubiger in derselben Person, zu löschen und aus dem Verzeichniß wegzulassen. Fonds de la commanderie de Flörsheim.

ART. IV. Da hessischer und nassauischer Seits in Ansehung der unter dem Namen der Cardinal von Schönborn'schen Stiftung separatim administrirten Capitalien behauptet worden, dieselben in so fern eine oder die andere Ordens-Casse Schuldner davon ist, nach Aufhebung der Ballei für erloschen zu achten; in so fern sie aber bey Privat-Personen aufsen stehen, demjenigen Souverain anheimgefallen sind, in dessen Territorio sie angelegt sind, und da die Commissarien dieser Höfe erklärt haben, nur unter der Bedingung der Anerkennniß dieses Grundsatzes in eine Auseinandersetzung willigen zu können: So ist man zu Beförderung des Vergleichs, und unter ausdrücklichem Vorbehalt der Ratification der theilhaftigen Höfe übereingekommen obiges Princip anzunehmen, und dem zu Folge diejenigen Capitalien niederzuschlagen, welche die Ballei-Casse an die Stiftung schuldig war. Fondation de Schönborn.

ART. V. Die in der Zwischenzeit von der Aufhebung der Ballei bis zum nächsten künftigen 1 April Intertès et pensions.

1813 abgeführten oder in Rückstand verbliebenen Zinsen von den Schulden und Forderungen, so wie die aus der Casse während desselben Zwischenraums bezahlten Gehalten und Pensionen der Ballei-Beamten und Angehörigen sollen nach Beschaffenheit bey den Activum oder Passivum der Ballei-Casse in Ansatz gebracht werden. —

Etat
actif et
passif.

ART. VI. Diesen Grundsätzen zufolge und nach vorgängiger Prüfung der Ballei-Cassen Bücher und Rechnungen haben die Commissarien unter den Buchstaben A. und B. angelegene General-Verzeichnisse über das *Activum* und *Passivum* der Ballei-Casse discutirt und definitiv aufgestellt.

Reparti-
tion du
Déficit.

ART. VII. Da das Passivum der Ballei-Casse eine Masse von Dreyßig drey Tausend drey Hundert fünfzig Ein Gulden 31 Kr. 1 Heller bildet, welche durch das Activum nur bis zum Betrag von Zehen Tausend Dreyßig vier Gulden 14 Kr. 3 Heller gedeckt ist; so ergibt sich ein *Déficit* von Zwanzig drey Tausend drey Hundert siebenzehn Gulden 16 Kr. 3 Heller, welches von den hohen Mitinteressenten nach der angenommenen Proportion des Brutto Ertrags Ihrer respective eingezogenen Ballei-Besitzungen übertragen werden soll, dergestalt dass:

1. Westphalen dazu	$\frac{407}{784}$ theil	oder 12104 Fl. 46 Kr. 1 Hr.
2. Sachsen	$\frac{153}{784}$	— — 5740 — 5 — 3 —
3. Hessen	$\frac{164}{784}$	— — 4877 — 35 — — —
4. Nassau	$\frac{15}{784}$	— — 446 — 7 — 2 —
5. Frankfurt	$\frac{1}{784}$	— — 148 — 42 — 2 —

beyzutragen sich anheischig machen.

Plan de
reparti-
tion.

ART. VIII. Die unter dem Buchstaben C. angelegene Uebersicht enthält den Vertheilungsplan aller Schulden und Forderungen, welcher nach Maassgabe der im vorstehenden Artikel stipulirten Raten verglichen und festgesetzt worden ist.

Indem die hohen contrahirenden Theile, Jeder so weit es ihn betrifft den im gedachten Distributions-Plan beliebten Cessionen, Ueberweisungen und Compensationen beystimmen; so erkennen Sie auch gegenseitig die für einen Jeden von Ihnen daraus folgenden Verbindlichkeiten an.

Execu-
tion.

ART. IX. Zu Vollziehung der im 8ten Artikel stipulirten Vertheilung, sollen die im Ballei-Archiv über die

die cedirten oder compensirten Forderungen befindlichen Obligationen und Urkunden respective vernichtet oder denjenigen Gouvernements ausgehändigt werden, denen sie in der Folge dieser Auseinandersetzung gehören.

1813

Die überwiesenen Privat-Gläubiger der Ballei-Casse werden von dem Act ihrer Ueberweisung in Kenntniß gesetzt auch nach Befinden mit neuen Obligationen des Gouvernements, welches ihre Befriedigung übernommen hat, versehen werden.

Sr. Königliche Majestät von Westphalen und Sr. Königl. Hoheit der Großherzog von Hessen werden bey der Ausführung dieser Maafsregeln concurriren.

ART. X. Gleichergestalt sollen die im Ballei-Archiv befindlichen Documente, Acten, und Schriften, welche den einzelnen an Sachsen, Hessen, Frankfurt und Nassau übergangenen Ordensbesitzungen zugehören oder eine ausschließliche Beziehung darauf haben, alsbald nach erfolgter Ratification dieser Uebereinkunft an die Besitzer der respectiven Besitzungen, ausgeliefert werden, und wollen Se. Königl. Majestät von Westphalen deshalb die nöthigen Befehle ertheilen. Diejenigen Acten und Documente, welche sich auf die Ballei als Gemeinschaft beziehen, sollen in Westphalen niedergelegt, jedoch den hohen Cointeressenten frey bleiben, die etwa von ihnen zu wünschenden Mittheilungen oder Copien der gemeinschaftlichen Acten zu verlangen.

Docu-
mens.

ART. XI. In Folge der vorstehenden Auseinandersetzung wird die zwischen den hohen Interessenten anerkannte bisherige Gemeinschaft der Ballei-Casse für aufgehoben erklärt, und entsagen die hohen contrahirenden Theile gegenseitig und förmlich allen aus dem Grunde derselben zu erhebenden Ansprüchen. Zugleich ist man übereingekommen, das Se. Majestät der König von Westphalen dem bisherigen Rechnungsführer der Ballei-Casse über die an die Gemeinschaft abgelegte und richtig befundene Rechnung die nöthige Quittung ertheilen lassen werden.

Levée
de la
com-
munion

ART. XII. Aulangend alle diejenigen Capitalien, welche aus den Privat-Cassen der einzelnen Commenden und Castoreien oder von Privat-Personen entlehnt, und in den Nutzen der einen oder anderen

Créan-
ces de
particu-
liers.

1813 Ordens-Besitzung speciell verwendet worden sind; so sollen dieselben von den gegenwärtigen Besitzern derselben Ordens-Besitzungen vertreten, und des baldigsten abgeführt werden.

Gages et pensions ART. XIII. Da die Commission namentlich auf die ehemals vermittelt der Ballei-Casse ausgezahlten und im Etat unter D. verzeichneten Gehalten und Pensionen aufmerksam gemacht worden, für deren fernere Abführung kein gemeinschaftlicher Fonds übrig bleibt, so ist man in dieser Beziehung vergleichsweise übereingekommen, daß dieselben von den hohen Theilen nach einem approximativen Verhältniß des Einkommens Ihrer eingezogenen Besitzungen übernommen werden sollen.

In Folge dessen wolle Se. Königl. Majestät von Westphalen die

dem *Baron NORDECK VON RABENAU* als Haus-
Commenthur,

der Witwe *SCHÖNHALS* und

ihrer Tochter *LOUISE*

bisher ausgesetzt gewesenen Pensionen verabfolgen zu lassen geruhen.

Dagegen soll der den Commenthuren *VON DÖRNBERG* und *VON BAUMBACH*

ehemals gezahlte Zuschuss von 800 Gulden von den übrigen hohen Theilen dergestalt übernommen werden, daß Se. Königl. Majestät von Sachsen dazu 400 Gulden zum Vortheil des Baron von Dörnberg bewilligen, Ihre K. K. H. H. die Großherzoge von Frankfurt und von Hessen und Ihre Durchlauchten der Herzog und der Fürst von Nassau aber die andern 400 Fl. nach einem zwischen Ihnen festzusetzenden Verhältniß übertragen wollen.

Ratifications. Die gegenwärtige Uebereinkunft soll unverzüglich der Genehmigung der respectiven Souverains unterworfen, von den Ratificationen aber zwischen den unterzeichneten Commissarien beglaubigte Abschriften ausgewechselt werden.

Es soll ein besonderes Exemplar dieses Recesses ausgefertigt, und durch Vermittelung des Königl. westphäli-

phälischen Commissarius der großherzögl. frankfurtischen Regierung mitgetheilt werden. Derselbe Commissarius macht sich anheischig, die darüber von Sr. Königl. Hoheit dem Großherzog von Frankfurt gefassten Entschliessung den Bevollmächtigten der übrigen Höfe bekannt zu machen. 1813

Zu dessen Beglaubigung haben die bevollmächtigten Commissarien diesen Recess unterzeichnet, und ihre führenden Petschafte beygedruckt.

So geschehen Marburg am vierzehnten März des Jahrs Eintausend Achthundert und dreyzehn.

*Der Commissarius Sr. Majestät des Königs von
Sachsen, Herzogs von Warschan,*

unterz. FRIEDRICH LUDWIG BREUER.

*Der Commissarius Sr. Majestät des Königs
von Westphalen,*

unterz. CARL GEORGE AUGUST SCHÖNHALS.

*Der Commissarius Sr. Königl. Hoheit des Groß-
herzogs von Hessen,*

unterz. JOH. LUDWIG SALOMO MAYER.

*Der Commissair Sr. herzoglichen und fürstlichen
Durchlauchten von Nassau,*

unterz. JOHANN WILHELM MÜLLER.

A.

Etat général

de l'actif de la Caisse du baillage de Hesse de l'ordre teuto-
nique; arrêté d'après les comptes rendus par le comptable
de la dite Caisse jusqu'au 1er Avril 1813.

	Fl.	Kr	Pf	Fl.	Kr	Pf
I. Capitaux actifs, suivant le Bordereau ci-joint	577	58	2			
avec des intérêts qui en sont dus depuis les termes d'échéance de l'année 1808 — 1809, jusqu'au 1er Avril 1813	1167	34	3	6939	33	1
II. Fonds trouvés à la Caisse au moment de l'occupation de la Grande-Com- manderie	—	—	—	1801	37	—
III. L'excédent de recette du compte du bail- liage de 1808 — 1809	—	—	—	253	34	2
IV. Intérêts arriérés jusqu'aux termes d'éché- ance de l'année 1808 — 1809, liquidés dans le compte de la dite année, de- duction faite de ceux du capital de 872 fl. 5 1/4 kr. dû par la cidevant Grande Maîtrise à Mergentheim, con- sidéré comme inexigible	—	—	—	428	56	—
V. Contributions arriérées jusqu'à l'époque du 1er juillet 1809 dues par 1) la Caisse dite Zinsmeisterei	213	52	—			
2) Commanderie de Schöffenberg . . .	279	18	—			
3) — — — — — Wetzlar	177	23	3	610	33	3
Total				10,034	14	2

Fait à Marbourg ce 10. Mars 1813.

B.

Etat général

du Passif de la Caisse du bailliage de Hesse de l'ordre teutonique, arrêté d'après les comptes rendus par le comptable de la dite Caisse jusqu'au 1er Avril 1813.

	Fl.	Kr	Pf	Fl.	Kr	Pf
I. Capitans passifs, suivant le Bordereau ci-joint	22,306	43	3			
avec les intérêts qui en font dus jusqu'au 1er Avril 1813.	4,033	59	3	26,340	43	3
II. Secours extraordinaire fourni par la Caisse de Grieffladt à la Caisse de bailliage pour Mrs. les Commandeurs de Dernberg et de Baumbach. . .	—	—	—	325	—	—
III. Traitemens et pensions des Employes du ci-devant bailliage, savoir . .						
a. du Syndic Schoenhals . . .	1348	19	3			
b. — Conseiller Schindler . . .	448	8	—			
c. — caissier Feyler	375	—	—			
d. de la Dem. Eleonore Schoenhals . .	126	40	—			
e. — — Dame Alefeld, defaute —	353	20	—			
Total				6,685	47	3
				33,351	31	1

Fait à Marbourg ce 10. Mars 1813.

C.

Plan de distribution

des dettes et créances communes de l'ancien bailliage de
Hesse de l'ordre teutonique.

	Fl.	kr	pf	Fl.	kr	pf
I. La quote part à fournir par S. M. le Roi de Westphalie suivant l'article 7. de la Convention est de	—	—	—	12104	46	—
Ajoutez :						
1. les capitaux actifs et les intérêts, qui en font dua, cédés à S. M. (Etat de l'actif Nr. 1.)	6939	33	1			
2. les fonds trouvés en caisse lors de l'occupation de la Grande Comman- derie (Etat de l'actif Nr. II.)	1801	37	—			
3. l'excédent de recette du compte du bailliage de l'an 1808 — 1809. (Etat de l'actif Nr. III.)	253	54	2			
4. les intérêts arriérés jusqu'aux ter- mes d'échéance de l'année 1808 à 1809 (Etat de l'actif Nr. IV.)	428	56	—			
5. La Contribution arriérée de la Caisse dite Zinsmeißerei (Etat de l'actif Nr. V. 1.)	213	52	—	9637	32	3
Ce qui fait un Total de	—	—	—	21,742	18	3
En l'acquittement de cette Somme						
A. il sera mis en décompte						
a. le secours payé aux Commandeurs de Dörenberg et de Baumbach (Etat du passif Nr. II.)	325	—	—			
b. les traitemens et pensions payés aux Employés du cidevant bailliage (Etat du passif Nr. III.)	6685	47	3	7010	47	3
B. En outre S. M. se chargera des capi- taux et intérêts dus aux créanciers ci- après :						
a. à la caisse de la maison, Nr. 3. du Bordereau des capitaux passifs . . .	921	57	—			
b. à la même Nr. 4. du Bordereau . .	179	36	—			
c. à la même Nr. 5.	846	25	—			
d. à la Caisse dite Zinsmeißerei Nr. 9. du Bordereau	607	36	—			
e. à la même Nr. 12.	578	20	—			
f. à la même Nr. 17.	912	—	—			
g. à la même Nr. 21.	646	52	2			
à Reporter —	1692	46	2	7010	47	3

	Fl.	kr	pf	Fl.	kr	pf
Report —	4692	46	2	7010	47	3
h. à l'hôpital dit St. Elisabeth Nr. 14.	1155	2	2			
i. au même Nr. 20.	634	12	3			
k. au même Nr. 23.	107	56	—			
l. à la Caisse dite Opfetsstock Nr. 15.	176	40	—			
m. à la même Nr. 19.	464	48	—			
n. au Daniel Ockershausen Nr. 11.	1460	—	—			
o. au même Nr. 181.	1636	35	3			
p. aux St. Stephan et Nippoldt . . .	1804	43	1			
q. à Hermann Schneider à Marbach	2630	10	—	14763	24	3
Ce qui fait un Total de —	—	—	—	21,774	12	2
Comme la somme à acquitter par S. M.						
mentionnée ci-dessus n'est que de . .	—	—	—	21,742	18	3
il Lui sera bonifié						
par S. M. le Roi de Saxe	10	8	1			
— S. A. R. le Grand Duc de Hesse	21	45	2	81	5	3
Ce qui fait la somme ci-dessus de	—	—	—	21,774	12	2
II. La quote part à fournir par S. M. le Roi						
de Saxe suivant l'article 7. de la con-				5,740	5	3
vention étant de	—	—	—			
1. se chargera des capitaux et intérêts						
dûs d'après le Bordereau joint à l'état						
du passif aux créanciers ci-après:						
a. à la Caisse de la maison à Grief-						
fladt Nr. 6.	1166	40	—			
b. à la même Nr. 7.	583	20	—			
c. à la même Nr. 22.	273	35	—			
d. à Daniel Ockershausen Nr. 10.	834	22	2			
e. au même Nr. 13.	1872	—	—	5719	47	2
2. Elle fera payer la somme suamen-						
tionnée à bonifier à S. M. le Roi de				10	8	1
Westphalie	—	—	—	5740	5	3
Ce qui fait la somme ci-dessus de	—	—	—			
III. La quote part à fournir par S. A. R. le						
Grand Duc de Hesse suivant l'article 7.				4877	35	—
de la Convention est de	—	—	—			
Ajoutez la contribution arriérée de la						
Commanderie de Schiffenberg (Etat				279	18	—
de l'actif Nr. V. 2.)	—	—	—	5156	53	—
Ce qui fait un Total de						
En acquittement du quel Sa dite A. R.						
se chargera						
1. de capitaux et intérêts dûs d'après						
l'état du passif aux créanciers ci-						
après:						

	Fl.	kr	pf	Fl.	kr	pf
a. au Conseiller Banfa Nr. 8. du Bordereau	1257	38	1			
b. au Daniel Ockershausen Nr. 1. . .	1888	53	—			
c. des 4/5 du capital et des intérêts dus au même Nr. 16. du Bordereau	1880	—	—	5026	31	1
2. Elle fera payer les sommes à bonifier, savoir:						
à S. M. le Roi de Westphalie . . .	21	45	2			
à S. A. R. le Grand Duc de Francfort	81	43	3			
à S. A. S. le Prince de Nassau . . .	43	52	2	130	21	3
Ce qui fait la somme ci-dessus	—	—	—	5156	53	—
IV. La quote part à fournir par L. L. A. A. S. S. les princes de Nassau suivant l'article 7. de la Convention est de . . .	—	—	—	446	7	2
En acquittement de cette somme L. L. A. A. S. S. se chargeront d'un cinquième du capital et des intérêts dus au Daniel Ockershausen suivant le Bordereau joint à l'état du passif Nr 16.	—	—	—	470	—	—
mais comme la quote part ci-dessus n'est que de	—	—	—	446	7	2
il leur sera bonifié par S. A. R. le Grand Duc de Hesse	—	—	—	23	52	2
Ce qui fait la somme ci-dessus	—	—	—	470	—	—
V. La quote part à fournir par S. A. R. le Grand Duc de Francfort suivant l'article 7. de la Convention est de . . .	—	—	—	148	42	2
Ajoutez la contribution arriérée de la Commanderie de Wetzlar (État de l'actif Nr. V. 3.)	—	—	—	117	23	3
Ce qui fait un Total de	—	—	—	206	6	1
En acquittement de cette somme S. A. R. se chargera du capital et des intérêts dus à Daniel Ockershausen suivant le Bordereau joint à l'état du passif Nr. 2. Mais comme la somme à la charge de S. A. B. n'est que de	—	—	—	350	50	—
Il lui sera bonifié par S. A. R. le Grand Duc de Hesse	—	—	—	266	6	1
	—	—	—	84	43	3
Ce qui fait la somme ci-dessus	—	—	—	550	50	—

D.

1813

*Etat des pensions qui restent à la charge de la
Caisse du Bailliage.*

	Fl.	kr	pf
Le Baron Nordeck de Rabenau comme Commandeur de la maison	500	—	—
Le Commandeur de Dörnberg	500	—	—
Le Commandeur de Baumbach	300	—	—
Le Veuve de Schönhals	320	—	—
Sa fille Louise	40	—	—
Total	1660	—	—

Fait à Marbourg ce 10 Mars 1813.

15.

Conventions entre l'Archiduc Antoine Victor 15 Août
Grand - Maître de l'ordre teutonique et les
membres de la cidevant confédération Rhenane
réunis par leurs Plénipotentiaires au congrès
de Mergentheim pour liquider les créances et
dettes de l'ordre teutonique, signée 1813
et ratifiées 1815.

(Pour servir de supplément au recès principal inséré
Suppl. T. VI. p. 491.)

a.

Convention avec les membres de la cidevant
confédération Rhenane en général signée à Mer-
gentheim le 15 Août 1813; ratifiée 1815.

(Copie manuscrite sur l'original).

Da auf dem — zu Auseinanderfetzung der deutsch-
ordenschen Angelegenheiten gegenwärtig dahier in
Mergentheim verammelten Kongress auch die — von des
Herren

1813 Herren Hoch- und Deutschmeisters Erzherzogs Anton Victor Kaiserlichen Hoheit durch einen eigenen Bevollmächtigten, den Kaiserl. österreichischen Herrn Regierungs-Rath von Handel, an denselben gebrachten Reklamationen- und andern — auf die Verhältnisse mit Höchstdenselben sich beziehenden Gegenständen in gemeinschaftliche Erwägung und gegenseitige Unterhandlung gezogen worden sind: so ist, nach darüber eingeholten Instructionen, zwischen den bevollmächtigten der sämmtlichen an den deutschmeisterlichen Besitzungen in den rheinischen Bundes-Staaten theilhabenden allerhöchsten und höchsten Souverains und gedachten Bevollmächtigten des Herrn Hoch- und Deutschmeisters folgende Uebereinkunft abgeschlossen worden:

ART. I. Die am Steuerfond des Hoch-Deutschmeisterthums theilhabenden allerhöchsten und höchsten Souverains erkennen die — durch den Kaiserlich-Oesterreichischen Herrn Regierungsrath von Handel, Namens Seiner des Herrn Erzherzogs Hoch- und Deutschmeisters Kaiserlichen Hoheit liquidirten kontributionsamtlichen Partialobligationen, namentlich die Nro. 27. 62. 63. 64. 65. 66. 67. 68. 69. 70. 71. 72. 73. 74. 75. 76. 77. 78. 79. 80. 81. 82. 83. 84. 85. 86. 87. 88. 89. 90. 91. 92. 93. 94. 95. 96. 97. 98. 99. 100. 101. 374. 548. 549. 685. 697. 706. 883. 884. 885. 886. 887. 888. 889. 900. 946. 977. und 1034. in Summa 60 Stück zu 30,000 Fl. rheinischer Währung, mit den darauf haftenden Zinsrückständen, als liquid an, liefern die zu denselben gehörigen in ihren Händen befindlichen Coupons aus, und versprechen, dieses Kapital sammt den Zinsen, gleich den übrigen kontributionsamtlichen Schulden, zur Vertheilung zu bringen, auch hinsichtlich der Capitals- und Zinsenzahlung, des Valors, worinn solche zu leisten, dann Zeit und Art wann — und wie solche abzuführen sind, völlig gleiche Behandlung, wie gegen die in ihren eigenen Staaten wohnenden Gläubiger, eintreten zu lassen.

ART. II. Dagegen machen Se. Kaiserliche Hoheit, der Erzherzog sich verbindlich, an den dahier zur Auseinandersetzung der Deutschordens-Angelegenheiten versammelten Kongress auszuliefern,

A. Alle in Ihren Händen befindlichen Schuldurkunden über, — die in den rheinischen Bundes-Staaten angelegt

gelegten vormaligen Deutschordens Central-Kapitalien nach dem angelegten Verzeichniß. 1813

B. Alle diejenigen Schuldverschreibungen, Depositen, Cautionen der Beamten und Pächter, auch andere Dokumente und Acten, welche als Bestandtheile der den allerhöchsten Souverains des rheinischen Bundes zugefallenen — ehemals Hoch- und Deutschmeisterschen Landestheile und Kameral-Aemter anzusehen sind.

Wobey jedoch diejenigen Cautionen der Beamten und Pächter, mit ausdrücklicher Verzichtleistung der betreffenden Souverains hierauf, ausgenommen sind, welche in baarem Gelde, oder in Obligationen, auf den Ueberbringer lautend, gestellt worden sind, (es mögen solche in österreichischen oder Mergentheimer Staatspapieren bestehen) in so ferne die betreffenden Caventen noch vor dem 24 April 1809 gegen Se. Kaiserliche Hoheit im anerkannten — die Caution erschöpfenden — Rückstände verhaftet waren, weswegen sich Sr. Kaiserliche Hoheit nicht nur die nachträgliche Liquidation solcher kontributions — und rentamtlichen Obligationen, wenn dergleichen vorhanden seyn sollten, sondern auch die Einsicht der betreffenden Rechnungen und Acten vorbehalten.

C. die — nach Wien gebrachten Capitalbriefe der — innerhalb der abgetretenen Hoch- und Deutschmeisterschen Besitzungen noch bestehenden — oder ehemals bestandenen milden Stiftungen, Hospitäler, Krankenhäuser, Heiligenpflegen, Gemeinden und andere Korperationen, auch Lokal-Institute, wovon die Schuldner und die Hypothek sich in den rheinischen Bundes-Staaten befinden.

Endlich.

D. Alle Mergentheimer kontributions und rentamtliche — auf den Ueberbringer sprechende Partial-Obligationen der — sowohl noch bestehenden — als auch erst nach der Occupation des Deutschmeisterrhums in den rheinischen Bundes-Staaten aufgehobenen Stiftungen und Institute etc.

Dagegen wird von Seiten der betheiligten allerhöchsten und höchsten Souverains verzichtet auf diejenigen Kapitalien, auch Ansprüche und Forderungen
Nouveau Recueil. T. III. T der

1813 der — vormala in Mergentheim bestandenen Centralkassen sowohl, als der einzelnen vormaligen Hoch- und Deutschmeisterischen Aemter, welche auf Kaiserlich-Oesterreichische Staatskassen und Unterthanen sprechen.

Auch wird von den königlich Württembergischen Bevollmächtigten im Namen ihres allerhöchsten Hofes die Auslieferung der Sr. Kaiserlichen Hoheit zugehörnden Archiv- und Registratur-Gegenstände zugesichert.

ART. III. Da die Vollziehung des vortehenden Artikels zum Theil nicht die Gesamtheit der an dem Hoch- und Deutschmeisterthum in den rheinischen Bundes-Staaten theilhabenden allerhöchsten und höchsten Souverains, sondern vielmehr jeden Einzelnen derselben angeht; so werden die Bevollmächtigten der allerhöchsten und höchsten Höfe in Gemeinschaft mit dem Hoch- und Deutschmeisterischen Herrn Bevollmächtigten unmittelbar nach abgeschlossenen Vertrag auch genaue Verzeichnisse derjenigen Papiere herstellen welche Litt. B. C. und D. des vortehenden Artikels im Allgemeinen bezeichnet sind, und sodann auch die Vertheilung derselben unter die einzelnen Souverains anzusprechen haben, vornehmen zu können.

ART. IV. Die gegenseitige Ablieferung der Art. I. bemerkten Coupons, und der Art. II. bezeichneten Schuldbriefe und übrigen Urkunden und Acten soll zu Wien längstens binnen 2 Monathen geschehen, vom Tage des abgeschlossenen Vertrags an gerechnet, und der Empfänger der letztern soll hiezu durch eine Special-Vollmacht des Kongresses legitimirt — und dem Hoch- und Deutschmeisterischen Herrn Bevollmächtigten vorher namhaft gemacht werden.

ART. V. Sämmtliche an dem Ordens-Vermögen in den rheinischen Bundes-Staaten theilhabende und auf dem hiesigen Kongresse durch ihre Bevollmächtigten versammelte allerhöchste und höchste Souverains verzichten auf alle weitere Ansprüche an des Herrn Erzherzogs Hoch- und Deutschmeisters Kaiserliche Hoheit, wogegen höchst dieselben nicht minder auf alle und jede weitere aus dem Ordensverhältniß entspringende Forderung an die nemlichen allerhöchsten und höchsten Souverains Verzicht leisten.

ART.

1813

ART. VI. Schlüsselich und in Erwägung, daß die Gegenstände dieser Uebereinkunft und die hierinn enthaltenen Verzichtleistungen sich allein auf die Verhältnisse zwischen den in Rücksicht der Deutschordens-Angelegenheiten betheiligten Souverains und des Herrn Hoch- und Deutschmeisters Erzherzogs Anton Victor Kaiserlichen Hoheit beschränken, wird hiemit gegenseitig erklärt,

daß die gegenwärtige Uebereinkunft auf alle andere Fälle nicht anwendbar — daher für solche ganz unpräjudicirlich sey.

ART. VII. Sämmtliche Bevollmächtigten der allerhöchsten und höchsten Höfe sowohl — als der Hoch- und Deutschmeisterliche Bevollmächtigte werden unverweilt um Ertheilung der Ratifications-Urkunden ansuchen, und sich angelegen seyn lassen, die Auswechslung derselben in möglichst kurzer Zeitfrist in Vollzug zu setzen.

Zu Bekräftigung dessen ist diese Uebereinkunft so wie das — derselben ad Art. II. sub Litt. A. beygelegte Verzeichniß, von den beyderseitigen Bevollmächtigten, und zwar von jenen der Großherzoglichen Höfe — ohne Präjudiz wegen des Rangs nach alphabetischer Ordnung unterbesiegelt worden.

Geschehen Mergentheim den Funfzehnten August im Jahr Eintausend achthundert und dreyzehn.

Von Seiten der nachbemerkten — an den Deutschordens Besitzungen in den rheinischen Bundes-Staaten betheilten allerhöchsten und höchsten Höfe, als

Von Seiten des Herrn Hoch- u. Deutschmeisters Erzherzogs ANTON VICTOR von Oesterreich Kaiserlicher Hoheit.

(L. S.) PAUL ANTON V. HANDEL
K. K. österr. Regierungsrath, als Hoch- und Deutschmeisterl. Bevollmächtigter.

wegen der Krone Bayern,
(L. S.) ADALBERT PHILIPP
v. HEPP.

wegen d. Krone Württemberg
(L. S.) JOH. AUG. V. REUSS.
(L. S.) GEORG FR. SOMMER.

T 1

wegen

- 1813** wegen des Großherzogthums Baden, wegen des Großherzogthums Frankfurt.
 (L. S.) MAX. Freyh. v. BERLICHNIGER. (L. S.) SELTZAM.
 wegen des Großherzogthums Hessen, wegen des Großherzogthums Würzburg,
 (L. S.) HOFMANN. (L. S.) PHILIPP ANDREAS FRANZ BERINGER.
 wegen des Herzogthums Nassau, wegen des Fürstenthums Hessenburg,
 (L. S.) HOFMANN. (L. S.) HOFMANN.

(Les ratifications de cette convention ont été échangées 1815)

b.

15 Août *Convention avec le Roi de Wurtemberg en particulier, signée à Mergentheim le 15 Août 1813 ratifiée 1815.*

(Copie manuscrite sur l'original.)

Die Bevollmächtigten Sr. Majestät des Königs von Würtemberg und der Bevollmächtigte Sr. Kaiserl. Hoheit des Erzherzogs Hoch- und Deutschmeisters sind nachträglich zu dem unterm 15 Aug. 1813. zwischen den am dahiesigen Kongresse anwesenden Bevollmächtigten der an den Hoch- und Deutschmeisterlichen in den rheinischen Bundesstaaten betheiligten allerhöchsten und höchsten Höfe und ebenerwähnten Hoch- und Deutschmeisterlichen Bevollmächtigten abgeschlossenen Hauptvertrage, über nachfolgende Punkte übereingekommen, welche als dem erstern einverleibt, gleiche Verbindlichkeit für beide hierüber kontrahirende allerhöchste und höchste Theile haben sollen.

ART. I. Se. Majestät der König von Würtemberg geben in Gemäfsheit der Art. II. jenes Hauptvertrags gemachten Zusage Sr. Kaiserl. Hoheit dem Erzherzog Hoch- und Deutschmeister folgende Archivs und Registratur-Gegenstände zurück, nämlich

1. alle

1. alle den deutschen Orden im allgemeinen betreffenden Acten, 1813

2. diejenigen Acten, welche die deutsche Ordensverfassung und disciplinaria betreffen,

3. diejenigen Dokumente und Acten, welche die noch übrigen Besitzungen und Eigenthumsrechte des deutschen Ordens, so wie alle die außer dem Umfange der Staaten, welche den rheinischen Bund ausmachen, schon früher verlorne Ordensgüter betreffen,

4. die geheimen Kanzlei- und Kabinetsacten,

5. die Stammbäume, Ahnenproben, Wappenbücher und Verzeichnisse der adelichen Geschlechter, welche bey dem deutschen Orden aufgeschworen haben, unter Zurückhaltung der bey den Balleyen vorhandenen Duplikate, und

6. die Ordenssigille mit dem sigillo ad causas,

und Se. Kaiserl. Hoheit der Erzherzog Hoch- und Deutschmeister lassen solche zu Mergentheim und Stuttgart, wenn dergleichen Gegenstände dahin gebracht worden seyn sollten, gegen Bescheinigung in Empfang nehmen, wogegen

ART. II. Höchstdieselben die zu Wien liegenden, in dem Hauptvertrage erwähnten Urkunden etc. eben jener Uebereinkunft gemäß an denjenigen zu Wien verabfolgen lassen, welcher sich von Seite der Krone Württemberg gehörig dazu legitimiren wird.

ART. III. Hinsichtlich der nach Wien gebrachten Schuldverschreibungen der innerhalb der vormals Hoch- und Deutschmeisterischen nunmehr der Krone Württemberg abgetretenen Besitzungen noch bestehenden oder ehemals bestandenen Stiftungen, Hospitäler, Krankenhäuser, Heiligenpflegen, Lokalinstitute, Gemeinden und anderen Korporationen verpflichten Sich Se. Kaiserl. Hoheit,

a. diejenigen ohne Unterschied an die Krone Württemberg zu extradiren, wovon sich die Schuldener und die Hypothek in den rheinischen Bundesstaaten, die kreditirenden Stiftungen aber im Königreich Württemberg befinden oder befunden haben; desgleichen,

1813 b. alle Contributions und rentamtlichen auf den Ueberbringer lautenden Partialobligationen der sowohl noch bestehenden, als auch erst nach der Occupation des Deutschmeisterthums in dem Königreich Württemberg aufgehobenen Stiftungen; und Institute auszuliefern.

c. dagegen behalten Se. Kaiserl. Hoheit diejenigen auf österreichischen Kassen oder Unterthanen lautenden Obligationen zurück und sind als heimgefallen erklärt, welche Stiftungen und Institute etc. angehörten, die seit der Occupation aufgehoben worden, oder als erloschen zu betrachten sind; Staatspapiere solcher Stiftungen, welche noch vor der Occupation von Sr. Kaiserl. Hoheit aufgehoben worden, sind ohnehin Höchstdenselben heimgefallen.

d. ferner behalten Sr. Kaiserl. Hoheit alle auf österreichische Staatskassen oder Unterthanen sprechenden bereits in Wien befindlichen Schuldverschreibungen der noch bestehenden Stiftungen, öffentlichen Institute etc. zurück, machen sich jedoch anheischig, sowohl die bereits verfallenen, als auch künftig bey den betreffenden debitirenden Kassen fällig werdende Zinsen, so wie sie allda eingehen, zu erheben und den sich legitimirenden Stellen gegen glaubhafte Bescheinigung der stiftungsmässigen Fortdauer des Instituts, ohne Abzug verabsolgen zu lassen.

ART. IV. Sollte gegen Vermuthen wegen der auf die Krone Württemberg fallenden, von Sr. Kaiserl. Hoheit dahier liquidirten contributionsamtl. Obligationen eine der Kapital- oder Zinsen-Zahlung nachtheilige Verfügung ergehen, so behalten sich Se. Kaiserl. Hoheit bevor sich deshalb an die Art. 3. Litt. d. erwähnten Zinsen zu halten.

ART. V. Diese nachträgliche Stipulationen sind gleich der in dem Hauptvertrage Art. VI. enthaltenen Verabredung für alle andere Fälle ganz unpräjudicirlich.

ART. VI. Die beyderseitigten Bevollmächtigten werden nicht minder um die allerhöchste Ratificationen dieses Nachtrages ansuchen und sobald solche erfolgt sind, die darüber sprechenden Urkunden gegen einander auswechseln.

In Urkund dessen ist gegenwärtiger Nachtrag von den beyderseitigen Bevollmächtigten unterzeichnet und besiegelt worden. 1813

Mergentheim den 15 August 1813.

Königlich Württembergi-	Bevollmächtigter des Herrn
sche Bevollmächtigte	Hoch- und Deutschmeisters
	Erzherzogs ANTON VIKTOR
(L. S.) JOH. AUG. V. REUSS.	v. Oesterreich Kaiserl. Hoheit
(L. S.) GEORG FRIEDERICH	(L. S.) PAUL ANTON VON
SOMMER.	HANDEL.

(Les ratifications de cette convention ont été échangées 1815.)

16.

Article séparé et secret du traite d'alliance conclu entre l'Autriche et la Prusse à Toeplitz le 9 Sept. 1813. (voyés ce traité T. I. p. 600.) 9 Sept.

(KLUBER St. 26. p. 282.)

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche Roi de Hongrie et de Bohême et S. M. le Roi de Prusse ayant fixé comme but de la guerre qu'ils font actuellement à la France, le rétablissement de l'équilibre des puissances de l'Europe et une répartition de leurs forces respectives, propre à assurer cet équilibre, sont convenus de regarder comme objets de leurs efforts les conditions suivantes:

ART. 1. La reconstruction de la monarchie autrichienne et de la monarchie prussienne, sur l'échelle la plus rapprochée de celle, où elles se trouvoient en 1805.

etc. etc. etc.

Fait à Töplitz le 9 Septembre 1813.

METTERNICH.

HARDENBERG.

17.

1813 *Acte de cession de la seigneurie de Jever de*
Déc. la part de S. M. l'Emp. de Russie au Duc
d'Oldenbourg, au mois de Décembre 1813.

(Copie privée mais sûre.)

Von Gottes Gnaden Wir Alexander der erste Kaiser und Selbstherrscher von ganz Russland, Erbe zu Norwegen, Herzog zu Schleswig Holstein, Stormarn und der Dithmarschen, Graf zu Oldenburg und Delmenhorst, Herr zu Jever etc.

Urkunden und bekennen hierdurch für Uns Unsere Erben und Nachkommen;

Da Wir der durch Bande des Bluts und der Schwägerschaft Uns nahe verknüpften jüngeren Linie des Herzoglich Holstein Gottorpschen Hauses, deren Etablissement und Versorgung bereits durch die von Unserem in Gott ruhenden Herrn Vater unter dem 14ten July 1773 geschehene Uebertragung der von der Krone Dänemark eingetauschten Grafschaften Oldenburg und Delmenhorst und deren Erhebung in ein Herzogthum begründet worden, einen neuen Beweis Unserer Zuneigung zu geben wünschen, so haben Wir den Entschluß gefaßt, die aus dem Fürstlichen Hause Anhalt Zerbst auf Uns vererbte Herrschaft Jever, welche schon ehemals mit der angränzenden Grafschaft Oldenburg lange unter einer Regierung vereinigt gewesen, und zufolge der testamentarischen Verordnung des Grafen Anton Günther von Oldenburg nach Abgang der Fürstlich Anhalt-Zerbstischen Linie den Regenten der Grafschaft Oldenburg wieder anheim fallen und bey derselben zu ewigen Tagen bleiben soll, wenn gleich dieser Abgang noch nicht eingetreten ist, und, wie Wir von des allmächtigen Gnade hoffen, nie eintreten wird — schon jetzt mit dem Herzogthum Oldenburg wieder zu vereinigen, und sie der jüngeren Herzoglich Holstein-Gottorpschen Linie zu übertragen wünschen.

In dieser Absicht haben Wir schon zu Anfang des Jahres 1814 vorläufig die Verwaltung und Benützung der

der Herrschaft Jever dem jetzt regierenden Herrn Herzog und Landes-Administrator des Herzogthums Oldenburg übergeben, und wollen nunmehr zu weiterer Ausführung eines auf das Wohl Unseres Hauses abzielenden Entschlusses durch gegenwärtige feyerliche Abtretungs-Urkunde folgendes verordnen und bestimmen.

ART. I. Die Herrschaft Jever soll als freyes Allodium so wie Wir solche besaßen, an den jetzigen ersten Repräsentanten der jüngeren Herzoglich Holstein Gottorpschen Linie, des Herrn Herzogs und regierenden Landes-Administrators zu Oldenburg Peter Friederich Ludewig Liebden, als ersten Erwerber zu vollem Rechte übergehen, dergestalt daß derselbe und Seine Nachfolger in der Regierung des Herzogthums Oldenburg auf ewige Tage, alle Rechte der Oberherrlichkeit und des Eigenthums in genannter Herrschaft Jever ausüben mögen, welche Uns darinn zugestanden haben, wie Wir denn solche hiermit abtreten und Uns derselben begeben.

ART. II. Das Erbfolgerecht und die Erbfolgeordnung, welche für die Regentenfolge in dem Herzogthum Oldenburg eingeführt ist, soll auch für beständig in der Herrschaft Jever gelten, und dieselbe von dem Herzogthum Oldenburg unzertrennlich an den jedesmaligen Regierungs-Nachfolger in demselben übergehen.

ART. III. So wie das Herzogthum Oldenburg nach Vorschrift des Art. 6. des Cessions-Tractats vom 14 Jul. 1773 ohne Unsere und der Agnaten Einstimmung mit hypothecarischen Schulden nicht belastet auch sonst auf irgend einige Art zerstückt oder geschmälert werden darf, so soll diese Vorschrift auch forthin auf die mit demselben vereinigte Herrschaft Jever angewandt und eine derselben zuwider laufende Verfügung als null und nichtig betrachtet werden.

ART. IV. Der verwittweten Frau Fürstin Friderike Sophie Auguste von Anhalt-Zerbst als ehemaliger Landes-Administratorin der Herrschaft Jever soll zu Ihrem Unterhalt vom Anfange des Jahres 1814 an bis zu Ihrem Tode, alljährlich eine Summe von Sechszig Tausend holländischen Gulden in Quartal-Terminen

1813 aus den bereitesten Einkünften der Herrschaft Jever, daselbst oder in Oldenburg ausbezahlt werden.

ART. V. Bey Erfüllung obiger Puncte versprechen Wir für Uns und Unsere Erben und Nachfolger sowohl dem jetzigen ersten Erwerber als auch allen nachfolgenden Besitzern der Herrschaft Jever Unsern gnädigsten Schutz und Gewähr zu Erhaltung dieser Besitzung gegen Jedermänniglich angedeihen zu lassen.

ART. VI. In Ansehung der Unseren geliebten Geschwistern und der verstorbenen Kindern auf die Herrschaft Jever zustehenden eventuellen Erb-Ansprüche übernehmen Wir insonderheit, deren förmliche Entlassung und Einwilligung zu bewirken und diesem Cessions-Instrumente beysügen zu lassen, in so weit selbige erforderlich seyn möchten.

ART. VII. Alles desjenige was in gegenwärtigem Cessions-Instrumente, welches Wir als eine pragmatische Vorschrift und zugleich als eine unverbrüchliche Familien-Sanction betrachtet wissen wollen, verfasst ist, soll wie von Uns also auch von Unseren Nachfolgern als beständigen Chefs des Holstein-Gottorpschen Hauses gleichfalls und unveränderlich aufrecht erhalten und befolgt werden; gleich denn Uns so wie Ihnen die Obsorge hiedurch vorbehalten wird, dass allen diesen Puncten von den jedesmaligen Besitzern des Herzogthums Oldenburg und der damit nunmehr verbundenen Herrschaft Jever getreulich nachgelebt werde.

Zur Urkund und Bekäftigung alles dessen haben Wir diese Cessions-Acte eigenhändig unterschrieben und mit Unserem Insiegel bedrucken lassen.

So geschehen etc.

Approuvé

ALEXANDRE.

18.

*Convention zwischen Sr. Kurfürstl. Durch- 1814
laucht von Hessen und dem Central-Admi-^{14 März}
strations-Departement für die eroberten Län-
der Namens der hohen allirten Mächte zur
Feststellung der Normal-Grundsätze, nach
welchen die zwischen der Grafschaft Hanau
und dem ehemaligen Großherzogthum Frank-
furt gemeinschaftliche Interessen in Betreff der
Staats-Schulden und Staats-Diener ausein-
ander gesetzt werden sollen.*

(Copiée sur l'original.)

Nachdem in den geheimen Artikeln der mit Sr. Kur-
fürstl. Durchlaucht von Hessen von Seiten der hohen
Allirten Mächte wegen Rückgabe Ihrer ehemaligen
Länder abgeschlossenen Convention Art. 6. noch eine
besondere Vereinigung in Ansehung der gemeinschaft-
lichen Interessen und Beziehungen vorbehalten wor-
den, in welche diese Länder mit denjenigen Staaten,
zu denen Sie in der neuern Zeit gelegt waren, gekom-
men sind, diese Vereinigung aber nunmehr in Betreff
der gemeinschaftlichen Verhältnisse, worin Hanau mit
dem Großherzogthum Frankfurt gestanden hat und
zwar hauptsächlich in Betreff der Staatsschulden und
Staatsdiener vormaligen Großherzogthums für die
Operationen des obersten Verwaltungs-Departements
nothwendig geworden: So ist dafür gehalten worden,
dass die Anseinerdsetzung hierüber am zweckmäßig-
sten durch eine gemeinschaftliche niedergesetzte Com-
mission bewirkt werden könne. Weil es jedoch noth-
wendig scheint, dass vorher eine Vereinigung beider
interessirter Theile über die festzustellende Normal-
Grundsätze statt finde, nach welcher die niederzu-
setzende Commission bey der Ausführung zu verfahr-
en hat: so ist zu dieser Präliminar-Uebereinkunft von
Seiten

1814 Seiten des genannten obersten Verwaltungs-Departements der eroberten Länder der Königl. Preussische außerordentliche Gesandte und bevollmächtigte Minister am Kurfürstl. Hessischen Hofe Präsident von Haenlein, Ritter des Königl. Preussischen rothen Adler- und grossen Churhessischen Löwen-Ordens, und von Sr. Curfürstl. Durchlaucht von Hessen der Geheime Kriegs-Rath von Starckloff ernannt und bevollmächtigt worden. Diese beyde Bevollmächtigte sind nach reiflicher Erwägung und Berathung des vorliegenden Gegenstandes über folgende Normal-Grundsätze übereingekommen, und zwar:

A. Dettes du G.
Duche
de
Franc-
fort.

A. in Betreff der Staatsschulden des vormaligen Großherzogthums Frankfurt soll nach folgenden Prinzipien verfahren werden.

ancien-
nes.

ART. I. Alle älteren vor der Stiftung des Großherzogthums Frankfurt vorhanden gewesen Schulden fallen demjenigen Theile desselben wiederum zur Last, auf welchem sie früherhin ruheten.

nouvel-
les.

ART. II. Diejenigen neuen Schulden welche von einem einzelnen Territorium selbst oder von dem Regenten zur Nothdurft oder zum Nutzen eines einzelnen Territoriums oder einer einzelnen Realität contrahirt und daher auf solche gelegt sind, gehen auf denjenigen Theil über, welchem dieses Territorium oder diese Realitäten anheimfallen.

partage.

ART. III. Tritt aber auch in Ansehung dieses Territoriums oder dieser Realität der Fall einer Theilung zwischen Hanau und den übrigen Theilen des ehemaligen Großherzogthums ein; so werden die Schulden nach Verhältniß des Werths des an Hanau übergehenden und bey Frankfurt verbleibenden Anthells an diesem Territorium oder diesen Realitäten unter beide Theile vertheilt.

Dettes
genera-
les.

ART. IV. Alle neuere Schulden hingegen, welche für einen allgemeinen das ganze Großherzogthum betreffenden Zweck gemacht wurden, werden nach Verhältniß der Brutto-Revenüen auf die einzelnen Theile desselben vertheilt.

Liqui-
dité des
dettes.

ART. V. Als gültig und liquide werden alle diejenigen Schulden angenommen, welche es nach der bisherigen Verfassung waren, sofern dem Gläubiger nicht

nicht eine offenbare Unredlichkeit nachgewiesen werden kann. 1814

ART. VI. Alle Schulden an das französische Gouvernement und dessen allenfallige Cessionarien, desgleichen alle von Frankreich etwa übernommenen Zahlungs-Verbindlichkeiten fallen weg. Dettes au gouvernement français

B. In Betreff der Staatsdiener des vormaligen Großherzogthums Frankfurt sollen folgende Normal-Grundsätze in Anwendung kommen: B. Employés de l'Etat

ART. I. Alle Departements- und Districts-Officianten gehen an den Landesherrn über, welchem das Departement oder der District zufällt. Officiers départementaux.

ART. II. General-Behörden, die zur Verwaltung einzelner öffentlichen Institute bestimmt sind, z. B. die Salz-Officianten u. s. w. gehen gleichfalls an denjenigen Landesherrn über, welchem diese Institute anheim fallen, und sofern letztere an verschiedene Landesherrn übergehen, werden sie nach Maafgabe ihres bisherigen Befoldungs-Betrages im Verhältniß der zeitherigen Brutto-Revenüen der Institute vertheilt. Officiers d'établissements publics.

ART. III. Alle übrigen General-Officianten des ehemaligen Großherzogthums werden nach Maafgabe ihres bisherigen Einkommens im Verhältniß der Brutto-Revenüen von den einzelnen Theilnehmern desselben übernommen und nach beiderseitigen Convenienz vertheilt. Officiers centraux.

ART. IV. Jedem der letztern steht es frey, die ihm zugefallenen Officianten in seinen Staaten entweder wieder in Thätigkeit zu setzen, oder sie zu pensioniren, wann sie es verdienen. Leur emploi ou pension.

Vorstehende von beiden Seiten gemeinschaftlich festgesetzte und als verbindlich anerkannte Artikel sollen als eine feste Basis gelten, nach welcher die nunmehr ohne Zeitverlust sowohl von dem obersten Verwaltungs-Departement als von Sr. Kurfürstlichen Durchlaucht von Hessen zu ernennenden beiderseitigen Commissarien bey der Auseinandersetzung der zwischen der Grafschaft Hanau und dem ehemaligen Großherzogthum Frankfurt gemeinschaftl. Interessen im Betreff der Staatsdiener und Staatsschulden zu verfahren haben. Sollten

1814 Sollten außer dieser Puncten wegen der Staatsdiener und Staatsschulden noch mehrere gemeinschaftl. Beziehungen und Interessen vorkommen, worüber noch eine Ausgleichung zu treffen seyn dürfte; so bleibt dieses einer besondern weitem Uebereinkunft vorbehalten, und soll die gegenwärtige Convention darauf weder irgend eine analoge Anwendung finden, noch von einem der beiden contrahirenden Theile zum Vortheil oder Nachtheil angezogen werden können.

Vorstehende verbindliche Convention ist in duplo ausgefertigt und von beiden Bevollmächtigten unterschrieben und besiegelt, auch die wechselseitige Zusicherung ertheilt worden, daß so schnell als möglich längstens aber binnen 14 Tagen die Ratification darüber ertheilt und die Bevollmächtigung der weiteren nunmehr zur Ausführung der aufgestellten Grundsätze zu ernennenden beiderseitigen Commissarien geschehen soll.

So geschehen Cassel den 14 März 1814.

(L. S.) V. HAENLEIN. (L. S.) STARCKLOFF.

(En conséquence l'Electeur a nommé pour commissaires de sa part le Directeur de la Regence Bôrries et le conseiller de la Chambre Deines par acte du 10 Mai 1814 ce qui fait voir que la convention ci-dessus a été ratifiée de sa part comme aussi une lettre de Mr. le Baron de Stein au Baron de Hugel en date de Paris le 15 Avril 1814 prouve que la ratification n'a point souffert de difficulté de la part de l'administration centrale; quoique je n'aye pas en mains les actes de ratification.)

19.

Convention entre les généraux d'armée Autrichienne et Française sur l'évacuation de l'Italie signée à Mantoue le 23 Avril 1814
(pour servir de supplément à la convention du 16 Avril placée Supplem. T. V. p. 713.)

(SCHÖKEL T. X. p. 478.)

Les soussignés, après avoir échangé les pleins-pouvoirs reçus de leurs généraux en chef respectifs considérant l'art. 1. du traité conclu le 11 Avril entre l'Empereur Napoléon et les puissances alliées par lequel il a renoncé, pour lui, ses héritiers et successeurs et tous membres de sa famille, à tout droit de souveraineté et de propriété sur le royaume d'Italie, sont convenus, sauf la ratification des susdits généraux en chef, des articles suivans :

ART. I. Toutes les places de guerre, forteresses et forts du royaume d'Italie qui ne sont pas encore occupées par les troupes alliées, seront remises aux troupes autrichiennes le jour fixé par les plénipotentiaires, et sous les formes fixées par la convention du 16 Avril.

Remise
des places
fortes.

ART. II. S. E. le maréchal de Bellegarde enverra un plénipotentiaire à Milan pour prendre possession au nom des hautes puissances alliées, du territoire non occupé du royaume d'Italie. Toutes les autorités resteront en place et continueront leurs fonctions.

Prise de
possession au
nom des
alliés.

ART. III. Les troupes autrichiennes passeront le Mincio au moment où le maréchal de Bellegarde l'ordonnera; elles continueront leur marche sur Milan, en laissant un intervalle d'une journée de marche entre elles et les colonnes de l'armée française rentrant en France.

Marche
des troupes.

ART. IV. Les troupes italiennes resteront dans leur organisation actuelle jusqu'au moment où les hautes puissances alliées auront décidé de leur sort futur. En attendant elles seront sous les ordres du Feldmaréchal comte de Bellegarde, qui prend possession

Sort des
troupes
italiennes.

1814 session au nom des hautes puissances alliées de la partie non envahie du royaume d'Italie.

Leurs
traite-
mens.

ART. V. Jusqu'à ce que le sort du pays dont l'armée autrichienne prend possession soit décidé, les traitemens, pensions et solde des troupes italiennes, des autorités et des employés civils et militaires, seront payés sur le même pied et par les mêmes caisses qu'elles l'ont été jusqu'au jour de la présente convention.

Congés.

ART. VI. Il est permis à chaque officier de quitter le service; mais il devra s'adresser aux autorités compétentes pour obtenir un congé définitif.

Confe-
rences
sur les
détails.

ART. VII. Un officier général de l'armée royale italienne sera envoyé au quartier général du maréchal de Bellegarde, pour conférer de tout ce qui est relatif au détail du service de ces troupes.

Ratifi-
cations.

ART. VIII. En cas que la présente convention soit ratifiée, les ratifications seront échangées dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi les soussignés l'ont revêtue de leurs signatures.

Mantoue le 23 Avril 1814.

Le Général-Major Comte DE FIQUEMONT.

Le Général de Division Baron ZUCCHI.

Ratifié le 24 par le maréchal de Bellegarde et par Eugène Beauharnois.

20.

2 Juin. *Arrangement provisoire entre les gouvernemens de Prusse et du Danemarc pour le rétablissement des relations de commerce, signé à Paris le 2 Juin 1814.*

Le Gouvernement Prussien et le Gouvernement Danois, également animés du désir de rétablir leurs relations de commerce reciproques sur l'ancien pied, en atten-
dant

dant l'époque de la conclusion de la paix, les sous-
signés nommés et dûment autorisés par leurs Cours
respectives pour conclure et signer cet arrangement
provisoire, après s'être concertés pour cet effet, sont
convenus des articles suivans:

1814

ART. I. Il y aura à dater du présent jour liberté de
commerce entière entre la Prusse et le Danemarc et
tout ce qui est relatif à cet objet sera rétabli sur l'an-
cien pied, sauf les modifications dont on voudra con-
venir dans la suite.

Liberté
du com-
merce.

ART. II. Le Gouvernement Prussien s'engage à
léver tout de suite l'embargo qui a été mis dans ses
ports sur les batimens Danois et sur leurs cargaisons,
s'engageant de plus à lever la Saisie qui pourroit avoir
été mise sur les propriétés Danoises, soit sur terre, soit
sur mer, en accordant aux propriétaires la liberté d'en
disposer à volonté. Il prend encore l'engagement de
renvoyer à bord tous les matelots Danois composant
l'équipage des bâtimens séquestrés. —

Lévé
d'un
bargo et
de saisies

ART. III. Le Gouvernement Danois prend les
mêmes engagements vis à vis du Gouvernement Prus-
sien relativement à la levée de l'embargo et de la
libre navigation dans la Baltique; mais voulant encore
donner à ce dernier une preuve de son désir sincère
de renouer bientôt les liens d'amitié et de bonne
harmonie, il déclare de plus:

Reci-
procité.

- a. vouloir restituer au Gouvernement Prussien toutes
les prises faites depuis la signature du traité de
Kiel, conformément aux dispositions qu'il contient
à cet égard. —
- b. vouloir suspendre la décision du conseil des prises
sur toutes les affaires pendantes jusqu'à l'époque du
traité de paix définitif entre la Prusse et le Danemarc.

ART. IV. Les réclamations que les sujets de l'une
des hautes parties contractantes pourroient former
contre le Gouvernement de l'autre, seront renvoyées
sans exception à l'époque de la paix et seront alors
l'objet d'une discussion séparée, chacune des parties
contractantes, voulant se réserver de faire valoir
alors ses titres et ses droits. —

Reci-
mations

1814 La présente convention, dressée en double, a été lue, approuvée et signée en double, par les soussignés, qui en vertu de leurs pleinpouvoirs et instructions auront soin de faire pourvoir à l'exécution des arrangements réciproques qu'ils viennent de contracter.
Fait à Paris le deux Juin 1814.

Le Baron DE HARDENBERG REVENTLOW.

JORDAN.

21.

24 Août *Traité de paix entre le Danemarc et l'Espagne
conclu à Londres ce 14 Août 1814*).*

(Copenhague, Imprimé chez le Directeur Jean Frédéric Schultz, Imprimeur du Roi et de l'université)

Au nom de la Très-Sainte et indivisible Trinité!

Sa Majesté le Roi de Danemarc FRÉDÉRIC VI. et Sa Majesté Catholique FERDINAND VII. également animés du désir de rétablir la paix et les relations d'amitié et de bonne harmonie, qui avoient existé anciennement entre Leurs Couronnes, et que de malheureuses circonstances ont interrompues, ont nommé des Plénipotentiaires pour négocier, conclure et signer un Traité de Paix et d'Amitié, savoir: Sa Majesté le Roi de Danemarc Son Conseiller Intime des Conférences, *Edmund Bourke* Grand-Croix de l'Ordre de Dannebrog, Chevalier de celui de l'Aigle blanc et Son Envoyé Extraordinaire près Sa Majesté Britannique; et Sa Majesté Catholique, *Don Charles Joseph de Los Rios, Fernandez de Cordova Sarmiento de Soto-Mayor, Comte de Fernan-Nunnez et de Barajas, Marquis de Castel-Moncayo, Duc de Montellano, de l'Arco et d'Aramberg, Prince de Barbanzon et du sacré Empire Romain,*

*) Ce traité a déjà été donné plus haut Suppl. T. VI. p. 43. mais sur une copie allemande du Journal politique; je m'empresse d'y substituer une copie sur celle qui a parue d'autorité à Copenhague et qui vient de m'être gracieusement communiquée.

Romain, Grand d'Espagne de la première classe. Chevalier Grand - Croix de l'Ordre Royal et distingué de Charles III. Gentilhomme de la Chambre du Roi avec exercice, Grand - Veneur, Colonel de Cavalerie du Régiment du Roi, et actuellement Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de Sa Majesté près le Roi de la Grande - Bretagne; lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté les articles suivans:

ART. I. Il y aura à l'avenir une paix solide et une amitié sincère entre Sa Majesté le Roi de Danemarck et Sa Majesté le Roi d'Espagne et Leurs Successeurs, et entre Leurs Royaumes, Etats et sujets, ainsi qu'un entier oubli de part et d'autre de tout ce qui a pu contribuer à interrompre l'ancienne bonne intelligence entre Eux. Les deux Hautes Parties Contractantes apporteront la plus grande attention à maintenir une parfaite harmonie entre Leurs Etats et Leurs sujets respectifs, et éviteront soigneusement tout ce qui pourroit altérer l'union si heureusement rétablie.

ART. II. Sa Majesté le Roi de Danemarck ne reconnoît et ne reconnoitra point d'autre légitime Roi de la Monarchie Espagnole dans les deux Hémisphères que Sa Majesté FERDINAND VII. et ses légitimes héritiers et successeurs.

Recon-
naît. de
Ferd.
VII.

ART. III. Les relations de paix et d'amitié entre les deux Etats ayant été interrompues dans l'année Mil-Huit-Cent-Huit, Sa Majesté le Roi de Danemarck et Sa Majesté le Roi d'Espagne et des Indes entendent, et il est arrêté par le présent article, que ces relations seront rétablies sur le même pied où elles étoient antérieurement à l'époque précitée de Mil-Huit-Cent-Huit.

Relat. de
1808 ré-
tablies.

ART. IV. Toutes les relations de commerce et de navigation entre les deux Etats sont de même rétablies telles qu'elles existoient au commencement de l'année Mil-Huit-Cent-Huit. Elles seront soumises aux mêmes règles qui étoient en vigueur alors, et jouiront des mêmes avantages qui étoient accordés de part et d'autre jusqu'à l'époque précitée.

Com-
merce
et na-
vig.

ART. V. Si les deux Hautes Parties Contractantes jugent qu'il est convenable de resserrer d'avantage les dites relations, cela se fera par un Traité séparé.

Stipula-
tions
relat.
vues.

1814

Dettes.

ART. VI. Les droits de Sa Majesté le Roi de Danemarck au payement des anciennes dettes contractées par la Couronne d'Espagne envers celle de Danemarck, sont reconnus, tels qu'ils existoient au commencement de l'année Mil. Huit-Cent Huit.

Seque-
stre;
Embar-
go.

ART. VII. Le séquestre qui pourra avoir été mis sur les biens et propriétés des deux Souverains ou de Leurs sujets, de même que l'embargo mis sur les navires des deux nations dans les différens ports du Danemarck et de l'Espagne, seront levés dès que le présent Traité aura été ratifié. Dès lors les prétensions des sujets respectifs dont la poursuite a été suspendue devant les tribunaux, reprendront leur cours.

Restitut.
d. navi-
res.

ART. VIII. Sa Majesté le Roi de Danemarck n'ayant point déclaré la guerre à l'Espagne, Sa Majesté le Roi d'Espagne consent à traiter à l'amiable avec la Cour de Danemarck sur la restitution des bâtimens Danois, soit de guerre, soit marchands, avec leurs cargaisons, qui se trouvoient réfugiés dans les ports d'Espagne, lorsque les hostilités ont commencé, ou sur un équivalent de leur valeur.

Traités
renou-
vellés.

ART. IX. Tous les anciens Traités et Conventions entre les deux Hautes Parties Contractantes, et notamment la Convention secrète de 1757 et la Convention du 21 Juillet 1767, sont rappelés par le présent article et rétablis dans toute leur teneur et dans toutes leurs clauses, en autant que celles-ci ne sont point contraires aux stipulations contenues dans les articles du Traité actuel.

Ratifica-
tions.

ART. X. Les ratifications du présent Traité seront échangées à Londres dans l'espace de six semaines, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi nous Soussignés, en vertu de nos pleins-pouvoirs respectifs, avons signé le présent Traité, et y avons apposé le cachet de nos armes.

Fait à Londres le quatorze d'Août l'an de grâce Mil. Huit-Cent-Quatorze.

EDMUND BOURKE. *El Conde de FERNAN-NUNNEZ,*

(L. S.)

Duque de Montellano.

(L. S.)

22.

*Actes relatifs à l'occupation provisoire des pays 1814
cédés par la France en vertu du traité de ^{Mai} Juin
Paris du 30 May 1814.*

1.

*Conference du 31 May 1814 entre les Ministres
des quatre Puissances alliés réunis à Paris.*

On est convenu d'ajourner jusqu'au séjour de Londres et de Vienne toute discussion sur des arrangements définitifs pour les pays cédés par la France, ainsi que pour ceux qui en Allemagne restent à la disposition des puissances alliées.

On se bornera de les occuper militairement au nom des dites puissances d'après les principes suivans :

1. Würzburg et Aschaffembourg seront occupés par des troupes bavaraises,
2. Le duché de Berg par des troupes prussiennes, ainsi que les pays sur la rive gauche du Rhin situés entre ce fleuve, la Meuse et la Moselle.
3. Les pays sur la rive droite de la Moselle seront occupés conjointement par des troupes Autrichiennes et bavaraises.
4. Les pays bas sur la rive gauche de la Meuse par des troupes hollandaises et anglaises sous le Général Graham.

Mayence aura une garnison composée de troupes autrichiennes et prussiennes, afin que rien ne soit préjugé sur sa possession future.

Les pays seront provisoirement administrés par les puissances qui les occupent militairement, et pour leur compte.

Les corps allemands resteront jusqu'à la conclusion des arrangements définitifs sous le Commandement général de l'Autriche et de la Prusse.

1814. Ceux qui étoient placés sous le Commandement de la Russie, seront sous celui de la Prusse.

Pour Copie conforme

DE KLEIST.

Approuvé	METTERNICH
— —	CASTLEREAGH
— —	NESSLRODE
— —	HARDENBERG.

2.

13 Juin. *Arrangemens militaires entre les généraux Autrichiens et Prussiens sur l'occupation et l'administration de Mayence, en date du 13 Juin 1814.*

Præsentés

der General der Cavallerie Baron FRIMONT Excellenz.
der General der Infanterie VON KLEIST Excellenz.
der General-Major VON MUFFTING.

Nachdem sich nebensetzte Personen heute Morgens 11 Uhr in der Behausung des Hrn. General der Cavallerie Baron Frimont, zu einer Conferenz, die Angelegenheit der Festung Mainz betreffend, versammelt hatten, eröffnete der Hr. General der Infanterie von Kleist die Conferenz mit einem kurzen Vortrag, über die Nothwendigkeit die Verhältnisse der Garnison von Mainz, und ihre provisorische Administration dergestalt zu bestimmen, daß allen Mißverständnissen dadurch ausgewichen werde. Mit diesen Ansichten war der General der Cavallerie Baron Frimont völlig einverstanden, und hierauf gründete sich folgende Verabredung:

a. *Militärische Maasregeln.*

1. den 16 Julius, verläßt das 5te Deutsche Armeekorps Mainz. Die Festung mit ihren anliegenden Forts wird besetzt: von 4500 Mann Infanterie an Königl. Preussischen und eben so viel Kaiserl. Oesterreichischen Truppen.

NB. Die zum einrücken bestimmte Truppen haben von beiden Theilen nicht völlig die erwähnte Stärke.

Stärke, indeß ist festgesetzt worden; daß es hiebey 1814 auf einige Hundert Mann auf und ab nicht ankomme, da man der Ordnung des Dienstes wegen, ganze Regimenter und Bataillons zur Garnison bestimmt hat.

Von jedem Theile eine mobile Batterie.

NB. die Artilleristen welche zur Bedienung der auf den Wald stehenden Geschütze nöthig sind, sollen noch ausgemittelt, und dann zur Hälfte von Preussen zur Hälfte von Oesterreich nach Mainz gesandt werden.

Derselbe Fall ist es mit den Mineurs. Von jedem Theil eine Escadron Cavallerie. Von dieser hier festgesetzten Garnison, können ohne vorhergegangene Verabredungen zwischen dem Gouverneur und Commandanten keine Truppen aus der Festung marschieren; so wie auch keine andere nicht dahin gehörende Truppen eingenommen werden können.

2. Es wird eine Artillerie-Direction niedergesetzt, in welcher sich eine gleiche Anzahl kaiserl. Oesterreichische und Königlich Preussische Officiers befinden. Ein Kaiserl. Oesterreichischer Offizier ist Präses.

3. Es wird eine Direktion des Geniewesens niedergesetzt, in welcher sich eine gleiche Anzahl Königlich Preussische und Kaiserl. Oesterreichische Officiers befinden. Ein Königl. Preussischer Offizier ist Präses.

NB. Die Mineurs, Pontoniers und Pioniers stehen unter dieser Direktion.

4. Es wird eine Sanitäts-Direktion niedergesetzt, welche alle Lazarethanstalten dirigirt. Der Herr Gouverneur wird das Präsidium bestimmen.

5. Uebernahme der Festung Mainz geschieht von dem Commissair der Alliirten Mächte General de la Motte, nach dem französischen Protocoll durch die verschiedenen Direktionen.

6. Alle Vorräthe der Festung an Lebensmitteln, Bekleidungs-, - Artillerie, Munitions- und Vertheidigungsgegenständen, verbleiben derselben; und werden bey ihrer Definitiv-Bestimmung, mit abgeliefert.

7. Die Verhältnisse des Gouverneurs zum Commandanten und umgekehrt, wurden nach dem all-

- 1814 gemeinen stehenden Gebrauch der teutschen Armeen dergestalt verabredet: daß der Gouverneur die Anordnungen und Leitung der militärischen, Maaßregeln, so wie das Commando der Truppen, sich vorbehalten, dem Commandanten dagegen die Ausführung dieser Anordnungen verbleibe.

b. *Administrations-Maassregeln.*

1. Ein Königl. Preussischer und ein Kaiserl. Oesterreichischer Commissair verwalten die Stadt Mainz und die Rhein-Octroi dergestalt gemeinschaftlich, daß sie ihre Verfügungen, durch gemeinschaftliche unterzeichnete Dekrete an die Behörden erlassen.
2. die sämmtlichen Revenüen fließen von 16 Juny an in eine gemeinschaftliche Kasse.
3. Diese Kasse trägt, (außer den nöthigen Besoldungen der Unterbehörden) die Kosten der Verpflegung der Garnison, nach gemeinschaftlich abzuschließenden Kontrakten.
4. Es wird hierzu eine Verpflegungs-Direktion niedergesetzt, und die Truppen auf gleichen Fuß verpflegt.
5. der Sold der Truppen wird von den respektiven Mächten bezahlt, wozu auch Tafelgelder gehören, wenn es nicht noch anders verabredet wird, da über diesen Gegenstand besondere Anfragen statt finden sollen.
6. Sollten die beiden Kommissarien der Civil-Administration Differenzen gerathen, so haben sie die betreffende Angelegenheit vor den Gouverneur und Commandanten zu bringen, welche sie zu vereinigen suchen werden, und wenn dies nicht möglich seyn sollte, die Differenzen zur Entscheidung der hohen Alliirten Kabinette zu Wien und Berlin vortragen.

Mainz den 13 Juny 1814.

(L. S.)

(L. S.)

unterzeichnet: v. KLEIST

JOH. Freyh. v. FRIMONT

K. Preuss. General
der Infanterie.

K. K. Oesterr. General
der Cavallerie.

3.

*Extrait de la Convention arrêtée et signée à 1815
Vienne le 2 Avril 1815 entre leurs Majestés, l'Em-² Avril
pereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême;
l'Empereur de toutes les Russies; le Roi de Prusse,
et le Roi de Bavière.*

ART. V. **T**rois Bataillons Bavarois seront placés dans Mayence pour garder les dépôts de leur armée qui pourront être établis dans cette forteresse. Durant les opérations offensives ces trois Bataillons seront toujours à la Disposition de leur General en Chef pour servir d'escorte aux convois des transports de munitions, ou autres effets militaires. Dans le cas que Mayence viendrait à être assiégée, les susdits Bataillons feront partie de la Garnison et seront sous les ordres du gouvernement de la place." —

23.

Conventions militaires signées à Vienne le 19 Mai 1815 entre les membres de la commission pour le rayon Russe relatives à la formation d'un parc d'artillerie, et au service des hopitaux.

(Congrès de Vienne Tome V. p. 54.)

23. a.

*Convention de Vienne, du 19 Mai 1815, relative
à la formation d'un parc d'armée par le
rayon russe.*

Pour assurer les transports successifs venant du Rhin tout le rayon rulle prètera un parc d'armée de 800 U's voitu-

1815 voitures, d'après le tableau ci-joint et aux conditions suivantes :

1. Les voitures seront à ridelles, à trois chevaux, de la forme usitée dans les pays, toutefois à quatre roues, pas trop lourdes, cependant solides, si non neuves, couvertes de toile forte, attelées de trois bons chevaux, et pourvues de tout ce qu'il faut pour l'attelage. Chacune portera un petit pavillon vert, et sera marquée de la lettre initiale du pays et d'un numéro.
2. Le tableau ci-joint indique le nombre d'hommes qui seront attachés aux charrois et leur entretien, et c'est d'après ces bases que les paiemens se feront tous les mois par la caisse de l'armée russe, de manière qu'on donnera toujours d'avance une somme suffisante.
3. L'argent sera remis au directeur du parc, qui en rendra compte à la commission du rayon, et facilitera les réparations, en fournissant des charrons, et des maréchaux ferrans. Il est aussi chargé de la comptabilité des produits reçus et livrés, et de celle de l'entretien du parc.
4. Les sous-officiers et voituriers recevront, par les pays, des vêtemens convenables, dans la forme que ceux-ci jugeront à propos d'adopter. Si la guerre se prolongeait au-delà d'une année, l'armée russe fournira à ces individus ce dont ils auront besoin; après trois mois de service, elle donnera à chacun une paire de bottes. En attendant, ils se procureront eux-mêmes le surplus.
5. Le parc sera partagé en brigades de 100 voitures; pour chaque 10 voitures, il y aura un sous-officier, chargé de l'inspection des voituriers, chevaux, voitures, et de la charge.
6. On adjoindra au directeur un officier russe et une escorte. Il recevra, par les employés de l'intendance, les ordres sur les fonctions du parc. Le directeur sera nommé par la commission du rayon.
7. Le point de réunion des voitures est...; elles seront fournies d'après les rayons des hôpitaux, savoir, celles du premier, pour le 25 Juin; celles du second, pour le 10 Juillet, n. st.

8. Après

8. Après la fin de la guerre, ou le plutôt que cela sera possible, les voitures seront rendues dans l'état où elles se trouveront; les chevaux manquans seront remplacés par l'armée russe. 1815

9. Les voituriers recevront la portion de soldat; les chevaux auront, d'après le travail et de la manière que l'intendance générale l'ordonnera chaque fois, des rations foibles ou fortes.

10. Les reçus sur l'entretien en-deçà du Rhin seront admis, d'après ces principes convenus, à la liquidation générale, la portion entière à 6½ Krenzer, la petite ration à 9, et la forte à 12 Kr., en argent sur le pied de 24 florins, le ducat à 5 Fl. 36 Kr.

Signé: DE CANCRIN, TURCKHEIM, KETTELHODT, Le Comte D'ARMANNSPERG, sous la réserve de ses premières déclarations. POHL. D'ANSTETT. DANZ. MINKWITZ. DE WIESE. SENSEBURG. LEPEL. FISCHLER DE TREUBERG. DE MARSCHALL. DE BAUMBACH. GERSDORF.

Ainsi arrêté dans la conférence de la soirée du 19 Mai 1815, et conforme à l'original.

Signé: POHL.

Pour se procurer les 800 voitures à 3 chevaux pour le parc de l'armée, on admet un diviseur de la population de 4,800, d'après lequel on a formé le tableau suivant:

1815

E t a t s.	Population	Voit- ures.	Offi- ciers	Sous- Offi- ciers	Voit- u- riers.
Nassau	300,000	62	1	6	70
Partie de l'électorat de Hesse	255,000	53	1	5	60
Darmstadt	440,000	92	1	9	100
Duchés et principautés de Saxe	611,000	120	1	12	135
Fulde	97,000	20	—	2	23
Francfort	40,000	8	—	1	10
Weitzlar	4,000	—	—	—	—
Isenbourg	47,000	9	—	1	11
Partie de Bade	84,000	16	1	2	18
Partie de Bavière	850,000	170	2	17	190
Royaume de Saxe	1,200,000	250	3	25	290
		800	10	80	907

Parmi les voitures, il y aura de chaque pays un maréchal ferrant, et parmi ceux qui passent le nombre de onze, un charron.

Entretien par mois.

1 Directeur	150 Florins
Pour frais de bureau	100 —
Il reçoit de plus 2 portions de domestiques, et 4 rations fortes.	
10 Officiers, à 50 flor.	500 —
Ils recevront chacun 1 portion de domesti- que, et 2 rations.	
80 Sous-officiers, à 18 Kr. par jour ou 9 flor. par mois	720 —
Ils recevront chacun une portion de soldat.	
907 Voituriers, à 12 Kr. par jour ou 6 flor. par mois	5,442 —
Ils reçoivent portion de soldat.	
800 Voitures. Pour réparation, graisse, frais de maréchal, à 12 Kr. par jour	4,800 —
	11,712 Florins

23. b.

*Convention convenue à Vienne, le 19 Mai 1815, 1815
relative à l'administration des hôpitaux dans le
rayon russe.*

(Congrès de Vienne Tom. V. p. 58.)

§. 1. **P**rovisoirement on établit, au-delà du Rhin, des hopitaux de première ligne en des endroits convenables, savoir, à Worms, Frankenthal, Türckheim, Alzey, Kreuznach et Bingen. Les points d'évacuation sont Mayence et Oppenheim.

§. 2. En-deça du Rhin, on établira des hopitaux, principalement en remontant le long du Mein jusqu'à Bamberg, et aussi près de ce fleuve que les localités le permettront; de là, à travers le pays, jusque dans le royaume de Saxe, de manière cependant que, pour le transport des malades, on évitera, s'il se peut, les routes militaires, et que les évacuations dans les pays limitrophes se fassent par des chemins de traverse.

§. 3. Le rayon russe formera trois arrondissemens d'hôpitaux; savoir:

1. L'arrondissement antérieur, comprenant Nassau, Francfort, Isenbourg, Hanau, Weizlar, Darmstadt, Aschaffembourg, Bade, Fulde;
2. L'arrondissement du milieu, comprenant Wurzburg, avec les autres possessions bavaroises, les duchés de Saxe, une partie de la Hesse électorale Schwarzbourg et Reufs;
3. L'arrondissement postérieur, ou le royaume de Saxe.

§. 4. Chaque pays fournira le local et pourvoira à l'établissement, à l'entretien et au traitement des malades, d'après le nombre qui tombe sur lui. Il est abandonné à chaque pays de faire, avec ses voisins, des conventions sur l'évacuation des malades, mais ces arrangemens doivent être entièrement volontaires, et personne ne peut y être forcé.

§. 5. Si l'éloignement d'un hôpital à un autre passe une demi-journée ou six lieues, on établira une ou plusieurs

1815 plusieurs stations intermédiaires pour changer de chevaux et donner à manger aux malades. Le transport d'un hôpital ou d'une station à l'autre, se fait aux frais du pays où les stations ou hôpitaux sont situés. La nourriture sera aussi donnée par le territoire où la station est située; il en sera tenu note sur la feuille de route, et dressé procès-verbal. A l'entrée de l'hôpital la feuille de route sera vérifiée par le Commandant de l'hôpital et remise aux autorités locales qui la transmettront à la Commission de liquidation. La liquidation aura lieu d'après les procès-verbaux comparés aux feuilles de route.

§. 6. On n'emportera d'un hôpital que les quantités de bandages et de paille indispensables pour le transport des malades; les effets qu'à son entrée le malade aura été obligé de remettre lui seront rendus, d'après l'inventaire, lors de son évacuation et transportés avec lui. Chaque transport sera accompagné d'un officier civil qui ne changera pas en route.

§. 7. On suppose le nombre des malades de 30,000 hommes, lesquels sont repartis entre les trois arrondissemens, d'après leur population, et de la évacués en leur temps. Le tableau joint à cette convention indique cette répartition, bien entendu qu'elle n'est qu'approximative et que si elle donne droit à demander l'évacuation de l'excédant, elle ne donne pas celui de refuser, dans des cas pressans, de recevoir les malades et blessés.

§. 8. Les locaux que chaque pays destine à loger ces malades seront sur le champ préparés par eux, pourvus de tout ce qui est nécessaire et indiqué à la commission du rayon, qui fera un travail général sur les admissions et évacuations successives et sur l'établissement des stations: ce travail sera porté à la connaissance des voisins et communiqué à l'intendant général. Si on néglige d'indiquer les locaux, la commission du rayon les désignera elle-même.

§. 9. Un commandant général des hôpitaux, russe, un médecin russe et un médecin de l'endroit siégeront comme membres de la commission du rayon; le dernier sera assermenté pour le tout.

§. 10. Dans chaque arrondissement il y aura un commandant supérieur d'hôpital, et un médecin de première

première classe qui correspondront avec le commandant général et le médecin en chef. 1815

§. 11. L'armée russe ne fournit pas d'infirmiers, et on ne retiendra pas les convalescens pour en tenir lieu: cependant l'armée russe fera tout ce qui dépendra d'elle pour soulager, à cet égard, les pays.

§. 12. Les portions d'hôpital indiquées sur le tableau seront admises comme bases de l'entretien; cependant certains articles peuvent être remplacés par d'autres, avec l'approbation des médecins de première classe. Pour ce qui concerne les fournitures, il est convenu qu'il se trouvera dans les hôpitaux assez de linge, de robes de chambre, de lits, etc., pour que non-seulement les malades n'aient pas besoin de se servir de leurs propres effets, mais aussi qu'ils puissent toujours être tenus très-proprement. S'il faut des dispositions ultérieures elles seront faites par la commission du rayon. Pour les médecines on a suivi la pharmacopée russe. Cependant les médicamens ne sont pas fournis aux médecins et aux chirurgiens par quantités; mais tout sera fourni d'après les recettes ou ordonnances. De même l'administration de l'hôpital ne donnera les bandages et autres objets nécessaires que selon le besoin; toutefois rien de ce qu'il faut ne doit manquer.

§. 13. Si des médecins ou chirurgiens russes sont attachés à un hôpital, il sera loisible aux autorités locales: pour faciliter la liquidation avec les pharmaciens, de faire viser et taxer les recettes par leurs propres médecins.

§. 14. Il y aura, près des hôpitaux, des bains à vapeurs, toutefois sans aucun luxe. Un tel bain sera établi dans une grande chambre voûtée ou dans une cabane construite exprès et ayant pour un hôpital de moyenne grandeur vingt-quatre pieds en tout sens. Il y faut un four pour produire des vapeurs chaudes, des chaudières et cuves pour de l'eau chaude et froide, des sièges en gradins et quelques autres bagatelles, avec un vestiaire chauffée.

§. 15. Les Commandans, médecins et chirurgiens russes, ne se mêleront pas de l'administration des hôpitaux; ils ne font que surveiller la tenue des listes des malades,

1815 malades, et des inventaires des effets d'habillemens et d'armement, le soin et le traitement des malades. Le commandant général de l'hôpital leur remettra les livres pour y inscrire les malades et leurs effets.

§. 16. Les officiers subalternes russes atteints de maladies contagieuses seront également traités dans les hopitaux et ne peuvent se refuser d'y entrer; en général tous ceux qui le désireront y seront reçus. Pour cet effet on arrangera dans chaque endroit des chambres particulières. On paiera un florin par jour pour un officier. Les domestiques recevront des portions de soldats.

§. 17. Chaque jour on fera le bordereau des portions des malades de chaque hôpital; ce bordereau certifié par le médecin et le chirurgien russe, et visé par le commandant de l'hôpital, sera remis à l'autorité compétente pour servir à la liquidation; les pièces ainsi certifiées remplaceront tout autre espèce de reçu. Si dans un hôpital il n'y a pas de médecin ou chirurgien russe, le certificat est donné par le commandant de la ville ou de l'hôpital. Ces documens seront demandés semaine par semaine; les directeurs des hôpitaux russes les compareront de nouveau avec les listes du commandant de l'hôpital et en attesteront l'exactitude. Si par événement il n'y avoit pas d'autorité sur les lieux, les bordereaux des portions seront dressés par les médecins allemands et certifiés par les autorités locales; mais aussitôt que ce cas se présentera, la commission du rayon en sera informée.

§. 18. Les convalescens seront, aussitôt que possible, séparés des malades, et ceux qui n'ont pas besoin de médecine, retirés des hôpitaux; on ne les placera pourtant pas chez les habitans, mais on les mettra dans des maisons situées près des particulièrement destinées pour cela. Ils recevront contre des reçus particuliers signés par les medecins et commandans d'hôpitaux, les portions ordinaires de soldats et auront soin de les préparer eux mêmes, en se réunissant pour cela. Aussitôt on les pourvoira de feuilles de route pour se rendre dans les endroits de réunion où ils seront organisés par compagnies et envoyés à l'armée. Les commandans des endroits de réunions, donnent les reçus pour ceux qu'ils reçoivent en route.

Il est expressément recommandé aux commandans généraux des hôpitaux allemands d'avoir soin que ces gens soient pourvus, aux frais de la Russie, des vêtemens nécessaires et qu'ils ne restent pas sans nécessité dans les hôpitaux ou villages. Comme on ne peut pas avoir par tout des dépôts d'effets d'habillement, le pays leur fournira, en cas de nécessité, des fouliers et d'autres objets indispensables, qui seront payés à leur véritable valeur. Pour ce qui concerne les incurables, les gens attaqués de maladies chroniques et les invalides présumés, on assignera pour eux, dans chaque arrondissement, s'il est possible sur des rivières navigables, une ou deux places où on les réunira successivement.

§. 19. Le paiement pour les malades russes se fera de la manière suivante :

1. L'entretien d'un malade, y compris le linge, la nourriture, le traitement etc., quelque portion qu'il reçoive, sera payé à raison de 24 Kreutzer par jour, sur le pied de 24 Florins; celui des convalescens qui n'ont plus la portion d'hôpital, à 6½ Kreutzer;
2. Il ne pourra rien être demandé au delà, pas même par les médecins;
3. Pour faciliter aux pays le premier établissement des fournitures d'hôpital, on avancera à chaque pays, aussitôt qu'on prévoira qu'il doit y arriver des malades, le paiement d'un mois pour le tiers des malades que le tableau assigne à ce pays; le député de celui-ci le touchera à la commission du rayon. Cette avance sera déduite du paiement qui reviendra pour les second et troisième mois;
4. On paiera dans le mois après la liquidation, la moitié ou 12 Kreutzer comptant, l'autre moitié par des reconnoissances à terme, d'après le mode adopté pour que les pays ne soient pas gênés. Ces paiemens auront lieu quand même les liquidations envoyées n'auroient pas été entièrement revues, pourvu qu'elles ne soient pas entachées d'irrégularités manifestes. Les ducats seront pris à raison de 5 Florins 36 Kreutzer; d'autres espèces dans la même proportion.

1815

La liquidation ne se fera pas à la commission du rayon, mais elle aura lieu à la commission de la liquidation du rayon russe, d'après les principes généraux et de la manière suivante:

1. Chaque pays remet tous les mois le compte indiquant le nombre des malades qui ont été traités dans chaque hôpital, le justifie par les documens ci-dessus indiqués et établit la somme qui lui revient, tant en espèces, déduction faite de l'avance, qu'en reconnoissances;
2. Il présentera un semblable compte pour les gens qui se trouvent dans les maisons des convalescens et qui sont à portions de Soldats; ce compte sera payé de la même manière;
3. Du moment que les convalescens sont renvoyés avec des feuilles de route aux lieux de réunion, leur entretien rentre dans la catégorie des étapes, et sera liquidé et payé d'après les principes généraux adoptés pour cela;
4. Les liquidations se feront du premier du mois, nouveau style, jusqu'au premier du mois suivant. Si un hôpital a commencé dans le courant d'un mois, et qu'il ait duré au delà de quinze jours, on liquidera dans le mois; s'il a duré quinze jours seulement ou moins, la liquidation est renvoyée au mois suivant;
5. La liquidation des transports a été déterminée ci-dessus. Elle aura lieu à raison de 24 Kreutzer, en tant qu'on a transporté des malades.
6. 20. La commission du rayon fera imprimer des formulaires pour les tableaux, feuilles de route, etc.

Signé: LEPEL. ANSTETT. DE WIESE. DANZ. SENSEBURG. Comte D'ARMANNSPERG, sous la réserve de ses déclarations précédentes. GERSDORF. POHL. FISCHLER. DETREUBERG. KETTELHODT. DE CANCRIN. DE MARSCHALL. MINKWITZ. BAUMBACH. TURCKHEIM.

Ainsi convenu dans la conférence du 19 Mai 1815.

Signé: POHL.

24.

*Convention territoriale entre S. M. le Roi de 1815
Prusse et S. A. Royale le Grand-Duc de ^{22 Sept.}
Weimar signée à Paris le 22 Sept. 1815.*

(Copia vidimata).

*Im Namen der hochheiligen und untheilbaren
Dreyeinigkeit.*

Seine Majestät der König von Preussen und Seine Königliche Hoheit der Großherzog zu Sachsen Weimar Eisenach, beiderseits geneigt, im Verfolg der vorläufigen Uebereinkunft vom 1 Junius dieses Jahres durch einen besondern Staats-Vertrag diejenigen Bedingungen näher zu bestimmen und zur Vollziehung zu bringen, welche auf dem Congresse zu Wien, zu Gunsten Seiner Königlichen Hoheit, des Großherzogs festgesetzt, und von Seiner Majestät, dem Könige zu erfüllen übernommen worden sind, haben deshalb Bevollmächtigte ernannt, um Alles zu verabreden, zu beschließen und zu unterzeichnen, was auf diesen Gegenstand Bezug hat, nämlich:

Seine Majestät der König von Preussen Ihren Staatskanzler Fürsten von Hardenberg, Ritter der Königlich Preussischen großen schwarzen und rothen Adler, des St. Johanniter und des eisernen Kreuzes Orden, Ritter des Kaiserlich Russischen St. Andreas-St. Alexander Newsky, und St. Annen-Ordens erster Classe; des Ungarischen St. Stephans-der Ehrenlegion, des Spanischen St. Carls- des Baierischen St. Huberts- des Hohen Sardinischen Annunciade- Ordens Großkreuz; des Schwedischen Seraphinen des Dänischen Elephanten- des Württembergischen goldenen Adlers und mehrerer andere Orden Ritter, und den Herrn Carl Wilhelm Freyherrn von Humboldt, Ihren Staatsminister, Cammerherrn, außerordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister bey Seiner Kaiserlich Königlich Apostolischen Majestät, Ritter des Königlich Preussischen großen rothen Adler- und des eisernen Kreuzes Orden; Großkreuz des Kaiserlich Oesterreichischen

1815 schen Leopolds- des Russisch Kaiserlichen St. Annen- des Dänischen Dannebrog-Ordens, des Baierischen Ordens der Krone und des Badenschen Ordens der Treue; und

Seine Königliche Hoheit der Großherzog zu Sachsen Weimar Eisenach, den Herrn Ernst August Freyherrn von Geradorff, ihren wirklichen Geheimenrath im Ministerio;

die, nachdem sie ihre Vollmachten in guter und gehöriger Form befunden, und gegen einander ausgewechselt haben, über folgende Artikel übereingekommen sind.

Extension du traité du 1 Juin.

ART. I. Nachdem Seine Majestät der König von Preussen an Seine Königliche Hoheit den Großherzog zu Sachsen Weimar Eisenach, durch den Vertrag vom 1 Junius d. J. bereits abgetreten haben:

1. die Herrschaft Blankenhayn mit Ausnahme des Amts Wandersleben, das Preussen verbleibt, dagegen aber mit Einschluss des abge sondert liegenden Dorfes Ramslo;
2. die niedere Herrschaft Krannichfeld;
3. die vormaligen Kommenden des deutschen Ordens Zwätzen, Lehnsten und Liebstädt mit ihren sämtlichen Einkünften, so weit sie zu dem Amte Eckartsberge gehören, und Enclaven in dem Weimarischen Gebiete bilden, so wie auch alle übrigen zu dem gedachten Amte gehörigen und im Fürstenthum Weimar eingeschlossenen Ortschaften;
4. das Amt Tautenburg mit Ausnahme der Ortschaften Droizen, Görschen, Wethaburg Wetterseid und Wollschütz, welche Preussen verbleiben;
5. die zu Schloß-Vippach im Erfurtischen Gebiet gehörigen Ortschaften Berlkädt und Antheil an Kleinbrembach;

so fügen Sie diesen Abtretungen ferner hinzu

6. den zu ihrem Herzogthum Sachsen gehörigen Neustädter Kreis in den Gränzen worin er sich bey Unterzeichnung des gegenwärtigen Vertrags befindet, jedoch mit Ausnahme alles dessen, was in Westen und Süden einer Linie liegt, welche den gedachten Kreis von der Saalfeldischen bis zur Reussischen Gränze

Gränze dergestalt durchschneidet, daß die Ortschaften Röhmen Däbritz Grabengerent, Laafke, Posen, Kenle, Tanfa, Schöndorf und Volkmannsdorf mit ihren Feldmarken an Weimar kommen; die Ortschaften Podelwitz, Gertewitz, Seebach, Behren, Schmorda, Moxa, Palska, Culmla, Ziegenrück und Esbach gleichfalls mit ihren Feldmarken dagegen bey Preußen verbleiben. 1815

7. die nachstehend einzeln liegenden dem Weimari-schen Gebiet angränzenden oder benachbarten Ortschaften sämmtlich mit ihren Feldmarken:

- a. Lochstädt zum Amte Naumburg gehörig;
- b. Darnstädt, zum Amte Pforta gehörig;
- c. Widdersrode, Nieder Trebra, Ober-Reußen Nirm-sdorf, Redersdorf, Ellersleben, Kleinneuhausen, Groß-Neuhausen und Oelishausen, Amte Eckarts-berga;
- d. Efsleben, gleichfalls Amte Eckartsberga, wovon Weimar bereits das Grundherrliche Eigenthum unter Preussischer Landeshoheit besitzt;
- e. Willerstädt zum Amte Wendelstein gehörig;
- f. Krannichborn, Amte Weisenfee;

8. Von dem Erfurter Gebiete nachstehende Aemter und Ortschaften:

- a. Schloß-Vippach;
- b. die Dörfer Stotternheim und Schwerborn, Amte Gispersleben;
- c. Das Amt Atzmannsdorf;
- d. das Amt Danndorf nebst den darin einbezirkten Ortschaften Isfserode und Hainichen.

9. Die zum vormaligen Großherzogthum Frankfurt und zwar dessen Departement Fulda gehörige Kan-tone oder Bezirke Dermbach und Geisa in denjen-igen Gränzen, worinn dieselben sich nach der letzten Landeseintheilung dormalen befinden.

Seine Majestät der König von Preußen, leisten Ver-zicht für Sich, Ihre Nachkommen und Nachfolger auf die vorstehend benannten abzutretenden Districte und Ortschaften, welche künftig von Seiner Königlichen Hoheit dem Großherzoge zu Sachsen Weimar Eise-

1815 nach mit allen Landeshoheits- Oberherrlichkeits- und andern davon abhängenden Rechten werden besessen werden. Nachdem die Uebergabe der unter Nro. 1 bis 5. angeführten Cessionen bereits erfolgt ist, so sollen auch die ferner unter Nro. 6. 7. 8 und 9. enthaltenen innerhalb vier Wochen, von Unterzeichnung dieses Vertrags, oder wenn es seyn kann, eher übergeben werden.

Cessions
à obtenir
de l'Elect.
de Hesse.

ART. II. Seine Majestät der König von Preussen verpflichten sich ferner, von Seiner Königlichen Hoheit dem Kurfürsten von Hessen, die Abtretung von nachstehend verzeichneten Distrikten und Ortschaften zu Gunsten Sr. Königlichen Hoheit, des Großherzogs zu Sachsen Weimar Eisenach, zu erhalten, nämlich:

- a. das Amt Frauensee, mit Einschluss von Gosperoda,
- b. das Gericht Völkershäusen,
- c. das Gericht Lengsfeld,
- d. das Amt Vacha, einschliesslich der Stadt Vacha nebst der Vogtey Kreuzberg, jedoch mit Ausnahme der Ortschaften Kreuzberg, Philippsthal, Thälhäusen, Nippe, Hillartshäusen, Röhrich und Unter-Neuroda,
- e. von dem Amte Friedewald, die Ortschaften Dippech, Gesterode, Vitzerode und Abterode;
- f. das Dorf Wenigtaft.

Seine Königliche Hoheit der Kurfürst von Hessen, werden dieselben an des Großherzogs zu Sachsen Weimar Eisenach, Königliche Hoheit zu ewigem und unwiderruflichen freyen Eigenthum mit allen Landeshoheits- Oberherrlichkeits- Lehns- Domanial- und andern Rechten, welche Sie darinn, oder alles dazu gehörig, am ersten August dieses Jahres besessen haben, übergeben, und soll die Uebergabe bald möglichst und spätestens binnen sechs Wochen erfolgen.

Renon-
ciation
à des
preten-
sions ul-
térieu-
res.

ART. III. Seine Königliche Hoheit, der Großherzog zu Sachsen Weimar Eisenach erklären sich dagegen durch die vorstehend nach Artikel 1 und 2. Ihnen zufallenden Distrikte und Ortschaften vollständig befriedigt für die in Gemäßeheit der Beschlüsse des Congresses zu Wien Ihnen bestimmte Vergrößerung mit einer Bevölkerung von funfzigtausend Einwohnern, welche des Königs von Preussen Majestät Ihnen zu überweisen sich verpflichtet haben, und mit einer andern

andern Bevölkerung sieben und zwanzig tausend Einwohner, welche Ihnen aus dem vormaligen Departement Fulda gewährt werden soll. Sie verpflichten Sich Ihre Nachkommen und Nachfolger nach Empfang der Ihnen nach Art. 1 und 2. des gegenwärtigen Vertrags zukommenden Distrikte und Ortschaften niemals einen fernern Anspruch wegen vorgedachter Vergrößerung von überhaupt sieben und siebenzig tausend Einwohnern an des Königs von Preussen Majestät oder irgend einen dritten, namentlich irgend einen Inhaber eines Antheils an dem Departement Fulda zu machen. 1815

ART. IV. Da man übereingekommen ist, die Dörfer Nada und Ringleben mit ihren Feldmarken und allen davon abhängenden Rechten und Einkünften zu vertauschen, so treten Se. Majestät der König, ersteres, und Se. Königl. Hoheit der Großherzog, letzteres gegenseitig in gedachter Art ab, und soll die Auswechslung binnen vier Wochen, oder wenn es seyn kann, eher vollzogen werden. Echange de deux villages.

ART. V. Seine Königliche Hoheit, der Großherzog treten an des Königs Majestät, alle Rechte ab, welche Sie bisher in dem nach Vollziehung des gegenwärtigen Vertrags Preussisch verbleibenden Theile des Gebiets und der Stadt Erfurt bisher ausgeübt oder behauptet haben möchten. Cession des droits sur la part Prussienne d'Erfort

Unter dieser Abtretung ist jedoch das Geleit nicht begriffen, welches des Großherzogs Königliche Hoheit in der Stadt und dem Gebiete Erfurt erhebt.

Seine Königliche Hoheit verpflichten Sich aber auch dies Geleit gegen vollständige Entschädigung durch eine noch besonders abzuschließende Ueber-einkunft an Preussen zu überlassen.

ART. VI. Die grundherrlichen Einkünfte der schon bisher unter Weimarischer Hoheit gestandenen, im Bezirk des Eisenachischen Amts Kreuzburg gelegenen Ortschaften Bischofsrode und Probstzella, welche Preussen bereits durch den Vertrag vom 1 Jun. d. J. an Weimar abgetreten hat, sollen bey der vorstehend vorbehaltenen Einlösung des Geleits in Anrechnung gebracht worden. Bischofsrode et Probstzelle.

ART. VII. Seine Majestät der König von Preussen, treten an des Großherzogs zu Sachsen Weimar Einkünfte. Cession des droits d'Erfort sur des pays d'Eisenach.

1815 senach, Königl. Hoheit, in Erwiderung der Disposition des fünften Artikels gleichfalls alle Rechte ab, welche Sie in der Eigenschaft als Landesherr der Stadt und des Gebiets Erfurt in den Großherzoglich Weimar-Eisenachischen Landen, so wie dieselben nach Vollziehung dieses Vertrags bestehen werden, bisher ausgeübt oder behauptet haben möchten.

Navigation.

ART. VIII. Seine Königliche Hoheit der Großherzog zu Sachsen-Weimar-Eisenach, verpflichtet sich zu gestatten, daß Preussen, wenn es dies seinem Interesse angemessen finden sollte, die Unstrut und Gera, auch soweit sie durch Ihr Gebiet fließen, schiffbar oder flößbar mache. Sie werden auch die Schiffarth und Flößerey auf diesen Gewässern mit keinen Zöllen und Abgaben beschweren, und dem Gebrauche derselben durch Preussische Unterthanen kein Hinderniß entgegen stellen.

Routen militäres.

ART. IX. Des Großherzogs Königliche Hoheit, machen sich verbindlich, der Preussischen Monarchie folgende Militairstraßen durch Ihr Gebiet zum Gebrauche in Kriege- und Friedenszeiten einzuräumen:

1. Auf der großen Frankfurter Chaussee von Leipzig über Weimar und Erfurt auf Eisenach, von wo nach weiter vorbehaltener Uebereinkunft die Transporte entweder über Berka auf Hersfeld oder über Vach auf Fulda gehen werden;
2. Aus dem Preussischen Thüringen über Buttstädt nach Erfurt;
3. Von Gera über *Amma* nach *Schleitz* und *Gefäll*;
4. Eine erst in der Folge näher zu bestimmende Straße von dem Preussischen Gebiete aus in denjenigen Theil des Neustädter Kreises, der durch gegenwärtigen Vertrag nicht an Weimar abgetreten worden ist.

Die Rechte, welche Preussen auf diesen sämtlichen Militairstraßen zustehen, so wie die gegenseitig damit verbundenen Verpflichtungen sollen ebenso bestimmt werden, wie dies für die durch das Königreich *Hannover* gehenden Militairstraßen zwischen der Preussischen und Hannöverschen Regierung geschieht.

Parties du royaume de Saxe cédées.

ART. X. Da Seine Königliche Hoheit der Großherzog zu Sachsen-Weimar-Eisenach, Distrikte und Gebietstheile erhalten, welche von dem Königreich Sachsen

Sachsen, an die Preussische Monarchie übergegangen sind; so treten Se. Königl. Hoheit in alle mit diesen Distrikten zugleich an Preussen abgetretenen Rechte und übernehmen alle von Preussen in dieser Rücksicht übernommenen Verbindlichkeiten, in so weit solche auf die durch den gegenwärtigen Vertrag und den am 1 Junius d. Jahres an Weimar abgetretenen Sächsischen Distrikte fallen, oder auf dieselben anwendbar sind. 1815

Seine Königliche Hoheit erkennen daher in Ab-
sicht dieser Gebiete alle Bestimmungen als auch für
Sich gültig an, welche in dem zwischen Sachsen und
Preussen am 18 May 1815 geschlossenen Vertrage und
namentlich in den Artikeln 6. 7. 9. 10. 11. und 18. in
Ansehung der Archive, Schulden, Kassenbilletts, Cen-
tralsteuer, Pensionen, Kassenbestände, geistlichen Stif-
tungen und anderer gleichartigen Gegenstände enthal-
ten sind, oder von der in Gemäfsheit des 14. Artikels
des gedachten Vertrags anzuordnenden Commission
noch werden festgesetzt werden. Seine Königliche
Hoheit übernehmen alle aus demselben entspringende
Verbindlichkeiten, so wie dagegen Seine Majestät der
König von Preussen Ihnen alle damit verbundenen
Rechte einräumen. Was den durch den gegenwärtigen
Tractat zwischen Preussen und Weimar getheilten
Neustädter Kreis insbesondere betrifft, so werden die
auf den ganzen Kreis hieruach fallenden Lasten und
Vorthelle zwischen beiden Antheilen nach eben den
Grundsätzen vertheilt werden, welche bey den von
Sachsen an Preussen geschehenen Abtretungen ange-
nommen worden sind, und dasselbe findet auf die ab-
getretenen Stücke einzelner Aemter andrer Kreise
Anwendung.

ART. XI. Alle Urkunden und Papiere, welche sich ausschliesslich auf die ehemals zu Erfurt gehörigen, und nun an Weimar abgetretenen Distrikte und Ortschaften beziehen, werden der Großherzoglich Weimarischen Regierung binnen drey Monaten von dem Tage der Unterzeichnung dieses Tractats an, eingehändigt werden, so wie auf Verlangen auf beglaubigte Abschriften derjenigen, welche die erwähnten Distrikte nicht ausschliesslich, jedoch zugleich mit betreffen. Archiv-
ver-
dosten.

1815 In Ansehung der Schulden und Lasten übernehmen Seine Königliche Hoheit nicht nur die auf den abgetretenen Distrikten speciell hypothecirten, sondern auch einen, nach der Analogie der im vorigen Artikel erwähnten Grundsätze zu bestimmenden Antheil an den allgemeinen Schulden und Lasten der ganzen Provinz. Dieselben Grundsätze dienen gleichfalls zur Richtschnur bey allen andern Gegenständen, deren Festsetzung durch die gegenwärtige Abtretung nothwendig gemacht wird.

Part aux
charges
du G. D.
de
Franc-
fort.

ART. XII. Seine Königliche Hoheit der Großherzog zu Sachsen Weimar Eisenach, werden in Folge der durch den Vertrag vom 1ten Junius d. J. übernommenen Verpflichtung die auf dem vormaligen Großherzogthum Frankfurt haftenden und auf die neuen Besitzer von Antheilen an demselben übergehenden Verpflichtungen nach dem Verhältnisse der Ihnen ursprünglich bestimmten Bevölkerung von sieben und zwanzig tausend Einwohnern in Fulda übernehmen. Dasselbe findet in Rücksicht der besondern Verpflichtungen des Departements Fulda Anwendung. Dagegen werden die nach Artikel zwey Ihnen von Kurhessen zu überweisenden Distrikte schuldenfrey übergeben.

Com-
mission.

ART. XIII. Die Auseinandersetzung wegen der in Artikel 10. 11. 12. enthaltenen Bestimmungen geschieht durch eine Commission, welche von beiden Theilen ernannt, und sich sofort nach vollzogener Territorial-Uebergabe in Weimar versammeln wird, um daselbst die gedachte Arbeit in möglichst kürzester Zeit zu vollenden.

Créa-
tion de
Weimar
de 1805
1806.

ART. XIV. Des Königs von Preussen Majestät wollen auch die Liquidation der Weimarischen Forderungen wegen in den Jahren 1805 und 1806 geleisteter Truppen-Verpflegung wiederum in Anregung bringen lassen, und deren Tilgung den Umständen nach verfügen.

Ratifica-
tions.

ART. XV. Der gegenwärtige Tractat soll ratificirt und die Ratificationen sollen binnen sechs Wochen nach Unterzeichnung desselben ausgewechselt werden.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten denselben unterzeichnet, und mit dem Siegel ihrer Wappen versehen. 1815

So geschehen Paris den zwey und zwanzigsten September Ein Taufend Achthundert und funfzehn.

(L. S.)

(L. S.)

(L. S.)

CARL Fürst v. HARDENEERG. WILH. Freyh. v. HUMBOLD. ERNST AUGUST Frh. v. GERSDORFF.

Für die Treue dieser Abschrift

(L. S.)

ERNST MÜLLER,

Großherzogl. S. geheimer Canzl. Secretair.

25.

Traité de cession et d'échange entre S. M. le Roi de Prusse et S. A. R. l'Electeur de Hesse, signé à Cassel le 16 Oct. 1815.

In Namen der hochheiligen und untheilbaren Dreyeinigkeit.

Seine Majestät der König von Preussen, und Seine Königliche Hoheit der Kurfürst von Hessen, beiderseits geneigt, die in Folge der Verhandlungen des Wiener Congresses nöthig befundenen Ausgleichungen im nördlichen Deutschlande durch eine freundschaftliche Uebereinkunft über angemessene Territorial-Veränderungen zu erleichtern, haben Bevollmächtigte ernannt, um Alles, was hierauf Bezug hat, zu verabreden; abzuschließen und zu unterzeichnen; nämlich Se. Majestät der König von Preussen, den Herrn Präsidenten Conrad Siegmund Karl von Hänlein, Ihren außerordentlichen Gesandten und bevollmächtigtem Minister an den hessischen und nassauischen Höfen, Ritter des Königl. preussischen rothen Adler-Ordens und des eisernen Kreuzes, wie auch des Kurhessischen Ordens vom goldenen Löwen;

und

1815 und Se. Königliche Hoheit der Kurfürst von Hessen den Herrn Georg Ferdinand von Lepel, Ihren Geheimen Regierungsrath und Kammerherrn;

welche, nachdem sie gegenseitig ihre Vollmachten in guter und gehöriger Form befunden und gegen einander ausgewechselt haben, über nachstehende Artikel übereingekommen sind.

Cessions
à l'El.
de Hesse.

ART. I. Seine Majestät der König von Preussen treten an Seine Königliche Hoheit den Kurfürsten von Hessen ab denjenigen Theil des zum vormaligen Großherzogthum Frankfurt gehörig gewesenen Departements *Fulda*, der ihnen durch die Wiener Congress-Acte überwiesen worden ist, jedoch mit Ausnahme der Bezirke *Dernbach* und *Geysa*, welche in derjenigen Begränzung die sie nach der jetzt bestehenden Landeseintheilung haben, an den Großherzog zu Sachsen-Weimar Eisenach, übergehen. Sie übergeben ferner an Seine Königliche Hoheit den Kurfürsten die ritterschaftlichen Gerichte *Lengsfeld*, *Mannsbach*, *Buchenau* und *Werda* nebst dem Dorfe *Wenigentaft*, in deren Besitz Sie gleichfalls durch die gedachte Congress-Acte gelangt sind. Seine Königliche Hoheit der Kurfürst von Hessen werden die vorgedachten Landesanteile, Districte und Ortschaften für sich, ihre Nachkommen und Nachfolger, mit allen Landeshoheits-Oberherrlichkeits-Lehns-Domanial- und andern Rechten besitzen, welche Sr. Majestät dem König von Preussen, durch die Wiener Congress-Acte deshalb übertragen worden sind.

Cessions
à la
Prusse.

ART. II. Se. Königliche Hoheit der Kurfürst von Hessen, treten dagegen ab mit allen Landeshoheits-Oberherrlichkeits-Lehns-Domanial- und andern Rechten, welche Sie darin, oder als Zubehör derselben am 1. August dieses Jahrs besessen haben, an des Königs von Preussen Majestät, deren Nachkommen und Nachfolger, die niedere Grafschaft *Catzenelnbogen*, die Herrschaft *Pleß* mit Einschluss des Klosters *Höckelheim*, die Aemter *Neuengleichen*, *Uchte*, *Auburg*, und *Freudenberg*, und die Probstei *Göllingen*. Ganz in gleicher Art treten Sie ferner ab an des Großherzogs zu Sachsen-Weimar Eisenach Königliche Hoheit, deren Nachkommen und Nachfolger, das Amt *Frauenfée* mit Einschluss von *Gorperode*, das Gericht

richt *Völkershausen*, das Gericht *Lengsfeld*, das Amt *Vacha*, einschließlic der Stadt *Vacha*, nebst der Vogtey *Kreuzberg*, jedoch mit Ausnahme der Ortschaften *Kreuzberg*, *Philipsthal*, *Thalhausen*, *Nippe*, *Hillartshausen*, *Röhrich*, und *Unter-Neurode*; von dem Amte *Friedewald* die Ortschaften *Dippach*, *Gasterode*, *Vitzerode* und *Abtarode* und das Dorf *Wenigentaft*. 1815

ART. III. Se. Königliche Hoheit der Kurfürst von Hessen willigen zugleich ein, daß Se. Majestät der König von Preussen, durch eine freye Uebereinkunft mit dem Herrn Landgrafen zu Hessen Rotenburg auf das ewige und unwiderrufliche freye Eigenthum aller derjenigen Rechte und Nutzungen erwerben könne, welche derselbe in den nach vorstehenden Artikel an Sie übergehenden Besitzungen oder deren Zubehör am 1 August dieses Jahrs in Gemäßeheit der Hausverträge besessen haben möchte. Sr. Majestät der König von Preussen übernehmen dagegen die vollständige Gewährleistung, daß von Seiten des Herrn Landgrafen zu Hessen-Rotenburg kein Widerspruch gegen die nach vorstehendem Artikel von Sr. Königlichen Hoheit dem Kurfürst bewilligte Abtretung erhoben werden. Hesse
Roten-
burg.

ART. IV. Man ist gegenseitig einverstanden, daß Sr. Königlichen Hoheit dem Kurfürsten und Sr. Durchlaucht dem Landgrafen eine ganz vollständige Entschädigung für alles reine Einkommen gebühre, welches ihnen durch die Abtretung an des Königs Majestät nach Art. 2. und 3. entgeht. Es soll daher deshalb eine Liquidation nach den in den nachstehenden Artikeln 8 bis 17. einschließlic bestimmten Grundsätzen angelegt worden. Ergiebt diese Liquidation, daß der nach Artikel 7. abzutretende Theil von Fulda ein hinreichendes oder überwiegendes reines Einkommen gewährt, um das nach Artikel 2 und 3. beiden heilichen Häusern entgehende reine Einkommen zu decken, so hat keine Nachforderung von keiner Seite statt. Sollte dagegen durch diese Liquidation ausgemittelt werden, daß die nach Artikel 7. dieses Vertrags angewiesene Entschädigung unzulänglich sey, so ist Preussen zum vollständigen Ersatz an Land und Leuten in contiguo von Hessen für das annoch Mangelnde Indem-
nisation
pleniore

1815 gelnde verpflichtet. Die Liquidation wird durch eine Commission von Königlich Preussischen — Kurfürstlich und Landgräfllich-Hessischen Bevollmächtigten angefertigt, die sich vier Wochen nach Unterzeichnung dieses Tractats, oder eher wenn es seyn kann, in Cassel vereinigen, um in dem möglichst kürzesten Zeitraume, und spätestens in sechs Monaten dieses Geschäft zu beendigen.

Cessions
au G. D.
de Wei-
mar,

ART. V. Die Art. 2. bezeichnete Cession an Sachsen Weimar Eisenach soll als ein auf gleiches gegenseitiges Bedürfniss gegründeter Austausch gleicher Bevölkerung gegen einander angesehen werden. Se. Königliche Hoheit der Kurfürst werden daher die gleiche Volkszahl in den dem Weimarschen Gebiete zunächst gelegenen Fuldischen Districten als vollständigen Ersatz für diese Cession auswählen, und es findet in Rücksicht derselben keine Nachrechnung über entgehendes Einkommen statt. Se. Königliche Hoheit der Großherzog werden an allen Verpflichtungen, welche sowohl auf dem gesammten vormaligen Großherzogthume Frankfurt, als auf dessen Departement Fulda insbesondere ruhen, und auf die jetzigen und künftigen Besitzer von dazu gehörigen Länder-Antheilen übergehen, in dem Verhältnisse beytragen, als ob Sie die Ihnen durch die Kongress-Acte angewiesenen Sieben und Zwanzig Tausend Einwohner wirklich ganz in Fulda erhalten hätten. Se. Königliche Hoheit der Kurfürst werden dagegen an diesen Verpflichtungen nur in dem Maasse Antheil nehmen, als ob Sie bloß Besitzer desjenigen Theils des an Preussen überwiesenen Districts von Fulda wären, der nach Abzug der gedachten Sieben und Zwanzig Tausend Einwohner noch übrig geblieben seyn würde. Diejenigen Aemter, Gerichte und Ortschaften, die nach Art. 2. von Kurhessen an Weimar übergehen, werden frey von Landes-Schulden übergeben. Communal-Schulden und Communal-Laften haften nach wie vor auf den Communen. Die Local-Dienerschaft geht in dem Zustande, wie sie sich vorfindet, über: eben so auch Kirchen, Schulen und andere öffentliche gemeinnützige Anstalten. Central-Dienerschaft ist nirgend in der Abtretung an Weimar nach Art. 2. begriffen, und wird überhaupt in Rücksicht aller öffentlichen Verhältnisse und alles übergehenden Landesherrlichen Eigenthums keine

keine Nachrechnung mit demselben aus gedachter 1815
Abtretung statt finden.

ART. VI. Die Ritterchaftlichen Gerichte *Lengsfeld*, *Mannsbach*, *Buchenau* und *Wehrda* nebst dem Dorfe *Wenigentaft* sind nur in Folge der Kriegsunterruhen wiederum aus Kurhessischem Besitze gekommen. Ihre Rückkehr unter denselben soll daher als eine bloße Restitution angesehen, und mithin das Einkommen daraus nicht als ein Ersatz für Abtretungen, welche Kurhessen nach Art. 2. macht, angerechnet werden.

l'Electeur de Hesse rentre en possession de Lengsfeld etc.

ART. VII. Die zunächst von Preussen an Kurhessen und Hessen-Rotenburg überwiesene Entschädigung für die an dasselbe nach Art. 2 und 3. zu machenden Cessionen besteht demnach aus demjenigen Theile des nach Art. 1. an Kurhessen abgetretenen Districts des Departements Fulda, welcher nach Abzug des Ersatzes für die Cession an Weimar nach Art. 5. übrig bleibt.

Indemnité proportionnée

ART. VIII. Bey der Art. 4. vorbehaltenen Liquidation werden in Einnahme von beiden Seiten gestellt die Landesherrlichen und Domanial-Einkünfte aus Abgaben in Geld und Naturalien und dem Ertrag der herrschaftlichen Ländereyen, Schäfereyen, Forsten, Jagden, Fischereyen, Bergwerke, Mühlen und andern nutzbaren Eigenthums nach Abzug der örtlichen Hebungs- und Verwaltungs-Kosten, nach einem Durchschnitt aus den achtzehn Jahren von 1788 bis 1805, einschließlic. Einkünfte öffentlicher Unterrichts-Anstalten, frommer und milder Stiftungen, unter wessen Hoheit sie auch liegen mögen, werden als Privat-Eigenthum betrachtet, und kommen mithin nicht zu der unter Art. 4. angeordneten Liquidation.

Modes de liquidation.

ART. IX. Die Kosten der Central-Dienerschaft, der Justiz, der Polizey, des Cultus und der Unterrichts-Anstalten werden nach dem Zustande vom 1ten August d. J. in Ausgabe gebracht, und ist dagegen auch jeder Theil verpflichtet, dieselben in diesem Zustande zu übernehmen.

Emplois centraux.

ART. X. Der Antheil an dem Einkommen aus dem Rheinzoll, welcher von dem Besitz des Rheinufers in der niedern Grafschaft Catzenelnbogen abhängt, soll nach den durch die Wiener Congress-Acte festge-

Piège du Rhin

1815 festgesetzten Grundsätzen berechnet und vergütet werden.

Posten. ART. XI. Die in Folge der Art. 2 und 18. des gegenwärtigen Vertrags auf der Bremer und Frankfurter Straßse zum Nachtheil der Kurhessischen Post-Einkünfte entstehenden Veränderungen sollen bey der Art. 4. vorbehaltenen Liquidation in Betrachtung kommen, wenn es nicht möglich befunden werden sollte, die bis zum Jahr 1806 auf diesen Courfen bestandenen Postverhältnisse unter Preussischer Vermittelung wieder herzustellen.

**Droits
féodaux**

ART. XII. Das aus Lehnverhältnissen hervorgehende Interesse mit Ausnahme beständiger jährlicher Gefälle soll bey der nach Art. 4. anzulegenden Liquidation auf keiner Seite in Anrechnung kommen. Kein Theil wird künftig in den Besitzungen des andern so wie sie nach Vollziehung des gegenwärtigen Vertrags bestehen werden, solche Lehns-Rechte ausüben, welche aus den Abtretungen nach Art. 1. 2. und 3. herrühren.

**Dettes
hypo-
thèques**

ART. XIII. Beiden Theilen steht frey, so viel von den Schulden die etwa auf den gegenseitig nach Art. 1. 2. 3. abzutretenden Besitzungen haften möchten, als sie wollen, auf eine andere Hypothek zu übertragen, oder sonst anderweitig zu decken. Was der andere davon mit dem abgetretenen Lande übernimmt, wird ohne Rücksicht auf den Zinsfus, zu dem es angeliehen ist, dergestalt vergütet, dafs für Hundert Thaler Schuld zu Abtragung der Zinsen und Tilgung des Capitals Sieben und ein halb Thaler Einkünfte gewährt werden.

**Dettes
illiqui-
des.**

ART. XIV. Strittige oder illiquide Forderungen die etwa nach Art. 13. mit den abgetretenen Ländern übernommen werden sollen, sucht die Liquidations-Commission in unstrittige und liquide zu verwandeln. Ist dieses in dem zu ihren Arbeiten bestimmten Zeitraum nicht möglich, so wird man sich gütlich über ein Pausch Quantum einigen, wofür sie angenommen und nach Art. 13. behandelt werden.

**Arrière
d'intér-
ets.**

ART. XV. Liquide Zins-Rückstände werden zum Capital geschlagen, illiquide nach Art. 14. behandelt.

ART.

ART. XVI. Leib-Renten und Pensionen werden dergestalt vergütet, daß für Einhundert Thaler Rente, 1815
 Funfzig Thaler Einkünfte gewährt werde. Die Art. 13. Rentes et pensions.
 vorbehaltene Wahl in Rücksicht der Schulden ist auch auf Leib-Renten und Pensionen anwendbar.

ART. XVII. Wirkliche Communal-Schulden und Communal-Laſten ſind kein Gegenſtand der Art. 4. Dettes et charges communales
 angeordneten Liquidation, ſondern bleiben nach wie vor auf den Communen ohne Mitverpflichtung des Landesherrn haften. Sollten jedoch ſeit dem Jahr 1806, erweislich offenbare Landeſſchulden oder Landeſſ-Laſten einzelnen Communen aufgebürdet, oder dergleichen auf die einzelnen Communen der ganzen Provinz vertheilt und dadurch anſcheinend in Communal-Schulden und Laſten verwandelt worden ſeyn, ſo ſollen die betroffenen Communen, ſobald dieſes von der Liquidations-Commission anerkannt iſt, derſelben entledigt und dieſe Schulden und Laſten nach Art. 13. 14 15 und 16. behandelt werden.

ART. XVIII. Seine Majestät der König von Preußen 4 baillages de Hanau.
 verpflichten ſich in Einverſtändniß mit Ihren hohen Verbündeten ſofort die wirkſamſten Maasregeln zu ergreifen, und bis zu vollſtändiger Erreichung des Zwecks unausgeſetzt fortzuſetzen, um die Wiedereinſetzung Sr. Königl. Hoheit des Kurfürſten von Heſſen in den Beſitz der vier Hanauſiſchen Aemter *Babenhauſen, Dorheim, Rodheim, Ortenberg* und der Gemeinſchaften in dem Zuſtande derſelben vor der feindlichen Beſetzung im Jahr 1806, baldmöglichſt zu erlangen. Zur Erleichterung der Verhandlungen iſt man übereingekommen, daß Se. Königliche Hoheit für das Amt Babenhauſen und äußerſten Falls auch für die Aemter Ortenberg und Rodheim nebst den Gemeinſchaften einen vollſtändigen Erſatz annehmen wollen. Dieſer Erſatz kann jedoch nur in Land und Leuten mit voller Landeshoheit und Oberherrlichkeit beſtehen, und kann nicht anders als in völlig freyer Uebereinkunft mit Ihnen beſtimmt werden.

ART. XIX. Se. Durchlaucht der Landgraf zu Heſſen-Rötenburg empfangen innerhalb der Kurheſſiſchen Staaten, ſo wie ſie nach Vollziehung des gegenwärtigen Tractats beſchaffen ſein werden, bloß Vergütung für dasjenige Domanial- und Grundherrliche Einkommen Indemnités pour Heſſe-Rötenburg.

1815 men, welches Ihnen durch die darnach stipulirten Abtretungen entgeht. Dieses Einkommen wird von der Art. 4. angeordneten Commission nach den Art. 8 bis 17. einschliesslich angenommenen Grundsätzen liquidirt.

Mode
d'indem-
nification

ART. XX. Die Entschädigung dafür kann nur durch Anweisung und Uebergabe von dem gleichen Betrage eines Einkommens aus Domainen und Grundherrlichen Nutzungen erfolgen, welches ebenfalls von derselben Liquidations-Commission und nach denselben Grundsätzen, wie Art. 19. angenommen worden, ausgemittelt wird.

Média-
tion de
la Prusse

ART. XXI. Die Besitzungen, aus deren Einkommen die Art. 19 und 20. bestimmte Entschädigung erfolgt, soll in gemeinschaftlicher freyen Uebereinkunft zwischen Sr. Königl. Hoheit dem Kurfürsten und Sr. Durchlaucht dem Landgrafen ausgewählt und der Liquidations-Commission zu Anlegung der Berechnung darüber angezeigt werden. Se. Majestät der König von Preussen werden bey dieser Auswahl nur in sofern eine Vermittelung übernehmen, als dieselbe von einem Theile oder beiden gewünscht werden sollte. Als Grundlage der Auswahl steht fest, dass beide Theile dabey die möglichste Vereinfachung und Erleichterung der Uebersicht und Verwaltung Ihres Domänial- und Grundherrlichen Einkommens und in Folge dessen eine den Wirthschaftszwecken angemessene Territorial-Abrundung beabsichtigen.

Mode de
possession
des
indemnités.

ART. XXII. Sr. Durchlaucht der Landgraf werden die Ihnen hiernach zu überweisenden Domainen- und Grundherrlichen Rechte mit eben den Befugnissen und Verpflichtungen besitzen, welche Ihnen hausvertragsmässig in Rücksicht der Rothenburgischen Quart zustehen und obliegen: ohne Rücksicht auf andere oder bessere Berichtigungen, unter welchen Sie die dagegen abzutretenden Besitzungen bisher inne gehabt haben möchten.

Execu-
tion de
la con-
vention

ART. XXIII. Die Uebergabe sämmtlicher gegenseitiger Abtretungen nach Art. 1. 2. 3. erfolgt vier Wochen nach Unterzeichnung des gegenwärtigen Tractats oder eher wenn es seyn kann. Se. Königliche Hoheit der Kurfürst verpflichten Sich zu solchen vorläufigen Anordnungen, dass hierdurch kein Ausfall an Einkünften

ten für Sr. Durchlaucht den Landgrafen von Hessen-1815
Rothenburg entsteht.

ART. XXIV. Alle Staatsdiener und herrschaftliche Officianten, welche sich zur Zeit der Uebergabe auf ihren Posten befinden, verbleiben bey vorausgesetzter Diensttreue auf denselben, und im Genuss ihres rechtmässigen Dienst Einkommens, werden auch künftighin den gleich qualificirten Dienern des Staats an den sie übergehen, gleich und überhaupt in keinem Falle nachtheiliger als nach dem Reichs - Haupt - Deputations-Schlusse vom 25ten Februar 1803 behandelt.

Appointemens
des officiers
civils.

ART. XXV. Die Verträge, welche die abtretende Regierung vor dem 1 August d. J. mit Privat - Personen, Commünen, Corporationen und Instituten über solche Leistungen oder Nutzungen geschlossen oder übernommen hat, welche die abzutretenden Districte und Ortschaften betreffen, gehen mit denselben in gleicher verbindlicher Kraft auf die neue Herrschaft über.

Arrangemens
faits
avant le
1 Août.

ART. XXVI. Die zur Zeit der Uebergabe vorhandenen Abgaben- und Einkommen - Rückstände aller Art gehen ohne gegenseitige Liquidation auf den neuen Besitzer über.

Arriérés
de contribu-
tion.

ART. XXVII. Militair - Personen, welche nicht den Rang von Ober - Officieren haben, folgen ihrem Geburtsorte und werden von allen Interessenten gegenseitig, jedoch erst nach Beendigung des jetzigen Feldzugs, an die künftigen Landesherrn desselben abgeliefert. Militairs, welche Ober - Officiers Rang haben, können nicht auf den Grund dieser Bestimmung wider ihren Willen reclamirt werden.

Militaire.

ART. XXVIII. Die Militair - Strassen von Heilgenstadt nach Witzenhausen und Cassel auf Marburg, und von Eisenach über Berka und Hersfeld auf Alsfeld und Grünberg bleiben auch in Friedenszeiten für Preussen offen, dagegen behält Kurhessen eine Militairstrasse durch das Preussische Gebiet von Carlshaven nach Rinteln. Die Bestimmungen wegen der Etappenplätze, Verpflegung und Disciplin sind vollkommen gegenseitig und sollen durch eine besondere Uebereinkunft näher festgesetzt werden. Man wird dabey die Grundsätze vorzüglich berücksichtigen, welche zwischen Preussen und Hannover wegen der durch die

Routes
d'etape.

1815 Congress - Acte bestimmten Militair - Strafsen zur Richtschnur dienen.

Garan-
tie en
faveur
de l'E-
lect. de
Hesse.

ART. XXIX. Se. Majestät der König von Preussen verpflichten Sich Sr. Königliche Hoheit den Großherzog zu Sachsen Weimar durch besondere Uebereinkunft für denjenigen Theil, der Ihnen durch die Wiener Congress-Acte überwiesenen Bevölkerung von Sieben und Zwanzig Taufend Einwohnern anderweitig nach besonderer Uebereinkunft schadlos zu halten, welcher Ihnen etwa durch Dispositionen Art. 1. 2 und 5. einschliesslich nicht übereignet oder vergütet werden möchte. Se. Majestät der König leisten Sr. Königl. Hoheit dem Kurfürsten Gewähr gegen jede Anforderung, welche wider Verhoffen deshalb an Sie als Besitzer des größten Theils des vormaligen Departements Fulde gemacht werden sollte.

Ratifi-
cations.

ART. XXX. Dieser Vertrag soll ratificirt und die Ratification binnen vier Wochen oder eher wenn es seyn kann, ausgewechselt werden.

Zu Urkunde dessen haben die beyderseitigen Bevollmächtigten denselben unterzeichnet und mit dem Siegel ihrer Wappen versehen.

So geschehen Cassel den 16ten October des Jahrs Eintausend Achthundert und Funfzehn.

(L. S.) CONRAD SIEGMUND (L. S.) GEORG FERDINAND
KARL VON HÄNLEIN. VON LEPEL.

26.

*Procès-verbal et arrangement en execution 1816
du traité entre l'Autriche, la Prusse et le G. D.^{17 Dée.}
de Hesse du 30 Juin 1816 au sujet de la
forteresse de Mayence, signé par les com-
missaires respectifs le 17 Déc. 1816.*

(Copie sur l'original.)

*Protocoll und Beschluss der zur Auseinander-
setzung der Festungs-Angelegenheiten von Mainz
vereinigten Commission.*

In Folge des roten Artikels des am 30 Juny. 1816 in Frankfurt zwischen Sr. Majestät dem Kaiser von Oesterreich, Sr. Majestät dem König von Preussen, und Sr. Königl. Hoheit dem Großherzog von Hessen abgeschlossenen Tractats, wurden von Kaiserl. Oesterreichischer und Königl. Preussischer Seite durch das hohe Mainzer Milit. Gouvernement der Kaiserl. Oesterreichischer Hrr. General Major Graf Künigel, und Oberst Delort, der Königl. Preussische Hrr. Oberst Lieutenant Lebauld de Nans und Artill. Hauptmann v. Menz, von Seite Sr. Königl. Hoheit des Großherzogs von Hessen der Herr Geheimerath Scriba; der Herr Major des General-Staabs Lynker, und der Ober-Bürgermeister Adjunct Mayer bestimmt, welche gemäß obigen Tractats übereingekommen sind als:

ART. I. Da Artikel 9. obigen Tractats als Eigen-
thum der Festung, alles dasjenige an Werken, Ge-
bäuden, Gründen und Einkünften erklärt, so in dem
Zeitpunkte der in Folge der Pariser Convention
vom 23 April 1814, geschehenen Uebergabe der
Festung Mainz an die holl. allirten Mächte der
Festung gehörte, so werden die Original-Inventarien,
Pläne und Uebergabs-Akten der damaligen franzö-
sischen Milit. Behörde der hohen Allirten Mächte zur
Basis angenommen, und alles was von den hohen
allirten Mächten zu dieser Zeit als Festungs-Eigen-
thum

Allgemeine
Bestimmungen

1816 thum übernommen worden ist, und wo kein in obige Aktien - Stücken sich eingeschlichener Irrthum klar erwiesen werden kann, auch dormalen als Eigenthum der Festung erklärt; jedoch mit dem Vorbehalt, daß wenn Fortificatorische, oder sonstige Militairische Ansichten, Erwerbungen, oder Vertauschungen einiger Gebäude oder Terrains, oder Einkünften nothwendig machen sollten, man beiderseits gütlich ohne Nachtheil des einen oder andern übereinkommen wollte, so oft aber eine Fortificatorische oder sonstige Militairische Ansichten von obern competenten Behörden sanctionirte Ansichten der Erwerbung eines neuen Terrains nothwendig machen sollten, da die Festung hier Hauptzweck ist, selbes gegen nach gerichtlicher Abschätzung erkannter Schadloshaltung des Eigenthümers der Festung als Eigenthum zu übergeben seyn, wobei folgende Modalitäten zu beobachten wären.

So oft eine Fortificatorische, oder sonstige Militairische von den obern Competenten Behörden sanctionirte Ansicht die Erwerbung eines Gebäudes oder Grundstücken zum Fortifications-Fond nothwendig macht, soll von dem General - Militair - Gouvernement durch Vermittelung der Großherzogl. Hessischen Obersten Verwaltungsbehörde zu Mainz ein gütliches Abkommen mit dem Eigenthümer, über die ihm im baaren Gelde, oder etwa in Festungs-Grundstücken oder Gebäuden zu leistenden Entschädigung ersucht werden.

Erreicht diese Vermittlung diesen Zweck nicht, so soll die Großherzogl. Justiz-Behörde zu Mainz befehligt werden, das Objekt, dessen Erwerbung zur Bundesfestung beschlossen worden ist, nach der bestehenden gerichtlichen Form durch vereidete, von beiden Theilen vorzuschlagenden Experte auf seinen wahren Werth abschätzen zu lassen, und der Betrag dieser Abschätzung soll alsdann dem Eigenthümer von Seiten des General-Militair-Gouvernement gegen Abtretung des abgeschätzten Objekts baar ausbezahlt werden. Andere Objekte als bares Geld, soll, wenn keine gütliche Uebereinkunft möglich ist, Niemand an Zahlungsstatt anzunehmen gehalten seyn, so wie überhaupt in dem vorausgesetzten Falle der Eigenthümer sein Grundstück nicht eher als nach hinreichend gesicherter Entschädigung abzutreten schuldig ist.

Wenn

1816

Wenn zu den Zeiten einer Blokade oder Belagerung die Nothwendigkeit eintritt Privat-Gebäude oder Grundstücken ohne Beobachtung dieser Form dem Festungs-Dienste zu widmen, so wird angenommen, daß hierdurch in Ansehung des Eigenthums keine Veränderung vorgegangen sey, und es hängt alsdann späterhin von dem Ermessen des General-Militair-Gouvernements ab, diese Grundstücke nebst der auf obige Weise abzuschätzenden billigen Entschädigung für den entbehrten Gebrauch, und für die geschehenen Deteriorationen in Natura zurückzugeben, oder deren Zuschätzung zum Festungs-Eigenthum in den obbestimmten Formen zu verlangen, doch soll auch in diesem Fall zur sichern Erhebung des momentanen Zustandes dieser in Zeiten der Blokade oder Belagerung von Seiten des General-Militair-Gouvernements occupirten Gebäuden oder Grundstücken innerhalb den nächsten 3 Tagen nach der Occupation eine gerichtliche Expertise über deren Capital-Werth aufgenommen, und dem Eigenthümer zur Sicherstellung seiner künftigen Ansprüche behändigt werden.

Diese Bestimmung erstreckt sich jedoch nicht auf diejenigen Gebäude, welche außerhalb den Werken in dem Rajon der Festung den Eigenthümern nur unter der Bedingung zu erbauen gestattet worden sind, daß sie solche im Falle der Nothwendigkeit ohne alle Entschädigung abzureißen schuldig sind. Ebenso wenig auf diejenigen Gebäude, welche gegen die bestandenenen Gesetze ohne vorgängige Zustimmung der Militair-Behörde eigenmächtiger Weise im Rayon der Festung erbauet worden sind, wobey jedoch auf den Zustand der Festung zu der Zeit wo das Gebäude errichtet worden ist, Rücksicht genommen werden soll.

ART. II. In Folge der Art. I. aufgestellten allgemeinen Grundsätze wurden sofort die in der Anlage I. vorgezeichneten Gebäude von den beiderseitigen Commissarien als Festungs-Eigenthum anerkannt: Die Großherzogl. Hessischen Commissarien erklärten jedoch in Beziehung auf die in diesem Verhältniß enthaltenen ehemaligen Universitäts-Gebäude, daß Se. Königl. Hoheit der Großherzog so wenig es in ihrer Ansicht liege dem Militair-Gouvernement den Besitz dieses Gebäudes streitig zu machen, eben so wenig im

Militair-Gebäude

1816 Stande seyen, dem hiesigen Universitäts- und Studien-Fond sein wohlbegründetes Recht auf eine den Werth derselben angemessenen hinreichende Entschädigung für Dieselbe zu vergeben; vielmehr müssen sie den Universitäts- und Studien-Fond diese Entschädigungs-Ansprüche ausdrücklich vorbehalten, und das hohe General Militair-Gouvernement um dessen hochgefällige Mitwirkung zur Auswirkung der Entschädigung bey der competenten Behörde auf das dringendste ersuchen.

Eben so müssen sie allen denjenigen Privat-Personen, welche auf die in dem anliegenden Verzeichnisse als Eigenthum der Bundes-Festung anerkannten Gebäude, annoch Entschädigungs- oder andere Real-Ansprüche zustehen könnten, diese Ansprüche reserviren, indem es nicht in ihrer Gewalt steht, in die Rechte der Privat-Personen, oder der öffentlichen Landes-Anstalten einzugreifen.

Die Commissarien des General-Militair-Gouvernements erklärten hierauf, daß sie die Befriedigungen aller derjenigen Forderungen, welche von dem hiesigen Universitäts- und Studien-Fonds, so wie von Privat-Personen auf die von ihnen zum Festungs-Eigenthum abgegebene Gebäude und Grundstücken liquidirt werden könnten, in sofern solche nicht etwa schon anders woher berichtet, oder nach den vorliegenden Friedensschlüssen von Frankreich zu berichtigen übernommen worden seyn, als recht und billig anerkannten, und für alle diese Fälle die Verwendung des General-Militair-Gouvernements zur Auswirkung der geeigneten Entschädigung bey der competenten Behörde hiemit zusicherten.

Gouver-
nements
Haus.

ART. III. In Gemäßheit des roten Artikels wurde sofort zur Auswahl des künftigen Gouvernements-Hauses geschritten, und von Seite der Großherzogl. Hessischen Commissarien erklärt, daß Se. Königl. Hoheit der Großherzog genehmigt hätten, zu diesem Zwecke das Gebäude auf der großen Bleiche, in welchem dormalen das Großherzogl. Kriegsgericht seinen Sitz habe, mit allen seinen Zubehörden an die Bundesfestung abzutreten. Sodann haben Se. Königl. Hoheit bewilliget, daß von dem Großherzogl. Domainen-Haus L. E. N. 55. gehörigen Garten, dessen
nach

nach der mittleren Bleiche gelegenen Hälfte mit dem Hofraum des hohen Militair-Gouvernements-Gebäude vereinigt werde. Von Seite der Commissarien des General-Militair-Gouvernements wurde diese Abtretung acceptirt. 1816

ART. IV. Zur wechselseitigen Anseinerdsetzung über das Militair Terrain, und der Bundesfestung sonst zustehenden Grundstücke hat man vorerst von Militairischer Seite den K. K. Oesterreichischen Hrn. Ingenieur Hauptmann Max. v. Bauer, Großherzogl. Hessischer Seite aber den Großherzogl. Hrn. Professor Bruhl delegirt, die über diesen Gegenstand vorhandenen Pläne mit den wirklich bestehenden Gränzsteinen, und Gränzfurchen zu vergleichen, und die etwaigen Abweichungen mit Bericht der vereinigten Commission zur Entscheidung vorzutragen.

Militair
Terrain
Canal-
Mün-
dung
Straßen
und
Brücken
Winter-
hafen
Rohrlei-
tungen
Mühlen

Diese Herren Delegirten nachdem sie sich ihres Auftrags mit Untersuchung und Abpflockung der Gränzen auf der Landseite um Mainz entlediget hatten, überreichten am 5 Nov. das Protocoll ihrer Arbeiten mit einem Bericht, welcher die von ihnen aufgefundenen Anstände auszüglich darstellt. Protocoll und Bericht sind unter der N. II. und resp. ad. II. mit der von der vereinigten Commission ausgeführten Entscheidung über die vorgefundenen Anstände hier beygelegt, und haben ebenso Kraft, als wenn sie wörtlich in gegenwärtigem selbst aufgenommen worden wären,

Der Platz des ehemaligen Dahlheimer-Klosters bey Zahlbach ist militairisches Terrain.

Desgleichen befindet sich in der von der vereinigten Commission unterzeichneten Beylage III. die definitive Bestimmung über die Innern Militairischen Gränzen des auf der linken Rheinseite gelegenen Theils der Bundesfestung.

Der ehemalige Schlossplatz wird dem Militair zum Parade-Platz überlassen, der Holzhof zunächst der Citadelle und der Weinberg welcher hinter dem ehemaligen Dragoner-Stall liegt und oberhalb durch das zu dem Bürgerl. Gebäude L. A. N. 213. gehörige Grundstück begränzt wird, stehen der Bundesfestung zu.

In Betreff des Militairischen Terrains von Cassel, oder des auf dem rechten Rheinufer gelegenen Theils

1816 der Bundesfestung, und derjenigen Grundstücke, welche auf den verschiedenen Rhein - Inseln zu dieser Festung gehören, wird eine von der gemeinschaftlichen Commillion verficirte Beylage IV. die dießfälligen Bestimmungen nach den Grundfätzen enthalten, nach welchen man den gleichen Gegenstand auf der Landseite von Mainz ausgeglichen und beseitiget hat. Die Unbestimmtheit der dortigen Gränze und der Mangel an legalen Plänen, und Actenstücke hat die zu ihrer definitiven Regulirung erforderlichen Vorarbeiten bis jetzt verspätet.

Die Gränze des Militair - Terrains soll so, wie sie durch gegenwärtiges regulirt ist, und es demnächst auch auf der Kasseler Seite seyn wird, abgesteint, und auf die zugehörigen Pläne eingetragen werden. Kein voriger Eigenthümer eines hiernach als Militair - Terrain bestätigten Grundstücks, wenn für letzteres die erforderliche Schadloshaltung kann durch gegenwärtige definitive Bestimmungen in seinen rechtmäßig begründeten Bezahlungs - und Entschädigungs-Ansprüche an die competente Behörde präjudicirt werden.

Ueber die Setzung und künftige Unterhaltung der Gränzsteine die das beiderseitige Eigenthum bezeichnen, ist man übereingekommen, daß die Kosten gemeinschaftlich vom Festungs - Fond und der Civil-Behörde von jedem zur Hälfte getragen werden.

Gesammte Kanäle in der Stadt werden durch eiserne Gitter auf Kosten des Festungs - Fonds bey ihrem Ausflusse geschlossen, und ist; wenn selbe gereiniget werden müssen, ihre jedesmalige Oeffnung bey der Genie - Direction anzufuchen.

In Ansehung der Unterhaltung der Strafsen und Brücken wurde festgesetzt, daß die eigentlichen grossen Strafsen von der Großherzogl. Hessischen Regierung, die durch das Festungs - Terrain führenden Communications - Wege hingegen von der Fortifications - Behörde unterhalten werden.

Auf der linken Rheinseite führen folgende Hauptstraßen durch das Festungs - Terrain.

1. die Straße durch das Neue Thor am Rhein nach Wüstenau.
2. die Straße durch das Gau Thor nach Niederulm.
3. die Straße durch das Münster Thor nach Bingen.

Auf

Anf der rechten Rheinseite dagegen durch das Städtchen Cassel. 1816.

1. die Strafse durch das Frankfurter Thor nach Hochheim.
2. die Strafse durch das Wiesbader Thor nach Wiesbaden.

Diese 5 Hauptstraßen werden durch die Großherzogl. Hessische Regierung, hingegen alle Verbindungswege durch und zwischen den Werken so weit diese auf dem Festungs-Terrain liegen durch die Fortifications-Behörde unterhalten.

Sollte die Anlegung neuer Werke, oder auch Aenderungen, welche an den bereits bestehenden Fortificationen vorgenommen werden möchten, oder irgend eine Fortificatorische Rücksicht eine Verrückung oder sonstige Modification genannter 5 Hauptstraßen nothwendig machen, so trägt der Festungsfond die Kosten dieser Straßen Veränderung, und erst, wenn die neue Strafse vollendet ist, übernimmt wieder die großherzogl. Civil-Verwaltung die Kosten der ferneren Unterhaltung.

Diejenigen Brücken, welche der Festung wegen, demnach über die Festungsgräben angelegt sind, werden von der Fortifications-Behörde, die andern aber von der Civil-Verwaltung unterhalten.

Die hiernach von letzterer zu unterhaltenden 3 Brücken sind:

1. die Brücke der Binger Chauffée über die Zahlbach rückwärts der Verbindungs-Linie, welche den Hauptstein mit den Werken des Linzenbergs verbindet.
2. Zwey Brücken derselben Chauffée rückwärts dieser Verbindungs-Linie, davon eine über die Zahlbach die andere aber über den sogenannten Wildgraben führt.

In Ansehung des Winterhafens wurde festgesetzt, daß:

1. die Aufsicht über den Winterhafen in Fortificatorischer Hinsicht als Festungsgraben der Fortification ausschließend verbleibe.
2. Die Aufsicht desselben als Winterhafen hingegen gemeinschaftlich der Fortification ausschließend verbleibe.

3. Die

- 1816 3. Die Verpachtung sowohl der Fischerey als der Fahrzeugeinstellung gemeinschaftlich versteigert, und der daraus zu lösende Ertrag zur jährlichen Reinigung der Hafenmündung verwendet, der Ueberschufs des Ertrags aber sicher reservirt wird, um ihn bey der periodischen grossen Reinigung und Zurückführung des Hafens auf die Normal-Tiefe zu verwenden.
4. Die Reparaten am Winterhafen, es sey an den Dasseranger der Mauer-Werke (in so weit letztere durch die Schiffe beschädigt werden) auf gemeinschaftliche Kosten geschehen.
5. Imgleichen die Aufführung und Unterhaltung einer dem Zwecke entsprechenden Schleuse an der Hafenmündung.
6. Die Brücken-Equipage der Rheinbrücke, so wie die des Militairs werden Abgabenfrey in dem Hafen aufgenommen werden.
7. Bey den vorzunehmenden Arbeiten sowohl zur Reinigung des Hafens selbst, als zur Wiederherstellung der Beschädigungen, und nothwendig werdenden neuen Anlagen zum unmittelbaren Zweck des Hafens concurriren beide Theile gemeinschaftlich.

In Ansehung der verschiedenen Rohrleitungen dieser Festung wurden durch gegenwärtige Erörterungen selbe in 3 Classen eingetheilt und dermahlen als Eigenthums- und Unterhaltungs-Gegenstände wie folgt erklärt und anerkannt:

I. rein militairische Röhren.

1. das Marstall-Rohr mit 4 Ausläufen wovon 2 in die Genie-Direction, eine in den sogenannten Marstall und eine in die Artillerie-Direction gehen.
2. Die Leitung von einem Brunnen durch die neue Brunnengasse, und hintere Bleiche, nach dem Bauhof der Sous-Direction, und nach dem Arsenal mit 5 Ausläufen.

II. Röhren welche ihren Ursprung in den der Civil-Verwaltung zustehenden Hauptleitungen nehmen, und zwar als Leitungs-Mittel Eigenthum des Militair sind, hinsichtlich des Wasser-Zustusses aber von den Bedingungen abhängen, unter welchen ihre Anlegung gestattet worden ist.

1. Die vom Thiermarkts Rohr in die Schönborner Militair-Hospital-Wäscherey geführte Nebenleitung,
2. die

2. die vom Neubrunner Rohr in das Johannes-Spital 1816 geleiteten Röhren;
3. desgleichen die von dem Neubrunner in die Militairische Wäscherey auf der hintern Bleiche.

III. Der Civil-Verwaltung zustehende Röhren.

1. Die gesammte Rohrleitung von ihrer Entstehung bis in die 4te Brunnenstube, sammt den 4 Brunnenstuben.

Bemerkung. Für die Mitbenutzung von Militair stellt dasselbe bey der Reinigung dieser Röhren einen Zimmermann, und liefert die nöthigen einzelnen Spunden.

2. das Thiermarkts Rohr,
3. das Neubrunnen-Rohr,
4. die Leitung am Neubrunnen nach der Schloßkapelle, und dem deutschen Hause.
5. die in dem Citadell-Graben entstehende Rohrleitung, wie solche durch das Bastion-Erlöser durch den Holzhof und so fort nach dem ehemaligen Kapuziner-Kloster geführt ist.

Allgemeine Bemerkungen.

1. So weit die Thiermarkts und Neubrunner-Röhre durch das Georg Bastion gehen, unterhält das Militair den Canal, und die nöthigen eichenen Unterlägen.
2. Das Großherzogl. Hessische Gouvernement wird keine Anordnung an dem Neubrunnen-Rohr erlauben, wodurch der gegenwärtig bestehende Wasser-Zufluß zu der Nebenleitung den Stall-Brunnen und die Privat-Etablissements nicht allein fort begünstigen, sondern auch gestatten wird, daß etwaige fernere Bürger-Etablissements an der Wasser-Benutzung Theil nehmen können, wenn dadurch der unumgängliche Militair-Bedarf keine Beeinträchtigung erleidet; dagegen soll der Kaufmann Mayer die Leitung nach seinem Etablissement, in so weit dieselbe innerhalb des letztern liegt, von eisernen Röhren, und wie jetzt seinen Ausfluß höher als den Militairischen und des Stallbrunnens halten.

3. Die

1816 3. Die Röhren werden von den resp. Eigenthümern unterhalten; wie denn auch in specie die bey Instandhaltung der Röhrlleitung des Citadell-Graben ad III. Pafs veranlafsten Beschädigungen an dem betreffenden Werke Bastion Erlöfer und im Holzhofo durch die Civil-Verwaltung wieder herzustellen sind.

Da zum Betrieb der so genannten Brandmühle am Münster Thor des Onus auf dem Festungs-Fond haftet, dafs die Instandhaltung des Münster Weihers, und des davon abhängigen Neuenwerks auf denselben lastet, und dafs, in Fortificatorischen Rücksichten das Wasser dem Müller entzogen wird, diesem eine Schadloshaltung von 18 Francs pro Tag geleistet werden mufs, ohne dafs dieser Fond von genannter Mühle den mindesten Nutzen ziehe, so glauben

a. die Militair-Gouvernement-Commissarien; dafs wenn auch diese Verbindlichkeit gar keine Rücksicht benöthigte, so lange der Festungs-Fond aus der Cassa des Landes-Souverains schöpfte, sie noch nicht befugt sein möchten, bey der jetzigen Trennung der Aerarien dieses Onus dem Festungs-Fond allein zuzumuthen.

b. Die Großherzogl. Hessischen Commissarien dafs sie dieses auf dem Festungs-Fond haftenden Onus, da dasselbe auch im April 1814 bestanden habe, so wie aus gleichem Grunde die Entschädigung des Altmünster Müllers, wenn dessen Wasser zu fortificatorischen Zwecken verwendet, also dem Mühlenbetrieb entzogen werde, weder auf das Aerarium des Landes-Souverains, noch auf die Stadt, oder den Müller zu übertragen vermöchten, und demnach gänzlich ablehnen müßten, und es wird demnach, da man über diesen Gegenstand nicht überein kommen kann, gemeinschaftlich beschloffen denselben lediglich der Entscheidung des hohen deutschen Bundes heim zu geben.

Artillerie-
Uebungs-
Platz.

ART. V. Um den für die Artillerie nöthigen Terrain zu scharfen Uebungen auszumitteln, ohne die für die Stadt und Landbewohner zum Ackerbau nothwendigen Felder zu verwenden, williget die Großherzogl. Hessische Regierung ein, einen bereits bezeichne-

zeichneten Platz im Mombacher Wald, nachdem von der Artillerie - Direction eingesehenen, und dem Zwecke gemäß befundenen Nivelirungs - Plan hiezu ebenen und tauglichen zu lassen, und dem Militair - Gouvernement von 25 zu 25 Jahren in Pacht zu übergeben. 1816

2. das Militair - Gouvernement pachtet und unterhält diesen Platz nach geschehener Einebnung desselben zum Behuf der Uebungen der Artillerie ohne weitem Kostenaufwand der Großherzoglichen Regierung.

3. Ueber die Bedingungen dieses Pachtes wird ein Contract abgeschlossen werden, bey welchem nebst dem Capital-Werth des Bodens auch die zur Ebung verwendeten Kosten zu Bestimmung des Pachtzinses mit eingeschlossen werden sollen, jedoch soll dieser Terrain keinesweges höher zu stehen kommen, als jener zur Errichtung eines Artillerie-Uebungs-Platzes in dem Locale zwischen Weiffenau und Höchstheim gekostet haben würde.

4. Bey den scharfen Uebungen selbst werden von Seite des Militairs alle Vorsichtsmafsregeln zur Verhütung aller Unglücksfälle genommen, und die Civil-Behörde zur nöthigen Kundmachung an die Landleute hievon stets vorläufig in Kenntniß gesetzt werden.

ART. VI. ad Art. XI. des Vertrags.

1. Die Großherzogl. Hessischen Truppen, welche einen Theil der Garnison von Mainz ausmachen, treten in ganz gleiche Dienstverhältnisse mit den übrigen Truppen der Garnison.

2. die Pflichtenbeziehung derselben zu S. K. H. dem Großherzog von Hessen, als ihren höchsten Souverain ist die nämliche, welche von Seiten der K. K. Oesterreichischen und Königl. Preussischen Truppen zu ihren Majestäten von resp. Oesterreich und Preussen statt findet.

3. Ihrem Commandeur wird aus dem Militair - Gebäude ein anständiges Haus zur Wohnung so wie den Leuten vom Feldwebel abwärts eine Kaserne angewiesen, welche hinlänglichen Raum zu ihrer Aufnahme hat, die Hrn. Officiere nach ihren verschiedenen Graden, treten hinsichtlich ihrer Bequartirungs - Art in

Befatzungs-Recht Sr. Königl. Hoheit des Großherzogs von Hessen.

1816 in die nämlichen Verhältnisse, wie die Hrn. Officiere der zur Garnison gehörigen Oesterreicher und Preussen.

4. die Großherzogl. Hessischen Truppen stehen überhaupt nach Verhältniß ihrer Stärke mit den übrigen Truppen der Garnison in ganz gleichem Mitgenusse sämmtlicher Vortheile, Gerechtsamen und Freyheiten, worin auch solche bestehen möchten.

5. Den selben wird aus den Gebäulichkeiten, welche der Bundes-Festung angehören, ein schickliches Local zur Etablirung ihrer Hauptwache angewiesen.

6. Desgleichen wird ihnen aus den geeigneten Militair-Gebäuden der Bundes-Festung das benöthigte Lazareth-Local mit zugehöriger Möbelirung, dann auch so lange die Magazine nicht für alle Truppen der Garnison gemeinschaftlich errichtet und verwendet werden, das erforderliche Local für ihre Magazine Bäckereyen und Schlachtereyen bezeichnet und übergeben.

Mit welchem beiderseitigen Commissarien einverstanden und darüber förmlich übereingekommen. Die Hrn. Großherzogl. Commissarien verlangten, daß auch folgende Artikel in den Commissions-Protokoll aufgenommen werden sollten.

7. Des Großherzogl. Königl. Hoheit bestellen einen General- oder Stabs-Officier als Mitglied des etwai- gen General-Militair-Gouvernements,

8. desgleichen können Se. Königl. Hoheit der Artillerie und dem Genie-Wesen der Bundes-Festung jedem einen Officier zuordnen,

9. Wenn bey Belagerungen oder sonstigen Kriegs- und andern Fällen das General-Militair-Gouvernement für nöthig erachten sollten, einen Vertheidigungsrath zusammen zu ziehen, oder sonst über das gemeine Wohl der Festungs-Angelegenheiten Rath zu pflegen, gehört der Commandeur der Großherzogl. Hessischen Abtheilung der Garnison als Befehlshaber eines abgeforderten Corps in diesen Rath.

10. die Stadtwehr steht unter den unmittelbaren Befehlen des Großherzogl. Hessischen Truppen Commandeur der Garnison, und aller Befehle des Festungs-Gouverne-

vernements für dieselbe, wenn sie z. B. in Nothfällen zu Verletzung des innern Stadtdienstes zusammen berufen werden sollte gehen durch das Großherzogl. Hessische Truppen-Commando. 1816

Ueber welche Artikel N. 7. 8. 9. und 10. die Militair-Gouvernements-Commissaire hiemit erklären, das selbe nicht glauben, daß diese Verhältnisse hier bestimmt werden können, das selbe sich nicht befugt halten, den hohen Mächten, welche die Militairische Verhältnisse für die Festung zu bestimmen hätten, darin vorzugreifen, von welchen allein diese Bestimmung abhängt, und daß demnach in dieser zusammen gesetzten Commission darüber nichts entschieden werden könne.

ART. VII. In Betreff der Bequartirung der Garnison und der Prästationen der Bürger hat man folgende Bestimmungen genehmigt: Leistungen der Bürger.

1. So wie eine Caserne in bewohnbarem Stande ist, wird sie von so viel Truppen der Garnison bezogen, als sie nach dem resp. Militair-Reglement fassen kann, und so fort mit den übrigen Casernen — die Leistungen der Bürger für diese Truppen hört sodann gänzlich auf.
2. Gesammte Festungs-Behörden, Officiere, Militair-Beamten und alle zur Garnison gehörigen Partheyen, welchen Quartier gebührt, werden theils Militair-Gebäude bewohnen, sobald solche hinlänglich dazu eingerichtet seyn können, theils ihr Quartier in den Bürgerhäusern miethen, sobald die hiezu nöthigen Quartiergelder angewiesen seyn werden. Die Civil-Behörde hat dafür zu sorgen, daß die miethenden Militairs nicht über die Concurrrenz in den Miethpreisen überhalten werden. Daß mit der Einmietzung dieser Militairs oder mit deren Bewohnung von Militair-Gebäuden alle Leistungen ohne Ausnahme an dieselbe aufhöre, wird hier wiederholt. Zur möglichst schnellen Herbeyführung dieses Bequartirungs-Zustandes genannter Militairs werden die dringenden Vorstellungen bey der competenten Behörde von Seite des General-Militair-Gouvernement nicht unterlassen werden.
3. Der Casernen-Bau wird nach Möglichkeit und der hiezu angewiesene Fond beschleuniget. Diejenigen

1816

Mannschaften, welche unterdessen bey den Bürgern einquartirt bleiben müßten erhalten ihre aus den Militair-Magazinen empfangenen Portionen, von ihrem Quartierträger zubereitet, ohne daß letztere aufser der Leistung der benöthigten Unterkunft eines guten und gefunden Lagers, sammt gemeinschaftlichen Feuers und Licht, zu einer weitem Zubuße verbunden wären. Diese Prästazionen sind die einzigen, welche sobald die in N. 2. dieses Artikels angeführte Verfügungen in Vollzug gesetzt seyn würden, für die nicht casernirten Truppen der Garnison bis zu deren demnächstigen Beziehung der Casernen fortzudanern haben. Die in dem Staatsvertrag berührte Schadloshaltung für diese Lasten, wird auf dem Bundestag von dem Militair-Gouvernement kräftig unterstützt werden.

4. Da der für Militaire, und die erschöpften Inwohner dringend nothwendige Bau der Caserne sowohl auf den Friedens- als Kriegsstand der Garnison hauptsächlich von den Fonds abhängt, die der hohe deutsche Bund hiezu anweisen wird, so wird von keiner Seite unterlassen werden, der hohen Bundes-Versammlung dieses Bedürfnis der Festung wiederholt in Anregung zu bringen. Alles was auf den Kriegsstand Bezug hat, und nicht im gegenwärtigen Protokoll aufgenommen ist, kann nach gemeinschaftlichem Erachten der Commission kein Verhandlungs-Gegenstand derselben seyn, sondern muß lediglich höherer Verfügung heim gegeben werden.
5. Die Bestimmung über die Leistungen der Bürger in Friedens-Zeiten an durchmarschierende Truppen, wenn solche in außerordentlichen Fällen innerhalb der Festung aufgenommen werden sollten, liegt nicht in dem Auftrage dieser vereinigten Commission, die einschläglichen Großherzogl. Verordnungen, wie solche aus den Souverainitäts-Rechten Sr. Königl. Hoheit, und aus höchst ihren Verträgen mit der betreffenden Macht hervorgehen, kommen hiebey ganz allein in Anwendung, und das Festungs-Gouvernement wird in Anstands-Fällen zur Aufrechthaltung und Befolgung derselben alle Mitwirkung leisten.
6. Truppen der Garnison, welche abmarschieren, treten hierdurch in die Verhältnisse durchmarschierender Truppen.

7. Uebri-

7. Uebrigens ist für die Bestimmung über die dermaligen Prästazionen ausdrücklich verstanden, daß dadurch die eingeleiteten Verwendungen für die Erleichterung der Mainzer Einwohner durchaus nicht präjudicirt werden können. 1816

ART. VIII. Nach dem Artikel 13. des Frankfurter Staatsvertrags vom 30 Juny d. J. stehen Sr. Königl. Hoheit der Großherzog von Hessen in der Stadt Mainz alle Souverainitäts-Rechte, Verwaltung der Justiz, Auflage und Erhebung jeder Gattung von Abgaben und Steuern, überhaupt die vollständige Civil-Verwaltung zu, und wird das Militair-Gouvernement auf Anverlangen der Regierung hiezu alle Affistenz leisten. Nur aber in allem was auf die Sicherheit, Vertheidigung der Festung und übrigen militairischen Verhältnisse Bezug hat, bleiben dem Militair Gouvernement die Civil- und Local-Autoritäten untergeordnet, und in Rücksicht dessen hat das Militair-Gouvernement insbesondere die Leitung der Polizey, jedoch wird

1. Den Berathungen und Verhandlungen über dergleichen Polizey-Gegenstände ein ernannt werden-der Großherzogl. Commissair beywohnen, und es werden

2. Die solcher gestalt beschloffen werdenden Verfügungen und Verordnungen im Namen des General-Militair-Gouvernements durch den Polizey-Präsidenten oder Director der Stadt bekannt gemacht werden.

Ohne Genehmigung des General-Militair-Gouvernement ist kein solches Polizeygesetz oder Reglement zu verkündigen.

3. Die bis jetzt anstehenden Polizey-Verordnungen, und Reglements bleiben zwar in ihrer Kraft, jedoch wird das Militair-Gouvernement nach genommener Einsicht diejenigen Abänderungen darinnen, welche der Festungs-Zweck erfordert, einleiten, und sind diesfalls genommene Beschlüsse durch die Polizey-Direction auf vorbefagte Art zu publiciren,

4. In Zeit eines Krieges, worin der deutsche Bund verwickelt, oder wenn Deutschland mit einem Krieg bedroht, oder die Festung einer wirklichen Gefahr ausgesetzt ist, und in Folge dessen in Belagerungs-Stand erklärt wird, so ist die Macht des Militair-

1816 Gouvernements unbeschränkt, und kennt keine Schranken, als die der Klugheit des Herkommens und Völkerrechts. Die dem Militair-Gouvernement unterstehende Polizey-Gegenstände sind in Friedens-Zeiten:

I. Die Sicherheits-Polizey.

Hierher gehöret,

a. die Aufsicht auf alle Fremden und verdächtige Personen.

Es müssen alle Wirthe und Haus-Eigenthümer, wie auch zur Miethe wohnenden Individuen alle bey ihnen einkehrenden oder auf kürzere oder längere Zeit aufgenommen werdenden Fremden; das heist nicht einheimische Militair- und Civil-Personen binnen den ersten 24 Stunden der Städtischen Polizey-Behörde melden. Letztere ist gehalten täglich einen schriftlichen Rapport über alle solche Einkehren und Aufnahmen an das General-Militair-Gouvernement zu erstatten. Dieselbe Behörde muß täglich Vormittags um 9 Uhr dem General-Militair-Gouvernement, und der Commandantur die Passanten-Zettel von allen Thoren der Stadt über die Ein- und Auspassirten fremden Militair- und Civil-Personen einreichen.

b. Feuerverhütungs- und Löschanstalten.

Alle auf diesen Gegenstand gerichtete Reglements und Verordnungen müssen dem General-Militair-Gouvernement vorgelegt werden, und dasselbe kann nicht nur verbesserte Einrichtungen zur Abwendung der Feuersgefahr, sondern auch die stete gute Unterhaltung der zur Dämpfung entstehender Feuersbrünste nothwendigen Geräthschaften und Mittel begehren, und es müssen ihm auf jedesmahliges Begehren hierüber Nachweisungen und Auskunft ertheilt werden.

Da nach bestehender Feuerlösch-Ordnung jedem Bürger seine besondere Function angewiesen ist, so wird das zu den Brandstätten ausrückende Militair bloß die anverlangte nöthigen Wächten ausstellen, und die anwesenden Civil-Beamten; und die bey der Löschanstalt angestellten Directionen und Aufseher als welche sich mit dem Commandanten des ausrückenden Militairs ins Einvernehmen setzen müssen in allen unter-

unterstützen, doch aber* bey dringender Gefahr sich es selbst gerne zur Pflicht machen, auch hülfsreiche Hand zu leisten; bey dem Brande der Festungs-Gebäuden, und den verschiedenen Festungs-Depots aber wird gleich Mannschaft vom Militair zum Löschen der depositirten Güter commandirt werden, und einverständlich mit den Civil-Beamten, und den bey der Lösch-Anstalt angestellten Directoren und Aufseher gemeinschaftlich mit der Bürgerschaft hiezu verwendet werden, die Bürgerschaft wird aber hiebey die nämlichen Obliegenheiten wie bey den städtischen Gebäuden haben.

c. Die Strafsen- und Communications-Unterhaltung.

Die Staats- und Städtische Verwaltung wird dafür besorgt seyn, daß die Strafsen und Gassen der Stadt und alle Communications-Wege in so fern sie nicht zu den unmittelbaren Unterhaltungs-Resort der Festung gehören stets im tauglichen Stande erhalten werden, und ist jede daher entstehende Sperrung und Wieder-Oeffnung einer Passage dem Militair-Gouvernement erst anzuzeigen, welches auch die durch besondere Veranlassungen entstehende dergleichen Sperrungen der Passagen durch den Weg der Polizey bekannt machen lassen wird; auch wird das General-Militair-Gouvernement verfügen, daß so viel möglich kein Pulver und geladene Hohlkugeln durch die Strafsen der Stadt transportirt werden.

d. Die Rheinbrücke,

so lange zwischen den hohen deutschen Bund, und den Directorial-Souverain nicht etwa andere Arrangements getroffen werden, und die sonstige Rhein-Ueberfahrtsanstalten gehören ihren Eigenthümern, und der Verwaltung ihrer Einkünfte, so wie ihrer Unterhaltung nach, ausschließend dem Civil-Gouvernement; das General-Militair-Gouvernement hat die Befugnisse auf deren stete und gute Unterhaltung zu wachen, und um diesem nachzusehen, Militair-Pontoniers-Individuen zu bestimmen, und kann darauf bestehen, daß keine unzeitige Abführung der Brücke zur Winterzeit vorgenommen wird. In Zweifelsfällen kann es durch Sachverständige von seiner Seite untersuchen lassen, wann und wie bald dieses geschehen dürfte, jedoch

1816 wegen der auf dem Verzug haftenden Gefahr für das Interesse des Eigenthums so lange nicht militairische dringende Verhältnisse eintreten, wird selbes nicht darauf dringen, daß dieses bis auf den letzten Augenblick aufgeschoben werde. Eben so werden bey dringenden Militairischen-Verhältnissen alle Ueberfahrts-Mittel von der Disposition des Militair-Gouvernements gegen Entschädigung der Eigenthümer, wenn sie nicht durch besondere Contracte dazu verpflichtet waren, abhängen.

II *Post- und Correspondenz-Wesen.*

In Friedens-Zeiten hat das General-Militair-Gouvernement auf diese Gegenstände der Staats-Verwaltung und Staats-Polizey keine Einwirkung. Wenn aber die Festung feindliche Anfälle zu besorgen hat, oder gar damit bedrohet ist, so nimmt dasselbe an der Mit-aufsicht in der Maasse Theil, daß eine aus Militair und Großherzogl. Civil-Personen zu gleichen Theilen gebildete Commission niedergesetzt wird, welche alle Briefe und fahrenden Posten und Diligenzen durch welche die Correspondenz befördert wird zu invigiliren, und nach den in jeden Falle festzusetzenden Grundfätzen und Instructionen zu verfahren hat.

f. *Oeffentliche Versammlungen, Anfläufe, Allarmirungen und Verkündigungen.*

Die Bürger-Garde oder Stadtwehr deren Organisation vom Territorial-Souverain abhängig ist, steht unter den Befehlen des General-Militair-Gouvernements, und kann sich ohne dessen Genehmigung nicht versammeln und ausrücken, und ihre Verwendung ist bloß auf den innern Stadtdienst und dies nur in dringenden Fällen beschränkt.

Es darf ohne Militair-Vorwissen und Genehmigung, in der Stadt keine Trommel geführt werden, und nur bey sehr wichtigen Bekanntmachungen wird der Civil-Behörde nach vorgängiger Meldung an das General-Militair-Gouvernement gestattet seyn, sich des Trommelschlagens zu bedienen.

Schießen in der Stadt, und außerhalb der Stadt bis auf 100 Schritte von der Crete des bedeckten Weges bleibt ganz untersagt, und Feuerwerke können
nur

nur mit besonderer Erlaubniß des General-Militair-Gouvernements abgebrannt werden. 1816

Alle Tumultarische Aufläufe und Unruhe verrathende Bewegung der Einwohner die durch ihre Bedenkenheit die Sicherheit der Stadt und der Festung bedrohen, und was sonst die Garnison allarmiren kann, zu unterdrücken, hängt vom General-Militair-Gouvernement ab, es wird sich jedoch so lange als nur immer möglich ist, und so lange selbes mit der Sicherheit der Festung bestehen kann der gelindesten Mittel bedienen. In solchen Fällen muß selbst die Großherzogl. Gensd'armerie seinen Befehlen Folge leisten, und die Civil-Autoritäten haben sich nach dessen Anordnungen zu achten.

Kirchliche oder sonstige festliche Versammlungen und Aufzüge, welche unter gehörig angeordneter Leitung statt finden, können hieher nicht gezogen werden, jedoch sind derley außerordentliche Versammlungen dem Militair-Gouvernement stets voraus anzuzeigen. Die Civil-Behörden ertheilen die Erlaubniß zu öffentlichen Tanzlustbarkeiten, in denen ihnen unterstehenden Orten, jedoch ist hievon von der Polizey stets die Anzeige an das General-Militair-Gouvernement zu machen, damit es dasselbe rücksichtlich des Militairs die nöthige Verfügung treffen könne,

Bey entstehenden Privat Zwistigkeiten, Unordnungen und Ruhe-Störungen im Innern der Häuser der Einwohner, wenn dadurch keine öffentliche Allarmirung verursacht wird, hat die Civil-Obrigkeit das Recht der Steuerung, die Militair Behörde wird jedoch auf jedesmaliges Erfuchen die zur Wiederherstellung der Ordnung und Ruhe erforderlichen Wachen, und Commandos unentgeltlich geben. Dasselbe wird geschehen, wenn die Großherzogl. Justiz-Regierungs- und Administrations-Behörden zur Vollziehung ihrer Beschlüsse, und sonstigen Verfügungen, militairische Hülfe brauchen, und darum besonders requiriren sollten. Der nächtlichen und allgemeinen Sicherheit wegen erhalten die Wacht-Commandanten den Auftrag jeden Polizey-Beamten auf Vorweisung selber vom Militair-Gouvernement gegebene Karten in allen jede Zeit-Assistenz zu leisten, und auf ihr Anverlangen ihnen die nöthigen Patrouillen mit beyzugeben.

- 1816 Oeffentliche Verkündigungen, welche sich auf Verfügungen des Civil-Gouvernements, oder seiner Justiz-, oder Regierungs-, oder sonstige Verfügungs-Branchen sich beziehen, welche das Interesse der Kaufmannschaft und Gewerbe, literarische oder artistische Productionen, u. s. w. betreffen, oder welche, wie z. B. Theateranzeigen ständig sind, bedürfen vor ihrer Bekanntmachung der Einlicht und Bewilligung des General-Militair-Gouvernements nicht; dagegen kann ohne dessen Genehmigung nichts durch den Druck und öffentlichen Anschlag bekannt gemacht werden, was die allgemeine Sicherheit oder irgend ein militairisches Verhältniß berührt.

g. Thorschluss und Promenaden.

Das General-Militair-Gouvernement wird die Stunden bestimmen, wann die Thore geschlossen, und wann geöffnet werden, jedoch auch verfügen, daß an den Hauptstraßen-Thoren zu jeder Zeit der Nacht Einlass ist, ohne daß deswegen eine Gebühr von dem Passanten gefordert wird.

Es wird erlauben, daß von Morgens bis Retraite die Einwohner die Esplanaden und Wallgänge des Hauptwalls, wo keine Palisadirung selbe versperrt, jedoch ohne in das Innere der Bastionen, die Außenwerke oder dort, wo an den Werken gearbeitet wird, gehen zu können, zum Spazierengehen benutzen zu dürfen.

h. Bau-Anstalten um die Festung.

Auf eine Entfernung von funfzehn hundert Schritte von der Krone des bedeckten Weges der Festung kann ohne Genehmigung des General-Militair-Gouvernements kein vertiefter, oder Dammweg angelegt werden.

Auf eine Entfernung von achthundert Schritte, darf keine Mauer, kein Haus oder sonstiges Gebäude von Steinen, wohl aber noch von Holz oder Erde aufgeführt werden, jedoch muß auch hierüber die Bewilligung des Militair-Gouvernements eingeholt, selben der Plan unterlegt, und dafür gehaftet werden, daß außer dem bestätigten Plan keine dem Gebäude mehr Festigkeit gebende Veränderung später in dem Gebäude gemacht werde, wobey allen denen Gebäuden und

Anlagen

Anlagen die Verbindlichkeit besteht, bey Belagerungs-
 gefahr selbe auf Ankündigung des General-Militair-
 Gouvernements zu rasiren, und können sodann nur
 jene Baulichkeiten und Eigenthümlichkeiten auf ir-
 gend eine Schadloshaltung Anspruch machen, die vor
 den neu errichteten Festungs-Werken schon standen.
 Bey denen schon existirenden Gebäuden und Eigen-
 thümlichkeiten, wird sich auf Art. 1. des Commissions-
 Protokolls berufen.

1816

III. *Gesundheits-Polizey.*

In dieser Beziehung sind die vom Ressort des Mi-
 litair-Gouvernements abhängende polizeyliche Gegen-
 stände, und wird die Civil-Behörde ein wachsamcs
 Auge haben auf

- a. die Reinhaltung der öffentlichen Plätze und Straßen,
 der Kanäle-Gassen, und aller andern Abzugswege,
 die baldige Hinwegschaffung aller animalischen und
 vegetabilischen Unraths-Anhäufungen, und wird
 darauf gesehen werden, daß ohne vorhergegangene
 gemeinschaftliche Untersuchung und Erlaubniß in
 der Nähe des Militair-Eigenthums keine solchen
 Etablissements angelegt, oder Gewerbe betrieben
 werden, von deren Ausdünstungen ein Nachtheil
 für den Gesundheits-Zustand der Einwohner und
 Garnison zu besorgen ist. Eben so wird das Mi-
 litair-Gouvernement verlangen:
- b. daß die städtische Polizey strenge darauf sieht, daß
 die von auswärts zum Verkauf eingeführten, und
 die von den Einwohnern feilgehaltenen Lebensmit-
 tel und Getränke von guter und gesunder Quali-
 tät unverfälscht sind, und wie z. B. das Fleisch
 nicht von kranken, oder nicht von Vieh genom-
 men ist, welches zur Consumption nicht bestimmt ist.
- c. Bey sich zeigenden, oder gar ausgebrochenen Krank-
 heiten, Epidemien und Contragionen leitet das Mi-
 litair-Gouvernement mit der Civil-Autorität sowohl
 die Berathung als auch Ausführung zweckmäßiger
 Gegenmaßregeln und Veranstaltungen.

Es wird insbesondere die strengste Sanitäts-Poli-
 zey in den Lazarethen, Casernen und sonstigen Quar-
 tieren, in den Magazinen und Stallungen unterhalten

1816 lassen, und auf die von Seite der städtischen Polizey ihm diefelfalls gemacht werdenden Bemerkungen und Anzeigen, alle Rückficht nehmen.

Wenn ansteckende Krankheiten und Seuchen, oder andere dringende Verhältnisse, so die Behauptung der Festung und Erhaltung der innern Ordnung bezwecken, die Verlegung eines Theils der Garnison ausserhalb des Festungs-Bezirks nothwendig machen sollte, welches jedoch ohne dringende Ursachen nicht geschehen wird, so ist es unumgänglich erforderlich, daß die betreffenden Civil-Autoritäten hievon prävenirt, und in die gehörige Kenntniß gesetzt werden, indem von deren Seiten die diefelfalls erforderlichen ferneren Anordnungen zu treffen sind.

IV. Polizey, rücksichtlich der Consumtions-Artikel und deren Erhaltung.

Da von Unterhaltung und Erleichterung der Zufuhr die Wohlfeilheit der Consumtabilien abhängt, so wird man von keiner Seite den Victualen-Märkten und den dieselben besuchenden Verkäufern nicht nur kein Hinderniß in den Weg legen, vielmehr ihnen allen nöthigen Schutz angedeihen lassen.

Es werden dem Militair-Gouvernement die nöthigen Fleisch- und Brod-Taxen von der Stadt-Polizey mitgetheilt werden, und wenn es hiebey irgend einen Anstand finden sollte, so kann dasselbe eine Militair-Person deligiren, welche sich von der richtigen Fixirung der Marktpreise überzeugt.

Auch kann das General-Militair-Gouvernement auf der Erhaltung richtiger Ausmaafs und Gewicht bestehen.

Alle Marquetender in den Kasernen, und jene, denen das Militair-Gouvernement die Erlaubniß geben wird, in der Citadelle, welche bloß ein Militair-Etablissement ist, für das Militair zu verkaufen, sehn bloß unter Militairischer Aufsicht, hingegen alles was auf den Gassen verkauft wird, unter Civil-Polizey-Aufsicht.

Das General-Militair-Gouvernement wird nicht erlauben, daß die Militair-Marquetender von ihren Feilschaften an Einwohner der Stadt oder des Landes verkaufen.

* V. Jurisdictions Verhältnisse.

1816

- a. alle zur Garnison und der Festung gehörigen Personen können in bürgerlichen und peinlichen Rechts-sachen, wenn sie beklagt sind, nur allein von ihren einschläglichen Militair-Gerichten belangt werden, dagegen kann
- b. keine bürgerliche Person, außer dem Falle, daß sie Kläger ist vor ein Militair-Gericht gezogen werden, auch eine Militair-Person, oder in was immer für Fällen, kann vor kein Civil-Gericht citirt werden, sondern wenn selbe da oder irgend wo als Zeuge nothwendig seyn sollte, so ist das Gesuch an dessen Militair-Behörde zu machen, welche erst seine Stellung vor das Civil-Gericht, oder sein gerichtliches Vernehmen vor dem Militair-Gericht bestimmt wird,
- c. Militair-Patrouillen und Wachten können jeden in Excesse begriffenen Civil-Listen und die Großherzogl. Gensd'armerie auch die Civil-Polizey-Behörde, wenn nicht augenblicklich Militair-Wache vorhanden ist, jeden exceedirenden Militair arretiren, jedoch kann dieses gegen einen Officier und im äußersten Nothfalle, wenn seine Unschädlichkeit auf keine Art erzielt werden kann, und dann erst mit allen dem Officiers-Character schuldigen Rücksichten statt finden.
- d. Bey jeder Arretirung muß sogleich der Behörde worunter der Excessist gehört die Sache gemeldet, und der Arrestant an dieselbe bey einer Militair-Person gleich an die nächste Hauptwache gegen Recepisse des Wacht-Commandanten und bey Civil-Personen so gleich an die Polizey-Behörde ausgeliefert werden.

Der ordentliche Gerichtsstand des Excessisten untersucht und bestraft die That ohne Einmischung eines Dritten.

- e. Nur wenn Militair- und Civil-Personen zusammen exceediren, und der Fall so verwickelt wäre, daß selber nicht leicht einzeln abgethan werden könnte, wird zur Erleichterung, und Beschleunigung der Sache die Untersuchung durch ein gerichtliches Gericht aus Militair- und Civil-Untersuchungs-Richtern

1816

tern zusammen gesetzt, geführt. Bey solchen Gerichten hat das Militair den Vorsitz. Nach geschehener Untersuchung entscheidet die Militair-Justiz, allein über die Verwickelten vom Militair-Stande, und den Civil-Gerichten steht unabhängig ein Gleiches in Ansehung der Betheiligten vom Civil-Stande zu. Beide Gerichts-Behörden geben sich wechselseitig Nachricht von den erkannten Beschlüssen, und Bestrafungen.

Octroi
Freyheit
Chausse-
Zoll-
Freyheit
Brief-
Porto-
Freyheit

ART. IX. Nach Artikel XIV. des Frankfurter Vertrags sind die Militair-Effecten der Garnison Abgabefrey.

Unter Militair Effecten sind alle Aerarial-Gegenstände verstanden, welche zur Unterhaltung der Festung und ihrer Garnison also zu deren Wohnung, Nahrung, Gesundheitspflege, Armirung und Bekleidung eingeführt werden.

Damit bey der Eingabefreyen Einfuhr die Militair-Effecten und deren Verwendung für die Garnison das Intresse der Gefäll-Verwaltung gegen jeden Mißbrauch gesichert werde, ist die gemeinschaftliche Commission zugleich auch mit Festsetzung der Formen beauftragt, nach welchen die Ausnahme der Militair-Effecten von dem allgemeinen Octroi und Ausgabe-Gesetzen in Vollziehung gesetzt werden soll. Die Anschaffung aller Militair-Effecten geschieht entweder durch Lieferanten, oder werden selbe durch die betreffenden Regierungen für ihre Truppen hierher übermacht.

In Gemäßeheit dessen ist man über folgende Punkte übereingekommen.

1. die Einfuhr der Militair-Effecten wird bloß am Tage statt haben.
2. Der Lieferant oder Führer des Militairischen Transports erhält eine Erklärung über das Total dessen was eingeführt wird, für Verpflegs-Gegenstände vom Chef der Verpflegs-Anstalt, für Bekleidungs-Gegenstände vom Chef des Kriegs-Commissariats jeder Truppen mit gefertigt vom Ober-Commando dieser Truppen für welche es eingeführt wird, für Fortifications- und Baulichkeits-Gegenstände vom Director des Genie-Corps, für Artillerie-Gegenstände vom Director der Artillerie, mitgefertiget vom Gouvenement in welcher Erklärung der Namen des Lieferanten oder Führers des Militairischen Transports angesetzt wird.

Diese

Diese Erklärung die eine Urkunde der Gegenstände als Militair-Effecten ist, wird dem Chef des betreffenden Octroi oder Abgabe-Amtes mitgetheilt, welcher "eingesehen vor" darunter schreibt.

3. Diese Urkunde wird bey den Thoren oder Barrieren dem Octroi-Beamten producirt und dem Lieferanten jeder Zeit auf die nämliche Urkunde von diesen Beamten angemerkt; wie viel herein geliefert worden, und wenn die Summe des nach und nach hereingeführten die Haupt-Summe der Urkunden übersteigt, für das Uebersteigende die Octroi gebührend eingefordert.

Es bleibt den Civil-Behörden unbenommen von den Lieferanten sich die Depots, wo die einzuführenden Gegenstände hingebracht werden, zeigen zu lassen, und darauf zu sehen, ob diese einzuführende Gegenstände unterwegs nicht irgend wo anders abgesetzt, sondern gerade in die von selbst angezeigten Depots gebracht und abgeladen werden. Die Lieferanten dürfen keine anderweitigen Güter in den Lokalen aufnehmen, welche zu Depots der Militair-Effecten bestimmt sind, und eben so wenig Militair-Effecten in Locale depositiren die nicht ausschließlich zu dergleichen Militair-Gegenstände benutzt werden.

4. Gegenstände die bereits von der Genie- und Artillerie-Direction übernommen worden, können ungehindert aus den Depots der Außenwerke zur Verwendung oder Depositirung in das Innere der Festung gebracht werden.
5. Alle eingebrachte Militair-Effecten werden bloß zum Behuf der Festung und des Militairs verwendet, alles was für das Militair nicht verwendbar, an die Bürger veräußert wird, wird nur durch Licitationen oder Submission hieran gegeben werden. Die Submissionen oder Licitationen werden sammt dem detaillirten Anzeiße denen Civil-Behörden bekannt gegeben, welchen von den Ankäufern die Octroi-Gebühr des Angekauften zu entrichten sind; Gegenstände welche als Militair-Effecten eingebracht, oder ihrer etwa abgehenden Güte, oder sonst wegen in den Militair-Magazinen nicht angenommen worden sind, sind den Octroi-Gebühren unterworfen, daher sollen die Lieferanten verbunden seyn, der Octroi-Verwaltung nach jeder Ablieferung

1816 führung in die Militair-Depots die Abnahms-Bescheinigung zu produciren.

6. Den Militair-Lieferanten und Militair-Spitälern wird aller Fleischverkauf an nicht Militair bey angemessener Strafe verboten seyn.
7. Jeder Militair-Uebertreter der Octroi-Verordnung wird nach den bestehenden Militair-Gesetzen und Reglements bestraft werden, die Lieferanten aber sind in allen Uebertretungs-Fällen dem Erkenntniß der Octroi-Gesetze und deren Genügeleistung unterworfen.
8. Die Militair-Wachen und Posten erhalten die Weisung die Octroi-Beamten in Ausübung ihrer Functionen zu schützen, und ihnen auf ihr Verlangen die erforderliche Unterstützung zu leisten.
9. Alle diese Formalitäten finden nur im strengsten Frieden bey dem gewöhnlichen Dienstgang statt; Sobald irgend eine Gefahr die Aprovisionirung der Festung erheischt, hören alle diese Maafsregeln auf, weil es dem Vertheidigungs-Zweck der Festung entgegen ist, die Vorräthe bekannt zu geben, mit welchen selbe versehen ist. Jedoch wird das Militair-Gouvernement auch in diesem Falle zur möglichsten Verhütung des Unterschleifs und Mißbrauchs bey der Einführung mitwirken, und auf billige Vorstellungen und Anträge von Seiten der Civil-Verwaltung alle Rücksicht nehmen.
10. Bey der Einführung von Militair-Effecten zu Wasser ist denselben unter Beobachtung der nämlichen Form wie bey der Octroi die Hafenfreyheit zugestanden, jedoch erstreckt sich eine gleiche Freyheit nicht auf die Krezonen und Abweichungs-Gebühren, falls sich das Militair dabey der Civil-Anstalten und ihrer Maschinen bedienen wollen sollte.
11. Sollten Wege- oder Chaussée-Mauthen einstens angelegt werden; so sind sogenannte zur Garnison von Mainz gehörige Militairs und Militair-Beamten, desgleichen die in ihren Dienstpflichten sich befindenden Bedienten der Hrn. Officiere der Garnison von der Entrichtung des Wege-Chaussée-Zolls auf eine Entfernung von vier Lieues von Mainz auf Großherzogl. Hessischem Gebiet befreyt.

Uebrigens muß jedes zur Garnison gehörige Individuum um die Chaussée-Freyheit zu genießen an seiner

seiner Uniform oder legalen Marsch-Route kenntlich seyn, oder sich in Zweifelsfällen als zur Garnison von Mainz gehörig legitimiren können. Die Bediente müssen sich durch Certificate, welche durch die oberste Garnisons-Behörde beglaubigt und über Ihre Bestimmung und Eigenschaft ausweisen. 1816

Die der Garnison der Bundes-Festung zustehende Briefporto-Freyheit bezieht sich auf die von den Militair-Behörden der Garnison abgehenden und für diese ebenankommenden Dienstbriefe.

1. die Porto-Freyheit der Dienstbriefe kann nur allein bey reitenden nicht aber bey fahrenden Posten angesprochen werden.
2. Kein solcher Brief kann das Gewicht von 16 Loth übersteigen.
3. Jeder Dienstbrief, wenn er in Mainz Portofrey übergeben werden soll, muß den Großherzogl. Posten ohne Zutaxen einkommen.
4. Sollten aber dergleichen Briefe mit fremdem Porto belegt, den Großherzogl. Posten übergeben werden, dann muß der Adressant entweder das auf den Brief haftende fremde Porto bezahlen, oder denselben uneröffnet zurückgeben.
5. Dienstbriefe, welche von den Militair-Behörden der Garnison abgehen, erklären sich durch das ihnen aufgedruckte Dienst-Insiegel, und daß die Adresse K. K. österreichisch, Seits mit *Exoffo*. K. preussisch, Seits aber mit *H. S.* oder *H. M. S.* oder *H. M. D. S.* bezeichnet ist.
6. Ankommende Dienstbriefe sind, wenn auch einem oder dem andern die Dienst-Insiegel abgehen möchte, durch die bereits angeführte Bezeichnung von resp. *Exoffo*. *H. S.*, *H. M. S.* oder *H. M. D. S.* und daran kenntlich daß sie an eine oder die andere in nachfolgenden Nro. benannten Militair-Behörde adressirt sind.
7. die Militair-Behörden der Garnison, von welchen Dienstbriefe zur Post befördert, oder unter deren Adresse dergleichen ankommen werden, sind:
das hohe Militair-Gouvernement oder Hrn. Gouverneur,
die Commandantour oder Hrn. Commandanten,
die Direction oder Chef der Artillerie und des Genie-Wesen,
das Kriegs-Commissariat, die Casern-, Spitals- und Verpflegs-Verwaltung;

die

1816 die Brigaden und Regiments-Commandos, endlich: die Commandos solcher Detachements, welche für manche Dienst-Beziehungen ihre unmittelbaren höheren Behörden ausserhalb der Festungs oder Garnisons bereich haben,

8. Briefe welchen eines oder das andere Kennzeichen ihrer Dienst-eigenschaft abgehen, sollen von den Großherzogl. Postämtern nicht als solche erkannt, und demnach nicht als Portofrey angenommen werden.

9. In Anstandsfällen bleibt es ohnehin dem Postamte vorbehalten, die als Dienstschreiben eingegangenen Briefe den höchsten Militair-Behörden der Garnison zur Prüfung und Verificirung einzusenden.

Häuser-
tausch.

ART. X. Um die in denen Gouvernements-Kanzleyen Angestellten näher an dem Gouvernements-Gebäude zu haben, wird von denen Gouvernements-Commissarien der Tausch, des dem Festungs-Eigenthum gehörigen Hauses B. C. Nr. 118. gegen das Domainen-Haus L. E. Nr. 55. vorgeschlagen, und die Zins-Erträgnisse dieser beiden Häuser zum Grund der Paus-Act gelegt, dieser Tausch wird von den Großherzoglichen Commissarien mit dem Beding angenommen, daß die etwaigen Vergütungen der Miethleute jedem neuen Eigenthümer zur Last fallen. —

Hiemit wurde das Commissions-Protokoll mit dem Bemerken geschlossen, daß nach allen darin Uebereingekommenen schon dormalen, jedoch der später zu erfolgenden Ratification der allerhöchsten Behörden vollkommen sich geachtet, und fürgegangen werden sollte.

Zur Bekräftigung dessen die respectiven Commissarien selbes gefertigt, und ihre Siegel beigedrückt haben.

Geschehen zu Mainz den 17ten December 1816.

(L. S.) G. KUNIGEL mpr. (L. S.) SCRIBA mpr.
G. M. Großherzogl. Hessischer
geheimer Rath.

(L. S.) DEBOIS mpr. (L. S.) LINDNER mpr.
K. K. Oberst.

(L. S.) LEBAUD DE NANS (L. S.) MAYER.
Oberlieutenant.

(L. S.) MENZ,
Hauptmann.

Nachste-

*Nachstehende Gebäude erkennen die beiderseitigen 1816
Commissarien als Festungs-Eigenthum an.*

G e b ä u d e.

I. A. an Casernen.

1. die Caserne das goldne Pferd genannt. Litt. E. N. 14.
2. ditto der Löwenhof. Litt. D. N. 343. 344.
3. ditto St. Johann auch Johannes Spital genannt.
Litt. E. N. 189.
4. ditto Stadion. Litt. C. N. 202.
5. ditto auf dem Münster-Thor. Litt. E.
6. ditto die Rothe genannt mit noch bestehenden Theilen der grünen Caserne. Litt. F.
7. ditto die Lange genannt Kastrich. Litt. F. N. 33 $\frac{1}{2}$.
8. ditto auf dem Neu-Thor. Litt. A.
9. ditto die Benedictiner, oder Jacobsbergen Häuser.
Litt. A. N. 130. 131. 132 und 280.
10. ditto das Box-Thor. Litt. A.
11. ditto Neuhäusel. Litt. A. N. 106 $\frac{1}{2}$.
12. ditto Lagerhaufe Pferde stall am rothen Thor.
Litt. C. N. 359 $\frac{1}{2}$.
13. ditto vorm Holzthor-Pferdestall. Litt. A.
14. ditto Tappenhand Litt. E. N. 182.
15. ditto der Benedictiner am Münsterthor (alt Münster.
Litt. E. N. 227 $\frac{1}{2}$.)
16. ditto der Universität. Litt. E. N. 110.
17. ditto des Gouvernements. Litt. A. N. 226. in der
Citadelle.
18. ditto die Caserne der Benedictiner. Litt. A. auf
der Citadelle.
19. ditto die Neue genannt Litt. A. auf der Citadelle.
20. ditto die Zwerge genannt.
21. ditto der Invaliden im Citadell-Graben. Litt. A.
22. ditto Bleichplatz an der Universitäts-Inscl. Litt.
E. N. 240 $\frac{1}{2}$.
23. ditto Bleichplatz an der alten Bäckerey. L. E. N. 160.

Ad N. 21. Das General-Militair-Gouvernement giebt zu, daß dieses Gebäude so wie bisher zur Unterbringung dürftiger Wittwen von Seiten der hiesigen Hospizien auf so lange benutzt werde, als man die Decoration desselben von Seiten der Militair-Behörde nicht nothwendig findet, auf so lange haben jedoch die hiesigen Civil-Hospizien noch die Umerhaltung dieses Gebäudes aus ihren Mitteln zu bestreiten.

1816

Gebäude.

B. Pavillons.

24. Ofteiner Hof. Litt. F. N. 325.
25. Das Dominenwoldsche Haus. Litt. E. N. 215.
26. Der linke Flügel der goldnen Pferds - Caserne. Litt. E. N. 13.
27. Der rechte Flügel der goldnen Pferd - Caserne. Litt. E. N. 14 $\frac{1}{2}$.
28. Der rechte Flügel der Löwen - Caserne. Litt. D. N. 345. 346. 347.
29. Rechts im Citadell - Hof. Litt. A.
30. Im Holz - Hof. Litt. A. N. 225.
31. Die Universitäts - Insel. Litt. E. N. 193. 190 $\frac{1}{2}$. 194. 195. 196. 197. 198. 199. 200. 201. 202. 221. 240. 241. 242. 243. 244. 245. 246. 247 und 248.
32. Wafchhäuser am heiligen Grabe. N. 192.

Ad N. 32. Das General-Militair-Gouvernement erklärt, daß es dieses Haus, da eine liquide Entschädigung 20.000 Francs auf dasselbe haftet, und solches zum Militair-Gebrauch nicht unumgänglich nöthig ist, in Natura an den Eigenthümer zurückzugeben entschlossen ist, um die allenfallsige Entschädigungs-Masse hiedurch zu vermindern.

C. Hospitäler.

33. Der Schönborner Hof. Litt. E. N. 203. 204. 205 und 210.
34. Das weiße Frauen-Kloster. Litt. E. N. 206 u. 209. worunter die veräußerten Theile dieser Gebäulichkeiten nicht mit begriffen sind.
35. Das Agnesen-Kloster. Litt. F. 330 und 331. worunter der Kirchplatz, und die übrigen im Decret vom 4. Juny 1809 ausgenommenen Terrain-Theile nicht begriffen sind.

D. Magazine.

36. Das ganze Gehöfte des Reichen Klara Bersterd-Bäckerey. Litt. D. N. 7 und 8.
37. Die alte Bäckerey. Litt. E. N. 160.
38. Die Universitäts-Scheunen. Litt. E. N. 241 $\frac{1}{2}$.
39. Die Johannes-Kirche L. F. mit Einschluss des Thurms.
40. Das Weissenauer Kloster am Rhein unterhalb Weissenau.

Ad N. 40. Das General-Militair-Gouvernement gestattet, daß die Kirche de Weissenauer Klosters von der Gemeinde Weissenau fernerhin auf so lange zur Haltung ihres Gottesdienstes benutzt werde, als es nicht für nöthig findet diese Kirche zu anderem Militairischen Zwecke zu bestimmen.

E. A.

E. Ge.

E. Gefängnisse.

1816

41. Eiserne Thürmchen: Litt. C. N. 346 $\frac{1}{2}$.
 42. Das Stockhaus
 43. Das Fuchsloch im Bastion } Hängen zusammen, das
 St. Martini Litt. E. } erstere ist ein Thurm das
 andere eine beschränkte Ca-
 serne.

Gebäude.

F. Reitschule.

44. Flügel-Gebäude der goldenen Pferdes - Caserne.
 Litt. E. N. 143 $\frac{1}{2}$.

Aa L. F. N. 44. Sobald die Stadt die bisher als Schauspielhaus be-
 nutzte Reitschule verläßt, nimmt sie alles ihr Gehörige darau-
 hinweg. Stellt aber die Reitschule in den Stand wieder her,
 in welchem sie von ihr übernommen worden ist, die Provi-
 sorische Reitschule im Dalberger Hofe verbleibt bis dahin der
 Militair-Behörde zur ungestörten Disposition.

G. Fortifications - Gebäude.

45. Der Bauhof. Litt. E. N. 133. 141 und 142.
 46. Der Schiefegarten. L. E. N. 143 $\frac{1}{2}$.
 47. In Cassel das Raudische Haus.
 48. — — Hallermann'sche Haus.
 49. — — Reßellaische Haus nebst Pertinen-
 zien und Garten.

In den äußeren Wachthäusern des Neuthors, Gauthors, Münster-
 Thors und Raimonts-Thors bleiben die Städtischen Exer-
 ciziatoren in Besitz des ihnen bis jetzt zugewandenen Wohn-
 raums, dessen Unterhaltung daher nicht dem Festungs-Fond
 zur Last kommen kann.

H. Wachten.

Außer den Wacht-Gebäuden in den großen Werken
 der beiden Rheinfseiten ferner noch:

a. in Mainz.

50. Die Judenwacht. Litt. D.
 51. Die Wacht des Speismarkts. Litt. B. N. 60 $\frac{1}{2}$.
 52. Der Rheinbrücke. Litt. C.
 53. Das Rothe Thor. Litt. C. N. 295 $\frac{1}{2}$.
 54. Des eisernen Thors. Litt. C.
 55. Das Fischthor. Litt. B.
 56. Das Holzthor. Litt. A.
 57. Das Boxthor. Litt. A.
 58. Das Neuthor. Litt. A.
 59. Das Gauthor. Litt. F.
 60. Das Münsterthor. Litt. F.
 61. Das Raimondt. Litt. E.

Aa 2

b. in

1816

b. in Cassel.

62. Die Wache im Brückenkopf.
63. Die am Frankfurter Thor mit Einschluss des dabey stehenden ehemaligen Douanen-Gebäude.
64. Am Wiesbader Thor.

Das mit demselben unter einem Dach stehende Brückenzoll-Haus ist nicht mit begriffen.

H. *An Militair-Gebäuden.*

Außer dem Pulver-Magazin in den Werken:

65. Das Zeughaus nebst Zubehör. Litt. D.
66. Der Santenz. Litt. D. N. 1.
67. Die Gewehr-Fabrik. Litt. D. N. 356.
68. Kohlen-Magazin. Litt. E. N. 244½.
69. Artillerie-Handwerks-Stätte. Litt. E. N. 137 u. 138.
70. Suzzen am Rhein mit Brücken-Requisiten. Litt. D.
71. Die Franziskaner-Kirche. Litt. C.
72. Der runde und viereckige Thurm an der Stadtmauer des Köstrichts. Litt. E. u. F.
73. Der Metzger-Thurm. Litt. F.
74. Das Heilige Grab. Litt. F. N. 191.
75. Das Haus. Litt. C. N. 117.
76. Das Haus. Litt. C. N. 118.

Was die Häuser Litt. C. N. 119. 120. u. 121. betrifft, so hat das General-Militair-Gouvernement in Rücksicht dessen, daß solche niemals von den Militair-Behörden übernommen worden, sondern durch eine besondere Verfügung der Domaine überlassen worden sind, welche solche auch bey der Uebergabe der Festung an die hohen Allirten Mächte in Besitz gehabt, zum Vorthail der großherzogl. Civil-Domänen von den Anspruch an dieselben abstrahirt.

Was die Universitäts-Gebäude, den Schloßgarten, und andere Objecte betrifft, auf welche Entschädigungs-Ansprüche formirt werden, so wird sich diesfalls auf den Art. 2. des Protokolls bezogen.

Geschehen zu Mainz am 17ten Decemb. 1816.

Hr. v. KUNIGL,
F. M.

LEBAULD DE NANS,
Oberstlieutenant.

v. MINZ,
Hauptm.

DELORT,

SCRIBA,

LINKER mpr.

K. K. Oberstl.

Großherz. geh. Rath.

MAYER mpr.

27.

*Convention entre S. M. Britannique Roi 1817
d'Hannovre et le Duc d'Oldenbourg en exé-^{4 Fevr.}
cution de l'art. 33. de l'acte du Congrès de
Vienne et pour la purification de leurs terri-
toires respectifs; signé à Bremen
le 4 Fevr. 1817.*

(Copie sur l'original.)

Nachdem im 33ten Artikel der Wiener-Congress-Acte vom 9ten Juni 1815, festgesetzt worden, daß von dem Königreiche Hannover an das Herzogthum Oldenburg ein Landes-District von 5000 Einwohnern abgetreten werden soll, und in Folge einer zwischen diesen beyden Staaten Stattgefundenen Unterhandlung die Uebereinkunft getroffen worden ist, bey Gelegenheit jener Cession eine Purification der bisher gemischten Besitzungen, in den Kirchspielen Danne, Neuenkirchen, Goldenstedt und Twistringen, so wie die Ausgleichung sämmtlicher desfalls obwaltenden Hoheits-Irrungen, und die Ausmittelung einer angemessenen Territorialgrenze in dieser Gegend, durch eine gemeinschaftliche Commission bewerkstelligen zu lassen; so haben zu diesem Zweck zu Commissariien ernannt:

Seine Königliche Hoheit der Prinz Regent im Namen und von wegen Seiner Majestät Georg des III. Königs des vereinigten Reichs von Großbritannien und Irland auch Königs von Hannover:

den Ober-Appellations-Rath, dermaligen Canzley-Director CARL WILHELM AUGUST Freyherrn von STRALENHEIM, Ritter des Guelphen-Ordens, und den Legations-Rath JOHANN FRIEDRICH ALBRECHT VON DUVE.

Seine Herzogliche Durchlaucht, der Fürst zu Lübeck, Herzog und regierende Administrator zu Oldenburg;
den Justiz-Rath und Vice-Canzley-Director Dr. CHRISTIAN LUDWIG RUNDE und den Canzley-Rath und Landvoigt JOHANN CHRISTIAN TENGE.

1817 welche Commissarien zuerst in Quakenbrück zusammen getreten sind, und daselbst nach Auswechslung ihrer Vollmachten, die zu obigem Zweck dienlichen Untersuchungen angestellt, und Unterhandlungen gepflogen haben, deren Resultat sodann in Bremen schlüssig in folgenden Artikeln *salva ratificatione* vereinbart worden ist.

Ausgleichung wegen Goldenstedt u. Twistringen

ART. I. In den Kirchspielen *Goldenstedt* und *Twistringen* sind die gemischten Besitzungen und Hoheits-Irrungen dergestalt purificirt und ausgeglichen: dass das Kirchspiel *Goldenstedt*, mit Ausnahme der Bauerschaft Rüßen am rechten Ufer der Hunte, unter alleinige Oldenburgische; die Bauerschaft Rüßen und das Kirchspiel *Twistringen* unter alleinige Hannöversche Landeshoheit kommt; das Herzogthum Oldenburg aber für dasjenige, was es dadurch mehr überträgt als erhält, anderweit, wie im Art. 4. folgt, entschädigt wird. In Folge dessen entfällt die Krone Hannover, allen Hoheitsrechten in dem Kirchspiele *Goldenstedt* am linken Hantenser, überträgt, so viel sie davon besessen, an das Herzogthum Oldenburg, und überweist demselben alle Hannöversche Unterthanen darin. Dahingegen verzichtet Oldenburg auf alle Hoheitsrechte über das Kirchspiel *Twistringen* und die Bauerschaft Rüßen, überträgt dieselben der Krone Hannover, und überweist an diese alle Oldenburgische Unterthanen daselbst. Die Domänen aber und den Landesherrlichen Cammern bisher zugestandenen Gutsherrlichen Rechte sind in dieser Entlassung nicht begriffen, sondern Hannöverscher Seits in *Goldenstedt*, Oldenburgischer Seits an dem rechten Hantenser und in *Twistringen*, in der Qualität von bevorzugten Privatgüthern und unter der im Art. 19. bestimmten Vergünstigung, bis weiter noch vorbehalten.

Da auch von Seiten des ehemaligen Hochstifts Münster in älteren Zeiten Hoheitspräensionen in den Kirchspielen Cöllnrade und Barnstorf gemacht sind, so sollen dieselben zu keiner Zeit weiter erregt werden; vorbehältlich dessen, was die Oldenburgische Cammer daselbst an Gutsherrlichkeiten besitzt und an dahin zu rechnenden Gefällen erhebt.

ART.

ART. II. Da die Purification der gemischten Besitzungen und die Ausgleichung der Hoheits-Irrungen in den Kirchspielen *Damme* und *Neuenkirchen* bereits in den Jahren 1724. 1728 und 1730. der Gegenstand von Vereinbarungen zwischen den Hochstiften Münster und Osnabrück gewesen ist, deren Ausführung durch verschiedene Anstände suspendirt worden, welche gegenwärtig cessiren; so ist die in dem Schlusereccesse d. d. Danne und Ihorst zsten Juny 1730. beschriebene und in einer Charte von beyderseitigen Geometern unter dem 19ten Juny gemeinschaftlich eingetragene, auch an Ort und Stelle provisorisch bezeichnete, Grenzlinie von der Diepholzer Grenze an westwärts bis zur hohen Wulfselage, zuvörderst zur Basis angenommen; dergestalt, daß der nördlich dieser Grenzlinie belegene Theil des Kirchspiels *Damme*, unter ausschließende Oldenburgische, der südlich derselben liegende Theil dieses Kirchspiels aber nebst dem Kirchspiel *Neuenkirchen*, unter alleinige Hännöver'sche Landeshoheit gestellt wird, damit aus diesem für die Krone Hannover solchergehalt purificirten Landestheile demnächst wieder der District von 5000 Einwohnern, zu Ausführung des Art. 13. der Wiener Congress-Acte, so wie die weitere Entschädigung für Twistringen, dem Herzogthum Oldenburg überwiesen werden könne; zu diesem Zweck wird von Seiten des letzteren allen Hoheitsansprüchen über den südlich jener Linie liegenden Theil des Kirchspiels *Damme* und über das Kirchspiel *Neuenkirchen* vorerst entsagt, und so viel Oldenburg darin von Hoheitsrechten besessen, an die Krone Hannover übertragen; mit Vorbehalt der Domainen und Gutsherrlichen Rechte, welche der Herzoglichen Cammer daselbst zustehen, wie im Art. 1. Anderer Seits verzichtet die Krone Hannover für immer auf alle Landesherrlichen Rechte nördlich der Grenzlinie von 1730, insonderheit auch auf die Hoheitsansprüche über die in dem unstreitigen Oldenburgischen Kirchspiel *Steinfeld* belegenen Höfe *Sahlfeld* und *Kreye*, und überweist alle ihre Unterthanen daselbst, dem Herzogthum Oldenburg; vorbehaltlich der in diesem District belegenen *Osnabrück'schen* Domainen und Gutsherrlichen Gerechtsame, wie im Art. 1.

1817
Ausgleichung
wegen
Damme
und
Neuen-
kirchen.

1817

Anwei-
fung des
Districts
mit
5000 Ein-
woh-
nern.

ART. III. Diefemnächt wird zu Vollziehung des Art. 33. der Wiener Congrefs-Acte von der Krone Hannover an das Herzogthum Oldenburg abgetreten.

1. Der nach Art. 2. unter alleinige Hannöversche Landeshoheit gebrachte Theil des Kirchspiels Damme südlich der Linie von 1730. in den im Art. 1. genauer bestimmten Grenzen, mit Ausschluss der in der Nähe von Vörden belegenen Ortschaften Hinnenkamp und Ahe von der Bauerschaft Hinnenkamp; jedoch ist behuf einer bessern Territorial-Linie der Tebbe Meyer zu Hinnenkamp an Oldenburg, und dagegen Meyer zu Greven an Hannover überwiesen.
2. Aus dem Kirchspiel Neuenkirchen, die Bauerschaften Nellinghof und Grapperhausen und von der Bauerschaft Hörsten die Abtheilung Wahlde.

Es sind in dieser Abtretung begriffen, nicht nur alle Landesherrlichen Rechte, sondern auch alle der Osnabrückischen Landesherrschaft zugestandenen Domainen, und Gutsherrlichen Rechte, welche innerhalb des obigen Districts belegen, oder in darin belegenen Grundstücken fundirt sind, nichts davon ausbescieden.

Und wie Seine Königliche Hoheit der Prinz-Regent diesen District mit den darin wohnenden 5000 Unterthanen und allen Rechten Seiner Durchlaucht dem Herzog von Oldenburg überweist, so nimmt dieser solchen an, erklärt damit den Art. 33. der Wiener Congrefs-Acte für vollkommen erfüllt, und alle ihm daraus entstandenen Ansprüche für völlig erledigt.

Weitere
Ent-
schädi-
gung
für Twi-
stringen

ART. IV. Da das Hoheits-Aequivalent für das Oldenburgische Seits an Hannover im Art. 1. übertragene Kirchspiel Twistringen durch den an Oldenburg überwiesenen Hannöverschen Antheil im Kirchspiel Goldenstedt am linken Hunteufer noch nicht vollständig gewährt worden; so weist die Krone Hannover das Residuum ferner an, in dem durch den Art. 2. unter ihre alleinige Landeshoheit gebrachten Kirchspiel Neuenkirchen, und zwar:

1. durch die Bauerschaft Neuenkirchen mit ihren Abtheilungen: Neuenkirchen, Narberhausen, Westerhausen; mit Ausschluss des Antheils Leuchtenberg und dessen, was an der westlichen Seite der Straße, die von Vörden nach Gehrde führt, belegen ist,
2. Durch

2. Durch den Antheil Harringhausen von der Bauerschaft Hörsten; 1817
3. Durch den an der östlichen Seite des beschriebenen Weges belegenen Theil der Bauerschaft Rieste, mit Ausschluss des Colonus Holiheide, in den im Art. 5. genauer bestimmten Grenzen;

So wie Oldenburg in Twistringen und Hannover in Goldenstedt, so behält, Hannover auch in diesem Acquisit-District die Domainen und Cameral-Gutherrlichkeit nach der Bestimmung im Art. 1.

ART. V. Am Kirchspiel Goldenstedt macht in Osten die Mitte der Hunte die Hoheitsgrenze. Jedem Staate steht die Ufer-Polizey an seiner Seite zu; doch wird man wegen Anstalten oder Mängel an einem Ufer, die auf das gegenseitige Ufer von nachtheiligen Folgen seyn könnten, freundnachbarlich communiciren. Dies geschieht auch wegen Unterhaltung oder Erbatung der goldenen Brücke über die Hunte, wobey die erforderlichen Kosten von jedem Staate zur Hälfte getragen, so wie von jedem eine gleiche Anzahl Hand- und Spanndienste gestellt werden. In soferne das zur Separation erforderliche Holz aus der Gemeinde-Hölzung Hollweg bisher erfolgt ist, bleibt es auch künftig dabey bis zu einer etwaigen Theilung derselben.

Hoheits-
Grenze
im
Kirch-
spiel
Golden-
stedt.

Südöstlich in der Gegend von Rebewisch macht die Goldenstedter Kirchspiels- oder Markengrenze die Hoheitsgrenze gegen das Hannöversche Kirchspiel Barnstorf.

ART. VI. 1. Die Hoheitsgrenze fängt in Norden bey dem Ursprunge der Dadan oder im Ulande an. Von hier geht sie gegen Süden in grader Linie auf einen Punct im Haverbecker Damme, der durch $\frac{2}{3}$ der Breite des Moores bestimmt wird, so das ungefähr $\frac{2}{3}$ dieses Markengrundes an Hannover und $\frac{1}{3}$ an Oldenburg fällt. Darauf wendet sich die Grenzlinie gegen Osten an den Haverbecker Damm her, bis auf den Scheidegraben, zwischen Deters und Bockerstedts zu Haverbeck Wiesen; diesen Graben hinunter, bis in eine Entfernung von zwey rheinländischen Ruthen von dem Punkte, wo dieser Graben in die alte Hunte fällt; ferner zwey rheinländische Ruthen vom Ufer der alten Hunte entfernt an diesem Fluß aufwärts, bis an die Grenzlinie, die 1730 mit Steinen bezeichnet worden,

Grenz-
beschrei-
bung in
den
Kirch-
spielen
Damme
Neuen-
kirchen.

1817 2. Auf der Grenzlinie von 1730 geht die neue Grenze gegen Westen bis dem Punkte gegenüber, wo die Heimkenbeeke durch Fenkers Damm fließt; dreht sich gegen Süden, geht auf diesem Punkt und an der rechten Seite der Heimkenbeeke in einer Entfernung von zwey rheinländischen Ruthen an der Beeke herunter bis dahin wo das feste Ufer des Dümmer Sees endet; an diesem festen Ufer südlich am See herauf, bis an die Stelle, wo der Ohms-Bach zwischen Oljes zu Hüde und Greven zu Ihendorf Wiesen in den See fällt. Von da an wo die Wiesen des Oljes und Greven, mit denen von Hartmann und Börger zusammen fließen, geht die Grenze grade auf die nordwestliche Ecke der Tannen.

3. Von der nordwestlichen Ecke der Tannen an, folgt die Grenze dem nördlichen Graben des von den Tannen nach Röttinghausen gelegten Dammes. Wo dieser aufhört, geht die Grenze dem auf festen Boden laufenden Feldwege nach bis an die südöstliche Spitze der Röttinghäuser neuen Zuschläge, auf der Leuchtenburger Heide, an diesen Zuschlägen her bis an die südwestliche Ecke derselben. Von da auf Lonnemanns Schaaßfall, so daß dieser auf Oldenburgischer Seite bleibt und darauf an Lonnemanns und Herzogs-Befriedigungen her, bis an den westlichen Punkt von Herzogs Hofe. Von hier in grader Richtung über den Grevenes Esch in der Furche zwischen Twystels zu Greven und Wilken zu Hinnenkamp Lande her, des Coloni Wilken Acker gegen über, auf den Heerweg von Vörden nach Damme. Durch diese Linie wird Meyers zu Greven Hof von Greven abgeschnitten, so daß Meyer zu Greven bey Hannover bleibt. Hieran macht Wilken Acker und der Hagen von Tebbemeyers Leibzucht-Garten die Grenze bis an die westliche Ecke von Tebbenmeyers Gärten am Dammer Wege, diesen Garten an der Oldenburgischen Seite lassend, wodurch Tebbemeyers Hof von Hinnenkamp abgeschnitten und Oldenburg überlassen wird. Dann geht die Grenze, den nach Uphaus laufenden Weg an der Hannoverschen Seite lassend, von der westlichen Ecke des dem Gerhard Uphaus gehörenden Gartens, quer über den Weg und über Uphaus Acker-Gründen in grader Linie nach der westlichen Ecke der Uphausischen auf dem Osterkampe belegenen Aecker, welche
an

an der Oldenburgischen Seite bleiben, und schneidet 1817
dadurch die Vörden und Aistrupper Lehmgruben an der
südwestlichen Ecke des Jürgen zu Wohlde Kamps ab,
so daß diese Gruben an der Hannoverschen Seite
bleiben. Der Mitte dieses dem Jürgen zu Wohlde ge-
hörigen Kamps gegenüber, macht ein Bach an den
Lehmgruben die Grenze bis da, wo er in den Aistrup-
per Bach tritt. Dann läuft sie diesen Bach hinauf bis
an die südliche Ecke der Wiese, welche Jürgen zu
Wohlde gehört, die an der Oldenburgischen Seite
bleibt; ferner der Grenze dieser Wiese nach, bis an
die südliche Grenze des Laager Sundern, von dieser her
und schneidet weiter die Jürgen zu Wohlde gehören-
den Gründe für Oldenburg ab, geht dann nördlich
bis zur Markschnaat der Neuenkircher und Hörster
Mark, welche letztere an der Hannoverschen Seite
bleibt und dieser Schnaat nach, so weit die Gründe
offen sind. Von hier geht die Grenze in den Vereini-
gungs-Punct des Severinghäuser und Hörster Kirch-
weges. Von da in grader Linie bis an die nördliche
Ecke des zu Leuchtenberg gehörenden Hausgartens;
sodann längs des gegen denselben fortlaufenden Weges
und des östlichen Weggrabens des von Vörden nach
Stickteich führenden Weges, bis dahin wo dieser Weg,
in der Gegend des Wimmelo-Berges, in die Biester
Mark tritt. Von hier geht sie in grader Linie nach
der südlichen Ecke des Middendorf gehörigen Busches
im Biester Esche, folgt der Grenze dieses Busches und
läuft von der westlichen Ecke desselben in grader
Linie bis an die südliche Ecke von Bohnen Hof;
folgt der Richtung des Weges um Rumps Hof bis
wieder auf den von Gehrde nach Stickteich führenden
Weg. Hierauf geht sie längs dieses Weges, so daß
dieser in dem Hannoverschen Gebiete bleibt, Bohnen
Leibzucht vorbey bis an Kübbings Leibzucht; von dieser
um Klatten-Ort, der im Oldenburgischen Gebiete bleibt,
in grader Linie nach der südlichen Ecke von Holthei-
den Gründen, die Hannover behält, nach der nord-
westlichen Ecke des Immenthums oder Immenbusches,
welcher an Oldenburg fällt. Von hier geht die Grenze
auf der Markengrenze der Bauerschaft Nellinghof und
des Kirchspiels Gehrde her, bis an die dem Colonus
Twelbeck aus der Mark Fladderlobhausen zugefallenen
Gründe an der Twelbecken Brücke, dann aber auf
der

1817 der zwischen den Bauerschaften Holdorf und Fladderlohhausen an der einen und der Hannöverschen Bauerschaft Grönloh auf der andern Seite vereinbarten Markengrenze, die hier zugleich die Hoheitsgrenze macht.

Die unter Nro. 1. bezeichnete Grenzlinie ist bloß provisorisch, die unter Nro. 2. beschriebene ist definitiv, und die unter Nro. 3. beschriebene theils provisorisch theils definitiv bestimmt, und es finden auf dieser ganzen Linie, vom Unlande an, die Bestimmungen des folgenden Art. 30. nach Verschiedenheit des Gegenstandes Anwendung, jedoch mit folgenden nähern Bestimmungen:

- a. An der alten Hunte kann der zur Reinigung des Flusses vorbehaltene Raum auch bey der definitiven Bestimmung der Grenze nicht weniger als zwey rheinländische Ruthen Breite haben.
- b. Aller Anwachs des Dümmer-Sees an der neu bezeichneten Grenze soweit et nicht schon als fester Boden und in den Wiesen als tauglicher Wiesenwachs zu betrachten ist, bleibt unter Hannöverscher Landeshoheit.
- c. Vom Dümmer-See bis zu der nordwestlichen Ecke der Tannen, kann die Grenze unter keinen Umständen verändert werden.
- d. Von den Tannen bis da, wo die Grenze im Fladder in die Herrlichkeit Dinklage tritt, soll bey Markentheilungen, die Hoheitsgrenze gleich gemacht oder ihr doch möglichst nahe gebracht werden, nur kann die Oldenburgische Grenze nie weiter als bis in die Nähe des Düven- oder großen Torf-Moors gehen und nie über den Weg treten, der von Vörden nach Gehrde führt.

Abwässerungen an den Grenzen

ART. VII. Neue Abwässerungs-Anlagen können auf dem westlich des Dümmer-Sees belegenen Dammeschen Grund-Eigenthume nur nach vorgängiger Communication und in Einverständniß mit den Beamten zu Lemförde, desgleichen neue Abwässerungs-Anlagen auf dem westlich der alten Hunte belegenen Dammeschen Grund-Eigenthume sowohl an Grundstücken, Wiesen und Moorgründen, nur nach vorgängiger Communication und in Einverständniß mit den Beamten zu Diepholz vorgerichtet werden.

Ueber

Ueber die Schädlichkeit oder Unschädlichkeit solcher Entwässerungen soll eine gemeinschaftliche Commission von Sachverständigen im nächsten Frühjahr zusammen treten, und nach dem Resultate dieser Untersuchung so viel als möglich hierunter eine nähere Bestimmung getroffen werden. 1817

ART. VIII. Die zwischen dem Hannöverschen Amte Fürstenau einer Seits und dem Oldenburgischen Amte Lönningen, wie auch der Herrlichkeit Dinklage, andererseits bis in die Umgebungen von Grönlob, ingleichen die nördlich des Ursprungs der Dadau bis zu dem Punkte, wo die Mark Goldenstedt von Westen nach Osten auf die Hunte zugeht, fortlaufende streitige Hoheitsgrenze steht nach den eingezogenen Erkundigungen mit gegenseitigen Privat-Ausprüchen der angrenzenden Gemeinden in einer zu genauen Verbindung, als daß ein Vergleich über die Erstern ohne Berücksichtigung der Letzteren, nicht in verschiedenen Hinsichten für bedenklich hätte erachtet werden sollen. Bestimmung wegen sonstiger streitiger Grenzen

Es ist daher die Uebereinkunft getroffen, daß mit dem Eintritte des nächsten Frühjahrs, und zwar so zeitig als die Jahrszeit nur irgend Untersuchungen an Ort und Stelle gestattet, eine gemeinschaftlich Hannöversch-Oldenburgische Commission die Privatstreitigkeiten der sich begrenzenden Hannöverschen und Oldenburgischen Gemeinden constatiren und die gegenseitigen Interessenten auseinander setzen solle, welchemnachst die Hoheitsgrenze, so viel als thunlich und in so weit nicht besondere Rücksichten ein anders als rathsam darstellen, dergestalt gezogen werden wird, daß die Privat- und Gemeinheitsgründe der Hannöverschen und Oldenburgischen Unterthanen resp. unter Hannöversche und Oldenburgische Hoheit gestellt werden.

ART. IX. In Ansehung des von der Krone Hannover an das Herzogthum Oldenburg aus dem Kirchspiel Damme und Neuenkirchen, in Folge der Wiener Congress-Acte im 3ten Artikel überwiesenen Districts von 5000 Einwohnern übernimmt das Herzogthum Oldenburg von den allgemeinen Osnabrückischen Landesschulden, in der Masse, wie solche von der allgemeinen Stände-Versammlung des Königreichs aner- Landes-schulden

1817 anerkannt werden, einen Antheil, welcher nach Verhältniß der jetzigen Gefammt-Bevölkerung des Fürstenthums Osnabrück zu den davon getrennten 5000 Mitbürgern berechnet wird.

In den gegenseitig in den Artikeln 1. 2. und 4. übertragenen Ausgleichungs-Districten aber werden die darauf haftenden Landeschulden gegen einander aufgehoben; dergestalt, daß weder Hannover etwas von den Münsterschen Landeschulden noch Oldenburg etwas von den Diepholzfischen oder Osnabrückischen (außer dem Antheil wegen des Districts der 5000 Einwohner) übernimmt.

Local- ART. X. Localdiener, welche vermöge ihres
diener. Dienstes in einem der abgetretenen Districte wohnen mußten, werden von der neuen Landesherrschaft übernommen, und behalten die ihnen durch den §. 49. des Reichs-Deputations-Hauptschlusses vom 25ten Febr. 1803. zugesicherten Rechte.

Militair- ART. XI. Diejenigen Landes-Kinder, welche aus-
diener. den abzutretenden Districten sich in Militair-Diensten befinden, werden innerhalb Zeit von 6 Monaten in ihre Heimath entlassen.

Wenn aber künftig eine Familie über die Landesgrenze aus einem Theile der getrennten Kirchspiele in den andern zieht, wovon ein Mann in Kriegsdiensten des Staates steht, den die Familie verläßt, so bleibt derselbe dennoch in jenem Dienste, ist aber nach erhaltenem Abschiede, vom Kriegsdienste seines neuen Vaterlandes (den Dienst im Landsturm ausgenommen) befreiet.

Diese Bestimmung soll so lange gelten, bis die Deutsche Bundesversammlung, in Folge Art. 18. b. der Deutschen Bundes-Acte, andere Grundsätze einführen wird.

Pensio- ART. XII. Die Bezahlung der Civil-Pensionen,
nen. welche in Beziehung auf Dienste zum Nutzen der abgetretenen Districte, ehemaligen Localbedienten, deren Wittwen oder Kindern bereits ausgelobt sind; so wie der Militair-Pensionen, für Individuen, die aus den abgetretenen Districten gebürtig sind, fällt der neuen Landesherrschaft, von dem Zeitpunkt da sie eintritt, zur Last.

Unter

Unter der letzteren Bestimmung sind die von der Krone England ausgesetzten Pensionen selbstredend nicht begriffen. 1817

ART. XIII. Da zufolge der Art. 1. 2. 3. und 4. in den gegenseitig abgetretenen Districten, die Landesherrlichen Rechte überall sofort übergehen: Die Domainen und Cameral-Gutsherrlichkeiten aber nur in dem Art. 3. angewiesenen District der 5000 Einwohner von der Krone Hannover an das Herzogthum Oldenburg übertragen sind; hingegen in folgenden (unter der generellen Benennung der "*Ausgleichungs-Districte*" zu begreifenden) Districten, nemlich in dem Kirchspiel Goldenstedt am linken Hunteufer (Art. 1.) in dem nördlich der Linie von 1730 belegenen Theile des Kirchspiels Damme, so wie auch über die Colonen Sahlfeld und Kreye im Kirchspiel Steinfeld, (Art. 2.) in dem Aequivalent-District für Twistringen aus dem Kirchspiel Neuenkirchen (Art. 4.) für die Königlich-Hannoversche Cammer: in dem Kirchspiel Twistringen aber, so wie in Barntorf und Collenrade (Art. 1.) und in den unter Hannoverscher Landeshoheit verbleibenden Bauerschaften des Kirchspiels Damme und des Kirchspiels Neuenkirchen, für die Herzoglich-Oldenburgische Cammer, bis weiter noch reservirt bleiben; so ist, um jedem Zweifel zuvorzukommen, ob ein Recht oder eine Nutzung davon zu den Landesherrlichen, oder zu den reservirten Domainen und Gutsherrlichkeiten gehöre? Folgendes festgesetzt: Es gehören in die letztere Classe alle liegende Gründe und Grundgerechtigkeiten, welche im Privat-Eigenthum des Landesherrn oder Staats stehen, der die Hoheit abtritt, auch wenn sie durch Ausweisung aus der gemeinen Mark in dasselbe übergegangen sind; insbesondere dessen Forsten und Forstberechtigungen, die Jagd, so weit sie dem abtretenden Landesherrn zustand, (wobey im Kirchspiel Twistringen der Vergleich vom 3ten Aug. 1791 ferner zur Norm dient); ferner alle aus einem gegen die bisherige Landesherrschaft bestehenden Gutsverhältniss der Eingefessenen, als der Eigenbehörigkeit, Erbpacht, Hofhörigkeit, dem Meyernexus, Lehn-nexus, Zehntrecht entspringenden Rechte, Dienste und Abgaben, alle trocknen Gefälle, welche, wenn auch ihr Ursprung zweifelhaft, doch gegenwärtig nicht mehr mit der Ausübung einer Gerichtbarkeit oder sonstigen Verwal-

Grenz-schei-dung zwisch-chen Landes-herrli-chen u. Guts-herrli-chen Rechten

1817 Verwaltung in Verbindung stehen; es bestehen nun die beschriebenen Rechte in Geld oder Naturalien, sie seyen ständiger oder unständiger Art, es mögen solche von den Cammern selbst gezogen, oder an Bediente in partem salarii angewiesen seyn. Dahin gehört namentlich auch der May- und Herbstschatz, Dienst- und Knechtgeld, Burgfestdienste.

Alle andern Hebungen und Nutzbarkeiten, sie entspringen aus der Finanzhoheit, der Gerichtbarkeit, Polizey, Landfolge, oder nutzbaren Regalien, sind mit diesen als Landesherrlich betrachteten Rechten, selbst gegenseitig ohne besondere Entschädigung schon jetzt in den hinc inde abgetretenen Districten übertragen.

Insbesondere entfällt jede Landesherrschaft in dem auf die andere übertragenen Districte, auch da wo die Gutsherrslichkeit reservirt worden, allen Contributionen, Schatzungen und directen Steuern, (wohin auch, was unter dem Namen von Rauchschatz und Fouragegelder erhoben worden, gehört), allen indirecten Steuern (Zoll, Accise, Weggeld), aller Pacht oder Recognition von Gewerben, aller Hode- und Schutzgerechtigkeit, dem Häuslings- und Judenschutzgeld: Ferner um allen künftigen Zwistigkeiten möglichst vorzubeugen, der Markengerichtbarkeit und Holzgrafschaft mit allen daraus folgenden Emolumenten, (vorbehältlich was besonders wegen der an den Landesgrenzen unter beyderseitige Hoheit fallenden noch ungetheilten Markenlande bestimmt wird); Oldenburg entfällt der Blutrone, dem Göding und Gogericht in der Densberger Mark, so viel davon unter Hannoverscher Hoheit verbleibt, und den damit in Verbindung stehenden Gerichtshocken, Richterhocken und Fuhren, (vorbehältlich beyden Theilen was unter diesem Namen in andern Districten sich erhalten hat).

Hannover renunciirt auf die Ausübung der Wroge und auf das Brüchtengericht in den an Oldenburg übertragenen Districten: Beyde Theile entfallen dem Dienste des Brieftragens, welcher einzelnen überwiesenen Unterthanen obgelegen hat.

ART. XIV. Der zu Vollziehung des Art. 33. der Wiener Congressacte im Art. 3. des Recelles an das Herzogthum Oldenburg überwiesene District, wird, hinsichtlich der darin mit übertragenen Domainen und Gutsherrlichen Rechte (welche in den Ausgleichungs-Districten bis zur Austauschung gegenseitig vorbehalten worden) nördlich durch die Linie von 1730 und übrigens durch die Markung der Ortschaften begrenzt, welche dazu gelegt sind. Alle Domainen und der Osnabrückschen Landesherrschaft zugestandenen Gutsherrlichen Rechte, welche innerhalb dieser Grenzen liegen, sind in der Uebertragung begriffen.

Grenze der in dem Art. 3. übertragenen Domainen und Gutsherrlichen Rechte.

Rechte welche nicht auf einem einzelnen Grundstücke, sondern auf einer ganzen Stelle haften, gehören dahin, wo das Haupthaus liegt, wenn auch Pertinenzien außerhalb der Grenzen der Gutsherrlichkeit belegen sind. Domaniel-Zehnten und Fluren, welche diese Grenze durchschneidet, zieht jede Cammer von den einzelnen Grundstücken, die innerhalb der Grenzen ihrer Gutsherrlichkeit liegen, und ein Zehntgeld wird verhältnißmäßig getheilt.

ART. XV. Es sollen genaue amtliche Verzeichnisse mitgetheilt werden:

Anlieferung der Verzeichnisse über die Domainen und Gutsherrlichkeit

1. Hannöverscher Selts binnen zwey Monathen vom Tage der Ratification des Recelles an Oldenburg, über die in dem Districte, welcher in Folge der Wiener Congressacte abgetreten worden, belegenen nach Art. 3. und 14. mit übertragenen Domainen und Gutsherrlichen Rechte.
2. Gegenseitig spätestens binnen drey Monathen von den in den Ausgleichungs-Districten bis zur Austauschung jedem Theile vorbehaltenen Domainen und Gutsherrlichen Rechte; nach Anleitung der im Art. 13. vereinbarten Grundsätze.

ART. XVI. Die in den Ausgleichungs-Districten in der Qualität als Privatrechte gegenseitig reservirten Domainen und Gutsherrlichkeiten, sollen, wo möglich, gegen genügende Vergütung in das Eigenthum der Landesherrschaft unter deren Hoheit sie liegen, gebracht werden. Zu dem Ende soll im nächsten Jahre eine gemeinschaftliche commissarische Unterhandlung stattfinden, und soweit durch dieselbe eine Gleichheit des

Künftiger Austausch der vorbehaltenen Domainen u. Gutsherrlichen Rechte.

1817 Werths der Gegenstände constatirt werden wird, ein Tausch vorgenommen, das sich auf der einen oder andern Seite ergebende Excedens aber nach den Grundsätzen, worüber man sich noch näher vereinbaren wird, vergütet werden.

Hiervon bleiben jedoch vorläufig ausgeschlossen die Zehntgefälle aus den Hannöverschen Höfen zu Ambergen, Einen und Gastrup im Kirchspiel Goldenstedt, welche ehemals vom Collegiat-Stift ad Sanctum Alexandrum zu Vechta gezogen im Jahre 1764 aber von Cur-Braunschweig sequestriert worden sind, und von jenem Stifte gegenwärtig reclamirt werden. So fern diesem Ansprüche nicht in Güte nachgegeben wird, soll darüber auf dem Wege Rechtsens von den competenten Hannöverschen Gerichten entschieden, bis dahin aber Oldenburgischer Seits keine Maafsregel, wodurch der Besitzstand verändert wird, genommen werden.

Anfangs-
termin
der
übertra-
genen
Hebun-
gen.

ART. XVII. Sowohl die Steuern und alle wie Landesherrlich betrachteten Hebungen, als die Domanial-Aufkünfte und Gutsherrlichen Gefälle in dem Art. 3. abgetretenen District gehen mit dem 1sten Januar 1817 auf den neuen, nach diesem Reces eintretenden Landesherrn über, wenn auch die Ratification erst später erfolgen sollte.

Da aber die Hannöverschen Rechnungen über die Domanial-Aufkünfte und Gutsherrlichen Gefälle vom 1sten May bis zum 1sten May geführt werden, so sollen die Hebungen dieser Art, in dem durch den Art. 3. abgetretenen District pro rata temporis für das laufende Rechnungs-Jahr von Maytag 1816 zwischen Hannover und Oldenburg in dem Maasse getheilt werden, daß der verhältnißmässige Antheil für Hannover nach dem Zeitraum vom 1sten May 1816 bis zum 31sten Decembér 1816 und der für Oldenburg vom 1sten Jan. bis zum 1sten May 1817. berechnet wird.

Ältere Rückstände, sowohl von hoheitlichen als Domanialhebungen, bleiben dem abtretenden Theile vorbehalten, und es finden in Ansehung derselben die im Art. 19. vereinbarte Weise der Betreibung Statt.

säcula-
risirtes
geistli-
ches
Guth.

ART. XVIII. Das in den Kirchspielen Damme, Neuenkirchen, Goldenstedt und Twistringen belegene, in Folge des Reichs-Deputations-Hauptschlusses von 1803 säcularisirte geistliche Gut, bleibt

1. In den Ausgleichungs-Districten der Verfügung des: 1817
 jenigen Landes Herrn vorbehalten, der im Besitz der
 Hauptcorporation ist, wozu es als Pertinenz gehört;
 nach Vorschrift des Art. 36. des Reichs-Deputations-
 Hauptschlusses.

2. In dem durch den Art. 3. mit allen Domainen abge-
 tretenen District bleibt

a. den Stiftern zu Bersenbrück und von St. Johann
 zu Osnabrück alles Eigenthum, wie anderen Pri-
 vaten vorbehalten.

b. In Aufsehung des übrigen Klosterguts und der vor-
 maligen Domcapitularen Besitzungen aller Art
 in diesem District, entsagt das Herzogthum Ol-
 denburg gleichfalls, seinen Ansprüchen, jedoch
 unter der Bedingung, daß dagegen nicht nur:

aa. Die jährliche Entschädigung, welche den
 Kirchen- und Schulbedienten im Kirchspiel Dam-
 me für den Verlust der Stolgebühren von den
 Evangelischen Eingefessenen mit 27 Rthlr. 15 Sch.
 7 Pf. Conventions-Münze von der Hannöver-
 schen Regierung bereits angewiesen ist, in die-
 sen Gütern fundirt; sondern auch

bb. die genügende und nach völlig gleichen Grund-
 sätzen wie im Osnabrückschen zu bestimmende
 Entschädigung der Pfarren, Küstereyen und
 Schulen zu Damme und Neuenkirchen, sowohl
 in Betreff der Stol-Gebühren, als der Structur
 der geistlichen Gebäude, für den Verlust welchen
 dieselben aus der Trennung der Hannöverschen
 Ortschaften aus dem bisherigen Parochial-Ver-
 bände (Art. 35.) erleiden, auf einen angemessenen
 Theil solcher Güter angewiesen werde. —

Es versteht sich dabey von selbst, daß die bisher an
 die Pfarrer und geistlichen Bediente entrichteten Prä-
 ven und sonstigen Grundgefälle nach wie vor von
 den Pflichtigen entrichtet werden müssen, und daher
 bey dieser Entschädigung nicht in Betracht gezogen
 werden.

Wegen des Guts der Maltheser-Ordens-Comthurey
 Lage beruht alles auf der Bestimmung des deut-
 schen Bundestages über die Güter jenes Ordens über-
 haupt, die als rechtmäßig säcularisirt bis jetzt noch

B b 2

nicht

1817 nicht angesehen werden können, und bis auf solche Bestimmung unter der bisherigen Verwaltung bleiben.

Betrei-
bung d.
guts-
herrli-
chen Ge-
fälle,

ART. XIX. Da das gutherrliche Recht der Privat-Execution in Ansehung der aus dem in diesem Recese gegenseitig übertragenen Territorio zu beziehenden Gefälle, nicht ferner Statt finden kann, so sollen doch die öffentlich angestellten Erheber der Domänial- und der zu den säcularisirten oder noch bestehenden geistlichen Corporationen auch Kirchen und Schulen gehörenden Intraden nicht verpflichtet seyn, gegen die säumigen Schuldner mit förmlichen Klagschriften aufzutreten, noch viel weniger sich zur Erwirkung einer an sich wohl begründeten Execution in ein förmliches processualisches Verfahren einzulassen. Es soll vielmehr die auf den Grund eines von den gegenseits angestellten öffentlichen Beamten beglaubigten Extracts der Rückstände, zu erlassende Requisition an die competente gegenseitige amtliche Behörde in deren Districte das Praestandum fällig geworden, und zwar ohne Rücksicht auf die Grösse des Betrages, genügen, um die Beytreibung und Uebermittelung der Schuld auf Kosten des Schuldners durch diese auf das Forderksamste zu erwirken. Im Fall, daß entweder die Verpflichtung an sich bestritten, oder die Zahlung entweder ganz oder zum Theil bescheinigt werden sollte, wird die requirirte Behörde hievon den Requirenten ebenfalls ungesäumt in Kenntniß setzen und dessen weitere Erklärung gewärtigen, um zu beurtheilen, ob der Einwand des Schuldners dadurch elidirt worden, oder ob es etwa der Einleitung eines rechtlichen Verfahrens bedürfen möchte in welchem letzteren Falle ebenfalls die schleunigste und mindest kostspielige Rechtsentscheidung den gegenseitigen Behörden zur Pflicht gemacht werden wird.

Der letzteren sollen sich ebenfalls alle diejenigen Privati zu erfreuen haben, welche gutherrliche Gefälle aller Art in den gegenseitigen Territorien zu beziehen haben, wogegen diesen die Befugnisse einer bloßen Requisition nicht wohl zugestanden werden mag, vielmehr denselben die Verfolgung des gesetzlichen Weges der Rechtshülfe obliegt.

Münz-
Fuße.

ART. XX. Alle baaren Geldgefälle, welche in den hinc inde übertragenen Districten an eine auswärtige Landes-

1817

Landesherrschaft, deren Cammer, an eine auswärtige Corporation oder Privatperson zu leisten sind, sollen, sowohl was die Rückstände betrifft, als die künftighin fälligen, in der Münzforte, worin sie bisher entrichtet worden, oder nach deren in dem Lande des Empfängers evaluirten Werthe, ferner bezahlt werden.

ART. XXI. Den beyderseitigen Unterthanen, einzelnen Personen wie Corporationen, Geistlichen wie Weltlichen, bleibt ihr Privat-Eigenthum, Grundbesitz und Grundberechtigungen, insbesondere die hergebrachten Markbenutzungen und Jagdberechtigungen, auch jenseits der vereinbarten Hoheitsgrenze vorbehalten; sie genießen desfalls gleichen Schutz und gleiche Vortheile, wie die Unterthanen des eigenen Staats.

Sicherung des Privat-Eigenthums jenseits der Hoheitsgrenze überhaupt.

ART. XXII. Da die *Eigenbehörigkeit* im Oldenburgischen aufgehoben und in ein Erbpachts-Verhältniß verwandelt ist, so treten auch die Hannöverschen an Oldenburg übergehenden Unterthanen, welche der Cammer, geistlichen Stiftungen oder Privaten eigenbehörig sind, sofort in den Stand persönlicher Freyheit; die Gutsherren aber bleiben im Besitz aller Emolumente aus der Eigenbehörigkeit, auch des Gefindezwangdienstes, bis dafür von der Oldenburgischen Regierung eine Entschädigung bestimmt seyn wird.

Aufhebung d. Eigenbehörigkeit im Oldenburgischen.

ART. XXIII. Diejenigen Grundstücke und Grundberechtigungen, welche gegenwärtig zu einer Stelle gehören, von der sie durch die neue Hoheitslinie getrennt werden, sollen dennoch fortdauernd mit jener Stelle als ein Ganzes angesehen, als *Pertinenz* derselben durch die beyderseitigen Aemter gemeinschaftlich verzeichnet, und nach den Gesetzen des Landes, worin das Hauptwohnhaus liegt, beurtheilt werden; mithin diesem im Erbganze sowohl, als bey Veränderungen des Besitzes unter Lebenden folgen; auch in soferne über die ganze Stelle Prozeß entsteht, oder Concur ausbricht, von den Gerichten, bey welchem dieser anhängig, angezogen werden; wie denn eine Trennung solcher Pertinenzien nur von der Landesbehörde des Haupt-Wohnhauses bewilliget werden kann.

Pertinenzien jenseits der Hoheitsgrenze.

Im übrigen sind dieselben der Gerichtbarkeit des *fori specialis rei sitae*, soweit dieselbe gesetzlich begründet ist, unterworfen und können daselbst mit Special-

1817 cial-Hypothecken belegt werden, die bey einem General-Concurse nach der ihnen durch die Gesetze dieses fori beygelegten Kraft zu lociren sind.

Auch steht einer jeden Landesherrschaft das Recht zu, solche unter ihre Hoheit fallende Peritinenzen eines auswärtigen Grundstücks mit Grundsteuern zu belegen. Bis indessen von der einen oder andern ein anderes Steuerfystem angenommen wird, bleibt es bey der gegenwärtigen Verfallung nach welcher die Contribution nicht auf den einzelnen Grundstücken, sondern auf dem ganzen Erbe oder Stätte haftet, und an den Landesherrn, unter dessen Hoheit das Haupthaus liegt, entrichtet wird.

Austauschungen.

XXIV. *Austauschungen* von Grundstücken oder Grundberechtigungen unter beyderseitigen Unterthanen zu dem Zweck, daß jeder seine Besitzungen unter die Landeshoheit des Staates bringt, welchem er angehört, sollen möglichst befördert, und ein Consens dazu, auch wenn das Aequivalent zum Theil in Geld gegeben wird, nicht erforderlich seyn, sondern die Anzeige des geschehenen Austausches bey dem Amte, wo die Grundstücke liegen, hinreichen. Jedoch wird in dem Falle, da das Aequivalent zum Theil in Gelde bezahlt wird vorausgesetzt, daß die Peritinenzen in keinem Gutsherrlichen Verbande sich befinden, als in welchem Falle die Einwilligung des Gutsherrn erforderlich bleibt.

Freiheit von Einkünften u. Ausgangssteuern.

ART. XXV. An der durch die Kirchspiele gezogenen Hoheitsgrenze sollen von keiner Seite mit *Einkünften oder Ausgangs-Steuer* belegt werden: die öconomischen Erzeugnisse von den innerhalb der bisherigen Kirchspiels-Grenze belegenen Grundstücken, die Mittel zu Bestellung derselben, die Materialien zur Erbauung oder Ausbesserung von Gebäuden auf denselben, und das Vieh, wenn diese Gegenstände von einem unter fremde Hoheit fallenden Zubehör zum Haupthofe oder umgekehrt gebracht werden.

Beschränkung des Oldenburgischen Mahlverbots in Beziehung auf die Stickteichsmühle.

ART. XXVI. Das im Oldenburgischen gegen auswärtige Mühlen bestehende Mahlverboth soll auf die Stickteichsmühle, so viel die Mahlgäste aus den jetzt unter Oldenburgische Hoheit kommenden Antheilen der Kirchspiele Damme und Meuenkirchen betrifft, nicht zur Anwendung kommen; doch steht dieser Mühle kein Zwangsrecht zu.

ART.

ART. XXVII. So wie jede Landesherrschaft den ihr hoheitlich zufallenden District mit voller Gerichtbarkeit unter Ausschluss jeder derartigen Befugniß der fremden Landesherrschaft, erhält; so bestimmt sich der Gerichtsstand, mit seinen verschiedenen Arten, lediglich nach gemeinrechtlichen Grundsätzen, die so wenig durch einen richterlich erkannten Arrest, (welcher mithin keinen eigenen Gerichtsstand für die Hauptsache begründet): noch durch die Idee eines *Landfassatus plenus*, verändert werden sollen.

1817
Ge-
richts-
stand.

ART. XXVIII. Den beyderseitigen Unterthanen ist alle und jede *Eigenmacht* gegen einander, (besonders durch Demolition von Zuschlägen oder deren Befriedigung), bey schwerer Leibesstrafe streng unterlagt; sie sollen sich, bey vermeintlichen Beeinträchtigungen ihrer Rechte lediglich an die competente Behörde wenden, und deren Verfügung erwarten.

Pfan-
dungen.

Wenn an Orten, wo keine gehörige Befriedigungen sind, das Vieh über die bestimmte Hoheits- oder Markengrenze streichen würde, so soll solches nicht eingeschüttet, sondern nur zurückgejagt werden.

Wenn aber das Vieh durch gehörige Befriedigungen bricht, so sollen niemals mehr als zwey Stück eingeschüttet, und für jedes nur das übliche Schüttgeld vorbehaltlich erweislichen Schadenersatzes genommen werden.

Bey widerrechtlichen Torfstich Plaggenmähen und dergleichen Markbenutzungen, soll sich die Pfandung nur auf den Torf und die Plaggen, nicht aber auf Wagen, Pferde und Geräthe erstrecken.

Diejenigen welche eine Pfandung nach dieser Befugniß vollzogen haben, besorgen ohne Verzug, daß die eingeschüttete Sache unter Obhut des Amts ihres Wohnorts gestellt werde, welches dem Richter der belegenen Sache sofort davon Kenntniß giebt, damit von diesem über die Recht- oder Unrechtmäßigkeit der Pfandung und den zu leistenden Schadenersatz erkannt werde, auch auf dessen Requisition und Bescheinigung einer in foro rei sitae bestellten genügenden Caution, die gepfändete Sache dem Eigener wieder verabfolgen läßt.

ART. XXIX. Die *anhängigen Proceße* sowohl in Civil- als in Straf-Sachen, werden vor dem Gericht, welches

Anhän-
gige Pro-
ceße.

1817 welches künftig in Folge der geschehenen Abtretungen nach den allgemeinen Rechtsgrundsätzen competent zu achten, fortgesetzt und beendigt.

Die Civil-Acten, werden auf Requisition des competenten Gerichts, auf Kosten der Parthey, welche die Requisition veranlaßt hat: die Acten in Vormundschafts- wie in Straffachen ex officio und Kostenfrey in originali ausgeliefert.

Unge-
theilte
Marken

ART. XXX. Wo die Hoheitsgrenze *provisorisch* durch eine gemeine Mark gezogen oder überall in einer Mark noch streitig ist, worin beyderseitige Unterthanen interessirt sind, da sollen dieselben baldthunlichst durch eine gemeinschaftliche Commission auseinandergesetzt, und nach der Markengrenze so viel möglich auch die Hoheitsgrenze definitiv bestimmt werden. Bis dahin darf auch der im eigenen Territorio belegene Theil gemeiner Mark nicht einseitig von der Behörde desselben getheilt, noch darin einseitig ein Zuschlag angewiesen werden; sondern es kann solches nur durch die Behörden beyder Staaten gemeinschaftlich geschehen. Ueber Markenstreitigkeiten erkennt zwar, so viel die Regulirung des Besitzstandes betrifft, die Behörde des Landes worin der Markentheil liegt, allein, und benachrichtigt nur die gegenseitige davon. In petitorio aber sollen, bis zur Auseinandersetzung der beyderseitigen Unterthanen, die Aemter beyder Staaten gemeinschaftlich die Sache verhandeln und zu reguliren suchen, und wenn sie sich nicht vereinigen können, auf ein benachbartes Amt dergestalt compromittiren, daß Hannöverscher Seits ein Oldenburgisches, und Oldenburgischer Seits ein Hannöversches Amt in Vorschlag gebracht wird, zwischen beyden aber das Loos entscheidet.

Wo durch die *definitiv* gezogene Landesgrenze eine Mark ganz oder zum Theil, unter die Landeshoheit eines Staates fällt, in welcher die Unterthanen des andern allein oder mit interessirt sind, da steht zwar die Markengerichtbarkeit allein der Behörde des Landes zu, worin die Mark liegt, es soll aber bey Entscheidungen von Markenstreitigkeiten in petitorio, Ausweisung von Zuschlägen und Theilungen zuvor das Gutachten des benachbarten Amtes eingeholt werden, dessen Eingeseffene dabey interessirt sind.

ART.

ART. XXXI. Was die Kirchspiels- und Commüne-
Schulden betrifft, — wohin auch die aus den Zeiten
der Französischen Invasion herrührenden Ausgleichungs-
gegenstände gehören, sofern dieselbe nicht als Landes-
schulden und als solche in Bausch und Bogen gegen-
einander compensirt anzusehen sind; so nimmt jeder
an eine andere Landesherrschaft überwiesene Unter-
than die Verbindlichkeit des Beytrags dazu mit, so
weit solche ihm bey Entstehung der Schuld oblag und
noch nicht getilgt ist. Es sollen von diesen Schulden
von beyden Seiten Verzeichnisse angefertigt, einem
jeden der Theil, welcher nach dem bisherigen Re-
partitionsfusse noch auf ihn fallen wird, berechnet
und von dem Schuldner anerkannt werden.

1817
Kirch-
spiels-
u. Com-
müne-
Schul-
den.

Eine Tilgung solcher Schulden durch Veräuße-
rung eines Stückes aus gemeiner Mark, soll, wenn es
mit den Rechten aller Markeninteressenten verein-
barlich, erleichtert; eventualiter sollen die Zeiträume
gemeinschaftlich festgesetzt werden, innerhalb deren
die Schulden getilgt werden müssen. Auf welche
Weise das dazu, so wie zu den Zinsen erforderliche
Geld aufgebracht werden soll, bestimmt jede Landes-
herrschaft in Ansehung der nach diesem Recesse ihr
anfallenden Unterthanen.

Das zu beydein Behuf Aufgebrachte wird zur wei-
teren Verfügung an das Amt abgeliefert unter welchem
das Kirchdorf steht, zu welchem die Schuldner ge-
hört haben.

ART. XXXII. Die Gebäude in den abgetretenen
Districten bleiben im Jahre 1817 noch in dem Ver-
band zu der Brand-Casse des Landes, dem sie bi-
her angehört haben, und die Beyträge werden von den
Säumigen nachdem sie fruchtlos kostenfrey angemahnt
worden, auf dem im Art. 19. bezeichneten Wege bey-
getrieben. Mit dem Jahre 1818 aber werden alle Ge-
bäude, auch Heuerhäuser, welche durch die Landes-
gränze von den Hauptwohnhäusern wozu sie gehören
getrennt sind, zu der Brand-Casse des Landes gezo-
gen, in dessen Grenzen sie belegen sind.

Brand-
Casse.

ART. XXXIII. Um Landstraßen oder öffentliche
Wege, die innerhalb der Hoheitsgränze des einen
Landes liegen, zu unterhalten oder in Stand zu setzen,
können die Unterthanen des andern Landes nicht mit
zuge-

Wege-
besser-
ungen.

1817 zugezogen werden. Bedienen sie sich dieser Wege, um zu ihren vom Hauptwohnhause durch die Landesgrenze getrennten Besitzungen zu kommen, so tritt die Bestimmung des Art. 25. ein. Benutzen sie aber diese Wege, um sich nach andern Plätzen zu begeben: so werden sie in Rücksicht der Zölle, des Wegegeldes und sonstiger Abgaben die an den Grenzen oder auf den Wegen entrichtet werden müssen, ebenso wie andere Fremde behandelt.

Feldwege, die in dem einen oder andern Gebiete liegen, und von beyderseitigen Unterthanen benutzt werden, um zu ihren Besitzungen zu kommen, werden von den Unterthanen beyder Länder, welche sie benutzen, nach einem billigen Verhältnisse unterhalten; die beyderseitigen Beamten bestimmen gemeinschaftlich das Verhältniß und jeder hält seine Untergebenen zu der Arbeit an.

Geistliche Angelegenheiten.

ART. XXXIV. Jede Landesherrschaft tritt in dem mit völliger Landeshoheit auf sie übergehenden Kirchspiele oder Kirchspielstheile auch in das *Jus territoriale circa Sacra* und die Partonatrechte, so weit letztere dem Landesherrn zustehen.

Den Streitigkeiten zwischen den bischöflichen Diöcesen von Münster und Osnabrück über die sogenannte *Jurisdiction ecclesiastica*, wird durch diesen Vergleich nicht präjudicirt; und es wird sich Oldenburg wegen der geistlichen Angelegenheiten in den Kirchspielen Damme und Neuenkirchen mit dem Bischoff zu Osnabrück; und Hannover wegen dieses Gegenstandes in dem Kirchspiele Twistringen mit dem Generalvicar des bischöflichen Stuhls Münster verständigen.

Parochial- u. Schulverband

ART. XXXV. Die überwiesenen Unterthanen bleiben vorerst in der Verbindung mit der auswärtigen Pfarre und Schule, an welche sie gegenwärtig gewiesen waren, leisten auch nach wie vor die Beyträge und Dienste zu Unterhaltung der Geistlichen- und Schulgebäude, die ständigen Abgaben an Geistliche, Küster und Schullehrer, und die *Jura stolae* dahin, wohin sie solche bisher geleistet haben, und werden dazu nöthigenfalls auf die im Art. 19. vereinbarte Weise gehalten. Es sollen aber die überwiesenen Unterthanen aus dem Parochial- und Schulnexus mit einer auswärtigen Pfarre und Schule bald möglichst entnommen, und

und einer inländischen zugewiesen werden. In diesem Falle übernimmt im Kirchspiel Goldenstedt Oldenburg die Entschädigung der Pfarre und Schule zu Goldenstedt für den Abgang von Rüßen; Hannover die Entschädigung zu Collexade und Barnstorf für den Abgang der Evangelischen Eingefessenen zu Goldenstedt; desgleichen im Kirchspiel Damme die Entschädigung der Pfarre und Schulen zu Vörden wegen der Lutheraner zu Greven; zu Gehrde wegen der Lutheraner zu Fladderlöhhausen; Grandorf - Handorf, Amtern und Holdorf.

Wegen der Entschädigung der Pfarrer etc. in Damme und Neuenkirchen, in Ansehung des Abgangs von Hinnenkamp und Ahe, so wie des unter Haunöverscher Hoheit bleibenden Theils des Kirchspiels Neuenkirchen ist die Bestimmung bereits im Art. 18. gegeben.

Art. XXXVI. Die Armenfonds und Mittel werden in den getheilten Kirchspielen Damme, Neuenkirchen und Goldenstedt nach Verhältniß der Unterthanen welche der einen, zu derjenigen, welche der anderen Landesherrschaft zugefallen ist, getheilt. Da aber in dem Kirchspiele Damme ein besonderer Armenfonds für die Osnabrückschen; und ein besonderer für die Oldenburgischen Unterthanen besteht, so ist der letztere mit dem purificirten Antheil nördlich der Linie von 1730. bereits übernommen, und der Osnabrücksche Armenfonds allein Gegenstand der Theilung nach dem Verhältniß der südlich jener Linie an Oldenburg übertragenen (4173) zu den in den Ortschaften Hinnenkamp und Ahe von Hannover reservirten (364) Unterthanen.

Art. XXXVII. Alle Urkunden, Charten, Verwaltungs-Acten und Nachrichten, welche die übertragenen Districte im Ganzen, oder einzelne übertragene Gegenstände darin betreffen, sollen, wenn darin kein fremdartiger Gegenstand befaßt ist in originali, sonst aber, gegen Vergütung der Copialien, in Abschriften oder Auszügen, von den Behörden gegenseitig, binnen der nächsten sechs Monate vom Tage der Ratification ausgeliefert werden. Aus der Französischen Hypotheken-Bewahrung werden die Bordereaux über Inscriptionen auf die in den übertragenen Districten belegenen Grundstücken in originali und unentgeltlich gegenseitig ausgeliefert. Extracte aus den Hypothekenbüchern selbst,

1817

Armen-
fonds.Auslie-
ferung
der Ur-
kunden

1817 selbst, welche in dem Besitze der Behörde des einen Staats sind, können entweder von einem abgesandten Officialen des anderen, welchem die Einsicht derselben zu dem Ende verstatet wird, an Ort und Stelle selbst entnommen; oder von dem Bewahrer der Hypothekenbücher, nach einem demselben zugestellten Namen-Verzeichniß der übertragenen Unterthanen, gegen bloße Vergütung der Copialien verlangt werden.

Ausführung des
Recesses

ART. XXXVIII. Die Ratification des Recesses, wollen beyderseitige Commissarien baldmöglichst zu bewirken suchen. Nach geschehener Auswechselung derselben, werden von beyden Seiten gleichzeitig correspondirende Ueberweisungs- und Besitznahme-Patente, und die zur weiteren Ausführung erforderlichen Befehle an die Behörden erlassen, auch im nächsten Frühjahr, sobald es die Jahreszeit erlaubt, die vereinbarten Grenzen durch Steine oder Pfähle auf gemeinschaftliche Kosten durch beyderseitige Commissarien bezeichnet.

Die Gutsleute in den Ausgleichungs-Districten sollen von ihrer fortdauernden Verbindlichkeit gegen diejenigen Behörden, denen sie bisher verpflichtet gewesen und denen sie nach den verschiedenen Bestimmungen dieses Recesses ferner verhaftet bleiben, durch die competenten Behörden, gleich nach dem Erlasse des Besitz-Ergreifungs-Patents in Kenntniß gesetzt werden.

Alle Punkte des Recesses, zu deren Ausführung keine kürzere Frist bestimmt ist, sollen spätestens binnen dem Laufe des jetzigen Jahrs in Vollziehung gesetzt werden.

So geschehen Bremen den vierten Februar des Jahrs Eintausend achthundert und siebenzehn.

Urkundlich der zu diesem Geschäfte beiderseits bevollmächtigten Commissarien eigenhändiger Namens-Unterschriften und beygedruckten Inßiegel.

C. W. A. STRALENHEIM. v. DUVE. RUNDE. TENGE.
(L. S.) (L. S.) (L. S.) (L. S.)

Second Appendice.

1.

Traité de paix entre S. M. Impériale de toutes les Russies et la Porte signé à Bucharest le 28 Mai 1812. ^{18 Mai.}

(Voss Zeiten T. 33. p. 41. traduit sur l'original Russe dans la gazette de Lemberg.)

Im Namen des Allerhöchsten.

Se. Majestät der erhabene und großmächtigste Kaiser aller Reussen und Se. Hoheit der Mächtige und Selbstherrscher der Ottomannen, von gleichem Verlangen befeelt, den, zwischen Ihnen geraume Zeit hindurch bestandenen Krieg zu beendigen und einen dauerhaften Frieden, Freundschaft und gute Harmonie herzustellen, haben geruht, dieses gute und heilsame Geschäft der Obforge und den Gefühlen Ihrer Bevollmächtigten anzuvertrauen, und zwar von Seiten Sr. russischen Majestät, Sr. Excellenz dem Herrn Michael Grafen Golenitschef Kutusow, General der Infanterie, Oberbefehlshaber der Armee, Ritter aller russischen Orden, des kaiserlichen Maria-Theresiens-Ordens Großkreuz, und jenes des heiligen Johannes von Jerusalem; von Seiten Sr. Hoheit des ottomannischen Kaisers hingegen, dem erlauchten Achmet Pascha, Großvesier und Generalissimus der hohen ottomannischen Pforte, damit das heilsame Friedensgeschäft durch die, von beyden Bevollmächtigten gewählten, Personen regulirt, der Tractat abgeschlossen und unterzeichnet werden möge. Diesem zu Folge ist, von Seiten des Kaiserl. russischen Hofes, gewählt und mit Vollmachten versehen worden, Herr Andreas Italinsky, geheimer Rath des russischen Hofes, Sr. Majestät Kämmerer und Ritter der Orden des heiligen Wladimir und der heiligen Anne zweyter Classe; dann Herr Sabanief, Generalmajor in der Armee Sr. Kaiserl. Majestät, Chef eines Regi-

1812 Regiments bey der grossen Armee an der Donau, Ritter des Ordens des heiligen Wladimir zweyter, der heiligen Anne erster, des heiligen Georgs zweyter Classe; und endlich Herr Joseph Fonton, Hofrath Sr. Kaiserl. Majestät und Ritter der Orden des heiligen Wladimir dritter, und der heiligen Anna zweyter Classe. Von Seiten der hohen ottomannischen Pforte aber, Ihre Excellenzen, der Sait Machmet Galip Effendi, Kichaja Bay der hohen ottomannischen Pforte, dann der Mastar Zade Ibraim Ali Effendi, Kazarkir und Oberrichter der ottomannischen Armee in Orient, und endlich der Abdul Halip Effendi, Kanzler der Janitscharen; welche nach erfolgter Zusammenkunft und Auswechslung ihrer Vollmachten über nachstehende Artikel übereingekommen sind:

*Paix et
amitié.*

ART. I. Die Feindseligkeiten und der Zwist, der bisher zwischen den beyden Monarchien obwaltete, hat, Kraft dieses Tractats, von jetzt an, auf immer, sowohl zu Wasser als zu Lande, aufzuhören; es soll auf ewige Zeiten Friede, Freundschaft und gutes Einverständnis, zwischen Sr. Kaiserl. Majestät, dem Selbstherrscher und Padyshah aller Reussen, und Sr. Majestät, dem ottomannischen Kaiser und Padyshah, zwischen Ihren Nachkommen und Thronfolgern, und Ihren beyderseitigen Reichen bestehen. Beyde hohe kontrahirende Theile sind von dem aufrichtigen Verlangen beseelt, alles zu entfernen, was zu Uneinigkeiten, zwischen ihren beyderseitigen Unterthanen, Anlaß geben könnte, werden alles auf das Genaueste erfüllen, was in gegenwärtigem Vertrage festgesetzt ist, und auf das Eifrigste verhüten, daß, in der Folge, weder von der einen noch von der andern Seite, weder öffentlich noch im Geheim, etwas, diesem Vertrage Zuwiderlaufendes, unternommen werde.

Amnestie

ART. II. Die sonach ausgesöhnten hohen Kontrahirenden versichern, nach der Herstellung des Friedens und der Freundschaft, eine vollkommene Amnestie und allgemeine Verzeihung allen ihren Unterthanen, welche im Verlaufe des Kriegs an militairischen Handlungen Theil genommen, oder auf was immer für eine Art dem Interesse ihres Landesherren oder ihres Landes entgegen gehandelt haben. Es wird daher in Folge dieser Amnestie, niemand zu irgend

irgend einer Verantwortung gezogen werden, sondern jeder, der in seine Heimath zurückgekehrt ist, die vormahls gehabten Rechte, unter dem Schutze der Gesetze, gleich den übrigen genießen. — 1812

ART. III. Alle Tractate und Uebereinkünfte, die bey mehrern vorigen Friedensnegociationen geschlossen und sowohl von dem Kaiserl. russischen Hofe als der ottomannischen Pforte anerkannt worden sind, werden hiermit bestätigt, und bleiben in ihrer Wirksamkeit, mit Ausnahme derjenigen Artikel, welche in der Folge der Zeit, einige Abänderung erlitten haben. Es versprechen daher beide ausgeführten hohen contrahirenden Theile sowohl den gegenwärtigen, als die Vorbesagten, Tractate wechselseitig aufs Heiligste und unverletzt zu halten. Confirmation des traites.

ART. IV. Mitteltst des ersten Artikels der Präliminarien ist festgesetzt worden, daß der Pruthfluß, von da, wo er in die Moldau eintritt, bis zu seiner Einmündung in die Donau, von da aber das linke Ufer des letztgedachten Stroms bis Kilia und dessen Einmündung ins schwarze Meer, die Grenze zwischen beiden Mächten bilden soll. Die Schifffahrt bleibt indessen beiden Theilen gemeinschaftlich. Die kleinen, und vor dem Ausbruch des Kriegs unbewohnt gewesenen, Donauinseln, die jenseits Ismail anfangen und bis Kilia anzutreffen sind, sollen zwar, insofern sie dem linken Ufer näher liegen, unter russische Botmäßigkeit kommen, werden jedoch von keiner dieser Mächte beherrscht, auch darf auf selben, von nun an, keine Befestigung oder sonstiges festes Bollwerk aufgeführt werden, sondern sollen dieselben öde bleiben, doch ist es beyderseitigen Unterthanen freygelassen worden, daselbst zu fischen oder Holz zu fällen. Die ganz großen, Ismail und Kilia gegenüber stehenden; Inseln bleiben ebenfalls, eine Stunde Wegs vom nächsten linken Donauufer angerechnet, öde; welches jedoch erst bezeichnet werden wird. Die Etablissements, die vor dem Ausbruch des Kriegs bestanden, so wie Alt-Kilia, sind in dieser Grenzlinie nicht eingeschlossen. Im Ueberreste eben dieses Artikels leistet die hohe ottomannische Pforte Verzicht, und übergiebt dem Kaiserl. russischen Hofe das Land, welches am linken Pruthufer gelegen ist, mit allen Festungen, mit allen Städten und Wohnungen Limites.

1812 nungen, die sich in diesem Theile befinden, nebst der Hälfte des Pruthflusses, der die Grenze zwischen den beiden Monarchien bildet. Beider Höfe Handelschiffe können auf dem Arm bey Kilian ein- und auslaufen, und den ganzen Donaustrom befahren. Was aber die russischen Kriegschiffe betrifft, so können selbige nur bis zur Einmündung des Pruthflusses auf der Donau hinauf fahren.

Restitu-
tion de
la part
de la
Russie
en Mol-
davia.

ART. V. Se. Majestät der Kaiser aller Reußen überläßt und stellt zurück, an die hohe ottomannische Pforte, denjenigen Theil der Moldau, welcher auf dem rechten Ufer des Pruthflusses liegt, so wie die große und kleine Wallachey, nebst allen Festungen, im gegenwärtigen Zustande, Städte, Marktflecken, Dörfer sonstige Niederlassungen, und alles, was sich immer in diesen Provinzen befindet, zugleich mit den Donauinseln, jedoch mit Ausnahme des, oben im 4ten Artikel des gegenwärtigen Tractats, Aufgeführten.

Die Contracte und Conventionen, welche unter die Privilegien der Moldau gezählt worden sind, werden nach der Grundlage des fünften Artikels der Präliminarien, bestätigt. Die besonderen Conventionen, und jene die in dem vierten Artikel des Jassyer Tractats stipulirt sind, bleiben ebenfalls in ihrer vollen Wirkung, welche festsetzen, daß keine Entschädigung für die entgangenen Revenüen verlangt, und keiner Steuer für die Dauer der ganzen Kriegszeit begehrt werden soll, und daß die Einwohner beyder dieser Provinzen, in Zeit von zwey Jahren, (von der Auswechslung des Tractats an gerechnet), von jeder Steuer frey bleiben, und zu allenfallsiger Auswanderung in andre Staaten einen angemessenen Termin erhalten sollen; zu welchem letztem Endzwecke ihnen ein vier monatlicher Termin bewilligt, und die hohe Pforte gewähren wird, die Steuern der Moldau, nach Mafß ihrer gegenwärtigen Gröfße anzulegen. —

Restitu-
tion des
conquê-
tes.

ART. VI. Ausser der Grenze des Flusses Pruth, werden gegen Aßen und andere Gegenden die nämlichen Grenzen verbleiben, wie sie vor Ausbruch des gegenwärtigen Krieges waren, und der Kaiserl. Russische Hof gibt Kraft des dritten Artikels der Präliminarien, an die hohe ottomannische Pforte zurück: alle erobert-

eroberten Festungen und Schlösser, innerhalb dieser Grenzen, in dem nämlichen Zustande, in dem sie sich dermahlen befinden; mit allen Städten, Marktflecken, Dörfern und Häusern und allen dem, was diese Landstrecken in sich begreifen. 1812

ART. VII. Diejenigen ottomannischen Unterthanen, die, nach Beginnen des Kriegs, in dem, nun an Rußland abgetretenen Theil geblieben, oder während des Krieges dahin gekommen sind, können in die Länder der hohen Pforte, sammt ihrer Familie und Haabe ziehen, und daselbst für immer verbleiben, ohne daß sie Jemand daran, auch nur im Geringsten hindere. Es wird ihnen auch frey gelassen, ihr Vermögen an wen immer von den Ortseinwohnern zu veräußern, und mit dem, was sie mitnehmen wollen, nach den ottomannischen Staaten auszuwandern. Diese Erlaubniß wird selbst auf die Eingebornen des abgetretenen Strich Landes, die daselbst einiges Vermögen besitzen, sich aber gegenwärtig in den Staaten der ottomannischen Pforte aufhalten, ausgedehnt, und sowohl diesen als den erstgedachten zur Regulirung ihrer Angelegenheiten, ein achtzehn monatlicher Termin, vom Tage der Auswechslung des gegenwärtigen Tractats gerechnet, bewilligt. Ingleichen können die Tartaren, die während dieses Krieges aus Bessarabien nach Rußland gewandert, wenn sie wollen nach den ottomannischen Staaten zurückkehren; jedoch unter der Bedingung, daß die hohe Pforte verpflichtet sey, die, bey der Uebersiedlung und Etablirung dieser Tartaren gehalten Kosten dem russischen Hofe zu ersetzen. Nicht weniger können die Christen, die in dem, an Rußland abgetretenen Lande Vermögen besitzen, daselbst gebürtig sind, nun aber sich in andern Theilen der ottomannischen Staaten aufhalten, wenn sie wollen, nach dem abgetretenen Lande zurückkehren, und sich daselbst sammt ihren Familien und ihrer Haabe, ohne daß dieselben daran verhindert werden sollen, niederlassen. Auch ist ihnen erlaubt, ihr was immer für Namen habendes Vermögen, das sie in den Staaten der hohen ottomannischen Pforte besitzen, an die ottomannischen Unterthanen zu veräußern, und das gelöste Geld nach den russischen Staaten mitzunehmen. Auch für diese wird, auf die nämliche Weise,

1812 der achtzehn monatliche Termin, vom Tage der Friedensratification an gerechnet, gegeben.

Serviens ART. VIII. In Folge des 4ten Artikels der Präliminarien, obschon nicht gezweifelt werden darf, daß die hohe Pforte, nach ihren Grundsätzen, gegen die Servier, als ein ihr seit langer Zeit unterwürfiges und tributäres Volk, Milde und Großmuth ausüben werde, hat man, in Betracht des Antheils, welchen die Servier an diesem Kriege hatten, für billig erachtet, in Ansehung ihrer Sicherheit feyerlich Verabredung zu pflegen. In Folge derselben gewährt die hohe Pforte den Serviern volle Amnestie, und daher kann, wegen der vergangenen Vorfälle, ihre Ruhe auf keine Weise gestört werden. Die Festungen, so dieselben, aus Anlaß des Krieges, in ihrem Lande bauten, und die vorher nicht angelegt waren, werden, in so weit sie für die Zukunft nicht nöthig sind, geschleift; und die hohe Pforte wird, wie vorher, in den schon bestandenen Festungen, Schlössern und andern besetzten Ortschaften, die Herrschaft übernehmen, sie mit Artillerie, Kriegsmunition und mit andern Kriegsvorräthen versehen, auch die Garnison nach ihrem Gutbefinden einlegen. . . Damit aber diese Garnisonen gegen die Servier keine ungerechten Bedrückungen ausüben, so wird die hohe Pforte, im Gefühle der Barmherzigkeit gegen die Servier, die, zu ihrer Sicherheit erforderliche, Mäßigung ausüben. Ueberdies wird die hohe Pforte den Serviern, auf ihre Bitte, die nämlichen Vortheile zugestehen, welche ihre andern Unterthanen, in den Inseln des Archipels und in andern Gegenden, haben; und ihnen auch ein Merkmal ihrer Großmuth dadurch geben, daß sie die Verwaltung der innern Angelegenheiten ihnen selbst überläßt, ihnen mäßige Steuern auferlegt, diese nur unmittelbar von ihnen empfängt, und die zu diesem Ende erforderliche Verfügung, im Einverständnisse mit der servischen Nation, treffen wird.

Prison- ART. IX. Alle, in beyden Reichen befindliche Gefangene, sowohl männlichen als weiblichen Geschlechts, von was immer für einer Nation oder Stande, sollen sogleich nach Auswechslung der Ratification des gegenwärtigen Tractats, ohne das mindeste Lösegeld ausgewechselt werden, ausgenommen die Christen, welche aus

1812

aus eigenem Antriebe in den Ländern der hohen Pforte die mohamedanische Religion, oder die Mohamedaner, welche gleichfalls auf ihr freyes Verlangen in den Ländern der russischen Monarchie, die christliche Religion angenommen haben. Ein Gleiches hat, in Ansehung aller jener russischen Unterthanen zu gelten, welche nach der Unterzeichnung dieses Friedenstractats, bey was immer für einer Gelegenheit, in Gefangenschaft gerathen sind, und sich in den Ländern der hohen Pforte befinden. Der russische Hof verbindet sich auch seiner Seits, auf gleiche Art, gegen alle Unterthanen der hohen Pforte zu verfahren. Für die, von beyden hohen contrahirenden Theilen zum Unterhalt der Gefangenen verwendeten Summen, kann keinerley Ersatz in Anspruch genommen werden. Ueberdies werden, von beyden Seiten, die Gefangenen mit allem Nöthigen bis zur Grenze versehen, und dort durch beyderseitige Commissaire ausgewechselt werden.

ART. X. Alle Rechtshandel der beyderseitigen Unterthanen, die wegen der Kriegsumstände nicht haben beendigt werden können, sind nicht als aufgehoben anzusehen, sondern müssen erst nach erfolgtem Frieden, im Wege Rechts, entschieden werden. Justice;
Dettes.

Alle Schulden, wenn solche von beyderseitigen Unterthanen gemacht wurden, so wie auch die Forderung des Schatzes, sollen unverweilt und gänzlich befriedigt werden.

ART. XI. In Folge dieses, zwischen den beyden höchsten Monarchen geschlossenen Friedenstractats, und dessen Auswechslung, nach der von beyden Monarchen vorhergehenden Ratification, müssen die Landarmeen und die Flotten des Kaiserl. russischen Hofes zur Räumung der ottomannischen Staaten und Gewässer schreiten; es kann aber dieses, wegen der grossen Entfernung und sonstigen Hindernisse, nicht so leicht bewirkt werden. Daher haben beyde ausgeföhten hohen Theile sich einverstanden, zur gänzlichen Räumung der europäischen und asiatischen Provinzen, einen dreymonathlichen Termin, vom Tage der Auswechslung des Tractats, festzusetzen; welcher Termin, vom obbezeichneten Tage, ausgeht, und während dessen die Kaiserl. russische Landarmee Evacuations.

1812 alle, der hohen Pforte, mittelst dieses Tractats, zurückgegebenen, europäischen und asiatischen Länder gänzlich räumen, die Flotten und sonstige Kriegsfahrzeuge aber die ottomannischen Gewässer verlassen werden. Diejenigen ottomannischen Oerter und Festungen, in denen die russische Armee, bis zum Anfang dieses Termins, verweilen wird, bleiben, bis zur Räumung, wie bisher, unter der Administration des russischen Hofes, ohne daß sich die hohe ottomannische Pforte in dieselbe, bis Ausgang des Termins und Räumung von allen Truppen, die sich mit allen Lebensmitteln und den übrigen Bedürfnissen, bis zum Tage ihres Abmarsches daselbst zu versorgen haben, auch nur im Geringsten mische.

Indem-
nités
pour les
rapines
des Bar-
bares-
ques.

ART. XII. Im Falle der, in Konstantinopel residirende Minister oder Bevollmächtigte, des Kaiserl. russischen Hofes, schriftlich, in Folge des 7ten Artikels des Tractats von Jassy, Entschädigung für das, Unterthanen und Kaufleuten des Kaiserl. russischen Hofes, durch Korsaren der Reiche Algier, Tunis und Tripolis, zugefügte, Unrecht verlangen, oder in Angelegenheiten, die auf den bestehenden Handelstractat Bezug haben, und woraus Streit und Klagen entstehen können, protestiren sollte, wird die hohe Pforte jedes Mahl sich angelegen seyn lassen, daß alles, was die Tractaten vorschreiben, erfüllt, und die bemerkten Anstände gehoben und beseitigt werden; jedoch gänzlich unbeschadet der, in dieser Hinsicht bestehenden, Vorschriften und Anordnungen. Der Kaiserl. russische Hof wird, in dieser Hinsicht, in Gemäßheit der bestehenden Handelsgesetze, gegen die hohe Pforte das Nämliche beobachten.

Bons
offices
de la
porte en
faveur
de la
Perse.

ART. XIII. Nach Abschluß dieses Tractats willigt der Kaiserl. russische Hof ein, daß die hohe ottomannische Pforte, als mit den Personen eines Glaubens, ihre freundschaftlichen Dienste anbiete, damit, zwischen dem Kaiserl. russischen Hofe und dem persischen Reiche, der Krieg beendigt, und zur Abschließung eines Friedens ein wechselseitiges Einverständnis geschlossen werde.

Cessa-
tion des
hostili-
tés.

ART. XIV. Nach Auswechslung der Ratification des gegenwärtigen Friedenstractats, werden die Oberbefehlshaber der Armeen, beider Reiche, sogleich zur Einstellung der Feindseligkeiten, sowohl zu Lande als zu Waller, an die Corpscommandanten, Befehl erlassen;

lassen; sollten aber solche Feindseligkeiten, nach Unterzeichnung dieses Tractats, vorkommen, so sind sie als nicht vorgefallen anzusehen, und können, zu irgend einer Abänderung in den Bestimmungen des gegenwärtigen Tractats, keinen Anlaß geben. Ferner soll alles, was während dieser Zeit, von einem oder dem andern Theile der hohen Contrahirenden erobert worden wäre, sogleich wieder zurück gestellt werden. 1812

ART. XV. Nach Unterzeichnung dieses Friedens-tractats, durch die beiderseitigen Bevollmächtigten, werden der erste Bevollmächtigte Sr. Kaiserl. russischen Majestät und der Großwesir der hohen ottomannischen Pforte ihn bestätigen und, zehn Tage nach der Unterzeichnung, oder wo möglich noch früher, sollen die Instrumente, durch eben diese Bevollmächtigten, aus- gewechselt werden. Confir-
mation.

ART. XVI. Gegenwärtiger Tractat, eines ewigen Friedens, soll, von Seiten Sr. Majestät des Kaisers und Padyeschach aller Renssen, und von Seiten des Großsultans und Padyeschach der Ottomannen, bestätigt, feyerlich, durch eigenhändige Unterschrift beider Monarchen, ratificirt, und von den beiderseitigen Bevollmächtigten, in der Stadt, in welcher der Tractat abgeschlossen wurde, binnen vier Wochen, vom Tage des gegenwärtigen Tractats, und wo möglich noch früher, ausgewechselt werden. Ratifi-
cations.

Gegenwärtiges Friedensinstrument in sechszehn Artikeln, welches, nach erfolgter Auswechslung gegenseitiger Ratification, in Gültigkeit tritt, haben Wir, Kraft Unserer Vollmachten, unterzeichnet, mit Unserm Insigne bekräftigt und gegen ein anderes gleichlautendes, durch die oben erwähnten Bevollmächtigten der hohen ottomannischen Pforte unterzeichnetes, mit ihrem Siegel bekräftigtes, Instrument, ausgewechselt. Geschehen zu Bucharest, am 16 (18) May 1812.

Unterzeichnet: ANDREAS HALINSKY. m. p.
JOHANN SABANEJEW. m. p.
JOSEPH FONTON. m. p.

La ratification de la part de la Russie est datée du 21^{er} Juin 1812; la publication en a été faite à St. Petersbourg le 4^{er} Août 1812 l'une et l'autre se trouve dans Voss Zeiten l. c. p. 41. 42.

2.

1815 *Procès-verbal de la conférence de Paris du*
 21 Nov. *21 Novembre mil huit cent quinze sur l'emploi*
des contributions françaises pour le renforce-
ment de la ligne défensive.

(Servant de suite au procès-verbal du 6 Nov. placé plus haut *N. R. T. II. p. 676.*)

Messieurs les Ministres des quatre Cours ont pris en considération les principes à établir sur l'emploi de cette partie des contributions, payables par la France, qui d'après leurs dispositions générales, consignées dans le Procès-verbal du six Novembre Mil huit cent quinze, doit être consacrée au renforcement de la ligne défensive des pays limitrophes de la France. Leurs Excellences ont reconnu, que ce n'est pas l'avantage particulier de l'un ou de l'autre Etat, mais la sûreté commune, et l'intérêt de tous que l'on a eu en vue en adoptant ce système essentiellement Européen, et que par conséquent les Puissances, qui y ont concouru, doivent avoir un droit égal à en surveiller réciproquement l'exécution, et à prendre connaissance, d'époque en époque, des progrès, qui auront été faits dans l'application des fonds destinés à un objet d'aussi haute importance.

On a été en outre d'avis, que pour obtenir une marche régulièrement combinée et mettre de l'ensemble dans l'exécution de cette mesure, il serait utile de confier à celles des grandes Puissances, qui se trouveront le plus à portée de telle ou telle partie des travaux à entreprendre, le soin de se concerter avec les Souverains directement intéressés à ces travaux, afin de combiner le plan des opérations à faire, et les moyens les plus convenables, pour les mettre en pratique.

A cet effet, Messieurs les Ministres sont convenus que le Gouvernement Britannique se réunira avec celui des Pays-Bas, pour déterminer conjointement l'emploi spécial des sommes destinées à la fortification de ce pays;

Que

Que relativement au Système défensif de l'Allemagne, les Cours d'Autriche et de Prusse se concerteront, tant entre Elles, qu'avec ceux des Souverains sur les territoires desquels de nouveaux ouvrages défensifs seront à construire, sur les plans à adopter et la marche à suivre pour ces constructions; 1815

Que relativement aux fortifications de la Savoie, le Gouvernement Autrichien se mettra avec celui de Sa Majesté le Roi de Sardaigne, dans les mêmes rapports, dans lesquels le Gouvernement Britannique se trouve à cet égard avec celui des Pays-Bas;

Que, quant à l'Espagne, les Puissances se réservent de s'entendre avec cette Cour, en conformité des principes établis ici, et comme il a paru indispensable à Leurs Excellences, que les opérations, qui vont être projetées et exécutées, se rattachent à un système général, et soient, autant que possible, liées entr'elles, on est convenu encore, que des communications fréquentes auront lieu, entre les Cabinets, afin de porter à leur connaissance respective, les différentes mesures, qui auront été adoptées, pour assurer le succès des dites opérations, et l'emploi le plus avantageux des sommes, qui y sont consacrées.

Le présent procès-verbal servira uniquement à constater l'unanimité d'avis de Messieurs les Ministres sur le principe de la question, qui y est traitée, et à former la base des instructions, qui seront données à cet égard, aux Ministres des différentes Cours.

Signé : HARDENBERG.
CASTLEREAGH.
METTERNICH.
RASOUNOFFSKY.
CAPO D'ISTRIA.

3.

1816 *Procès-verbal signé par les commissaires de*
 5 Febr. *Prusse et de l'Electeur de Hesse en execution*
du traité du 16 Oct. 1815.

Geschehn Fulda den 5ten Februar 1816.

Die zur Vollziehung des zwischen Seiner Königlichen Majestät von Preussen und Seiner Königlichen Hoheit, dem Kurfürsten von Hessen-Cassel am 16ten October 1815 abgeschlossenen, und beiderseits Allerhöchst ratificirten Staats-Vertrags ernannten General-Commissarien nämlich

Königl. Preussischer Seits,

Der Regierungs-Vicepräsident, Dom-Kapitular und Ritter des Ordens vom eisernen Kreuz, Herr Friedrich Christian Adolph von Motz,

Kurfürstl. Hessischer Seits,

Der Ober-Appellations-Gerichts-Präsident, Ober-Schenk, Kammerherr und Ritter des Kurhessischen Ordens vom goldenen Löwen 2ter Classe, Herr Ferdinand Carl Wilhelm Heinrich Schenk von Schweinsberg, nachdem ihre Vollmachten zu diesem Geschäfte gegenseitig richtig befunden, und in vidimirter Abschrift hier beyliegend übergeben worden, hatten sich zur Uebergabe und respect. Uebernahme des an Sr. Königl. Hoheit dem Kurfürsten von Hessen nach Art. 1. des oben allegirten Staats-Vertrags abzutretenden Antheils des ehemaligen Departements Fulda, auf dem hiesigen Schlosse beiderseits eingefunden, und hierauf folgende Verhandlungen statt gefunden.

Cession
d'une
partie de
Fulda.

§. 1. An Se. Königl. Hoheit den Kurfürsten von Hessen werden hiermit in Gemäßheit des Staats-Vertrags vom 16ten Octbr. 1815 der zur Zeit noch zur Disposition Sr. K. M. von Preussen stehende Theil des vormaligen Großherzogthums Frankfurtischen Departements Fulda nebst dazu gehörigen im Fürstenthum Hanau gelegenen Domaine Hettrichshausen unter Vorbehalt des durch ausschließlichen Vertrag zwischen Ihren Majestäten dem Könige von Preussen und dem Kaiser

Kaiser von Oestreich noch zu realisirenden Umtausches des Districts Salmünster mit Uerzel, Sannerz, und des Huttischen Grundes, gegen ein im Districte Weiher, oder dessen Nachbarschaft belegenes Aequivalent, sonst ohne alle Ausnahme und mit allen Rechten und Verpflichtungen, womit Sr. K. M. von Preussen, solche Besitzer übergeben, und die Einwohner der abgetretenen Districte, ihrer S. K. M. von Preussen Verpflichtungen entlassen dergestalt, daß für Se. K. H. den Kurfürsten, und Allerhöchst dessen Nachkommen die vollen Rechte des Besitzes sofort erlangt werden. 1816

§. 2. Die nach dem nähern Inhalt des Staats-Vertrags Art. 4. bedungene Liquidation und Auseinandersetzung bleibt vorbehalten. Liquidation.

§. 3. Sämmtliches noch vorhandene Militair geht nun in Gemälsheit des 27. Art. des Staatsvertrags an Kurhessen über; alle in den Armatur-Depots vorhandenen Armatur-Lederzeug und Montirungsstücke, werde ohne Anrechnung des Werthes übergeben; desgleichen sämmtliche Pferde des hier noch bestehenden Land-Sicherheits-Corps, mit Sattel und Zeug. Militaire.

§. 4. Es sind nicht mit übergeben worden

- a. die in den Schlössern hier und zur Fasanerie befindlichen Möbels, welche einstweilen in diesen Schlössern gelassen worden, und worüber nähere Ueberkunft vorbehalten wird. Objets exceptés de la cession.
- b. die in den übergebenen Landes-Theilen von der vormaligen Großherzogl. Frankfurtischen Regierung an eine Gesellschaft Actionairs zu Frankfurt am Main im Jahre 1812 verkauften Domainen.

Das nähere Arrangement über diese Angelegenheit wird bey der nach §. 2. vorzunehmenden Liquidation und Auseinandersetzung erfolgen.

§. 5. In Rücksicht der Postrechte, in deren Besitz Poßen sich gegenwärtig Se. Durchlaucht der Fürst von Thurn und Taxis befindet, sollen die Bestimmungen der Wiener Congressacte zur Richtschnur dienen.

§. 6. Da während der Preussischem Administration des Departements Fulda unverhältnißmäßig bedeutende Administrations-Kosten zu bestreiten gewesen sind, und durch die seit October v. J. ununterbrochen statt

1816 gefundenen bedeutenden Truppen-Durchmärsche die Einziehung der im Laufe der Preussischen Administration fällig gewesenem Einnahmen, ohne augenscheinlichen Ruin der Unterthanen und unbillige Härte nicht hat stattfinden können, und dieserhalb noch bedeutende Gehalts-Pensions- und Administrations-Rückstände vorhanden sind; Seine K. H. der Kurfürst und Großherzog sich aber berechtigt halten, schon vom 1ten Januar d. J. an, in den Besitz und Genuß aller Landes-Revenüen zu treten, so ist die Zahlung dieser Rückstände, bis zum ersten Januar d. J., aus der Zeit der Preussischen Administration, lediglich für Königl. Preussische Rechnung übernommen worden, und dagegen werden Preussischer Seits alle Gefälle oder Schuldingkeiten, deren Fälligkeits-Termin vor dem 1ten Januar d. J. abgelaufen ist, für Königl. Preussische Rechnung dergestalt ausdrücklich vorbehalten, daß solche Revenüen-Reste nach der bisherigen Gesetz- und Administrations-Verfassung für Preussische Rechnung eingehoben und berechnet werden, und die Special-Einnahmen bleiben bis zur Ablieferung und abgelegten Rechnung hierüber mit ihren Kauttionen verhaftet.

Wenn indessen über diesen Gegenstand, vor dem heutigen Uebergabs-Termin, schon mehrere Unterhandlungen zwischen den beyderseitigen Commissarien statt gefunden haben, welche den Königl. Preussischen Uebergabe-Commissarius, zu Weglassung dieses Vorbehalts nicht geführt haben, so ist von Kurhessischen Commissario, mit der ausdrücklichen Erklärung in Gemäßeheit des vorliegenden Vertrags, hierüber nichts einräumen zu können eine nähere Vereinigung beyderseitigen Allerhöchsten Höfe über solchen Gegenstand vorbehalten worden, und wurde von dem Königl. Preussischen Commissario die Versicherung ertheilt, daß diese Unterhandlung noch vor Einleitung des vertragsmäßig vorbehaltenen Liquidations-Verfahrens zu Cassel statt finden, und von ihm dieserhalb sogleich besondere Instruction seines Allerhöchsten Hofes eingeholt werden solle, auch genehmiget, daß bis zum Resultate dieser Verhandlung jede Disposition über die inmittelst eingeholte Einkommens-Rückstände, deren Fälligkeits-Termin vor dem ersten Januar d. J. eingetreten ist, suspendirt

pendirt, dieselben als im Depositum betrachtet, und den in Kurhessische Dienstverhältnisse übergehenden Rendanten, die gemeinschaftliche Weisung von beiden Commissarien, alsbald nach erfolgter Uebergabe und Uebernahme hiernach ertheilt werden, und ihre Verpflichtung für die Krone Preussen, in Ansehung dieser Rückstände und deren Berechnung und Rechnungs-Ablage, bis zu Erledigung dieses Punktes, zugleich mit fortdauern solle.

§. 7. Diejenigen Gelder, welche die hiesige Königl. Preussische Hauptcasse der besondern Kriegscasse des Landes, während der in der letzteren Zeit der Preussischen Administration statt gefundenen Truppen - Märsche und Spitalskosten vorgeschossen und noch zu fordern hat, sollen aus den vorhandenen rückständigen Einnahmen, welche in die Landes - Kriegscasse gehören, zurückbezahlt werden, ohne daß dieserhalb einiger Zuschuss aus der vom ersten Januar d. J. an, laufenden Herrschaftl. Einnahme, geleistet oder gefordert werden kann, wohl aber sollen der Landes - Kriegscasse diejenigen Vergütungen überall und zu solchem Behufe vorzugsweise zu statten kommen, welche für die Kaiserl. Russischen Durchmärsche und Spitäler, und aus den Militairabrechnungen mit der Stadt Frankfurt gegenwärtig zu Frankfurt liquidirt werden.

Avances
faites
par la
caisse gé-
nérale.

Die in hiesigem Landkrankenhaus noch befindlichen Preussischen Militairkranken werden ferner auf Preussische Kosten durch baare Vorschüsse gepflegt, und Kurhessischer Seits wird man für die beste Behandlung derselben Sorge tragen.

§. 8. Die bey den Rentereyen und sonst vorhandenen Naturalbestände, in sofern dieselben vor dem ersten Januar d. J. fällig gewesen und in so weit solche aus Früchten bestehen, bis zum heutigen Tage eingeliefert sind, so wie die Kaufgelder für solche Bestände, welche unter der Königl. Preuss. Administration verkauft werden, derer Fälligkeitstermin ebenfalls vor dem ersten Januar anni currentis eingetreten ist, und welche bis zum heutigen Tage als vorhanden gewesene Naturalbestände bereits verkauft worden sind, wovon aber die Kaufgelder etwa noch ganz oder zum Theil zu fordern sind, verbleiben, wie sich von selbst versteht, für alleinige Königl. Preuss. Rechnung referviret,

Rede-
vances
arrié-
rées.

1816 viret, ferner die am heutigen Tage in den Kassen vorhandenen baaren Gelder, Kassenscheine oder sonstigen Geldwerthe, Documente verbleiben ebenfalls für Preussen, in so fern darunter nicht Revenüen befindlich sind, welche für das Jahr 1816. vom ersten Januar an gerechnet, etatsmässig gehören; der Betrag derselben wird nach Abzug der für das Jahr 1816. Preussischer Seits geleisteten Vorschusszahlungen baar ausgeliefert, und soll solcher durch eine gemeinschaftliche Kassen-Revision näher constatirt und berichtigt werden.

Archiv.
ves.

§. 9. Die — Behufs der verschiedenen Auseinandersetzungen, sowohl der Zentrallasten des Großherzogthums Frankfurt, als der Zentrallasten des Departements Fulda etwa nöthigen Akten, Rechnungen und Urkunden werden den dazu Preussischer Seits bevollmächtigten Kommissarien ohne Anstand auf deren Requisition mitgetheilt, und wird denselben, von den hiesigen Kurfürstlichen Behörden um so mehr aller Vorschub geleistet, als das Interesse Sr. K. H. des Kurfürsten von Hessen und der Krone Preussen rücksichtlich dieser Auseinandersetzungen Gemeinschaftliches ist.

Wegen der aus den hiesigen Zentralkassen statthabenden Befoldungs- und Pensionzahlungen für die Fulda'schen Zentraldiener und Zuschüsse für öffentliche Landesinstitute bleibt das bis zur beendigten Auseinandersetzung mit den übrigen Interessenten kurhessischer Seits etwa über seinen speciellen Antheil bezahlte Quantum einer Abrechnung auf den Grund des Resultats der Auseinandersetzung vorbehalten.

Pensionaires.

§. 10. Sollten auf Veranlassung der Vertheilung der Zentraldiener und Pensionairs unter die mehreren Besitzer des ehemaligen Departements Fulda dergleichen Zentraldiener oder Pensionairs in die Baierschen, Weimarischen, Oesterreichischen und Preussischen Lande übergehen wollen, so sollen dieselben nach den desfallsigen Beschlüssen der Wiener Kongressakte behandelt werden.

Geschehen wie oben, und von beiderseitigen Bevollmächtigten unterschrieben und bezeugt.

4.

*Traité entre S. M. l'Empereur d'Autriche et 1817
S. M. le Roi des Pays-Bas, concernant les^{12 Mars.}
arrangemens territoriaux du Royaume des
Pays-Bas et du Grand-Duché de Luxembourg,
signé à Francfort le 12 Mars 1817 *).*

Au Nom de la très-sainte et indivisible Trinité!

Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique et Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, desirant d'un commun accord avec Leurs Majestés, l'Empereur de toutes les Russies, le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne, et le Roi de Prusse, donner suite par un traité particulier aux dispositions du traité de paix, conclu à Paris le vingt November Mil huit-cent quinze, tant à celles, qui regardent le Royaume des Pays-Bas, qu'à celles, qui concernent le Grand-Duché de Luxembourg, et consolider les arrangemens, qui en dérivent, ont nommé des Plénipotentiaires pour concerter, arrêter et signer tout ce qui est relatif à ces objets; savoir:

Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, le Sieur Jean Philippe, Baron de Wessenberg, Grand-Croix de l'ordre Royal de St. Etienne, Chevalier Grand-Croix de l'ordre militaire et religieux des Saints Maurice et Lazare, de l'ordre de l'Aigle-rouge de Prusse, de celui de la Couronne de Bavière, de St. Joseph de Toscane, de l'ordre Constantinien de Parme, de la Fidélité de Bade, du Lion d'or de Hesse, Chambellan et Conseiller intime actuel de ladite Majesté Impériale et Royale Apostolique.

Et Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, le Sieur Jean Christophe Ernest Baron de Gagern, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Diète Germanique et près la ville libre

*) Le même traité a été conclu et signé entre S. M. le Roi des Pays-Bas et les cours de Petersbourg, de Londres et de Berlin. Les ratifications ont été échangées à Francfort.

1817 libre de Francfort, Commandeur de l'ordre royal du Lion Belgique, Grand-Croix des ordres du Lion de Hesse, de la Fidélité de Bade et du Faucon blanc de Saxe-Weimar;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont signé les articles suivans:

Limites.

ART. I. Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, possèdera pour Lui, ses descendants et successeurs, en toute souveraineté et propriété tous les districts, qui, ayant fait partie en Mil sept cent quatre vingt dix des provinces Belges, de l'Evêché de Liège et du Duché de Bouillon, ont été cédés par la France aux Puissances Alliées par le traité, conclu à Paris le vingt Novembre Mil huit cent quinze, ainsi que les territoires enclavés de Philippeville et Mariembourg, avec les places de ce nom, cédés par le même traité. Par suite de cette disposition les limites des états de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, et celles de la France, resteront, à commencer de la mer du Nord, telles qu'elles ont été fixées par le traité de paix de Paris du trente Mai Mil huit cent quatorze, jusques vis-à-vis de Quievrain. De Quievrain la ligne de démarcation suivra les anciennes limites des provinces Belges, du ci-devant Evêché de Liège et du Duché de Bouillon jusqu'à Villers près d'Orval, comme elles étaient en Mil sept cent quatre vingt dix, en y comprenant la totalité de ces pays, avec les places et territoires de Philippeville et de Mariembourg, conformément aux stipulations du premier article du dit traité du vingt Novembre Mil huit cent quinze. Sur tous les autres points les limites du Royaume des Pays-Bas et du Grand-Duché de Luxembourg seront conservées, telles qu'elles ont été fixées par le traité de Vienne du trente un Mai Mil huit cent quinze.

Indem-
nités pe-
cunia-
res.

ART. II. Une partie des indemnités pecuniaires, que Sa Majesté Très-Chrétienne s'est engagée de payer par l'article quatre du traité de Paris du vingt Novembre Mil huit cent quinze, étant destinée, en vertu des arrangements faits à Paris entre les Puissances Alliées, à renforcer la ligne de défense des Etats limitrophes de la France, Sa Majesté le Roi des Pays-Bas,

Bas, Grand-Duc de Luxembourg, recevra pour cet effet, la somme de soixante millions de francs. 1817

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, s'engage à employer cette somme aux ouvrages nécessaires à la défense des frontières de Ses Etats, conformément au système, qui a été adopté par les Puissances Alliées, et qui a été consigné au protocole de la conférence de Leurs Ministres du vingt un Novembre Mil huit cent quinze. Ce protocole est annexé au présent traité, et aura la même force et valeur, comme s'il étoit textuellement inséré au présent traité.

ART. III. Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, reconnoissant à justes titres les avantages, qui résultent des dispositions précédentes, tant pour l'accroissement, que pour les moyens de défense de son territoire, renonce pour les sommes stipulées dans l'article quatre du traité de Paris du vingt Novembre Mil huit cent quinze, à la quote-part, à laquelle Elle pourroit prétendre à titre d'indemnité, et qui est fixée par le protocole de la conférence du vingt Novembre Mil huit cent quinze au total de vingt un millions deux cent soixante quatre mille, huit cent, trente deux francs, vingt deux et demi centimes. Sa Majesté adhère au principe, que cette quote-part serve à compléter les indemnités de l'Autriche et de la Prusse, et soit partagée en parties égales entre ces deux Puissances.

ART. IV. L'article trois du traité conclu à Vienne le trente un Mai Mil huit cent quinze, et l'article soixante sept de l'Acte du Congrès de Vienne, ayant stipulé, que la forteresse de Luxembourg soit considérée comme forteresse de la Confédération Germanique, cette disposition est maintenue et expressement confirmée par la présente convention.

ART. V. Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, cède à Sa Majesté le Roi de Prusse le droit de nommer le Gouverneur et le Commandant de cette place, et consent à ce que, tant la garnison en général, que chaque arme en particulier, soit composée pour les trois quarts de troupes Prussiennes, et un quart de troupes des Pays-Bas, renonçant ainsi au droit de nomination, que l'article soixante sept de l'Acte du Congrès de Vienne assuroit à Sa Majesté, sans que cet arrangement, sous le rapport militaire,

1817 litaire, puisse altérer en rien le droit de souveraineté de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, sur la ville et la forteresse de Luxembourg.

Souveraineté. ART. VI. Le droit de Souveraineté, appartenant dans toute sa plénitude à Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, dans la ville et forteresse de Luxembourg, comme dans tout le reste du Grand-Duché, l'administration de la justice, la perception des impositions et contributions de toute espèce, ainsi que toute autre branche de l'administration civile restera exclusivement entre les mains des Employés de Sa Majesté.

Entretien de la place. ART. VII. La place de Luxembourg, étant forteresse de la Confédération Germanique, et les Gouvernemens de Prusse et des Pays-Bas ne pouvant en conséquence être censés avoir l'obligation de l'entretenir exclusivement à leurs fraix, la question de son entretien est réservée aux discussions de la Diète.

Traité de 1815. ART. VIII. Le traité conclu entre Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique et Sa Majesté le Roi des Pays-Bas à Vienne du trente un Mai Mil huit-cent quinze, est confirmé dans toutes celles de ses dispositions, qui n'ont pas été changées ou modifiées par les clauses du présent traité.

ART. IX. Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées dans le terme de trois mois ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Francfort sur le Mein le douze Mars, l'an de Grace, Mil huit-cent dix-sept.

Signé: WESSENBERG.
(L. S.)

GAGERN.
(L. S.)

5.

Convention entre les Cours d'Autriche, de la Gr. Bretagne, de Prusse et de Russie d'une part, et la France de l'autre portant transaction sur les réclamations particulières. Signée à Paris le 25 Avr. 1818.

Les Cours d'Autriche, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie, signataires du traité du 20 Novembre 1815 ayant reconnu que la liquidation des Réclamations particulières à la charge de la France, fondée sur la convention conclue en conformité de l'Art. 9. dudit Traité pour régler l'exécution des Art. 19. et suivant du Traité du 30 Mai 1814, étoit devenue, par l'incertitude de sa durée et de son Résultat, une cause d'inquiétude toujours croissante pour la nation Française; partageant en conséquence avec S. M. T. Ch. le desir de mettre un terme à cette incertitude par une transaction destinée à éteindre toutes ces réclamations moyennant une somme déterminée, lesdites Puissances et S. M. T. Ch. ont nommé leurs Plénipotentiaires, Savoir:

- S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême,
- Le Sr. Nicolas Charles Baron de Vincent etc.
- S. M. le Roi de France et de Navarre,
- Le Sr. Armand Emanuel Duplessis Richelieu, Duc de Richelieu etc.
- S. M. Le Roi du Royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande,
- Le Sr. Charles Stuart etc.
- S. M. Le Roi de Prusse,
- Le Sr. Charles Frédéric Henry Comte de Goltz.
- S. M. L'Empereur de toutes les Russies Roi de Pologne,
- Le Sr. Charles André Pozzo di Borgo etc.

Et attendu qu'Elles ont considéré que le concours de S. E. Mr. le Maréchal Duc de Wellington, contribuerait efficacement au succès de cette négociation,

Nouveau Recueil. T. III. Dd les

1818 les Plénipotentiaires Souffignés après avoir arrêté de concert avec lui et d'accord avec les parties intéressées, les bases de l'arrangement à conclure, sont convenus en vertu de leurs Pleins-pouvoirs, des Articles suivans :

Somme
avertis-
sable.

ART. I. A l'effet d'opérer l'extinction totale des dettes contractées par la France, dans les pays hors de son Territoire actuel, envers des Individus, des communes ou des Etablissémens particuliers quelconques, dont le paiement est réclamé en vertu des Traités du 30 Mai 1814 et du 20 Novembre 1815, le Gouvernement Français s'engage à faire inscrire sur le Grand-Livre de la dette publique avec jouissance du 22 Mars 1818, une rente de Douze Millions Quarante Mille Francs, représentant un Capital de Deux Cent Quarante Millions huit Cent Mille Francs.

Renon-
ciations
recipro-
ques.

ART. II. Les sommes remboursables au Gouvernement Français en vertu de l'art. 21. du Traité du 30 Mai 1814 et des Art. 6. 7 et 22. de la susdite Convention du 20 Novembre 1815 serviront à compléter les moyens d'extinction des susdites dettes de la France envers les sujets des Puissances qui étoient chargées du Remboursement de ces sommes.

En conséquence le Gouvernement Français recon- nait n'avoir plus rien à réclamer en raison dudit rem- boursement. De leur côté lesdites Puissances recon- naissent que les déductions et bonifications auxquelles donnoit lieu en leur faveur l'Art. 7. de la Convention du 20 Novembre 1815 étant également comprises dans l'évaluation de la somme fixée par l'Art. 1. de la pré- sente Convention, ou abandonnées par les puissances intéressées, toutes Réclamations et Prétentions à cet égard se trouvent complètement éteintes.

Il est bien entendu que le Gouvernement Français conformément aux stipulations contenues dans les Art. 6 et 22. de la même convention continuera à ser- vir la rente des dettes des pays détachés de son terri- toire qui ont été converties en inscriptions sur le Grand-Livre de la dette publique, soit que ces in- scriptions se trouvent entre les mains des possesseurs originaux, soit qu'elles ayent été transférées à d'au- tres personnes.

Néanmoins la France cesse d'être chargée des Rentes viagères de la même origine dont le paiement doit être

être à la charge des possesseurs actuels du Territoire à partir du 22 Décembre 1813. 1818

Il est de plus convenu qu'il ne pourra être mis aucun obstacle au libre transfert des inscriptions de rentes appartenant à des Individus, Communautés ou Corporations qui ont cessé d'être français.

ART. III. Les reprises que le Gouvernement français auroit pu être autorisé à exercer sur les cautionnemens de certains comptables dans les cas prévus par les Art. 10 et 24. de la Convention du 20 Novembre 1815 étant également entrées dans la transaction qui fait l'objet de la présente Convention; elles se trouvent par là complètement éteintes. Quant à ceux de ces Cautionnemens qui auroient été fournis en immeubles ou inscriptions sur le Grand-Livre, il sera procédé à la radiation des inscriptions hypothécaires ou à la levée des oppositions sur la demande des susdits Gouvernemens et lesdites inscriptions ainsi que les actes de main levée seront remis à leurs Commissaires respectifs ou à leurs délégués. Cautionnemens remis.

ART. IV. Les sommes versées à titre de Cautionnemens, Dépôts ou Consignations par des sujets français, serviteurs des pays détachés de la France, dans leurs trésors respectifs et qui devoient leur être remboursées en vertu de l'Art. 22. du Traité du 30 Mai 1814; étant comprises dans la présente transaction, les dites puissances se trouvent complètement libérées à leur égard, le Gouvernement français se chargeant de pourvoir à leur remboursement. Cautionnemens de français dans l'étranger.

ART. V. Au moyen des stipulations contenues dans les Articles précédens, la France se trouve complètement libérée, tant pour le Capital que pour les intérêts prescrits pour l'Art. 18. de la Convention du 20 Novembre 1815 des dettes de toute nature prévue par le traité du 30 Mai 1814 et la Convention du 20 Novemb. 1815 et réclamées dans les formes prescrites par la susdite Convention, de sorte que lesdites dettes seront considérées à son égard comme éteintes et annulées et ne pourront jamais donner lieu contre Elle à aucune espèce de répétition. Libération de la France.

ART. VI. En conséquence des dispositions précédentes les Commissions mixtes instituées par l'Art. 5. de la Convention du 20 Novemb. 1815 cesseront le travail de Liquidation ordonné par la même Convention. Commissions mixtes abolies.

1818 ART. VII. La rente qui sera créée en vertu de l'Art. I. de la présente Convention, sera répartie entre les Puissances ci-après nommées, ainsi qu'il suit:

	Fr.
Anhalt Bernbourg	17,500
Anhalt Dessau	18,500
Autriche	1,250,000
Bade	32,500
Bavière	500,000
Brème	50,000
Danemarck	350,000
Espagne	850,000
Etats Romains	250,000
Francfort	35,000
Hambourg	1,000,000
Hanovre	500,000
Hesse Electorale	25,000
Grand-Duché de Hesse } y compris Oldenbourg }	348,150
Isles Ioniennes, Isle de France et autres pays sous la domination de S. M. Britannique	150,000
Lubeck	100,000
Mecklenbourg Schwerin	25,000
Mecklenbourg Strelitz	1,750
Nassau	6,000
Parme	50,000
Pays-Bas	1,650,000
Portugal	40,900
Prusse	2,600,000
Reufs	3,250
Sardaigne	1,250,000
Saxe	225,000
Saxe-Gotha	30,000
Saxe-Meinungen	1,000
Saxe-Weimar	9,250
Schwarzbourg	7,500
Suisse	250,000
Toscane	225,000
Wurtemberg	20,000
Hanovre, Brunswick, Hesse Electorale et Prusse	8,000
Hesse Electorale et Saxe-Weimar	700
Grand-Duché de Hesse et Bavière	10,000
Grand-Duché de Hesse, Prusse et Bavière	40,000
Saxe et Prusse	110,000

ART.

ART. VIII. La somme de Douze Millions Quarante Mille Francs de Rente stipulée par l'Art. 1. portera jouissance du 22 Mars 1818; elle sera déposée en totalité entre les mains des Commissaires Spéciaux des Cours d'Autriche, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie, pour être ensuite délivrée à qui de droit aux époques et dans les formes suivantes:

1818
Déposition de la somme stipulée.

1. Le premier de chaque mois le douzième de ce qui reviendra à chaque puissance conformément à la répartition ci-dessus, sera remis à ses Commissaires à Paris ou aux délégués de ceux-ci, lesquels Commissaires ou délégués en disposeront de la manière indiquée ci-après;
2. Les Gouvernemens respectifs ou les Commissions de liquidations qu'ils établiront, feront remettre à la fin de chaque mois aux individus dont les créances auront été liquidées, et qui désireroient rester propriétaires des quotités de rente qui leur seront allouées, des inscriptions du montant de la somme qui reviendra à chacun d'eux.
3. Pour toutes les autres créances liquidées ainsi que pour toutes les sommes qui ne feroient pas assez fortes pour pouvoir en former une inscription séparée, les Gouvernemens respectifs se chargent de les faire réunir en une seule inscription collective, dont ils ordonneront la vente en faveur des parties intéressées, par l'entremise de leurs Commissaires ou Agents à Paris.

Le dépôt de la susdite Rente de 12,040,000 francs aura lieu le 1. du mois qui suivra le jour de l'échange des Ratifications de la présente Convention, par la cour d'Autriche, de la Grande-Bretagne et de Prusse seulement, attendu l'éloignement de la cour de Russie.

ART. IX. La délivrance des dites inscriptions aura lieu non-obstant toutes significations de Transfert ou oppositions au Trésor Royal de France.

Délivrance des inscriptions.

Néanmoins les oppositions et significations qui auroient été formées soit au Trésor, soit entre les mains des Commissaires Liquidateurs, auront, suivant l'ordre de leur inscription, leur plein et entier effet au profit des Tiers intéressés, pourvu (à l'égard de celles qui ont été inscrites au Trésor) que dans le délai d'un mois à dater du jour de l'échange des ratifications de

1818 la présente Convention la liste en ait été remise aux Commissaires des Puissances respectives, avec les pièces à l'appui; sans néanmoins préjudicier à la faculté que doivent conserver les parties intéressées d'en justifier directement en produisant leurs titres.

Le terme de rigueur fixé ci-dessus étant expiré, on n'aura plus égard aux oppositions et significations qui n'auroient pas été notifiées aux Commissaires, soit par le trésor soit par les parties intéressées, il sera toute fois permis de former opposition ou de faire tout autre acte conservatoire entre les mains desdits Commissaires ou des Gouvernemens dont ils dépendent.

Les oppositions dont la notification aura été faite en temps utile seront pour les demandes en Validité ou en main-levée portées devant le Tribunal de la partie saisie.

Remise
des doc-
siers de
reclama-
tions
aux
Commis-
saires.

ART. X. Les Gouvernemens respectifs voulant prendre dans l'intérêt de leurs sujets créanciers de la France les mesures les plus efficaces pour faire opérer chacun en particulier, la liquidation des créances et la répartition des fonds aux quels les dits créanciers auront proportionnellement droit, d'après les principes contenus dans les stipulations du Traité du 30 Mai 1814 et de la Convention du 20 Novembre 1815 il est convenu qu'à cet effet le Gouvernement français fera remettre aux Commissaires des dits Gouvernemens ou à leurs délégués, les dossiers contenant les pièces à l'appui des réclamations non-encore payées et donnera en même temps les ordres les plus précis pour que tous les renseignemens et documens que la vérification de ces réclamations pourra rendre nécessaires, soient fournis dans le plus court délai possible aux susdits Commissaires, par les différens ministères et administrations. Il est de plus convenu que dans le cas où il auroit été payé des à comptes ou si le Gouvernement français avoit eu des imputations ou des reprises à faire sur quelques unes desdites réclamations particulières, ces à comptes, imputations et reprises seront exactement indiquées.

Recla-
mations
pour ser-
vices
militai-
res.

ART. XI. La liquidation des réclamations pour services militaires exigeant quelques formalités particulières, il est convenu à cet égard:

1. Que

1. Que pour le payement des militaires qui ont appartenu à des Corps dont les Conseils d'Administration ont fourni des Bordereaux de liquidation, il suffira de produire lesdits bordereaux ou d'en rapporter des extraits dûment certifiés.
2. Que dans le cas où les Conseils d'Administration des Corps n'auroient pas fourni des bordereaux de liquidation, les dépositaires des Archives desdits Corps devront constater les sommes dues aux militaires qui en auront fait partie et en dresser un bordereau dont ils attesteront la vérité.
3. Que les Créances des officiers d'Etat-major ou officiers sans troupe, ainsi que celles des employés de l'Administration militaire, seront vérifiées dans les bureaux de la guerre, conformément aux règles établies pour les militaires et employés français par la circulaire du 13 Novembre 1814 et en joignant aux bordereaux les pièces à l'appui, ou quand cela ne sera pas praticable, en en donnant Communication aux Commissaires ou à leurs délégués.

ART. XII. Pour faciliter la liquidation qui doit avoir lieu conformément à l'Art. 10. ci-dessus, des Commissaires nommés par le Gouvernement français serviront d'intermédiaire pour les Communications avec les divers Ministères et Administrations, ce sera de même par eux que se fera la remise des dossiers des pièces justificatives. Cette remise sera exactement constatée et il en sera donné Acte soit par émargement, soit par procès-verbal.

ART. XIII. Attendu que certains territoires ont été divisés entre plusieurs Etats et que dans ce cas c'est en général l'Etat auquel appartient la plus grande partie du Territoire, qui s'est chargé de faire valoir les réclamations communes fondées sur les Art. 6. 7 et 9. de la Convention du 20 Novembre 1815, il est convenu que le Gouvernement qui aura fait la réclamation traitera pour le payement des créances les Sujets de tous les Etats intéressés comme les siens propres.

D'une autre part, comme malgré cette division des territoires, le possesseur principal a supporté la déduction de la totalité des Capitaux et Intérêts remboursés, il lui en sera tenu compte par les Etats co-partageants, proportionnellement à la part dudit territoire que

1818 chacun possède conformément aux principes posés dans les Art. 6 et 7. de la Convention du 20 Novembre 1815.

S'il survient quelques difficultés relativement à l'exécution du présent article elles seront réglées par une commission d'arbitrage formée suivant le mode et les principes indiqués par l'Art. 8. de la susdite Convention.

Ratifications.

ART. XIV. La présente Convention sera ratifiée par les hautes parties contractantes et les ratifications en seront échangées à Paris dans l'espace de deux mois ou plutôt si faire se peut.

Accession des autres états intéressés.

ART. XV. Les Etats qui ne sont pas au nombre des Puissances signataires, mais dont les intérêts se trouvent réglés par la présente Convention d'après le concert préliminaire qui a eu lieu entre leurs Plénipotentiaires et S. E. Mr. le Duc de Wellington, réunis aux soussignés Plénipotentiaires des Cours signataires du Traité du 20 Novembre 1815 seront invités à faire remettre dans le même terme de deux mois leurs actes d'accession.

Fait à Paris les 25 Avril 1818.

Signé: Le Baron DE VINCENT.
Le Duc DE RICHELIEU.
Sir CHARLES STUART.
Le Comte DE GOLTZ.
POZZO DI BORGO.

Première Rédaction paraphée de l'Article 8.

La somme des Rentes assignées à chaque Etat par l'Article précédent sera divisée en douze inscriptions de valeur égale portant toutes jouissance du 22 Mars 1818 lesquelles seront inscrites aux noms des Commissaires des Gouvernemens intéressés ou de ceux qu'ils désigneront et leur seront successivement remises de mois en mois à commencer du jour de l'échange des ratifications de la présente convention par les Cours d'Autriche, de la Grande-Bretagne et de Prusse, attendu l'éloignement de celle de Russie.

Articles

Articles séparés, en forme de note et contre-note. 1818

Paris le 25 Avril 1818.

Ayant été convenu dans les conférences qui ont précédé la Conclusion de la convention de ce jour, d'en retrancher plusieurs Articles, lesquels quoique mutuellement arrêtés entre les Plénipotentiaires respectifs devoient faire l'objet de notes séparées, et par ce moyen, avoir la même force et valeur, comme s'ils étoient insérés dans la dite convention, les soussignés, à cette fin, et pour se conformer, à ce qui avoit été arrêté, les ont consignés dans la présente note, qu'ils ont l'honneur d'adresser à S. E. Mr. le D. de Richelieu Ministre secrétaire d'Etat de S. M. T. C. au Département des affaires étrangères et Président de son conseil des Ministres, avec prière de vouloir bien leur donner acte d'adhésion aux stipulations qu'elle renferme.

Les Articles mentionnés sont les suivans.

ART. I. Les dotations accordées par l'ancien Gouvernement de France étant assignées, non sur le trésor public, mais sur les biens appartenant au domaine extraordinaire, qui formoit alors une administration complètement séparée, il est entendu que les stipulations de la convention signée en date d'aujourd'hui relativement au paiement des dettes du Gouvernement français envers des particuliers, n'y sont point applicables, et qu'en conséquence sans rien préjuger ni sur les obligations de la France, ni sur les droits des donataires, les stipulations susdites ne pourront en aucun cas, être opposées aux répétitions, qu'ils se croiroient autorisés de faire.

ART. II. Il est également entendu, que les stipulations de la dite Convention ne s'appliquent point aux réclamations, que les membres de la Légion d'honneur, sujets des Puissances étrangères, auroient à former pour le paiement de ce qui peut leur rester dû sur leur traitement antérieurement au 30 Mai 1814.

ART. III. Plusieurs réclamations individuelles ayant été explicitement écartées de la Convention de ce jour, à l'instar des dotations dont il est fait mention plus haut, sans cependant rien préjuger sur leur va-

1818 l'idité la réserve faite à l'article 1. ci-dessus leur est également applicable.

Rentes inscrites sans délivrance de certificats. ART. IV. Il est enfin entendu, que les rentes d'origine étrangère liquidées et inscrites au grand Livre, dont les certificats d'inscription n'ont point été délivrés aux parties intéressées parce que leurs créances ne montoient pas à cinquante frants de Rente, seront servies par la France. A cet effet toutes celles qui concernent les sujets d'une même puissance seront réunies en une seule et même inscription au nom de son commissaire ou délégué, entre les mains duquel la dite inscription sera délivrée.

Les soussignés ont l'honneur etc.

Signé: *Le Baron DE VINCENT.*
CHARLES STUART.
Le Comte DE GOLTZ.
POZZO DI BORGO.

Paris le 25 Avril 1818.

Contre-Note.

Le soussigné Ministre et secrétaire d'Etat des affaires étrangères de S. M. T. C. en réponse à la note de LL. EE. Mrs. L'Ambassadeur et les Ministres des cours d'Autriche, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie, en date de ce jour, ayant pour objet de constater plusieurs points qui doivent avoir la même force et valeur que s'ils étoient textuellement insérés dans la convention, qu'ils viennent de signer, a l'honneur de leur déclarer:

1. Que les dotations accordées par l'ancien Gouvernement de France étant assignées non sur le trésor public, mais sur les biens appartenant au domaine extraordinaire, qui formoit alors une administration complètement séparée, il est entendu que les stipulations de la Convention signée en date d'aujourd'hui relativement au paiement des dettes du Gouvernement français envers des particuliers; n'y sont point applicables, et qu'en conséquence, sans rien préjuger, ni sur les obligations de la France, ni sur les droits des donataires, les stipulations susdites ne pourront en aucun cas être opposées aux répétitions, qu'ils croiroient autorisés à former.

2. Que

2. Que les stipulations de la dite Convention ne s'appliquent point aux réclamations que les membres de la Légion d'honneur sujets des puissances étrangères auroient à former, pour le payement de ce qui peut leur rester dû sur leur traitement antérieurement au 30 Mai 1814. 1818
3. Que la réserve contenue dans le premier art. ci-dessus relativement aux dotations est également applicable, sans rien préjuger sur leur validité, aux réclamations individuelles qui ont été explicitement écartées de la Convention de ce jour.
4. Que les rentes d'origine étrangère, liquidées et inscrites au Gr. Livre dont les Certificats d'inscription n'ont point été délivrés aux parties intéressées parce que leur Créances ne montoient pas à cinquante francs de rente, seront servies par la France, à cet effet toutes celles, qui concernent les sujets d'une même puissance seront réunies dans une seule et même inscription, au nom de son Commissaire ou délégué entre les mains duquel ladite inscription sera délivrée.

Le soussigné en adressant à L. L. E. E. l'adhésion de son Gouvernement aux stipulations ci-dessus à l'honneur etc. etc.

Signé: RICHELIEU.

A LL. EE. Mr. l'Ambassadeur et les ministres des
4 Cours signataires etc. etc.

Puissan-

Puissances.	Total des Ré- clamations présentées.	Montant		
		liquide jusqu'au 1 ^{er} Septemb. 1817.	en valeur nominale de la trans- action primitive.	des Reventes allouées par la Conven- tion du 25 Avr. 1818.
	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
Anhalt Dessau	370,719	6,211	373,507	18,500
Anhalt Bernbourg	446,194	—	350,000	17,500
Autriche	189,383,500	2,612,642	25,000,000	1,250,000
Bade	1,444,866	117,006	650,000	32,500
Bavière	78,023,766	1,444,000	10,000,000	500,000
Bième	3,769,376	689,923	1,000,000	50,000
Danemark	22,000,000	2,734,077	7,000,000	350,000
Etats Romains	99,738,487	1,299,074	5,000,000	250,000
Espagne	215,014,775	3,407,185	17,000,000	850,000
Francfort	3,601,038	15,818	700,000	35,000
Hesse électorale	643,047	85,118	507,099	25,000
Hanovre	40,907,700	7,677,422	10,000,000	500,000
Hambourg	81,927,374	6,948,850	20,000,000	1,000,000
Isles Ioniennes et Isle de France	19,995,311	—	3,000,000	150,000
Lubeck	5,718,958	881,260	2,000,000	100,000
Mecklenbourg Schwerin	1,625,969	125,420	500,000	25,000
Duché de Nassau	1,459,342	—	127,000	6,000
Duché de Parme	4,710,102	886,383	1,000,000	50,000
Prusse	135,054,118	19,269,923	52,003,289	2,600,000
Pays-Bas	219,404,504	28,672,939	33,000,000	1,650,000
Portugal	32,024,531	—	819,730	40,000
Saxe royale	15,654,580	632,559	4,500,000	225,000
Sardaigne	85,805,594	7,944,460	25,000,000	1,250,000
Sur le montant des articles non évalués dans les récla- mations, qui est au moins de	7,800,000	—	—	—
Saxe Meiningen	45,255	—	20,694	1,000
Suisse	28,115,021	426,811	5,000,000	250,000
Toscane	10,315,615	4,594,610	4,500,000	225,000
Wurtemberg	702,030	1,030	400,000	20,000
Saxe et Prusse	5,624,845	567,092	2,200,000	110,000
Hesse électorale et Saxe Weimar	17,512	—	14,000	700
Hesse Darmstadt et Bavière	556,937	—	200,000	10,000
Hesse Darmst., Prusse et Bavière	2,745,877	—	800,000	40,000
Banque de Hambourg	10,000,000	10,000,000	—	—
Hesse électorale et Saxe Weimar	7,099	—	—	—
Hesse électorale, Bavière et Saxe Weimar	856,066	—	—	—
Hesse électorale, Prusse, Ha- novre et Brunswick	260,015	—	100,000	8,000
Grand-Duché de Hesse	10,628,217	1,638,843	6,965,000	348,150
Oldenbourg	11,520,000	181,754	—	—
Saxe Weimar	536,341	10,520	185,000	9,250
Mecklenbourg Strélitz	35,008	—	25,000	1,750
Saxe-Gotha	1,320,351	8,161	600,000	30,000
Schwarzbourg	255,748	5,738	150,000	7,500
Leuz	115,107	5,651	65,000	3,250
Totaux	1,240,455,051	102,352,409	240,824,325	12,040,000

Total en valeur nominale que la Fr. se trouveroit avoir payé en exécutant la Transact. primitive.	Observations.
Fr.	
370.718	
350,000	
27.612,642	
767,006	
11,244,060	
1,089,933	
9,734,077	oultre 24.599,611 Fr. Créance de Gouvernement non comprise dans la Transaction.
6,299,074	
20,497,185	
716,818	
592,217	
17,677,422	
20,948,850	
3,000,000	
2,881,269	
625,420	
127,000	
1,888,383	Compensation 1,000,000 Fr. de Capital
71,273,212	Compensation 4,500,000 Fr. de Capital
61,672,939	Compensation 22,000,000 Fr. de Capital
818,736	
5,132,559	
32,944,460	Compensation 13,375,000 Fr. de Capital.
—	
20,694	
3,426,831	
9,094,020	
401,930	
2,767,093	
14,000	
207,000	
800,000	
10,000,000	
—	rejeté
—	rejeté
169,000	} rectius 6,965,000 Fr. valeur nominale dont 3,000,000 pour Oldenbourg. offre primitive du Duc de Wellington d'une Somme en bloc de 8,000,000 Fr. de Capital, réduite de 2000 Fr. par le partage entre les sept Puissances intéressées.
8,353,697	
195,520	
35,000	
608,161	
155,738	
70,651	
342,170,824	

6.

1818 Convention entre S. M. Très-Chrétienne et

25 Avr.

S. M. Britannique, signée à Paris le

25 Avril 1818.

S. M. Très-Chrétienne et S. M. Britannique, désirant écarter tous les obstacles qui ont retardé jusqu'à présent l'exécution pleine et entière de la convention conclue en conformité de l'article 9. du traité du 20 Novembre 1815, relative à l'examen et à la liquidation des réclamations des sujets de ladite Majesté Britannique envers le Gouvernement françois, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté Très-Chrétienne,

Le *S. Armand-Emmanuel du Pleffis-Richelieu*,
Duc de Richelieu, etc.

Et Sa Majesté Britannique,

Le *S. Charles Stuart*, grand'croix du très honorable ordre du Bain et de l'ancien ordre de la Tour et l'Epée, etc.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs respectifs, sont convenus des articles suivans:

Rente de
3 mil-
lions..

ART. I. A l'effet d'opérer le remboursement et l'extinction totale, tant pour le capital que pour les intérêts, des créances des sujets de S. M. Britannique, dont le paiement est réclamé en vertu de l'article additionnel au traité du 30 Mai 1814 et de la susdite convention du 20 Novembre 1815 il sera inscrit sur le grand-livre de la dette publique de France, avec jouissance du 22 Mars 1818, une rente de trois millions de francs, représentant un capital de soixante millions.

Portion
de rente
crée
par
l'art. 9.
de 1815.

ART. II. La portion de rente qui est encore disponible sur les fonds créés en vertu de l'article 9. de la susdite convention du 20 Novembre 1815, y compris les intérêts composés et accumulés depuis le 22 Mars 1816, reste également affectée au remboursement des mêmes créances. En conséquence, les inscriptions des dites rentes seront remises aux commissaires liquidateurs

dateurs de S. M. Britannique, immédiatement après 1818
l'échange des ratifications de la présente convention.

ART. III. La rente de trois millions de francs, Division de la rente de 3 millions.
qui sera créée conformément à l'article 1. ci-dessus, sera divisée en douze inscriptions de valeur égale, portant toutes jouissance du 22 Mars 1818, lesquelles seront inscrites au nom des commissaires de S. M. Britannique ou de ceux qu'ils désigneront, et leur seront successivement remises de mois en mois, à commencer du jour de l'échange des ratifications de la présente convention.

ART. IV. La délivrance des dites inscriptions aura lieu non obstant toute signification de transfert ou opposition faite au trésor-royal de France, ou entre les mains des commissaires de S. M. Britannique. Inscriptions; significations; oppositions.

La liste des significations et oppositions qui existeroient au trésor-royal, sera néanmoins remise, avec les pièces à l'appui, auxdits commissaires de S. M. Britannique, dans le délai d'un mois, à dater du jour de l'échange des ratifications de la présente convention; et il est convenu que le paiement des sommes contestées sera suspendu jusqu'à ce que les contestations, qui auroient donné lieu auxdites oppositions ou significations, aient été jugées par le tribunal compétent, qui, dans ce cas, fera celui de la partie fautive.

Le terme de rigueur fixé ci-dessus étant expiré, on n'aura plus égard aux oppositions et significations qui n'auroient pas été notifiées aux commissaires, soit par le trésor, soit par les parties intéressées. Il sera toutefois permis de former opposition, ou de faire tout autre acte conservatoire, entre les mains des dits commissaires du Gouvernement Britannique.

ART. V. Le Gouvernement Britannique voulant prendre, dans l'intérêt de ses sujets, créanciers de la France, les mesures les plus efficaces pour faire opérer la liquidation des créances et la répartition des fonds auxquels lesdits créanciers auront proportionnellement droit, d'après les principes contenus dans les stipulations du traité du 30 Mai 1814, et de la convention du 20 Novembre 1815, il est convenu qu'à cet effet le Gouvernement français fera remettre aux commissaires de S. M. B. les dolliers contenant les pièces à l'appui des réclamations non encore payées, Remise des actes de réclamation.
et

1818 et donnera en même tems les ordres les plus précis pour que tous les renseignemens et documens que la vérification de ces réclamations pourra rendre nécessaires, soient fournis, dans le plus court délai possible, aux susdits commissaires, par les différens ministères et administrations.

Créances déjà liquidées.

ART. VI. Les créances des sujets de S. M. B. déjà liquidées, et sur lesquelles il reste encore un cinquième à payer, seront soldées aux échéances qui avoient été précédemment fixées, et les cinquièmes coupures seront délivrées sur la seule autorisation des commissaires de S. M. B.

Ratifications.

ART. VII. La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris, dans le terme d'un mois, ou plus tôt, si faire se peut.

Fait à Paris, le 25 Avril 1818.

Signé: RICHELIEU. STUART.

Article séparé.

Marchandises anglaises à Bordeaux.

Il est bien entendu que la convention de ce jour entre la France et la Grande-Bretagne, ne déroge en rien aux réclamations des sujets de S. M. B. fondées sur l'article additionnel de la convention du 20 Novembre 1815, relativement aux marchandises angloises introduites à Bordeaux; lesquelles réclamations seront définitivement réglées conformément à la teneur du susdit article additionnel.

Le présent article séparé aura la même force et valeur que s'il étoit inféré mot à mot dans la susdite convention.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 25 Avril 1818.

Signé: RICHELIEU. CH. STUART.

T a b l e

Chronologique et Alphanétique

des

traités et autres actes

renfermés

- 1) dans le présent Recueil T. I - VII.
- 2) dans les Supplémens T. I - VII. (ou suppl. T. I - IV. et nouveau recueil T. I - III.)
- 3) dans WENCK *) Codex juris gent. recentissimi T. I - III.
- 4) dans KOCH **) table et recueil de traités T. I. II.
- 5) dans SCHOELL †) histoire des traités, et: recueil de pièces officielles.
- 6) dans KLUBER ††) actes du Congrès de Vienne.

*) Codex juris gentium recentissimi e tabulariorum exemplorum-
que fide dignorum monumentis compositus Lipsiae T. I. 1781.
T. II. 1788. T. III. 1795, in 8. (1735-1772.)

**) Table des traités entre la France et les puissances étrangères
depuis la paix de Westphalie jusqu'à nos jours, suivi d'un
recueil de traités et actes diplomatiques qui n'ont pas encore
vu le jour. Bâle 1802. T. I. II. 8. (1648-1787.)

†) Savoir: a) histoire abrégée des traités de paix par feu Mr.
Koch, ouvrage refondu et continué par Mr. SCHOELL à Paris
1816-1818 T. I - XIV. 8. (Le T. XI. est encore sous presse).
b) Recueil de pièces officielles servant à détromper les fran-
çais Paris 1814-1817. T. I - XII. 8. (depuis le neuvième Vo-
lume sous le titre: recueil des actes du Congrès T. I - V.)

††) Actes des Wiener Congrès. T. I - VII. 8. (le VIIIe est sous
presse).



I.

*Table chronologique des traités et autres actes publics renfermés dans les VII Volumes du présent recueil, dans les VII Volumes de supplémens dans le recueil de feu Mr. WENK, dans celui de feu Mr. KOCH, dans l'histoire abrégée des traités et le recueil des pièces officielles de Mr. SCHOELL et dans les annales du Congrès de Vienne par Mr. KLUBER *).*

I493

I493.

9 Mai. Bulla qua Alexander VI. P. novo detecto orbe investit Ferdinandum et Isabellam Castiliae et Arragoniae reges simulque dat titulum regis Catholici. Se trouve en latin dans SCHOELL III. 228. et dans les divers bullaires de la Cour de Rome. v. mon Guide diplom. T. I. p. 436.

I494

I494.

7 Juin. Traité entre le Roi d'Espagne et de Portugal touchant les decouvertes dans l'Océan etc. conclu à Tordefillas le 7 Juin 1494; se trouve en Français d. SCHOELL III. 235; en Esp. S. I. 371
— Autre traité entre les mêmes sur la pêche et les limites; sous la même date; en français SCHOELL III. 246; en Esp. S. I. 389
E e 2 1529.

*) Les allégations du simple chiffre Romain se rapportent au T. I—VII. du recueil; la première édition et la seconde des 4 premiers volumes se distinguent par a et b placés avant le chiffre Romain; l'allégation S. se rapporte aux supplémens T. I—VII. dont les V—VII volumes sont les mêmes que le T. I—III. du nouveau recueil. W. se rapporte à WENK codex juris gentium K. à KOCH table et recueil des traités. SCHOELL se rapporte à la nouvelle édition de l'histoire abrégée de Mr. KOCH. SCHOELL p. o. se rapporte au recueil des pièces officielles du même auteur. KL. aux annales de Mr. KLUBER.

1529

22 Avr.

Contrat, capitulation et convention entre l'Empereur Charles V. Roi de Castille, et le Roi Jean III. de Portugal concernant les terres et mer Molucques; signé à Saragosse le 22 Avr. 1529. En fr. SCHOELL III. 253; en Esp. S. I. 398

1529.

1648

24 Oct.

Acte de cession des 3 évêchés de Lorraine, de l'Alsace de Brisac et de Pignerol, délivré à la France par l'Empereur et par l'Empire K. I. 175. SCHOELL I. 273.

— Acte particulier de cession de Brisac, du Landgraviat d'Alsace, du Sundgau et de la préfecture des 10 villes Imp. d'Alsace délivré à la France par l'Empereur K. I. 191. SCHOELL I. 283.

1648.

1681

14 Mai.

Translat de la transaction passée entre l'Electeur de Mayence et la ville de Strasbourg sur la navigation du Rhin K. I. 196.

1681.

1686

6 Mai.

Traité de paix et d'Alliance entre la Russie et la Pologne à Moscou. Traduction latine et française K. I. 198. 219.

1686.

1690

1692

Ratifications du traité de paix de 100 ans entre la France et la regence d'Alger K. I. 255.

1690. 1692.

1701

13 Fevr.

Traité d'alliance entre S. M. T. Chrétienne et l'Electeur de Cologne, et acte d'accession de S. M. Catholique. S. I. préf. xcv

24 Fevr.

Traité d'alliance mutuelle entre LL. MM. Catholique et très-Chrétienne et le Duc de Mantoue (en Ital.) S. I. préf. ci

9 Mars

Traité d'alliance entre S. M. T. Chrétienne et l'Elect. de Bavière du 9 Mars, et acte d'accession de S. M. Catholique du 7 Avril 1701. S. I. préf. cxv

1701.

Traité

- 1701
18 Juin. Traité d'alliance mutuelle entre S. M. Catholique et le Roi de Portugal (en Esp. et Franç.) S. I. préf. cxviii
— Transaction ajustée entre les Rois d'Espagne et de Portugal au sujet des affaires de l'affiento (Esp. et Fr.) S. I. cxxxvi

1703

1703.

- 16 Mai. Traité d'alliance défensive entre S. M. la Reine de la Gr. Brét. et les E. Gen. d. Prov. Unies d. Pays-Bas d'une part et le Roi de Portugal de l'autre (Angl. et Fr.) S. I. i
9 Juin. Traité de renouvellement des traités précédens entre la Reine de la Gr. Bretagne et les Prov. Unies d. Pays-Bas. S. I. 16
29 Juil. Traité d'alliance entre S. M. le Roi de Suède et S. M. le Roi de Prusse (en Latin). S. I. 26
8 Nov. Traité de paix entre la Gr. Bretagne et le Dey d'Algèr (Angl. et Fr.) S. I. 36
17 Déc. Traité de commerce entre la Gr. Bretagne et le Portugal (Methuen treaty) (Angl. et Fr.) S. I. 40

1706

1706.

- 23 Oct. Traité de commerce entre la Gr. Bretagne et la ville de Danzig (Angl. et Fr.) S. I. 44

1707

1707.

- 10 Juil. Traité de commerce entre la Reine Anne de la Gr. Brét. et Charles III. comme Roi d'Espagne, avec un article séparé. S. I. 64
16 Août. Traité d'alliance entre les Rois de Suède et de Prusse avec un art. sép. (en Latin). S. I. 73

1708

1708.

- 24 Juin. Traité de mariage entre le Roi Jean V. de Portugal et la Princesse Marie Anne d'Autriche (Lat.) S. I. 422

1711

1711.

- Août. Renouvellement de l'alliance entre la Reine Anne de la Gr. Bretagne et les P. U. des Pays-Bas d'une part et les Cercles associés de l'Empire de l'autre avec un art. séparé (en Lat.) S. I. 86

1712

1712.

- Mars. Correspondance entre la Cour Impériale et celle de Rome au sujet de la clause de l'art. IV. de la paix de Ryswik. K. I, 269. SCHÖLLE II. 152.

1713

1713.

- Traité de paix et de commerce entre les Prov. Unies des Pays-Bas et la régence de Tunis (Holl.) S. I. 91
- Capitulation entre les Prov. Unies des Pays-Bas et la régence de Tripoli (Holl.) S. I. 98
- 8 Mars. Déclaration et engagement concernant les droits et privilèges des marchands Britanniques dans le royaume de Sicile, faite à Utrecht (Angl. et Fr.) S. I. 101.

1715

1715.

- 3 Mai. Garantie de la part de S. M. Britannique des traités de paix fait à Utrecht entre les couronnes d'Espagne et de Portugal. S. I. 106
- 14 Déc. Traité de commerce entre la Gr. Bretagne et l'Espagne (Angl. et Fr.) S. I. 110

1716

1716.

- 6 Fevr. Renouvellement d'Alliance entre la Gr. Brét. et les Prov. Unies des Pays-Bas avec un art. sép. (Latîn.) S. I. 116
- 26 Mai. Convention explicatoire du traité d'affiento pour la traite des nègres entre la Gr. Bretagne et l'Espagne (Angl. et Fr.) S. I. 130
- 19 Juil. Traité de paix et de commerce entre la Gr. Bretagne et la régence de Tripoli (Angl.) S. I. 140
- 30 Août. Traité de paix et de commerce entre la Gr. Bretagne et la régence de Tunis (renvoi au traité de 1751.) S. I. 147
- 29 Oct. Traité de paix et de commerce entre la Gr. Bretagne et le Dey d'Algèr (Angl. et Fr.) S. I. 148

1717

1717.

- Firman accordé par l'Empereur Furrukseer à la Comp. Anglaise pour le commerce du Bengale (Angl.) S. I. 154

1718:

1718

1718.

21 Avr. Convention entre S. M. Imp. et Catholique, S. M. T. Chrétienne et les E. Gen. d. Prov. Unies pour la restitution reciproque des déferteurs. S. I. 158

18 Juil. Conv. entre les R. de France et de la Gr. Bretagne pour proposer l'ultimatum des conditions de paix entre l'Empereur et l'Espagne et entre l'Empereur et le Roi des deux Siciles. S. I. 431

1719

1719.

8 Fevr. Convention renouvelée et amplifiée entre S. M. Britannique et la ville de Hambourg au sujet du commerce du hareng. S. I. 126

1720

1720.

13 Avr. Ratification du Roi d'Espagne de l'acte d'admission et d'accession du R. de Sardaigne à l'acceptation de la quadruple alliance par l'Espagne (Latin). S. I. 436

19 — Déclaration des plénipotentiaires, d'Espagne d'Autriche, de France et d'Angleterre au sujet du titre Impérial pour l'Emp. Charles VI. et de la langue des traités, ratifiée par l'Esp. le 20 Mai 1720 (Esp.). S. I. 433

1721

1721.

27 Mars Traité d'alliance défensive entre les couronnes d'Espagne et de France. S. I. 442

13 Juin. Déclaration signée par les plénipotentiaires d'Espagne et de France que le traité du 27 Mars restera en vigueur. S. I. 447

— Traité particulier de paix et d'amitié entre les couronnes d'Espagne et de la Gr. Bretagne, S. I. 449

1723

1723.

13 Janv. Traité d'évacuation de l'isle de Sainte Lucie par les Anglais. S. I. 162

19 Nov. Acte de Frédéric Roi de Suède remis au Duc Charles de Holstein sur l'espoir de celui-ci de monter sur le trône de Suède (Suéd. et Fr.) S. I. 166

1725

1725. 1726.

1726

4 Déc.

6 Juil.

Arrêt du conseil de France qui ordonne que la ville de Danzig jouira de tous les privilèges accordés aux villes de Lubec, Breme et Hambourg par le traité de 1716 suivi de lettres patentes du 6 Juillet 1726.

S. I. p. 172

1727

1727.

13 Janv.

Convention entre la France et les Prov. Unies des Pays-Bas concernant Amboina.

S. I. 176

3 Sept.

Traité de mariage entre le Prince de Portugal et l'Infante d'Espagne.

S. I. 445

1 Oct.

Traité de mariage entre le Prince des Asturies et la Princesse de Portugal.

S. I. 469

Oct.

Extrait du traité entre la Perse et le Roi de Kandahar.

S. I. 180

1728

1728.

14 Jan.

Traité de paix entre la Gr. Bretagne et l'Empereur de Maroc (Angl. et Fr.)

S. I. 182

4 Oct.

Traité de commerce entre les Prov. Unies des Pays-Bas et la régence de Tripoli.

S. I. 186

1729

1729.

15 Fevr.

Traité entre la France et l'Electeur Palatin concernant l'Alsace. K. I. 277.

16 Avr.

Traité de paix entre la Suède et la régence d'Algèr (renvoi au traité de 1792).

S. I. 189

9 Juin

Traité pour 100 ans entre la France et la régence de Tripoli K. I. 284.

et 2 Août.

18 Août.

Convention entre la Suède et le Roi de la Gr. Bretagne comme Electeur de Bronswic Lunebourg sur la paix de 1719.

S. I. 190

1730

1730.

Lettre du Dey d'Algèr aux Prov. Unies des Pays-Bas sur la paix.

S. I. 202

1731

1731.

29 Avr.

Convention entre la France et l'Abbé de St. Gallen portant renouvellement du traité de 1663. K. I. 303.

Traité

- 1731** Traité conclu entre les Prov. Unies des Pays-Bas et le Dey d'Algèr. S. I. p. 204
 28 Août.
 17 Oct. Convention entre S. M. Britannique et la ville de Bremen sur le commerce du hareng. S. I. 211.

- 1732** **1732.**
 3 Nov. Traité de renouvellement de l'alliance de 1677 entre l'Autriche et la Pologne (Lat.) S. I. 214

- 1733** **1733.**
 15 Juin. Contrat de vente pour la cession de l'île de Ste. Croix par la France à la Compagnie Danoise K. I. 304.
 Juil. Traité d'alliance entre l'Impératrice de Russie et l'Electeur de Saxe (all.) S. III. I
 25 Août. Convention explicative du précédent traité (all.) S. III. 10
 14 Nov. Convention ou acte de neutralité pour les Pays-Bas Aurrichiens entre le Roi de France et les Prov. Unies des Pays-Bas. S. I. 216

- 1734** **1734.**
 5 Oct. Traité d'alliance défensive entre le Roi et la couronne de Suède et le Roi de Danemarck. S. I. 217
 15 Déc. Traité de paix et de commerce entre la Grande-Bretagne et l'Emp. de Maroc (renvoi au tr. de 1750.) S. I. 227

- 1735** **1735.**
 25 Juin. Traité de subside entre la France et la Suède (qui n'a été ratifié qu'en 1738). S. I. 228
 3 Oct. Articles préliminaires de paix entre l'Empereur et le Roi de France, signés à Vienne, avec trois articles séparés. W. I. 1,

- 1736** **1736.**
 27 Janv. Acte d'abdication du Roi de Pologne Stanislas I., signé à Königsberg le 27 Janv. W. I. 8.
 30 Janv. Déclaration de la part de l'Empereur et de la France sur la paix avec le Roi d'Espagne et avec celui des deux Siciles, à Vienne W. I. 14, 15.
 14 Avr. Convention entre l'Empereur et le Roi Très-Chrétien sur l'exécution des articles préliminaires signés à Vienne W. I. 16. SCHOELL II. 257.

- 1736.** Déclaration signée à Aranjuez le 15 Avr. par l'Espagne sur la paix avec l'Empereur W. I. 24.
- 15 Avr.** Traité d'accord entre le Roi de Danemarck et la ville de Hambourg avec un art. sép. W. I. 217 - 230.
- 28 Avr.** Déclaration signée à Naples le 1 Mai de la part du Roi des deux Siciles sur la paix avec l'Empereur. W. I. 25.
- 1 Mai.** Actes signés à Vienne au nom de la Czarine et au nom du Roi de Pologne Auguste III. sur ce qui dans les articles préliminaires concerne les affaires de la Pologne. W. I. 27. 31.
- 15 Mai.** Avis de l'Empire touchant les préliminaires signés avec la France. W. I. 35.
- 18 Mai.** Diplôme de l'Empereur du 6 Juin pour la cession du Navarois du Tortonois etc. au Roi de Sardaigne. W. I. 38.
- 6 Juin.** Lettre patente du Roi de Danemarck pour rétablir la liberté du commerce avec la ville de Hambourg. W. I. 236.
- 3 Juil.** Mandatum caesareum de 7 Juil. 1736 ad feudorum Langarum vassallos et subditos. W. I. 43.
- 7 Juil.** Déclaration de l'Empereur sur quelques détails concernant la paix entre S. M. Imp. d'une part et les Rois d'Esp. et des deux Siciles de l'autre. W. I. 49.
- 4 Août.** Acte fait entre les généraux des armées de S. M. Imp. et de S. M. T. Chrétienne en Italie pour le règlement de ce qui reste du Milanais. W. I. 131.
- Accession du R. de Sardaigne aux préliminaires. W. I. 50.
- 16 Août.** Convention entre l'Empereur et le Roi T. Chrétien pour la cession et la remise actuelle du duché de Lorraine au Roi de Pologne Stanislas I. W. I. 31. SCHOELL II. 261.
- 28 Août.** Actes secrets et séparés rédigés à la suite de la convention de ce jour pour garantir à l'Empereur et Duc de Lotrine les allodiaux de Parme et de Toscane. K. I. 310. 314. 317. SCHOELL II. 257 - 275.
- et 28 Sept.** Convention entre le Duc de Wirtemberg et le comte de Bourg sur le payement de ce qui reste dû par les terres d'Empire situées le long du Rhin. W. I. 136.

1736

21 Nov.

Diploma regis Catholici de 21 Nov. 1736 pro
cessione ducatum Parmae et Placentiae Ce-
sari et successionis eventualis M. Ducatus He-
truriae domui Lotharingicae. W. I. 62.

23 Nov.

Acte de la Czarienne du Roi de Pologne et du
Roi Très-Chrétien pour l'agnition du Roi
de Pologne. W. I. 69. 71-73.

1 Déc.

Convention pour la cession de la principauté de
Commery à faire au Roi Stanislas. K. I. 331.
SCHOELL II. 276.

11 Déc.

Diploma caesareum pro cessione regnorum
utriusque Siciliae sicut et portuum litoralium
Hebruriae regi utriusque Siciliae. W. I. 74.

—

Diploma regis utriusque Siciliae pro cessione du-
catum Parmae et Placentiae caesari, et
successionis eventualis magni Ducatus Hebru-
riae domui Lotharingicae. W. I. 80.

13 Déc.

Acte de cession du Duc de Lorraine des Duchés
de Bar et de Lorraine. W. I. 86.

23 Déc.

Traité de paix et de commerce entre le Roi de
Suède, et la République de Tunis conclu à
Tunis le 23 Déc. W. I. 446.

—

Actes relatifs à la paix entre la Porte et la
Perse.

S. I. 230

1737

1737.

10 Janv.

Traité de commerce entre le Roi et la Couronne
de Suède et la Porte-Ottomane signé à Con-
stantinople. W. I. 471.

24 Janv.

Acte d'investiture éventuelle du Gr. Duché de
Toscane en faveur du Duc François de Lor-
raine par l'Empereur.

S. I. 234

Sept.

Lettre du Grand Vezir au Cardinal Fleury pour
demander la médiation de la France et lettre

Oct.

du Roi de France au Grand-Seigneur du
1 Oct. W. I. 398. 402.

15 Nov.

Déclaration et contre-déclaration entre le Roi
de Suède et S. M. B. l'électeur de Bronswic
Lünebourg portant abolition du droit de dé-
traction.

S. I. 426

1738

1738.

22 Mars.

Convention entre les cours de Vienne et de
Versailles sur les limites du côté de Luxem-
bourg. K. I. 335.

Cartel

- 1738.** Cartel entre le Roi et la Couronne de Suède et le Roi de Danemarck pour l'extradition des défecteurs et des criminels. S. T. I. p. 249
- 10 Avr.**
- 16 Mai.** Acte de renouvellement du traité d'alliance et de subside entre la France et l'Electeur de Bavière. K. I. 337.
- 10 Nov.** Traité d'alliance entre S. M. Très Chrétienne et le Roi de Suède. W. II. 1.
- 18 Nov.** Traité définitif de paix entre l'Empereur l'Empire et la France conclu à Vienne le 18 Nov. 1738 avec les ratifications de l'Empereur du 31 Déc. et de la France du 7 Janv. 1739. W. I. 88. 141. 146.
- Contrat de vente du port de Carrical et de ses dépendances par le Rajah de Tanjour à la France. S. II. 113

1739. 1739.

- 10 Janv.** Déclaration de l'Ambassadeur d'Espagne à celui d'Angleterre W. I. 314.
- 14 Janv.** Convention entre les Rois d'Espagne et de la Gr. Bretagne signée au Pardo: W. I. 293. *Les deux articles séparés et l'extrait des déclarations qui les ont suivi se trouvent dans Storia dell' anno 1739. p. 168 et suiv.*
- 20 Janv.** Déclaration des ministres plénipotentiaires de l'Empereur et du Roi Très - Chrétien. W. I. 148.
- 5 Mars.** Traité d'accomodement entre le Roi de la Gr. Brét. elect. de Br. Lunebourg et le Roi de Danemarck touchant le baillage de Steinhörst. S. I. 257
- 9 Mars.** Acte d'accession du Roi de Sardaigne à la paix de Vienne. W. I. 149. 151. 152. 156.
- 21 Avr.** Actes d'accession du Roi d'Espagne et de celui des Deux-Siciles au traité définitif de Vienne. W. I. 157. 172. 176. et 165. 174. 179.
- 1 Sept.** Articles préliminaires de paix entre l'Empereur Charles VI. et le Sultan Turc Mahomed. signés au camp devant Belgrade W: I. 316. 322. *(ajoutés la déclaration de la cour de Vienne au sujet des préliminaires en date du 10 Sept. et la ratification en date du 12 Sept. d. Storia dell' anno 1739. p. 63. 65.)*
- 7 Sept.** Convention sur l'exécution des préliminaires signés au camp devant Belgrade. W. I. 323.

1739 Traité défensif entre la France et l'évêché de
 11 Sept. Bâle. K. I. 329.

18 Sept. Traité définitif de paix entre l'Empereur et la Porte
 à Belgrade. W. I. 326. (*ajoutés deux déclara-*
tions séparées d. Storia d. anno 1730. p. 65.)

18 Sept. Traité de paix entre la Russie et la Porte conclu
 à Belgrade. W. I. 368.

3 Oct. Convention entre S. M. l'Imp. de toutes les
 Russies et l'Empire Ottoman. W. I. 388.

13 Oct. Déclaration remise à la Porte par le Sieur Mont-
 mars lors de l'échange des ratifications de
 la paix. W. I. 366.

16 Oct. Acte de ratification de la paix entre la Russie et
 la Porte. W. I. 390.

22 Oct. Acte de ratification de l'Empereur Romain de
 la paix de Belgrade. W. I. 362. 365.

5 Nov. Convention lors de l'échange des ratifications
 de la paix de Belgrade. W. I. 364.

2 Déc. Alliance défensive entre S. M. le Roi et la cou-
 ronne de Suède et la Porte Ottomane con-
 clue à Constantinople. W. I. 504.

21 Déc. Traité de commerce entre le Roi de France et
 les Prov. Unies des Pays-Bas. W. I. 414.

28 Déc. Convention stipulée entre S. M. Imp. de toutes
 les Russies et l'Empire Ottoman insérée dans
 l'acte d'échange des ratifications du traité
 de paix. W. I. 393.

28 Déc. Déclaration d'alliance entre S. M. Imp. de tou-
 tes les Russies et S. M. Emp. Romain, con-
 signée par l'Amb. de S. M. T. Chrétienne à
 la sublime Porte lors de l'échange des rati-
 fications. W. I. 397.

1740 **1740.**

7 Avril. Traité de paix, de commerce et de navigation
 conclu à Constantinople entre le Roi des
 deux Siciles et la Porte-Ottomane. W. I. 519.

— Renouveau d'alliance entre la France et la
 Rép. des Grisons; extrait S. I. 260

16 Déc. Traité entre la Russie et la Prusse pour le renou-
 vellement des anciennes alliances. W. I. 529.

16 Déc. Capitulations ou traités anciens et nouveaux
 entre la cour de France et la Porte-Otto-
 mane renouvelés et augmentés l'an 1740.
 W. I. 538.

1741

1741.

- 2 Mars. Convention entre S. M. la Reine de Hongrie et la Porte Ottomane. W. I. 585.
 15 Avr. Traité de paix et de commerce entre le Roi et la couronne de Suède et la république de Tripolis. W. II. 17.
 25 Avr. Traité préliminaire de commerce et de navigation entre S. M. Très Chrétienne et la couronne de Suède. W. II. 5.
 24 Juin. Traité de subside entre la Grande-Bretagne et la Reine de Hongrie et de Bohême (en Allemand). S. I. 262

1742

1742.

- 1 Fevr. Convention entre la Reine de Hongrie et de Bohême et le Roi de Sardaigne. W. I. 672.
 2 Mars. Traité d'union de Francfort entre l'Emp. Charles VII. et le Roi de Suède comme Landgrave de Hesse.
 — Article séparé du traité d'union de Francfort entre l'Emp. Charles VII. et le Landgrave de Hesse. K. I. 350.
 15 Mars. Alliance entre la France et le Danemarck. K. I. 343.
 12 Mai. Concessions faites aux Français par le Rajah du Tanjour. S. II. 115
 — Acte de garantie donné à la maison de Hesse-Cassel par le Roi de Prusse. K. I. 349.
 11 Juin. Articles préliminaires de paix entre le Roi de Prusse et la Reine de Hongrie et de Bohême à Breslau. W. I. 734.
 24 Juin. Acte de garantie de la part du Roi de la Gr. Bretagne touchant la paix de Breslau. W. I. 781.
 30 Juin. Traité de commerce entre S. M. le Roi et la Couronne de Suède et S. M. le Roi des Deux-Siciles conclu à Paris. W. II. 100.
 18 Juill. Traité de commerce entre les Rois d'Espagne et de Danemarck. K. I. 353.
 23 Juill. Déclaration de paix entre S. M. la Reine de Hongrie et de Bohême et S. M. le Roi de Pologne El. de Saxe. W. I. 717.
 28 Juill. Traité définitif de paix entre S. M. le Roi de Prusse et S. M. la Reine de H. et de Bohême signé à Berlin. W. I. 739.
 23 Août. Traité de commerce entre les Rois de France et de Danemarck. W. I. 591.

Traité

- 1742**
 9 Nov. Traité de paix entre la France et la régence de Tunis. K. I. 374.
 18 Nov. Traité d'alliance entre les Rois de la Gr. Bretagne et de Prusse. W. I. 640.
 6 Déc. Schlesischer Gränz-Recess wie solcher von Ibro Königl. Majestät in Preussen und der Königin von Ungarn und Böhmen hiezu ernannten Commissarien errichtet worden. W. I. 748.
 11 Déc. Traité d'alliance entre l'Imperatrice de toutes les Russies et le Roi de la Gr. Bretagne. W. I. 645.

- 1743** **1743.**
 24 Fevr. Supplément au traité entre la France et la régence de Tunis. K. I. 387.
 16 Juin. Traité préliminaire de paix entre l'Imp. de Russie et le Roi de Suède conclu à Åbo. W. II. 31.
 7 Août. Traité définitif de paix entre S. M. le Roi et la Couronne de Suède d'un côté et S. M. l'Imp. de Russie de l'autre signé à Åbo. W. II. 36.
 13 Sept. Traité conclu à Worms entre S. M. Britannique, la Reine de Hongrie et de Bohême et le Roi de Sardaigne. W. I. 677.
 25 Oct. Traité d'alliance perpétuelle entre la France et l'Espagne FLASSAN diplom. française 2de éd. Vol. V. p. 172.
 12 Nov. Acte d'accession de l'Imp. de Russie au traité de Breslau. W. I. 782.
 20 Déc. Traité d'alliance entre la Reine de Hongrie et de Bohême et le Roi de Pologne comme Electeur de Saxe. W. I. 722.

- 1744.** **1744.**
 4 Fevr. Traité d'alliance défensive entre l'Imp. de Russie, Russie et l'Electeur de Saxe (en Allemand). S. III. 15
 Avril. Convention entre la France et la Gr. Bretagne pour l'exécution des articles du traité d'Utrecht relatifs au cas de rupture. S. I. 265.
 22 Mai. Union de Francfort entre l'Empereur Charles VII, le Roi de Prusse Electeur de Brandebourg, l'Electeur Palatin et le Roi de Suède Landgrave de Hesse. W. II. 163. SCHÖLL II. 444.
Article

- 1744.** Article secret de l'Union de Francfort pour inviter le Roi de France à y accéder. K. I. 389. SCHOELL II. 449.
- 6 Juin. — Acte d'accession du Roi de France à l'Union de Francfort. K. I. 391. SCHOELL II. 450.
- 24 Juill. Traité secret et particulier conclu entre l'Emp. Charles VII. et le Roi de Prusse. K. I. 399. SCHOELL II. 349.
- Acte de garantie du Roi de France donné au traité particulier entre l'Empereur et le Roi de Prusse. K. I. 399.

1745

1745.

- 8 Janv. Traité de quadruple-alliance entre le Roi de Pologne Electeur de Saxe, le Roi de la Gr. Bretagne, la Reine d'Hongrie et de Bohême et les Provinces-Unies des Pays-Bas signé à Varsovie. W. II. 171.
- 15 Mars. Déclaration du R. de Pologne Elect. de Saxe lors de l'échange des ratifications du traité de Varsovie. S. III. 24
- 22 Avr. Articles préliminaires de paix entre la Reine de Hongrie et de Bohême et l'Electeur de Bavière à Füssen. W. II. 180.
- 1 Mai. Traité d'alliance et de subsides entre la France l'Espagne, Naples et la rép. de Gènes signé à Aranjuez, et opposé au traité de Worms. K. I. 405. SCHOELL II. 363.
- Articles séparés et secrets signés avec la république de Gènes et deux déclarations de celle-ci au sujet de l'Art. IV. et XII. K. I. 415. 426. 430. SCHOELL II. 371. 377.
- 18 Mai. Traité dit de partage éventuel entre l'Autriche et le Roi de Pologne électeur de Saxe. S. I. 270.
- 25 Juin. Traité d'alliance défensive entre la Suède et la Russie conclu à St. Petersburg; avec l'Article séparé. W. II. 216.
- 26 Août. Convention signée à Hanovre entre les Rois de la Gr. Bretagne et de Prusse. W. II. 191.
- 25 Déc. Traité définitif de paix, de réconciliation et d'amitié entre S. M. l'Imp. R. de Hongrie et de Bohême et S. M. le Roi de Prusse, signé à Dresde. W. II. 194.

Traité

1745. 1746. 1747.

- 1745**
25 Déc. Traité définitif de paix, de reconciliation et d'amitié entre S. M. l'Imp. R. de Hongrie et de Bohême et S. M. le Roi de Pologne El. de Saxe à Dresde. W. II. 207.

- 1746** **1746.**
22 Mai. Traité d'alliance entre l'Autriche et la Russie (avec le 4^{me} Art. sép. et l'extrait des autres). S. I. 272
10 Juin. Renouveau de l'alliance entre la Russie et le Danemarck. K. I. 432. avec une convention déclaratoire du V^{me} Article de ce traité. K. I. 438.
21 Juill. Convention entre la Imp. Reine de Hongrie et de Bohême et l'Electeur de Bavière. W. II. 229.
10 Août. Traité de paix et de commerce entre le Roi de Danemarck et la régence d'Algèr (en Dan.) W. III. 19.
19 Sept. Acte de garantie de la Silésie en faveur du Roi de Prusse par S. M. le Roi de la Gr. Bretagne; avec l'acte d'acceptation du 30 Oct. W. II. 203. 205.

- 1747** **1747.**
Janv. Traité entre Nader Chah Empereur de Perse et le Sultan Mahmoud Empereur des Turcs. W. II. 305.
29 Avr. Confirmation de S. M. Danoise des privilèges accordés à la ville de Lubec pour le comtoir de Bergen. S. I. 283
25 Mai. Traité entre l'Empereur François I. Grand Duc de Toscane et la Porte Ottomane qui perpétue la paix de Belgrade. S. I. 290
18 et 29 Mai. Traité d'alliance défensive entre S. M. le Roi et la Couronne de Suède et le Roi de Prusse conclu à Stockholm le 18^e Mai 1747, avec les articles séparés. W. II. 235.
26 Mai. Renouveau du traité de subside entre la France et la Suède. S. I. 299
12 Juin. Traité de subside entre la Gr. Bretagne et la Russie. W. II. 244.
27 Sept. Convention séparée entre la Suède et la Prusse en vertu du VI^{me} Article du traité du 18 (29 Mai) W. II. 240

1748

1748.

- 26 Janv. Traité d'alliance défensive entre l'Imp. R. de Hongrie et de Bohême, les Rois de la Gr. Bretagne et de Sardaigne, et les Prov. Unies des Pays-Bas. W. II. 410.
- 6 Avr. Traité de commerce et de navigation entre les Rois de Danemarck et des Deux-Siciles signé à Madrit. W. II. 275.
- 30 Avr. Préliminaires du traité de paix signés à Aix la Chapelle entre S. M. Britannique, S. M. T. Chrétienne et les E. Gén. des P. Unies des Pays-Bas. W. II. 310.
- 10 Mai. Convention entre la France et le D. de Wurtemberg concernant les possessions en Alsace, et Montbeliard. W. II. 310.
- 21 Mai. Déclaration de 3 puissances contractantes du traité prélim. d'Aix la Chapelle pour rectifier et étendre les art. I. et 2. des préliminaires. W. II. 318.
- 23 Mai. Déclaration d'accession conditionnelle de S. M. l'Imp. Reine aux articles préliminaires. W. II. 323.
- 31 Mai. Déclaration des ministres plénipotentiaires aux conférences d'Aix la Chapelle relative à l'art. II. des préliminaires. W. II. 320.
- 28 Juin. Accessions de S. M. Catholique et de la République de Gênes aux préliminaires. W. II. 326. 327. 329.
- 8 Juill. Conventions entre les P. contractantes au sujet des places conquises dans les deux Indes et des prises faites sur mer. W. II. 333.
- 16 Juill. Acte de protestation du fils aîné du Prétendant, signé à Paris. SCHOELL II. 16.
- 2 Août. Convention entre les trois puissances contractantes par rapport à la rétrogradation des troupes Russes. W. II. 355.
- 8 Oct. Traité de paix et de commerce entre l'Empereur Romain Grand-Duc de Toscane et le Dey d'Algèr. S. I. 308
- 18 Oct. Traité général et définitif de paix entre le Roi de la Gr. Bretagne, la Reine de Hongrie et de Bohême d'une part et le Roi T. Chrétien de l'autre, comme aussi entre le Roi de la Gr. Bretagne, l'Imp. Reine et le Roi de Sardaigne

daigne

1748

daigne d'une part et le Roi d'Espagne de l'autre, ainsi que les E. G. des Prov. Unies des Pays-Bas comme auxiliaires du Roi de la Gr. Bretagne et le D. de Modène et la Rép. de Gênes comme auxiliaires du Roi d'Espagne fait à Aix la Chapelle. W. II. 310.

24 Oct. Convention particulière entre le Roi de la Gr. Bretagne et l'Imp. Reine, touchant l'exécution du traité définitif. W. II. 361.

4 Déc. Convention signée à Nice en exécution de l'Att. VIII. du traité définitif d'Aix la Chapelle. K. I. 446. SCHORLL II. 457.

23 Déc. Traité de paix entre S. M. l'Empereur Romain et la régence de Tunis. S. I. 315

— Breve Benedicti XIV. quo Lusitaniae regi Joanni V. ejusque successoribus Fidelissimi titulus adsignatur. Romae 1748. W. II. 432.

1749

1749.

11 Janv. Convention entre les commissaires de S. M. T. Chrét. de S. M. l'Imp. R. d'Hongrie et de Bohême et les S. Etats-Gén. des Prov. Unies des Pays-Bas. W. II. 426.

21 Janv. Convention principale entre l'Imp. Reine et le Duc de Modène et la Rép. de Gênes touchant l'évacuation des Pays-Bas faite à Nice. W. II. 430.

27 Janv. Traité entre l'Empereur Romain G. D. de Toscane et la régence de Tripoli. S. I. 320

27 Juin. Résolution des E. Gén. de donner le titre de très-fidèle au Roi de Portugal. S. I. 324

7 Août. Traité préliminaire entre le Roi de Dan. et le Prince Adolphe Frédéric successeur désigné en Suède touchant l'échange futur du Holstein; extrait. S. I. 482

15 Août. Traité entre le Roi de France et la république de Genève pour régler les limites. W. II. 438.

30 Sept. Convention entre S. M. T. Chrétienne et le Roi de Danemarck qui proroge l'exécution du traité de 1742. S. I. 325

1750

1750.

13 Janv. Traité de limites entre l'Espagne et le Portugal au sujet de leurs possessions en Amérique
Ff 2 surtout

- 1750** surtout la Colonie de S. Sagramento (en Fr. K. I. 452.) en Esp. et allemand. *) S. I. 328
- 15 Janv. Traité de paix et d'amitié entre le Roi de la Gr. Brét. et Mulay Abedela Empereur de Maroc conclu à Fetz le 15. Janv. avec les artt. addit. du 1 Fevr. W. II. 444.
- 25 Avr. Traité entre le Roi Fréd. V. de Danemarc et le successeur en Suède D. Adolphe Frédéric de Holstein concernant l'échange futur du Holstein. W. II. 472.
- Articles séparés du dit traité. K. I. 476.
- 6 Mai. Leih- und Pfand-Vergleich zwischen Holstein und der Stadt Hamburg (avec deux Articles séparés.) Klefeker Sammlung Hamb. Verf. IX. 343.
- 14 Juill. Acte de Garantie du Roi de la Gr. Bretagne touchant la paix de Dresde. W. II. 527.
- 22 Août. Traité de subside entre le Roi de la Gr. Bretagne Electeur de B. Lunebourg et L. H. P. I. E. G. Prov. Unies d. Pays-Bas d'une part et l'Electeur de Bavière de l'autre. W. II. 457.
- Convention entre les deux puissances maritimes, la cour de Vienne et l'électeur de Bavière sur le Duché de Mirandola et le marquisat de Concordia. W. II. 461.
- 5 Oct. Convention entre les Rois de la Gr. Bretagne et d'Espagne pour l'exécution de l'Art. XVI. du traité d'Aix la Chapelle concernant l'Assiento; signée à Madrit. W. II. 464.
- 30 Oct. Acte d'accession de S. M. Britannique au traité d'alliance de 1746 entre la Russie et l'Autriche. S. III. 26

1751**1751.**

- 22 Fevr. Traité de paix entre la ville de Hambourg et la régence d'Algèr. S. II. I
- 28 Avr. Convention définitive entre la France et l'Electeur Palatin concernant la navigation du Rhin. K. I. 479.
- 29 Mai. Extrait du traité d'accession de l'Electeur de Mayence à la convention entre la Fr. et l'El. Pal. concernant la navigation du Rhin. K. I. 485.

Acte

*) Se trouve mieux en français dans SCHÖLL III. 273.

- 1751** Acte de garantie de la paix de Dresde de la part de l'Empire. W. II. 529-535.
- 19 Mai. Article additionnel aux traités entre le Roi de la Grande-Bretagne et le Dey d'Alger. Wenk II. 592.
- 6 Juill. Bulla S. P. Baenedicti XIV. qua conventio inter Imperatricem reginam Mar. Theresiam et Rempubicam Venetam inita de abolendo Patriarchatu Aquilejensi etc. confirmatur et perficitur. W. II. 506.
- 27 Juill. Convention entre la France, le Roi de Pologne Duc de Lorraine et le comte de Linange-Heidesheim au sujet de quelques fiefs de Lorraine. K. I. 487.
- 13 Sept. Traité de subside entre S. M. le Roi de Pologne, Electeur de Saxe d'une part, et S. M. le Roi de la Gr. Bretagne et les E. G. d. Prov. Unies de l'autre. W. II. 593.
- 19 Sept. Traité de paix et de commerce entre le Roi de la Gr. Bretagne et la ville et le Royaume de Tripoli. W. II. 573.
- 21 Sept. Traité de limites entre le Roi de Suède et le Roi de Danemarc fait à Stroomstadt (en suédois et allemand.) W. II. 598.
- 2 Oct. — Défense de la part du Roi d'Espagne de tout commerce avec la ville de Hambourg. S. II. 1. Note *)
- 19 Oct. — Traité de paix et de commerce entre la Gr. Bretagne et le Gouv. de Tunis. W. II. 583.
- 8 Déc. Traité de paix entre le Roi de Danemarc et le Bey du Royaume de Tunis. W. III. 1.

1752**1752.**

- 22 Janv. Traité de paix de navigation et de commerce entre le Roi de Danemarc et le Dey de Tripoli. W. III. 19.
- 4 Fevr. Traité préliminaire de limites et d'échange entre la France et le D. de Wurtemberg. K. I. 493.
- 14 Avr. Articles préliminaires signés à Madrid entre l'Esp. l'Autriche, l'Empereur comme G. D. de Toscane et le Roi de Sardaigne. K. I. 497. SCHOKEL II. 462.
- 30 Mai. Article ajouté au traité de paix de 1729. entre la France et Tripoli. K. I. 500. 501.

- 1752**
 14 Juin. Traité d'alliance entre l'Imp. Reine de Hongrie et de Bohême et les Rois d'Espagne et de Sardaigne conclu à Aranjuez (auquel ont accédé le D. de Parme et le Roi des deux Siciles) (Lat. et Fr.) W. II. 707.
- 2 Août. Trattato per il regolamento de' confini fra S. M. l'Imperatrice regina etc. duchessa di Milano etc. e i dodeci cantoni Elvetici di qua de monti accordato nel congresso di Varese; con un articolo separato. (All.) W. III. 35.
- 14 Nov. Décret du R. d'Espagne portant rétablissement du commerce avec la ville de Hambourg. S. II. 2. Note.
- 21 Nov. Traité de paix et de commerce entre l'Emp. de Maroc et les E. Unis des Pays-Bas. W. II. 688.

- 1753**
 11 Janv. Concordat entre l'Espagne et le Pape. S. II. 18
- 14 Fevr. Convention préliminaire de commerce entre les Rois de France et de Prusse, à Paris. W. II. 722.
- 12 Mars. Bulla Benedicti XIV. qua privilegia ordinis equitum Melitenium a superioribus summis Pontificibus ipsoque Benedicto concessa renovantur, confirmantur et augentur. W. II. 726.
- 15 Mai. Traité d'Union entre la France et le Cardinal de Bavière prince évêque de Liège. K. I. 514.
- 16 Juin. *Articulus secretissimus* entre la Russie et l'Autriche concernant la Porte et l'alliance de 1746. (All.) S. III. 30
- Traité de paix entre le R. de Danemarck et l'Emp. de Maroc (extr. All.) S. II. 11
- 26 Août. Actes entre l'Esp. et le Danemarck portant interdiction réciproque de commerce. S. II. 14
- 27 Août. Traité de commerce entre le Roi des Deux-Siciles et les E. G. des Prov. Unies des Pays-Bas. W. II. 753.

- 1754**
 11 Janv. Traité entre le Roi de Prusse et la Princesse douairière d'Orange et de Nassau touchant la cession des biens et domaines que S. M. possédoit dans la Province de Hollande. W. III. 44.

- 1754** Renouveaulement de l'alliance entre la France
 17 Janv. et la Suède K. I. 512. avec un article séparé.
 ibid. p. 519.
- 30 Janv. Traité renouvelé d'alliance entre le Roi Très-
 Chrétien et le Roi de Danemarck, signé le
 30 Janv. et ratifié par le Danemarck le 18 Mars
 1754, avec deux articles séparés signés et
 ratifiés sous les mêmes dates. K. I. 522. 528.
- 8 Juin. Traité de partage et d'échange entre le Roi de
 Sardaigne et la République de Genève, à
 Turin. W. III. 52.
- 17 Août. Traité de limites entre l'Imp. Reine et la Ré-
 publique de Venise. S. II. 64

- 1755** **1755.**
- 18 Juin. Traité entre S. M. Britannique et le Landgrave
 de Hesse-Cassel, signé à Hanovre (Angl.)
 W. III. 67.
- 30 Sept. Traité entre S. M. Britannique et S. M. Imp. de
 toutes les Russies signé à Petersbourg (en
 Angl.) d. W. III. 75. (en Fr.) d. K. II. 1.

- 1756** **1756.**
- 16 Janv. Traité particulier de subside entre les Rois de
 la Gr. Bretagne et de Prusse signé à West-
 minster. W. III. 84.
- 13 Mars. Traité perpétuel d'amitié de commerce et de
 navigation entre S. M. le Roi de Danemarck
 et la République de Gênes signé à Paris
 (annulé par le traité de 1789). W. III. 88.
- 1 Mai. Convention de neutralité entre S. M. Très-
 Chrétienne et S. M. l'Imp. Reine de Hongrie
 et de Bohême signée à Versailles. W. III. 139.
- Traité d'amitié et d'alliance entre les mêmes
 puissances le même jour avec 2 articles sé-
 parés. W. III. 141.
- Cinq articles signés séparément entre les mêmes
 puissances. K. II. II. SCHÖELL III. 19.
- 10 Juin. Traité de paix entre l'Imp. Reine de Hongrie
 et de Bohême et la République de Venise.
 W. III. 116.
- 12 Juill. Convention entre les Rois de Danemarck et de
 Suède concernant le commerce sur la balti-
 que. W. III. 148.

1756 Traité de subside entre la France et la République de Gènes. K. II. 17.

14 Oct. Traité perpétuel d'amitié de navigation et de commerce entre le Roi de Danemarck et la Porte Ottomane; signé à Constantinople (en All.) W. III. 130.

31 Déc. Acte d'accession de la Russie au traité de Versailles du 1 Mai 1756 entre la France et l'Autriche. S. III. 33

1757

1757.

11 Janv. Convention entre la Gr. Bretagne et la Prusse pour le maintien des libertés de l'Europe. K. II. 29. SCHOELL III. 30.

Fevr. Traité entre la Comp. Angl. des Indes Or. et Serajah Dowlah Nabob du Bengale. S. II. 87. 90

21 Mars. Convention entre la France, l'Impératrice Reine et la Suède sur l'exercice de la garantie de la paix de Westphalie. K. II. 33. 38. SCHOELL III. 33.

28 Mars. Acte de garantie du Roi de France pour la possession de Berg et Juliers en faveur de la maison Palatine de Sulzbach. K. II. 40. SCHOELL III. 126.

1 Mai. Traité d'union et d'amitié entre l'Autriche et la France avec 10 articles séparés, signé et ratifié *). K. II. 43. SCHOELL III. 129.

18 Mai. Renouvellement du traité d'union de 1753 entre la France et le Card. évêque de Liège. K. II. 85.

Juin. Traité entre la Comp. Anglaise des Indes Orientales et Meer-Jaffier Ally Khawn Nabob du Bengale (Angl.) S. II. 92

15 Juill. Sunneds accordés à la Comp. Anglaise des Indes Or. par Ally Khawn (Angl.) S. II. 94

9 Sept. Convention conclue à Closter-Zeven entre le Duc de Cumberland et le Maréchal D. de Richelieu le 9 Sept. 1757. W. III. 152.

22 Sept. Convention de subides entre la France, l'Autriche et la Suède. K. II. 89. SCHOELL III. 168.

Assurance

*) C'est par une erreur que Mr. Koch lui même a été le premier à rectifier, que cet auteur a allégué dans l'ouvrage cité ci-dessus que traité étoit demeuré sans ratification; cette erreur a été répétée par M. SCHOELL.

1757. 1758. 1759.

- 1757** Assurance donnée à la Suède par la France.
 22 Sept. K. II. 94. SCHÖELL III. 172.
 30 Oct. Convention de garantie entre l'Imp. R. et l'Elect. Palatin. (All.) W. III. 157. (Fr. et avec une déclaration de l'Imp. Reine. K. II. 97.)
 5 Nov. Accession de l'Imperatrice de Russie à la convention du 21 Mars entre la Fr. l'Autr. et la Suède. K. II. 103. SCHÖELL III. 174.
 12 Nov. Edit du Roi d'Espagne portant rétablissement du commerce avec le Danemarc. S. II. 17
 23 Nov. Traité entre les E. Gén. des Prov. Unies des Pays-Bas et la régence d'Algèr (en Holl.) W. III. 161.
 30 Nov. Traité de commerce entre le Saint-Siège et la
 et 7 Déc. Lombardie Autrichienne (en Ital.) S. II. 76
 10 et 17 Concordat entre le Saint-Siège et l'Imp. Reine
 Déc. comme Duchesse de Milan (en Ital.) S. II. 82

1758 **1758.**

- 11 Avr. Traité d'alliance entre les Rois de la Grande-Bretagne et de Prusse; avec une déclaration. W. III. 173.
 4 Mai Traité entre la France et le Danemarc.
 et 12 Avr. SCHÖELL III. 192.
 19 Août. Bulle du Pape par laquelle il conforme à l'Imp. Reine le titre d'Apostolique (en Latin.) W. III. 181.
 20 Oct. Déclaration et acte de garantie de l'Autriche du traité du 4 Mai entre la France et le Dan. SCHÖELL III. 202.
 7 Déc. Convention entre S. M. Britannique et le Roi de Prusse signée à Londres. W. III. 178.
 30 Déc. Traité d'alliance entre l'Imp. Reine et le Roi de France signé à Versailles. W. III. 185. SCHÖELL III. 189.

1759 **1759.**

- 17 Janv. Traité de Subside entre S. M. le Roi de la Gr. Bretagne et le Landgrave de Hesse-Cassel. W. III. 201.
 9 Mars. Convention entre la Russie et la Suède relative à la mer baltique. S. III. 36
 30 Avr. Traité d'Union et de subsides entre la France et l'Electeur Palatin signé le 30 Avr. avec

1759 la ratification de l'électeur palatin du 7 Mai.
K. II. 109. 118. SCHÖELL III. 179. 186.

6 Juill. Leih- und Freundschafts-Vergleich zwischen
der Krone Dänemarc und der Stadt Hamburg.
W. III. 735. Note.

3 Oct. Traité entre l'Imp. Reine de Hongrie et de Bo-
hème et Charles III. Roi des deux Siciles,
au sujet de Parme etc. W. III. 206.

6 Oct. Acte du Roi Charles III. en faveur de son troi-
sième fils. (en Ital.) W. III. 212.

1760 1760.

7 Mars. Accession de l'Imp. de Russie au traité défensif
de Versailles du 30 Déc. 1758. entre la Fr.
et l'Autr. K. II. 121. SCHÖELL III. 189.

10 Mars. Accession de l'Impératrice de Russie aux,
traité, Articles séparés et déclaration signés
le 4 Mai, 13 Août et 20 Oct. 1758. entre la
France et le Danemarc. K. II. 125.
SCHÖELL III. 192.

17 Mars. Acte d'Accession du Danemarc à la convention
de 1759 entre la France et la Suède S. III. 42

21 Mars. Déclaration de l'Autriche en accédant au traité
de 1758 entre la France et le Danemarc S. III. 44

— Traité d'alliance entre la Russie et l'Autriche
avec les Articles séparés et secrets S. III. 45

— Convention entre la Russie et l'Autriche concer-
nant la guerre contre le Roi de Prusse S. III. 60

24 Mars. Traité de limites entre les Rois de France et de
Sardaigne. W. III. 218.

26 Mai. Ampliation au traité de paix entre les Prov. U.
des Pays-Bas et la régence d'Alger (en Holl.)
S. II. 101

9 Juin. Convention provisoire signée à Bouquenom
entre la France et le Prince de Nassau Saar-
bruck sur les limites. K. II. 141.

5 Août. Ratification de M. le D. de Choiseul mise sur le
double de la précédente convention. K. II. 160.

23 Août. Articles entre la Comp. Holl. des Indes Orien-
tales et le Nabob Ally Khawn (en Holl.) S. II. 103

17 Sept. Accession du Roi de Suède au traité conclu entre
S. M. Très-Chrétienne et l'Autr. W. III. 268.

27 Sept. Traité entre la Comp. Angl. d. Indes Orientales
et le Meer Jaffier Ally Khawn lorsqu'elle
l'éleva à la dignité de Nabob du Bengale S. II. 99
1761.

1761

1761.

- 12 Fevr. Extrait de la convention signée entre l'Espagne et le Portugal sur les limites de leurs possessions en Amérique. K. II. 162. SCHÖELL III. 215.
- 22 Mars. Traité d'amitié et de commerce entre le Roi de Prusse et la Porte Ottomane en Italien et Français. (W. III. 270.) a. III. 194. b. I. 1
- 5 Août. Traité de paix et de commerce entre le Roi de la Gr. Bretagne et l'Empereur de Maroc signé le 28 Juill. 1760 et ratifié le 5 Août 1761 en Français et Anglais. (W. III. 254.) a. IV. 1. b. I. 42
- 15 Août. Traité d'amitié et d'union entre les Rois Très-Chrétien et Catholique ou Pacte de famille. (W. III. 278.) a. I. 1. b. I. 16
- Autre conv. entre la Fr. et l'Esp. citée par extrait. SCHÖELL III. 91.

1762

1762.

- 23 Fevr. Déclaration de la Russie à ses alliés sur la paix et contredéclaration de la France. a. I. 15. b. I. 38
- 7 Avr. Armistice conclu à Ribnitz entre la Suède et la Prusse. b. I. 38 *)
- 3 Mai. Traité de paix entre les Cours de Prusse et de Russie avec 2 Articles séparés. (W. III. 299.) a. III. 208. b. I. 30
- 14 Mai. Articles de paix et de commerce entre le Roi de la Gr. Bretagne et le Dey d'Algèr, en Anglais et en Français. (W. III. 292.) a. IV. 24. b. I. 68
- 22 Mai. Traité de paix entre S. M. le Roi de Prusse et S. M. le Roi et la Couronne de Suède à Hambourg. (W. III. 307) a. I. 12. b. I. 37
- 22 Juin. Articles de paix et de commerce entre le Roi de la Gr. Bretagne et le Bey de Tunis en Anglais et Français. (W. III. 294.) a. IV. 30. b. I. 72
- 30 Juin. Leih- und Freundschafts-Vergleich zwischen der Krone Dänemark u. der Stadt Hamburg. (W. III. 737.) a. IV. 579. b. I. 80
- 22 Juill. Articles de paix et de commerce entre le Roi de la Gr. Bretagne et le Bey de Tripolis en Anglais et Français. (W. III. 294.) a. IV. 36. b. I. 76
- Décla-

- 1762** Déclaration du Duc de Courlande en faveur
 5 Août. de l'Impératrice de Russie; substance en
 Français T. III. p. 216, en entier en Alle-
 mand. a. VI. 1. b. I. 83
- 13 Oct. Traité conclu sous la garantie de la Comp.
 Angl. d. Indes Or. entre le Nabob du Carnatic
 et le Rajah du Tanjour S. II. 108. b. I. 87
- 3 Nov. Articles préliminaires de paix entre le Roi de
 la Gr. Bretagne, le Roi de France et le Roi
 d'Espagne à Fontainebleau. (W. III. 313.)
 avec decl. de la France. a. I. 17. b. I. 92. 103
- 3 Déc. Déclaration de la Cour de Russie touchant le
 titre Impérial. (W. III. 414.) a. I. 29. b. I. 132

1763**1763.**

- 28 Janv. Contre-déclaration de la France du 28 Janv. et
 et 5 Fevr. de l'Espagne du 5 Fevr. à la déclaration de
 la Russie du 3 Déc. (W. III. 414.)
 a. I. 30. 31. b. I. 134.
- 8 Fevr. Tractat zwischen Sr. K. K. apostolischen Maje-
 stät als Herzoginn von Mayland und löblichen
 gemeinen drey Bündten. (W. III. 420.)
 a. VI. 5. b. I. 176
- 10 Fevr. Traité définitif de paix et d'amitié entre S. M.
 Britannique, le Roi T. Chrétien et le Roi
 d'Espagne à Paris avec 3 articles séparés, et
 une déclaration du Min. de France par rap-
 port aux dettes dues aux Canadiens, et une
 autre déclaration du Min. de S. M. Britanni-
 que par rapport aux limites du Bengale;
 ainsi que l'accession du Roi de Portugal au
 traité définitif. (W. III. 329.) a. I. 33. b. I. 104
- 15 Fevr. Traité de paix entre S. M. l'Imp. Reine de Hon-
 grie et de Bohême et S. M. le Roi de Prusse à
 Hubertsbourg. (W. III. 268.) a. I. 61. b. I. 136
- Deux articles secrets ajoutés au précédent traité.
 W. III. 376. b. I. 136
- Traité de paix entre S. M. le Roi de Prusse et
 S. M. le Roi de Pologne électeur de Saxe,
 à Hubertsbourg. avec 3 articles séparés.
 (W. III. 380.) a. I. 71. b. I. 146
- Jan. Actes relatifs au rétablissement de la paix
 Fevr. en Allemagne. b. I. 166.
 Acte

- 1763
20 Mars. Acte séparé entre S. M. l'Imp. Reine de Hongrie et de Bohême et S. M. le Roi de Prusse concernant leurs alliés, en Allemand. (W. III. 378.) a. I. 69. b. I. 144
- 10 Juin. Convention faite entre Leurs Majestés le Roi de Sardaigne, le Roi Très-Christien et le Roi Catholique, à Paris avec 2 articles séparés. (W. III. 445. conf. K. II. 164. SCHOELL II. 453.) a. I. 80. ajoutés a. III. 119. b. I. 197
- 22 Juill. Ordonnance de l'Impératrice de Russie concernant les étrangers qui viendront s'établir dans ses états. a. VI. 27. b. I. 205
- 1764
16 Janv. Traité d'amitié entre le Roi de France et le Dey d'Algèr. (K. II. 169.) IV. 40. et en entier S. III. 68. b. I. 217
- 17 Mars. Paragraphe servant d'éclaircissement pour l'exécution de l'Art. 3. du traité de 1749 entre la France et Genève. K. II. 172. b. I. 219
- 3 Avr. Preliminary articles of peace, friendship and alliance entered into between the English and the deputies sent from the whole Seneca nation. a. I. 85. b. I. 220
- 11 Avr. Traité d'alliance entre S. M. l'Impératrice de toutes les Russies et S. M. le Roi de Prusse, à St. Pétersbourg avec un article secret. (W. III. 481.) a. I. 89. b. I. 224
- 27 Avr. Traité d'accomodement conclu entre l'Impératrice Reine et l'Electeur Palatin. K. II. 174. b. I. 230
- 27 Mai. Articulus ex constitutionibus a confederatis statibus reipublicae Polonicae in comitiis conventionis anni 1764 latia super agnitione tituli regis Borussiae; avec la ratification du Roi de Prusse. (W. III. 498.) a. I. 95. b. I. 234
- 25 Juin. Gränz-Tractat zwischen Sr. K. K. apostol. Maj. und der durchlauchtigsten Republik Venedig betreffend den Gebrauch des Wassers des Flusses Tartaro. a. I. 97. b. I. 240
- 10 Juil. Treaty of agreement between the English East-India Company and the Nabob Meer Jaffier Cawn. a. VI. 35. b. I. 261
- 6 Août. Traité entre S. M. T. Chrétienne et la République de Gênes touchant l'île de Corfe. (W. III. p. 488.) p. extrait. a. I. 114. b. I. 265

- 1764** Memoires de la Russie, de la Prusse, de la
7 Août. Grande-Bretagne, du Danemarck, de la Suède
 touchant les dissidens en Pologne et manifestes
 des confédérés 1764-1768. a. I. 340-390. 453-467
- 5 Sept.** Actes de la diète de Pologne portant recon-
 noissance du titre impérial de Russie moyen-
 nant des reversales données par la Russie
 en date du 9 Juin. (W. III. 493.) a. IV. 42. b. I. 237
 Actes entre la Comp. Anglaise des Indes Orien-
 tales et l'Empereur Shah Allum, le Nabob
 al Dowlah et le Nabob Sujah al Dowlah par
 lesquels la compagnie se fait ceder des
 districts importants et la Dewanie de Bengale,
 Bahar et Orissa (en Angl.) 1764 et 1765. VII. 1
- 25 Oct.** Sanction pragmatique du D. de Parme touchant
 les biens à main morte. a. VI. 84 b. I. 495.
- 3 Nov.** Capitulation générale pour les troupes que les
 Cantons catholiques et l'abbé de St. Gal ont
 au service de France. K. II. 180. b. I. 270.

1765

1765.

- 13 Janv.** Edit du Duc de Parme assujettissant les biens
 ecclésiastiques aux impôts. a. VI. 92. b. I. 503
- Mai.** Articles proposés entre le Rajah de Tanjour et
 les Français pour la restitution des privilè-
 ges de ceux-ci (en Angl.) S. II. 117
- Traité entre les Français et le Nabob du Carna-
 tic (en Angl.) S. II. 120
- 21 Mai.** Traité entre les Français et le Rajah de Tan-
 jour (Angl.) S. II. 123
- Traité entre la France et la régence de Tunis
 pour l'adoption du 5^{ème} Article du traité de
 1764 entre la France et Algèr. (K. II. 206.)
 S. III. 71. b. I. 289
- 19 Juin.** Fortsetzung des Gränztractats zwischen Sr. K.
 K. apostolischen Majestät und der Republik
 Venedig wegen der Gewässer des Tartaro.
 a. I. 117. b. I. 254
- 16 Août.** Nouveau traité entre le Nabob Naym al Dowlah,
 le Nabob Sujah al Dowlah, l'Empereur
 Shah Allum et la Comp. Anglaise des Indes
 Orientales touchant un nouvel arrangement
 des affaires de la Compagnie (en Angl.) VII. 17-22
 Traité

- 1765** Traité de limites entre le comté de Bourgogne
 28 Sept. et la souveraineté de Neufchatel et Valengin.
 K. II. 208. b. I. 291
- 6 et 20 Oct. Acte de renonciation réciproque entre le Roi
 de Pologne et l'électeur de Saxe. (W. III.
 501.) a. VI. 39. b. I. 302
- 2 Nov. Reglement renouvelé de S. M. Suédoise concer-
 nant les douânes à payer par les ministres
 étrangers du 2 Nov. 1765. a. VI. 54. b. I. 306
- 3 Déc. Convention entre le Roi Très-Chrétien et le
 Duc de Wirtemberg pour la restitution réci-
 proque des déferteurs et malfaiteurs. a. VI. 42. b. I. 310

1766

- 5 Fevr. Traité d'alliance et de commerce entre la
 Grande-Bretagne et la Suède. (W. III.
 515.) a. IV. 44. b. I. 314
- 14 Fevr. Traité de paix conclu entre les E. Gén. des
 Provinces-Unies des Pays-Bas et le Roi de
 Candy en l'île de Ceylon. (W. III. 518.)
 a. III. 223. b. I. 317
- 15 Fevr. Haupt- und schließlicher Tausch-Vertrag zwi-
 schen dem Könige von Frankreich und dem
 Fürsten von Nassau-Saarbrücken. (W. III.
 525.) a. I. 154. b. I. 324
- 10 Mars. Traité conclu à Stradella entre le Roi de Sar-
 daigne et le Duc de Parme. K. II. 223. b. I. 354
- 29 Mars. Convention for the liquidation of the Canada
 Paper money between the King of Great
 Britain and the most Christian King. (W. III.
 560.) a. I. 126. b. I. 332
- 3 Mai. Convention entre le Prince Guillaume d'Orange
 et de Nassau et le Duc Louis de Bronswic. a. I. 134
- 12 Mai. Substance de la convention faite entre la cour
 de France et le Duc des Deux-Ponts touchant
 le droit d'Aubaine. a. I. 138. b. I. 380
- 16 Juin. Convention entre la France et l'électeur Pala-
 tin sur l'échange de Seltz et de Hagenbach.
 K. II. 243. b. I. 381
- Renouvellement de l'acte de garantie pour la
 possession de Berg et de Juliers en faveur
 de la maison Palatine. K. II. 252. b. I. 38
- 18 Juin. Convention entre le Roi de Prusse et l'Electeur
 de Saxe relativement au commerce. (W. III.
 569.) a. I. 139. b. I. 387
- Traité

- 1766
20 Juin. Traité de commerce et de navigation entre l'Empire de toutes les Russies et la couronne de la Grande - Bretagne. (W. III. 572.) a. I. 141. b. I. 390
- 24 Juin. Convention entre S. M. le Roi de France et S. M. l'Imp. Reine de Hongrie et de Bohême sur l'abolition du droit d'Aubaine. (W. III. 587.) a. III. 232. b. I. 402
- 22 Sept. Erster Erbvertrag zwischen den Churfürsten von Pfalz und Bayern. a. I. 658. b. I. 408
- 26 Sept. Convention touchant le commerce entre le Danemarc et le Portugal. a. VI. 46. b. I. 417
- 12 Nov. Traité d'alliance entre la Comp. Anglaise des Indes Orientales et le Nabob Assuph Jau (en Angl.) VI. 49
- 26 Nov. Lettres patentes du Roi de France pour la ville d'Aix la Chapelle concernant le droit d'Aubaine. a. I. 152. b. I. 420

1767

1767.

- 13 Janv. Edit du Duc de Parme sur les biens ecclésiastiques séculiers. VI. 96. b. I. 507
- 2 Avr. Convention entre le Grand Duc de Toscane et le Duc de Modène pour la saisie des criminels et l'extradition des défecteurs. VII. 23. b. I. 421
- 22 Avr. Copie des zwischen Ihro Königl. Maj. zu Dänemark und Ihro Kais. M. von allen Reussen geschlossenen provisorischen Tractats. (W. III. 592.) a. I. 180. b. I. 426
- 28 Mai. Traité de commerce entre la France et l'Emp. de Maroc. (K. II. 254.) extr. VII. 27. en entier. S. III. 72. b. I. 449
- 21 Juill. Convention entre l'Espagne et le Danemarc pour se rendre réciproquement les défecteurs et les esclaves dans leurs îles de l'Amérique. VI. 58. b. I. 457
- 15 Juill. Traité de paix et de commerce entre l'Empereur de Maroc et Roi de Danemarc. VI. 62. b. I. 461
- 9 Oct. Convention préliminaire entre la France, le Prince évêque et les états de Liège concernant les limites. K. II. 265. b. I. 468
- 15 Oct. Jugement rendu à Soleure par les ministres plénipotentiaires du Roi de France et des Cantons de Zurich et de Berne au sujet de Genève. (W. III. 618.) a. I. 204. et III. 238. b. I. 471

1768.

1768

1768.

- 2 Janv. Convention entre les cours de France et d'Espagne pour l'intelligence de l'art. 24. du pacte de famille. a. VI. 69. b. I. 479
- 16 Janv. Sanction pragmatique du Duc de Parme touchant la juridiction sur les biens ecclésiastiques. a. VI. 98. b. I. 509
- 30 Janv. Bref du Pape Clement XIII. contre le Duc de Parme avec plusieurs actes relatifs à l'affaire de Parme 1764-1774. a. VII. 84-105. b. I. 512
- 3 Fevr. Sanction du Duc de Parme pour chasser les Jesuites. (*Storia dell' anno 1768. p. 72.*) b. I. 513
- 23 Fevr. Treaty of peace and perpetual alliance between the Engl. East-India company and the Nabob of Arcot of one part, and the Nizam Ally Cawn Soubah of the other (avec les Sened du Soubah). a. IV. 47. b. I. 519
- 24 Fevr. Ewiger Freundschaft - und Garantie - Tractat zwischen der Kaiserinn von Russland und dem Könige und der Krone Polen (la copie française T. I. p. 391. est défectueuse). (W. III. 651.) a. IV. 582. b. I. 535
- Actus separatus primus, quo immunitates Graecorum non unitorum et Dissidentium etc. continentur. (W. III. 673.) a. I. 399. b. I. 555
- Actus separatus secundus, in quo leges Cardinales et materiae status continentur. (W. III. 701.) a. IV. 594. b. I. 578
- Fevr. Kaif. Commiss. Decret an die Reichsversammlung vom 4 Nov. 1767; Reichsgutächten vom 1 Febr. und K. Commiss. Ratifications - Decret vom 15 Fevr. 1768; die Abtretung und Umtausch einiger Lande zwischen Frankreich und Nassau-Saarbrück betreffend. a. III. 241. b. I. 348
- 1 Avr. Art. séparé et détaché du traité de subsides du même jour, entre la France et Nassau Saarbrück. K. II. 269. b. I. 589
- 15 Mai. Traité conclu entre le Roi de France et la République de Gênes pour la cession de l'île de Corse. (W. III. 714.) a. I. 229. b. I. 591
- 27 Mai. Vergleich zwischen dem Hochfürstlichen Hause Holstein und der Kaiserlichen freyen Reichsstadt Hamburg zu Gottorff. (W. III. 720.) a. I. 210. b. I. 597

1768. 1769. 1770.

- 1768**
 Juin. Lettres patentes du Roi de France portant confirmation de droits en faveur d. M. le Duc de Wirtemberg pour ses possessions en Alsace. a. VI. 106. b. I. 615
 6 Déc. Convention conclue entre le Roi de France et le Grand Duc de Toscane portant exemption du droit d'Aubaine. a. I. 234

1769 **1769.**

- Fevr. Lettre patente du Roi de France portant abolition du droit d'Aubaine en faveur de la noblesse immédiate d'Empire. a. I. 237. b. I. 624
 13 Mars. Convention entre la Cour de France et celle d'Espagne pour mieux régler les fonctions des Consuls. (W. III. 746.) a. I. 242. b. I. 629
 1 Avr. Traité de commerce entre le Roi de France et la ville de Hambourg avec deux articles séparés. (W. III. 752.) a. I. 248. b. I. 634
 — Autres articles séparés signés entre la France et la ville de Hambourg. (K. II. 271.) S. III. 80. b. I. 63
 3 Avr. Treaty of perpetual friendship and peace between the English East-India company and the Nabob of Mysore. VI. 114
 16 Mai. Traité entre le Roi de France et l'Impératrice Reine de Hongrie et de Bohême pour régler les limites des états respectifs dans les Pays-Bas. (W. III. 774.) a. I. 265. b. I. 661
 26 Août. Commerzien-Vergleich zwischen S. K. preussischen Majestät und der Reichsstadt Bremen. a. VI. 117. b. I. 678

1770 **1770.**

- 28 Jany. Concordat entre le St. Siège et la Cour de Turin. (W. III. 793.) a. VI. 126. b. I. 688
 12 Juill. Manifeste de la Russie adressé aux Puissances neutres contre les Pirates. a. IV. 64. b. II. 32
 8 Août. Treaty of peace and friendship between the English East-India company and the Nabob Hyder Ally Khan. (W. III. 803.) a. IV. 66. b. I. 696
 25 Août. Trattato preliminare di pace tra il Ré di Francia e la reggenza di Tunis (extrait. W. III. 807; en Français. K. II. 282.) a. III. 245. b. I. 700
 Traité

- 1770 Traité définitif entre la France et le régence
13 Sept. de Tunis. K. II. 286. b. I. 702
- 26 Oct. Supplément à la convention d'échange entre la
France et le Prince de Nassau-Saarbruck.
K. II. 300. b. I. 705
- 13 Déc. Kaiserliches Commissions-Decret an die Reichs-
versammlung die dem Erzherzog Ferdinand
von Oestreich zu ertheilende Eventual-In-
vestitur auf die Modenesischen Reichs-Lehn
betreffend vom 13 Déc. nebst Reichsgutach-
ten vom 8 Jan. und K. ratif. Decret vom
30 Januar 1771. (W. III. 810.) a. I. 282. b. I. 715

1771

1771.

- 22 Janv. Déclaration du Roi d'Espagne relative à l'expé-
dition contre le port Egmont aux Iles de
Falkland; et contredéclaration de la Grande-
Brétagne. (W. III. 815.) a. I. 288. b. II. 1
- 26 Fevr. Zweyter Erbvertrag zwischen Churbaiern und
Churpfalz. a. I. 667. b. II. 5
- 6 Juill. Convention non ratifiée entre S. M. Imp. et
Royale et la Porte Ottomane. (W. III. 820.)
a. VI. 134. b. II. 19

1772

1772.

- 3 Fevr. Déclaration entre la France et la rép. de Gènes
pour empêcher la contrebande. K. II. 301.
b. II. 26
- 1 Mai. Manifeste de la Russie concernant la Navigation
et le commerce des Puissances neutres.
a. IV. 70. b. II. 33
- 6 Mai. Déclaration entre la France et le Danemarck
sur le payement des arrérages. K. II. 309.
- 16 Mai. Traité de paix et de commerce entre le Roi de
Dan. et le Dey d'Algèr. a. VI. 138. b. II. 38
- 24 Mai. Traité entre le Roi de France et l'évêque
l'église et l'état de Liège concernant les
limites. a. I. 292. b. II. 44
- 24 Mai. Protestation du Duc de Bouillon contre le
précédent traité et contreprotestation du
Prince-Evêque de Liège. a. I. 312. b. II. 60
- 30 Mai. Convention d'armistice entre la Russie et la
Porte. a. IV. 73. b. II. 84

- 1772** Traité entre la Russie et l'Autriche sur le dé-
 25 Juill. membrement de la Pologne. K. II. 311. b. II. 89
- Traité entre la Russie et la Prusse sur le dé-
 membrement de la Pologne. K. II. 316. b. II. 93
- 7 Août. Conv. entre le Dan. et la Saxe sur le droit de
 détraction. b. II. 228
- 11 Sept. Déclaration de l'Autriche au sujet de ses pré-
 tensions sur la Pologne. a. I. 461. b. II. 97
- 13 Sept. Lettres patentes du Roi de Prusse pour exposer
 et démontrer ses droits et ses prétentions
 sur la Pologne. a. I. 462. b. II. 98
- 18 Sept. Déclaration que le Min. Plénipotentiaire de la
 Russie fit au Roi et à la Rép. de Pologne.
 a. I. 466. b. II. 102
- 22 Sept. Note que le ministère de Pologne fit remettre
 aux ministres étrangers à Varsovie en leur
 envoyant copie des déclarations des Cours de
 Vienne, de Russie et de Berlin. a. I. 469. b. II. 106
- 30 Oct. Convention entre le Roi de Danemarck et le Duc
 de Mecklenbourg-Suerin sur le droit de
 détraction. a. IV. 79. b. II. 217
- Nov. Déclarations reciproques entre les Cours de
 Suède et de Danemarck touchant le maintien
 de la paix et de l'amitié; savoir déclaration
 de la Suède du 7 Novembre et Contre-
 déclaration du Danemarck du 9 Novembre
 1772. a. III. 248. b. II. 170
- Acte du Parlement Britannique sur les mar-
 riages dans la famille royale (marriage
 bill.) b. II. 23

1773**1773.**

- 8 Mai. Convention entre le Roi de Danemarck et le
 Duc de Mecklenbourg-Strelitz sur le droit
 de détraction. a. IV. 83. b. II. 221
- 1 Juin. Copia des zwischen S. K. Maj. zu Dänemark etc.
 und S. Kaif. Hoheit dem Kronprinzen,
 Thronfolger und Großfürsten aller Reußen
 Paul als regierenden Herzog zu Holstein
 geschlossenen Tractats. a. I. 315. b. II. 173
- 31 Mai. Lettres patentes de l'Emp. de Russie sur ce traité b. II. 187
 Cessions-

- 1773 Cessionsacte Sr. Kaiserl. Hoheit des Großfür-
 14 Juill. sten aller Reussen, der beiden Graffschaf-
 ten Oldenburg und Delmenhorst an den
 Bischof zu Lübeck. a. III. 253. b. II. 189
- 21 Juill. Bulla Pontificis Clementis XIV. qua ordo So-
 cietatis Jesu extinguitur. a. IV. 84. 106. b. II. 231
- 23 Juill. Traité touchant le droit d'aubaine entre la
 France et la Rép. des Pr. Unies des P. Bas
 a. I. 337. b. II. 258
- 30 Juill. Acte de cession du Comté d'Oldenbourg et
 Delmenhorst par la Russie au Duc de
 Holstein. a. I. 332. b. II. 194
- 18 Sept. Traité de cession entre S. M. l'Imp. Reine de
 Hongrie et de Bohême et le Roi et la Ré-
 publique de Pologne T. I. p. 174. mais mieux
 en Français et en Allemand. a. IV. 110. b. II. 109
- Traité de cession entre S. M. l'Impératrice de
 toutes les Russies et S. M. le Roi et la Ré-
 publique de Pologne signé à Varsovie.
 a. IV. 135. b. II. 129
- Traité entre S. M. le Roi de Prusse et S. M. le
 Roi et la République de Pologne. a. I. 486. b. II. 149
- 29 Oct. Convention préliminaire de limites entre la
 France et l'Electeur de Trèves, avec un
 supplément. K. II. 321. 328. b. II. 260
- 16 Nov. Lettres patentes du G. Duc au sujet du traité
 d'échange avec le Danemarc relatives à
 l'échange de la part que la Russie a possé-
 dée du Holstein. a. I. 330-334. b. II. 195
- Acte de cession entre S. A. I. le Grand Duc de
 Russie et le Roi de Danemarc. a. VI. 144. b. II. 187
- 23 Nov. Traité entre la Comp. Hollandaise des Indes
 Orientales et le Nabob du Carnatic (Angl.) S. II. 125
- 9 Dec. Fernerweite Artikel, worüber S. M. der König
 von Frankreich und S. Hochf. Gnaden der
 Fürst-Bischof zu Lüttich zur Vollziehung
 des den 24 Mai 1772 geschlossenen Tractats
 übereingekommen sind. l. 499. b. II. 65
- 10 Déc. Lettres patentes du Roi de Danemarc portant
 notification de la cession des comtés d'Olden-
 bourg et Delmenhorst. a. III. 258. b. II. 198
- 14 Déc. Instrument de concession des comtés d'Olden-
 bourg et de Delmenhorst au Prince évêque
 de Lubec par le Grand Duc de Russie. a. VI. 146

1774

- 10 Avr. Lettres patentes du R. de France sur la levée du sequestre d'Avignon. b. II. 256
- Avr. Reichsgutachten vom 24. April und Kaiserliches Ratifications-Decret vom 11. Mai den zwischen der Krone Frankreich und dem Fürstenthume Lüttich getroffenen Tausch-Vergleich betreffend. a. I. 502. b. II. 73
- 22 Mai. Placards affichés par ordre de l'Angleterre au fort Egmond pour conserver les droits en le quitant. a. III. 252. b. II. 4
- 3 Juin. Renouvellement des traités de paix entre la France et la régence de Tunis lors de l'avènement de Louis XVI. K. II. 332. b. II. 283
- 4 Juin. Lettres patentes du Roi de France confirmatoires de celles du 11 Déc. 1773 portant ratification de la convention de 1773 avec l'évêque de Liège. K. II. 334. b. II. 65
- 19 Juin. Vertrag zwischen Chur-Bayern und Chur-Pfalz, puncto constituti mutui possessorii. a. I. 682. b. II. 284
- 21 Juill. Traité de paix perpétuelle et d'amitié entre la Russie et la Porte Ottomane conclu le $\frac{15}{17}$ Juill. au camp près du village de Kutschouc Kainardgi; en français T. I. p. 507. et mieux en français et Italien. a. IV. 606. b. II. 286
- Acte séparé relatif à la Crimée signé lors de l'échange des ratifications. a. IV. 444 note *) b. II. 321
- 29 Août. Lettres patentes sur une convention entre le Roi de France et l'Imp. Reine concernant quelques prieurés en Alsace. K. II. 345. b. II. 323
- Oct. Uebersetzung der lettres patentes des Königs von Frankreich vom October 1774 wegen Abschaffung des droit d'Aubaine für 23 Reichsstädte und Acceptations.- Acte besagter Reichsstädte vom 15 Dec. 1774. a. I. 523. 526. b. II. 326
- 15 Nov. Procès verbal de limites entre la France et le Canton de Berne. K. II. 352. b. II. 331
- 25 Nov. Agnitionsacte des Fürst-Bischofs zu Lübeck in Betreff der Cession von Oldenburg und Delmenhorst. a. III. 260. b. II. 200
- 27 Déc. Decretum salvatorium, welches S. M. der Röm. Kaiser dem König von Schweden in Betreff des Austausches von Holstein ertheilet. a. I. 732. b. II. 209

Conven-

- 1774** Convention entre la France et l'Espagne concernant la contrebande. a. VI. 149. b. II. 364
 27 Déc. Firman de la Porte pour défendre le commerce des Anglais à Suez. a. VI. 148. b. II. 372

1775. 1775.

- 2 Fevr. Actes relatifs à la transaction entre la République de Pologne et l'ordre de Malthe sur les terres de l'ordination d'Ostrog. a. VII. 29. b. II. 373
 27 Fevr. Convention entre l'Imp. de Russie et le Roi et la République de Pologne concernant la modification du premier acte séparé de 1768^{*)}. I. 458
 6 Mars. Treaty between the English East-India Company and the Marattes. a. VI. 156. b. II. 389
 15 Mars. 3 Actes séparés entre la Russie et le Roi et la République de Pologne concernant la modification du traité de 1768, le commerce, et diverses stipulations. a. IV. 142. 147. 151. b. II. 137
 15 Mars. 2 Actes séparés entre S. M. le Roi de Prusse et le Roi et la République de Pologne concernant diverses stipulations et le commerce. a. IV. 155. 160. b. II. 160
 16 Mars. Deux actes séparés entre l'Emp. Reine de Hongrie et de Bohême et le Roi et la République de Pologne. a. IV. 126. b. II. 116
 17 Mars. Conv. entre le Danemarck et Meklenb. Strelitz sur le d. de detraction. b. II. 223
 4 Avr. Ueberfetzung der Gränz-Convention zwischen dem Russischen und Türkischen Reich. a. III. 266. b. II. 396
 7 Avril. Déclarations- und Erläuterungs-Acte der zwischen S. K. Maj. von Dänemark und S. D. dem Herzog von Mecklenburg-Schwerin am 30 Oct. 1772 getroffenen Convention wegen des Abschofs-Rechts. a. IV. 81. b. II. 219
 20 Mai. Articles of confédération and perpetual union entered into by the Delegates of the several Colonies of New Hampshire, Massachusetts etc. in General Congress at Philadelphia. a. I. 528. b. II. 477

Gg 4

Conv.

*) Ceci n'est qu'un projet de convention qui répond au 1er acte du 15 Mars 1775 et par ce motif a été supprimé dans la seconde édition où ce 1er acte se trouve. T. II. p. 137.

- 1775
 30 Juin. Conv. entre le Danem. et Osnabrug f. le d. de
 detraction. b. II. 225
 15 Août. Edit de S. M. Suédoise concernant l'établisse-
 ment d'un Port-franc à Marstrand; en
 Suédois et Français. a. VI. 163. b. II. 401
 5 Oct. Breve concordati inter S. Sedem Romanam et
 Magnum Ducem Hetruriae. a. I. 532. b. II. 410
 14 Oct. Convention conclue entre le Roi de France et
 l'Imp. Reine de Hongrie et de Bohême au
 sujet des bénéfices réguliers dépendans des
 abbayes situées en France et dans les Pays-
 Bas autrichiens. a. I. 534. b. II. 412

1776

1776.

- 9 Janv. Subsidien - Tractat zwischen dem König von
 Großbritannien und dem Herzog von Braun-
 schweig - Wolfenbüttel. a. I. 540. b. II. 417
 15 Janv. Subsidien - Tractat zwischen S. Königl. Maj.
 von Großbritannien und dem Landgrafen
 von Hessen - Cassel. a. I. 545. b. II. 422
 24 Janv. Gränz - und Tausch - Tractat zwischen S. M. dem
 Könige von Frankreich und dem Fürsten
 von Nassau - Weilburg. a. I. 552. b. II. 429
 5 Fevr. Subsidien - Tractat zwischen S. K. Maj. von
 Großbritannien und S. Durchl. dem Erb-
 Prinzen von Hessen - Cassel regierenden
 Grafen von Hanau. a. I. 572. b. II. 454
 9 Fevr. Convention de limites entre l'Imp. Reine de
 Hongrie et de Bohême et le Roi et la Ré-
 publique de Pologne. (K. II. 396.) I. 479.
 et mieux. S. II. 131. b. II. 124
 1 Mars. Treaty of peace between the English East-
 India Company and the Marattah State.
 a. VI. 172. b. II. 458
 16 Mars. Ordonnance du Roi de Danemarc portant renou-
 vellement de la defense du commerce des
 étrangers et non privilégiés avec la Groen-
 lande. a. IV. 164. b. II. 464
 1 Avril. Ordonnance du Roi de Danemarc portant
 défense du commerce et de la navigation
 des étrangers et des sujets non privilégiés
 dans les environs et avec l'île d'Islande.
 a. IV. 167. b. II. 467
 Trattato

1776. 1777.

- 1776** Trattato di pace e di commerce tra la Francia
 2 Avr. e la republica di Ragusi. a. I. 576. b. II. 474
 10 Avr. Instruction du Congrès des Etats-Unis de l'Amérique à ses armateurs. a. VI. 178. b. III. 100
 4 Juill. Déclaration of independance by the representatives of the united States of America in congress assembled. a. I. 580. b. II. 481
 6 Juill. Convention entre la France et l'évêque de Liège au sujet d'une échange. K. II. 401. b. II. 77
 2 Août. Vereinbarung wegen wechselseitiger Aufhebung des Abzugs-Rechts zwischen den gesammten Königl. Dänischen und Herzoglich Oldenburgischen Landen. a. IV. 174. b. II. 226
 9 Août. Declaration wegen Ausdehnung der Aufhebung des Abzugs-Rechts zwischen den sämtlichen Königl. Dänischen und Churfürstlich-Sächsischen Landen. a. IV. 176. b. II. 229
 22 Août. Convention touchant la démarcation des limites entre S. M. le Roi de Prusse et S. M. le Roi et la République de Pologne. a. I. 497. b. II. 168
 4 Oct. Articles de confédération et d'union perpétuelle entre les 13 états unis de l'Amérique septentrionale en Français et Anglais. a. I. 586. b. II. 486
 An act to prohibit all trade and intercourse between Great Britain and the Colonies of Newhampshire etc. during the present rebellion. a. IV. 296. b. III. 105
 Extrait de la convention de limites entre l'Autriche et la république de Venise. a. VI. 182. b. II. 504

1777

1777.

- 27 Avr. Capitulation entre les Prov. Unies des Pays-Bas et le Prince de Waldeck prolongée pour 10 ans. a. IV. 178. b. II. 505
 20 Mai. Traité définitif entre les états de la Caroline méridionale et de la Géorgie d'une part et les Indiens Chiroquois de l'autre. a. VI. 184
 28 Mai. Allgemeines Defensiv-Bündniß zwischen S. M. dem König von Frankreich und den 13 Cantons der Schweizer Eydgenossenschaft auch zugewandten Orten. a. I. 606. b. II. 507
 3 Juin. Traité définitif de Police entre les cours de France et d'Espagne sur divers points concernant les sujets à St. Domingue. a. VII. 44. b. II. 536

- 1777** Traité de limites de l'isle de St. Domingue entre
 3 Juin. la France et l'Espagne. K. II. 406. b. II. 519
- 29 Juin. Tractaat van Vreede en commercie geslooten
 tusschen S. Majestaet den Keiser van Marocco
 en de H. M. Staaten General der vereenigde
 Nederlanden. a. I. 619. comme a. VI. 183. b. II. 543
- 1 Oct. Traité préliminaire de paix et de limites entre
 S. M. Très-fidèle et Catholique à St. Ilde-
 fonse. a. I. 634. b. II. 545
- 16 Oct. Articles de convention entre le Lieutenant-Gé-
 néral Bourgoyne et le Général-Major Gates
 à Saratoga. a. I. 649. b. II. 559
- 21 Nov. Lettre des commissaires du Congrès en Améri-
 que à tous les Capitaines de vaisseaux de
 guerre et armateurs des Etats unis concer-
 nant leur conduite envers les puissances
 neutres. a. IV. 196. b. III. 16
- An act for enabling the commissioners etc. to
 grant commissions for privateers. a. IV. 301. b. III. 110
- 26 Déc. Traité entre l'Imp. Reine comme duchesse de
 Milan le Gr. Duc de Toscane et le Duc de
 Modène relatif au commerce sur la route de
 Pistoja. S. II. 136. b. II. 562

1778

1778.

- 3 Janv. Vergleich wegen der Bayerischen Erbfolge zwi-
 schen I. K. Kön. apostolischen Majestät und
 S. Churf. Durchlaucht von der Pfalz zu
 Wien. a. I. 653. b. II. 582
- 6 Fevr. Traité d'amitié et de commerce entre le Roi de
 France et les Etats-Unis de l'Amérique.
 a. I. 685 b. II. 587
- Deux articles d'abord insérés dans ce traité mais
 supprimés par acte du 1 Sept. 1778. VII. 51
- Traité d'alliance éventuelle et défensive entre
 le Roi de France et les Etats-Unis de l'Amé-
 rique. a. I. 701. b. II. 605
- Trattato di pace tra il Grand Duca di Toscana
 e l'Impero di Marocco. a. I. 706. b. II. 609
- 1 Mars. Traité d'amitié de Garantie et de commerce
 conclu entre les Cours royales d'Espagne et
 de Portugal. a. I. 709. b. II. 612
- Acces-

- 1778.** Accessions - Acte des Herzogs von Pfalz - Zweybrücken zu den Haus-Verträgen von 1766. 1771 und 1774 zwischen Pfalz und Bayern. a. I. 656. b. II. 585
- 8 Mars.** Extrait de l'ordonnance du Roi de France concernant les prises faites par les vaisseaux, frégates et autres bâtimens du Roi. a. IV. 306. b. III. 115
- 28 Mars.** Convention pour l'abolition du Droit d'Aubaine entre la France et les Etats du Duc de Wurtemberg. a. I. 722. b. II. 628
- 14 Avr.** Proclamation du congrès des Etats-Unis de l'Amérique concernant la navigation neutre. a. IV. 197. b. III. 17
- 9 Mai.** Kaiferliches Commissions-Decret vom 3 Febr. 1778. Reichsgutachten vom 15 Mai und Kaiserl. Ratifications-Decret vom 10 Juny die Uebertragung der Fürstlich Hollstein Gottorpischen Stimme auf die jüngere Linie dieses Hauses und das Herzogthum Oldenburg betreffend. a. I. 726. conf. a. III. 263. b. II. 202
- 15 Mai.** Edit portant réglemant sur les fonctions judiciaires et de police des consuls de France dans les pays étrangers. K. II. 430. b. II. 632
- 10 Juin.** Convention entre la France et l'évêque de Liège concernant le terrain entre deux eaux. K. II. 459. b. II. 81
- 20 Juin.** Promemoria des Kön. Schwedischen Gefandten zu Verwahrung der Rechte des Königs in Betreff von Oldenburg und Delmenhorst. a. I. 731. b. II. 208
- 28 Juin.** Extrait de la déclaration du Roi de France concernant la course sur les ennemis de l'état. a. IV. 308. b. III. 117
- 1 Juill.** Convention entre le Roi de France et l'électeur de Trèves concernant les limites des états respectifs. a. IV. 181. b. II. 268
- 26 Juill.** Réglement de S.M. le Roi de France concernant la navigation des bâtimens neutres en tems de guerre. a. IV. 198. b. III. 18
- 1 Août.** Réglement fait par le Grand Duc de Toscane relativement à la navigation et au commerce neutre en tems de guerre; en Français et Italien. a. IV. 204. b. III. 24
- Régle-

1778. 1779.

- 1778** Reglement in Ansehung der Hamburgischen
 18 Sept. Handlung und Schifffahrt während des Kriegs.
 a. IV. 216. b. III. 36
- 16 Sept. Edit du Roi des deux Siciles concernant le com-
 merce et la navigation en tems de guerre;
 en Français et Italien. a. IV. 226. b. III. 46
- 27 Sept. Règlement du Roi de France concernant les pri-
 ses que les corsaires français conduiront dans
 les Ports des Etats - Unis et vice versa.
 a. IV. 313. b. III. 123
- 27 Déc. Decrèt salvatoire de l'Empereur en faveur du R.
 de Suède. a. I. . b. II. 209

1779 **1779.**

- 4 Mars. Edit du Pape relativement à la navigation et au
 commerce en tems de guerre; en Français
 et Italien. a. IV. 232. b. III. 54
- 10 Mars. Convention explicatoire entre l'Empire de
 Russie et la Porte Ottomane. a. III. 349. b. II. 653
- Mars. Ordonnance de S. M. le Roi de Suède relative-
 ment au commerce à la navigation neutre.
 a. IV. 240. b. III. 60
- 3 Mai. Placard des Etats généraux portant défense
 d'armer en course. a. IV. 242. b. III. 62
- 13 Mai. Traité de paix entre S. M. l'Impératrice de
 Hongrie et de Bohême et S. Maj. le Roi de
 Prusse conclu à Teschen avec les conven-
 tions séparées entre l'Autriche et la Saxe,
 l'Autriche et l'Electeur Palatin, entre la
 Saxe et l'Electeur Palatin les actes d'accesion
 du Duc des Deux - Ponts, de S. M. l'Empereur
 et les actes de garantio de la France et de
 la Russie. a. II. 1. b. II. 661
- Mai. Lettres patentes du Roi de France portant con-
 firmation des Droits et privilèges du Corps
 de la Noblesse de la Basse - Alsace. VI. 187. b. II. 690
- 18 Juin. Ordonnance du Roi de France concernant les
 reprises faites par les vaisseaux, frégates et
 autres bâtimens de S. M. a. IV. 319. b. III. 128
- 1 Juill. Edit de la République de Gènes concernant la
 navigation et le commerce en tems de
 guerre; en Français et Italien. a. IV. 244. b. III. 64
- Règlement du Roi d'Espagne concernant les
 armateurs; en Hollandais. a. IV. 329. b. III. 139
- Conven-

1779. 1780.

- 1779 Convention pour l'abolition du droit d'Aubaine
27 Juill. entre le Roi de France et le Landgrave de
Hesse-Darmstadt. a. II. 29. b. II. 705
- 9 Sept. Edit de la République de Venise concernant la
navigation et le commerce neutre en tems
de guerre. a. IV. 255. b. III. 74
- 18 Sept. Traité de commerce entre le Roi de France et
le Duc de Mecklenbourg-Schwerin, avec
7 articles séparés. a. II. 35. b. II. 709
- 8 Nov. Règlement du Roi de France concernans les
prises qui seront conduites dans les ports
étrangers. a. IV. 316. b. III. 129
- 18 Nov. Traité entre l'Impératrice Reine de Hongrie et
de Bohême et le Roi de France concernant
les limites de leurs états respectifs dans les
Pays-Bas. a. II. 56. b. II. 730

1780

1780.

- 11 Fevr. Vergleich des regierenden Herzogs von Wür-
temberg mit seinen Brüdern Herzog Lude-
wig Eugen und Herzog Fried. Eugen.
a. III. 296. b. III. 1
- 12 Fevr. Dichiarazione della Porta Ottomana toccante la
neutralità da osservarsi nei suoi stati. a. III. 270. b. III. 88
- Fevr. Kaiserliches Commissions- Decret an die Reichs-
Mars versammlung vom 8 August 1779; Reichs-
gutachten vom 28 Februar 1780 und Kai-
serliches Ratifications- Decret vom 8 März
1780, den Beytritt und Einwilligung des
Reichs zu dem Teschner Frieden betreffend.
a. II. 68-73. b. II. 685
- 28 Fevr. Déclaration de S. M. Imp. de toutes les Russies
aux Cours de Londres de Versailles et de
Madrid concernant les droits du commerce
neutre. a. II. 74. b. III. 138
- 13 Mars. Lettre du Secrétaire d'Etat d'Espagne au mi-
nistre de la merine espagnol pour servir de
réglement concernant la navigation des
neutres. a. IV. 268. b. III. 92
- 26 Mars. Cartel pour l'échange des prisonniers pris en
mer entre la France et la Grande-Bretagne
avec 1. art. séparé. a. IV. 276. b. III. 300
- 13 Avr. Résolution des E. Gén. des Prov. Unies des Pays-
et 24. Bas sur la déclaration de la Russie du 28 Fevr.
touchant le commerce neutre. a. IV. 350. 352. b. III. 163
Décla-

- 1780** Déclaration de la Cour de Londres aux E. Gén.
17 Avr. des Provinces-Unies des Pays-Bas portant
 suspension de ses traités avec la république.
 a. II. 76. b. III. 173
- 18 Avr.** Réponse de la Cour d'Espagne à la déclaration
 de la Russie du 28 Fevr. touchant le com-
 merce neutre. a. IV. 348. b. III. 164
- 25 Avr.** Réponse de la Cour de France à la déclaration
 de la Russie du 28 Fevr. touchant le com-
 merce neutre. a. IV. 346. b. III. 162
- Avr.** Réponse de la Cour de Londres à la déclaration
 de la Russie du 28 Fevr. touchant le com-
 merce neutre. a. IV. 345. b. III. 160
- 19 Mai.** Ordonnance de S. M. l'Imp. de toutes les Russies
 concernant la navigation du pavillon mar-
 chand de Russie. a. II. 79. b. III. 271
- Mai.** Déclaration de S. M. Danoise remise aux Cours
 des Puissances belligérantes touchant la neu-
 tralité de la mer baltique. a. II. 84. b. III. 175
- 25 Mai.** Réponse de la Cour de France à la précédente
 déclaration du Danemarck du mois de Mai.
 a. VI. 202. b. III. 176
- Mai ?** Explication demandée par la Suède à la Russie
 sur le projet de la neutralité armée et
 éclaircissements donnés par la Russie à cet
 égard. a. IV. 354. 355. b. III. 170
- 20 Juin.** Convention conclue entre le Roi de France et
 l'évêque de Bâle concernant les limites.
 a. II. 85. b. III. 310
- Traité d'alliance entre le Roi de France et
 l'évêque de Bâle. a. II. 93. b. III. 325
- 4 Juill.** Convention entre S. M. Danoise et S. M. Bri-
 tannique pour expliquer le traité de com-
 merce de 1670. a. II. 102. b. III. 177
- 8 Juill.** Déclaration de Sa Majesté Danoise aux Cours
 de Londres de Versailles et de Madrid au
 sujet du commerce et de la navigation
 neutre. a. IV. 360. b. III. 178
- 9 Juill.** Convention maritime pour le maintien de la
 liberté du commerce et de la navigation
 neutre entre la Russie et le Danemarck.
 a. II. 103. b. III. 191
- 6 Articles séparés joints à la précédente con-
 vention.** a. IV. 357. b. III. 195
- Déclara-

- 1780 Déclaration de S. M. Suédoise aux Cours de
21 Juill. Londres, de Versailles et de Madrid au sujet
du commerce et de la navigation neutre.
a. IV. 362. b. III. 185
- 27 Juill. Réponse de la France à la déclaration de S. M.
Danoise du 8 Juillet. a. IV. 363. b. III. 180
- 1 Août. Convention maritime pour le maintien de la
liberté du commerce et de la navigation
neutre entre la Russie et la Suède. a. II. 110. b. III. 198
6 Articles séparés joints à la précédente con-
vention. a. IV. 364. b. III. 205
- 4 Août. Réponse de la Cour de France à la déclaration
de la Suède du 21 Juill. a. IV. 366. b. III. 186
- 7 Août. Réponse de la Cour de Londres à la déclaration
du ministère Danois du 8 Juillet. a. VI. 203. b. III. 182
— Réponse de la Cour d'Espagne à la déclaration
du ministère Danois du 8 Juillet. a. VI. 204. b. III. 183
- 10 Août. Lettres patentes du Roi de France portant con-
firmation des droits de l'électeur de Trèves
dans les terres et seigneuries de Fumay,
Revin et Feppin. a. IV. 191. b. II. 278
- 30 Août. Ordonnance de la Reine de Portugal concer-
nant les armateurs des Puissances belligé-
rantes. a. IV. 295. b. III. 157
- 10 Août. Réponse de la Cour de Londres à la déclaration
de Suède du 21 Juillet sur le commerce
neutre. a. IV. 368. b. III. 188
- 7 Sept. Déclaration par laquelle S. M. Danoise accède
à la convention du 10 Août conclue entre la
Russie et la Suède. a. IV. 371. b. III. 207
— Déclaration par laquelle S. M. Suédoise accède
à la convention du 9 Juillet conclue entre la
Russie et le Danemarck. a. IV. 369. b. III. 205
- 3 Oct. Renouveaulement de la convention de 1775 entre
la Lombardie Autrichienne et la République
de Venise concernant l'extradition des crimi-
nels (Ital.) S. II. 155
- 14 Nov. Renouveaulement de l'ancien traité d'alliance et
de Combourgeoisie entre les sept Cantons
catholiques de la Suisse et la Rép. de Valais.
a. VI. 206
- 20 Nov. Résolution des E. Gén. d. P. U. des Pays-Bas
touchant leur accession au système de la
neutralité armée. a. IV. 375. b. III. 211
- Mémoire

1780. 1781.

1780
Nov. Memoire de la Cour de Russie présenté aux
Cours des puissances belligérantes pour leur
notifier l'accession du Danemarck et de la
Suède au système de la neutralité armée.
a. IV. 372. b. III. 208

12 Déc. Reponse de la France à la notification de la
Russie sur l'accession du Danemarck et de la
Suède.
a. IV. 373. b. III. 209

1781 1781.

3 Janv. Acte par lequel L. H. P. les Etats Généraux des
Prov. Unies des Pays-Bas accèdent aux con-
ventions maritimes du 9 Juillet et 1 Août
1780. entre la Russie et les Rois de Dane-
marck et de Suède.
a. II. 117. b. III. 215

— Acte séparé joint au précédent acte d'accession.
a. IV. 378. b. III. 219

12 Janv. Extrait des résolutions de L. H. P. les E. Gén.
des P. U. concernant le secours à requérir
de la part des puissances qui ont adopté le
système de la neutralité armée (Holl.)
a. IV. 382. b. III. 221

12 et 13 Janv. Placard des E. G. d. Prov. Unies touchant les
recompenses des armateurs du 12 Janv. et
instruction pour les armateurs du 13 Janv.;
en Hollandais.
a. IV. 342 b. III. 145

16 Janv. Acte der Grenzberichtigung zwischen dem Neu-
russischen Gouvernement und der Polni-
schen Ukraine.
a. II. 122. b. III. 336

26 Janv. Ordonnance des E. Gén. des Prov. Unies des
Pays-Bas relative à la guerre. a. IV. 410. b. III. 276

Janv. ? Déclaration des Prov. Unies des Pays-Bas por-
tant que vu leur accession aux conventions
du 9 Juill. et 1 Août ils attendent une ac-
ception de la part de leurs majestés Im-
périale et royales.
a. IV. 379. b. III. 211

Déclaration des E. Gén. remise aux Cours bel-
ligérantes pour leur notifier leur accession
aux conventions de la Russie avec le Da-
nemark et la Suède.
a. IV. 381. b. III. 221

28 Fevr. Memoire présenté par l'envoyé des Prov. Unies
à la Cour de Suède pour réclamer l'inter-
vention des Puissances neutres alliées.
a. IV. 389. b. III. 230

Memoire

- 1781
 Mars. Memoire de la Cour de Suède pour celle de la
 Russie concernant l'effet de l'accession des
 Provinces-Unies au système de la neutralité
 armée. a. IV. 394. b. III. 235
- Mars. Rescript de S. M. l'Imp. de Russie au comte de
 Moussin Pouschkin au sujet de la guerre
 entre la Gr. Bretagne et les Prov. Unies.
 a. IV. 399. b. III. 240
- 30 Avr. S. K. Maj. in Preussen Verordnung an die Un-
 terthanen wegen ihrer Schiffahrt und See-
 handlung während des jetzigen Seekrieges.
 a. IV. 418. b. III. 284
- 1 Mai. Convention entre le Roi de France et les Prov.
 Unies des Pays-Bas concernant les reprises.
 a. II. 127. b. III. 340
- 8 Mai. Convention pour le maintien de la liberté du
 commerce et de la navigation neutre entre
 S. M. l'Impératrice de toutes les Russies et
 S. M. le Roi de Prusse, avec 4 art. séparés.
 a. II. 130. b. III. 245
- 1 Juin. Convention zwischen S. K. Maj. von Dänemark
 und S. D. dem Herzog zu Braunschweig-
 Wolfenbüttel wegen Aufhebung des Ab-
 zugsrechts. a. IV. 431. b. III. 242
- 10 Juill. Traité entre S. M. l'Empereur Rom. et l'Imp.
 de Russie relativement à la neutralité armée
 (il est douteux si la date et le traité sont
 authentiques) en Italie. a. IV. 404. b. III. 252
- 22 Sept. Traité de limites et d'échange entre le Roi de
 France et les comtes de la Leyen; en Fran-
 çais et Allemand; avec une déclaration in-
 terpretative du 18 article, faite le 30 Nov.
 1782. a. II. 138. b. III. 344
- 9 Oct. Acte d'accession de S. M. l'Empereur Romain
 aux principes et aux mesures proposées par
 la Russie pour le maintien du commerce et
 de la navigation neutre, et acte d'accepta-
 tion de la part de la Russie. a. II. 171. b. III. 257
- 19 Oct. Articles de la Capitulation entre le Général Was-
 hington et le Comte Cornwallis. a. II. 177. b. III. 359
- 3 Nov. Fernere Erklärung und Verordnung S. K. M. von
 Preussen über die Schiffahrt ihrer Unter-
 thanen während des jetzigen Seekrieges.
 a. IV. 424. b. III. 290

- 1781**
 Nov. Actes relatifs à l'évacuation des forteresses servant de barrière aux Etats-Unis. a. IV. 433. b. III. 364
 Nov. Acte par lequel les E. Généraux se chargent de la garantie d'un emprunt de la France de 5 millions de florins (en Holl.) S. II. 162. b. III. 367
 8 Déc. Nähere Erläuterung der K. preussischen Verordnungen vom 30 April und 3 November betreffend die Schifffahrt. a. IV. 427. b. III. 293
 12 Déc. Ordonnance de S. M. l'Empereur concernant la police maritime dans les Pays-Bas Autrichiens. a. IV. 437. b. III. 297
 19 Déc. Convention conclue entre le Roi de France et le Prince-Evêque de Bâle concernant les délits sur les frontières. a. II. 188. b. III. 376
 Déc. Edit du Roi de France qui fixe les privilèges des Etats et du Corps Helvétique en France, enregistré au Parlement le 8 Janv. 1782. a. II. 182. b. III. 370

1782

1782.

- Janv. Acte du Parlement Britannique pour autoriser S. M. à conclure un traité de paix ou de trêve avec les Colonies de l'Amérique, en Français et Anglais. a. IV. 441. b. III. 495
 17 Mai. Treaty of perpetual Friendship and Alliance between the English East-India Company and the whole of the Chiefs of the Marattah nations. a. II. 201. b. III. 390
 13 Juill. Convention maritime pour le maintien de la liberté du commerce et de la navigation neutre entre S. M. l'Impératrice de toutes les Russies et S. M. la Reine de Portugal. a. II. 208. b. III. 263
 16 Juill. Contrat entre S. M. le Roi de France et les 13 Etats-Unis de l'Amérique septentrionale au sujet des sommes avancées par la France. a. II. 212. b. III. 396
 14 Sept. Artickel des Friedens- und Handlungs-Vertrags zwischen dem Könige von Spanien und der Ottomanischen Pforte, (en Espagnol et en Allemand). a. II. 218. b. III. 402
 8 Oct. Traité d'amitié et de commerce entre L. H. P. les Etats-Généraux des Prov. Unies des Pays-Bas et les Etats-Unis de l'Amérique, en Français et en Hollandais. a. II. 242. b. III. 427
 Conven-

- 1782**
 8 Oct. Convention entre L. H. P. les Etats-Généraux des Prov. Unies des Pays-Bas et les Etats-Unis de l'Amérique concernant les reprises, en Hollandais et en Anglais. a. II. 278. b. III. 463
- 19 Oct. Traité d'amitié et de commerce entre l'Empire de Russie et la couronne de Danemarck. a. II. 284. b. III. 468
- Déclaration de la Cour de Russie sur le 3eme article du traité de commerce de 1782 entre la Russie et le Danemarck. a. III. préface VII et a. VII. 212. b. III. 484
- 12 Nov. Acte de garantie passé entre les trois puissances médiatrices, savoir les Rois de France et de Sardaigne et la République de Berne qui ont rétabli la tranquillité dans la République de Genève. a. II. 301. b. III. 486
- Traité de neutralité annexé à l'acte précédent de garantie passé entre les trois Puissances médiatrices qui ont rétabli la tranquillité dans la République de Genève avec une lettre y annexée. a. II. 303. b. III. 487
- 27 Nov. Convention entre les Rois d'Espagne et de Sardaigne pour la succession entre leurs sujets. S. II. 165. b. III. 491
- 30 Nov. Articles provisionels de la paix à conclure, convenus entre le commissaire de S. M. Britannique et les commissaires des Etats-Unis de l'Amérique. a. II. 308. b. III. 497
- An act to prohibit the ransoming of Ships and vessels captured from his Britannic Majesty's subjects; extrait. a. IV. 304. b. III. 113

1783**1783.**

- 20 Janv. Articles préliminaires du traité de paix entre les Rois de France et de la Grande-Bretagne. a. II. 315. b. III. 503
- Articles préliminaires de paix entre les Rois d'Espagne et de la Gr. Bretagne. a. II. 323. b. III. 510
- 10 Fevr. Acte entre la Russie et le Roi des deux Siciles par lequel celui-ci accède aux principes et aux moyens relatifs à la liberté du commerce et de la navigation neutre. a. III. 274. b. III. 267
- H h 2
- Traité

- 1783** **Traité d'amitié et de commerce entre le Roi de Suède et les Etats-Unis de l'Amérique avec 5 articles séparés; en Anglais** a. II. 328
3 Avr. en Français a. VII. 52. b. III. 565
- 8 Avr.** Manifest der Kaiserin von Russland wegen Besetzung der Krim u. des Kuban. a. IV. 444. b. III. 581
- Mai.** Lettres patentes du Roi de France portant confirmation des droits appartenans au Duc de Wurtemberg dans la seigneurie de Franquemont. a. II. 346. b. III. 585
- 21 Mai.** Handlungs- und Grenz-Convention zwischen I. K. M. aller Reussen und S. D. dem Herzoge und den Ständen der Herzogthümer Curland und Semgallen. a. II. 357. b. III. 596
- 22 Mai.** Declaration welche über vorstehende Convention von dem Herzoge und den Ständen der Herzogthümer Curland und Semgallen ausgestellt worden, und Gegen-Declaration I. K. Majestät aller Reussen. a. II. 368. b. III. 606
- 24 Mai.** Additional articles of friendship and commerce made by the Emperor of Morocco with the King of Great-Britain. a. IV. 449. b. III. 611
- 21 Juin.** Traité de commerce entre l'Empire de toutes les Russies et la Porte Ottomane. a. II. 373. b. III. 615
- 28 Juin.** Convention entre le Grand Duc de Toscane et la République de Gênes touchant la saisie des criminels. a. VII. 67
- Juin.** Des fürstlichen Gesammthauses Nassau erneu-ter Erb-Verein. a. II. 405. b. III. 645
- 15 Juill.** Acte d'accession du Roi de France au traité de 1778 entre l'Espagne et le Portugal. a. VI. 214. b. II. 625
- 24 Juill.** Tractat zwischen dem Russischen Reiche und Georgien, en allemand, et la substance en français. a. II. 424. b. III. 686
- Formular, nach welchem S. Durchl. der Czar von Kartalinien und Kachet sich zur Treue gegen I. K. Maj. von Russland verpflichtet. a. II. 454. b. III. 698
- 8 Août.** Acte de ratification de l'accession de la France au traité d'alliance entre l'Espagne et le Portugal. K. II. 463. b. II. 626
- Articles

- 1783** Articles préliminaires de paix entre S. M. le Roi
 2 Sept. de la Grande-Bretagne et les Prov. Unies
 des Pays Bas. a. II. 457. b. III. 514
- 3 Sept. Traité définitif de paix et d'amitié entre le Roi
 de la Grande-Bretagne et le Roi de France
 avec 2 articles séparés et une déclaration et
 contredéclaration. a. II. 462. b. III. 519
- Traité définitif de paix et d'amitié entre le Roi
 de la Grande-Bretagne et le Roi d'Espagne
 avec 2 art. séparés et une déclaration et con-
 tredéclaration. a. II. 484. b. III. 541
- Definitive treaty of peace and friendship
 between his Britannik Majesty and the
 United-States of America. a. II. 497. b. III. 553
- 18 Sept. K. Dän. Verordnung wegen Herabsetzung der
 Abgabe des 6. Pfennings von dem Vermögen,
 welches aus den Dänischen Staaten nach den
 Schwedischen ausgeführt wird. a. IV. 452.
 conf. S. II. 198. b. III. 700
- 16 Oct. Befehl der Türkischen Pforte an den Fürsten der
 Wallachei wegen Empfang eines Oesterrei-
 chischen Geschäftsträgers. a. III. 278. b. III. 702
- Softanza del trattato di amista presentato à S. M.
 Impériale per l'ambaffadore del Imp. de
 Maroc. a. II. 503. b. III. 705
- Résolution des Etats-Unis de l'Amérique fixant
 le cérémonial à la réception des ministres
 étrangers. a. IV. 453. b. III. 706

1784

1784.

- 8 Janv. Traité de paix et d'amitié entre S. Maj. l'Impé-
 ratrice de toutes les Russies et la Porte
 Ottomane. a. II. 505. b. III. 707
- Hattischerif oder Befehl der Pforte zum Vor-
 theil der Fürstenthümer der Wallachey und
 Moldau. a. III. 281. b. III. 710
- 20 Janv. Convention zwischen dem R. Kaiser Joseph II.
 und Pabst Pius VI. a. II. 508. b. III. 732
- 22 Fevr. Ukase de l'Impératrice de Russie en faveur des
 commerçans étrangers qui s'établiront dans
 les nouveaux états sur la mer noire.
 a. IV. 455. b. III. 734

- 1784** **Edit ou Sened de la Porte Ottomane pour fa-**
24 Fevr. voriser le commerce de l'Autriche, en fran-
 çais. a. II. 511
 mais mieux en Allemand. a. IV. 458. b. III. 725
- 9 Mars.** Chrifovol des Fürften der Moldau zum Vorthail
 der Oeſterreichiſchen Unterthanen. a. III. 292.
 b. III. 728
- 11 Mars.** Traité de paix entre la Compagnie Anglaiſe des
 Indes Orientales et le Nabob Tippoo-Sul-
 taun Bahauder. a. II. 515. b. III. 737
- 14 Mai.** Arrêt du Conſeil d'Etat du Roi de France por-
 tant confirmation et établiffement de ports
 francs dans le royaume. a. VI. 215. b. III. 742
- 20 Mai.** Traité définitif de paix et d'amitié entre S. M.
 le Roi de la Grande-Bretagne et les Prov.
 Unies des Pays-Bas avec un article ſéparé.
 a. II. 520. b. III. 560
- 1 Juill.** Convention proviſoire pour ſervir d'explication
 à la convention préliminaire de commerce
 et de navigation du 25 Avril 1741 entre les
 Rois de France et de Suède. a. II. 526. b. III. 743
- 11 Juill.** Capitulaton du fort de Cabinde entre M. de
 Marigni commandant une diviſion de vaiſ-
 ſeaux de guerre français et M. Portudo Lieu-
 tenant Colonel commandant les retranche-
 mens Portugais. a. IV. 466. b. IV. 97
- 13 Août.** Traité d'amitié et d'alliance entre la Comp.
 Hollandaïſe des Indes Orientales et le Roi
 de Salangoor. VII. 71
- 20 Août.** Déclaration du Roi de France concernant les
 créances que les Suiffes auront à repeter
 ſur des particuliers qui auraient fait faillite.
 K. II. 465: b. III. 748
- 27 Août.** Ordonnance de S. M. Imp. et royale qui re-
 ſtreint l'importation de marchandises étran-
 gères dans ſes états. a. VI. 217. b. III. 751
- 31 Août.** Traité fait à Munic entre l'Empereur et l'Electeur
 de Bavière pour régler définitivement les limi-
 tes du quartier de l'Inn. K. II. 469. b. III. 754
- 10 Sept.** Trattado di pace tra il re di Spagna e la reggen-
 za di Tripoli. II. 531. mieux S. III. 87. b. III. 760
- 30 Oct.** Renouvellement du traité de Subſide entre les
 Prov. Unies des Pays-Bas et l'Electeur de
 Cologne. a. II. 540. b. III. 780
 Conven-

- 1784** Convenzione toccante al trattamento dei sud-
 4 Déc. diti reciproci tra S. M. Imp. Duca di Milano
 e di Mantova e il Gran Duca di Toscana;
 substance. a. II. 543. b. III. 781

1785. 1785.

- 4 Fevr. Extrait de la Convention pour l'exemption du
 droit de Villefranche entre les Rois de Da-
 nemarc et de Sardaigne. a. IV. 639. b. IV. 1
- 22 Fevr. Convention zwischen S. K. Maj. von Preussen
 und der Stadt Danzig sub spe rati ge-
 schlossen. a. II. 544. b. IV. 3
- 1 Avr. Convention entre le Commissaire de S. M. l'Em-
 pereur et les Commandans des villes Hollan-
 daises de Sas-de-Gand et de Philippine ré-
 lativement aux inondations. a. II. 550. b. IV. 9
- 27 Avr. Ordonnance du Roi de France touchant l'ad-
 mission des étrangers au commerce du Le-
 vant et en Barbarie. a. IV. 470. b. IV. 12
- 14 Mai. Verordnung Kaiser Josephs II. die Einschrän-
 kung des Abzugsrechts in seinen Staaten
 betreffend. a. II. 561. b. IV. 13
- Juin. Kaiserliches Commissions-Decret an die Reichs-
 Juill. versammlung vom 10 Jun. 1780. Reichsgut-
 achten vom 3 Juny 1785, und K. Ratifica-
 tions-Decret vom 11 July die Bestätigung des
 zwischen Frankreich und Nassau-Weilburg
 geschlossenen Tractats betreffend. a. II. 580. b. II. 448
- Juin. Kaiserliches Commissions-Decret an die Reichs-
 Juill. versammlung vom 30 März 1781. Reichsgut-
 achten vom 6 Juny 1785, und K. Ratifica-
 tions-Decret vom 11 July 1785, den zwischen
 Frankreich und Basel geschlossenen Gränz-
 und Austauschungs-Vergleich betreffend.
 a. II. 587. b. III. 326 note
- Juin. Kaiserliches Commissions-Decret an die Reichs-
 versammlung vom 22 Nov. 1782, Churkölni-
 sches Pro Memoria vom 7 Mai 1785, Schrei-
 ben der R. Ritterschaft vom 21 Mai 1785 ad
 comitia, Reichsgutachten vom 10 Juny 1785,
 den Austausch-Tractat zwischen Frankreich
 und den Grafen von der Leyen betreffend.
 a. II. 590. b. III. 358 note
- H b 4 Affocia.

- 1785** Association zwischen den Churfürsten von Sachsen, von Brandenburg u. Braunschweig-Lüneburg, (Fürstenbund genannt). a. II. 553. b. IV. 18^{*)}
- 23 Juill. Traité définitif de limites entre la France et l'Espagne. K. II. 477. b. IV. 26
- 10 Sept. Traité d'amitié et de commerce entre S. M. le Roi de Prusse et les Etats-Unis de l'Amérique. a. II. 566. b. IV. 37
- 20 Sept. Articles arrêtés préliminairement pour servir de base au traité à faire entre l'Empereur et les E. Gén. des Prov. Unies sous la médiation de la France. a. II. 598. b. IV. 50
- 1 Nov. Edit de l'Impératrice de Russie au sujet du commerce et de la navigation des sujets Autrichiens. a. II. 620. b. IV. 72
- 8 Nov. Traité d'accord définitif entre S. M. Imp. et royale Apostolique et les Prov. Unies des Pays-Bas; sous la médiation et la Garantie de la France avec une convention séparée. a. II. 602. b. IV. 55
- 10 Nov. Traité d'alliance défensive entre S. Maj. le Roi Très-Chrétien et les E. Généraux des Prov. Unies des Pays-Bas; avec 5 articles séparés. a. II. 612. b. IV. 65
- 12 Nov. Kaiserlich Königliche Verordnung wegen des Handels und der Schiffahrt der russischen Unterthanen in den Kaiserlich Königlichen Erblanden. a. II. 632. b. IV. 84

1786**1786.**

- 30 Janv. Convention entre la France et le Portugal au sujet du différend sur le fort de Cabinde. K. II. 492. b. IV. 101
- Mars. Acte concernant la reservation des droits du Roi de Suède au sujet des comtés d'Oldenbourg et de Delmenhorst. a. IV. 472. b. II. 213
- 19 Avr. Auszug des Hauptvergleichs, welcher zwischen S. K. Maj. Joseph II. und dem Erzstifte Salzburg getroffen worden. a. II. 646. b. IV. 105
- Actes

^{*)} Depuis l'impression de la nouv. édition Mr. DE DORM a dans son excellent ouvrage: *Denkwürdigkeiten meiner Zeit* T. III. p. 185-219. publié ce traité avec plusieurs autres articles séparés et secrets que je regrette ne plus avoir pu insérer.

- 1786**
 Mai. Actes relatifs à la liberté du commerce avec le port de Larrache accordée aux Prov. Unies des Pays-Bas par l'empereur de Maroc. a. VI. 220 b. IV. 111
- 21 Mai.** Convention entre le Roi de France et le Duc de Wirtemberg relativement aux limites du Comté de Montbéliard. a. II. 652. b. IV. 113
- 14 Juin.** Traité de paix et d'amitié entre le Roi d'Espagne et le Dey et la régence d'Algèr. a. II. 665. b. IV. 126
- 14 Juill.** Convention entre S. M. le Roi de la Grande-Bretagne et S. M. le Roi de Espagne au sujet des possessions en Amérique. a. II. 673. b. IV. 133
- 25 Août.** Punctuation der Erzbischöflich und resp. Churfürstlich und Fürstlichen Abgeordneten zu Bad-Embs die Erhaltung und Wiederherstellung der bischöflichen Rechte betreffend. a. IV. 478. b. IV. 140
- 26 Sept.** Traité de navigation et de commerce entre Sa Majesté Britannique et S. M. Très-Chrétienne. a. II. 680. b. IV. 155
- 29 Nov.** Instructions des E. Gén. des Prov. Unies des Pays-Bas pour leurs Consuls. a. VI. 222. 225. b. IV. 182
- 27 Déc.** Convention conclue entre les Rois de France et d'Espagne au sujet de la contrebande. a. VI. 227. b. IV. 187

1787 1787.

- 11 Janv.** Traité de navigation et de commerce entre la France et la Russie. a. III. 1. b. IV. 196
- 15 Janv.** Convention explicative entre les Rois de France et de la Gr. Bretagne sur quelques articles du traité de commerce de 1786. a. III. 30. b. IV. 223
- 17 Janv.** Traité de commerce entre l'Imp. de Russie et le Roi des Deux Siciles. a. III. 36. b. IV. 229
- 25 Janv.** Traité d'amitié de commerce et de navigation entre les Etats-Unis de l'Amérique et l'Empereur de Maroc avec un article additionel. a. III. 54. b. IV. 247
- Fevr.** Treaty of friendship, alliance and security between the united Comp. of merchants of England trading to the East-Indies and the Nabob of the Carnatic. a. IV. 492. b. IV. 256
- H b 5
- Conven-

- 1787** Convention entre le Roi de Prusse et le Duc
13 Mars. de Mecklenbourg-Schwerin pour la restitu-
 tion de 4 baillages. a. III. 63. b. IV. 263
- 10 Avr.** Treaty and agreement between the united Comp.
 of english merchants trading to the East-
 Indies and the Rajah of Tanjore. a. IV. 499. b. IV. 268
- 13 Juill.** Articles fondamentaux pour la nouvelle Colonie
 fondée sur le territoire au Nord-Ouest de
 l'Ohio sous les auspices du Congrès des
 Etats-Unis de l'Amérique. a. III. 68. b. IV. 276
- 30 Août.** Déclaration réciproque entre les cours de Ver-
 sailles et de Londres pour ne mettre en
 activité que six vaisseaux. K. II. 498. b. IV. 279
- 31 Août.** Convention entre S. M. Britannique et S. M.
 Très-Chrétienne au sujet du commerce au
 Bengale; en Anglais. a. III. 72
 en Français. a. VII. 106. b. IV. 280
- 17 Sept.** Plan of new constitution of the United States
 of America, agreed upon at a Convention
 held at New-York. a. III. 76. b. IV. 288
- 28 Sept.** Treaty of alliance between the King of Gr. Bri-
 tain and the Landgrave of Hesse-Cassel
 a. III. 95. b. IV. 306
- 27 Oct.** Déclarations réciproques des Cours de Londres
 et de Versailles pour faire cesser les arme-
 mens faits à l'occasion des troubles en Hol-
 lande. a. III. 103. b. IV. 313
- 20 Déc.** Traité de commerce entre l'Imp. de toutes les
 Russies et la Reine de Portugal. a. III. 105. b. IV. 315
- 31 Déc.** Règlement de S. M. Imp. de Russie pour les ar-
 mateurs particuliers. a. IV. 507. b. IV. 336
- Règlement de S. M. le Roi de Prusse concer-
 nant la franchise d'accise accordée aux mi-
 nistres étrangers pour la première entrée
 de leurs effets. a. IV. 516. b. IV. 345

1788

1788.

- 22 Fevr.** Traité de subside entre les E. Gén. des Prov.
 Unies des Pays-Bas et le Duc de Brunswic
 avec 2 articles séparés. a. III. 311. b. IV. 349
- 15 Avr.** Traité d'alliance défensive entre S. M. le Roi
 de la Grande-Bretagne et les Provinces-
 Unies des Pays-Bas avec un article séparé.
 a. III. 127. b. IV. 372
- Traité

1788. 1789.

- 1788
15 Avr. Traité d'alliance défensive entre S. M. le Roi de Prusse et les Prov. Unies des Pays-Bas. a. III. 133. b. IV. 377
- 5 Mai. Traité de subside entre les Provinces-Unies des Pays-Bas et le Duc de Mecklenbourg-Schwerin, avec un article séparé. a. III. 324. b. IV. 362
- 13 Juin. Traité provisionnel d'alliance défensive entre S. M. le Roi de Prusse et S. M. le Roi de la Grande-Bretagne. a. III. 138. b. IV. 382
- 3 Juill. Acte de garantie mutuelle des sept Provinces-Unies des Pays-Bas en Français et en Hollandais. a. III. 142. b. IV. 386
- 7 Juill. S. Königl. Schwedischen Majestät gnädiges Reglement wie es mit dem Aufbringen zur See gehalten werden soll. a. VI. 235. b. IV. 394
- 25 Juill. Treaty of commerce between the United Comp. of merchants of England trading to the East-Indiens and the Vezier Ouda. a. IV. 521. b. IV. 410
- 13 Août. Traité d'alliance défensive entre S. M. le Roi de Prusse et S. M. le Roi de la Grande-Bretagne. a. III. 146. b. IV. 390
- 9 Oct. Armistice entre le Roi de Suède et le Pr. Charles de Hesse commandant en chef des troupes auxiliaires du Danemarck sous la médiation de la Grande-Bretagne. a. III. 151. b. IV. 429
- 16 Oct. Seconde convention d'armistice entre le Roi de Suède et le Prince Charles de Hesse. a. III. 153. b. IV. 431
- 5 Nov. Articles du troisième armistice entre le Roi de Suède et le Prince Charles de Hesse. a. III. 155. b. IV. 433
- 14 Nov. Convention entre le Roi de France et les Etats-Unis d'Amérique pour fixer les droits des Consuls. a. VII. 109. b. IV. 417

1789

1789.

- 17 Mars. Convention sur la prolongation du traité de Commerce entre la France et la ville de Hambourg. a. III. 158. b. IV. 425
- 6 Mai. Déclaration de la Cour Imp. de Russie concernant le commerce neutre sur la Baltique. a. IV. 528. et de même a. VI. 250. b. IV. 428
- 6 et 9 Juill. Memoire des ministres des Cours alliées de Londres, de Berlin et de la Haye au ministre

C. de

1789

C. de Bernstorff du 6 Juill. touchant la neutralité à embrasser pour le Danemarck et réponse du Comte de Bernstorff du 9 Juill. (en allemand).

a. IV. 529. b. IV. 435

7 Juill. Lettre du Comte Cornwallis au Nizzam à laquelle on a accordé force de traité dans l'alliance du 4 Juill. 1790. (Angl.)

a. VI. 252

30 Juill. Traité perpétuel d'amitié et de commerce conclu 1756 entre S. M. le Roi de Dan. la Rép. de Gènes confirmé et rectifié 1789 en y insérant l'accord pour l'extradition des malfaiteurs et déserteurs.

a. IV. 532. b. IV. 438

20 Oct. Déclaration de l'Empereur de Maroc portant différens privilèges pour le commerce des Espagnols.

S. III. 132 Note *)

30 Nov. Décret de l'assemblée nationale de France portant réunion de la Corse.

a. VI. 396

1790

1790.

31 Janv. Traité d'alliance entre S. M. le Roi de Prusse et la Porte Ottomane.

a. IV. 560. b. IV. 466

7 Mars. Actes et projet relatifs à un traité de commerce entre la Prusse et la Pologne.

a. VI. 267

29 Mars. Traité d'amitié et d'alliance entre le Roi de Prusse et le Roi et la République de Pologne.

a. III. 161. b. IV. 471

Avr. Extrait de l'ordonnance du Roi d'Espagne sur les avantages des navires nationaux devant les étrangers.

a. VI. préf. XIII. n. *)

1 Juin. Traité d'alliance offensive entre la Comp. Angl. des Indes Orientales d'une part et Pundit Purdaun et le Nawob Nizam de l'autre contre Tippoo-Sultaun (Angl.).

a. VI. 257

4 Juill. Traité d'alliance offensive et défensive entre la Comp. Angl. des Indes Orientales d'une part et le Nawob Nizam et Pundit Purdaun de l'autre (Angl.).

a. VI. 262

21 Juill. Acte de cession du Grand-Duché de Toscane à la branche puînée de la maison d'Autriche (en latin).

a. VI. 278. b. IV. 476

24 Juill. Déclaration et contre-déclaration signée entre la Gr. Bretagne et l'Espagne touchant les différens en Amérique; en Français et en Anglais.

a. III. 166. b. IV. 488

Déclara-

- 1790** Déclarations signées à Reichenbach savoir: déclaration de la part des Plénipotentiaires de S. M. Apostolique; Contredéclaration de la part du Ministre de S. M. Prussienne et déclaration de ce dernier touchant les affaires des Pays-Bas. a. III. 174. b. IV. 500
- 27 Juill.** Acte de garantie de la Grande-Bretagne et des Prov. Unies des Pays-Bas, des trois précédentes déclarations. a. IV. 568. b. IV. 507
- 29 Juill.** Décret de l'assemblée nationale de France pour l'examen des traités avec l'étranger. a. VI. 442
- 1 et 2 Août.** Ratifications de l'Empereur Leopold II. de la déclaration et contredéclaration de Reichenbach et de la déclaration de la Prusse touchant les Pays-Bas; datées du 1 et 2 Août; et ratification de la part du Roi de Prusse des trois susdites déclarations en date du 5 Août. a. IV. 565. b. IV. 535
- 6 Août.** Décret de l'assemblée nationale en France portant abolition du droit d'aubaine et de distraction. a. VI. 289
- 7 Août.** Treaty of peace and friendship between the United-States of America and the chiefs of the Creek nation. a. III. 335. b. IV. 510
- 14 Août.** Traité de paix entre S. M. le Roi et la couronne de Suède d'une part et S. M. l'Imp. de toutes les Russies de l'autre au camp de Werele. a. III. 175. b. IV. 517
- 23 Août.** Résolution secrète des Etats-Généraux relativement à la garantie des déclarations de Reichenbach. a. IV. 569. b. IV. 508
- 26 Août.** Décret de la convention nationale sur la continuation des engagements de la nation avec l'Espagne. a. VI. 443
- 17 Sept.** Convention wegen wechselseitiger Aufhebung des Abzugsrechts zwischen S. Königl. Maj. von Dänemark gesammten Landen und dem Hochstifte Münster. a. IV. 575. b. IV. 525
- 19 Sept.** Acte d'armistice entre le Roi d'Hongrie et de Bohême et la Porte Ottomane sous la médiation de la Prusse. a. IV. 571. b. IV. 531
- 28 Oct.** Convention entre S. M. Britannique et le Roi d'Espagne sur les différends en Amérique; en Français et Anglais. a. III. 184. b. IV. 492
- Décret**

- 1790
28 Oct. Décret de l'assemblée nationale de France sur les indemnités à accorder aux Princes d'Allemagne. a. VI. 392
- 10 Déc. Convention relative aux affaires belgiques entre les Ministres Plénipotentiaires de S. M. l'Empereur, les Rois de la Gr. Bretagne et de Russie et les Prov. Unies des Pays-Bas. a. III. 342. b. IV. 535
- 16 Déc. Convention d'abolition des droits de retrait entre le Danemarck et la Prusse; en Allemand a. IV. 577
en Français S. II. 169. b. IV. 527

1791

1791.

- 13 Avr. Décret de l'assemblée nationale française portant abolition du droit d'aubaine et de distraction dans les Colonies. VI. 289
- 19 Juin. Décret de l'assemblée nationale de France sur les indemnités à accorder aux Princes d'Allemagne. VI. 393
- 22 Juill. Décret de l'assemblée nationale concernant la principauté de Salm-Salm. VI. 423
- 23 Juin. Cartel d'échange et de restitution réciproque de transfuges entre les Colonies Espagnoles et Hollandaises aux Indes occidentales. V. I
- 3 Juill. Defensiv - Convention zwischen S. Churf. Gnaden zu Mainz und S. Durchl. dem Landgrafen von Hessen-Darmstadt. VI. 290
- 19 Juill. Traité de paix entre l'Espagne et Tunis. S. III. 96
- 25 Juill. Substance du Traité préliminaire conclu entre les Cours d'Autriche et de Prusse. V. 5
— Acte séparé, et secrét ajouté à la précédente convention. S. II. 171
- Juill. et Ordonnances du Roi d'Espagne concernant les étrangers, en date du 20. 21. et 29 Juill. et 1. et 3 Août. V. 12
- Mai. Actes entre la Cour de Russie et les Cours Juill. d'Angleterre et de Prusse au sujet de la paix avec la Porte. V. 53
- 4 Août. Traité de paix entre S. M. Imp. royale Apostolique et la Porte Ottomane à Sistow; avec une déclaration des ministres médiateurs, de la Grande-Bretagne, de la Prusse et des Prov. Unies, et une convention séparée. V. 18
Déclara-

- 1791**
 27 Août. Déclaration signée en commun par S. M. l'Empereur Romain et S. M. le Roi de Prusse à Pilnitz, avec 6 articles séparés. V. 35
 14 Sept. Actes relatifs à la réunion d'Avignon et de Venaissin à la France. VI. 397
 27 Sept. Réunion de Henrichemont à la France. VI. 412
 — Réunion de Dombes à la France. VI. 413
 19 Oct. Traité d'amitié et d'union entre S. M. le Roi et la couronne de Suède d'une part et S. M. l'Impératrice de toutes les Russies de l'autre. V. 38
 3 Nov. Protestation du Pape contre la réunion d'Avignon et de Venaissin. VI. 402
 28 Nov. Confirmation ou renouvellement des traités entre les Prov. Unies des Pays-Bas et l'Empereur de Maroc (en Hollandais). V. 50. 51
 29 Déc. Déclaration de l'Assemblée nationale pour exposer à tous les peuples ses sentimens et ses intentions. VI. 733

1792**1792.**

- 9 Janv. Traité définitif de paix entre S. M. l'Imp. de Russie et la Porte Ottomane à Jassy (en Allemand). V. 67
 7 Fevr. Allianz-Tractat zwischen I. Majestäten dem römischen Kaiser und dem Könige von Preussen geschlossen. V. 77. mieux en Fr. S. II. 172
 23 Fevr. Traité préliminaire entre la Compagnie Anglaise des Indes Orientales et Tippoo Saib. V. 81
 18 Mars. Traité définitif entre la Comp. Anglaise des Indes Orientales et ses alliés d'une part et Tippoo Sultaun Chef des Marattes de l'autre au camp près de Seringapatnam; en Anglais. V. 83
 17 Avr. Extrait d'un ordre du Roi d'Espagne relatif aux avantages dont jouiront réciproquement les navires Danois et Espagnols (en Esp. et Fr.) S. III. 124
 29 Avr. Convention entre le Roi de France et le Prince de Salm Salm concernant l'indemnification pour la suppression des droits féodaux et seigneuriaux. V. 90
 — Convention entre le Roi de France et le Prince de Loewenstein Wertheim concernant l'indemnification pour la suppression des droits féodaux etc. VI. 394
 Déclara-

- 1792** Déclaration de la Convention Nationale concernant les militaires faits prisonniers de guerre. VI. 737
- 4 Mai.** Traité de paix et de commerce entre le Roi et la Couronne de Suède et la Rép. d'Algèr en Fr. et Suédois avec un supplément. VI. 297
- 12 Mai et** Notes échangées entre l'Autr. et le Danemarck
- 1 Juin.** sur une coalition SCHOKLL IV. 239.
- 7 Juill.** Convention zwischen S. Kön. Maj. zu Dänemark und S. D. dem Marggraven von Baden wegen Aufhebung des Abzugsrechts. V. 93
- 14 Juill.** Traité d'alliance défensive entre S. M. l'Imp. de toutes les Russies et S. M. le Roi de Hongrie et de Bohème. VII. 497
- 3 Août.** Décret de l'assemblée Nationale sur le traitement des prisonniers pris les armes à la main. VI. 739
- 19 Sept.** Décret de l'assemblée Nationale sur l'échange des prisonniers de guerre. VI. 740
- 2 Nov.** Traité entre le Général Montesquieu et la République de Genève. V. 95
- 19 Nov.** Décret de la Convention Nationale par lequel elle promet secours à tous les peuples qui voudront revolter. VI. 741
- 27 Nov.** Décret de réunion de la Savoye à la France. VI. 415
- 16 Déc.** Décret de la Conv. Nationale de France qui rapporte les décrets sur les indemnités pour les Princes d'Allemagne. VI. 393
- 17 Déc.** Décret de la Convention Nationale qui détermine la conduite à tenir dans les pays où ils porteront les armes. VI. 741

1793**1793.**

- 7 Janv.** Convention entre S. M. Prussienne et S. A. E. de Saxe sur le Contingent de Saxe. VI. 312
- 31 Janv.** Actes relatifs à la réunion de Nice à la France. VI. 419
- Décret de la Conv. Nationale portant que les Français pourront armer en course. VI. 752
- 8 Fevr.** Edit de S. M. I. de toutes les Russies portant suspension du traité de commerce avec la France. VII. 116
- 14 Fevr.** Réunion de Monaco à la France. VI. 421
- Décret de la Conv. Nationale sur le jugement des prises et sur les loix en fait de prises. VI. 755
- Rescrit

- 1793 Réserit de S. M. Danoise aux villes maritimes
 22 Fevr. de Danemarc et de Norvége sur la navigation
 et le commerce pendant la guerre. VII. 131
- 1 Mars. Décret de la Conv. Nationale de France qui
 annule les traités avec les puissances avec
 lesquelles elle est en guerre, et defend l'im-
 portation de marchandises Anglaïses. VI. 444
- 2 Mars. Réunion de Salm-Salm à la Erance. VI. 425
- 4 Mars. Präliminair-Artikel zwischen Großbritannien
 und Hannover in Betreff eines Hannoverischen
 Truppencorps welches Großbritannien in
 Sold nimmt. V. 99
- 23 Mars. Actes relatifs à la réunion de l'évêché de Bâle
 à la France. VI. 426
- 25 Mars. Convention entre S. M. le Roi de la Gr. Bré-
 tagne et S. M. l'Imperatrice de toutes les
 Russies relativement au commerce; en Fran-
 çais et Anglais. V. 108
- 25 Mars. Convention entre S. M. le Roi de la Gr. Bré-
 tagne et S. M. l'Imp. de toutes les Russies
 relative à la guerre; en Français et Anglais. V. 144
- Mars. Ferman de l'Empereur Ottoman au Capitaine
 Pacha concernant la neutralité (en Allemand). V. 230
- Avr. Actes relatifs à la prise de possession de la ville
 de Danzig par le Roi de Prusse, savoir ma-
 nifeste du Roi de Prusse du 24 Fevr. et Edit
 du Magistrat de Danzig, du 2 Avril 1793
 (en Allemand). V. 120
- 10 Avr. Traité de subside entre S. M. Britannique et le
 Landgrave de Hesse-Cassel en Français et
 Anglais. V. 124
- 4 et Proclamation du conseil exécutif en France sur
 16 Avr. la liberté du commerce des navires Danois
 et Suèdois. VII. 137
- 19 Avr. Edit de S. M. I. de toutes les Russies portant
 defense d'importation de marchandises Fran-
 çaises. VII. 128
- 22 Avr. Proclamation de la part du Président des Etats-
 Unis de l'Amérique touchant la neutralité
 des dits états. V. 234
- 23 Avr. Ordonnance du Roi de Suède concernant la
 navigation en tems de guerre. V. 235. 237
- 25 Avr. Traité d'alliance entre S. M. Britannique et le
 Roi de Sardaigne en Français et Anglais. V. 144
- Nouveau Recueil. T. III. 11 Décret

- 1793 Décret de la Conv. Nationale relativement aux
9 Mai. navires neutres. VI. 757
- Mai. Renouveaulement des traités entre la République
Française et la régence d'Algèr. VI. 317
- 25 Mai. Décret de la Conv. Nationale sur un mode uni-
forme d'échange des prisonniers de guerre. VI. 744
- Convention entre S. M. le Roi d'Espagne et
S. M. le Roi de la Grande Bretagne conclue
à Aranjouez relativement à la guerre; en
Français et Espagnol. V. 150
- 8 Juin. Instructions de S. M. Britannique pour ses ar-
mateurs en date du 8 Juin, en Français et
Anglais. V. 264
- 30 Juin. Confirmation des traités entre la France et le
Pacha de Tripoli. VI. 316
- 12 Juill. Convention entre S. M. Britannique et S. M. le
Roi des deux Siciles relative à la guerre. V. 158
- 13 Juill. Traité de cession et de limites entre S. M. l'Imp.
de toutes les Russies et S. M. le Roi et la
République de Pologne. V. 162
- 14 Juill. Convention entre S. M. Britannique et S. M. le
Roi de Prusse relative à la guerre. V. 168
- Juill. Actes entre les Cours de Londres et de Peters-
bourg d'une part et celles de Copenhague
Août. et de Stockholm de l'autre au sujet de la
neutralité et du commerce avec la France.
(SCHÖELL VI. 13. en français). V. 238
- 16 Août. Décret de la Convention Nationale que le peuple
va se lever en masse. VI. 749
- 23 Août. Seconde Convention de Subside entre S. M. Bri-
tannique et le Landgrave de Hesse-Cassel. V. 141
- 30 Août. Convention entre S. M. l'Empereur Romain et
S. M. Britannique relative à la guerre, en
Français et en Anglais. V. 170
- 17 Sept. Convention entre S. M. l'Empereur Romain et
S. A. S. le Landgrave de Hesse-Darmstadt
relative à la reluiion des troupes. V. 176
- 21 Sept. Acte de navigation pour la France. VI. 318
- Traité entre S. M. Britannique et le Marggrave
de Bâde pour un corps de troupes, en Fran-
çais et Anglais. V. 190
- 25 Sept. Traité de cession entre S. M. le Roi de Prusse
et la République de Pologne. V. 202
- Traité

- 1793
26 Sept. Traité entre S. M. Britannique et la Reine de Portugal relatif à la guerre; en Français et Anglais. V. 210
- 3 Oct. Traité de subside entre S. M. Britannique et le Landgrave de Hesse-Darmstadt. V. 216
- 10 Oct. Déclaration du Grand-Maître de l'Ordre de Malthe concernant sa conduite envers la France. VII. 138
- 16 Oct. Traité d'alliance entre S. M. l'Imp. de Russie et la République de Pologne. V. 222
- 6 Nov. Instructions additionnelles de S. M. Britannique pour les armateurs en Angl. et Français. V. 268
- 8 Nov. Décret de la Conv. Nationale sur la décision des causes concernant les prises. VI. 760
- 17 Nov. Décret de la Conv. Nationale au sujet des traités avec les Cantons Suisses et les Etats-Unis d'Amérique. VI. 446
- 22 Déc. Décret de la Convention Nationale qui ordonne l'exécution des traités avec la République de Gènes. VI. 447

1794. 1794.

- Janv. Vergleichungs-Artikel in Betreff eines Neben-corps Hannoverischer Truppen welches in Brittischen Sold genommen wird. V. 106
- 8 Janv. Instructions de S. M. Britannique aux commandans de ses vaisseaux de guerre et armateurs, en Français et Anglais. V. 268
- 26 Mars. Déclaration de S. M. Britannique concernant la libre importation de marchandises des Etats-Unis d'Amérique en Angleterre; en Anglais. V. 281
- 27 Mars. Convention entre S. M. le Roi de Suède et S. M. le Roi de Danemarck pour la défense commune de la liberté du commerce et de la navigation des deux états. V. 274
- 28 Mars. Placard de S. M. le Roi de Danemarck concernant le commerce neutre; en Allemand. V. 278 et VII. 135
- 19 Avr. Traité de Subside entre S. M. le Roi de la Gr. Bretagne et L. H. P. L. E. Gén. des Prov. Unies des Pays-Bas d'une part et S. M. le Roi de Prusse de l'autre. V. 283
- Convention séparée conclue entre la Grande-Bretagne et les Prov. Unies des Pays-Bas à la suite du précédent traité. V. 287

- 1794** Ordonnance de S. M. Suédoise portant liberté
 21 Mai. générale d'entrepôt pour les marchandises
 étrangères d. l. port de Gothenburg VII. 504
- 26 Mai. Décret de la Convention Nationale qu'il ne
 sera point fait de prisonnier Anglais et Ha-
 noverien. VI. 750
 conf. 751
- 26 Juin. Traité entre les Etats-Unis d'Amérique et les
 Chiroquois (en Angl.) VI. 326
- 4 Juill. Décret de la Conv. Nationale que les troupes
 ennemies dans les places fortes qui ne se
 rendront pas seront passées au fil de l'épée. VI. 750
- 11 Août. Décret de la Conv. Nationale qu'il ne sera point
 fait de prisonnier espagnol. VI. 751
- 18 Août. Instructions de S. M. Britannique pour les Com-
 mandeurs de ses vaisseaux de guerre et ar-
 mateurs; en Français et Anglais. V. 272
- 8 Nov. Treaty between his Britannic Majesty and the
 Duke of Brunswik. VI. 319
- 11 Nov. Traité entre les Etats-Unis d'Amérique et les
 Indiens des six nations (en Angl.) VI. 328
- 19 Nov. Traité d'amitié de commerce et de navigation
 entre la Gr. Bretagne et les Etats-Unis
 d'Amérique; en Angl. et Français. VI. 336
- 2 Déc. Traité entre les Etats Unis d'Amérique et les
 Indes Oneida (en Angl.) VI. 333

1795**1795.**

- 3 Janv. Déclaration échangée entre les Plénipotentiaires
 de l'Imp. de Russie et de la Cour de Vienne
 relative au partage de la Pologne. VI. 699
- 3 Fevr. Capitulation par laquelle la province de Zee-
 lande se rend aux Français (en Holl.) VI. 450
- 18 Fevr. Traité d'alliance défensive entre S. M. Britan-
 nique et S. M. l'Impératrice de toutes les
 Russies (en Angl. et Français). VI. 461
- 9 Fevr. Traité de paix entre la République Française
 et le Grand Duc de Toscane. VI. 455
- 1 Mars. Edit publié par le Grand Duc de Toscane au
 sujet de sa neutralité. VI. 458
- 17 Mars. Décret de la Conv. Nationale sur la direction
 des opérations diplomatiques. VI. 449
- Mars. Actes relatifs à la réunion du Duché de Cour-
 lande sous l'Empire de toutes les Russies.
 VI. 476. ajoutés VII. 508
 Traité

- 1795 Traité de paix entre S. M. le Roi de Prusse et
 5 Avr. la République Française à Bâle. VI. 495
- 7 Avr. Substance d'une Convention entre les Commis-
 saires de S. M. Imp. et royale et ceux de la
 France concernant les individus qui n'ont
 pas été pris les armes à la main. VI. 507
- 4 Mai. Convention entre S. M. Imp. et royale et S. M.
 Britannique sur un emprunt (en Anglais et
 Français). VI. 509
- 16 Mai. Traité de paix et d'alliance entre la République
 Française et la République des Prov. Unies
 des Pays Bas avec un règlement sur le port
 de Flessingue. VI. 532
- 16 Mai. *Les articles séparés et secrets se trouvent dans*
 SCHORLL IX. 309.
- 17 Mai. Traité entre le Roi de Prusse et la République
 Française relatif à la neutralité d'une partie
 de l'Allemagne. VI. 203
- 20 Mai. Traité d'alliance défensive entre S. M. Britan-
 nique et S. M. Impériale et royale; en Angl.
 et Français. VI. 522
- 25 Mai. Supplément aux traités entre la France et la
 régence de Tunis. VI. 541
- 24 Juin. Ratification conditionnelle de la part des Etats-
 Unis d'Amérique de leur traité du 19 Nov.
 1794 avec la Grande-Bretagne (en Angl. et
 Français). VI. 384
- 22 Juill. Traité de paix entre la République Française et
 le Roi d'Espagne. VI. 542
- 27 Juill. *Articles préliminaires entre la France et la*
Hollande sur les troupes passant à la solde
d'Holl. SCHORLL IX. 313.
- 28 Août. Traité de paix entre la République Française et
 le Landgrave de Hesse-Cassel. VI. 548
- 5 Sept. Traité de paix et d'amitié entre les Etats-Unis
 d'Amérique et le Dey d'Alger (en Anglais). VI. 553
- 25 Sept. Projet de traité entre la République Française
 et le Duc de Wirtemberg non ratifié. VI. 665
- 1 Oct. Actes relatifs à la réunion de la Belgique et de
 Liège à la France. VI. 432-440
- 24 Oct. Convention conclue entre S. M. le Roi de Prusse
 S. M. l'Imp. de Russie et S. M. l'Emp. Roi. VI. 702
- 25 Oct. Extrait de la loi Française concernant l'admi-
 nistration des prises. VI. 760

- 1795 Traité d'amitié de limites et de navigation
27 Oct. entre le Roi d'Espagne et les Etats-Unis
d'Amérique (en Angl. et Français). VI. 561
25 Nov. Acte d'abdication de S. M. le Roi de Pologne. VI. 714

1796. 1796.

- 5 Jan. *Acte d'accord pour tout ce qui est dû par la
Hollande à la France.* SCHOELL IX. 391.
29 Fevr. Article additionnel entre la Gr. Bretagne et les
Etats-Unis d'Amérique (en Anglais et
Français). VI. 390
Mars. Manifeste de l'Imperatrice de Russie portant dé-
claration de guerre contre la Perse (en Al-
lemand). VI. 585
13 Mars. Convention entre le Roi de Suède et la Républi-
que de Gènes (en Suédois et Italien). VI. 592
27 Avr. Loi Française réglant l'appel en matière de
prises. VI. 763
28 Avr. Suspension d'armes entre les troupes françaises
et celles de S. M. Sarde. VI. 608
3 Mai. *Convention entre la France et la Hollande.*
SCHOELL IX. 340.
4 Mai. Article explicatoire du traité de commerce du
19 Nov. 1794. entre la Gr. Bretagne et les
Etats-Unis d'Amérique (en Anglais et
Français). VI. 600
8 Mai. Condition de la suspension d'armes entre l'armée
Française et le Duc de Parme. VI. 625
13 Mai. Proclamation de la Reine de Portugal par la-
quelle elle déclare Port Franc le Port de
Lisbonne. VI. 606
15 Mai. Traité de paix et d'amitié entre S. M. le Roi de
Sardaigne et la République Française. VI. 611
5 Juin. Suspension d'hostilités entre les troupes Fran-
çaises et les troupes Napolitaines. VI. 635
10 Juin. *Traité de subside entre la Gr. Bretagne et Hesse-
Darmstadt* SCHOELL IV. 330.
23 Juin. Suspension d'armes entre le Général en Chef
de l'armée Française et le député du Pape. VI. 640
2 Juill. Arrêté du Directoire Français sur la conduite
envers les navires neutres. VI. 764
17 Juill. Suspension d'armes entre le Général en Chef de
l'armée Française et les députés du Duc de
Wurtemberg. VI. 667
Susten-

- 1796
 25 Juill. Suspension d'armes entre le Général en Chef de l'Armée Française et les députés du Marggrave de Bâde. VI. 676
 27 Juill. Traité de suspension d'armes entre la France et le Cercle de Souabe. VI. 690
 5 Août. Traité relatif à une nouvelle ligne de démarcation pour assurer la neutralité du nord de l'Allemagne entre le Roi de Prusse et la République Française avec une convention secrète de la même date. VI. 650. 653
 7 Août. Traité de suspension d'armes entre les troupes françaises et le cercle de Franconie. VII. 141
 — Traité de paix entre la République Française et le Duc de Wirtemberg avec les 11 articles séparés. VI. 670
 19 Août. Traité d'alliance offensive et défensive entre la Rép. Française et le Roi d'Espagne. VI. 656
 22 Août. Traité de paix conclu entre la République Française et le Marggrave de Bâde avec les 18 articles secrets. VI. 679
 7 Sept. Suspension d'armes entre le Général en Chef de l'Armée Française et l'Electeur Bava-ro-Palatin. VI. 694
 17 Sept. Décret de S. M. Portugaise sur la neutralité à observer dans ses ports. VII. 140
 9 Oct. Convention entre le Directoire exécutif de la Rép. Française et la Rép. de Gènes. VI. 647
 10 Oct. Traité de paix conclu entre la République Française et le Roi des deux Siciles. VI. 636
 31 Oct. Loi française portant défense d'importation et de vente de marchandises Anglaises. VI. 765
 4 Nov. Traité de paix et d'amitié entre les Etats-Unis d'Amérique et le Bey de Tripoli. VII. 147
 5 Nov. Traité de paix entre la Rép. Française et le Duc de Parme avec un article séparé. VI. 625

1797

1797.

- 1^{re} Janv. Convention entre S. M. Imp. de toutes les Russies et l'ordre de Malthe. VII. 156
 — Les articles séparés de la même date. VII. 428
 22 Janv. Deux Ukases de S. M. Imp. de toutes les Russies concernant l'importation de marchandises Françaises et Hollandaises. VII. 129
 Conven-

- 1797 Convention entre S. M. le Roi de Prusse et
26 Janv. S. M. l'Imp. de toutes les Russies sur les
affaires de la Pologne. VI. 707
- Acte d'accession de S. M. l'Empereur des Ro-
mains à la précédente convention. VI. 715
- Fevr. Extrait de la convention entre le Général Bo-
naparte et le Gr. Duc de Toscane. VII. 168
- 19 Fevr. Traité de paix entre la République Française
et le Pape. VI. 642
- 21 Fevr. Traité de commerce entre l'Emp. de Russie et
le Roi de la Grande-Bretagne. VI. 722
- 2 Mars. Arrêté du directoire exécutif en France relati-
vement à la navigation neutre. VI. 769
- 5 Avr. Traité d'alliance offensive et défensive entre la
Rép. Française et le Roi de Sardaigne. VI. 620
- 7 Avr. Actes concernant la suspension d'armes entre
S. M. l'Empereur Roi et la France. VII. 169 - 186
- 18 Avr. Traité de paix préliminaire conclu à Leoben
entre la France et l'Autriche avec 11 arti-
cles séparés et secrets. S. III. 126
- 16 Mai. Traité entre la France et la République de
Venise. VII. 187
- 6 Juin. Convention entre la France, et la République
de Gènes. VII. 190
- 28 Juin. Acte d'accession de la République Batave au
traité d'alliance entre la France et l'Espagne
de 1796. VII. 192
- 29 Juin. Proclamation du Général Bonaparte portant acte
d'indépendance de la Cisalpine. VII. 197
- 25 Juill. Déclarations uniformes des Cours de Vienne
de Petersbourg et de Berlin relatives au
partage de la Pologne remises à la diète
d'Empire. VI. 717
- Août. Traité de paix entre les E. Unis d'Amérique
et le royaume de Tunis. S. II. 178
- 20 Août. Traité de paix et d'amitié entre la République
Franç. et S. M. la Reine de Portugal. VII. 201
- 10 Oct. Proclamation du Général Bonaparte portant
réunion de la Valteline etc. à la République
Cisalpine. VII. 199
- 17 Oct. Traité de paix conclu à Campo-Formio entre la
France et l'Autriche avec les articles secrets. VII. 208
- Articles

- 1797 Articles additionnels de la convention conclue
 28 Nov. le 15 Janv. 1797. entre S. M. Imp. de Russie
 et l'ordre de Malthe. VII. 166
 1 Déc. Convention dite militaire entre S. M. l'Empe-
 reur Roi et la République Française. VII. 225
 28 Déc. Actes relatifs à l'occupation de Mayence par les
 troupes françaises. VII. 229

1798

1798.

- 18 Janv. Loi française relative aux navires chargés de
 marchandises Anglaises. VI. 774
 28 Janv. Traité de réunion de la République de Mulhau-
 sen à la République Française. VII. 237
 5 Fevr. Arrêté du directoire exécutif relatif au Port de
 Fleissingue en Zeelande. VII. 241
 Mars. Traité d'alliance et traité de commerce entre la
 République Française et la Cisalpine. VII. 243
 26 Avr. Traité de réunion de la République de Genève
 à la République Française. VII. 249
 19 May. Traité d'alliance conclu entre l'Autriche et le
 Roi des deux Siciles. VII. 253
 12 Juin. Convention entre la République Française et le
 Grand maître de l'ordre de Malthe pour la
 cession de Malthe et de Gozze. VII. 431
 28 Juin. Convention entre les commandans des troupes
 Françaises et Sardes pour l'occupation de la
 citadelle de Turin par les Français. VII. 272
 5 Juill. Accord entre Bonaparte et les principaux Cheiks
 de la ville d'Alexandrie en Egypte. VII. 274
 7 Juill. Loi des Etats - Unis d'Amérique qui déclare
 que les traités jusqu'ici conclus avec la France
 ne sont plus obligatoires. VII. 278
 19 Août. Traité de paix et d'alliance offensive et défensive
 entre la République Helvétique et la Ré-
 publique Française. VII. 279
 — 4 Articles secrets joints à ce traité SCHORLL
 V. 155.
 26 Août. Protestation du Grand - Prieuré de Russie contre
 la capitulation de Malthe et manifeste du
 Grand - Prieuré. VII. 434 - 436
 10 Sept. Acte par lequel l'Empereur de Russie prend l'or-
 dre de Malthe sous sa suprême direction. VII. 444
 13 Sept. Cartel pour l'échange des prisonniers de guerre
 entre la Gr. Bretagne et la France. VII. 288

- 1798** Traité entre les E. Unis d'Amérique et les
 2 Oct. Iroquois. S. II. 186
 17 Oct. Convention entre l'Autriche et les Grisons. VII. 279
 27 Oct. Proclamation par laquelle le Grand-Prieuré de
 Russie et autres chevaliers déclarent l'Emp.
 de Russie Grand-Maître de l'ordre. VII. 445
 29 Oct. Arrêté du Directoire exécutif en France concer-
 nant les matelots des puissances neutres (con-
 férés l'explication du 14 Nov.) VI. 775. 776
 13 Nov. Acte d'acceptation de l'Emp. de Russie de la
 Grand-Maîtrise de l'ordre de Malthe. VII. 447
 15 Nov. Capitulation par laquelle l'île de Minorque est
 remise aux Anglais. VII. 299
 29 Nov. Traité d'alliance entre S. M. le Roi des deux
 Siciles et S. M. l'Empereur de toutes les
 Russies. VII. 303
 — Lettres patentes de l'Emp. de Russie portant
 établissement d'une nouvelle fondation de
 l'ordre de St. Jean de Jérusalem en faveur
 de la noblesse Russe. VII. 450
 30 Nov. Convention spéciale entre la France et la Ré-
 publique Helvétique au sujet des secours re-
 quis par la République Française. VII. 284
 1 Déc. Traité d'alliance entre S. M. le Roi des deux Si-
 ciles et S. M. le Roi de la Grande-Bretagne. VII. 307
 9 Déc. Acte par lequel le Roi de Sardaigne renonce à
 l'exercice de tout pouvoir dans le Piémont. VII. 312
 23 Déc. Traité d'alliance défensive entre S. M. l'Empe-
 reur des Ottomans et S. M. l'Empereur de
 toutes les Russies. VII. 314
 27 Déc. Traité de commerce entre S. M. l'Empereur de
 toutes les Russies et le Portugal. VII. 256
 29 Déc. Traité provisoire d'alliance entre S. M. le Roi
 de la Grande-Bretagne et S. M. l'Empereur
 de toutes les Russies. VII. 318

1799**1799.**

- 2 Janv. Traité d'alliance entre la Grande-Bretagne et
 la Porte Ottomane. VII. 330
 10 Janv. Convention d'armistice entre le Général Cham-
 pionet et le vice Roi de Naples. VII. 335
 21 Janv. Traité d'alliance entre S. M. le Roi des deux Si-
 ciles et l'Empereur Ottoman. VII. 337
 Conven-

- 1799 Convention entre la République Française et la
Janv. République Helvétique au sujet des troupes
Suisse qui ont été au service du Roi de
Sardaigne. VII. 340
- 15 Fevr. Décret du Directoire exécutif contre les régen-
ces d'Algèr, Tunis et Tripolis. VII. 443
- 15 Fevr. Regeln nach welchen der Adel des Russischen
Reichs in den Orden des heil. Johannes von
Jerusalem aufgenommen werden soll. VII. 457
- 1 Mars. Traité de paix d'amitié, de navigation, de
commerce et de pêche entre S. M. Catholique
et S. M. Marocaine conclu à Mequinez (en
Esp. et Fr.) S. III. 132
- 3 Mars. Protestation du Roi de Sardaigne contre sa
renonciation au Piémont. S. IV. 99
- 21 Avr. Traité de réunion des Grisons avec la Républi-
que Helvétique. VII. 345
- 14 Mars. Traité de paix et d'amitié entre le Prince
Régent de Portugal et le Gouv. de Tripoli
signé à Tripoli (Portug. et Français.) S. III. 164
- 30 Mai. Traité de commerce entre la Rép. Française
et la République Helvétique conclu à Paris. S. III. 186
- 11 Juin. Convention entre S. M. le Roi de la Gr. Bretagne
et S. M. l'Empereur de toutes les Russies
avec les articles séparés. VII. 323
- 22 Juin. Traité de partage du Royaume de Mysore, ou
traité d'alliance entre la Comp. Angl. d. Indes
Orientales, le Nizam le Peishwah (Angl.
et Fr.) S. II. 192
- 29 Juin. Déclaration entre les plénipotentiaires de la
Grande-Bretagne et de Russie relative au
traité du 29 Déc. 1798. VII. 329
- 8 Juill. Traité d'amitié et d'alliance entre la Comp.
Angl. d. Indes Or. et Maha Rajah installé
comme Rajah de Mysore (Angl. et Fr.) S. II. 212
- 11 Juill. Traité d'amitié et de commerce entre le Roi
de Prusse et les Etats-Unis d'Amérique (en
Angl. et Fr.) S. II. 226
- 12 Juill. Convention entre l'Empereur de toutes les
Russies comme Gr. Maître de l'ordre de
Malthe et l'Electeur Bavarro-Palatin. S. II. 574
- 21 Juill. Réglemens pour la fondation des commanderies
de famille ou de Jus Patronatus en Russie. VII. 462
23. 25 Juil. Notes du directoire Helvétique au Direct.
et 6 Oct. français SCHORLL V. 265.

Traité

- 1799
 17 Sept. Traité d'alliance défensive entre S. M. l'Emp.
 de toutes les Russies et S. M. Très-fidèle. VII. 346
 1 Oct. Traité d'alliance entre l'Emp. de toutes les
 Russies et l'Electeur-Bavaro-Palatin. S. II. 252
 9 Oct. Arrêté du Directoire exécutif en France decern-
 ant un embargo sur les navires des Ham-
 burgeois. VII. 373
 18 Oct. Actes relatifs à l'évacuation de la Hollande des
 troupes Anglaïses et des alliés. VII. 353-364
 29 Oct. Traité d'amitié et d'alliance entre S. M. le Roi et
 la couronne de Suède d'une part et S. M.
 l'Emp. de toutes les Russies de l'autre. VII. 365
 30 Oct. Note par la quelle la Porte a accordé à l'Angle-
 terre la navigation de la mer noire. S. III. 189
 20 Déc. Arrêté de la commission consulaire en France
 portant rétablissement du règlement du
 26 Juill. 1778, concernant la navigation
 neutre. VII. 376

1800

1800.

- Jan. — Actes entre la France et la Grande-Bretagne
 relatifs à l'évacuation de l'Egypte. S. II. 487-516
 5 Janv. Traité entre la République Française et la Ré-
 publique Batave sur plusieurs points litigieux.
 Les articles secrets ajoutés à ce traité se
 trouvent dans SCHÖELL *hist abrégée*. XIV. 543.
 (allégué par erreur sous 15 Janv. Les art.
 14. 15 et 16. qui y manquent se trouvent
 dans SCHÖELL IX. 340. VII. 377
 24 Janv. Convention sur l'évacuation de l'Egypte entre
 les plénipotentiaires du Général en Chef
 Kleber et ceux du Suprême-Vesir. VII. 380
 16 Mars: Traité de subside entre S. M. Britannique et
 l'Elect. Bavaro-Palatin avec les articles
 séparés et secrets. S. II. 256
 21 Mars. Substance de la convention entre la Russie et la
 Porte au sujet des îles ex-venitiennes. S. II. 276
 20 Avr. Traité de subside entre S. M. Britannique et le
 Duc de Wurtemberg. S. II. 269
 30 Avr. Traité de subside entre S. M. Britannique et
 l'Electeur de Mayence. VII. 418
 Mars. Actes entre Grande-Bretagne et la France
 Juin. touchant l'exemption d'hostilité pour les vais-
 seaux pêcheurs, VII. 295
 Actes

1800

- Avr. — Actes entre la Gr. Bretagne et le Danemarck relatifs à la visite de navires controyés. S. II. 347
 Août. Convention pour l'évacuation de Gênes. VII. 393
 5 Juin. Armistice entre le Général Berthier et le Général Malas après la bataille de Marengo. VII. 396
 20 Juin. Articles entre les Généraux C. de Hohenzollern et Suchet sur l'exécution de la précédente convention. VII. 398
 — Convention entre S. M. Britannique et S. M. l'Empereur Romain sur un prêt de 2 millions L. Sterling. VII. 387
 22 Juin. Convention pour l'occupation de Gênes par les Français. VII. 400
 15 Juill. Convention entre les Généraux en Chef des armées Française et Impériale en Allemagne pour un armistice. VII. 401
 — Convention supplémentaire au traité de subside du 16 Mars entre S. M. Britannique et l'Electeur Bavarro-Palatin avec les articles séparés et secrets. S. II. 264
 20 Juill. Armistice entre la France et Algèr. VII. 390
 28 Juill. Articles préliminaires de paix entre la France et l'Autriche, non ratifiés. VII. 407
 31 Juill. Articles arrêtés entre les Généraux en Chef des armées Française et Impériale en Italie. VII. 404
 15 Août. Déclaration de l'Emp. de Russie aux cours du Nord pour les inviter à une association maritime. (SCHÖELL VI. 61.) S. II. 368
 20 Août. Convention entre l'Emp. de Russie et l'Electeur de Saxe concernant la succession des sujets. S. II. 282
 26 Août. Armistice entre la France et le Dey de Tunis. VII. 425
 29 Août. Convention préalable entre les Cours de Danemarck et de la Grande-Bretagne au sujet de la frégate la Freya. VII. 426
 — Publication du sequestre des biens anglais en Russie. S. II. 371
 Sept. Actes entre l'Espagne et la Suède relatifs à l'affaire de Barcelone. S. II. 374
 5 Sept. Capitulation entre les troupes Françaises et Anglaises pour l'évacuation de Malthe par les Français. VII. 466
 7 Sept. Arrêté du premier Consul par lequel le Novarèse et le pays au de là de la Sesia ont été démem-

- 1800 démembrés du Piémont et réunis à la Rép.
Cisalpine. S. IV. 101
- 14 Sept. Convention entre la République Française et les
Princes d'Isembourg. VII. 472
- Convention entre la République Française et le
Landgrave de Hesse-Hombourg. VII. 475
- 20 Sept. Convention d'une suspension d'armes entre les
armées Imp. et Française à Hohenlinden. VII. 410
- 25 Sept. Convention entre la République Française et les
Princes de la maison de Nassau avec un
article séparé. VII. 470
- 29 Sept. Convention d'armistice entre les armées Imp. et
Française en Italie à Castiglione. VII. 414
- 30 Sept. Traité définitif de paix entre la France et
Algèr, extrait. VII. 391
- Convention entre la République Française et
les Etats-Unis d'Amérique. VII. 484
- 1 Oct. *Traité secret entre la France et l'Espagne à
St. Ildefonso, le 3 art. se trouve dans
SCHOKEL VII. 205*
- 16 Oct. Capitulation pour la reddition de la place de
Livourne aux Français. VII. 416
- 22 Oct. Convention conclue entre la République Fran-
çaise et les Princes de Wied. VII. 481
- 31 Oct. Proclamation du Général Moreau touchant la dé-
molition de Ulm, Ingolstadt et Philipsbourg VII. 413
- 18 Nov. Embargo decerné en Russie contre les vais-
seaux Anglais. S. II. 373
- 20 Nov. Convention de paix et d'amitié entre le Général
Augereau pour le gouvernement de la Rép.
Française et les comtes d'Erbach. VII. 513
- Nov. Actes entre la Prusse et la Suède relatifs à
l'affaire de Barcelone. S. II. 380
- Actes entre la Prusse et la Gr. Bretagne relatifs
à l'occupation de Cuxhaven. S. II. 382
- 16 Déc. Convention maritime entre la Russie et la Suède.
S. II. 389
- Convention maritime entre la Russie et le Da-
nemarc. S. II. 389
- Convention maritime entre la Russie et la Prusse.
S. II. 406
- 23 Déc. Règlement de S. M. le Roi de Suède concernant
le commerce et la navigation de la Suède
en tems de guerre. VII. 523
- Conven-

- 1800 Convention d'armistice entre les armées Française et d'Autriche en Allemagne à Steyer VII. 528
 25 Déc. Actes entre la Gr. Bretagne et le Danemarck et suiv. relatifs à la convention maritime. S. II. 416

1801

1801.

- 14 Janv. Proclamation de l'Angl. portant embargo contre la Russie le Danemarck et la Suède. S. II. 419
 16 Janv. Armistice entre les armées Françaises et Autrichiennes en Italie, signé à Treviso. VII. 532
 26 Janv. Conv. pour la prolongation de l'armistice entre la France et l'Autriche à Luneville. VII. 536
 28 Janv. Proclamation de l'Empereur de Russie sur la prise de possession de la Georgie. S. II. 285
 Janv. Actes entre la Gr. Bretagne et la Russie relatifs à l'association maritime des P. du Nord. S. II. 423
 Fevr. — Actes entre la Gr. Bretagne et la France relatifs à l'exemption de saisie pour les bateaux pêcheurs. S. II. 287
 9 Fevr. Traité de paix entre la République Française et l'Empereur et le corps germanique à Luneville. VII. 538
 18 Fevr. Armistice entre la Rép. Française et le Roi des deux Siciles. S. II. 335
 27 Fevr. Accession du Danemarck à la convention maritime entre la Russie et la Suède (en Allemand). S. II. 414
 Fevr. Actes de ratification du traité de Lunéville tant de la part de l'Empereur et de l'Empire que de celle de la France. S. II. 296
 4 Mars. Notes échangées entre les cours de la Gr. Bretagne et de Suède au sujet de la convention maritime. S. II. 438
 et suiv. — Notes échangées entre la Gr. Bretagne et le Danemarck sur les violences en Norvège. S. II. 442
 13 Mars. Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre la Suède et la Russie. S. II. 307
 18 Mars. Capitulation du fort d'Aboukir qui se rend aux Anglais. S. II. 500
 20 Mars. Capitulation de l'île de S. Barthelemy remise aux Anglais. S. II. 468
 21 Mars. Traité signé entre l'Espagne et la République Française à Madrid (en Esp. et Français). S. II. 329
 25 Mars. Ordonnance de l'Autriche concernant l'entrée des étrangers dans ses états. S. II. 332
 Traité

- 1801 Traité de paix entre la Rép. Française et le
 28 Mars. Roi des deux Siciles. S. II. 337.
 — Capitulation de St. Thomas remise aux Anglais. S. II. 470
 29 Mars. Ordonnance des Danemarck portant embargo
 sur les vaisseaux anglais. S. II. 452
 31 Mars. Capitulation de St. Croix remise aux Anglais. S. II. 470
 9 Avr. Armistice entre la Gr. Bretagne et le Danemarck.
 S. II. 454
 18 Avr. Sommation de l'Amiral au Commandant de
 Carlscrona et réponse du Roi du 23 Avr. S. II. 457
 — Déclaration de la Russie à l'Amiral Parker et
 réponse du 22 Avril. S. II. 459
 10 et 19 Avr. Proclamation du Gén. Jourdan du 10 Avr.
 portant déclaration du Piémont pour Divi-
 sion militaire de France et arrêté du 19 Avr. S. IV. 102
 7 Mai. Convention entre l'Angleterre et le Danemarck
 touchant le rétablissement de la liberté du
 commerce sur l'Elbe. S. II. 461
 18 Mai. Ukase portant levée de l'Embargo décerné con-
 tre les Anglais. S. II. 464
 19 Mai. Ordonnance de la Suède portant rétablissement
 du commerce avec l'Angleterre. S. II. 465
 20 Mai. Déclaration du Feldmaréchal Prince de Hesse
 en évacuant le territoire de Hambourg. S. II. 463
 Mai. Actes relatifs à la reunion projetée du Piémont S. IV. 107
 6 Juin. Traité de paix entre l'Espagne et le Portugal à
 Badajoz. S. II. 340
 17 Juin. Convention maritime entre la Gr. Bretagne et la
 Russie avec les articles séparés. S. II. 482
 27 Juin. Capitulation pour l'évacuation de l'Egypte par
 les troupes Françaises sous Belliard, avec
 une note additionnelle et explicative. S. II. 502
 15 Juill. Concordat entre le Gouvernement Français et
 le Pape. S. II. 519
 31 Juill. Actes de ratification modifiée de la convention
 du 30 Sept. 1800, entre la France et les
 E. Unis d'Amérique. S. II. 517
 24 Août. Traité de paix particulière entre la République
 Française et l'électeur Bavaro-Palatin. S. II. 531
 29 Août. Extrait d'une Convention entre la République
 Française et la Rép. Batave. S. II. 535
 30 Août. Capitulation du Gén. Menou pour l'armée
 d'Alexandrie en Egypte. S. II. 509
 Traité

- 1801 Traité de paix entre la République Française
 29 Sept. et le Royaume de Portugal. S. II. 539
 1 Oct. Articles préliminaires de paix entre la Républi-
 que Française et S. M. Britannique. S. II. 548
 4 Oct. Traité de paix entre la Russie et l'Espagne
 signé à Paris. S. III. 191
 8 Oct. Traité de paix entre la Rép. Française et S. M.
 l'Empereur de toutes les Russies. S. II. 551
 9 Oct. Articles préliminaires de paix entre la Rép.
 Française et la Porte Ottomane. S. II. 556
 20 Oct. Articles additionnels de la convention maritime
 du 17 Juin entre la Gr. Bretagne et la Russie.
 S. II. 484
 — Déclaration explicative de l'article 3. de la dite
 convention maritime. S. III. 192
 23 Oct. Acte d'accession de S. M. Danoise à la conven-
 tion maritime du 17 Juin entre la Gr. Brét.
 et la Russie. S. III. 193
 17 Déc. Traité de paix entre la Rép. Française et la
 régence d'Algèr. S. II. 558

1802 1802.

- 2 Janv. Convention entre la Grande-Bretagne et les
 Etats-Unis d'Amérique (en Fr. et Angl.) S. III. 202
 23 Fevr. Traité de paix entre la République Française
 et la régence de Tunis. S. II. 561
 27 Mars. Traité définitif de paix entre la Grande-Bretagne
 d'une part et la Rép. Française, l'Espagne
 et la République Batave de l'autre, signé à
 Amiens. S. II. 563
 30 Mars. Acte d'accession du Roi de Suède à la conven-
 tion maritime du 17 Juin 1801 entre la Gr.
 Bretagne et la Russie. S. III. 196
 13 Mai. Acte de accession de la Porte Ottomane au traité
 d'Amiens. S. III. 208
 20 Mai. Traité séparé entre la Rép. Française et D. de
 Wurtemberg. S. III. 225
 24 Mai. Convention entre la Rép. Française et le Roi
 de Prusse au sujet des indemnités pour
 la maison d'Orange. S. III. 219
 25 Juin. Traité de paix définitif entre la Rép. Française
 et la Porte Ottomane. S. III. 210
 Juill. Lettre du Pr. consul de France au Dey d'Algèr
 et reponse. S. III. 213

- 1802** Déclaration des cours de France et de Russie
 Juill. portant projet d'indemnifications en Alle-
 • Août. magne. SCHOELL VI. 262. S. III. 231
 Août. Mémoire du Min. Français portant transmission
 du Frikthal à l'Helvétie. S. III. 630
 26 Août. Extrait des registres du Sénatconservateur con-
 cernant la réunion de l'île d'Elbe à la
 France. S. IV. 98
 3 Sept. Adresse des trois Ministres des p. garantes,
 au peuple Valaisan. S. III. 358
 5 Sept. Convention entre la France la Prusse et la
 Bavière p. la garantie des indemnités de la
 Bavière. S. III. 226
 11 Sept. Sénatusconsulte organique du 24 fructid. an
 X portant réunion du Piémont à la France. S. IV. 111
 2 Oct. Traité de paix conclu entre S. M. Suédoise et
 le pacha de Tripoli sous la médiation de la
 France. S. III. 216
 Oct. Actes relatifs à la soumission de Parme à la
 France. S. IV. 112
 14 Nov. Convention entre la Prusse et la Rép. Batave
 sur la cession de Sevenaer Huyßen et Mal-
 bourg. S. III. 221
 26 Déc. Convention entre l'Empereur Roi de Hongrie et
 Bohême et la Rép. Française avec accession
 de la Russie, concernant les indemnités pour
 le D. de Modène et le G. D. de Toscane. S. III. 228
 31 Déc. Traité d'alliance entre la Comp. Angl. d. Indes
 Or. et le Peishwah signé à Basle (en Angl.).
 S. III. 584

1803**1803.**

- 19 Fevr. Acte de médiation par le premier Consul de la
 République Française pour accorder les par-
 ties qui divisent la Suisse. S. III. 361
 25 Fevr. Récès principal de la députation extraordinaire
 d'Empire concernant les indemnités à régler
 d'après la paix de Luneville. SCHOELL VI. 375
 S. III. 231
 1 Mars. Publication rendue par le Gouv. Batave con-
 cernant la libre navigation aux Grandes-
 Indes. S. III. 461
 3 Avr. Convention entre le ministre de Hanovre et
 le comte de Schulenbourg Kehnert. SCHOELL
 VI. 87.
 Conven-

- 1803 Convention par les Puissances médiatrices du
6 Avr. recès du 25 Fevr. avec le D. d'Oldenbourg
sur les indemnités pour celui-ci KLUBER
Actes des IV. Congrèsses.
- 24 Mars. Avis de l'Empire relativement à la ratification de
et 27 Avr. l'arrêté Général de la députation; et décret
de ratification Impériale. S. III. 343. 347
- 30 Avr. Traité entré la Sép. Française et les Etats-
Unis d'Amérique concernant la cession de
la Louisiane (Fr. et Angl). S. III. 464
- Convention entre les mêmes de la même date. S. III. 472
- Autre convention entre les mêmes de la même
date. S. III. 476
- 4 Mai. Ord. du Roi de Danemarck sur le commerce
neutre. S. III. 528
- 3 Juin. Décret du Pr. Regent du Portugal sur la neu-
tralité de ses Etats. S. III. 536
- 25 Juin. Convention entre la France et la Hollande.
SCHOELL IX. 354.
- 26 Juin. Traité entre le Roi de Suède et le Duc de
Meclenbourg sur la ville et seigneurie de
Vismar (Fr. et All.) S. III. 488
- Juin. Déclaration de neutralité de la Rép. des sept.
isles. S. III. 537
- Juin. Actes relatifs à l'occupation de l'Electorat
d'Hanovre par les troupes Françaises. S. III. 518-524
- 25 Juill. Convention entre la Gr. Bretagne et la Suède
pour expliquer l'art. XI. du traité de 1661.
S. III. 525
- 7 Août. Ordonnance de l'Autriche sur l'observation de
la neutralité. S. III. 540
- Sept. Firman adressé par la Porte aux régences bar-
baresques en faveur du commerce et de la
navigation des Prussiens. S. IV. 297
- 16 Sept. Concordat entre la république Italienne et S.
Sainteté Pie VII. (en Lat. et Franç.) S. III. 559
- 27 Sept. Traité d'alliance défensive entre la France et
la Suisse. S. III. 568
- Lettre du Gén. Ney au Landamman sur l'art. IX.
du précédent traité. S. III. 571. note ^o)
- Capitulation militaire entre la République Fran-
çaise et la diète Helvétique. S. III. 576
- 29 Sept. Traité entre la Comp. Angl. des Indes Or. et
le Rajah de Bhurrapore (en Angl). S. III. 595
- Kk 2 Traité

- 1803
 14 Nov. Traité entre la Comp. Angl. des Indes Or. et le Rajah de Macherry (en Angl.) S. III. 596
 12 Déc. Traité entre la Comp. Angl. des Ind. Or. et le Rajah de Jyenpoor (Angl.) S. III. 597
 16 Déc. Traité entre la Comp. Angl. des Ind. Or. et le Rajah Umbajee (Angl.) S. III. 600
 17 Déc. Traité entre la Comp. Angl. des Indes Or. et le Rajah de Berar. S. III. 606
 30 Déc. Traité de paix et d'amitié entre la Comp. Angl. des Ind. Or. et Dowlut Rao Scindiah, signé à Surje-Anjengaüm (en Angl.) S. III. 609

1804.

- 29 Janv. Traité conclu entre la Comp. Angl. d. I. Or. et le Ransh de Gohud (en Angl.) S. III. 614
 27 Fevr. Traité d'alliance entre la Comp. d. I. Orient. et Dowlut Rao Scindiah; signé à Boorhanpore (Angl.) S. III. 618
 28 Avr. Traité de partage entre la Comp. Angl. d. Indes Or. et le Soubahdar du Dekan; signé à Hyderabad (Angl.) S. III. 626
 12 Mai. Convention entre la France et le comte de Bentheim Steinfurt, signé le 12 Mai et ratif. le 22. S. IV. 93
 14 Mai. Traité de partage entre la Comp. Angl. d. I. Or. et le Peishwah Pundit Purdhaun; signé à Poonah (en Angl.) S. III. 630
 18 Mai. Extrait du Senat organique par le quel le gouvernement de la Républ. Française a été confié à l'Empereur. S. IV. 83
 31 Juin. Règlement renouvelé de S. M. Suédoise sur le commerce de ses sujets en tems de guerre. S. III. 547
 Août. Capitulation sous laquelle 5 regimens suisses qui se trouvent au service de S. M. Catholique continueront à servir pendant 30 années. S. IV. 1
 11 Août. Patente de S. M. l'Emp. Romain sur l'adoption du titre d'Empereur héréditaire d'Autriche. S. IV. 89
 15 Août. Convention sur l'octroi de Navigation du Rhin entre la France et l'Allemagne. S. IV. 36
 1 Oct. Convention supplémentaire à l'octroi sur la navigation du Rhin. S. IV. 71
 20 Oct. Extrait d'une convention entre le gouvernement Français et la République Ligurienne. S. IV. 96
 Acte

- 1804 Acte du Congrès des Etats-Unis d'Amérique
 4 Nov. pour le maintien de la neutralité. S. III. 554
 3 Déc. Convention préalable et secrète entre S. M.
 Britannique et le Roi de Suède signée à
 Londres. (SCHOELL VIII. 78.) S. IV. 158

1805

1805.

- 13 Mars. Décret de l'Emp. Fr. relativement à la dispo-
 sition faite de la principauté de Piombino
 en faveur de la princesse Elise soeur de
 l'Emp. et de son époux. S. IV. 155
 Mars. Acte de congrès de l'union des Etats d'Améri-
 que sur la navigation des habitans pendant
 la guerre. S. III. 555
 17 Mars. Statut constitutionnel par lequel la République
 Italienne a été changée en royaume et la
 couronne déferée à Napoleon I. Emp. des
 Français. S. IV. 136
 12 Mars- Actes de ratification de la convention sur
 1 Mai. l'octroi de navigation du Rhin, de la part
 de l'Empire. S. IV. 72-82
 11 Avr. Convention entre S. M. Britannique et S. M.
 Imp. de toutes les Russies à Petersbourg.
 avec les art. séparés. (SCHOELL VII. 342.) S. IV. 160
 Mai. Actes relatifs à la réunion de la Ligurie à la
 Juin France. S. IV. 120
 7 Juin. Décret de l'Emp. Fr. portant nomination du
 Prince Eugène en qualité de Vice Roi
 d'Italie. S. IV. 137
 Juin. Actes par lesquels la Rép. de Lucque a été
 changée en principauté et le gouv. confié
 au Sén. Bacchiocchi et par lesquels Piombino
 a été donné à la Princesse Elise et Massa
 et Carrara réunis à la principauté de Luc-
 ques. S. IV. 139-157
 21 Juill. Substance du décret Imp. Français concernant
 l'organisation des états Parmesans. S. IV. 115-135
 9 Août. Actes relatifs à l'accession de l'Autriche à la
 convention signée le 11 Avril entre la Gr.
 Bretagne et la Russie. (SCHOELL VII. 361.)
 S. IV. 169
 31 Août. Convention entre S. M. Britannique et S. M. le
 Roi de Suède à Helsingbourg. (SCHOELL
 VIII. 83.) S. IV. 177

- 1805 *Correspondance entre la cour d'Autriche et la France qui a précédé la rupture.* SCHÖELL VIII. 119-137.
- Acût. Traité de neutralité entre S. M. l'Empereur des Français et S. M. le Roi des deux Siciles à Paris. S. IV. 186
- 21 Sept. Traité entre Leurs Majestés Britannique et Suédoise à Beckskoy. (SCHÖELL VIII. 87.) S. IV. 183
- 3 Oct. Décret de l'Emp. Français portant création d'un bataillon de Valaisans. S. IV. 188
- 4 Oct. Capitulations entre les Français et les Autrichiens à Ulm, à Trotelfingen, Kufstein, Dornbern. S. IV. 202
- Oct. — Traité définitif d'amitié et d'alliance entre la Comp. Angl. d. Indes Or. et le Scindiah (en Fr.) S. IV. 192
- Noy. — Articles déclaratoires ajoutés au précédent traité. S. IV. 196
- 22 Nov. Armistice entre LL. MM. II. de France et d'Autriche à Austerlitz. S. IV. 210
- 6 Déc. Traité de paix et d'amitié entre le gouvernement Britannique et Jeswunt-Raw-Holkar (en Fr.) S. IV. 198
- 24 Déc. Traité de paix entre S. M. l'Empereur d'Allemagne et d'Autriche et S. M. l'Emp. des Français à Presbourg. S. IV. 212
- 26 Déc.
- 1806 1806.
- 1 Janv. Déclarations remises par les plénipotentiaires de S. M. l'Emp. des Romains et d'Autriche au moment de l'échange des ratifications du traité de Presbourg. S. IV. 220
- Proclamation de la dignité Royale de Bavière et note circulaire aux Ministres étrangers. S. IV. 224
- Proclamation de la dignité Royale de Wurtemberg et note du 16 Janv. aux Min. étrangers. S. IV. 226
- 3 Janv. Convention conclue entre le Prince de Lichtenstein et le maréchal Berthier relativement à l'échange de l'Artillerie et des munitions etc. S. IV. 222
- 13 Janv. Déclaration du Ministre Suédois à la diète portant que le Roi s'abstiendra des délibérations. S. IV. 591
- Procla-

- 1806 Proclamation des nouveaux titres adoptés par
 16 Janv. le Marggrave de Bade Electeur d'Emp. S. IV. 228
 28 Janv. Convention entre le Roi de Bavière et le grand
 Prieur de la langue allem. de l'ordre de
 Malte. S. IV. 229
 2 Fevr. Articles déclaratoires ajoutés au traité du 24 Déc.
 1805 entre le gouvernement Britannique et
 le Holkar. S. IV. 201
 11 Fevr. Traité entre l'Emp. d. Français et le Roi de
 Bavière relativement à une ligne militaire
 dans le Tyrol. S. IV. 278.
 12 Fevr. Acte relatif à la cession de Salzbourg et Berch-
 tesgaden par l'archiduc Ferdinand à l'Emp.
 d'Autriche. S. IV. 247
 16 Fevr. Quatrième statut constitutionnel du royaume
 d'Italie par lequel l'Emp. adopte pour fils
 le Prince Eugène; publié à Milan le 26 Déc.
 1807. S. IV. 265
 20 Fevr. Lettre des ministres comitiaux de Bohême et
 d'Autriche à la diète germ. en lui faisant
 part de la paix de Presbourg. S. IV. 221
 Mars. Actes concernant la cession de la principauté
 de Neufchatel, du comté de Valengin, du
 Duché de Cleve et de la principauté d'An-
 spach par la Prusse à la France. S. IV. 237
 Mars. Acte relatif à la cession du Duché de Berg à la
 France par l'Elect. Bavaro-Palatin. S. IV. 246
 12 Mars. Traité entre l'Emp. des Français et les Princes
 de Nassau portant cession de Kassel Koftheim
 et de l'île de St. Pierre à la France. S. IV. 233
 15 Mars. Décret de l'Emp. Français par lequel il transfère
 les duchés de Cleve et de Berg à son beau
 frère le Prince Joachim. S. IV. 250
 — Ordonnance du commandant de l'escadre Russe
 près de Cattaro sur le blocus des ports dans
 le Golfe Adriatique. S. V. 433
 26 Mars. Ord. Prussienne sur le blocus des ports et riviè-
 res sur la mer du nord contre la Grande-
 Bretagne. S. V. 433
 30 Mars. Décret par lequel l'Emp. d. Français déclare re-
 connaître son frère Joseph Napoléon pour
 Roi de Naples. S. IV. 252
 — Décret par lequel l'Emp. d. Français transfère
 la principauté de Neufchatel au Marechal
 Berthier. S. IV. 254

- 1806 Décret de l'Emp. d. Français portant réunion au
 30 Mars. royaume d'Italie les états Vénétiens cédés
 par la paix de Presbourg. S. IV. 255
- Décret de l'Emp. d. Français portant érection de
 3 duchés grand-fiefs de l'Empire Français
 dans les états de Parme et de Plaisance. S. IV. 258
- Décret de l'Emp. d. Français portant disposition
 de la principauté de Guastalla en faveur de
 la Princesse Borghèse. S. IV. 260
- Décret de l'Emp. d. Français portant réunion des
 pays de Massa et Carrara et de la Garfagna
 à la principauté de Lucque. S. IV. 261
- 31 Mars. Statut formant la loi de famille de l'Emp. des
 Français présenté au Sénat le 31 Mars. S. IV. 267
- 8 Avr. Note circulaire du Secrétaire d'Etat de S. M.
 Britannique sur le blocus des rivières de
 l'Ems, du Weser, de l'Elbe et de la Trave. S. V. 436
- 16 Mai. Décret du Conseil Britannique sur le blocus de
 tous les ports depuis Brest jusqu'à l'Elbe. S. V. 436
- 20 Mai. Lettres patentes du Roi de Bavière pour prendre
 possession de la principauté d'Anspach. S. IV. 244
- 21 Mai. Ordre de S. M. Britannique concernant la navi-
 gation sur la Baltique. S. V. 438
- 24 Mai. Traité entre l'Emp. des Français et les represen-
 tans de la république Batave sur l'adoption d'un
 gouvernement monarchique. S. IV. 280
- 30 Mai. Manifeste Autrichien sur la fermeture de la mer
 Adriatique. S. V. 434
- Mai. Correspondance entre la Prusse et la Suède au
 sujet de Lauenburg. SCHÖELL VIII. 43-52.
- 3 Juin. Traité de limites entre la cour de Stouctgard et
 celle de Bavière (extrait). S. IV. 289
- 5 Juin. Discours tenu dans l'audience de l'Empereur
 pour demander le Prince Louis Napoléon
 comme Roi d'Hollande avec la circulaire du
 Secr. d'Etat aux ministres étrangers. S. IV. 284
- Acte par lequel l'Emp. d. Français a transféré
 la principauté de Benevent à son Ministre
 des relations étrangères Talleyrand. S. IV. 263.
- Acte par lequel l'Emp. d. Français a transféré
 la principauté de Ponte-Corvo au Maréchal
 Bernadotte. S. IV. 264
- Juin. Actes relatifs au changement dans la constitu-
 et Juill. tion des Etats de la couronne de Suède en
 Allemagne. S. IV. 292
- Traité

- 1806 Traité de confédération des états du Rhin signé
 12 Juill. à Paris (SCHOELL VIII.) S. IV. 313
- 17 Juill. Note remise par le ministre Othoman à celui de
 Prusse accordant aux Prussiens la libre navi-
 gation dans la mer noire. S. IV. 299
- 18 Juill. Capitulation de Gaëta. S. IV. 302
- 20 Juill. Traité de paix (non ratifié) entre la France et
 la Russie, avec les pleins pouvoirs pour M.
 d'Oubril et la note de la Russie sur son refus
 de ratifier. S. IV. 305
- 1 Août. Note remise à la diète par le chargé d'affaires
 de France et déclaration des ministres co-
 mitiaux des Souverains et Princes qui ont
 signé l'acte de la confédération du Rhin.
 (SCHOELL VIII. 153.) S. IV. 326
- 6 Août. Acte d'abdication de la couronne Impériale
 d'Allemagne par l'Empereur. S. IV. 332
- Juill. et Août. Publications relatives aux titres pris par la mai-
 son de Nassau, par le Prince Primat, par
 l'Emp. d'Autriche, par le G. D. de Bade et
 le Roi de Wirtemberg. S. IV. 333-340
- 6 Août. Ordonnance du Portugal pour abolir les ordon-
 nances antérieures au sujet de la franchise
 des ports (All.) S. IV. 300
- 30 Août. Traité entre le G. Duc de Hesse et le Prince de
 Nassau-Weilburg concernant diverses posses-
 sions équestres (extrait). S. IV. 349
- 9 Sept. Edit du Roi de Danemarck portant réunion du
 Duché de Holstein etc. au royaume de Da-
 nemarck. S. IV. 347
- 11 Sept. Lettre de l'Emp. d. Français au Prince Primat
 concernant la souveraineté des Etats con-
 fédérés du Rhin. S. IV. 341
- 13 Sept. Note circulaire aux Etats confédérés du Rhin
 de la part du Prince Primat sur l'inviolabilité
 du territoire de la confédération. S. IV. 343
- 24 Sept. Convention entre le G. Duc de Hesse et le Prince
 d'Isenbourg. S. IV. 351
- 25 Sept. Note circulaire du Secr. d'Etat de S. M. Britan-
 nique sur la levée du blocus depuis Brest
 jusqu'à l'Elbe. S. V. 439
- Traité entre l'Empereur des Français et l'Archiduc Prince de Würzburg touchant l'acces-
 sion de celui-ci à la confédération du Rhin. S. IV. 345

- 1806
 26 Sept. Convention entre le Prince Primat et le G. D. de Hesse pour arranger quelques différends territoriaux (extrait). S. IV. 355
- 6 Oct. Convention entre le G. Duc de Bade et celui de Hesse pour arranger plusieurs différends territoriaux. S. IV. 356
- 17 Oct. Traité d'échange et d'épuration entre le Roi de Wurtemberg et le G. Duc de Bade. S. IV. 358
- Oct. Conventions militaires entre les troupes Françaises et Prussiennes savoir capitulation d'Erfurt, de Spandau, de Stettin, de Ratkau, de Magdebourg. S. IV. 367-381
- 16 Nov. Suspension d'armes entre les armées Françaises et Prussiennes à Charlottenburg, non ratifiée par la Prusse. S. IV. 382
- 21 Nov. Décret de Berlin de l'Empereur Français sur le blocus des Iles Britanniques. S. V. 439
- 11 Déc. Traité de paix entre l'Emp. d. Français et l'Electeur de Saxe à Posen. S. IV. 384
- 15 Déc. Traité entre l'Emp. des Français et les Ducs de Saxe Weimar, Gotha, Meinungen, Hildburghausen et Coburg portant l'admission de ces Princes à la confédération du Rhin, signé à Posen. S. IV. 387
- 31 Déc. Traité d'amitié de commerce et de navigation, entre S. M. Britannique et les E. Unis d'Amérique, signé à Londres (non ratifié) en Angl. d. State papers of the united States. VI. 353

1807

1807.

- 5 Jan. Capitulation de Breslau. S. IV. 413
- 7 Jan. Ordre du Cabinet Britannique sur le commerce des neutres. S. V. 444
- 28 Jan. Articles du traité de paix (non ratifié) entre S. M. le Roi Grande-Bretagne et S. M. le Roi de Prusse signé à Memel. (SCHOELL VIII. 401. lequel assure que ce traité a été ratifié). S. IV. 411
- 7 Fevr. Capitulation de Schweidnitz. S. IV. 417
- 18 Avr. Armistice entre les troupes Françaises et Suédoises à Schlattkow. S. IV. 465
- Traité

307. Traité entre l'Emp. d. Français et les Ducs d'An-
 Avr. halt Dessau, Bernburg et Cöthen portant
 l'accession de ceux-ci à la confédération
 du Rhin; signée à Varsovie. S. IV. 391
- Traité entre l'Emp. d. Français et les Princes
 de Reufs portant l'accession de ceux-ci à la
 confédération du Rhin. S. IV. 396
- Traité entre l'Emp. d. Français et les Princes
 de Lippe Detmold et Lippe Schaumburg
 portant l'accession de ceux-ci à la confédération
 du Rhin. S. IV. 396
- Traité entre l'Emp. des français et le Prince de
 Waldec portant l'accession de celui-ci à la
 confédération du Rhin. S. IV. 481
- Traité entre l'Emp. d. Français et les Princes
 de Schwarzbourg portant l'accession de
 ceux-ci à la conf. du Rhin. S. IV. 483
- Avr. Convention militaire entre la Prusse et la
 Suède. SCHÖELL IX. 141.
- Avr. Conv. de Bartenstein entre la Prusse et la
 Russie. SCHÖELL IX. 130.
- Mai. Traité entre le G. Duc de Bade et l'Archiduc
 G. Duc de Wurzbourg sur des arrangemens
 territoriaux. S. IV. 399
- Mai. Capitulation de Danzig. S. IV. 420
- Juin. Capitulation de Neiss. S. IV. 424
- Juin. Traité entre le Roi de Bavière et l'archiduc
 Grand Duc de Wurzbourg au sujet de terres
 de la noblesse immédiate. S. IV. 402
- Juin. Convention entre l'Angl. et la Suède avec art.
 sép. SCHÖELL IX. 145.
- Juin. Armistice entre les Empereurs des Français et
 de Russie à Tilsit. S. IV. 432
- Juin. Convention de subside entre la Gr. Bretagne et
 la Suède. SCHÖELL IX. 147.
- Juin. Armistice entre l'Emp. des Français et le Roi
 de Prusse à Tilsit. S. IV. 435
- Juin. Conv. de subsides entre la Gr. Brét. et la Prusse
 à Londres. SCHÖELL IX. 138.
- Juin. Capitulation de Glatz. S. IV. 427
- Juill. Traité de paix entre l'Emp. d. Français et
 l'Emp. de toutes les Russies à Tilsit. S. IV. 436
- Juill. Traité de paix entre l'Emp. d. Français et le
 Roi de Prusse à Tilsit. S. IV. 444
- Conven-

- 1807 Convention entre le Prince de Neufchatel et le
 12 Juill. Feldm. de Kalkreuth en consequence de
 l'art. 28. du traité de Tilfit. S. IV. 452
- 15 Juill. Traité entre le G. Duc de Wurzbourg et le
 Duc de Saxe Cobourg Hildburghausen au
 sujet de quelques possessions Ganerbinales. S. IV. 407
- 13 Août. Ordonnance de l'Emp. de Russie concernant
 l'admission des étrangers dans ses états. S. IV. 454
- 19 Août. Lettre du ministre des relations extérieures de
 France au ministre du D. de Nassau portant
 notification de l'accession des maisons d'An-
 halt, Schwarzbourg Reufs, Lippe d. Wal-
 deck à la confédérat. du Rhin. S. IV. 398
- 24 Août. Traité d'armistice entre la Russie et la Porte
 signé à Slobosia. S. IV. 456
- 27 Août. Arrêté de la direction générale de l'octroi
 de la navigation du Rhin fixant le prix du
 frêt. S. IV. 459
- 7 Sept. Capitulation pour la remise de la ville et cita-
 delle de Copenhagen aux Anglais. S. IV. 463
- Capitulation de l'île de Rugen. S. IV. 467
- 10 Oct. Conv. additionnelle de paix et de limites entre
 l'Emp. d. Français et l'Emp. d'Autriche à
 Fontainebleau. S. IV. 463
- 13 Oct. Conv. entre l'Emp. de Français et le Roi de
 de Prusse sur une route militaire entre la
 Saxe et Varsovie. S. IV. 474
- 5 Nov. Convention entre les Gouvernemens d'Autriche
 et de Bavière concernant la levée du séquestre
 sur les biens privés. S. IV. 472
- 11 Nov. Traité entre l'Emp. d. Français et le Roi
 d'Hollande concernant la cession de l'Ostfrise,
 Jever et Fleßingue. S. IV. 483
- 25 Nov. Décret du Prince de Portugal par lequel en
 quittant le pays il nomme un gouvernement.
 S. IV. 489
- 31 Nov. Ordre du Conseil Britannique contre le D. Fran-
 çais au sujet du blocus. S. V. 446
- 7 Nov. *Déclarations entre la Russie et la Gr. Brét.*
- et 8 Déc. SCHOKLL IX. 84. 88.
- 10 Déc. Acte publié par la Reine d'Etrurie au nom de
 son fils portant abdication de la couronne
 de ce royaume. S. IV. 490

- 1807 Décret de Milan de l'Emp. des Français contre
 7 Déc. le D. Anglais du 11 Nov. S. V. 452
 8 Déc. Acte du Congrès américain portant Embargo
 sur tous les vaisseaux dans ses ports. S. V. 455
 Août— Actes relatifs à la formation d'un royaume de
 Déc. Westphalie. S. IV. 491
 Nov. Déclarations entre la Russie et la Gr. Bretagne
 Déc. du 7 Nov. et 18 Déc. SCHÖLL IX. 84. 88.

808 1808.

- 1 Janv. Décret Français en supplément à ceux de Berlin
 et de Milan. S. V. 457
 1 Janv. Décret Français sur la réunion de Kehl Cassel etc.
 S. V. 322
 Janv. Décret du Roi d'Hollande contre le commerce
 Anglais et Suédois. S. V. 458
 3 Fevr. Convention de subside entre l'Angl. et la Suède. S. V. 1
 2 Mars. Acte du Congrès Américain en supplément à
 celui du 22 Déc. 1807. S. V. 459
 2 Mars. Manifeste de l'Emp. de Russie sur la réunion de
 la Finlande. S. V. 9
 2 Mars. Traité d'alliance entre la Gr. Bretagne et la
 Sicile. S. V. 31
 2 Avr. D. Français sur la réunion d'Urbino, Ancone etc.
 S. V. 323
 3 Avr. Convention entre les Suédois et les Russes sur
 la remise de Suéaborg. S. V. 11
 4 Avr. Traité entre la France et la Westphalie sur les
 contributions et les domaines à Berlin. S. V. 34
 4 Avr. Traité entre le Roi de Wirtemberg et le G. Duc
 de Bâde. S. V. 54
 4 Avr. Convention entre les Ducs de Saxe Weimar et
 Meiningen. S. V. 56
 5 Mai. Convention de Bayonne entre l'Emp. Français
 et le Roi Charles IV. d'Espagne S. V. 60
 se trouve aussi dans SCHÖLL IX. 163.
 5 Mai. Lettre du Prince des Asturies renonçant au trône.
 S. V. 63
 5 Mai. Convention en forme d'édits entre l'Autriche et
 la Russie. S. V. 74
 5 Mai. Convention entre la France et le Roi de Saxe
 à Bayonne. S. V. 71
 — Convention entre l'Emp. Français et le Prince des
 Asturies, et se trouve dans SCHÖLL IX. 167. S. V. 63
 D. fran.

- 1808 D. Français sur la réunion de Parme Plaisance
et Toscane. S. V. 324
- 30 Mai. Proclamation Française de Joseph Napoléon pour
Roi d'Espagne et decrets d'acceptation. S. V. 66
- 6 Juin. Règlement Prussien contre l'importation des
marchandises Anglaises. S. V. 464
- 11 Juin. Convention entre le G. Duc de Hesse et le
Prince Primat. S. V. 76
- 15 Juin. Traité de limites entre le G. Duc de Wurzburg
et le Duc de Saxe-Cobourg. S. V. 77
- 20 Juin. Acte du C. Britannique portant levée du blocus.
contre l'Espagne. S. V. 86
- 4 Juill. Armistice entre l'armée Turque et Servienne
à Braniki. S. V. 88
- 17 Août. Traité entre le G. Duc de Wurzburg et le
Prince Primat. S. V. 89
- 20 Août. Convention de suspension d'armes entre les ar-
mées Anglaise et Française en Portugal. S. V. 94
- 22 Août. Convention définitive entre les mêmes. S. V. 90
- 30 Août. Convention entre la France et la Prusse sur les
contributions de guerre. S. V. 102
- 8 Sept. Convention entre les cours de Bavière, de
Wirtemberg, de Bade, de Hesse et le Prince
Primat sur le partage des dettes et pensions
de l'ancien collège des comtes d'Empire
de Franconie signée à Nurenberg. S. VII. 169
- 9 Sept. Transaction entre les membres de l'ancien cercle
de Franconie sur le partage des dettes ac-
tives et passives. S. VII. 176
- 13 Sept. Convention entre le G. Duc de Bade et l'Aar-
govie. S. V. 130
- 17 Sept. Armistice entre les Armées Russe et Suédoise. S. V. 13
- 29 Sept. Conv. entre la Russie et la Saxe sur les deser-
teurs. S. V. 153
- 21 Oct. D. du Roi d'Hollande sur la fermeture de ses
ports. S. V. 474
- 23 Oct. Convention entre la France et la Prusse sur les
contributions. S. V. 106
- 5 Nov. Convention entre les mêmes sur le service des
hôpitaux. S. V. 113
- 12 Nev. Convention militaire entre la Russie et la Suède.
à Olkioki. S. V. 15
- 19 Nov. Conv. entre la France et la Prusse sur l'art. 12.
de celle du 8 Sept. S. V. 126
- 28 Nov. Conv.

- 1808 Conv. entre les mêmes sur l'approvisionnement
 30 Nov. des places. S. V. 128
 1 Déc. Convention additionnelle à la précédente. S. V. 129

1809 1809.

- 5 Jan. Traité de paix entre la Gr. Bretagne et la
 Porte. S. V. 160
 14 Jan. Traité d'amitié entre l'Angl. et la Juntad'Espagne.
 S. V. 163
 19 Jan. Conv. entre les Français et les Espagnols à
 Corogne. S. V. 167
 22 Fevr. Conv. d'étapes entre la France et la Prusse. S. V. 130
 1 Mars. Acte du l'américain défendant le commerce
 avec l'Angl. et la Francè. S. V. 475
 3 Mars. D. de l'Emp. Français portant cession du G.
 Duché de Berg à Napoléon Louis. S. V. 326
 16 Mars. Traité entre la France et la Hollande sur diver-
 ses cessions. S. V. 327
 20 Mars. Première convention entre les Russes et les Sué-
 dois à Uméo. S. V. 18
 26 Mars. Seconde convention entre les mêmes à Uméo. S. V. 18
 29 Mars. Acte de renonciation de Gustave IV. au trône
 de Suède. S. V. 170
 21 Avr. Convention entre l'Archiduc Ferdinand d'Au-
 triche et les alliés sur la neutralité de Varsovie.
 S. V. 199
 24 Avr. D. de l'Emp. Français portant suppression de
 l'ordre Teutonique dans les états de la con-
 fédération du Rhin. S. V. 201
 — D. du même portant sequestre des biens des
 Princes d'Empire en Autriche. S. V. 202
 — Scte. Français portant réunion à la France de
 divers pays sur la rive gauche du Rhin. S. V. 330
 26 Avr. Ordre du C. Britannique portant revocation
 modifiée du du D. du 11 Nov. 1807. S. V. 483
 4 Mai. Traité sur le partage des dettes de l'ancien
 Cercle de Souabe. (Les pieces annexées à ce
 traité lettre A. — E. se trouvent dans WIN-
 KOPP. Rhein-Bund. XVI. 101.) S. V. 171.
 12 Mai. Capitulation de Vienne. S. V. 204
 17 Mai. D. Français sur la réunion des Etats du Pape
 à l'Empire. se trouve avec quelques variations
 mais peu essentielles dans SCHOKL IX. 300.
 S. V. 341
 Conven-

- 1809 Convention entre la France et la Westphalie
 25 Mai. sur les deserteurs. S. V. 180
 22 Juin. Capitulation de Raab. S. V. 207
 1-3 Juill. Actes de renonciation de Louis Napoléon au
 throne d'Hollande. S. V. 332
 9 Juill. D. de l'Emp. Français sur la réunion de la
 Hollande à la France. S. V. 338
 12 Juill. Suspension d'armes entre la France et l'Au-
 triche. S. V. 209
 1 Août. Ukase Russe sur les neutres qui entrent dans ses
 ports. S. V. 484
 9 Août. Proclam. des E. Unis d'Amérique concernant
 leur suspension de commerce. S. V. 487
 15 Août. Capitulation pour la reddition de Flessingue
 aux Anglais. S. V. 195
 17 Sept. Traité de paix entre la Suède et la Russie à
 Fredrichsham. S. V. 19
 14 Oct. Traité de paix entre la France et l'Autriche à
 Vienne. S. V. 210
 27 Oct. Convention militaire entre la France et l'Au-
 triche. S. V. 217
 — Publication Suédoise défendant l'entrée aux
 vaisseaux Anglais. S. V. 30
 15 Nov. Publication du R. de Bavière sur ses traités
 avec la confédération Rhénane. S. V. 222
 10 Déc. Traité de paix entre la Suède et le Danemarck
 à Jönköping. S. V. 223

1810

1810.

- 6 Janv. Traité de paix entre la France et la Suède à
 Paris. S. V. 232
 14 Janv. Traité entre la France et la Westphalie sur la
 réunion du Hanovre. S. V. 285
 16 Fevr. Traité entre la France et le Prince Primat sur
 la formation du G. Duché de Francfort. S. V. 241
 — Articles addit. et secrets au précédent traité. S. VII. 184
 17 Fevr. Secte. Français sur la réunion des Etats de Rome
 à l'Empire. S. V. 342
 19 Fevr. Traité d'alliance entre la Gr. Bretagne et le
 Portugal à Rio-Janeiro. S. V. 245
 — Traité de commerce entre les mêmes. S. VII. 194
 28 Fevr. Extrait d'un traité entre la France et la Bavière
 sur le Tyrol. S. V. 251
 Acte

- 1810 Acte de l'Emp. Napoléon disposant du Grand
 1 Mars. Duché de Francfort en faveur du Prince
 Eugène. S. V. 345
- 9 Mars. Proclamation Prussienne sur l'importation de
 marchandises coloniales. S. V. 489
- 19 Mars. Acte de cession et de démarcation entre l'Autriche et la Russie. S. V. 252
- 28 Mars. Règlement du R. de Danemarck sur l'armement en course. S. V. 492
- 1 Mai. Acte des E. Unis d'Amérique sur le commerce avec l'Angleterre et la France. S. V. 508
- 15 Mai. Procès verbal de remise des principautés de Hanau et Fulde et de la moitié de l'octroi de la navigation du Rhin. S. VII. 185
- 22 Mai. Ukase Russe défendant le commerce avec le Portugal. S. V. 510
- 3 Juin. Convention entre le R. de Westphalie et le G. Duc de Hesse sur le partage des Hauts hôpitaux etc. S. V. 264
- 19 Juill. Ord. de la Prusse sur le commerce avec les E. Unis d'Amérique. S. V. 514
- 25 Juill. Décret d'Anvers de l'Emp. Français sur la navigation et les licences. S. V. 512
- 5 Août. Décret Français de Trianon sur le tarif d. droits d'entrée. S. V. 513
- Ord. Prussienne sur le commerce avec l'Amérique. S. V. 515
- 30 Août. Convention entre la France et l'Autriche sur la revocation du D. du 24 Avr. concernant le sequestre. S. V. 277
- 4 Sept. Patente du R. de Bavière sur les cessions au G. Duché de Wurzburg. S. V. 289
- 8 Sept. Traité entre les Grands ducs de Bâde et de Hesse sur diverses cessions. S. V. 280
- 10 Sept. Convention entre la Prusse et la Saxe sur les sommes dépositales en Varsovie. S. V. 283
- 11 Sept. Patente au G. D. de Wirzburg sur les cessions obtenues par les traités du 3 Mai avec la France et du 26 Mai avec la Bavière. S. V. 290
- 11 Sept. Patente du même sur les cessions à la Bavière. S. V. 292
- 2 Oct. Traité entre le R. de Wurtemberg et le G. D. de Bâde sur diverses cessions. S. V. 295
- Nouveau Recueil. T. III. L1 Patente*

- 1810** Patente Prussienne introduisant le tarif de Trianon.
 10 Oct. S. V. 519
 19 Oct. Décret de Fontainebleau portant que les
 marchandises Anglaises seront brûlées. S. V. 522
 27 Oct. Proclam. du E. U. d'Amérique sur la réunion
 d'une partie de la Louisiane. S. V. 302
 28 Oct. Ord. Prussienne portant saisie des marchandises
 Anglaises et Coloniales. S. V. 523
 1 Nov. D. François portant exemption au D. de Trianon. S. V. 527
 6 Nov. Convention entre le R. de Westphalie et le G.
 Duc de Hesse concernant les deserteurs et
 vagabonds. S. V. 304
 11 Nov. Conv. entre la Prusse et le G. Duc de Varsovie
 sur le droit de détrait. S. V. 318
 12 Déc. D. François sur la réunion du Valais à la
 France. S. V. 344
 13 Déc. Décret français sur la réunion de la Hollande,
 des villes Anstéatiques, de Lauenbourg etc.
 à la France. S. V. 376
 Déc. Note Russe contre le précédent D. en ce qui
 concerne le Oldenbourg. S. V. 348 *)

1811**1811.**

- 28 Avr. Conv. entre la Prusse et la Westphalie sur l'exe-
 cution du traité de Tilsit. S. V. 364
 10 Mai. Conv. entre la France et la Westphalie sur des
 cessions. S. V. 350
 — Convention entre les mêmes sur les domaines. S. V. 356
 14 Mai. Conv. entre la Prusse et la Westphalie sur la
 navigation. S. V. 382
 14 Mai. Conv. entre les mêmes sur l'extrad. de vagabonds.
 S. V. 388
 6 Août. Conv. entre la France et la Prusse sur le droit
 2 Déc. de détraction. S. V. 398
 26 Août. D. de l'Emp. François sur la condition des Fran-
 çais dans l'étranger. S. V. 409
 28 Déc. Convention entre la France et le G. Duc de
 Francfort sur les dettes. S. VII. 214
 30 Déc. Convention entre la Prusse et Bade s. l. d. de
 détraction. S. V. 401

1812**1812.**

- 10 Fevr. Conv. entre la Prusse et Saxe Coburg s. l. d. de
 détraction. S. V. 403
 24 Fevr. Traité d'alliance entre la France et la Prusse
 avec les articles séparés. S. V. 414
 Conv.

- 1812 Conv. entre la Prusse et la Suisse f. l. d. de dé-
 traction. S. V. 404
- 3 Mars. Rapport à l'Emp. Français par le ministre des re-
 lations extérieures sur les droits maritimes. S. V. 530
- 12 Mars. Traité d'alliance entre la France et l'Autriche. S. V. 427
- 14 Mars. Ordonnance Prussienne relative au système con-
 tinental. S. V. 535
- 20 Mars. Acte du C. Americain sur un embargo général. S. V. 538
- 15 Avr. Conv. entre la Prusse et Nassau f. l. d. de dé-
 traction. S. V. 406
- 4 Avr. — Conv. entre la Prusse et Anhalt Bernbourg sur
 le droit de détraction. S. V. 407
- 8 Avr. 13 Avr. Acte du C. Americain servant de supplément
 aux précédens sur le commerce. S. V. 540
- 21 Avr. Déclaration du Gouv. Britannique sur les décrets
 de Berlin et de Milan. S. V. 542
- 25 Avr. Conv. entre la France et le G. Duc de Francfort
 sur le droit d'Aubaine. S. V. 394
- 10 Mai. Conv. entre la France et la Prusse sur les deser-
 teurs. S. V. 424
- 15 Mai. Traité de paix entre la Russie et la Porte signé
 à Bucharest. S. VII. 397
- 28 Mai. Conv. entre la France et Mecklenbourg Schwerin
 f. l. d. d'aubaine. S. V. 396
- 5 Juin. Conv. entre la Prusse et l'Italie f. l. d. d'aubaine.
 S. V. 399
- 4 Août. 22 Juin. Ord. du R. de Prusse sur l'abolition du d. de
 détraction avec Anhalt Dessau. S. V. 408
- 23 Juin. Ord. du C. Britannique portant revocation de
 ceux du 7 Janv. 1807 et 26 Avr. 1809 en
 fav. de l'Amérique. S. V. 547
- 18 Juill. Traité de paix entre la Gr. Brét. et la Suède
 à Oerebro. S. V. 431
- 18 Juill. Tr. de paix entre la Gr. Brét. et la Russie à
 Oerebro. S. VII. 226
- 20 Juill. Traité d'amitié et d'alliance entre l'Espagne et
 la Russie à Welliki-Louki. S. VII. 230
- 30 Déc. Conv. entre le Lieut. Gén. York et le général
 de Diebitsch au moulin de Poscherun. S. V. 556

1813

1813.

- 25 Jan. Concordat entre l'Empire Français et le Pape. S. V. 552
- 6 Fevr. Conv. sur le commerce entre Bade et Wurzburg.
 S. V. 550
- L 1 2 Traité

- 1813** Traité de paix d'amitié et d'alliance entre la
²⁶/₂₈ Fevr. Russie et la Prusse signé à Kalisch le ¹⁵/₂₈ Fevr.
 avec quelques articles séparés. S. VII. 234
- 3 Mars.** Traité de concert entre la Gr. Brétagne et la Suède.
*(Les pièces de correspondance entre la Suède
 et la France depuis 1810 jusqu'à la fin de
 1812 se trouvent, ainsi que le rapport de
 M. d'ENGSTRÖM ministre des aff. étrangères
 au Roi du 7 Janv. 1813 auquel ces pièces ser-
 vent d'annexes dans SCHÖELL recueil d. piè-
 ces offic. II. 343.* S. V. 558
- 14 Mars.** Conv. entre les R. de Saxe et de Westphalie et
 les D. et P. de Nassau sur les dettes de les
 ballivie de Marburg. S. VII. 276
- 19 Mars.** Convention entre la Russie et la Prusse relative
 à la guerre. S. V. 564
- Mars.** Proclamation du R. de Prusse à son peuple du
Avr. 17 Mars, à son armée, du 18 Mars; appel
 aux habitans des prov. allemandes cédées
 par le traité du Tilsit du 6 Avr. 1813 se trou-
 vent dans SCHÖELL recueil d. p. officielles.
 IV. 319. 322. 338.
- 4 Avr.** Acte de formation d'un conseil administratif
 arrêté à Kalisch. S. V. 566
- 7 Avr.** Convention signée à Kalisch entre la Prusse et
 la Russie. S. VII. 238
- Convention entre le G. D. de Hesse et celui de
 Francfort à la suite du partage de Hanau. S. VII. 244.
- 8 Avr.** Convention entre l'Autriche et la Saxe sur le
 passage des troupes. S. V. 591
- 9 Avr.** Convention entre le G. D. de Hesse et celui de
 Francfort sur la ville de Herbstein. S. VI. 260
- 4 Mai.** Convention entre la France et Francfort sur les
 formes de communications judiciaires. S. VII. 465
- 5 Juin.** Armistice entre les Puissances belligérantes à
 Poischwitz (non Pleiswitz). S. V. 582
- 14 Juin.** Convention d'alliance entre la Gr. Brétagne et
 la Prusse à Reichenbach. S. V. 571
- Article séparé et secret joint à la précéd. con-
 vention. S. VII. 267
- 15 Juin.** Convention d'alliance et de subside entre l'Angl.
 et la Russie à Reichenbach. S. V. 568
- 30 Juin.** Convention entre la France et l'Autriche sur
 la médiation de la paix. S. V. 586
- Traité

- 1813 Traité entre la Gr. Bretagne et la Russie à Peterswaldau. S. V. 571
- 6 Juill. — S. V. 571
- 10 Juill. Traité d'alliance entre la France et le Danemark. S. V. 589
- 14 Juill. Traité de paix entre le Portugal et Algèr sous la médiation de l'Angleterre. S. VII. 268
- 26 Juill. Convention entre les Puissances belligérantes pour la prolongation de l'armistice du 5 Juin. S. V. 587
- 13 Août. Convention entre le G. maître de l'ordre teutonique Archiduc Antoine et les membres de la cidevant confédération Rhénane sur les biens de l'ordre (ratif. 1815). S. VII. 287
- Convention du même avec le Roi de Wirtemberg. S. VII. 292
- 9 Sept. Traité d'alliance entre l'Autriche et la Russie à Toeplitz. S. V. 596
- Traité d'alliance entre l'Autriche et la Prusse à Toeplitz. S. V. 600
- Article séparé et secret. S. VII. 295
- Traité d'alliance entre la Prusse et la Russie à Toeplitz. S. V. 604
- 30 Sept. Convention supplémentaire des traités de subside entre l'Angleterre la Russie et la Prusse. S. V. 577
- 3 Oct. Traité préliminaire d'alliance entre la Gr. Bretagne et l'Autriche à Toeplitz. S. V. 607
- 8 Oct. Traité préliminaire d'alliance entre l'Autriche et la Bavière à Ried, avec les articles séparés. S. V. 610
- 21 Oct. Convention entre les alliés sur les mesures pour la réunion de toutes les forces disponibles en Allemagne. S. V. 615
- 2 Nov. Traité préliminaire d'alliance entre l'Autriche et Wirtemberg à Francfort avec les art. séparés. S. V. 643
- 18 Nov. Procès verbal de la commission de Francfort pour la concurrence des états qui accèdent à l'alliance. S. V. 619
- Projet d'obligations à créer à la charge de l'Allemagne. S. V. 622
- Etablissement d'un système militaire en Allemagne S. V. 624
- 20 Nov. Traité entre la Prusse (item l'Autriche, item la Russie) et le G. Duc de Bade avec les art. séparés signé à Francfort. S. V. 649

1813. 1814.

- 1813 Accession de la Prusse au traité du 2 Nov. entre
 21 Nov. l'Autriche et le Wurtemberg. S. V. 645
 24 Nov. Procès verbal de la commission à Francfort
 pour régler le système de défense de l'Alle-
 magne. S. V. 626
 — Règlement sur la formation des hôpitaux. S. V. 638
 2 Déc. Traité entre l'Autriche et ses alliés d'une part
 et l'Electeur de Hesse de l'autre, à Franc-
 fort avec les artt. séparés. S. V. 651
 8 (non 11) Déc. Traité entre le Roi d'Espagne Ferdinand VII.
 et l'Empereur Français à Valençay (non
 ratifié). S. V. 654
 15 Déc. Conditions d'armistice entre les alliés et le
 Danemarck. S. V. 657
 29 Déc. Convention entre les cantons formant la con-
 fédération Helvétique. S. V. 659
 Déc. Acte de cession de la seigneurie de Jever par
 l'Empereur de Russie au Duc de Oldenbourg.
 S. VII. 296

1814

1814.

- 11 Janv. Traité d'alliance entre les cours de Vienne et
 de Naples avec les articles séparés et secrets.
 S. T. 660
 12 Janv. Principes généraux sur l'organisation des auto-
 rités administratives dans les provinces Fran-
 çaises. S. V. 638
 14 Janv. Traité de paix entre la Suède et le Danemarck
 à Kiel avec un art. sép. S. V. 666
 — Traité de paix entre la Grande Bretagne et le
 Danemarck à Kiel. S. V. 672
 8 Fevr. Traité de paix entre la Russie et le Danemarck
 à Hanovre. S. V. 681
 1 Mars. Traité d'alliance entre l'Autriche, la Russie, la
 Gr. Bretagne et les Prusse à Chaumont. S. V. 683
 14 Mars. Convention entre l'Electeur de Hesse et le De-
 partement de l'administration centrale pour
 les provinces occupées, pour régler les prin-
 cipes du partage des charges entre le comté
 de Hanau et le G. Duché de Francfort. S. VII. 299
 25 Mars. Déclaration des Puissances alliées lors de la rup-
 ture des négociations de Chatillon. S. V. 688
 31 Mars. Capitulation de Paris. S. V. 693
 Traité

- 1814 Traité entre l'Autr. la Russie et la Prusse d'une
 11 Avr. part et l'Emp. Napoléon Bonaparte de l'autre,
 avec accession partielle de la Gr. Bretagne. S. V. 695
- 12 Avr. Armistice entre le Duc de Weimar et le premier
 corps d'armée Française à Pont-à-Treffin. S. V. 703
- 23 Avr. Convention entre Monsieur, frère du Roi et
 chacune des Puissances alliées. S. V. 706
- Avril. Conventions militaires pour l'évacuation de
 l'Italie. S. V. 713. et S. VII. 303
- 28 Mai. Convention militaire à Paris. S. V. 710
- 30 Mai. Traité de paix de Paris entre les alliés et la
 France. S. VI. 1
- 31 Mai. Actes relatifs à l'occupation des pays cédés
 par la France. S. VII. 309
- 2 Juin. Arrangement de commerce entre le Danemarck
 et la Prusse. S. VII. 304
- 3 Juin. Convention entre l'Autriche et la Bavière à
 Paris (se trouve aussi dans KLUBER H. XXIX.
 p. 122). S. VI. 18
- 29 Juin. Convention supplémentaire entre la Gr. Bré-
 tagne et les alliés, à Londres. S. VI. 40
- 14 Juill. Traité entre les Princes de la maison d'Orange
 et Nassau à la Haye. S. VI. 23
- 20 Juill. Traité de paix entre l'Espagne et la France
 à Paris. S. VI. 42
- 21 Juill. Acte d'acceptation de souveraineté des Provinces
 Belges au nom de S. A. R. le Prince des
 Pays-Bas. S. VI. 38
- 7 Août. Bulle du Pape pour le rétablissement de l'ordre
 des Jésuites. S. VI. 46
- 10 Août. Convention entre les E. Unis d'Amérique et
 la nation Creek. S. VI. 51
- 13 Août. Convention entre la Gr. Bretagne et la Suède
 en exécution de l'art. IX. du traité de Paris,
 à Londres. S. VI. 53
- Convention entre la Grande-Bretagne et les
 Prov. U. des Pays-Bas relativement à leurs
 Colonies, à Londres. S. VI. 57
- 14 Août. Armistice entre les troupes Suédoises et Norvè-
 giennes à Moss. S. VI. 63
- Convention entre la Suède et le gouvernement
 Norvégien. S. VI. 62
- L 1 4 Traité

- 1814 Traité de paix entre les Rois d'Espagne et de
 14 Août. Danemarck à Londres. S. VI. 43.
 et mieux. S. VII. 306
- 25 Août. Traité de paix entre la Prusse et le Danemarck à
 Berlin. S. VI. 66
- 8 Sept. Traité d'alliance entre les Cantons Suisses. S. VI. 68
- Oct. *Actes relatifs à la forme des délibérations du
 congrès de Vienne (se trouvent dans KLUBER H. XXIX. p. 62-70.)*
- Oct. Procès verbaux des 8 puiss. signat. du tr. de Paris
 et suiv. au C. de Vienne 30 Oct. 1814 — 12 Msi 1815.
 KLUBER H. XIX. p. 81 - 120.
- 12 Oct. *Note par la quelle le ministre de Hannovre à
 Vienne déclare que l'Électeur d'Hannovre
 a pris le titre de Roi (se trouve, ainsi que
 la patente de publication, du 26 Oct. dans
 KLUBER Acten des C. H. I. p. 64. 65.)*
- 12 Déc. Actes relatifs à la cession de Gênes au Roi de
 Sardaigne. (*Divers actes relatifs à la ci-
 devant republique de Gênes depuis le 28 Déc.
 1813. — 24 Jan. 1815. se trouvent réunis dans
 SCHOELL recueil de pièces officielles T. VII.
 p. 314-378.*) S. VI. 85
- 24 Déc. Traité de paix entre la Gr. Bretagne et les E.
 Unis d'Amérique à Gand. S. VI. 76

1815

1815.

- 21 Janv. Traité d'amitié entre la Gr. Bretagne et le Por-
 tugal à Vienne. S. VI. 93
- 22 Janv. Traité entre les mêmes sur la traité des nègres,
 à Vienne. (La déclaration du ministre de
 Portugal sur l'abolition de la traité du
 6 Fevr. 1815 se trouve dans SCHOELL Recueil
 d. P. off. T. III. p. III.) S. VI. 96
- 8 Fevr. Déclaration des Puissances réunies au congrès
 de Vienne sur la traité des nègres (annexe
 XV. à l'acte du Congrès.) (Les procès ver-
 baux des conférences des ministres des 8 puis-
 sances au congrès de Vienne relativement à
 l'abolition générale de Janv. et Fevr. 1815
 se trouvent dans KLUBER Acten des Congres-
 ses H. XVI. p. 523. et H. XXIX. p. 3 - 53. et d.
 SCHOELL actes du C. T. III, p. 68-113.) S. VI. 432
 Conven-

- 1815 Convention entre la Gr. Bretagne et la France
 7 Mars. sur la vente de l'opium etc. aux Indes. S. VI. 104
- 13 Mars. Déclaration des Puissances signataires du traité
 de Paris au sujet de l'évasion de Bonaparte. S. VI. 110
- 16 Mars. *Patente par laquelle le Prince souverain des
 Pays - Bas publie qu'il a pris la dignité
 royale.* (Cette patente, ainsi que la note du
 28 Mars par laquelle cet événement a été no-
 tifié aux princes souv. et villes d'Allemagne
 se trouve dans KLÜBER H. IV. p. 61 et 65).
- 19 Mars. Règlement des 8 puissances signataires du traité
 de Paris sur le rang entre les agens diplo-
 matiques (annexe XVII à l'acte du congrès).
 S. VI. 449
- 20 Mars. Déclaration des Puissances rassemblées au Con-
 grès au sujet de la Suisse (annexe XIa. à
 l'acte du Congrès) (les actes du congrès re-
 latifs aux affaires de la Suisse, et particulière-
 ment les Protocoles n. 1-13. du 14 Nov.
 1814. jusqu'au 13 Mars 1815. se trouvent
 dans KLÜBER Actes des Congrès H. XVIII.
 et XIX. 158-309. et dans SCHÖELL actes
 du congrès T. II. p. 12 et suiv. T. III. p. 5
 et suiv. T. IV. p. 84 et suiv.) S. VI. 157
- 24 Mars Proclamation de la diète Suisse à tous les con-
 fédérés. S. VI. 163
- Règlemens au Congrès de Vienne pour la libre
 navigation des rivières (annexe XVI. à l'acte
 du Congrès) (les procès verbaux n. 1-12. de
 la commission pour la libre navigation des
 rivières, du 2 Fevr. jusqu'au 24 Mars 1815.
 se trouvent dans KLÜBER Actes des W. C.
 H. IX. et X. p. 1-330. et dans SCHÖELL actes
 du congrès T. III. p. 96 et suiv. T. IV. p. 5
 et suiv. S. VI. 434
- 25 Mars. Traité d'alliance signé à Vienne entre la Gr.
 Brét. l'Autriche la Russie et la Prusse. S. VI. 112
- Article séparé de ce traité signé avec la Gr. Bré-
 tagne. S. VI. 116
- 26 Mars. Acte de cessions du Roi de Sardaigne au Can-
 ton de Genève (annexe XIII bb. à l'acte
 du Congrès.) S. VI. 115
- 29 Mars. Protocole sur les cessions faites par la Sardaigne
 au canton de Genève (annexe XII. à l'acte
 du Congrès. S. VI. 117
- Décla.

- 1815** Déclaration entre la Russie et le Portugal sur
 29 Mars. le renouvellement de leur traité de commerce. S. VI. 108
- 30 Mars. Convention additionnelle à celle entre la Prusse
 et la Russie annullant la convention de Bayonne, avec la publication Prussienne du
 17 Avril. S. VI. 181
- Note de l'ambassadeur d'Espagne à Vienne adressée au Congrès au sujet de l'alliance du
 25 Mars. S. VI. 466
- 31 Mars. Publication de l'Imp. Marie Louise qu'elle a cédé
 et 2 Avr. à l'Empereur d'Autriche l'adm. provisoire de
 Parme Plaisance et Guastalla en date du
 31 Mars; acceptation de l'Empereur en d. du
 2 Avr. KLÜBER H. XXII. p. 312-313.
- 2 Avr. Extrait de conven. entre l'Autr. la Prusse la
 Russie et la Bavière. S. VII. 313
- 4 Avr. Note de l'Amb. d'Espagne à Vienne adressée
 au Congrès réclamant Parme Plaisance et
 Guastalla pour l'Infant Don Charles Louis.
 S. VI. 468
- 5 Avr. Convention entre l'Autriche et le Wurtemberg
 sur le passage des troupes. S. VI. 185
- 7 Avr. Accession du Roi d'Hannovre à l'alliance de
 Vienne du 25 Mars. S. V. 124
- Patente par laquelle l'Autriche annonce qu'elle
 a réunie à l'Empire Autrichien les provinces
 Lombardes et Venitiennes, une partie du Mantuan,
 Veltelen, Cleven et Bormio sous le
 titre de royaume Lombardo Venitien. KLÜBER
 H. XXII. p. 303.
- 8 Avr. Accession du Roi de Portugal à l'all. de Vienne.
 S. VI. 128
- 9 Avr. Accession du R. de Sardaigne à l'alliance de
 Vienne. S. VI. 130
- 12 Avr. *Declaration de guerre de l'Autriche contre le
 Roi de Naples* (cette déclaration ainsi que
 nombre de pièces concernant le rapport avec
 le Roi de Naples d'alors depuis le traité du
 11 Janv. 1814 se trouve dans SCHÖELL *recueil d. pièces officielles* T. VI. p. 391-435.
 T. VII. p. 1-40.
- 15 Avr. Accession du Roi de Bavière à l'alliance de
 Vienne. S. VI. 134
 Patente

- 1815 Patente du G. Duc de Weimar portant qu'avec
 21 Avr. la reconnaissance des Puissances assemblées
 au Congrès il a pris la dignité Grand-Ducal
 et le titre d'altesse royale. KLUBER H. VI. p. 200.
- 23 Avr. Convention éventuelle entre l'Autriche et la Ba-
 vière à Vienne (non ratifiée.) S. VI. 451
- 24 Avr. Convention conclue à Vienne entre les com-
 missaires des Puissances alliées relative à
 l'économie des armées en pays amis. S. VII. 309
- 25 Avr. Déclaration de la Gr. Bretagne lors de l'échange
 et 9 Mai. des ratifications du traité d'alliance du
 25 Mars en date du 25 Avr. et contredéclara-
 tions des trois cours du 9 Mai. S. VI. 117
- 27 Avr. Accession des Princes et villes d'Allemagne au
 traité de Vienne du 25 Mars. S. VI. 138
 (Les procès verbaux 1-9 des negocians du
 31 Mars - 27 Avr. des plénipotentiaires des
 princes souverains et villes d'Allemagne au
 sujet de celle accession se trouvent dans KLUBER
 H. XVI. p. 391 et suiv. et dans SCHOELL
 actes du Congrès T. IV. p. 187 - 314. La
 note des Princes souv. et villes d'Allemagne
 au sujet de leur participation à la guerre re-
 mise le 14 Avril aux min. d'Autr. et de Prusse
 se trouve dans KLUBER H. VI. p. 203. Les
 procès verbaux n. 1-7. du 21 Avr. — 24 Mai
 des negociations de la commission établie
 par l'Autr. la Russie et la Prusse pour con-
 certer les approvisionnemens des trois ar-
 mées, le service des hôpitaux etc. se trou-
 vent dans KLUBER H. XVI. p. 439 et suiv. et
 dans SCHOELL actes du Congrès T. IV.
 p. 276. T. V. p. 41 et suiv.)
- 28 Avr. *Note du Plénip. de l'Elect. de Hesse à Vienne
 sur le titre d'electeur conservé et celui d'alt.
 royale pris par l'Elect. de Hesse.* KLUBER
 VI. 201.
- 30 Avr. Convention additionnelle au traité d'alliance du
 25 Mars signée entre la Gr. Bretagne et les
 trois alliés. S. VI. 121
- 2 Mai. Traité de subside entre la Gr. Bretagne et la
 Sardaigne signé à Bruxelles. S. VI. 195
- 3 Mai. Traité de Vienne entre la Russie et l'Autriche
 (annexe I. à l'acte du Congrès). S. VI. 225
 Traité

- 1815 Traité de Vienne entre la Russie et la Prusse
 3 Mai. (annexe II. à l'acte du Congrès). S. VI. 236
 — Traité additionnel entre la Russie la Prusse et
 l'Autriche concernant Cracovie (annexe III.
 à l'acte du Congrès). S. VI. 251
- 6 Mai. Note remise par les alliés aux Suisses. S. VI. 166
 12 Mai. Réponse des Suisses à la note du 6 Mai. S. VI. 168
 — Extrait du procès verbal des conférences des
 Plénipotentiaires des Puissances signataires
 du traité de Paris sur Napoléon Bonaparte. S. VI. 263
- 13 Mai. Accession du G. Duc de Bade à l'alliance de
 Vienne. S. VI. 146
- 18 Mai. Traité de paix et d'amitié entre la Prusse et la
 Saxe à Vienne (annexe IV. à l'acte du Con-
 grès). (Les actes des négociations relatives
 à la Pologne et à la Saxe se trouvent dans
 KLUBER H. XXV et XXVI. p. 3-191.) S. VI. 272
 — Déclaration du Roi de Saxe concernant la mai-
 son de Schönburg (annexe V. à l'acte du
 Congrès). S. VI. 284
 — Traité principal de liquidation entre divers
 Princes possesseurs de biens de l'ordre Teu-
 tonique signé à Mergentheim. S. VI. 491
- 19 Mai. Traité entre la Gr. Bretagne le Roi des Pays-
 Bas et la Russie, sur un emprunt Russe en
 Hollande. S. VI. 290
 — Traité de subside entre la Gr. Bretagne et le
 G. Duc de Bade. S. VI. 198
 — Convention conclue à Vienne relative à la for-
 mation d'un parc d'armée par le rayon Russe.
 S. VII. 313
 — Convention conclue à Vienne relativement à
 l'administration des hôpitaux dans le rayon
 Russe. S. VII. 317
- 20 Mai. Convention d'adhésion de la Suisse à l'alliance
 de Vienne du 25 Mars. S. VI. 170
 — Convention militaire entre les armées d'Autriche
 et de Naples. S. VI. 293
 — Traité entre la Sardaigne l'Autriche l'Angleterre
 la Russie la Prusse et la France, signé à
 Vienne avec les annexes à l'art. IV. et VII.
 (annexes XIII. et XIV. à l'acte du Congrès).
 S. VI. 298
 Patente

- 1815
22 Mai. Patente Prussienne sur la prise de possession de la partie de la Saxe réunie à la monarchie. S. VI. 287
- Acte de renonciation de R. de Saxe au Duché de Varsovie. S. VI. 286
- 23 Mai. Accession du G. D. de Hesse au traité d'alliance de Vienne du 25 Mars. S. VI. 148
- 27 Mai. Accession du R. de Saxe à l'alliance de Vienne du 25 Mars. S. VI. 151
- Convention entre les alliés et la Suisse portant son accession à la déclaration du 20 Mars. (annexe XI. b. à l'acte du Congrès). S. VI. 173
- 28 Mai. Convention entre les commissaires pour la fixation des limites de la Prusse sur la rive droite de la Moselle; à Kreuznach. S. VI. 310
- 29 Mai. Traité de cessions entre la Prusse et le Hanovre signé à Vienne (annexe VI. à l'acte du Congrès). S. VI. 316
- 30 Mai. Accession du R. de Wirtemberg au traité d'alliance de Vienne du 25 Mars. S. VI. 153
- 31 Mai. Traité signé à Vienne entre le Roi des Pays-Bas et les 4 Puissances alliées, avec un art. séparé (annexe X. à l'acte du Congrès. S. VI. 327
- Convention entre la Prusse et les Duc et Prince de Nassau, signée à Vienne (annexe VIII. à l'acte du C.) S. VI. 333
- 1 Juin. Convention entre la Prusse et Saxe Weimar signée à Vienne (annexe VII. à l'acte du Congrès. S. VI. 324
- 4 Juin. Traité entre la Prusse et le Danemarck sur la cession réciproque de la Pomeranie Suédoise et du Duché de Lauenbourg, signé à Vienne. S. VI. 349
- 5 Juin. Note de l'Ambassadeur d'Espagne à Vienne adressée au Congrès au sujet de l'acte du Congrès. S. VI. 471
- 6 Juin. Traité de subside entre la Gr. Bretagne et le R. de Wurtemberg. S. VI. 202
- 7 Juin. Traité de subside entre la Gr. Bretagne et le R. de Bavière. S. VI. 204
- 8 Juin. Acte pour la constitution fédérative de l'Allemagne signé à Vienne (annexe IX. à l'acte du C.) en all. et fr. (Les bornes du présent recueil ne me permettant pas d'y faire entrer

les

- 1815** les principales pièces des négociations qui ont précédé la signature de cet acte je me borne à les indiquer ici avec renvoi aux ouvrages où on les trouve (en allemand dans KLUBER, en français dans SCHOELL).
S. VI. 353 et 369
- 1814** Entwurf der Grundlage der deutschen Bundesverfassung, dem Oesterreichischen Bevollmächtigten von dem preussischen mitgetheilt. KLUBER H. I. p. 45. SCHOELL actes du C. T. I. p. 11.
- 13 Sept.**
- 16 Oct.** Artikel welche bey der Conferenz der 5 deutschen Mächte zur Grundlage gedient haben. KLUBER H. I. p. 57. SCHOELL a. d. C. T. I. p. 61.
- Oct.** Congress - Protocolle n. 1-13. der deutschen
- Nov.** Comité vom 14 Oct. - 16 Nov. nebst Beylagen KLUBER. H. V. 64 VI. 145. u. f. SCHOELL a. d. C. T. I. p. 52-332. T. II. p. 7. 28. et suiv.
- 16 —** Note des Königl. Württembergischen Bevoll-
- 24 Nov.** mächtigten an die übrigen Mitglieder der Comité für die deutschen Angelegenheiten vom 16 Nov. Oesterreichische Gegen Note vom 22 Nov. Würtemb. Erwidernngs - Note vom 24 Nov. 1814. KLUBER. H. I. S. 102. 104. 109. SCHOELL actes du C. T. II. p. 30. 50. 65.
- 16 Dec.** Entwurf einer Grundlage der deutschen Bundesverf. v. d. K. Oesterreichischen Minister KLUBER H. V. p. I. SCHOELL a. d. C. T. II. p. 258.
- 1815** Note und Erklärung der Bevollmächtigten der
- 2 Febr.** vereinigten 32 Souverainen Fürsten und freyen Städte Deutschlands an die Kaif. Oesterreichischen u. Königl. Preussischen ersten Congress Bevollmächtigten. SCHOELL T. III. p. 105.
- 4 Febr.** Note des Königl. Preussischen Bevollmächtigten an den Königl. Oesterreichischen betreffend die Einladung an die 32 vereinigten deutschen und unabhängigen Fürsten und Städte den Conferenzen beyzuwohnen. KLUBER H. III. p. 132.
- 9 Febr.** Antwort des Kaiserl. Oesterreichischen Bevollmächtigten. KLUBER H. II. p. 134.

1815 Note der Königl. Preussischen Bevollmächtigten
 10 Febr. an den Fürsten Metternich nebst der Ueber-
 gabe eines gedoppelten Entwurfs der Ver-
 fassung des deutschen Bundes: a) mit Ein-
 theilung in Kreise, b) ohne Eintheilung im
 Kreise. KLUBER H. V. p. 18. 55. SCHÖELL
 T. III. p. 129 et suiv.

20 März. Note der Bevollmächtigten der vereinigten Für-
 sten und freyen Städte Deutschlands an die
 Bevollmächtigten von Oesterreich u. Preussen.
 SCHÖELL T. IV. p. 161.

April. Entwurf eines Bundesvertrags der souv. Fürsten u.
 Städte Deutschlands von dem Königl. Preussi-
 schen Bevollmächtigten vorgelegt. KLUBER
 H. IV. p. 104. SCHÖELL a. d. C. T. IV. p. 201.

Mai. Ahermaliger Preussischer Entwurf der Verfas-
 sung eines zu errichtenden Staatenbundes.
 KLUBER H. VII. p. 293. SCHÖELL T. V. p. 29.

— Oesterreichischer Entwurf einer Grundlage der
 Verfassung des deutschen Staaten-Bundes.
 KLUBER H. VII. p. 308. SCHÖELL T. V. p. 35.

23 Mai. Entwurf zur Grundlage der Verfassung von
 Oesterreich mit Einstimmung Preussens in
 der Versammlung vom 23 Mai vorgelegt.
 KLUBER H. VII. p. 314.

Mai. Conferenz-Protocolle I - XI. vom 23 Mai bis

Juin. 10 Juni über die Sitzungen der souv. Für-
 sten und Städte nebst Beylagen. KLUBER
 H. VII. VIII. p. 324 - 568.

12 Juin. Acten den begehrtten Beytritt Würtembergs zu
 der Bundesacte betreffend. KLUBER H. VIII.
 p. 569 - 576. et XXII. p. 315.

9 Juin. Acte final du Congrès de Vienne. S. VI. 379

(Les negociations qui ont précédé cet acte
 celebre n'ont pas à beaucoup près été publiées en
 entier, notamment pas les protocoles du
 comité des huit Puissances signataires du
 traité de Paris de 1814. Ceux-ci ne pourroient
 d'ailleurs pas entrer dans les bornes étroites
 du présent recueil de traités; mais ayant in-
 séré dans les endroits convenables avec le
 renvoi des actes qui ont été publiés sur le
 travail des commissions spécialement nommées
 je crois devoir faire mention ici de ceux de

1815

la commission statistique. Les procès verbaux des 6 séances qu'elle a tenue depuis le 24 Déc. 1814 jusqu'au 19 Jan. 1815 se trouvent ensemble avec les rapports qui en forment le resultat dans KLUBER Heft XVII. p. 1-96. et dans SCHORLL actes du C. T. II. p. 190 et suiv. T. III. p. 43-67.

- 10 Juin. Convention entre l'Autriche et la Prusse d'une part et le G. Duc de Hesse de l'autre sur les arrangements territoriaux, signée à Vienne (une histoire détaillée des négociations qui ont eu lieu à Vienne avec le G. Duc de Hesse, et quelques pièces qui s'y rapportent se trouve dans KLUBER Actes des Congrès. H. XXIV. p. 543-572.

— Extrait du protocole des Puissances signataires du traité de Paris sur les arrangements avec Bâle. S. VI. 458

- 14 Juin. Protestation des Princes médiatisés au sujet de l'acte du Congrès; en fr. et all. S. VI. 463. 465

- 18 Juin. Note de l'Amb. d'Espagne à Vienne au sujet de l'alliance du 25 Mars et de l'acte du Congrès. S. VI. 473

Juin. Actes relatifs à l'accession de diverses Puissances et états à l'acte du Congrès. S. VI. 481

- 3 Juill. Convention de commerce entre la Gr. Bretagne et les Etats-Unis d'Amérique. S. VI. 582

— Armistice entre la France et les alliés. S. VI. 593

— Traité de paix entre l'Amérique et Algèr. S. VI. 596

- 10 Juill. Traité de subside entre la Gr. Bretagne et le D. de Dessau. S. VI. 206

- 14 Juill. Traité de subside entre la Gr. Bretagne et le Roi de Saxe. S. VI. 208

— Traité de subside entre la Gr. Brét. et le R. de Danemarck. S. VI. 210

- 15 Juill. Traité de subside entre la Gr. Brét. et l'Elect. de Hesse. S. VI. 211

— Traité de subside entre la Gr. Brét. et le G. Duc de Hesse. S. VI. 213

- 27 Juill. Actes relatifs à la suppression de la traite des nègres en France. S. VI. 602

- 2 Août. Convention sur la garde de Napoléon, arrêtée entre la Gr. Bretagne et les alliés. S. VI. 605

Actes

- 1815** Actes des diètes de Suède et de Norvège sur
 6 Août. les rapports constitutionnels entre les deux
 royaumes. S. VI. 608
- 12 Août. Convention entre la Gr. Bretagne et le Roi des
 Pays-Bas. S. VI. 616
- 26 Août. Traité de subside entre la Gr. Bretagne et le Roi
 d'Hannovre. S. VI. 214
- Traité de subside entre la Gr. Bretagne et le
 Duc de Brunswick. S. VI. 219
- Juill.— Divers traités de subside de la Gr. Bretagne avec
 Sept. les ducs de Cobourg, de Nassau, les villes
 Ansfatiques, Mecklenbourg Schwerin, Hohen-
 zollern, Francfort, Reufs, Gotha, Waldeck,
 Schaumbourg, Schwarzbouurg, Mecklenbourg
 Strelitz; substance. S. VI. 222
- 1 Sept. Accession du Roi de Danemarck au traité d'al-
 liance de Vienne du 25 Mars. S. VI. 155
- Sept. Accession de la Grande-Bretagne au traité du
 18 Mai entre la Prusse et la Saxe. S. VI. 628
- Actes relatifs à la restitution des momumens de
 l'art de la part de la France. S. VI. 632
- 22 Sept. Convention territoriale entre le Roi de Prusse
 et le G. Duc de Weimar. S. VII. 323
- 23 Sept. Traité entre les Rois de Hanovre et de Prusse
 sur des modifications de la convention du
 29 Mai. S. VI. 652
- 26 Sept. Sainte alliance entre les Empereurs de Russie et
 d'Autriche et le Roi de Prusse avec accession
 de divers autres Princes et états souverains.
 S. VI. 656
- 4 Oct. Traité de subside entre la Gr. Bretagne et
 l'Emp. de Russie. S. VI. 223
- 11 Oct. Convention entre l'Autriche et le Roi des Pays-
 Bas concernant les dettes de la Belgique. S. VI. 660
- 16 Oct. Traité de cession et d'échange entre S. M. le Roi
 de Prusse et S. A. R. l'Electeur de Hesse,
 signé à Cassel. S. VII. 331
- 3 Nov. Protocole des conférences de Paris concernant
 les arrangemens territoriaux. S. VI. 668
- 5 Nov. Convention entre la Gr. Bretagne et les alliés
 sur les îles Joniennes. S. VI. 663
- 6 Nov. Protocole des conférences de Paris sur la distri-
 bution des 700 millions payables par la
 France. S. VI. 676
- Nouveau Recueil. T. III.* M m *Traité*

- 1815** Traité de paix de Paris entre la France d'une
 20 Nov. part et la Gr. Brétagne, l'Autriche, la Russie
 et la Prusse de l'autre avec un art. additionel. S. VI. 682
- Article séparé avec la Russie seulement. S. VI. 691
- Convention en conséquence de l'art. IV. S. VI. 692
- Convention en conséquence de l'art. V. S. VI. 695
- Convention en conséquence de l'art. IX. en ce
 qui concerne la Grande-Brétagne, avec un
 art. add. sur le comte de Bentheim. S. VI. 707-732
- Convention en conséquence de l'art. IX. en ce
 qui concerne les autres alliés. S. VI. 717
- Actes de ratification du traité et des conven-
 tions de Paris de la part de S. M. l'Emp.
 d'Autriche. S. VI. 733
- Traité d'union entre les cours de Vienne de
 Londres de Petersbourg et de Berlin. S. VI. 734
- Note des ministres des alliés au Duc de Riche-
 lieu relative à la précédente union. S. VI. 738
- Actes sur la neutralité perpétuelle de la Suisse
 reconnue par chacune des Puissances alliées.
 S. VI. 740
- 21 Nov. Procès verbal des min. des P. signataires. S. VII. 406
- 24 Nov. Déclaration de la Gr. Brétagne aux E. Unis
 d'Amérique sur le commerce avec St. Helene.
 S. VI. 592
- 2 Déc. Traité de paix entre la Comp. Angl. d. Indes Or.
 et le Rajah de Napaul. S. VI. 743

1816**1816.**

- 3 Fevr. Procès verbal entre les commissaires de Prusse
 et de l'Electeur de Hesse en execution du
 traité du 16 Oct. 1815. S. VII. 408
- 11 Avr. Acte du Parlement Britannique sur la detention
 de Napoléon Bonaparte à St. Helène. S. VII. 1
- 14 Avr. Convention territoriale entre l'Autriche et la
 Bavière signée à Munnich avec les artt. séparés.
 S. VII. 11
- 17 Avr. Convention entre la Gr. Brétagne et la regence
 de Tunis. S. VII. 21
- 26 Avr. Trêve entre le Grand Duc de Toscane et la
 régence de Tunis. S. VII. 22
- 26 Juin. Traité de limites entre la Prusse et le Roi des
 Pays-Bas. S. VII. 24
- Conven-

- 1816** Convention territoriale signée à Francfort entre
 29 Juin. LL. AA. RR. l'Electeur de Hesse et le G.
 Duc de Hesse. S. VII. 64
- 30 Juin. Convention territoriale entre S. M. le Roi de
 Prusse et S. A. R. le G. Duc de Hesse. S. VII. 84
- 1 Juill. Decision arbitrale de la commission nommée
 pour régler la succession dans le Duché de
 Bouillon. S. VI. 490
- 10 Août. Traité d'alliance entre l'Espagne et le Roi des
 Pays-Bas contre les pirateries des barbares-
 ques. S. VII. 84
- 28 Août. Conditions d'armistice entre la Gr. Bretagne et
 le Dey d'Algèr. S. VII. 88
- Déclaration du Dey d'Algèr sur l'abolition de
 l'esclavage. S. VII. 90
- Traité de paix entre le R. des Pays-Bas et la
 régence d'Algèr. S. VII. 88
- 7 Oct. Traité de limites entre la Prusse et le Roi des
 Pays-Bas, signé à Cleve. S. VII. 45
- 27 Oct. Convention signée à Paris entre le Gouverne-
 ment Français et celui de Hambourg sur les
 réclamations de la Banque. S. VII. 91
- 17 Déc. Arrangement entre les comm. Antr. Pruss. et
 Hessois en execution du traité du 30 Juin
 1816 concernant la forteresse de Mayence.
 S. VII. 341

1817

1817.

- 4 Fevr. Convention territoriale entre S. M. B. le Roi
 d'Hannovre et S. A. S. le Duc de Oldenbourg.
 S. VII. 373
- 10 Fevr. Note officielle des ministres des alliés sur la di-
 minution de leur armée en France. S. VII. 93
- 11 Fevr. Ukase Russe sur la franchise des ministres étran-
 gers. S. VII. 96
- 17 Fevr. Patente Prussienne sur la prise de possession en
 vertu des traités avec le Roi des Pays-Bas.
 S. VII. 59
- 25 Fevr. Règlement de la Russie sur la reception des
 étrangers. S. VII. 98
- 12 Mars. Convention entre l'Autriche la Gr. Brét. la Russie
 et la Prusse d'une part et le Roi des Pays-
 Bas de l'autre sur les arrang. territoriaux. S. VII. 413
- 29 Avr. Ukase Russe sur les franchises du Port d'Odesa. S. VII. 103

1817. 1818.

1817	Concordat entre le Roi de Bavière et le Saint	
5 Juin.	Siège.	S. VII. 106
11 Juin.	Concordat entre la France et le St. Siège.	S. VII. 127
23 Juin.	Acte de la diète de la confédération germanique sur l'abolition du D. de detraction et d'émigra- tion en conséquence de l'art. 18. de l'acte de la confédération.	S. VII. 130
7 Juill.	Acte de la diète de la confédération germanique portant la réception du Landgrave de Hesse Hombourg comme membre immédiat de la confédération.	S. VII. 132
10 Juill.	Déclaration sur le commerce entre le Danemarck et le royaume des Pays-Bas.	S. VII. 133
10 Sept.	Acte additionnel au traité de Fredrichsham entre la Russie et la Suède, signé à Petersbourg.	S. VII. 141. 147
23 Sept.	Traité entre la Gr. Bretagne et l'Espagne rela- tivement à la traité des nègres.	S. VII. 135
11 Nov.	Traité de limites entre la Prusse et la Russie.	S. VII. 150

1818

1818.

16 Fevr.	Concordat entre le S. Siège et la cour de Naples.	S. VII. 158
25 Avr.	Convention entre les cours d'Antr. de la Gr. Brét. de Prusse et de Russie d'une part et la France de l'autre portant transaction sur les réclamations particulières.	S. VII. 417
—	Convention entre la Grande-Bretagne et la France.	S. VII. 430



II.

Table Alphabétique.

Table des traités et autres actes contenus dans les sept volumes du recueil, les sept volumes de supplémens et dans les recueils de Messieurs WENK, KOCH, SCHOELL et KLÜBER d'après l'ordre Alphabétique des Puissances qu'ils concernent.

Aix la Chapelle.

- 1766
26 Nov. **L**ettres patentes du Roi de France pour la ville d'Aix la Chapelle concernant le droit d'Aubaine. a. I. 152. b. I. 420

Algèr.

- 1690 Ratifications du traité de paix de 100 ans entre
1692 la France et la régence d'Algèr. K. I. 255.
1703 Traité de paix entre la Gr. Brétagne et le Dey
8 Nov. d'Algèr (en Angl. et Fr.) S. I. 36
1716 Traité de paix et de commerce entre la Gr.
29 Oct. Brétagne et le Dey et la régence d'Algèr.
(en Angl. et Fr.) S. I. 148
1729 Traité de paix entre la Suède et la régence
16 Avr. d'Algèr (renvoi au traité de 1702). S. I. 189
1730 Lettre du Dey d'Algèr aux Provinces-Unies
des Pays-Bas sur la paix. S. I. 202
1731 Traité conclu entre les Provinces-Unies des
28 Août. Pays-Bas et le Dey d'Algèr. S. I. 204
1746 Traité de paix et de commerce entre le Roi
10 Août. de Danemarck et la régence d'Algèr (en
Dan.) W. III. 19.
1748 Traité de paix et de commerce entre l'Empe-
8 Oct. reur Romain Grand-Duc de Toscane et le
Dey de Algèr. S. I. 308
Traité

Algèr.

- 1715 Traité de paix entre la ville de Hambourg et
22 Fevr. la régence d'Algèr. S. II. 1
3 Juin. Article additionnel aux traités entre le Roi de
la Grande-Bretagne et le Dey d'Algèr.
Wenk II. 592
- 1757 Traité entre les E. Gén. des Prov. Unies des
23 Nov. Pays-Bas et la régence d'Algèr (en Holl.)
W. III. 161.
- 1760 Ampliation au traité de paix entre les Prov. U.
26 Mai. des Pays-Bas et la régence d'Algèr (en Holl.)
S. II. 101
- 1762 Articles de paix et de commerce entre le Roi
14 Mai. de la Gr. Bretagne et le Dey d'Algèr, en
Anglais et en Français. (W. III. 292.)
a. IV. 24. b. I. 68
- 1764 Traité d'amitié entre le Roi de France et le
16 Janv. Dey d'Algèr. (K. II. 169). IV. 40. et en
entier. S. III. 68. b. I. 217
- 1772 Traité de paix et de commerce entre le Roi de
16 Mai. Dan. et le Dey d'Algèr. a. VI. 128. b. II. 38
- 1786 Traité de paix et d'amitié entre le Roi d'Espagne
14 Juin. et le Dey et la régence d'Algèr. a. II. 665. b. IV. 126
- 1792 Traité de paix et de commerce entre le Roi et
5 Mai. la Couronne de Suède et la Rép. d'Algèr
en Fr. et Suédois avec un supplément. VI. 297
- 1793 Renouveau des traités entre la République
Mai. Français et la régence d'Algèr. VI. 316
- 1795 Traité de paix et d'amitié entre les Etats-Unis
5 Sept. d'Amérique et le Dey d'Algèr (en Anglais).
VI. 553
- 1799 Décret du Directoire exécutif contre les régen-
15 Fevr. ces d'Algèr, Tunis et Tripolis. VII. 443
- 1800 Armistice entre la France et Algèr. VII. 390
- 20 Juill. Traité définitif de paix entre la France et
30 Sept. Algèr, extrait. VII. 391
- 1801 Traité de paix entre la Rép. Française et la
17 Déc. régence d'Algèr. S. II. 558
- 1802 Lettre du Pr. consul de France au Dey d'Algèr
Juill. et reponse. S. III. 213
- 1813 Traité de paix avec le Portugal sous la média-
14 Juill. tion de l'Angl. S. VII. 268
- 1815 Traité de paix avec les Etats-Unis d'Améri-
3 Juill. que. S. VI. 596
Condi-

Algèr. Allemagne.

1816

- 28 Août. Conditions d'armistice avec la Gr. Brétagne. S. VII. 88
— Déclaration du Dey sur abolition de l'esclavage. S. VII. 90
— Traité de paix avec le Roi des Pays-Bas. S. VII. 88

Allemagne.

1. Empire d'Allemagne — 1806.

- 1648 Acte de cession des évêchés de Lorraine de l'Al-
24 Oct. face de Brisac et de Pignerol délivré à la
France par l'Emp. et l'Empire. K. I. 175.
— Acte particulier de cession de Brisacas, du Land-
graviat d'Alsace, du Sundgau et de la préfecture
du 10 villes Imp. d'Alsace. K. I. 191.
1711 Renouveaulement de l'alliance entre la Reine
Août. Anne de la G. B. et les P. U. des Pays-
Bas d'une part et les cercles associés d'Empire
de l'autre avec un acte séparé (Latin). S. I. 86
1712 Correspondance entre la cour Imp. et celle de
Mars-Août. Rome sur la clause de l'art. IV. de la paix de
Ryswick. K. I. 169.
1735 Articles prélim. de paix entre l'Empereur et la
3 Oct. France à Vienne avec 3 art. sepp. W. I. 1.
1736 Avis de l'Emp. touchant les préliminaires signés
18 Mai. avec la France. W. I. 35.
6 Juin. Diplome de l'Emp. pour la cession du Navarrais
et Tortonis au Roi de Sardaigne. W. I. 38.
7 Juill. Mandatum caesareum de 7 Juill. 1736 ad feudorum
Langarum vasallos et subditos. W. I. 43.
4 Août. Declaration de l'Emp. sur quelques details con-
cernant la paix entre S. M. l'Emp. d'une part
et les Rois d'Esp. et des Siciles de l'autre.
W. I. 49.

Allemagne.

- 1751 Acte de garantie de la paix de Dresde de la part
19 Mai. de l'Empire. W. II. 529-535.
- 1763 Actes relatifs au rétablissement de la paix en
Janv.-Fevr. Allemagne. b. I. 166
- ~~1770~~
13 Dec. Décret de commission de l'Emp. à la diète sur
l'investiture des fiefs de Modene en faveur
Janv. de l'Archiduc Ferdinand; avis de l'Emp. du
8 Janv. et D. de ratif. Imp. du 30 Janv. 1771
(W. III. 810.) a. I. 282. b. I. 715
- 1774 Avis de l'Emp. du 24 Avr. et ratif. Imp. du
Avr.-Mai. 11 Mai du traité d'échange entre la France
et Liège. a. I. 502. b. II. 73
- 1778 Décret de Comm. Imp. du 3 Fevr., avis d'Emp.
Fevr.-Juin. du 15 Mai et D. de ratif. Imp. du 10 Juin.
1778 sur le transport du suffrage de la branche
cadette de Holstein sur le Duché d'Olden-
bourg. a. I. 726. conf. a. III. 263. b. II. 203
- 1779 Lettres patentes du R. de France portant con-
Mai firmation des droits et privilèges du Corps de
la noblesse de la Basse Alsace. a. VI. 187. b. II. 690
- 13 Mai. Paix de Teschen. a. II. 23. b. II. 661
- 1780 Accession de l'Empire à la paix de Teschen.
Fevr. Mars. a. II. 68. b. II. 685
- 1785 Actes de ratification de l'Emp. et de l'Empire
Juin-Juill. du traités de limites de la France avec Nas-
sau Weilbourg, avec Bâle et avec les comtes
de la Leyen. a. II. 580. 587. 590. b. II. 448.
b. III. 326. 358
- 1786 Punctation der Erzbischöflich und resp. Chur-
25 Août. fürstlich und Fürstlichen Abgeordneten zu
Bad-Embs die Erhaltung und Wiederher-
stellung der Bischöflichen Rechte betreffend.
a. IV. 478. b. IV. 140
- 1790 Décret de l'assemblée nationale de France sur
18 Oct. les indemnités à accorder aux Princes d'Al-
lemagne. a. VI. 392
- 1791 D. de l'assemblée nationale sur le même objet.
19 Juin. a. VI. 393
- 1792 D. de la Convention nationale qui rapport les
16 Dec. decrets sur les indemnités pour les Princes
d'Allemagne. a. VI. 393
- 1801 Traité de paix entre la Rép. Française et l'Empe-
9 Fevr. reur et le corps Germanique à Luneville. a. VII. 538
- Actes.

Allemagne.

- 1801 Actes de ratification du traité de Luneville de
Fevr. Mars. la part de l'Emp. et de l'Empire et de celle
de la France. S. II. 296
- 1802 Déclaration des cours de France et de Ruffie
Juill. Août. portant projet d'indemnités en Allemagne.
S. III. 231
- 1803 Recis principal de la deputation extraordinaire
25 Fevr. d'Empire concernant les indemnités à régler
d'après la paix de Luneville. S. III. 231
- 24 Mars. Avis de l'Emp. relativement à la ratification du
27 Avr. recis principal de la deputation, et Decret
de ratification Impériale. S. III. 343
- 1804 Convention sur l'octroi de Navigation du Rhin
15 Août. entre la France et l'Allemagne. S. IV. 36
- 1 Oct. Convention supplémentaire relative à l'octroi
sur la navigation du Rhin. S. IV. 71
- 1805 Actes de ratification de la convention sur
Mars-Mai. l'octroi de navigation du Rhin, de la part
de l'Empire. S. IV. 72
- 1806 Déclaration du Ministère Suédois à la diète por-
13 Janv. tant que le Roi s'abstiendra des délibéra-
tions. S. IV. 291
- 20 Fevr. Lettre des ministres comitiaux de Bohême et
d'Autriche à la diète Germanique en lui
faisant part de la paix de Presbourg. S. IV. 221
- Juin. Actes relatifs aux changemens dans la constitu-
et Juill. tion des Etats de la couronne de Suède en
Allemagne. S. IV. 292

2. Confédération du Rhin.

- 1806 Traité de confédération des états du Rhin signé
12 Juill. à Paris entre l'Emp. des Français et divers
princes et comte d'Allemagne. S. IV. 313
- 1 Août. Note remise à la diète par le chargé d'affaires
de France et déclaration des ministres co-
mitiaux des Souverains et Princes qui ont
signé l'acte de la confédération du Rhin. S. IV. 326
- 6 Août. Acte d'abdication de la couronne Impériale
d'Allemagne par l'Empereur. S. IV. 332
- 9 Sept. Edit du Roi de Danemarc portant réunion du
Duché de Holstein etc. au royaume de Da-
nemarc. S. IV. 347
- Lettre

Allemagne.

- 1806 Lettre de l'Emp. d. Français au Prince Primat
11 Sept. concernant la souveraineté des Etats confédérés du Rhin. S. IV. 341
- 13 Sept. Note circulaire aux Etats de la confédération du Rhin de la part du Prince Primat sur l'inviolabilité du territoire de la confédération. S. IV. 343
- 25 Sept. Traité d'accession du Prince de Wurzburg à la confédération du Rhin. S. IV. 345
- 11 Déc. Traité de paix entre la France et l'Electeur de Saxe avec accession de celui-ci à la confédération du Rhin. S. IV. 384
- 15 Déc. Traité d'accession à la confédération du Rhin par les Ducs de Saxe Weimar, Saxe-Gotha, Saxe-Meiningen, Saxe Hildburghausen et Saxe-Coburg. S. IV. 387
- 1807 Accession de la part des Ducs d'Anhalt Dessau
18 Avr. Bernburg et Cöthen. S. IV. 391
- Accession de la part des Princes Reufs. S. IV. 393
- Accession de la part des Princes de Lippe. S. IV. 396
- Accession de la part du Prince de Waldeck. S. IV. 481
- Accession de la part des Princes de Schwarzbourg. S. IV. 483
- 1808 Convention entre les cours de Bavière, de
9 Sept. Wirtemberg, de Bade, de Hesse et le Prince Primat sur le partage des dettes et pensions de l'ancien collège des comtes d'Empire de Wetteravie signée à Nurenberg. S. VII. 169
- 13 Sept. Transaction entre les membres de l'ancien cercle de Franconie sur le partage des dettes actives et passives. S. VII. 176
- 1809 Décret Français portant suppression de l'ordre
24 Avr. Teutonique dans les états de la confédération du Rhin. S. V. 201
- Décret Français sur le sequestre des biens de Princes d'Empire. S. V. 202
- 15 Nov. Publication du R. de Bavière sur ses traités avec la C. du Rhin. S. V. 222
- 1810 Procès verbal de remise par l'Emp. Français des principautés de Fulde et Hanau au G. Duc de Francfort et par celui-ci à la France de la moitié de l'octroi de la navigation du Rhin. S. VII. 185
- 1811 Convention entre la France et le G. D. de Franc-
28 Déc. fort sur les dettes. S. VII. 214
3. Alle-

Allemagne.

3. Allemagne depuis la dissolution de la confédération du Rhin prononcée par les alliés dès le commencement de 1813 et adoptée à la suite des traités d'accession à la Grande Alliance.

- 1813 Conv. entre la Saxe la Westph. la Hesse et Nassau
14 Mars. sur les dettes de la balliv. de Marburg. S. VII. 276
4 Avr. Acte sur la formation d'un conseil d'adminis-
tration dans les provinces à occuper, arrêtée
entre la Prusse et la Russie à Kalisch. S. V. 566
15 Août. Deux Conventions entre les membres de la ci-
devant confédération Rhenane et l'Archiduc
Antoine grand maître de l'ordre. S. VII. 276.
21 Oct. Convention entre les alliés sur les mesures pour
la réunion de toutes les forces disponibles
en Allemagne. S. V. 615
Nov. Procès verbal de la commission réunie à Franc-
fort pour la concurrence des Etats qui accé-
dent à l'alliance. S. V. 619
— Projet d'obligations à créer à la charge de
l'Allemagne. S. V. 622
— Etablissement d'un système militaire général en
Allemagne. S. V. 624
24 Nov. Procès verbal de la commission de Francfort
pour régler le système de défense de l'Al-
lemagne. S. V. 626
— Règlement sur la formation de l'entretien des
hôpitaux. S. V. 632. 636
1814 Principes généraux des alliés sur l'administration
12 Janv. des provinces Françaises occupées. S. V. 638
14 Mars. Convention entre l'administration centrale des
provinces occupées et l'Elect. de Hesse sur
le partage des charges entre Hanau et Franc-
fort. S. VII. 299
1815 Accession des princes et villes d'Allemagne au
27 Avr. traité d'alliance de Vienne du 25 Mars. S. VI. 138
18 Mai. Traité principal signé à Mergentheim entre di-
vers Princes possesseurs de biens de l'ordre
Teutonique. S. VI. 491

4. Confédération germanique.

- 8 Juin. Acte pour la constitution fédérative d'Allemagne
(en Allemand et Français). S. VI. 353. 369
Protesta-

Allemagne. Amérique.

- 1815 Protestation des princes médiatisés au sujet de
14 Juin. l'acte du Congrès de Vienne. S. VI. 463
— Protestation du Pape au sujet de l'acte du
Congrès. S. VI. 475
1817 Acte de la diète de la confédération germanique
23 Juin. sur l'abolition du droit de détraction et d'émi-
gration en conséquence de l'art. 18. de l'acte
de la confédération. S. VII. 130
7 Juill. Acte de la conféd. germanique portant réception
du Landgrave de Hesse Hombourg. S. VII. 132

Amérique (Etats-Unis).

- 1775 Articles of confederation and perpetual union
20 Mai. entered into by the Delegates of the seve-
ral Colonies of New Hampshire, Massachu-
sett's etc. in General Congress at Philadel-
phia. a. I. 528. b. II. 477
1776 Instruction du Congrès des Etats-Unis de l'Amé-
10 Avr. rique à ses armateurs. a. VI. 178. b. III. 100
4 Juill. Déclaration of independance by the representa-
tives of the united States of America in con-
gress assembled. a. I. 580. b. II. 481
4 Oct. Articles de confédération et d'union perpétuelle
entre les 13 Etats-Unis de l'Amérique septen-
trionale en Français et Anglais. a. I. 586. b. II. 486
An

Amérique.

- 1776 An act to prohibit all trade and intercourse between Great Britain and the Colonies of Newhampshire etc. during the present rebellion. a. IV. 296. b. III. 105
- 1777 Traité définitif entre les Etats de la Caroline méridionale et de la Géorgie d'une part et les Indiens Chirocquois de l'autre. VI. 184
- 10 Mai. Articles de convention entre le Lieutenant-Général Bourgoyne et le Général-Major Gates à Saratoga. a. I. 649. b. II. 559
- 16 Oct. Lettre des commissaires du Congrès en Amérique à tous les Capitaines de vaisseaux de guerre et armateurs des Etats-Unis concernant leur conduite envers les puissances neutres. a. IV. 196. b. III. 16
- 21 Nov. An act for enabling the commissioners etc. to grant commissions for privateers. a. IV. 301. b. III. 16
- 1778 Proclamation du congrès des Etats-Unis de 9 Mai. l'Amérique concernant la navigation neutre. a. IV. 197. b. III. 17
- 6 Fevr. Traité d'amitié et de commerce entre le Roi de France et les Etats-Unis de l'Amérique. a. I. 685. b. II. 587
- Deux articles d'abord inférés dans ce traité mais supprimés par acte du 1 Sept. 1778. a. VII. 51. b. II. 603
- Traité d'alliance éventuelle et défensive entre le Roi de France et les Etats-Unis de l'Amérique. a. I. 701. b. II. 605
- 27 Sept. Règlement du Roi de France concernant les prises que les corsaires Français conduiront dans les Ports des Etats-Unis et vice versa. a. IV. 313. b. III. 123
- 1781 Articles de la Capitulation entre le Général 19 Oct. Washington et le Comte Cornwallis. a. II. 177. b. III. 359
- 1782 Acte du Parlement Britannique pour autoriser Janv. S. M. à conclure un traité de paix ou de trêve avec les Colonies de l'Amérique, en Français et Anglais. a. IV. 441. b. III. 495
- 16 Juill. Contrat entre S. M. le Roi de France et les 13 Etats-Unis de l'Amérique septentrionale au sujet des sommes avancées par la France. a. II. 212. b. III. 396
- Traité.

Amerique.

- 1782 Traité d'amitié et de commerce entre L. H. P. les
8 Oct. Etats-Généraux des Prov. Unies des Pays-
Bas et les Etats-Unis de l'Amérique, en
Français et en Hollandais. a. II. 242. b. III. 427
- Convention entre L. H. P. les Etats-Généraux
des Prov. Unies des Pays-Bas et les Etats-
Unis de l'Amérique concernant les reprises,
en Hollandais et en Anglais. a. II. 278. b. III. 463
- 30 Nov. Articles provisionnels de la paix à conclure, con-
venus entre le commissaire de S. M. Britanni-
que et les commissaires des Etats-Unis de
l'Amérique. a. II. 308. b. III. 497
- 1783 Traité d'amitié et de commerce entre le Roi de
3 Avr. Suède et les Etats-Unis de l'Amérique avec
5 articles séparés; en Anglais. a. II. 328
en Français. a. VII. 52. b. III. 565
- 3 Sept. Definitive treaty of peace and friendship bet-
ween his Britannik Majesty and the United-
States of America. a. II. 497. b. III. 519
- Résolution des Etats-Unis de l'Amérique fixant
le cérémonial à la réception des ministres
étrangers. a. IV. 453. b. III. 706
- 1785 Traité définitif de limites entre la France et
27 Août. l'Espagne. K. II. 477. b. IV. 26
- 10 Sept. Traité d'amitié et de commerce entre S. M. le
Roi de Prusse et les Etats-Unis de l'Amé-
rique. a. II. 566. b. IV. 65
- 1787 Traité d'amitié de commerce et de navigation
25 Janv. entre les Etats-Unis de l'Amérique et l'Em-
pereur de Maroc avec un article additionel.
a. III. 54. b. IV. 247
- 13 Juill. Articles fondamentaux pour la nouvelle Colonie
fondée sur le territoire au Nord-Ouest de
l'Ohio sous les auspices du Congrès des
Etats-Unis de l'Amérique. a. III. 68. b. IV. 276
- 17 Sept. Plan of new constitution of the United States
of America, agreed upon at a Convention
held at New-York. a. III. 76. b. IV. 288
- 1788 Convention entre le Roi de France et les Etats-
14 Nov. Unis d'Amérique pour fixer les droits des
Consuls. a. VII. 109. b. IV. 417
- 1793 Proclamation de la part du Président des Etats-
22 Avr. Unis de l'Amérique touchant la neutralité
des dits états. a. V. 234
- Décla-

Amérique.

- 1794 Déclaration de S. M. Britannique concernant la
26 Mars. libre importation de marchandises des Etats-
Unis d'Amérique en Angleterre; en Anglais. V. 281
- 26 Juin. Traité entre les Etats-Unis d'Amérique et les
Chiroquois (en Angl.) VI. 326
- 11 Nov. Traité entre les Etats-Unis d'Amérique et les
Indiens des six nations (en Angl.) VI. 328
- 19 Nov. Traité d'amitié de commerce et de navigation
entre la Gr. Bretagne et les Etats Unis
d'Amérique; en Angl. et Français. VI. 336
- 2 Déc. Traité entre les Etats-Unis d'Amérique et les
Indes Oneida (en Angl.) VI. 333
- 1795 Ratification conditionnelle de la part des Etats-
14 Juin. Unis d'Amérique de leur traité du 19 Nov.
1794 avec la Grande-Bretagne (en Angl. et
Français). VI. 384
- 5 Sept. Traité de paix et d'amitié entre les Etats-Unis
d'Amérique et le Dey d'Algèr (en Anglais). VI. 553
- 27 Oct. Traité d'amitié de limites et de navigation entre
le Roi d'Espagne et les Etats-Unis d'Amé-
rique (en Angl. et Français). VI. 561
- 1796 Article additionnel entre la Gr. Bretagne et les
29 Fevr. Etats-Unis d'Amérique (en Anglais et Fran-
çais). VI. 390
- 4 Mai. Article explicatoire du traité de commerce du
19 Nov. 1794. entre la Gr. Bretagne et les
Etats-Unis d'Amérique (en Anglais et
Français). VI. 600
- 4 Nov. Traité de paix et d'amitié entre les Etats-Unis
d'Amérique et le Bey de Tripoli. VII. 147
- 1797 Traité de paix entre les E. Unis d'Amérique et
Août. le royaume de Tunis. S. II. 178
- 1798 Loi des Etats-Unis d'Amérique qui déclare que
7 Juill. les traités jusqu'ici conclus avec la France
ne sont plus obligatoires. VII. 278
- 2 Oct. Traité entre les E. Unis d'Amérique et les
Iroquois. S. II. 186
- 1799 Traité d'amitié et de commerce entre le Roi
11 Juill. de Prusse et les Etats-Unis d'Amérique
(en Angl. et Fr.) S. II. 226
- 1800 Convention entre la République Française et les
30 Sept. Etats-Unis d'Amérique. VII. 484
- Nouveau Recueil. T. III. N n Aste*

Amérique.

- 1801 Acte de ratification modifiée de la convention
31 Juill. du 30 Sept. 1800. entre la France et les
E. Unis d'Amérique. S. II. 517
- 1802 Convention entre la Grande-Bretagne et les
2 Janv. Etats-Unis d'Amérique (en Fr. et Angl.) S. III. 202
- 1803 Traité entre la Rép. Française et les Etats-
30 Avr. Unis d'Amérique concernant la cession de
la Louisiane (Fr. et Angl.) S. III. 464
- Convention entre les mêmes de la même date. S. III. 472
- Autre convention entre les mêmes de la même
date. S. III. 476
- 1804 Acte du Congrès des Etats-Unis d'Amérique
4 Nov. pour le maintien de la neutralité. S. III. 554
- 1805 Acte de congrès de l'union des Etats d'Améri-
Mars. que sur la navigation des habitans pendant
la guerre. S. III. 555
- 31 Déc. Traité d'amitié de commerce et de navigation
avec la Gr. Bretagne signé à Londres (non
ratifié) State papers of united States, VI. 353.
- 1808 Acte du congrès américain en supplément à
9 Mars. celui du 22 Déc. 1807. S. V. 459
- 1809 Acte des E. Unis d'Amérique défendant le com-
1 Mars. merce avec l'Angl. et la France. S. V. 475
- 9 Août. Proclamation des E. Unis d'Amérique concer-
nant leur suspension de commerce. S. V. 487
- 1810 Acte des E. U. sur le commerce avec l'Angl.
1 Mai. et la France. S. V. 508
- 19 Juill. Ord. Prussienne défendant le commerce avec
l'Amérique. S. V. 514
- 5 Août. Ord. Prussienne sur le commerce avec l'Améri-
que. S. V. 515
- 27 Oct. Proclamation des E. U. sur la réunion d'une
partie de la Louisiane. S. V. 302
- 1812
4 Avr. Acte des E. U. portant embargo général. S. V. 538
- 13 Avr. Acte du C. américain servant de supplément
aux précédens sur le commerce. S. V. 540
- 23 Juin. Ordre du C. Britannique revoquant les ordres
du 7 Janv. 1807 et 26 Avr. 1809 en faveur
des E. U. d'Amérique. S. V. 547
- 1814
14 Août. Convention avec la nation Creeck. S. VI. 51
Traité

Amérique. Anhalt.

- 1814 Traité de paix avec la Gr. Bretagne à Gand.
 4 Déc. S. VI. 76
 1815 Convention de commerce avec la Gr. Bretagne.
 S. VI. 582
 3 Juill. Traité de paix avec la régence d'Algèr. S. VI. 596
 24 Nov. Déclaration de la Gr. Bretagne aux E. Unis sur
 le commerce avec Ste. Hélène. S. VI. 592

Amérique peuples divers.

- 1764 Preliminary articles of peace, friendship and
 3 Avr. alliance entered into between the English
 and the deputies sent from the whole Se-
 neca nation. a. I. 85. b. I. 220
 1777 Traité définitif entre les états de la Caroline
 20 Mai. méridionale et de la Géorgie d'une part et
 les Indiens Chiroquois de l'autre. VI. 184
 1790 Treaty of peace and friendship between the
 7 Août. United-States of America and the chiefs of
 the Creek nation. a. III. 335. b. IV. 510
 1794 Traité entre les Etats-Unis d'Amérique et les
 26 Juin. Chiroquois (en Angl.) VI. 326
 11 Nov. Traité entre les Etats-Unis d'Amérique et les
 Indiens des six nations (en Angl.) VI. 328
 2 Déc. Traité entre les Etats-Unis d'Amérique et les
 Indes Oneida (en Angl.) VI. 333
 1798 Traité entre les Etats-Unis d'Amérique et les
 2 Oct. Iroquois. S. II. 186
 1814 Convention de la nation Creek avec les Etats-
 10 Août. Unis d'Amérique. S. VI. 51

Angleterre voyés Grande-Bretagne.

Anhalt.

- 1807 Traité entre S. M. l'Emp. d. Français et les Ducs
 18 Avr. d'Anhalt Dessau, Bernbourg et Cöthen por-
 tant l'accession de ceux-ci à la confédéra-
 tion du Rhin signée à Varsovie. S. IV. 391
 1812 Convention de Anhalt Bernbourg avec la Prusse
 8 Avr. sur le droit de détraction. S. V. 407
 22 Juin. Convention d'Anhalt Dessau avec la Prusse sur
 le droit de détraction. S. V. 408
 1815 Traité de subside de la maison d'Anhalt avec la
 10 Juill. Grande-Bretagne. S. VI. 206

Autriche.

Autriche.

- 1708 Traité de mariage entre le Roi Jean V. de Por-
24 Juin. tugal et la Princesse Marie Anne d'Autriche
(en Latin). S. I. 422
- 1720 Déclaration des plénipotentiaires d'Espagne,
19 Avr. d'Autriche, de France et d'Angleterre au
sujet du titre Impérial pour l'Emp. Char-
les VI. et de la langue des traités; ratifiée
par l'Esp. le 20 Mai 1720 (en Esp.) S. I. 433
- 1732 Traité de renouvellement de l'alliance de 1677
3 Nov. entre l'Autriche et la Pologne (en Latin). S. I. 214
- 1733 Convention ou acte de Neutralité pour les Pays-
24 Nov. Bas Autrichiens entre le Roi de Fr. et les
Prov. Unies des Pays-Bas. S. I. 126
- 1735 Articles préliminaires de paix entre l'Empereur
3 Oct. R. et le Roi de France signés à Vienne; avec
trois Articles séparés. W. I. 1.
- 1736 Déclarations de la part de l'Empereur et de la
30 Janv. part de la France sur la paix avec le Roi
d'Espagne et avec le Roi des deux Siciles
à Vienne. W. I. 14. 15.
- 11 Avr. Convention entre l'Empereur et le Roi Très-
Chrétien sur l'exécution des Articles préli-
minaires signée à Vienne. W. I. 16.
- 15 Avr. Déclaration signée à Aranjuez le 15 Avr. de
la part du Roi d'Espagne sur la paix avec
l'Empereur. W. I. 24.
- 1 Mai. Déclaration signée à Naples le 1 Mai de la part
du Roi des deux Siciles sur la paix avec
l'Empereur. W. I. 25.
- 4 Août. Déclaration de l'Empereur sur quelques details
concernant la paix entre S. M. Imp. d'une
part et les R. d'Esp. et de Sicile de l'autre.
W. I. 49.
- 16 Août. Accession du R. de Sardaigne aux prélim.
de la paix. W. I. 50.
- Acte fait entre les généraux des armées de S. M.
Imp. et de S. M. T. Chrétienne en Italie
pour le règlement de ce qui reste du Mi-
lanés. W. I. 131.
- 28 Août. Convention entre l'Empereur et le Roi T. C.
pour la cession et remise actuelle du duché
de Lorrainé au Roi de Pologne Stanislas I.
W. I. 51.

Autriche.

- 1736 Actes secrets et séparés redigés à la suite de la convention de ce jour pour garantir à l'Empereur et au Duc de Lorraine les allodiaux de Parme et de Toscane. K. I. 310. 314. 327.
- 23 Août. et 28 Sept.
- 21 Nov.. Diploma regis Catholici de 21 Nov. 1736. pro cessione ducatum Parmae et Placentiae Caesari et successionis eventualis M. Ducatus Hetruriae domui Lotharingicae. W. I. 62.
- 11 Déc. Diploma caesareum pro cessione regnorum utriusque Siciliae sicut et portuum litoralium Hetruriae regi utriusque Siciliae. W. I. 74.
- Diploma regis utriusque Siciliae pro cessione ducatum Parmae et Placentiae caesari et successionis eventualis magni Ducatus Hetruriae domui Lotharingicae. W. I. 80.
- 13 Déc. Acte de cession du Duc de Lorraine des Duchés de Bar et de Lorraine. W. I. 86.
- 1737 Acte d'investiture éventuelle du Gr. Duché de Toscane en faveur du Duc François de Lorraine par l'Empereur. S. I. 234
- 24 Janv.
- 1738 Convention entre les cours de Vienne et de 22 Mars. Versailles sur les limites du côté de Luxembourg. K. I. 335.
- 18 Nov. Traité définitif de paix entre l'Empereur l'Empire et la France conclu à Vienne le 18 Nov. 1738 avec les ratifications de l'Empereur du 31 Déc. et de la France du 7 Janv. 1739. W. I. 88. 141. 146.
- 1739 Déclaration des ministres plénipotentiaires de 20 Janv. l'Empereur et du Roi Très-Christien. W. I. 148.
- 9 Mars. Acte d'accession du Roi de Sardaigne à la paix de Vienne. W. I. 149. 151. 152. 156.
- 21 Avr. Actes d'accession du Roi d'Espagne et de celui des Deux-Siciles au traité définitif de Vienne. W. I. 157. 172. 176 et 165. 174. 179.
- 1 Sept. Articles préliminaires de paix entre l'Empereur Charles VI. et le Sultan Turc Mahomed, signés au camp. devant Belgrade. W. I. 316. 322. (ajoutés la déclaration de la cour de Vienne au sujet des préliminaires en date du 10 Sept. et la ratification en date du 12 Sept. d. Storia dell'anno 1739. 63. 65).

Autriche.

- 1739 Convention sur l'exécution des préliminaires
7 Sept. signés au camp devant Belgrade. W. I. 323.
- 18 Sept. Traité définitif de paix entre l'Empereur et la
Porte à Belgrade. W. I. 326.
- 22 Oct. Acte de ratification de l'Empereur Romain de
la paix de Belgrade. W. I. 362. 365.
- 5 Nov. Convention lors de l'échange des ratifications
de la paix de Belgrade. W. I. 364.
- 28 Déc. Déclaration d'alliance entre S. M. l'Imp. de
toutes les Russies et S. M. l'Emp. Romain
consignée par l'Amb. de S. M. T. Chrétienne
à la Porte lors de l'échange des ratifications.
W. I. 397.
- 1741 Convention entre S. M. la Reine de Hongrie
2 Mars et la Porte Ottomane. W. I. 585.
- 24 Juin. Traité de subside entre la Grande-Bretagne et
la Reine de Hongrie et de Bohême (en
Allemand). S. I. 262
- 1742 Convention entre la Reine de Hongrie et de
1 Fevr. Bohême et le Roi de Sardaigne. W. I. 672.
- 11 Juin. Articles préliminaires de paix entre le Roi de
Prusse et la Reine de Hongrie et de Bohême
à Breslau. W. I. 734.
- 23 Juill. Déclaration de paix entre S. M. la Reine de
Hongrie et de Bohême et S. M. le Roi de
Pologne El. de Saxe. W. I. 717.
- 28 Juill. Traité définitif de paix entre S. M. le Roi de
Prusse et S. M. la Reine de H. et de Bohême
signé à Berlin. W. I. 739.
- 6 Déc. Schlesischer Gränz-Recess wie solcher von
Ihro Königl. Majestät in Preussen und der
Königinn von Ungarn und Böhmen hiezu
ernannten Commissarien errichtet worden.
W. I. 748.
- 1743 Traité conclu à Worms entre S. M. Britannique,
13 Sept. la Reine de Hongrie et de Bohême et le
Roi de Sardaigne. W. I. 677.
- 20 Déc. Traité d'alliance entre la Reine de Hongrie
et de Bohême et le Roi de Pologne comme
Electeur de Saxe. W. I. 722.
- 1745 Traité de quadruple-alliance entre le Roi de
8 Janv. Pologne Electeur de Saxe, le Roi de la Gr.
Bretagne, la Reine de Hongrie et de Bohême
et les Provinces-Unies des Pays-Bas signé
à Varsovie, W. II, 171.

Décla-

Autriche.

- 1745 Déclaration du R. de Pologne Elect. de Saxe
15 Mars. lors de l'échange des ratifications du traité
de Varsovie. S. III. 24
- 22 Avr. Articles préliminaires de paix entre la Reine
de Hongrie et de Bohême et l'Electeur de
Bavière à Füssen. W. II. 180.
- 18 Mai. Traité dit de partage éventuel entre l'Autriche
et le Roi de Pologne électeur de Saxe.
S. I. 270
- 25 Déc. Traité définitif de paix, de reconciliation et
d'amitié entre S. M. l'Imp. R. de Hongrie
et de Bohême et S. M. le Roi de Prusse,
signé à Dresde. W. II. 194.
- Traité définitif de paix, de reconciliation et
d'amitié entre S. M. l'Imp. R. de Hongrie
et de Bohême et S. M. le Roi de Pologne
El. de Saxe à Dresde. W. II. 207.
- 1746 Traité d'alliance entre l'Autriche et la Russie
22 Mai. (avec le 4^{me} Art. sép. et l'extrait des autres).
S. I. 272
- 27 Juill. Convention entre l'Imp. Reine de Hongrie
et de Bohême et l'Electeur de Bavière.
W. II. 229.
- 1747 Traité entre l'Empereur François I. Grand Duc
25 Mai. de Toscane et la Porte Ottomane qui per-
petue la paix de Belgrade. S. I. 290
- 1748 Traité d'alliance défensive entre l'Imp. R. de
26 Janv. Hongrie et de Bohême, les Rois de la Gr.
Brétagne et de Sardaigne, et les Prov. Unies
des Pays-Bas. W. II. 410.
- 23 Mai. Déclaration d'accession conditionnelle de S. M.
l'Imp. Reine aux articles préliminaires.
W. II. 323.
- 31 Mai. Déclaration des ministres plénipotentiaires aux
conférences d'Aix la Chapelle relative à
l'art. II. des préliminaires. W. II. 320.
- 8 Oct. Traité de paix et de commerce entre l'Empe-
reur Romain Grand-Duc de Toscane et le
Dey d'Algèr. S. I. 308
- 18 Oct. Traité général et définitif de paix entre le Roi
de la Gr. Brétagne, la Reine de Hongrie et
de Bohême d'une part et le Roi T. Chrétien
de l'autre, comme aussi entre le Roi
de la Gr. Brétagne, l'Imp. Reine et le Roi

Autriche.

- 1748 de Sardaigne d'une part et le Roi d'Espagne de l'autre, ainsi que les E. G. des Prov. Unies des Pays-Bas comme auxiliaires du Roi de la Gr. Bretagne et le D. de Modène et la Rép. de Gènes comme auxiliaires du Roi d'Espagne fait à Aix la Chapelle. W. II. 337.
- 28 Oct. Convention particulière entre le Roi de la Gr. Bretagne et l'Imp. Reine touchant l'exécution du traité définitif. W. II. 361.
- 4 Déc. Convention signée à Nice en exécution de l'Art. VIII. du traité définitif d'Aix la Chapelle. K. I. 446.
- 23 Déc. Traité de paix entre S. M. l'Empereur Romain et la régence de Tunis. S. I. 315
- 1749 Convention entre les commissaires de S. M.
- 11 Janv. T. Chrét. de S. M. l'Imp. R. d'Hongrie et de Bohême et les S. Etats-Gén. des Prov. Unies des Pays-Bas. W. II. 426.
- 21 Janv. Convention principale entre l'Imp. Reine et le Duc de Modène et la Rép. de Gènes touchant l'évacuation des Pays-Bas fait à Nice. W. II. 430.
- 27 Janv. Traité entre l'Empereur Romain G. D. de Toscane et la régence de Tripoli. S. I. 320
- 1750 Convention entre les deux puissances maritimes la cour de Vienne et l'élect. de Bavière concernant Mirandola et Concordia. W. II. 461.
- 22 Août.
- 30 Oct. Acte d'accession de S. M. Britannique au traité d'alliance du 1746 entre la Russie et l'Autriche. S. III. 26
- 1751 Acte de garantie de la paix de Dresde de la part
- 10 Mai. de l'Empire. W. II. 529-535.
- 6 Juill. Bulla S. P. Benedicti XIV. qua conventio inter Imperatricem reginam Mar. Theresiam et Rempubliam Veneram inita de abolendo Patriarchatu Aquilejensi etc. confirmatur et perficitur. W. II. 506.
- 1752 Articles préliminaires signés à Madrid entre
- 14 Avr. l'Esp. l'Autriche, l'Empereur comme G. D. de Toscane et le Roi de Sardaigne. K. I. 497. SCHOKLL II. 462.
- 14 Juin. Traité d'alliance entre l'Imp. Reine de Hongrie et de Bohême et les Rois d'Espagne et de Sardaigne

- 1752 Sardaigne conclu à Aranjuez (auquel ont accédé le D. de Parme et le Roi des deux Siciles (Lat. et Fr.) W. II. 707.
- 2 Août. Trattato per il regolamento de' confini fra S. M. l'Imperatrice regina etc. duchessa di Milano etc. e i dodeci cantoni Elvetici di Varese; con un articolo separato. (All.) W. III. 35.
- 1753 *Articulus secretissimus* entre la Russie et l'Autriche concernant la Porte et l'alliance de 1746. (All.) S. III. 30
- 1754 Traité de limites entre l'Imp. Reine et la République de Venise. S. II. 64
- 1756 Convention de neutralité entre S. M. Très-Chrétienne de S. M. l'Imp. Reine de Hongrie et de Bohême signée à Versailles. W. III. 139.
- Traité d'amitié et d'alliance entre les mêmes puissances le même jour avec 2 articles séparés. W. III. 141.
- Cinq articles signés séparément entre les mêmes puissances. K. II. II. SCHOELL III. 19.
- 10 Juin. Traité de paix entre l'Imp. R. de Hongrie et de Bohême et la République de Venise. W. III. 116.
- 31 Déc. Acte d'accession de la Russie au traité de Versailles du 1 Mai 1756 entre la France et l'Autriche. S. III. 33
- 1757 Convention entre la France, l'Impératrice Reine et la Suède sur l'exercice de la garantie de la paix de Westphalie. K. II. 33. 38. SCHOELL III. 33.
- 1 Mai. Traité d'union et d'amitié entre l'Autriche et la France avec 10 articles séparés, signé et ratifié *). K. II. 43. SCHOELL III. 129.
- 22 Sept. Convention de subside entre la Fr. l'Autriche et la Suède. K. II. 89. SCHOELL III. 168.
- 30 Oct. Convention de garantie entre l'Imp. R. et l'Elect. Palatin. (All.) W. III. 157. (Fr. et avec une déclaration de l'Imp. Reine. K. II. 97.)
- 5 Nov. Accession de l'Impératrice de Russie à la convention du 21 Mars entre la Fr. l'Autr. et la Suède. K. II. 103.

*) C'est par une erreur, que Mr. Koon lui même a été le premier à rectifier, que cet auteur a allégué dans l'ouvrage cité ci-dessus que ce traité étoit demeuré sans ratification.

Autriche.

- 1757
 30 Nov. Traité de commerce entre le Saint-Siège et la
 et 7 Déc. Lombardie Autrichienne (en Ital.) S. II. 76
 10 et 17 Concordat entre le Saint-Siège et l'Imp. Reine
 Déc. comme Duchesse de Milan (en Ital.) S. II. 82
 1758 Bulle du Pape par la quelle il confirme à l'Imp.
 19 Août. Reine le titre d'Apôstolique (en Latin.)
 W. III. 181.
 20 Oct. Accession de l'Autriche et garantie du traité du
 4 Mai entre la France et le Danemarc.
 SCHORLL III. 202.
 30 Déc. Traité d'alliance entre l'Imp. Reine et le Roi
 de France signé à Versailles. W. III. 185.
 1759 Traité entre l'Imp. Reine de Hongrie et de Bo-
 3 Oct. hème et Charles III. Roi des deux Siciles,
 au sujet de Parme etc. W. III. 206.
 1760 Accession de l'Imp. de Russie au traité defensif
 7 Mars. de Versailles du 30 Déc. 1758. entre la Fr.
 et l'Antr. K. II. 121. SCHORLL III. 189.
 21 Mars. Déclaration de l'Autriche en accédant au traité de
 1758 entre la France et le Danemarc. S. III. 44
 — Traité d'alliance entre la Russie et l'Autriche
 avec les Articles séparés et secrets. S. III. 45
 — Convention entre la Russie et l'Autriche concer-
 nant la guerre contre le Roi de Prusse. S. III. 60
 17 Sept. Accession du R. de Suède au traité conclu entre
 S. M. T. C. et l'Autriche. W. III. 268.
 1763 Tractat zwischen Sr. K. K. apostolischen Majestät
 8 Fevr. als Herzogin v. Mayland und löblichen gem.
 drey Bündten. (W. III. 420.) a. VI. 5. b. I. 176
 15 Fevr. Traité de paix entre S. M. l'Imp. Reine de Hong-
 grie et de Bohème et S. M. le Roi de Prusse
 à Hubertsbourg. (W. III. 268.) a. I. 61. b. I. 136
 — Deux articles secrets ajoutés au précédent traité.
 W. III. 378. b. I. 143
 20 Mars. Acte séparé entre S. M. l'Imp. Reine de Hongrie
 et de Bohème et S. M. le Roi de Prusse con-
 cernant leurs alliés, en Allemand. (W.
 III. 378.) a. I. 69. b. I. 144
 1764 Traité d'accomodement conclu entre l'Impératri-
 27 Avr. ce Reine et l'Electeur Palatin. K. II. 174.
 25 Juin. Gränz-Tractat zwischen Sr. K. K. apostol. Maj.
 und der durchlauchtigsten Republik Venedig
 betreffend den Gebrauch des Wassers des
 Flusses Tartaro. a. I. 97. b. I. 230
 Fort-

Autriche.

- 1765 Fortsetzung des Gränztractats zwischen Sr. K. K.
19 Juin. apostolischen Majestät und der Republik Ven-
nedig wegen der Gewässer des Tartaro.
a. I. 117. b. I. 254
- 1766 Convention entre S. M. le Roi de France et
24 Juin. S. M. l'Imp. Reine de Hongrie et de Bohème
sur l'abolition du droit d'Aubaine. (W.
III. 587.) a. III. 232. b. I. 402
- 1769 Traité entre le Roi de France et l'Impératrice
16 Mai. Reine de Hongrie et de Bohème pour régler
les limites des Etats respectifs dans les
Pays-Bas. a. I. 265. b. I. 661.
- 1771 Convention non ratifiée entre S. M. Imp. et
6 Juill. Royale et la Porte Ottomane. (W. III. 320.)
VI. 134. b. II. 19
- 1772 Traité entre la Russie et l'Autriche sur le dé-
25 Juill. membrement de la Pologne. K. II. 311. b. II. 93
- 1773 Traité de cession entre S. M. l'Imp. Reine de
18 Sept. Hongrie et de Bohème et le Roi et la Ré-
publique de Pologne T. I. p. 174. mais mieux
en Français et en Allemand. a. IV. 110. b. II. 109
- 1774 Lettres patentes sur une convention entre le Roi
29 Août. de France et l'Imp. Reine concernant quel-
ques prieurés en Alsace. K. II. 345. b. II. 323.
- 1775 Deux actes séparés entre l'Imp. Reine de Hon-
16 Mars. grie et de Bohème et le Roi et la Républi-
que de Pologne. a. IV. 126. b. II. 116
- 14 Oct. Convention conclue entre le Roi de France et
l'Imp. Reine de Hongrie et de Bohème au
sujet des bénéfices réguliers dépendans des
abbayes situées en France et dans les Pays-
Bas autrichiens. a. I. 534. b. II. 412
- 1776 Convention de limites entre l'Imp. Reine de
9 Fevr. Hongrie et de Bohème et le Roi et la Ré-
publique de Pologne. (K. II. 396. SCHOELL
XIV. 80.) I. 479. et mieux. S. II. 131. b. II. 124
- 1777 Extrait de la convention de limites entre l'Au-
triche et la République de Venise. a. VI. 182. b. II. 504
- 26 Déc. Traité entre l'Imp. Reine comme duchesse de
Milan le Gr. Duc de Toscane et le Duc de
Modène relatif au commerce sur la route de
Pistoja. S. II. 136. b. II. 562
Vergleich

Autriche.

- 1778 Vergleich wegen der Bayerischen Erbfolge zwi-
 3 Janv. schen I. K. Kön. apostolischen Majestät und
 S. Churf. Durchlaucht von der Pfalz zu
 Wien. a. I. 653. b. II. 582
- 1779 Traité de paix entre S. M. l'Impératrice de
 13 Mai. Hongrie et de Bohême et S. Maj. le Roi de
 Prusse conclu à Teschen avec les conven-
 tions séparées entre l'Autriche et la Saxe,
 l'Autriche et l'Electeur Palatin, entre la
 Saxe et l'Electeur Palatin les actes d'accession
 du Duc des Deux-Ponts, de S. M. l'Empereur
 et les actes de garantie de la France et de
 la Russie. a. II. I. b. II. 661
- 28 Nov. Traité entre l'Impératrice Reine de Hongrie et
 de Bohême et le Roi de France concernant
 les limites de leurs Etats respectifs dans les
 Pays-Bas. a. II. 56. b. II. 730
- 1780 Kaiserliches Commissions-Decret an die Reichs-
 Fevr. versammlung vom 8 August 1779; Reichs-
 Mars. gutachten vom 28 Februar 1780 und Kai-
 serliches Ratifications-Decret vom 8 März
 1780 den Beytritt und Einwilligung des
 Reichs zu dem Teschner Frieden betreffend.
 a. II. 68-73. b. II. 685
- 3 Oct. Renouvellement de la convention de 1775 entre
 la Lombardie Autrichienne et la Républi-
 que de Venise concernant l'extradition des
 criminels (Ital.) S. II. 155
- 1781 Traité entre S. M. l'Empereur Rom. et l'Imp.
 10 Juill. de Russie relativement à la neutralité armée
 (il est douteux si la date et le traité sont
 authentiques) en Italien. a. IV. 404. b. III. 252
- 9 Oct. Acte d'accession de S. M. l'Empereur Romain
 aux principes et aux mesures proposées par
 la Russie pour le maintien du commerce et
 de la navigation neutre, et acte d'accepta-
 tion de la part de la Russie. a. II. 171. b. III. 257
- Nov. Actes relatifs à l'évacuation des forteresses ser-
 vant de barrière aux Etats-Unis. a. IV. 433. b. III. 364
- 12 Déc. Ordonnance de S. M. l'Empereur concernant la
 police maritime dans les Pays-Bas Au-
 trichiens. a. IV. 437. b. III. 297
- Befehl

Autriche.

- 1783 Befehl der Türkischen Pforte an den Fürsten der
16 Oct. Wallachey wegen Empfang eines Oesterreichischen Geschäftsträgers. a. III. 278. b. III. 702
Soſtanza del tratato di amifta prefentato à S. M.
Impériale per l'ambaffadore del Imp. de
Maroc. a. II. 503. b. III. 705
- 1784 Convention zwischen dem R. Kaifer Joseph II.
20 Janv. und Papſt Pius VI. a. II. 508. b. III. 732
- 24 Fevr. Edit ou Sened de la Porte Ottomane pour fa-
vorifer le commerce de l'Autriche, en Fran-
çais. a. II. 511
mais mieux en Allemand. a. IV. 458. b. III. 720
- 9 Mars. Chriſóvol des Fürſten der Moldau zum Vor-
theil der Oeſterreichiſchen Unterthanen.
a. III. 292. b. III. 728
- 27 Août. Ordonnance de S. M. Imp. et royale qui re-
ſtreint l'importation de marchandises étran-
gères dans ſes Etats. a. VI. 217. b. III. 751
- 31 Août. Traité fait à Munic entre l'Empereur et l'Electeur
de Bavière pour régler définitivement les
limites du quartier de l'Inn. K. II. 469. b. III. 754
- 4 Déc. Conventione toccante al trattamento dei ſud-
diti reciproci tra S. M. Imp. Duca di Milano
e di Mantova e il Gran Cuca di Toscana;
ſubſtance. a. II. 543. b. III. 781
- 1785 Convention entre le Commiſſaire de S. M. l'Em-
1 Avr. pereur et les Commandans des villes Hol-
landaiſes de Sas-de-Gand et de Philippine
relativement aux inondations. a. II. 550. b. IV. 9
- 14 Mai. Verordnung Kaiſer Joſeph II. die Einſchrän-
kung des Abzugsrechts in ſeinen Staaten
betreffend. a. II. 561. b. IV. 13
- 20 Sept. Articles arrêtés préliminairement pour ſervir de
baſe au traité à faire entre l'Empereur et
les E. Gén. des Prov. Unies ſous la média-
tion de la France. a. II. 598. b. IV. 50
- 1 Nov. Edit de l'Impératrice de Ruſſie au ſujet du
commerce et de la navigation des ſujets
Autrichiens. a. II. 620. b. IV. 72
- 8 Nov. Traité d'accord définitif entre S. M. Imp. et
royale Apoſtolique et les Prov. Unies des
Pays-Bas; ſous la médiation et la Garantie
de la France avec une convention ſeparée.
a. II. 602. b. IV. 55
Kaiſer

Autriche.

- 1785 12 Nov. Kaiferlich Königliche Verordnung wegen des Handels und der Schiffahrt der ruffischen Unterthanen in den Kaiferlich Königlichen Erblanden. a. II. 632. b. IV. 84
- 1786 19 Avr. Auszug des Hauptvergleichs, welcher zwischen S. K. Maj. Joseph II. und dem Erzstifte Salzburg getroffen worden. a. II. 646. b. IV. 105
- 1790 21 Juill. Acte de cession du Grand-Duché de Toscane à la branche puînée de la maison d'Autriche (en Latin). a. VI. 278. b. IV. 467
- 27 Juill. Déclarations signées à Reichenbach savoir: déclaration de la part des Plénipotentiaires de S. M. Apostolique; Contredéclaration de la part du Ministre de S. M. Prussienne et déclaration de ce dernier touchant les affaires des Pays-Bas. a. III. 147. b. IV. 500
- 1 et 2 Août. Ratifications de l'Empereur Leopold II. de la déclaration et contredéclaration de Reichenbach et de la déclaration de la Prusse touchant les Pays-Bas; datées du 1 et 2 Août; et ratification de la part du Roi de Prusse des trois susdites déclarations en date du 5 Août. a. IV. 565. b. IV. 505
- 23 Août. Résolution secrète des Etats Généraux relativement à la garantie des déclarations de Reichenbach. a. IV. 569. b. IV. 508
- 19 Sept. Acte d'armistice entre le Roi d'Hongrie et de Bohême et la Porte Ottomane sous la médiation de la Prusse. a. IV. 571. b. IV. 531
- 10 Déc. Convention relative aux affaires belgiques entre les Ministres Plénipotentiaires de S. M. l'Empereur, les Rois de la Gr. Bretagne et de Prusse et les Prov. Unies des Pays-Bas. a. III. 342. b. IV. 535
- 1791 25 Juill. Substance du traité préliminaire conclu entre les Cours d'Autriche et de Prusse. V. 5
- Acte séparé et secrèt ajouté à la précédente convention. S. II. 171
- 4 Août. Traité de paix entre S. M. Imp. royale Apostolique et la Porte Ottomane à Sistow; avec une déclaration des ministres médiateurs, de la Grande-Bretagne, de la Prusse et des Prov. Unies, et une convention séparée. V. 18
- Déclara-

Autriche.

- 1791 Déclaration signée en commun par S. M. l'Em-
27 Août. pereur Romain et S. M. le Roi de Prusse à
Pillnitz, avec 6 articles séparés. V. 35
- 1792 Allianz- Tractat zwischen l. Majestäten dem
7 Fevr. römischen Kaiser und dem Könige von
Preussen geschlossen. T. V. p. 77. mieux
en Fr. S. II. 172
- 12 Mai. Notes échangées avec le Danemarck sur une
1 Juin. coalition. SCHÖELL IV. 239.
- 14 Juill. Traité d'alliance défensive entre S. M. l'Imp. de
toutes les Russies et S. M. le Roi de Hongrie
et de Bohême. VII. 497
- 1793 Convention entre S. M. l'Empereur Romain et
30 Août. S. M. Britannique relative à la guerre, en
Français et en Anglais. V. 170
- 17 Sept. Convention entre S. M. l'Empereur Romain et
S. A. S. le Landgrave de Hesse- Darmstadt
relative à la restitution des troupes. V. 176
- 1795 Déclaration échangée entre les Plénipotentiaires
3 Janv. de l'Imp. de Russie et de la Cour de Vienne
relative au partage de la Pologne. VI. 699
- 7 Avr. Substance d'une Convention entre les Commis-
saires de S. M. Imp. et royale et ceux de la
France concernant les individus qui n'ont
pas été pris les armes à la main. VI. 507
- 4 Mai. Convention entre S. M. Imp. et royale et S. M.
Britannique sur un emprunt (en Anglais et
Français). VI. 509
- 20 Mai. Traité d'alliance défensive entre S. M. Britan-
nique et S. M. Impériale et royale; en Angl.
et Français. VI. 522
- 1 Oct. Actes relatifs à la réunion de la Belgique et de
Liège à la France. VI. 432-440
- 1797 Acte d'accession de l'Empereur des Romains à
26 Janv. la convention signée le même jour entre la
Prusse et la Russie au sujet de la Pologne. VI. 707
- 7 Avr. Actes concernant la suspension d'armes entre
S. M. l'Empereur Roi et la France. VII. 169-186
- 18 Avr. Traité de paix paix préliminaire conclu à Leoben
entre la France et l'Autriche avec 11 arti-
cles séparés et secrets. S. III. 126
- 25 Juill. Déclarations uniformes des Cours de Vienne
de Petersbourg et de Berlin relatives au
partage de la Pologne remises à la diète
d'Empire. VI. 717
Traité

Autriche.

1797	Traité de paix conclu à Campo-Formio entre la France et l'Autriche avec 14 articles secrets.	VII. 208
17 Oct.		
1 Déc.	Convention dite militaire entre S. M. l'Empereur Roi et la République Française.	VII. 225
28 Déc.	Actes relatifs à l'occupation de Mayence par les troupes Françaises.	VII. 229
1798	Traité d'alliance conclu entre l'Autriche et le Roi des deux Siciles.	VII. 253
19 Mai.		
17 Oct.	Convention entre l'Autriche et les Grisons.	VII. 279
1800		
5 Juin.	Convention pour l'évacuation de Gênes.	VII. 393
16 Juin.	Armistice entre le Général Berthier et le Général Melas après la bataille de Marengo.	VII. 396
20 Juin.	Articles entre les Généraux C. de Hohenzollern et Suchet sur l'exécution de la précédente convention.	VII. 398
—	Convention entre S. M. Britannique et S. M. l'Empereur Romain sur un prêt de 2 millions L. Sterling.	VII. 387
22 Juin.	Convention pour l'occupation de Gênes par les Français.	VII. 400
15 Juill.	Convention entre les Généraux en Chef des armées Française et Impériale en Allemagne pour un armistice.	VII. 401
28 Juill.	Articles préliminaires de paix entre la France et l'Autriche, non ratifiés.	VII. 407
31 Juill.	Articles arrêtés entre les Généraux en Chef des armées Française et Impériale en Italie.	VII. 404
20 Sept.	Convention d'une suspension d'armes entre les armées Imp. et Française à Hohenlinden.	VII. 410
29 Sept.	Convention d'armistice entre les armées Imp. et Française en Italie à Castiglione.	VII. 414
31 Oct.	Proclamation du Général Moreau touchant la démolition de Ulm, Ingolstadt et Philipsbourg.	VII. 413
25 Déc.	Convention d'armistice entre les armées Française et d'Autriche en Allemagne à Steyer.	VII. 528
1801	Armistice entre les armées Françaises et Autrichiennes en Italie, signé à Treviso.	VII. 532
16 Janv.		
26 Janv.	Conv. pour la prolongation de l'armistice entre la France et l'Autriche à Luneville.	VII. 536
9 Fevr.	Traité de paix entre la République Française et l'Empereur et le corps germanique à Luneville.	VII. 538
		Ordon-

Autriche.

- 1801 Ordonnance de l'Autriche concernant l'entrée
25 Mars. des étrangers dans ses états. S. II. 332
- 1802 Convention entre l'Empereur Roi de Hongrie et
26 Déc. Bohême et la Rep. Française avec accession
de la Russie, concernant les indemnités
pour le D. de Modène et le G. D. de Toscane.
S. III. 228
- 1803 Ordonnance de l'Autriche sur l'observation de
7 Août. la neutralité. S. III. 540
- 1804 Patente de S. M. l'Emp. Romain sur l'adoption
11 Août. du titre d'Empereur héréditaire d'Autriche. S. IV. 89
- 1805 Actes relatifs à l'accession de l'Autriche à la
9 Août. convention signée le 11 Avril entre la Gr.
Brétagne et la Russie. S. IV. 169
- 1805 Août. Correspondance avec la France qui a précédé la
rupture. SCHÖELL VIII. 119 - 137.
- 1805 Oct. Capitulations entre les Français et les Autrichiens
à Ulm, à Trostingen, Kuffstein, Dornbern. S. IV. 202
- 1805 Nov. Armistice entre LL. MM. II. de France et
6 Déc. d'Autriche à Austerlitz. S. IV. 202
- 1805 26 Déc. Traité de paix entre S. M. l'Empereur d'Alle-
magne et d'Autriche et S. M. l'Emp. des
Français à Presbourg. S. IV. 212
- 1806 1806 Déclarations remises par les plénipotentiaires
1 Janv. de S. M. l'Emp. des Romains et d'Autriche
au moment de l'échange des ratifications du
traité de Presbourg. S. IV. 220
- 1806 3 Janv. Convention conclue entre le Prince de Lich-
tenstein et le maréchal Berthier, relative-
ment à l'échange de l'Artillerie et des mu-
nitions etc. S. IV. 222
- 1806 12 Fevr. Acte relatif à la cession de Salzbourg et Berch-
tesgaden par l'archiduc Ferdinand à l'Emp.
d'Autriche. S. IV. 247
- 1806 20 Fevr. Lettre des ministres comitiaux de Bohême et
d'Autriche à la diète germ. en lui faisant
part de la paix de Presbourg. S. IV. 221
- 1806 Juill. Publications relatives aux titres pris par la mai-
son de Nassau, par le Prince Primst, par
et Août. l'Emp. d'Autriche, par le G. D. de Bâde et
le Roi de Wurtemberg. S. IV. 333 - 340
- 1807 1807 Traité entre le Roi de Bavière et l'Archiduc
12 Juin. G. D. de Wurzburg au sujet de terres de
la noblesse immédiate. S. IV. 402
- Nouveau Recueil. T. III. O o Conven.

Autriche.

- 1807 Convention additionnelle de paix et de limites
10 Oct. entre l'Emp. Français, Roi d'Italie et l'Em-
pereur d'Autriche; à Fontainebleau. S. IV. 468
- 5 Nov. Convention entre le Gouvernement Autrichien
et celui de Bavière touchant la levée du sé-
questre sur les biens privés. S. IV. 472
- 1808
- 7 Mai. Convention en forme d'édits avec la Russie. S. V. 74
- 1809 Convention entre l'Archiduc Ferdinand et les
21 Avr. alliés sur la neutralité de Varsovie. S. V. 199
- 24 Avr. Décret français portant suppression de l'ordre
teutonique dans les Etats de la confédération
du Rhin. S. V. 201
- Décret Français sur le sequestre des biens des
princes d'Emp. S. V. 202
- 12 Mai. Capitulation de Vienne. S. V. 204
- 22 Juin. Capitulation de Raab. S. V. 207
- 12 Juill. Suspension d'armes entre la France. S. V. 209
- 14 Oct. Traité de paix avec la France à Vienne. S. V. 217
- 1810 Acte de cession et de démarcation avec la Russie
- 19 Mars. signé à Leopold. S. V. 252
- 30 Août. Convention avec la France sur la revocation
du décret du 24 Avr. 1809 concernant les
sequestres. S. V. 277
- 1812 Traité d'alliance entre la France avec les art. sép.
- 14 Mars. S. V. 427
- 1813 Convention avec la Saxe sur le passage des
8 Avr. troupes (faussement allignée sous 8 Août). S. V. 591
- 5 Juin. Armistice entre les Puissances belligérantes à
Pöschwitz (non Pleiswitz). S. V. 582
- 30 Juin. Convention avec la France sur la médiation
de la paix. S. V. 586
- 26 Juill. Convention pour la prolongation de l'armistice
du 5 Juin. S. V. 587
- 9 Sept. Traités d'alliance avec la Russie et la Prusse
à Toeplitz. S. V. 596. 600
- Article séparé joint au traité avec la Prusse. S. VII. 295
- 3 Oct. Traité préliminaire d'alliance entre la Gr. Bré-
tagne. S. V. 607
- 8 Oct. Traité préliminaire d'alliance avec la Bavière
à Ried; avec les articles sép. et secrets. S. V. 610
- 21 Oct. Convention entre les alliés sur la réunion des
forces disp. d'Allemagne. S. V. 615
- Traité

Autriche.

1813. Traité préliminaire d'alliance avec le Wirtemberg signé à Francfort; avec les art. séparés et secrets et avec accession du Roi de Prusse. S. V. 643
- 2 Nov. Traité avec Bâle. S. V. 649
- 20 Nov. Traité des alliés avec l'Elect. de Hesse à Francfort. S. V. 651
- 2 Déc. Traité des alliés avec le Danemarck. S. V. 657
- 15 Déc. Traité avec la Cour de Naples avec les articles séparés et secrets. S. V. 660
- 11 Janv. Principes généraux des alliés sur l'administration des provinces Françaises occupées. S. V. 638
- 12 Janv. Traité d'alliance signé à Chaumont entre les alliés. S. V. 683
- 1 Mars. Déclaration des alliés lors de la rupture des négociations de Chatillon. S. V. 688
- 15 Mars. Traité des alliés avec Bonaparte. S. V. 695
- 11 Avr. Convention des alliés avec Monsieur, frère du Roi. S. V. 706
- 23 Avr. Conventions militaires pour l'évacuation de l'Italie. S. V. 710. et S. VII. 303
- Avril. Traité de paix de Paris entre les alliés et la France. S. VI. 1
- 30 Mai. Actes relatifs à l'adm. des pays cédés par la France. S. VII. 309
- 31 Mai. Convention avec la Bavière à Paris. S. VI. 18
- etc. Convention supplémentaire avec l'Anglet. S. VI. 40
- 3 Juin. Déclarations des Puissances signataires du traité de Paris sur la traité des nègres annexée à l'acte du Congrès de Vienne. S. VI. 432
- 29 Juin. Règlement entre les membres du Congrès sur le rang entre les agens diplomatiques. S. VI. 449
1815. Déclaration des P. réunies au Congrès, au sujet de la Suisse. S. VI. 157
- 8 Fevr. Réglemens pour la libre navigation des rivières. S. VI. 434
- 19 Mars. Traité d'alliance signé à Vienne entre les 4 alliés. S. VI. 112
- 25 Mars. Extrait de la conv. entre l'Autr., la Russie, la Prusse et la Bavière. S. VII. 313
- 2 Avr. Convention avec le Wirtemberg sur le passage des troupes. S. VI. 185
- 5 Avr. Convention éventuelle avec la Bavière (non ratifiée.) S. VI. 451
- 23 Avr. Conven-

Autriche.

- 1815 Convention entre les Commissaires des P. alliées
 24 Avr. sur l'économie de l'armée en pays amis. S. VII. 309
- 30 Avr. Convention additionnelle entre la Gr. Bretagne
 et les trois alliés. S. VI. 121
- 3 Mai. Traité de Vienne avec la Russie. S. VI. 225
- Traité de Vienne avec la Prusse et la Russie sur
 Cracovie. S. VI. 251
- 9 Mai. Contredéclaration de l'Autriche à celle du
 25 Avril de la Gr. Bretagne. S. VI. 118
- 12 Mai. Extrait du procès verbal des conférences de
 Vienne sur Napoléon Bonaparte. S. VI. 263
- 18 Mai. Traité avec le Roi de Saxe à Vienne. S. VI. 272
- 19 Mai. Convention de Vienne relative à la formation
 d'un parc d'armée par le rayon Russe. S. VII. 313
- Item. sur l'administration des hopitaux. S. VII. 317
- 20 Mai. Convention militaire avec les armées de Naple.
 S. VI. 293
- Traité avec la Sardaigne, à Vienne, avec un
 annexe à l'art. VII. S. VI. 298
- 27 Mai. Convention des alliés avec la Suisse portant son
 accession à la déclaration du 20 Mars. S. VI. 173
- 28 Mai. Publication de la Commission Autrichienne et
 Bavaoise sur les cessions à faire à la Prusse
 et convention entre les commissaires. S. VI. 313
- 31 Mai. Traité avec le Roi des Pays-Bas signé à Vienne
 avec un art. sép. S. VI. 327
- 9 Juin. Acte final du Congrès de Vienne. S. VI. 379
- 10 Juin. Extrait du procès verbal des signataires du traité
 de Paris sur les arrangemens avec Bâde. S. VI. 458
- Convention entre l'Autriche et la Prusse d'une
 part et le Gr. Duc de Hesse de l'autre à
 Vienne. S. VI. 459
- Avr. - Accessions au traité d'alliance du 25 Mars de la
 Sept. part du Hannovre, Portugal, Sardaigne etc.
 voyés sous chaque puissance accedant. S. VI. 124-155
- Juin. Actes relatifs à l'accession de diverses Puissances
 et états à l'acte du Congrès. S. VI. 481
- 2 Août. Convention entre l'Angl. et les alliés sur la
 Garde de Napoléon. S. VI. 605
- 26 Sept. Sainte alliance entre la Russie, l'Autriche et la
 Prusse. S. VI. 656
- 11 Oct. Convention avec le Roi des Pays-Bas sur les
 dettes de la Belgique. S. VI. 660
- Proto-

Autriche.

- 1815 Protocole des conférences de Paris sur les ar-
 3 Nov. rangemens territoriaux. S. VI. 668
 5 Nov. Convention des alliés avec la Gr. Bretagne sur
 les îles Joniennes. S. VI. 663
 6 Nov. Protocole des conférences de Paris sur la distri-
 bution des 700 millions. S. VI. 676
 20 Nov. Traité de paix de Paris entre les 4 alliés et
 la France. S. VI. 682
 — Conventions en conséquence des art. IV. V. IX.
 S. VI. 692-717
 — Ratifications de la part de l'Autriche. S. VI. 733
 — Traité d'union entre les cours de Vienne, de
 Londres, de Petersbourg et de Berlin. S. VI. 734
 — Note de Ministres des alliés au Duc de Riche-
 lieu. S. VI. 738
 — Actes sur la neutralité perpétuelle de la Suisse
 reconnue par chacune des Puissances alliées.
 S. VI. 740
 21 Nov. Procès verbal de conférence de Paris sur l'em-
 ploi des fonds destinés au renforcement de
 la ligne défensive. S. VII. 406
 1816 Convention territoriale avec la Bavière, signée
 14 Avr. à Munich avec les art. séparés. S. VII. 11
 17 Déc. Convention entre les commiss. Autr. Pruss. et
 Hessois concernant la forteresse de Mayence.
 S. VII. 341
 1817 Note officielle des ministres des alliés sur la di-
 minution du nombre de leurs troupes en
 10 Fevr. France. S. VII. 93
 12 Mars. Convention avec le Roi des Pays-Bas sur les
 arrang. territoriaux. S. VII. 413
 25 Avr. Convention des 4 Puissances avec la France por-
 tant transaction sur les réclamations parti-
 culières. S. VII. 417

• Bâde.

Bâde (Grand-Duché.)

- 1792 Convention zwischen S. Kön. Maj. zu Dänemark
7 Juill. und S. D. dem Marggraven von Baden
wegen Aufhebung des Abzugsrechts. S. V. 93
- 1793 Traité entre S. M. Britannique et le Marggrave
21 Sept. de Bâde pour un corps de troupes, en
Français et Anglais. S. V. 190
- 1796 Suspension d'armes entre le Général en Chef de
25 Juill. l'armée Française et les députés du Marg-
grave de Bâde. S. VI. 676
- 22 Août. Traité de paix conclu entre la République Fran-
çaise et le Marggrave de Bâde avec les
18 articles secrets. S. VI. 679
- 1806 Proclamation des nouveaux titres adoptés par
16 Janv. le Marggrave de Bâde Electeur d'Emp. S. IV. 228
- 12 Juill. Traité de confédération du Rhin. S. IV. 313
- Août. Notific. relativ. aux titres pris par la maison
de Bâde. S. IV. 333
- 6 Oct. Convention entre le G. Duc de Bâde et celui
de Hesse pour arranger plusieurs différends
territoriaux. S. IV. 356
- 17 Oct. Traité d'échange et d'épuration entre le Roi de
Wurtemberg et le G. Duc de Bâde. S. IV. 358
- 1807 Traité entre le G. Duc de Bâde et l'Archiduc
17 Mai. G. Duc de Wurzbourg sur des arrangements
territoriaux. S. IV. 396
- 1808 Traité avec le Roi de Wurtemberg sur div.
23 Avr. cessions. S. V. 54
- 9 Sept. Conv. avec divers princes sur le partage des det-
tes du collégé des comtes de Franconie. S. VII. 169
- 17 Sept. Convention avec l'Aargovie. S. V. 139
- 1810 Convention avec le Grand Duc de Hesse sur di-
8 Sept. verses cessions. S. V. 280
- 2 Oct. Traité entre le Roi de Wurtemberg sur diverses
cessions. S. V. 295
- 1811 Convention avec la Prusse sur le d. de dé-
30 Déc. traction. S. V. 401
- 1813
- 6 Fevr. Conv. sur le commerce avec Wurzbourg. S. V. 550
- 20 Nov. Traité d'alliance avec la Prusse, item avec l'Autr.
la Russie et la Gr. Bretagne avec les artt.
sépp. S. V. 649
- Accession

Bâle. Bâle. Bavière.

- 1815 Accession au traité d'alliance de Vienne du
 13 Mai. 25 Mars. S. VI. 146
 19 Mai. Traité de subside avec la Gt. Bretagne. S. VI. 198
 10 Juin. Extrait du protocole des Puissances signataires du
 traité de Paris sur les arrangements avec Bâle. S. VI. 458

Bâle. (évêché.)

- 1793 Traité défensif entre la France et l'évêché de
 11 Sept. Bâle. K. I. 329.
 1780 Convention conclue entre le Roi de France et
 20 Juin. l'évêque de Bâle concernant les limites.
 a. II. 85. b. III. 310
 — Traité d'alliance entre le Roi de France et
 l'évêque de Bâle. a. II. 93. b. III. 327
 1781 Convention conclue entre le Roi de France et
 19 Déc. le Prince-Evêque de Bâle concernant les
 délits sur les frontières. a. II. 188. b. III. 376
 1793 Actes relatifs à la réunion de l'évêché de Bâle
 23 Mars. à la France. VI. 426
 1815 Cession des parties du ci-devant évêché de Bâle sur
 20 Mars. la rive gauche du Rhin faite par les alliés à
 9 Juin. la Suisse en faveur des Cantons de Berne et
 de Bâle confirmée par l'acte de Congrès de
 Vienne du 9 Juin 1815. voyés Suisse.

Batave Rép. voyés Hollande.

Bavière.

- 1701 Traité d'alliance entre S. M. T. C. et l'Elect.
 9 Mars. de Bavière du 9 Mars 1701. et acte d'acces-
 sion de S. M. Catholique du 7 Avril. S. I. cxi
 1738 Acte de renouvellement du traité d'alliance
 16 Mai. et de subside entre la France et l'Electeur
 de Bavière. K. I. 337.
 1742 Traité d'union de Francfort entre l'Emp.
 1 Mars. Charles VII. et le Roi de Suède comme
 Landgrave de Hesse.
 — Article séparé du traité d'union de Francfort
 entre l'Emp. Charles VII. et le Landgrave
 de Hesse. K. I. 350.
 1744 Union de Francfort entre l'Empereur Charles VII.
 22 Mai. le Roi de Prusse, Electeur de Brandebourg,
 l'Electeur Palatin et le Roi de Suède Land-
 grave de Hesse. W. II. 163.
 6 Juin. Article secret de l'Union de Francfort pour
 inviter le Roi de France à y accéder. K. I. 389.

Bavière.

- 1714 Acte d'accession du Roi de France à l'Union
6 Juin. de Francfort. V. I. 391.
- 24 Juill. Traité secret et particulier conclu entre l'Emp.
Charles VII. et le Roi de Prusse. K. I. 399.
- Acte de garantie du Roi de France donné au
traité particulier entre l'Empereur et le Roi
de Prusse. K. I. 399.
- 1715 Articles préliminaires de paix entre la Reine
22 Avr. de Hongrie et de Bohême et l'Electeur de
Bavière à Füssen. W. II. 180.
- 1746 Convention entre l'Imp. Reine de Hongrie
21 Juill. et de Bohême et l'Electeur de Bavière.
W. H. 220.
- 1750 Traité de subside entre le Roi d'Angl. El. de
22 Août. Br. Lunebourg et les E. G. d. Pays - Bas d'une
part et l'Electeur de Bavière de l'autre
W. II. 457.
- Convention entre les deux puissances mari-
times, la cour de Vienne et l'Electeur de
Bavière concernant Mirandola et Concordia.
W. II. 461.
- 1766 Erster Erbvertrag zwischen den Churfürsten
22 Sept. von Pfalz und Bayern. a. I. 658. b. I. 402
- 1771 Zweyter Erbvertrag zwischen Churbaiern und
26 Fevr. Churpfalz. a. I. 667. b. II. 5
- 1774 Vertrag zwischen Chur. Bayern und Chur-
19 Juin. Pfalz, puncto constituti mutui possessorii.
a. I. 682. b. II. 284
- 1778 Vergleich wegen der Bayerischen Erbfolge zwi-
3 Janv. schen I. K. Kön. apostolischen Majestät und
S. Churf. Durchlaucht von der Pfalz zu
Wien. a. I. 653. b. II. 582
- 8 Mars. Accessions - Acte des Herzogs von Pfalz - Zwey-
brücken zu den Haus - Verträgen von 1776
1771 und 1774 zwischen Pfalz und Bayern.
a. I. 656. b. II. 585
- 1779 Paix de Teschen avec les conventions de l'Elect.
13 Mai. Bavar. Palatin avec l'Autriche et la Saxe
a. II. 1. b. II. 661
- 1784 Traité fait à Munic entre l'Empereur et l'Electeur
31 Août. de Bavière pour régler définitivement les
limites du quartier de l'Inn. K. II. 469. b. III. 754
- 1796 Suspension d'armes entre le Général en Chef
7 Sept. de l'Armée Française et l'Electeur Bavar.
Palatin. VI. 694
Traité

Bavière.

- 1799 Traité d'alliance entre l'Emp. de toutes les
1 Oct. Russies et l'Electeur Bavaro-Palatin. S. II. 252
- 1800 Traité de subside entre S. M. Britannique et
16 Mars. l'Elect. Bavaro-Palatin avec les articles
séparés et secrets. S. II. 256
- 15 Juill. Convention supplémentaire au traité de subside
du 16 Mars entre S. M. Britannique et
l'Electeur Bavaro-Palatin avec les articles
séparés secrets. S. II. 264
- 1801 Traité de paix particulière entre la République
24 Août. Française et l'Electeur Bavaro-Palatin. S. II. 531
- 1802 Convention entre la France, la Prusse, et la
5 Sept. Bavière p. la garantie des indemnités de la
Bavière. S. III. 226
- 1806 Proclamation de la dignité Royale de Bavière
1 Janv. et note circulaire aux Ministres étrangers. S. IV. 224
- 23 Janv. Convention entre le Roi de Bavière et le grand
Prieur de la langue allem. de l'ordre de
Malte. S. IV. 229
- 11 Fevr. Traité entre l'Emp. d. Français et le Roi de
Bavière relativement à une ligne militaire
dans le Tyrol. S. IV. 278
- Mars. Acte relatif à la cession du Duché de Berg à la
France par l'Elect. Bavaro-Palatin. S. IV. 246
- 20 Mai. Lettres patentes du Roi de Bavière pour prendre
possession de la principauté d'Anspach. S. IV. 244
- 3 Juin. Traité de limites entre la cour de Stutgard et
celle de Bavière: extrait. S. IV. 289
- 1807 Convention entre le gouvernement Autrichien
5 Nov. et celui de Bavière touchant la levée du
séquestre sur les biens privés. S. IV. 472
- 1808 Convention avec divers Princes d'Allemagne sur
9 Sept. le partage du dettes du collège des comtes
de Franconie. S. VII. 169
- 1809 Publication Bavaroise sur ses traités avec la
15 Nov. confédération du Rhin. S. V. 222
- 1810
- 28 Fevr. Traité avec la France sur le Tyrol (extrait). S. V. 251
- 18 Mai. Traité avec le Roi de Wirtemberg sur les
limites signé à Paris. S. V. 257
- 4 Sept. Patente du R. de Bavière sur les cessions faites
11 Sept. à Wurzbourg et Patente du G. D. de Wurz-
bourg sur la prise de possession. S. V. 289. 292
- 1813 Traité d'alliance préliminaire avec l'Autriche à
8 Oct. Ried avec les articles séparés et secrets. S. V. 610

Bavière. — Bouillon.

- 1814
3 Juin. Convention avec l'Autriche signée à Paris. S. VI. 18
31 Mai. Actes relatifs à l'administration des pays cédés
et suiv. par la France. S. VII. 309
1815 Extr. de la convention avec l'Autr. la Russie et
2 Avr. la Prusse. S. VII. 313
15 Avr. Accession au traité d'alliance de Vienne du
25 Mars. S. VI. 134
23 Avr. Convention éventuelle avec l'Autriche (non
ratifiée). S. VI. 451
7 Juin. Traité de subside entre la Gr. Bretagne. S. VI. 204
27 Mai. Publication de la commission Autrichienne-Ba-
varoise sur les cessions à faire à la Prusse et
convention entre les commissaires. S. VI. 313
1816 Convention territoriale avec l'Autriche signée
14 Avr. à Munic, avec les artt. sépp. S. VII. 11
1817
5 Juin. Concordat avec le St. Siège. S. VII. 106

Bentheim.

- 1804 Convention entre la France et le comté de
12 Mai. Bentheim Steinfurt, signée le 12 Mai et
ratif. le 22. S. IV. 93
1815 Article séparé du traité de Paris concernant les
20 Nov. indemnités dues par la France au C. de
Bentheim. S. VI. 734

Berg.

- 1806 Décret de S. M. l'Emp. des Français par lequel
15 Mars. il transfère les duchés de Cleve et de Berg
à son beau frère le Prince Joachim. S. IV. 250
1809 Décret français portant cession du G. Duché
3 Mars. de Berg à Napoléon Louis. S. V. 326

Bern voyés Suisse.

Bohème voyés Autriche.

Bouillon.

- 1772 Protestation du Duc de Bouillon contre le
24 Mai. traité du 24 Mai 1772 entre la France et
l'évêché de Liège. a. I. 312
1795
26 Oct. D. de réunion à la France. a. I. 312
1816 Sentence arbitrale au sujet de la succession
1 Juill. dans le duché de Bouillon. S. VI. 490*

Brèmen

Brèmen. — Cologne.

Brèmen (Rép. Anféatique).

- 1731 Convention entre S. M. Britannique et la ville
17 Oct. de Brèmen fur le commerce du Hareng. S. I. 211
1709 Commerciën Vergleich zwischen S. K. preussischen
26 Août Majestät und der Reichsstadt Bremen. VI. 117
1815 Traité de subside entre la Gr. Brét. et les villes
21 Juill. anféatiques. S. VI. 223

Bronswic-Lunebourg voyés Hannovre.

Bronswic-Wolfenbüttel.

- 1776 Subsidien-Tractat zwischen dem König von
9 Janv. Großbritannien und dem Herzog von Braunschweig
Wolfenbüttel. a. I. 540. b. II. 417
1781 Convention zwischen S. K. Maj. von Dänemark
1 Juin. und S. D. dem Herzog zu Braunschweig-Wolfenbüttel
wegen Aufhebung des Abzugsrechts. a. IV. 431. b. III. 342
1788 Traité de subside entre les E. Gén. des Prov.
22 Fevr. Unies des Pays-Bas et le Duc de Bronswic
avec 2 articles séparés. a. III. 311. b. IV. 349
1794 Treaty between his Britannic Majesty and the
8 Nov. Duke of Brunswik. VI. 319
1815
26 Août. Traité de subside avec la Gr. Brétagne. S. VI. 219

Ceylon.

- 1766 Traité de paix conclu entre les E. Gen. des
14 Fevr. Provinces Unies des Pays-Bas et le Roi de
Candy en l'île de Ceylon. (W. III. 518).
a. III. 223. b. I. 317

Cisalpine voyés Italie.

Cologne.

- 1701 Traité d'alliance entre S. M. T. Chrétienne et
13 Fevr. l'Electeur de Cologne et acte d'accession
de S. M. Catholique. S. I. XIV. b. III. 780
1784 Renouvellement du traité de Subside entre les
30 Oct. Prov. Unies des Pays-Bas et l'Electeur de
Cologne. a. II. 540

Confé-

Corse. Courlande.. Danemarc.

Confédération du Rhin voyés Allemagne.

*Confédération Germanique voyés
Allemagne.*

Corse.

- 1789 Décret de l'assemblée nationale de France por-
30 Nov. tant réunion de la Corse. VI. 396.

Courlande.

- 1792 Déclaration du Duc de Courlande en faveur
5 Août. de l'Impératrice de Russie; substance en
Français T. III. p. 216, .en entier en Alle-
mand. VI. 1. b. I. 83
- 1783 Handlungs- und Grenz-Convention zwischen
21 Mai. I. K. M. aller Reussen und S. D. dem Herzoge
und den Ständen der Herzogthümer Curland
und Semgallen. a. II. 357. b. III. 596
- 22 Mai. Déclaration welche über vorstehende Con-
vention von dem Herzoge und den Ständen der
Herzogthümer Curland und Semgallen aus-
gestellt worden, und Gegen-Declaration
I. K. Majestät aller Reussen. a. II. 368. b. III. 606
- 1795 Actes relatifs à la réunion du Duché de Cour-
Mars. lande sous l'Empire de toutes les Russies.
VI. 476. ajoutés VII. 508

Creek voyés Amérique peuples divers.

Danemarc.

- 1733 Contrat de vente pour la cession de l'île de
15 Juin. Ste. Croix par la France à la Comp. Danoise
K. I. 304.
- 1734 Traité d'alliance défensive entre le Roi et la
5 Oct. Couronne de Suède et le Roi de Dane-
marc. S. I. 217
- 1736 Traité d'accord entre le Roi de Danemarc et
28 Avr. la ville de Hambourg avec un art. sép.
W. I. 217. 230.
- 3 Juill. Lettre patente du Roi de Danemarc pour réta-
blir la liberté du commerce avec la ville de
Hambourg. W. I. 236.
- 1738 Cartel entre le Roi et la Couronne de Suède
10 Avr. et le Roi de Danemarc pour l'extradition
des deserteurs et des criminels. S. I. 249
Traité

Danemarc.

- 1739 Traité d'accomodement entre le Roi de la Gr.
5 Mars. Brét. élect. de Br. Lunebourg et le Roi de
Danemarc touchant le baillage de Steinhorst.
S. I. 25.
- 1742 Alliance entre la France et le Danemarc.
15 Mars. K. I. 343.
- 18 Juill. Traité de commerce entre les Rois d'Espagne
et de Danemarc K. I. 353.
- 23 Août. Traité de commerce entre les Rois de France
et de Danemarc. W. I. 591.
- 1746 Renouveaulement de l'alliance entre la Russie
10 Juin. et le Danemarc. K. I. 432. avec une con-
vention déclaratoire du Vème. Article de
ce traité. K. I. 438.
- 10 Août. Traité de paix et de commerce entre le Roi
de Danemarc et la régence d'Algèr (en
Dan.) W. III. 19.
- 1747 Confirmation de S. M. Danoise des privilèges
29 Avr. accordés à la ville de Lubec pour le com-
toir de Bergen. S. I. 283
- 1748 Traité de commerce et de navigation entre les
6 Avr. Rois de Danemarc et des Deux Siciles signé
à Madrit. W. II. 275.
- 1749 Traité préliminaire entre le Roi de Dan. et le
7 Août. Prince Adolphe Frédéric successeur désigné,
en Suède touchant l'échange futur du Hol-
stein; extrait. S. I. 482
- 30 Sept. Convention entre S. M. T. Chrétienne et le Roi
de Danemarc qui proroge l'exécution du
traité de 1742. S. I. 325
- 1760 Traité entre le Roi Fréd. V. de Danemarc et
25 Avr. le successeur en Suède D. Adolphe Frédéric
de Holstein concernant l'échange futur du
Holstein. W. II. 472.
- Articles séparés du dit traité. K. I. 476.
- 6 Mai. Leih- und Pfand-Vergleich zwischen Holstein
und der Stadt Hamburg (avec deux Articles
séparés). Klefeker Sammlung Hamb. Verf.
IX. 343.
- 1751 Traité de limites entre le Roi de Suède et le
21 Sept. Roi de Danemarc fait à Stroomstadt (en
2 Oct. suédois et allemand). W. II. 598.
- 8 Déc. Traité de paix entre le Roi de Danemarc et le
Bey du Royaume de Tunis. W. III. 1.

Traité

Danemarc.

- 1752 Traité de paix de navigation et de commerce
22 Janv. entre le Roi de Danemarc et le Dey de Tripoli. W. III. 19.
- 1753 Traité de paix entre le R. de Danemarc et l'Emp.
16 Juin. de Maroc (extr. All.) R. II. 11
- 26 Août. Actes entre l'Esp. et le Danemarc portant inter-
diction réciproque de commerce. S. II. 14
- 1754 Traité renouvelé d'alliance entre le Roi Très-
30 Janv. Chrétien et le Roi de Danemarc, signé le
30 Janv. et ratifié par le Danemarc le
18 Mars 1754, avec deux articles séparés
K. I. 522. 528.
- 1756 Traité perpétuel d'amitié de commerce et de
13 Mars. navigation entre S. M. le Roi de Danemarc
et la République de Gênes signé à Paris
(anulé par le traité de 1789). W. III. 88
- 12 Juill. Convention entre les Rois de Danemarc et de
Suède concernant le commerce sur la bal-
tique. W. III. 148.
- 14 Oct. Traité perpétuel d'amitié de navigation et de
commerce entre le Roi de Danemarc et la
Porte Ottomane; signé à Constantinople
(en All.) W. III. 130.
- 1757 Edit du Roi d'Espagne portant rétablissement
12 Nov. du commerce avec le Danemarc. S. II. 17.
- 1798
- 4 Mai. Traité avec la France. SCHÖELL III. 192.
- 20 Oct. Acte de garantie de l'Autriche du traité du
4 Mai. SCHÖELL III. 202.
- 1759 Leih- und Freundschafts- Vergleich zwischen der
6 Juill. Krone Dänemarc und der Stadt Hamburg.
W. III. 335. Note.
- 1760 Accession de la Russie au traité et aux art. sép.
10 Mars. signés le 4 Mai, 13 Août, 20 Oct. 1758 entre
la Fr. et le Danemarc. K. II. 125.
- 17 Mars. Acte d'accession du Danemarc à la convention
de 1759 entre la France et la Suède. S. III. 42
- Mars. Déclaration de l'Autriche en accédant au traité
de 1758 entre la Fr. et le Danemarc. S. III. 44
- 1762 Leih- und Freundschafts- Vergleich zwischen
30 Juin. der Krone Dänemark u. der Stadt Hamburg
(W. III. 737). a. IV. 579. b. I. 80.
- 1766 Convention touchant le commerce entre le
26 Sept. Danemarc et le Portugal. VI. 46. b. I. 417

Copie

Danemarc.

- 1767 Copie des zwischen Ihro Königl. Maj. zu Dä-
22 Avr. nemark und Ihro Kaif. M. von allen Reußen
geschlossenen provisorischen Tractats. (W. III.
592). a. I. 180. b. I. 426
- 21 Juill. Convention entre l'Espagne et le Danemarc pour
se rendre réciproquement les déserteurs et
les esclaves dans leurs îles des Amérique.
VI. 58. b. I. 457
- 15 Juill. Traité de paix et de commerce entre l'Empe-
reur de Maroc et le Roi de Danemarc.
VI. 62. b. I. 461
- 1772 Déclaration entre la France et le Danemarc
6 Mai. sur le payement des arrérages. K. II. 309
b. II. 37
- 16 Mai. Traité de paix et de commerce entre le Roi de
Dan. et le Dey d'Algèr. VI. 138. b. II. 38
- 7 Août. Conv. avec la Saxe sur le droit de détraction.
b. II. 228
- 30 Oct. Convention entre le Roi de Danemarc et le Duc
de Mecklenbourg-Suerin sur le droit de
détraction. a. IV. 79. b. II. 217
- Nov. Déclarations réciproques entre les Cours de
Suède et de Danemarc touchant le maintien
de la paix et de l'amitié; savoir déclaration
de la Suède du 7 Novembre et Contre-
déclaration du Danemarc du 9 Novembre
1772. a. III. 248. b. II. 170
- 1773 Convention entre le Roi de Danemarc et le
8 Mai. Duc de Mecklenbourg-Strelitz sur le droit
de détraction. a. IV. 83. b. II. 221
- 1 Juin. Copia des zwischen S. K. Maj. zu Dänemarc etc.
und S. Kaif. Hoheit dem Kronprinzen,
Thronfolger und Großfürsten aller Reußen
Paul als regierenden Herzog zu Holstein
geschlossenen Tractats. a. I. 315. b. II. 173
- Juin. Lettres patentes de S. A. I. de Russie sur le
traité de cession. b. II. 187
- 14 Juill. Cessionsacte Sr. Kaiserl. Hoheit des Großfür-
sten aller Reußen, der beyden Graffschaften
Oldenburg und Delmenhorst an den Bischof
zu Lübeck publ. le 16 Nov. a. III. 253. b. II. 189
- 30 Juill. Acte de cession du Comté d'Oldenbourg et
Delmenhorst par la Russie au Duc de Hol-
stein. a. I. 332. b. II. 194
Lettres

Danemarc.

- 1773 Lettres patentes du G. Duc au sujet du traité
16 Nov. d'échange avec le Danemarc relatives à
l'échange de la part que la Russie a possé-
dée du Holstein. a. I. 330-334. b. II. 187
- Acte de cession entre S. A. I. le Grand Duc de
Russie et le Roi de Danemarc. VI. 144. b. II. 189
- 10 Déc. Lettres patentes du Roi de Danemarc portant
notification de la cession des comtés d'Ol-
denbourg et Delmenhorst. a. III. 258. b. II. 198
- 14 Déc. Instrument de concession des comtés d'Olden-
bourg et de Delmenhorst au Prince évêque
de Lubec par le Grand Duc de Russie. VI. 146. b. II. 194
- 1774 Agnitionsacte des Fürst-Bischofs zu Lübeck
25 Nov. in Betreff der Cession von Oldenburg und
Delmenhorst. a. III. 260. b. II. 200
- 1775 Convention avec Mecklenb. Strelitz sur le d.
17 Mars. de detraction. b. II. 223
- 7 Avr. Declarations- und Erläuterungs- Acte der zwif-
schen S. K. Maj. von Dänemark und S. D.
dem Herzog von Mecklenburg-Schwerin
am 30 Oct. 1772 getroffenen Conventiön we-
gen des Abschofs- Rechts. a. IV. 18. b. II. 219
- 30 Juin. Conv. avec Munster sur le d. de detraction. b. II. 225
- 1776 Ordonnance du Roi de Danemarc portant renou-
16 Mars. vellement de la défense du commerce des
étrangers et non privilégiés avec la Groen-
lande. a. IV. 164. b. II. 464
- 1 Avr. Ordonnance du Roi de Danemarc portant dé-
fense du commerce et de la navigation des
étrangers et des sujets non privilégiés dans
les environs et avec l'île d'Islande. a. IV. 167. b. II. 467
- 2 Août. Vereinbarung wegen wechselseitiger Aufhebung
des Abzug- Rechts zwischen den gesammten
Königl. Dänischen und Herzoglich Olden-
burgischen Landen. a. IV. 174. b. II. 226
- 9 Août. Declaration wegen Ausdehnung der Aufhebung
des Abzugs- Rechts zwischen den sämt-
lichen Königl. Dänischen und Churfürstlich-
Sächsischen Landen. a. IV. 176. b. II. 229
- 1780 Déclaration de S. M. Danoise remise aux Cours
Mai. des Puissances belligérantes touchant la neu-
tralité de la mer baltique. a. II. 84. b. III. 174
- 25 Mai. Réponse de la Cour de France à la précédente
déclaration du Danemarc du mois de Mai.
a. VI. 202. b. III. 176
- Conven-

Danemarc.

- 1780 Convention entre S. M. Danoise et S. M. Brit-
4 Juill. tannique pour expliquer le traité de com-
merce de 1670. a. II. 102. b. III. 177
- 8 Juill. Déclaration de Sa Majesté Danoise aux Cours
de Londres, de Versailles et de Madrid au
sujet du commerce et de la navigation
neutre. a. IV. 360. b. III. 178
- 9 Juill. Convention maritime pour le maintien de la
liberté du commerce et de la navigation neu-
tre entre la Russie et le Danemarc. a. II. 103. b. III. 191
- 6 Articles séparés joints à la précédente con-
vention. a. IV. 357. b. III. 191
- 27 Juill. Réponse de la France à la déclaration de S. M.
Danoise. a. IV. 363. b. III. 180
- 7 Août. Réponse de la Cour de Londres à la déclaration
du ministère Danois du 8 Juillet. a. VI. 203 b. III. 182
- Réponse de la Cour d'Espagne à la déclaration du
ministère Danois du 8 Juillet. a. VI. 204. b. III. 183
- 7 Sept. Déclaration par laquelle S. M. Danoise accède
à la convention du 1 Août conclue entre la
Russie et la Suède. a. IV. 371. b. III. 207
- Déclaration par laquelle S. M. Suédoise accède
à la convention du 9 Juillet conclue entre la
Russie et le Danemarc. a. IV. 369. b. III. 205
- 1781 Acte par lequel les E. Gén. accèdent aux con-
3 Janv. ventions maritimes entre la Russie et les Rois
de Dan. et de Suède. a. II. 117. b. III. 211
- 1 Juin. Convention zwischen S. K. Maj. von Dänemark
und S. D. dem Herzog zu Braunschweig-
Wolfenbüttel wegen Aufhebung des Ab-
zugsrechts. a. IV. 431. b. III. 342
- 1782 Traité d'amitié et de commerce entre l'Empire
19 Oct. de Russie et la couronne de Danemarc.
a. II. 284. b. III. 468
- Déclaration de la Cour de Russie sur le 3ème arti-
cle du traité de commerce de 1782 entre la
Russie et le Danemarc. T. III. préface p. vii
et a. VII. 212. b. III. 468
- 1783 K. Dän. Verordnung wegen Herabsetzung der
18 Sept. Abgabe des 6. Pfennings von dem Vermögen,
welches aus den Dänischen Staaten nach den
Schwedischen ausgeführt wird. a. IV. 452
conf. S. II. 168. b. III. 700
- Nouveau Recueil. T. III.* Pp Extrait

Danemarc.

- 1785 4 Fevr. Extrait de la Convention pour l'exemption du droit de Villefranche entre les Rois de Danemarc et de Sardaigne. a. IV. 639. b. IV. 1
- 1788 9 Oct. Armistice entre le Roi de Suède et le Pr. Charles de Hesse, commandant en chef des troupes auxiliaires du Danemarc sous la médiation de la Grande-Bretagne. a. III. 151. b. IV. 429
- 16 Oct. Seconde convention d'armistice entre le Roi de Suède et le Prince Charles de Hesse. a. III. 153. b. IV. 431
- 5 Nov. Articles du troisième armistice entre le Roi de Suède et le Prince Charles de Hesse. a. III. 155. b. IV. 433
- 1789 6 et 9 Juill. Mémoire des ministres des Cours alliées de Londres, de Berlin et de la Haye au ministre C. de Bernstorff du 6 Juill. touchant la neutralité à embrasser pour le Danemarc et réponse du Comte de Bernstorff du 9 Juill. (en allemand). a. IV. 519. b. IV. 435
- 30 Juill. Traité perpétuel d'amitié et de commerce conclu 1756 entre S. M. le Roi de Dan. et la Rép. de Gènes confirmé et ratifié 1789 en y inférant l'accord pour l'extradition des malfaiteurs et déserteurs. a. IV. 532. b. IV. 438
- 1790 17 Sept. Convention wegen wechselseitiger Aufhebung des Abzugsrechts zwischen S. Königl. Maj. von Dänemark gesammten Landen und dem Hochstifte Münster. a. IV. 575. b. IV. 525
- 16 Déc. Convention d'abolition des droits de retrait entre le Danemarc et la Prusse; en Allemand, a. IV. 577
en Français. S. II. 169. b. IV. 527
- 1792 17 Avr. Extrait d'un ordre du Roi d'Espagne relatif aux avantages dont jouiront réciproquement les navires Danois et Espagnols (en Esp. et Fr.) S. III. 124
- 12 Mai Notes échangées entre le Dan. et l'Autriche sur une coalition. SCHÖELL IV. 239.
- 1 Juin. 7 Juill. Convention zwischen S. Kön. Maj. zu Dänemark und S. D. dem Marggraven von Baden wegen Aufhebung des Abzugsrechts. V. 93
- 1793 22 Fevr. Rescrit de S. M. Danoise aux villes maritimes de Danemarc et de Norvège sur la navigation et le commerce pendant la guerre. VII. 131
- 4 et 16 Avr. Proclamation du conseil exécutif en France sur la liberté du commerce des navires Danois et Suédois. VII. 137

Danemarc.

- 1793 Actes entre les Cours de Londres et de Peters-
Juill. bourg d'une part et celles de Copenhague
Août. et de Stockholm de l'autre au sujet du
commerce avec la France. V. 238
- 1794 Convention entre S. M. le Roi de Suède et
27 Mars. S. M. le Roi de Danemarc pour la défense
commune de la liberté du commerce et de
la navigation des deux états. V. 274
- 28 Mars. Placard de S. M. le Roi de Danemarc concer-
nant le commerce neutre; en Allemand. V. 278
et VII. 135
- 1800 Actes entre la Gr. Bretagne et le Danemarc
Avr. - relatifs à la visitation de navires convoyés.
Août. S. II. 347
- 15 Août. Déclaration de l'Emp. de Russie aux cours du
Nord pour les inviter à une association
maritime. S. II. 368
- 29 Août. Convention préalable entre les Cours de Dane-
marc et de la Grande-Bretagne au sujet de
la fregate la Freya. VII. 426
- 16 Déc. Convention maritime entre la Russie et le
Danemarc. S. II. 389
- 31 Déc. Actes entre la Gr. Bretagne et le Danemarc
et suiv. relatifs à la convention maritime. S. II. 416
- 1801 Proclamation de l'Angl. portant embargo contre
14 Janv. la Russie, le Dan. et la Suède. S. II. 419
- 27 Fevr. Accession du Danemarc à la convention mari-
time entre la Russie et la Suède (en Alle-
mand). S. II. 414
- 28 Mars. Capitulation de St. Thomas remise aux Anglais. S. II. 470
- 29 Mars. Ordonnance du Danemarc portant embargo
sur les vaisseaux anglais. S. II. 452
- 31 Mars. Capitulation de St. Croix remise aux Anglais. S. II. 470
- Mars. Notes échangées entre la Gr. Brét. et le Dane-
marc sur les violences en Norvège. S. II. 442
- 9 Avr. Armistice entre la Gr. Bretagne et le Danemarc. S. II. 454
- 7 Mai. Convention, entre l'Angleterre et le Danemarc
touchant le rétablissement de la liberté du
commerce sur l'Elbe. S. II. 461
- 20 Mai. Déclaration du Feldmaréchal Prince de Hesse
en évacuant le territoire de Hambourg. S. II. 463

Danemarc.

1801	Acte d'accession de S. M. Danoise à la convention maritime du 17 juin entre la Gr. Brét. et la Russie.	S. III. 193
23 Oct.		
1803	Ord. du Roi de Danemarc sur le commerce neutre.	S. III. 528
4 Mai.		
1806	Edit du Roi de Dan. portant réunion du Duché de Holstein etc. au Royaume de Danemarc.	S. IV. 374
9 Sept.		
7 Sept.	Capitulation pour la remise de la ville et citadelle de Copenhague aux Anglais.	S. IV. 463
1809		
10 Déc.	Traité de paix avec la Suède à Jönköping.	S. V. 223
1810		
28 Mars.	Réglement sur les armemens en course.	S. V. 492
1813		
10 Juill.	Traité d'alliance avec la France.	S. V. 589
15 Déc.	Conditions d'armistice avec les alliés.	S. V. 657
1814		
14 Janv.	Traité de paix avec la Suède à Kiel.	S. V. 666
—	Traité de paix avec la Grande Bretagne à Kiel.	S. V. 672
8 Fevr.	Traité de paix avec la Russie à Hannovre.	S. V. 681
2 Juin.	Arrangement sur le commerce avec la Prusse.	S. VII. 304
14 Août.	Armistice entre les troupes Suédoises et Norvégiennes à Moss.	S. VI. 63
—	Convention entre la Suède et le gouvernement Norvégien.	S. VI. 62
—	Traité de paix avec l'Espagne.	S. VI. 43
	et mieux.	S. VII. 306
25 Août.	Traité de paix avec la Prusse à Berlin.	S. VI. 66
1815		
4 Juin.	Traité avec le Roi de Prusse à Vienne	S. VI. 349
14 Juill.	Traité de subside avec la Gr. Bretagne.	S. VI. 210
1 Sept.	Accession au traité d'alliance de Vienne du 25 Mars.	S. VI. 155
1817	Déclaration reciproque avec le Roi des Pays-Bas sur le commerce.	S. VII. 133
10 Juill.		

Danzig. — Espagne.

Danzig.

- 1706 Traité de commerce entre la Gr. Brétagne et la
28 Oct. ville de Danzig (en Angl. et Fr.) S. I. 44
1725 Arrêt du Conseil de France qui ordonne que
4 Déc. et la ville de Danzig; jouira de tous les privi-
1726 lèges accordés aux villes de Lubeck, Brême
6 Juill. et Hambourg par le traité de 1716 suivi de
lettres patentes du 6 Juill. 1726 S. I. 172
1785 Convention zwischen S. K. Maj. von Preussen
22 Fevr. und der Stadt Danzig sub spe rati geschlos-
sen. a. II. 544. b. IV. 3
1793 Actes relatifs à la prise de possession de la ville
Avr. de Danzig par le Roi de Prusse, savoir ma-
nifeste du Roi de Prusse du 24 Fev. et Edit
du Magistrat de Danzig, du 2 Avril 1793
(en Allemand). V. 120

Deux - Ponts.

- 1766 Substance de la convention entre la cour de
12 Mai. France et le Duc des Deux - Ponts touchant
le Droit d'Aubaine. a. I. 138. b. I. 380
1778 Accession du Duc des Deux - Ponts aux pactes
8 Mars. de famille de la maison Bava-ro-Palatine.
a. I. 656. b. II. 585
1779 Accession du Duc des Deux - Ponts aux conven-
13 Mai. tions signées à Teschen par l'Electeur Pala-
tin avec l'Autriche et avec la Saxe; et acte
séparé entre le D. d. D. Ponts et l'El. Palatin.
a. II. 14-22. b. II. 661

Empire d'Allemagne voyés Allemagne.

Erbach (comtes).

- 1800 Convention de paix et d'amitié entre la Républ.
20 Nov. que Française et le comte d'Erbach. VII. 513

Espagne.

- 1493 Bulle du Pape Alexander VI. sur l'investiture
4 Mai. du nouveau monde. SCHOELL. III. 228.
1494 Traité entre le Roi d'Espagne et de Portugal
7 Juin. touchant les decouvertes dans l'Océan etc.
conclu à Tordefillas le 7 Juin 1494 (en Esp.)
(en franç. SCHOELL. III. 235.) S. I. 373
Autre

Espagne.

- 1494 Autre traité entre les mêmes puissances sous la
7 Juin. même date (en Français SCHÖELL III. 246.)
(en Esp.) S. I. 389
- 1529 Contrat capitulation et convention entre l'Em-
22 Avr. pereur Charles V. Roi de Castille et le Roi
Jean III. de Portugal, concernant les îles,
terres et mer Molucques; signé à Saragoſſe
le 22 Avril 1529, en Français SCHÖELL III.
253. (en Esp.) S. I. 398
- 1701 Acte d'accession de S. M. Catholique au traité
13 Fevr. d'alliance entre la France et l'El. de Cologne.
S. I. xcv
- 23 Fevr. Traité d'alliance mutuelle entre LL. MM. T. C.
et Catholique et le Duc de Mantoue. S. I. ci
- 7 Avr. Acte d'accession de S. M. Catholique au traité
d'alliance entre la France et l'El. de Bavière
du 9 Mars. S. I. cxi
- 1707 Traité de commerce entre la Reine Anne de
10 Juill. la Gr. Brétagne et Charles III. comme Roi
d'Esp. avec un Article séparé. S. I. 64
- 1715 Garantie de la part de S. M. Britannique des
3 Mal. traités de paix fait à Utrecht entre les cou-
ronnes d'Espagne et de Portugal. S. I. 106
- 14 Déc. Traité de commerce entre le Roi de la Gr.
Brét. et le Roi Phil. V. d'Espagne (en Angl.
et Fr.) S. I. 110
- 1716 Convention explicatoire du traité d'affiento
26 Mai. pour la traité de nègres entre les Rois de
la Gr. Brét. et d'Espagne (en Angl. et Fr.) S. I. 130
- 1718 Convention entre S. M. Imp. et Catholique,
21 Avr. S. M. T. Chrétienne et les E. Gén. des P.
Unies pour la restitution réciproque des
déferteurs. S. I. 158
- 18 Juill. Convention entre les Rois de France et de la
Gr. Brétagne pour proposer l'Ultimatum des
conditions de paix entre l'Empereur et
l'Espagne et entre l'Empereur et le Roi des
deux Siciles. S. I. 431
- 1720 Ratification du Roi d'Espagne de l'acte d'ad-
13 Avr. mission et d'accession du Roi de Sardaigne
à l'acceptation de la quadruple alliance par
l'Espagne (en Latin). S. I. 436

Décla-

Espagne.

- 1720 Déclaration des plénipotentiaires d'Espagne,
19 Avr. d'Autriche, de France et d'Angleterre au
sujet du titre Impérial pour l'Emp. Char-
les VI. et de la langue des traités; ratifiée
par l'Esp. le 20 Mai 1720 (en Esp.) S. L. 433
- 1721 Traité d'alliance défensive entre les couronnes
27 Mars. d'Espagne et de France. S. I. 442
- 13 Juin. Déclaration signée par les plénipotentiaires
d'Espagne et de France que le traité du
27 Mars restera en vigueur. S. I. 447
- Traité particulier de paix et d'amitié entre les
couronnes d'Espagne et de la Gr. Brét. S. I. 449
- 1727 Traité de mariage entre le Prince de Portugal
3 Sept. et l'Infante d'Espagne. S. I. 445
- 1 Oct. Traité de mariage entre le Prince des Asturies
et la Princesse de Portugal. S. I. 469
- 1736 Déclaration de la part de l'Empereur et de la
30 Janv. France sur la paix avec le Roi d'Espagne et
le Roi des deux Siciles. W. I. 14. 15.
- 15 Avr. Déclaration signée à Aranjuez le 15 Avr. de
la part du Roi d'Espagne sur la paix avec
l'Empereur. W. I. 24.
- 21 Nov. Diploma regis Catholici de 21 Nov. 1736. pro
cessione ducatum Parmae et Placentiae Cae-
sari et successionis eventualis M. Ducatus
Hetruriae, domui Lotharingicae. W. I. 62.
- 1739 Déclaration de l'Ambassadeur d'Espagne à celui
10 Janv. d'Angleterre. W. I. 314.
- 14 Janv. Convention entre les Rois d'Espagne et de la
Gr. Bretagne signée au Pardo. W. I. 293.
*Les deux articles séparés et l'extrait des
déclarations, qui les ont suivis, se trouvent
dans Storia dell' anno 1739. p. 168 et suiv.*
- 21 Avr. Actes d'accession du Roi d'Esp. et du Roi de
deux Siciles à la paix de Vienne. W. I.
157. 172. 176.
- 1742 Traité de commerce entre les Rois d'Espagne
18 Juill. et de Danemarc. K. I. 353.
- 25 Oct. Traité d'alliance perpétuelle avec la France;
Flaßan dipl. Française 2de éd. V. 172.
- 1745 Traité d'alliance et de subsides entre la France,
1 Mai. l'Espagne, Naples et la rép. de Gènes signé
à Aranjuez, et opposé au traité de Worms.
K. I. 405.

Espagne.

- 1745 Articles séparés et secrets signés avec la république de Gènes et deux déclarations de celle-ci au sujet de l'Art. IV. et XI. K. I. 415. 426. 430.
1 Mai.
- 1748 Accession de S. M. Catholique et de la République de Gènes aux préliminaires. W. II. 326. 327. 329.
28 Juin.
- 18 Oct. Traité définitif de paix d'Aix la Chapelle. W. II. 337.
- 1750 Traité des limites entre l'Espagne et le Portugal au sujet de leur possessions en Amérique surtout la Colonie de S. Sagramento (en Fr. K. I. 452.) en Français SCHÖELL III. 273. en Esp. et Allemand. S. I. 328
13 Janv.
- 5 Oct. Convention entre les Rois de la Gr. Bretagne et d'Espagne pour l'exécution de l'Art. XVI. du traité d'Aix la Chapelle concernant l'Affiento; signée à Madrid. W. II. 464
- 1751 Défense de la part du Roi d'Espagne de tout commerce avec la ville de Hambourg S. II. 1. Note 9)
19 Oct.
- 1752 Articles préliminaires signés à Madrid entre l'Esp. l'Autriche. l'Empereur comme G. D. de Toscane et le Roi de Sardaigne. K. I. 497. SCHÖELL II. 462.
14 Avr.
- 14 Juin. Traité d'alliance entre l'Imp. Reine de Hongrie et de Bohême et les Rois de Espagne et de Sardaigne conclu à Aranjuez (auquel ont accédé le D. de Parme et le Roi des deux Siciles (Lat. et Fr.) W. II. 707.
- 14 Nov. Décret du R. d'Espagne portant rétablissement du commerce avec la ville de Hambourg. S. II. 2. Note
- 1753
- 11 Janv. Concordat entre l'Espagne et le Pape. S. II. 18
- 26 Août. Actes entre l'Esp. et le Danemarck portant interdiction réciproque de commerce. S. II. 14
- 1757 Edit du Roi d'Espagne portant rétablissement du commerce avec le Danemarck. S. II. 17
12 Nov.
- 1759 Acte du Roi Charles III. en faveur de son troisième fils. (en Ital.) W. III. 212.
6 Oct.
- 1761 Extrait très imparfait de la convention signée entre l'Espagne et le Portugal sur les limites de leurs possessions en Amérique. K. II. 162.
12 Fevr. SCHÖELL III. 215.

Espagne.

- 1761 **Traité d'amitié et d'union entre les Rois Très-
15 Août.** Chrétien et Catholique ou Pacte de famille.
(W. III. 278). a. I. 1. b. I. 16
- 1762 **Art. prélim. de paix entre les Rois de la Gr.
3 Nov.** Bretagne, de France et d'Espagne à Fontainebleau. (W. III. 313). a. I. 17. b. I. 92
- 1763 **Contre-Déclaration de l'Esp. à la Russie touchant
5 Fevr.** le titre Impérial. (W. III. 414). a. I. 31. b. I. 134
- 10 Fevr. **Traité définitif de paix entre la Gr. Bretagne,
la Fr. et l'Espagne à Paris avec accession du
Portugal.** (W. III. 329). a. I. 33. b. I. 104
- 10 Juin. **Convention faite entre Leurs Majestés le Roi de
Sardaigne, le Roi Très-Christien et le Roi
Catholique, à Paris avec 2 articles séparés.
(W. III. 445. conf. K. II. 164). a. I. 80.
ajoutés III. 219. b. I. 197**
- 1767 **Convention entre l'Espagne et le Danemarck pour
21 Juill.** se rendre réciproquement les défecteurs et
les esclaves dans leurs îles de l'Amérique.
VI. 58. b. I. 457
- 1768 **Convention entre les cours de France et
2 Janv.** d'Espagne pour l'intelligence de l'art. 24. du
pacte de famille. VI. 69. b. I. 479
- 1769 **Convention entre la Cour de France et celle
13 Mars.** d'Espagne pour mieux régler les fonctions
des Consuls. (W. III. 746). a. I. 242. b. I. 629
- 1771 **Déclaration du Roi d'Espagne relative à l'expé-
22 Janv.** dition contre le port Egmont aux îles de
Falkland; et contredéclaration de la Grande-
Bretagne. (W. III. 815). a. I. 288. b. II. 1
- 1774 **Placards affichés par ordre de l'Angleterre au
22 Mai.** fort Egmond pour conserver ses droits en
le quitant. a. III. 252. b. II. 4
- 27 Déc. **Convention entre la France et l'Espagne con-
cernant la contrebande.** VI. 149. b. II. 209
- 1777 **Traité définitif de Police entre les cours de
3 Juin.** France et d'Espagne sur divers points concer-
nant les sujets à St. Domingue. a. VII. 44. b. II. 536
- **Traité de limites de l'île de St. Domingue entre
la France et l'Espagne.** K. II. 406. b. II. 519
- 1 Oct. **Traité préliminaire de paix et des limites entre
S. M. Très-fidèle et Catholique à St. Ilde-
fonse.** a. I. 634. b. II. 545

Espagne.

- 1778 Traité d'amitié de garantie et de commerce
1 Mars. conclu entre les Cours royales d'Espagne
et de Portugal. a. I. 709. b. II. 512
- 1779 Règlement du Roi d'Espagne concernant les
1 Juill. armateurs; en Hollandais. a. IV. 329. b. III. 139
- 1780 Déclaration de la Russie aux cours de Londres,
28 Fevr. de Versailles et de Madrid concernant le
commerce neutre. S. II. 74. b. III. 138
- 13 Mars. Lettre du Secrétaire d'Etat d'Espagne au mi-
nistre de la marine espagnol pour servir de
règlement concernant la navigation des
neutres. a. IV. 268. b. III. 92
- 18 Avr. Réponse de la Cour d'Espagne à la déclaration
de la Russie du 28 Fevr. touchant le com-
merce neutre. a. IV. 348. b. III. 164
- 8 Juill. Déclaration de la C. de Danemarck aux 3 puis-
sances belligérantes au sujet du commerce
neutre. a. IV. 360. b. III. 178
- 7 Août. Réponse de la Cour d'Espagne à la déclaration
du ministère Danois du 8 Juillet. VI. 204. b. III. 183
- 1782 Artickel des Friedens- und Handlungs- Vertrags
14 Sept. zwischen dem Könige von Spanien und der
Ottomannischen Pforte, (en Espagnol et en
Allemand). a. II. 218. b. III. 402
- 27 Nov. Convention entre les Rois d'Espagne et de
Sardaigne pour la succession entre leurs
sujets. S. II. 165. b. III. 491
- 1783 Articles préliminaires de paix entre les Rois
20 Janv. d'Espagne et de la Grande-Bretagne. a. II. 323.
a. II. 323. b. III. 503
- 15 Juill. Acte d'accession du Roi de France au traité de
1778 entre l'Espagne et le Portugal. VI. 214. b. II. 625
- 8 Août. Acte de ratification de l'accession de la France
au traité d'alliance entre l'Espagne et le
Portugal. K. II. 463. b. II. 626
- 3 Sept. Traité définitif de paix et d'amitié entre le Roi
de la Gr. Br. et le Roi d'Esp. avec 2 art. sép.
et une déclaration et contredéclaration.
a. II. 484. b. III. 541
1784. Trattado di pace tra il re di Spagna e la reg-
10 Sept. genza di Tripoli. a. II. 531. mieux S. III. 87.
b. III. 760
- 1786 Traité de paix et d'amitié entre le Roi d'Espagne
14 Juill. et le Dey et la régence d'Algèr. a. II. 665. b. IV. 126
Conven-

Espagne.

- 1786 Convention entre S. M. le Roi de la Grande-
14 Juill. Bretagne et S. M. le Roi d'Espagne au sujet
de possessions en Amérique. a. II. 673. b. IV. 133
- 27 Déc. Convention conclue entre les Rois de France et
d'Espagne au sujet de la contrebande. VI. 227. •
b. IV. 187
- 1789 Déclaration de l'Empereur de Maroc portant
20 Oct. différens privilèges pour le commerce des
Espagnols. S. III. 132. Note *)
- 1790 Extrait de l'ordonnance du Roi d'Espagne sur
Avr. les avantages des navires nationaux devant
les étrangers. VI. préf. XIII. n. °)
- 24 Juill. Déclaration et contre-déclaration signée entre
la Gr. Bretagne et l'Espagne touchant les
différends en Amérique; en Français et en
Anglais. a. III. 166. b. IV. 488
- 26 Août. Décret de la convention nationale sur la conti-
nuation des engagemens de la nation avec
l'Espagne. S. VI. 443
- 28 Oct. Convention entre S. M. Britannique et le Roi
d'Espagne sur les différends en Amérique;
en Français et Anglais. a. III. 184. b. IV. 492
- 1791 Cartel d'échange et de restitution réciproque
23 Juin. de transfuges entre les Colonies Espagnoles
et Hollandaises aux Indes occidentales. V. x
- 19 Juill. Traité de paix entre l'Espagne et Tunis. S. III. 96
- Juill. et Ordonnances du Roi d'Espagne concernant les
Août. étrangers, en date du 20, 21 et 29 Juill. et
1 et 3 Août. V. 12
- 1792 Extrait d'un ordre du Roi d'Espagne relatif
17 Avr. aux avantages dont jouiront réciproquement
les navires Danois et Espagnols (en Esp.
et Fr.) S. III. 124
- 1793 Convention entre S. M. le Roi d'Espagne et
25 Mai. S. M. le Roi de la Grande-Bretagne conclue
à Aranjez relativement à la guerre; en
Français et Espagnol. V. 150
- 1794 Décret de la Conv. Nationale qu'il ne sera point
11 Août. fait de prisonnier Espagnol. VI. 751
- 1795 Traité de paix entre la République Française et
22 Juill. le Roi d'Espagne. VI. 542
- 27 Oct. Traité d'amitié de limites et de navigation
entre le Roi d'Espagne et les Etats-Unis
d'Amérique (en Angl. et Français. VI. 561
Traité

Espagne.

- 1796 Traité d'alliance offensive et défensive entre la
19 Août. Rép. Française et le Roi d'Espagne. VI. 656
- 1797 Acte d'accession de la République Batave au
28 Juin. traité d'alliance entre la France et l'Espagne
de 1796. VII. 192
- 1798 Capitulation par laquelle l'île de Minorque est
15 Nov. remise aux Anglais. VII. 299
- 1799 Traité de paix d'amitié, de navigation, de
1 Mars. commerce et de pêche entre S. M. Catholique
et S. M. Marocaine conclu à Mequinez
(en Esp. et Fr.) S. III. 132
- 1800 Actes entre l'Espagne et la Suède relatifs à
Sept. l'affaire de Barcelone. S. II. 374
- 1 Oct. Traité secret avec la France à Ildefonse; le
3. Art. se trouve d. SCHÖELL VII. 205.
- 1801 Traité signé entre l'Espagne et la République
21 Mars. Française à Madrid (en Esp. et Français). S. II. 329
- 6 Juin. Traité de paix entre l'Espagne et le Portugal
à Badajoz. S. II. 340
- 4 Oct. Traité de paix entre la Russie et l'Espagne
signé à Paris. S. III. 191
- 1802
- 27 Mars. Traité définitif de paix à Amiens. S. II. 563
- 1804 Capitulation sous laquelle 5 regimens suisses
2 Août. qui se trouvent au service de S. M. Catho-
lique continueront à servir pendant 30 an-
nées. S. IV. 1.
- 1808 Convention du Roi Charles IV. avec l'Emp.
5 Mai. Français. S. V. 60
- 6 Mai. Lettre du prince des Asturies renonçant au
trône d'Espagne. S. V. 63
- 10 Mai. Convention du Prince des Asturies avec l'Emp.
Français. S. V. 63
- 6 Juin. Proclamation de Joseph Napoléon pour Roi
d'Espagne par l'Emp. Français et Décret d'ac-
ception. S. V. 66
- 11 Juill. Acte du C. Britannique portant levée du blocus
contre l'Espagne. S. V. 86
- 1809 Traité d'amitié entre la Gr. Bretagne et la
14 Janv. Junta. S. V. 163
- 19 Janv. Convention avec les Français à Corogne. S. V. 167
- 1812 Traité d'amitié et d'alliance avec la Russie signé
20 Juill. à Welliki. S. VII. 230
- Traité

Espagne.

- 1813
8 (non 11) Traité du Roi Ferdinand VII. avec l'Empereur
Déc. des Français à Valençay (non ratifié). S. V. 654
- 1814
20 Juill. Traité de paix avec la France. S. VI. 42
14 Août. Traité de paix avec le Danemarck. S. VI. 43
et mieux S. VII. 306
- 1815
8 Fevr. Déclaration des 8 puissances sur la traité des
nègres. S. VI. 432
- 13 Mars. Déclaration des 8 puissances sur l'évasion d.
Bonaparte. S. VI. 110
- 19 Mars. Règlement fait au Congrès de Vienne sur le
rang des agens diplomatiques. S. VI. 449
- 20 Mars. Déclaration des Puissances réunies au Congrès
au sujet de la Suisse. S. VI. 157
- 30 Mars. Note de l'ambassadeur d'Espagne au congrès de
Vienne au sujet de l'alliance du 25 Mars. S. VI. 466
- 12 Mai. Extrait du procès-verbal des conférences de
Vienne sur Napoléon Bonaparte. S. VI. 263
- 1^{er} Juin. Notes de l'Amb. d'Espagne au Congrès de Vienne
concernant l'acte du Congrès et l'affaire de
Parme etc. S. VI. 466-474
- 1816
10 Août. Traité d'alliance avec le Roi des Pays-Bas contre les Barbaresques signé à Alcala-de-Henares. S. VII. 84
- 1817
23 Sept. Traité avec la Gr. Bretagne sur la traité des
nègres. S. VII. 135

France.

France.

- 1648 Actes de cession des 3 évêchés de Lorraine, de
24 Oct. l'Alsace, de Brisac et de Pignerol délivré à
la France par l'Empereur et par l'Empire
K. I. 174.
- Acte particulier de cession de Brisac, du Land-
graviat d'Alsace, du Sundgau et de la pré-
fecture des 10 villes Imp. d'Alsace délivré
à la France par l'Empereur. K. I. 191.
- 1681 Translat de la transaction passée entre l'El.
24 Mai. de Mayence et la ville de Strasbourg sur
la navig. du Rhin. [K. I. 196.
- 1690 Ratifications du traité de paix de 100 ans entre
1692 la France et la régence d'Algèr. K. I. 255.
- 1701 Traité d'alliance entre S. M. T. Chrétienne et
13 Fevr. l'Electeur de Cologne et acte d'accession
de S. M. Catholique. S. I. xcv
- 24 Fevr. Traité d'alliance mutuelle entre LL. MM. Ca-
thol. et Très-Chrétienne et le Duc de Man-
toue (en Ital.) S. I. ci
- 9 Mars. Traité d'alliance entre S. M. T. C. et l'Elect.
de Bavière du 9 Mars 1701. et acte d'acces-
sion de S. M. Catholique du 7 Avril. S. I. cxi
- 18 Juin. Traité d'alliance mutuelle entre S. M. Cathol. et
le Roi de Portugal (en Esp. et Fr.) S. I. cxviii
- Transaction ajustée entre les Rois d'Espagne
et de Portugal au sujet des affaires de
l'assiento (Esp. et Fr.) S. I. cxxxvi
- 1718 Convention entre S. M. Imp. et Catholique
21 Avr. S. M. T. Chrétienne et les E. Gén. d. P.
Unis pour la restitution réciproque des
déferteurs. S. I. 158
- 18 Juill. Convention entre les Rois de France et de la
Gr. Brétagne pour proposer l'Ultimatum des
conditions de paix entre l'Empereur et
l'Espagne et entre l'Empereur et le Roi des
deux Siciles. S. I. 431
- 1721 Traité d'alliance défensive entre les couronnes
27 Mars. d'Espagne et de France. S. I. 442
- 13 Juin. Déclaration signée par les plénipotentiaires
d'Espagne et de France que le traité du
27 Mars restera en vigueur. S. I. 447
- 1723 Traité d'évacuation de l'île de Sainte Lucie
13 Janv. par les Anglais. S. I. 162
- Arrêt

France.

- 1725 Arrêt du Conseil de France qui ordonne que
4 Déc. et la ville de Danzig jouira de tous les privi-
1726 lèges accordés aux villes de Lubeck, Brème
6 Juill. et Hambourg par le traité de 1716 suivi de
lettres patentes du 6 Juill. 1726. S. I. 172
- 1727 Convention entre la France et les Prov. Unies
13 Janv. des Pays-Bas concernant Amboina. S. I. 176
- 1729 Traité entre la France et l'Electeur Palatin con-
15 Fevr. cernant l'Alsace. K. I. 277.
- 9 Juin. et Traité pour 100 ans entre la France et la ré-
2 Août. gence de Tripoli. K. I. 284.
- 1731 Convention entre la France et l'abbé de St.
29 Avr. Gal portant renouvellement du traité de
1661. K. I. 303.
- 1733 Contrat de vente pour la cession de l'isle de
15 Juin. Ste. Croix par la France à la Comp. Danoise.
K. I. 304.
- 24 Nov. Convention ou acte de neutralité pour les
Pays-Bas Autrichiens entre le Roi de France
et les Provinces Unies des Pays-Bas. S. I. 216
- 1735 Traité de subside entre la France et la Suède
25 Juin. (qui n'a été ratifié qu'en 1738). S. I. 228
- 3 Oct. Articles préliminaires de paix entre l'Empereur
R. et le Roi de France signés à Vienne; avec
trois Articles séparés. W. I. 1.
- 1736 Déclarations de la part de l'Empereur et de la
30 Janv. part de la France sur la paix avec le Roi
d'Espagne et avec le Roi des deux Siciles
à Vienne. W. I. 14. 15.
- 11 Avr. Convention entre l'Empereur et le Roi Très-
Chrétien sur l'exécution des Articles préli-
minaires signée à Vienne. W. I. 16.
- 18 Mai. Avis de l'Empire touchant les préliminaires
signés avec la France. W. I. 35.
- 16 Août. Acte fait entre les généraux des armées de S. M.
Imp. et de S. M. T. Chrétienne en Italie
pour le règlement de ce qui reste du Mi-
lanés. W. I. 131.
- Accession du R. de Sardaigne aux préliminaires
W. I. 50.
- 28 Août. Convention entre l'Empereur et le Roi T. C.
pour la cession et remise actuelle du duché
de Lorraine au Roi de Pologne Stanislas I.
W. I. 51.

- 1736 Actes secrets et séparés redigés à la suite de la convention de ce jour pour garantir à l'Empereur
28 Août et au Duc de Lorraine les allodiaux de Parme
et 28 Sept. et de Toscane. K. I. 310. 314. 327.
- 2 Déc. Convention pour la cession de la principauté
de Commercy à faire au Roi Stanislas.
K. I. 331.
- 13 Déc. Acte de cession du Duc de Lorraine des Duchés
de Bar et de Lorraine. W. I. 86.
- 1737 Lettre du Grand Vezir au Cardinal Fleury
Sept. pour demander la médiation de la France
Oct. et lettre du Roi de France au Grand-Seigneur
du 1 Oct. W. I. 398. 402.
- 1738 Convention entre les cours de Vienne et de
22 Mars. Versailles sur les limites du côté de Luxembourg. K. I. 335.
- 16 Mai. Acte de renouvellement du traité d'alliance et
de subside entre la France et l'Electeur de
Bavière. K. I. 337.
- 10 Nov. Traité d'alliance entre S. M. Très-Chrétienne
et le Roi de Suède. W. II. I.
- 18 Nov. Traité définitif de paix entre l'Empereur, l'Em-
pire et la France conclu à Vienne le 18 Nov.
1738 avec les ratifications de l'Empereur
du 31 Dec. et de la France du 7 Janv. 1739.
W. I. 88. 141. 146.
- Contrat de vente du port de Carrical et de ses
dépendances par le Rajah de Tanjour à la
France. S. II. 113
- 1739 Déclaration des ministres plénipotentiaires de
20 Janv. l'Empereur et du Roi Très-Chrétien.
W. I. 148.
- 9 Mars. Actes d'accession du Roi de Sardaigne à la paix
de Vienne. W. I. 149. 151. 152. 156.
- 21 Avr. Actes d'accession du Roi d'Espagne et de celui
des Deux-Siciles au traité définitif de Vienne.
W. I. 157. 172. 176. et 165. 174. 179.
- 11 Sept. Traité défensif entre la France et l'évêché de
Bâle. K. I. 329.
- 21 Déc. Traité de commerce entre le Roi de France et
les Prov. Unies des Pays-Bas. W. I. 414.
- 1740 Capitulations ou traités anciens et nouveaux
16 Déc. entre la cour de France et la Porte-Otto-
mane renouvelés et augmentés l'an 1740.
W. I. 538.

Renou-

France.

- 1740 Renouveau d'alliance entre la France et la
Rép. des Grisons; extrait S. I. 260
- 25 Avr. Traité préliminaire de commerce et de naviga-
tion entre S. M. Très- Chrétienne et la cou-
ronne de Suède. W. II. 5.
- 1742 Alliance entre la France et le Danemarç.
15 Mars. K. I. 343.
- 12 Mai. Concessions faites aux Français par le Rajah
du Tanjour. S. II. 115
- 23 Août. Traité de commerce entre les Rois de France
et de Danemarç. W. I. 591.
- 9 Nov. Traité de paix entre la France et la régence
de Tunis. K. I. 374.
- 1743 Supplément au traité entre la France et la ré-
gence de Tunis. K. I. 387.
- 14 Fevr. 25 Oct. Traité d'alliance perpétuelle avec l'Espagne.
Flaſſan dipl. Franç. Vol. V. p 172. 2. éd.
- 1744 Convention entre la France et la Gr. Bretagne
Avril. pour l'exécution des Articles du traité
d'Utrecht relatifs au cas de rupture. S. I. 265
- 6 Juin. Articles ſecret de l'Union de Francfort pour
inviter le Roi de France d'y accéder et
acceſſion de celui-ci de la même date.
K. I. 389. 391.
- 24 Juill. Acte de garantie du Roi de France donné au
traité particulier entre l'Empereur et le Roi
de Pruſſe. K. I. 399.
- 1745 Traité d'alliance et de ſubſides entre la France
1 Mai. l'Espagne, Naples et la rép. de Gènes
ſigné à Aranjuez, et oppoſé au traité de
Worms. K. I. 405.
- Articles ſéparés et ſecrets ſignés avec la répub-
lique de Gènes et deux déclarations de
celle-ci au ſujet de l'Art. IV. et XI. K. I.
415. 426. 430.
- 1747
26 Mai. Renouveau du traité de ſubſide entre la
France et la Suède. S. I. 299
- 6 Juin. 1748 Préliminaires du traité de paix ſignés à Aix la
30 Avr. Chapelle entre S. M. Britannique, S. M. T.
Chrétienne et les E. Gén. des P. Unies des
Pays-Bas. W. II. 310.
- 10 Mai. Convention entre la France et le D. de Wur-
temberg concernant les poſſeſſions en Al-
ſace, et Montbéliard. W. II. 310.

France.

- 1748
21 Mai. Déclaration de 3 puissances contractantes du traité prélim. d'Aix la Chapelle pour rectifier et étendre les art. 1. et 2. des préliminaires. W. II. 318.
- 23 Mai. Déclaration d'accession conditionnelle de S. M. l'Imp. Reine aux articles préliminaires. W. II. 323.
- 31 Mai. Déclaration des ministres plénipotentiaires aux conférences d'Aix la Chapelle relative à l'art. II. des préliminaires. W. II. 320.
- 8 Juill. Convention entre les P. contractantes au sujet des places conquises dans les deux Indes et des prises faites sur mer. W. II. 333.
- 2 Août. Convention entre les trois puissances contractantes par rapport à la rétrogradation des troupes Russes. W. II. 335.
- 18 Oct. Traité définitif d'Aix la Chapelle. W. III. 337.
- 4 Déc. Convention signée à Nice en exécution de l'Art. VII. du traité définitif d'Aix la Chapelle. K. I. 446.
- 1749
11 Janv. Convention entre les commissaires de S. M. T. Chrét. de S. M. l'Imp. R. d'Hongrie et de Bohême et les S. Etats-Gén. des Prov. Unies des Pays-Bas. W. II. 426.
- 15 Août. Traité entre le Roi de France et la Rép. de Genève pour régler les limites. W. II. 438.
- 30 Sept. Convention entre S. M. T. Chrétienne et le Roi de Danemarck qui proroge l'exécution du traité de 1742. S. I. 325
- 1751
28 Avr. Convention définitive entre la France et l'Electeur Palatin concernant la navigation du Rhin. K. I. 479.
- 29 Mai. Extrait du traité d'accession de l'Electeur de Mayence à la convention entre la Fr. et l'El. Pal. concernant la navigation du Rhin. K. I. 485.
- 27 Juill. Convention entre la France, le Roi de Pologne Duc de Lorraine et le comte de Linange-Heidesheim au sujet de quelques fiefs de Lorraine. K. I. 487.
- 1752
4 Fevr. Traité préliminaire de limites et d'échange entre la France et le D. de Wurtemberg. K. I. 493.
- 30 Mai. Article ajouté au traité de paix de 1729. entre la France et Tripoli. K. I. 500. 501.

Conven-

France.

- 1753 Convention préliminaire de commerce entre
14 Fevr. les Rois de France et de Prusse, à Paris
W. II. 722.
- 15 Mai. Traité d'Union entre la Fr. et le Cardinal de
Bav. Prince évêque de Liège. K. I. 512
- 1754 Renouveau de l'alliance entre la France
17 Janv. et la Suède K. I. 512. avec un article
séparé. ibid. 519.
- 30 Janv. Traité renouvelé d'alliance entre le Roi Très-
Chrétien et le Roi de Danemarck, signé le
30 Janv. et ratifié par le Danemarck le
18 Mars. 1754, avec deux articles séparés
signés et ratifiés sous les mêmes dates
K. I. 522. 528.
- 1756 Convention de neutralité entre S. M. Très-
1 Mai, Chrétienne et S. M. l'Imp. Reine de Hon-
grie et de Bohême signée à Versailles.
W. III. 139.
- Traité d'amitié et d'alliance entre les mêmes
puissances le même jour avec 2 articles sé-
parés. W. III. 141.
- Cinq articles signés séparément entre les mêmes
puissances. K. II. 11. SCHÖELL III. 19.
- 14 Août. Traité de subside entre la France et la Ré-
publique de Gènes. K. II. 17.
- 31 Déc. Acte d'accession de la Russie au traité de
Versailles du 1 Mai 1756. entre la Fr. et
l'Autr. S. III. 33
- 1757 Convention entre la France, l'Impératrice Reine
21 Mars. et la Suède sur l'exercice de la garantie de
la paix de Westphalie. K. II. 33. 38. SCHÖELL
III. 33.
- 28 Mars. Acte de garantie du Roi de France pour la pos-
session de Berg et Juliers en faveur de la
maison Palatine de Sulzbach. K. II. 40.
SCHÖELL III. 126.
- 1 Mai. Traité d'union et d'amitié entre l'Autriche et
la France avec 10 articles séparés, signé et
ratifié^{*)}. K. II. 43.

Q q 2

Renou-

*) C'est par une erreur, que Mr. Koon lui même a été le premier
à rectifier, que cet auteur a allégué dans l'ouvrage cité ci-
dessus que ce traité étoit demeuré sans ratification.

France.

- 1757
18 Mai. Renouveaulement du traité d'union de 1753 entre la France et le Card. évêque de Liège. K. II. 85. SCHOELL III. 129.
- 9 Sept. Convention conclue à Closter-Zeven entre le Duc de Cumberland et le Maréchal D. de Richelieu le 9 Sept. 1757. W. III. 152.
- 22 Sept. Convention de subfides entre la France, l'Autriche et la Suède. K. II. 89. SCHOELL III. 168.
- Assurance donnée à la Suède par la France. K. II. 94. SCHOELL II. 172.
- 5 Nov. Accession de l'Imp. de Russie à la convention du 21 Mars entre la Fr. l'Autr. et la Suède. K. II. 103.
- 1758
4 Mai. Traité avec le Danemarc. SCHOELL III. 202.
- 20 Oct. Accession de l'Autr. et garantie du traité du 4 Mai. SCHOELL III. 202.
- 30 Déc. Traité d'alliance entre l'Imp. Reine et le Roi de France signé à Versailles. W. III. 185. SCHOELL III. 189.
- 1759
30 Avr. Traité d'Union et de subfides entre la France et l'Electeur Palatin signé le 30 Avr. avec la ratification de l'Electeur palatin du 7 Mai. K. II. 109. 118. SCHOELL III. 179-186
- 1760
7 Mars. Accession de l'Imp. de Russie au traité défensif du 30 Déc. 1758. entre la Fr. et l'Autr. K. II. 121.
- 10 Mars. Accession de l'Impératrice de Russie aux, traité. Articles séparés et déclaration signés le 4 Mai, 13 Août et 20 Oct. 1758, entre la France et le Danemarc. K. II. 125. SCHOELL II. 189.
- 17 Mars. Acte d'Accession du Danemarc à la convention de 1759 entre la France et la Suède. S. III. 42
- 21 Mars. Déclaration de l'Autriche en accédant au traité de 1758 entre la France et le Danemarc. S. III. 44
- 24 Mars. Traité de limites entre les Rois de France et de Sardaigne. W. III. 218.
- 9 Juin. Convention provisoire signée à Bouquenom entre la France et le Prince de Nassau Saarbruck sur ses limites. K. II. 141.
- 5 Août. Ratification de M. le D. de Choiseul mise sur le double de la précédente convention. K. II. 160.

Acces-

France.

- 1760 Accession du Roi de Suède au traité conclu
17 Sept. entre S. M. Très-Chrétienne et l'Autriche
W. III. 268.
- 1761 Traité d'amitié et d'union entre les Rois Très-
15 Août. Chrétien et Catholique ou Pacte de famille.
(W. III. 278). a. I. 1. b. I. 16
- 16 Août. Autre traité entre la France et l'Espagne
cité par extrait d. SCHOELL III. 91.
- 1762 Déclaration de la Russie à ses alliés sur la paix
23 Fevr. et contredéclaration de la France. a. I. 15. b. I. 28
- 3 Nov. Articles préliminaires de paix entre le Roi de
la Gr. Bretagne, le Roi de France et le Roi
d'Espagne à Fontainebleau. (W. III. 313).
a. I. 17. b. I. 92. 203
- 3 Déc. Déclaration de la Cour de Russie touchant le
titre Impérial. (W. III. 414), a. I. 29. b. I. 132
- 1763 Contredéclaration de la France du 28 Janv. et de
28 Janv. l'Esp. du 5 Fevr. à la déclaration de la Russie
et 5 Fevr. du 3 Déc. (W. III. 414). a. I. 30. 31. b. I. 133
- 10 Fevr. Traité définitif de paix et d'amitié entre S. M.
Britannique, le Roi T. Chrétien et le Roi
d'Espagne à Paris avec 3 articles séparés, et
une déclaration du Min. de France par rap-
port aux dettes dues aux Canadiens, et une
autre déclaration du Min. de S. M. Britanni-
que par rapport aux limites de Bengale;
ainsi que l'accession du Roi de Portugal au
traité définitif. (W. III. 329). a. I. 33. b. I. 104
- 10 Juin. Convention faite entre Leurs Majestés le Roi de
Sardaigne, le Roi Très-Chrétien et le Roi
Catholique, à Paris avec 2 articles séparés.
(W. III. 445. conf. K. II. 164). a. I. 80.
ajoutés a. III. 219. b. I. 197
- 1764 Traité d'amitié entre le Roi de France et
16 Janv. le Dey d'Algèr. (K. II. 169), a. IV. 40.
et en entier. S. III. 68. b. I. 217
- 17 Mars. Paragraphe servant d'éclaircissement pour l'exé-
cution de l'Art. 3. du traité de 1749 entre la
France et Genève. K. II. 172.
- 6 Août. Traité entre S. M. T. Chrétienne et la Républi-
que de Gènes touchant l'île de Corse.
(W. III. 488.) p. extrait. a. I. 114. b. I. 299
Qq 3 Capitu-

France.

- 1764 Capitulation générale pour les troupes que les
3 Nov. Cantons catholiques et l'abbé de St. Gal ont
au service de France. K. II. 180. b. I. 270.
- 1765 Articles proposés entre le Rajah de Tanjour et
Mai. les Français pour la restitution des privilè-
ges de ceux-ci (en Angl.) S. II. 117. b. I. 265
- Traité entre les Français et le Nabob du Car-
natic (en Angl.) S. II. 120
- 21 Mai. Traité entre les Français et le Rajah de Tan-
jour (Angl.) S. II. 123
- Traité entre la France et la régence de Tunis
pour l'adoption du 5^{me} Article du traité de
1764 entre la France et Algèr. (K. II. 206.)
S. III. 71. b. I. 289
- 28 Sept. Traité de limites entre le comté de Bourgogne
et la souveraineté de Neufchatel et Valen-
gin K. II. 208. b. I. 291
- 3 Déc. Convention entre le Roi Très-Chrétien et le
Duc de Wirtemberg pour la restitution récipro-
que des déserteurs et malfaiteurs. a. VI. 42. b. I. 310
- 1766 Haupt- und schließlicher Tausch-Vertrag zwi-
schen dem Könige von Frankreich und
15 Fevr. dem Fürsten von Nassau - Saarbrücken.
(W. III. 525.) a. I. 153. b. I. 324
- 29 Mars. Convention for the liquidation of the Canada
Paper money between the King of Great-
Britain and the most Christian King. (W. III.
560.) a. I. 126. b. I. 372
- 12 Mai. Substance de la convention faite entre la cour
de France et le Duc des Deux-Ponts tou-
chant le droit d'Aubaine. a. I. 138. b. I. 380
- 16 Juin. Convention entre la France et l'électeur Pala-
tin sur l'échange de Seltz et de Hagenbach.
K. II. 243. b. I. 381
- Renouvellement de l'acte de garantie pour la
possession de Berg et de Juliers en faveur
de la maison Palatine. K. II. 252. b. I. 381
- 24 Juin. Convention entre S. M. le Roi de France et
S. M. l'Imp. Reine de Hongrie et de Bohème
sur l'abolition du droit d'Aubaine.
(W. III. 587.) a. III. 232. b. I. 402
- 26 Nov. Lettres patentes du Roi de France pour la ville
d'Aix la Chapelle concernant le droit d'Au-
baine. a. I. 153. b. I. 420
- Traité

France.

- 1767 **Traité de commerce entre la France et l'Emp.**
 28 Mai. **de Maroc.** (K. II. 254.) extr. VII. 27. en
 entier. S. III. 72. b. I. 449
- 9 Oct. **Convention préliminaire entre la France, le**
Prince évêque et les états de Liège concer
nant les limites. K. II. 265. b. I. 468
- 15 Oct. **Jugement rendu à Soleure par les ministres**
plénipotentiaires du Roi de France et des
Cantons de Zurich et de Berne au sujet de
Genève. (W. III. 618.) a. I. 204 et III. 238. b. I. 471
- 1768 **Convention entre les cours de France et**
 2 Janv. **d'Espagne pour l'intelligence de l'art. 24. du**
pacte de famille. a. VI. 69. b. I. 479
- Fevr. **Kais. Commiss. Decret an die Reichsversamm-**
lung vom 4 Nov. 1767; Reichsgutachten
vom 1 Febr. und K. Commiss. Ratifications-
Decret vom 15 Febr. 1768; die Abtretung
und Umtausch einiger Lande zwischen
Frankreich und Nassau-Saarbrück betreffend.
 a. III. 241. b. I. 348
- 1 Avr. **Art. séparé et détaché du traité de subsides du**
même jour, entre la France et Nassau-Saar-
bruck. K. II. 269. b. I. 589
- 15 Mai. **Traité conclu entre le Roi de France et la Ré-**
publique de Gènes pour la cession de l'île
de Corse. (W. III. 714) a. I. 229. b. I. 591
- Juin. **Lettres patentes du Roi de France portant con-**
firmation de droits en faveur d. M. le Duc
de Wirtemberg pour ses possessions en
Alsace. a. VI. 106. b. I. 615
- 6 Déc. **Convention conclue entre le Roi de France et**
le Grand Duc de Toscane portant exemption
du droit d'Aubaine. a. I. 234
- 1769 **Lettre patente du Roi de France portant abo-**
 Fevr. **lition du droit d'Aubaine en faveur de la**
noblesse immédiate d'Empire. a. I. 237. b. I. 624
- 13 Mars. **Convention entre la Cour de France et celle**
d'Espagne pour mieux régler les fonctions
des Consuls. (W. III. 746). a. I. 242. b. I. 629
- 1 Avr. **Traité de commerce entre le Roi de France et**
la ville de Hambourg avec deux articles sé-
parés. (W. III. 752). a. I. 248. b. I. 634
- **Autres articles séparés signés entre la France**
et la ville de Hambourg. K. II. 271).
 S. III. 80. b. I. 650

France.

- 1769 **Traité entre le Roi de France et l'Impératrice**
 16 Mai. Reine de Hongrie et de Bohême pour régler
 les limites des états respectifs dans les
 Pays-Bas. a. I. 265. b. I. 661
- 1770 **Trattato preliminare di pace tra il Ré di Francia**
 25 Août. é la reggenza di Tunis (extrait. W. III.
 807; en Français. K. II. 282). a. III. 245. b. I. 700
- 13 Sept. **Traité définitif entre la France et le régence**
 de Tunis. K. II. 286. b. I. 702
- 26 Oct. **Supplément à la convention d'échange entre**
 la France et le Prince de Nassau-Saarbruck.
 K. II. 300. b. I. 705
- 1772 **Déclaration entre la France et la Rép. de Gènes**
 8 Fevr. pour empêcher la contrebande. K. II. 301. b. II. 26
- 6 Mai. **Déclaration entre la France et le Danemarck**
 sur le payement des arrérages. K. II. 309. b. II. 37
- 24 Mai. **Traité entre le Roi de France et l'évêque**
 l'église et l'état de Liège concernant les
 limites. a. I. 292. b. II. 44
- 24 Mai. **Protestation du Duc de Bouillon contre le**
 précédent traité et contreprotestation du
 Prince-Evêque de Liège. a. I. 312. b. II. 60
- 1773 **Traité touchant le droit d'aubaine entre la**
 23 Juill. France et la Rép. des Pr. Unies des P. Bas.
 a. I. 337. b. II. 252
- 29 Oct. **Convention préliminaire de limites entre la**
 France et l'Electeur de Trêves, avec un
 supplément. K. II. 321. 328. b. II. 260
- 9 Déc. **Fernerweite Artikel, worüber S. M. der König**
 von Frankreich und S. Hochf. Gnaden der
 Fürst Bischof zu Lüttich zur Vollziehung
 des den 24 Mai 1772 geschlossenen Tractats
 übereingekommen sind. a. I. 490. b. II. 65
- 1774 **Reichsgutachten vom 24 April und Kaiserliche**
 Avr. Ratifications Decret vom 11 Mai den
 Mai. zwischen der Krone Frankreich und dem
 Fürstenthume Lüttich getroffenen Tausch-
 Vergleich betreffend. a. I. 502. b. II. 73
- 10 Avr. **Lettres patentes du Roi sur la levée du sequestre**
 d'Avignon. b. II. 256
- 3 Juin. **Renouvellement des traités de paix entre la**
 France et la régence de Tunis lors de l'avé-
 nement de Louis XVI. K. II. 332. b. III. 283
 Lettres

France.

- 1774 Lettres patentes du Roi de France confirmatoi-
4 Juin. res de celles du 11 Déc. 1773 portant rati-
fication de la convention de 1773 avec
l'évêque de Liège. K. II. 334. b. II. 65
- 29 Août. Lettres patentes sur une convention entre le
Roi de France et l'Imp. Reine concernant
quelques prieurés en Alsace. K. II. 345. b. II. 323
- Oct. Uebersetzung der lettres patentes des Königs
von Frankreich vom October 1774 wegen Ab-
schaffung des droit d'Aubaine für 23 Reichs-
städte und Acceptations Acte besagter Reichs-
städte vom 15 Dec. 1774. a. I. 523. 526. b. II. 326
- 15 Nov. Procès verbal de limites entre la France et le
Canton de Berne. K. II. 352. b. II. 331
- 27 Déc. Convention entre la France et l'Espagne con-
cernant la contrebande. VI. 149. b. II. 364
- 1775 Convention conclue entre le Roi de France et
14 Oct. l'Imp. Reine de Hongrie et de Bohême au
sujet des bénéfices réguliers dépendans des
abbayes situées en France et dans les Pays-
Bas autrichiens. a. I. 534. b. II. 412
- 1776 Gränz- und Tausch- Tractat zwischen S. M.
24 Janv. dem Könige von Frankreich und dem
Fürsten von Nassau- Weilburg. a. I. 552. b. II. 429
- 2 Avr. Trattato di pace e di commercio tra la Francia
e la repubblica di Ragusi. a. I. 576. b. II. 474
- 9 Juill. Convention entre la France et l'évêque de
Liège au sujet d'une échange. K. II. 301. b. II. 77
- 1777 Allgemeines Defensiv- Bündnis zwischen S. M.
28 Mai. dem König von Frankreich und den 13 Can-
tons der Schweizer Eydgenossenschaft auch
zugewandten Orten. a. I. 606. b. II. 507
- 3 Juin. Traité définitif de Police entre les cours de
France et d'Espagne sur divers points con-
cernant les sujets à St. Domingue. VII. 44. b. II. 536
- Traité de limites de l'isle de St. Domingue entre
la France et l'Espagne. K. II. 406. b. II. 519
- 1778 Traité d'amitié et de commerce entre le Roi
6 Fevr. de France et les Etats- Unis de l'Amérique.
a. I. 685. b. II. 587
- Deux articles d'abord insérés dans ce traité mais
supprimés par acte du 1 Sept. 1778. a. VII. 51. b. II. 603
- Traité d'alliance éventuelle et défensive entre le
Roi de France et les Etats- Unis de l'Amé-
rique. a. I. 701. b. II. 605

France.

- 1778 **Extrait de l'ordonnance du Roi de France con-**
 28 Mars. **cernant les prises faites par les vaisseaux, fré-**
gates et autres bâtimens du Roi. a. IV. 306. b. III. 115
- 14 Avr. **Convention pour l'abolition du Droit d'Aubaine**
entre la France et les Etats du Duc de
Wurtemberg. a. I. 722. b. II. 628
- Juin. **Édit portant règlement sur les fonctions judi-**
ciaires et de police des consuls de France
dans les pays étrangers. K. II. 430. b. II. 632
- 11 Juin. **Convention entre la France et l'évêque de Liège**
concernant le terrain entre deux eaux.
K. II. 450. b. II. 81
- 28 Juin. **Extrait de la déclaration du Roi de France**
concernant la course sur les ennemies de
l'état. a. IV. 308. b. III. 117
- 1 Juill. **Convention entre le Roi de France et l'électeur**
de Trèves concernant les limites des états
respectifs. a. IV. 181. b. II. 268
- 26 Juill. **Réglement de S. M. le Roi de France concernant**
la navigation des bâtimens neutres en tems
de guerre. a. IV. 198. b. III. 18
- 27 Sept. **Réglement du Roi de France concernant les pri-**
ses que les corsaires Français conduiront dans
les Ports des Etats - Unis et vice versa.
a. IV. 313. b. III. 123
- 1779 **Lettres patentes du Roi de France portant con-**
 Mai. **firmation des Droits et privilèges du Corps**
de la Noblesse de la Basse-Alsace. a. VI. 187. b. II. 690
- 18 Juin. **Ordonnance du Roi de France concernant les**
reprises faites par les vaisseaux, frégates et
autres bâtimens de S. M. a. IV. 319. b. III. 138
- 27 Juill. **Convention pour l'abolition du droit d'Aubaine**
entre le Roi de France et le Landgrave de
Hesse - Darmstadt. a. II. 29. b. II. 705
- 18 Sept. **Traité de commerce entre le Roi de France et**
le Duc de Mecklenbourg - Schwerin, avec
7 articles séparés. a. II. 33. b. II. 709
- 8 Nov. **Réglement du Roi de France concernant les**
prises qui seront conduites dans les ports
étrangers. a. IV. 319. b. III. 129
- 18 Nov. **Traité entre l'Impératrice Reine de Hongrie et**
de Bohême et le Roi de France concernant
les limites de leurs états respectifs dans les
Pays-Bas. a. II. 56. b. II. 730
Déclara-

France.

- 1780 Déclaration de la Russie aux cours de Londres
28 Fevr. de Versailles et de Madrid concernant le
commerce neutre. S. II. 74. b. III. 158
- 26 Mars. Cartel pour l'échange des prisonniers pris en
mer entre la France et la Grande-Bretagne
avec 1 art. séparé. a. IV. 276. b. III. 300
- 25 Avr. Réponse de la Cour de France à la déclaration
de la Russie du 28 Fevr. touchant le com-
merce neutre. a. IV. 346. b. III. 162
- Mai. Déclaration de S. M. Danoise remise aux Cours
des Puissances belligérantes touchant la neu-
tralité de la mer baltique. a. II. 84. b. III. 174
- 25 Mai. Réponse de la Cour de Fr. à la précédente dé-
claration du Danemarck du mois de Mai.
a. VI. 202. b. III. 176
- 20 Juin. Convention conclue entre le Roi de France
et l'évêque de Bâle concernant les limites.
a. II. 85. b. III. 319
- Traité d'alliance entre le Roi de France et
l'évêque de Bâle. a. II. 93. b. III. 327
- 8 Juill. Déclaration de Sa Majesté Danoise aux Cours
de Londres de Versailles et de Madrid au
sujet du commerce et de la navigation
neutre. a. IV. 360. b. III. 178
- 21 Juill. Déclaration de S. M. Suédoise aux Cours de
Londres, de Versailles et de Madrid au sujet
du commerce et de la navigation neutre.
a. IV. 365. b. III. 185
- 27 Juill. Réponse de la France à la déclaration de S. M.
Danoise du 8 Juillet. a. IV. 363. b. III. 180
- 4 Août. Réponse de la Cour de France à la déclaration
de la Suède du 21 Juill. a. IV. 366. b. III. 186
- Août. Lettres patentes du Roi de France portant con-
firmation des droits de l'électeur de Trèves
dans les terres et seigneuries de Fumay,
Revin et Feppin. a. IV. 191. b. II. 278
- Nov. Memoire de la Cour de Russie présenté aux
Cours de puissances belligérantes pour leur
notifier l'accession du Danemarck et de la
Suède au système de la neutralité armée.
a. IV. 372. b. III. 208
- 12 Déc. Réponse de la France à la notification de la
Russie sur l'accession du Danemarck et de la
Suède. a. IV. 373. b. III. 209
- Conven-

France.

- 1781 Convention entre le Roi de France et les Prov.
1 Mai. Unies des Pays-Bas concernant les reprises.
a. II. 127. b. III. 340
- 22 Sept. Traité de limites et d'échange entre le Roi de
France et les comtes de la Leyen; en Fran-
çais et Allemand; avec une déclaration in-
terpretative du 18 article, faite le 30 Nov.
1782. a. II. 138. b. III. 344
- Nov. Acte par lequel les E. Généraux se chargent de
la garantie d'un emprunt de la France de
5 millions de florins (en Holl.) S. II. 162. b. III. 367
- 19 Déc. Convention conclue entre le Roi de France et
le Prince-Evêque de Bâle concernant les
délits sur les frontières. a. II. 188. b. II. 376
- Déc. Edit du Roi de France qui fixe les privilèges
des Etats et du Corps Helvétique en France,
enregistré au Parlement le 8 Janv. 1782.
a. II. 182. b. III. 370
- 1782 Contrat entre S. M. le Roi de France et les
16 Juill. 13 Etats Unis de l'Amérique septentrionale
au sujet des sommes avancées par la Fr.
a. II. 212. b. III. 396
- 12 Nov. Acte de garantie passé entre les trois puissances
médiatrices, savoir les Rois de France et de
Sardaigne et la République de Berne qui ont
rétabli la tranquillité dans la République de
Genève. a. II. 301. b. III. 386
- Traité de neutralité annexé à l'acte précédent
de garantie passé entre les trois Puissances
médiatrices qui ont rétabli la tranquillité
dans la République de Genève avec une
lettre y annexée. a. II. 303. b. III. 487
- 1783 Articles préliminaires du traité de paix entre
20 Janv. les Rois de France et de la Gr. Brét.
a. II. 315. b. III. 503
- Mai. Lettres patentes du Roi de France portant con-
firmation des droits appartenans au Duc de
Wurtemberg dans la seigneurie de Fran-
quemont. a. II. 346. b. III. 585
- 15 Juill. Acte d'accession du Roi de France au traité de 1778
entre l'Espagne et le Portugal. a. VI. 214. b. II. 625
- 8 Août. Acte de ratification de l'accession de la France
au traité d'alliance entre l'Espagne et le
Portugal. K. II. 463. b. II. 626
- Traité

France.

- 1783 3 Sept. Traité définitif de paix et d'amitié entre le Roi de la Grande-Bretagne et le Roi de France avec 2 articles séparés et une déclaration et contredéclaration. a. II. 462. b. III. 519
- 1784 14 Mai. Arrêt du Conseil d'Etat du Roi de France portant confirmation et établissement de ports francs dans le royaume. a. VI. 215. b. III. 742
- 1 Juill. Convention provisoire pour servir d'explication à la convention préliminaire de commerce et de navigation du 25 Avril 1741 entre les Rois de France et de Suède. a. II. 526. b. III. 743
- 11 Juill. Capitulation du fort de Cabinde entre M. de Marigni commandant une division de vaisseaux de guerre français et M. Portudo Lieutenant Colonel commandant les retranchemens Portugais. a. IV. 466. b. IV. 97
- 20 Août. Déclaration du Roi de France concernant les créances que les Suisses auront à repeter sur des particuliers qui auroient fait faillite. K. II. 465. b. III. 748
- 1785 27 Avr. Ordonnance du Roi de France touchant l'admission des étrangers au commerce du Levant et en Barbarie. a. IV. 470. b. IV. 12
- Juin. Actes de ratification de l'Empereur et de l'Empire des traités de limites signés entre la France et Nassau-Weilbourg entre la France et Bâle entre la France et le Comte de la Leyen. a. II. 580. 587. 590. b. II. 448. III. 326. 358
- 10 Nov. Traité d'alliance défensive entre S. Maj. le Roi Très-Christien et les E. Généraux des Prov. Unies des Pays-Bas; avec 5 articles séparés. a. II. 612. b. IV. 65
- 1786 30 Janv. Convention entre la France et le Portugal au sujet du differend sur le fort de Cabinde. K. II. 492. b. IV. 101
- 21 Mai. Convention entre le Roi de France et le Duc de Wirtemberg relativement aux limites du Comté de Montbéliard. a. II. 652. b. IV. 113
- 26 Sept. Traité de navigation et de commerce entre Sa Majesté Britannique et S. M. Très-Christienne. a. II. 680. b. IV. 155
- 27 Déc. Convention conclue entre les Rois de France et d'Espagne au sujet de la contrebande. a. VI. 227. b. IV. 187
- Traité

France.

- 1787 Traité de navigation et de commerce entre la
11 Janv. France et la Russie. a. III. 1. b. IV. 196
- 15 Janv. Convention explicative entre les Rois de France
et de la Gr. Bretagne sur quelques articles
du traité de commerce de 1786. a. III. 30. b. IV. 223
- 30 Août. Déclaration réciproque entre les cours de Ver-
sailles et de Londres pour ne mettre en
activité que six vaisseaux. K. II. 498. b. IV. 279
- 31 Août. Convention entre S. M. Britannique et S. M.
Très-Chrétienne au sujet du commerce au
Bengale; en Anglais. a. III. 72
en Français. a. VII. 106. b. IV. 230
- 27 Oct. Déclarations réciproques des Cours de Londres
et de Versailles pour faire cesser les arme-
mens faits à l'occasion des troubles en Hol-
lande. a. III. 103. b. IV. 313
- 1788 Convention entre le Roi de France et les Etats-
14 Nov. Unis d'Amérique pour fixer les droits des
Consuls. a. VII. 109. b. IV. 417
- 1789 Convention sur la prolongation du traité de
17 Mars. commerce entre la France et la ville de
Hambourg. a. III. 158. b. IV. 425
- 30 Nov. Décret de l'assemblée nationale de France por-
tant réunion de la Corse. a. VI. 396
- 1790 Décret de l'assemblée nationale de France pour
29 Juill. l'examen des traités avec l'étranger. a. VI. 442
- 6 Août. Décret de l'assemblée nationale en France por-
tant abolition du droit d'aubaine et de de-
traction. a. VI. 289
- 26 Août. Décret de l'assemblée nationale sur la conti-
nuation des engagemens de la nation avec
l'Espagne. a. VI. 443
- 28 Oct. Décret de l'assemblée nationale de France sur
les indemnités à accorder aux Princes d'Al-
lemagne. a. VI. 392
- 1791 Décret de l'assemblée nationale Française por-
13 Avr. tant abolition du droit d'aubaine et de de-
traction dans les Colonies. a. VI. 289
- 19 Juin. Décret de l'assemblée nationale de France sur
les indemnités à accorder aux Princes d'Al-
lemagne. a. VI. 393
- 22 Juill. Décret de l'assemblée nationale concernant la
principauté de Salm-Salm. a. VI. 423

France.

- 1791 Actes relatifs à la réunion d'Avignon et de Venaissin à la France. VI. 397
- 14 Sept. Réunion de Henrichemont à la France. VI. 412
- 27 Sept. — Réunion de Dombes à la France. VI. 413
- 3 Nov. Protestation du Pape contre la réunion d'Avignon et de Venaissin. VI. 402
- 29 Déc. Déclaration de l'assemblée nationale pour exposer à tous les peuples ses sentimens et ses intentions. VI. 733
- 1792 Convention entre le Roi de France et le Prince de Salm-Salm concernant l'indemnification pour la suppression des droits féodaux et seigneuriaux. V. 90
- Convention entre le Roi de France et le Prince de Loewenstein Wertheim concernant l'indemnification pour la suppression des droits féodaux etc. VI. 394
- 4 Mai. Déclarat. de l'assemblée Nationale concernant les militaires faites prisonniers de guerre. VI. 737
- 3 Août. Décret de l'assemblée Nationale sur le traitement des prisonniers pris les armes à la main. VI. 739
- 19 Sept. Décret de l'assemblée Nationale sur l'échange des prisonniers de guerre. VI. 740
- 2 Nov. Traité entre le Général Montesquiou et la République de Genève. V. 95
- 19 Nov. Décret de la Convention Nationale par lequel elle promet secours à tous les peuples qui voudront revolter. VI. 741
- 27 Nov. Décret de réunion de la Savoye à la France. VI. 415
- 16 Déc. Décret de la Conv. Nationale de France qui rapporte les décrets sur les indemnités pour les Princes d'Allemagne. VI. 393
- 17 Déc. Décret de la Convention Nationale qui détermine la conduite à tenir dans les pays où ils porteront les armes. VI. 741
- 1793 Actes relatifs à la réunion de Nice à la France.
- 31 Janv. VI. 419
- 31 Janv. Décret de la Conv. Nationale portant que les Français pourront armer en course. VI. 752
- 8 Fevr. Edit de S. M. I. de toutes les Russies portant suspension du traité de commerce avec la France. VII. 166
- 14 Fevr. Réunion de Monaco à la France. VI. 421
- Décret

France.

- 1793 Décret de la Conv. Nationale sur le jugement des
14 Fevr. prises et sur les loix en fait de prises. VI. 755
- 1 Mars. Décret de la Conv. Nationale de France qui
annule les traités avec les puissances avec
lesquelles elle est en guerre, et défend l'im-
portation de marchandises Anglaïses. VI. 444
- 2 Mars. Réunion de Salm-Salm à la France. VI. 425
- 23 Mars. Actes relatifs à la réunion de l'évêché de Bâle
à la France. VI. 426
- 4 et Proclamation du conseil exécutif en France sur
16 Avr. la liberté du commerce des navires Danois
et Suédois. VII. 137
- 19 Avr. Edit de S. M. I. de toutes les Russies portant
défense d'importation de marchandises Fran-
çaïses. VII. 122
- 9 Mai. Décret de la Conv. Nationale relativement aux
navires neutres. VI. 757
- Mai. Renouvellement des traités entre la République
Françaïse et la régence d'Algèr. VI. 316
- 25 Mai. Décret de la Conv. Nationale sur un mode uni-
forme d'échange des prisonniers de guerre. VI. 744
- 30 Juin. Confirmation des traités entre la France et le
Pacha de Tripoli. VI. 316
- 16 Août. Décret de la Convention Nationale que le peuple
va se lever en masse. VI. 749
- 21 Sept. Acte de navigation pour la France. VI. 318
- 10 Oct. Déclaration du Grand-Maître de l'Ordre de
Malthe concernant sa conduite envers la
France. VII. 138
- 8 Nov. Décret de la Conv. Nationale sur la décision
des causes concernant les prises. VI. 760
- 17 Nov. Décret de la Conv. Nationale au sujet des traités
avec les Cantons Suisses et les Etats-Unis
d'Amérique. VI. 446
- 22 Déc. Décret de la Convention Nationale qui ordonne
l'exécution des traités avec la République
de Gènes. VI. 447
- 1794 Décret de la Convention Nationale qu'il ne
26 Mai. sera point fait de prisonnier Anglais et Ha-
noverien. VI. 750
- 4 Juill. Décret de la Conv. Nat. que les troupes enne-
mies dans les places fortes qui ne se rendront
pas seront passées au fil de l'épée. VI. 750
- Décret

France.

- 1794 Décret de la Conv. Nationale qu'il ne sera point
11 Août. fait de prisonnier espagnol. VI. 751
- 1795 Capitulation par la quelle la province de Zee-
3 Fevr. lande se rend aux Français (en Holl.) VI. 450
- 9 Fevr. Traité de paix entre la République Française
et le Grand Duc de Toscane. VI. 455
- 17 Mars. Décret de la Conv. Nationale sur la direction
des opérations diplomatiques. VI. 449
- 5 Avr. Traité de paix entre S. M. le Roi de Prusse et
la République Française à Bâle. VI. 495
- 7 Avr. Substance d'une Convention entre les Commis-
saires de S. M. Imp. et royale et ceux de la
France concernant les individus qui n'ont
pas été pris les armes à la main. VI. 507
- 16 Mai. Traité de paix et d'alliance entre la République
Française et la République des Prov. Unies
des Pays-Bas avec un règlement sur le port
de Flessingue. (Les artt. lépp. se trouvent
dans SCHÖELL IX. 309.) VI. 532
- 17 Mai. Traité entre le Roi de Prusse et la République
Française relatif à la neutralité d'une partie
de l'Allemagne. VI. 503.
- 25 Mai. Supplément aux traités entre la France et la
régence de Tunis. VI. 541
- 22 Juill. Traité de paix entre la République Française et
le Roi d'Espagne. VI. 542
- 27 Juill. Articles prélimin. avec la Hollande sur la solde
des troupes SCHÖELL IX. 313.
- 28 Août. Traité de paix entre la République Française et
le Landgrave de Hesse-Cassel. VI. 548
- 25 Sept. Projet de traité entre la République Française et
le Duc de Wirtemberg non ratifié. VI. 665
- 1 Oct. Actes relatifs à la réunion de la Belgique et de
Liège à la France. VI. 432-440
- 25 Oct. Extrait de la loi Française concernant l'admini-
stration des prises. VI. 760
- 1796 Acte d'accord avec la Hollande sur tout ce qui
5 Janv. est dû par elle SCHÖELL IX. 391.
- 27 Avr. Loi Française réglant l'appel en matière de
prises. VI. 763
- 28 Avr. Suspension d'armes entre les troupes Françaises
et celles de S. M. Sarde. VI. 608
- 3 Mai. Convention avec la Hollande SCHÖELL IX. 340.

France.

- 1796 Condition de la suspension d'armes entre l'armée
8 Mai. Française et le Duc de Parme. VI. 625
- 15 Mai. Traité de paix et d'amitié entre S. M. le Roi de
Sardaigne et la République Française. VI. 611
- 5 Juin. Suspension d'hostilités entre les troupes Fran-
çaises et les troupes Napolitaines. VI. 635
- 23 Juin. Suspension d'armes entre le Général en Chef
de l'armée Française et le député du Pape. VI. 640
- 2 Juill. Arrêté du Directoire Français sur la conduite
envers les navires neutres. VI. 764
- 17 Juill. Suspension d'armes entre le Général en Chef de
l'armée Française et les députés du Duc de
Wurtemberg. VI. 667
- 23 Juill. Suspension d'armes entre le Général en Chef de
l'armée Française et les députés du Marg-
grave de Bâde. VI. 676
- 27 Juill. Traité de suspension d'armes entre la France et
le Cercle de Souabe. VI. 690
- 5 Août. Traité relatif à une nouvelle ligne de démarca-
tion pour assurer la neutralité du nord de
l'Allemagne entre le Roi de Prusse et la Ré-
publique Française avec une convention se-
crète de la même date. VI. 650. 653
- 7 Août. Traité de suspension d'armes entre les troupes
Françaises et le cercle de Franconie. VII. 141
- Traité de paix entre la Rép. Fr. et le Duc de
Wurtemberg avec les 11 articles sép. VI. 670
- 19 Août. Traité d'alliance offensive et défensive entre la
Rép. Française et le Roi d'Espagne. VI. 656
- 22 Août. Traité de paix conclu entre la République Fran-
çaise et le Marggrave de Bâde avec les
18 articles secrets. VI. 679
- 7 Sept. Suspension d'armes entre le Général en Chef
de l'Armée Française et l'Electeur Bava-
ro-Palatin. VI. 694
- 9 Oct. Convention entre le Directoire exécutif de la
Rép. Française et la Rép. de Gènes. VI. 647
- 10 Oct. Traité de paix conclu entre la République Fran-
çaise et le Roi des deux Siciles. VI. 636
- 31 Oct. Loi Française portant défense d'importation et
de vente de marchandises Anglaises. VI. 765
- 5 Nov. Traité de paix entre la Rép. Française et le Duc
de Parme avec un article séparé. VI. 625
- Deux

France.

- 1797 Deux Ukases de S. M. Imp. de toutes les Russies
22 Janv. concernant l'importation de marchandises
Françaises et Hollandaises. VII. 129
- Fevr. Extrait de la convention entre le Général Bo-
naparte et le Gr. Duc de Toscane. VII. 168
- 19 Fevr. Traité de paix entre la République Française
et le Pape. VI. 642
- 2 Mars. Arrêté du directoire exécutif en France rélati-
vement à la navigation neutre. VI. 769
- 5 Avr. Traité d'alliance offensive et défensive entre la
Rép. Française et le Roi de Sardaigne. VI. 620
- 7 Avr. Actes concernant la suspension d'armes entre
S. M. l'Empereur Roi et la France. VII. 169-186
- 18 Avr. Traité de paix préliminaire conclu à Leoben
entre la France et l'Autriche avec 11 arti-
cles séparés et secrets. S. III. 126
- 16 Mai. Traité entre la France et la République de Ven-
nise. VII. 187
- 6 Juin. Convention entre la France, et la République
de Gènes. VII. 190
- 28 Juin. Acte d'accession de la République Batave au
traité d'alliance entre la France et l'Espagne
de 1796. VII. 192
- 29 Juin. Proclamation du Général Bonaparte portant acte
d'indépendance de la Cisalpine. VII. 197
- 20 Août. Traité de paix et d'amitié entre la République
Franç. et S. M. la Reine de Portugal. VII. 201
- 10 Oct. Proclamation du Général Bonaparte portant
réunion de la Valteline etc. à la République
Cisalpine. VII. 199
- 17 Oct. Traité de paix conclu à Campo-Formio entre la
France et l'Autriche avec les articles secrets. VII. 208
- 1 Déc. Convention dite militaire entre S. M. l'Empe-
reur Roi et la République Française. VII. 225
- 28 Déc. Actes relatifs à l'occupation de Mayence par les
troupes Françaises. VII. 229
- 1798 Loi Française relative aux navires chargés de
18 Janv. marchandises Anglaises. VI. 774
- 28 Janv. Traité de réunion de la République de Mulhau-
sen à la République Française. VII. 237
- 5 Fevr. Arrêté du directoire exécutif relatif au Port de
Flessingue en Zeelande. VII. 241
- Mars. Traité d'alliance et traité de commerce entre la
République Française et la Cisalpine. VII. 243

France.

- 1798 Traité de réunion de la République de Genève
à la République Française. VII. 249
- 26 Avr.
- 12 Juin. Convention entre la République Française et le
Grand-maître de l'ordre de Malthe pour la
cession de Malthe et de Gozzo. VII. 431
- 28 Juin. Convention entre les commandans des troupes
Françaises et Sardes pour l'occupation de la
citadelle de Turin par les Français. VII. 272
- 5 Juill. Accord entre Bonaparte et les principaux Cheiks
de la ville d'Alexandrie en Egypte. VII. 274
- 7 Juill. Loi des Etats-Unis d'Amérique qui déclare
que les traités jusqu'ici conclus avec la France
ne sont plus obligatoires. VII. 278
- 19 Août. Traité de paix et d'alliance offensive et défensive
entre la République Helvétique et la Ré-
publique Française. VII. 279
- Articles séparés et secrets joints à ce traité.
SCHÖELL V. 155.
- 13 Sept. Cartel pour l'échange des prisonniers de guerre
entre la Gr. Bretagne et la France. VII. 288
- 29 Oct. Arrêté du Directoire exécutif en France concer-
nant les matelots des puissances neutres (con-
férés l'explication du 14 Nov.) VI. 775. 776
- 30 Nov. Convention spéciale entre la France et la Ré-
publique Helvétique au sujet des secours re-
quis par la République Française. VII. 284
- 9 Déc. Acte par lequel le Roi de Sardaigne renonce à
l'exercice de tout pouvoir dans le Piémont. VII. 312
- 1799 Convention d'armistice entre le Général Cham-
pionet et le vice Roi de Naples. VII. 335
- 10 Janv. Convention entre la République Française et la
République Helvétique au sujet des troupes
Suisses qui ont été au service du Roi de
Sardaigne. VII. 340
- 15 Fevr. Décret du Directoire exécutif contre les régen-
ces d'Algèr, Tunis et Tripolis. VII. 443
- 3 Mars. Protestation du Roi de Sardaigne contre la
renonciation au Piémont. S. IV. 99
- 30 Mai. Traité de commerce entre la Rép. Française
et la Rép. Helvétique à Paris. S. III. 186
- 23 Juill. Notes du directoire helvétique à celui de France
Oct. SCHÖELL V. 265.
- 9 Oct. Arrêté du Directoire exécutif en France décer-
nant un embargo sur les navires des Ham-
bourgeois. VII. 373
- Arrêté

France.

- 1799 Arrêté de la commission consulaire en France
20 Déc. portant rétablissement du règlement du
26 Juill. 1778, concernant la navigation
neutre. VII. 376
- 1800 Actes entre la France et la Grande-Bretagne
Jan.-Juin. relatifs à l'évacuation de l'Egypte. S. II. 487-516
- 5 Janv. Traité entre la République Française et la Ré-
publique Batave sur plusieurs points litigieux
(allégué par erreur sous 15 Janv.) Les
art. 14. 15 et 16. se trouvent dans SCHOELL
IX. 350. et les articles secrets dans SCHOELL
XIV. 543. VII. 377
- 24 Janv. Convention sur l'évacuation de l'Egypte entre
les plénipotentiaires du Général en Chef
Kleber et ceux du Suprême-Vefir. VII. 380
- Mars. Actes entre la Grande-Bretagne et la France
Juin. touchant l'exemption d'hostilités pour les
vaisseaux pêcheurs. VII. 295
- 5 Juin. Convention pour l'évacuation de Gênes. VII. 393
- 16 Juin. Armistice entre le Général Berthier et le Général
Melas après la bataille de Marengo. VII. 396
- 20 Juin. Articles entre les Généraux C. de Hohenzollern
et Suchet sur l'exécution de la précédente
convention. VII. 398
- 22 Juin. Convention pour l'occupation de Gênes par les
Français. VII. 400
- 15 Juill. Convention entre les Généraux en Chef des ar-
mées Française et Impériale en Allemagne
pour un armistice. VII. 401
- 20 Juill. Armistice entre la France et Algèr. VII. 390
- 28 Juill. Articles préliminaires de paix entre la France
et l'Autriche, non ratifiés. VII. 407
- 31 Juill. Articles arrêtés entre les Généraux en Chef des
armées Française et Imp. en Italie. VII. 404
- 26 Août. Armistice entre la France et le Dey de Tunis. VII. 425
- 5 Sept. Capitulation entre les troupes Françaises et
Anglaises pour l'évacuation de Malthe par
les Français. VII. 466
- 7 Sept. Arrêté du premier Consul par lequel le Nova-
rese et le pays au de là de la Sesia ont été
démembrés du Piémont et réunis à la Rép.
Cisalpine. S. IV. 101
- 14 Sept. Convention entre la République Française et
les Princes d'Issembourg. VII. 472

France.

1800	Convention entre la République Française et le Landgrave de Hesse-Hombourg.	VII. 475
14 Sept.	Convention d'une suspension d'armes entre les armées Imp. et Française à Hohenlinden.	VII. 410
25 Sept.	Convention entre la République Française et les Princes de la maison de Nassau avec un article séparé.	VII. 479
29 Sept.	Convention d'armistice entre les armées Imp. et Française en Italie à Castiglione.	VII. 414
30 Sept.	Traité définitif de paix entre la France et Algèr, extrait.	VII. 391
—	Convention entre la République Française et les Etats-Unis d'Amérique.	VII. 484
1 Oct.	Traité secret avec l'Espagne à Ildephonse; le 3. Art. se trouve dans SCHOKLL VII. 205.	
16 Oct.	Capitulation pour la reddition de la place de Livourne aux Français.	VII. 416
22 Oct.	Convention conclue entre la République Française et les Princes de Wied.	VII. 481
31 Oct.	Proclamation du Général Moreau touchant la démolition de Ulm, Ingolstadt et Philipsbourg.	VII. 413
20 Nov.	Convention de paix et d'amitié entre le Général Augereau pour le gouvernement de la Rép. Française et les comtes d'Erbach.	VII. 513
25 Déc.	Convention d'armistice entre les armées Française et d'Autriche en Allemagne à Steyer.	VII. 528
1801	Armistice entre les Armées Françaises et Autrichiennes en Italie, signé à Trevise.	VII. 532
16 Janv.	Conv. pour la prolongation de l'armistice entre la France et l'Autriche à Luneville.	VII. 536
Janv. - Juill.	Actes entre la Gr. Bretagne et la France relatifs à l'exemption de saïsie pour les bateaux pêcheurs.	S. II. 287
9 Fevr.	Traité de paix entre la République Française et l'Empereur et le corps germanique à Luneville.	VII. 538
18 Fevr.	Armistice entre la Rép. Française et le Roi des deux Siciles.	S. II. 335
Fevr. Mars.	Actes de ratification du traité de Luneville tant de la part de l'Empereur et de l'Empire que de celle de la France.	S. II. 296
18 Mars.	Capitulation du fort d'Aboukir qui se rend aux Anglais.	S. II. 500
		Traité

France.

- 1801 Traité signé entre l'Espagne et la Rép. Franç.
 21 Mars. à Madrid (en Esp. et Française). S. II. 329
- 28 Mars. Traité de paix entre la Rép. Française et le
 Roi des deux Siciles. S. II. 337
- 10 et 19 Avr. Proclamation du Gén. Jourdan du 10 Avr.
 portant déclaration du Piémont pour Divi-
 sion militaire de France et arrêté du 19 Avr. S. IV. 102
- Mai. Actes relatifs à la réunion projetée du Piémont
 S. IV. 107
- 27 Juin. Capitulation pour l'évacuation de l'Egypte par
 les troupes Françaises sous Belliard, avec
 une note additionnelle et explicative. S. II. 502
- 15 Juill. Concordat entre le Gouvernement Français et
 le Pape. S. II. 519
- 31 Juill. Actes de ratification modifiée de la convention
 du 30 Sept. 1800. entre la France et les
 E. Unis d'Amérique. S. II. 517
- 24 Août. Traité de paix particulière entre la République
 Française et l'électeur Bavière-Palatin. S. II. 531
- 29 Août. Extrait d'une Convention entre la République
 Française et la Rép. Batave. S. II. 535
- 30 Août. Capitulation du Gén. Menou pour l'armée
 d'Alexandrie en Egypte. S. II. 509
- 29 Sept. Traité de paix entre la République Française
 et le Royaume de Portugal. S. II. 539
- 1 Oct. Articles préliminaires de paix entre la Républi-
 que Française et S. M. Britannique. S. II. 548
- 8 Oct. Traité de paix entre la Rép. Française et S. M.
 l'Empereur de toutes les Russies. S. II. 551
- 9 Oct. Articles préliminaires de paix entre la Rép.
 Française et la Porte Ottomane. S. II. 556
- 17 Déc. Traité de paix entre la Rép. Française et la
 régence d'Algèr. S. II. 558
- 1802 Traité de paix entre la République Française
 et la régence de Tunis. S. II. 561
- 23 Fevr. 27 Mars. Traité définitif de paix entre la Grande-Bretagne
 d'une part et la Rép. Française, l'Espagne
 et la République Batave de l'autre, signé à
 Amiens. S. II. 563
- 13 Mai. Acte d'accession de la Porte Ottomane au traité
 d'Amiens. S. III. 208
- 24 Mai. Convention entre la Rép. Française et le Roi
 de Prusse au sujet des indemnités pour
 la maison d'Orange. S. III. 219

France.

- 1802 Traité séparé entre la Rép. Française et le D. de
20 Juin. Wurtemberg. S. III. 225
- 25 Juin. Traité de paix définitif entre la Rép. Française
et la Porte Ottomane. S. III. 210
- Juill. Lettre du Pr. consul de France au Dey d'Algèr
et reponse. S. III. 213
- Juill. Déclaration des cours de France et de Russie
Août. portant projet d'indemnités en Alle-
magne. S. III. 231
- Août. Memoire du Min. Français portant transmission
du Frikthal à l'Helvétie. S. III. 360
- 26 Août. Extrait des registres du Senat conservateur con-
cernant la réunion de l'île d'Elbe à la
France. S. IV. 93
- 3 Sept. Adresse des trois Ministres des p. garantes,
au peuple Valaisan. S. III. 358
- 5 Sept. Convention entre la France la Prusse et la
Bavière p. la garantie des indemnités de la
Bavière. S. III. 226
- 11 Sept. Senatusconsulte organique du 24 fructid. an X.
portant réunion du Piemont à la Fr. S. IV. 111
- Oct. Actes relatifs à la soumission de Parme à la
France. S. IV. 112
- 26 Déc. Convention entre l'Empereur Roi de Hongrie et
Bohème et la Rép. Française avec accession
de la Russie. concernant les indemnités
pour le D. de Modène et le G. D. de Toscane.
S. III. 228
- 1803 Acte de médiation par le premier Consul de la
19 Fevr. République Française pour accorder les
parties qui divisent la Suisse. S. III. 361
- 25 Fevr. Récis principal de la députation extraordinaire
d'Empire concernant les indemnités à régler
d'après la paix de Luneville. S. III. 231
- 24 Mars. Avis de l'Empire, relativement à la ratification de
et 27 Avr. l'arrêté général de la députation; et décret
de ratification Impériale. S. III. 343-347
- 30 Avr. Traité entre la Rép. Française et les Etats-
Unis d'Amérique concernant la cession de
la Louisiane (Fr. et Angl.) S. III. 464
- Convention entre les mêmes de la même date. S. III. 472
- Autre convention entre les mêmes de la même
date. S. III. 476
- Actes

France.

- 1803 Actes relatifs à l'occupation de l'Electorat d'Ha-
 10. Juill. novre par les troupes Françaises. S. III. 518-524
- 25 Juin. Convention avec la Hollande SCHORLL IX. 354
- 27 Sept. Traité d'alliance défensive entre la France et
 la Suisse. S. III. 568
- Lettre du Gén. Ney au Landamman sur l'art. IX.
 du précédent traité. S. III. 571. note *)
- Capitulation militaire entre la République Fran-
 çaise et la diète Helvétique. S. III. 576
- 1804 Convention entre la France et le comte Bent-
 12 Mai. heim Steinfurt, signée le 12 Mai et ratif. le 22.
 S. IV. 93
- 18 Mai. Extrait du Scte organique par le quel le gou-
 vernement de la Républ. Française a été
 confié à l'Empereur. S. IV. 83
- 15 Août. Convention sur l'octroi de Navigation du Rhin
 entre la France et l'Allemagne. S. IV. 36
- 1 Oct. Convention supplémentaire à l'octroi sur la na-
 vigation du Rhin. S. IV. 71
- 20 Oct. Extrait d'une convention entre le gouverne-
 ment Fr. et la Rép. Ligurienne. S. IV. 96
- 1805 Actes de ratification de la convention sur
 12 Mars- l'octroi de navigation du Rhin, de la part
 1 Mai. de l'Empire. S. II. 72-82
- 13 Mars. Décret de l'Emp. Fr. relativement à la dispo-
 sition faite de la principauté de Piombino
 en faveur de la princesse Elise sœur de l'Emp.
 et de son époux. S. IV. 155
- Mai. Actes relatifs à la réunion de la Ligurie à la
 France. S. IV. 120
- 7 Juin. Décret de l'Emp. Fr. portant nomination du
 Prince Eugène en qualité de Vice. Roi
 d'Italie. S. IV. 137
- 21 Juill. Substance du décret Imp. Français concernant
 l'organisation des états Parmesans. S. IV. 116
- Août. Correspondance avec l'Autriche qui a précédé
 la rupture SCHORLL 119-137.
- 21 Sept. Traité de neutralité entre S. M. l'Empereur des
 Français et S. M. le Roi des deux Siciles
 à Paris. S. IV. 186
- 4 Oct. Décret de l'Emp. Français portant création d'un
 bataillon de Valaisans. S. IV. 188
- Oct. Capitulations entre les Français et les Autrichiens
 Nov. à Ulm, à Trostelingen, Kuffstein, Dombern. S. IV. 202

France.

- 1805 Armistice entre LL. MM. II. de France et
6 Déc. d'Autriche à Austerlitz. S. IV. 210
- 26 Déc. Traité de paix entre S. M. l'Empereur d'Alle-
magne et d'Autriche et S. M. l'Emp. des
Français à Presbourg. S. IV. 212
- 1806 Déclarations remises par les plénipotentiaires
1 Janv. de S. M. l'Emp. des Romains et d'Autriche
au moment de l'échange des ratifications du
traité de Presbourg. S. IV. 220
- 3 Janv. Convention conclue entre le Prince de Lich-
tenstein et le maréchal Berthier relative-
ment à l'échange de l'Artillerie et des
munitions etc. S. IV. 222
- 11 Fevr. Traité entre l'Emp. d. Français et le Roi de
Bavière relativement à une ligne militaire
dans le Tyrol. S. IV. 278
- Mars. Actes concernant la cession de la principauté
de Neuchâtel, du comté de Valengin, du
Duché de Cleve et de la principauté d'An-
spach par la Prusse à la France. S. IV. 237
- Acte relatif à la cession du Duché de Berg à
la France par l'Elect. Bava-ro-Palatin. S. IV. 246
- 15 Mars. Décret de S. M. l'Emp. des Français par lequel
il transfère les duchés de Cleve et de Berg
à son beau frère le Prince Joachim. S. IV. 250
- 12 Mars. Traité entre S. M. l'Emp. des Français et les
Princes de Nassau portant cession de Kassel,
Kostheim et de l'île de St. Pierre à la France.
S. IV. 233
- 30 Mars. Décret par lequel l'Emp. des Français déclare re-
connaître son frère Joseph Napoléon pour
Roi de Naples. S. IV. 252
- Décret par lequel l'Empereur d. Français trans-
fère la principauté de Neuchâtel au Maré-
chal Berthier. S. IV. 254
- Décret de S. M. l'Emp. des Français Roi Italie
portant réunion au royaume d'Italie des
états Venitiens cédés par la paix de Pres-
bourg. S. IV. 255
- Décret de S. M. l'Emp. des Français portant
érection de 3 duchés grand-fiefs de l'Empire
Français dans les états de Parme et de
Plaisance. S. IV. 258
- Décret

France.

- 1806 Décret de S. M. l'Emp. des Fr. portant disposition de la principauté de Guastalla en faveur de la princesse Borghèse. S. IV. 260
- 30 Mars. — Décret de S. M. l'Emp. des Fr. portant réunion des pays de Massa et Carrara et de la Garfagnana à la principauté de Lucques. S. IV. 261
- 31 Mars. Statut formant la loi de la famille de S. M. l'Emp. des Français présenté au Senat le 31 Mars. S. IV. 267
- 24 Mai. Traité entre S. M. l'Emp. des Français Roi d'Italie et les représentans de la République Batave sur l'adoption d'un gouvernement monarchique. S. IV. 280
- 5 Juin. Discours tenus dans l'aud. de l'Emp. pour demander le Prince Louis Napoléon comme Roi d'Hollande et reponses avec la circulaire du Secr. d'état aux min. étr. du 10 Juin. S. IV. 284
- Acte par lequel l'Emp. des Français a transféré la principauté de Bénévent à son min. des relat. ext. Talleyrand. S. IV. 263
- Acte par lequel l'Emp. des Français a transféré la principauté de Ponte-Corvo au Maréchal Bernadotte. S. IV. 264
- 2 Juill. Traité de confédération du Rhin entre l'Emp. des Français et differens Princes et états d'Allemagne. S. IV. 313
- 3 Juill. Capitulation de Gaëta. S. IV. 302
- 3 Juill. Traité de paix non ratifié entre la France et la Russie avec les pleinpouvoirs pour Mr. d'Oubril et les notes de la Russie sur son refus de ratifier. S. IV. 305
- Août. Note remise à la diète par le chargé d'affaires de France et déclaration des Ministres comitiaux des souverains et Princes qui ont signé l'acte de la Conféd. du Rhin. S. IV. 326
- Août. Acte d'Abdication de la couronne Impériale d'Allemagne par l'Empereur. S. IV. 332
- Sept. Lettre de S. M. l'Emp. d. Français à S. A. le Prince Primat concernant la souveraineté des Etats confédérés du Rhin en date du 11 Sept. S. IV. 341
- Sept. Traité entre l'Emp. des Français et l'Archiduc Prince de Wurzbourg touchant l'accession de celui-ci à la confédération du Rhin. S. IV. 345
- Conven-

France.

- 1806 Conventions militaires entre les troupes Françaises et Prussiennes, savoir capitulation d'Erfurt du 18 Oct. de Spandau du 25 Oct. de Stettin du 29 Oct. de la colonne de Hohenlohe du 29 Oct. de Ratkau du 7 Nov. de Magdebourg du 8 Nov. S. IV. 367-381
- 16 Nov. Suspension d'armes entre les armées Françaises et Prussiennes à Charlottenbourg, non ratifiée par la Prussie. S. IV. 382
- 11 Déc. Traité de paix entre S. M. l'Empereur des Français R. d'Italie et S. A. S. l'Electeur de Saxe signé à Posen. S. IV. 384
- 15 Déc. Traité entre S. M. l'Emp. d. Français et les Ducs de Saxe Weimar, Saxe Gotha, Saxe-Meiningen, Saxe Hildebourghausen et Saxe Cobourg portant l'admission de ces Princes à la confédération du Rhin; signé à Posen. S. IV. 387
- 1807
- Janv. Capitulation de Breslau du 5 Janv. S. IV. 413
- 7 Fevr. Capitulation de Schweidnitz. S. IV. 417
- 18 Avr. Armistice entre les troupes Françaises et Suédoises à Schlattkow. S. IV. 465
- Traité entre S. M. l'Emp. d. Français et les Ducs d'Anhalt-Deffau, Bernbourg et Cöthen portant l'accession de ceux-ci à la confédération du Rhin signé à Varsovie. S. IV. 391
- Traité entre S. M. l'Emp. d. Français et les Princes de Reuss portant l'accession de ceux-ci à la confédération du Rhin. S. IV. 396
- Traité entre S. M. l'Emp. d. Français et les Pr. de Lippe-Detmold et Lippe-Schaumbourg, portant l'accession de ceux-ci à la confédération du Rhin. S. IV. 396
- Traité entre S. M. l'Emp. d. Fr. et le Prince de Waldeck s. l. même objet. S. IV. 481
- Traité entre S. M. l'Emp. d. Fr. et les Pr. de Schwarzbourg s. l. même objet. S. IV. 483
- 20 Mai. Capitulation de Danzig. S. IV. 420
- 1 Juin. Capitulation de Neifs. S. IV. 424
- 21 Juin. Armistice entre les Emp. de France et de Russie à Tilfit. S. IV. 432
- 25 Juin. Armistice entre l'Emp. d. Français et le Roi de Prusse à Tilfit. S. IV. 435
- Capitulation d Glatz. S. IV. 427
- Traité

France.

- 1807 Traité de paix entre S. M. l'Emp. d. Français
7 Juill. et S. M. l'Emp. de toutes le Russies à Tilsit. S. IV. 436
- 9 Juill. Traité de paix entre S. M. l'Emp. d. Français
et le Roi de Prusse à Tilsit. S. IV. 444
- 12 Juill. Convention entre le Prince de Neufchatel et
le Feldmarechal de Kalkreuth en conséquence
du 28 Art. du traité de Tilsit. S. IV. 452
- 19 Août. Lettre du Ministre des relations extérieures de
France à M. de Gagern Ministre du D. de
Nassau portant notification de l'accession
des maisons d'Anhalt, de Schwarzbourg de
Reufs, de la Lippe et de Waldeck à la
confédération du Rhin. S. IV. 398
- 17 Août. Arrêté de la direction générale de l'octroi de la
navigation du Rhin fixant le prix du frêt. S. IV. 459
- Capitulation de l'isle de Rugen. S. IV. 467
- 10 Oct. Convention additionnelle de paix et de limites
entre l'Emp. d. Français Roi d'Italie et l'Em-
pereur d'Autriche; à Fontainebleau. S. IV. 468
- 3 Oct. Convention entre l'Emp. des Français et le Roi
de Prusse relativement à la route militaire
qui sera établie entre la Saxe et le Duché
de Varsovie. S. IV. 474
- 1 Nov. Traité entre l'Emp. des Français et le Roi
d'Hollande concernant la cession de l'Ost-
Frisse Jever et Fleissingue. S. IV. 485
- 1808 Décret Français en supplement à ceux du 21 Nov.
Janv. 1806 et 17 Déc. 1807. S. V. 457
- Janv. Décret sur la réunion de Kehl, Cassel etc. S. V. 322
- Avr. Décret Imp. sur la réunion d'Urbino Anco-
ne etc. S. V. 323
- Avr. Convention avec le Roi de Westphalie, à Berlin. S. V. 34
- Mai. Convention avec le Roi Charles IV, d'Espagne. S. V. 60
- Mai. Lettre du Prince des Asturies renonçant au
throne. S. V. 63
- Mai. Convention avec le Prince des Asturies. S. V. 63
- Convention de Bayonne avec le Roi de Saxe sur
les dettes du D. de Varsovie. S. V. 71
- Mai. Décret Imp. de réunion de Parme, Plaisance et
Toscane. S. V. 324.
- juin. Proclamation de Joseph Napoléon pour Roi
d'Espagne par l'Emp. Français et D. d'accepta-
tion. S. V. 66
- Suspen.

France.

1808	Suspension d'armes avec l'armée Anglaise en Portugal.	S. V. 94
22 Août.	Convent. définitive entre l. deux armées pour l'évacuation du Portugal.	S. V. 96
8 Sept.	Convention avec la Prusse sur la contrib. de guerre.	S. V. 102
5 Nov.	Convention avec la Prusse sur les contributions.	S. V. 106
12 Nov.	Convention avec la Prusse sur le service des hôpitaux.	S. V. 113
28 Nov.	Convention avec la Prusse sur l'art. 12. de celle du 8 Sept.	S. V. 124
29 Nov.	Convention avec la Prusse, addition. à celle du 8 Sept.	S. V. 126
30 Nov.	Convention avec la Prusse sur l'approvis. des places.	S. V. 126
1 Déc.	Convent. addit. à la précédente.	S. V. 129
1809		
19 Janv.	Convention avec les Espagnols à Corogne.	S. V. 167
22 Fevr.	Convention d'étapes avec la Prusse.	S. V. 130
1 Mars.	Acte des Etats-Unis d'Amérique défendant le commerce avec l'Angl. et la France.	S. V. 475
3 Mars.	Décret Français portant cession du Grand-Duché de Berg à Napoléon Louis.	S. V. 326
16 Mars.	Traité avec la Hollande sur diverses cessions.	S. V. 327
21 Avr.	Convention entre l'Archiduc Ferdinand et les alliés sur la neutralité de Varsovie.	S. V. 199
24 Avr.	Décret Français portant suppression de l'ordre Teutonique d. les Etats de la confédération du Rhin.	S. V. 201
—	Décret Français portant sequestre des biens des Princes d'Emp.	S. V. 202
—	Senatusconsulte Français portant réunion à la France des pays sur la rive gauche du Rhin.	S. V. 330
12 Mai.	Capitulation de Vienne.	S. V. 204
17 Mai.	Décret Français sur la réunion des Etats du Pape à l'Empire Français.	S. V. 341
25 Mai.	Convention avec le R. de Westphalie sur les deserteurs.	S. V. 189
22 Juin.	Capitulation de Raab.	S. V. 207
1-3 Juill.	Acte de renonciation de Louis Napoléon au throne d'Hollande.	S. V. 332
9 Juill.	Décret Français sur la réunion de la Hollande à l'Emp. Fr.	S. V. 338
12 Juill.	Suspension d'armes avec l'Autriche.	S. V. 209
	Capitu-	

France.

- 1800 Capitulation pour la reddition de Fleffingue
 15 Août. aux Angl. S. V. 195
 14 Oct. Traité de paix avec l'Autriche à Vienne. S. V. 210
 27 Oct. Convention militaire avec l'Autriche. S. V. 217
 1810
 6 Janv. Traité de paix avec la Suède à Paris. S. V. 232
 14 Janv. Traité avec la Westphalie sur la réunion du
 Hannovre. S. V. 235
 16 Fevr. Traité avec le Prince Primat sur la formation
 du G. Duché de Francfort. S. V. 241
 16 Fevr. Articles addit. et secrets à la précédente con-
 vention. S. VII. 184
 17 Fevr. Scto. Français sur la réunion des Etats de
 Rome à l'Empire. S. V. 342
 28 Fevr. Traité avec la Bavière sur le Tyrol (extrait). S. V. 251
 1 Mars. Acte de Napoléon disposant du Gr. Duché de
 Francfort en faveur du Prince Eugène. S. V. 345
 1 Mai. Acte des E. Unis d'Amérique sur le commerce
 avec l'Angleterre et la France. S. V. 508
 10 Mai. Convention avec la Westphalie sur le partage
 des Etats du Hanovre. S. V. 350
 — Convention avec la Westphalie sur les domaines.
 S. V. 356
 15 Mai. Procès verbal de remise de Hanau et Fulde au G.
 Duc de Francfort et de la moitié de l'octroi
 de la navigation du Rhin à la France. S. VII. 185
 25 Juill. Décret d'Anvers sur la navig. et les licences. S. V. 512
 5 Août. Décret de Trianon sur le tarif d. droits d'entrée.
 S. V. 513
 10 Août. Convention avec l'Autriche sur la révocation
 d'un Décret du 24 Avr. 1809 concern. les
 sequeftres. S. V. 277
 9 Oct. Décret de Fontainebleau portant que les
 marchandises Anglaifes feront brûlées. S. V. 522
 1 Nov. Décret Français portant exemption au celui de
 Trianon. S. V. 527
 1 Déc. Décret Français sur la réunion du Valais à la
 France. S. V. 344
 Déc. Décret Français sur la réunion de la Hollande,
 des villes Anféatiques, de Lauenbourg etc.
 à la France. S. V. 346
 et Note Rufle présentée à cet égard 1811. S. V. 348
 Conven-

France.

1811		
6 Août.	Convention avec la Prusse sur le droit de dé-	
2 Déc.	traction.	S. V. 393
26 Août.	Décret de l'Emp. Français sur la condition des	
	Français dans l'étranger.	S. V. 409
28 Déc.	Convention avec le G. D. de Francfort sur les	
	dettes.	S. VII. 214
1812		
24 Fevr.	Traité d'alliance avec la Prusse; avec les articles	
	séparés.	S. V. 414
12 Mars.	Rapport à l'Empereur par le ministre des relations	
	extérieures sur les droits maritimes.	S. V. 530
14 Mars.	Traité d'alliance avec l'Autriche; avec les art.	
	sép.	S. V. 427
25 Avr.	Convention avec le G. Duc de Francfort sur le	
	droit d'Aubaine.	S. V. 394
10 Mai.	Convention avec la Prusse sur les deserteurs.	S. V. 424
28 Mai.	Convention avec Mecklenbourg Schwerin sur le	
	droit d'Aubaine.	S. V. 396
1813		
25 Janv.	Concordat avec le Pape.	S. V. 552
4 Mai.	Convention avec le G. D de Francfort sur les	
	communications judiciaires.	S. VII. 265
5 Juin.	Armistice entre les Puissances belligérantes à	
	Poischwitz (non Pleiswitz).	S. V. 582
30 Juin.	Convention avec l'Autriche sur la médiation	
	de la paix.	S. V. 586
10 Juill.	Traité d'alliance avec le Danemarç.	S. V. 589
26 Juill.	Convention pour la prolongation de l'armistice	
	du 5 Juin.	S. V. 587
8 (non 11) Déc.	Traité avec le Roi d'Espagne Ferdinand VII.	
	à Valençay (non ratifié).	S. V. 654
1814		
12 Janv.	Principes généraux des alliés sur l'administration	
	des provinces Françaises occupées.	S. V. 638
15 Mars.	Déclaration des alliés lors de la rupture des	
	negoc. de Chatillon.	S. V. 688
31 Mars.	Capitulation de Paris.	S. V. 693
11 Avr.	Traité entre l'Autr. la Russie et la Prusse d'une	
	part et l'Emp. Napoléon Bonaparte de l'autre,	
	avec accession partielle de l'Angl.	S. V. 695
12 Avr.	Armistice entre le Duc de Weimar et le premier	
	corps d'armée Française.	S. V. 703
23 Avr.	Convention des alliés avec Monsieur frère du	
	Roi.	S. V. 706
—	Convention militaire avec l'Autriche sur l'éva-	
	cuation de l'Italie à Mantoue.	S. VII. 303
	Conven-	

France.

1814		
28 Mai.	Convention militaire à Paris.	S. V. 710
30 Mai.	Traité de paix de Paris entre les alliés et la France.	S. VI. 1
31 Mai.	Actes relatifs à l'admin. des pays cédés par la France.	S. VII. 309
20 Juill.	Traité de paix avec l'Espagne.	S. VI. 42
1815	Déclaration des 8 Puissances sur la traité des	
8 Fevr.	nègres.	S. VI. 432
7 Mars.	Convention avec la Gr. Brét. sur la vente de l'Opium aux Indes.	S. VI. 104
13 Mars.	Déclaration des 8 Puissances sur l'évasion de Bonaparte.	S. VI. 110
19 Mars.	Règlement fait au Congrès de Vienne sur le rang des agens diplomatiques.	S. VI. 419
20 Mars.	Déclaration des puissances réunies au Congrès au sujet de la Suisse.	S. VI. 157
24 Mars.	Règlement du Congrès sur la libre navigation des rivières.	S. VI. 434
12 Mai.	Extrait du procès verbal des conférences de Vienne sur Napoléon Bonaparte.	S. VI. 263
20 Mai.	Traité avec la Sardaigne à Vienne, avec un annexé à l'art. VII.	S. VI. 298
9 Juin.	Acte final du Congrès de Vienne.	S. VI. 379
10 Juin.	Extrait du protocole des P. signal. sur les arrangements. avec Bâle.	S. VI. 458
13 Juill.	Armistice avec les alliés.	S. VI. 593
27 Juill.	Actes relatifs à la suppression de la traité des Nègres en France.	S. VI. 602
2 Août.	Convention sur la garde de Napoléon entre la Gr. Bretagne et l'Autr. la Russie et la Prusse.	S. VI. 593
Sept.	Actes relatifs à la restitution des momumens de l'art de la part de la France.	S. VI. 632
23 Nov.	Traité de paix de Paris avec la Gr. Bretagne, la Russie, l'Autriche et la Prusse.	S. VI. 682
—	Article séparé avec la Russie seulement.	S. VI. 691
—	Convention en conséquence de l'art. IV.	S. VI. 692
—	Convention en conséquence de l'art. V.	S. VI. 695
—	Convention en conséquence de l'art. IX. concernant la Gr. Bretagne.	S. VI. 707
—	Convention en conséquence de l'art. IX. concernant les autres alliés.	S. VI. 717
20 Nov.	Notes des ministres des alliés au D. de Richelieu en lui communiquant leur traité d'union du même jour.	S. VI. 738
Nouveau Recueil. T. III.		Conven-

France. Francfort. Franconie.

- 1816 Convention avec le Gouvernement de Hambourg
27 Oct. sur les créances de la Banque. S. VII. 91
1817 Note officielle des ministres des alliés sur la di-
10 Fevr. minution du nombre de leurs armées en
France. S. VII. 93
11 Juin. Concordat avec le St. Siège. S. VII. 127
1818 Convention avec l'Autr. la Gr. Brét. la Prusse et
25 Avr. la Russie sur les réclamations particulières. S. VII. 417
— Convention spéciale avec la Gr. Bretagne. S. VII. 430

*Francfort Grand-Duché voyés Prince
Primat Francfort (ville libre).*

1815.
1 Août. Traité de subside avec la Grande-Bretagne. S. VI. 223

Franconie (cercle et comtes).

- 1796 Traité de suspension d'armes entre les troupes
7 Août. Françaises et le cercle de Franconie. VII. 141
1808 Conv. entre les cours de Bavière de Wirttemberg,
9 Sept. de Bâde de Hesse et le Prince Primat sur le
partage des dettes et pensions de l'ancien
collège des comtes de Franconie à Nurnberg.
S. VII. 169
Conven.

Franconie. Gènes.

1808. Convention entre les membres du cercle de
13 Sept. Franconie sur le partage des dettes et charges
de ce cercle. S. VII. 176

Gènes ensuite Ligurie.

- 1745 Traité d'alliance et de subside entre la Fr.
1 Mai. l'Esp. Naples et la Rép. de Gènes signé à
Aranjuez avec les Art. sép. et secrets
K. I. 405. 415. 426. 430. SCHOELL II.
363-371.
- 1748 Accessions de S. M. Catholique et de la Ré-
28 Juin. publique de Gènes aux préliminaires d'Aix
la Chap. W. II. 326. 327. 329.
- 18 Oct. Traité définitif de paix d'Aix la Chapelle.
W. II. 337.
- 1749 Convention principale entre l'Imp. Reine et
21 Janv. le Duc de Modène et la Rép. de Gènes tou-
chant l'évacuation des Pays-Bas faite à Nice.
W. II. 430.
- 1756 Traité perpétuel d'amitié de commerce et de
13 Mars. navigation entre S. M. le Roi de Danemarck
et la République de Gènes signé à Paris
(anullé par le traité de 1789). W. III. 88.
- 14 Août. Traité de subside entre la France et la Ré-
publique de Gènes. K. II. 17.
- 1764 Traité entre S. M. T. Chrétienne et la Répub-
6 Août. lique de Gènes touchant l'île de Corse.
(W. III. 488). extrait. a. I. 174. b. I. 265
- 1768 Traité conclu entre le Roi de France et la Ré-
15 Mai. publique de Gènes pour la cession de l'île
de Corse. (W. III. 714). a. I. 229. b. I. 591
- 1772 Déclaration entre la France et la Rép. de Gènes
3 Fevr. pour empêcher la contrebande. K. II. 301. b. III. 26
- 1779 Edit de la République de Gènes concernant la
1 Juill. navigation et le commerce en tems de
guerre; en Français et Italien. a. IV. 244. b. III. 64
- 1783 Convention entre le Grand Duc de Toscane et
28 Juin. la République de Gènes touchant la faïsse
des criminels. VII. 67
- 1789 Traité perpétuel d'amitié et de commerce con-
30 Juill. clu 1756 entre S. M. le Roi de Dan. et la Rép.
de Gènes confirmé et rectifié 1789 en y in-
sérant l'accord pour l'extradition des malfai-
teurs et déserteurs. a. IV. 532. b. IV. 438

Gênes. Genève.

- 1796 Convention entre le Roi de Suède et la Républi-
 13 Mars. que de Gênes (en Suédois et Italien). VI. 593
 9 Oct. Convention entre le Directoire exécutif de la
 Rép. Française et la Rép. de Gênes. VI. 647
 1797 Convention entre la France, et la République
 6 Juin. de Gênes. VII. 190
 1793 Décret de la Convention Nationale qui ordonne
 22 Déc. l'exécution des traités avec la République
 de Gênes. VI. 447
 1804 Extrait d'une convention entre le gouverne-
 20 Oct. ment Français et la République Ligurienne.
 S. IV. 96
 1805 Actes relatifs à la réunion de la Ligurie à la
 Mai. Juin. France. S. IV. 120
 — Actes relatifs à la cession de Gênes au Roi de
 13 Déc. Sardaigne, à Vienne. S. VI. 85

Genève.

- 1749 Traité entre le Roi de France et la République
 15 Juin. de Genève pour régler les limites. W. II. 438.
 1754 Traité de partage et d'échange entre le Roi de
 3 Juin. Sardaigne et la République de Genève, à
 Turin. W. III. 52.
 1764 Paragraphe servant d'éclaircissement pour l'exé-
 17 Mars. cution de l'Art. 3. du traité de 1749 entre
 la France et Genève. K. II. 172. b. I. 219
 1782 Acte de garantie passé entre les trois puissances
 12 Nov. médiatrices, savoir les Rois de France et de
 Sardaigne et la République de Berne qui ont
 rétabli la tranquillité dans la République de
 Genève. a. II. 301. b. III. 486
 — Traité de neutralité annexé à l'acte précédent
 de garantie passé entre les trois Puissances
 médiatrices avec une lettre y annexée
 a. II. 303. b. III. 487
 1792 Traité entre le Général Montesquion et la Ré-
 2 Nov. publique de Genève. V. 95
 1798 Traité de réunion de la République de Genève
 26 Avr. à la République Française. VII. 249
 1815 Acte de cessions de la part du Roi de Sar-
 26 Mars. daigne. S. VI. 175
 29 Mars. Protocole sur les cessions faites par la Sardaigne
 à l'avantage du Canton de Genève. S. VI. 177

Georgie.

Georgie. Grande-Bretagne.

Georgie.

1783		
24 Juill.	Traité du Czar avec la Russie.	a. II. 442
1801	Proclamation de l'Emp. de Russie en prenant	
28 Janv.	possession de la Georgie.	a. II. 285

Grande-Bretagne.

1703	Traité d'alliance défensive entre S. M. la Reine	
16 Mai.	de la Gr. Bretagne et les E. Gén. des Prov.	
	Unies des Pays-Bas d'une part, et le Roi	
	de Portugal de l'autre (en Angl. et Fr.)	S. I. 1
9 Juin.	Traité de renouvellement des traités précédens	
	entre la Reine de la Gr. Bretagne et les	
	Prov. Unies des Pays-Bas.	S. I. 16
8 Nov.	Traité de paix entre la Gr. Bretagne et le	
	Dey d'Algèr (en Angl. et Fr.)	S. I. 36
27 Déc.	Traité de commerce entre la Gr. Bretagne et le	
	Portugal (Methuen treaty (en Angl. et Fr.)	S. I. 40
1706	Traité de commerce entre la Gr. Bretagne et la	
23 Oct.	ville de Danzig (en Angl. et Fr.)	S. I. 44
1707	Traité de commerce entre la Reine Anne de	
10 Juill.	la Gr. Bretagne et Charles III. comme Roi	
	d'Esp. avec un Article séparé.	S. I. 64
1711	Renouvellement de l'alliance entre la Reine	
Août	Anne de la Gr. Bretagne et les P. U. des	
	Pays-Bas d'une part et les Cercles associés	
	de l'Empire de l'autre avec un Art. séparé	
	(en Latin).	S. I. 86
1713	Déclaration et engagement concernant les droits	
8 Mars.	et privilèges des marchands Britanniques	
	dans le Royaume de Sicile, faite à Utrecht	
	(en Angl. et Fr.)	S. I. 102
1715	Garantie de la part de S. M. Britannique des	
3 Mai.	traités de paix fait à Utrecht entre les cou-	
	ronnes d'Espagne et de Portugal.	S. I. 106
14 Déc.	Traité de commerce entre le Roi de la Gr.	
	Brét. et le Roi Phil. V. d'Espagne (en Angl.	
	et Fr.)	S. I. 110
1716	Renouvellement d'alliance entre la Gr. Bré-	
6 Fevr.	tagne et les Prov. Un. d. Pays-Bas avec un	
	Art. sép. (en Latin).	S. I. 116
26 Mai.	Convention explicatoire du traité d'affiento pour	
	la traite des nègres entre les Rois de la Gr.	
	Brét. et d'Espagne (en Angl. et Fr.)	S. I. 130

Grande - Bretagne.

- 1716 Traité de paix et de commerce entre la Gr. Brét.
19 Joill. et la régence de Tripoli (en Angl.) S. I. 140
- 30 Août. Traité de paix et de commerce entre la Gr. Bré-
tagne et la régence de Tunis (renvoi au
traité de 1751). S. I. 147
- 29 Oct. Traité de paix et de commerce entre la Gr.
Brétagne et le Dey et la régence d'Algèr.
(en Angl. et Fr.) S. I. 148
- 1717 Firman accordé par l'Empereur Farrukseer à
6 Janv. la compagnie Angl. pour le commerce au
Bengale (en Angl.) S. I. 154
- 1719 Convention renouvelée et amplifiée entre S. M.
8 Fevr. Britannique et la ville de Hambourg au sujet
du commerce du hareng. S. I. 126
- 1721 Traité particulier de paix et d'amitié entre les
13 Juin. couronnes d'Espagne et de la Gr. Brétagne. S. I. 449
- 1723 Traité d'évacuation de l'île de Sainte Lucie par
13 Janv. les Anglais. S. I. 162
- 1728 Traité de paix entre la Gr. Brétagne et l'Empe-
14 Janv. reur de Maroc (en Angl. et Fr.) S. I. 182
- 1731 Convention entre S. M. Britannique et la ville
17 Oct. de Brèmen sur le commerce du Hareng. S. I. 211
- 1734 Traité de paix et de commerce entre la Gr.
15 Déc. Brétagne et l'Emp. de Maroc (renvoi au
traité de 1750). S. I. 227
- 1739 Déclaration de l'Ambassadeur d'Espagne à celui
10 Janv. d'Angleterre. W. I. 314.
- 14 Janv. Convention entre les Rois d'Espagne et de la
Gr. Brétagne signée au Pardo. W. I. 203.
*Les deux articles séparés et l'extrait des
déclarations, qui les ont suivi se trouvent
dans Storia dell' anno 1739. p. 168 et suiv.*
- 1741 Traité de subside entre la Grande-Bretagne et
24 Juin. la Reine de Hongrie et de Bohème (en Al-
mand). S. I. 262
- 1742 Acte de garantie de la part du Roi de la Gr.
24 Juin. Brétagne touchant la paix de Brésiau.
W. I. 781.
- 18 Nov. Traité d'alliance entre les Rois de la Gr. Bré-
tagne et de Prusse. W. I. 640.
- 11 Déc. Traité d'alliance entre l'Impératrice de toutes
les Russies et le Roi de la Gr. Brétagne.
W. I. 645.

Grande - Bretagne.

- 1743 **Traité conclu à Worms entre S. M. Britannique,**
13 Sept. la Reine de Hongrie et de Bohême et le
Roi de Sardaigne. W. I. 677.
- 1744 **Convention entre la France et la Gr. Bretagne**
Avril. pour l'exécution des Articles du traité
d'Utrecht relatifs au cas de rupture. S. I. 265
- 1745 **Traité de quadruple Alliance entre le Roi de**
8 Janv. Pol. El. de Saxe, le Roi de la Gr. Bretagne,
la Reine de Hongrie et les P. U. de Pays-
Bas. W. II. 171.
- 26 Août. **Convention signée à Hanovre entre les Rois de**
la Gr. Bretagne et de Prusse. W. II. 191.
- 1746 **Acte de garantie de la Silésie en faveur du**
19 Sept. Roi de Prusse par S. M. le Roi de la Gr. Bré-
tagne; avec l'acte d'acceptation du 30 Oct.
W. II. 203, 205.
- 1747 **Traité de subside entre la Gr. Bretagne et la**
12 Juin. Russie. W. II. 244.
- 1748 **Traité d'alliance défensive entre l'Imp. R. de**
26 Janv. Hongrie et de Bohême, les Rois de la Gr.
Bretagne et de Sardaigne, et les P. U. Unies
des Pays-Bas. W. II. 410.
- 30 Avr. **Préliminaires du traité de paix signés à Aix la**
Chapelle entre S. M. Britannique, S. M. T.
Chrétienne et les E. Gén. des P. Unies des
Pays-Bas. W. II. 310.
- 21 Mai. **Déclaration de 3 puissances contractantes du**
traité prélim. d'Aix la Chapelle pour rectifier
et étendre les art. 1. et 2. des préliminaires.
W. II. 318.
- 8 Juill. **Convention entre les P. contractantes au sujet**
des places conquises dans les deux Indes
et des prises faites sur mer. W. II. 333.
- **Protestation du fils aîné du Prétendant signé à**
Paris. SCHÖELL II. 416.
- 2 Août. **Convention entre les trois puissances con-**
tractantes par rapport à la rétrogradation
des troupes Russes. W. II. 335.
- 18 Oct. **Traité général et définitif de paix entre le Roi**
de la Gr. Bretagne, la Reine de Hongrie et
de Bohême d'une part et le Roi T. Chré-
tien de l'autre, comme aussi entre le Roi
de la Gr. Bretagne, l'Imp. Reine et le Roi
de Sardaigne d'une part et le Roi d'Espagne

Grande - Bretagne.

- 1748 de l'autre, ainsi que les E. G. des Prov. Unies des Pays-Bas comme auxiliaires du Roi de la Gr. Bretagne et le D. de Modène et la Rép. de Gènes comme auxiliaires du Roi d'Espagne fait à Aix la Chapelle. W. II. 337.
- 24 Oct. Convention particulière entre le Roi de la Gr. Bretagne et l'Imp. Reine, touchant l'exécution du traité définitif. W. II. 361.
- 1750 Traité de paix et d'amitié entre le Roi de la
15 Janv. Gr. Brét. et Mulay Abédela Empereur de Maroc conclu à Fetz le 15 Janv. avec les artt. addit. du 1 Fevr. W. II. 444.
- 14 Juill. Acte de Garantie du Roi de la Gr. Bretagne touchant la paix de Dresde. W. II. 527.
- 22 Août. Traité de subside entre le Roi de la Gr. Bretagne Electeur de B. Lunebourg et L. H. P. I. E. G. des Prov. Unies d. Pays-Bes d'une part et l'Electeur de Bavière de l'autre. W. II. 457.
- 22 Août. Convention entre les deux puissances maritimes, la cour de Vienne et l'electeur de Bavière sur le Duché de Mirandola et le marquisat de Concordia. W. II. 461.
- 5 Oct. Convention entre les Rois de la Gr. Bretagne et d'Espagne pour l'exécution de l'Art. XVI. du traité d'Aix la Chapelle concernant l'Assiento; signée à Madrid. W. II. 464.
- 30 Oct. Acte d'accession de S. M. Britannique au traité d'alliance de 1746 entre la Russie et l'Autriche. S. III. 26
- 1751 Article additionnel aux traités entre le Roi de
3 Juin. la Grande - Bretagne et le Dey d'Algèr. Wenk II. 592.
- 13 Sept. Traité de subside entre S. M. le Roi de Pologne, Electeur de Saxe d'une part, et S. M. le Roi de la Gr. Bretagne et les E. G. d. Prov. Unies de l'autre. W. II. 593.
- 19 Sept. Traité de paix et de commerce entre le Roi de la Gr. Bretagne et la ville et le Royaume de Tripoli. W. II. 573.
- 19 Oct. Traité de paix et de commerce entre la Gr. Bretagne et le Gouv. de Tunis. W. II 583

Traité

Grande - Bretagne.

- 1755 Traité entre S. M. Britannique et le Landgrave
18 Juin. de Hesse-Cassel, signé à Hanovre (Angl.)
W. III. 67.
- 30 Sept. Traité entre S. M. Britannique et S. M. Imp.
de toutes les Russies signé à Petersbourg
(en Angl.) W. III. 75. (en Fr.) K. II. 1.
- 1756 Traité particulier de subside entre les Rois
16 Janv. de la Gr. Bretagne et de Prusse signé à
Westminster. W. III. 84.
- 1757 Convention entre la Gr. Bretagne et la Prusse
11 Janv. pour le maintien des libertés de l'Europe.
K. II. 29. SCHÖLL III. 30.
- Fevr. Traité entre la Comp. Angl. des Indes Or. et Se-
rajah Dowlah Nabob du Bengale. S. II. 87. 90
- Juin. Traité entre la Comp. Anglaise des Indes Orien-
tales et Meer-Jaffier Ally Khawn Nabob du
Bengale (Angl.) S. II. 92
- 15 Juill. Sunneds accordés à la Comp. Anglaise des Indes
— Déc. Or. par Ally Khawn (Angl.) S. II. 94
- 9 Sept. Convention conclue à Closter-Zeven entre le
Duc de Cumberland et le Maréchal D. de
Richelieu le 9 Sept. 1757. W. III. 152.
- 1758 Traité d'alliance entre les Rois de la Grande
11 Avr. Bretagne et de Prusse; avec une déclaration.
W. III. 173.
- 7 Déc. Convention entre S. M. Britannique et le Roi de
Prusse signée à Londres. W. III. 178.
- 1759 Traité de Subside entre S. M. le Roi de la Gr.
17 Janv. Bretagne et le Landgrave de Hesse-Cassel.
W. III. 201.
- 1760 Traité entre la Comp. Angl. d. Indes Orientales
27 Sept. et le Meer Jaffier Ally Khawn lorsqu'elle
l'éleva à la dignité de Nabob du Bengale. S. II. 99
- 1761 Traité de paix et de commerce entre le Roi
5 Août. de la Gr. Bretagne et l'Empereur de Maroc
signé le 28 Juill. 1760 et ratifié le 5 Août 1761
en Français et Anglais. (W. III. 254.)
a. IV. 1. b. I. 42
- 1762 Articles de paix et de commerce entre le Roi
14 Mai. de la Gr. Br. et le Dey d'Algèr, en Anglais
et en Français. (W. III. 292.) a. IV. 24. b. I. 68
- 22 Juin. Articles de paix et de commerce entre le Roi
de la Gr. Br. et le Bey de Tunis en Anglais
et Français. (W. III. 294.) a. IV. 30. b. I. 72

Grande - Brétagne.

- 1762 Articles de paix et de commerce entre le Roi
22 Juill. de la Gr. Br. et le Bey de Tripolis en Anglais
et Français. (W. III. 294.) a. IV. 36. b. I. 76
- 13 Oct. Traité conclu sous la garantie de la Comp.
Angl. des Indes Or. entre le Nabob du Carn-
atic et le Rajah du Tanjour. S. II. 108
- 3 Nov. Articles préliminaires de paix entre le Roi de
la Gr. Brétagne, le Roi de France et le Roi
d'Espagne à Fontainebleau. (W. III. 313).
a. I. 17. b. I. 92
- 1763 Traité définitif de paix et d'amitié entre S. M.
10 Fevr. Britannique, le Roi T. Chrétien et le Roi
d'Espagne à Paris avec 3 articles séparés, et
une déclaration du Min. de France par rap-
port aux dettes dues aux Canadiens, et une
autre déclaration du Min. de S. M. Britanni-
que par rapport aux limites de Bengale;
ainsi que l'accession du Roi de Portugal au
traité définitif. (W. III. 329). a. I. 33. b. I. 104
- 1764 Preliminary articles of peace, friendship and
3 Avr. alliance entered into between the English
and the deputies sent from the whole Se-
neca nation. a. I. 85. b. I. 220
- 10 Juill. Treaty of agreement between the English East-
India Company and the Nabob Meer Jaffier
Cawn. VI. 35
- Actes entre la Comp. Anglaise des Indes Orien-
tales et l'Empereur Shah Allum, le Nabob
al Dowlah et le Nabob Sujah al Dowlah par
lesquels la compagnie se fait ceder des
districts importants et le Dewanie de Bengale,
Bahar et Oriffa (en Angl.) 1764 et 1765. VII. I
- 1765 Nouveau traité entre le Nabob Naym al Dowlah,
16 Août. le Nabob Sujah al Dowlah, l'Empereur
Shah Allum et la Comp. Anglaise des Indes
Orientales touchant un nouvel arrangement
des affaires de la Compagnie (en Angl.) VII. 17-22
- 1766 Traité d'alliance et de commerce entre la
5 Fevr. Grande - Brétagne et la Suède. (W. III. 515.)
a. IV. 44. b. I. 314
- 29 Mars. Convention for the liquidation of the Canada
Paper money between the King of Great-
Britain and the most Christian King. (W. III.
560.) a. I. 126. b. I. 372
- Traité

Grande - Bretagne.

- 1766 *Traité de commerce et de navigation entre*
20 Juin. *l'Empire de toutes les Russies et la couronne*
de la Gr. Br. (W. III. 572.) a. I. 141. b. I. 390
- 12 Nov. *Traité d'alliance entre la Comp. Anglaise des*
Indes Orientales et le Nabob Assuph Jan
(en Angl.) VI. 49
- 1768 *Treaty of peace and perpetual alliance between*
23 Fevr. *the Engl. East-India company and the Na-*
bob of Arcot of one part, and the Nizam
Ally Cawn Soubah of the other (avec les
Sened du Soubah). a. IV. 47. b. I. 519
- 1769 *Treaty of perpetual friendship and peace bet-*
3 Avr. *ween the English East-India company and*
the Nabob of Mysore. VI. 114
- 1770 *Treaty of peace and friendship between the*
8 Août. *English East-India company and the Nabob*
Hyder Ally Khan. (W. III. 803.) a. IV. 66. b. I. 696
- 1771 *Déclaration du Roi d'Espagne relative à l'expé-*
22 Janv. *dition contre le port Egmont aux Iles de*
Falkland; et contredéclaration de la Grande-
Brétagne. (W. III. 815). a. I. 288. b. II. I
- 1772 *Acte du Parlement sur les mariages dans la*
famille royale (mariagebil). b. II. 23
- 1774 *Placards affichés par ordre de l'Angleterre au*
22 Mai. *fort Egmond pour conserver ses droits en*
le quittant. a. III. 252. b. II. 4
- Firman de la Porte pour défendre le commerce*
des Anglais à Suez. a. VI. 148. b. II. 372
- 1775 *Treaty between the English East-India Com-*
6 Mars. *pany and the Marattes. a. IV. 156. b. II. 389*
- 1776 *Subsidien- Tractat zwischen dem König von*
9 Janv. *Großbritannien und dem Herzog von Braun-*
schweig- Wolfenbüttel. a. I. 540. b. II. 417
- 15 Janv. *Subsidien- Tractat zwischen S. Königl. Maj.*
von Großbritannien und dem Landgrafen
von Hessen- Cassel. a. I. 545. b. II. 422
- 5 Fevr. *Subsidien- Tractat zwischen S. K. Maj. von*
Großbritannien und S. Durchl. dem Erb-
Prinzen von Hessen- Cassel regierenden
Grafen von Hanau. a. I. 572. b. II. 454
- 1 Mars. *Treaty of peace between the English East-*
India Company and the Marattah State.
a. VI. 172. b. II. 458
- Articles*

Grande - Bretagne.

- 1776 Articles de confédération et d'union perpétuelle
4 Oct. entre les 13 états unis de l'Amérique septentrionale en Français et Anglais. a. I. 586. b. II. 48
An act to prohibit all trade and intercourse between Great Britain and the Colonies of Newhampshire etc. during the present rebellion. a. IV. 296. b. III. 105
- 1777 Articles de convention entre le Lieutenant-Général Bourgoyne et le Général-Major Gates à Saratoga. a. I. 649. b. II. 559
26 Oct.
- 1780 Déclaration de S. M. Imp. de toutes les Russies aux Cours de Londres de Versailles et de Madrid concernant les droits du commerce neutre. a. II. 74. b. III. 158
28 Fevr.
- 26 Mars. Cartel pour l'échange des prisonniers pris en mer entre la France et la Grande-Bretagne avec 1 art. séparé. a. IV. 276. b. III. 300
- Avr. Réponse de la Cour de Londres à la déclaration de la Russie du 28 Fevr. touchant le commerce neutre. a. IV. 345. b. III. 160
- 17 Avr. Déclaration de la Cour de Londres aux E. Gén. des Provinces-Unies des Pays-Bas portant suspension de ses traités avec la république. a. II. 76. b. III. 173
- 4 Juill. Convention entre S. M. Danoise et S. M. Britannique pour expliquer le traité de commerce de 1670. a. II. 102. b. III. 177
- 8 Juill. Déclaration de la C. de Danemarck aux 3 puissances belligérantes au sujet du commerce neutre. a. IV. 360. b. III. 178
- 21 Juill. Déclaration de la C. de Suède aux 3 puissances belligérantes au sujet du commerce neutre. a. IV. 365. b. III. 185
- Août. Réponse de la Cour de Londres à la déclaration de Suède du 21 Juillet sur le commerce neutre. a. IV. 368. b. III. 188
- 7 Août. Réponse de la Cour d'Espagne à la déclaration du ministère Danois du 8 Juillet. a. VI. 203. b. III. 182
- 1781 Articles de la Capitulation entre le Général
19 Oct. Washington et le Comte Cornwallis. a. II. 177. b. III. 159
- 1782 Acte du Parlement Britannique pour autoriser
Janv. S. M. à conclure un traité de paix ou de trêve avec les Colonies de l'Amérique, en Français et Anglais. a. IV. 441. b. III. 495
Treaty

Grande - Bretagne.

- 1782 Treaty of perpetual Friendship and Alliance
17 Mai. between the English East-India Company
and the whole of the Chiefs of the Marattah
nations. a. II. 201. b. III. 390
- 30 Nov. Articles provisionels de la paix à conclure, con-
venus entre le commissaire de S. M. Britannique et les commissaires des Etats-Unis de
l'Amérique. a. II. 308. b. III. 497
- An act to prohibit the ransoming of Ships and
vessels captured from his Britannic Majesty's
subjects; extrait. a. IV. 304. b. III. 115
- 1783 Articles préliminaires du traité de paix entre
20 Janv. les Rois de France et de la Gr. Brét.
a. II. 315. b. III. 505
- Articles préliminaires de paix entre les Rois
d'Espagne et de la Grande-Bretagne.
a. II. 323. b. III. 510
- 24 Mai. Additional articles of friendship and commerce
made by the Emperor of Marocco with the
King of Great-Britain. a. IV. 449. b. III. 611
- 2 Sept. Articles préliminaires de paix entre S. M. le Roi
de la Grande-Bretagne et les Prov. Unies
des Pays-Bas. a. II. 457. b. III. 514
- 3 Sept. Traité définitif de paix et d'amitié entre le Roi
de la Grande-Bretagne et le Roi de France
avec 2 articles séparés et une déclaration et
contredéclaration. a. II. 462. b. III. 519
- Traité définitif de paix et d'amitié entre le Roi
de la Grande-Bretagne et le Roi d'Espagne
avec 2 art. séparés et une déclaration et con-
tredéclaration. a. II. 484. b. III. 541
- Définitive treaty of peace and friendship
between his Britannic Majesty and the
United-States of America. a. II. 497. b. III. 553
- 1784 Traité de paix entre la Compagnie Anglaise des
11 Mars. Indes Orientales et le Nabob Tippoo-Sul-
taun Bahauder. a. II. 515. b. III. 737
- 20 Mai. Traité définitif de paix et d'amitié entre S. M.
le Roi de la Grande-Bretagne et les Prov.
Unies des Pays-Bas avec un article séparé.
a. II. 520. b. III. 566
- 1786 Convention entre S. M. le Roi de la Grande-
14 Juill. Bretagne et S. M. le Roi d'Espagne au sujet
de possessions en Amérique. a. II. 673. b. IV. 135
- Traité

Grande - Bretagne.

- 1786 Traité de navigation et de commerce entre Sa
26 Sept. Majesté Britannique et S. M. Très-Chré-
tienne. a. II. 680. b. IV. 223
- 1787 Convention explicative entre les Rois de France
15 Janv. et de la Gr. Bretagne sur quelques articles
du traité de commerce de 1786. a. III. 30. b. IV. 247
- Fevr. Treaty of friendship, alliance and security
between the united Comp. of merchants of
England trading to the East-Indies and the
Nabob of the Carnatic. a. IV. 492. b. IV. 256
- 10 Avr. Treaty and agreement between the united Comp.
of english merchants trading to the East-
Indies and the Rajah of Tanjore. a. IV. 499. b. IV. 268
- 30 Août. Déclaration réciproque entre les cours de Ver-
sailles et de Londres pour ne mettre en acti-
vité que six vaisseaux. K. II. 498. b. IV. 279
- 31 Août. Convention entre S. M. Britannique et S. M.
Très-Chrétienne au sujet du commerce au
Bengale; en Anglais. III. 72. en Français.
a. VII. 106. b. IV. 280
- 28 Sept. Treaty of alliance between the King of Gr.
Britain and the Landgrave of Hesse-Cassel.
a. III. 95. b. IV. 306
- 27 Oct. Déclarations réciproques des Cours de Londres
et de Versailles pour faire cesser les arme-
mens faits à l'occasion des troubles en Hol-
lande. a. III. 103. b. IV. 313
- 1788 Traité d'alliance défensive entre S. M. le Roi de
15 Avr. la Grande-Bretagne et les Prov. Unies des
Pays-Bas avec un article séparé. a. III. 127. b. IV. 372
- 13 Juin. Traité provisionnel d'alliance défensive entre
S. M. le Roi de Prusse et S. M. le Roi de la
Grande-Bretagne. a. III. 138. b. IV. 382
- 25 Juill. Treaty of commerce between the United Comp.
of merchants of England trading to the East-
Indies and the Vezier Ouda. a. IV. 521. b. IV. 410
- 13 Août. Traité d'alliance défensive entre S. M. le Roi de
Prusse et S. M. le Roi de la Grande-Bretagne.
a. III. 146. b. IV. 390
- 1789 Mémoire des ministres des Cours alliées de
6 et Londres, de Berlin et de la Haye au ministre
9 Juill. C. de Bernstorff du 6 Juill. touchant la neutra-
lité à embrasser pour le Danemarck et reponso
du Comte de Bernstorff du 9 Juill. (en alle-
mand). a. IV. 529. b. IV. 435
- Lettre

Grande-Bretagne.

- 1789 Lettre du Comte Cornwallis au Nizam à la
7 Juill. quelle on a accordé force de traité dans l'al-
liance du 4 Juill. 1790: (Angl.) VI. 252
- 1790 Traité d'alliance offensive entre la Comp. Angl.
1 Juin. des Indes Orientales d'une part et Pundit
Purdaun et le Nawob Nizam de l'autre contre
Tippoo - Sultaun (Angl.) VI. 257
- 4 Juill. Traité d'alliance offensive et défensive entre la
Comp. Angl. des Indes Orientales d'une part
et le Nawob Nizam et Pundit Purdaun de
l'autre (Angl.) VI. 262
- 24 Juill. Déclaration et contre-déclaration signée entre
la Gr. Bretagne et l'Espagne touchant les
différends en Amérique; en Français et en
Anglais. a. III. 166. b. IV. 488
- 27 Juill. Déclarations signées à Reichenbach par les
plénip. d'Autriche et de Prusse. a. III. 166. b. IV. 500
- Acte de garantie de la Grande-Bretagne et des
Prov. Unies des Pays-Bas, des trois pré-
cédentes déclarations. a. IV. 568. b. IV. 507
- 28 Oct. Convention entre S. M. Britannique et le Roi
d'Espagne sur les différends en Amérique;
en Français et Anglais. a. III. 184. b. IV. 492
- 10 Déc. Convention relative aux affaires belgiques entre
les Min. plénip. d'Autriche, de Gr. Bretagne
de Prusse et d'Hollande. a. III. 342. b. IV. 535
- 1791 Actes entre la Cour de Russie et les Cours
Mai, Juill. d'Angleterre et de Prusse au sujet de la
paix avec la Porte. V. 53
- 1792 Traité préliminaire entre la Compagnie Anglaise
23 Fevr. des Indes Orientales et Tippoo Saib. V. 81
- 18 Mars. Traité définitif entre la Comp. Anglaise des
Indes Orientales et ses alliés d'une part et
Tippoo Sultaun Chef des Marattes de l'autre
au camp près de Seringapatnam; en Anglais. V. 83
- 1793 Décret de la Conv. Nationale de France qui
1 Mars. annule les traités avec les puissances avec
lesquelles elle est en guerre, et défend l'im-
portation de marchandises Anglaises. VI. 444
- 4 Mars. Präliminair-Artikel zwischen Großbritannien
und Hannover in Betreff eines Hannoveri-
schen Truppendeichs welches Großbritan-
nien in Sold nimmt. V. 99
Conven-

Grande-Bretagne.

- 1793 Convention entre S. M. le Roi de la Gr. Bré-
 25 Mars. tagne et S. M. l'Impératrice de toutes les
 Russies relativement au commerce; en Fran-
 çais et Anglais. V. 108
- Convention entre S. M. le Roi de la Gr. Bré-
 tagne et S. M. l'Imp. de toutes les Russies
 relative à la guerre; en Français et Anglais. V. 114
- 10 Avr. Traité de subside entre S. M. Britannique et
 le Landgrave de Hesse-Cassel en Français
 et Anglais. V. 124
- 25 Avr. Traité d'alliance entre S. M. Britannique et le
 Roi de Sardaigne en Fr. et Anglais. V. 144
- 25 Mai. Convention entre S. M. le Roi d'Espagne et
 S. M. le Roi de la Grande-Bretagne conclue
 à Aranjuez relativement à la guerre; en
 Français et Espagnol. V. 150
- 8 Juin. Instructions de S. M. Britannique pour ses ar-
 mateurs en date du 8 Juin, en Français et
 Anglais. V. 264
- 14 Juill. Convention entre S. M. Britannique et S. M. le
 Roi de Prusse relative à la guerre. V. 168
- Juill. Actes entre les Cours de Londres et de Peters-
 bourg d'une part et celles de Copenhague
 Août. et de Stockholm de l'autre au sujet de la neu-
 tralité et du commerce avec la France. V. 238
- 23 Août. Seconde Convention de Subside entre S. M. Bri-
 tannique et le Landgrave de Hesse-Cassel. V. 141
- 30 Août. Convention entre S. M. l'Empereur Romain et
 S. M. Britannique relative à la guerre, en
 Français et en Anglais. V. 170
- 21 Sept. Traité entre S. M. Britannique et le Marggrave
 de Bâde pour un corps de troupes, en
 Français et Anglais. V. 190
- 29 Sept. Traité entre S. M. Britannique et la Reine de
 Portugal relatif à la guerre; en Français
 et Anglais. V. 210
- 3 Oct. Traité de subside entre S. M. Britannique et le
 Landgrave de Hesse-Darmstadt. V. 216
- 6 Nov. Instructions additionnelles de S. M. Britannique
 pour ses armateurs en Angl. et Français. V. 268
- 1794 Vergleichungs-Artikel in Betreff eines Neben-
 Janv. corps Hannoverischer Truppen welches in
 Brittischen Sold genommen wird. V. 106
- Instructions

Grande - Bretagne.

- 1794 Instructions de S. M. Britannique aux comman-
8 Janv. dans de ses vaisseaux de guerre et arma-
teurs, en Français et Anglais. V. 268
- 26 Mars. Déclaration de S. M. Britannique concernant la
libre importation de marchandises des Etats-
Unis d'Amérique en Angleterre; en Anglais. V. 281
- 19 Avr. Traité de Subside, entre S. M. le Roi de la Gr.
Brétagne, et L. H. P. L. E. Gén. des Prov.
Unies des Pays-Bas d'une part et S. M. le
Roi de Prusse de l'autre. V. 283
- Convention séparée conclue entre la Grande.
Brétagne et les Prov. Unies des Pays-Bas
à la suite du précédent traité. V. 287
- 26 Mai. Décret de la Convention Nationale qu'il ne
fera point fait de prisonnier Anglais et
Hanoverien. VI. 750
conf. 751
- 18 Août. Instructions de S. M. Britannique pour les Com-
mandeurs de ses vaisseaux de guerre et ar-
mateurs; en Français et Anglais. V. 272
- 8 Nov. Treaty between his Britannic Majesty and the
Duke of Brunswik. VI. 319
- 19 Nov. Traité d'amitié de commerce et de navigation
entre la Gr. Brétagne et les Etats-Unis
d'Amérique; en Angl. et Français. VI. 336
- 1795 Traité d'alliance défensive entre S. M. Britan-
18 Fevr. nique et S. M. l'Impératrice de toutes les
Russies (en Angl. et Français). VI. 461
- 4 Mai. Convention entre S. M. Imp. et royale et S. M.
Britannique sur un emprunt (en Anglais et
Français). VI. 509
- 20 Mai. Traité d'alliance défensive entre S. M. Britan-
nique et S. M. Impériale et royale; en Angl.
et Français. VI. 522
- 24 Juin. Ratification conditionnelle de la part des Etats-
Unis d'Amérique de leur traité du 19 Nov.
1794 avec la Grande-Bretagne (en Angl. et
Français). VI. 384
- 1796 Article additionnel entre la Gr. Brétagne et les
29 Fevr. Etats-Unis d'Amérique (en Anglais et
Français). VI. 390
- 4 Mai. Article explicatoire du traité de commerce du
19 Nov. 1794. entre la Gr. Brétagne et les
Etats-Unis d'Amérique (en Anglais et
Français). VI. 600
- Nouveau Recueil. T. III. Tt Traité

Grande - Bretagne.

1706. Traité de subside avec Hesse - Darmstadt.
10 Juin. SCHORLL IV. 330.
- 31 Oct. Loi Française portant défense d'importation et
de vente de marchandises Anglaïses. VI. 765
- 1797 Traité de commerce entre l'Emp. de Russie et
21 Fevr. le Roi de la Grande-Bretagne. VI. 722
- *1798 Loi Française relative aux navires chargés de
18 Janv. marchandises Anglaïses. VI. 774
- 13 Sept. Cartel pour l'échange des prisonniers de guerre
entre la Gr. Brétagne et la France. VII. 288
- 15 Nov. Capitulation par laquelle l'île de Minorque est
remise aux Anglais. VII. 299
- 1 Déc. Traité d'alliance entre S. M. le Roi des deux Si-
ciles et S. M. le Roi de la Grande - Brétagne. VII. 307
- 29 Déc. Traité provisoire d'alliance entre S. M. le Roi
de la Grande - Brétagne et S. M. l'Empereur
de toutes les Russies. VII. 318
- 1799 Traité d'alliance entre la Grande - Brétagne et
2 Janv. la Porte Ottomane. VII. 330
- 1½ Juin. Convention entre S. M. le Roi de la Gr. Brétagne
et S. M. l'Empereur da toutes les Russies.
avec les articles séparés. VII. 323
- 22 Juin. Traité de partage du Royaume de Mysore, ou
traité d'alliance entre la Comp. Angl. d. Indes
Orientales, le Nizam la Peishwah (Angl.
et Fr.) S. II. 192
- 29 Juin. Déclaration entre les plénipotentiaires de la
Grande - Brétagne et de Russie relative au
traité du 29 Déc. 1798. VII. 329
- 8 Juill. Traité d'amitié et d'alliance entre la Comp. Angl.
d. Indes Or. et Maha Rajah installé comme
Rajah de Mysore (Angl. et Fr.) S. II. 212
- 18 Oct. Actes relatifs à l'évacuation de la Hollande des
troupes Anglaïses et des alliés. VII. 353 - 364
- 30 Oct. Note par la quelle la Porte a accordé à l'Angle-
terre la navigation de la mer noire. S. III. 189
- 1800 Actes entre la France et la Grande - Brétagne
Jan. - Juin. relatifs à l'évacuation de l'Égypte. S. II. 487 - 516
- 16 Mars. Traité de subside entre S. M. Britannique et
l'Elect. Bavao - Palatin avec les articles sé-
parés et secrets. S. II. 256
- Avr. - Actes entre la Gr. Brétagne et le Danemarc ré-
Août. latifs à la vísitation de navires convoyés. S. II. 347
- 20 Avr. Traité de subside entre S. M. Britannique et le
Duc de Wurtemberg. S. II. 269
- Traité

Grande - Brétagne.

- 1800 Traité de subside entre S. M. Britannique et
30 Avr. l'Electeur de Mayence. VII. 418
- Mars. Actes entre la Grande-Bretagne et la France
Juin. touchant l'exemption d'hostilité pour les vais-
seaux pêcheurs. VII. 295
- 20 Juin. Convention entre S. M. Britannique et S. M.
l'Empereur Romain sur un prêt de 2 millions
L. Sterling. VII. 387
- 15 Juill. Convention supplémentaire au traité de subside
du 16 Mars entre S. M. Britannique et
l'Electeur Bavarro - Palatin avec les articles
séparés et secrets. S. II. 264
- 29 Août. Convention préalable entre les Cours de Dane-
marc et de la Grande-Bretagne au sujet de
la fregate la Freya. VII. 426
- Publication du sequestre des biens Anglais en
Russie. S. II. 371
- 5 Sept. Capitulation entre les troupes Françaises et An-
glaises pour l'évacuation de Malthe par les
Français. VII. 466
- 18 Nov. Embargo décerné en Russie contre les vais-
seaux Anglais. S. II. 373
- Nov. Actes entre la Prusse et la Gr. Brétagne relatifs
à l'occupation de Cuxhaven. S. II. 382
- 31 Déc. Actes entre la Gr. Brétagne et le Danemar-
c suiv. relatifs à la convention maritime. S. II. 416
- 1801 Proclamation de l'Angl. portant embargo contre
4 Janv. la Russie, le Dan. et la Suède. S. II. 419
- Janv. Actes entre la Gr. Brétagne et la Russie relatifs
Fevr. à l'association maritime des P. du Nord. S. II. 423
- Janv. - Actes entre la Gr. Brétagne et la France rela-
Juill. tifs à l'exemption de saisie pour les bateaux
pêcheurs. S. II. 287
- 4 Mars. Notes échangées entre les cours de la Gr.
c suiv. Brétagne et de Suède au sujet de la con-
vention maritime. S. II. 438
- Notes échangées entre la Gr. Brétagne et le
Danemarck sur les violences en Norvège. S. II. 442
- 1 Mars. Capitulation du fort d'Aboukir qui se rend aux
Anglais. S. II. 500
- 1 Mars. Capitulation de l'isle de S. Barthelemy remise
aux Anglais. S. II. 468
- Mars. Capitulat. de St. Thomas remise aux Anglais. S. II. 470
- Mars. Ordonnance du Danemarck portant embargo
sur les vaisseaux Anglais. S. II. 452
- T t 2
- Capitu-

Grande - Bretagne.

1801	Capitulation de St. Croix remise aux Anglais.	S. II. 470
31 Mars.		
9 Avr.	Armistice entre la Gr. Bretagne et le Danemarç.	S. II. 454
18 Avr.	Sommaton de l'Amiral au Commandant de Carlsrona et reponse du Roi du 23 Avr.	S. II. 457
20. 22 Avr.	Déclaration de la Russie à l'Amiral Parker et reponse du 22 Avril.	S. II. 459
7 Mai.	Convention entre l'Angleterre et le Danemarç touchant le rétablissement de la liberté du commerce sur l'Elbe.	S. II. 461
18 Mai.	Ukase portant levée de l'Embargo décerné contre les Anglais.	S. II. 464
19 Mai.	Ordonnance de la Suède portant rétablissement du commerce avec l'Angleterre.	S. II. 465
17 Juin.	Convention maritime entre la Gr. Bretagne et la Russie avec les articles séparés.	S. II. 482
27 Juin.	Capitulation pour l'évacuation de l'Egypte par les troupes Françaises sous Belliard, avec une note additionnelle et explicative.	S. II. 502
30 Août.	Capitulation du Gén. Menou pour l'armée d'Alexandrie en Egypte.	S. II. 509
1 Oct.	Articles préliminaires de paix entre la République Française et S. M. Britannique.	S. II. 548
20 Oct.	Articles additionels de la convention maritime du 17 Juin entre la Gr. Bretagne et la Russie.	S. II. 484
—	Déclaration explicative de l'article 3 de la dite convention maritime.	S. III. 192
23 Oct.	Acte d'accession de S. M. Danoise à la convention maritime du 17 Juin entre la Gr. Brét. et la Russie.	S. III. 193
1802	Convention entre la Grande-Bretagne et les Etats Unis d'Amérique (en Fr. et Angl.)	S. III. 202
2 Janv.		
27 Mars.	Traité définitif de paix entre la Gr. Bretagne d'une part et la Rép. Française, l'Espagne et la République Batave de l'autre, signé à Amiens.	S. II. 563
30 Mars.	Acte d'accession du Roi de Suède à la convention maritime du 17 Juin 1801. entre la Gr. Bretagne et la Russie.	S. III. 196
31 Déc.	Traité d'alliance entre la Comp. Angl. d. Indes Or. et le Peishwah signé à Bânan (en Angl.)	S. III. 584
	Conven-	

Grande-Bretagne.

- 1803 Convention entre la Gr. Bretagne et la Suède
25 Juill. pour expliquer l'art. XI. du traité de 1661. S. III. 525
- 29 Sept. Traité entre la Comp. Angl. des Indes Or. et
le Rajah de Bhurrutpore (en Angl.) S. III. 595
- 14 Nov. Traité entre la Comp. Angl. des Indes Or. et
le Rajah de Macherry (en Angl.) S. III. 596
- 12 Déc. Traité entre la Comp. Angl. des Ind. Or. et
le Rajah de Jyenpoor (Angl.) S. III. 597
- 16 Déc. Traité entre la Comp. Angl. des Ind. Or. et le
Rajah Umbajee (Angl.) S. III. 600
- 17 Déc. Traité entre la Comp. Angl. des Indes Or. et
le Rajah de Berar. S. III. 606
- 30 Déc. Traité de paix et d'amitié entre la Comp. Angl.
des Ind. Or. et Dowlut Rao Scindiah, signé
à Surje-Anjengaum (en Angl.) S. III. 609
- 1804 Traité conclu entre la Comp. Angl. d. I. Or. et
29 Janv. le Ranah de Gohud (en Angl.) S. III. 614
- 27 Fevr. Traité d'alliance entre la Comp. d. I. Orient. et
Dowluth Rao Scindiah; signé à Boorhanpore
Angl.) S. III. 618
- 18 Avr. Traité de partage entre la Comp. Angl. d. Indes
Or. et le Soubahdar du Dekan; signé à
Hyderabad (Angl.) S. III. 626
- 4 Mai. Traité de partage entre la Comp. Angl. d. I. Or.
et le Peishwah Pundit Purdhaum; signé à
Poonah (en Angl.) S. III. 630
- 3 Déc. Convention préalable et secrète entre S. M.
Britannique et le Roi de Suède signée à
Londres. S. IV. 158
- 1805 Convention entre S. M. Britannique et S. M.
Avr. Imp. de toutes les Russies à Petersbourg.
avec les art. séparés. S. IV. 160
- Août. Actes relatifs à l'accession de l'Autriche à la
convention signée le 11 Avril entre la Gr.
Bretagne et la Russie. S. IV. 169
- Août. Convention entre S. M. Britannique et S. M. le
Roi de Suède à Heilshbourg. S. M. 177
- Oct. Traité entre Leurs Majestés Britannique et
Suédoise à Beckaskoy. S. IV. 183
- Nov. Traité définitif d'amitié et d'alliance entre la
Comp. Angl. d. Indes Or. et le Scindiah
(en Fr.) S. IV. 192
- Articles déclaratoires ajoutés au précédent
traité. S. IV. 196

Grande - Bretagne.

- 1805 Traité de paix et d'amitié entre le gouverne-
 24 Déc. ment Britannique et Jeswant-Raw-Holkar
 (en Fr.) S. IV. 198
- 1806 Articles déclaratoires ajoutés au traité du 24 Déc.
 2 Fevr. 1805 entre le gouvernement Britannique et
 le Holkar. S. IV. 201
- Sept. Note circulaire sur la levée du blocus depuis
 Bresl. jusqu'à l'Elbe. S. V. 39
- 31 Déc. Traité d'amitié de commerce et de navigation
 avec les E. Unis d'Amérique, signé à Lon-
 dres (non ratifié) State papers of the U. St. VI. 353
- 1807 Articles du traité de paix (non ratifié) entre
 28 Janv. S. M. le Roi de la Gr. Bretagne et S. M. le
 Roi de Prusse signé à Memel. S. IV. 411
- 17 Juin. Conv. avec la Suède. SCHOELL IX. 145.
- 23 Juin. Conv. de subside avec la Suède SCHOELL IX. 147.
- 27 Juin. Conv. de subside avec la Prusse. SCHOELL IX. 138.
- 7 Sept. Capitulation pour la remise de la ville et cita-
 delle de Copenhague aux Anglais. S. IV. 463
- Nov. Déclarations et contre déclarat. avec la Russie.
 D. c. SCHOELL IX. 84.
- 1808
- 8 Fevr. Convention de subside avec la Suède. S. V. 1
- 30 Mars Traité d'alliance avec la Sicile. S. V. 31
- 4 Juill. Acte du Conseil Britannique portant levée du
 blocus contre l'Espagne. S. V. 86
- 22 Août. Suspension d'armes avec l'armée Française en
 Portugal. S. V. 94
- 30 Août. Conv. définitive entre les deux armées pour
 l'évacuation du Portugal. S. V. 96
- 1809
- 5 Janv. Traité de paix avec la Porte. S. V. 160
- 14 Janv. Traité d'amitié avec la Junte d'Espagne. S. V. 163
- 1 Mars. Acte des Etats-Unis d'Amérique défendant le
 commerce avec l'Angl. et la France. S. V. 475
- 26 Avr. Ordre du C. Britannique portant revocation mo-
 difiée du Décret du 11 Nov. 1807. S. V. 483
- 15 Août. Capitulation avec les Français pour la reddition
 de Fleßingue aux Anglais. S. V. 195
- 1810 Traité d'alliance avec le Portugal à Rio-Ja-
 19 Fevr. neiro. S. V. 245
- 19 Fevr. Traité de commerce avec le Portugal. S. VII. 194
- 1 Mai. Acte des Etats-Unis d'Amérique sur le commerce
 avec la France et l'Angl. S. V. 508
- Décla-

Grande-Bretagne.

1812	Déclaration du Gouvernement Britannique au sujet des décrets Français de Berlin et de Milan.	S. V. 542
21 Avr.		
23 Juin.	Ord. du C. Britannique portant revocation des ord. du 7 Janv. 1807 et 26 Avr. 1809 en faveur de l'Amérique.	S. V. 547
18 Juill.	Traité de paix avec la Suède à Oerebro.	S. V. 431
—	Traité de paix avec la Russie à Oerebro.	S. VII. 226
1813		
3 Mars.	Traité de Concert avec la Suède.	S. V. 558
5 Juin.	Armistice entre les puissances belligerantes à Poischwitz (non Pleiswitz).	S. V. 482
14 Juin.	Convention avec la Russie à Reichenbach.	S. V. 568
15 Juin.	Convention d'alliance avec la Prusse à Reichenbach.	S. V. 570
—	Article séparé joint au précédent traité avec la Prusse.	S. VII. 267
6 Juill.	Traité avec la Russie à Peterswaldau.	S. V. 579
30 Sept.	Convention supplémentaire des traités de subside entre l'Angleterre, la Russie et la Prusse.	S. V. 577
3 Oct.	Traité préliminaire d'alliance avec l'Autriche.	S. V. 607
21 Oct.	Convention entre les alliés sur la réunion d. forces en Allemagne.	S. V. 615
20 Nov.	Traité avec Bâde voyés.	S. V. 649
2 Déc.	Traité des alliés avec l'Elect. de Hesse à Franc fort.	S. V. 651
11 Déc.	Armistice des alliés avec le Danemarck.	S. V. 657
1814	Principes généraux des alliés sur l'administration des provinces Françaises occupées.	S. V. 638
12 Janv.		
14 Janv.	Traité de paix avec le Danemarck à Kiel.	S. V. 672
1 Mars.	Traité d'alliance à Chaumont entre les alliés.	S. V. 683
15 Mars.	Déclaration des puissances alliées lors de la rupture des négociations de Chatillon.	S. V. 688
1 Avr.	Accession partielle de la Gr. Bretagne au traité des alliés du 11 Avril avec Bonaparte.	S. V. 695
3 Avr.	Convention des alliés avec Monsieur frère du Roi.	S. V. 706
5 Mai.	Traité de paix de Paris entre les alliés et la France.	S. VI. 1
1 Mai.	Actes relatifs à l'occup. des pays cédés par la France.	S. VII. 309
5 Juin.	Convention supplémentaire avec les alliés.	S. VI. 40
5 Août.	Convention avec la Suède.	S. VI. 55
		Conven.

Grande-Bretagne.

1814	Convention avec les Prov. Unies des Pays-Bas	
13 Août.	avec les articles additionnels.	S. VI. 57
24 Déc.	Traité de paix avec les Etats-Unis d'Amérique	
	à Gand.	S. VI. 76
1815		
21 Janv.	Traité d'amitié avec le Portugal à Vienne.	S. VI. 93
22 Janv.	Traité avec le Portugal.	S. VI. 96
8 Fevr.	Déclarat. d. 8 Puissances sur la traité des nègres.	
		S. VI. 432
7 Mars.	Convention avec la France sur la vente de l'Opium	
	aux Indes.	S. VI. 104
13 Mars.	Déclaration des 8 Puissances sur l'évasion de	
	Bonaparte.	S. VI. 110
19 Mars.	Règlement entre les membres du Congrès sur le	
	rang entre les agens diplomatiques.	S. VI. 449
20 Mars.	Déclaration des Puissances réunies au Congrès	
	de Vienne au sujet de la Sniffe.	S. VI. 157
24 Mars.	Règlemens pour la libre navigation des rivières.	
		S. VI. 434
25 Mars.	Traité d'alliance signé à Vienne entre l'Angl.	
	l'Autriche, la Russie et la Prusse.	S. VI. 112
—	Article séparé avec la Gr. Bretagne.	S. VI. 116
24 Avr.	Convention entre les Commissaires des P. alliées	
	relative à l'économie de l'armée en pays-amis.	
		S. VII. 309
25 Avr.	Déclaration de la Gr. Bretagne lors de l'échange	
	des ratifications, et contredéclaration.	S. VI. 117. 118
30 Avr.	Convention additionnelle entre l'Angl. et les	
	3 alliés.	S. VI. 121
Avr. -	Accessions au traité d'alliance du 25 Mars, de la	
Sept.	part du Hanovre, Portugal, Sardaigne etc.	
	voyés sous chaque puissance accédente.	S. VI. 124-155
2 Mai.	Traité de subside avec le Roi de Sardaigne.	S. VI. 195
12 Mai.	Extrait du procès-verbal des conférences de	
	Vienne sur Napoléon Bonaparte.	S. VI. 263
19 Mai.	Traité de subside avec le G. Duc de Bade.	S. VI. 198
—	Traité entre la Gr. Bretagne le Roi des Pays-	
	Bas et la Russie signé à Londres.	S. VI. 290
—	Convention de Vienne relative à la formation	
	d'un parc d'armée par le rayon Russe.	S. VII. 313
—	Item sur l'administration des hôpitaux.	S. VII. 317
20 Mai.	Traité avec la Sardaigne signé à Vienne avec un	
	annexe à l'art. VII.	S. VI. 298
27 Mai.	Convention des alliés avec la Suisse sur son ac-	
	cession à la déclaration du 20 Mars.	S. VI. 173
	Traité	

Grande Bretagne.

1815	Traité avec le Roi des Pays-Bas signé à Vienne	
31 Mai.	avec un art. séparé.	S. VI. 327
Mai - Sept.	Traités de subside avec Coburg, Nassau, les villes Anféatiques, Mecklenbourg, Hohenzollern, Francfort, Reufs, Gotha, Waldeck, Schaumbourg, Schwarzbourg, Mecklenbourg-Strelitz.	S. VI. 222
6 Juin.	Traité de subside avec le R. de Wurtemberg.	S. VI. 202
7 Juin.	Traité de subside avec le Roi de Bavière.	S. VI. 204
9 Juin.	Acte final du Congrès de Vienne.	S. VI. 379
10 Juin.	Extrait du Protocole des P. signataires sur les arrang. avec Bâde.	S. VI. 458
Juin - Nov.	Actes relatifs à l'accession de diverses puissances et états à l'acte du Congrès.	S. VI. 481
3 Juill.	Convention de commerce avec les Etats-Unis d'Amérique.	S. VI. 582
—	Conv. d'armistice entre les alliés et la France.	S. VI. 593
10 Juill.	Traité de subside avec le Duc de Nassau.	S. VI. 206
14 Juill.	Traité de subside avec le Roi de Saxe.	S. VI. 208
—	Traité de subside avec le Roi de Danemarck.	S. VI. 210
15 Juill.	Traité de subside avec l'Elect. de Hesse.	S. VI. 211
—	Traité de subside avec le G. Duc de Hesse.	S. VI. 213
26 Juill.	Convention pour la prolongation de l'armistice du 5 Juin.	S. VI. 587
2 Août.	Convention avec les alliés sur la garde de Napoléon.	S. VI. 605
12 Août.	Convention avec le Roi des Pays-Bas.	S. VI. 616
26 Août.	Traité de subside avec le Roi d'Hannovre.	S. VI. 214
—	Traité de subside avec le Duc de Brunswick.	S. VI. 219
Sept.	Accession au traité du 18 Mai entre la Prusse et la Saxe.	S. VI. 628
—	Actes relatifs à la restitution des monumens de l'art. enlevés par la France.	S. VI. 632
4 Oct.	Traité de subside avec l'Empereur de Russie.	S. VI. 223
3 Nov.	Protocole des conférences de Paris sur les arrangemens territoriaux.	S. VI. 668
5 Nov.	Convention avec les alliés sur les îles Ioniennes.	S. VI. 663
6 Nov.	Protocole des conférences de Paris sur la distribution des 700 millions.	S. VI. 676
20 Nov.	Traité de paix de Paris entre les 4 alliés et la France.	S. VI. 682
—	Conventions en consequence des arts. IV. V. IX.	S. VI. 692. 717
—	Convent. en consequence de l'art. IX. en ce qui concerne la Gr. Bretagne.	S. VI. 707
	T t 5	Traité

Grande - Bretagne.

- 1815 Traité d'union entre les cours de Vienne, de
20 Nov. Londres, de Petersbourg et de Berlin. S. VI. 734
— Note des ministres des alliés au D. de Richelieu.
S. VI. 738
— Actes sur la neutralité perpétuelle de la Suisse
reconnue par chacune des Puissances alliés. S. VI. 740
21 Nov. Procès-verbal des conférences de Paris sur l'em-
ploi des fonds destinés au renforcement de
la ligne défensive. S. VII. 406
24 Nov. Déclaration aux E. Unis d'Amérique sur le com-
merce avec St. Helene. S. VI. 592
2 Déc. Traité de paix entre la Comp. Angl. d. Indes Or.
avec le Rajah de Napaul. S. VI. 743
1816 Actes du Parlement Britannique sur la détention
11 Avr. de Napoleon Bonaparte à St. Helene. S. VII. 1
17 Avr. Convention entre la regence de Tunis. S. VII. 21
28 Août. Conditions d'armistice avec le Dey d'Algèr. S. VII. 88
— Déclaration du Dey sur l'abolition de l'esclavage.
S. VII. 90
1817 Note officielle des ministres des alliés sur la dimi-
10 Fevr. nution du nombre de leurs troupes en France. S. VII. 93
12 Mars. Convention avec le Roi des Pays-Bas sur les
arrangemens territoriaux. S. VII. 413
23 Sept. Traité avec l'Espagne sur la traite des nègres. S. VII. 135
1818 Convention de la Gr. Br. l'Autr. la Prusse et la
25 Avr. Russie avec la France portant transaction sur
les reclamations particulières. S. VII. 417
— Convention spéciale entre la Gr. Bretagne et
la France. S. VII. 430

Guaſtalla. Hambourg.

Guaſtalla.

- 1806 Décret de S. M. l'Emp. des Fr. portant disposition de la principauté de Guaſtalla en faveur de la princesse Borghèse. S. IV. 260
30 Mars.

Hambourg.

- 1719 Convention renouvelée et amplifiée entre S. M.
8 Fevr. Britannique et la ville de Hambourg au
sujet du commerce du hareng. S. I. 126
- 1736 Traité d'accord entre le Roi de Danemarck et
28 Avr. la ville de Hambourg avec un Art. sép.
W. I. 217. 230.
- 3 Juill. Lettre patente du Roi de Danemarck pour réta-
blir la liberté du commerce avec la ville de
Hambourg. W. I. 236.
- 1750 Leih- und Pfand- Vergleich zwischen Holſtein
6 Mai. und der Stadt Hamburg (avec deux Articles
séparés). Klefeker Sammlung Hamb. Verf.
IX. 343.
- 1751 Traité de paix entre la ville de Hambourg et
22 Fevr. la régence d'Algèr. S. II. I
- 19 Oct. Défense de la part du Roi d'Espagne de tout
commerce avec la ville de Hambourg.
S. II. 1. Note *)
- 1752 Décret du R. d'Espagne portant rétablisse-
14 Nov. ment du commerce avec la ville de Ham-
bourg. S. II. 2. Note.
- 1759 Leih- und Freundschafts- Vergleich zwischen der
6 Juill. Krone Dänemark und der Stadt Hamburg.
W. III. 335. Note.
- 1762 Leih- und Freundschafts - Vergleich zwischen
30 Juin. der Krone Dänemark u. der Stadt Hamburg.
(W. III. 737). a. IV. 579. b. I. 80
- 1768 Vergleich zwischen dem Hochfürstlichen Hause
27 Mai. Holſtein und der Kaiserlichen freyen Reichs-
stadt Hamburg zu Gottorf. (W. III. 720).
a. I. 210. b. I. 597
- 1769 Traité de commerce entre le Roi de France et
1 Avr. la ville de Hambourg avec deux articles sé-
parés. (W. III. 752). a. I. 248. b. I. 634
- Autres articles séparés signés entre la France
et la ville de Hambourg. (K. II. 271).
S. III. 80. b. I. 650
Regle-

Hambourg. Hannovre.

- 1778 Reglement in Ansehung der Hamburgischen
18 Sept. Handlung und Schiffahrt während des
Kriegs. a. IV. 216. b. III. 36
- 1789 Convention sur la prolongation du traité de
17 Mars. commerce entre la France et la ville de
Hambourg. a. III. 158. b. IV. 425
- 1799 Arrêté du Directoire exécutif en France décer-
9 Oct. nant un embargo sur les navires des Ham-
bourgeois. VII. 373
- 1801 Déclaration du Feldmaréchal Prince de Hesse
20 Mai. en évacuant le territoire de Hambourg. S. II. 463
- 1815 Traité de subside entre la Gr. Brét. et les villes
21 Juill. Anseatiques. S. VI. 223
- 1816 Convention avec la France sur les créances
27 Oct. de la banque de Hambourg. S. VII. 91

Hannovre.

- 1729 Convention entre la Suède et le Roi de la
18 Août. Gr. Bretagne comme Elect. de Bronsw.
Lunebourg sur la paix de 1719. S. I. 190
1737. Déclaration et contredéclaration entre le Roi
15 Nov. de Suède et S. M. B. l'Electeur de Bronswic
Lunebourg sur le droit de détraction. S. I. 246
- 1739 Traité d'accomodement entre le R. de la Gr.
5 Mars. Brét. Elect. de Br. Lunebourg et le Roi de
Danemarck sur le baillage de Steinhorst. S. I. 257
- 1785 Affociation entre les Electeurs de Saxe de
23 Juill. Brandenbourg et de Bronswic Lunebourg
(Fürstenbund). a. II. 553. b. IV. 18.
- 1793 Articles préliminaires entre la Gr. Bretagne et le
4 Mars. Hannovre sur un corps de troupes Hanno-
veriennes que la Grande-Bretagne prend à
sa solde. V. 99
- 1794 Traité d'accord sur un corps de supplémentaires
Janv. que la Gr. Bretagne prend à sa solde. V. 106
- 1803 Convention entre le Gouv. Hannoverien et le
3 Avr. comte Prussien de Schulenburg. SCHÖLL
VI. 87.
- Juin. Actes relatifs à l'occupation de l'Electorat
Juill. d'Hannovre par les troupes Françaises. S. III. 518
- 1814 Note du 12 Oct. par la quelle le ministre de Han-
Oct. novre au Congrès de Vienne déclare que
l'Electeur de Bronswic Lunebourg a pris
le titre de Roi d'Hannovre; et patente du
26 Oct. publiée en conséquence Kl. H. I. 64. 65

Acces-

Hannovre. Hesse-Cassel.

- 1815 Accession du Roi d'Hannovre au traité d'alliance
7 Avr. de Vienne du 25 Mars. S. VI. 124
- 29 Mai. Traité de cessions entre le Hannovre et la
Prusse à Vienne. S. VI. 316
- 26 Août. Traité de subside avec la Gr. Bretagne. S. VI. 214
- 23 Sept. Convention avec la Prusse sur les modifications
du traité du 29 Mai. S. VI. 652
- 1817 Convention territoriale avec le Duc de Olden-
bourg. S. VII. 373

Helvétie voyés Suisse.

Hesse - Cassel.

- 1742 Traité d'union de Francfort entre l'Emp.
2 Mars. Charles VII. et le Roi de Suède comme
Landgrave de Hesse.
- Article séparé du traité d'union de Francfort
entre l'Emp. Charles VII. et le Landgrave
de Hesse. K. I. 350.
- 13 Mai. Acte de garantie donné à la maison de Hesse-
Cassel par le Roi de Prusse. K. I. 349,
- 1744
- 22 Mai. Union de Francfort. W. II. 163.
- 1755 Traité entre S. M. Britannique et le Landgrave
18 Juin. de Hesse-Cassel, signé à Hannovre (Angl.)
W. III. 67.
- 1759 Traité de Subside entre S. M. le Roi de la Gr.
17 Janv. Bretagne et le Landgrave de Hesse-Cassel.
W. III. 201.
- 1776 Subsidien - Tractat zwischen S. Königl. Maj.
15 Janv. von Großbritannien und dem Landgrafen
von Hessen-Cassel. a. I. 545. b. II. 422
Subsidien.

Hesse-Cassel. Hesse-Darmstadt.

- 1776 Subsidien - Tractat zwischen S. K. Maj. von
5 Fevr. Großbritannien und S. Durchl. dem Erb-
Prinzen von Hessen - Cassel regierenden
Grafen von Hanau. a. I. 572. b. II. 454
- 1787 Treaty of alliance between the King of Gr. Bri-
28 Sept. tain and the Landgrave of Hesse-Cassel.
a. III. 95. b. IV. 306
- 1793 Traité de subside entre S. M. Britannique et le
10 Avr. Landgrave de Hesse-Cassel en Français, et
Anglais. V. 124
- 23 Août. Seconde Convention de Subside entre M. Bri-
tannique et le Landgr. de Hesse-Cassel. V. 141
- 1795 Traité de paix entre la République Française et
28 Août. le Landgrave de Hesse-Cassel. VI. 548
- 1810 Procès-verbal de remise de la Principauté de Ha-
15 Mai. nau par la France au G. Duc de Francfort. S. VII. 185
- 1813 Traité avec l'Autriche et ses alliés, à Francfort
2 Déc. avec les articles séparés et secrets. S. V. 651
- 1814 Convention avec l'administration centrale des pro-
14 Mars. vinces occupées sur la liquidation des char-
ges entre le comte de Hanau et l'ancien G.
Duché de Francfort. S. VII. 299
- 1815 Note du plénipotentiaire de l'Electeur de Hesse
28 Avr. au Congrès de Vienne sur le titre d'Electeur
conservé et celui d'altesse royale pris par
l'Electeur de Hesse. KLUBER VI. 201.
- 15 Juill. Traité de subside avec la Grande-Bretagne. S. VI. 211
- 16 Oct. Traité de cession et d'échange avec le Roi de
Prusse. S. VII. 331
- 1816 Procès verbal entre les commissaires de Prusse
3 Fevr. et de l'Electeur de Hesse en execution du
traité du 16 Oct. 1815. S. VII. 408
- 29 Juin. Convention territoriale avec le G. Duc de Hesse
signée à Francfort. S. VII. 64

Hesse-Darmstadt, aujourd'hui Grand-Duché de Hesse.

- 1779 Convention pour l'abolition du droit d'Aubaine
27 Juill. entre le Roi de France et le Landgrave de
Hesse-Darmstadt. a. II. 29. b. II. 705
- 1791 Defensiv - Convention zwischen S. Churf,
3 Juill. Gnaden zu Maynz und S. Durchl. dem
Landgrafen von Hessen-Darmstadt. VI. 290
Conven-

Hesse - Darmstadt.

- 1793 Convention entre S. M. l'Empereur Romain et
17 Sept. S. A. S. le Landgrave de Hesse-Darmstadt
relative à la reluiton des troupes. V. 176
- 3 Oct. Traité de subside entre S. M. Britannique et le
Landgrave de Hesse-Darmstadt. V. 216
- 1796 Traité de subside avec la Gr. Bretagne. SCHOKEL
10 Juin. IV. 330.
- 1806 Traité entre le G. D. de Hesse et le P. de
30 Août. Nassau Weilbourg, concernant div. posses-
sions équestres (extrait). S. IV. 349
- 24 Sept. Convention entre le G. D. de Hesse et le
Prince d'Isenbourg. S. IV. 351
- 26 Sept. Convention entre le Prince Primat et le G. D.
de Hesse pour arranger quelques differends
territoriaux (extrait). S. IV. 355
- 6 Oct. Convention entre le Grand-Duc de Bâde et
celui de Hesse pour arranger plusieurs diffe-
rends territoriaux. S. IV. 356
- 1808
- 15 Juin. Convention avec le Prince Primat. S. V. 76
- 9 Sept. Convention avec divers Princes sur le partage
des dettes du collège des comtes de Fran-
conie. S. VII. 169
- 1810 Convention avec le Roi de Westphalie sur le
3 Juin. partage des Grands hôpitaux Hessois et au-
tres objets. S. V. 264
- 8 Sept. Traité avec le G. Duc de Bâde sur diverses
cessions. S. V. 280
- 6 Nov. Convention avec le Roi de Westphalie sur l'ex-
traditions des deserteurs, des vagabonds etc.
S. V. 304
- 1813 Convention avec la Saxe, Westphalie et Nassau
14 Mars. sur les dettes de la ballivie de Marbourg. S. VII. 276
- 7 Avr. Convention avec le G. D. de Francfort sur le
partage de Hanau. S. VII. 244
- 9 Avr. Convention entre les mêmes concernant la ville
de Herbstein. S. VII. 260
- 1815 Accession du G. D. de Hesse à l'Alliance du
23 Mai. 25 Mars. S. VI. 148
- 10 Juin. Convention territoriale avec l'Autriche et la
Prusse à Vienne. S. VI. 459
- 15 Juill. Traité de subside avec la Gr. Bretagne. S. VI. 213
- 1816 Convention territoriale avec l'Electeur de Hesse
29 Juin. signée à Francfort. S. VII. 64
Conven.

Hesse-Hombourg. Hohenzollern. Hollande.

- 1816 Convention territoriale avec la Prusse et l'Autriche. S. VII. 73
30 Juin.
17 Déc. Convention entre les commissaires Autrichien Prussien et Hessois sur la forteresse de Mayence. S. VII. 341

Hesse-Hombourg.

- 1800 Convention entre la République Française et le Landgrave de Hesse-Hombourg. VII. 475
14 Sept.
1817 Acte de la confédération germanique pour la réception du Landgrave. S. VII. 132
7 Juill.

Hétrurie voyés Toscane.

Hohenzollern.

- 1817
1 Août. Traité de subside avec la Gr. Bretagne. S. VI. 223

Hollande.

- 1703 Traité d'alliance défensive entre S. M. le Roi de la Gr. Bretagne et les E. G. des Prov. U. des Pays-Bas d'une part et le Portugal de l'autre. S. I. 1
10 Mai.
9 Juin. Traité de renouvellement des traités précédens entre la Reine de la Gr. Bretagne et les Prov. Unies des Pays-Bas. S. I. 16
1711 Renouvellement de l'alliance entre la Reine Anne de la Gr. Bretagne et les P. U. des Pays-Bas d'une part et les Cercles associés de l'Empire de l'autre avec un Art. séparé (en Latin). S. I. 86
Août.
1713 Traité de paix et de commerce entre les Provinces-Unies des Pays-Bas et la régence de Tunis (en Holl.) S. I. 92
Août. Capitulation entre les Provinces Unies des Pays-Bas et la régence de Tripoli (en Holl.) S. I. 98
1716 Renouvellement d'alliance entre la Gr. Bretagne et les Prov. Un. des Pays-Bas avec un Art. sép. (en Latin). S. I. 116
6 Fevr.
1718 Convention entre S. M. Imp. S. M. Très-Chrétienne et les Prov. Unies des Pays-Bas pour la restitution des déserteurs. S. I. 158
11 Avr.
1727 Convention entre la Fr. et les Prov. Unies des Pays-Bas concernant Amboina. S. I. 176
13 Janv. Traité

- 1728 Traité de commerce entre les Prov. Unies des
4 Oct. Pays-Bas et la régence de Tripoli. S. I. 186
- 1730 Lettre du Dey d'Algèr aux Provinces-Unies
Sept. des Pays-Bas sur la paix. S. I. 202
- 1731 Traité conclu entre les Provinces-Unies des
28 Août. Pays-Bas et le Dey d'Algèr. S. I. 204
- 1733 Convention ou acte de neutralité pour les
24 Nov. Pays-Bas Autrichiens entre le Roi de France
et les Prov. Unies des Pays-Bas. S. I. 216
- 1739 Traité de commerce entre le Roi de France et
21 Déc. les Prov. Unies des Pays-Bas. W. I. 414.
- 1745 Traité de quadruple-alliance entre le Roi de
8 Janv. Pol. El. de Saxe, le Roi de la Gr. Brétagne,
la Reine de Hongrie et les Prov. Unies
des Pays-Bas. W. II. 171.
- 1748 Traité d'alliance entre l'Autriche l'Angleterre
26 Janv. la Sardaigne et les Provinces-Unies des
Pays-Bas. W. II. 410.
- 30 Avr. Traité préliminaire de paix à Aix la Chapelle
entre l'Angl. la Fr. et les Prov. Unies des
Pays-Bas. W. II. 310.
- 21 Mai. Déclaration des deux puiss. contractantes du
précédent traité pour rectifier les Art. 1. 2.
W. II. 318.
- 8 Juill. Convention entre les puiss. contractantes au
sujet des places conquises dans les deux Indes
et des prises faites sur mer. W. II. 333.
- 2 Août. Convention entre les mêmes par rapport à la
retrogradation des troupes. W. II. 335.
- 18 Oct. Traité définitif de paix d'Aix la Chapelle.
W. II. 337.
- 1749 Convention entre les commissaires de S. M. T. C.
11 Janv. de l'Imp. Reine et des Etats Gén. d. P. U. d.
P. Bas. W. II. 426.
- 27 Juin. Résolution des E. Gén. de donner le titre de
très-fidèle au Roi de Portugal. S. I. 324
- 1750 Convention entre les deux puissances maritimes,
22 Août. la cour de Vienne et l'électeur de Bavière
sur le Duché de Mirandola et le marquisat
de Concordia. W. II. 461.
- Traité de subside entre le Roi de la Gr. Bré-
tagne Electeur de B. Lunebourg et L. H. P.
l. E. G. d. Prov. Unies d. Pays-Bas d'une
part et l'Electeur de Bavière de l'autre.
W. II. 457.

Hollande.

- 1751 13 Sept. Traité de subside entre S. M. le Roi de Pologne, Electeur de Saxe d'une part, et S. M. le Roi de la Gr. Bretagne et les E. G. d. Prov. Unies de l'autre. W. II. 593.
- 1752 21 Nov. Traité de paix et de commerce entre l'Emp. de Maroc et les P. Unies des Pays-Bas. W. II. 688.
- 1753 27 Août. Traité de commerce entre le Roi des Deux-Siciles et les E. G. des Prov. Unies des Pays-Bas. W. II. 753.
- 1757 23 Nov. Traité entre les E. Gén. des Prov. Unies des Pays-Bas et la régence d'Algèr (en Holl.) W. II. 161.
- 1760 26 Mai. Ampliation au traité de paix entre les Prov. U. des Pays-Bas et la régence d'Algèr (en Holl.) S. II. 101
- 13 Août. Articles entre la Comp. Holl. des Indes Orientales et le Nabob Ally Khawn (en Holl.) S. II. 103
- 1766 14 Fevr. Traité de paix conclu entre les E. Gén. des Provinces-Unies des Pays-Bas et le Roi de Candy en l'île de Ceylon. (W. III. 518). a. III. 223. b. I. 317
- 3 Mai. Convention entre le Prince Guillaume d'Orange et de Nassau et le Duc Louis de Bronswic. a. I. 134
- 1773 23 juill. Traité touchant le droit d'aubaine entre la France et la Rép. des Pr. Unies des P. Bas. a. I. 337. b. II. 258
- 23 Nov. Traité entre la Comp. Hollandaise des Indes Orientales et le Nabob du Carnatic (Angl.) S. II. 125
- 1777 27 Avr. Capitulation entre les Prov. Unies des Pays-Bas et le Prince de Waldeck prolongée, pour 10 ans. a. IV. 178. b. II. 505
- 29 Juin. Tractaat van Vreede en commercie geslooten tusschen S. Majestaet den Keiser van Marocco en de H. M. Staaten General der vereenigde Nederlanden. I. 619. comme a. VI. 183. b. II. 543
- 1779 3 Mai. Placard des Etats généraux portant défense d'armer en course. a. IV. 242. b. III. 62
- 1780 13 Avr. Résolution des E. Gén. des Prov. Unies des Pays-Bas sur la déclaration de la Russie du 28 Fevr. touchant le commerce neutre, a. IV. 350. 352. b. III. 168
- et 24. Décla-

Hollande.

- 1780 Déclaration de la Cour de Londres aux E. Gén.
17 Avr. des Prov. Unies des Pays-Bas portant suspension de ses traités avec la République.
a. II. 76. b. III. 173
- 20 Nov. Résolution des E. Gén. des Prov. Unies des Pays
Bas touchant leur accession au système de
la neutralité armée. a. IV. 375. b. III. 211
- 1781 Acte par lequel L. H. P. les Etats-Généraux des
3 Janv. Prov. Unies des Pays-Bas accèdent aux con-
ventions maritimes du 9 Juillet et 1 Août
1780. entre la Russie et les Rois de Dane-
marc et de Suède. a. II. 117. b. III. 215
- Acte séparé joint au précédent acte d'accession.
a. IV. 378. b. III. 219
- 12 Janv. Extrait des résolutions de L. H. P. les E. Gén.
des P. U. concernant le secours à requérir
de la part des puissances qui ont adopté le
système de la neutralité armée (Holl.)
a. IV. 383. b. III. 221
- 12 et Placard des E. G. des Prov. Unies touchant les
13 Janv. récompenses des armateurs du 12 Janv. et
instruction pour les armateurs du 13 Janv.;
en Hollandais. a. IV. 342. b. III. 145. et 155
- Janv. ? Déclaration des Prov. Unies des Pays-Bas por-
tant que vu leur accession aux conventions
du 9 Juill. et 1 Août ils attendent une ac-
ception de la part de leurs majestés Im-
périale et royales. a. IV. 379. b. III. 211
- Déclaration des E. Gén. remise aux Cours bel-
ligérantes pour leur notifier leur accession
aux conventions de la Russie avec le Da-
nemark et la Suède. a. IV. 381. b. III. 221
- 26 Janv. Ordonnance des E. Gén. des Prov. Unies des
Pays Bas relative à la guerre. a. IV. 410. b. III. 276
- 28 Fevr. Memoire présenté par l'envoyé des Prov. Unies
à la Cour de Suède pour réclamer l'interven-
tion des Puissances neutres alliées. a. IV. 389. b. III. 230
- Mars. Memoire de la Cour de Suède pour celle de la
Russie concernant l'effet de l'accession des
Provinces-Unies au système de la neutralité
armée. a. IV. 394. b. III. 235
- Rescript de S. M. l'Imp. de Russie au comte de
Moussin-Pouchkin au sujet de la guerre entre
la Gr. Bretagne et les P. Unies. a. IV. 399. b. III. 240
- Un 2 Conven.

Hollande.

- 1781 Convention entre le Roi de France et les Prov.
1 Mai. Unies des Pays-Bas concernant les reprises
a. II. 127. b. III. 340
- Nov. Actes relatifs à l'évacuation des forteresses ser-
vant de barrière aux Etats-Unis. a. IV. 433. b. III. 364
- Acte par lequel les E. Généraux se chargent de
la garantie d'un emprunt de la France de
5 millions de florins (en Holl.) S. II. 162. b. III. 367
- 1782 Traité d'amitié et de commerce entre L. H. P. les
8 Oct. Etats-Généraux des Prov. Unies des Pays-
Bas et les Etats-Unis de l'Amérique, en
Français et en Hollandais. a. II. 242. b. III. 427
- Convention entre L. H. P. les Etats-Généraux
des Prov. Unies des Pays-Bas et les Etats-
Unis de l'Amérique concernant les reprises
en Hollandais et en Anglais. a. II. 278. b. III. 463
- 1783 Articles préliminaires de paix entre S. M. le Roi
2 Sept. de la Grande-Bretagne et les Prov. Unies
des Pays-Bas. a. II. 457. b. III. 514
- 1784 Traité définitif de paix et d'amitié entre S. M.
20 Mai. le Roi de la Grande-Bretagne et les Prov.
Unies des P. B. avec un article séparé.
a. II. 520. b. III. 566
- 13 Août. Traité d'amitié et d'alliance entre la Comp.
Hollandaise des Indes Orientales et le Roi
de Salangoor. VII. 71
- 30 Oct. Renouvellement du traité de Subside entre les
Prov. Unies des Pays-Bas et l'Electeur de
Cologne. a. II. 540. b. III. 780
- 1785 Convention entre le Commissaire de S. M. l'Em-
1 Avr. pereur et les Commandans des villes Hol-
landaises de Sas-de-Gand et de Philippine
relativement aux inondations. a. II. 550. b. IV. 9
- 20 Sept. Articles arrêtés préliminairement pour servir de
base au traité à faire entre l'Empereur et
les E. Gén. des Prov. Unies sous la média-
tion de la France. a. II. 598. b. IV. 50
- 8 Nov. Traité d'accord définitif entre S. M. Imp. et
royale Apostolique et les Prov. Unies des
Pays-Bas; sous la médiation et la Garantie
de la France avec une convention séparée.
a. II. 602. b. IV. 55
- 10 Nov. Traité d'alliance défensive entre S. Maj. le Roi
Très-Christien et les E. Généraux des Pr. Un.
des P. Bas; avec 5 art. sép. a. II. 612. b. IV. 65
- Actes

Hollande.

- 1786 Actes relatifs à la liberté du commerce avec le
 Mai. port de Larrache accordée aux Prov. Unies
 des Pays-Bas par l'empereur de Maroc.
 a. VI. 220. b. IV. 111
- 29 Nov. Instructions des E. Gén. des Prov. Unies des
 Pays-Bas pour leurs Consuls. a. VI. 222. 225.
 b. IV. 182
- 1788 Traité de subside entre les E. Gén. des Prov.
 22 Fevr. Unies des Pays-Bas et le Duc de Brunswick
 avec 2 articles séparés. a. III. 311. b. IV. 349
- 15 Avr. Traité d'alliance défensive entre S. M. le Roi de
 la Grande-Bretagne et les Prov. Unies des
 Pays-Bas avec un art. sép. a. III. 127. b. IV. 372
- Traité d'alliance défensive entre S. M. le Roi de
 Prusse et les Provinces-Unies des Pays-Bas.
 a. III. 133. b. IV. 377
- 5 Mai. Traité de subside entre les Provinces-Unies des
 Pays-Bas et le Duc de Mecklenbourg-Schwe-
 rin avec un article séparé. a. III. 324. b. IV. 362
- 3 Juill. Acte de garantie mutuelle des sept Provinces-
 Unies des Pays-Bas en Français et en Hol-
 landais. a. III. 142. b. IV. 386
- 1790 Acte de garantie de la Grande-Bretagne et des
 27 Juill. Prov. Unies des Pays-Bas, des trois pré-
 cédentes déclarations. a. IV. 568. b. IV. 507
- Déclarations signées à Reichenbach par les
 p'énipotentiaires d'Autr. et de Prusse.
 a. III. 166. b. IV. 500
- 23 Août. Résolution secrète des Etats Généraux relati-
 vement à la garantie des déclarations de
 Reichenbach. a. IV. 569. b. IV. 508
- 10 Déc. Convention relative aux affaires belgiques
 entre les min. plénip. d'Autriche d'Angl.
 de Prusse et d'Hollande. a. III. 342. b. IV. 535
- 1791 Cartel d'échange et de restitution réciproque
 23 Juin. de transfuges entre les Colonies Espagnoles
 et Hollandaises aux Indes occidentales. V. I
- 28 Nov. Confirmation ou renouvellement des traités
 entre les Prov. Unies des Pays-Bas et l'Em-
 pereur de Maroc (en Hollandais). V. 50. 51
- 1794 Traité de Subside entre S. M. le Roi de la Gr.
 19 Avr. Bretagne et L. H. P. L. E. Gén. des Prov.
 Unies des Pays-Bas d'une part et S. M. le
 Roi de Prusse de l'autre. V. 283
- Conven-

Hollande.

- 1794 Convention séparée conclue entre la Grande-
19 Avr. Bretagne et les Prov. Unies des Pays-Bas
à la suite du précédent traité. V. 287
- 1795 Capitulation par la quelle la province de Zee-
3 Fevr. lande se rend aux Français (en Holl.) VI. 450
- 16 Mai. Traité de paix et d'alliance entre la République
Française et la République des Prov. Unies
des Pays-Bas avec un règlement sur le port
de Flessingue. VI. 532
- Articles séparés SCHOELL IX. 309.
- 27 Juill. Articles prélimin. avec la France sur la solde
des troupes SCHOELL IX. 313.
- 1796 Acte d'accord avec la France sur tout ce qui
5 Janv. lui est dû SCHOELL IX. 391.
- 3 Mai. Convention avec la France SCHOELL IX. 540.
- 1797 Acte d'accession de la République Batave au
28 Juin. traité d'alliance entre la France et l'Espagne. VII. 192
- 1798 Arrêté du directoire exécutif relatif au Port de
5 Fevr. Flessingue, en Zeelande. VII. 241
- 1799 Actes relatifs à l'évacuation de la Hollande des
18 Oct. troupes Anglaises et des alliés. VII. 353 - 364
- 1800 Traité entre la République Française et la Ré-
5 Janv. publique Batave sur plusieurs points litigieux
(allégué par erreur sous 15 Janv.) VII. 377
- Articles 14. 15. 16. SCHOELL IX. 346. Articles
secrèrs SCHOELL XIV. 543.
- 1802
- 27 Mars. Traité définitif de paix à Amiens. S. II. 563
- 14 Nov. Convention entre la Prusse et la Rép. Batave
sur la cession de Sevenaer Huyssen et
Malbourg. S. III. 221
- 1803 Publication rendue par le Gouv. Batave con-
1 Mars. cernant la libre navigation aux Grandes-
Indes. S. III. 461
- 25 Juin. Convention avec la France. SCHOELL IX. 354.
- 1806 Traité entre S. M. l'Emp. des Français Roi
24 Mai. d'Italie et les représentans de la République
Batave sur l'adoption d'un gouvernement
monarchique. S. IV. 280
- 5 Juin. Discours tenus dans l'aud. de l'Emp. pour de-
mander le Prince Louis Napoléon comme Roi
d'Hollande et reponses avec la circulaire du
Secr. d'état aux min. étr. du 10 Juin. S. IV. 284
- Traité

Hollande.

- 1807 Traité entre l'Emp. des Français et le Roi
11 Nov. d'Hollande concernant la cession de l'Ost-
Frise Jever et Fleissingue. S. IV. 485
- 1808 D. du Roi d'Hollande contre le commerce
Janv. Anglais et Suédois. S. V. 458
- 23 Oct. D. du Roi d'Hollande sur la fermeture de ses
ports. S. V. 474
- 1809
16 Mars. Traité avec la France sur diverses cessions. S. V. 327
- 1-3 Acte de renonciation de Louis Napoléon au
Juill. throne d'Hollande. S. V. 332
- 9 Juill. Décret Français sur la réunion de la Hollande
à l'Emp. Fr. S. V. 338
- 1810 Décret Français sur la réunion de la Hollande,
13 Déc. des villes Anféatiques, de Laenbourg etc.
à la France. S. V. 346
- 1814 Traité entre les princes de la maison d'Orange
14 Juill. et Nassau. S. VI. 23
- 21 Juill. Acte d'acceptation de souveraineté Belgique
par le Prince d'Orange. S. VI. 38
- 13 Août. Convention avec la Grande-Bretagne sur les
Colonies etc. avec articles additionels. S. VI. 57
- 1815 Patente du 16 Mars par la quelle le Prince
Mars. souverain des Pays-Bas publie qu'il a pris
la dignité royale, et note du 28 Mars par la
quelle cet événement a été notifié aux Princes
souverains et villes d'Allemagne. KLUBER
H. IV. p. 61. et 65.
- 19 Mai. Traité entre la Grande-Bretagne et le Roi des
des Pays-Bas et la Russie signé à Londres. S. VI. 290
- 31 Mai. Traité entre le Roi des Pays-Bas et 4 Puissan
ces alliées signé à Vienne. S. VI. 327
- 12 Août. Convention avec la Grande-Bretagne. S. VI. 616
- 11 Oct. Convention avec l'Autriche sur les dettes de la
Belgique. S. VI. 660
- 1816
26 Juin. Traité de limites avec la Prusse. S. VII. 24
- 10 Août. Traité d'alliance avec l'Espagne contre les Bar
baresques; signé à Alkala de Hennes. S. VII. 84
- 28 Août. Traité de paix avec la régence d'Algèr. S. VII. 88
- 7 Oct. Traité de limites avec la Prusse signé à Cleve. S. VII. 45
- 1817 Traité avec l'Autr. la Gr. Brét. la Prusse et la
12 Mars. Russie sur les arrangemens territoriaux. S. VII. 413

Hollande. Holstein.

1817 Déclaration réciproque avec le Danemarck sur
10 Juill. le commerce. S. VII. 133

Holstein.

- 1723 Acte de Frédéric Roi de Suède remis au Duc
19 Nov. Charles Frédéric de Holstein sur l'espoir de
celui-ci de monter sur le trône de Suède
(en Suéd. et Fr.) S. I. 166
- 1749 Traité prélim. entre le Dan. et le Pr. Adolphe
7 Août. Fréd. touchant l'échange futur du Holstein
extrait. S. I. 482
- 1750 Traité entre le Roi de D. et le Successeur en
25 Avr. Suède Adolphe Fréd. touchant l'échange
futur du Holstein. W. II. 472.
- 6 Mai. Leib- und Pfand-Vergleich zwischen Holstein
und der Stadt Hamburg avec deux art. sép.
KLEFFER Samml. Hamb. Verf. T. IV. p. 343.
- 1767 Copie des zwischen Ihro Königl. Maj. zu Dän.
22 Avr. nemark und Ihro Kaif. M. von allen Reussen
geschlossenen provisorischen Tractats.
(W. III. 592). a. I. 180. b. I. 426
- 1768 Vergleich zwischen dem Hochfürstlichen Hause
27 Mai. Holstein und der Kaiserlichen freyen Reichs-
stadt Hamburg zu Gottorff. (W. III. 720).
a. I. 210. b. I. 597
- 1773 Copia des zwischen S. K. Maj. zu Dänemark etc.
1 Juin. und S. Kaif. Hoheit dem Kronprinzen,
Thronfolger und Großfürsten aller Reussen
Paul als regierenden Herzog zu Holstein
geschlossenen Tractats. a. I. 315. b. II. 173
- 1774 Decretum salvatorium, welches S. M. der Röm.
27 Dec. Kaifer dem König von Schweden in Betreff
des Austausches von Holstein ertheilt.
a. I. 732. b. II. 209
Verein-

Holstein. Indes.

- 1776 Vereinbarung wegen wechselseitiger Aufhebung
2 Août. des Abzugs-Rechts zwischen den gesammten
Königl. Dänischen und Herzoglich Olden-
burgischen Landen. a. IV. 174. b. II. 226
- 1778 Kaiserliches Commissions-Decret vom 3 Febr.
15 Mai. et 1778. Reichsgutachten vom 15 Mai und
10 Juin. Kaiserl. Ratifications-Decret vom 10 Juni
die Uebertragung der Fürstlich Holstein Got-
torpischen Stimme auf die jüngere Linie
dieses Hauses und das Herzogthum Olden-
burg betreffend. T. I. p. 726 conf. III. 263. b. II. 202
- 1778 Promemoria des Kön. Schwedischen Gefandten
20 Juin. zu Verwahrung der Rechte des Königs in
Betreff von Oldenburg u. Delmenhorst.
a. I. 731. b. II. 280
- 1786 Acte concernant la reservation des droits du
Mars. Roi de Suède au sujet des comtés d'Ol-
denbourg et de Delmenhorst. a. IV. 472. b. II. 213
- 1806 Edit du Roi de Dan. portant réunion du
9 Sept. duché de Holstein au Danemarck. S. IV. 347

Hongrie voyés Autriche.

Indes.

- 1717 Firman accordé par l'Empereur Furrukseer à
6 Janv. la compagnie Angl. pour le commerce au
Bengale (en Angl.) S. I. 154
- 1738 Contrat de vente du port de Carrical et de ses
18 Nov. dépendances par le Rajah de Tanjour à la
France. S. II. 113
- 1742 Concessions faites aux Français par le Rajah du
12 Mai. Tanjour. S. II. 115
- 1757 Traité entre la Comp. Angl. des Indes Or. et Sé-
Févr. rajah Dowlah Nabob du Bengale. S. II. 87. 90
- Juin. Traité entre la Comp. Anglaise des Indes Orien-
tales et Meer-Jaffier Ally Khawn Nabob du
Bengale (Angl.) S. II. 92
- 15 Juill. Sunneds accordés à la Comp. Anglaise des Indes
— Déc. Or. par Ally Khawn (Angl.) S. II. 94
- 1760 Articles entre la Comp. Holl. des Indes Orien-
23 Août. tales et le Nabob Ally Khawn (en Holl.) S. II. 103
- 27 Sept. Traité entre la Comp. Angl. d. Indes Orientales
et le Meer Jaffier Ally Khawn lorsqu'elle
l'éleva à la dignité de Nabob du Bengale. S. II. 99
- U u 5
- Traité

Indes.

- 1762 **Traité conclu sous la garantie de la Comp.**
13 Oct. Angl. des Ind. Or. entre le Nabob du Carnatic
et le Rajah du Tanjour. S. II. 108. b. I. 87
- 1764 **Treaty of agreement between the English**
10 Juill. East-India Company and the Nabob Meer
Jaffier Cawn. a. VI. 35. b. I. 261
- Actes entre la Comp. Anglaise des Indes Ori-
entales et l'Empereur Shah Allum, le Nabob
al Dowlah et le Nabob Sujah al Dowlah par
lesquelles la compagnie se fait ceder des
districts importants et la Dewanie de Bengale,
Bahar et Orissa (en Angl.) 1764 et 1765. VII. 1
- 1765 **Articles proposés entre le Rajah de Tanjour et**
Mai. les Français pour la restitution des privilè-
ges de ceux-ci (en Angl.) S. II. 117
- **Traité entre les Français et le Nabob du Car-**
natic (en Angl.) S. II. 120
- 21 Mai. **Traité entre les Français et le Rajah de Tan-**
jour (Angl.) S. II. 123
- 16 Août. **Nouveau traité entre le Nabob Naym al**
Dowlah, le Nabob Sujah al Dowlah,
l'Empereur Shah Allum et la Comp. An-
glaise des Indes Orientales touchant un
nouvel arrangement des affaires de la
Compagnie (en Angl.) VII. 17-22
- 1766 **Traité d'alliance entre la Comp. Anglaise des**
12 Nov. Indes Orientales et le Nabob Affluph Jau
(en Angl.) VI. 49
- 1768 **Treaty of peace and perpetual alliance between**
23 Fevr. the Engl. East-India company and the Na-
bob of Arcot of one part, and the Nizam
Ally Cawn Soubah of the other (avec les
Sened du Soubah). a. IV. 47. b. I. 519
- 1769 **Treaty of perpetual friendship and peace betw-**
3 Avr. een the English East-India company and
the Nabob of Mysore. VI. 114
- 1770 **Treaty of peace and friendship between the**
8 Août. English East-India company and the Nabob
Hyder Ally Khan. W. III. 803). a. IV. 66. b. I. 696
- 1773 **Traité entre la Comp. Hollandaise des Indes**
23 Nov. Or. et le Nabob du Carnatic (Angl.) S. II. 125
- 1775 **Treaty between the English East-India Com-**
6 Mars. pany and the Marattes. a. VI. 156. b. II. 389
- Treaty

Indes.

- 1776 Treaty of peace between the English East-
1 Mars. India Comp. and the Marattah State.
a. VI. 172. b. II. 458
- 1782 Treaty of perpetual Friendship and Alliance
17 Mai. between the English East-India Company
and the whole of the Chiefs of the Marattah
nations.
a. II. 201. b. II. 390
- 1784 Traité de paix entre la Compagnie Anglaise des
11 Mars. Indes Orientales et le Nabob Tippto-Sul-
taun Bahauder.
a. II. 515. b. III. 737
- 13 Août. Traité d'amitié et d'alliance entre la Comp.
Hollandaise des Indes Orientales et le Roi
de Salangoor.
VII. 72
- 1787 Treaty of friendship, alliance and security
Fevr. between the united Comp. of merchants of
England trading to the East-Indies and the
Nabob of the Carnatic.
a. IV. 492. b. IV. 247
- 10 Avr. Treaty and agreement between the united Comp.
of English merchants trading to the East-
Indies and the Rajah of Tanjore.
a. IV. 499. b. IV. 268
- 1788 Treaty of commerce between the United Comp.
25 Juill. of merchants of England trading to the East-
Indies and the Vezier Ouda.
a. IV. 521. b. IV. 410
- 1789 Lettre du Comte Cornwallis au Nizzam à la-
7 Juill. quelle on a accordé force de traité dans l'al-
liance du 4 Juill. 1790. (Angl.)
VI. 252
- 1790 Traité d'alliance offensive entre la Comp. Angl.
1 Juin. des Indes Orientales d'une part et Pundit
Purdaun et le Nawob Nizam de l'autre contre
Tippoo-Sultaun (Angl.)
VI. 257
- 4 Juill. Traité d'alliance offensive et défensive entre la
Comp. Angl. des Indes Orientales d'une part
et le Nawob Nizam et Pundit Purdaun de
l'autre (Angl.)
VI. 262
- 1792 Traité préliminaire entre la Compagnie Anglaise
23 Fevr. des Indes Orientales et Tippto-Saib.
V. 81
- 18 Mars. Traité définitif entre la Comp. Anglaise des
Indes Or. et ses alliés d'une part et Tippoo
Sultaun Chef des Marattes de l'autre au camp
près de Seringapatnam; en Anglais.
V. 83
- 1799 Traité de partage du Royaume de Mysore; ou
22 Juin. traité d'alliance entre la Comp. Angl. d. Indes
Orientales, le Nizam le Peishwab (Angl.
et Fr.)
S. II. 192
Traité

Indes.

1799	Traité d'amitié et d'alliance entre la Comp.	
8 Juill.	Angl. d. Ind. Or. et Maha Rajah installé comme Rajah de Myfore (Angl. et Fr.)	S II. 212
1802	Traité d'alliance entre la Comp. Angl. d. Indes	
31 Déc.	Or. et le Peishwah signé à Bassein (en Angl.)	S. III. 584
1803	Traité entre la Comp. Angl. des Indes Or. et	
29 Sept.	le Rajah de Bhurrutpore (en Angl.)	S. III. 595
14 Nov.	Traité entre la Comp. Angl. des Indes Or. et	
	le Rajah de Macherry (en Angl.)	S. III. 596
12 Déc.	Traité entre la Comp. Angl. des Indes Or. et	
	le Rajah de Jyenpoor (Angl.)	S. III. 597
16 Déc.	Traité entre la Comp. Angl. des Ind. Or. et le	
	Rajah Umbajee (Angl.)	S. III. 600
17 Déc.	Traité entre la Comp. Angl. des Indes Or. et	
	le Rajah de Berar.	S. III. 606
30 Déc.	Traité de paix et d'amitié entre la Comp. Angl.	
	des Indes Or. et Dowlut Rao Scindia, signé à Surje-Anjengaum (en Angl.)	S. III. 609
1804	Traité conclu entre la Comp. Angl. d. I. Or. et	
29 Janv.	le Ranah de Gohud (en Angl.)	S. III. 614
27 Fevr.	Traité d'alliance entre la Comp. d. Ind. Or. et	
	Dowlut Rao Scindia; signé à Boorhanpore (Angl.)	S. III. 618
28 Avr.	Traité de partage entre la Comp. Angl. d. Indes	
	Or. et le Soubahdar du Dekan; signé à Hyderabad (Angl.)	S. III. 626
14 Mai.	Traité de partage entre la Comp. Angl. d. I. Or.	
	et le Peishwah Pundit Purdhaun; signé à Poonah (en Angl.)	S. III. 630
1805	Traité définitif d'amitié et d'alliance entre la	
22 Nov.	Comp. Angl. des Indes Or. et le Scindiah (en Fr.)	S. IV. 192
—	Articles déclaratoires ajoutés au précédent traité.	S. IV. 196
24 Déc.	Traité de paix et d'amitié entre le gouvernement Britannique et le Jeswunt-Raw-Holkar (en Fr.)	S. IV. 198
1806	Articles déclaratoires ajoutés au traité du 24 Déc.	
2 Fevr.	1805 entre le gouvernement Britannique et le Holkar.	S. IV. 201
1815	Traité du Rajah de Napaul avec la Comp. Anglaise des Indes Orientales.	S. IV. 743
2 Déc.		

Ifenbourg.

Ifenbourg. Italie. Kartalinie.

Ifenbourg.

- 1800 Convention de paix entre la République Française et les Princes d'Ifenbourg. VII. 472
14 Sept.
1806 Convention entre le G. D. de Hesse et le Prince d'Ifenbourg: S. IV. 351
24 Sept.

Cisalpine ensuite royaume d'Italie.

- 1797 Proclamation du Général Bonaparte portant acte d'indépendance de la Cisalpine. VII. 197
29 Juin.
10 Oct. Proclamation du Général Bonaparte portant réunion de la Valteline etc. à la République Cisalpine. VII. 199
1798 Traité d'alliance et traité de commerce entre la République Française et la Cisalpine. VII. 243
Mars.
1800 Arrêté du premier Consul par lequel le Novarese et le pays au de là de la Sesia ont été démembrés du Piémont et réunis à la Rép. Cisalpine. S. IV. 101
7 Sept.
1803 Concordat entre la république Italienne et S. Sainteté Pie VII. (en Lat. et Franç.) S. III. 559
16 Sept.
1805 Statut constitutionnel par lequel la République Italienne a été changée en royaume et la couronne déferée à Napoléon I. Emp. des Français. S. IV. 136
17 Mars.
7 Juin. Décret de l'Emp. Fr. portant nomination du Prince Eugène en qualité de Vice Roi d'Italie. S. IV. 137
1806 Quatrième statut constitutionnel du royaume d'Italie par lequel l'Emp. adopte pour fils le Prince Eugène; publié à Milan le 26 Déc. 1807. S. IV. 265
16 Fevr.
30 Mars. Décret de S. M. l'Emp. des Français Roi d'Italie portant réunion au royaume d'Italie des états Venitiens cédés par la paix de Presbourg. S. IV. 255
1812
5 Juin. Convention avec la Prusse sur le droit d'aubaine. S. V. 399
4 Août.
1814 Conventions militaires pour l'évacuation de l'Italie. S. V. 710
Avr.

Kartalinie.

- 1783 Acte de soumission du Czar de Kartalinie à la Russie. a. II. 454. b. III. 686
24 Juill.
Leyen.

Leyen. Liège.

Leyen (comte).

- 1781 22 Sept. Traité de limites et d'échange entre le Roi de France et les comtes de la Leyen; en Français et Allemand; avec une déclaration interprétative du 18 article, faite le 30 Nov. 1782. a. II. 138. b. III. 344
- 1806 12 Juill. Traité de confédération du Rhin. S. IV. 313

Liège.

- 1753 15 Mai. Traité d'Union entre la France et le Cardinal de Bavière prince évêque de Liège. K. I. 514.
- 1757 18 Mai. Renouveaulement du traité d'union de 1753 entre la France et le Card. évêque de Liège K. II. 85.
- 1767 9 Oct. Convention préliminaire entre la France, le Prince évêque et les états de Liège concernant les limites. K. II. 265. b. I. 468
- 1772 24 Mai. Traité entre le Roi de France et l'évêque de Liège et l'état de Liège concernant les limites. a. I. 292. b. II. 44
- Protestation du Duc de Bouillon contre le précédent traité et contreprotestation du Prince-Evêque de Liège. a. I. 312. b. II. 60
- 1773 9 Dec. Fernerweite Artikel, worüber S. M. der König von Frankreich und S. Hochf. Gnaden der Fürst-Bischof zu Lüttich zur Vollziehung des den 24 Mai 1772 geschlossenen Tractats übereingekommen sind. a. I. 499. b. II. 66
- 1774 4 Juin. Lettres patentes du Roi de France confirmatoires de celles du 11 Déc. 1773 portant ratification de la convention de 1773 avec l'évêque de Liège. K. II. 334. b. II. 65
- 1776 6 Juill. Convention entre la France et l'évêque de Liège au sujet d'un échange. K. II. 401. b. II. 77
- 1778 11 Juin. Convention entre la France et l'évêque de Liège concernant le terrain entre deux eaux. K. II. 459. b. II. 81
- 1795 1 Oct. Actes relatifs à la réunion de la Belgique et de Liège à la France. VI. 432

Linange. — Lubec.

Ligurie voyés Gênes.

Linange.

- 1751 Convention entre la Fr. le Roi de Pologne
27 Juill. Duc de Lorraine et le Comte de Linange
Heidesheim sur quelques fiefs. K. I. 487.

Lippe.

- 1807 Traité entre S. M. l'Emp. d. Français et les Pr.
18 Avr. de Lippe-Detmold et Lippe-Schaumbourg
portant l'accession de ceux-ci à la conféd-
ération du Rhin. S. IV. 396
1815 Traité de subside avec la Gr. Bretagne extr.
1 Août. S. VI. 223

Loewenstein Wertheim.

- 1792 Convention ente le Roi de France et le Prince
29 Avr. de Loewenstein Wertheim concernant l'in-
demnisation pour la suppression des droits
féodaux etc. S. VI. 394

Lorraine.

- 1735 Traité préliminaire de paix signé entre la Fr.
et l'Autriche à Vienne. W. I. I.
1736 Convention pour la cession de la principauté de
2 Déc. Commercy à faire au Roi Stanislas. K. I. 331.
1751 Convention entre la France, le Roi de Pologne
27 Juill. Duc de Lorraine et le comte de Linange-
Heidesheim sur quelques fiefs. K. I. 487.

Lubec (évêché).

- 1776 Convention avec le Danemarc pour abolir le
2 Août. droit de détraction. a. IV. 175. b. II. 226

Lubec (rép. Hanséat.).

- 1747 Confirmation de S. M. Danoise des privilèges
29 Avr. accordés à la ville de Lubec pour le com-
toir de Bergen. S. I. 283
1815 Traité de subside entre la Gr. Bretagne et les
21 Juill. villes Ansféatiques extr. S. VI. 223

Lucques.

Lucque.

- 1805 Décret de l'Emp. Fr. relativement à la dispo-
13 Mars. sition faite de la principauté de Piombino
en faveur de la princesse Elise sœur de
l'Emp. et de son époux. S. IV. 155
- Juin. Actes par lesquels la Rép. de Lucque a été
changée en principauté et le gouv. confié
au Sén. Bacchiocchi et par lesquels Piombino
a été donné à la Princesse Elise et Massa
et Carrara réunis à la principauté de Luc-
ques. S. IV. 139 - 157
- 1806 Décret de S. M. l'Emp. des Fr. portant réunion
30 Mars. des pays de Massa et Carrara et de la Gar-
fagnana à la principauté de Lucques. S. IV. 261

Mantoue voyés Autriche.

Marattes voyés Indes.

Malthe.

- 1753 Bulla Benedicti XIV. qua privilegia ordinis
12 Mars. equitum Melitensium a superioribus summis
Pontificibus ipsoque Benedicto concessa
renovantur, confirmantur et augentur
W. II. 726.
- 1775 Actes relatifs à la transaction entre la Républi-
2 Avr. que de Pologne et l'ordre de Malthe sur les
terres de l'ordination d'Ostrog. VII. 29. b. II. 373
- 1793 Déclaration du Grand-Maître de l'Ordre de
10 Oct. Malthe concernant sa conduite envers la
France. VII. 138
- 1797 Convention entre S. M. Imp. de toutes les Rus-
17 Janv. sies et l'ordre de Malthe. VII. 156
- Les articles séparés de la même date. VII. 428
- 28 Nov. Articles additionnels de la convention conclue
le 15 Janv. 1797, entre S. M. Imp. de Russie
et l'ordre de Malthe. VII. 166
- 1798 Convention entre la République Française et le
12 Juin. Grand-Maître de l'ordre de Malthe pour la
cession de Malthe et de Gozze. VII. 431
- 26 Août. Protestation du Grand-Prieuré de Russie contre
la capitulation de Malthe et manifeste du
Grand-Prieuré. VII. 434-436
- Acte

Malthe. Maroc.

- 1798 Acte par lequel l'Emp. de Russie prend l'ordre
10 Sept. de Malthe sous sa suprême direction. VII. 444
- 27 Oct. Proclamation par laquelle le Grand-Prieuré de
Russie et autres chevaliers déclarent l'Emp.
de Russie Grand-Maître de l'ordre. VII. 445
- 13 Nov. Acte d'acceptation de l'Emp. de Russie de la
Grand-Maîtrise de l'ordre de Malthe. VII. 447
- 29 Nov. Lettres patentes de l'Emp. de Russie portant
établissement d'une nouvelle fondation de
l'ordre de St. Jean de Jérusalem en faveur
de la noblesse Russe. VII. 450
- 1799 Regeln nach welchen der Adel des Russischen
15 Fevr. Reichs in den Orden des heil. Johannes von
Jerusalem aufgenommen werden soll. VII. 457
- 12 Juill. Convention entre l'Empereur de toutes les
Russies comme Gr. Maître de l'ordre de
Malthe et l'Electeur Bava-ro-Palatin. S. II. 574
- 21 Juill. Réglemens pour la fondation des commanderies
de famille ou de Jus Patronatus en Russie. VII. 462
- 1800 Capitulation pour l'évacuation de Malthe par
5 Sept. les Français. VII. 466
- 1806 Convention entre le Roi de Bavière et le grand
28 Janv. Prieur de la langue allem. de l'ordre de
Malthe. S. IV. 229

Maroc.

- 1728 Traité de paix entre la Grande-Bretagne et
14 Janv. l'Empereur de Maroc (en Angl. et Fr.) S. I. 182
- 1734 Traité de paix et de commerce entre la Gr.
15 Déc. Bretagne et l'Emp. de Maroc (renvoi au
traité de 1750). S. I. 227
- 1750 Traité de paix et d'amitié entre le Roi de la
15 Janv. Gr. Brét. et Mulay Abedela Empereur de
Maroc conclu à Fetz le 15 Janv. avec les
artt. addit. du 1 Fevr. W. II. 444.
- 1752 Traité de paix et de commerce entre l'Emp.
21 Nov. de Maroc et les E. Unis des Pays-Bas.
W. II. 688.
- 1753 Traité de paix entre le R. de Danemarck et
18 Juill. l'Emp. de Maroc (extr. All.) S. II. 11
- 1761 Traité de paix et de commerce entre le Roi
5 Août. de la Gr. Bretagne et l'Empereur de Maroc
signé le 28 Juill. 1760 et ratifié le 5 Août 1761
en Français et Angl. (W. III. 254.) a. IV. 1. b. I. 42
- Nouveau Recueil. T. III. X x
- Traite

Maroc. Mayence.

- 1767 **Traité de commerce entre la France et l'Emp.**
 28 Mai. de Maroc. (K. II. 254). extr. VII. 27. en
 entier S. III. 72. b. I. 449
- 15 Juill. **Traité de paix et de commerce entre l'Empereur**
 de Maroc et le Roi de Danemarck. VI. 62. b. I. 461
- 1777 **Tractaat van Vreede en commercie gesflooten**
 29 Juin. tusschen S. Majestaet den Keiser van Marocco
 en de H. M. Staaten General der vereenigde
 Nederlanden. I. 619. comme a. VI. 183. b. II. 543
- 1778 **Trattato di pace tra il Gran Duca di Toscana**
 6 Fevr. e l'Impero di Marocco. a. I. 706. b. II. 609
- 1783 **Additional articles of friendship and commerce**
 24 Mai. made by the Emperor of Marocco with the
 King of Great-Britain. a. IV. 449. b. III. 611
- Softanza del tratato di amista presentato à S. M.**
Impériale per l'ambasciadore del Imp. de
Maroc. a. II. 503. b. III. 705
- 1786 **Actes relatifs à la liberté du commerce avec le port**
 Mai. de Larrache accordée aux Prov. Unies d. Pays-
 Bas par l'Empereur de Maroc. a. IV. 220. b. IV. 111
- 1787 **Traité d'amitié de commerce et de navigation**
 25 Janv. entre les Etats-Unis de l'Amérique et l'Em-
 pereur de Maroc avec un article additionel.
 a. III. 54. b. IV. 223
- 1789 **Déclaration de l'Empereur de Maroc portant**
 20 Oct. différens privilèges pour le commerce des
 Espagnols. S. III. 132 Note')
- 1791 **Confirmation ou renouvellement des traités**
 28 Nov. entre les Prov. Unies des Pays-Bas et l'Em-
 pereur de Maroc (en Hollandais). V. 50. 51
- 1799 **Traité de paix, d'amitié, de navigation, de**
 1 Mars. commerce et de pêche entre S. M. Catholique
 et S. M. Marocaine conclu à Mequinez
 (en Esp. et Fr.) S. III. 132

Mayence.

- 1681 **Translat de la transaction passée entre l'El. de**
 24 Mai. Mayence et la ville de Strasbourg sur la
 navig. du Rhin. K. I. 196.
- 1751 **Extrait du traité d'accession de l'Electeur de**
 29 Mai. Mayence à la convention entre la Fr. et l'Elect.
 Pal. concernant la nav. du Rhin. K. I. 485.
- 1791 **Defensiv-Convention zwischen S. Churf. Gna-**
 3 Juill. den zu Maynz und S. Durchl. dem Land-
 grafen von Hessen-Darmstadt. VI. 418
 Traité

Mecklenbourg - Schwerin. — Modène.

- 1800 Traité de subside entre S. M. Britannique et
30 Avr. l'Electeur de Mayence. VII. 418

Mecklenbourg - Schwerin.

- 1772 Convention entre le Roi de Danemarck et le Duc
30 Oct. de Mecklenbourg-Schwerin sur le droit de
détraction. a. IV. 79. b. II. 217
- 1775 Declarations- und Erläuterungs-Acte der zwi-
7 Avr. schen S. K. Maj. von Dänemark und S. D.
dem Herzog von Mecklenburg-Schwerin
am 30 Oct. 1772 getroffenen Convention
wegen des Abshofs- Rechts. a. IV. 81. b. II. 219
- 1779 Traité de commerce entre le Roi de France et
18 Sept. le Duc de Mecklenbourg-Schwerin, avec
7 articles séparés. a. II. 33. b. II. 709
- 1787 Convention entre le Roi de Prusse et le Duc
13 Mars. de Mecklenbourg-Schwerin pour la restitu-
tion de 4 baillages. a. III. 63. b. IV. 263
- 1788 Traité de subside entre les Provinces-Unies des
5 Mai. Pays-Bas et le Duc de Mecklenbourg-Schwe-
rin avec un article séparé. a. III. 324. b. IV. 362
- 1803 Traité entre le Roi de Suède et le Duc de
26 Juin. Mecklenbourg sur la ville et seigneurie de
Vismar (Fr. et All.) S. III. 488
- 1812 Convention avec la France sur le droit d'Au-
28 Mai. baine. S. V. 396
- 1815
- 29 Juill. Traité de subside avec la Grande-Bretagne. S. VI. 223

Mecklenbourg - Strelitz.

- 1773 Conventions entre le Roi de Danemarck et le
8 Mai et 1775 Duc de Mecklenbourg-Strelitz sur le droit
17 Mars. de détraction. a. IV. 83. b. II. 221. 225
- 1815
- 8 Août. Traité de subside avec la Gr. Bretagne. S. VI. 223

Milan v. Autriche et Italie.

Modène.

- 1748 Traité définitif de paix d'Aix la Chapelle.
18 Oct. W. II. 337.
- 1749 Convention principale entre l'Imp. Reine, le
21 Janv. Duc de Modène et la Rép. de Gènes sur
l'évacuation des Pays-Bas. W. II. 430.
- X x 2 Conven-

Modène. — Nassau.

- 1767 Convention entre le Grand Duc de Toscane et
2 Avr. le Duc de Modène pour la saisie des criminels
et l'extradition des défecteurs. a. VII. 23. b. I. 421
- 1770 Kaiferliches Commissions- Decret an die Reichs-
13 Déc. et versammlung die dem Erzherzog Ferdinand
Janv. 1771 von Oestreich zu ertheilende Eventual-Inve-
stitur auf die Modenesischen Reichs-Lehn
betreffend vom 13 Dec. nebst Reichsgutach-
ten vom 8 Jan. und K. Ratif. Decret vom
30 Jan. 1771. (W. III. 810). a. I. 282. b. I. 715
- 1777 Traité entre l'Imp. Reine comme Duchesse de
26 Déc. Milan, le G. D. de Toscane et le D. de Mo-
dène relatif au commerce sur la route de
Pistoja. S. II. 136. b. II. 562

Moldavie voyés Porte.

Monaco.

- 1793
14 Fevr. Réunion de Monaco à la France. VI. 421

Mulhausen voyés Suisse.

Munster.

- 1790 Convention wegen wechselseitiger Aufhebung
17 Sept. des Abzugsrechts zwischen S. Königl. Maj.
von Dänemark gesammten Landen und dem
Hochstifte Münster. a. IV. 575. b. IV. 525

Naples voyés Siciles.

Nassau.

- 1754 Traité entre le Roi de Prusse et la Princesse
11 Janv. douarière d'Orange et de Nassau touchant
la cession des biens et domaines que S. M.
possédoit dans la Province de Hollande.
W. III. 44.
- 1760 Convention provisoire signée à Bouquenom
9 Juin. entre la France et le Prince de Nassau
Saarbruck sur les limites. K. II. 141.
- 5 Août. Ratification de M. le D. de Choiseul mise sur le
double de la précédente convention. K. II. 160.
- 1766 Haupt- und schließlicher Tausch, Vertrag zwi-
15 Fevr. schen dem Könige von Frankreich und
dem Fürsten von Nassau-Saarbrücken.
(W. III. 525). a. I. 154. b. I. 324
Kaif.

Nassau.

- 1768 Fevr. Kaif. Commiss. Decret an die Reichsversammlung vom 4 Nov. 1767; Reichsgutachten vom 1 Febr. und K. Commiss. Ratifications-Decret v. 15 Febr. 1768; die Abtretung und Umtausch einiger Lande zwischen Frankr. und Nassau-Saarbrück betreffend. a. III. 241. b. 348
- 1 Avr. Art. séparé et détaché du traité de subsides du même jour, entre la France et Nassau-Saarbrück. K. II. 269. b. I. 589
- 1770 26 Oct. Supplément à la convention d'échange entre la France et le Prince de Nassau-Saarbrück. K. II. 300. b. I. 705
- 1776 24 Jan. Gränz- und Tausch-Tractat zwischen S. M. dem Könige von Frankreich und dem Fürsten von Nassau-Weilburg. a. I. 552. b. II. 429
- 1783 Juin. Des fürstlichen Gesammthauses Nassau erneueter Erb-Verein. a. II. 405. b. III. 645
- 1800 25 Sept. Convention entre la Rép. Fr. et les Princes de la maison de Nassau avec un art. sép. VII. 479
- 1806 21 Mars. Traité entre S. M. l'Emp. des Français et les Princes de Nassau portant cession de Kassel, Koftheim et de l'île de St. Pierre à la France. S. IV. 233
- Juill. et Août. Publications relatives aux titres pris par la maison de Nassau, par le Prince Primat, par l'Empereur d'Autriche, par le G. Duc de Bâde et le Roi de Wurtemberg. S. IV. 333-340
- 30 Août. Traité entre le G. D. de Hesse et le P. de Nassau Weilburg concernant div. possessions équestres (extrait). S. IV. 349
- 1812 8 Avr. Convention avec la Prusse sur le d. de détraction. S. V. 406
- 1813 14 Mars. Convention avec les R. de Saxe et de Westphalie et le G. D. de Hesse sur le partage des dettes de la ballivie de Hesse. S. VII. 276
- 1814 14 Juill. Traité entre les Princes de la maison d'Orange et Nassau. S. VI. 23
- 1815 31 Mai. Convention de la maison de Nassau avec la Prusse à Vienne. S. VI. 333
- 1816 16 Juin. Traité de subside avec la Gr. Bretagne. S. VI. 228

Neerland voyés Hollande.

Noblesse immédiate d'Emp.

- 1769 Fevr. Lettre patente du Roi de France portant abolition du droit d'Aubaine en faveur de la noblesse immédiate d'Empire. a. I. 237. b. I. 624

Oldenbourg. Palatinat.

Oldenbourg.

- 1767 - Actes relatifs à l'échange des comtés d'Oldenbourg et Delmenhorst à leur cession à une branche puisnée de Holstein et à leur érection en Duché. a. I. 180. 315. 726. III. 243. IV. 472. b. I. 426. et II. 173.
- 1776 Convention avec le Roi de Danemarck sur le droit de détraction. a. IV. 174. b. II. 226
- 2 Août.
- 1813 Acte de cession de la seigneurie de Jever par l'Empereur de Russie au Duc de Oldenbourg. S. VII. 296
- 1815
- 5 Sept. Traité de subside avec la Gr. Brétagne. S. VI. 223
- 1817 Convention territoriale avec le Roi d'Han-
4 Fevr. novre. S. VII. 373

Orange voyés Nassau.

Palatinat

- 1729 Traité entre la France et l'Electeur Palatin concernant l'Alsace. K. I. 277.
- 15 Fevr.
- 1744 Union de Francfort entre l'Emp. Charles VII. le Roi de Prusse l'El. Palatin et le Roi de Suède Landgrave de Hesse. W. II. 163.
- 22 Mai.
- 1751 Convention définitive entre la France et l'Electeur Palatin concernant la navigation du Rhin. K. I. 479.
- 28 Avr.
- 29 Mai. Extrait du traité d'access. de l'El. de Mayence à la conv. entre la Fr. et l'El. Pal. concernant la navigation du Rhin. K. I. 485.
- 1757 Acte de garantie du Roi de France pour la possession de Berg et Juliers en faveur de la maison Palatine de Sulzbach. K. II. 40.
- 28 Mars.
- 30 Oct. Convention de garantie entre l'imp. R. et l'Elect. Palatin (All.) W. III. 157. (Fr. et avec une déclaration de l'imp. Reine K. II. 97).
- 1759 Traité d'Union et de subsides entre la France et l'Electeur Palatin signé le 30 Avr. avec la ratification de l'Electeur palatin du 7 Mai. K. II. 109. 118.
- 80 Avr.
- 1764 Traité d'accomodement conclu entre l'Impératrice Reine et l'Electeur Palatin. K. II. 174. b. I. 230
- 27 Avr. „ Conven-

Palatinat. Pape.

- 1766 Convention entre la France et l'électeur Pala-
 16 Juin. tin sur l'échange de Seltz et de Hagenbach.
 K. II. 243. b. I. 381
 — Renouvellement de l'acte de garantie pour la
 possession de Berg et de Juliers en faveur
 de la maison Palatine. K. II. 252. b. I. 381
 22 Sept. Erster Erbvertrag zwischen den Churfürsten
 von Pfalz und Bayern. a. I. 658. b. I. 408
 1771 Zweyter Erbvertrag zwischen Churbayern und
 26 Fevr. Churpfalz. a. I. 667. b. II. 5
 1774 Vertrag zwischen Churbayern und Churpfalz,
 19 Juin. puncto constituti mutui possessorii, a. I. 682. b. I. 284
 1778 Accessions-Acte des Herzogs von Pfalz-Zwey-
 8 Mars. brücken zu den Haus-Verträgen von 1766.
 1771 und 1774 zwischen Pfalz und Bayern.
 a. I. 656. b. II. 585
 1779 Paix de Teschen et conventions ajoutées. a. II. 1.
 13 Mai. b. II. 661

Pape.

- 1712 Correspondance entre la cour Impériale et celle
 Mars. — de Rome sur la clause de l'Art. IV. de la
 Août. paix de Ryswik. K. I. 269.
 1748 Breve Benedicti XIV. quo Lusitaniae regi Joan-
 ni V. ejusque successoribus Fidelissimi titu-
 lus assignatur, Romae 1748. W. II. 432.
 1753
 11 Janv. Concordat entre l'Espagne et le Pape. S. II. 18
 12 Mars. Bulla Benedicti XIV. qua privilegia ordinis
 equitum Melitenensium a superioribus summis
 Pontificibus ipsoque Benedicto concessa reno-
 vantur, confirmantur et augentur. W. II. 726.
 1757
 30 Nov. Traité de commerce entre le Saint-Siège et la
 et 7 Déc. Lombardie Autrichienne (en Ital.) S. II. 76
 10 et 17 Concordat entre Saint-Siège et l'Imp. Reine
 Déc. comme Duchesse de Milan (en Ital.) S. II. 82
 1758 Bulle du Pape par la quelle il confirme à l'Imp.
 19 Août. Reine le titre d'Apostolique (en Latin.)
 W. III. 181.
 1768 Bref du Pape Clement XIII. contre le Duc de
 30 Janv. Parme avec plusieurs actes relatifs à l'affaire
 de Parme 1764-1774. a. VII. 84-105. b. I. 512
 1770 Concordat entre le St. Siège et la Cour de
 28 Janv. Turin. (W. III. 793.) a. VI. 126. b. I. 688
 Bulla

Pape.

1773	Bulla Pontificis Clementis XIV. qua ordo Societatis Jesu extinguitur.	a. IV. 84. 106. b. II. 231
21 Juill.	Lettres patentes du R. de Fr. sur la levée du sequestre d'Avignon.	b. II. 256
1774	Breve concordati inter S. Sedem Romanam et Magnum Ducem Heturiae.	a. I. 532. b. II. 410
10 Avr.	Edit du Pape relativement à la navigation et au commerce en tems de guerre; en Français et Italien.	a. IV. 232. b. III. 52
1775	Convention zwischen dem R. Kaifer Joseph II. und Pabst Pius VI.	a. II. 508. b. III. 732
3 Oct.	Actes relatifs à la réunion d'Avignon et de Venaissin à la France.	VI. 397
1779	Protestation du Pape contre la réunion d'Avignon et de Venaissin.	VI. 402
4 Mars.	Suspension d'armes entre le Général en Chef de l'armée Française et le député du Pape.	VI. 640
1784	Traité de paix entre la République Française et le Pape.	VI. 642
20 Janv.	Concordat entre le Gouvernement Français et le Pape.	S. II. 519
1791	Concordat entre la République Italienne et S. Sainteté Pie VII. (en Lat. et Franç.)	S. III. 559
14 Sept.	D. Français sur la réunion d'Urbino, Ancone etc.	S. V. 323
3 Nov.	Décret Français sur la réunion des Etats du Pape à l'Empire Français.	S. V. 341
1796	Scte. Français sur la réunion des Etats de Rome à la France.	S. V. 342
1797	Concordat avec l'Empire Français.	S. V. 552
1801	Bulle Papale sur le rétablissement des Jésuites.	S. VI. 46
15 Juill.	Protestation papale au sujet de l'acte du Congrès de Vienne.	S. VI. 475
1803	Concordat avec le Roi de Bavière.	S. VII. 106
16 Sept.	Concordat avec la France.	S. VII. 127
1808	Concordat avec la Cour de Naples.	S. VII. 158

Parme. Perse.

Parme, Plaisance et Guastalla.

- 1752 Accession du Duc de Parme au traité de
14 Juin. même date entre l'Esp. l'Autr. et la Sardaigne
W. II. 707.
- 1764 Sanction pragmatique du D. de Parme touchant
25 Oct. les biens à main morte. a. VI. 84. b. I. 495
- 1765 Edit du Duc de Parme assujettissant les biens
13 Janv. ecclésiastiques aux impôts. a. VI. 92. b. I. 503
- 1766 Traité conclu à Stradella entre le Roi de Sar-
10 Mars. daigne et le Duc de Parme. K. II. 223. b. I. 354
- 1767 Edit du Duc de Parme sur les biens ecclésiasti-
13 Janv. ques séculiers. a. VI. 96. b. 61. 507
- 1768 Sanction pragmatique du Duc de Parme tou-
16 Janv. chant la juridiction sur les biens ecclésiasti-
ques. a. VI. 98. b. I. 509
- 30 Janv. Bref du Pape Clement XIII. contre le Duc de
Parme avec plusieurs actes relatifs à l'affaire
de Parme 1764-1774. a. VII. 84-105. b. I. 512
- 3 Fevr. Sanction du Duc de Parme pour chasser les
Jesuites. b. I. 515
- 1796 Condition de la suspension d'armes entre l'armée
8 Mai. Française et le Duc de Parme. VI. 625
- 5 Nov. Traité de paix entre la Rép. Française et le Duc
de Parme avec un article séparé. VI. 625
- 1802 Actes relatifs à la soumission de Parme à la
Oct. France. S. IV. 112
- 1805 Substance du décret Imp. Français concernant
21 Juill. l'organisation des états Parmesans. S. IV. 115-135
- 1806 Décret de S. M. l'Emp. des Français portant
30 Mars. érection de 3 duchés grand-fiefs de l'Empire
Français dans les états de Parme et de
Plaisance. S. IV. 258
- 1808 Décret Français sur la réunion de Parme, Plai-
30 Mai. sance et Toscane à l'Empire. S. V. 324
- 1815 Publication de l'Imp. Marie Louise qu'elle a cédé
30 Mars. à l'Empereur d'Autriche l'administration pro-
2 Avr. visoire de Parme, Plaisance et Guastalla en
date du 31 Mars et acte d'acceptation de
l'Emp. du 2 Avr. KL. H. XXII. 312.

Perse.

- 1727 Extrait du traité entre la Perse et le Roi de
Oct. Kandahar, S. I. 180
Xx 3 Actes

Perse. Pologne.

- 1736 Actes relatifs à la paix entre la Porte et la
23 Déc. Perse. S. I. 230
- 1747 Traité entre Nader Chah Empereur de Perse
Janv. et le Sultan Mahmoud Empereur des Turcs
W. II. 305.
- 1796 Manifeste de l'Impératrice de Russie portant dé-
Mars. claration de guerre contre la Perse (en Al-
lemand). VI. 586

Piombino voyés Lucque.

Pologne.

- 1686 Traduction latine et française du traité de paix
6 Mai. et d'alliance entre la Russie et la Pologne
à Moscou. K. I. 198. 220.
- 1732 Traité de renouvellement de l'alliance de 1677
3 Nov. entre l'Autriche et la Pol. (en Latin). S. I. 214
- 1736 Acte d'abdication du Roi de Pologne Stanislas I.
27 Janv. signé à Königsberg le 27 Janv. W. I. 8.
- 15 Mai. Actes signés à Vienne au nom de la Czarine et
au nom du Roi de Pologne Auguste III. sur
ce qui dans les Articles préliminaires concerne
les affaires de Pologne. W. I. 27. 31.
- 23 Nov. Acte de la Czarine, du Roi de Pologne et
du Roi Très-Christien pour l'agnition du
Roi de Pologne. W. I. 69. 71. 73.
- 1764 Articulus ex constitutionibus à confœderatis
27 Mai. statibus reipublicae Polonicae in comitiis
conventionis anni 1764 latis super agnitione
tituli regis Borussiae; avec la ratification
du Roi de Prusse. (W. III. 498.) a. I. 95. b. I. 234
- 5 Sept. Actes de la diète de Pologne portant reconnois-
sance du titre impérial de Russie moyennant
des reversales données par la Russie en date
du 9 Juin. (W. III. 493.) a. IV. 42. b. I. 237
- 7 Août Mémoires de la Russie, de la Prusse, de la Grande-
et suiv. Bretagne, du Danemarck, de la Suède touchant
les dissidens en Pologne et manifestes des
confédérés 1764-1768. l. 340-390. 453-467
- 1765 Acte de renonciation réciproque entre le Roi
6 et 20 Oct. de Pologne et l'Electeur de Saxe. (W. III.
501.) a. VI. 39. b. I. 302
- Ewiger

Pologne.

- 1768 Ewiger Freundschafts- und Garantie- Tractat
24 Fevr. zwischen der Kaiserinn von Rußland und
dem Könige und der Krone Polen (la copie
française l. 391. est défectueuse). (W. III.
651.) a. IV. 582. b. I. 535
- Actus separatus primus, quo immunitates Grae-
corum non unitorum et Dissidentium etc.
continentur. (W. III. 673.) a. I. 398. b. I. 555
- Actus separatus secundus, in quo leges Cardi-
nales et materiae status continentur. (W.
III. 701.) a. IV. 594. b. I. 578
- 1772 Déclaration de l'Autriche au sujet de ses pré-
11 Sept. tensions sur la Pologne. a. I. 461. b. II. 97
- 13 Sept. Lettres patentes du Roi de Prusse pour exposer
et démontrer ses droits et ses prétensions
sur la Pologne. a. I. 462. b. II. 98
- 18 Sept. Déclaration que le Min. Plénipotentiaire de la
Russie fit au Roi et à la Rép. de Pologne.
a. I. 466. b. II. 102
- 22 Sept. Note que le ministère de Pologne fit remettre
aux ministres étrangers à Varsovie en leur
envoyant copie des déclarations des Cours de
Vienne, de Russie et de Berlin. a. I. 469. b. II. 106
- 1773 Traité de cession entre S. M. l'Imp. Reine de
18 Sept. Hongrie et de Bohême et le Roi et la Ré-
publique de Pologne l. 174. mais mieux en
Français et en Allemand. a. IV. 110. b. II. 109
- Traité de cession entre S. M. l'Impératrice de
toutes les Russies et S. M. le Roi et la Ré-
publique de Pologne signé à Varsovie.
a. IV. 135. b. II. 129
- Traité entre S. M. le Roi de Prusse et S. M. le
Roi et la République de Pologne. a. I. 486. b. II. 149
- 1775 Actes relatifs à la transaction entre la Républi-
2 Fevr. que de Pologne et l'ordre de Malthe sur les
terres de l'ordination d'Ostrog. a. VII. 29. b. II. 373
- 27 Fevr. Convention entre l'Imp. de Russie et le Roi et
la Rép. de Pologne concernant la modification
du premier acte séparé de 1768. a. I. 458. b. II. 136
- 15 Mars. 3 Actes séparés entre la Russie et le Roi et la
République de Pologne concernant la modi-
fication du traité de 1768, le commerce, et
diverses stipulations. a. IV. 142. 147. 151.
b. II. 136. 141. 145
2 Actes

Pologne. Porte-Ottomane.

- 1775 2 Actes séparés entre S. M. le Roi de Prusse et
15 Mars. le Roi et la République de Pologne concer-
nant diverses stipulations et le commerce.
a. IV. 155. 160. b. II. 150
- 16 Mars. Deux actes séparés entre l'Imp. Reine de Hon-
grie et de Bohême et le Roi et la Républi-
que de Pologne a. IV. 126. b. II. 116
- 1776 Convention de limites entre l'Imp. Reine de
9 Fevr. Hongrie et de Bohême et le Roi et la Ré-
publique de Pologne. (K. II. 396. SCHÖELL
XIV. 80.) I. 479. et mieux. S. II. 131. b. II. 124
- 22 Août. Convention touchant la démarcation des limites
entre S. M. le Roi de Prusse et S. M. le Roi
et la République de Pologne. a. I. 497. b. II. 168
- 1781 Acte der Grenzberichtigung zwischen dem Neu-
16 Janv. russischen Gouvernement und der Polnischen
Ukraine. a. II. 122. b. III. 336
- 1790/ 27 Mars Actes et projet relatifs à un traité de commerce
et suiv. entre la Prusse et la Pologne. VI. 267
- 29 Mars. Traité d'amitié et d'alliance entre le Roi de
Prusse et le Roi et la Rép. de Pologne.
a. III. 161. b. IV. 471
- 1793 Traité de cession et de limites entre S. M. l'Imp.
13 Juill. de toutes les Russies et S. M. le Roi et la
République de Pologne. V. 162
- 23 Sept. Traité de cession entre S. M. le Roi de Prusse
et la République de Pologne. V. 202
- 16 Oct. Traité d'alliance entre S. M. l'Imp. de Russie et
la République de Pologne. V. 222
- 1795 Déclaration échangée entre les plénip. de l'Imp.
3 Janv. de Russie et de la Cour de Vienne relative
au partage de la Pologne. VI. 699
- 25 Nov. Acte d'abdication de S. M. le Roi de Pologne. VI. 714
- 1797 Convention entre la Prusse et la Russie avec
26 Janv. accession de l'Autriche au sujet de la Po-
logne. VI. 707

Porte-Ottomane.

- 1736 Actes relatifs à la paix entre la Porte et la
23 Déc. Perse. S. I. 230
- 1737 Traité de commerce entre le Roi et la Couronne
19 Janv. de Suède et la Porte-Ottomane signé à
Constantinople. W. I. 471.

Lettre

Porte - Ottomane.

- 1737 Sept. Lettre du Grand Vezir au Cardinal Fleury pour demander la médiation de la France
Oct. et lettre du Roi de France au Grand - Seigneur du 1 Oct. W. I. 398. 402.
- 1739 1 Sept. Articles préliminaires de paix entre l'Empereur Charles VI. et le Sultan Turc Mahomed. signés au camp devant Belgrade. W. I. 316. 322. (*ajoutés la déclaration de la cour de Vienne au sujet des préliminaires en date du 10 Sept. et la ratification en date du 12 Sept. d. Storia dell' anno 1739. p. 63. 65.*)
- 7 Sept. Convention sur l'exécution des préliminaires signés au camp devant Belgrade. W. I. 323.
- 18 Sept. Traité définitif de paix entre l'Empereur et la Porte à Belgrade. W. I. 326. (*ajoutés deux déclarations séparés d. Storia d. anno 1739. p. 65.*)
- Traité de paix entre la Russie et la Porte conclu à Belgrade. W. I. 368.
- 3 Oct. Convention entre S. M. l'Imp. de toutes les Russies et l'Empire Ottoman. W. I. 388.
- 13 Oct. Déclaration remise à la Porte par le Sieur Montmars lors de l'échange des ratifications de la paix. W. I. 366.
- 16 Oct. Acte de ratification de la paix entre la Russie et la Porte. W. I. 390.
- 22 Oct. Acte de ratification de l'Empereur Romain de la paix de Belgrade. W. I. 362. 365.
- 5 Nov. Convention lors de l'échange des ratifications de la paix de Belgrade. W. I. 364.
- 2 Déc. Alliance défensive entre S. M. le Roi et la couronne de Suède et la Porte-Ottomane conclue à Constantinople. W. I. 504.
- 28 Déc. Convention stipulée entre S. M. Imp. de toutes les Russies et l'Empire Ottoman insérée dans l'acte d'échange des ratifications du traité de paix. W. I. 393.
- Déclaration d'alliance entre S. M. Imp. de toutes les Russies et S. M. l'Emp. Romain, confirmée par l'Amb. de S. M. T. Chrétienne à la sublime Porte lors de l'échange des ratifications. W. I. 397.
- 1740 7 Avr. Traité de paix, de commerce et de navigation conclu à Constantinople entre le Roi des deux Siciles et la Porte-Ottomane. W. I. 519.

Porte - Ottomane.

- 1740 Capitulations ou traités anciens et nouveaux
16 Déc. entre la cour de France et la Porte-Ottomane renouvelés et augmentés l'an 1740. W. I. 538.
- 1741 Convention entre S. M. la Reine de Hongrie
2 Mars. et la Porte-Ottomane. W. I. 585.
- 1747 Traité entre Nader Chah Empereur de Perse
Janv. et le Sultan Mahmoud Empereur des Turcs. W. II. 305.
- 25 Mai. Traité entre l'Empereur François I. Grand Duc de Toscane et la Porte-Ottomane qui perpétue la paix de Belgrade. S. I. 290
- 1756 Traité perpétuel d'amitié de navigation et de
14 Oct. commerce entre le Roi de Danemarck et la Porte-Ottomane; signé à Constantinople (en All.) W. III. 130.
- 1761 Traité d'amitié et de commerce entre le Roi
22 Mars. de Prusse et la Porte-Ottomane en Italien et Français. (W. III. 270.) a. III. 194. b. I. 1
- 1771 Convention non ratifiée entre S. M. Imp. et
6 Juill. Royale et la Porte-Ottomane. (W. III. 820). a. VI. 134. b. II. 19
- 1772 Convention d'armistice entre la Russie et la
30 Mai. Porte. a. IV. 73. b. II. 84
- 1774 Traité de paix perpétuelle et d'amitié entre la
21 Juill. Russie et la Porte-Ottomane conclu le 12^e Juill. au camp près du village de Kutschouc Kainardgi; en Français I. 507. et mieux en Français et Italien. a. IV. 606. b. II. 286
- Acte séparé relatif à la Crimée signé lors de l'échange des ratifications IV. 444. note*)
- Firman de la Porte pour défendre le commerce des Anglais à Suez. VI. 148
- 1775 Uebersetzung der Gränz-Convention zwischen
4 Avr. dem Russischen und Türkischen Reich. a. III. 266. b. II. 396
- 1779 Convention explicatoire entre l'Empire de
10 Mars. Russie et la Porte-Ottomane. a. III. 349. b. II. 653
- 1780 Declarazione della Porta-Ottomana toccante la
12 Fevr. neutralità da osservarsi nei suoi stati. a. III. 270. b. III. 88
- 1782 Artikel des Friedens- und Handlung-Vertrags
14 Sept. zwischen dem Könige von Spanien und der Ottomanischen Pforte, (en Espagnol et en Allemand). a. II. 218. b. III. 402
- Manifest

Porte - Ottomane.

- 1783 Manifest der Kaiserinn von Rußland wegen
8 Avr. Befetzung der Krim und des Kuban. a. IV. 444. b. III. 581
- 21 Juin Traité de commerce entre l'Empire de toutes
les Russies et la Porte - Ottomane. a. II. 373. b. III. 615
- 24 Juill. Tractat zwischen dem Russischen Reiche und
Georgien, en Allemand, et la substance en
Français. a. II. 442. b. III. 626
- Formular, nach welchen S. Durchl. der Czar von
Kartalinien und Kachet sich zur Treue gegen
I. K. Majestät von Rußland verpflichtet.
a. II. 454. b. III. 698
- 16 Oct. Befehl der Türkischen Pforte an den Fürsten
der Wallachey wegen Empfang eines Oester-
reichischen Geschäftsträgers. a. III. 278. b. III. 706
- 1784 Traité de paix et d'amitié entre S. Maj. l'Impé-
ratrice de toutes les Russies et la Porte-
8 Janv. Ottomane. a. II. 505. b. III. 707
- Hattischerif oder Befehl der Pforte zum Vor-
theil der Fürstenthümer der Wallachey und
Moldau. a. III. 281. b. III. 710
- 24 Fevr. Edit ou Sened de la Porte-Ottomane pour fa-
voriser le commerce de l'Autriche, en fran-
çais, a. II. 511. b. III. 720
mais mieux en Allemand. IV. 458
- 9 Mars. Chrisovol des Fürsten der Moldau zum Vor-
theil der Oesterreichischen Unterthanen.
a. III. 292. b. III. 728
- 1790 Traité d'alliance entre S. M. le Roi de Prusse
31 Janv. et la Porte-Ottomane. a. IV. 560. b. IV. 466
- 19 Sept. Acte d'armistice entre le Roi d'Hongrie et de
Bohème et la Porte-Ottomane sous la mé-
diation de la Prusse. a. IV. 571. b. IV. 531
- 1791 Traité de paix entre S. M. Imp. royale Aposto-
4 Août. lique et la Porte-Ottomane à Sistow; avec
une déclaration des ministres médiateurs, de
la Grande-Bretagne, de la Prusse et des Prov.
Unies, et une convention séparée. V. 18
- 1792 Traité définitif de paix entre S. M. l'Imp. de
9 Janv. Russie et la Porte-Ottomane à Jassy (en
Allemand). V. 67
- 1793 Ferman de l'Emp. Ottoman au Capitaine Pacha
Mars. concernant la neutralité (en Allemand). V. 230
Accord

Porte - Ottomane.

- 1798 Accord entre Bonaparte et les principaux Cheiks
5 Juill. de la ville d'Alexandrie en Egypte. VII. 274
- 23 Déc. Traité d'alliance défensive entre S. M. l'Empe-
reur des Ottomans et S. M. l'Empereur de
toutes les Russies. VII. 314
- 1799 Traité d'alliance entre la Grande-Bretagne et
2 Janv. la Porte-Ottomane. VII. 330
- 21 Janv. Traité d'alliance entre S. M. le Roi des deux Si-
ciles et l'Empereur Ottoman. VII. 337
- 30 Oct. Note par la quelle la Porte a accordé à l'Angle-
terre la navigation de la mer noire. S. III. 189
- 1800 Convention sur l'évacuation de l'Egypte entre
24 Janv. les plénipotentiaires du Général en Chef
Kleber et ceux du Suprême-Vesir. VII. 380
- Janv. - Actes relatifs à l'évacuation de l'Egypte. S. III. 487
Juin.
- 21 Mars. Substance de la conv. entre la Russie et la Porte
au sujet des îles ex-venitiennes. S. II. 276
- 1801 Articles préliminaires de paix entre la Rép.
9 Oct. Française et la Porte-Ottomane. S. II. 556
- 1802 Acte d'accession de la Porte-Ottomane au traité
13 Mai. d'Amiens. S. III. 208
- 25 Juin. Traité de paix définitif entre la Rép. Française
et la Porte-Ottomane. S. III. 210
- 1803 Firman adressé par la Porte aux régences bar-
Sept. baresques en faveur du commerce et de la
navigation des Prussiens. S. IV. 297
- 1806 Note remise par le ministre Ottoman au mi-
17 Juill. nistre de Prusse accordant aux Prussiens la
libre navigation dans la mer noire. S. IV. 299
- 1807 Traité d'Armistice entre la Russie et la Porte.
24 Août. S. IV. 456
- 1809
- 5 Janv. Traité de paix avec la Gr. Bretagne. S. V. 160
- 1812
- 28 Mai. Traité de paix avec la Russie à Bucharest. S. VII. 397

Portugal.

Portugal.

Portugal.

- 1494 7 Juin. Traité entre le Roi d'Espagne et de Portugal touchant les decouvertes dans l'Océan etc. conclu à Tordesillas le 7 Juin 1494 (en Esp.) S. I. 372
- Autre traité entre les mêmes puissances sous la même date (en Esp.) S. I. 389
- 1529 22 Avr. Contrat capitulation et convention entre l'Empereur Charles V. Roi de Castille et le Roi Jean III. de Portugal concernant les îles, terres et mer Molucques; signé à Saragosse le 22 Avril 1529 (en Esp.) S. I. 398
- 1701 18 Juin. Traité d'alliance mutuelle entre S. M. Cathol. et le Roi de Portugal (en Esp. et Fr.) S. I. CXVIII
- Transaction ajustée entre les Rois d'Espagne et de Portugal au sujet des affaires de l'assiento (Esp. et Fr.) S. I. CXXXVI
- 1703 16 Mai. Traité d'alliance défensive entre S. M. la Reine de la Gr. Bretagne et les E. Gén. des Prov. Unies des Pays-Bas d'une part, et le Roi de Portugal de l'autre (en Angl. et Fr.) S. I. I
- 27 Déc. Traité de commerce entre la Gr. Bretagne et le Portugal (Methuen treaty) (en Angl. et Fr.) S. I. 40
- 1708 24 Juin. Traité de mariage entre le Roi Jean V. de Portugal et la Princesse Marie Anne d'Autriche (en Latin). S. I. 422
- 1715 3 Mai. Garantie de la part de S. M. Britannique des traités de paix fait à Utrecht entre les couronnes d'Espagne et de Portugal. S. I. 106
- 1727 3 Sept. Traité de mariage entre le Prince de Portugal et l'Infante d'Espagne. S. I. 445
- 1 Oct. Traité de mariage entre le Prince des Asturies et la Princesse de Portugal. S. I. 469
- 1748 23 Déc. Breve Benedicti XIV. quo Lusitaniae regi Joanni V. ejusque successoribus Fidelissimi titulus assignatur, Romae 1748. W. II. 432.
- 1749 27 Juin. Résolution des E. Gén. de donner le titre de très-fidèle au Roi de Portugal. S. I. 324
- 1750 13 Janv. Traité de limites entre l'Espagne et le Portugal au sujet de leur possessions en Amérique surtout la Colonie de S. Sagramento (en Fr. K. I. 452). en Esp. et Allemand. S. I. 328
- Nouveau Recueil. T. III. Y y Extrait

Portugal.

- 1761 **Extrait imparfait de la convention signée entre**
 12 Fevr. l'Espagne et le Portugal sur les limites de
 leurs possessions en Amérique. K. II. 162.
 SCHOELL 215.
- 1763 **Accession du Portugal au traité définitif de**
 10 Fevr. paix entre l'Angl. la Fr. et l'Esp. à Paris
 (W. III. 329). a. I. 33. b. I. 104
- 1766 **Convention touchant le commerce entre le**
 26 Sept. Danemarck et le Portugal. a. VI. 46. b. I. 417
- 1777 **Traité préliminaire de paix et de limites entre**
 1 Oct. S. M. Très-fidèle et S. M. Catholique à St.
 Ildefonse. a. I. 634. b. II. 545
- 1778 **Traité d'amitié de Garantie et de commerce**
 1 Mars. conclu entre les Cours royales d'Espagne et
 de Portugal. a. I. 709. b. II. 612
- 1780 **Ordonnance de la Reine de Portugal concer-**
 30 Août. nant les armateurs des Puissances belligé-
 rantes. a. IV. 295. b. III. 157
- 1782 **Convention maritime pour le maintien de la**
 13 Juill. liberté du commerce et de la navigation
 neutre entre S. M. l'Impératrice de toutes les
 Russies et S. M. la Reine de Portugal.
 a. II. 208. b. III. 263
- 1783 **Acte d'accession du R. de France au traité de 1778**
 15 Juill. entre l'Espagne et le Portugal. a. VI. 214. b. II. 625
 et ratificat. de cet acte le 8 Août. K. II. 463.
- 1784 **Capitulation du fort de Cabinde entre M. de**
 11 Juill. Marigni commandant une division de vais-
 seaux de guerre Français et M. Portudo Lie-
 utenant Colonel commandant les retranche-
 mens Portugais. a. IV. 467. b. IV. 97
- 1786 **Convention entre la France et le Portugal au**
 30 Janv. sujet du différend sur le fort de Cabindo.
 K. II. 492. b. IV. 101
- 1787 **Traité de commerce entre l'Imp. de toutes les**
 20 Déc. Russies et la Reine de Portugal. a. III. 105. b. IV. 315
- 1793 **Traité entre S. M. Britannique et la Reine de**
 26 Sept. Portugal relatif à la guerre; en Français
 et Anglais. V. 210
- 1796 **Proclamation de la Reine de Portugal par la-**
 13 Mai. quelle elle déclare Port Franc le Port de
 Lisbonne. VI. 606
- 17 Sept. **Décret de S. M. Portugaise sur la neutralité à**
 observer dans ses ports. VII. 140
 Traité

Portugal.

1797	Traité de paix et d'amitié entre la République	
20 Août.	Franç. et S. M. la Reine de Portugal.	VII. 201
1798	Traité de commerce entre S. M. l'Empereur de	
27 Déc.	toutes les Russies et le Portugal.	VII. 256
1799	Traité de paix et d'amitié entre le Prince	
14 Mars.	Régent de Portugal et le Gouv. de Tripoli	
	signé à Tripoli (Portug. et Français).	S. III. 164
17 Sept.	Traité d'alliance défensive entre S. M. l'Emp.	
	de toutes les Russies et S. M. Très-fidèle.	VII. 346
1801	Traité de paix entre l'Espagne et le Portugal	
6 Juin.	à Badajoz.	S. II. 340
29 Sept.	Traité de paix entre la République Française	
	et le Royaume de Portugal.	S. II. 539
1803	Décret des Pr. Regent du Portugal sur la neu-	
3 Juin.	tralité de ses Etats.	S. III. 536
1806	Ordonnance du Portugal pour abolir les ordon-	
6 Août.	nances antérieures au sujet de la franchise	
	des ports (en Allem.)	S. IV. 300
1807	Décret du Prince de Portugal par lequel en quit-	
25 Nov.	tant le pays il nomme un gouvernement.	S. IV. 489
1808	Suspension d'armes et convention définitive entre	
23 Août.	les armées Anglaise et Portugaise pour l'éva-	
	cuation du Portugal.	S. V. 94-96
1810	Traité d'alliance avec la Gr. Bretagne à Rio-	
19 Fevr.	Janeiro.	S. V. 245
—	Traité de commerce avec la Gr. Bretagne.	S. VII. 194
22 Mai.	Ukase Russe défendant le commerce avec le	
	Portugal.	S. V. 510
1813	Traité de paix avec Algèr sous la médiation	
14 Juill.	de l'Angleterre.	S. VII. 268
1815		
21 Janv.	Traité d'amitié avec la Gr. Bretagne à Vienne.	S. VI. 93
22 Janv.	Traité avec la Gr. Bretagne sur la traite des	
	négres.	S. VI. 96
8 Fevr.	Déclarat. d. 8 Puissances sur la traite des négres.	
		S. VI. 432
13 Mars.	Déclaration des 8 Puissances sur l'évasion de	
	Bonaparte.	S. VI. 110
19 Mars.	Règlement du Congrès de Vienne sur le rang	
	des agens diplomatiques.	S. VI. 449
20 Mars.	Déclaration des Puissances réunies au Congrès	
	au sujet de la Suisse.	S. VI. 157
29 Mars.	Déclaration avec la Russie sur la prolongation	
	de leur traité de commerce.	S. VI. 108

Prince Primat. Prusse.

1815	Accession au traité d'alliance de Vienne du	
8 Avr.	25 Mars.	S. VI. 128
12 Mai.	Extrait du procès-verbal des conférences de Vienne sur Napoléon Bonaparte.	S. VI. 263
9 Juin.	Acte final du Congrès de Vienne.	S. VI. 379

Prince Primat.

1806		
12 Juill.	Traité de confédération du Rhin.	S. IV. 313
29 Sept.	Convention entre le Prince Primat et le G. D. de Hesse pour arranger quelques différends territoriaux (extrait).	S. IV. 355
1808	Convention avec le G. D. de Hesse sur le bail- lage d'Eschau.	S. V. 76
15 Juin.		
20 Août.	Convention avec le G. D. de Wurzburg pour arranger divers différends territoriaux.	S. V. 89
1810	Convention avec la France sur la formation du G. Duché de Francfort et l'octroi du Rhin.	S. V. 241
16 Fevr.	Articles addit. et secrets à cette convention.	S. VII. 184
15 Mai.	Procès verbal de la remise des principauté de Hanau et de Fulde au Pr. Primat et de la moitié de l'octroi du Rhin à la France.	S. VII. 185
1811	Convention avec la France sur les dettes et les domaines de Francfort.	S. VII. 214
28 Déc.		
1813	Convention avec le G. D. de Hesse au sujet du partage de Hanau.	S. VII. 244
7 Avr.		
9 Avr.	Conv. entre les mêmes sur la ville de Herbstein.	S. VII. 260
4 Mai.	Convention avec la France sur les communica- tions judiciaires.	S. VII. 265

*Provinces-Unies et royaume des Pays-Bas
voyés Hollande.*

Prusse.

1703	Traité d'alliance entre S. M. le Roi de Suède	
29 Juill.	et S. M. le Roi de Prusse (en Latin).	S. I. 26
		Traité

Prusse.

- 1707 Traité d'alliance entre les Rois de Suède et de
16 Août. Prusse avec un Art. sép. (en Latin). S. I. 73
- 1740 Traité entre la Russie et la Prusse pour le renou-
16 Déc. vellement des anciennes alliances. W. I. 529.
- 1742 Acte de garantie donné à la maison de Hesse-
13 Mai. Cassel par le Roi de Prusse. K. I. 349.
- 11 Juin. Articles préliminaires de paix entre le Roi de
Prusse et la Reine de Hongrie et de Bohême
à Breslau. W. I. 734.
- 24 Juin. Acte de garantie de la part du Roi de la Gr.
Brétagne touchant la paix de Breslau. W. I. 781.
- 28 Juill. Traité définitif de paix entre S. M. le Roi de
Prusse et S. M. la Reine de H. et de Bohé-
me signé à Berlin. W. I. 739.
- 18 Nov. Traité d'alliance entre les Rois de la Gr. Bré-
tagne et de Prusse. W. I. 640.
- 6 Déc. Schlesischer Gränz-Recess, wie solcher von
Ihro Königl. Majestät in Preussen und der
Königinn von Ungarn und Böhmen hiezu
ernannten Commissarien errichtet worden.
W. I. 748.
- 1743 Acte d'accession de l'Imp. de Russie au traité
12 Nov. de Breslau. W. I. 782.
- 1734 Union de Francfort entre l'Empereur Charles VII.
22 Mai. le Roi de Prusse Electeur de Brandebourg,
l'Electeur Palatin et le Roi de Suède Land-
grave de Hesse. W. II. 163. SCHOKLL II. 444.
- 6 Juin. Article secret de l'Union de Francfort pour
inviter le Roi de France à y acceder.
K. I. 389. SCHOKLL II. 449.
- Acte d'accession du Roi de France à l'Union
de Francfort. K. I. 391.
- 14 Juill. Traité secret et particulier conclu entre l'Emp.
Charles VII. et le Roi de Prusse. K. I. 399.
SCHOKLL II. 849.
- Acte de garantie du Roi de France donné au
traité particulier entre l'Empereur et le Roi
de Prusse. K. I. 399.
- 1745 Convention signée à Hanovre entre les Rois de
16 Août. la Gr. Brétagne et de Prusse. W. II. 191.
- 15 Déc. Traité définitif de paix, de reconciliation et
d'amitié entre S. M. l'Imp. R. de Hongrie
et de Bohême et S. M. le Roi de Prusse,
signé à Dreede. W. II. 194.

Prusse.

- 1746 Acte de garantie de la Silésie en faveur du
19 Sept. Roi de Prusse par S. M. le Roi de la Gr.
Brétagne; avec l'acte d'acceptation du 30 Oct.
W. II. 203. 205.
- 1747 Traité d'alliance défensive entre S. M. le Roi
18 Mai. et la Couronne de Suède et le Roi de Prusse
29 — conclu à Stockholm le $\frac{1}{2}$ Mai. 1747, avec
les articles séparés. W. II. 235.
- 27 Sept. Convention séparée entre la Suède et la Prusse
en vertu du VI^{ème} Article du traité du
18 (29) Mai. W. II. 240.
- 1750 Acte de Garantie du Roi de la Gr. Brétagne
14 Juill. touchant la paix de Dresde. W. II. 527.
- 1751 Acte de garantie de la paix de Dresde de la
19 Mai. part de l'Empire. W. II. 529-535.
- 1753 Convention préliminaire de commerce entre
14 Fevr. les Rois de France et de Prusse, à Paris.
W. II. 722.
- 1754 Traité entre le Roi de Prusse et la Princesse
11 Janv. douairière d'Orange et de Nassau touchant la ces-
sion des biens et domaines que S. M. possédoit
dans la Province de Hollande. W. III. 44.
- 1756 Traité particulier de subside entre les Rois
16 Janv. de la Gr. Brétagne et de Prusse signé à
Westminster. W. III. 84.
- 1757 Convention entre la Gr. Brétagne et la Prusse
11 Janv. pour le maintien des libertés de l'Europe.
K. II. 29. SCHÖELL III. 30.
- 1758 Traité d'alliance entre les Rois de la Grande-
11 Avr. Brétagne et de Prusse; avec une déclaration.
W. III. 173.
- 7 Déc. Convention entre S. M. Britannique et le Roi de
Prusse signée à Londres. W. III. 178.
- 1761 Traité d'amitié et de commerce entre le Roi
22 Mars. de Prusse et la Porte-Ottomane en Italien
et Français. (W. III. 270). a. III. 194. b. I. 1
- 1762
- 7 Avr. Armistice avec la Suède à Riebnitz. S. V. 38^e
- 3 Mai. Traité de paix entre les Cours de Prusse et
de Russie avec 2 Articles séparés. (W. III. 299).
a. III. 208. b. I. 30
- 22 Mai. Traité de paix entre S. M. le Roi de Prusse et
S. M. le Roi et la Couronne de Suède à
Hambourg. (W. III. 307). a. I. 12. b. I. 37
Traité

Prusse.

- 1763 15 Fevr. Traité de paix entre S. M. l'Imp. Reine de Hongrie et de Bohême et S. M. le Roi de Prusse à Hubertsbourg. (W. III. 368). a. I. 61. b. I. 136
- Deux articles secrets ajoutés au précédent traité. W. III. 376. b. I. 140
- Traité de paix entre S. M. le Roi de Prusse et S. M. le Roi de Pologne électeur de Saxe, à Hubertsbourg avec 3 articles séparés. (W. III. 380). a. I. 71. b. I. 146
- 20 Mars. Acte séparé entre S. M. l'Imp. Reine de Hongrie et de Bohême et S. M. le Roi de Prusse concernant leurs alliés, en Allemand. (W. III 378.) a. I. 69. b. I. 144
- 1764 11 Avr. Traité d'alliance entre S. M. l'Imp. de toutes les Russ. et S. M. le Roi de Pr. à St. Petersburg. avec un art. secr. (W. III. 481). a. I. 89. b. I. 224
- 27 Mai. Articulus ex constitutionibus a confœderatis statibus reipublicae Polonicae in comitiis conventionis anni 1764 latis super agnitione tituli regis Borussiae; avec la ratification du Roi de Prusse. (W. III. 498). a. I. 95. b. I. 234
- 1765 28 Sept. Traité de limites entre le comté de Bourgogne et la souveraineté de Neuchâtel et Velengin. K. II. 208. b. I. 291
- 1766 18 Juin. Convention entre le Roi de Prusse et l'Electeur de Saxe relativement au commerce. (W. III. 569). a. I. 139. b. I. 387
- 1769 26 Août. Commerzien-Vergleich zwischen S. K. preussischen Majestät und der Reichsstadt Bremen. a. VI. 117. b. I. 678
- 1772 25 Juill. Traité entre la Russie et la Prusse sur le démembrement de la Pologne. K. II. 316. b. II. 93
- 13 Sept. Lettres patentes du Roi de Prusse pour exposer et démontrer ses droits et ses prétentions sur la Pologne. a. I. 462. b. II. 98
- 1773 18 Sept. Traité entre S. M. le Roi de Prusse et S. M. le Roi et la République de Pologne. a. I. 486. b. II. 149
- 1775 13 Mars. 2 Actes séparés entre S. M. le Roi de Prusse et le Roi et la République de Pologne concernant diverses stipulations et le commerce. a. IV. 155. 160. b. II. 160
- 1776 22 Août. Convention touchant la démarcation des limites entre S. M. le Roi de Prusse et S. M. le Roi et la République de Pologne. a. I. 497. b. II. 168

Prusse.

- 1779 Traité de paix entre S. M. l'Impératrice de
13 Mai. Hongrie et de Bohême et S. Maj. le Roi de
Prusse conclu à Teschen avec les conven-
tions séparées entre l'Autriche et la Saxe,
l'Autriche et l'Electeur Palatin, entre la
Saxe et l'Electeur Palatin les actes d'accession
du Duc des Deux-Ponts, de S. M. l'Empereur
et les actes de garantie de la France et de
la Russie. a. II. r. b. II. 661
- 1780 Kaiferliches Commissions- Decret an die Reichs-
Febr. versammlung vom 8 August 1779; Reichs-
Mars. gutachten vom 28 Februar 1780. und Kai-
ferliches Ratifications- Decret vom 8 März
1780 den Beytritt und Einwilligung des
Reichs zu dem Teschner Frieden betreffend.
a. II. 68-73. b. II. 685
- 1781 S. K. Maj. in Preussen Verordnung an die Un-
30 Avr. terthanen wegen ihrer Schifffahrt und See-
handlung während des jetzigen Seekrieges.
a. IV. 418. b. III. 284
- 8 Mai. Convention pour le maintien de la liberté du
commerce et de la navigation neutre entre
S. M. l'Impératrice de toutes les Russies de
S. M. le Roi de Prusse, avec 4 art. séparés.
a. II. 130. b. III. 245
- 3 Nov. Fernere Erklärung und Verordnung S. K. M. von
Preussen über die Schifffahrt ihrer Untertha-
nen während des jetzigen Seekrieges.
a. IV. 424. b. III. 290
- 8 Déc. Nähere Erläuterung der K. preussischen Ver-
ordnungen vom 30 April und 3 November
betreffend die Schifffahrt. a. IV. 427. b. III. 293
- 1785 Convention zwischen S. K. Maj. von Preussen
22 Febr. und der Stadt Danzig sub spe rati geschlos-
sen. a. II. 544. b. IV. 3
- 23 Juill. Association zwischen dem Churfürsten von Sach-
sen, von Brandenburg u. Braunschweig-Lüne-
burg. (Fürstenbund genannt). a. II. 553. b. IV. 18
- 10 Sept. Traité d'amitié et de commerce entre S. M. le
Roi de Prusse et les Etats-Unis de l'Amé-
rique. a. II. 566. b. IV. 37
- 1786 Règlement de S. M. le Roi de Prusse concer-
nant la franchise d'accise accordée aux mi-
nistres étrangers pour la première entrée
de leurs effets. a. IV. 516. b. IV. 345
Conven-

Prusse.

- 1787 Convention entre le Roi de Prusse et le Duc
13 Mars. de Mecklenbourg-Schwerin pour la restitu-
tion de 4 baillages. a. III. 63. b. IV. 263
- 1788 Traité d'alliance défensive entre S. M. le Roi
15 Avr. de Prusse et les Pr. Unies des P. Bas.
a. III. 133. b. IV. 377
- 13 Juin. Traité provisionnel d'alliance défensive entre
S. M. le Roi de Prusse et S. M. le Roi de la
Grande-Bretagne. a. III. 138. b. IV. 382
- 13 Août. Traité d'alliance défensive entre S. M. le Roi de
Prusse et S. M. le Roi de la Grande-Bretagne.
a. III. 146. b. IV. 390
- 1790 Traité d'alliance entre S. M. le Roi de Prusse et
31 Janv. la Porte Ottomane. a. IV. 560. b. IV. 466
- 27 Mars. Actes et projet relatifs à un traité de com-
et suiv. merce entre la Prusse et la Pologne. VI. 267
- 29 Mars. Traité d'amitié et d'alliance entre le Roi de
Prusse et le Roi et la République de Pologne.
a. III. 161. b. IV. 471
- 27 Juill. Déclarations signées à Reichenbach savoir: dé-
claration de la part des Plénipotentiaires de
S. M. Apostolique; Contredéclaration de la
part du Ministre de S. M. Prussienne et dé-
claration de ce dernier touchant les affaires
des Pays-Bas. a. III. 174. b. IV. 500
- I et Ratifications de l'Empereur Leopold II. de la
22 Août. déclaration et contredéclaration de Reichen-
bach et de la déclaration de la Prusse tou-
chant les Pays-Bas; datées du 1 et 2 Août;
et ratification de la part du Roi de Prusse
des trois susdites déclarations en date du
5 Août. a. IV. 565. b. IV. 505
- 13 Août. Résolution secrète de E. Gén. relativement à la
Garantie des déclarations de Reichenbach.
a. III. 175. b. IV. 508
- 10 Déc. Convention relative aux affaires belgiques entre
les Ministres Plénipotentiaires de S. M.
l'Empereur, les Rois de la Gr. Bretagne et
de Prusse et les Prov. Unies de Pays-Bas.
a. III. 342. b. IV. 535
- 16 Déc. Convention d'abolition des droits de retrait
entre le Danemarck et la Prusse; en Alle-
mand. a. IV. 577. b. IV. 527
en Français. S. II. 169

Prusse.

- 1791 Actes entre la Cour de Russie et les Cours
Mai - Juill. d'Angleterre et de Prusse sur la paix avec
la Porte. V. 53
- 25 Juill. Substance du traité préliminaire conclu entre
les Cours d'Autriche et de Prusse. V. 5
- Acte séparé et secret ajouté à la précédente
convention. S. II. 171
- 27 Août. Déclaration signée en commun par S. M. l'Em-
pereur Romain et S. M. le Roi de Prusse à
Pillnitz, avec 6 articles séparés. V. 35
- 1792 Allianz- Tractat zwischen I. Majestäten dem
7 Fevr. römischen Kaiser und dem Könige von
Preussengeschlossen. V. 77. mieux en Fr. S. II. 172
- 1793 Convention entre S. M. Prussienne et S. A. E.
7 Janv. de Saxe sur le Contingent de Saxe. VI. 312
- Avr. Actes relatifs à la prise de possession de la ville
de Danzig par le Roi de Prusse, savoir ma-
nifeste du Roi de Prusse du 24 Fevr. et Edit
du Magistrat de Danzig, du 2 Avril 1793
(en Allemand). V. 120
- 14 Juill. Convention entre S. M. Britannique et S. M. le
Roi de Prusse relative à la guerre. V. 168
- 25 Sept. Traité de cession entre S. M. le Roi de Prusse
et la République de Pologne. V. 202
- 1794 Traité de subside entre la Gr. Bretagne et la
19 Avr. Hollande d'une part et la Prusse de l'autre,
avec une convention séparée. V. 283
- 1795 Traité de paix entre S. M. le Roi de Prusse et
5 Avr. la République Française à Bâle. VI. 495
- 17 Mai. Traité entre le Roi de Prusse et la République
Française relatif à la neutralité d'une partie
de l'Allemagne. VI. 503
- 24 Oct. Convention conclue entre S. M. le Roi de Prusse
S. M. l'Imp. de Russie et S. M. l'Emp. Roi. VI. 702
- 1796 Traité relatif à une nouvelle ligne de démarca-
5 Août. tion pour assurer la neutralité du nord de
l'Allemagne entre le Roi de Prusse et la Ré-
publique Française avec une convention se-
crète de la même date. VI. 650. 653
- 1797 Convention entre S. M. le Roi de Prusse et
26 Janv. S. M. l'Imp. de toutes les Russies sur les
affaires de la Pologne. VI. 707
- Acte d'accession de S. M. l'Empereur des Ro-
mains à la précédente convention. VI. 715
- Décla.

Prusse.

- 1797 25 Juill. Déclarations uniformes des cours de Vienne, de Petersbourg et de Berlin relatives au partage de la Pologne remises à la diète d'Emp. VI. 717
- 1799 11 Juill. Traité d'amitié et de commerce entre le Roi de Prusse et les Etats-Unis d'Amérique (en Angl. et Fr.) S. II. 226
- 1800 Nov. Actes entre la Prusse et la Suède relatifs à l'affaire de Barcelone. S. II. 380
- Actes entre la Prusse et la Gr. Bretagne relatifs à l'occupation de Cuxhaven. S. II. 382
- 16 Déc. Convention maritime entre la Russie et la Prusse. S. II. 406
- 1802 24 Mai. Convention entre la Rép. Française et le Roi de Prusse au sujet des indemnités pour la maison d'Orange. S. III. 219
- 14 Nov. Convention entre la Prusse et la Rép. Batave sur la cession de Sevenaer Huyssen et Malbourg. S. III. 221
- 1803 3 Avr. Convention avec le Gouvernement Hanoverien. SCHÖELL VI. 87.
- Sept. Firman adressé par la Porte aux régences barbaresques en faveur du commerce et de la navigation des Prussiens. S. IV. 297
- 1806 Mars. Actes concernant la cession de la principauté de Neufchatel, du comté de Valengin, du Duché de Cleve et de la principauté d'Anspach par la Prusse à la France. S. IV. 237
- Mai. Corresp. avec la Suède sur le Lauenbourg. SCHÖELL VIII. 43.
- 17 Juill. Note remise par le ministre Ottoman au ministre de Prusse accordant aux Prussiens la libre navigation dans la mer noire. S. IV. 299
- Oct. Conventions militaires entre les troupes Françaises et Prussiennes, savoir capitulation d'Erfurt du 18 Oct. de Spandau du 25 Oct. de Stettin du 29 Oct., de la colonne de Hohenlohe du 29 Oct., de Ratkau du 7 Nov. de Magdebourg du 8 Nov. S. IV. 367-381
- 16 Nov. Suspension d'armes entre les armées Françaises et Prussiennes à Charlottenbourg, non ratifiée par la Prusse. S. IV. 382
- 1807 5 Janv. Capitulation de Breslau du 5 Janv. S. IV. 413 Articles

Prusse.

1807	Articles du traité de paix (non ratifié) entre S. M. le Roi de la Gr. Bretagne et S. M. le Roi de Prusse signé à Memel.	S. IV. 411
28 Janv.	Capitulation de Schweidnitz.	S. IV. 417
7 Fevr.	Conv. militaire avec la Suède SCHOKLL IX. 141.	
20 Avr.	Capitulation de Danzig.	S. IV. 420
20 Mai.	Capitulation de Neifs.	S. IV. 424
1 Juin.	Armistice entre l'Emp. d. Français et le Roi de Prusse à Tilsit.	S. IV. 435
25 Juin.	Capitulation de Glatz.	S. IV. 427
—	Conv. de subside avec l'Anglet. SCHOKLL IX. 138.	
27 Juin.	Traité de paix entre S. M. l'Emp. d. Français et le Roi de Prusse à Tilsit.	S. IV. 444
9 Juill.	Convention entre le Prince de Neufchatel et le Feldmaréchal de Kaikreuth en conséquence du 28 Art. du traité de Tilsit.	S. IV. 452
12 Juill.	Convention entre l'Emp. des Français et le Roi de Prusse relativement à la route militaire qui sera établie entre la Saxe et le Duché de Varsovie.	S. IV. 474
13 Oct.	Règlement Prussien contre l'importation de marchandises Anglaises.	S. V. 464
1808	Convention avec la France sur la contrib. de guerre.	S. VI. 102
11 Juin.	Convention avec la France sur les contributions.	S. V. 106
8 Sept.	Convention avec la France sur le service des hôpitaux.	S. V. 113
5 Nov.	Convention avec la France sur l'art. 12. de celle du 8 Sept.	S. V. 124
12 Nov.	Convention avec la France en addition à celle du 8 Sept.	S. V. 126
28 Nov.	Convention avec la France sur l'approvis. des places.	S. V. 128
29 Nov.	Convention additionnelle à la précédente.	S. V. 129
30 Nov.	Convention d'étappes avec la France.	S. V. 130
1 Déc.	Proclamation Prussienne sur l'importation des marchandises coloniales.	S. V. 489
1809	Ordonnance Prussienne sur la defense du commerce avec les E. Unis d'Amérique.	S. V. 514
22 Fevr.	Ordonnance Prussienne concernant le commerce avec les E. Unis d'Amérique.	S. V. 515
1810	Convention avec le R. de Saxe sur les sommes dépositales signée à Varsovie.	S. V. 283
9 Mars.	Patente	
19 Juill.		
5 Août.		
10 Sept.		

Prusse.

1810	Patente Prussienne introduisant le tarif de Trianon.	
10 Oct.		S. V. 519
28 Oct.	Ord. Prussienne portant saisie des marchandises Anglaïses et Coloniales.	S. V. 523
11 Nov.	Convention avec le G. Duc de Varsovie sur le droit de détraction.	S. V. 318
1811	Convention avec la Westphalie sur l'exécution du traité de Tilsit.	S. V. 364
28 Avr.		
14 Mai.	Convention avec la Westphalie sur la navigation.	S. V. 382
—	Convention avec la Westphalie sur l'extrad. de vagabonds.	S. V. 338
6 Août	Convention avec la France sur le droit de détraction.	S. V. 398
2 Déc.		
30 Déc.	Convention avec le G. D. de Bâde sur le droit de détraction.	S. V. 401
1812	Convention avec Saxe Coburg sur le droit de détraction.	S. V. 403
10 Fevr.		
24 Fevr.	Traité d'alliance avec la France avec les art. sép.	S. V. 414
3 Mars.	Convention avec la Suisse sur le droit de détraction.	S. V. 404
20 Mars.	Ordonnances Prussiennes relatives au système continental.	S. V. 535
et 15 Avr.		
8 Avr.	Convention avec la maison de Nassau sur le droit de détraction.	S. V. 406
—	Convention avec Anhalt Bernbourg sur le droit de détraction.	S. V. 407
10 Mai.	Convention avec la France sur les déserteurs.	S. V. 424
5 Juin	Convention avec l'Italie sur le droit d'aubaine.	S. V. 399
et 4 Août.		
22 Juin.	Convention avec Anhalt Dessau sur le droit de détraction.	S. V. 408
30 Déc.	Conv. entre le Lieut. Gén. York et le Général Diebitzsch au moulin de Poscherun.	S. V. 556
1813	Traité de paix d'amitié et d'alliance avec la Russie à Kalisch avec quelques articles séparés.	S. VII. 234
16 Fevr.		
19 Mars.	Acte de formation d'un conseil d'administration, arrêté à Kalisch.	S. V. 566
7 Avr.	Convention signée avec la Russie à Kalisch.	S. VII. 238
5 Juin.	Armistice entre les Puissances belligérantes à Poischwitz (non Pleiswitz).	S. V. 582
		Conven-

Prusse.

1813	Convention avec S. M. Britannique à Reichen-	
14 Juin.	bach.	S. V. 568
	Article séparé et secret.	S. VII. 267
26 Juill.	Convention pour la prolongation de l'armistice	
	du 5 Juin.	S. V. 587
9 Sept.	Traités d'alliance avec l'Autriche et avec la Russie	
	à Toeplitz.	S. V. 600. 601
—	Article séparé du traité entre l'Autriche et la	
	Prusse.	S. VII. 295
30 Sept.	Convention supplémentaire des traités de subside	
	entre la Gr. Bretagne, la Russie et la Prusse.	S. V. 577
21 Oct.	Convention entre les alliés sur la réunion des	
	forces d'Allemagne.	S. V. 615
2 Nov.	Accession du Roi de Prusse au traité d'alliance	
	prélim. signé le 2 Nov. entre l'Autriche et	
	Wurtemberg.	S. V. 645
20 Nov.	Traité avec le G. Duc de Bâde, avec les art.	
	sep.	S. V. 649
2 Déc.	Traité des alliés avec l'Elect. de Hesse.	S. V. 651
15 Déc.	Armistice des alliés avec le Danemarck.	S. V. 657
1814	Principes généraux des alliés sur l'administration	
12 Janv.	des provinces Françaises occupées.	S. V. 638
1 Mars.	Traité d'alliance signé à Chaumont entre les	
	alliés.	S. V. 683
15 Mars.	Déclaration des alliées lors de la rupture des	
	negociations de Chatillon.	S. V. 688
11 Avr.	Traité des alliés avec Bonaparte.	S. V. 695
23 Avr.	Convention des alliés avec Monsieur frère du	
	Roi.	S. V. 706
30 Mai.	Traité de paix de Paris entre les alliés et la	
	France.	S. VI. 1
31 Mai.	Actes relatifs à l'adm. des pays cédés par la	
	France.	S. VII. 300
2 Juin.	Arrangement de commerce avec le Danemarck.	S. VII. 304
29 Juin.	Convention supplémentaire avec la Gr. Brét.	S. VI. 40
25 Août.	Traité de paix avec le Danemarck à Berlin.	S. VI. 66
1815	Déclaration des 8 Puissances sur la traite des	
8 Fevr.	negres.	S. VI. 432
13 Mars.	Déclaration des 8 Puissances sur l'évasion de	
	Bonaparte.	S. VI. 110
19 Mars.	Règlement entre les membres du Congrès sur le	
	rang entre les agens diplomatiques.	S. VI. 449
20 Mars.	Déclaration des puissances réunies au Congrès	
	au sujet de la Suisse.	S. VI. 157
		Règle-

Prusse.

- 1815 Règlemens pour la libre navigation des rivières.
 24 Mars. S. VI. 434
 25 Mars. Traité d'alliance signé à Vienne entre les
 4 alliés. S. VI. 112
 30 Mars. Convention additionnelle à celle entre la Prusse et
 la Russie pour annuler celle de Bayonne. S. VI. 181
 2 Avr. Extr. de la conv. entre l'Autr. la Russie la Prusse
 et la Bavière. S. VII. 313
 17 Avr. Publication du Roi de Prusse sur cette conven-
 tion S. VI. 181 *
 24 Avr. Convention entre les Commissaires des P. alliées
 sur l'économie de l'armée en pays-amis. S. VII. 309
 30 Avr. Convention additionnelle entre la Gr. Bretagne
 et les 3 alliés. S. VI. 121
 Avr. - Actes relatifs à la délimitation et à la prise de
 Mai. possession du Grand-Duché du Bas-Rhin
 par la Prusse. S. VI. 310
 Avr. - Accessions au traité d'alliance du 25 Mars, de la
 Sept. part du Hanovre, Portugal, Sardaigne etc.
 voyés sous chsque puissance accédante. S. VI. 124-155
 3 Mai. Traité de Vienne avec la Russie. S. VI. 236
 — Traité de Vienne avec l'Autriche et la Russie
 sur Cracovie. S. VI. 251
 9 Mai. Contredéclaration de la Prusse à celle du 25 Avr.
 de la Gr. Bretagne. S. VI. 118
 12 Mai. Extrait du procès verbal des conférences de
 Vienne sur Napoléon Bonaparte. S. VI. 263
 18 Mai. Traité avec le Roi de Saxe signé à Vienne. S. VI. 272
 19 Mai. Convention de Vienne relative à la formation
 d'un parc d'armée dans le rayon Russe. S. VII. 313
 — Item sur l'administration des hôpitaux. S. VII. 317
 20 Mai. Traité avec la Sardaigne à Vienne, avec un
 annexe à l'art. VII. S. VI. 298
 22 Mai. Patente Prussienne sur la prise de possession des
 provinces cedées. S. VI. 287
 27 Mai. Convention des alliés avec la Suisse sur son ac-
 cession à la déclaration du 20 Mars. S. VI. 173
 29 Mai. Traité de cession entre le Hanovre et la
 Prusse. S. VI. 316
 31 Mai. Traité avec le Roi des Pays-Bas signé à Vienne
 avec un art. séparé. S. VI. 327
 — Convention avec la maison de Nassau. S. VI. 333
 1 Juin. Traité avec le Gr. Duc de Saxe-Weimar
 à Vienne. S. VI. 324
 Traité

Prusse.

1815		
4 Juin.	Traité avec le Danemarck à Vienne.	S. VI. 349
9 Juin.	Acte final du Congrès de Vienne.	S. VI. 379
10 Juin.	Extrait du Protocole des P. signataires sur les affaires de Bâle.	S. VI. 453
—	Convention entre l'Autriche et la Prusse d'une part et le Gr. Duc de Hesse de l'autre à Vienne.	S. VI. 459
Juin-	Actes relatifs à l'accession de diverses puissances	
Nov.	et états à l'acte du Congrès.	S. VI. 481
2 Août.	Convention entre la Gr. Bretagne et les alliés sur la garde de Napoléon.	S. VI. 605
Sept.	Accession de la Gr. Bretagne au traité du 18 Mai entre la Prusse et la Saxe.	S. VI. 629
22 Sept.	Convention territoriale avec le G. Duc de Saxe-Weimar.	S. VII. 323
23 Sept.	Convention avec le royaume de Hanovre sur les modifications de celle du 29 Mai.	S. VI. 652
26 Sept.	Sainte alliance entre la Russie, l'Autriche et la Prusse.	S. VI. 656
16 Oct.	Traité de cession et d'échange avec l'Electeur de Hesse.	S. VII. 331
3 Nov.	Protocole des conférences de Paris sur les arrangements territoriaux.	S. VI. 663
5 Nov.	Convention entre la Gr. Bretagne et les alliés sur les îles Ioniennes.	S. VI. 663
6 Nov.	Protocole des conférences de Paris sur la distribution des 700 millions.	S. VI. 676
20 Nov.	Traité de paix de Paris entre les 4 alliés et la France.	S. VI. 682
—	Conventions en conséquence des art. IV. V. IX.	S. VI. 692-717
—	Traité d'union entre les cours de Vienne, de Londres, de Petersbourg et de Berlin.	S. VI. 734
—	Note des ministres des alliés au D. de Richelieu.	S. VI. 738
—	Actes sur la neutralité perpétuelle de la Suisse reconnue par chacune des Puissances alliées.	S. VI. 740
21 Nov.	Procès-verbal des conférences de Paris sur l'emploi des fonds destinés au renforcement de la ligne défensive.	S. VII. 406
1816	Procès verbal entre les commissaires de Prusse	
3 Fevr.	et de l'Electeur de Hesse en execution du traité du 16 Oct. 1815.	S. VII. 408
26 Juin.	Traité de limites avec le Roi des Pays-Bas.	S. VII. 24
	Conven-	

Prusse. Raguse. Reufs.

- 1816
30 Juin. Convention territoriale avec le G. D. de Hesse. S. VII. 73
7 Oct. Traité de limites avec le Roi des Pays-Bas
signé à Cleve. S. VII. 45
17 Déc. Convention entre les commissaires Autrichien,
Prussien et Hessois sur la forteresse de Mayence.
S. VII. 341
1817 Note officielle des ministres des alliés sur la di-
minution de leur armée en France. S. VII. 93
10 Fevr. Patente sur la prise de possession en vertu des
17 Fevr. traités avec le Roi des Pays-Bas. S. VII. 59
12 Mars. Traité avec le Roi des Pays-Bas sur les ar-
rangemens territoriaux. S. VII. 413
11 Nov. Traité de limites avec la Russie. S. VII. 152
1818 Convention des 4 Puissances avec la France por-
25 Avr. tant transaction sur les réclamations parti-
culières. S. VII. 417

Raguse.

- 1776 Trattato di pace e di commercio tra la Francia
2 Avr. e la republica di Ragusi. a. l. 576. b. II. 474

Reufs.

- 1807 Traité entre S. M. l'Emp. d. Français et les
18 Avr. Princes de Reufs portant l'accession de
ceux-ci à la confédération du Rhin. S. IV. 393
1815
1 Août. Traité de subside avec la Grande-Bretagne. S. VI. 223
Nouveau Recueil. T. III. Z z Ruffio.

Russie.

Russie.

- 1686 Traduction latine et française du traité de paix
6 Mai. et d'alliance entre la Russie et la Pologne
à Moscou. K. I. 198. 229.
- 1733 Traité d'alliance entre l'Impératrice de Russie
Juill. et l'Electeur de Saxe (en Allemand). S. III. 1
- 25 Août. Convention explicative du traité précédent
(en Allemand). S. III. 10
- 1736 Actes signés à Vienne au nom de la Czarine et
15 Mai. au nom du Roi de Pologne Auguste III. sur
ce qui dans les Articles préliminaires concerne les affaires de Pologne. W. I. 27. 31.
- 23 Nov. Acte de la Czarine, du Roi de Pologne et
du Roi Très-Chrétien pour l'agnition du
Roi de Pologne. W. I. 69. 71. 73.
- 1739 Traité de paix entre la Russie et la Porte conclu
18 Sept. à Bengale. W. I. 368.
- 3 Oct. Convention entre S. M. l'Imp. de toutes les
Russies et l'Empire Ottoman. W. I. 383.
- 13 Oct. Déclaration remise à la Porte par le Sieur Mont-
mars lors de l'échange des ratifications de
la paix. W. I. 366.
- 16 Oct. Acte de ratification de la paix entre la Russie
et la Porte. W. I. 390.
- 28 Déc. Convention stipulée entre S. M. Imp. de toutes
les Russies et l'Empire Ottoman insérée
dans l'acte d'échange des ratifications du
traité de paix. W. I. 393.
- Déclaration d'alliance entre S. M. l'Imp. de
toutes les Russies et S. M. l'Emp. Romain,
consignée par l'Amb. de S. M. T. Chrétienne
à la sublime Porte lors de l'échange des
ratifications. W. I. 397.
- 1740 Traité entre la Russie et la Prusse pour le
16 Déc. renouvellement des anciennes alliances.
W. I. 529.
- 1742 Traité d'alliance entre l'Impératrice de toutes
II Déc. les Russies et le Roi de la Gr. Bretagne.
W. I. 645.
- 1743 Traité préliminaire de paix entre l'Imp. de Russie et
16 Juin. le Roi de Suède conclu à Abo. W. II. 31.
- 7 Août. Traité définitif de paix entre S. M. le Roi et
la Couronne de Suède d'une côté et S. M. l'Imp.
de Russie de l'autre signé à Abo. W. II. 36.

Acte

Russie.

- 1743 Acte d'accession de l'Imp. de Russie au traité
12 Nov. de Breslau. W. I. 782.
- 1744 Traité d'alliance défensive entre l'Imp. de
4 Fevr. Russie et l'Electeur de Saxe (en Allemand).
S. III. 15
- 1745 Traité d'alliance défensive entre la Suède et
25 Juin. la Russie conclu à St. Petersbourg; avec
6 Juill. l'Article séparé. W. II. 216.
- 1746 Traité d'alliance entre l'Autriche et la Russie
22 Mai. (avec le 4^{me} Art. sép. et l'extrait des autres).
S. I. 272
- 10 Juin. Renouveau de l'alliance entre la Russie
et le Danemarck. K. I. 432. avec une con-
vention déclaratoire du V^{me} Article de
ce traité. K. I. 438.
- 1747 Traité de subside entre la Gr. Bretagne et la
12 Juin. Russie. W. II. 244.
- 1750 Acte d'accession de S.M. Britannique au traité
30 Oct. d'alliance de 1746 entre la Russie et l'Autriche.
S. III. 26
- 1753 *Articulus secretissimus* entre la Russie et l'Autriche
16 Juin. concernant la Porte et l'alliance de
1746. (All.) S. III. 30
- 1755 Traité entre S. M. Britannique et S. M. Imp.
30 Sept. de toutes les Russies signée à Petersbourg
(en Angl.) W. III. 75. (en Fr.) K. II. 1.
- 1756 Acte d'accession de la Russie au traité de Ver-
31 Déc. sailles du 1 Mai 1656 entre la France et
l'Autriche. S. III. 33
- 1757 Accession de l'Impératrice de Russie à la con-
5 Nov. vention du 21 Mars entre la Fr. l'Autr. et
la Suède. K. II. 103. SCHÖELL III. 174.
- 1759 Convention entre la Russie et la Suède rela-
9 Mars. tive à la mer baltique. S. III. 36
- 1760 Accession de l'Imp. de Russie au traité défensif
7 Mars. de Versailles du 30 Déc. 1758. entre la Fr.
et l'Autr. K. II. 121. SCHÖELL III. 189.
- 10 Mars. Accession de l'Impératrice de Russie aux traités,
Articles séparés et déclaration signés le 4 Mai,
13 Août et 20 Oct. 1758. entre la France et
le Danemarck. K. II. 125. SCHÖELL III. 195.
- 21 Mars. Traité d'alliance entre la Russie et l'Autriche
avec les Articles séparés et secrets. S. III. 45
- Convention entre la Russie et l'Autriche con-
cernant la guerre contre le Roi de Prusse. S. III. 60
Décla.

Russie.

- 1762 Déclaration de la Russie à ses alliés sur la paix
23 Fevr. et contredéclaration de la France. a. I. 15. b. I. 28
- 3 Mai. Traité de paix entre les Cours de Prusse et
de Russie avec 2 Articles séparés. (W. III. 299.)
a. III. 208. b. I. 30
- 5 Août. Déclaration du Duc de Courlande en faveur
de l'Impératrice de Russie; substance en
Français III. 216. en entier en Allemand.
a. VI. 1. b. I. 83
- 3 Déc. Déclaration de la Cour de Russie touchant le
titre Impérial. (W. III. 414.) a. I. 29. b. I. 132
- 1763 Contredéclaration de la France du 28 Janv. et
28 Janv. de l'Espagne du 5 Fevr. à la déclaration de
et 5 Fevr. la Russie du 3 Déc. (W. III. 414.) a. I. 30. 31. b. I. 133
- 22 Juill. Ordonnance de l'Impératrice de Russie concer-
nant les étrangers qui viendront s'établir
dans ses états. a. VI. 27. b. I. 205
- 1764 Traité d'alliance entre S. M. l'Impératrice de
11 Avr. toutes les Russies et S. M. le Roi de Prusse,
à St. Pétersbourg avec un article secret
(W. III. 481.) a. I. 89. b. I. 224
- Actes de la diète de Pologne portant recon-
noissance du titre Impérial de Russie moyen-
nant des reversales données par la Russie en
date du 9 Juin. (W. III. 493.) a. IV. 42. b. I. 237
- 1766 Traité de commerce et de navigation entre
20 Juin. l'Empire de toutes les Russies et la couronne
de la Grande - Brétagne. (W. III. 572.)
a. I. 141. b. I. 390
- 1767 Copie des zwischen Ihro Königl. Maj. zu Dä-
22 Avr. nemask und Ihro Kais. M. von allen Rüssen
geschlossenen provisorischen Tractats. (W.
III. 592.) a. I. 180. b. I. 426
- 1768 Ewiger Freundschafts- und Garantie - Tractat
24 Fevr. zwischen der Kaiserinn von Russland und
dem Könige und der Krone Polen (la copie
Française l. 391. est défectueuse). (W. III. 651.)
a. IV. 582. b. I. 519
- Actus separatus primus, quo immunitates Grae-
corum non unitorum et Dissidentium etc.
continentur. (W. III. 673.) a. I. 399. b. I. 555
- Actus separatus secundus, in quo leges Cardi-
nales et materiae status continentur. (W.
III. 701.) a. IV. 594. b. I. 578
- Mani-

Russie.

- 1770 Manifeste de la Russie adressé aux Puissances
12 Juill. neutres contre les Pirates. a. IV. 64. b. II. 32
- 1772 Manifeste de la Russie concernant la Navigation
1 Mai. et le commerce des Puissances neutres.
a. IV. 70. b. II. 33
- 30 Mai. Convention d'armistice entre la Russie et la
Porte. a. IV. 73. b. II. 84
- 25 Juill. Traité entre la Russie et l'Autriche sur le dé-
membrement de la Pologne. K. II. 311. b. II. 89
- Traité entre la Russie et la Prusse sur le démemb-
rement de la Pologne. K. II. 316. b. II. 93
- 18 Sept. Déclaration que le Min. Plénipotentiaire de la
Russie fit au Roi et à la Rép. de Pologne.
a. I. 466. b. II. 102
- 1773 Copia des zwischen S. K. Maj. zu Dänemark etc.
1 Juin. und Sr. Kaiserl. Hoheit dem Kronprinzen,
Thronfolger und Großfürsten aller Reußen
Paul als regierenden Herzog zu Holstein
geschlossenen Tractats. a. I. 315. b. II. 173
- 12 Juin. Lettres patentes de S. A. I. et R. sur ce traité. b. II. 187
- 14 Juill. Cessionsacte Sr. Kaiserl. Hoheit des Großfür-
sten aller Reußen, der beiden Graffschaften
Oldenbourg und Delmenhorst an den Bischof
zu Lübeck. a. III. 253. b. II. 189
- 30 Juill. Acte de cession du Comte d'Oldenbourg et
Delmenhorst par la Russie au Duc de Hol-
stein. a. I. 332. b. II. 194
- 18 Sept. Traité de cession entre S. M. l'Impératrice de
toutes les Russies et S. M. le Roi et la Ré-
publique de Pologne signé à Varsovie.
a. IV. 135. b. II. 129
- 16 Nov. Lettres patentes du G. Duc au sujet du traité
d'échange avec le Danemarck relatives à
l'échange de la part que la Russie a possé-
dée du Holstein. a. I. 330-334. b. II. 195
- Acte de cession entre S. A. I. le Grand Duc de
Russie et le Roi de Danemarck. a. VI. 144. b. II. 195
- 10 Déc. Lettres patentes du Roi de Danemarck portant
notification de la cession des comtés d'Ol-
denbourg et Delmenhorst. a. III. 258. b. II. 198
- 14 Déc. Instrument de concession des comtés d'Olden-
bourg et de Delmenhorst au Prince évêque
de Lubec par le Grand Duc de Russie.
a. IV. 146. b. II. 194

Russie.

- 1774 Traité de paix perpétuelle et d'amitié entre la
21 Juill. Russie et la Porte-Ottomane conclu le 12 Juill.
au camp près du village de Kutchouc Kai-
nardgi; en Français I. 507. et mieux en
Français et Italien. a. IV. 606. b. II. 286
Acte séparé relatif à la Crimée signé lors de
l'échange des ratifications. a. IV. 444 note *) b. II. 321
- 25 Nov. Agnitionsact des Fürst - Bischöfs zu Lübeck
in Betreff der Cession von Oldenburg und
Delmenhorst. a. III. 260. b. II. 200
- 27 Déc. Decretum salvatorium, welches S. M. der Röm.
Kaiser dem König von Schweden in Betreff
des Austausches von Holstein ertheilet.
a. I. 732. b. II. 209
- 1775 Convention entre l'Imp. de Russie et le Roi et
27 Fevr. la République de Pologne concernant la mo-
dification du premier acte séparé de 1768.
(est la même que l'acte suivant). a. I. 458. b. II. 137
- 15 Mars. 3 Actes séparés entre la Russie et le Roi et la
République de Pologne concernant la mo-
dification du traité de 1768, le commerce,
et diverses stipulations. a. IV. 142. 147. 151. b. II. 137
- 4 Avr. Uebersetzung der Gränz-Convention zwischen
dem Russischen und Türkischen Reich.
a. III. 266. b. II. 396
- 1779 Convention explicatoire entre l'Empire de Rus-
10 Mars. sie et la Porte Ottomane. a. III. 349. b. II. 653
- 1780 Déclaration de S. M. l'Imp. de toutes les Russies
28 Fevr. aux Cours de Londres de Versailles et de
Madrid concernant les droits du commerce
neutre. a. II. 74. b. III. 158
- 13 Avr. Résolution des E. Gén. des Prov. Unies des Pays-
et 24. Bas sur la déclaration de la Russie du 28 Fevr.
touchant le commerce neutre. a. IV. 350. 352.
b. III. 163
- 18 Avr. Réponse de la Cour d'Espagne à la déclaration
de la Russie du 28 Fevr. touchant le com-
merce neutre. a. IV. 348. b. III. 164
- 25 Avr. Réponse de la Cour de France à la déclaration
de la Russie du 28 Fevr. touchant le com-
merce neutre. a. IV. 346. b. III. 162
- Avr. Réponse de la Cour de Londres à la déclaration
de la Russie du 28 Fevr. touchant le com-
merce neutre. a. IV. 345. b. III. 160
- Ordon-

Russie.

- 1780 Ordonnance de S. M. l'Imp. de toutes les Russies
19 Mai. concernant la navigation du pavillon mar-
chant de Russie. a. II. 79. b. III. 271
- Mai? Explication demandée par la Suède à la Russie
sur le projet de la neutralité armée et
éclaircissemens donnés par la Russie à cet
égard. a. IV. 354. 355. b. III. 270
- 9 Juill. Convention maritime pour le maintien de la
liberté du commerce et de la navigation
neutre entre la Russie et le Danemarck.
a. II. 103. b. III. 191
- 6 Articles séparés joints à la précédente con-
vention. a. IV. 357. b. III. 195
- 1 Août. Convention maritime pour le maintien de la
liberté du commerce et de la navigation neutre
entre la Russie et la Suède. a. II. 110. b. III. 198
- 6 Articles séparés joints à la précédente con-
vention. a. IV. 364. b. III. 205
- 9 Sept. Déclaration par la quelle S. M. Danoise accède
à la convention du 1 Août entre la Russie
et la Suède. a. IV. 371. b. III. 207
- Déclaration par la quelle S. M. Suédoise accède
à la convention du 9 Juillet entre le Dan.
et la Russie. a. IV. 369. b. III. 205
- 20 Nov. Résolution des E. Gén. des Prov. Unies des Pays-
Bas touchant leur accession au système de
la neutralité armée. a. IV. 375. b. III. 211
- Nov. Memoire de la Cour de Russie présenté aux
Cours des puissances belligérantes pour leur
notifier l'accession du Danemarck et de la
Suède au système de la neutralité armée.
a. IV. 372. b. III. 208
- Reponse de la France à la notification de la
Russie sur l'accession du Danemarck et de la
Suède. a. IV. 373. b. III. 209
- 1781 Acte par lequel L. H. P. les Etats - Généraux des
3 Janv. Prov. Unies des Pays-Bas accèdent aux con-
ventions maritimes du 9 Juillet et 1 Août
1780. entre la Russie et les Rois de Dane-
marck et de Suède. a. II. 117. b. III. 215
- Acte séparé joint au précédent acte d'accession.
a. IV. 378. b. III. 219

Russie.

- 1781 Déclaration des Prov. Unies des Pays-Bas por-
Janv.? tant que vu leur accession aux conventions
du 9 Juill. et 1 Août ils attendent une ac-
ception de la part de leurs majestés Im-
périale et royales. a. IV. 379. b. III. 211
- 12 Janv. Extrait des résolutions de L. H. P. les E. Gén.
des P. U. concernant le secours à requérir
de la part des puissances qui ont adopté le
système de la neutralité armée (Holl.)
a. IV. 382. b. III. 221
- 16 Janv. Acte der Grenzberichtigung zwischen dem Neu-
russischen Gouvernement und der Polnischen
Ukraine. a. II. 122. b. III. 336
- Mars. Rescript de S. M. l'Imp. de Russie au comte de
Moussin Pouchkin au sujet de la guerre entre
la Gr. Bretagne et les P. Unies. a. IV. 399. b. III. 240
- 8 Mai. Convention pour le maintien de la liberté du
commerce et de la navigation neutre entre
S. M. l'Impératrice de toutes les Russies et
S. M. le Roi de Prusse, avec 4 art. séparés.
a. II. 130. b. III. 245
- 10 Juill. Traité entre S. M. l'Empereur Rom. et l'Imp.
de Russie relativement à la neutralité armée
(il est douteux si la date et le traité sont
authentiques) en Italien. a. IV. 404. b. III. 252
- 9 Oct. Acte d'accession de S. M. l'Empereur Romain
aux principes et aux mesures proposées par
la Russie pour le maintien du commerce et
de la navigation neutre, et acte d'accepta-
tion de la part de la Russie. a. II. 171. b. III. 257
- 1782 Convention maritime pour le maintien de la
13 Juill. liberté du commerce et de la navigation
neutre entre S. M. l'Impératrice de toutes les
Russies et S. M. la Reine de Portugal.
a. II. 208. b. III. 263
- 19 Oct. Traité d'amitié et de commerce entre l'Empire
de Russie et la couronne de Danemarck.
a. II. 284. b. III. 468
- Déclaration de la Cour de Russie sur le 3^{eme} ar-
ticle du traité de commerce de 1782 entre la
Russie et le Danemarck. III. préface vii.
et a. VII. 212. b. III. 484
- Acte

- 1783 Acte entre la Russie et le Roi des deux Siciles
10 Fevr. par lequel celui-ci accède aux principes et
aux moyens relatifs à la liberté du commerce
et de la navigation neutre. a. III. 274. b. III. 267
- 8 Avr. Manifeste der Kaiserinn von Rußland wegen Beset-
zung der Krim und des Kuban. a. IV. 444. b. III. 581
- 21 Mai. Handlungs- und Grenz-Convention zwischen
I. K. M. aller Reußen und S. D. dem Herzoge
und den Ständen der Herzogthümer Curland
und Semgallen. a. II. 357. b. III. 596
- 22 Mai. Declaration welche über vorstehende Con-
vention von dem Herzoge und den Ständen der
Herzogthümer Curland und Semgallen aus-
gestellt worden, und Gegen-Declaration
I. K. Majestät aller Reußen. a. II. 368. b. III. 606
- 21 Juin. Traité de commerce entre l'Empire de toutes
les Russies et la Porte Ottomane. a. I. 373. b. III. 615
- 24 Juill. Tractat zwischen dem Russischen Reiche und
Georgien; en Allemand, et la substance en
Français. a. II. 442. b. III. 686
- Formular, nach welchen S. Durchl. der Czar von
Kartalinien und Kachet sich zur Treue gegen
I. K. Maj. von Rußland verpflichtet.
a. II. 454. b. III. 698
- 1784 Traité de paix et d'amitié entre S. Maj. l'Impé-
ratrice de toutes les Russies et la Porte
8 Janv. Ottomane. a. II. 505. b. III. 707
- 22 Fevr. Ukase de l'Impératrice de Russie en faveur des com-
merçans étrangers qui s'établiront dans ses
nouveaux états sur la mer noire. a. IV. 455. b. III. 734
- Hattischerif oder Befehl der Pforte zum Vor-
theil der Fürstenthümer der Wallachey und
Moldau. a. III. 281. b. III. 710
- 1785 Edit de l'Impératrice de Russie au sujet du
1 Nov. commerce et de la navigation des sujets
Autrichiens. a. II. 620. b. IV. 72
- 12 Nov. Kaiserlich Königliche Verordnung wegen des
Handels und der Schifffahrt der russischen
Unterthanen in den Kaiserlich Königlichen
Erblanden. a. II. 632. b. IV. 84
- 1787 Traité de navigation et de commerce entre la
11 Janv. France et la Russie. a. III. I. b. IV. 196
- 17 Janv. Traité de commerce entre l'Imp. de Russie et
le Roi des deux Siciles. a. III. 36. b. IV. 220

Russie.

- 1787 **Traité de commerce entre l'Imp. de toutes les**
 20 Déc. **Russies et la Reine de Portugal.** a. III. 105. b. IV. 315
- 31 Déc. **Réglement de S. M. Imp. de Russie pour les ar-**
mateurs particuliers. a. IV. 507. b. IV. 336
- 1789 **Déclaration de la Cour Imp. de Russie concer-**
 6 Mai. **nant le commerce neutre sur la Baltique.**
 IV. 528. et de même a. VI. 250. b. IV. 428
- 1790 **Traité de paix entre S. M. le Roi et la couron-**
 14 Août. **ne de Suède d'une part et S. M. l'Imp. de**
toutes les Russies de l'autre au camp de
Werle. a. III. 175. b. IV. 517
- 1791 **Actes entre la Cour de Russie et les Cours**
 Mai. Juill. **d'Angleterre et de Prusse au sujet de la**
paix avec la Porte. V. 53
- 19 Oct. **Traité d'amitié et d'union entre S. M. le Roi et**
la couronne de Suède d'une part et S. M. l'Im-
pératrice de toutes les Russies de l'autre. V. 38
- 1792 **Traité définitif de paix entre S. M. l'Imp. de**
 9 Janv. **Russie et la Porte Ottomane à Jassy (en**
Allemand). V. 67
- 14 Juill. **Traité d'alliance défensive entre S. M. l'Imp. de**
toutes les Russies et S. M. le Roi de Hongrie
et de Bohême. VII. 497
- 1793 **Edit de S. M. I. de toutes les Russies portant**
 8 Fevr. **suspension du traité de commerce avec la**
France. VII. 166
- 25 Mars. **Convention entre S. M. le Roi de la Gr. Bré-**
tagne et S. M. l'Impératrice de toutes les
Russies relativement au commerce; en Fran-
çais et Anglais. V. 108
- **Convention entre S. M. le Roi de la Gr. Br.**
et S. M. l'Imp. de toutes les Russies relative
à la guerre; en Français et Anglais. V. 114
- 19 Avr. **Edit de S. M. I. de toutes les Russies portant**
défense d'importation de marchandises Fran-
çaises. VII. 122
- 12 Juill. **Convention entre S. M. Britannique et S. M. le**
Roi des deux Siciles relative à la guerre. V. 158
- 13 Juill. **Traité de cession et de limites entre S. M. l'Imp.**
de toutes les Russies et S. M. le Roi et la
République de Pologne. V. 162
- Juill. **Actes entre les Cours de Londres et de Peters-**
 Août. **bourg d'une part et celles de Copenhague**
et de Stockholm de l'autre au sujet de la
neutralité et du commerce avec la France. V. 238
- Traité

Russie.

- 1793 Traité d'alliance entre S. M. l'Imp. de Russie et
16 Oct. la République de Pologne. V. 222
- 1795 Déclaration échangée entre les plénip. de l'Imp.
3 Janv. de Russie et de la Cour de Vienne relative
au partage de la Pologne. VI. 600
- 18 Fevr. Traité d'alliance défensive entre S. M. Britan-
nique et S. M. l'Impératrice de toutes les
Russies (en Angl. et Français). VI. 461
- 02 Mars. Actes relatifs à la réunion du Duché de Cour-
lande sous l'Empire de toutes les Russies.
VI. 476. ajoutés VII. 508
- 24 Oct. Convention conclue entre S. M. le Roi de Prusse
S. M. l'Imp. de Russie et S. M. l'Emp. Roi. VI. 702
- 1796 Manifeste de l'Impératrice de Russie portant dé-
Mars. claration de guerre contre la Perse (en Al-
lemand). VI. 586
- 1797 Convention entre S. M. Imp. de toutes les Rus-
17 Janv. sies et l'ordre de Malthe. VII. 156
- Les articles séparés de la même date. VII. 428
- 22 Janv. Deux Ukases de S. M. Imp. de toutes les Russies
concernant l'importation des marchandises
Françaises et Hollandaises. VII. 129
- 26 Janv. Convention entre S. M. le Roi de Prusse et
S. M. l'Imp. de toutes les Russies sur les
affaires de la Pologne. VI. 707
- Acte d'accession de S. M. l'Empereur des Ro-
mains à la précédente convention. VI. 715
- 21 Fevr. Traité de commerce entre l'Emp. de Russie et
le Roi de la Grande-Bretagne. VI. 722
- 25 Juill. Déclarations uniformes des Cours de Vienne de
Petersbourg et de Berlin relatives au partage
de la Pologne remises à la diète d'Empire. VI. 717
- 28 Nov. Articles additionnels de la convention conclue
le 15 Janv. 1797, entre S. M. Imp. de Russie
et l'ordre de Malthe. VII. 166
- 1798 Protestation du Grand-Prieuré de Russie contre
26 Août. la capitulation de Malthe et manifeste du
Grand-Prieuré. VII. 434-436
- 10 Sept. Acte par lequel l'Emp. de Russie prend l'ordre
de Malthe sous sa suprême direction. VII. 444
- 27 Oct. Proclamation par laquelle le Grand-Prieuré de
Russie et autres chevaliers déclarent l'Emp.
de Russie Grand-Maître de l'ordre. VII. 445
- Acte

Russie.

- 1798 Acte d'acceptation de l'Emp. de Russie de la
 13 Nov. Grand-Maîtrise de l'ordre de Malthe. VII. 447
 29 Nov. Traité d'alliance entre S. M. le Roi des deux
 Siciles et S. M. l'Empereur de toutes les
 Russies. VII. 303
 — Lettres patentes de l'Emp. de Russie portant
 établissement d'une nouvelle fondation de
 l'ordre de St. Jean de Jérusalem en faveur
 de la noblesse Russe, VII. 450
 23 Déc. Traité d'alliance défensive entre S. M. l'Empe-
 reur des Ottomans et S. M. l'Empereur de
 toutes les Russies. VII. 314
 27 Déc. Traité de commerce entre S. M. l'Empereur de
 toutes les Russies et le Portugal. VII. 256
 29 Déc. Traité provisoire d'alliance entre S. M. le Roi
 de la Grande-Bretagne et S. M. l'Empereur
 de toutes les Russies. VII. 318
 1799 Regeln nach welchen der Adel des Russischen
 15 Fevr. Reichs in den Orden des heil. Johannes von
 Jerusalem aufgenommen werden soll. VII. 457
 1^{re} Juin. Convention entre S. M. le Roi de la Gr. Bretagne
 et S. M. l'Empereur de toutes les Russies
 avec les articles séparés. VII. 323
 29 Juin. Déclaration entre les plénipotentiaires de la
 Grande-Bretagne et de Russie relative au
 traité du 29 Déc. 1798. VII. 329
 12 Juill. Convention entre l'Empereur de toutes les
 Russies comme Gr. Maître de l'ordre de
 Malthe et l'Electeur Bava-ro-Palatin. S. II. 574
 21 Juill. Réglemens pour la fondation des commanderies
 de famille ou de Jus Patronatus en Russie. VII. 462
 1^{er} Sept. Traité d'alliance défensive entre S. M. l'Emp. de
 toutes les Russies et S. M. Très-fidèle. VII. 346
 1 Oct. Traité d'alliance entre l'Emp. de toutes les
 Russies et l'Electeur Bava-ro-Palatin. S. II. 252
 29 Oct. Traité d'amitié et d'alliance entre S. M. le Roi et
 la couronne de Suède d'une part et S. M.
 l'Emp. de toutes les Russies de l'autre. VII. 365
 1800 Substance de la convention entre la Russie et la
 21 Mars. Porte au sujet des îles ex-venetiennes. S. II. 276
 15 Août. Déclaration de l'Emp. de Russie aux cours du
 Nord pour les inviter à une association
 maritime. S. II. 368
 Conven-

Russie.

- 1800 Convention entre l'Emp. de Russie et l'Electeur
20 Août. de Saxe concernant la succession de sujets. S. II. 282
- 29 Août. Publication du sequestre des biens Anglais en
Russie. S. II. 371
- 18 Nov. Embargo décerné en Russie contre les vais-
seaux Anglais. S. II. 373
- 16 Déc. Convention maritime entre la Russie et la
Suède. S. II. 389
- Convention maritime entre la Russie et le
Danemarck. S. II. 389
- Convention maritime entre la Russie et la
Prusse. S. II. 406
- 1801 Proclamation de l'Angl. portant embargo contre
la Russie, le Dan. et la Suède. S. II. 419
- 14 Janv. Proclamation de l'Empereur de Russie sur la
prise de possession de la Georgie. S. II. 285
- 28 Janv. Actes entre la Gr. Bretagne et la Russie relatifs
à l'association maritime des P. du Nord. S. II. 423
- 27 Fevr. Accession du Danemarck à la convention mari-
time entre la Russie et la Suède (en Alle-
mand). S. II. 414
- 13 Mars. Traité d'amitié, de commerce et de navigation
entre la Suède et la Russie. S. II. 307
- 18 Avr. Déclaration de la Russie à l'Amiral Parker et
reponse du 22 Avril. S. II. 459
- 18 Mai. Ukase portant levée de l'Embargo décerné con-
tre les Anglais. S. II. 464
- 17 Juin. Convention maritime entre la Gr. Bretagne et
la Russie avec les articles séparés. S. II. 482
- 29 Août. Extrait d'une Convention entre la République
Française et la Rép. Batave. S. II. 535
- 4 Oct. Traité de paix entre la Russie et l'Espagne signé
à Paris. S. III. 191
- 8 Oct. Traité de paix entre la Rép. Française et S. M.
l'Empereur de toutes les Russies. S. II. 551
- 10 Oct. Articles additionnels de la convention maritime du
17 Juin. entre la Gr. Bretagne et la Russie. S. II. 484
- Déclaration explicative de l'article 3. de la dite
convention maritime. S. III. 192
- Juill. Déclaration des cours de France et de Russie
Août. portant projet d'indemnités en Alle-
magne. S. III. 231
- 1802 Acte d'accession du Roi de Suède à la conven-
tion maritime entre la Gr. Bretagne et la
Suède du 17 Juin 1801. S. III. 196
- Conven-

Russie.

- 1805 Convention entre S. M. Britannique et S. M.
 11 Avr. Imp. de toutes les Russies à Petersbourg.
 avec les Art. séparés. S. IV. 160
- 9 Août. Actes relatifs à l'accession de l'Autriche à la
 convention du 11 Avril entre la Gr. Bretagne
 et la Russie. S. IV. 169
- 1806 Traité de paix non ratifié entre la France et
 20 Juill. la Russie avec les pleinpouvoirs pour Mr.
 d'Oubril et les notes de la Russie sur son
 refus de ratifier. S. IV. 305
- 1807 Armistice entre les Emp. de France et de Rus-
 21 Juin. sie à Tilsit. S. IV. 432
- 7 Juill. Traité de paix entre S. M. l'Emp. d. Français
 et S. M. l'Emp. de toutes le Russies à Tilsit. S. IV. 436
- 13 Aofit. Ordonnance de l'Emp. de Russie concernant l'ad-
 mission des étrangers dans ses états. S. IV. 454
- 24 Août. Traité d'Armistice entre la Russie et la Porte. S. IV. 456
- Nov. Déclarations échangées avec la Gr. Bretagne.
 Déc. SCHÖELL IX. 84. 88.
- 1808 Manifeste de l'Emp. de Russie sur la réunion
 20 Mars. de la Finlande. S. V. 9
- 6 Avr. Convention avec les Suédois sur la remise de
 Sueaborg. S. V. 11
- 7 Mai. Convention en forme d'édits avec l'Autriche. S. V. 74
- 29 Sept. Armistice avec l'armée Suédoise. S. V. 13
- 21 Oct. Convention avec la Saxe sur les deserteurs. S. V. 153
- 19 Nov. Convention militaire avec la Suède à Olkioki. S. V. 15
- 1809
- 20 Mars. Première Convention avec les Suédois à Umio S. V. 16
- 26 Mars. Seconde Convention avec les Suédois à Umio. S. V. 18
- 1 Août. Ukase Russe sur les neutres qui entrent dans
 ses ports. S. V. 484
- 17 Sept. Traité de paix avec la Suède à Fredrichsham. S. V. 19
- 1810 Acte de cession et de démarcation avec l'Autriche
 19 Mars. signé à Léopol. S. IV. 252
- 22 Mai. Ukase défendant le commerce avec le Por-
 tugal. S. V. 510
- 1811 Note Russe remise aux diverses cours de l'Eu-
 rope contre le décret Français du 13 Déc. en
 ce qui concerne la réunion du Duché d'Ol-
 denbourg à la France. S. V. 348
- 1812
- 28 Mai. Traité de paix avec la Porte à Buchareff. S. VII. 397
- 18 Juill. Traité de paix avec la Gr. Brét. à Oerebro. S. VII. 226
- Traité

Russie.

- 1812 Traité d'amitié et d'alliance avec l'Espagne
20 Juill. à Welliki. S. VII. 230
- 30 Déc. Convention entre le Lieutenant général York
et le Général Diebitsch au moulin de Po-
scherun. S. V. 556
- 1813 Traité de paix d'amitié et d'alliance avec la Prusse
18 Fevr. à Kalisch avec quelques articles séparés. S. VII. 234
- 19 Mars. Convention avec la Prusse à Breslau. S. V. 564
- 4 Avr. Acte de formation d'un conseil administratif
arrêté à Kalisch. S. V. 566
- 7 Avr. Convention entre la Russie signée à Kalisch. S. VII. 238
- 5 Juin. Armistice entre les Puissances belligérantes
à Pleiswitz. S. V. 582
- 14 Juin. Convention avec la Grande-Bretagne à Rei-
chenbach. S. V. 568
- 6 Juill. Traité avec la Gr. Bretagne à Peterswaldau. S. V. 579
- 26 Juill. Convention pour la prolongation de l'armistice
du 5 Juin. S. V. 587
- 9 Sept. Traité d'alliance avec l'Autriche it. avec la Prusse
à Toeplitz. S. V. 596
- 30 Sept. Convention supplémentaire des traités de subside
entre l'Angl. la Russie et la Prusse. S. V. 577
- 21 Oct. Convention entre les alliés sur la réunion des
forces en Allemagne. S. V. 615
- 20 Nov. Traité avec le G. Duc de Bâde. S. V. 649
- 2 Déc. Traité des alliés avec l'Elect. de Hesse à Franc-
fort. S. V. 651
- 4 Déc. Armistice des alliés avec le Danemarc. S. V. 657
- Déc. Acte de cession de la seigneurie de Jever par
l'Emp. de Russie au Duc de Oldenbourg. S. VII. 296
- 1814 Principes généraux des alliés sur l'administration
12 Janv. des provinces Françaises occupées. S. V. 658
- 8 Fevr. Traité de paix avec le Danemarc à Hanovre. S. V. 681
- 1 Mars. Traité d'alliance entre les alliés signé à Chau-
mont. S. V. 683
- 15 Mars. Déclaration des alliés lors de la rupture des
negoc. de Chatillon. S. V. 688
- 11 Avr. Traité des alliés avec Bonaparte. S. V. 695
- 23 Avr. Convention des alliés avec Monsieur frère du
Roi. S. V. 695
- 30 Mai. Traité de paix de Paris entre les alliés et la
France. S. VI. 1
- 31 Mai. Actes relatifs à l'admin. des pays cédés par
la France. S. VII. 309
- Conv.

Russie.

1814	Conv. supplem. des alliés avec la Gr. Bretagne.	
29 Juin.		S. VI. 40
1815	Déclaration des 8 puissances sur la traite des	
8 Fevr.	Nègres.	S. VI. 432
13 Mars.	Déclaration des 8 puissances sur l'évasion de Bonaparte.	S. VI. 110
19 Mars.	Règlement entre les membres du Congrès sur le rang entre les agens diplomatiques.	S. VI. 449
20 Mars.	Déclaration des P. réunies au Congrès au sujet de la Suisse.	S. VI. 157
24 Mars.	Règlemens pour la libre navigation des rivières.	S. VI. 434
25 Mars.	Traité d'alliance signé à Vienne entre les 4 alliés.	S. VI. 112
29 Mars.	Déclaration échangée avec le Portugal sur le renouvellement de leur traité de commerce.	S. VI. 108
30 Mars.	Convention additionnelle à celle entre la Prusse et la Russie pour annuler celle de Bayonne.	S. VI. 181
2 Avr.	Extr. de la convention entre les alliés et la Bavière.	S. VII. 313
Avr.	Accessions au traité d'alliance de Vienne du	
Sept.	25 Mars de la part du Hanovre, Portugal, Sardaigne etc. voyés sous chacune des Puissances accédantes.	S. VI. 124 - 155
24 Avr.	Convention entre les commissaires des P. alliés relative à l'économie de l'armée en Paysamis.	S. VII. 309
30 Avr.	Conv. additionnelle entre la Gr. Bretagne et les 3 alliés.	S. VI. 121
3 Mai.	Traité de Vienne avec l'Autriche.	S. VI. 225
—	Traité de Vienne avec la Prusse.	S. VI. 236
—	Traité avec la Prusse et l'Autriche sur Cracovie.	S. VI. 251
9 Mai.	Contredéclaration de la Russie à celle du 25 Avril de la Gr. Bretagne.	S. VI. 118
12 Mai.	Extrait du procès verbal des conférences de Vienne sur Napoléon Bonaparte.	S. VI. 263
18 Mai.	Traité avec le Roi de Saxe à Vienne.	S. VI. 272
19 Mai.	Traité entre la Gr. Bretagne le Roi des Pays-Bas et la Russie signé à Londres.	S. VI. 290
—	Convention de Vienne relative à la formation d'un parc d'armée dans le rayon Russe.	S. VII. 313
—	Item sur l'administration des hôpitaux.	S. VII. 317
	Traité	

Russie.

1815	Traité avec la Sardaigne signé à Vienne avec un annexe à l'art. VII.	S. VI. 298
20 Mai.	Acte de renonciation du R. de Saxe au Duché de Varsovie.	S. VI. 286
27 Mai.	Convention des alliés avec la Suisse sur son accession à la déclaration du 20 Mars.	S. VI. 173
31 Mai.	Traité avec le Roi des Pays-Bas, signé à Vienne avec un art. sup.	S. VI. 327
9 Juin.	Acte final du congrès de Vienne.	S. VI. 379
10 Juin.	Extrait du Protocole des P. signat. relat. aux affaires de Bâle.	S. VI. 452
Juin.	Actes relatifs à l'accession de diverses puissances et états à l'acte du Congrès.	S. VI. 481
2 Août.	Convention entre la Gr. Bretagne et les alliés sur la Garde de Napoléon.	S. VI. 605
26 Sept.	Sainte alliance entre la Russie, l'Autriche et la Prusse.	S. VI. 656
4 Oct.	Traité de subside avec la Gr. Bretagne.	S. VI. 223
3 Nov.	Protocole des conférences de Paris sur les arrangements territoriaux.	S. VI. 668
5 Nov.	Convention des alliés avec la Gr. Bretagne sur les îles Ioniennes.	S. VI. 663
6 Nov.	Protocole des conférences de Paris sur la distribution des 700 millions.	S. VI. 676
20 Nov.	Traité de paix de Paris entre les 4 alliés et la France.	S. VI. 682
—	Article séparé avec la Russie seulement.	S. VI. 691
—	Conventions en conséquence des art. IV. V. IX.	S. VI. 692-717
—	Traité d'union entre les cours de Vienne, de Londres, de Petersbourg et de Berlin.	S. VI. 734
—	Note des ministres des alliés au D. de Richelieu.	S. VI. 738
—	Actes sur la neutralité perpétuelle de la Suisse reconnue par chacune des Puissances alliées.	S. VI. 740
21 Nov.	Procès-verbal des conférences de Paris sur l'emploi des fonds destinés au renforcement de la ligne défensive.	S. VII. 406
1817	Note officielle des ministres des alliés sur la diminution de leur armée en France.	S. VII. 93
10 Fevr.	Ukase Russie sur la franchise des ministres étrangers.	S. VII. 96
11 Fevr.	Règlement sur la réception des étrangers.	S. VII. 98
25 Fevr.	Nouveau Recueil, T. III.	A a a
		Traité

Russie. Salm. Salzbourg.

1817	Traité avec le R. des Pays-Bas sur les arrangements territoriaux.	S. VII. 413
12 Mars.	Ukase sur les franchises du port d'Odeffa.	S. VII. 101
29 Avr.	Acte additionnel au traité de Fredrichsham avec la Suède signé à Petersbourg.	S. VII. 141. 147
10 Sept.	Traité de limites avec la Prusse.	S. VII. 152
11 Nov.	Convention des 4 Puissances avec la France portant transaction sur les réclamations particulières.	S. VII. 417
1818		
23 Avr.		

Salm.

1791	Décret de l'assemblée nationale concernant la principauté de Salm-Salm.	VI. 423
22 Juill.	Convention entre le Roi de France et le Prince de Salm-Salm concernant l'indemnisation pour la suppression des droits féodaux et seigneuriaux.	V. 90
1792		
29 Avr.		
1793		
2 Mars.	Réunion de Salm. à la France.	VI. 425

Salzbourg.

1786	Auszug des Hauptvergleichs, welcher zwischen S. K. Maj. Joseph II. und dem Erzstifte Salzbourg getroffen worden.	a. II. 646. b. IV. 105
19 Avr.		
1806	Acte relatif à la cession de Salzbourg et Berchtesgaden par l'archiduc Ferdinand à l'Emp. d'Autriche.	S. IV. 247
12 Fevr.		Sardaigne.

Sardaigne.

Sardaigne.

- 1736 Accession du R. de Sardaigne aux préliminaires
W. I. 50.
- 6 Juin. Diplome de l'Empereur du 6 Juin pour la ces-
sion du Navarois et du Tortonois etc. au
Roi de Sardaigne. W. I. 38.
- 1739 Acte d'accession du Roi de Sardaigne à la paix
9 Mars. de Vienne. W. I. 149. 151. 152. 156.
- 1742 Convention entre la Reine de Hongrie et de
1 Fevr. Bohême et le Roi de Sardaigne. W. I. 672.
- 1743 Traité conclu à Worms entre S. M. Britannique
13 Sept. le Roi de Hongrie et de Bohême et le Roi
de Sardaigne. W. I. 677.
- 1748 Traité d'Alliance défensive entre l'Autr. l'Angl.
26 Janv. la Sardaigne et les P. U. d. P. bas. W. II. 410.
- 18 Oct. Traité définitif de paix d'Aix la Chapelle.
W. II. 337.
- 1752 Articles préliminaires signés à Madrid entre
14 Avr. l'Espagne l'Autr. la Toscane et le Roi de
Sardaigne. K. I. 497. SCHÖELL II. 462.
- 14 Juin. Traité d'Alliance entre l'Autr. l'Espagne et la
Sardaigne à Aranjuez. W. II. 707.
- 1754 Traité de partage et d'échange entre le Roi de
3 Juin. Sardaigne et la République de Genève, à
Turin. W. III. 52.
- 1760 Traité de limites entre les Rois de France et de
24 Mars. Sardaigne. W. III. 218.
- 1763 Convention faite entre les Rois de France
10 Juin. d'Espagne et de Sardaigne avec 2 Articles
séparés. (W. III. 445. conf. K. II. 164.)
a. l. 80. ajoutés a. III. 219. b. I. 197
- 1766 Traité conclu à Stradella entre le Roi de Sar-
10 Mars. daigne et le Duc de Parme. K. II. 223. b. I. 354
- 1770 Concordat entre le St. Siège et la Cour de
28 Janv. Turin. (W. III. 793). a. VI. 126. b. I. 688
- 1782 Acte de garantie entre les 3 puissances média-
12 Nov. trices savoir la France. la Sardaigne et la
Rép. de Berne pour rétablir la tranquillité
à Genève suivi d'un traité de neutralité entre
les mêmes puissances. a. II. 301. 303. b. III. 486
- 27 Nov. Convention entre les Rois d'Espagne et de
Sardaigne pour la succession entre leurs su-
jets. S. II. 165. b. III. 401

Sardaigne.

- 1785 Extrait de la Convention pour l'exemption du
4 Fevr. droit de Villefranche entre les Rois de Dane-
marc et de Sardaigne. a. IV. 639. b. IV. 1
- 1792 Décret de réunion de la Savoye à la France. VI. 415
- 27 Nov. Actes relatifs à la réunion de Nice à la France. VI. 419
- 31 Janv. Traité d'alliance entre S. M. Britannique et le
25 Avr. Roi de Sardaigne en Fr. et Anglais. V. 144
- 1796 Suspension d'armes entre les troupes Françaises
28 Avr. et celles de S. M. Sarde. VI. 608
- 15 Mai. Traité de paix et d'amitié entre S. M. le Roi de
Sardaigne et la République Française. VI. 611
- 1797 Traité d'alliance offensive et défensive entre la
5 Avr. Rép. Française et le Roi de Sardaigne. VI. 620
- 1798 Convention entre les commandans des troupes
28 Juin. Françaises et Sardes pour l'occupation de la
citadelle de Turin par les Français. VII. 272
- 9 Déc. Acte par lequel le Roi de Sard. renonce à l'exer-
cice de tout pouvoir dans le Piémont. VII. 312
- 1799 Protestation du Roi de Sardaigne contre sa
3 Mars renonciation au Piémont. S. IV. 99
- 1801 Proclamation du Gen. Jourdan du 10 Avr. portant
10 et déclaration du Piémont pour Division mili-
19 Avr. taire de France et arrêté du 19 Avr. S. IV. 102
- Mai. Actes relatifs à la réunion projetée du Piémont
S. IV. 107
- 1802 Senatusconsulte organique du 24 fructid. an X.
II Sept. portant réunion du Piémont à la Fr. S. IV. 111
- 1814 Actes relatifs à la cession de Gènes au Roi de
Déc. Sardaigne à Vienne. S. VI. 85
- 1815
- 26 Mars. Acte de cession du Roi en faveur de Genève. S. VI. 175
- 29 Mars. Protocole sur les cessions faites par la Sar-
daigne. S. VI. 177
- 9 Avr. Accession au traité d'alliance de Vienne du
25 Mars. S. VI. 130
- 2 Mai. Traité de subside avec la Gr. Bretagne. S. VI. 195
- 20 Mai. Traité avec l'Autriche, l'Angl. la Russie, la Prusse
et la France à Vienne avec les annexes. S. VI. 298

Saxe elettorale aujourd'hui royale.

- 1733 Traité d'alliance entre l'Impératrice de Russie
Juill. et l'Electeur de Saxe (en Allemand). S. III. 1
- 25 Août. Convention explicative du traité précédent
(en Allemand). S. III. 10
- 1742 Déclaration de paix entre S. M. la Reine de
23 Juill. Hongrie et de Bohême et S. M. le Roi de
Pologne El. de Saxe. W. I. 717.
- 1743 Traité d'alliance entre la Reine de Hongrie
20 Déc. et de Bohême et le Roi de Pologne comme
Electeur de Saxe. W. I. 722.
- 1744 Traité d'alliance défensive entre l'Imp. de Russie
4 Fevr. et l'Electeur de Saxe (en Allemand). S. III. 15
- 1745 Traité de quadruple-alliance entre le Roi de
8 Janv. Pologne Electeur de Saxe, le Roi de la Gr.
Brétagne, la Reine d'Hongrie et de Bohême
et les Provinces-Unies des Pays-Bas signé
à Varsovie. W. II. 171.
- 15 Mars. Déclaration du R. de Pologne Elect. de Saxe
lors de l'échange des ratifications du traité
de Varsovie. S. III. 24
- 18 Mai. Traité dit de partage éventuel entre l'Autriche et
le Roi de Pologne électeur de Saxe. S. I. 270
- 25 Déc. Traité définitif de paix, de reconciliation et
d'amitié entre S. M. l'Imp. R. de Hongrie
et de Bohême et S. M. le Roi de Pologne
El. de Saxe à Dresde. W. II. 207.
- 1751 Traité de subside entre S. M. le Roi de Pologne,
13 Sept. Electeur de Saxe d'une part, et le Roi de la
Gr. Brétagne et les Prov. Unies des Pays-Bas
de l'autre. W. II. 593.
- 1763 Traité de paix entre S. M. le Roi de Prusse et
15 Fevr. S. M. le Roi de Pologne électeur de Saxe,
à Hubertsbourg avec 3 articles séparés.
(W. III. 380). a. I. 71. b. I. 146
- 1765 Acte de renonciation réciproque entre le Roi
6 et 20 Oct. de Pologne et l'Electeur de Saxe. (W. III.
501.) a. VI. 39. b. I. 302
- 1766 Convention entre le Roi de Prusse et l'Electeur de
18 Juin. Saxe relativement au commerce. (W. III. 569).
a. I. 139. b. I. 387
- 1772 Conv. avec le Danemarck sur le droit de dé-
7 Août. traction. b. II. 222
Decla.

Saxe.

- 1776 Declaration wegen Ausdehnung der Aufhebung
9 Août. des Abzugs-Rechts zwischen den sämtlichen Königl. Dänischen und Churfürstlich-Sächsischen Landen. a. IV. 176. b. II. 229
- 1779 Paix de Teschen. a. II. 1. b. II. 661
- 13 Mai. Association zwischen dem Churfürsten von Sachsen, von Brandenburg u. Braunschweig-Lüneburg. (Fürstenbund). a. II. 553. b. IV. 18
- 23 Juill. Convention entre S. M. Prussienne et S. A. E. de Saxe sur le Contingent de Saxe. VI. 312
- 1793 Convention entre l'Emp. de Russie et l'Electeur de Saxe concernant la succession des sujets. S. II. 282
- 7 Janv. 1800 Traité de paix entre S. M. l'Empereur des Français R. d'Italie et S. A. S. l'Electeur de Saxe signé à Posen. S. IV. 384
- 20 Août 1806 Traité entre S. M. l'Emp. d. Français et les Ducs de Saxe-Weimar, Saxe-Gotha, Saxe-Meiningen, Saxe-Hildbourghausen et Saxe-Cobourg portant l'admission de ces Princes à la confédération du Rhin; signé à Posen. S. IV. 387
- 11 Déc. 1807 Traité entre l'Archiduc de Wurzburg et le Duc de Saxe Cobourg Hildbourghausen au sujet de quelques possessions Ganerbinales. S. IV. 407
- 15 Juill. 1808 Convention entre l'Emp. des Français et le Roi de Prusse relativement à la route militaire entre la Saxe et le Duché de Varsovie. S. IV. 474
- 13 Oct. 1808 Convention de Bayonne avec l'Emp. Français sur les dettes du D. de Varsovie. S. V. 71
- 10 Mai. 1810 Convention avec la Russie sur les deserteurs. S. V. 153
- 21 Oct. 1810 Convention avec le R. de Prusse sur les sommes dépositales signée à Varsovie. S. V. 283
- 10 Sept. 1811 Convention du G. Duc de Varsovie avec la Prusse sur le droit de détraction. S. V. 318
- 11 Nov. 1813 Convention avec le R. de Westphalie le G. D. de Hesse et les P. P. de Nassau sur le partage des dettes de la ballivie de Hesse. S. VII. 276
- 14 Mars. 8 Avr. Convention avec l'Autriche sur le passage des (non Août) troupes. S. V. 591
- 1815 Traité avec la Prusse et de même avec l'Autriche et la Russie signé à Vienne. S. VI. 272
- 18 Mai. — Déclaration du R. de Saxe concernant la m. de Schönburg. S. VI. 284
- 22 Mai. Acte de renonciation du R. de Saxe au Duché de Varsovie. S. VI. 286

Acces-

Saxe. — Deux - Siciles.

- 1815 Accession du Roi de Saxe au traité d'alliance
 27 Mai. du 25 Mars. S. VI. 151
 14 Juill. Traité de subside avec la Gr. Brétagne. S. VI. 208
 Sept. Accession de la Gr. Brétagne au traité du 18 Mai
 entre la Prusse et la Saxe. S. VI. 628

Saxe branche Ernestine Grand-Ducale et Ducale.

1. Saxe-Weimar (Grand-Duché).

- 1808
 27 Avr. Convention avec le D. de Saxe-Meiningen. S. V. 56
 1815
 1 Juin. Traité avec le Roi de Prusse à Vienne. S. VI. 324
 1 Août. Traité de subside avec la Gr. Brétagne. S. VI. 223
 22 Sept. Convention territoriale avec le Roi de Prusse. S. VII. 323

2. Saxe-Gotha, Meiningen, Hildburghausen et Coburg.

- 1808 Convention de Saxe-Meiningen avec Saxe-
 27 Avr. Weimar. S. V. 56
 1812 Convention de Saxe-Coburg avec la Prusse sur
 10 Fevr. le droit de détraction. S. V. 414
 1815 Traité de subside des Ducs de Coburg, Meining-
 15 Juin. gen et Hildburghausen avec la Gr. Brétagne;
 extrait. S. VI. 223
 1 Août. Traité de subside du D. de Gotha avec la Gr.
 Brétagne, extr. S. VI. 223

Schwarzbourg.

- 1807 Traité entre S. M. l'Emp. d. Français et les Pr.
 18 Avr. de Schwarzbourg concernant l'accession de
 ceux-ci à la conféd. du Rhin. S. IV. 485
 1815
 1 Août. Traité de subside avec la Gr. Brétagne extr. S. VI. 223

Sept-Isles.

- 1807 Déclaration de neutralité de la Rép. des Sept-
 Juin. Isles. S. III. 537
 1815 Traité entre la Gr. Brétagne et les alliés sur
 5 Nov. les îles Ioniennes. S. VI. 663

Deux-Siciles.

- 1713 Déclaration et engagement concernant les
 8 Mars. droits et privilèges des marchands Britan-
 niques dans le Royaume de Sicile, faite à
 Utrecht (en Angl. et Fr.) S. I. 102
 Aaa 4 Ratifica-

Deux - Siciles.

- 1720 Ratification du Roi d'Espagne de l'acte d'ad-
 13 Avr. mission et d'accession du Roi de Sardaigne
 à l'acceptation de la quadruple alliance par
 l'Espagne (en Latin). S. I. 436
- 1736 Déclaration de la part de l'Empereur et de la
 30 Janv. France sur la paix avec le Roi de deux
 Siciles. W. I. 14. 15.
- 1 Mai. Déclaration signée à Naples le 1 Mai de la part
 du Roi des Deux-Siciles sur la paix avec
 l'Empereur. W. I. 25.
- 4 Août. Déclaration de l'Empereur sur quelques détails
 concernant la paix entre S. M. Imp. d'une
 part et les Rois d'Esp. et des 2 Siciles de
 l'autre. W. I. 49.
- 11 Déc. Diploma caesareum pro cessione regnorum utrius-
 que Siciliae sicut et portuum litoraliū He-
 truriae regi utriusque Siciliae. W. I. 74.
- Diploma regis utriusque Siciliae pro cessione
 ducatum Parmae et Placentiae caesari, et
 successionis eventualis magni Ducatus Hetru-
 riae domui Lotharingicae. W. I. 80.
- 1739 Actes d'accession du Roi des Deux-Siciles à la
 21 Avr. paix définitive de Vienne. W. I. 165. 174. 179.
- 1740 Traité de paix, de commerce et de navigation
 7 Avr. conclu à Constantinople entre le Roi des
 Deux-Siciles et la Porte-Ottomane. W. I. 519.
- 1742 Traité de commerce entre S. M. le Roi et la
 30 Juin. Couronne de Suède et S. M. le Roi des
 Deux-Siciles conclu à Paris. W. II. 100.
- 1745 Traité d'alliance et de subsides entre la France
 1 Mai. l'Espagne Naples et la République de Gênes
 signé à Aranjuez avec les articles séparés et
 secrets. K. I. 405. 415. 426. 430.
- 1748 Traité de commerce et de navigation entre les
 6 Avr. Rois de Danemarck et des Deux-Siciles signé
 à Madrid. W. II. 275.
- 1752 Accession du Roi des Deux-Siciles au traité
 14 Juin. de même date entre l'Espagne l'Autr. et la
 Sardaigne. W. II. 707.
- 1753 Traité de commerce entre le Roi des Deux-
 27 Août. Siciles et les E. G. des Prov. Unies des
 Pays-Bas. W. II. 753.
- 1759 Traité entre l'Imp. Reine de Hongrie et de
 3 Oct. Bohême et Charles III. Roi des Deux-Sici-
 les, au sujet de Parme etc. W. III. 206.

Deux - Siciles.

- 1759 Acte du Roi Charles III. en faveur de son troi-
9 Oct. sième fils. (en Ital.) W. III. 212.
- 1778 Edit du Roi des Deux-Siciles concernant le
16 Sept. commerce et la navigation en tems de guerre
(en Fr. et Ital.) a. IV. 226. b. III. 46
- 1783 Acte entre la Russie et le Roi des Deux-Siciles
10 Fevr. par lequel celui-ci accède aux principes et
aux moyens relatifs à la liberté du commerce
et de la navigation neutre. a. III. 274. b. III. 267
- 1787 Traité de commerce entre l'Imp. de Russie et
17 Janv. le Roi des Deux-Siciles. a. III. 36. b. IV. 229
- 1793 Convention entre S. M. Britannique et S. M. le
12 Juill. Roi des Deux-Siciles relative à la guerre. V. 158
- 1796 Suspension d'hostilités entre les troupes Fran-
5 Juin. çaises et les troupes Napolitaines. VI. 635
- 10 Oct. Traité de paix conclu entre la République Fran-
çaise et le Roi des Deux-Siciles. VI. 636
- 1798 Traité d'alliance conclu entre l'Autriche et le
19 Mai. Roi des Deux-Siciles. VII. 253
- 29 Nov. Traité d'alliance entre S. M. le Roi des Deux-
Siciles et S. M. l'Empereur de toutes les
Russies. VII. 303
- 1 Déc. Traité d'alliance entre S. M. le Roi des Deux-Si-
ciles et S. M. le Roi de la Gr. Bretagne. VII. 307
- 1799 Convention d'armistice entre le Général Cham-
10 Janv. pionnet et le vice Roi de Naples. VII. 335
- 21 Janv. Traité d'alliance entre S. M. le Roi des Deux-
Siciles et l'Empereur Ottoman. VII. 337
- 1801 Armistice entre la Rép. Française et le Roi des
Deux-Siciles. S. II. 335
- 28 Mars. Traité de paix entre la Rép. Française et le
Roi des Deux-Siciles. S. II. 337
- 1805 Traité de neutralité entre S. M. l'Empereur des
21 Sept. Français et S. M. le Roi des Deux-Siciles
à Paris. S. IV. 186
- 1806 Décret par lequel l'Emp. des Français déclare
30 Mars. reconnaître son frère Joseph Napoléon pour
Roi de Naples. S. IV. 252
- 18 Juill. Capitulation de Gaëta. S. IV. 302
- 1808 Traité d'alliance entre la Gr. Bretagne et la cour
30 Mars. de Naples. S. V. 31
- 1814 Traité entre la cour de Naples et celle de Vienne
11 Janv. avec les articles séparés et secrets. S. V. 660
- Conven-

Deux-Siciles. Souabe. Suède.

- 1815 Convention militaire entre les armées d'Autriche et de Naples. S. VI. 293
 20 Mai.
 1818
 16 Fevr. Concordat avec le St. Siège. S. VII. 158

Souabe (cercle.)

- 1796 Traité de suspension d'armes entre la France et le cercle de Souabe. VI. 690
 27 Juill.
 1809 Traité entre divers princes d'Allemagne pour le partage des dettes du cercle. S. VI. 171
 4 Mai.

Suède.

- 1703 Traité d'alliance entre S. M. le Roi de Suède et S. M. le Roi de Prusse (en Latin). S. I. 26
 29 Juill.
 1707 Traité d'alliance entre les Rois de Suède et de Prusse avec un Art. sép. (en Latin). S. I. 73
 16 Août.
 1723 Acte de Frédéric Roi de Suède remis au Duc Charles Frédéric de Holstein sur l'espoir de celui-ci de monter sur le trône de Suède (en Suéd. et Fr.) S. I. 166
 19 Nov.
 1729 Traité de paix entre la Suède et la régence d'Algèr (renvoi au traité de 1792.) S. I. 189
 16 Avr.
 18 Août. Convention entre la Suède et le Roi de la Gr. Brétagne comme El. de Br. Lunebourg sur la paix de 1719. S. I. 190
 1734 Traité d'alliance défensive entre le Roi et la Couronne de Suède et le Roi de Danemarck. S. I. 217
 5 Oct.
 1735 Traité de subside entre la France et la Suède (qui n'a été ratifié qu'en 1738). S. I. 228
 25 Juin.
 1736 Traité de paix et de commerce entre le Roi de Suède et la République de Tunis conclu à Tunis le 23 Déc. W. I. 446.
 23 Déc.
 1737 Traité de commerce entre le Roi et la Couronne de Suède et la Porte-Ottomane signé à Constantinople. W. I. 471.
 10 Janv.
 15 Nov. Déclaration et contredéclaration entre le Roi de Suède et S. M. B. l'électeur de Brunswick Lunebourg portant abolition du droit de détraction. S. I. 246
 1738 Cartel entre le Roi et la Couronne de Suède et le Roi de Danemarck pour l'extradition des défecteurs et des criminels. S. I. 249
 10 Avr.
 10 Nov. Traité d'alliance entre S. M. Très-Chrétienne et le Roi de Suède. W. I. I.

Alliance

Suède.

- 1739 Alliance défensive entre S. M. le Roi et la couronne de Suède et la Porte Ottomane conclue à Constantinople. W. I. 504.
2 Déc.
- 1741 Traité de paix et de commerce entre le Roi et la couronne de Suède et la république de Tripolis. W. II. 17.
15 Avr.
- 25 Avr. Traité préliminaire du commerce et de navigation entre S. M. Très-Chrétienne et la couronne de Suède. W. II. 5.
- 1742 Traité de commerce entre S. M. le Roi et la Couronne de Suède et S. M. le Roi des Deux-Siciles conclu à Paris. W. II. 100.
30 Juin.
- 1743 Traité préliminaire de paix entre l'Imp. de Russie et le Roi de Suède conclu à Åbo. W. II. 31.
16 Juin.
- 7 Août. Traité définitif de paix entre S. M. le Roi et la Couronne de Suède d'un côté et S. M. l'Imp. de Russie de l'autre signé à Åbo. W. II. 36.
- 1745 Traité d'alliance défensive entre la Suède et la Russie conclu à St. Petersburg; avec l'Article séparé. W. II. 216.
25 Juin.
6 Juill.
- 1747 Traité d'alliance défensive entre S. M. le Roi et la Couronne de Suède et le Roi de Prusse conclu à Stockholm le 1^{er} Mai. 1747, avec les articles séparés. W. II. 235.
18 Mai.
29 —
- 26 Mai. Renouveau du traité de subside entre la France et la Suède. S. I. 299
6 Juin.
- 27 Sept. Convention séparée entre la Suède et la Prusse en vertu du VI^{ème} Article du traité du 18 (29) Mai. W. II. 240.
- 1749 Traité préliminaire entre le Roi de Dan. et le Prince Adolphe Frédéric successeur désigné en Suède touchant l'échange futur du Holstein; extrait. S. I. 482
7 Août.
- 1750 Traité entre le Roi Fréd. V. de Danemarck et le successeur en Suède D. Adolphe Frédéric de Holstein concernant l'échange futur du Holstein. W. II. 472.
25 Avr.
- Articles séparés du dit traité. K. I. 476.
- 1751 Traité de limites entre le Roi de Suède et le Roi de Danemarck fait à Stroomstadt (en Suédois et Allemand). W. II. 598.
21 Sept.
2 Oct.

Renou-

Suède.

- 1754 Renouveau de l'alliance entre la France
17 Janv. et la Suède K. I. 512. avec un article séparé.
ibid. 519.
- 1756 Convention entre les Rois de Danemarck et de
12 Juill. Suède concernant le commerce sur la bal-
tique. W. III. 148.
- 1757 Convention entre la Fr. l'Imp. Reine et la
21 Mars. Suède sur l'exercice de la garantie de la paix
de Westph. K. II. 33.
- 22 Sept. Convention de subides entre la France, l'Au-
triche et la Suède. K. II. 89.
- Assurance donnée à la Suède par la France.
K. II. 94.
- 1759 Convention entre la Russie et la Suède relative
9 Mars. à la mer baltique. S. III. 36
- 1760 Acte d'accession du Danemarck à la convention
17 Mars. de 1759 entre la Fr. et la Suède. S. III. 42
- 17 Sept. Accession du Roi de Suède. au traité conclu
entre S. M. Très-Chrétienne et l'Autriche.
W. III. 268.
- 1763
- 7 Avr. Armistice avec la Prusse à Riebnitz. b. I. 18*
- 22 Mai. Traité de paix entre S. M. le Roi de Prusse et
S. M. le Roi et la Couronne de Suède à
Hambourg. (W. III. 307). a. I. 12. b. I. 37
- 1765 Règlement renouvelé de S. M. Suédoise concer-
2 Nov. nant les douânes à payer par les ministres
étrangers du 2 Nov. 1765. a. VI. 54. b. I. 306
- 1766 Traité d'alliance et de commerce entre la
5 Fevr. Grande-Bretagne et la Suède. (W. III. 515.)
a. IV. 44. b. I. 314
- 1771 Déclarations réciproques entre les Cours de
Nov. Suède et de Danemarck touchant le maintien
de la paix et de l'amitié; savoir déclaration
de la Suède du 7 Novembre et Contredécla-
ration du Danemarck du 9 Novembre 1772.
a. III. 248. b. II. 170
- 1774 Decretum salvatorium, welches S. M. der Röm.
27 Déc. Kaiser dem König von Schweden in Betreff
des Austausches von Holstein ertheilet.
a. I. 732. b. II. 209
- 1775 Edit de S. M. Suédoise concernant l'établisse-
15 Août. ment d'un Port-franc à Marstrand; en
Suédois et Français. a. VI. 163. b. II. 401
Prome-

Suède.

- 1778 Promemoria des Kön. Schwedischen Gefandten
20 Juin. zu Verwahrung der Rechte des Königs in
Betreff von Oldenburg u. Delmenhorst.
a. I. 731. b. II. 208
- 27 Déc. Décret salvatoire de l'Emp. en faveur du R. de
Suède. b. II. 209
- 1779 Ordonnance de S. M. le Roi de Suède relative-
Mars. ment au commerce et à la navigation neutre.
a. IV. 240. b. III. 60
- 1780 Explication demandée par la Suède à la Russie
Mai? sur le projet de la neutralité armée et
éclaircissemens donnés par la Russie à cet
égard. a. IV. 354. 355. b. III. 170
- 21 Juill. Déclaration de S. M. Suédoise aux Cours de
Londres, Versailles et de Madrid au sujet
du commerce et de la navigation neutre.
a. IV. 365. b. III. 185
- 1 Août. Convention maritime pour le maintien de la
liberté du commerce et de la navigation neutre
entre la Russie et la Suède. a. II. 110. b. III. 198
6 Articles séparés joints à la précédente con-
vention. a. IV. 364. b. III. 198
- 4 Août. Réponse de la Cour de France à la déclaration
de la Suède du 21 Juill. a. IV. 366. b. III. 186
- Août. Réponse de la Cour de Londres à la déclaration
de Suède du 21 Juillet sur le commerce
neutre. a. IV. 368. b. III. 188
- 7 Sept. Déclaration par la quelle S. M. Danoise accède
à la convention du 1 Août conclue entre la
Russie et la Suède. a. IV. 371. b. III. 207
- Déclaration par laquelle S. M. Suédoise accède
à la convention du 9 Juillet conclue entre la
Russie et le Danemarck. a. IV. 369. b. III. 205
- 1781 Acte par lequel les E. Gén. accèdent aux con-
3 Janv. ventions maritimes entre la Russie et les Rois
de Suède et de Danemarck. a. II. 117. b. III. 215
- 28 Fevr. Memoire présenté par l'envoyé des Prov. Unies
à la Cour de Suède pour reclamer l'inter-
vention des Puissances neutres alliées.
a. IV. 389. b. III. 320
- Mars. Memoire de la Cour de Suède pour celle de la
Russie concernant l'effet de l'accession des
Provinces-Unies au système de la neutralité
armée. a. IV. 394. b. III. 236
- Traité

- 1783 **23 Avr.** Traité d'amitié et de commerce entre le Roi de Suède et les Etats-Unis de l'Amérique avec 5 articles séparés; en Anglais a. II. 328 en Français. a. VII. 52. b. III. 505
- 18 Sept. K. Dän. Verordnung wegen Herabsetzung der Abgabe des 6. Pfenninga von dem Vermögen, welches aus den Dänischen Staaten nach den Schwedischen ausgeführt wird. a. IV. 452 conf. S. II. 168. b. III. 700
- 1784 **1 Juill.** Convention provisoire pour servir d'explication à la convention préliminaire de commerce et de navigation du 2 Avril 1741 entre les Rois de France et de Suède. a. II. 526. b. III. 743
- 1786 **Mars** Acte concernant la reservation des droits du Roi de Suède au sujet des comtes d'Oldenbourg et de Delmenhorst. a. IV. 472. b. II. 213
- 1788 **7 Juill.** S. Königl. Schwedischen Majestät gnädiges Reglement wie es mit dem Aufbringen zur See gehalten werden soll. a. VI. 235. b. IV. 394
- 9 Oct.** Armistice entre le Roi de Suède et le Pr. Charles de Hesse commandant en chef des troupes auxillaires du Danemarc sous la médiation de la Gr. Bretagne. a. III. 151. b. IV. 429
- 16 Oct.** Seconde convention d'armistice entre le Roi de Suède et le Prince Charles de Hesse. a. III. 153. b. IV. 431
- 5 Nov.** Articles du troisième armistice entre le Roi de Suède et le Prince Charles de Hesse. a. III. 155. b. IV. 433
- 1790 **14 Août.** Traité de paix entre S. M. le Roi et la couronne de Suède d'une part et S. M. l'Imp. de toutes les Russies de l'autre au camp de Werele. a. III. 175. b. IV. 517
- 1791** **19 Oct.** Traité d'amitié et d'union entre S. M. le Roi et la couronne de Suède d'une part et S. M. l'Impératrice de toutes les Russies de l'autre. V. 38
- 1792 **5 Mai.** Traité de paix et de commerce entre le Roi et la Couronne de Suède et la Rép. d'Algèr en Fr. et Suédois avec un supplément. VI. 297
- 1793 **16 Avr.** Proclamation du directoire exécutif en France sur la liberté du commerce des navires Danois et Suédois. VII. 137
- 23 Avr.** Ordonnance du Roi de Suède concernant la navigation en tems de guerre. V. 235. 237

- 1793 Actes entre les Cours de Londres et de Peters-
Juill. bourg d'une part et celle de Copenhague et
Août. de Stockholm de l'autre au sujet du com-
merce avec la France. V. 238
- 1794 Convention entre S. M. le Roi de Suède et
27 Mars. S. M. le Roi de Danemarck pour la défense
commune de la liberté du commerce et de
la navigation des deux états. V. 274
- 21 Mai. Ordonnance de S. M. Suédoise portant liberté
générale d'entrepôt pour les marchandises
étrangères d. L. port de Gothenburg. VII. 504
- 1796 Convention entre le Roi de Suède et la Républi-
13 Mars. que de Gênes (en Suédois et Italien). VI. 592
- 1799 Traité d'amitié et d'alliance entre S. M. le Roi et
29 Oct. la couronne de Suède d'une part et S. M.
l'Emp. de toutes les Russies de l'autre. VII. 365
- 1800 Déclaration de l'Emp. de Russie aux cours du
15 Août. Nord pour les inviter à une association ma-
ritime. S. II. 368
- Sept. Actes entre l'Espagne et la Suède relatifs à
l'affaire de Barcelone. S. II. 374
- Nov. Actes entre la Prusse et la Suède relatifs à
l'affaire de Barcelone. S. II. 380
- 16 Déc. Convention maritime entre la Russie et la
Suède. S. II. 389
- 23 Déc. Règlement de S. M. le Roi de Suède concernant
le commerce et la navigation de la Suède
en tems de guerre. VII. 523
- 1801 Proclamation de l'Angl. portant embargo contre
14 Janv. la Russie le Dan. et la Suède. S. II. 419
- 13 Mars. Traité d'amitié, de commerce et de navigation
entre la Suède et la Russie. S. II. 307
- 20 Mars. Capitulation de l'isle de S. Barthelemy remise
aux Anglais. S. II. 468
- 4 Mars. Notes échangées entre les cours de la Gr. Bré-
et suiv. tagne et de Suède au sujet de la conven-
tion maritime. S. II. 438
- 18 Avr. Somation de l'Amiral Anglais au Commandant
de Carlsrona et réponse du Roi du 23 Avr. S. II. 457
- 19 Mai. Ordonnance de la Suède portant rétablissement
du commerce avec l'Angleterre. S. II. 465
- 1802 Acte d'acception du Roi de Suède à la conven-
30 Mars. tion maritime du 17 Juin 1801. entre la Gr.
Brétagne et la Russie. S. III. 196

Suède.

- 2081 Traité de paix conclu entre S. M. Suédoise et
2 Oct. le pacha de Tripoli sous la médiation de la France. S. III. 216
- 1803 Traité entre le Roi de Suède et le Duc de
26 Juin. Mecklenbourg sur la ville et seigneurie de Wismar (Fr. et All.) S. III. 488
- 25 Juill. Convention entre la Gr. Bretagne et la Suède pour expliquer l'art. XI. du traité de 1661. S. III. 525
- 1804 Règlement renouvé de S. M. Suédoise sur le
31 Juin. commerce de ses sujets en tems de guerre. S. III. 547
- 3 Déc. Convention préalable et secrète entre S. M. Britannique et le Roi de Suède signée à Londres. S. IV. 158
- 1805 Convention entre S. M. Britannique et S. M. le
3 Août. Roi de Suède à Heilfingbourg. S. IV. 177
- 3 Oct. Traité entre Leurs Majestés Britannique et Suédoise à Beckaskoy. S. IV. 183
- 1806 Déclaration du Ministre Suédois à la diète
13 Janv. portant que le Roi s'abstiendra des délibérations. S. IV. 291
- Mai. Corresp. avec la Prusse sur le Lauenbourg. SCHOKLL VIII. 43.
- Juin. Actes relatifs au changement dans la constitution des Etats de couronne de Suède en
et Juill. Allemagne. S. IV. 292
- 1807 Armistice entre les troupes Françaises et Suédoises à Schlattkow. S. IV. 465
- 18 Avr. — Capitulation de l'isle de Rugen. S. IV. 467
- 20 Avr. Conv. avec la Prusse SCHOKLL IX. 141.
- 17 Juin. Conv. avec la Gr. Bretagne. SCHOKLL IX. 145.
- 23 Juin. Convention de subside avec la Gr. Bretagne. SCHOKLL IX. 147.
- 1808 Convention de subside avec la Grande-Bretagne. S. V. 1
- 8 Fevr. — S. V. 1
- 20 Mars. Manifeste de la Russie sur la réunion de la Finlande. S. V. 9
- 6 Avr. Convention avec les Russes sur la remise de Sueaborg. S. V. 11
- 20 Sept. Armistice avec l'armée Russe. S. V. 13
- 19 Nov. Convention militaire avec la Russie à Olkioki. S. V. 15
- 1809
- 20 Mars. Première Convention avec les Russes à Uméo. S. V. 16
- 26 Mars. Seconde Convention avec les Russes à Uméo. S. V. 18
- 29 Mars. Acte de renonciation de Gustave IV. au trône. S. V. 170
- Traité

Suède.

- 1809
17 Sept. Traité de paix avec la Russie à Fredrichsham. S. V. 1
27 Oct. Publication Suédoise défendant l'entrée aux
vaisseaux Anglais. S. V. 30
10 Déc. Traité de paix avec le Danemarck à Janköping. S. V. 223
1810
6 Janv. Traité de paix avec la France à Paris. S. V. 232
1812
18 Juill. Traité de paix avec la Gr. Brét. à Oerebro. S. V. 431
1813
3 Mars. Traité de concert avec la Grande-Bretagne. S. V. 558
1814
14 Janv. Traité de paix avec le Danemarck à Kiel. S. V. 666
13 Août. Convention avec la Gr. Bretagne. S. VI. 55
14 Août. Convention entre la Suède et le gouvernement
Norvégien. S. VI. 62
— Armistice entre les troupes Suéd. et Norwég.
à Moss. S. VI. 63
1815
8 Fevr. Déclaration des 8 Puissances sur la traite des
nègres. S. VI. 432
13 Mars. Déclaration des 8 Puissances sur l'évasion de
Bonaparte. S. VI. 110
19 Mars. Règlement fait au Congrès de Vienne sur le rang
des agens diplomatiques. S. VI. 419
20 Mars. Déclaration des puissances réunies au Congrès
au sujet de la Suisse. S. VI. 157
12 Mai. Extrait du procès verbal des conférences de
Vienne sur Napoléon Bonaparte. S. VI. 203
9 Juin. Acte final du Congrès de Vienne. S. VI. 379
6 Août. Actes des diètes de Suède et de Norvège sur
les rapports constitutionnels entre les deux
royaumes. S. VI. 608
1817
10 Sept. Acte additionnel au traité de Fredrichsham avec
la Russie, signé à Petersbourg All. et Fr.
S. VII. 141. 147.

Suisse.

Suisse.

- 1731 Convention entre la France et l'abbé de St.
29 Avr. Gal portant renouvellement du traité de
1663. K. I. 303.
- 1740 Renouvellement d'alliance entre la France et
la Rép. des Grisons; extrait. S. I. 260
- 1752 Trattato per il regolamento de' confini fra S. M.
2 Août. l'Imperatrice regina etc. duchessa di Milano etc.
e i dodici cantoni Elvetici di qua de monti
accordato nel congresso di Varese; con un
articolo separato. (All.) W. III. 35.
- 1763 Tractat zwischen Sr. K. K. apostolischen Maje-
8 Fevr. stät als Herzogin von Mayland und löblichen
gemeinen drey Bündten. (W. III. 420). VI. 5
- 1765 Capitulation générale pour les troupes que les
3 Nov. Cantons catholiques et l'abbé de St. Gal ont
au service de France. K. II. 180.
- 1767 Jugement rendu à Soleure par les ministres
13 Oct. plénipotentiaires du Roi de France et des
Cantons de Zurich et de Berne au sujet de
Genève. (W. III. 618). I. 204. et III. 238
- 1774 Procès verbal de limites entre la France et le
15 Nov. Canton de Berne. K. II. 352.
- 1777 Allgemeines Defensiv-Bündnis zwischen S. M.
28 Mai. dem König von Frankreich und den 13 Can-
tons der Schweizer Eydgenossenschaft auch
zugewandten Orten. I. 606
- 1780 Renouvellement de l'ancien traité d'alliance et
14 Nov. de Combourgeoisie entre les sept Cantons
Catholiques de la Suisse et la Rép. de Valais. VI. 206
- 1781 Edit du Roi de France qui fixe les privilèges
Déc. des Etats et du Corps Helvétique en France,
enregistré au Parlement le 8 Janv. 1782. II. 182
- 1784 Déclaration du Roi de France concernant les
20 Août. créances que les Suisses auront à repeter
sur des particuliers qui auroient fait faillite.
K. II. 465.
- 1793 Décret de la Conv. Nationale au sujet des traités
17 Nov. avec les Cantons Suisses et les Etats-Unis
d'Amérique. VI. 446
- 1798 Traité de réunion de la République de Mulhan-
28 Janv. sen à la République Française. VII. 237
Traité

Suisse.

- 1798 Traité de paix et d'alliance offensive et défensive
19 Août. entre la République Helvétique et la Ré-
publique Française. VII. 279
- 4 Articles séparés et secrets. SCHORLL V. 155.
- 17 Oct. Convention entre l'Autriche et les Grisons. VII. 279
- 30 Nov. Convention spéciale entre la France et la Ré-
publique Helvétique au sujet des secours re-
quis par la République Française. VII. 284
- 1799 Convention entre la République Française et la
Janv. République Helvétique au sujet des troupes
Suisse qui ont été au service du Roi de
Sardaigne. VII. 350
- 21 Avr. Traité de réunion des Grisons avec la Républi-
que Helvétique. VII. 345
- 30 Mai. Traité de commerce entre la Rép. Française
et la République Helvétique conclu à Paris. S. III. 186
- 23 Juill. - Notes du Directoire Helvétique avec celui de
Oct. France. SCHORLL V. 265.
- 1802 Memoire du Min. Français portant transmission
Août. du Rikthal à l'Helvétie. S. III. 360
- 1803 Acte de médiation par le premier Consul de la
19 Fevr. République Française pour accorder les
parties qui divisent la Suisse. S. III. 361
- 27 Sept. Traité d'alliance défensive entre la France et
la Suisse. S. III. 568
- Lettre du Gén. Ney au Landamman sur l'art. IX.
du précédent traité. S. III. 571. note *)
- Capitulation militaire entre la République Fran-
çaise et la diète Helvétique. S. III. 576
- 1804 Capitulation sous laquelle 5 regimens Suisse
2 Août. qui se trouvent au service de S. M. Catho-
lique continueront à servir pendant 30 an-
nées. S. IV. 1
- 1806 Décret par lequel l'Empereur des Français trans-
fère la principauté de Neuchâtel au Maré-
chal Berthier. S. IV. 254
- 1808 Convention de l'Argovie avec Bâle. S. V. 139
- 17 Sept. D. Français sur la réunion du Valais à la
France. S. V. 344
- 1810 D. Français sur la réunion du Valais à la
France. S. V. 344
- 12 Déc. Convention avec la Prusse sur le droit de dé-
1812 traction. S. V. 404
- 3 Mars. Convention entre les cantons formant la confé-
1813 dération Helvétique. S. V. 659
- 29 Déc. Traité

Toscane. Trêves. Tripoli.

- 1783 Convention entre le Grand Duc de Toscane et
28 Juin. la République de Gênes touchant la saisie
des criminels. VII. 67
- 1784 Convenzione toccante al trattamento del sud-
4 Déc. diti reciproci tra S. M. Imp. Duca di Milano
e di Mantova e il Gran Duca di Toscana;
substance. a. II. 543. b. III. 781
- 1790 Acte de cession du Grand-Duché de Toscane à
21 Juill. la branche puînée de la maison d'Autriche
(en Latin). a. VI. 278. b. IV. 476
- 1795 Traité de paix entre la République Française
9 Fevr. et le Grand Duc de Toscane. VI. 455
- 1 Mars. Edit publié par le Grand Duc de Toscane au
sujet de sa neutralité. VI. 458
- 1797 Extrait de la convention entre le Général Bo-
Fevr. naparte et le Gr. Duc de Toscane. VII: 168
- 1800 Capitulation pour la reddition de la place de
16 Oct. Livourne aux Français. VII. 416
- 1802 Extrait des registres du Senat conservateur con-
26 Août. cernant la réunion de l'île d'Elbe à la
France. S. IV. 98
- 1807 Acte publié par la Reine d'Etrurie au nom de
10 Déc. son fils portant abdication de la couronne
de ce Royaume. S. IV. 490
- 1808 D. Français sur la réunion de Parme Plaisance et
30 Mai. Toscane à la France. S. V. 324
- 1816
- 26 Avr. Trêve avec la régence de Tunis. S. VII. 22

Trêves.

- 1773 Convention préliminaire de limites entre la
29 Oct. France et l'Electeur de Trêves, avec un
supplément. K. II. 321. 328. b. II. 260
- 1778 Convention entre le Roi de France et l'Electeur
1 Juill. de Trêves concernant les limites des états
respectifs a. IV. 181. b. II. 268
- 1780 Lettres patentes du Roi de France portant con-
Août. firmation des droits de l'Electeur de Trêves
dans les terres et seigneuries de Fumay,
Revin et Fennin. a. IV. 191. b. II. 278

Tripoli.

- 1713 Capitulation entre les Provinces-Unies des
Pays-Bas et la régence de Tripoli (en Holl.) S. I. 98
Bbb 3 Traité

Tripoli. Tunis.

- 1716 Traité de paix et de commerce entre la Gr. Brét.
19 Juill. et la régence de Tripoli (en Angl.) S. I. 140
- 1728 Traité de commerce entre les Provinces-Unies
4 Oct. des Pays-Bas et la régence de Tripoli. S. I. 186
- 1729
9 Juin. Traité pour 100 ans entre la France, et la re-
et 2 Août. gence de Tripoli. K. I. 284.
- 1741 Traité de paix et de commerce entre le Roi
15 Avr. et la couronne de Suède et la république de
Tripolis. W. II. 17.
- 1749 Traité entre l'Empereur Romain G. D. de Tos-
27 Janv. cane et la régence de Tripoli. S. I. 320
- 1751 Traité de paix et de commerce entre le Roi
19 Sept. de la Gr. Brétagne et la ville et Royaume
de Tripoli. W. II. 573.
- 1753 Traité de paix de navigation et de commerce
22 Janv. entre le Roi de Danemarck et le Dey de
Tripoli. W. III. 19.
- 30 Mai. Article ajouté au traité de paix de 1729. entre
la France et Tripoli. K. I. 500. 501.
- 1762 Articles de paix et de commerce entre le Roi
22 Juill. de la Gr. Br. et le Bey de Tripolis en Anglais
et Français. (W. III. 294.) a. IV. 36 b. I. 76
- 1784 Tratto di pace tra il re di Spagna et la reggenza
10 Sept. di Tripoli II. 531, mieux S. III. 87. b. III. 760
- 1793 Confirmation des traités entre la France et le
30 Juin. Pacha de Tripoli. VI. 316
- 1796 Traité de paix et d'amitié entre les Etats-Unis
4 Nov. d'Amérique et le Bey de Tripoli. VII. 147
- 1799 Décret du directoire exécutif contre les régences
15 Fevr. d'Algèr Tunis et Tripoli. VII. 443
- 14 Mars. Traité de paix et d'amitié entre le Prince Ré-
gent de Portugal et le Gouv. de Tripoli signé
à Tripoli (Portug. et Français). S. III. 164
- 1802 Traité de paix conclu entre S. M. Suédoise et
2 Oct. le pacha de Tripoli sous la médiation de la
France. S. III. 216

Tunis.

- 1713 Traité de paix et de commerce entre les Pro-
vinces-Unies d. Pays-Bas et la régence de
Tunis (en Holl.) S. I. 92
- 1716 Traité de paix et de commerce entre la Gr. Bré-
30 Août. tagne et la régence de Tunis (renvoi au
traité de 1751). S. I. 147
- Traité

Tunis.

- 1736 Traité de paix et de commerce entre le Roi de
23 Déc. Suède et la République de Tunis conclu
à Tunis le 23 Déc. W. I. 446.
- 1742 Traité de paix entre la France et la régence
9 Nov. de Tunis. K. I. 374.
- 1743 Supplément au traité entre la France et la ré-
24 Fevr. gence de Tunis. K. I. 387.
- 1748 Traité de paix entre S. M. l'Empereur Romain
23 Déc. et la régence de Tunis. S. I. 315
- 1751 Traité de paix et de commerce entre la Gr.
19 Oct. Bretagne et le Gouv. de Tunis. W. II. 583.
- 8 Déc. Traité de paix entre le Roi de Danemarck et le
Bey du Royaume de Tunis. W. III. 1.
- 1762 Articles de paix et de commerce entre le Roi
22 Juin. de la Gr. Bretagne et le Bey de Tunis en
Anglais et Français. (W. III. 294) a. IV. 30. b. I. 72
- 1765 Traité entre la France et la régence de Tunis
pour l'adoption du 5^{me} Article du traité de
1764 entre la France et Algèr. (K. II. 206.)
S. II. 71. b. I. 289
- 1770 Trattato préliminare di pace tra il Ré di Francia
25 Août. et la reggenza di Tunis (extrait. W. III. 807;
en Français. K. II. 282). a. III. 254. b. I. 700
- 13 Sept. Traité définitif entre la France et la régence
de Tunis. K. II. 286. b. I. 702
- 1774 Renouveau des traités de paix entre la
3 Juin. France et la régence de Tunis lors de l'avé-
nement de Louis XVI. K. II. 332. b. II. 283
- 1791
- 19 Juill. Traité de paix entre l'Espagne et Tunis. S. III. 96
- 1795 Supplément aux traités entre la France et la
25 Mai. régence de Tunis. VI. 541
- 1797 Traité de paix entre les E. Unis d'Amérique et
Août. le royaume de Tunis. S. II. 178
- 1799 Décret du directoire exécutif contre les régences
15 Fevr. d'Algèr, Tunis et Tripoli. VII. 443
- 1800 Armistice entre la France et le Dey de Tunis.
26 Août. VII. 425
- 1802 Traité de paix entre la République Française
23 Fevr. et la régence de Tunis. S. II. 561
- 1816
- 17 Avr. Convention avec la Gr. Bretagne. S. VII. 21
- 26 Avr. Trêve avec le Grand-Duc de Toscane. S. VII. 22

Turquie

Valais. Venise.

Turquie voyés Porte.

Valais.

- 1780 Renouveaulement de l'ancien traité d'alliance et
14 Nov. de Combourgeoisie entre les sept Cantons
catholiques de la Suisse et la Rép. de Valais. IV. 206
1802 Adresse des trois Ministres des p. garantes,
3 Sept. au peuple Valaisan. S. III. 353
1805 Décret de l'Emp. Français portant création d'un
4 Oct. bataillon de Valaisans. S. IV. 188

Venise.

- 1751 Bulla S. P. Benedicti XIV. qua conventio inter
6 Juill. Imperatricem reginam Mar. Theresiam et
Rempubicam Venetam inita de abolendo Pa-
triarchatu Aquilejensi etc. confirmatur et per-
ficitur. W. II. 506.
1754 Traité de limites entre l'Imp. Reine et la Ré-
17 Août. publique de Venise. S. II. 64
1756 Traité de paix entre l'Imp. Reine de Hongrie
10 Juin. et de Bohême et la République de Venise.
W. III. 116.
1764 Gränz - Tractat zwischen Sr. K. K. apostol.
25 Juin. Maj. und der durchlauchtigsten Republik
Venedig betreffend den Gebrauch des Wassers
des Flusses Tartaro. a. I. 97. b. I. 240
1765 Fortsetzung des Gränztractats zwischen Sr. K. K.
19 Juin. apostolischen Majestät und der Republik Ve-
nedig wegen der Gewässer des Tartaro.
a. I. 117. b. I. 254
1776 Extrait de la convention de limites entre l'Au-
triche et la république de Venise. a. VI. 182. b. II. 504
1779 Edit de la République de Venise concernant la
9 Sept. navigation et le commerce neutre en tems
de guerre. a. IV. 255. b. III. 74
1780 Renouveaulement de la convention de 1775 entre
3 Oct. la Lombardie Autrichienne et la Républi-
que de Venise concernant l'extradition des
criminels (Ital.) S. II. 155
1797 Traité entre la France et la République de
16 Mai. Venise. VII. 187

Villes

Villes Impériales. Waldeck. Westphalie.

Villes Impériales.

- 1774 Uebersetzung der lettres patentes des Königs
Oct. von Frankreich vom October 1774 wegen Abschaffung des droit d'Anbaine für 23 Reichsstädte und Acceptations-Acte besagter Reichsstädte vom 15 Dec. 1774. a. I. 523. 526. b. II. 326

Waldeck.

- 1777 Capitulation entre les Prov. Unies des Pays-
27 Avr. Bas et le Prince de Waldeck prolongée pour 10 ans. a. IV. 178 b. II. 505
1807 Traité entre S. M. l'Emp. d. Fr. et le Prince
18 Avr. de Waldeck sur l'accession de celui-ci à la confédération du Rhin. S. IV. 481
1815
1 Août. Traité de subside avec la Gr. Bretagne. S. VI. 223

Wallachie voyés Porte.

Wertheim voyés Löwenstein.

Westphalie.

- 1807 Actes relatifs à la formation du Royaume de
Août.-Déc. Westphalie. S. IV. 491
1808 Convention avec la France sur les domaines les
22 Avr. dettes et contributions signée à Berlin. S. V. 34
1809
25 Mai. Convention avec la France sur les deserteurs. S. V. 189
1810 Traité avec la France sur la réunion du Han-
14 Janv. novre. S. V. 235
3 Juin. Convention avec le G. D. de Hesse sur le partage des 4 haut-hôpitaux etc. S. V. 264
6 Nov. Convention avec le G. D. de Hesse sur l'extradition des deserteurs, vagabonds etc. S. V. 304
1811 Convention avec la Prusse sur l'exécution du
28 Avr. traité de Tilsit. S. V. 364
10 Mai. Convention avec la France sur le partage des Etats du Hannover. S. V. 350
— Convention avec la France sur les domaines. S. V. 356
14 Mai. Convention avec la Prusse sur la navigation. S. V. 382
— Convention avec la Prusse sur l'extrad. des vagabonds. S. V. 388
Nouveau Recueil. T. III. Ccc Conven-

Westphalie. Wied. Wirtemberg.

- 1813 Convention avec le R. de Saxe le G. D. de Hesse
14 Mars. et la maison de Nassau sur le partage des
dettes de la ballivie de Hesse. S. VII. 276

Wied.

- 1800 Convention conclue entre la République Fran-
22 Oct. çaise et les Princes de Wied. VII. 481

Wirtemberg.

- 1736 Convention entre le Duc de Wirtemberg et le
13 Nov. comte de Bourg sur le paiement de ce qui
reste dû par les terres d'Empire situées le
long du Rhin. W. I. 136.
- 1748 Convention entre la France et le D. de Wir-
10 Mai. temberg concernant les possessions en Al-
sace, et Montbéliard. W. II. 310.
- 1752 Traité de limites entre la France et le D. de
4 Fevr. Wirtemberg.
- 1765 Convention entre le Roi Très-Christien et le
3 Déc. Duc de Wirtemberg pour la restitution récipro-
que des déserteurs et malfaiteurs. a. VI. 42. b. I. 310
- 1768 Lettres patentes du Roi de Fr. portant confirma-
Juin. tion de droits en faveur d. M. le Duc de
Wirtemberg pour ses possessions en Alsace.
a. VI. 106. b. I. 615
- 1778 Convention pour l'abolition du Droit d'Aubaine
14 Avr. entre la France et les Etats du Duc de Wir-
temberg. a. I. 722. b. II. 628
- 1780 Vergleich des regierenden Herzogs von Wür-
11 Fevr. temberg mit seinen Brüdern Herzog Lude-
wig Eugen und Herzog Fried. Eugen.
a. III. 296. b. III. 1
- 1783 Lettres patentes du Roi de France portant con-
Mai. firmation des droits appartenans au Duc de
Wirtemberg dans la seigneurie de Fran-
quemont. a. II. 346. b. III. 585
- 1786 Convention entre le Roi de France et le Duc
21 Mai. de Wirtemberg relativement aux limites du
Comté de Montbéliard. a. II. 652. b. IV. 113
- 1795 Projet de traité entre la République Française
25 Sept. et le Duc de Wirtemberg non ratifié. VI. 665
- 1796 Suspension d'armes entre le Général en Chef de
17 Juill. l'armée Française et les députés du Duc de
Wirtemberg. VI. 667
Traité

Wurtemberg.

- 1796 Traité de paix entre la République Française et
7 Août. le Duc de Wurtemberg avec les 11 articles
séparés. VI. 670
- 1800 Traité de subside entre S. M. Britannique et le
20 Avr. Duc de Wurtemberg. S. II. 269
- 1802 Traité séparé entre la Rép. Française et le D. de
20 Juin. Wurtemberg. S. III. 225
- 1806 Proclamation de la dignité Royale de Wurtem-
1 Janv. berg et note du 16 Janv. aux Min. étran-
gers. S. IV. 226
- 3 Juin. Traité de limites entre la cour de Stutgard
et celle de Bavière: extrait. S. IV. 289
- Août Notification relative aux titres pris par le Roi
de Wurtemberg. S. IV. 333
- 17 Oct. Traité d'échange et d'épuration entre le Roi de
Wurtemberg et le G. Duc de Bâde. S. IV. 358
- 1808 Traité avec le Gr. Duc de Bâde sur des échan-
23 Avr. ges. S. V. 54
- 9 Sept. Convention avec divers Princes sur le par-
tage des dettes du collège des comtes de
Franconie. S. VII. 169
- 1810 Traité avec le Roi de Bavière sur les limites
18 Mai. signé à Paris. S. V. 257
- 2 Oct. Traité avec le Gr. Duc de Bâde sur diverses
cessions. S. V. 295
- 1813 Conventions générale et particulière avec le
15 Août. grand maître de l'ordre teutonique Archiduc
Antoine sur les biens de l'ordre, signée à
Mergentheim; ratifiée 1815. S. VII. 287 et 292
- 2 Nov. Traité préliminaire d'alliance avec l'Autriche à
Francfort avec les articles séparés et secrets
et avec accession de la Prusse. S. V. 643
- 1815 Convention avec l'Autriche sur le passage des
5 Avr. troupes. S. VI. 185
- 30 Mai. Accession au traité d'alliance de Vienne du
25 Mars. S. VI. 153
- 6 Juin. Traité de subside avec la Grande-Bretagne. S. VI. 202

Wurzbourg.

Wurzbourg.

- 1806 **Traité entre l'Emp. des Français et l'Archiduc**
25 Sept. **Prince de Wurzbourg touchant l'accession de**
celui-ci à la confédération du Rhin. S. IV. 345
- 1807 **Traité entre le G. D. de Bâde et l'Archiduc**
17 Mai. **G. Duc de Wurzbourg sur des arrangements**
territoriaux. S. IV. 399
- 12 Juin. **Traité entre le Roi de Bavière et l'Archiduc**
G. D. de Wurzbourg au sujet de terres de
la noblesse immédiate. S. IV. 402
- 15 Juill. **Traité entre l'Archiduc de Wurzbourg et le**
Duc de Saxe Cobourg Hildbourghausen au
sujet de quelques possessions Ganerbinales. S. IV. 407
- 1810 **Patente du R. de Bavière sur les cessions faites**
4 Sept. **au G. D. de Wurzbourg. S. V. 289**
- 11 Sept. **Patente du G. D. de Wurzbourg sur la prise de**
possession de divers endroits à lui cédés et
sur ceux cédés par lui à la Bavière. S. V. 292
- 1813 **Convention avec le G. D. de Bâde sur le com-**
6 Fevr. **merce. S. V. 550**

Zurich voyés Suisse.

